



# Thèse

En vue de l'obtention du

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par L'UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES  
Discipline ou spécialité : SCIENCE POLITIQUE

---

Présentée et soutenue par **Nicolas Ténèze** le mercredi 1<sup>er</sup> avril 2009

# ISRAEL ET SA DISSUASION NON- CONVENTIONNELLE: HISTOIRE D'UN PARADOXE GEOPOLITIQUE (1948-2008)

---

Jury :

Jean-Paul JOUBERT, professeur des Universités à Lyon III  
Jean-Pierre MARICHY, professeur émérite à l'IEP à l'Université de Toulouse  
Jean-François SOULET, professeur à l'Université Toulouse II le Mirail

---

Sciences juridique et politiques  
Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance, rue des Puits Creusés, 31000 Toulouse.  
Directeur de Thèse : Monsieur Michel-Louis MARTIN

### **Avertissements:**

Les noms propres sont orthographiés dans la mesure du possible à l'européenne.

Le présent exemplaire **est une version corrigée est réduite de la thèse** soutenue le 1er avril 2009, à l'Université Toulouse Capitole et qui comprenait à l'origine 700 pages. **Cette nouvelle version** de 560 pages est archivée à la bibliothèque universitaire Arsenal de l'Université Toulouse Capitole, **après accord lu et approuvé par monsieur le professeur MICHEL-LOUIS MARTIN.**

« L'université n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat »

Dans le long sillage, du brûlant vent solaire,  
vogue neuf corps spatiaux, dans la danse circulaire.  
Usant de l'atome, comme outil de puissance,  
ils prolifèrent, ils s'espionnent par méfiance.

L'immense Jupiter et ses cinquante étoiles,  
possède le premier, l'inique arme fatale.  
Deux rayons jaillissent vers le soleil levant,  
et l'entourent de feux, de poisons et de vents.

Ecarlate et glacé, la divinité Mars,  
désirant égaler son rival et compare,  
saisit dans les scories, de son sol rouille fer,  
les lueurs des feux qui, font d'elle un autre enfer.

Zeus livre à son allié, Neptune entourée d'eaux,  
comme un maître-berger protégeant ses agneaux,  
les javelots sacrés, trident d'apocalypse,  
consolée de vivre son éternelle éclipse

La franche Saturne, jalouse, se délite.  
refuse en général, d'être le satellite.  
Grâce aux reflets amis, l'indocile petite,  
redevient la planète, à côté des élites.

Dragon crachant la feu, chaud et froid, jaune et rouge,  
par ses pattes ailés, volant comme Mercure.  
il séduit frère Arès, qui lui donne des vouges.  
quantité de secrets, dans les grottes obscures.

Des océans azurs, ceints de nuages blancs,  
la terre promise ne veut être néant.  
Elle demande aussi, de devenir géante.  
L'étoile bleue n'est plus dorée, n'est plus filante.

Indigène orangée, mystérieuse Vénus,  
cernée par ses voisins, sollicite Brahma.  
le miracle émerge, dit-elle du magma.  
La non-violence sera-t-elle entretenue?

Dans la voûte d'encre, traverse une comète.  
Elle provient de la constellation australe.  
Mais avant que l'irréparable ne commette,  
Elle laisse l'éclair, et son destin astral.

L'émeraude Uranus, ressort de sa retraite  
Elle obtient son volcan, des amis du prophète,  
Pour maintenir l'équilibre dans le système,  
point ne sera la victime des anathèmes.

La dernière venue, l'autarcique Pluton,  
des ses sœurs vermillons est le fol rejeton.  
Par un jeu de dupe, elle entre dans le cortège.  
Croyant que les faisceaux de l'ombre la protègent.

Qui donc sera demain, le nouveau prétendant,  
le clandestin mandant, le beau regard ardent?  
car défier les sanctions, la volonté de Rê,  
c'est brûler comme Icare, incendié de ses traits ?<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Nicolas TENEZE, La ronde des neuf, poème personnel, avril 2007.

## SOMMAIRE

### REMERCIEMENT

### TABLE DES ACRONYMES

### PROLEGOMENE SUR UNE QUESTION D'ORIENT COMPLIQUEE

#### PREMIERE PARTIE : UN ÉTAT CONSTRUIT SUR SA DISSUASION

##### CHAPITRE I : L'ARME DE L'INDÉPENDANCE

I La genèse

II Les infrastructures de la dissuasion : Janus à face civile et militaire

II. 1 Les réacteurs:

##### CHAPITRE II : LA TRIANGULAIRE EUROPE/ USA/ ISRAËL

I Contexte d'alliance

II L'affaire de Suez : le resserrement des liens franco-israéliens

III L'approvisionnement secret en matières premières

IV Israël, la France et les Etats-Unis, une alliance froide

V Johnson : une « négligence bienveillante »

##### CHAPITRE III : LA BOMBE DANS LA TOURMENTE AU MILIEU DE GOG ET MAGOG

I La cause de la Guerre des Six Jours (*Naksa*)

II L'entre deux guerres : une course scientifique contre la montre du TNP

III L'accélération du programme

IV La guerre du Kippour: Alerte nucléaire

V Après la guerre

##### CHAPITRE IV : LE PARTENARIAT SUD-AFRICAIN

I Une alliance d'intérêt

II Un programme atomique et balistique géminé

III De De Klerk à Mandela

##### CHAPITRE V : SAMSON LE LEVIATHAN

I L'ère Ronald Reagan: un renforcement du partenariat

II Le début des années 90 et les espoirs déçus

III Vers la puissance absolue

IV La remise en cause du désarmement

V L'hyperpuissance du Moyen-Orient

#### SECONDE PARTIE : DE LA MATIERE A LA THEORIE : SUCCES ET ECHEC DES DOCTRINES DE DISSUASION ISRAËLIENNES

##### INTRODUCTION

##### CHAPITRE I : *LES DOCTRINES DE LA DISSUASION ISRAËLIENNES ET LEURS APPLICATIONS*

I Protéger face à l'avenir toujours incertain

II La dissuasion israélienne: « Guerre impossible, paix improbable »

##### CHAPITRE II : LA DOCTRINE BEN-GOURION: L'ARME DE L'OPACITE

I Évolution d'une stratégie originale

II Réflexions sur la pertinence de l'opacité

##### CHAPITRE III : LA DOCTRINE BEGIN OU LA CONTRE-DISSUASION

I Définition d'une stratégie atypique

II L'Irak : une doctrine Begin polyvalente

III L'exemple syrien et l'opération *Orchar*

IV Les assassinats à l'arme biochimique, mythes et réalités

V Une doctrine Begin en question en Iran, vers un « wilsonisme botté »

##### CHAPITRE V : DISSUASION ET ESPIONNAGE

I Vanunu quand Icare se brûle à l'atome de Dimona

II L'affaire Marcus Klingberg : brouillard chimique à Ness-Ziona

III Jonathan Pollard : histoire d'un contentieux israélo-américain

#### CONCLUSION GENERALE

#### Bibliographie

#### Annexes

#### Tables des matières

## REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier tout d'abord monsieur Michel-Louis MARTIN pour m'avoir accueilli au sein de son laboratoire afin de développer la présente thèse ainsi que de sa compréhension sur les problèmes rencontrés.

Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans l'encadrement du master II de monsieur Jean-François SOULET, professeur à l'Université de Toulouse II le Mirail, qui a constitué le tremplin pour l'étude de ce sujet si particulier.

La recherche n'aurait pas été possible sans le CROUS dont l'aide financière a été déterminante.

Je remercie monsieur Henri ROUSSILLON, président de l'Université des Sciences Sociales, pour son écoute et son aide.

Je suis gré à Monsieur Ephraïm TETEILBAUM, responsable du Centre Hebraïca de Toulouse, du *Fond Juif Unifié* pour Midi Pyrénées, pour son aide. Également, je tiens à mentionner l'utilité de la documentation que m'a envoyée l'ambassade d'Israël en France. Ma gratitude s'adresse aussi aux personnes anonymes contactées (experts, militaires ou universitaires) dont les témoignages se sont révélés précieux.

Bien entendu, des congratulations doivent être réservées aux personnes, spécialistes et non spécialistes, qui volontairement ou à leurs insus, ont apporté à la présente étude des renseignements particulièrement précieux.

Enfin, je remercie *l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale* (IHEDN) pour son aide financière, son soutien et son encadrement. Également, je suis gré à la *British Library* pour avoir mis à ma disposition une partie de son fond documentaire.

## TABLE DES ACRONYMES

ABM : <i>Anti-Ballistic Missile</i>	MD : <i>Missile Defense</i>
ADM: Armes de destruction massives	Mt : Mégatonne
AIEA: Agence internationale de l'énergie atomique	MENFZ: Zone exempte d'ADM au Moyen-Orient
AP : Autorité Palestinienne	Mgw: Mégawatt
ACSW: <i>Armed Conflict Short of War</i>	MTCR : Régime de contrôle des technologies propres aux missiles
ACRS: <i>arm control and regional security</i>	NIS : Nouveau Shekel Israélien
BAS : Bulletin of the Atomic Scientists	NLW : <i>non-lethal weapons</i>
BASM: Bombe à sous-munitions	NMD : <i>National Missile Defense</i>
CABT Convention sur les armes biologiques et à toxines	NPR <i>Nuclear Posture Review</i>
CAB ou BWC : Convention sur les armes biologiques	NSG : <i>Nuclear Suppliers Group.</i>
CAC ou CWC: Convention sur les armes chimiques	NYT: New York Times
CEA: Commissariat à l'énergie atomique	OIAC: Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
CG: Conférence Générale	ONU : Organisation des Nations unies
CIA : Central Intelligence Agency	OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
CIAC : Convention d'interdiction des armes chimiques	PESC : Politique étrangère et de Sécurité commune
CPI : Cour pénal international	PSI : <i>Proliferation Security Initiative</i>
CPPNM: Convention on the physical protection of nuclear material	RCTM : Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles
CRIF : Conseil représentatif des Institutions juives de France	R&D: Recherche et développement
CSNU: Conseil de sécurité de l'ONU	RSA: République sud-africaine
CTBT Comprehensive Test Ban Treaty ou TICE : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	SAM : <i>surface-to-air missile</i>
DCRI : Direction centrale du renseignement intérieur	SLBM : <i>Submarine-launched ballistic missile</i>
DOD : Département d'État américain à la Défense	SLCM : <i>Sea-launched cruise missile</i>
DOE : Département d'État américain à l'énergie	SR: Service de Renseignement
EAU: Émirats Arabes Unis	SORT : <i>Strategic Offensive Reduction Treaty</i>
EDAN : États dotés de l'arme nucléaire	SRBM : <i>Short-range ballistic missile</i>
ENDAN : États non dotés de l'arme nucléaire	START : <i>Strategic Arms Reductions Treaty</i>
EURATOM: <i>European Atomic Energy Community</i>	SVR : Sluzhba Vneshney Razvedky
GAO: <i>General Accounting Office</i>	TMD : <i>Theatre Missile Defense</i>
IAEC: Agence israélienne à l'Énergie Atomique	TNP : Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
ICBM : <i>Intercontinental ballistic missile</i>	TO : Territoires Occupés
IDF: Israeli Defense Forces	UA : Uranium appauvri
IDS : Initiative de défense stratégique	UAV: Unmanned Aerial Vehicle ou drone.
IRB : <i>Intermediate-range ballistic missile</i>	UE : Union Européenne
ISA ou ASI : Agence Spatiale Israélienne	USA: <i>United States of America</i>
LIC : <i>Low Intensity Conflit</i>	UNSCOM: <i>United Nations Special Commission</i>
Kt: kilotonne	URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques
	VGE : Valérie Giscard d'Estaing
	WMD : ( <i>Weapons of mass destruction</i> ) : armes de destruction massive
	ZEAN ou NWFZ : Zone exempte d'armes nucléaires

## **ISRAËL ET LA PROLIFERATION DANS LE GRAND MOYEN-ORIENT**

### **Le Grand Moyen-Orient, une région nucléarisée au service des grandes puissances**

Dans le domaine des Relations Internationales (RI), et ceux depuis les années 1950, la convergence de deux variables, *Grand Moyen Orient* d'un côté, et prolifération des armes de destruction massives (ADM) de l'autre, génèrent immédiatement les analyses les plus anxiogènes et les plus passionnées.

Le concept de *Grand Moyen-Orient* est forgé par le think-tank *American Enterprise Institute* en février 2003. Ce zonage, très critiquée pour ces amalgames, proches en parties des théories huntingtoniennes, inclut les pays de la Ligue Arabe, plus Israël, l'Iran, l'Afghanistan, la Turquie et le Pakistan, et dans certains travaux parfois les pays de l'Asie Centrale. On nomme «armes de destructions massives» l'ensemble des armes conventionnelles chimiques, bactériologiques, radiologiques et nucléaires (NRBC), généralement associées à leurs vecteurs de dispersion et d'utilisation, en premier lieu les missiles balistiques.

Le Grand Moyen Orient est agitée depuis des millénaires par des conflits armés pléthoriques, né de la confluence entre plusieurs civilisations. Dans ce *Shatterbelt* : (zone ouverte à la compétition entre puissances) et *Gateway* (interface entre puissances), les grandes puissances cherchent, surtout depuis deux siècles et le début de la seconde période de colonisation, à contrôler ses détroits, son canal de Suez et ses réserves d'hydrocarbures (les premières au monde). L'accès aux mers chaudes et la maîtrise des principales voies commerciales vont expliquer et légitimer l'entretien de bases par les Britanniques, les Français, les Italiens. Mais depuis 1945, la poudrière du Moyen-Orient s'est complexifiée avec le conflit israélo-palestinien, les rivalités entre les deux superpuissances de la Guerre Froide (autour de l'Algérie, de la Libye, d'Israël, de la Syrie, de l'Egypte, de l'Iran et de l'Irak), qui eux aussi installeront des points d'appuis, la présence encore réelle des intérêts des anciennes puissances colonisatrices, et la prolifération des ADM, du terrorisme et de la piraterie, entre autres.

Depuis l'entrée en vigueur du *Traité de non-prolifération* des armes nucléaires en 1970, la communauté internationale (au premier rang duquel se trouve les Etats-Unis, leurs alliés, et les Organisations Internationales) œuvre, par le *Hard Power* et le *Soft Power*<sup>2</sup>, à ce qu'aucun

---

<sup>2</sup> Le professeur américain Joseph Nye développe celui de *Soft Power*, que l'on pourrait expliquer comme suit, au risque de trahir ses nuances: c'est la capacité d'un Etat ou d'une organisation à influencer le comportement d'un autre acteur politique, renâclant à s'exécuter conformément aux intérêts du ou des premiers. Cette capacité s'effectue à travers des moyens non armés comme par exemple des lois mémorielles. Cette «puissance par cooptation» reposent sur des ressources intangibles telles que : la réputation positive d'un État, ses capacités de communication, le degré d'ouverture de sa société, l'exemplarité de son comportement, son rayonnement scientifique et technologique dans un sens large, et enfin son influence au sein des instances internationales, le tout lui permettant d'imposer ses choix à quiconque sans le recours à la force armée. NYE, Joseph, *Bound to*

Etat ne l'enfreigne: frappes de complexe militaire (Irak et Syrie), blocus, neutralisation d'ingénieurs (Iran), pressions diplomatiques (Libye), etc... Ces actions sont justifiées, aux dires des gendarmes de la région, car la perspective de voir émerger de véritables puissances atomiques en pleine possession de leurs moyens, risque, de par l'importance géopolitique de cet espace, à déclencher une réaction en chaîne, une crise de portée mondiale.

Pour autant, et paradoxalement, l'arme nucléaire est aussi considérée comme un facteur stabilisateur, y compris par les Grandes puissances. Chacun des camps antagonistes, Ouest contre Est au moins jusqu'en 1991, estime que nucléariser un allié le protégerait, à l'inverse de la nucléarisation de l'adversaire, vue comme déstabilisatrice. Cela explique la prolifération des programmes atomiques à finalités militaires, entamés par les Etats de la région: Israël depuis 1948, l'Iran et l'Egypte depuis les années 1950, le Pakistan et l'Irak dès les années 1970, la Libye et l'Algérie à partir des années 1980, la Syrie à partir des années 1990, et l'Arabie Saoudite (dit-on depuis les années 2000). Officiellement, il s'agit de sanctuariser des territoires et développer une filière civile afin d'en faire profiter les économies respectives.

En conséquence, dès 1972, Crozier et Friedberg affirment que «nulle région au monde ne concentre davantage d'ADM que le Moyen-Orient, zone d'incertitudes»<sup>3</sup>. En 1993, Samuel Huntington, érige cet espace au rang de «deuxième cercle d'instabilité nucléaire»<sup>4</sup> après celui de l'Asie du Sud. En 1999, Jacques Attali soutient que sur les 44 États disposant des capacités pour fabriquer la bombe ou la possédant déjà<sup>5</sup>, on comptait sept pays appartenant à l'espace qui nous préoccupe: Algérie, Égypte, Libye, Iran, Israël, Pakistan, Turquie<sup>6</sup>, Syrie. En 2009, de nombreux États du Grand Moyen-Orient possèdent soit des ADM, soit les moyens d'en acquérir à moyenne échéance, à partir d'infrastructures de recherche et de production idoines. Ces dernières ont été construites grâce à des transferts de technologies et des aides militaires et économiques extérieures (occidentales, chinoises, nord-coréennes ou russes), cet espace constituant le premier marché de ventes d'armes. En effet, les principales puissances veillent à ce que l'équilibre n'y soit rompu. L'exemple récent de la compétition entre les Etats-Unis et la Chine sur la Syrie et l'Iran l'illustre pertinemment.

Toutefois, certaines erreurs d'appréciations et fantasmes confère encore au risque réel de prolifération, des craintes exagérées, exacerbées récemment par le paradigme de la guerre

---

*Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990, 308 pages.

<sup>3</sup> Erhard FRIEDBERG et Michel CROZIER, *L'acteur et le système*, *Les contraintes de l'action collective*, 1972, Poche, 2000.

<sup>4</sup> Samuel HUNTINGTON, «The clash of civilisations?», *Foreign Affairs*, 1993.

<sup>5</sup> Jacques ATTALI, *Economie de l'Apocalypse*, Fayard, 1995, p. 12.

<sup>6</sup> Pour sanctuariser les détroits d'accès aux mers chaudes face à l'URSS, l'OTAN installe dans ses bases des armes nucléaires sous clés américaines. Certaines sont retirées à la suite de la crise des missiles de Cuba. Il y en aurait toujours 90 à Incirlik en 2010. Aussi, le pays est *de facto* une puissance nucléaire militaire mais ne peut bien entendu les déployer de son propre chef. *National Resources Defense Council*, février 2005, *Nuclear Weapons in Europe*.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
contre le terrorisme et l'instrumentalisation des capacités supposées des *Rogues States*<sup>7</sup>. Nous entrons ici dans le domaine des préjugés relevant du mainstream, de l'approche doxique, ici l'idée que la prolifération au Moyen-Orient est un phénomène relativement neuf, potentiellement capable d'affecter l'équilibre de la région et de menacer les démocraties occidentales<sup>8</sup>. Ainsi, en octobre 2003, l'AIEA s'aperçoit que le programme libyen n'est qu'embryonnaire, sans atteindre le stade de production. Le 11 janvier 2005, l'administration Bush suspend ses recherches d'ADM en Irak, en reconnaissant officiellement qu'il n'y en avait jamais eu. Les potentialités supposées de Bagdad avaient pourtant légitimé l'intervention de la coalition (plus de 4000 morts dans ces rangs), parce qu'elles menaçaient, disaient-on, la sécurité du Grand Moyen-Orient et de l'Europe. Il s'agissait bien entendu d'un casus belli officiel, nonobstant les objectifs officieux facilement identifiables. Depuis 2003, malgré la cacophonie des rapports contradictoires sur le cas iranien, les tensions se sont cristallisées à nouveau, après que l'Irak ait été désarmé par la force. L'Iran est sommé de se conformer au TNP<sup>9</sup> et d'abandonner toutes velléités de développer un programme militaire, que le traité proscriit, à moins de l'avoir mener à bien avant 1970. Et dans le fil de ce *continuum* parfois plus médiatique que réel, plusieurs experts prédisent en Cassandre une confrontation nucléaire entre Israël et l'Iran<sup>10</sup>.

Alors que les médias se focalisent sur la prolifération nucléaire sur des États « dit venus tardivement » dans le club très fermé des États nucléaires, d'autres proliférants ne suscitent pas la même approche. On élude le sujet ou l'on abuse du conditionnel. Et pourtant, deux États appartenant à ce Grand Moyen Orient, possèdent des arsenaux nucléaires, à l'inverse, bien existants : Israël et le Pakistan. Aucun n'a ratifié le TNP. Néanmoins, depuis les essais de mai 1998, le Pakistan est reconnu officiellement comme possédant la bombe nucléaire, ce qui

---

<sup>7</sup> La menace que faisait peser *l'Empire du mal* (1982) sur le *monde libre* est remplacée en 1994, par celle émanant de ce qu'Anthony Lake, conseiller de Clinton, appelait les *Backlash States* ou *Rogue States* (Syrie, l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord), pays accusés de développer des ADM. La secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, à la conférence de Colombus, le 18 février 1998, rappelle le risque d'utilisation d'armes biochimiques par les États voyous contre les USA et leurs alliées dont Israël, et emploie la notion plus nuancée de *States of concern*. Les néoconservateurs David Frum et Michaël Gherson, inventent le terme *l'axe du mal* en janvier 2002. Condoleezza Rice, préfère l'expression de *postes avancés de la tyrannie*, pays hostiles possédant des capacités NBC et balistiques (Corée du Nord et Iran), auxquels se rajoutent ceux qui en sont dépourvus mais dangereux idéologiquement: Biélorussie, Zimbabwe et Birmanie. A cela se greffent des pays « préoccupants » comme le Soudan, le Yémen, le Venezuela, la Bolivie et Cuba. L'administration Obama opte pour la formule de *pays soutenant le terrorisme* ou de *pays concernés par le terrorisme*: Cuba, Iran, Soudan, Syrie, Nigéria, Pakistan, Yémen, Afghanistan, Libye, Algérie, Irak, Liban, Arabie Saoudite, et Somalie.

<sup>8</sup> Raymond BOUDON, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Fayard, 1986,.

<sup>9</sup> Le 29 juillet 1957 voit l'entrée en vigueur de l'AIEA après sa création le 23 octobre 1956, statut adopté par 81 États. 26 États ratifient le statut. Le statut rend l'AIEA responsable du contrôle de la bonne application de la sécurité et de la protection des personnes ainsi que du transfert des technologies nucléaires. En outre, au lieu d'être sous le contrôle direct de l'ONU, elle devient une organisation autonome sous contrôle direct de CSNU. Le 1er janvier 1968, 43 pays signe le (Chine et France s'abstiennent) traité de non-prolifération des armes nucléaires appliqué dès le 5 mars 1970. L'AIEA devient le responsable de la surveillance de la bonne application du traité, pour 25 ans. Le 19 juin 1968, la *résolution 255* indique que les cinq États dotés d'armes nucléaires (EDAN) devront assurer une garantie positive de sécurité, c'est-à-dire protéger les autres États d'une agression nucléaire en échange de leurs renoncements aux technologies non-conventionnelles.

n'est pas encore clairement le cas d'Israël. Et c'est notamment la raison pour laquelle il convient d'effectuer des recherches sur les potentialités dissuasives non-conventionnelles de l'Etat hébreu.

### **ARMES DE DESTRUCTION MASSIVES ET DISSUASION, DES CONCEPTS A GEOMETRIE VARIABLE**

L'expression « armes de destruction massive » est utilisée dès 1937 mais ne désignaient alors que des bombardements aériens massifs à l'aide de charges explosives conventionnelles. L'URSS d'alors répand ce concept pour condamner l'action des franquistes sur Guernica. Aujourd'hui, la définition recouvre toutes les armes capables d'un haut niveau de destruction humaine, végétale ou matérielle. Toutefois, un bombardement aérien conventionnel peut faire autant de dégâts qu'une petite arme atomique. Les raids sur Dresde et Tokyo en 1945 causeront 100000 morts civils, plus qu'à Hiroshima.

L'emploi du terme est très politique. En effet, les ADM sont généralement présentées comme les armes NRBC des dictatures et des groupes terroristes. A l'inverse, ces mêmes armes, intégrées dans les arsenaux des démocraties, deviennent des armes de «dissuasion». En filigrane, le potentiel NRBC de l'ennemi est dépeint comme agressif, alors que la dissuasion des démocraties ne peut-être que défensif. Or, le premier pays au monde ayant osé employer l'arme atomique est une démocratie, les Etats-Unis, contre le Japon, en août 1945. Il est vrai que l'empire allemand du IIème Reich, fut le premier semble t-il à employer les gaz de combat pendant la Première guerre mondiale. Mais les Britanniques répandirent des couvertures empoisonnées pour décimer des populations autochtones aux Amériques, au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Et l'on pourrait remonter davantage sans déterminer précisément lesquels des «démocraties»ou des «dictatures» eurent la responsabilités du premier emploi d'ADM.

Les ADM concernent d'abord les substances chimiques et bactériologiques. Les armes chimiques rassemblent les gaz de combat tel que le sarin, le tabun, l'ypérite, le VX, mais aussi les défoliants, les poisons. Les armes bactériologiques (ou biologique selon la terminologie scientifique anglo-saxone), se réfèrent aux toxines, aux bactéries, au virus, cultivées à partir de souches existantes mais parfois créées par hybridation à des fins militaires. Ce sont des préparations virulentes de bactéries pathogènes que l'on classe en douze classes, et que les militaires appellent dans leur jargon les «12 salopards». Ces derniers rassemblent la catégorie A (variole, pestes, anthrax, toxines botuliques, fièvres virales hémorragiques, tularémie); la catégorie B (ricine, bruxellose, fièvre du queensland, gangrène gazeuse, morve et entérotoxine B staphylococcique)<sup>11</sup>.

Pendant la Première guerre mondiale et durant la Guerre Froide, plusieurs Etats,

---

<sup>10</sup> Bruno Tertrais, *la prochaine guerre*, 2009.

<sup>11</sup> Patrick BERCHE, *L'Histoire secrète des guerres biologiques, mensonges et crimes d'État*, Robert Laffont,

démocraties comme dictatures, utilisent des armes chimiques: L'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni entre 1915 et 1918, la France et l'Espagne pendant la Guerre du Rif dans les années 1920, l'Italie en Ethiopie dans les années 1930, l'Egypte contre le Yémen dans les années 1960, l'Iran et l'Irak dans les années 1980. Mais les Etats-Unis, avec l'agent orange au Vietnam et les bombes au phosphore ne les ont jamais assimilées à des armes chimiques. Les armes bactériologiques génèrent quant à elles des rumeurs d'emplois très fréquentes, les Soviétiques et les Chinois accusent les Etats-Unis des les avoir répandues durant la guerre de Corée. Washington accuse ensuite Moscou d'en user en Afghanistan. Les Etats arabes affirment qu'Israël en a employé également. La moindre épidémie ou épizootie génèrent des rumeurs en la matière.

Mais dans la conscience collective, les ADM sont surtout des armes nucléaires. On entend par arme nucléaire un engin constitué d'un détonateur relié à une charge radiologique (bombe dite sale, c'est-à-dire des substances radioactives); doté d'un système de fission (bombe A) d'une matière au plutonium ou à l'uranium; de fusion (bombe H) d'une matière au deutérium et tritium, éléments issu de l'hydrogène, d'où son nom parfois (on parle aussi de bombe thermonucléaire). La bombe N est une arme atomique à neutron (nommé aussi bombe à rayonnement enforcé, à effets thermomécaniques réduits, à effets collatéraux réduits)<sup>12</sup>. De 1942 (date du projet *Manhattan*) à 1952, seul trois pays possèdent la bombe: Etats-Unis, URSS<sup>13</sup> et Royaume-Uni. De 1952 à 1962, deux nouveaux pays s'y rajoutent: la France et la Chine. De 1962 à 1972, Israël est le seul à se doter de l'arme. De 1972 à 1982, l'Inde et probablement la république sud-africaine (RSA) intègre la liste. De 1982 à 1992, le Pakistan s'y ajoute. De 1992 à 2009, seule la Corée du Nord atteint le stade suprême, malgré l'idée que le démantèlement de l'arsenal soviétique et le *reverse engineering* puisse conduire à une prolifération anarchique et massive depuis la fin de l'URSS.

Militairement parlant, l'apparition de l'arme absolue bouleverse les rapports de forces et les stratégies afférentes entre ceux qui en sont dotés entre eux-mêmes, et entre eux et ceux qui en sont dépourvus. Pour la première fois dans l'Histoire, l'humanité est menacée d'extermination immédiate, et les puissances nucléaires ou un pouvoir d'annihilation contre ceux qui ne la détiennent pas. Politiquement et diplomatiquement, les armes atomiques sont employées une première fois dans le contexte de la Guerre Froide. Outre que la posséder revient à intégrer le cercle restreint des puissances (bien que la Corée du Nord n'en est pas une), on peut surtout attaquer l'adversaire à distance, sans déployer les armements conventionnels (en théorie) et en toute impunité si l'antagoniste n'a pas les moyens ou le

---

2009, 390 pages. p. 76.

<sup>12</sup> Georges HIMELFARB, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, Belin, 2004, 300 pages. p.194.

<sup>13</sup> En 1990, l'Azerbaïdjan accueille 75 armes nucléaires soviétiques sur son sol, la Moldavie 90, le Turkménistan 125, l'Arménie 200, l'Estonie 270, la Géorgie 320, mais sous clés de Moscou.

temps de répliquer avec des armes similaires. La bombe procure un pouvoir élevé de négociation (*bargaining*) assorti d'avantages commerciaux<sup>14</sup>. Selon François Daguzan<sup>15</sup>, on prolifère dans l'espoir d'obtenir un gain politique, qui se décline dans la recherche d'une position de suprématie régionale, sans avoir nécessairement la puissance conventionnelle, démographique, spatiale, diplomatique et culturelle. La bombe permet d'être une puissance qui compte, tel que le théoriserait Gary Alperovitz dans *Atomic Diplomacy* (1965), même si les autres critères de puissance ne sont pas réunis.

Depuis les années 2000, l'Inde, la Chine et le Pakistan (peut-être la Corée du Nord) sont en phase d'augmenter le nombre et la qualité de leurs armes alors que les puissances occidentales réduisent quantitativement leurs arsenaux mais les optimisent qualitativement. Depuis 1945, 70000 à 100000 armes nucléaires ont été produites (sans doute plus), pour environ 2060 essais nucléaires. Dans les années 1980, 60000 armes étaient déployées, sans compter celles pouvant être assemblées en cas de besoin (capables de détruire 43 fois la surface habitée de la terre). C'est à partir de 1986 que la prolifération quantitative décroît. Il en resterait 26000 en 2009. Durant la *Guerre Froide*<sup>16</sup>, le monde connaît plusieurs crises géopolitiques avec menace d'emploi de l'arme nucléaire, dont certaines concernent Israël: 1948-49 à Berlin, 1950-1953 en Corée, 1954-1955 pour Taiwan, 1956 lors de la crise de Suez, 1961 de nouveau à Berlin, 1962 lors de la crise des missiles à Cuba, 1967 lors de la Guerre des Six Jours, en 1973 lors de la Guerre du Kippour. La prolifération concerne aussi les vecteurs : missile tactique, stratégique, vecteurs aérien et sous-marins.

### ISRAËL, UN ÉTAT PSEUDO-WESTPHALIEN ATYPIQUE

Israël naît seulement il y a soixante ans, le 14 mai 1948, des suites de la Shoah et de la décolonisation britannique, bien que la déclaration de Bâle du père du sionisme Theodor Herzl en 1896 et celle de Balfour en 1917 aient prévu la construction de cet Etat. Sa surface ne dépasse pas 20770 km<sup>2</sup> dans les frontières incluant le Golan (148<sup>ème</sup> rang mondial), sa population n'excède pas 7,8 millions d'habitants (94<sup>ème</sup> rang). Néanmoins, en terme d'*Unité de bruit médiatique*, Israël tient dans l'actualité une place considérable et disproportionnée, dans cette caisse de résonance qu'est le Moyen-Orient. « Israël se considère, et c'est aussi, à en croire la place qui lui est réservée dans les médias internationaux, l'opinion qui prévaut dans le monde entier, comme une grande puissance. C'est en réalité un pays jeune, une minuscule terre d'immigrants, qui tient à peine en équilibre, mais fait autant de bruit qu'un troupeau

<sup>13</sup> Bruno TERTRAIS, *Le marché noir de la bombe*, Paris, Buchet Castel, 2009, p. 14.

<sup>14</sup> Jean-François DAGUZAN, *La prolifération : mythe ou réalité ?* 2006, 9 pages, p. 1.

<sup>15</sup> Jean-François DAGUZAN, *La prolifération : mythe ou réalité ?*, *ibid.*

<sup>16</sup> Bernard Baruch emploie en 1947 l'expression « *Cold War* ». Raymond Aron parle lui de « guerre limitée » ou « paix belliqueuse »- L'Expression *Rideau de Fer* est employée Par Churchill à Fulton en 1946.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
d'éléphants »<sup>17</sup>. Cette appréciation est pertinente, sauf qu'il s'agit réellement d'une grande puissance, cette thèse le prouvera.

Pour comprendre ce qu'est Israël, il convient de se référer à l'excellente présentation qu'en fait l'historien Serge Tsur: « État laïc mais fondé sur la religion, État jeune mais d'une culture vieille de plus de cinq mille ans, brassant une population venue des quatre coins du monde, souffrant des maux et des avantages d'une société démocratique, colonisé devenu colonisant, militarisé à outrance sans basculer dans le fascisme, îlot de prospérité et de démocratie au sein d'un environnement hostile, enfin puissance militaire écrasante mais incapable de venir à bout de combattants dépourvus »<sup>18</sup>. Ces paradoxes résument parfaitement le pays et expliquent la complexité de sa politique intérieure et extérieure.

Israël est considéré comme un Etat westphalien, du nom de ce traité, signé en 1648, mettant fin à la guerre de Trente ans et amorçant l'émergence de relations basées sur la reconnaissance mutuelle, la non-ingérence, la diplomatie, le *balance of power* pour vulgariser à l'extrême<sup>19</sup>. Cependant, il convient de modérer cette approche doxique. En effet, l'Etat hébreu est souverain et autodéterminé<sup>20</sup>, à l'intérieur de ces frontières, mais en acceptant parfois une forte tutelle économique, militaire et diplomatique de ces alliés américains. En revanche, bien que ne disposant pas de constitution écrite mais d'une série de corpus de lois étatiques et religieuses, Israël défend l'idée que ces lois ne sont qu'intrinsèques au territoire, mais les applique lors d'opérations militaires, diplomatiques et policières à l'extérieur de ses frontières, nous y reviendrons. Puis, ce pays refuse la non-ingérence westphalienne dans les affaires de son voisinage proche ou lointain, défend son hégémonie dans la région coûte que coûte, mais en prenant soin de faire en sorte que les États de son voisinage immédiat soient égaux en force, pour entretenir la compétition entre eux sur le mode du *divide e impera*. Contrairement à l'idéal westphalien, ses relations diplomatiques ne sont pas toujours (en fait rarement) conduites par un corps de diplomates agréés et formés, mais par des intermédiaires militaires ou civils n'hésitant pas, si la situation l'exige, à employer des moyens coercitifs. L'Etat hébreu applique le *balance of power* pour combattre une hégémonie arabe ou iranienne par exemple. Enfin, Israël n'est pas reconnu, nous l'avons dit, par l'ensemble des membres des Nations-Unies. Tout cela remet donc en cause la dimension westphalienne que nombre d'auteurs lui confère.

---

<sup>17</sup> CAIRN Info, 2004, « France-Israël : Chronique d'une symbiose manquée. Regard fragmentaire sur les relations franco-israéliennes ». Avirama GOLAN.

<sup>18</sup> *Questions Internationales*, novembre-décembre 2007, « Israël, soixante ans après : entre singularité et banalité », Serge SUR.

<sup>19</sup> Marie Claude SMOUTS, *Les organisations internationales*, 3ème édition, Montchrestien, 2004

<sup>20</sup> Principe d'autodétermination tel qu'il est énoncé dans l'article 1 paragraphe 2 de la Charte des Nations-Unies. Et en conformité avec les confirmations présentes dans les résolutions 1514 et 2625 de l'Assemblée générale des Nations-Unies et dans l'article premier des deux pactes de 1966.

Maintenant, venons-en à son arsenal non-conventionnel. En matière de traités internationaux, l'Etat hébreu n'a ni ratifié le TNP, ni le Traité d'interdiction complet d'essais nucléaires, ni la Convention sur les armes chimiques, ni la Convention sur les armes bactériologiques<sup>21</sup>. Ses voisins, hormis pour le TNP, sont souvent dans la même situation. Cela s'explique si l'on sait que Tel-Aviv<sup>22</sup> dispose à la fois d'un arsenal non-conventionnel important et a construit des infrastructures nécessaires pour les développer, les employer et les optimiser davantage. Selon toute vraisemblance, Israël serait entre la quatrième et la sixième puissance nucléaire au monde derrière les Etats-Unis, la Russie et la Chine, et à parité avec la France, devant le Royaume-Uni. Depuis 1966, date de la confection de sa première bombe, l'État hébreu aurait élaboré entre 200<sup>23</sup> et 400 ogives et aurait mené son premier essai national le 2 novembre 1966<sup>24</sup>. Il dispose de moyens reconnus pour concevoir des armes chimiques et bactériologiques.

L'arsenal balistique est élaboré avec Washington (missiles sol-sol *Lance* en 1975, d'une portée de 130 km) qui fournira également des vecteurs aériens *F-4 Phantoms*, *F-16 Sufa* et *F-15 Ra'am*. Taiwan et Israël travailleront sur des missiles plus précis. La France, en plus de bombardiers, livrera les bases technologiques qui aboutiront au *Jericho-1*, le premier missile balistique israélien, de plus de 600 km de portée. Son successeur, le *Jericho-2* résultera d'un partenariat avec l'Afrique du Sud de l'apartheid<sup>25</sup>. Pretoria prêtera son sol pour mener des essais nucléaires après ceux perpétrés au Sahara français et au Nevada<sup>26</sup>. Mais surtout, Israël est l'un des rares pays à disposer depuis 10 ans de missiles intercontinentaux comme le *Jericho-3* (grâce aux Etats-Unis) et de sous-marins lance-engins atomiques. L'Allemagne et les Etats-Unis financeront l'achat de sous-marins lanceurs d'engins, à partir de la fin des

---

<sup>21</sup> Parmi les traités de lutte contre la prolifération des ADM, citons ces derniers: 1972 : Convention sur les armes biologiques et les toxines qui élargi le Protocole de Genève de 1925 à l'interdiction de presque toute production, stockage et transport. 1987 : Le régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM - *Missile Technology Control Regime / MTCR*) est un accord entre les pays (à l'origine les États du G7) qui partagent un intérêt commun à stopper la prolifération des missiles et des véhicules aériens non pilotés. L'objectif est d'empêcher que des matériels et technologies ne soient détournés pour mettre au point des vecteurs capables d'emporter une charge nucléaire de première génération. 1993 - La *Convention sur les armes chimiques* ouverte à la signature en janvier 1993, entrera en vigueur en avril 1997. *L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques* (à La Haye) veille à la mise en œuvre de la CAC à l'échelle internationale. 1995 : Le TNP prévoit une Conférence d'examen tous les 5 ans afin d'examiner la reconduction du traité. L'AIEA adopte le caractère perpétuel du TNP. 1996 *L'arrangement de Wassenaar* vise à promouvoir la transparence et une plus grande responsabilité des États en matière de transferts d'armements et de technologies duales. Il remplace le *Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations* (Cocom) qui, dans le contexte de la Guerre froide, était chargé d'empêcher l'exportation de technologies militaires ou "duales" (usages civil et militaire) vers les pays du Pacte de Varsovie, puis vers la Chine. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (*Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty / CTBT ou TICEN*) est adopté par l'Assemblée générale de l'ONU. Il entrera en vigueur après ratification par les 44 pays disposant de la capacité nucléaire.

<sup>22</sup> Jérusalem Ouest est faite capitale en 1981 mais Tel-Aviv est la seule considérée comme telle par les Organisations Internationales et la majorité de ses membres comme la capitale d'Israël.

<sup>23</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, Chapter on Israel from Tracking Nuclear Proliferation, 1998.

<sup>24</sup> *United States of America. International Security affairs, Assistant secretary of Defense*, ref: I-35993/68. Memorandum of conversation.

<sup>25</sup> *The Guardian*, 24 mai 2010, «Revealed: how Israel offered to sell South Africa nuclear weapons».

<sup>26</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Chapitre VI.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
années 1990<sup>27</sup>, ce qui lui confèrera la place de 5<sup>ème</sup> puissance en la matière. Les recherches en armes biochimiques bénéficieront également de ces partenariats. Israël est aussi une puissance spatiale émergente possédant ces propres satellites militaires sans que sa dissuasion serait pratiquement inopérante.

Son réseau de laboratoires de recherches scientifiques et militaires est connu : les réacteurs atomiques de Nahal-Sorek et de Dimona, l'*Israel Institute for Biological Research* de Ness-Ziona pour le biochimique, et d'autres centres stratégiques polyvalents tel le Technion d'Haïfa et le *Weizmann Institut* de Rehovot, entre autres. Le petit État a bâti sa dissuasion avec l'aide de partenaires privés et publics internationaux (France, USA, Afrique du Sud entre autre). C'est pourquoi mettre en lumière les accords réticulaires revient à étudier la véritable nature des liens secrets qui unissent certains pays avec l'État hébreu.

Le programme israélien est décidé avant même l'indépendance d'Israël par les sionistes (c'est-à-dire ici les partisans d'un État juif) pour répondre à deux principes idéologiques : Le « *plus jamais Massada* » et le « *complexe d'Auschwitz* », afin d'éviter la destruction de la communauté juive (l'*Armageddon*). La science nucléaire appartient, selon les propres termes de David Ben-Gourion, à la culture juive car de nombreux travaux de savants juifs ont participé à la réalisation du projet *Manhattan* (l'un des quartiers juif de New-York) et ont aidé à des initiatives similaires dans de nombreux pays: Albert Einstein, Leo Szilard, Marie Curie, Edward Teller [père de la bombe H], Samuel Cohen [père de la bombe à neutron]), Niels Bohr, Philipp Abelson, Robert Serber, Bertrand Goldschmidt, Stanley Frankel. Le feu atomique prométhéen éclaire dans l'obscurité mais qui peut aussi embraser s'il l'on ne l'associe pas avec la raison, comme le dénonçait Einstein. La science, y compris à vocation militaire, doit, selon Ben-Gourion « compenser ce que la nature a refusé »<sup>28</sup> à Israël et à son peuple, le droit de vivre dans la sécurité et la prospérité. De surcroît, l'absence de profondeur stratégique rend ce pays très vulnérable à une attaque conventionnelle et laisse aux responsables israéliens un temps de réaction extrêmement bref ce qui oblige à se doter d'une « assurance-vie ». La bombe, dite *option Samson* (Hersh 1991), terme qui signifie que l'arme absolue embraserait tout le Proche-Orient comme Samson s'ensevelissant sous les débris du Temple qu'il détruisit, et la garantie *sine qua non* de l'existence d'Israël.

De plus, l'existence de l'État hébreu n'est pas reconnue (officiellement, la réalité est différente) par la majorité des pays du Grand Moyen Orient. Aussi, l'option nucléaire israélienne est aussi un palliatif à son infériorité démographique et militaire. En 2008, le roi Abdallah de Jordanie rappelle: «57 pays, soit près d'un tiers des États représentés aux

<sup>27</sup> *Washington Post*, 15 juin 2002, « *Israel has sub-based atomic arms capability* ».

<sup>28</sup> David BEN-GOURION, *Du rêve à la réalité*, Paris, Stock, Judaïsme Israël, 1986, 298 p.

Nations-Unies ne reconnaissent toujours pas Israël»<sup>29</sup>. En fait, l'estimation est fautive. Cuba, la Corée du Nord, le Tchad, l'Iran, le Pakistan, le Bangladesh, la Malaisie, l'Indonésie, Brunei et que les Etats membres de la Ligue Arabe (hormis l'Egypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et l'Oman) sont les seuls à lui refuser la reconnaissance soit 26 Etats<sup>30</sup>. Depuis 1948, exacerbé ensuite par les « trois non du sommet » de Khartoum, (non à la paix, non à la reconnaissance, non aux négociations), Israël est constamment sur le pied de guerre. Ses adversaires entretiennent eux-aussi des arsenaux balistiques et biochimiques, y compris avec l'accord plus ou moins tacite de l'Occident<sup>31</sup>, pour certains d'entre eux. Mais en fait, comme l'assure l'ancienne ministre israélienne Tzipi Livni, le conflit est extraterritorial et se résume surtout à un clivage entre extrémistes et modérés<sup>32</sup>, auquel il faut associer le rôle des grandes puissances et des groupes d'intérêts, parmi lesquels les lobbies militaro-industriels de chaque Etat impliqués.

Tout ceci explique pourquoi la dissuasion israélienne génère une réflexion particulière qui ne peut s'appliquer à aucune autre puissance nucléaire au monde.

## UNE RECHERCHE À LA CONFLUENCE DE L'HISTOIRE ET DE LA SCIENCE POLITIQUE

### Entre Histoire immédiate et *World History*

La présente thèse ambitionne de réaliser la première mise au point actualisée et complète de l'arsenal nucléaire, balistique, bactériologique et chimique israélien de 1948 à 2009. Aussi, méthodologiquement parlant, il est nécessaire d'emprunter les méthodes scientifiques propres à l'Histoire et la Science Politique (en particulier les Relations Internationales, la sociologie militaire, la géostratégie), afin de couvrir chronologiquement la totalité du programme, mais aussi mettre en exergue les rapports de forces et de pouvoirs supputés entre les acteurs internationaux et nationaux.

L'Histoire est une reconstruction intellectuelle critique du passé humain, élaborée à partir de témoignages, de sources et de travaux antérieurs, cela afin d'établir rigoureusement les faits. La discipline se divise en plusieurs écoles, de celle de *l'école méthodique* à la *nouvelle Histoire* en passant par la *microhistoria* et celle des Annales. Pour travailler sur la dissuasion israélienne, l'histoire factuelle ne peut être ignorée, justement parce que

---

<sup>29</sup> *L'Express*, 28 août 2008, « Abdallah de Jordanie: Israël manque de vision », pp.58-61.

<sup>30</sup> Dario BATTISTELA, *Théorie des relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2004

<sup>31</sup> Ici, le terme occident se réfère à un espace géographico-culturel, englobant en premier lieu les Etats-Unis et le Canada, l'Europe géographique sans la Russie, le Bélarus, le Caucase, l'Ukraine et la Moldavie. Puis l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Israël appartient à cet espace. L'Occident depuis la Renaissance puis les Lumières, se reconnaît à un savoir philosophique, le concept de raison, la prééminence de la science, du droit, de la démocratie. Son universalisme se résume à la formule de Virgile dans l'Eneïde: « *toi, romain, souviens-toi de gouverner les nations sous tes lois, selon tes arts à toi, et d'imposer des règles à la paix, ménager les vaincus et de dompter les rebelles* ».

<sup>32</sup> *Le Nouvel Observateur*, 23 janvier 2009, « L'Iran est aujourd'hui une puissance incontournable avec laquelle les USA vont traiter ».



l'historiographie a négligé souvent de les établir. Puis, il convient d'enraciner le substrat factuel dans les mécanismes de la nouvelle histoire et celles des représentations, car le sujet exige de l'on transcende les présupposés subjectifs en analysant justement les idées reçues inhérentes à l'Etat d'Israël. Autrement dit, nous proposons d'écrire une histoire chronologique, technique, politique, économique et géopolitique de cette dissuasion en chapitres thématiques et critiques, articulés autour d'hypothèses.

Nous nous inscrivons partiellement dans la Nouvelle Histoire, ce courant historique multidisciplinaire s'ouvrant aux Histoire des mentalités et des comportements (ici les représentations et le comportement des élites politiques et scientifiques), davantage et autrement que ne l'avait fait la première génération de l'école des Annales. Les méthodes de l'histoire quantitative par l'empirisme et les revues de presse par exemple, doivent s'articuler, selon les mots de Jacques Le Goff, à une sorte d'anthropologie d'un phénomène, ici la prolifération. Toutefois, dans cette thèse, nous privilégions le temps long (60 ans), l'histoire des élites politiques, scientifiques et militaires participant à ce programme de dissuasion.

Bien évidemment, comme la période traitée s'étire de l'indépendance d'Israël en 1948 jusqu'à nos jours, en 2009, elle révèle automatiquement de l'Histoire du temps présent et de l'Histoire immédiate. L'Histoire contemporaine débute en 1815 et se termine en 1945, bien que ce bornage ne fasse pas l'unanimité parmi les historiens (1981 est parfois indiqué, voir 1991). Puis lui succède des «Histoires» du temps actuel, d'une part *l'Histoire du Temps Présent* (HTP) et d'autre part *l'Histoire Immédiate*. Elles désignent un objet d'étude dont les historiens sont souvent les contemporains (et certains d'entre eux se disent des contemporeistes tardifs). Aujourd'hui, en France tout du moins, ce que l'on appelle communément «*l'Histoire immédiate*» et/ou «*l'HTP*», selon les terminologies respectivement connotées université ou CNRS, divise la communauté des historiens, tel François Dosse et Antoine Prost<sup>33</sup>. Les contemporeistes, médiévistes, modernistes ou antiquisants, refusant le label de la scientificité à ces Historiens, parlent «*d'illusion contemporeïste* » c'est-à-dire la «*prétention du témoin ou de l'acteur impliqué dans l'évènement, à mieux connaître et analyser que quiconque une période en cours ou très récemment passé*». Car ces historiens incriminés risquent d'être victimes de la loi de proximité ou *loi McLurg* (vision ethnocentrée selon laquelle la valeur d'un évènement pour un individu est proportionnelle à la distance qui sépare cet individu de l'évènement). L'Histoire ne serait alors qu'un simple commentaire critique du passé (consignée dans le document), considérée avec l'avantage de la distance temporelle. C'est en partie l'origine de la querelle. Pourtant, L'historien peut-être

---

<sup>33</sup> François DOSSE, *L'Histoire en miettes. Des Annales à la nouvelle histoire*, Paris, La Découverte, 1987. Antoine PROST, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Point Seuil, 1996.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
contemporain des évènements. Thucydide, le fut pendant les guerres du Péloponnèse dont il nous a narré les principaux épisodes. Ce fut Idem avec Marc Bloch dans «l'Etrange défaite».

Mais comment désormais se positionner entre l'Histoire du Temps Présent et l'Histoire Immédiate. Ces conceptions contiennent autant de présupposés épistémologiques que de causes exogènes à de diverses considérations idéologiques et académiques. Jean Lacouture le rappelle à travers son ouvrage intitulé *La Nouvelle Histoire*, avant de créer la collection «L'Histoire immédiate» qu'il dirigera. Selon lui, le journaliste contribue par ses enquêtes, ses analyses, ses réflexions à écrire l'histoire du temps présent; il fournit de la matière aux historiens du futur »<sup>34</sup>.

Les objets d'études de *l'Histoire Immédiate* concernent « l'actualité récente ». Selon Jean-François Soulet, de l'Université Toulouse II le Mirail et ancien chef de fil du courant avec l'historien René Rémond, cette *immédiateté*, circonscrite entre la décolonisation et ces dernières années, s'explique ainsi:

« Parler de temps présent pour évoquer la Seconde Guerre mondiale ou même la Guerre d'Algérie n'est guère convaincant. En outre, nous souhaitons nous démarquer des chercheurs qui limitent la période dite du temps présent à la date butoir de l'accessibilité aux archives publiques (30 ans le plus souvent); au-delà, ce serait, selon eux, l'aventure, la navigation à vue, bref, le lieu de tous les risques. [...] Nous pensons que, avec ou sans archives officielles, l'histoire peut et doit s'écrire, et que le travail de l'historien reste possible, sous certaines conditions, jusqu'à une date très rapprochée de nous. Au total, nous entendons donc par histoire immédiate, l'ensemble de la partie terminale de l'histoire contemporaine, englobant aussi bien celle dite du temps présent que celle des trente dernières années; une histoire, qui a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins. »<sup>35</sup>

Soulet pense que l'actualité ne doit pas seulement être traitée par le journaliste mais aussi par le scientifique.

Sa sœur «ennemie complémentaire», *l'Histoire du Temps Présent*, dont l'institut est rattachée au CNRS, est active depuis 1980, sous la férule de François Bédarida. Elle se focalise sur la période écartelée entre le début du XXe siècle à nos jours, mêlant, comme l'Histoire Immédiate, plusieurs disciplines (Histoire, communication, droit, géopolitique, économie, sociologie et philosophie), avec son propre système de valeurs. Son historicité est défendue par l'application des méthodes scientifiques et par l'usage d'archives et de sources. Elle dispute à la Science Politique, entre autre, l'Histoire des systèmes militaires, culturels politiques. L'HTP entre en conflit avec les contemporanéistes, en partie parce que l'accès aux archives distingue techniquement Histoire contemporaine de Histoire immédiate. L'HTP se situe à cheval entre ses deux entités.

---

<sup>34</sup> Jean LACOUTURE, *La Nouvelle Histoire*,

<sup>35</sup> Jean-François SOULET, « L'Histoire Immédiate », Que sais-je, PUF, 2010. Université Toulouse II le Mirail. <http://w3.grhi.univ-tlse2.fr/presentation/definition.htm>

Pour élaborer cette thèse, il a été possible de consulter des archives déclassifiées de seconde main, mais fort peu pour prétendre faire reposer notre argumentaire dessus. Ce sont surtout les rapports parlementaires, l'expertise de spécialistes en plus d'une somme considérable d'articles de presse francophones et anglophones qui se sont avérés déterminants. Or, l'HTP se méfie des travaux journalistiques. Ainsi donc, le processus relèvera simplement d'une Histoire *post-contemporaine*, à cheval sur la contemporaine celle du Temps Présent, celle de l'immédiat. La sociologie historique est l'étude sociologique d'une époque passée. Ici, le phénomène social serait uniquement la conception particulière des Israéliens de leur sécurité, par l'épaisseur historique, pour faire émerger des processus d'évolution et de transformation historique. Mais ne nous égarons pas.

Enfin, pour en terminer sur l'historicité, la dissuasion israélienne, comme il le sera étudié, ne relève pas d'une initiative strictement nationale, mais par moment internationale. Autrement dit, le sujet se mue en fil conducteur, traversant toute la Guerre Froide et au-delà. En parallèle d'une étude diachronique entre les objectifs initiaux de cette dissuasion et les résultats actuels, il sera exigé de travailler sur les collaborations scientifiques réticulaires, ce qui obligera également à une analyse multiscalaire, partant d'Israël pour s'en éloigner de temps à autre. On peut donc aussi s'inspirer de la *World History*, un courant de recherche portant sur la compréhension des phénomènes transnationaux multidisciplinaires dans le cadre de divergences et de convergences entre différents Etats du monde. Ce sera le cas ici à propos de l'histoire de la prolifération dans le monde. En effet, il s'agit de connaître le contexte géopolitique dans lequel Israël évolue, et comment la dissuasion israélienne a pu se construire en parallèle des programmes similaires pakistanais, irakiens, iraniens, égyptiens ou encore syriens; et avec les programmes atomiques des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud.

Effectuons maintenant la transition entre l'Histoire et la Science Politique. [La Science Politique est l'étude des processus politiques mettant en jeu des rapports de pouvoir entre les individus, les groupes, et les Etats. Elle relève de sciences dites camérales c'est-à-dire qui ont les structures légitimes de pouvoir \(l'État, Organisations Internationales\) pour objet. Elle serait donc l'emploi de sciences humaines et sociales au service de l'objet politique](#)<sup>36</sup>. La Science Politique étudie le rapport entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui y sont soumis volontairement ou involontairement. Contrairement au pouvoir traditionnel descendant, autoritaire, fonctionnant à l'injonction et à la coercition, la science politique repose sur des techniques concrètes d'administration et de contrôle des individus à distance<sup>37</sup>. La Science

---

<sup>36</sup> Lettre de l'Observatoire des métiers académiques de la science politique N°4 / janvier 2007 : « L'état de la science politique en France », par Loïc BLONDIAUX et Yves DELOYE. HASSENTEUFEL Patrick, *Sociologie politique: l'action publique* (Paris : Armand Colin, 2008)

<sup>37</sup> Philippe BRAUD, *La science politique*, « Que sais-je? », Paris, PUF, 1982, p.1. Philippe BRAUD, *Sociologie*

Politique se scindent en sciences politiques, l'une d'elles se nomme Relations Internationales (RI)

Jean-Baptiste Duroselle et Pierre Renouvin se sont employés à concilier Histoire diplomatique, Relations Internationales (RI) et la Science Politique en s'axant sur les forces profondes de l'Histoire<sup>38</sup>. **Charles Tilly**, défunt sociologue américain des universités du Michigan et de Columbia, opère aussi une jonction entre politique, Histoire, économie et société, au travers du *répertoire d'action collective*. **Son analyse la plus fameuse (l'Etat fait la guerre mais la guerre fait l'Etat<sup>39</sup> correspond parfaitement à Israël, naît d'une guerre d'indépendance, et maintenant la cohésion de ses composantes hétéroclites** par des guerres dont toutes évidemment ne sont pas volontaires. Egalement, Israël correspondrait au modèle de l'IEMP du politologue Mann<sup>40</sup> avec ses quatre sources du pouvoir social: *Ideologique* (normes et valeurs à la fois laïques et propres au judaïsme), *Economique* (fondé par le secteur militaire, dont les applications civiles des recherches en armes NRBC, balistiques et spatiales), *Militaire* (défendre et organiser Israël au travers de réflexes militaires), et *Politique* (pouvoir centralisé sur un Etat dominant ses composantes hétéroclites). Ceci étant dit, comment orienter la recherche en fonction des paradigmes propres aux RI.

### **Des paradigmes en Relations Internationales impuissants face au cas particulier israélien**

Le présent travail va mettre en exergue la nature des rapports entre Israël, des alliés et ses ennemis, sur les plans militaires, diplomatiques, économiques et technologiques. Il s'inscrit donc dans la sous-discipline des RI. Si la politique étrangère étudie l'action de l'Etat, les RI étudient les interactions entre les Etats. C'est pourquoi on étudie les RI à travers du *niveau individuel* (par l'Etat), et au *niveau international* (affaires transnationales et intergouvernementales auquel appartient ainsi l'individu inscrit dans un réseau). Duroselle définit les RI comme « Tout ce qui a trait aux relations d'un Etat avec un autre Etat ou de plusieurs Etats entre eux sur les plans politiques économiques, sociaux, démographiques, culturels, psychologiques et même en généralisant tout ce qui trait aux relations entre groupes de part et d'autre des frontières nationales. [...] Mais s'il s'agit des relations des Etats on peut appeler cela 'politique étrangère'. S'il s'agit des relations entre groupes on peut parler de vie internationale. L'ensemble de ces phénomènes constituent les relations internationales». Les RI ont donné naissance à plusieurs paradigmes.

Les paradigmes idéalistes et libéraux prônent la recherche de la paix afin de mettre fin à

---

*politique*, LGDJ, 3ème édition, 1996, p. 496.

<sup>38</sup> Jean-Baptiste DUROSELLE & Pierre RENOUVIN, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1965, 521 pages.

<sup>39</sup> Charles TILLY, *Coercion, Capital and and European States 900-1900*, 1990.

l'anarchisme qui règne entre les Etats. Pour cela, la conciliation entre acteurs par l'intermédiaire de forum internationaux, d'organisations transnationales et de respects de traités, doit s'articuler avec «l'heureux commerce»<sup>41</sup> et le progrès social. L'Etat, selon la vision idéaliste puis libéral, devrait donc être uniquement le gardien du droit naturel, basé sur la raison utilitariste, cherchant à la fois à garantir la sécurité des contractants mais aussi à protéger leurs libertés. Hostile à un exécutif autoritariste, l'Etat hébreu se soumet à la Knesset: (« alors que le pouvoir appartient au peuple, le Sénat est le dépositaire de l'autorité » *cum potestas in populo, auctoritas in senatu sit*<sup>42</sup>). Le parlement est là pour évaluer ou remplacer le dirigeant en cas de défaillance. « La liberté consiste à ne relever d'aucun autre pouvoir législatif que celui qui à été établie dans la République d'un commun accord »<sup>43</sup>. Locke et Hobbes prévoient le droit à l'insurrection contre l'Etat si celui-ci ne respecte pas ce contrat. Selon les libéraux, le peuple à le droit de rappeler à l'ordre l'Etat non vertueux, y compris par la « désobéissance civile »<sup>44</sup> (ce principe est par exemple illustré, en Israël, par le mouvement des *refuznikim*) mais dans les faits, la raison d'Etat fait taire ce principe au profit des lobbies militaro-industriels du pays. La société civile israélienne qui reste démocratique, revendicatrice et procédurière, s'inscrit dans cette optique, lorsqu'elle exige par exemple (en vain), la transparence sur les programmes nucléaires et biochimiques et la fin des mesures liberticides, décidées pour combattre le terrorisme.

Toujours dans ce paradigme, en principe, l'Etat et l'église doivent se séparer (*lettre sur la tolérance*), et prôner la liberté de cultes s'ils respectent la société. Mais le paradigme du 11 septembre et de la guerre contre le terrorisme a remis en cause cette vision. Si Tel-Aviv s'est efforcé de lutter contre le prosélytisme des *haredim* juifs, et tolérer toutes les religions, elle n'a rien pu faire contre l'importance croissante des religieux. Jérusalem, la capitale culturelle et israélienne, tend effectivement à remplacer la laïque et sioniste Tel-Aviv.

De même, dans le système international, pour pallier les erreurs définies par la parabole de Rousseau<sup>45</sup>, il faut alors établir des règles communes et universelles. Bien que les pays soit différents dans leurs nature (*identity*), leurs mécanismes seraient identiques (*domestic analogy*), nonobstant leurs passés et leurs objectifs. Il suffit donc de «domestiquer» (*domestic*) les relations entres Etats par une institution supranationale en édictant des règles communes. Tel-Aviv a pu souhaiter un monde prôné par *l'école anglaise*, régit par le consensus d'organisations Internationales superpuissantes, formant une *Grande société*

<sup>40</sup> Michael MANN, *The source of social power*, deuxième édition, 1993.

<sup>41</sup> MONTESQUIEU, *L'esprit des lois*,

<sup>42</sup> Jean-Jacques ROCHE, *Théorie des relations internationales*, Paris, Montchrétien, collection clefs, 1999, p. 122

<sup>43</sup> John LOCKE, *Deux traités du gouvernement*, *op. cit.*, second traité, chapitre IV, § 22.

<sup>44</sup> Guy HERMET, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM , [et al.], *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Armand Colin, Paris, 2010.

<sup>45</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *La société civile, Discours sur les sciences et les arts*, 1750.

internationale sans Etats nationaux agressifs, et soumis aux valeurs normatives d'une grande civilisation métissée quoique fortement occidentalisée. Ce courant *solidariste*, Israël le rejette quelque peu. Israël ne souhaite pas toujours se conformer à certains textes internationaux en matière de justice (refus du statut de Rome de 1998 sur la Cour Pénale Internationale), de prolifération (nous en avons parlé). Ses relations avec l'ONU et l'AIEA sont particulièrement orageuses. Toutefois, Israël insiste d'un autre côté pour que la communauté internationale s'occupe de démanteler les projets de ses rivaux qui lui sont hostiles, coupables de ne pas respecter le *jus cogens*. Israël fait fit de sa propre crédibilité en passant outre les quelques accords signés, mais soigne au contraire sa réputation par des opérations médiatiques et universitaires, sans toutefois y parvenir. Tel-Aviv souhaite une *sécurité collective* (assure la paix et la sanctuarisation des frontières par la diplomatie, le désarmement, des instances internationales) mais s'estime dans une situation qui peut expliquer son affranchissement des approches normatives holistiques. Le *solidarisme* se distingue du *particularisme*, accès sur une coopération interétatique<sup>46</sup>. Israël s'est maintes fois allié aux Etats-Unis pour vaincre un adversaire, en se méfiant toutefois d'une Amérique hyperpuissante, comme celle de 1991 où Georges H Bush essaya de contraindre un Israël moins utile, à se régulariser sur nombre de dossier.

Le néolibéralisme quant à lui est «l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence. [...] Le néolibéralisme, avant d'être une idéologie ou une politique économique, est d'abord et fondamentalement une rationalité et [...] à ce titre il tend à structurer et organiser, non seulement l'action des gouvernants mais jusqu'à conduire des gouvernés eux-mêmes»<sup>47</sup>. Selon Michael Doyle (1986), par l'application des 3I: inspiration, investigation et intervention, la guerre n'est là que pour maintenir ou rétablir les flux et dans le futur, elle aidera à terme à mettre fin aux conflits. Il s'agit de payer un prix élevé maintenant pour ne pas payer un prix plus élevé ensuite. Autrement dit, il faut passer par une phase de guerre pour construire un monde nouveau sans obstacle, car la dissuasion nucléaire ou conventionnelle ne fonctionne pas toujours. Cet échec est celui des réalistes.

Nous verrons que ce principe, mise en place parfois par Israël, aboutira aux guerres préventives et préemptives et la doctrine éponyme du Premier ministre Menahem Behin, en pure perte. Le cas de l'Irak et des Terroristes *undetterable*, est là pour le prouver. L'harmonie d'intérêts (l'ordre naturel n'aboutit pas aux guerres qui sont du fait des Etats tyranniques et du *balance of power*) ne signifie pas automatiquement la paix. A l'instar, d'Ikenberry<sup>48</sup>, Israël ne

<sup>46</sup> Chris BROWN, *IR Theory : New Normative approaches*, Harvester Wheatsheaf, 1992

<sup>47</sup> Pierre DARDOT et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2010, p.275.

<sup>48</sup> John IKENBERRY et Anne-Marie SLAUGHTER, *Forging a World of Liberty Under Law, U.S. National Security In The 21st Century*, Princeton University, 2006.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
se servirait pas de son hégémonie (pouvoir et contrôle exercé par un Etat meneur sur un ou autre Etat) dans la région pour conquérir (Tel-Aviv a évacué le Sinaï, la bande de Gaza et le sud-Liban) mais pour être son gendarme. L'approche néo-libérale fonctionnerait ici, mais nous la nuancerons.

Israël a bien souhaité la fin de l'Histoire, un *paradis post-historique* (R Kagan<sup>49</sup>) débarrassé de la lutte entre Etats hégémoniques et d'une URSS soutenant militairement, diplomatiquement et économiquement ces adversaires, mais elle est la première victime du paradigme du 11 septembre, même si cette thèse fait âprement débat. Mais conscient d'évoluer dans un Grand Moyen-Orient hostile, Israël pourrait s'inspirer de *la fable des abeilles*<sup>50</sup> développant l'idée que l'égoïsme permet l'autorégulation de l'ordre social et économique et *a fortiori* international. L'Etat a donc besoin d'appliquer une politique agressive pour se protéger. A l'instar de Nicolas Machiavel<sup>51</sup> et de Hume, la morale d'Etat (donc celle du prince) est construite sur l'expérience des relations internationales, proscrivant donc l'application de toute morale du citoyen risquant de compromettre la raison d'Etat. Or, cela est paradoxal, car si Israël, s'érige en démocratie la plus morale au monde (avec notamment sa maxime de pureté des armes *toar haneshek*), il ne peut, en tant qu'Etat laïque sur des bases culturelles dont religieuses, concilier les deux morales.

Le théorie pessimiste du réalisme classique peut être résumée par la « la guerre de tous contre tous » dans un monde anarchique. La *Realpolitik* et la raison d'Etat y sont centraux. La force érige le droit et légitime le pouvoir (le pouvoir par la victoire). L'Etat, proche de la vision weberienne (monopole de la violence légitime sur un territoire) est défendu selon Aron par le soldat et le diplomate. Il fait les lois et les fait appliquer. Sa légitimité s'exerce à travers la légitimité charismatique, traditionnelle et légale-rationnelle. L'Etat dispose d'une rationalité propre qui s'appuie sur l'éthique de la responsabilité (*sustainable*) et non sur celle de la conviction. L'Etat forme avec ses citoyens *une communauté politique* dont le but n'est pas le triomphe des idées mais les 3 S que sont le *self-help* (chacun pour soit en évitant si possible des alliances contraignantes, pas d'idéologie à défendre)<sup>52</sup>, le *Statisme* (toute communauté humaine doit être organisée par un Etat, siège du pouvoir légitime et souverain, qui lui-même doit protéger l'espace dont il a la charge), et la *Survie* (première des priorités pour un Etat, intérêt national envers qui tout doit être subordonné).

Comme les 3 S ne sont pas suffisant, il convient de respecter le principe du *Balance of Power* (alliance entre Etats contre un autre si celui-ci, en convergeant vers une hégémonie,

---

<sup>49</sup> John BAYLLIS et Steve SMITH, *The Globalization of world Politics, and introduction to international relations*, Oxford, 2006, 3<sup>ème</sup> édition, 810 pages.

<sup>50</sup> Bernard MANDEVILLE, *The Fable of the Bees: or, Private Vices, Publick Benefits*, Londres, 1714.

<sup>51</sup> Nicolas MACHIAVEL, *Le prince*, 1516.

<sup>52</sup> KEOHANE et GILPIN, *neoralisme and critics*, 1986.

remet en cause l'équilibre international<sup>53</sup>), lui-même produit de la *contrived balance* (diplomatie) mais selon les structuralistes, il dépend plutôt de la *fortuitious balance* (équilibre naturel). On oppose au *balance of power* le *bandwagoning* ou « suivisme », qui décrit l'attitude d'un État faible renâclant à s'apposer à un État plus fort, à cause des conséquences engendrées<sup>54</sup>. L'Etat-nation<sup>55</sup> est l'acteur premier des RI. Il est rationnel, se comporte comme un individu égoïste qui doit survivre seul, au-delà des morales. Le *Prince* de Machiavel et le *Dialogue de l'île de Melos*<sup>56</sup> de Thucydide résument les maximes de la théorie. Chaque Etat a son *éthique*<sup>57</sup>. Israël revendique la sienne dont la logique lui est propre et qui n'a pas à être légitimée devant des OI.

De même, la puissance de l'Etat est essentiellement militaire, les autres vecteurs sont secondaires ou négligeables car leurs importances découlent souvent du premier. Le réalisme ne rejette pas le système westphalien. Mais le Conseil de Sécurité des Nations-Unies (CSNU), l'ingérence, le *balance of power* le modère. La survie d'un Etat n'est jamais garantie (Pologne) par des Organisations Internationales. «Un État possède la souveraineté qui lui donne le monopole de l'usage légitime de la force sur son territoire et à l'extérieur pour garantir son existence». L'Etat, puisqu'il concentre tout les pouvoirs et les moyens, est le seul habilité à participer au RI. De même, les RI résultent d'un jeu à somme nulle : ce qui est un plus pour un Etat est un moins pour l'autre. Seuls les *gains relatifs* sont réels. Adapté au cas israélien, sa puissance militaire n'aboutit jamais à des gains absolus car même en cas de victoire militaire, Tel-Aviv ne l'emporte jamais politiquement. La stabilité d'un système est définie par la paix entre les Grandes puissances mais Israël prend le parti des Etats-Unis et avant 1991 souhaite la défaite du bloc de l'Est.

Israël considère-t-il son environnement selon le paradigme réaliste? Apparemment oui. Il ne fait pas confiance dans les OI pour imposer une déprolifération efficace, au moins au Moyen-Orient. Selon lui, ces OI n'ont pas d'autonomie, d'abord face à l'URSS et ses alliés, puis ensuite face aux Etats arabes à cause du poids de leurs pétrodollars, de leurs nombres et de leurs influences. Ces pays le prouve à l'ONU lors du vote amalgamant le sionisme au racisme. Actuellement, Israël fustige les condamnations de sa politique sur les implantations,

---

<sup>53</sup> Hans MORGENTHAU, *Politics Among Nations*

<sup>54</sup> Quincy WRIGHT, *A study of War*, 1942., Kenneth WALTZ, *Theory of International Politics*, 1979.

<sup>55</sup> Ernest RENAN, *Qu'est ce qu'une nation ?*, Paris, Imprimerie nationale, coll. Acteurs de l'Histoire, 1996. Le courant nationaliste la comprend comme un ordre naturel. Le courant pérennialiste comme le meilleur ordre politique possible quoi qu'évolutif, en instrumentalisant le passé. Le courant moderniste le voit en phénomène récent, pouvant être artificiel. Le courant postmoderne le pense comme résultante d'un processus sélectionnant voir inventant certaines traditions.

<sup>56</sup> Les Athéniens demandent aux habitants de se soumettre au nom de la puissance de leur Etat qui exige l'annexion (*fait accompli*) et leur propose en échange la paix. Les habitants invoquent Dieu et l'alliance avec Sparte en guise de contestation. C'est la *loi de fer*: le puissant doit s'imposer et le faible accepter. Le standard de la justice dépend de l'égalité des puissances à contraindre et à employer la force pour exercer le pouvoir.

<sup>57</sup> Selon Weber (*Le savant et le politique*) : « toute activité orientée selon l'éthique peut-être subordonnée à deux maximes totalement différentes et irréductiblement opposées : Elle peut s'orienter selon *l'éthique de la*



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
sur sa dissuasion, sur ses opérations extérieures, sur l'arraisonnement de la flottille de la liberté, sur le traitement infligé aux Palestiniens. De plus, l'Etat israélien est bien, dans la région, un acteur rationnel maximisant sa puissance et sa sécurité par son arsenal non-conventionnel et conventionnel. Il privilégie, à partir des années 1980, les gains relatifs en refusant de se lancer dans des politiques d'annexions massives. Enfin, Les autres Etats sont considérés potentiellement ou franchement comme des ennemis, et ses alliés, y compris américains et européens, ne sont pas toujours vu comme fiables.

Les néoréalistes, quant à eux, considèrent que l'Etat est supérieur aux *Non-state-actors* et aux OI, et c'est ainsi qu'agit Israël. L'anarchie ne résulte pas de l'égoïsme des Etats mais de l'absence d'autorité supranationale assez puissante. Selon ce paradigme, ce n'est pas la population qui fait l'Etat mais l'anarchie (Israël se construit face aux menaces). On ne peut pas comparer le comportement des hommes avec celui des Etats car les premiers ont toujours une autorité protectrice au dessus d'eux. Les RI sont la résultante des interactions, des Unités (Etat), des structures (relations d'Etats, population, ressources, superficie, économie, stabilité, compétence) des idées, des accords et d'autres contingences. Les *levels unit* ne sont pas hiérarchisées, interagissent entre elles face aux turbulences. La fiabilité du système international repose sur un minimum de grandes puissances et d'OI. L'anarchie est une opportunité pour s'unir. Mais les Etats n'appliquent pas tous les mêmes mécanismes, car les différences naturelles et structurelles génèrent des politiques divergentes. Israël, qui se considère comme un cas particulier en raison de son passé et sa nature ingrate, valide cette approche.

Dans ce schéma, Israël distingue bien les Etats souverains, qui revendiquent le monopole de la violence légitime, des autres Etats, qui n'ont pas de vocation universelle. Tel-Aviv a toujours recherché leur protection (d'abord éphémèrement l'URSS, puis les Etats-Unis). Les néoréalistes s'opposent entre les *offensive realism* (imposer sa puissance et s'étendre ne peut se faire que par la guerre contre les révisionnismes de l'ordre mondial) ; et les *defensive realism* (survivre et non dominer. Il s'agit d'affaiblir suffisamment l'ennemi et renforcer son armée par sécurité). La puissance militaire n'est pas tout et c'est pourquoi Israël consacre de gros moyens au *soft power* et à la maîtrise d'autres éléments pour devenir un pays du *premier monde*<sup>58</sup>. Une puissance se reconnaît à la possession d'une arme nucléaire, à ses capacités antimissiles (système *Hetz* et *Iron dome*), à la maîtrise de l'espace (lanceur *Shavit*), à un budget de défense conséquent (près de 10% de son PIB), à sa monnaie forte (ce n'est pas le cas d'Israël), à son importance dans le commerce international (ce n'est pas le cas d'Israël), à son PNB (ce n'est pas le cas d'Israël), et à sa richesse par habitant (c'est le cas).

---

responsabilité ou selon l'éthique de la conviction ».

<sup>58</sup> Alexandre ADLER, *J'ai vu finir le monde ancien*, Grasset, 2002, 346 pages, p. 59.

Tel-Aviv refuse de dominer complètement des régions pour éviter une réaction étatique ou une résistance qu'il ne pourrait vaincre. Ce n'est pas le pouvoir absolu que l'Etat hébreu recherche mais la sécurité minimum, par l'augmentation des capacités militaires, la diplomatie et les alliances. C'est le *fortuitous balance*<sup>59</sup>. L'équilibre des Etats est donc le meilleur garant d'une très relative paix. En revanche, Israël a convaincu les Américains que la théorie néolibérale de la propagation du progrès économique et de la démocratie dans le monde arabe garantirait la paix. Or, malgré les aides de Washington à l'Egypte et la Jordanie, la région n'est toujours pas sécurisée. L'augmentation par Israël de sa puissance, par les aides extérieures, force les États lui étant hostiles à augmenter la leur. C'est le *dilemme de sécurité*.

### **UN DEFI ACADEMIQUE SUR UN OBJET D'ETUDE QUI OFFICIELLEMENT N'EXISTE PAS**

Le sujet d'étude que nous nous proposons d'entreprendre constitue intrinsèquement une particularité académique, un défi scientifique, car Israël refuse de s'affirmer comme un Etat nucléaire souverain. Donc, *a priori*, il est impossible d'appliquer ici la rationalité scientifique. Mais selon Bachelard<sup>60</sup>: « le fait scientifique est conquis sur les préjugés (une prolifération non maîtrisée, Israël comme Etat agressif, etc.), construit par la raison (analyse des rares travaux et sources) et constaté dans les faits (à l'aune de l'actualité par exemple, comprendre et d'expliquer la réalité étudiée selon une démarche logique et rationnelle). Essayons de nous en inspirer. Avant de poursuivre, le chercheur se doit par essence de réfléchir par lui-même sans toujours s'appuyer sur les archives ou se laisser guider par des paradigmes s'émuissant sur des cas particuliers, Israël en étant un.

### **La question de l'accessibilité des sources et des travaux**

Les cinq membres permanents du CSNU possèdent l'arme absolue, ainsi que trois autres Etats non signataire du TNP ou sorti du traité: l'Inde, la Corée du Nord, le Pakistan et Israël. Mais alors que les arsenaux des deux premiers non signataires du TNP sont reconnus par la communauté internationale, il n'en est rien à propos de l'arsenal israélien. C'est pourquoi, la dissuasion non-conventionnelle israélienne, souvent éludée mais non niée par la grande majorité des *Think-Tank* et des spécialistes en géostratégie, sans parler bien sûr des sphères politico-diplomatiques, met en exergue un malaise général sur la crédibilité des efforts de non-prolifération, alors que les cas nord-coréens et iraniens sont médiatiquement surexposés. Par justice, notons que l'Inde et le Pakistan, puissance nucléaire non signataire du TNP, n'écope pas non plus des mêmes remontrances.

---

<sup>59</sup> Kenneth WALTZ, *Theory of International Politics*, 1979.

<sup>60</sup> Gaston BACHELARD, *La philosophie du non*,

La logique est là: comment travailler sur une chose qui n'existe pas officiellement. Car matériellement parlant, aucune source matérielle ne prouve sa réalité, bien que des documents classifiés et déclassifiés du Département d'Etat américain exhumés par l'universitaire américain Avner Cohen<sup>61</sup> ou du *Foreign Office*, en fassent mention. Le seul fait de se rendre en Israël pour recueillir, sur ce sujet, des témoignages et des documents, revient à en accepter les risques (interrogatoire, emprisonnement, disparition temporaire entre autre). Nous énumérerons plusieurs cas, comme ceux d'Avner Cohen, d'Israël Yaakov ou d'Avraham Klingberg.

La question est sensible, à la fois dans les sphères politico-stratégiques, mais également du point de vue des sensibilités idéologiques. Plusieurs de ses enquêteurs ont été emprisonnés ou intimidés pour avoir abordé à l'extérieur d'Israël un tel thème de recherche. Il est important de le signaler car ce n'est pas le cas de tous les sujets de thèse... Ces obstacles ne sont pas propres à Israël, car toutes les puissances nucléaires protègent leurs secrets militaires au nom de la raison d'Etat. Il ne s'agit donc pas d'une volonté isolée de dissimuler, contre le droit légitime et démocratique de s'informer. Cette précision n'est pas destinée à éviter de heurter la susceptibilité d'Israël. Car le secret de son arsenal NBC est même souvent garantie par la plupart des Etats dans le monde, afin de masquer les mécanismes troubles d'une prolifération bien plus complexe qu'elle ne le laisse subodorer, avec l'implication d'acteurs et d'organisations puissantes nationales, internationales et transnationales. Le secret évite de déclencher une course à la prolifération dans la région, et altérer la crédibilité de l'AIEA. Pour l'occident, Israël est un partenaire politique, militaire et scientifique de premier ordre. Sa position géostratégique, associée à l'héritage de la *Shoah* aboutit à une approche particulière.

Néanmoins, Israël et le seul Etat détenteur d'armes atomiques à pratiquer une *deterrence through uncertainty*, une opacité revendiquée, un officieux officiel. La stratégie de communication est paradoxale, puisqu'une arme nucléaire est faite pour ostensiblement dissuader. Cette opacité revendiquée confère à la dissuasion classique un degré de dangerosité supplémentaire, car exacerbant la peur d'un ennemi ne pouvant déterminer comment, quand et dans quelle proportion Israël pourrait répliquer.

C'est Shimon Pérès en 1961 qui rédige la célèbre formule prononcée devant Kennedy, illustrant la position israélienne en la matière: « Israël ne sera pas le premier pays à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient ». Pour identifier le réacteur nucléaire de Dimona, Israël le présentera comme une «usine de dessalement» ou même une « usine textile ». Interrogé par CNN, Shimon Pérès réplique à l'audace: « Vous savez, les gens convoitent les hautes technologies aujourd'hui. Et l'industrie textile atteint ces objectifs en pratiquant la

---

<sup>61</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 10.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
dissuasion »<sup>62</sup>. Par mégarde ou erreur calculée, le secret est plusieurs fois trahi: La bourde du Premier ministre Ehud Olmert, à *German N24* le 10 décembre 2006 est restée célèbre : « *Pouvez-vous dire que c'est une chose comparable lorsqu'il (l'Iran) aspire à posséder des armes nucléaires au même titre que l'Amérique, la France, Israël, ou la Russie ?* ». L'Etat hébreu ne communique pas sur son arsenal, mais laisse judicieusement quelques journalistes et universitaires distiller quelques confidences, qui n'en sont pas en réalité. C'est la «dissuasion de papier»<sup>63</sup>.

L'opacité explique la difficulté pour le chercheur à dénicher les sources. Mais des témoins ont pu parlé, nous l'aborderons. L'un d'eux s'appelle Mordechai Vanunu, ancien technicien du réacteur de Dimona. Le 27 octobre 1985, il prend 57 photos des installations du réacteur, qu'il fait publier en 1986 dans le *Sunday Times*<sup>64</sup>. Cette source est la première à avoir magistralement prouvé l'existence de charges nucléaires israéliennes au plutonium. Aussi, pour pallier la rareté des renseignements, la presse internationale de qualité peut s'avérer être d'un grand secours pour le chercheur, devenant automatiquement face à ce sujet très peu abordé, un néophyte. Le *Sunday Times*, le *Los Angeles Times*<sup>65</sup>, le *New York Times*, *Haaretz* et le *Monde*, sans oublier des reporters en *free-lance* comme Pierre Péan<sup>66</sup> et Dominique Lorentz (en France) se sont consacrés à éclaircir quelques zones d'ombres. Nonobstant quelques fantasmes, les références les plus remarquables sont américaines<sup>67</sup>, israéliennes ou britanniques. Très peu sont nait des mondes arabo-musulmans, bien qu'il n'ait pas été possible, en raison de la barrière de la langue et d'autres contingences matérielles, de le vérifier de manière exhaustive. Il convient aussi de ne pas occulter l'importance des autobiographies de grands acteurs de ce monde, qui au détour d'un chapitre, peuvent révéler, dans un langage le plus souvent codé, des informations plus sérieuses qu'elles n'y paraissent. Les mémoires de scientifique (Bertrand Goldschmidt, Samuel Cohen), de Premier ministre et président israélien (de Ben Gourion à Shimon Pérès), français (de De Gaulle à Jacques Chirac), américains (d'Eisenhower à Bill Clinton) et des chefs de leurs diplomaties (Kissinger, Albright, Vétrine) recèlent parfois des confessions (autorisées) de portées inattendues. La situation israélienne est communément admise par les chancelleries dans le monde mais elle est rendu volontairement sibylline dans les discours officiels, en Israël d'abord, puis dans le reste du

---

<sup>62</sup> CNN, 21 avril 2004, «Israel's 'bomb in the basement'», John VAUSE.

<sup>63</sup> Nicolas TÈNÈZE, « Approches médiatique et académiques de la question de la dissuasion israélienne:», mémoire de DEA en Histoire soutenu le 2 septembre 2005 à l'Université Toulouse le Mirail, 280 pages.

<sup>64</sup> *Sunday Times*, 5 octobre 1986, «Revealed: the secrets of Israel's nuclear arsenal». Le soleil de la vérité.

<sup>65</sup> *Los Angeles Times*, 11 octobre 2003, « Israel extends nuclear weapons capability ».

<sup>66</sup> Pierre PÉAN, *Les Deux Bombes*, éditions Fayard, Paris, 1982, 203 pages. Dominique LORENTZ, *Affaires atomiques*, Les Arènes, 2002, 604 pages, p. 32.

<sup>67</sup> « Yair Evron, *Israel's Nuclear Dilemma*, Ithaca: Cornell University Press, 1994, Seymour Hersh, *Samson Option*, New York, Vintage Books, 1993. Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (New York: Columbia University Press, 1998). Michel Karpin [*The Bomb in the Basement*, 2006], Yoel Cohen [*The Whistleblower of Dimona*, 2003], Shaï Feldman [*Israeli Nuclear Deterrence*, 1982]), Peter Pry, [*Israel's nuclear arsenal*, 1984].

L'absence de sources officielles, couplée à la dimension éternellement particulière de l'Etat d'Israël, dissuadent les universitaires d'explorer cet angle mort. Ainsi, de 1980 à 2004, les articles traitant d'une bombe atomique iranienne jusque là inexistante, étaient 27 fois plus nombreux que ceux dissertant sur l'atome israélien<sup>68</sup>. Le scientifique n'ose pas trop s'affranchir de l'absence de sources, au risque d'affecter la qualité de ces publications; une posture confortable. Les internationalistes français par exemple, renâclent souvent à analyser les thématiques originales, au profit des journalistes qui s'affairent à combler ces béances. Les articles de presse servent ensuite (c'est le cas ici pour des raisons pratiques), à rédiger ensuite des travaux académiques. Cela est paradoxal car dans les manuels géopolitiques, Israël est considéré comme « *État de seuil* », c'est-à-dire réputé posséder l'arme nucléaire ou capable d'en assembler immédiatement. Mais mis à part quelques figurés cartographiques, aucune évaluation scientifique d'importance n'est proposée. L'arsenal nucléaire israélien est résumé par une vulgarisation de rapports caméaux, eux-mêmes parcellaires et modestes, et sur la base de données quantitatives biaisées. A noter que ces travaux ne sont jamais cités ou utilisés dans les discours officiels. Ainsi, *l'Assemblée Nationale* française tenait pour acquis ce postulat: « *Israël est actuellement la sixième puissance nucléaire militaire* »<sup>69</sup>.

Parce qu'Israël n'est pas un pays comme les autres, de par son histoire et sa culture aussi riches que tourmentées, toutes réflexions sur cet État, qu'on le veuille ou non, risque d'être affectées, consciemment ou inconsciemment, par des idéologies antisionistes et/ou antisémites ou pro-sémites et/ou pro sionistes. Et c'est bien cela le problème qui risque de se muer en fil d'Ariane dans tout travail d'étude sur Israël. Les « spéculations », plus ou moins porteuses d'arrière-pensées, risquent d'occulter le débat de fond. Cela explique qu'il existe d'ailleurs sur ce sujet une distorsion considérable entre les publications officielles (gouvernements et Think-Tanks), les productions universitaires et la presse (un peu plus prolixes et impartiales) et les opinions fédérées par la blogosphère et les ouvrages édités par des particuliers à compte d'auteur. Les premières mettent en exergue la dangerosité des arsenaux iraniens, nord-coréens et pakistanais (un temps l'Irak et la Libye), tandis que les dernières au contraire les occultent au dépend d'Israël, vu comme la quintessence de tous ce qui est haïssable dans le monde actuel.

L'opacité suscite en conséquence, bien des spéculations. La réflexion et la distance s'avèrent ici peut-être plus nécessaire et importante que sur d'autres. Elles sont au moins aussi essentielle que l'analyse de sources et de travaux qui constituent souvent le principal mérite d'une thèse. Aussi, abandonner une étude de la dissuasion israélienne aux sphères non

---

<sup>68</sup> Nicolas TENEZE, *Ibid.*

<sup>69</sup> France, *Assemblée Nationale*, N° 2085, 13<sup>ème</sup> législature, 18 novembre 2009, « Les enjeux géostratégiques des

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
scientifiques, risque de favoriser la prose conspirationniste. La responsabilité du scientifique est d'éviter que ces dérives se répandent, sans occulter les réalités identifiables et incontestables inhérentes aux questions qui nous préoccupent. Néanmoins, ne perdons pas à l'esprit que la méthode scientifique ne peut parvenir à passer outre la censure étatique et donc converger, même de manière asymptotique, vers la vérité. De même, toute réflexion est menacée d'être récupérée politiquement comme l'affirmait Aron: « l'interprétation sociologique est objective mais dans la mesure où elle est compréhensive, cette compréhension n'est pas neutre par rapport aux idéologies »<sup>70</sup>. Enfin, la recherche peut succomber à des dérives académiques tel que prévenait Pierre Bourdieu: « le sociologue exerce une profession éminemment politique »<sup>71</sup>. L'analyse doit être équitable, en reconnaissant que l'on ne peut être totalement objectif.

Ainsi donc, tester la neutralité axiologique wébérienne sur ce cas d'école, exacerbe d'avantage l'intérêt de cette recherche. Pour cela, il est nécessaire de l'articuler avec les exigences académiques qui s'imposent.

#### **UNE CHRONOLOGIE DE RECHERCHE EN FORME DE PARCOURS D'OBSTACLES**

Ce travail s'est d'abord appuyé sur une première approche de la question, rédigée dans le cadre d'un mémoire de Master II d'Histoire, présenté à l'Université Toulouse II le Mirail en septembre 2005. Le dépouillement des premières sources et travaux a permis de prendre connaissance des limites du sujet, de sa faisabilité, de ses obstacles. Plusieurs ouvrages déterminants ont été compulsés. Mais il a fallu se rendre à l'évidence. Pratiquement pas de sources, peu de travaux, beaucoup de rumeurs, beaucoup de méfiance des personnes interrogées, ce furent là les principales difficultés. L'étude, on s'en doute, a du être menée au milieu de contingences diverses et variées, ce qui renforce la détermination du chercheur dans sa motivation. Peu de sujet exige un tel investissement, qui se mue parfois en parcours initiatique, pendant lequel les approches doxiques (et dieu sait si Israël les attirent) se dissipent à la lumière de quelques apparentes vérités.

Dès octobre 2004, plusieurs entretiens auprès de spécialistes, de militaires ou de diplomates ont été menés. Il a été d'emblée inutile d'aller interroger des diplomates, des politiques ou des militaires soumis à un strict droit de réserve, qui plus ait sur une dissuasion qui officiellement, n'existe pas. Quelques-uns pourtant ce sont laissés prêter au jeu, et pas tous consciemment... Comme explicité *supra*, la barrière de la langue (la non maîtrise de l'hébreu et de l'arabe, voir du russe pour les archives soviétiques) a été préjudiciables.

---

proliférations», pp 86 à 93.

<sup>70</sup> Raymond ARON, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967

Néanmoins, l'obstacle a obligé à resserrer le nombre des enquêtes et des lectures, évitant de se perdre dans soixante années de complexité extrême.

Les contingences matérielles ne peuvent être occultés. En l'absence de financement, les séjours de recherche lointains ont été proscris. Seuls les résultats d'allez et venus à Paris et à Londres (2006 et 2008) en bibliothèque et en centres d'archives ont aboutit à confirmer et infirmer certaines hypothèses, la déduction et l'induction étant primordiales. La petite contribution de *l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale* (IHEDN) a rendu possible ses modestes déplacements.

En fin de compte, consulter des centaines d'ouvrages et des milliers d'articles (comme en témoigne les nombreuses notes infrapaginales) ont constitué l'essentiel du temps consacré à la recherche. Curieusement, des détails cruciaux, livrés à la connaissance d'un public indifférent, n'ont pas été intégrés dans les rares recherches universitaires sur le sujet, par négligence ou méfiance. *A posteriori*, ces révélations, validées en partie par la suite des évènements, et intégré dans le présent travail, ont permis de lui conférer un degré d'exhaustivité supérieur.

## **MATIERES DE RECHERCHE**

Nous avons tenu à croiser et mélanger des opinions, travaux et sources radicalement opposés. On y trouvera à côté d'analyses scientifiques, des idées d'extrême-droite et d'extrême-gauche, parfois négationnistes, révisionnistes, conspirationnistes et nationalistes et leurs contraires. Il ne faudra donc pas s'étonner d'y trouver les rumeurs les plus grotesques et les opinions les plus radicales dans un sens comme dans l'autre, et qui seront bien évidemment critiquées scientifiquement dans la mesure du possible. Le choix est délibéré afin de mesurer et critiquer l'ensemble de ce qui se dit sur le sujet. Car il ne s'agit pas de réaliser un mémoire exhaustif tant sur la bibliographie que sur le sujet, mais bien de recenser ce que l'on sait à peu près.

Des déclarations officielles d'hommes politiques ou militaires israéliens, européens ou américains, des rapports confidentiels, des débats parlementaires (*Assemblée Nationale et Sénat français, Congrès américain*<sup>72</sup>, *Parlement Européen*), des archives déclassifiées (CIA, MI5), des documents officiels de structures israéliennes comme l'IAEC<sup>73</sup>, d'organisations internationales, (AIEA, ONU), des révélations de scientifiques, attestent de la réalité de l'arsenal et constitueront la base de ce travail. En second lieu, la presse générale et scientifique de différents médias (journaux, Internet, télévision, radio) peut fournir,

---

<sup>71</sup> Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, 1984.

<sup>72</sup> *Congressional Research Service for Congress*, « NBC Weapons and Missiles: Status and Trends », 20 février 2008, Defense, and Trade Division, 31 pages.

<sup>73</sup> IAEC, 2004, « Nuclear Research Center NEGEV ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
concernant à la fois l'histoire de la Guerre Froide et des questions d'actualités récentes, d'intéressants témoignages et informations. Ces apports constituent une « force d'appoint » pour les pistes qu'elle véhicule et les orientations qu'elle procure.

Les travaux universitaires sur ces questions sont rares. Les références (citées *supra*) traitant spécifiquement du sujet sont paradoxalement souvent israéliennes et anglo-saxonnes, ce qui sous-entend une liberté de travail et de choix d'études plus conséquentes que dans d'autres pays occidentaux (surtout latins). Parmi elles, citons quelques classiques: Pierre Péan (*Les deux bombes*, 1982), Seymour Hersh<sup>74</sup> (*The Samson Option*, 1991), Dominique Lorentz<sup>75</sup> (*Affaires atomiques*, 2001), Peter Pry (*Israel's nuclear arsenal*, 1984), Yoel Cohen (*The Whistleblower of Dimona: Israel, Vanunu, and the Bomb*, 2003), Shaï Feldman (*Israeli Nuclear Deterrence: A Strategy for the 1980's*, 1982) l'opus magnum d'Avner Cohen<sup>76</sup> (*Israel and the bomb*, 1998), Yair Evron (*Israel's Nuclear Dilemma*, 1994), Michel Karpin (*The Bomb in the Basement*, 2006), ou encore Leonard Spector (*The Undeclared Bomb*, 1988).

Pourquoi dès lors écrire un énième ouvrage sur la question? D'abord, parce que les études, relatives au sujet, datent de quelques années, et refusent de poursuivre leurs recherches au-delà des années 1980. Or, les derniers événements internationaux (seconde guerre d'Irak, seconde guerre du Liban, guerre contre le terrorisme, problématique iranienne et syrienne et victoire électorale du Hamas à Gaza) offrent un contexte nouveau qu'il convient d'insérer dans toutes réflexions. D'autre part, cette thèse ne parle pas seulement de nucléaire mais aussi des armes chimiques et bactériologiques, des boucliers antimissiles, des affaires d'espionnages et enfin de la perception de la dissuasion armée au sein de cette société israélienne si contrastée. Quelques apports de cette thèse sont donc originaux.

## **DE LA DIFFICULTE D'ELABORER DES AXES DE REFLEXIONS SUR DE L'OPACITE REVENDIQUEE**

La complexité et l'originalité de ce « sujet chaud » pourrait être en soit une problématique car il contribue à la compréhension d'aspects opaques de la géostratégie moyen-orientale et internationales. Il ne s'agit pas de dénoncer le programme israélien (d'ailleurs au nom de quoi) mais formuler la problématique ainsi:

Comment ce jeune pays, si pauvre en matières premières, divisé ethniquement, politiquement et culturellement, continuellement assiégé, et qui jusque dans les années 1960 appartenait au tiers-monde, a-t-il pu développer une puissance nucléaire comparable à celle des trois dernières puissances officielles, loin devant l'Inde et le Pakistan? Egalement, quelles sont les raisons qui ont conduit Israël, malgré les soutiens américains et européens, en soient

---

<sup>74</sup> Seymour HERSH, *The Samson Option*, NY, Random House, 1991, p. 77.

<sup>75</sup> Dominique Lorentz, journaliste, est l'auteur de *Une guerre* en 1997, *Affaires atomiques* en 2001, et *Des sujets interdits* en 2007. Elle emploie des sources dites « ouvertes ». Poursuivis par des groupes de pressions, elle n'est soutenue que par quelques personnalités comme Jacques Attali ou Alexandre Adler.



les principales puissances militaires et économiques de la planète, à développer sa propre dissuasion atomique.

Il est possible de formuler un écheveau d'hypothèses pouvant permettre de répondre *a priori* à cette problématique, qui pourrait s'apparenter à la question leibnizienne : « Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? »

La doctrine de dissuasion israélienne a-t-elle évolué au fil de son histoire ? Autrement dit, sa stratégie s'est-elle modifiée après les accords de Camp David I en 1979, puis après l'effondrement de l'URSS, et enfin après la signature des accords d'Oslo. Les différents courants politiques en Israël et aux Etats-Unis entre démocrates et républicains, ont-ils influencé l'évolution du programme.

Si la défense de l'État d'Israël n'est que la façade d'une stratégie beaucoup plus large, quels en sont les objectifs réels ? La bombe sert-elle la défense du pays, des intérêts américains dans la région, ou pourrait-elle servir une politique d'expansion territoriale ?

De même, qui profite réellement de cette dissuasion : la population israélienne qui a dû subir plusieurs menaces, ou le lobby militaro-industriel qui pèse lourd dans l'économie et la vie politique du pays.

En terme géostratégique, la bombe atomique israélienne peut-elle être réellement employée, au risque d'embraser une poudrière et générer des réactions pouvant rayer Israël de la carte, comme l'annonce l'Iran d'Ahmadinejad ?

Quelle influence cet arsenal donne-t-elle à l'État hébreu au Moyen-Orient et dans le monde, dans ces rapports militaires et diplomatiques ? Israël peut-il être considéré comme le sixième membre permanent non officiel des Nations-Unies, car disposant de la bombe et d'une impunité relative dans sa politique extérieure ?

Si des stratégies militaires ont été instaurées afin de délimiter l'emploi et le non-emploi de cette dissuasion (Doctrine Begin et Barak), ont-elles été efficaces ? Le pays n'est-il pas encore à l'abri d'une frappe balistique depuis un Etat (Iran) ou de la part des groupes terroristes (Hamas, Hezbollah). La politique de l'opacité s'est-elle révélée pertinente face à la multiplicité et à la polyvalence des menaces ? L'épée flamboyante nucléaire n'est-elle pas trop lourde et inadaptée finalement aux menaces protéiformes ? La bombe semble avoir abouti à une « Paix impossible, guerre improbable »<sup>77</sup> *L'Hatikva* (espérance) en un monde meilleur, dont la bombe atomique devait être la garante, semble avoir été une politique utopiste, en

---

<sup>76</sup> Le journaliste fut plusieurs fois arrêté, interrogé et emprisonné en Israël.

<sup>77</sup> Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations;

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
témoignent les multiples guerres auxquelles Israël a dû faire face depuis 1967, loin de la *pax atomica* souhaitée

Mais l'hypothèse principale est celle-ci: la bombe israélienne a influencé de manière déterminante l'histoire d'Israël, du Grand Moyen-Orient et surtout par effets connexes l'Histoire du monde à partir de 1948, pour avoir été à l'origine de plusieurs crises nucléaires, en 1967 et 1973 au moins.

La recherche s'articule autour de deux parties.

D'une part, nous étudierons la chronologie du programme dissuasif non conventionnel israélien, de la décision de l'initialiser à son élaboration effective, puis à sa confrontation face aux crises militaires et politiques. Il en résultera la présentation d'acteurs scientifiques, militaires et politiques, et la description critique de partenariats internationaux (chapitre II, III, IV et V). Il s'agira d'ailleurs d'expliquer certains événements majeurs de cette période comme une conséquence directe ou indirecte de la politique israélienne. Nous dégagerons des tendances inhérentes à chaque phase, une chronologie difficile à mettre en exergue dans cet « *Orient compliqué* », de ce « *grand échiquier* » (Brezinski). Subséquemment, nous détaillerons les caractéristiques techniques de la dissuasion israélienne (chapitre III IV et V), qui se décline en vecteurs (avions, artillerie, missiles, sous-marins). Ces détails ont leur importance car ils permettent de connaître la créativité scientifique de ce pays et les conséquences sur son environnement. Nous essayerons de localiser et déterminer dans la mesure du possible les fonctions des infrastructures stratégiques israéliennes (chapitre I). Nous détaillerons également les aides extérieures (chapitre II), expliquant comment un si petit pays a pu développer un arsenal aussi ambitieux.

En second lieu, nous tenterons de dégager les principaux axes de la doctrine israélienne d'emploi de sa dissuasion (chapitre I), un théorème qui a sa réciproque, la *doctrine Begin* ou la contre-prolifération (chapitre III), et également les caractéristiques d'une dissuasion discrète, à savoir la politique de l'opacité (chapitre II). Egalement, dans une région perpétuellement en guerre, nous nous interrogerons sur la manière avec laquelle Israël gère son surcroît de puissance, au sein d'un environnement dit asymétrique et dissymétrique (chapitre I). Il s'agira également de comprendre les rapports entre cette société israélienne si critique et démocratique, et sa classe politique, dans l'assumption de cette dissuasion aussi protectrice que pénible à supporter, notamment face aux nouvelles armes conventionnelles. C'est ce que nous étudierons à travers les *wistleblowers* malgré eux, Vanunu, Klingberg et Pollard.

« Si peuple juif il y a, il n'existe pas d'autre peuple du même type que lui. [...] Les juifs de la diaspora ne constituent pas un peuple. [...] A supposer qu'ils n'acceptent pas l'appartenance à un peuple juif, cette appartenance ne leur impose presque rien et le 'peuple juif' reste pour eux tout abstrait ».

Raymond ARON, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Julliard, 1983, pp. 504.

## **UN ÉTAT CONSTRUIT SUR SA DISSUASION**

## Introduction

« Je proclame l'établissement d'un État juif sur la terre d'Israël » déclare Ben-Gourion. Si Israël se base sur une promesse biblique, la notion même *d'État juif* va rapidement converger vers un État plus hébreu laïque que spécifiquement juif. Avant même son indépendance, Ben-Gourion ne voyait que deux solutions pour préserver son existence : soit une alliance défensive avec les États-Unis, soit la dissuasion. Etudiant en Turquie durant le génocide arménien, il s'aperçoit que les minorités, constamment opprimés, n'avaient d'autre choix que de se battre pour survivre. En septembre 1945, lorsqu'il visite le camp de Bergen-Belsen, son opinion n'en est que plus confortée. La bombe est indispensable contre la fatalité<sup>78</sup>. Le 29 novembre 1947, juste après la découverte des manuscrits de la mer Morte (un signe fortuit?), l'ONU partage la Palestine en deux États. Israël n'est pas forcément le foyer des juifs mais la destination des juifs qui souhaitent être enfin maîtres de leurs destins. Quand Israël est créé à la suite de la *résolution 181*, le 15 mai 1948, le pays a tout à construire. Aussi, comment ce petit pays, sans ressources et sans structures va-t-il devenir la cinquième puissance nucléaire au monde?

La chronologie des programmes NBC israéliens révélera la participation de très nombreux pays, comme la France ou les États-Unis par exemple. On y croisera des militaires, des scientifiques et des hommes politiques israéliens (parfois les trois à la fois) qui tisseront des liens étroits avec leurs alliés étrangers. Il conviendra ensuite de comprendre dans quel contexte politique et militaire Israël amorce cet ambitieux programme, de l'indépendance jusqu'à l'affaire de Suez. En second lieu, nous verrons comment Israël profite des réseaux de prolifération, pour obtenir de ses alliés bien plus qu'une simple dissuasion de dimension régionale, et cela en transgressant les mises en garde américaines, françaises et celles des instances internationales, dans le contexte du TNP. Ensuite, il s'agira d'expliquer comment, dans le contexte de la Guerre Froide et de ses propres guerres, Israël devenu puissance nucléaire, a maintes fois été au centre de toutes les préoccupations, comme un allié incombrant, inquiétant mais indispensable pour l'occident. Enfin, lorsque l'arsenal sera de la taille et de l'efficacité de celles des grandes puissances, Israël devra l'assumer, tant comme une garantie de sa survie que comme un outil difficile à manipuler, qui plus est dans une région instable en proie au terrorisme.

---

<sup>78</sup> Barry SCHNEIDER, *Middle East Security Issues In the Shadow of Weapons of Mass Destruction Proliferation*, Air University Press, Maxwell Air Force Base, Alabama, décembre 1999, 143 pages, p. 84.

## CHAPITRE I L'ARME DE L'INDÉPENDANCE

En mai 1948, après le martyre de 6 millions de juifs dans la Shoah, et 6000 autres juifs durant la guerre d'indépendance, Israël naît de cendres... *Dust to Dust* pour une terre aride et pourtant Promise. Le 12 mai 1949, l'ONU intègre Israël comme un État de droit. Cette décision ne sera véritablement validée qu'à partir du moment où ce pays s'imposera militairement (C.Tilly : « L'État, c'est la guerre et la guerre, c'est l'État »). C'est la dissuasion qui fera d'Israël une nation passant du *Tanah* au *Palmach* (de la bible à la nation)<sup>79</sup>. Le génie scientifique juif qui servira aux principales puissances à sanctuariser leurs territoires, sera ensuite peu à peu appliqué à Israël.

### I La genèse

Le soleil est le centre du système. Le nucléaire va faire d'Israël le centre du monde. Le programme nucléaire israélien commence à la fin des années 1940 sous la direction du scientifique Ernst Bergmann, l'un des pères de la bombe israélienne. Mais si Bergmann s'occupe du volet scientifique, Ben-Gourion est son grand ordonnateur, son décideur et sa façade politique.

#### I.1 Un projet mitigé : opposants contre partisans

Construire une dissuasion nécessite d'abord un consensus politique et militaire, ce qui, au regard de la diversité ethnique, politique et idéologique de la société israélienne, n'est pas simple. Ces dissensions sont issues de la guerre quasi fratricide entre les différentes organisations militaires juives du *Yishouv* pendant la guerre d'indépendance, qui parfois s'affrontaient entre eux pour s'emparer politiquement du futur nouvel État. L'armée est à l'époque divisée en factions rivales: la *Haganah* de David Ben-Gourion et les troupes d'élites *Palmach* (extrême-gauche), le *Betar* et l'*Irgoun* de Begin<sup>80</sup> (droite), le *Lehi* (dissident de l'*Irgoun*, extrême-droite) ou encore le *Stern*. La première force militaire est créée en 1907 par des immigrants de l'empire russe essentiellement, pour défendre les fermes des premiers résidents juifs en Palestine: la *Bar Giora*. En 1909 est fondée l'*Hashomer* (gardien), groupe d'autodéfense qui se matérialise en 1920 en *Irgoun Haganah* (défense). En 1931, elle devient l'*Irgoun*. En 1937, la *Haganah* se distingue et est commandée par Yitzhak Shamir. Pour la première fois, elle emploie des hommes, des femmes et mêmes parfois de jeunes garçons, sans distinctions d'aptitude. Surtout, elle doit rendre des comptes à la première instance juive, la *Histadrut Ha-vodim Ha-leumit*. La *Haganah* se dote d'un commando, le *Palmah* (troupes

<sup>79</sup> Shlomo SAND, *Comment le peuple juif fut-il inventé*, Fayard, 2008, 446 pages.

<sup>80</sup> Freddy EYTAN, *op.cit.* p. 241. Auteur de l'attentat de l'hôtel King David en 1946, l'*Irgoun*, avec le *Lehi*, frappe

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
de choc) et qui deviendra le noyau de la future Tsahal. Mais surtout, elle organise son service de recherche scientifique.

L'organisation *Stern* crée en 1940 de la scission avec *l'Irgoun*, s'appelle d'abord *Irgoun Tsvai Leumi beIsraël*, puis *Lohamei Herut Israël* (« Combattants pour la liberté d'Israël ») ou *Lehi*. Son fondateur est David Raziël, un ancien de la Légion Hébraïque. La *Haganah*, accusé de dérivé vers le socialisme, est encore scindée au profit du *Betar*, fondé par Jabotinsky et qui forme les immigrés à la défense du Yishouv. Il ne faut pas oublier les forces armées juives de Pologne durant l'occupation nazie. Considérant qu'il vaut mieux d'abord combattre les Britanniques que les nazis, des contacts sont entrepris jusqu'à la mi 1941 par le *Stern* avec Berlin<sup>81</sup>. Ainsi, dès 1944, alors même que l'armée britannique combat les nazis, l'Irgoun s'attaque aux *red coat* ! De ce mélange hétéroclite né le département militaire de l'Agence Juive en 1946, dont le président est Ben-Gourion. La conscription est votée en novembre 1947. Puis Tsahal est créée le 28 mai 1948, en apparence fédérée par l'immédiate guerre de l'indépendance. Les divergences demeurent encore aujourd'hui. Cela explique que certaines unités de Tsahal ne seront pas totalement sous contrôle. Tsahal s'inspire du modèle militaire allemand, une conscription qui offre au soldat un encadrement complet pour plus de cohésion. L'interaction des armes, le renseignement et l'instruction sont couplés. Mais les corps sont sous l'autorité du chef d'Etat-major, qui, nous le verrons, aura son mot à dire dans la dissuasion. Le chef des armées reste le Premier ministre, à l'époque Ben-Gourion. Mais pas seulement. Les cadres de cette armée ont d'abord servi dans l'armée soviétique, polonaise et britannique pour la plupart. Ils en importent les méthodes. Les armées jordaniennes et égyptiennes sont aussi formées par le colonisateur britannique.

Beaucoup sont opposés à la bombe, fruit, pensent-ils, de projets technocratiques. «Tous les scientifiques de l'époque, sauf un, étaient contre, ainsi que les chefs du Mossad et de l'armée. Ils pensaient que le monde ne laisserait pas faire Israël, et qu'un tel programme nucléaire assécherait les finances de l'État»<sup>82</sup>. Ben-Gourion, le premier Premier ministre du jeune pays, s'entretient avec Golda Méïr, Yigal Allon, Abba Eban, Menahem Begin<sup>83</sup>, et Israël Galili. Il souhaite faire du Néguev le noyau scientifique du pays: «*It is in the Negev that Jewish scientific talent and research ability shall be tested*»<sup>84</sup>. Tous sont nés dans un siècle où la science s'est révélée utile pour dépasser les obstacles. La science est déifiée. Cohen, à juste titre, dit que cette science est le sceau du nouvel Etat, la preuve du génie juif. Jusque là, ce

---

aussi à Deir Yassin. Le Lehi assassine aussi Bernadotte, dans l'esprit des « cosaques circoncis ».

<sup>81</sup> *Figaro Magazine*, 10 mai 2008, « Israël, a 60 ans », p. 40-42.

<sup>82</sup> *Le Monde*, 2 décembre 2009, « Shimon Pérès, le nucléaire israélien et l'option Samson », Laurent ZECCHINI.

<sup>83</sup> Appelé dans les années 1930 « le terroriste numéro un », chef de la organisation paramilitaire de *l'Irgoun*. De 1965 à 1988, son fils, Zeev Begin, fut coordinateur d'études à ... Dimona.

<sup>84</sup> *National Institute for Biotechnology in the Negev*, 2010, «Mission of the NIBN»

génie avait profité à l'Humanité, parfois contre les juifs<sup>85</sup>. Mais le projet ne fait pas l'unanimité<sup>86</sup>. Shimon Pérès résume:

«J'étais convaincu que notre avenir dépendait du développement du nucléaire. [...] J'ai immédiatement été traité de fantaisiste, tant par des hommes politiques que par des experts scientifiques qui affirmaient que, faute de moyens et de savants, Israël ne pourrait jamais bâtir une industrie nucléaire. Ben-Gourion lui-même, qui écoutait les critiques, restait réservé. Quant à moi, je misais sur la nouvelle génération de scientifiques. Les conversations que j'avais eues avec plusieurs d'entre eux m'avaient montré que je pouvais compter sur la force de leur enthousiasme. Et de fait, le défi à relever a fortement stimulé ces jeunes chercheurs, si bien que Ben-Gourion a finalement soutenu cette initiative»<sup>87</sup>.

Pour l'instant, la priorité est la constitution d'une armée conventionnelle pour se protéger immédiatement des pays hostiles. Ariel Sharon, Yigal Allon, le chef des opérations Yitzhak Rabin, l'éphémère ministre de la Défense Pinhas Lavon, Isser Harel, et les officiers Israel Gallili, Zvi Zur demandent pourquoi il faudrait dépenser une partie des maigres ressources israéliennes dans l'armement non- conventionnel. Lavon, en 1955, se plaint déjà que le militaire prime sur le civil alors que la construction de logements est plus urgente. C'est en effet la question des coûts qui divisent le plus même si elle finit par faire *quibus*. Le ministre des finances Lévy Eshkol, dans les années 1950, prévient : « c'est une idée folle dont le coût financier est immense. [...] Aucun de nos voisins n'est sur le point de posséder la bombe. Alors pourquoi devrions-nous nous armer du nucléaire »<sup>88</sup>. Le ministre du Commerce et de l'Industrie Pinhas Sapir est du même avis. Abba Eban soutenu par Golda Meir (ex responsable du *Histadrout*, l'une des branches du futur parti travailliste), qualifiera plus tard le futur réacteur de Dimona «d'énorme alligator échoué sur la terre ferme ». Le parti *Mapai* s'oppose aussi à un projet trop coûteux, pas primordial et peu moral. Pierre Razoux, explique: « La lutte d'influence permanente à laquelle se livrent militaires et civils pour le processus de prise de décision stratégique constitue en effet l'un des fils rouges de l'histoire de l'État d'Israël »<sup>89</sup>. Lavon fait les frais du lobby nucléaire et subit une véritable conspiration. Trop gênant, il est contraint de démissionner<sup>90</sup>. Le *Maariv* dénoncera par la suite un « putsch silencieux » des nucléocrates<sup>91</sup>.

La communauté scientifique juive internationale, relayée par des sommités scientifiques, la plupart des membres de la future IAEC, les savants atomistes Amos Deshalit,

<sup>85</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 10..

<sup>86</sup> Michel Gurkinkiel écrit que « sur les quelque cent physiciens qui, dans les années trente, avaient entrevu le principe de la nouvelle arme, plus de la moitié étaient juifs et quelques-uns avaient des conjoints juifs. [...] La bombe atomique était dans une large mesure, juive ». Michel GURKINKIEL, *Israël - Géopolitique d'une paix*, Michalon, 1996.

<sup>87</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *60 ans de conflit israélo-arabe, témoignages pour l'histoire, entretiens croisés avec André Versaille*, Éditions Complexe, 2006, p. 76.

<sup>88</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 145.

<sup>89</sup> IFRI, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », Pierre RAZOUX, *Octobre 2007*, Focus stratégique n°2.

<sup>90</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 120. On lui impute d'avoir organisé le sabotage d'installations égyptiennes avant la guerre de 1956. Chef de file d'une fédération de syndicats qui représentait 85% de la main d'œuvre du pays, Lavon sera plus tard innocenté.

<sup>91</sup> *L'Histoire*, n°33°, avril 2008, « Israël, le vrai pouvoir des généraux », Samy COHEN, pp.72-77. La priorité est

Yoel Racah ou Amos de Shalit, responsable de la physique nucléaire à l'institut Weizmann de Rehovot, demeurent opposés à l'obtention de la bombe, «le fruit de l'arbre de la connaissance», par les petits pays, selon les principes d'Einstein, le «rabin laïque de l'atome»<sup>92</sup>. Le *Maki*, parti communiste israélien, rejetant le sionisme, s'oppose aussi au programme<sup>93</sup>. Or, Israël dès le début des années 1950, se veut à l'avant-garde de la lutte contre le communisme au Moyen-Orient. Bergmann prévient que les recherches civiles dériveront vers le militaire, en affirmant qu'«en développant l'énergie atomique pour des usages pacifiques, vous atteignez l'option nucléaire militaire. Il n'y a pas deux énergies atomiques»<sup>94</sup>. Aussi, comme beaucoup de scientifiques sont alors communistes, ils ne souhaitent pas qu'un programme nucléaire, militaire de surcroît, ne serve à l'affirmation du sionisme et de l'impérialisme américain au Proche-Orient. En 1955, certains signeront le manifeste de *Russell-Einstein*. Six des sept membres de la commission démissionnent pour dénoncer «l'aventurisme politique qui liguera le monde entier contre nous ». Les membres de l'IAEC, menés par Amos de Shalit préfèrent partir dans la recherche nucléaire réellement civile au Technion ou à l'institut Weizmann, dont les applications seront tout de même détournées vers la bombe. Il faut dire que dès 1955, Bergmann estime que la première arme à obtenir doit être directement une bombe H.

Les opposants à la bombe émettent les griefs suivant:

- Chèreté du projet par rapport aux maigres finances du jeune État.
- Les Arabes, qui ont davantage de moyen financier, se lanceront dans une course à l'armement et pourraient construire la bombe plus rapidement, l'utiliser sous n'importe quel prétexte, dans n'importe quelle circonstance, enclenchant une guerre mondiale.
- Si les deux belligérants possédaient la bombe, Israël ne pourraient plus faire jouer, sur le champ de bataille, la qualité, reconnue de tous, de ses troupes et de ses méthodes<sup>95</sup>.

D'autres scientifiques, tels Yisrael Dostrovsky, David Hacohen, Abba Eban et Ernest David Bergmann, un ancien technicien du programme chimique britannique de l'Institut Chaïm Weizman, sont partisans de la bombe auxquels se rajoutent Pérès, Dayan et bien sûr Ben-Gourion. Ce dernier, dont l'autorité de fondateur prime sur les autres, est *primus inter pares*. Outre la mise en exergue du contexte géopolitique, Dayan, contre l'argument financier, voit dans le nucléaire un moyen de réduire les effectifs conventionnels. Cet argument est

---

telle que comme pendant le massacre d'opposants par Hérode le Grand, au I<sup>er</sup> siècle av JC, ils seront écartés.

<sup>92</sup> Le Manifeste officialisé en 1955, par Albert Einstein et le philosophe Bertrand Russell et signé par 11 scientifiques dont Linus Pauling et Joseph Rotblat. Il rassemble 22 scientifiques éminents à Pugwash en Nouvelle-Écosse (Canada). Il appelle les scientifiques du monde à prendre en considération les implications éthiques, morales et sociales des armes nucléaires. Depuis 1957, le *mouvement Pugwash* participe au Traité d'interdiction des essais nucléaires de 1963 et au TNP.

<sup>93</sup> Michel ABITBOL, *Les amnésiques, Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient*, Perrin, 2001, p. 147.

<sup>94</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, p. 16.

<sup>95</sup> Shimon PERES, *Combat pour la paix*, Paris, Fayard, 455 pages, 1995, p. 158.



affiché à la Knesset, dès l'origine, pour légitimer le programme. Ben-Gourion, Bergmann et Pérès réussissent à convaincre des aspects positifs de la recherche civil dont l'énergie et l'irrigation du désert.. Mais le programme n'aura finalement pas besoin de l'accord officiel de l'État. Les partisans arrachent l'accord seulement si le projet est secret, si les fonds ne sont pas publics, et si l'État n'est pas parti prenant. Autrement dit, le programme NBC israélien doit être parallèle et privé, mais dont la doctrine et l'usage seront tout de même sous la direction de l'État. C'est pour cela que l'on parle d'un programme dit «clandestin», et qu'Israël peut dire qu'il n'a pas la bombe, puisqu'elle appartient à un cercle politico-militaire, non financé complètement par l'État. Israël est « l'un des rares pays démocratiques où les pensées et les opinions des généraux prévalent souvent sur les décisions politiques »<sup>96</sup> explique ici Freddy Eytan.

Dans un premier temps, le projet doit reposer sur six piliers :

-Approvisionnement de l'étranger en matériels militaires incluant de l'uranium, de la technologie et des machines.

-Établissement discret de partenariats internationaux afin de gagner du temps et d'économiser de l'argent.

-Organisation d'un système de financement national et international. Il est convenu que le programme sera d'abord financé non pas par l'État lui-même, mais par le produit de la collecte auprès de riches donateurs juifs dans le monde, particulièrement dans les sphères occidentales.<sup>97</sup>

-Recrutement de scientifiques et d'ingénieurs, familiers des programmes étrangers, par l'intermédiaire de la diaspora juive, grâce à l'organisation juive américaine d'aide humanitaire HIAS: (*hebrew immigration associated services*<sup>98</sup>).

-Construction discrète d'infrastructures de recherches et de production de vecteurs (missiles, avions) pour une industrie de défense qui devra être à terme indépendante.

-Ne jamais divulguer officiellement les efforts en la matière, surtout devant une organisation internationale afin de prouver ostensiblement qu'Israël ne souhaite pas proliférer<sup>99</sup>.

Shimon Pérès<sup>100</sup>, nommé ministre de la Défense, est l'homme des réseaux politiques et scientifiques dans le monde. Il est recruté dès 1947 par Eshkol<sup>101</sup> bien que n'ayant jamais été

---

<sup>96</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Éditions Alphée, 2008, 285 pages. Le nombre 18 est symbolique, il fait référence au *Chemone ezra*, les 18 bénédictions.

<sup>97</sup> *Yedioth Aharonoth*, 2 novembre 2001, « le paquet cadeau atomique d'Abel Thomas », Michel KARPIN, p.16.

<sup>98</sup> Michel ABITBOL, *op.cit.*, p. 197.

<sup>99</sup> *Swedish Defence Research Agency*, décembre 2005, «NBC Defence: Israel and WMD: Incentives and Capabilities », Magnus NORMAK, Anders LINDBLAD, Anders NORVIST, Louise SANDSTRÖM, 58 pages, p. 17.

<sup>100</sup> Pérès déclarera: «Si je devais écrire mes mémoires, je les intitulerais «De Dimona à Oslo», symbolisant la dualité et l'ambiguïté de l'homme, mais aussi du son pays. *Le Point*, samedi 25 mai 1996, p. 90.

<sup>101</sup> Nasser nationalisa le canal, peut-être en réaction de la participation française au sein du programme nucléaire

militaire, en fait l'acteur central du programme. Pour respecter l'opacité, son nom ne figure pas dans la liste des personnes affectées à l'IAEC (ce qui complique les recherches de l'historien). Cette ambiguïté couplée à ses propres réseaux internationaux lui permet d'établir des ponts avec l'étranger. Alors que la plupart des scientifiques israéliens, issus souvent de séraïls occidentaux, sont hostiles ou ne croient pas à la possibilité de développer l'arme atomique, Pérès s'appuie sur la nouvelle génération issue du Technion. Le colonel Manes Pratt, intendant de l'armée israélienne durant la guerre de 1948, puis attaché d'ambassade en Birmanie<sup>102</sup>, intègre l'équipe. Bergmann reconnaît finalement que les secteurs civils et militaires NBC sont « intrinsèquement liés ». Afin de garder le secret, est créée une organisation spéciale, *l'Office des Relations Scientifiques*, qui s'occupe aussi de certains aspects du biochimique et dont le rôle est de promouvoir à l'étranger la façade civile tout en établissant des liens secrets avec les réseaux militaires. Les réticences ne cesseront vraiment jamais. En avril 1959, Pérès charge le major-général Dan Tolkowsky de convaincre les militaires d'adopter à long terme la logique nucléaire<sup>103</sup>.

Pour gagner du temps et vaincre les réticences, il souhaite l'acquisition discrète d'un réacteur<sup>104</sup> à l'étranger, alors que Bergmann met un point d'honneur à vouloir développer un réacteur national car la science nucléaire est avant tout juive. Là encore, un compromis est adopté. Pérès constate que la France est prête à assister le pays dans ses recherches: « Nous savions qu'en achetant des armes américaines, nous perdrons aussitôt notre indépendance de jugement et d'action. J'étais donc plutôt favorable à la France, dont l'un des principes de la politique étrangère de l'époque était l'interdépendance, forme d'alliance que je préférais à une dépendance américaine directe »<sup>105</sup>. Ben-Gourion analyse : « J'ai parlé à Golda du voyage de Shimon à Paris. Il pourrait rencontrer le Premier ministre Guy Mollet et négocier des achats d'armes. Elle suggère qu'il informe Tzur et le convie aux réunions. J'ai donné mon feu vert pour le premier des deux points, pas pour le second. Je ne veux pas que la présence d'un tiers nuise aux discussions car les questions abordées sont secrètes »<sup>106</sup>.

## **I.2 Le programme biochimique en attendant la bombe**

### **I.2.1 L'autre volet de la dissuasion**

Les programmes nucléaires et bactériologiques sont communs et relèvent des mêmes préoccupations: Pallier l'infériorité démographique, géographique et militaire d'Israël au

---

israélien.

<sup>102</sup> *The nonproliferation review*, automne-hiver 2001, «Israel and chemical/ Biological weapons : history, deterrence and arms control», Avner COHEN, p. 4.

<sup>103</sup> *United Kingdom*, Security Service, 17 juillet 1961, JIC/1103/61.

<sup>104</sup> Il existe plusieurs types de réacteurs. Ceux à eau lourde (type candu canadien), ceux à graphite/gaz (inventé en 1942) et les eau/graphite (comme les RBMK russes).

<sup>105</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *60 ans de conflit israélo-arabe, témoignages...*, op.cit., p. 54.

<sup>106</sup> *Ibid.*

lendemain de l'indépendance. La doctrine israélienne, selon Jean-François Daguzan, «consiste à ne se priver de rien de ce dont pourrait disposer l'adversaire»<sup>107</sup>. Très peu de travaux ont été réalisés sur cette partie de la dissuasion israélienne. Nous nous baserons sur ceux du principal spécialiste de la question, Avner Cohen<sup>108</sup> et sur ceux des revues scientifiques. On distingue les armes chimiques (toxines botuliques, ricine, aflatoxine) et les armes biologiques (bactéries, virus et champignons).

Comme pour le nucléaire, la science juive est en avance en la matière. De nombreux savants juifs ont été les pionniers dans le secteur de la virologie. De plus, Israël se situe dans une région où les armes biochimiques font parties des arsenaux depuis l'antiquité. Le réinventeur contemporain des armes chimiques est Fritz Haber, juif allemand, accusé de crime de guerre pour avoir été le responsable scientifique du II<sup>ème</sup> Reich et l'inventeur de l'ypérite. Il obtient le prix Nobel de Chimie en 1919. Il prévient : « Dans aucune des guerres futures, les militaires ne pourront ignorer les gaz toxiques. Il s'agit d'une façon plus scientifique de tuer »<sup>109</sup>. Paradoxalement, c'est lui qui mit au point le *Zyklon-B* pendant l'entre-deux guerres, avant d'être banni par les Nazis. Voilà de quoi alimenter la vision de l'option Samson : une arme non-conventionnelle inventée par des juifs, et qui se retourne contre des juifs. Sauf qu'en réalité, ces armes existaient déjà plus ou moins dans les armées des nations occidentales sous diverses formes, et seront aussi employées par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. L'Allemagne était simplement plus avancée en la matière.

Peu après les sièges d'Acre et de Gaza, lors de la guerre d'indépendance, Ben-Gourion lance un projet pour développer «des capacités non-conventionnelles bon marché» qui doivent être rapidement opérationnelles, contre l'Égypte<sup>110</sup>. L'armée rassemble alors les scientifiques du pays et les enrôle dans une structure *had hoc*: *Heyl Mada* (*Heyl* pour arme et *Mada* pour science). Cette science, voulue puissante, ne doit pas seulement servir des desseins militaires car on compte l'utiliser pour optimiser les rendements agricoles, grâce à la recherche fondamentale. A partir de 1948, s'ajoutant au Technion d'Haïfa, une seconde structure est construite à Rehovot, le *Weizmann Institute of Science*, un département de recherche initialement conçu pour les isotopes. On constate donc que les volets chimie et bactériologique devance le volet nucléaire car dès 1948, des rumeurs d'utilisations de virus par la Haganah circulent. Cependant, elles ne seront jamais avérées .

La recherche biochimique est dépositaire de l'héritage britannique en Palestine (qui y laisse des infrastructures), circonscrite à la santé civile et à la lutte contre les épidémies, avec un petit volet sur les armes chimiques, ce qui explique pourquoi la recherche en Israël dépend

<sup>107</sup> *L'Express*, 5 mars 1998, p. 88, « Ainsi va l'équilibre de la terreur », Dominique LAGARDE.

<sup>108</sup> Avner COHEN, *Israel and chemical, biological weapons*, *ibid.*.

<sup>109</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 304.

<sup>110</sup> *Haaretz*, 2 mars 1995, « The Project That Preceded the Nuclear Option ».

aussi du ministère de la santé et du portefeuille militaire, car sous la colonisation, le secteur de la santé dépendait de l'armée britannique. L'étudiant en microbiologie de l'Université hébraïque de Jérusalem, Alexander Keynan, convainc le général Yigal Yadin (futur archéologue de Massada et chef des opérations de la Haganah), et Ben-Gourion, d'intégrer, au sein de *l'hemed*, une unité spécialisée dans les armes bactériologiques. Le 18 février 1948, est installée un premier laboratoire à Jaffa, appelée *hemed beit* (*beit* signifie « centre de recherche ») sous la direction d'Alexander Keynan. La cellule active de *l'hemed*, c'est à dire sa branche armée, est commandée par Yadin, secondée par le colonel Shlomo Gur. Les 560 employés de *l'hemed* sont des civils et des militaires. Chacun des cinq corps de recherches internes est disséminé et fonctionne de manière indépendante. Au début, parent pauvre de l'armée, *l'hemed* voit son budget marginalisé. En 1993, dans une entrevue avec Sara Leibovitz-Dar, du journal *Hadashot*, Katachalsky et Keynan expliquent les circonstances qui mena à l'installation de l'unité, et dévoilent la fabrication d'armes :

« Nous avons planifié différentes activités, pour définir ce que nous pouvions tirer des armes biochimiques, des aspects de leur fabrications et de leur potentiel. Nous avons besoins aussi de savoir comment nous prémunir contre cette menace puisque je savais que nos voisins développaient de telles armes. Nous avons pensé que les scientifiques de ce secteur devaient participer dans ce secteur à la dissuasion de l'État d'Israël ».<sup>111</sup>

Le gouvernement décide de maintenir une recherche civile, au moins pour élaborer des antidotes si d'aventure, les ennemis d'Israël les emploieraient. Le véritable maître d'œuvre du programme est en fait encore David Ben-Gourion, qui prévoit que le programme biochimique permettra de bâtir une première dissuasion en attendant celle de l'atome. Les deux armes doivent en principe recouvrir trois aspects fondamentaux : visibilité, prévisibilité et immédiateté. Le 4 mars 1948 (avril selon d'autres travaux), Ben-Gourion demande à Ehud Avriel, membre de l'Agence Juive d'Europe, de recruter en Europe de l'Est des scientifiques afin « d'augmenter la capacité de l'armement à tuer ou guérir les 'masses', les deux volets du programme étant importants »<sup>112</sup>. Abu Sitta prête lui-même également cette phrase : « Nous sommes inférieurs aux autres peuples en nombre, mais personne ne nous est supérieur en prouesses intellectuelles »<sup>113</sup>. Autrement dit, le programme biochimique ne fait pas mystères de ses objectifs militaires. Cette lettre, reprise par les historiens antisionistes, pose un problème de traduction, qui aurait été biaisée afin de discréditer un programme israélien déjà peu moral. Selon eux, cette citation tronquée est donnée par Avner Cohen qui a cité un auteur du *Centre de Recherches Ben-Gourion* à Sdeh Boker et qui effectue un parallèle avec les dires de Ben-Gourion : « La destruction de la société palestinienne est une condition nécessaire pour l'établissement de l'État d'Israël sur ses ruines »<sup>114</sup>.

<sup>111</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, p 30.

<sup>112</sup> Avner COHEN, *Israel and chemical, biological weapons*, *ibid.*

<sup>113</sup> *Al Ahmran*, 5 mars 2003, « Traces of poison », Salman ABU SITTA, et 27 février 2003.

<sup>114</sup> *Al Ahmran*, *Ibid.*

Son lieutenant et principal conseiller en chef du département scientifique au sein du ministère de la Défense est Ernst David Bergmann, directeur du département Chimie. Il travailla naguère sous le patronage d'Albert Einstein<sup>115</sup>. Il s'occupe du projet à partir d'août 1948, avec son protégé, Shimon Pérès, flanqué de Chaim Weizmann<sup>116</sup>. L'équipe s'enrichit de scientifiques formés dans toutes les grandes universités européennes (Ehud Avriel), russes (Marcus Klingberg), juives (les microbiologistes Aharon et Ephraïm Katachalsky «Katzir»<sup>117</sup>), américaine et polonaise (Ludwig Fleck). Ils constituent l'élite mondiale dans le domaine. Katzir, interrogé en 1993 par une journaliste israélienne du *Hadoshot*, estime que l'*Hemed* a bien contribué à «consolider l'État d'Israël»<sup>118</sup>. Notons que, comme beaucoup de scientifiques juifs, Katzir se dédouble également en homme d'action, puisqu'il est soldat dans la *Haganah*. Il voyage ensuite aux Etats-Unis, étudie avec Edwin Cohen à Harvard et à la *Brooklyn Politechnic Institute* avec Herman Mark. En mai 1948, il revient en Israël pour prendre la direction de l'*hemed*. A sa mort, Pérès dira de lui : « Ce fut un président aimé de tous et le scientifique de renommée mondiale qui contribua tant à la Défense du pays »<sup>119</sup>. Avriel recrute notamment un ancien officier de l'armée rouge, Marcus Klingberg, dont nous reparlerons, qui intègre l'*IIBR* comme chef de la section biologique de l'armée, avant d'en devenir ensuite le directeur. Néanmoins, le 8 décembre 1949 et le 6 juillet 1951, Israël signe et ratifie la convention de Genève.

### I.2.2 Des changements dans l'ombre de Ben-Gourion

Là encore, les querelles personnelles vont peser dans les discussions. La fronde contre l'arme nucléaire s'étend sur les volets biochimiques. Le colonel Gur estime que l'armée n'a pas besoin de cela pour vaincre les Arabes. Une partie du quartier général israélien qualifie ces armes d'amorales et inutiles. Comme les guerres au Moyen-Orient sont très courtes et très meurtrières, l'emploi de ces armes serait douteux et pas assez rapidement efficace. Même la

<sup>115</sup> « Le cinquième juif qui, en l'espace de cent ans, a fait plus que Napoléon ou que Jules César pour changer notre vision du monde, notre vie, nos idées, nos relations ». Shimon PÉRÈS, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages, p. 167.

<sup>116</sup> En 1916, Weizmann met au point un mécanisme de fermentation bactérienne permettant de produire de larges quantités de substances, telles que l'acétone, essentielles à la fabrication du TNT pour les alliés. Il participe à la déclaration Balfour. Il fut aussi président de l'*Organisation Sioniste Mondiale* de 1920 à 1931 et de 1935 à 1946, et obtint de Truman le soutien des Etats-Unis pour la création d'Israël.

<sup>117</sup> Avner COHEN, *Israel and the bomb*, p. 17.

<sup>118</sup> Ephraïm Katzir sera le 4<sup>ème</sup> président d'Israël. Il meurt le 31 mai 2009. Né le 16 mai 1916 à Kiev, il émigre en Israël en 1925. En 1939, il est l'un des premiers officiers de la *Haganah*. Il obtient un doctorat en philosophie en 1941 à Jérusalem. En mai 1948, il est nommé commandant des informations de l'armée de l'Air. En 1949, il fonde le département de physique de l'*Institut Weizmann*, dont il prend la direction. Il étudie la biologie et la chimie à l'*Université Hébraïque* de Jérusalem. En 1959, il reçoit le prix d'Israël et le prix Weizmann et est le premier Israélien à être élu à l'Académie américaine des sciences. En 1973, élu président jusqu'en 1978, il accueillit Sadate. En 1977, il intègre la Royal Society et en 1985 reçoit le *Japan Prize*. Il est l'un des intermédiaires entre Londres, Washington et Tel-Aviv permettant l'importation de matériaux sensibles sans passer par les douanes.

<sup>119</sup> *Israel Magazine*, 31 mai 2009, « Le 4<sup>ème</sup> président d'Israël est mort ».

Haganah, dès les années 1930, les croyaient peu fiables. Leurs effets sont invisibles, incertains et pas immédiats dans un premier temps. Les partisans attestent que les inconvénients peuvent devenir avantages en cas d'actions et de buts clandestins, permettant de passer outre les déclarations de guerres officielles.

Au milieu de l'année 1951, une rixe éclate entre Chaim Weizmann, le fondateur du *siff institute* (le futur *Weizmann institute of science*) et Bergmann. Le grief concerne la place de la recherche bactériologique, ses objectifs et son commandement. Bergmann souhaite que ses services profitent à la fois au domaine civil et militaire avec un contrôle étatique. Pour se faire, il faut donc que l'institut Weizmann intègre *l'Israel's national scientific research center*. Weizmann qui au contraire veut avoir les coudées franches dans ce secteur si « délicat », s'oppose énergiquement à cette science sponsorisée par le civil, alors que, selon lui, elle ne doit répondre qu'aux besoins de Tsahal. Un compromis est adopté. Le volet civil est maintenu mais on chargera également le secteur d'activités militaires discrètes. Cette réorganisation ministère de la défense coïncide avec des changements de personnel. Le 15 juillet, Weizmann démissionne Bergmann de son poste. Ben-Gourion le nomme comme consultant scientifique auprès du Premier ministre et chef de la recherche militaire. Ce statut permet à Bergmann d'imposer en réalité ses opinions sous la férule du Premier ministre. C'est là qu'il intègre dans les deux principaux secteurs de la recherche publique, sous la rubrique « *national science* », le nucléaire et le biochimique. Pour juguler les réticences sur les armes biochimiques, les laboratoires dépendront finalement du Premier ministre, qui décidera de leur usage et seront directement financés par des fonds publics, au contraire du nucléaire<sup>120</sup>.

En 1950, les *IMI* sont créées, avec comme toile de fond l'idée de construire pour l'État, sans en référer aux autres « partenaires », des armes conventionnelles et non-conventionnelles. A noter que cette date correspond à l'embargo décrétée par la Déclaration Tripartite du 25 mai de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. L'initiative est renforcée en 1953 avec la création des industries aéronautiques israéliennes (IAI), grâce à Al Schwimmer, ingénieur à la TWA américaine, important intermédiaire et acteur<sup>121</sup>. C'est à partir de la fermeture du détroit de Titan en 1953 que Bergmann ordonne la constitution d'armes chimiques. En novembre, Ben-Gourion est remplacé par un modéré, Moshe Sharett. Dayan s'occupe de l'armée. Pérès conserve ses fonctions de directeur du cabinet de la Défense et son statut officieux de trait d'union et d'éternel « éminence grise » d'Israël<sup>122</sup>. Dans ce jeune État, les nominations relèvent le plus souvent d'affinités que des compétences réelles ce qui, nous le verrons, aura des conséquences lorsqu'Israël sera confronté aux guerres. Ben-Gourion décide que désormais, le poste de Premier ministre et le maroquin de la Défense seront dissociés.

<sup>120</sup> Martin VAN CREVELD, *op.cit.*, p. 249.

<sup>121</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, *op.cit.*, p. 199.

Cela n'a pas une grande influence car les Premiers ministres et ceux de la Défense permureront souvent. La guerre des clans reprend. Dayan, Pérès et Ben-Gourion œuvrent contre Moshe Sharett, le considérant comme trop conciliant<sup>123</sup>. Sharett s'attaque à Bergmann «un chimiste noyé dans ses recherches qui enseigne sans être capable de garder l'œil sur le « problème »<sup>124</sup>. Ce mot est l'un des nombreux synonymes diplomatiques pour nommer la dissuasion. En 1954, Pinhas Lavon, nouveau ministre de la Défense, met fin aux recherches appliquées des savants atomistes. L'embargo au Moyen-Orient exige que les fonds soient versés dans l'armement classique et chimique.

Le retour au pouvoir de Ben-Gourion s'accompagne de nouvelles recherches. Munya Mardor, le fondateur de « *l'Israel Weapons Development Authority* » (*Rafael*), révèle que Ben-Gourion accélère le programme biochimique, dès 1955 au moment où le Mossad apporte la preuve d'un programme chimique en Égypte, et en prévision de l'offensive de Suez, puisque la bombe est loin d'être prête. « Ben-Gourion était de toute évidence concernée par le fait que nous ne puissions pas réussir avant la date limite qu'il avait fixé, inquiet que l'ennemi puisse avoir cette capacité et que nous n'ayons rien pour le décourager ou exercer des représailles »<sup>125</sup>. Les Égyptiens, au courant de l'existence des laboratoires, lancent une opération de « reconnaissance ». Ses fédayins parviennent à pénétrer dans les laboratoires. Ben-Gourion ordonne des représailles le 28 février 1956, à la frontière de la frontière de Gaza. Il faut tuer les témoins et les fautifs. Les 49 parachutistes de *l'unité 101* d'Ariel Sharon tuent 39 égyptiens et huit israéliens<sup>126</sup>. Ils massacrent en octobre tout un village, à Kfar Kassam dans une autre représailles (49 morts). Le programme NBC commence à être un poids diplomatique et militaire.

## II Les infrastructures de la dissuasion : Janus à face civile et militaire

Israël va ériger les infrastructures militaro-scientifiques pour élaborer sa dissuasion et renforcer son économie. Le réseau technologique fera d'Israël une pépinière en high-tech. Il existe une différence entre *installations*, soumises en principe à l'AIEA et les *Emplacement hors installations* (EHI)<sup>127</sup>. Mais les recherches civiles et militaires resteront le plus souvent imbriquées.

### II. 1 Les réacteurs:

---

<sup>122</sup> Nicolas TÉNÈZE, *Ibid.*

<sup>123</sup> Pour nuire aux pourparlers entre Le Caire et Washington, le trio planifient des attentats. Ben-Gourion représente la réalité du pouvoir et ne désire pas la paix de compromis.

<sup>124</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 44.

<sup>125</sup> Abu SITTA, *Ibid.*

<sup>126</sup> Michel Bar-ZOHAR, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p. 49.

<sup>127</sup> Selon l'AIEA : Tout établissement ou emplacement ne constituant pas une installation, où des matières nucléaires sont habituellement utilisées en quantités égales ou inférieures à un kilogramme effectif. Les États

## II. 1.1 Le Nahal-Sorek Nuclear Research Center: la partie émergée de l'iceberg

### II. 1.1.1 La fondation

Le MAMAG ou NRC ou *Soreq Applied Research Accelerator Facility* (SARAF), est un réacteur de recherches en armement atomique (étude mais pas de production semble-t-il), selon un rapport du *Pentagone* daté de 2009, qui le qualifie comme l'un des plus sophistiqués au monde<sup>128</sup>. Son architecture soignée est récompensée par un prix d'architecture. Le site internet officiel de l'État hébreu le présente ainsi :

« Soreq NRC is an applied R&D Institute affiliated to the Israel Atomic Energy Commission. Its R&D activities include laser and electro optics, nuclear medicine, radiopharmaceutics, non-destructive testing, space components characterization and testing, crystal growth, development of innovative radiation detectors and sophisticated equipment for contraband detection. It offers radiation protection training, and operates personal dosimetry service. It is a major distributor of radio-pharmaceuticals for medical diagnostics and therapy»<sup>129</sup>.

L'IAEC en revanche, écrit que le réacteur est alimenté par de l'uranium enrichi, refroidit et maintenu par de l'eau légère purifiée. Le réacteur de 5 mgw est flanqué aussi d'un cyclotron accélérateur de protons de 10 MeV. Bien que le nom de Nahal-Sorek soit rencontré très souvent dans l'historiographie du sujet, et malgré la publication des images déclassifiées du satellite CORONA prises en 1971, ses réelles activités sont largement inconnues, l'attention des chercheurs étant le plus souvent attiré par Dimona, pour des questions médiatiques.

Construit dès 1955 par les Etats-Unis près de Yavne, au travers du programme *Atoms for Peace* d'Eisenhower (« donné » en 1960 nous dit le site officiel, en 1958 nous apprend l'IAEC) qui le ravitaille ensuite en combustible, il devient opérationnel le 16 juin 1960. Le centre nucléaire emploie plus de 200 personnes de très haut niveau. Le littoral, donne l'eau nécessaire au refroidissement du réacteur. C'est le seul site à avoir été visité par des membres de l'AIEA qui le nomme : *IRRI Soreq*. Il est soumis au contrôle de l'AIEA. Officiellement bien moins secret que Dimona, Nahal-Sorek reçoit la visite de chefs d'État, dont Golda Meir. Les dernières modernisations du réacteur sont opérées en 2009. Le réacteur, fonctionnant avec l'incubateur de Nitznanim, est d'ailleurs administré par le département scientifique du ministère de l'Industrie et du Commerce.

### II. 1.1.2 Fonctions

Ses domaines d'expertises sont vastes : physique, chimie, matériaux high-tech, médecine, énergie, technologie spatiale et protection de l'environnement. Nahal-Sorek concentre toutes les gammes de l'activité nucléaire du pays. Travaillant sous l'égide de l'IAEC, le Sorek NRC est selon le site « en charge du développement de nouvelles idées qui

---

sont tenus de déclarer ces EHI. La zone délimitée par l'État dans le but de fournir à l'AIEA des renseignements sur les EHI est appelée 'site' conformément au protocole additionnel.

<sup>128</sup> *US Department State of Defense*, Congressional Research Service, 16 mars 2009, « Nuclear Weapons RD Organisation in nine nation », p.9.

<sup>129</sup> *The State Of Israel*, 2004, « About Soreq ».



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
renforceront l'économie israélienne grâce au dépôt de nouveaux brevets industriels ». L'AIEA recense les activités suivantes dont la plupart sont sous la direction du ministère national des infrastructures et de l'énergie :

« Main laser facilities: Ultra High Intensity (10 TW) femtosecond laser system, High energy (100 J) nanosecond laser system, Picosecond laser system Experimental studies: Laser-induced shockwave phenomena and energy transport, Laser velocimetry of shocked surfaces, Laser-induced X-ray studies, Laser induced magnetic fields and electric Fields Ultrashort laser matter interactions, High intensity laser induced nuclear reactions. Theory and computational studies: Equations of state, Ultrashort laser produced plasma »<sup>130</sup>

Les brevets mis au point à Nahal-Sorek ont permis la création de nouvelles entreprises en partenariat avec des laboratoires industriels internationaux. En cela, le service de communication du complexe est obligé de préciser que « ce centre de recherche est le seul au monde qui ne comprend pas de département de physique nucléaire » mais si les activités de physique nucléaire sont menées en réalité. Selon l'IAEC le réacteur excelle dans l'introduction et l'incorporation des techniques de radiation de bases pour la médecine nucléaire, la radio-pharmaceutique, les tests et les développements non destructif, les lasers, l'optique, les activités météorologiques, les tests de matériaux, le développement de techniques cryogénique par infrarouge, les techniques d'accélération de particules, ainsi que pour la détection de la contrebande de matériaux illicites. Le *National Radiation Safety Center* étudie aussi les effets de radiations ionisées et non-ionisées. Il est aussi fait mention « d'activités additionnelles » dans des complexes internes tels que les *Shalheveth Freier Center* et *National Data Center* (NDC) et la station d'analyse de radionucléide<sup>131</sup>.

Soumis à l'AIEA, le centre « est ouvert aux visites groupées »<sup>132</sup>. Il est mentionné que Nahal-Sorek sert de structures pour étudier les besoins et les effets d'installations de centres de productions d'électricité nucléaire au niveau économique, environnemental et sécuritaire. Or, jusqu'à présent, Israël ne produit officiellement pas un seul mégawatt d'électricité atomique. Enfin, deux stations sismiques participent à l'initiative du CTBT grâce à l'*Israël National Data Center* (NDC). Car on lit aussi que le NDC constitue une base pour les accords de sécurité au Moyen-Orient. Des essais conventionnels souterrains seraient aussi effectués dans le Néguev. Les activités civiles se déroulent surtout au *Center for Peace, Science and Technology*, adjacent au réacteur pour des activités de soutien par la technologie et la science, à la paix au Moyen-Orient, selon la présentation affichée par l'IAEC.

Le *Shalheveth Freier Center for Peace Science & Technology*, fondé en 1996, est dédié à la mémoire de Shalheveth Freier, un des acteurs de la dissuasion. Le centre est dévolu à « l'extension des activités scientifiques destinées à promouvoir la paix au Moyen-Orient ». Arrêtons-nous sur cette formule. Car promouvoir la paix n'est-ce pas aussi dissuader de toutes

---

<sup>130</sup> AIEA 2001

<sup>131</sup> IAEC, « The State of Israel and the CTBT », 2004.

<sup>132</sup> IAEC, « The Sorek Nuclear Research Center (Sorek NRC) », 2004.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
guerres...? La question se pose. De plus, il est étudié la question des « entrelacs des aspects politiques et technologiques »<sup>133</sup>. Derrière cette présentation, l'opacité dissuasive demeure. Le *Sorek Applied Research Accelerator Facility* est un superconducteur apprécié par les chercheurs internationaux, fondé par l'*Israel National Academy of Sciences*. Le *Shalheveth Freier center of Peace* organise annuellement des *Shalheveth Freier Physics Tournament* c'est-à-dire des « tournois » de physique nucléaire à l'*institut Weizmann Institute*. On y trouve aussi le *Space Technology section* et l'*ISORAD* où travaillent 150 personnes sur de multiples activités liées au nucléaire. Avec l'ASI, des composants électroniques, des carburants, des matières composites et des alliages sont testés pour connaître leurs comportements. C'est pourquoi le site forme avec la base spatiale de Palmahim une importance zone de sécurité commune.

## **II. 1. 2 Dimona : le cœur secret d'Israël**

### **II. 1. 2.1 Aspects généraux**

Le site de Richon Le-Zion, préalablement choisis par Bergmann, est abandonné au profit du désert du Néguev pour des questions de sécurité et de discrétion. Pour abriter les chercheurs est recrée Dimona, dans le cadre des nouvelles « villes de développement », supervisée personnellement par Ben-Gourion. Le nom de Dimona, le « buisson ardent » (référence à la bible, le feu sacré nucléaire ?), signifie «imagination », le rêve d'un peuple juif sauvé à jamais d'un autre holocauste. Peter Pry, pense que le désert et la proximité à la fois du Jourdain et de la Mer Morte étaient d'excellents obstacles et paravents naturels en cas d'accidents. En cas de fuites radioactives, peu de personnes seraient touchées. L'air sec du désert diminue les panaches de fumées des tours de refroidissement. Ces dernières auraient été flanquées de tours plus modernes, entre 1971 et 2000, afin aussi de faire face à l'augmentation de puissance<sup>134</sup>.

En fait, le site n'est pas situé à Dimona même mais à 8,5 km, et à 41 km de la frontière jordanienne, le pays le moins dangereux pour Israël. La proximité des réserves d'uranium est aussi un avantage. Sur ce point d'ailleurs, les travaux divergent. À ceux qui pensent que les réserves sont insignifiantes, ce qui expliquerait les nombreuses importations à l'étranger, les services de renseignements russes pensent au contraire que les réserves sont suffisantes pour ses propres besoins pendant approximativement 200 ans. Des composés en uranium peuvent être produits dans trois usines pour produire l'acide phosphorique comme sous-produit jusqu'à 100 tonnes par an<sup>135</sup> ce qui semble douteux. Comme pour Nahal-Sorek, Dimona est désigné

---

<sup>133</sup> IAEC, « The Shalheveth Freier Center for Peace, Science & Technology », 2004.

<sup>134</sup> BBC, 23 août 2000, « Israel 'May Have Nuclear Weapons ».

<sup>135</sup> Russian Federation Foreign Intelligence Service, 6 avril 1995. « The Nuclear Potential of Individual Countries ».

sous plusieurs appellations qui évoluent avec le temps. Il est appelé *Negev Nuclear Research Center Kirya le-Mehkar Gariny (KAMAG)* par l'État, *Nuclear Research Center Negev (NRCN)* par l'IAEC et IIR-2 par l'AIEA. Construit en 1956 le réacteur est opérationnel en 1962<sup>136</sup>, en décembre 1963 selon d'autres travaux, ou en 1959 selon l'IAEC. On y recense de 2500 à 2700 employés dont 1500 scientifiques et 150 personnes directement liés à la production de bombes, à son apogée. Le réacteur fonctionne huit mois sur douze. L'IAEC présente comme suit le site.

« Le NRCN fait partie de la politique de développement national du désert du Néguev. Le réacteur IRR-2 est alimenté par de l'uranium naturel, refroidit et maintenu par de l'eau lourde. Sa capacité nominale est de 26 mgw. [...] La recherche est désignée comme étendue au savoir basique des sciences nucléaires, à ses champs adjacents et pour fournir les fondements des utilisations pratiques et économiques de l'énergie nucléaire. Un dépôt national de déchets jouxte le site. Les déchets des hôpitaux, des instituts de recherches, des laboratoires et des Hautes Écoles sont reversés sur le site. Le personnel est impliqué dans la communauté, spécialement dans les domaines de l'éducation et maintien de bons rapports avec les autorités locales autour du NRCN»<sup>137</sup>.

Si on n'en croit les publications scientifiques, le *Nuclear Research Center Negev (NRCN)* travaille aussi dans le domaine de l'énergie solaire et sur les effets des radiations sur les tissus humains. Dans cette rapide présentation, on ne manquera pas de relever que la version officielle sous-entend beaucoup de chose. La « capacité nominale » signifie que la puissance est sûrement plus importante et que dans ce cas, les potentialités militaires sont possibles. Cela est conforté par les « champs adjacents » de la recherche nucléaire, qu'une imagination même bridée traduira par des recherches civiles et militaires.

Les fameux déchets provenant des hôpitaux et des laboratoires ne nécessitent pas un site aussi étendu, même si les instituts médicaux sont très nombreux dans la région. Il s'agit donc très certainement de déchets militaires. L'aspect « utilité publique » dissimule bien les finalités polyvalentes du réacteur. Plus gênant est cette indication: « The research reactor at the SNRC operates under IAEA Safeguards»<sup>138</sup>. À première vue, on comprend que le réacteur est soumis à des paramètres de sécurité de l'AIEA. En réalité, bien que cela ne soit pas précisé, il s'agit de respect d'autres directives de l'AIEA. Car l'agence n'a jamais pu inspecter le réacteur malgré d'incessantes demandes. Jouer sur les mots et dire la vérité tout en s'en éloignant, fait partie intégrante de l'opacité. C'est idéal pour dissuader.

### II.1.2.2 La construction

Jules Horowitz, ingénieur français, travaille sur les plans d'un réacteur plutonigène nommé EL-102, en utilisant une pile à haut flux de neutrons thermiques et de l'uranium légèrement enrichi. La pile doit permettre de fabriquer 10 à 15 kilos de plutonium par an. A la mi-1957, avec l'accord de CEA, Israël signe un contrat avec *Saint-Gobain Techniques*

<sup>136</sup> Pierre LELLOUCHE, Guy-Michel CHAUVÉAU et Aloyse WARHOVER, *Ibid.*

<sup>137</sup> IAEC, 2004, « Nuclear Research Center NEGEV (NRCN) ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
*Nouvelles (SGN)*, avec la *SACM* de Roger Julia (l'entreprise ne partira du site qu'en 1965<sup>139</sup>), du CEA français et la firme *SON*, pour la construction de plusieurs installations à Dimona, y compris l'infrastructure nécessaire à l'extraction du plutonium à partir du combustible usé et une usine de séparation isotopique<sup>140</sup>. Goldschmidt écrit que la France fournit tout le plutonium pour Dimona de 1958 à 1960<sup>141</sup>. Comme beaucoup d'entreprises stratégiques, SGN changera plusieurs fois de noms : *Saint-Gobain Nucléaire*, puis *Saint-Gobain Techniques Nouvelles* et enfin *Société Générale Nucléaire*. Son rôle officieux semblait être la dissémination de la technologie nucléaire à des pays alliés<sup>142</sup>. Yves Duvaux, ingénieur des Ponts et Chaussées se charge du béton, en collaboration avec la plus grosse entreprise israélienne de construction, la *Solel Boné* (proche du parti travailliste *Mapai*)<sup>143</sup> basée à Haïfa. L'entreprise américaine *Tracer Lab* fournit les panneaux de la salle de contrôle<sup>144</sup>. Le tout semble coordonné par la *Compagnie de recherche pour le financement de l'entreprise* qui prend contact avec les intermédiaires<sup>145</sup>. La construction débute en 1958, sous la responsabilité du colonel Manes Pratt<sup>146</sup> et les travaux se poursuivent en parallèle avec ceux menés en France à Marcoule. Le major-général Dan Tolkowsky pour le ministère de la défense israélien, supervise le projet. Il est aidé par Meir Mardor, chef de *l'Authority for the développement of Means of Warfare* au ministère. Maurice Pascal charge Rémy Carle de surveiller les travaux pour le compte de la France. Ernest Bergmann en visite, galvanise les travailleurs « nous avons besoin des meilleurs cerveaux. Ce sera quelque chose de remarquable »<sup>147</sup>.

Comme tous les complexes militaro-industriels israéliens, Dimona est une *monoville* à la soviétique. On construit une cité nouvelle autour d'une grosse activité militaire. Mais Israël est un pays pauvre en infrastructure. A travers ce projet pharaonique, c'est l'aménagement du territoire israélien qui est entamé car on construit un hôpital moderne, le centre médical Soroka que le ministère de la Défense aide à construire. Dès 1958, des entreprises françaises construisent la route Beersheba-Eilat et l'aménagent des facilités portuaires à Haïfa. Beersheba est d'ailleurs jumelé avec la colonne vertébrale du high-tech nucléaire français : Lyon et son couloir rhodanien. Afin de camoufler l'ensemble, c'est une véritable ville de

---

<sup>138</sup> IAEC, 2004, « Israel's activity at the IAEA ».

<sup>139</sup> Peter PRY, *Israel's Nuclear Arsenal*, Boulder, Colorado: Westview, 1984, p.12.

<sup>140</sup> Il existe plusieurs procédés de séparations: par électromagnétisme, par centrifugation, par laser, par gaz, par la chimie, par le flux laminaire, par procédé thermique.

<sup>141</sup> *Nucleonics Week*, « Special Atoms for Peace at 50: The legacy and the future », 11 décembre 2003, p. 5.

<sup>142</sup> *La Gazette Nucléaire*, n°45.

<sup>143</sup> Le Parti travailliste israélien s'est transformé à plusieurs reprises. Le *Mapai* de 1930 à 1970 est fondé par Ben Gourion et Golda Meir en fusionnant les partis *Ha'adova* et *Hachomer Hatzair*. HaMaarach, était une fusion entre le *Mapai* et le *Mapam*. Israël Uni ( de 1999 à 2001) et *Ha'Avoda*, l'appellation en vigueur aujourd'hui.

<sup>144</sup> Peter HOUNAM, *Woman From Mossad: The Torment of Mordechai Vanunu*, 1999.

<sup>145</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 77.

<sup>146</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 476.

<sup>147</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 73.

bureaux et d'espaces verts qui est édifié. Pour faire parvenir les composants du réacteur en Israël, le gouvernement français fait de la contrebande, déclarant aux douanes françaises que les éléments font partie d'une installation de dessalement destinée à un pays de l'Amérique latine<sup>148</sup>. Les pièces sont parfois assemblées en France et acheminées discrètement ensuite en Israël. Et jusqu'en 1965 (date du départ de Pérès de la Défense) au moins, les entreprises françaises terminent l'usine de retraitement et les équipements de recyclage des déchets. Officiellement, la France aide le pays à construire une usine textile !

A Beersheba, le gouvernement construit des baraquements pour accueillir le personnel français. Charles Enderlin décrit l'ambiance : « Curieuse usine surmontée d'un dôme ; dont les ingénieurs parlaient français et qui était entourée de mesures de sécurité exceptionnelles »<sup>149</sup>. Le panneau « route privée, entrée interdite » est écrit en hébreu et en français. Plus de 1500 ouvriers travaillent sur le site, plusieurs centaines sont français, les mêmes qui, le plus souvent, ont bâti Marcoule et les complexes atomiques du Sahara Algérien, dont les paysages ressemblent au Néguev. Dès lors, Dimona vit à l'heure française, où l'on croise des véhicules encore immatriculés en France... Parmi les travailleurs israéliens figure Zvi Kamil, plus tard devenu d'ailleurs le président du *Committee fo Nuclear Safety*. C'est l'homme qui sait tout du nucléaire israélien. Il apprend le français lors de la construction du réacteur... Très discret, ce religieux orthodoxe habite toujours Beersheba<sup>150</sup>.

Les relations entre Français et Israéliens sont parfois difficiles et les sentiments antisémites ne sont pas toujours éteints par le programme commun. Un notable de la ville, Abraham Sourassi, un des bâtisseurs du complexe, se fait l'écho des tensions en déclarant « bon débarras » lors des premiers départs des français. Ce qui exacerbe les rivalités est la différence de traitement de salaire et des conditions de vie entre les 1500 ouvriers locaux et les ingénieurs français. Les Israéliens critiquent, envieux, les avantages des employés français : « tel ingénieur, qui a déjà participé à la construction de deux réacteurs en France, reçoit un salaire mensuel de 1000 dollars, en plus de tous les frais de séjours ». Les salaires français automatiquement doublés et les logements spacieux suscitent des jalousies, alors que de nombreux immigrants juifs, vivent sous la tente. Elles s'amplifient lorsque les 2500 français, au cours de l'évolution des travaux, deviennent de moins en moins indispensables. Fin 1963, des grandes entreprises françaises quittent le pays mais confient la suite des travaux à des sous-traitants, pour plus de discrétion. Saint-Gobain fait ainsi avec *Comsip-Automatisation*<sup>151</sup>.

<sup>148</sup> En 1964 est construite la *National Carrier*. L'eau est alors décrétée « ressource stratégique sous contrôle militaire ». Israël n'aura pas recours à l'eau des fleuves arabes, mais au dessalement de l'eau de mer, car cela lui coûtera moins cher que les guerres », dira Shimon Pérès en 1992. Mais les 2/3 de l'eau proviendront des territoires extérieurs aux frontières de 1948.

<sup>149</sup> Charles ENDERLIN, *Paix ou guerre*, op.cit., p. 228. Sur la ville, lire *Le Figaro*, 6 février 2002, « Les villes du Sud se plaignent de recevoir deux fois moins d'aide de l'État que les colonies des Territoires ».

<sup>150</sup> *IsraëlValley*, 4 octobre 2006, « Zvi Kamil, le 'patron' du contrôle nucléaire est juif orthodoxe ».

<sup>151</sup> Dominique LORENTZ, op.cit., p. 185

À ce titre, le CNRS fonde à Jérusalem une sorte de succursale permanente, le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ).

### II.1.2.3 La sécurité du site

Le centre peut se comprendre comme un nouveau Massada, le dernier bastion d'Israël. C'est pourquoi sa sécurité est primordiale. D'abord, le *Mossad* surveille le chantier et tente de dissimuler l'extension des travaux de certaines parties à la DGSE. Car entre temps, les accords sont modifiés avec les militaires français, sans que tous les politiques impliqués soient au courant. Il est prévu en effet des «collaborations supplémentaires». Le matériel venant parfois de France ne doit pas éveiller de soupçons<sup>152</sup>. Il est interdit de prendre des photos. On se méfie des éventuels espions soviétiques au point que les militants israéliens et français d'obédience communiste ne sont pas admis. Même le courrier est étroitement surveillé. Il part officiellement vers l'Amérique Latine mais arrive à bon port.<sup>153</sup> Pérès crée alors le *l'Office of Special Tasks* et le *Lekem*, sous l'autorité de Benjamin Blumberg, pour surveiller le site. Grâce à l'espionnage du *Lekem*, les installations sont optimisées par les données collectées par l'intermédiaire des sociétés écrans créées en occident<sup>154</sup>. Le SR technologique, dépendant du ministère de la Défense, initialement baptisé «Recherche Départements Régionaux»<sup>155</sup>, s'inspire probablement la *Première Direction principale* du KGB dit aussi *ligne X*, qui précisément est chargé de se procurer des brevets dans le domaine stratégique<sup>156</sup>.

Ben Gourion, interdit même de mentionner le site le réacteur sur les cartes<sup>157</sup>. Cela n'empêche pas le *Daily Express* à la mi-décembre 1960, de révéler que la France aide Israël à construire sa bombe. Les journaux américain lui emboîtent le pas après qu'un U2 ait survolé le site. L'importance du bâtiment, en effet, n'échappe pas aux SR étrangers qui s'étonnent de l'immensité du chantier en plein désert. Le *MI5* britannique décrit dans un rapport ce qu'il aperçoit de la route principale menant à Dimona<sup>158</sup>:

---

<sup>152</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 101.

<sup>153</sup> Seymour HERSH, *Ibid.*

<sup>154</sup> *Lekem* : (Leshkat le Keshrei Madao). Benyamin Blumberg le dirige jusqu'en 1981 avant d'être remplacé par Raphael Eitan. Il est dissout (officiellement) en 1986 après l'affaire Pollard.

<sup>155</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1998, 588 pages, p. 361. En 1967, le service pratique l'espionnage militaire afin de donner à Israël une aviation performante. C'est à ce titre qu'en 1968, il parvient, grâce à des plans du *Mirage-III* français acquis par l'ingénieur suisse Frauenknecht, à fabriquer sa copie améliorée, le *Kfir*.

<sup>156</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, chapitre III.

<sup>157</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète...*, *op.cit.*, p. 104.

<sup>158</sup> *United Kingdom, Security Service*, 17 juillet 1961, JIC/1103/61.

13. In extent the site covers approximately a square mile. Buildings on the northern side visible from the main road include two large sheds (possibly warehouses), a three-story rectangular block apparently raised on stilts, a tall (65 feet) cylindrical structure (possibly a chimney), another cylindrical building of steel construction apparently about 35 feet tall and 70 feet in diameter, with sides not yet completed to its full height (tentatively identified as a reactor building), and a large possibly rectangular building in each corner on the longer side. In addition, there are many single-story buildings which cannot be identified on the existing photography. A high-voltage power line (110 Kv) and a domestic supply line lead to the site, but it is not at present rail-served. It lies in an area where underground water may be available.

Il est mentionné aussi que l'ambassadeur du Ghana, Ehud Avriel, prendra ses fonctions à l'Université de Beersheba, qui soustrait une partie des recherches nucléaires. Au total les Britanniques recensent:

5. and of various Israeli admissions, we now believe that their site includes:-
- (a) a thermal uranium/heavy water reactor, about half-completed; the Israelis say it is to be a research reactor with a thermal rating of 24 megawatts;
  - (b) a laboratory for radio-chemistry;
  - (c) a laboratory for conventional chemistry;
  - (d) supporting facilities of various kinds including a medical unit, a library, and two substantial work-shop or storage buildings;
  - (e) further buildings of an unidentified nature under construction.

pour un coût de 10 millions de livres sterling. L'ambassadeur britannique en Israël parvient à prendre connaissance d'un document, en avril 1959, qui parle de « développement d'armement secret ». Une copie est envoyée à Washington. Elle reste à ce jour lettre morte. Les travaux n'échappent pas à Moscou qui envoie Gromyko, non pas à Paris ou à Tel-Aviv car ils ne sont que des suppléants, mais bien à Washington. Il fait part de ses plus vives critiques car l'équilibre au Moyen-Orient s'en trouve modifié à l'avantage des occidentaux.

Le site est entouré par trois périmètres de sécurité couvrant pas moins de 36 km<sup>2</sup>. Entre chaque zone patrouillent des gardes dans une bande de 12 mètres de large. Le périmètre aurait trois entrées à check point (*Entry Control Points [ECPs]*) : le premier au sud, le second à un kilomètre du complexe, le troisième à l'intérieur du premier périmètre interne. Les installations nucléaires, comme tous les complexes stratégiques, bénéficient d'une « enceinte sacrée » optimisée par le système de sécurité *Magal Security Systems* fonctionnant grâce à un panel d'ordinateurs d'identification, de vidéo (*Video Monitoring Services system*). Le *Magal* est exporté dans 70 pays environ (ce qui veut dire qu'Israël, qui en possède les plans, peut les fournir à ses espions)<sup>159</sup>. Seymour Hersh nous raconte la raison de ces périmètres. Une fois les premiers travaux terminés, les U2 américains ne peuvent avoir connaissance de la totalité des infrastructures souterraines de Dimona. Jusqu'à présent, les Américains pouvaient comparer le réacteur avec celui de son modèle à Marcoule. Les Israéliens savent que les U2 quadrillent la zone. Aussi, lorsqu'il creuse de plus en plus profond pour dissimuler la totalité des

<sup>159</sup> Joseph MORGENSTERN, *Israel high-tech et investissement report*, juillet 2002 Vol. XVIII, N°7, p. 3.

infrastructures, il évacue la terre dans des camions bâchés<sup>160</sup>. Tel-Aviv sait que les Etats-Unis savent, mais les Etats-Unis ne savent pas l'étendue du programme. La CIA envoie donc des « touristes » dans le Néguev pour prendre des clichés et même arracher discrètement l'herbe pour pouvoir l'analyser au compteur *Geiger*. En 1963, un espion américain est capturé par les SR israéliens alors qu'il « chassait le papillon » au-delà de la première ceinture de barbelés<sup>161</sup>. Le KGB, dont le 8<sup>ème</sup> *département* s'occupe du Moyen-Orient, est lui aussi inquiet<sup>162</sup>. Un agent en Israël, rapporte à l'agent double Victor Grayewsky, ce qu'il a vu de Dimona :

« J'ai circulé hier dans la région, et j'ai aperçu de gigantesques citernes de carburant ? J'ai l'impression que cet endroit est une zone militaire interdite. Des fils de barbelés l'entourent et on montait la garde. Pourriez-vous vérifier et nous dire de quoi il s'agit. Je suis curieux de savoir si les rumeurs qui se propagent sont exactes. [...] On dit que les Américains vous ont fourni récemment du nouveau matériel militaire, dont des armes sophistiquées, certains disent qu'elles sont à têtes nucléaires. Peut-être que vous les cachez là-bas, sous terre ? »<sup>163</sup>.

Le Mossad, au courant de tels agissements, augmente les périmètres de sécurité puis fait planter des arbres afin d'une part de cacher les bâtiments et peut-être d'absorber les particules radioactives<sup>164</sup>. Mais cela ne semble pas suffisant. En mai 1998, les autorités révèlent détenir un espion irakien, condamné à 13 ans de prison pour espionnage au profit de l'Irak. Mounir Fathi Saïd, incarcéré en 1990 à Nazareth aurait, entre 1981 et 1988 transmis des photos d'installations israéliennes, dont celles de Dimona et de Haïfa. On évoque l'idée que l'Irak voulait y diriger plus tard ces *Scud*<sup>165</sup>. Ramzi Salah, du camp de réfugiés de Jabaliya (Bande de Gaza) est interpellé par le *Shin-Bet*, avec une ceinture d'explosifs, le 2 janvier 2006 alors qu'il envisageait de commettre un attentat-suicide contre le réacteur<sup>166</sup>.

Des dirigeables rattachés au sol sont parfois en vol afin de gêner les appareils espions. Les autorités font clairement savoir qu'un aéronef non autorisé entrant dans la zone d'exclusion de 16 km de diamètre, serait « intercepté », même s'il porte les cocardes du pays. Durant la guerre des Six Jours, un appareil israélien est abattu par les autorités qui craignaient avoir affaire à un avion arabe camouflé. En 1973, c'est un avion civil libyen, errant au-dessus du dôme, qui s'écrase avec à son bord 104 passagers, à la suite d'une interception militaire<sup>167</sup>. Mais le grotesque est largement dépassé lorsque le 21 mai 2006 et le 6 octobre 2009, deux chasseurs de l'armée de l'air sont envoyés pour intercepter... un parapentiste et un ULM qui avaient eu l'imprudence de se rapprocher de la zone. Le parapentiste, habitant de Yéroham,

<sup>160</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 68.

<sup>161</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 172.

<sup>162</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, chapitre III.

<sup>163</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre 9.

<sup>164</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 68.

<sup>165</sup> *L'Orient*, « Israël révèle une affaire d'espionnage au profit de l'Irak », 12 mai 1998.

<sup>166</sup> *Jerusalem Post*, 3 janvier 2003, « Le Shin-Bet aurait déjoué un projet d'attentat contre le réacteur de Dimona ».

<sup>167</sup> *U.S. Army, The Counterproliferation Papers*, « The third temple's holy of holies, Israel's nuclear weapon », Future Warfare Series n° 2, USAF Counterproliferation Center, Air War College - Air University, Maxwell Air Force Base, Alabama, Septembre 1999. Warner FARR.



prétendant avoir été emporté par le vent, est finalement libéré après que les services de sécurité se soient assurés de son innocence<sup>168</sup>.

La menace peut affecter la centrale en dehors des périmètres de sécurité. En effet, le 15 avril 1998, les localités du Néguev sont privées d'eau à la suite du sabotage du principal canal d'approvisionnement. Le porte-parole du Conseil régional du Néguev, Adva Loïd, accuse des individus armés de tracteur mais la police ne parvient à les identifier. Les autorités émettent l'hypothèse que des terroristes ont voulu priver la centrale d'eau de refroidissement. D'autres pensent que des bédouins, inquiets des fuites radioactives, se seraient ainsi vengés<sup>169</sup>. Le danger peut être enfin informatique. Fin 1999, les autorités craignent à demi-mots que les vieux ordinateurs de la centrale, plusieurs fois remis à niveau, ne puissent passer le cap de l'an 2000. Les experts reconnaissent que les ordinateurs n'ont pas été programmés pour passer au troisième millénaire. Selon certains spécialistes alarmistes, le 31 décembre 1999, à minuit précis, le complexe pourrait tout simplement surchauffer et provoquer une catastrophe. Le gouvernement envisage ainsi, en cas de nécessiter, de faire évacuer la ville avant la fin de l'année, mais le plan de secours est gardé secret. Les informaticiens de l'armée n'ont pas attendu 1999 pour se pencher sur le problème mais se refusent à garantir que les mesures prises seront efficaces. Gaby Lelouche, le maire de la ville, en est réduit à appeler les habitants « à faire confiance à nos généraux qui trouveront bien le bon moyen de résoudre le problème »<sup>170</sup>.

En septembre 2007, l'israélien Daniel Sharon est arrêté au Liban pour espionnage à Dimona. Âgé de 32 ans et disposant de la double nationalité israélienne et allemande, il est relâché faute de preuves<sup>171</sup>. Enfin, en février 2008, le journal koweïtien *al-Jarida*, affirme qu'un attentat a été déjoué à Dimona après qu'un haut responsable appelé « Moshé » travaillant au réacteur, ait été arrêté avec, sur lui, un plan visant à faire exploser un des chauffages du réacteur. L'employé serait également soupçonné d'avoir envoyé des informations sur le site à des sources étrangères. Sa famille pensait qu'il participait à un programme militaire secret à l'étranger. D'après cette même source, ce « haut responsable » aurait commis plus de dégâts que Vanunu lui-même<sup>172</sup>.

La ligne de chemin de Fer qui relie la ville à Beersheba est fermée en 1970. Les travaux principaux du réacteur sont terminés et la ligne n'a plus besoin de véhiculer des matériaux. Pour le combustible et la maintenance, des camions, plus discrets, seront requis, reliant le réacteur à d'autres sites stratégiques. Mais en décembre 2005, Dimona est de nouveau reliée au trafic ferroviaire. Selon Ofer Linczewski, le directeur-général des Autorités

<sup>168</sup> *Arouts Sheva*, 22 mai 2006, « Deux jets de Tshal à la poursuite d'un parapentiste ».

<sup>169</sup> *L'Orient*, 15 avril 1998, « Les canalisations d'eau du Néguev sabotées ».

<sup>170</sup> *Le Soir*, 7 juin 1999, « Un syndrome Tchernobyl au cœur du Néguev », Serge DUMONT.

<sup>171</sup> *Kol Israël*, 12 octobre 2007.

ferroviaires, la rénovation de la ligne et de la gare aura coûté 18 millions de NIS pour le bonheur de 150 000 passagers en 2006 et près de 900000 d'ici 2015<sup>173</sup>. Probablement a-t-on décidé que la sécurité de la station était performante et que l'isolement ferroviaire de la ville n'était plus nécessaire. Mais peut-être que le réacteur ne présente plus un grand intérêt, ce qui serait possible si on en juge les nombreux reportages que les autorités « laissent » se réaliser devant la structure, chose impensable auparavant.

#### II.1.2.4 Configuration du site

Dimona est d'abord un centre de traitement du combustible et accessoirement conçoit des armes nucléaires. Le centre produit du plutonium, des systèmes d'enrichissement par centrifugeuses et par laser, purifie du dioxyde d'uranium (UO<sub>2</sub>) et converti de l'hexafluorure d'uranium (UF<sub>6</sub>). On y produit aussi de la matière fissile, du lithium-6 (pour les bombes H), du tritium (produit par l'irradiation de lithium-6 pour les bombes à neutron). Pour concevoir une arme, il faut enrichir l'uranium en U<sup>235</sup> à 90%. Sur ce complexe de 4 miles carrés, une usine de séparation d'isotopes (plutonium) est enfouie à 40 mètres de profondeur d'un bâtiment séparé du réacteur proprement dit<sup>174</sup>, pour plus de sécurité face à un éventuel bombardement. Attali révèle qu'en règle générale : « L'idéal est un réacteur souterrain pour dissimuler les émissions de chaleur détectables aux infrarouges »<sup>175</sup>. De l'extérieur, le bâtiment principal se présente comme un bloc sans fenêtre mesurant vingt-cinq mètres sur soixante, sur deux étages. L'ensemble est prévu pour éviter que les employés soient trop longtemps à l'extérieur du périmètre de sécurité. Il y a donc des douches, des cantines, des bureaux, des entrepôts et une installation de filtrage de l'air. Une usine de retraitement est construite sur 6 étages totalisant 24 mètres de profondeur pour séparer les combustibles irradiés, l'uranium et le plutonium et des déchets. Tout est automatisé<sup>176</sup>. Le site comporte également une cloche cylindrique en métal, une hotte de plomb de 27 tonnes pour la protection des barres de combustible (les «rouleaux sacrés ? »), des châteaux de plomb pesant 30 tonnes pour défourner les barres et des «cercueils horizontaux » de 20 tonnes chacun.

Selon la description de Vanunu, Dimona compte 9 secteurs (*machons*):

- Machon 1 : Construit en 1958 et opérationnel en 1965, il émerge du reste de la structure par le dôme argenté comparable « au le dôme doré de Jérusalem » lui aussi sacré. Les barres d'uranium sont y entreposées pendant trois mois, refroidies et modérées par de l'eau lourde, utilisée, à raison de 0.75 tonnes par mgw, pour une perte de 0,5% chaque année. Le tout est refroidi par de l'eau normale, un système visible de l'extérieur. Pour cacher la forte

---

<sup>172</sup> L'Orient, 1er mars 2008.

<sup>173</sup> Jerusalem Post, 14 décembre 2005, « Réouverture de la gare ferroviaire de Dimona ».

<sup>174</sup> GlobalSecurity.org, 8 juillet 2004.

<sup>175</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse, op.cit.*, p. 12.

puissance du réacteur, un nouveau système de refroidissement est installé à la fin des années 70<sup>177</sup>. Du à l'étroitesse de l'ensemble, on estime que les murs d'isolement mesure un mètre d'épaisseur, rempli de plomb, sur le modèle de l'usine de *Savannah River à Aiken SC* aux Etats-Unis. La vapeur dégagée par la chaleur ne serait pas à la production d'électricité mais serait évacuée dans l'air. Selon Vanunu, cette vapeur est devenue radioactive à cause des fuites et de la corrosion. Elle serait évacuée vers la Jordanie dès que les vents le permettent mais cet argument n'est avancé que par les détracteurs d'Israël<sup>178</sup>.

- Machon 2, est l'endroit le plus secret et le plus important, une sorte de *Hékâl* (lieu saint): Construit de 1960 à 1965, le secteur comporte deux étages et six étages souterrains, à vingt-cinq mètres sous terre, accueillant 150 personnes. Le premier étage est la seule à avoir été visités par les Américains. Il comprend des bureaux et des espaces dévolues à la vie quotidienne (cuisine, lieux d'aisance, ect...). Ils sont constamment surveillés. D'autres travaux estiment que ce seul bloc est divisé en 39 secteurs rassemblés dans les 6 étages souterrains<sup>179</sup>. Le complexe de séparation est situé dans le hall de production, appelé le « tunnel », qui occupe le 4<sup>ème</sup> sous-sol et fonctionne pendant des périodes de 34 semaines par an, 24 heures sur 24, puis reste fermé le restant de l'année pour maintenance, de juillet à novembre. On y amène par grues spéciales, de l'extérieur, des barres d'uranium trempées dans de l'acide nitrique pendant 30 heures. Les barres d'uranium sont conservées dans des cuves d'eau pendant plusieurs semaines afin que la courte vie des radio-isotopes décline. Les résidus sont retraités pour de nouvelles tiges. Elles sont ensuite manipulées derrière des panneaux de plomb par des bras robotisés, optimisés par Aaron Katzir, qui fut aussi membre de l'IAEC et de l'institut Weizmann<sup>180</sup>. On y produirait par an neuf boutons de plutonium pur de 20 à 130 grammes chacun environ (1,7 kg par semaine). Le service de fabrication commande les niveaux souterrains 1 à 4 à partir d'une salle de contrôle nommée « balcon de Golda » au deuxième sous-sol, en souvenir de la visite de la Premier ministre. Le plutonium est usiné dans le 5<sup>ème</sup> niveau. Ultra secret, le secteur est interdit à Vanunu mais il parvient à le photographier. Il y découvre de l'uranium sous forme de métal, entreposée dans des fûts plombés remplis d'argon et des demi-sphères de têtes nucléaires. Les éléments au lithium et au béryllium qui stabilise et amplifie l'effet de la bombe y sont conçus. Les bombes sont transportées par des convois anonymes vers Haïfa. Le 5<sup>ème</sup> étage est celui de la fabrication du plutonium, du lithium-6 et du béryllium. Initialement, le tritium est produit par *l'unité 92* de Machon 2, séparé par un modérateur d'eau lourde. Ces allégations sont confirmées par la RSA qui dit avoir reçu 30 grammes de tritium de 1977 à 1979. En 1984, la tâche est confiée à une

<sup>176</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 205.

<sup>177</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 207.

<sup>178</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 209.

<sup>179</sup> « L'armement nucléaire israélien, un tabou », Thèse de doctorat, Université de Rouen, Abdelwahab BIAD.

nouvelle unité, la 93 ou 95, qui extirpe du tritium sous forme gazeuse à partir du lithium irradié et extirpe aussi de l'oxygène dans le réacteur. Les gaz sont séparés dans une colonne de palladium sur amiante. Le tritium est stocké sur de l'uranium pyrophorique<sup>181</sup>.

- Machon 3 : Traitement de l'uranium naturel traité avec du lithium-6 pour concevoir les barres d'uranium.

- Machon 4 et 10 : Traitement des déchets et résidus radioactifs. Le tout est mélangé à du goudron dans des fûts pour être enterré. Certains déchets sont retraités puis réutilisés à des fins civiles ou militaires (blindage dérivé du *Chobham* ou munition à uranium appauvri)<sup>182</sup>. Production de tritium, lithium et deutérium.

- Machon 5 ou *Departement Metal*: L'uranium est recouvert d'aluminium pour fournir les barreaux de combustible qui forment le cœur du réacteur. À l'intérieur se forment les isotopes de plutonium pour des applications militaires. C'est là que l'on assemble les bombes.

- Machon 6 : Fournit de l'énergie électrique aux autres complexes.

- Machon 7 : Pas d'existence avérée ou activités ignorées, mais toujours selon Vanunu qui n'en entendit jamais parler.

- Machon 8 : Centre d'essais. *L'unité secrète 840* est chargée de l'enrichissement depuis 1979 grâce à des centrifugeuses à gaz puis grâce au laser. On y extrait le plutonium. C'est aussi là que l'uranium appauvri est traité pour des munitions et du blindage.

- Machon 9: Complexe de séparation d'isotopes au laser pour l'enrichissement de l'uranium afin d'augmenter la proportion d'isotope plutonium-239 dans le plutonium. Opérationnel depuis 1979.

### II.1.3 L'IAEC, la grande ordonnatrice

Le 13 juin 1952 est créée l'*Israeli Atomic Energy Commission* (IAEC) sous la direction de Bergmann, sur le modèle et l'impulsion du CEA français. L'Agence indique que son rôle est de déterminer « la politique des besoins nucléaires du pays ». Il est situé dans le centre de recherche de Sorek. Le professeur Yisrael Dostrovsky en est le directeur-général en tant que *first chief nuclear commissioner*<sup>183</sup>, mais aussi le chef de la *Practical Science Administration*<sup>184</sup>. Mais Bergmann n'apparaît pas comme un bon gestionnaire. C'est même Pérès qui décide souvent sans lui, comme ce qui relève des collaborations étrangères. L'IAEC comprend vingt commissionnaires<sup>185</sup> et comprendra jusqu'à 500 personnes, regroupés en trois

---

<sup>180</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 213.

<sup>181</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 208.

<sup>182</sup> *GlobalSecurity.org*, 28 avril 2005. Y compris pour des pays étrangers dont la Suisse.

<sup>183</sup> *Israel Atomic Energy Commission*, 24 Chaim-Levanon Street, Tel-Aviv, extrel@ndc.soreq.gov.il.

<sup>184</sup> *Yediot Aharonot*, 17 juin 2005, « Avner Cohen Warned Following New Disclosures on Israeli Nuclear Program ».

<sup>185</sup> CIA, 1<sup>er</sup> juin 1988, « Middle east East-south Asia: Nuclear Handbook ».

divisions<sup>186</sup>, qui dépendent directement du Premier ministre puis ensuite du ministère de la Défense, de l'Énergie et des Infrastructures, des Affaires étrangères, et du ministère des Sciences et du Développement. C'est véritablement à partir du 1<sup>er</sup> avril 1966, lorsque Bergmann démissionne qu'Eshkol, alors Premier ministre, se nomme lui-même président de l'IAEC, (ce qui sera ensuite automatique et officiel pour ses successeurs) Ainsi, il supervise directement les objectifs et les actions de tout ce qui concerne le nucléaire civil et militaire. Ce particularisme met en exergue les véritables activités nucléaires du pays ainsi que le rapport étroit qu'elles entretiennent avec l'existence même de cet État, de sorte que l'IAEC, l'IIBR et leurs départements de recherche afférents, sont les véritables points névralgiques du pays. Ce statut procure des avantages certains, comme un contrôle direct sans passer par des intermédiaires, une politique du secret plus solide, le déblocage direct des fonds, la coopération directe entre les ministères (gain de temps et d'argent) et les pays alliés, et enfin l'utilisation de la recherche NBC par tous les ministères, en particulier la Défense, l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie, la Recherche et l'Économie. D'autre part, en cas de litige avec la communauté internationale, l'IAEC peut se réfugier derrière le Premier ministre. Et attaquer le Premier ministre, c'est mettre en cause Israël tout entier.

#### II. 1.2.4 Sdot (Sderot) Micha, Tel Nof, Tirosh et Beit Zechariah

En décembre 1967, Yigal Allon inspecte les premiers travaux du site, construit par *Tahal*, la société nationale de traitement des eaux. Des tubes d'acier et de béton sont détournés d'un contrat israélo-iranien d'oléoduc pour devenir des silos. Dès 1966, un cadre de la société est nommé par Eshkol à l'IAEC à la sous-commission de l'énergie et de l'eau<sup>187</sup>. Situé à 45 km au sud-est de Tel-Aviv, ses dimensions sont imposantes (6 km x 4 km) mais réduites comparées à celles des principales autres puissances nucléaires, du fait de l'exiguïté du territoire et des exigences de discrétion. Zechariah signifie en hébreu « les dieux se souviennent avec vengeance », un nom prédestiné. Selon les experts occidentaux, Sdot Micha est un centre de stockage de missiles nucléaires<sup>188</sup> construit en 1971<sup>189</sup>. La signature satellite révèle néanmoins que certaines têtes seraient conventionnelles. En fait, les différentes parties du missile sont stockées dans des locaux différents (charge nucléaire à 5 km des vecteurs) afin de prévenir et limiter les dégâts d'accidents, de frappes préventives ennemis ou d'actions terroristes. Les *Jéricho-1* et 2 y sont stockés où l'on y recense d'abord 100 emplacements mesurant 10 mètres sur 30. Ils auraient été réduits à entre 23 et 50 silos auxquels il faut ajouter 10 à 20 autres emplacements. On compte 50 *Jericho-1* à Sdot Micha. Depuis les

<sup>186</sup> CIA, 5 janvier 1962, « Israeli nuclear energy program ».

<sup>187</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p.182.

<sup>188</sup> *Marianne*, semaine du 7 au 13 janvier 2006, p. 59.

<sup>189</sup> US Department of Defense, Office of the Secretary of Defense, « Proliferation: Threat and Responses »,

hangars creusés dans les collines, les missiles sont tractés par des *transporter-erector-launchers* (de 16 mètres de long pour une base de 4X3) jusqu'au pas de tir, escortés par un générateur mobile, un véhicule de commandement et un autre de communication. Le complexe intégrerait, dans une vaste structure insérée à la fois à l'environnement et au tissu urbain, les centres de Tel-Nof et Sdot Micha<sup>190</sup>, par manque d'espace.

Le complexe de Zechariah est survolé en septembre 1997 par le satellite indien *IRS-C*. Les images d'*Ikonos*, prises durant l'été 2002, indiquent que les nouvelles infrastructures construites rassemblent l'essentiel des missiles et charges nucléaires du pays, ce qui explique le partenariat avec la base aérienne de Tel-Nof, dans les collines de Judée<sup>191</sup> d'où peut décoller le *black squadron*<sup>192</sup>, une escadrille de bombardiers nucléaires. Cette ancienne base de parachutistes est la plus importante pour la stratégie israélienne de défense. Les appareils peuvent être des *A-4 Skyhawk*, 8 *Phantom* (retirés du service en 1980), des *F-15 Eagle*, des *F-16 Falcon* ou des *Kfir*. Les 150, 199 et 248, 106, 114, 118, 119, 133, 148, 201, 505, 669<sup>ème</sup> *squadron* contrôlent la zone. Chaque escadrille est elle-même entourée d'un périmètre de sécurité de cinq kilomètres. En cas de frappes, les dégâts ne risquent donc pas de se propager aux autres escadrilles. C'est également un centre d'entraînement. Il y a trois pistes d'aviation. Les bombes atomiques aériennes sont entreposées dans des hangars à quelques kilomètres de Tirosh. Le site apparaît comme un complexe de routes reliant 70 bunkers. Comme pour tous les sites, l'ensemble est sous le contrôle du *Lekem*. La base est agrandie entre 1989 et 1993 et regroupe 21 nouveaux bunkers. Les cinq plus grands mesurent 6 mètres de haut, 15 de large et 20 de long. C'est ici qu'en décembre 1990, pendant la guerre du Golfe, des *Jericho-2* sont mis en alerte et que des tests sont effectués dans les années 1980.

#### II.2.4.4 Haïfa et les autres sites

La ville portuaire est un grand centre militaire, l'interface entre Israël et ses alliés lors des nombreuses guerres. On peut le comprendre comme un *hub* militaire polyvalent. Le centre est d'abord une base de la *Force océanique stratégique* (FOST) des trois sous-marins à capacité nucléaire : le *Dolphin*, le *Leviathan* et le *Tekuma* et de trois sous-marins *Gal*. La ville abrite aussi le *Technion Institute*, un centre de production d'armes biochimique<sup>193</sup> et le siège de la *Rafael Armament Development*<sup>194</sup> qui conçoit des ogives à partir de l'uranium des

---

janvier 2001.

<sup>190</sup> *Rapport OTAN*, Appendix 10A. «World nuclear forces», Hans KRISTENSEN et Joshua HANDLER, 2001, p. 42.

<sup>191</sup> *Jane's Intelligence Review*, «Could Israel's nuclear assets survive a first strike?», volume 9, n° 9, 1997, pp. 407–10.

<sup>192</sup> Selon NBC news,

<sup>193</sup> *The CBW conventions bulletin*, *Ibid*.

<sup>194</sup> En mai 2007, *Rafael* se sépare de son département *IT systems* soit 1300 personnes, celui qui développe les systèmes *Trophy* et *Typhoon* (pour la marine), et la station *Samson*. La division « missile », la plus grande de la compagnie compte 2 400 employés, et englobe désormais la branche communication et *IT*, et est renommée «

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
convois secrets de Dimona. C'est aussi un centre d'activité pétrolière et le terminus des importations militaires israéliennes en provenance de l'étranger. En cas d'attaques conventionnelles ou non-conventionnelles ennemies, le risque de pollution serait ici considérable. Une usine de traitement d'uranium y serait installée car c'est par-là que transitent les importations d'uranium.

Beer Yaakov est un entre d'assemblage des missiles *Jericho-2* et siège des systèmes *C3I* par les *IAI* pour les programmes *Arrow* et *Shavit*. The Bor est le quartier-général souterrain de Tsahal, en béton armé, derrière le ministère de la défense à Tel-Aviv<sup>195</sup>. Il abrite les centres névralgiques décisionnels de l'armée. Eilabun est un entrepôt d'obus nucléaires, fait mis en doute par *GlobalSecurity.org*, de par sa structure et de sa taille. Yodefat est le principal centre d'assemblage et de démantèlement d'armes nucléaires depuis que les 2 premières bombes y sont produites en 1966. Aujourd'hui, il est surtout spécialisé dans les missiles balistiques. Selon Vanunu, des convois y apportent le plutonium provenant de Dimona. D'autres sites recouvrant la R&D et le stockage d'armes dissuasives existent et sont considérées comme des EHI. Mais les informations sont rares. L'AIEA recense ainsi : l'université Bar-Ilan, l'*Hebrew University*, l'Université de Tel-Aviv (*Department of Nuclear Physics*), l'université d'Haïfa, le *Ben-Gurion University of the Negev* (*Department of Nuclear Engineering*), la *Nuclear Authorities*, l'*Israel Nuclear Society* fondé en 1973 et regroupant 150 scientifiques, *The Israel Academy of Sciences and Humanities* et l'*Israel Plasma Science and Technology Association*<sup>196</sup>.

## II.2 L'infrastructure du réseau biochimique

### II.2.1 L'IIBR de Ness-Ziona : La superstructure du programme biochimique

#### II.2.1.1 Description du site

Ce que Dimona est au programme nucléaire, l'*Israeli Institute for Biological Research* (IIBR) l'est pour le programme biochimique. Bergmann le créa avec le retour de Ben-Gourion aux affaires militaires. Le 18 février 1952, sur ordre de Yadin, Alexandre Keynan quitte Jérusalem pour Jaffa où il monte la première unité, appelée *Hemed Beit*. Elle déménage ensuite à Abu Kabir, un village au sud de Tel-Aviv. Puis, l'unité s'installe définitivement à l'extérieur de la ville de Ness-Ziona. L'installation suscite une controverse. Les médias arabes précisent que les locaux appartenaient à un notable arabe, exproprié avec sa famille, par

---

missile and network warfare division ». La division «armement», qui emploie actuellement 1 300 employés devient l'*armaments and defense systems division*. Elle englobe tous les produits et technologies de protection. La dernière division, appelée *rockets and engines division* où travaillent 900 personnes, englobe les départements *Givon* et *Maltam* des *IMI*. *Israelvalley*, 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>195</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 231.

<sup>196</sup> AIEA, *Israel Nuclear Energy Handbook*, 2010, <http://www.iaea.org/inisnkm/nkm/ws/countries/israel.html#110>.

l'armée israélienne<sup>197</sup>. La mosquée afférente est transformée en synagogue, appelée *Gulat Israël*, ce qui en fait pour eux un sacrilège. Par souci de discrétion, les plantations d'orangers aux alentours sont conservées. L'IIBR dépend directement du Premier ministre : même les députés s'en voient refuser l'accès par le *Shin-Bet*. C'est en 1964 que la commune française du Grand-Quevilly, centre chimique important, se jumelle avec Ness-Ziona, encore un indice des liens étroits entre la France et Israël également dans ce domaine. Dès le début, l'IIBR reçoit les financements officiels de l'*US Public Health Services*, du *Center for Disease Control*, de l'*US Army Medical Research and Development Command*, du *World Health Organization*, de l'*US-Israel Binational Science Foundation*, du *National Foundation of Cancer Research*, et du ministère allemand de la Recherche technologique et scientifique. Ce laboratoire si décrié travaille donc également pour plusieurs pays.

Aucun avion n'est autorisé à survoler le complexe. Les mots de passe et d'identification visuelle contrôlent l'accès de chaque secteur, des gardes patrouillent dans les couloirs, les portes ne sont ouvertes que sur présentation d'une carte magnétique dont le code (*Tsofen*) change chaque jour<sup>198</sup>. Les employés sont soumis chaque mois à des tests médicaux et leurs familles sont étroitement surveillées. Tout cela témoigne de la nature militaire d'une partie des activités. Les sites Internet et *Think-Tank* sont évasifs sur les productions de Ness-Ziona. Dès lors, à côté de leurs affirmations, il convient de se porter à la source officielle israélienne que constituent les publications émanant des laboratoires. L'IIBR est présenté officiellement et sans ambiguïté comme un « prestataire de services au ministère de la Défense »<sup>199</sup> et également « un centre qui développe des capacités uniques pour la détection et l'identification de matériels relevant de la CAC »<sup>200</sup>.

L'IIBR est présidé successivement par Alexander Keynan, Robert Goldwasser et Marcus Klingberg. En 2007, il est sous la direction du docteur Avigdor Shafferman. Bergmann en reste le père spirituel et Ben-Gourion l'ardent promoteur et le superviseur. Sa propre fille, le docteur Renana Leshem, y travaillera également comme microbiologiste pendant 20 ans. La recherche est divisée en une cellule à vitrine publique, l'*IIBR* proprement dit, élaborant des produits « propres » et organisant des conférences, tandis que la branche des armements bactériologiques appartient au *Mod Emed* au sein du *Machon 2*, financé et contrôlé directement par le ministère de la Défense et le Premier ministre. Il emploie 300 personnes, dont 160 techniciens et 120 scientifiques<sup>201</sup> notamment des anciens techniciens de la Stasi et du KGB dont certains se révéleront des agents doubles, comme Klingberg<sup>202</sup>.

<sup>197</sup> *Al Ahram*, 5 mars 2003, «*Traces of poison*», Salman ABU-SITTA.

<sup>198</sup> Avner COHEN, *Op.cit.*, p. 11.

<sup>199</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *Ibid.*

<sup>200</sup> *IIBR*, 2005, «*Environmental, Pharmaceutical and Bioanalytical Center*».

<sup>201</sup> *IIBR*, 2004, «*Israel Institute for Biological Research*».

<sup>202</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète ..*, *Op.cit.*, p. 400.



Bergmann demande à Ben-Gourion d'établir des passerelles de collaboration entre l'IIBR et l'IAEC. Les activités de l'IIBR peuvent aussi servir au nucléaire indirectement. Les buts de cette unité ne sont pas seulement défensif, on s'en doute.

### II.2.1.2 Activités de défense plus ou moins camouflées par des activités civiles

Selon le site officiel de l'IIBR, les domaines de recherches sont: En biologie: *Recombinant DNA Technology, Engineering of Proteins and Enzymes, Fermentation Biotechnology, Fuel and Environmental Biotechnology, Mechanisms of Viral and Bacterial Pathogenesis, Diagnosis of Infectious Diseases*; en chimie médicale: *Synthesis of Fine Chemicals and Drugs, Environmental and Biopharmaceutical Analysis Center, Pharmacology and Behaviour Assessment, Alzheimer's Disease and Related Disorders*; en recherches environnementales: *Optics in the Atmosphere, Air Pollution Meteorology and Risk Assessment Physical Surface Chemistry, Detectors and Biosensors*<sup>203</sup>. Les laboratoires sont classés P3<sup>204</sup>. Problème : comment distinguer ce qui relève du militaire ? Par exemple, la toxine botulinique, employée à forte dose pour des armes chimiques, est utilisée à petite dose pour de la médecine musculaire civile...

Les principales activités se situent autour du Parc de la Science *Krriat Weizman*. En fait, Ness-Ziona ne compte pas un, mais des laboratoires de fonctions diverses. Des activités civiles sont présentes comme la clinique spécialisée dans les maladies mentales<sup>205</sup>. Le centre de recherche médicale est sous l'autorité du docteur Zvi Teitelbaum, chef de la «médecine chimique». Ses productions (tel le kit portatif de localisation d'explosifs *ETK<sup>five</sup>*, les kits de détection chimique *Elbit*<sup>206</sup> et de gaz de combat *CDK* et *SCAD*, des vêtements de protection en polymère, le kit de détection de drogues *DDK*, les systèmes défensifs de *Shalon Chemical Industries* [fondé en 1967] et *Bezal R&D*), sont ensuite vendus surtout vers l'Europe et les Etats-Unis, ce qui permet de financer la recherche, et d'engranger une importante source de devises. *Rafael* expérimente des combinaisons NBC mais dans ses propres laboratoires<sup>207</sup>. Israël collabore également avec l'OPCW, les Américains des *Sandia National Laboratories*, du *Center for Disease Control and Prevention*, de la *National Institute of Allergy and Infectious Diseases*, du laboratoire militaire américain de *Fort Detrick* et de la *Defence Advanced Research Project Agency*<sup>208</sup>, et de la plupart des laboratoires occidentaux. La

<sup>203</sup> *Matimop*, 2007, « IIBR ».

<sup>204</sup> *Le Figaro*, 18 février 1999, « Nes Ziona, le secret le mieux gardé d'Israël », Philippe GELIE.

<sup>205</sup> *The Ministry of Defense Press, Home front command*, janvier 2003, «*In the event of a genuine alert, Information on Civil, Defense for the Family*», p. 34.

<sup>206</sup> La vitrine internet d'*Elbit* ne mentionne pas expressément cette activité, mais noie une galaxie de produits sous la mention « systèmes de sécurité, de surveillance et de simulation ». *Elbit Systems*, 2004, « Systems & Products ».

<sup>207</sup> *RAFAEL Armament Development Authority*, 2006, « First Response Simulation ».

<sup>208</sup> *Assemblée Parlementaire OTAN*, 2004, 143CC 03 F, « Protection civile: un tableau général », Verena

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
société *BAS (Biological Alarm System)*, conçoit des systèmes de détection d'attaque NBC, *Renaissance biomédical solutions-RBS Corporation* la conception de vaccins, *Barritec* des films plastiques capables de faire office d'écran contre des armes biochimiques.

Sur les recherches génétiques, de nombreuses rumeurs circulent car si travaux sur la génétique agricole sont connus, l'*Oppenheimer St. Science Park Rehovot* est accusé sans preuve de manipulation génétique humaine<sup>209</sup>. De là viennent peut-être les allégations sur le développement de l'ethno-bombe (voir plus loin). En effet, des cartes biologiques sont créées avec l'entretien et l'étude de bactéries pathogènes et d'anticorps<sup>210</sup> mais il pourrait seulement s'agir de lutte contre les maladies génétiques. Des bacilles sont néanmoins cultivés à des fins de recherches: « Les multiples productions bio pharmaceutiques du complexe consistent principalement en deux ordinateurs modernes contrôlant des cuves de fermentations de 500 et 200 litres, utilisées pour la culture de cellules de mammifères et de bactéries [...] dérivées biologiquement »<sup>211</sup>, précise le site de l'IIBR. Sauf que de telles installations sont aussi attestées à Fort Detrick et en Europe. L'expression «dérivé biologiquement » suscite certaines interprétations. Car l'élaboration d'antidotes<sup>212</sup> ensuite soumis à des bactéries de plus en plus résistantes<sup>213</sup>, développées séparément, ressemble fortement à la conception d'armes bactériologiques.

L'IIBR est également spécialisé dans l'épidémiologie. Ces recherches ne sont pas un secret, au point que dans les publications scientifiques nationales et internationales, le nom de l'IIBR est relativement fréquent. En lisant entre les lignes, on peut trouver des arguments attestant des recherches militaires et leur contraire. Le site Internet officiel parle de recherche dans la «dissuasion », la microbiologie et les microorganismes pathogènes. « Les activités du centre incluent aussi le développement de diagnostics relatifs à la menace d'agents bioterroristes »<sup>214</sup> tels l'anthrax, la peste, la fièvre du Nil<sup>215</sup>, les conotoxines, les agents neurotoxicologiques, le sarin, le VX, le soman et le tabun. En 2004 en Suède, lors d'un banal séminaire de «médecine chimique»<sup>216</sup>, le docteur Amitai de l'IIBR disserte avec des collègues étrangers des effets du VX. De plus, des docteurs publient des recherches de niveau international sur l'acétylcholinestérase entrant dans la conception de gaz neurotoxiques. En

---

WOHLENBEN.

<sup>209</sup> *Assemblée Parlementaire OTAN*, 2004, 167PCTR 04 F, « Les implications du concept de sécurité de l'UE », Rupprecht POLENZ.

<sup>210</sup> *IIBR*, 2004, «Functional Genomics and Proteomics».

<sup>211</sup> *IIBR*, 2004, «Process Biotechnology».

<sup>212</sup> *Nouvelles d'Israël*, mars 1998.

<sup>213</sup> *IIBR*, 2004, « Mechanisms of Viral and Bacterial Pathogenesis».

<sup>214</sup> *IIBR*, 2004, « Diagnosis of Infectious Diseases».

<sup>215</sup> Le virus se trouve habituellement en Afrique, au Moyen Orient, à l'ouest de l'Asie et au sud de l'Europe. Les premières épidémies ont été décrites en Israël de 1951-1954 et en 1957. L'épidémie la plus importante reste celle de 1974 en Afrique du Sud. *Eurosurveillance*, 2004 Vol ,9 Issue 12, p. 3.

<sup>216</sup> GIC, *Research rapport 8th International Medical Chemical Defense*, Conference 27-29 avril 2004, Elisabeth ARTURSSON, Sven-Åke PERSSON, Stefan ARVIDSSON, « 7<sup>th</sup> session Verification and decontamination after

2001, Israël affirme fabriquer un antidote anti anthrax « pour la population israélienne », à partir de la recherche génétique.

La limite entre produire des armes bactériologiques et cultiver des bacilles en vue d'antidotes ou de pesticides est ambiguë. Les activités militaires du site ne sont pas dissociées de la recherche civile<sup>217</sup>. Les bioprocédés sont en effet considérés comme un vaste champ d'applications potentielles : Cultures de bactéries, de levures, de cellules animales, développement et utilisation d'outils bioinformatiques dans le but de rationaliser et de comprendre la structure, la stabilité, la dynamique, les interactions et la fonction des macromolécules. Les cultures de bactéries et de levures sont très souvent utilisées dans l'industrie biotechnologique afin de synthétiser de nombreux produits, notamment des vaccins et des matières synthétiques. Anthony Cordesman, Karel Knip (journaliste allemand), l'expert britannique Julian Perry Robinson et les historiens israéliens Uri Milstein, Avner Cohen et Gordon Thomas, sont d'accord sur le fait que l'État y fabrique des gaz neurotoxiques asphyxiants, agents sanguins, gaz vésicants comme le tabun, le soman, le chlore, le phosgène, le RVX, l'amiton et le diphosgène. Ils ajoutent qu'il existe une coopération étroite entre l'IIBR et le programme américano-britannique sur l'étude de la propagation des virus et des bactéries par les rongeurs et les insectes, la variole, les maladies fongiques et la légionellose<sup>218</sup>. Meir Dagan, du Mossad, autorise l'utilisation de gaz, de poisons et de virus, fabriqués dans département B3. Cette information est interprétée par les antisémites comme de la production à échelle industrielle d'un arsenal douteux<sup>219</sup>. La fabrication d'agents chimiques de petites dimensions porterait le nom d'un programme spécifique appelé «*dirty tricks*» (sales tours)<sup>220</sup>.

*Le Monde*, de son côté, explique:

«Lorsque Israël décide, quatre ans après sa fondation, en 1952, de se doter d'un centre de recherches sur les armes chimiques et biologiques, Ness-Ziona n'est encore qu'un gros bourg de 4000 habitants. Aujourd'hui, c'est un faubourg, avec 30000 résidents. [...] Que fabrique-t-on derrière les hauts murs parsemés de projecteurs et de censeurs électroniques qui cernent l'endroit ? Mystère. 'Au moins quarante-trois types d'armements non conventionnels, des virus aux toxines de champignons en passant par les bactéries et les poisons de synthèse', affirmait une enquête du *Nouvel Observateur* en janvier 1994. [...] La recherche y est au service de la défense. Et les armes sophistiquées qu'on y invente sont d'une nouvelle génération, post-atomique. L'Institut Ness-Ziona est en réalité au cœur d'un complexe militaro-médical chargé de mettre au point des armes chimiques et bactériologiques ainsi que leurs antidotes [...] dont l'élaboration, [...] ne va pas sans problèmes de conscience chez les scientifiques concernés»<sup>221</sup>.

Sur l'enceinte de sécurité comme sur la structure des bâtiments, on remarque une certaine analogie avec l'usine biochimique de Kirov, du temps de l'URSS, qui elle aussi était ceint de

---

*chemical agent exposure*», p. 13.

<sup>217</sup> IIBR, 2002, « International Symposium on Cholinergic Mechanisms - Functions and Dysfunction & 2nd Misrahi Symposium on Neurobiology ». Voir aussi Walter ASHANI, *Reed Army Institute of Research*, Silver Spring, MD, Etats-Unis, Procell, Rockville, MD, Etats-Unis, *Department of Biochemistry and Pharmacology*, USAMRICD, Edgewood, MD, Etats-Unis.

<sup>218</sup> Abu SITTA, *Ibid.*

<sup>219</sup> John F MAHONEY, *Ibid.*

<sup>220</sup> *Palestine Solidarité*, « Israël : armes chimiques et biologiques ».

<sup>221</sup> *Le Monde*, 8 janvier 1994, « L'espion secret d'Israël condamné à huis clos en 1983 ». Edwy PLENEL.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
deux murs en béton armé, et appartenait au *GRU* et au *KGB*<sup>222</sup>, qui d'ailleurs eux-aussi employait des substances pour des assassinats politiques. Cette ressemblance est probablement due aux émigrants juifs d'URSS vers Israël. Selon le *Yediot-Aharonot*, le pays continue à stocker le virus de la variole, en violation des traités, et dans des conditions de sécurité défectueuses<sup>223</sup>. Les 25 septembre et 4 octobre 1998, le *Times* estime que toutes les chancelleries occidentales connaissent et dissimulent les activités de l'IIBR : « L'institut biologique secret de Ness-Ziona, est reconnu par les milieux diplomatiques comme étant le plus avancé du Moyen-Orient en la matière. Israël est régulièrement attaqué par les États arabes de continuer à fabriquer de telles armes à grande échelle, mais Israël n'a jamais admis posséder des armes biochimiques »<sup>224</sup>.

### II.2.2 Le *Technion Israel Institute Technology* d'Haïfa : la superstructure polyvalente

Situé à Haïfa sur les pentes du Mont Carmel, le Technion est l'une des infrastructures clés du pays en matière de high-tech. Il côtoie le parc high-tech du Matam. En septembre 2006 le *Thomson Scientific* classe le Technion au 12<sup>ème</sup> rang parmi les vingt premiers sites de recherche informatique du monde avec près de 6000 articles référencés, notamment dans la simulation informatique d'essais nucléaires. Suit à la 20<sup>ème</sup> place l'Université de Tel-Aviv<sup>225</sup>. Le Technion a été classé 38<sup>ème</sup> meilleur institut technologique du monde dans une enquête réalisée par l'université de Shanghai en 2007, soit la première au monde qui ne soient ni américaine, ni britannique. En 2009, il parvient à la 29<sup>ème</sup> place sur la liste des meilleures universités de technologie et d'ingénierie dans le monde, et 31<sup>ème</sup> en sciences naturelles (du point de vue interdisciplinaire, il se place à la 116<sup>ème</sup> place, devant l'université de Tel-Aviv, l'université hébraïque se place à la 64<sup>ème</sup> place). Il génère 100000 emplois pour 3000 entreprises. Au départ, le plus vieux complexe des industries de l'intelligence d'Israël travaille sur la mise en valeur et la fertilité des terres, en particulier celle du Néguev. Mais comme pour le reste de l'infrastructure scientifique du pays, le Technion couvre plusieurs recherches, dont certaines sont liées aux sphères militaires.

En 1901, le V<sup>ème</sup> Congrès Sioniste lance un appel pour la création d'une Université Juive. En 1903, l'Association des Enseignants israélites de Palestine demande la création d'une université polytechnique. C'est chose faite en 1908 lorsque Wissotsky, Schiff et le *Fond National Juif* investissent dans l'acquisition d'un « *Tecnikum* », ce qui permet à l'architecte Alexander Baerward de construire le Technion en 1912. La première Guerre Mondiale reporte son ouverture. En 1923, Albert Einstein devient le Président des Amis du Technion.

<sup>222</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, chapitre XII.

<sup>223</sup> *Le Figaro*, 18 février 1999, *Ibid.*

<sup>224</sup> *The Sunday Times*, 4 octobre 1998, « Israeli jets equipped for chemical warfare », Uzi MAHNAIMI.

<sup>225</sup> *Les Echos*, 4 septembre 2006, « La recherche informatique est américaine ».

Enfin, il ouvre ses portes en 1924, les seize premiers étudiants se partagent deux zones de recherches, l'ingénierie civile et l'architecture. La langue choisie est l'hébreu, ce qui signifie que le centre est la première institution est le noyau légitimant un futur État. Les effectifs s'amplifient d'étudiants fuyant les discriminations d'Europe, en particulier d'Allemagne, d'Autriche et de Pologne. Les difficultés financières contraignent parfois les scientifiques à travailler gratuitement. Un afflux excédentaire de 400 étudiants, oblige l'école à se diversifier en ouvrant onze autres laboratoires d'ingénieries comme en 1938 en Architecture, et plus tard en Génie Industriel, Génie Civil, auxquels s'ajoute une École navale.

Sur la version française du site du Technion, rien n'est dit sur le développement possible d'armes. En revanche, le site officiel y fait référence : « dans les années précédant l'établissement de l'État, le Technion est un centre actif de la résistance juive et une source de solutions dans la défense technologique, cruciales dans la lutte pour l'indépendance »<sup>226</sup>. Le fils du futur Premier ministre d'Israël, Yaïr Shamir, rappelle la participation du centre dans l'effort de guerre : « Des milliards de dollars ont été injectés dans l'industrie de la défense au cours des années soixante-dix. Lorsque les étudiants du Technion se frottaient à l'électronique ou l'informatique, c'était quasi exclusivement à usage militaire. Parallèlement, l'armée a créé des unités d'élite pour développer des outils technologiques en interne. Des firmes comme *IAI*, *Tadiran* ou *Elbit* ont intégré ce savoir-faire, avant de développer des activités dédiées au secteur civil »<sup>227</sup>.

En 1948, 680 étudiants y célèbrent l'indépendance. En 1949, est lancée une série de projets ambitieux comme le Département d'ingénierie aéronautique qui constituera la future base de l'industrie aéronautique militaire du pays. En 1951, 966 élèves y sont accueillis. Le manque de place force Ben Gourion à réquisitionner 300 acres de terrain supplémentaire. En 1953 Ben Gourion choisit un site de 120 hectares pour agrandir le complexe ce qui permet de rassembler le *Technion Research and Development Foundation*, l'école des diplômés et les facultés d'agriculture (1953), de Chimie (1954/1958), d'industrie et du management (1958) sur un même site. En 1954, Einstein y reçoit son Doctorat *Honoris Causa*. Sa notoriété grandit au point que durant son second mandat, Winston Churchill reconnaît que « le Technion était la plus grande contribution pour bâtir la future prospérité d'Israël », et que cette prospérité « devrait être un grand bénéfice pour les autres pays ». Plus tard, Yitzhak Rabin en visite au complexe, déclare aux scientifiques : « Vous, les membres du Technion, nous avez mené sur la route de la technologie, de la science et de l'ingénierie ». Même le roi Hussein de Jordanie assure que « le Technion est le phare du savoir dans la région ». Gorbatchev se fend aussi d'un panégyrique : « le Technion est le bastion du progrès

<sup>226</sup> *Division of Public Affairs and Resource Development, Technion, Israel Institute of Technology*, 2006.

<sup>227</sup> *Israelvalley*, 10 novembre 2008, « Négociations d'un méga-contrat de 1,5 milliard de dollars en Inde ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
scientifique et technologique »<sup>228</sup>. En mai 2009, pour saluer l'importance du centre dans les relations franco-israéliennes, Muriel Touaty, directrice exécutive du *Technion France*, est promue en mai 2009 Chevalier de l'Ordre National du Mérite par Valérie Pécresse. En mai 2010, l'association invite plusieurs entreprises au Technion, dont le CEA français, *Sanofi*, *ParisTech* et *Eurobiomed*<sup>229</sup>.

Les militaires s'y déplacent, comme Moshe Dayan en 1958, grand défenseur de l'apport scientifique dans la Défense. Durant les années 1960, Israël fait bénéficier de séjours des étudiants des pays africains et asiatiques alliés. Par l'intermédiaire des programmes des Nations Unies, on leur apprend essentiellement des techniques agricoles, médicales et de constructions urbaines. Dans le cas de l'Afrique du Sud ou de la Birmanie<sup>230</sup>, la collaboration porte sur des applications moins « civiles ». De nouveaux départements sont créés en physique (1960), en biotechnologie (1962), en informatique (1969), en mathématiques appliquées (1960) et en biologie (1971). En 1961 est créé la Faculté de Sciences suivie huit ans plus tard, de la Faculté de Médecine. En 1966, le *Technion Research and Development Foundation* fonde *Elbit*, d'abord dévolue à la recherche médicale pour la mise au point de médicaments (exportés en partie aux Etats-Unis pour 970 millions de \$ par an)<sup>231</sup>. *Elbit* se décline en plusieurs branches par la suite, dont une grosse partie recouvrant du matériel militaire. Le département médical collabore avec *Selfcare Corp*, une firme américaine. Le lien entre recherche médicale et armée est donc prouvé. En 1969 s'ouvre la première école de médecine au monde à être affiliée à un centre technologique<sup>232</sup>. Marqué par la guerre du Kippour, la recherche se concentre ensuite davantage sur la « sécurité » en matière de technologie d'armement. Il s'agit, à la fois de mener une course scientifique face aux pays ennemis tout en maintenant la coopération civile, notamment dans un projet commun de dessalement de l'eau de mer à l'aide d'énergie nucléaire.

En 1978, le *Samuel Neaman Institute for Advanced Studies in Science and Technology* encourage les interactions entre la recherche, le gouvernement et l'industrie afin de rentabiliser et matérialiser les fruits de la recherche. La première création d'importance du Technion concerne les fibres optiques en 1981 par les professeurs Sivan, Braun et Eichen (*Fibronics*). On développe aussi les sciences liées à la cybernétique. Dans les laboratoires militaires sont optimisées, dans les années 1980, les technologies nucléaires (traitement d'uranium) et celles liés à l'énergie solaire. Les techniques balistiques y sont améliorées par les *IMI*. Dans les années 1990, la forte émigration d'ingénieurs juifs d'URSS accroît sensiblement les effectifs de l'université à 10000 élèves, puis à 15000 en 2004. En 1993 y est

---

<sup>228</sup> *Association Technion France*, 2006.

<sup>229</sup> *Ambassade d'Israël en France*, newsletter du 21 au 24 mai 2010, « Mission Annuelle du Technion France ».

<sup>230</sup> En 1980, la Birmanie utilise des substances contre les rebelles Shan.

<sup>231</sup> « Innovations in Medical Technology », The american-Israeli Cooperative Enterprise, Rachele FISHMAN.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
conçu le plus petit satellite du monde. En 1998, le Technion élabore un transistor (1/100 000<sup>ème</sup> fois plus petit qu'un cheveu humain) et de lancer un autre microsatellite, le *Gurwin TechSat II*. Enfin sont étudiées des antimissiles, par l'intermédiaire du professeur Josef Shinar de la Faculté d'aérospatiale du Technion. Le Technion fait d'Israël la plus forte concentration de d'entreprise high-tech, juste après la Silicon Valley. 71000 étudiants et professeurs s'y sont croisés depuis sa création, fournissant 70% des ingénieurs du pays. Le Technion revendique quelque 12771 élèves en 2005, issus de 35 pays du monde, dont un quart sont des licenciés. A cela s'ajoutent 900 membres du corps enseignant formés en Israël et à l'étranger.

19 facultés et départements, 11 Instituts de Recherche, 15 centres interdisciplinaires d'excellence et 40 centres de recherche composent l'entité scientifique (Campus de plus de 132 hectares pour 200 bâtiments), tel l'Institut supérieur de chimie théorique, *l'Institut Asher* de recherche spatiale, *l'Institut de recherche marine et côtière* (CAMERI), *l'Institut de hautes études mathématiques*, *l'Institut de physique théorique*, *l'Institut national de recherche en bâtiments* (NBRI), *l'Institut Neaman de Hautes études scientifiques et technologiques* (SNI), *l'Institut familial Rapaport* de recherche en sciences médicales, *l'Institut Silver de biomédecine*, *l'Institut des états solides*, *l'Institut de recherche sur les transports*, *l'Institut de recherche hydraulique*. Quelque 160 conférences internationales y sont organisées par an. Le tout est canalisé en différentes branches : Génie (Aérospatial, Agricole, Alimentaire et biotechnologie, Biomédical, Chimique, Civil, Électrique, Industriel et gestion, des Matériaux, Mécanique), Sciences: (Biologie, Chimie, Informatique, Mathématiques, Physique, Médecine), puis Architecture et planification urbaine. Les cours sont donnés en hébreu et en anglais.

Des accords de coopération internationale ont été signés avec notamment les *Instituts Technologiques* de Berlin et d'Aix la Chapelle, la *Faculté des Sciences appliquées/école polytechnique Chimie et Science des matériaux* de Bruxelles, *l'Institut Technologique de Tokyo* et *l'École Polytechnique* en France pour laquelle le Technion est notamment reconnue comme une « école d'application ». Un département d'étude d'agents pathogène entretien des relations de recherches communes, dans le cadre du FP6 avec le CNRS de Nice et l'université de Würzburg en Allemagne. La *Silicon Valley* israélienne participe entre autre à la *Fondation Binationale de Sciences* (États-Unis / Israël), au cinquième *Programme de Recherche européen* et au *Centre Européen de Recherche Nucléaire* (CERN). Des firmes internationales (*Intel, IBM, Motorola, HP et Digital*) s'y sont installées.

Le *Russell Berrie Nanotechnology Institute* est l'une des structures les plus importantes, et les activités biochimiques sont nombreuses. Parmi quarante d'entre elles présentées sur le site internet du laboratoire, quelques-unes peuvent éventuellement concerner

---

<sup>232</sup> *Israel Institute of Technology*, « Presenting Technion », clip promotionnel, 1 minute 43. 2004.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
des recherches militaires, au moins pour la conception d'antidotes et de vaccins: Armon Robert, du *Civil & Environmental Engineering* travaille sur les micro-organismes et les agents pathogènes. Lothan Noah planche sur la recherche biomédicale à partir d'enzyme et de « molécules bio actives ». Reiter Yoram et Sivan Uri se spécialisent dans la sélection d'anticorps et leurs comportements (bio réactions). Seliktar Dror travaille sur les cellules thérapeutiques<sup>233</sup>. Mais les activités les plus représentatives sont la séparation avancée et les membranes, la biotechnologie, la catalyse, les technologies de la communication et de l'information, les fluides complexes, les microstructures et macromolécules, les matériaux et structures composites, les études sur la haute température et supraconductivité, les sciences de l'interface, les microsattellites, les microsystèmes, la nanoélectronique par la biotechnologie, l'optoélectronique, l'ingénierie des protéines, la technologie des logiciels. Le biologiste Aaron Ciechanover et les chimistes Avram Hershko et Irwin Rose reçoivent en 2004 le prix Nobel de chimie pour leurs recherches sur les cellules.

### **II.2.3 Le Weizmann Institute: la vitrine du savoir-faire israélien**

En 1934, Chaim Weizmann crée l'institut de recherche Daniel Sieff, du nom du principal donateur, et y place Bergmann, chassé de Berlin en 1933. C'est un centre de recherche nucléaire, et biochimique qui emploie 560 civils, et où l'on forme les scientifiques du pays. Il est agrandi et renommé *Weizmann Institute of Science* le 2 novembre 1949. En 1953, l'institut met au point un procédé de production d'eau lourde par échange d'ions et optimise les méthodes de production d'uranium<sup>234</sup>. Le système serait toujours opérationnel. L'eau lourde est destinée à Dimona mais aussi à la France à partir de 1954. Le 20 janvier 1954, le ministre de la défense Lavon prend la décision de déplacer le Machon 4 à l'institut. Le 1<sup>er</sup> mai, le département de physique nucléaire est fondé, avec Amos de Salit à sa tête. Oppenheimer le visite en mai 1958<sup>235</sup>. En 2007, le président en 2007 en était Mordechai Sheves, succédant à Daniel Zajfam. Son *curriculum vitae* révèle non seulement l'ambition du programme nucléaire israélien, mais aussi les collaborations étrangères. Ce belge obtient sa thèse en physique nucléaire au Technion en 1989, sous la direction de Zeev Vager, célèbre pour ses travaux d'imagerie à l'aide de l'explosion de Coulomb. En 1991, il intègre le département de physique des particules de l'institut Weizmann puis entre en 2001 à l'institut de physique nucléaire Max Planck d'Heidelberg en Allemagne, dont il est nommé directeur<sup>236</sup>. On y trouve la Nobel 2009 de chimie Ada Yonah.

---

<sup>233</sup> Russell Berrie *Nanotechnology Institute*, 2006, « Nanobiotechnology & Nanomedicine ».

<sup>234</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 41.

<sup>235</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 35. Robert Oppenheimer est le père de la bombe américaine.

<sup>236</sup> *Les Échos*, 20 décembre 2006, « Un physicien de haut vol à la tête de l'Institut Weizmann », Catherine BENOIT.



La ville de Grenoble, commune regroupant des industries biochimiques civiles et militaires, se jumelle en 1984 avec Rehovot. Grenoble présente ainsi la ville et ses activités sur son site internet :

« C'est une ville de 93 000 habitants qui doit son essor à la science et à l'agriculture. C'est en effet un point de rayonnement intellectuel avec l'Institut des Sciences Weizmann et la Faculté d'Agronomie. C'est aussi un grand complexe de production d'agrumes, un centre industriel d'agro-alimentaire, de verreries, de plastiques et de produits pharmaceutiques. Les villes de Grenoble et Rehovot ont fondé leurs actions de jumelage sur les domaines de l'éducation et de la recherche : accord de coopération lie l'Université Joseph Fourier et l'Université de Tel-Aviv et les relations sont étroites avec l'Institut Weizmann de Rehovot. Ces accords favorisent les échanges d'expériences entre les chercheurs des deux villes dans les domaines des neurosciences, biologie structurale, cristallographie bidimensionnelle, immunologie-cancérologie »<sup>237</sup>.

L'accélérateur Koffler émergeant de la végétation, est connu dans le monde entier et symbolise la réussite technologique israélienne.

La recherche médicale a permis de mettre au point l'imagerie à résonance magnétique nucléaire optimisée par les dernières recherches de l'institut Weizmann, la tomographie informatisée, la médecine nucléaire et les systèmes d'imagerie par ultrasons. Cordesman dit que le complexe participe aux études relatives à la bombe à hydrogène<sup>238</sup>. Avec l'aide de l'Allemagne, des Etats-Unis (*the Israeli CONSOLAR thermal consortium* et l'US - Israel *Science & Technology Foundation*) et de l'Espagne, sont expérimentées, apparemment avec Dimona et *Rotem Industries*, des recherches sur l'énergie solaire<sup>239</sup>. Si quelques brevets sont mis au point dans le domaine nucléaire, il semble qu'ils soient la majeure partie du temps à finalités civiles. La *Yeda Research and Development Company*<sup>240</sup> est la vitrine commerciale du *Weizmann Institute of Science*. La branche assure le recrutement, la communication, la commercialisation et la mise en relation avec les programmes étrangers.

Les activités concernent aussi l'étude de bactéries et leur résistance à des antibiotiques, notamment sous la responsabilité du professeur Abraham Minsky de la Faculté de chimie organique et du Département de génétique moléculaire. Le secteur de l'immunologie<sup>241</sup> est dirigé par le professeur Eli. Le traitement du sang est sous la responsabilité de la *TheraVitae* dirigée par Valentin Fulga, fondé en 2003 (40 employés). L'entreprise s'occupe de la purification sanguine de drogue et d'infections<sup>242</sup>. A en croire les spécialistes Knip, Cohen et Cordesman, l'institut entre dans l'optimisation des armes biochimiques israéliennes et des antidotes. En effet, le 27 novembre 2001, l'équipe « BGU » met au point une sorte de capteur pour détecter dans l'eau des agents biochimiques militaires.

<sup>237</sup> Site officiel de la ville de Grenoble. 2005.

<sup>238</sup> *CSIS, Ibid.*

<sup>239</sup> *IAEC, Annual Report 2001, « IAEC, Solar Thermal Demonstration Power Plant, Results of First Testing Period », p. 9.*

<sup>240</sup> *State of Israel, 2005, Yeda Research and Development Company.*

<sup>241</sup> *Journal of NeuroVirology, 2002, « Autoimmunity as the body's defense mechanism against the enemy within: Development of therapeutic vaccines for neurodegenerative disorders », Michal SCHWARTZ, Département de neurobiologie, The Weizmann Institute of Science, Rehovot, Israel.*

<sup>242</sup> *The World Economic Forum's, « Technology Pioneers », 2006, p. 16.*

Robert Marks de la *Faculty of Engineering Sciences* pour le département de biotechnologie, intègre de nouveaux capteurs en fibre de verre qui, relié à un ordinateur, identifie la substance détectée en fonction de l'intensité et de la couleur des diodes et permet ainsi à l'informatique de déterminer la réponse à fournir<sup>243</sup>. Le rapport du Congrès américain, en 1988, souligne les travaux communs entre l'institut et l'IIBR sur ces expériences : « Prepared and delivered to the Weizmann Institute for crystallographic studies more than 100 mg of pure human acetylcholinesterase. These crystals are diffractible at about 2.7 Å (Dr. A. Shafferman, IIBR, Israel) »<sup>244</sup>. A partir de 2006, les laboratoires Weizmann et Ness-Ziona travaille sur un nouveau vaccin contre la grippe<sup>245</sup>.

Le *Chemical and Biophysical Nano Sciences* s'occupe de promouvoir la recherche dans les processus et les phénomènes relatifs à la biochimie et la biophysique à l'échelle de l'infiniment petit, à la synthèse des nanomatériels, à la nanomanipulation de la matière, aux recherches sur l'atome et les molécules, Le *Nano bio lab* travaille sur la biologie moléculaire, les enzymes, les dérivés de Bacteriochlorophyll, les anticorps, la chimiothérapie et les techniques biochimiques<sup>246</sup>. Là aussi, la recherche s'effectue en partenariat avec des scientifiques étrangers, notamment ceux du *Roche Molecular Biochemicals* à Mannheim en Allemagne, ou la *Promega Corporation* à Madison. Enfin, le département immunologie se présente officiellement comme suit : « Les activités de recherche du *Department of Immunology* couvre une large gamme de questions sur l'immunologie recouvrant les aspects fondamentaux de la reconnaissance des antigènes, de la signalétique cellulaire et de leurs communications ». Le laboratoire appartient à l'*European Network of Immunology Institutes*, le réseau des laboratoires européens.

---

<sup>243</sup> *Israel Trade Commission*. 2006.

<sup>244</sup> *United States of America, Annexe D. Department of Defense*, « NBC Defense, annual report to Congress », février 1998, 270 pages, p. 221.

<sup>245</sup> *Israelvalley*, 22 septembre 2006, « La start-up de la semaine *Biondvax* veut révolutionner le marché mondial de la grippe ».

<sup>246</sup> *Weizmann Institute of Science*, « Faculty of Chemistry », 2006.

## CHAPITRE II

### LA TRIANGULAIRE EUROPE/ USA/ ISRAËL

Fort de leurs premières recherches, Israël propose en échange de ses premières expériences dans le domaine de l'atome, une collaboration avec la France, sous l'oeil de Washington. La France joue un rôle clé dans ce programme israélien, en fournissant les cinq composants d'un programme nucléaire classique: un réacteur de recherche, un usine d'extraction de plutonium, les plans pour fabriquer une bombe, de l'uranium et de l'eau lourde.

#### I Contexte d'alliance

##### I.1 Les prémisses d'un programme franco-israélien

###### I.1.1 Les fils de *Manhattan*: Des pions dans la prolifération occidentale

L'utilisation par Israël de technologies nucléaires étrangères est optée par mesure de rapidité et de moindre coût. La France dispose d'un noyau de savants atomistes de très haut niveau, formés avant la guerre, notamment les Curie. Les Français participent ensuite au projet *Manhattan* puis aux programmes canadiens et britanniques. La grande majorité des scientifiques allemands ayant été contraint de travailler pour les deux supers Grands, la France privilégie les savants juifs qui apportent la technologie atomique anglo-saxonne militaire. Bertrand Goldschmidt, le grand ordonnateur du programme français, responsable français à l'IAEA de 1958 à 1980, est un de ceux-là. En juin 1933, alors âgé de 21 ans, il étudie à l'École de physique-chimie comme préparateur dans l'équipe Curie. Fait prisonnier par les Allemands, puis relâché pour son importance scientifique, il part enseigner à Montpellier, puis est révoqué parce que juif. Il rallie alors New-York en mai 1941, puis devient chercheur à l'université de Chicago, pour le projet *Manhattan*, sous la direction de Glenn Seaborg. Il y fréquente alors Einstein et Leo Szilard. Ensuite, il participe au programme anglo-canadien à Montréal avec deux autres français, Hans Halban et Lew Kowarski. Il met au point un solvant afin d'élaborer le combustible nucléaire. A Ottawa, l'atomiste Jules Guéron<sup>247</sup> persuade De Gaulle le 11 juillet 1944, de la nécessité d'une bombe française, afin de recouvrer son statut de grande puissance<sup>248</sup>. De Gaulle est prévenu que les Américains refusent d'abord de partager leurs recherches avec la France (soupçonnée d'être trop influencée par les communistes). Goldschmidt est ainsi licencié par crainte d'espionnage.

<sup>247</sup> Le fonds d'archives Jules Guéron de l'*European University Institute* est précieux pour cette thématique. Guéron est ingénieur pour les programmes américains, britanniques et canadiens. Il rejoint le CEA, en devient le directeur du département de physique-chimie. En 1958, il est directeur général pour la recherche et l'enseignement à *Euratom*.

<sup>248</sup> Guillaume FEST, «La politique étrangère de la France, Israël et le conflit Israélo-palestinien, de l'Intifada aux accords d'Oslo». Mémoire de maîtrise, juin 1999, Toulouse II le Mirail, p. 19.

Lorsque le 18 octobre 1945 est créé le CEA, il en devient le directeur en 1946, successivement chargé de la chimie (il sépare en 1949 la première fournée de plutonium), et des relations internationales (1970-1977). « S'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là », explique Frédéric Joliot-Curie<sup>249</sup>. Le CEA influencera l'IAEC puisqu'elle doit « être à la fois très près du gouvernement et pour ainsi dire mêlé à lui et cependant doté d'une grande liberté d'action, condition *sine qua non* de son efficacité. [...] Toutes mesures utiles pour mettre la France en état de bénéficier du développement de l'énergie atomique en vue de son utilisation dans divers domaines de la science, de l'industrie et de la défense nationale »<sup>250</sup>.

Officiellement en 1948, les Etats-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France organisent un embargo sur les armes au Proche-Orient<sup>251</sup>. Les relations n'en sont pas affectées car ce n'est qu'une façade. Tous sont très conscients de la menace que représente le monopole nucléaire des États-Unis puis ensuite de l'URSS<sup>252</sup>. De son côté, la IV<sup>e</sup> République française, bien qu'héritant des travaux français antérieurs en la matière (dès les années 1930), va élaborer les véritables bases du programme nucléaire militaire. Il n'a donc rien d'un projet uniquement gaulliste. Dès la fin de l'année, Ben-Gourion rencontre Moshe Sordin, du programme français<sup>253</sup>.

La coopération franco-israélienne débute vraiment en 1949<sup>254</sup>. Les Israéliens échangent leurs travaux avec le professeur Dubois, directeur du CEA. Pour le général Buchalet : « il y avait à cette époque deux pays qui étaient au courant de tout dans le domaine : Israël et la Chine. Il n'y a aucun doute, les Israéliens possédaient les connaissances pour fabriquer une bombe A. [...] N'oubliez pas qu'à Los Alamos, pour le projet Manhattan, il y avait de nombreux savants israélites. [...] Les Israéliens n'avaient pas besoin de nous. Ils en savaient même probablement plus que nous ». Cette théorie, que d'aucun considère comme antisémite, est pourtant confirmée par Samuel Cohen<sup>255</sup>. Le scientifique nucléaire israélien Youval Neeman ajoute : « Les responsables de l'IAEC ont partagé avec les Français et les

<sup>249</sup> *Canadian Nuclear society home page*, 15 juin 2002, « Décès de Bertrand Goldschmidt, un des pionniers français de l'énergie atomique ». Après être reçu comme colauréat du prix *Atom for Peace*, décerné aux États-Unis « à des savants qui ont contribué [...] à la compréhension de la puissance de l'atome et à son contrôle par l'homme », il devient, en 1980, président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Il meurt le 11 juin 2002 à 89 ans. Un homme discret mais incontournable pour le nucléaire mondial.

<sup>250</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 58.

<sup>251</sup> Georgette ELGEY, *Histoire de la IV<sup>e</sup> République, malentendu et passion, la république des tourments 1954-1959*, TII, Paris, Fayard, 1997, p. 145.

<sup>252</sup> Des juifs aux Etats-Unis permirent à la France, par le plan Marshall, d'acheter des armes qu'elle revendait à Israël, contournant l'embargo Américain interdisant à l'État hébreu d'acheter des armes. Marcel DASSAULT, *Le Talisman*, J'ai lu, 1970.

<sup>253</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York: Colombia University Press, 1998, 25.

<sup>254</sup> Malcom W BROWNE, *Atlas historique d'Israël*, Israël et la bombe, p 54

<sup>255</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 3rd Edition, 2006, 288 pages, p. 164.

Britanniques les quelques résultats qu'ils avaient obtenu pour obtenir, en retour, un savoir-faire significatif qui a largement contribué aux avancés du projet nucléaire israélien »<sup>256</sup>.

Mais contrairement à l'idée reçue, la France ne fabrique pas clandestinement sa bombe. C'est cette idée reprise par tous les *spécialistes* en géostratégie que combat la journaliste Dominique Lorentz, qui explique avec acuité que la CED (communauté européenne de Défense), est la matrice des programmes nucléaires européens, encadrée par Washington, afin qu'en cas de guerre entre l'Europe de l'Ouest et l'URSS, la riposte nucléaire n'engage pas les Etats-Unis. Il y aurait même un projet avorté de bombe italo-germano-française<sup>257</sup>. Cet évènement est attesté par Attali: «J'apprends l'existence d'un accord secret de défense franco-allemand, daté de novembre 1957, prévoyant d'associer les Allemands aux travaux et résultats accomplis en France sur l'énergie nucléaire, accord annulé par De Gaulle dès juillet 1958»<sup>258</sup>. C'est peut-être dans cette optique que la France, soucieuse de préserver la collaboration secrète, ne souhaite pas intégrer la CED. Il y a certes des rivalités entre «une hyperpuissance maladroite et une moyenne puissance indocile»<sup>259</sup>, mais le programme français sera aidé et financé par les Etats-Unis, à condition que Paris se montre vassale, ce qui n'est pas toujours le cas et expliquera ainsi les nombreuses oppositions américaines. Les gaullistes ne font pas exception à la règle. Seule la manière pose problème. Comme l'explique Francis Perrin, un des responsables du CEA, les Américains autorisent les techniciens français du projet Manhattan à utiliser la technologie nucléaire en leur ordonnant de garder le secret mais Perrin affirme : « Nous considérons que nous pouvions donner les secrets atomiques à Israël s'ils gardaient à leur tour le secret. [...]. Mais les Israéliens nous dirent que si les Américains ne nous aidaient pas dans une situation critique, nous vous demanderons à vous Français de nous aider»<sup>260</sup>. Tandis que le programme civil israélien reçoit l'aide américaine, Israël lance son programme militaire à l'aide de la France. A Washington de se débrouiller pour ne rien savoir. Israël joue donc sur les deux tableaux, désirant réduire son *technological gap* en profitant de la rivalité entre Washington et Paris, l'un fournissant la technologie civile, l'autre la technologie militaire, l'infrastructure, les vecteurs et surtout « la couverture ». De sorte que Lorentz affirme que c'est Israël qui donne la bombe à la France et non pas l'inverse. Washington fournit la bombe à la France par l'intermédiaire d'Israël et nucléarise Israël grâce à la France. Ainsi, les Etats-Unis aident officieusement Israël, par des moyens détournés, tout en se lavant les mains et pointant la France en cas de scandale international si d'aventure il était révélé. L'ensemble de ces relations officieuses s'est fait par des accords davantage

<sup>256</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, *op.cit.*, p. 169.

<sup>257</sup> Bertrand GOLDSCHMIDT, *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Fayard, 1980, p. 205.

<sup>258</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, *op.cit.*, p. 543.

<sup>259</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés, les dossiers de la Maison Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents (1958-1981)*, Paris, Fayard, 494 pages, p. 10.

<sup>260</sup> *The Risk Report*, vol 2, July-August 1996, «Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
verbaux qu'écrits, afin d'agir en toute impunité. Et cela pose problème pour le chercheur, comme le reconnaît Lorentz<sup>261</sup>. Ainsi, en 1952, le programme atomique français est lancé avec des fonds américains. En 1953, Paris et Tel-Aviv signent l'accord de coopération. La relation triangulaire s'instaure.

### I.1.2 La bombe de la IV<sup>e</sup> République

Joliot-Curie, signataire de l'appel de Stockholm (comme un certain Jacques Chirac qui sera ensuite l'un des apôtres de la prolifération) est démis de ses fonctions par Georges Bidault, le 28 avril 1950. Félix Gaillard, devenu secrétaire d'État à l'énergie atomique, nomme à sa place Francis Perrin. Pierre Guillaumat devient administrateur général après avoir quitté les services secrets. Perrin se lie d'amitié à Londres avec Ernst Bergmann sur la recommandation d'Einstein et en 1949, visite le *Weimann Institute*<sup>262</sup>. Bergmann explique à un universitaire américain les dessous du mariage franco-israélien: « Nous sentions qu'Israël avait besoin de collaborer avec un pays dont le niveau technique était semblable au sien. Tout d'abord, il était primordial de former des experts israéliens. Ensuite, en évaluant les capacités et le ressources d'Israël, nous déciderions exactement du type de collaboration que nous devrions choisir. Tous les efforts devaient être faits pour que ce projet bénéficie également aux deux partenaires »<sup>263</sup>.

Le premier réacteur plutonigène est inauguré en 1952 à Marcoule, d'une puissance de 42 mgw. Ici comme à Saclay, « les Israéliens pouvaient circuler librement dans les centres de recherches »<sup>264</sup>. Les équipes françaises et israéliennes y travaillent conjointement avant de venir bâtir Dimona<sup>265</sup>. Goldshmidt, confie que les Israéliens étaient les seuls étrangers à pouvoir pénétrer dans les installations françaises: « Nous pouvions utiliser nos connaissances au profit de la France. Mais sans rien publier et ne communiquant à nos chercheurs que les strictes informations nécessaires au progrès de leur travail. C'était là un compromis raisonnable.[...] Pour le réacteur nucléaire israélien, la France joua un rôle comparable à celui du Canada vis-à-vis de l'Inde »<sup>266</sup>. Fin 1953, deux scientifiques israéliens, Zvi Lipkin et Israel Pelah, se rendent à Saclay et à Châtillon. Saclay et Marcoule accueilleront et formeront en tout entre 50 et 60 ingénieurs israéliens, mais pas sous la direction officielle du CEA. Le département à la sécurité du CEA sélectionne les firmes françaises coopérantes qui doivent accueillir et emmener les Israéliens. Seul le Premier ministre et le ministre de la défense

---

<sup>261</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 47.

<sup>262</sup> France, *Assemblée nationale, op.cit.* présenté par MM. Pierre LELLOUCHE, Guy-Michel CHAUVEAU et Aloyse WARHOVER.

<sup>263</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 39.

<sup>264</sup> Marie-Hélène LABBE, cité dans Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p.72.

<sup>265</sup> Pierre-Marie DE LA GORCE, *L'aventure de l'atome*, Flammarion, 1992.

<sup>266</sup> Seymour HERSH, *op.cit.* p. 41.

français sont au courant de la tractation mais les cadres du CEA doivent l'ignorer. Rien au Conseil des ministres ne doit relater de l'accord secret. Les Israéliens devront eux-mêmes s'arranger pour ne pas impliquer Matignon et le Quai d'Orsay<sup>267</sup>. Jules Moch révèle, le 16 novembre 1954, lors de la conférence du désarmement à l'ONU, la coopération des deux pays dans la recherche atomique. L'AIEA n'étant pas créée, le programme, qui plus est dit civil, ne déclenche pas d'hostilité, sauf celle d'un tiers des membres du CEA dénonçant eux l'arme nucléaire.

L'Organisation européenne de recherche nucléaire est créée. De même, la création de l'EURATOM, voulue par Washington, doit contrôler les programmes européens, et non pas éviter la prolifération. On retrouve la même préoccupation dans le soutien des Etats-Unis envers l'ensemble des grandes instances internationales ou européennes<sup>268</sup>. Francis Perrin obtient de Robert Valeur, son fondateur, d'y intégrer Israël ce qui est fait : « Ne vous faites pas de soucis monsieur l'ambassadeur, la plupart des savants nucléaires dont le monde ne sont-ils pas juifs » ? répond Valeur à l'ambassadeur d'Israël en France. Le 26 décembre, Pierre Mendès-France crée, à la suite d'une séance au quai d'Orsay, le « Bureau d'Etudes Générales », confié à Albert Buchalet, en fonction en Algérie. Le Président du Conseil amorce ainsi « l'examen d'un programme secret d'étude de fabrication de l'arme nucléaire »<sup>269</sup>. Le programme spatiale français, embryonnaire, est dépendant des études balistiques et nucléaires. En 1959, une fusée nommée *Daniel* est lancée avec à son bord 3 compteurs Geiger, pour mesurer, à 65 km d'altitude, la radioactivité générée par les tirs atmosphériques. Par la suite, le CEA français concevra un nombre important de satellites<sup>270</sup>.

Le 6 février 1955, Edgar Faure remplace Mendès-France. Pierre Koenig, Gaston Palewski (ministre délégué à l'énergie atomique) et Pierre Pflimlin autorisent le transfert de crédits militaires au CEA à l'issue du protocole du 20 mai. En juin 1956, le Conseil de la République adopte la création du département militaire du CEA sur la proposition d'Edgar Pisani. Au même moment, le 22 juin, à Vemars, Pérès, Dayan, Abel Thomas et Bourgès-Maunoury concluent un accord militaire secret.<sup>271</sup> Adjoint au directeur du cabinet du ministre de la Défense René Mayer de 1948 à 1949, Thomas devient conseiller technique de Jules Moch de 1950 à 1951 et de Bourgès-Maunoury en 1952. Il suit le ministre lorsque celui-ci est affecté à l'Industrie. Commissaire général à l'industrialisation de l'Algérie en 1956, il retrouve Bourgès-Maunoury, dont il est le directeur de cabinet, encore à la Défense, puis sera son directeur-adjoint lorsqu'il devient Président du Conseil en 1957 et directeur de son

<sup>267</sup> *United Kingdom*, Security Service, 17 juillet 1961, JIC/1103/61.

<sup>268</sup> Avner COHEN, *Ibid.*

<sup>269</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 75

<sup>270</sup> *Les défis du CEA*, avril 2009, p. 4.

<sup>271</sup> *Yedioth Aharonoth*, 2 novembre 2001, « Le paquet-cadeau atomique d'Abel Thomas », Michel KARPIN. Il habitait alors le quartier de La Défense, en 2001.

cabinet à l'intérieur en 1957-1958. Il est l'homme qui engage la France et la Grande-Bretagne dans l'affaire de Suez<sup>272</sup>. Sympathisant de l'Algérie française, Abel Thomas, dont l'apparence dépenaillé cache de véritables pouvoirs d'influence, fréquente Nachmir, représentant israélien à Paris, tout cela dans le bureau de Bourgès-Maunoury, qui devient l'antichambre de toutes les négociations. Perrin, craint que la coopération européenne n'aillent à l'encontre d'un programme binational indépendant : « une collaboration européenne [...] serait nuisible du point de vue technique si elle avait pour conséquence une diminution des efforts nationaux. Elle est, au contraire de ce point de vue, souhaitable et elle sera profitable si elle stimule ces efforts et y ajoute des réalisations supplémentaires »<sup>273</sup>. Pérès parle de lui : « j'eus la chance de rencontrer Abel Thomas, directeur général du ministère de l'intérieur. [...] Nos relations s'en trouveront naturellement approfondies jusqu'à mettre en place une coopération entre les services de renseignement dans la lutte secrète contre l'ennemi commun égyptien »<sup>274</sup>.

### I.1.3 Sympathies politiques, alliance d'intérêts

Il y a au centre de la *Maguen David* un hexagone. « Le juif français est le chouchou de la république. Cela a été vrai, cela l'est beaucoup moins, même si les reflexes persistent, notamment dans le monde politique »<sup>275</sup>. France et Israël deviennent les meilleurs amis du monde pour de multiples raisons. La France et Israël trouvent des points d'entente contre la Grande-Bretagne<sup>276</sup>. Paris cherchait à nuire à son « allié » britannique, qui à partir de 1942, l'avait chassé du Proche-Orient pour récupérer sa sphère d'influence. Le général Billotte, marié à une fille Rothschild explique : « Nous voulons qu'Israël soit fort. Israël bien armé est un Israël de paix, même si beaucoup de Français souhaiteraient vous voir vaincre l'Égypte. Nous avons un ennemi commun, il s'agit de l'Angleterre. Si l'Angleterre vient à connaître l'accord qui nous lie, elle l'emploiera à le saboter ». Le 25 mai 1950 est signé la déclaration tripartite dans laquelle la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne s'engagent à maintenir au Proche-Orient une parité militaire en fournissant des armes aux deux belligérants tout en s'opposant à la prolifération. Le Quai d'Orsay se montre soucieux de respecter l'accord tripartite. Mais en 1955, la Grande-Bretagne et les États-Unis signent avec les pays arabes le pacte de Bagdad. Après les déclenchements des guerres d'Algérie et d'Indochine, Israël est l'une des dernières chances de la France de conserver sa zone d'influence.

---

<sup>272</sup> *Valeurs Actuelles*, 25 Janvier 1993. Il convainc Guy Mollet de fournir à Israël 270 *Mystère* à la suite d'une réunion où l'on trouve pêle-mêle Golda Meir, Pérès, Ben-Gourion et Moshe Dayan. En 1958, il reçoit la médaille de la Haganah des mains de Ben-Gourion. Le retour des gaullistes au pouvoir signifie sa disgrâce. Il travaille à l'aménagement du territoire tout en étant membre de *l'alliance France-Israël*. Il revient néanmoins en politique grâce à la protection de Georges Dayan, intime de François Mitterrand.

<sup>273</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 75.

<sup>274</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, 60 ans de conflit israélo-arabe, *op.cit.*, p. 55.

<sup>275</sup> *Le Point*, 13 mai 2010, « Debray ne comprend rien à Israël ».

<sup>276</sup> Israël collabora à l'édification et la formation des forces armées birmanes, sans doute dans le but à la fois de



Le Quai d'Orsay mise sur les États Arabes. Mais le ministère de la Défense, pro-Israélien, l'emporte. Il désire tester son matériel contre celui du pacte de Varsovie, et sait que Tsahal (tactiquement supérieur) sera une bonne vitrine de l'efficacité du matériel français vendu. Déjà en 1946, Paris devient la « base logistique » d'Israël tandis que la Haganah y établit son état-major européen ainsi que quelques camps d'entraînement<sup>277</sup>. Pour le Ministère des Affaires étrangères israélien, la France appartient au « Département Europe 1 », c'est-à-dire au cercle de pays prioritaire pour l'avenir d'Israël<sup>278</sup>. En 1947, Vincent Auriol donne le ton: «la donnée fondamentale pour nous est que nous ne pouvons pas admettre la défaite d'Israël. Une victoire arabe se serait traduite par un accroissement de l'agitation en Afrique du Nord. Un État juif au centre du monde arabe était pour nous une garantie de sécurité et d'équilibre»<sup>279</sup>. Mais le premier président de la IV<sup>e</sup> République souligne aussi qu'une défaite générale des forces arabes dans la région serait également néfaste. D'autre part, pour la France, le soutien à Israël risque d'exciter les nationalistes arabes des colonies, tel le *Neo-Destour* ou le FLN. Après les indépendances des pays du Maghreb, Paris veut bénéficier des leurs voix à l'ONU pour renforcer son aura. De plus, le sionisme, influencé par les nationalismes européens du 19<sup>ème</sup> siècle, est vu comme une libération contre le colonialisme britannique est risqué d'être un exemple à suivre pour les autres colonies. Aussi, La France est obligée d'adopter une politique byzantine permettant de combattre les nationalismes tout en se ménageant une fenêtre d'ouverture et préserver, du côté israélien, le programme commun. C'est pourquoi la France participe au vote historique à l'ONU sur la partition de la Palestine, mais la reconnaissance de l'indépendance d'Israël n'intervient que le 20 mai 1949.

Les sympathies socialistes, communistes ou même, pour certains, sionistes des dirigeants du CEA facilitent les échanges. Chaque parti français choisit ces alliances avec les partis israéliens. La gauche française et en particulier la SFIO, soutient énergiquement le nouvel État dont les leaders historiques (Ben-Gourion, Shimon Pérès<sup>280</sup>...) se réclament du socialisme. Léon Blum appartient par exemple à l'Agence Juive. Le sionisme laïc semble initié par le modèle de la Révolution française. L'internationale socialiste est un réseau supplémentaire qui fluidifie grandement les contacts, les commissions occultes et les fonds publics octroyés au programme. Bar-Zohar déclare que Pérès connaissait tous les leaders socialistes européens. L'un des autres intermédiaires est Dean Brown, futur sous-secrétaire d'État américain, travaillant avec Israël, le Danemark et la Grande-Bretagne. Beaucoup de

---

gêner le Royaume-Uni et également pour empêcher le pays de tomber dans le giron communiste.

<sup>277</sup> Vincent AURIOL, *Journal de Septennat*, Tome 2, Paris, Armand Colin, 1948, p. 287.

<sup>278</sup> *L'Arche*, n°584, « Daniel Shek: 'la France et Israël, deux pays qui sont voués à l'amitié' ». pp.24-25.

<sup>279</sup> Freddy EYTAN, *op.cit.*, p. 158.

<sup>280</sup> Pérès est un nom de guerre signifiant « oiseau des sables ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
socialistes ou radicaux restent atlantistes, antigauillistes et bénéficient d'appui américain, comme Mollet, JJSS, les frères Mitterrand, *Spaak* ou « Monsieur X »<sup>281</sup>.

Pérès entretient dès 1953 des relations avec le ministre de la Défense du gouvernement Koenig, l'ambassadeur de France René Gilbert, l'ambassadeur d'Israël Jacob Tsur, Joseph Nahmias<sup>282</sup> et Georges Elgozy, conseiller économique d'Edgar Faure. L'alliance passe par un cabinet officieux dont les membres sont le président du Conseil socialiste Guy Mollet, le ministre de la Défense Bourgès-Maunoury, le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau<sup>283</sup>, le secrétaire d'État à la guerre Max Lejeune et Félix Gaillard. Pérès est le conseiller officieux de Matignon où il dispose d'un bureau avec une porte dérobée. On le surnomme « l'architecte des relations avec la France ». Pérès ne cache pas, dans ses mémoires, qu'il participait parfois aux campagnes électorales françaises comme éminence grise en échange d'accords des futurs gouvernements nommés. Au point qu'il déclare un jour: « Nous (israéliens) avons perdu les élections en France »<sup>284</sup>. L'IAEC appelé «le client », dispose également de bureau à Paris, au 120 boulevard Malesherbes, à quelques pas du siège de la SFIO ! Pérès rappelle l'ambiance entre les deux pays :

« A cette époque, les Français, qui étaient notre plus fort soutien, nous considéraient comme des alliés sûr. [...] L'alliance avec la France fut une amitié presque sans précédent dans les annales des relations internationales. Dépourvue de caractère officiel, elle ne fit l'objet d'aucun traité formel et se développa dans un esprit de confiance et de compréhension mutuelle dont on trouve rarement l'exemple entre gouvernements »<sup>285</sup>.

Le ministre de la Défense épingle d'ailleurs la médaille de commandeur de la légion d'honneur sur la poitrine de Pérès.

Comme en Israël, des liens se tissent de manière informelle sans que nécessairement les membres des gouvernements respectifs soient au courant. Ainsi, les ministères de la Défense français et israéliens communiquent directement entre eux, sans prévenir le Quai d'Orsay, dont les prétentions sont réduites par les Premiers ministres successifs. Pérès est donc l'intermédiaire entre la rue Saint-Dominique, Matignon et Israël. Shimon Pérès, raconte qu'à cette époque il avait décelé chez les Français une forte propension à s'identifier avec les victimes juives :

---

<sup>281</sup> Vincent NOUZILLE, *op.cit.*, p.27, p. 111. Monsieur X est Gaston Defferre. Sur les relations de Mitterrand avec les Etats-Unis, lire cet ouvrage qui emploie nombres d'archives américaines. Des journaux comme *l'Express*, *l'Economie*, la firme *Ifop*, jusqu'au syndicat *FO* seront financés par des fonds américains.

<sup>282</sup> Nahmias est l'envoyé spécial du ministère de la Défense israélienne et collaborateur permanent de Pérès à Paris.

<sup>283</sup> Pineau essayera en fait de persuader Nasser de rester neutre dans le conflit algérien.

<sup>284</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès et l'Histoire*, *op.cit.*, Deuxième partie.

<sup>285</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 75. Lors de sa visite en France en 2008, il précisa: «Je m'adressais aux dirigeants de presque tous les partis politiques. Guy Mollet me dit : 'Je sais que vous avez été déçu par le *Labour* anglais, qui n'a pas tenu ses promesses. Nous, nous promettons et tiendrons nos promesses'. Je dînais au domicile du général Ely, le chef d'état-major de l'époque. Son épouse me dit: 'Vous n'avez pas à m'expliquer. J'ai moi-même été internée dans un camp de concentration'. [...] Et cet homme remarquable, Maurice Bourgès-Maunoury, me promet qu'il 'préférerait une coalition franco-israélienne à toute autre coalition' ». *Ambassade d'Israël en France*, « Discours du Président Pérès à l'occasion du dîner officiel au Palais de l'Élysée », 10 mars 2008.

« Il y avait un fort sentiment de honte, qui s'ancra chez le peuple français après la Libération. Une partie d'entre eux s'étaient retrouvés dans les camps. [...] Israël était extrêmement populaire en France, tant dans la classe politique que dans la presse, le monde intellectuel et la population en général. De plus, pas mal d'anciens résistants comme Maurice Bourguès-Maunoury, Abel Thomas, Paul Reynaud, Jacques Chaban-Delmas, le général Marie Pierre Koenig ou André Malraux se hissaient aux postes de commande de l'État, et ceux-ci éprouvaient visiblement de la sympathie pour nous qui combattions pour notre survie. [...] Nous partagions la même vision du monde et avions souvent l'occasion de nous retrouver lors de rencontres de l'Internationale socialiste »<sup>286</sup>.

Michel Debré, alors sénateur, partisan de l'Algérie française, par ses origines juives, facilite les relations<sup>287</sup>. Abel Thomas parle des : « litiges et nos chicanes avec le Quai d'Orsay » et c'est pourquoi « il fut convenu que [dans la politique relative à Israël] l'administration du Quai n'y serait en aucun cas mêlée ». Pineau, ministre des Affaires étrangères, pendant la préparation de l'opération de Suez, confie : « surtout, n'en parlez pas au Quai d'Orsay »<sup>288</sup>.

## I.2 Les Etats-Unis, une opposition de façade

### I.2.1 L'*Atom for Peace* : une coopération civile encadrée

Les États-Unis, jusqu'en 1947, sont les seuls à détenir l'arme absolue. Aussi garde-t-il d'abord jalousement ce leadership. Depuis le *Baruch Plan* et la loi *Mac Mahon* de 1946, les États-Unis s'opposent à la prolifération d'armes nucléaires. Le Congrès, en effet, « disposait que la communication à un autre pays de toute indication concernant la mise en oeuvre de l'énergie atomique serait punie de la peine de mort »<sup>289</sup>. Seule la Grande-Bretagne, en temps qu'allié traditionnel, est autorisé par les États-Unis à développer un programme nucléaire militaire. Truman par l'*Atomic Energy Act* de 1946, interdit l'échange de matériaux et de technologie nucléaire mais dès le départ, il se heurte aux intérêts économiques américains. Ces lois, encadrent plus qu'elles n'empêchent la prolifération, car l'URSS peut ravir aussi ces marchés. Israël a besoin d'un fournisseur d'armes. Les Israéliens approchent d'abord les Américains pour obtenir un réacteur nucléaire, en récompense de leur implication dans Manhattan, mais les garanties exigées les obligent à se tourner vers la France. Contrairement à l'idée reçue, les États-Unis ont eu une attitude mitigée envers Israël. Mais les historiens attribuent à une conjonction de facteurs relevant de l'électoratisme et de la *realpolitik* la décision du président Truman en 1948 de reconnaître Israël comme État juif à titre définitif, malgré de fortes réticences, dont celles du secrétaire d'État à la Défense George Marshall<sup>290</sup>, dû notamment à des préjugés antisémites et au maccarthysme. Truman cède en mettant en place la *Doctrine Truman* (mars 1947) qui annonce le *containement*.

Eisenhower, président de 1952 à 1960, est opposé à toute prolifération nucléaire et refuse même de vendre des armes conventionnelles à Israël (ce dernier projetait de détourner

<sup>286</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, 60 ans de conflit israélo-arabe, *Ibid.*

<sup>287</sup> Shimon PERES, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages, p. 78.

<sup>288</sup> PRYCE-JONES, « La diplomatie française », p.852

<sup>289</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 70.

<sup>290</sup> Antoine SFEIR, *Vers l'Orient compliqué*, Grasset, 2006, 192 pages, p. 46.

le cours des eaux situées dans une zone démilitarisées sous contrôle de l'ONU<sup>291</sup>) et de l'intégrer dans un parapluie nucléaire. La CIA à l'époque, interdit à des fonctionnaires juifs de travailler sur le Moyen-Orient. *Ike* est d'ailleurs détesté par les Israéliens, qui n'auront pas de mots assez durs envers lui. A partir du moment où Ben-Gourion se range du côté occidental dans la Guerre de Corée, et que l'Europe occidentale forme un bloc contre l'est, tout change. Le 8 décembre 1953, Eisenhower propose lors d'une assemblée générale, la création d'une agence internationale chargée de contrôler l'utilisation des matières nucléaires, ce qui permet d'exporter des technologies nucléaires onéreuses, notamment dans le cadre du Plan Marshall. Ce sera plus tard, en 1956-1957, l'AIEA. Eisenhower dévoile son *Atom for Peace* à l'ONU<sup>292</sup> pour encadrer la recherche nucléaire civile.

Cette optique autorise la formation aux Etats-Unis de 56 savants israéliens<sup>293</sup> à l'*Argonne National Laboratory* et à *Oak Ridge*. Le 12 juillet 1952, Israël et les Etats-Unis concluent un *general agreement* pour la vente du réacteur de Nahal-Sorek<sup>294</sup>. Pour ce réacteur à eau légère (modification du 2 mai 1958) il est prévu la fourniture de six tonnes d'uranium pour son fonctionnement. Ce centre ne permet pas de fabriquer des bombes, mais en revanche, il livre une infrastructure très utile. En revanche, pour le volet militaire, les Etats-Unis vont utiliser la France au bénéfice d'Israël, pour contourner la loi. *Ike* hésite à nommer Lewis Strauss, un juif, à la tête de la Défense afin de ne pas froisser les États arabes. Strauss est finalement fait président de la Commission américaine pour l'Energie Atomique (l'AEC). En vertu de ses sympathies pro-israéliennes, Strauss obtient par la suite que ce soient des entreprises privées américaines, et non l'État, qui s'occupent des premiers contrats à finalité civile officielle<sup>295</sup>. Ce qui permettra de masquer par la suite les réelles relations avec Israël sur le nucléaire militaire. Contrairement à ce qu'écrivent les spécialistes de l'histoire nucléaire Richard G. Hewlett et Jack M. Holl, *l'Atoms for peace* n'est donc en rien d'un projet naïf de promotion de la paix, mais un camouflage, une légitimation de la prolifération car l'initiative autorise la construction à l'étranger d'infrastructures civiles en sachant qu'elles formeront tôt ou tard les bases d'un programme militaire. En 1955, Strauss se rend à Genève pour la conférence sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique. La délégation israélienne s'y rend, conduite par Bergmann.

Washington n'affiche pas son aide à Israël de peur de jeter les pays arabes dans les bras des Soviétiques, ce qui finira pourtant en partie par arriver. En juillet 1958, Ben-Gourion demande aux Etats-Unis une alliance complète. *Ike* assure « que les Etats-Unis feront tout

<sup>291</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, op.cit., p. 26.

<sup>292</sup> Rapport d'information déposé en application de l'article 145, *ibid*.

<sup>293</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 475.

<sup>294</sup> Malcom W BROWNE, *Atlas historique d'Israël, Israël et la bombe*, p. 54. CIA, 5 janvier 1962, « Israeli nuclear energy program ».

<sup>295</sup> Seymour HERSH, op.cit., p. 94.

pour qu'Israël conserve son intégrité et son indépendance » car Israël est le verrou de la porte proche-orientale, mais le président refuse de céder sur le nucléaire militaire<sup>296</sup>. Les Etats-Unis et Israël débutent alors une alliance en matière de renseignements dans la région dont l'un des intermédiaires est James Angleton. Membre de *l'Office des Opérations Spéciales* pendant la Seconde Guerre mondiale, il organisera plusieurs « élections » en Occident contre les partis communistes ou nationalistes, comme en Italie en 1948. Il affirme à Ike « notre but n'est pas de détruire les régimes soviétiques mais de persuader les communistes du monde entier qu'il y a de la place pour les régimes différents et plus démocratiques »<sup>297</sup>. Il entre ensuite au Bureau des opérations spéciales de la CIA, pour organiser ensuite le Bureau de contre-espionnage. Pro-israélien, il comprend l'importance de ce pays et entame des rapprochements avec le Shin-Bet dont il visite le centre dès mai 1952 pour leur livrer du matériel d'espionnage. La CIA finit par abandonner aux SR israéliens l'espionnage des pays arabomusulmans mais également, par exemple, de l'Allemagne<sup>298</sup>. C'est Angleton qui réceptionne le fameux rapport contre les crimes du communisme, dénoncé par Khrouchtchev, fournit par l'agent double israélo-polonais Victor Grayewsky. Allen Dulles le fournit au *New York Times*, le journal qui fédère une grande partie de l'intelligentsia juive américaine. Mais il n'avouera jamais que son origine est israélienne.

### **I.2.2 Le double jeu de David entre les deux Goliath : Le nucléaire dans le maccarthysme**

La guerre froide est une sorte de guerre civile juive mondiale. Des deux côtés se battent les thuriféraires de deux courants de pensées juives : conservatisme, progrès scientifique et liberté d'un côté, progrès sociale, immobilisme et dictature du prolétariat de l'autre. A partir du 12 mars 1947, les Etats-Unis prônent *l'endiguement* contre leur ancien allié soviétique. Le monopole nucléaire des Américains est caduc lorsque l'URSS obtient aussi l'arme absolue. Angleton, à la tête du service entre 1954 et 1974, et le chef du Mossad Reuven Shiloah, se rapprochent. Israël fournira des renseignements aux Etats-Unis, grâce à certains israéliens ou sympathisants résidants dans les pays du Pacte de Varsovie, et du matériel militaire soviétique pris aux des armées arabes. Mais Israël fera de même envers l'URSS en livrant des détails sur le matériel américain et européen. Ce qui explique la méfiance des Etats-Unis et le contexte du maccarthysme.

<sup>296</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 67.

<sup>297</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre V.

<sup>298</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre 11. Le rapport n'est pas remis aux Français car considéré comme trop proches des communistes, ni aux Britanniques, notoirement infiltrés par le KGB. Par exemple, l'agent de désinformation Vitali Levgenévitch, livrait de fausses informations au *Yediot Aharonot* israélien et au *Evening News* londonien. Son ami Kim Philby, détaché du MI6 à Washington, fut-il est vrai agent double du KGB. Le rapport du XX<sup>e</sup> Congrès est le signal pour les juifs qu'il faut abandonner l'URSS.

Si les juifs sont suspects, c'est que beaucoup se sentent redevables vis à vis de l'Armée Rouge, qui avait libéré la plupart des camps de concentration et de la mort. L'étoile de David bleue et blanche, oscille alors entre la rouge et la bleue. Depuis 1948, de nombreux ingénieurs juifs américains faisant leur *ayla*, posent déjà le problème de fuite des cerveaux. Washington craint que ces cerveaux ne soient ensuite contacté par le KGB en Israël<sup>299</sup>. Surtout que jusque dans les années 1950, des hommes politiques israéliens, tels Igal Allon et Moshé Sneh souhaitent une alliance avec l'URSS. Dans les deux camps en réalité, on accuse alors des juifs d'espionnage. Mais pour ceux de l'est, les comités de soutiens sont pour l'instant moins nombreux. Aux Etats-Unis, les associations pacifistes, communistes ou socialistes américaines sont infiltrées par le FBI et la CIA dans ce but, comme pour *l'American Institute Free Labor Development*<sup>300</sup>. Si la plupart des espions ne seront pas juifs, l'expert militaire du *Mapai*, Israel Ber, livre des renseignements militaires au correspondant de l'agence *Tass*, Vladimir Sokolov. Il est arrêté par les SR de RFA. Wolf Goldstein attaché d'Israël à Belgrade, collabore aussi avec le KGB<sup>301</sup>. Le parti communiste israélo-arabe *Maki*, dont les députés viennent parfois en URSS « en formation », à la différence des autres partis, est financé par le KGB à travers des sociétés occidentales fictives, ce qui permet aussi de contourner l'embargo américain en achetant à des Israéliens.

Si Beria a pu fournir aussi vite la bombe à Staline, c'est que le KGB infiltre ingénieusement la recherche américaine. Moscou installe une taupe, Alan Nunn May dit Alek, au centre de Chalk River, dans l'Ontario, grâce auquel Moscou peut obtenir des résultats d'expériences du programme nucléaire canadien et un échantillon d'uranium 235<sup>302</sup>. Ainsi Donald Maclean, secrétaire à l'ambassade britannique, espion de Moscou, par ailleurs secrétaire du Comité pour le développement atomique formé par les nations occidentales, fournit d'importantes données, avec l'aide de son conseiller technique Basil, un autre agent. Si certains espions sont juifs des deux côtés du mur, Israël peut les dénoncer dans le cas où ils mettent en danger les intérêts de l'État hébreu. Ainsi, c'est un Mossad balbutiant qui apparemment, dénonce à Angleton plusieurs espions juifs prosoviétiques. Les intérêts d'État se moquent souvent de l'obédience des agents. Même Israël ne déroge pas à cette règle. Ainsi, dans le domaine biochimique, le Mossad arrêtera d'ailleurs bien plus tard un espion juif soviétique en Israël, Markus Klingberg.

L'affaire la plus emblématique est celle des époux Rosenberg. Julius Rosenberg et son épouse Ethel, juifs new-yorkais communistes, sont pistés par le FBI pour espionnage au profit de l'URSS. Julius est arrêté le 17 juillet et Ethel le 11 août 1950. Ils seront jugés coupables le

<sup>299</sup> En 1957, un ingénieur juif américain, Raymond Fox, quitte la Californie après avoir participé à la bombe américaine, pour se rendre à Dimona.

<sup>300</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 182.

<sup>301</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre VIII.

5 avril 1951 et exécutés sur la chaise électrique le 19 juin 1953 dans la prison de Sing Sing. Une question se posera alors : Ont-ils été coupables ou victimes ? Julius est sympathisant communiste dans les années 1930, mais quitte ses activités syndicales en 1943. Il est pourtant licencié en février 1945 pour cette raison. Déjà, en janvier 1950, un juif allemand, Klaus Fuch, est arrêté et jugé en Grande-Bretagne pour avoir fourni à Moscou et à Tel-Aviv des renseignements sur la séparation des isotopes et la fabrication de la bombe A<sup>303</sup>. Fuch fut aidé par David Greenglass, mécanicien à Los Alamos et communiste juif américain, en janvier 1950, qui fournit des croquis des lentilles à implosion de type sphérique et des descriptifs d'une série d'expériences sur la réduction du plutonium. Or, Greenglass a pour sœur Ethel Rosenberg. Greenglass dit qu'il a été payé par l'espion Harry Gold, en échange d'informations sur Los Alamos. Julius est relâché mais il n'en profite pas pour fuir. Greenglass avoue qu'il a accusé Rosenberg en échange de l'abandon de son extradition. Rosenberg est de nouveau arrêté, avec un espion avéré, Morton Sobell mais on manque de preuves et d'autre part, on souhaite éviter un incident diplomatique avec l'URSS en pleine guerre de Corée. Mais Moscou se saisit du prétexte du maccarthysme pour financer des comités de soutien afin d'accuser les Etats-Unis d'antisémitisme et de fascisme. C'est le cas aussi en Europe. Même si le juge et le procureur du procès sont juifs et qu'en Union Soviétique se déroulent dans le même temps de véritables purges anti-juives, de nombreux intellectuels catholiques et marxistes rejoignent le mouvement. Jean-Paul Sartre, archétype de *l'idiot utile*, qui ignore tout des réalités de l'espionnage nucléaire, parle de « meurtre rituel. Ne vous étonnez pas si nous crions d'un bout à l'autre de l'Europe : 'Attention, l'Amérique a la rage' ».

Le cliché des juifs américains prosoviétiques s'envole lorsque des réseaux juifs américains participent à la traque des communistes. Il est probable qu'alors, les époux Rosenberg aient été choisis comme fusible pour dissimuler un trafic nucléaire impliquant soit des Israéliens, soit des Américains, soit la mafia ou soit des espions à la solde des Soviétiques (le KGB ayant aussi ses propres réseaux mafieux), voir des tractations politiques. Le procès est bâclé pour éviter de compromettre l'URSS qui venait de signer la paix en Corée. Le président Eisenhower (accusé d'antisémitisme) refuse toute grâce. *Ike* justifie sa décision : « Je peux simplement dire que les Rosenberg, en augmentant considérablement les chances de voir éclater une guerre atomique, ont condamné à mort des millions d'innocents dans le monde entier »<sup>304</sup>. Autres curieuses informations, Robert Oppenheimer<sup>305</sup> et Harold Clayton Urey, cités dans le procès, ne sont pas auditionnés. Aucun juif ne figure parmi les

<sup>302</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, chapitre IX.

<sup>303</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 28.

<sup>304</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, 220 pages, chapitre VI.

<sup>305</sup> « Maintenant, je suis un compagnon de la mort, un destructeur de mondes » avait-il affirmé.

jurés dans une ville, New York, qui en compte alors un tiers. Par la suite il apparaît que Julius eu des rapports avec le KGB. Mais dans les années 1970, David Greengrass avoue avoir accusé à tort les Rosenberg. La CIA déclassifie les archives de l'affaire le 11 juillet 1995. Dans les mémoires de Khrouchtchev et d'Alexandre Feklissov, sont mis en cause Klaus Flauch, Theodore Hall, les Rosenberg de 1943 à 1946, et le couple Cohen, comme taupes atomiques. On apprend que les époux Rosenberg étaient bien coupables mais que les informations livrées par le couple ne pouvaient être importantes puisqu'ils n'avaient pas accès au centre du programme. L'affaire n'est pas entièrement élucidée à ce jour.

## **II L'affaire de Suez : le resserrement des liens franco-israéliens**

### **II.1 Un allié géostratégique au Levant contre le nassérisme**

L'un des responsables des affaires israéliennes du gouvernement français est à l'époque un certain Valéry Giscard d'Estaing, très vite remplacé par Georges Elgoso, conseiller économique du Premier ministre, beaucoup plus conciliant envers l'État hébreu<sup>306</sup>. Les officiers israéliens viennent prendre des cours en France à Saumur, à l'école de guerre, notamment dans le cadre de la lutte contre les terroristes algériens tandis que quelques unités israéliennes mouillent à Toulon. Le Mossad et la SDECE se prêtent assistance et unissent leurs efforts à travers l'opération *Cactus*. Lorentz dit même que les deux armées étaient «littéralement jumelées»<sup>307</sup>. Nahmias persuade Koenig, ministre de la Défense et chef d'état-major français que l'Égypte est l'ennemi de la France, puisque les armes que les États-Unis et la France vendent au Caire servent à alimenter la résistance algérienne. Nasser, se rapproche alors de l'URSS, et justifie ses achats massifs d'armes soviétiques en réaction à l'alliance franco-israélienne. Nasser pense qu'Israël n'a pas encore la bombe mais est en passe de la concevoir, et décide d'agir avant, d'abord par voie diplomatique auprès de l'AIEA<sup>308</sup>.

Les intellectuels, tel Raymond Aron, voient en Israël l'héritier du royaume Franc de Jérusalem contre le fanatisme arabe<sup>309</sup>. La presse est unanimement pro-Israël, de même que les journaux d'extrême droite, notamment grâce au soutien d'Israéliens à l'OAS. Durant la guerre d'Algérie, les méthodes antiterroristes de l'armée française influenceront certainement Tsahal. Le responsable des actions clandestines de la CIA, Richard Bissel utilisera l'OAS pour pressionner De Gaulle, puis par crainte de perdre le contrôle, les États-Unis feront de nouveau confiance au général<sup>310</sup>. Nasser est considéré comme le nouvel Hitler, d'autant qu'on chuchote que d'anciens nazis se seraient réfugiés en Égypte, comme en Syrie. Dayan, le sabra

<sup>306</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès ...*, p. 99.

<sup>307</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 74.

<sup>308</sup> Martin VAN CREVELD, *The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York, New York: Public Affairs, 1998, p.174.

<sup>309</sup> *L'Arche*, juillet 2007, « Une interview de Raymond Aron ».

<sup>310</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 74. William BLUM, *op.cit.*, p. 161.



kibboutznik, vétéran du *palmach* (unité d'élite de la Haganah), d'ailleurs décoré de la légion d'honneur française confie: « nous n'avons pas les armes nécessaires, vous en avez. Nous nous trouvons devant un ennemi commun : les Arabes. Vous êtes en arrière-ligne et nous sommes sur le front en première ligne. Ne croyez vous pas que, quand le front brûle, vous devriez transférer les armes de l'arrière ligne aux avant-postes »<sup>311</sup>.

En janvier 1955, Guy Mollet, grand ami d'Israël, devient Premier ministre. En février, Ben-Gourion informe officiellement le gouvernement de sa décision de fabriquer une dissuasion israélienne. La dynamique s'accélère avec Christian Pineau au Quai d'Orsay, et Bourgès-Maunoury rue Saint Dominique, en qui Nahmias voyait le « Pères français », et qui devient le pilier de l'alliance nucléaire et militaire. Mollet donne finalement le signal de la préparation de la bombe, pour bénéficier du soutien des gaullistes favorables au projet contre les communistes. Mollet qui estime qu'Israël est le pays dans lequel « le socialisme est réalisé à la lettre », reçoit une lettre de Ben-Gourion, le 12 avril 1956, des mains de Pères : « il faut que l'Égypte, sûr de sa suprématie effective en blindés et en avions ne puisse plus se déchaîner »<sup>312</sup>. Pères contacte aussi, mais à titre préventif, le ministre des Affaires étrangères Antoine Pinay, sept généraux et colonels du ministère de la Défense, trois responsables de sociétés d'armements et Daniel Mayer, président de la Commission des Affaires étrangères.

## II.2 La leçon de Suez

La nationalisation du canal de Suez, («le plus beau fossé du monde» selon Lesseps), par Nasser le 26 juillet 1956, met le feu aux poudres. Nasser désire t-il nuire aux importations militaires françaises en Israël ? La fermeture du détroit de Tiran, gênant le commerce international n'est pas acceptable et constitue une entorse au regard du droit international. Le Mossad envoie un réseau d'espion, mené par l'Allemand Avraham Seiderberg et Meir Binnet pour fomenter des attentats contre des intérêts américains et britanniques afin de les pousser à attaquer l'Égypte. Arrêté, Seiderberg ne doit la vie que par l'action de Bonn qui le reconnaît comme citoyen allemand<sup>313</sup>. Après l'échec de négociations entre les Etats-Unis, Israël et l'Égypte, Dayan et Pères sont envoyés à Paris pour organiser une opération contre Égypte. Le 17 septembre, Pères et Bergmann s'envole pour Paris et déjeunent avec Francis Perrin et Pierre Guillaumat chez l'ambassadeur Jacob Tsur, où se trouve Bertrand Goldshmidt, qui raconte:

« Ils sont venus me voir pour me dire qu'il aimeraient acheter un réacteur expérimental à eau lourde, semblable à celui que les Canadiens construisaient en Inde. [...] Quand les Américains comprendront que nous sommes une puissance nucléaire, alors ils garantiront notre survie. [...] Nous souhaitons qu'il put à la fois tenir compte de l'avantage considérable que représentait, pour

<sup>311</sup> Pierre PÉAN, *Op.cit.*, p. 38.

<sup>312</sup> Pierre PÉAN, *Op.cit.*, p. 78.

<sup>313</sup> Michael MUELLER et Erich SCHMIDT-EENBOOM, *Histoire des services secrets allemands*, Nouveau Monde, 2009, p.195.

les Etats-Unis, l'éventuelle possession de l'arme nouvelle et prendre en France les mesures nécessaires à une reprise des recherches atomiques »<sup>314</sup>.

L'opération *mousquetaire* (*Kadesh* pour Israël) est alors planifiée entre Paris, Londres et Tel-Aviv, pour reprendre Suez. En parallèle est décidée la construction d'une centrale nucléaire à Dimona, en échange de l'aide israélienne contre Le Caire, afin de repousser une future vengeance égyptienne. Abel Thomas commente: «Pères me demanda combien de temps cela pouvait prendre à Tshal pour envahir le Sinaï. Je lui répondis qu'il fallait compter environ deux semaines. Tous les généraux français se regardaient et paraissaient complètement sceptiques. Bourgès-Maunoury me demanda si Israël était intéressé à envahir le Sinaï. Je lui répondis que nous avons d'autres préoccupations »<sup>315</sup>.

Pères indique : « Israël prend un risque considérable. Notre alliance avec la France et la Grande-Bretagne va attirer sur nous l'hostilité de tout le monde arabe. Notre existence même sera en danger. Nous avons besoin d'une force de dissuasion. Et la France peut nous la fournir »<sup>316</sup>. Ben-Gourion décide qu'Israël doit frapper préventivement l'Égypte. Goldschmidt explique:

« Lorsque j'ai rencontré Pères et ses amis lors d'une réunion secrète à Paris, il me dit qu'Israël serait détruit s'il ne recevait pas 270 avions. [...] Si personne ne nous aide sérieusement à nous défendre, nous cesserons d'exister. [...] Je sentais que les Israéliens avaient besoin de nous. [...] Pères m'exposait des données inquiétantes. Il parlait au nom de Dayan et de Ben-Gourion : 'Nous vivons des instants difficiles et il se peut que nous soyons rayés de la carte' ».

La France a déjà vendu depuis 1954 quelques 94 *Ouragan*, 61 *Mosquito*, 60 *Mystère-IV*, 58 *Mystère B-2*, 28 *Vautour* et 25 *Fouga-Magister*, Pour les Israéliens, il s'agit plus d'infliger une défaite militaire entraînant la chute de Nasser qui s'est fait le champion du leadership arabe et de l'anti impérialiste, que la destruction de l'armée égyptienne. Bourgès-Maunoury fait encore venir Pères à Paris pour faire le point avec l'état-major français. Les rapports israéliens sur la menace égyptienne, qui arrivent à Paris, sont peu mis en doute. Seul Bourgès-Maunoury les estiment alarmistes. Tshal reconnâtra plus tard avoir exagéré volontairement la menace égyptienne afin de se débarrasser de Nasser. Paris voit là l'occasion d'en finir avec l'aide apportée par Nasser au FLN<sup>317</sup>, une information fournie par le Mossad<sup>318</sup>.

Des pilotes français et britanniques sont envoyés en Israël. Tel-Aviv attaque Le Caire le 29 octobre. Pour certains, Nasser est tombé dans un piège, car cela permettrait à Paris et Londres d'envoyer des troupes pour « protéger » le canal et « séparer les combattants », puis démettre Nasser<sup>319</sup>. Londres et Paris attaquent quelques heures après, et le 4 novembre, le Sinaï est entièrement conquis par Tshal. Les États arabes rompent diplomatiquement avec la France. L'URSS lance un ultimatum à Israël le 6 novembre. Khrouchtchev déclare : « Nous

<sup>314</sup> Bertrand GOLDSHMIDT, *Les rivalités atomiques*, *ibid.*

<sup>315</sup> *Yedioth Aharonoth*, 2 novembre 2001, *ibid.*

<sup>316</sup> Michel BAR-ZOHAR, *ibid.*

<sup>317</sup> *IICC*, janvier 2007, « Doubts of British & French Intelligence about Israeli Intelligence assessments – the 50th anniversary of the Sinai Campaign », Michel BAR-ZOHAR, p. 7.

<sup>318</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem*, *op.cit.*, chapitre VI.

soutenons Nasser dans son combat et si la guerre éclate et si mon fils me demandait de participer comme volontaire, je l'encouragerais à partir pour combattre contre l'impérialisme occidental »<sup>320</sup>. Boulganine menace même d'user de l'arme nucléaire! Le Premier ministre soviétique écrit alors à Ben-Gourion: « Israël fait preuve d'une irresponsabilité criminelle susceptible de mettre en danger le destin de ses citoyens, en ce sens que c'est l'existence d'Israël en tant qu'État qui est aujourd'hui mise en péril »<sup>321</sup>. Les Etats-Unis font aussi pression. Les deux Grands ne veulent plus d'une ingérence de la vieille Europe en cet endroit du monde et exigent en conséquence le retrait de toutes les troupes étrangères. Mitterrand dira : « Quand les deux Grands ne s'entendent pas, c'est dangereux ; et quand ils s'entendent, c'est pire »<sup>322</sup>.

Le fiasco de Suez donne à Israël, la France et la Grande-Bretagne l'image de pays trahis par les deux grands. Les trois mousquetaires évacuent leurs forces. C'est la déception. « L'affaire de Suez révèle le malaise stratégique français, car elle marque les limites de la solidarité américaine », note Pierre Lellouche<sup>323</sup>. Avec la bombe, Français et Israéliens auraient pu, peut-être, avoir davantage de poids et poursuivre l'opération. Certes, la Grande-Bretagne possède la bombe en 1952, mais cette dissuasion reste sous contrôle américain. Le royaume, dont le premier ministre n'est autre que Churchill, depuis 1951, fait tout pour que la France possède elle aussi la bombe. Le « lion » à toujours craint, en effet, qu'en cas de conflit avec l'URSS, les États-Unis interviennent trop tard, où alors se montre trop exigeant en cas de victoire. Abel Thomas confirme que « le programme nucléaire a été officiellement évoqué pour la première fois après Suez, quand on a parlé de donner des garanties à Israël contre son retrait du Sinai ». Lors des entretiens, Pérès se risque: « que serait votre attitude si nous faisons notre propre force de riposte ? ». Thomas répond : « J'ai été convaincre Francis Perrin, Lavaud, Mollet que nous avions tout à gagner à collaborer à la création de la force de riposte d'Israël ». Pour faire contrepoids à l'Égypte, il faut qu'Israël possède la bombe. D'autant que désormais, la Grande-Bretagne commence à s'éloigner de Paris et tourne son regard du côté des États-Unis. Mais contrairement à ce qui est affirmée, ce n'est pas à partir l'opération mousquetaire que Paris et Tel-Aviv débute leurs programmes respectifs<sup>324</sup>, comme nous venons de le prouver. 1956 marque juste le début d'un programme officiel. Une France atomique, alliée de Londres, pèserait lourd dans la balance de ce ménage à trois. Mais il est probable également qu'en échange du retrait, les Etats-Unis promettent à ces trois pays de les aider dans leur recherche atomique, précisément, peut-être, parce que Washington a

<sup>319</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès... Deuxième Partie*.

<sup>320</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem*, op.cit., chapitre VI.

<sup>321</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Éditions Alphonse, 2008, 285 pages, p. 34.

<sup>322</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, op. cit., p.167.

<sup>323</sup> *L'Express*, 12 mars 2009, « La France a réintégré l'OTAN depuis longtemps ».

<sup>324</sup> *L'Express*, 12 mars 2009, *ibid*.

cédé devant Moscou et que des alliés devenus atomiques auraient pu se débrouiller seuls. Ainsi, Antoine Sfeir livre une idée intéressante. Les États-Unis auraient négocié le retrait du Sinaï en échange de livraison d'uranium en Israël<sup>325</sup>. En tous les cas, la chronologie des événements lui donnent raison.

### II.3 Accords nucléaires

Les représentants des 3 États se réunissent pour définir les étapes du programme nucléaire israélien. Ben-Gourion, Moshé Dayan et Pérès, pour se faire, traversent la France *incognito* pour plus de discrétion. Plusieurs accords y sont signés<sup>326</sup>. Déjà, dès le 17 septembre 1956, en prévision de l'opération mousquetaire, la France accepte de fournir à Israël un réacteur nucléaire. Le 10 octobre, les pourparlers entre Pérès et Thomas incluent l'option militaire. L'accord de Sèvres des 20 et 22 octobre est signé avec à la clé la création de plusieurs sociétés écran et la construction d'une usine de séparation de plutonium. Le CEA accepte que le plutonium serve à des « fins civiles ». Le texte, mis en forme par Pineau, indique cependant que si le programme venait à dériver vers du militaire, la France devait en informer l'OTAN, après en avoir discuté préalablement avec Israël pour trouver un arrangement. Or, dès le départ, ces textes entrent en contradiction avec les précédents traités.

Dans la nuit du 5 au 6 novembre 1956, Mollet et le chef du quartier général tombent d'accord pour donner à Israël la technologie nucléaire militaire. Une discussion informelle a lieu à Paris entre Golda Meir (« le seul homme du cabinet » de Ben-Gourion) et Pérès, puis entre Pineau et Bourguès-Maunoury. Pérès s'exclame : « La France soutiendrait Israël avec tous les moyens à sa disposition et partagerait avec nous ses ressources militaires. Mais la supériorité militaire russe ne peut être ignorée. Il possède des missiles et des armes non-conventionnelles. Il faut en tirer les conclusions »<sup>327</sup>. Guy Mollet craint que l'État hébreu soit à la merci des pays Arabes, étant donné que les deux Grands semblent, à première vue, hostile à un « grand Israël ». Paris se sent coupable envers Israël de n'avoir pas fait choir Nasser comme elle s'y était engagée. Les responsables israéliens, jusqu'alors opposés à la bombe, constatent qu'elle pourrait s'opposer à la dictature des superpuissances. A Mollet qui déclare à propos d'Israël « Je leur dois la bombe »<sup>328</sup>, le quartier général répond : « Il faut leur donner cette contrepartie pour assurer leur sécurité. C'est vital »<sup>329</sup>. Shimon Pérès tempère et explique diplomatiquement, sans vraiment nier :

« Qu'il n'était question que du nucléaire civil. On ne parlait pas de bombe atomique [...]. Les Français nous ont vendus un réacteur nucléaire afin de nous permettre de progresser dans nos

<sup>325</sup> Antoine SFEIR, *Vers l'Orient compliqué*, Grasset, 2006, 192 pages, p. 56.

<sup>326</sup> David FISHER, *History of the IAEA, the first forty years*, AIEA, Vienne, 2006, 564 pages, p. 389.

<sup>327</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès... Deuxième Partie*.

<sup>328</sup> Pourtant, lors de son discours d'investiture le 31 janvier 1956, Mollet se prononce contre la bombe française. Pierre PÉAN, *op.cit.*, p 74

<sup>329</sup> Pierre PÉAN, *ibid.*

C'est un faux-semblant criant, sachant que la France fournit aussi la technologie balistique.

Le 7 novembre, une rencontre secrète a lieu entre la ministre des Affaires étrangères Golda Meir, Shimon Pérès, et les ministres Pineau et Bourges-Manoury. La France officialise la vente d'un réacteur de 18 mgw type EL-3. Le 14 novembre, à la salle Peylel, les deux pays renouvellent leur union contre l'ennemi arabe. François Mitterrand fait partie de ce « comité pour l'alliance ». En parallèle, comme un pied de nez à l'accord, les négociations sur l'AIEA débutent. Le 30 novembre, Bourges-Manoury et son secrétaire d'État à l'énergie atomique signe le « document fondamental définissant les objectifs du programme atomique de défense nationale et répartissant les responsabilités ». L'orientation est désormais tournée en priorité sur le nucléaire militaire au détriment du civil. Un nouvel accord est signé le 12 décembre<sup>331</sup>. La France s'engage à apporter une « assistance technique et industrielle » à Israël. Des documents différents mentionnent tantôt un réacteur de 18 mgw, tantôt un réacteur de 25 ou de 40 mgw. Il est aussi décidé la livraison de 385 tonnes d'uranium dont 10 tonnes en 1960, 45 tonnes par an jusqu'en 1965, puis cinq tonnes par an jusqu'en 1970. Le 25 mars 1957 est signé à Rome le traité portant création de la Communauté européenne de l'énergie atomique (*Euratom*), faisant suite à la fondation la même année de l'AIEA et qui fluidifie les relations entre scientifiques européens dont profitent Israël. Leonard Weiss, ancien sénateur américain, rapporte que lors des premières conférences de l'AIEA, Tel-Aviv y envoie ses scientifiques afin de nouer des contacts avec des homologues étrangers pour optimiser la dissuasion et mettre au point le procédé *Purex* permettant de séparer le plutonium de l'uranium. Il ajoute que si les Américains n'ont rien vu, c'est qu'ils étaient volontairement aveugles<sup>332</sup>.

En juin, le gouvernement de Guy Mollet tombe. Il est remplacé par celui de Bourges-Manoury, ancien ministre de la défense. Pour Pérès, la fragilité de la IV<sup>ème</sup> République est un supplice car il doit à chaque fois contracter une nouvelle alliance, de surcroît dans le domaine sensible qu'est le nucléaire. Mais Bourges-Manoury assure la transition. Le problème est que le CEA dépend d'*Euratom*, notamment pour la livraison d'uranium à un pays tiers. Pérès dit à Pineau : « Ne nous vendez pas l'uranium. Prêtez-le nous et nous vous le restituerons après utilisation ». Pineau accepte. Un mémorandum du ministère des Affaires étrangères révèle qu'entre les deux pays est conclu un accord pour l'enrichissement d'uranium du Néguev, et la production en laboratoire d'eau lourde<sup>333</sup>. L'accord du 23 août prévoit la constitution d'armes nucléaires, complété par une disposition non écrite autorisant

<sup>330</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *60 ans de conflit ...*, op.cit., p. 75.

<sup>331</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 476.

<sup>332</sup> *Nucleonics Week*, « Special Atoms for Peace at 50: The legacy and the future », 11 décembre 2003, p. 5.

<sup>333</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, op.cit., p. 170.

Israël à extraire le plutonium. Le *Lekem* facilite la livraison, en septembre, des plans d'un réacteur (ici le G-3) par la France, ainsi que du matériel nucléaire. D'autres discussions ont lieu les 21 septembre et 3 octobre 1957. Pérès résume :

« Mon expérience française a connu différents moments forts qui m'ont marqué. L'un était la campagne du Sinaï, [...] qui a été la plus grande victoire qu'Israël ait jamais connue. Cela nous a libérés des terroristes et de la supériorité des armes russes. Ensuite, quand le premier *Mirage* est arrivé en Israël... [...] ; puis la possession du réacteur nucléaire, le lancement de l'industrie aéronautique industrielle, et la construction du premier missile. La force de l'armée israélienne est tout à coup devenue formidable et reconnue comme un réel pouvoir, un superpouvoir »<sup>334</sup>.

Pendant ce temps, Washington adoube les décisions en signant, le 17 janvier 1957, un accord de défense entre la France et l'Allemagne, portant « par priorité sur les applications militaires de l'énergie nucléaire », qui enterme une « fabrication franco-allemande de la bombe atomique », cela dans le cadre de l'OTAN, sous le contrôle de Washington. La France y trouve bien sûr son compte, dans la livraison par Washington de 200 kilos d'uranium enrichi, le 1<sup>er</sup> juin<sup>335</sup>. La coopération avec Israël est renforcée par un dernier accord bilatéral datant de 1959. Elle fonctionne en partie sur la base de cofinancements, la France étant le 4<sup>ème</sup> partenaire d'Israël<sup>336</sup>. Le premier lingot de plutonium est prêt le 20 février 1959 pour la première bombe française<sup>337</sup>.

#### II.4 La relance du programme biochimique pour patienter

En attendant que la bombe soit prête, la France et Israël optimisent leurs programmes biochimiques respectifs. La France est experte dans ce domaine<sup>338</sup>. Hormis l'emploi de ces armes durant la Grande Guerre, Paris vend des stocks d'ypérite à l'armée espagnole qui les utilise lors de la guerre du Rif (1921-1926) pour décimer les rebelles d'Abd El-Krim, ennemi de la France<sup>339</sup>. Le grand manitou du programme est Auguste Trillat, attaché à la Marine. Chargé d'inspecter le programme Allemand à l'issue du traité de Versailles, il initie ensuite les recherches biochimiques à l'Institut Pasteur et à Sevrans-Ligny sur la peste, le charbon, la brucellose, la dysenterie et la typhoïde<sup>340</sup>. De nombreux pays travaillent sur des programmes similaires, autorisés par le protocole de Genève de 1925, qui procure le « droit de riposte par moyens équivalents à ceux de l'adversaire ».

Retour en Israël. En décembre 1957, Ludwig Fleck, microbiologiste, est nommé directeur d'un laboratoire à l'IIBR. Il étudie les pathologies expérimentales afin de rattraper le retard pris sur l'Égypte, premier pays de la région à entretenir un arsenal chimique. Devant certaines réticences de son entourage, Ben-Gourion rétorque que l'Égypte, la Syrie et l'Irak

<sup>334</sup> Shimon PERES, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages, p. 130.

<sup>335</sup> Dominique LORENTZ, *Affaires atomiques*, Les arènes, 2002, 604 pages, p. 271.

<sup>336</sup> *France Diplomatie*, Ministère des Affaires étrangères, 2007.

<sup>337</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 64.

<sup>338</sup> La morve chevaline est injectée par les SR français pour infecter la cavalerie allemande pendant la Première guerre mondiale.

<sup>339</sup> *Jeune Afrique*, du 17 au 23 mai 2009, « Maroc-Espagne, une si longue Histoire ».

possèdent de pareilles armes. Le 19 septembre 1957, le SDECE français assassine avec une sarbacane lançant des fléchettes empoisonnées, Marcel Leopold, qui alimentait le FLN en explosifs<sup>341</sup>. Ce qui prouve que même les méthodes d'assassinat à l'arme biochimique sont communes. Israël collabore avec la France<sup>342</sup> dans ce domaine, en envoyant des scientifiques au centre de test d'armes biochimiques B-2 Namous à Beni-Ounif, dans le Sahara algérien. La France garde, en effet, officiellement jusqu'en 1967, ses quatre sites d'essais NBC dans le Sahara : Reggane, Ain Ecker, Hammaguir et Colomb-Béchar (Beni-Ounif). La preuve est fournie par deux agents de la CIA : Art Lundhal et Dino Brugioni<sup>343</sup>. Le polygone d'essais de B-2 Namous, s'étendant sur 6000 km<sup>2</sup>, jouxtant le Maroc, fonctionnera de 1935 à 1978, notamment avec l'aval du gouvernement algérien, ce paradoxe étant stipulé dans une annexe secrète des accords d'Evian<sup>344</sup>.

De 1962 à 1964 officiellement, Paris conçoit des armes incapacitantes mais selon Berche, des problèmes de finances stoppent les recherches. Les publications de l'IIBR, en 1963, y révèlent les recherches concernant le gaz de combat VX. Un témoin raconte: « On savait ce qui s'y passait par la presse qui en parlait beaucoup à l'époque, mais on ne connaissait pas le détail de ces expériences. Même en France, c'était secret défense. [...] C'était, je crois, un accord secret portant sur certains gaz. Le président Boumediene pensait que cela pouvait profiter à l'Algérie, il s'agissait d'une coopération militaire ponctuelle »<sup>345</sup>. Un appelé du contingent français, en poste jusqu'à la fin des années 1960, répond:

« Les essais se faisaient sur un site à une quarantaine de km de la 'base vie' et portaient sur la dispersion du produit (brumisation). Il était disposé des témoins (réactifs) à divers endroits qu'il fallait relever après les tirs, bien sûr avec l'équipement adéquat (le danger étant passé soit disant). Bien sûr, du beau monde assistait aux opérations : des généraux étrangers, je pense liés à l'OTAN. Pour un appelé du contingent, B-2 Namous ce n'était pas le bague. Tout se passait sans vagues, seules ces saloperies venaient ternir le tableau »<sup>346</sup>.

Malgré la césure sanglante (Toussaint rouge) de la guerre d'Algérie, les intérêts financiers de la nomenklatura du FLN avec la France sont réels, alors qu'en parallèle, la plupart des intellectuels français soutiennent cette guerre d'indépendance contre l'impérialisme français, remarque à juste titre François Daguzan<sup>347</sup>. Le 27 mai 1967 un accord secret est signé par le nouvel ambassadeur français à Alger, Pierre de Leusse avec le commandant Chabou, au nom du président Boumediene. Les militaires français doivent en échange travailler sous la couverture civile d'une filiale de Thomson (la Sodeteg) leur

<sup>340</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 50.

<sup>341</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 48.

<sup>342</sup> Seymour HERSH, *The Samson Option*, NY, Random House, 1991, pp. 63-64.

<sup>343</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 76.

<sup>344</sup> Avner COHEN, «Israel and chemical, biological weapons : history, deterrence and arms control», *Non Proliferation review, Automne*, 2001, 91 p, p.78. Se référer aussi au rapport du *Committee on science US House of Representatives*, « *The Decontamination of Anthrax and Other Biological Agents* », jeudi 8 novembre 2001.

<sup>345</sup> *Science & Vie*, n°106-107, « Le Sahara, Far West Français », Michel MARTIN.

<sup>346</sup> Courrier reçu le 7 novembre 2007.

<sup>347</sup> FRS, 2001, «Les relations franco-algériennes ou la poursuite des amicales incompréhensions», Jean-François DAGUZAN.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
employeur officiel. L'autorité militaire supervise le tout. Le 12 mai 1972, les contrats sont renouvelés. Les études militaires se poursuivent jusqu'en juin 1972 où la loi 72-467 interdit la fabrication d'armes spéciales<sup>348</sup>. Comme plus tard avec l'Afrique du Sud pour Israël, cela permet à la France de mener les aspects les moins reluisants de son programme, au sein d'un pays qui n'a pas signé tout les traité. Comme aux États-Unis, les recherches reprennent en France sur décision de Mitterrand et de la délégation générale de l'armement, à Bouchet, au service de santé des armées à Lyon et à Grenoble-la-Tronche.

### **III L'approvisionnement secret en matières premières**

Israël doit maintenant acquérir de l'uranium et de l'eau lourde pour son programme. Là encore, c'est à l'étranger qu'il le trouve.

#### **III.1 La bataille de l'eau lourde: La filière britannico-norvégienne**

##### **III.1.1 Une eau lourde internationale**

L'eau lourde, marchandise très rare, indispensable pour la bombe, est alors le monopole des Américains, mais produite selon des brevets israéliens par un système d'électrolyse permettant de séparer l'eau lourde de l'eau ordinaire. Il est admis que la France, en février 1940, acheta la plupart des stocks de la *Norsk Hydro*, entreposés en Norvège, puis livrée aux Américains pour Manhattan et pour ne pas qu'elle tombe aux mains des nazis. *Hydro* continua néanmoins à produire de l'eau lourde pour les nazis<sup>349</sup>. De l'eau lourde américaine destinée à l'institut Weizmann, est ensuite envoyée en 1952 à Paris<sup>350</sup>. Moshé Sharett, Premier ministre explique ainsi à la Knesset : «Au sujet de la coopération internationale en matière de recherche atomique, sachez que les savants israéliens de l'Institut Weizmann de Rehovot collaboraient activement avec leurs collègues français. D'importantes quantités d'eau lourde étaient en effet envoyées par l'Institut Weizmann à Paris»<sup>351</sup>. Paris produit un peu d'eau lourde de 1958 à 1963 jusqu'à ce que d'autre pays prennent le relais. Le site AZF de l'ONIA (*Office National des Industries de l'Azote*) à Toulouse, fabrique 2 à 3 tonnes d'eau lourde par an. Une partie de cette production est stockée au sud de Toulouse dans l'ancien camp militaire de Clairfont avant d'être envoyée en Israël. La production se poursuit sur le site de Mazingarbe (Nord) jusqu'en 1971, pour le CEA, et à Brennilis.

De leur côté, en 1958, le *Foreign Office* et la *UK Atomic Energy Authority*<sup>352</sup> acceptent de fournir à Israël 25 tonnes d'eau lourde, du béryllium et du lithium-6 (de quoi concevoir des bombes 20 fois plus puissantes qu'Hiroshima). Préalablement, et ceci est

<sup>348</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 54.

<sup>349</sup> *Arte*, 2 juin 2010, les mercredis de l'Histoire, « Les nazis et la bombe ».

<sup>350</sup> Rapport d'information déposé en application de l'article 145..., *op.cit.*, le 7 décembre 2000. p 54.

<sup>351</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 74



important, Londres et Washington contracte un accord de coopération secret en 1957-1958 (*1958 agreement act*) qui autorise les Etats-Unis à mener quelques essais secrets en Australie, où les Britanniques testent eux-même des bombes, en échange de matières et technologies nucléaires<sup>353</sup>. Un document d'archive découvert par Avner Cohen, relate des échanges épistolaires entre Peirson, le chef de l'agence atomique britannique et son suppléant Thomson<sup>354</sup>. L'histoire est révélée par Tony Benn<sup>355</sup>, à l'époque ministre des Technologies, et député travailliste, qui, dans son autobiographie, défend son innocence après avoir été accusé de contrebande d'eau lourde. Selon le député, la faute en incombe à Mike Michaels, un intermédiaire. Le scandale n'est divulgué qu'en mars 2005, par la *BBC*. Cette affaire, en plein bras de fer avec l'Iran et la Corée du Nord est rapidement éludée. Le porte-parole du ministère avoue que bien qu'il s'agissait d'un accord n'impliquant que Londres et Oslo, la Grande-Bretagne savait que la destination finale était Israël : « Nous avons donné notre accord au transfert de 25 tonnes d'eau lourde. Nous savions à ce moment-là que la Norvège avait pour projet de la vendre à l'IAEC »<sup>356</sup>.

Cette eau, achetée à la Norvège pour 1,5 millions de livres, est un surplus du programme britannique. Les négociations ont lieu entre février et septembre 1958 et satisfont la Norvège qui refusait de reprendre cet excédent vendu précédemment. En réalité, cet achat est effectué par les Américains afin de le soustraire au contrôle de l'AIEA<sup>357</sup>. C'est-à-dire que dès cette époque, Washington paie pour la dissuasion israélienne, de l'eau lourde norvégienne transportée à Londres pour être remise sur le marché, stocké en France et acheminée en Israël sur des bateaux britanniques! La France achète également quatre tonnes d'eau lourde à la Norvège avec la promesse de ne pas la revendre à un pays tiers<sup>358</sup>. D'autre part, de l'eau lourde aurait été directement livrée par les Américains à Israël (20 tonnes entre 1956 et 1959 puis 3,9 tonnes en 1963) avec la promesse de la faire inspectée par l'AIEA ce qui n'est pas fait. Selon des accords verbaux, la Grande-Bretagne était autorisée à détenir la bombe, mais elle s'interdisait tout commerce (officiel) avec un pays tiers<sup>359</sup>. Israël achète ensuite d'autres quantités d'eau lourde auprès de la Roumanie et de la France, et en demande

---

<sup>352</sup> *BBC news*, 3 août 2005, «How Britain helped Israel get the bomb», Michael CRICK.

<sup>353</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 34.

<sup>354</sup> ZE24/39, *norwegian heavy water safeguard*, 22 septembre 1958. Fond Avner Cohen.

<sup>355</sup> *Democracy Now*, 2003, «How Britain Secretly Helped Israel Build Its Nuclear Arsenal, An Interview With Former Labour MP Tony Benn», 2003.

<sup>356</sup> *Jerusalem Post*, 12 décembre 2005, « Des députés britanniques accusent Londres de dissimuler des ventes de composants nucléaires à Israël ».

<sup>357</sup> *United Kingdom*, Security Service, 17 juillet 1961, JIC/1103/61.

<sup>358</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 76. *Les Echos*, «Israël Nucléaire». 4 décembre 1991.

<sup>359</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 51. Le Canada, participant au début à l'aventure nucléaire des Etats-Unis, renonçait à posséder la bombe mais, sous réserve des Etats-Unis, pouvait transférer des technologies et des matériels nucléaires.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
également à la Suède et au Canada (rappelons que Tel-Aviv possédait le même réacteur à eau lourde et uranium naturel qu'Ottawa)<sup>360</sup>, mais sans succès nous dit-on.

Ces rapports officieux sont facilités par Youval Neeman. Cet homme, déjà cité, est un acteur clé du programme<sup>361</sup>. Né à Tel-Aviv en 1925, il devient technicien au Technion en 1944, avant d'intégrer la Haganah. Commandant de la brigade Givati puis *Deputy Commander of Operations Department* au QG, il organise le premier système de réserve et de mobilisation et la coordination du militaire et du renseignement. Il est l'un des premiers officiers israéliens à prendre des cours à l'école militaire française. En 1954, il est le numéro 2 de *l'Aman* et s'occupe de la campagne de Suez. Attaché de Tsahal en Grande-Bretagne de 1958 à 1960, il étudie et enseigne à Londres à l'*Imperial Collège* puis est démobilisé en 1961, d'où il sort avec le grade de colonel. Il fonde l'école des sciences et de l'astronomie de Tel-Aviv dont il est directeur de 1965 à 1972. Dans les années 1970, il rompt avec le *Likoud* pour former le mouvement *Tehiya* dont il est représentant à la Knesset de 1982 à 1992. En 1975, mécontent de l'abandon des champs pétrolifères d'Abou Rhodes dans le Sinaï, il quitte son poste de conseiller scientifique au ministère de la Défense. Il est aussi directeur du *Sackler Institute of Advanced Studies* de 1979 à 1997. Croulant sous les fonctions, (président puis membre permanent de l'IAEC pendant de longues années, ce qui renforce les liens entre domaine spatial, balistique et nucléaire), il est aussi directeur du *Center for Particle Theory* à l'université d'Austin au Texas de 1968 à 1990. En 1969, il reçoit la médaille Einstein pour ces travaux scientifiques. En 1982, il devient logiquement ministre des Sciences et du développement technologique. Il fonde en 1983 l'agence spatiale israélienne. En 2003, il reçoit encore le *EMET Prize for Arts, Sciences and Culture* pour son importance cruciale dans l'ensemble des recherches atomiques du pays. Il est plusieurs fois membre du gouvernement, en tant que ministre de la Science (1982-1984 et 1990-1992) et de l'Énergie (1990-1992). Il est un des plus prestigieux physiciens théoriques au monde. Il meurt le 26 avril 2006.

### III.1.2 Des livraisons à l'origine d'un scandale outre-manche

Sous Wilson et Harold Macmillan, les SR britanniques estiment alors qu'Israël peut tirer de l'eau lourde fournie, 6 bombes par an. 25 tonnes d'eau lourde seraient nécessaires pour un réacteur de 100 mgw, ce qui ne correspond pas à la puissance officielle de Dimona. Dans le contexte de l'alliance France-Grande-Bretagne-Israël à Suez, le scandale est étouffé. Londres s'étonne cependant qu'une centaine de cargos britanniques ait appareillé discrètement vers Israël avec du matériel nucléaire dont des échantillons d'uranium-235 et des spécialistes en retraitement, de février à septembre 1959. Comment un tel convoi réparti sur

<sup>360</sup> Bertrand GOLDSHMIDT, *op.cit.*, p. 204.

<sup>361</sup> *Israel Valley*, 27 avril 2006, «Youval Neeman », Daniel ROUACH.

plusieurs mois a-t-il pu avoir lieu clandestinement ? Surtout que le *Defense Intelligence Staff* effectue des clichés de Dimona dès août 1960. L'un de ses analystes, Peter Kelly, découvre qu'une commission de 2% fut versée aux intermédiaires et qu'un million de livres sterling fut dépensés pour que la cargaison d'eau lourde ne soit pas supervisée par l'AIEA<sup>362</sup>. De plus, Pierre Péan affirme qu'un ingénieur français parvient aussi à détourner une cargaison d'eau lourde de Saclay dans des containers qui, transitant dans trois camions, aurait été déchargée à Paris dans un garage en attendant d'être acheminée au Bourget vers Israël, via la Sicile. Les 36,5 tonnes d'eau lourde américaine et les 140 tonnes de Norvège pour l'ensemble des réacteurs français, secrètent de l'excédent envoyé en Israël qui apparemment eu besoin en tout de 36 tonnes<sup>363</sup>.

Le porte parole du ministère des Affaires étrangères, Sir Menzies, élude les responsabilités en affirmant qu'il y avait prescription et qu'il n'y avait pas lieu de polémiquer. Mais il reconnaît que la Norvège a été un « écran de fumée » permettant de vendre cette eau, sans susciter d'opposition de la part de la communauté internationale. Cette cargaison a transité par *Noratom*<sup>364</sup>. Cette société norvégienne, fondée en 1957, a pour rôle officiel la vente de technologie nucléaire. Elle aurait bien vendu pour 215000 dollars d'équipements scientifiques à Israël qui lui aurait alors promis, en échange d'absence d'inspections, un usage pacifique. Le protocole de 1958 prouve que le gouvernement Travailleiste du Premier ministre Einar Gerhardsen et le secrétaire d'État à la Défense Hans Eigen, savaient les réelles utilisations militaires d'Israël. L'ambassadeur israélien pour les pays scandinaves, Haim Yakhil, stipule que la Norvège renonça à demander des explications. A l'époque pourtant, la Norvège fait signer à Israël, sans doute pour le principe, *l'Agreement IAE430/12/1960*, par lequel elle se réserve des sanctions en cas d'applications militaires. En octobre 1960, on apprend que Bergmann demande que des ingénieurs israéliens puissent se rendre au réacteur atomique d'Halden en Norvège. En 1961, Ben-Gourion informe le Premier ministre canadien John Diefenbaker qu'une usine pilote de séparation de plutonium est construite à Dimona<sup>365</sup>. Ce qui n'empêche pas le *Foreign Office* du 17 juin, d'écrire à Oslo que Ben-Gourion utilise cette eau pour un programme de dessalement d'eau de mer pour le Néguev et que le refus des inspections s'explique afin de ne pas alarmer « les Arabes et les Russes »<sup>366</sup>.

En 1958, des députés de l'opposition au Parlement britannique accusent alors le programme israélien d'être le résultat d'un consensus entre les Etats-Unis, la France, la

<sup>362</sup> *BBC Two*, 10 mars 2006, « Secret sale of UK plutonium to Israel », Jones MEIRION.

<sup>363</sup> *Foreign Policy*, Winter 1987-1988, p. 100-119, «Heavy Water Cheaters», Gary MILHOLLIN.

<sup>364</sup> *Parlement Britannique*, « Israel's Weapons of Mass Destruction, Cause for Concern », Briefing Paper for Parliamentary Lobby », 13 juillet 2005. *Op.cit.*, p. 9.

<sup>365</sup> *Bulletin of Atomic Scientist*, mai/juin 2006, « Israel crosses the threshold », pp. 22-30. *NSA*, 17 mars 1969, *Memorandum to the secretary of state*.

<sup>366</sup> ZE24/39, *norwegian heavy water safeguard*, 22 septembre 1958. Fond Avner Cohen.

Grande-Bretagne et la Norvège, mais que cela n'incluait pas forcément les gouvernements au pouvoir<sup>367</sup>. Des sympathisants pro-israéliens (dont l'ancien ministre de la Défense) concluent avec ironie: « Cela aurait été trop zélé de notre part d'insister sur des garanties »<sup>368</sup>. Les SR britanniques écrivent pourtant dans leurs rapports que Dimona n'a pu servir immédiatement à fabriquer une bombe, bien que les Israéliens en maîtrise la technologie. C'est pourquoi le *Donning Street* prévoit de son côté que la bombe israélienne sera effective pour 1964. En janvier 1961, des ambassadeurs américains et britanniques, inquiets, se rendent à Tel-Aviv et reçoivent un communiqué officiel : Israël ne fabrique pas d'armes nucléaires. Les questions précises des ambassadeurs sont éludées. Robert McNamara, le secrétaire d'État à la Défense de Kennedy, se déclare choqué que Londres ait pu cacher ces livraisons à Washington<sup>369</sup>. Ces atomes crochus révèlent la concurrence que se livrent Britanniques et Américains sur ce marché, à moins que ces offuscations ne dissimulent une accointance officieuse. Probablement sous pression des Américains, et des fuites qu'exploitent la presse, le *Foreign Office* refuse d'en livrer encore 5 tonnes à Israël. Néanmoins, Londres, en compensation, envoie des équipements pour optimiser l'arsenal chimique.

En avril 1961, le norvégien Jens C Hauge débarque en Israël afin de contrôler l'usage de l'eau lourde vendue. Ernst Bergmann encadre la visite et le conduit jusqu'aux containers du précieux liquide, entreposés à Nahal-Sorek. Hauge note dans son rapport qu'Israël souhaite garder le secret sur ses installations et que l'eau est utilisée pour « un réacteur de 24 mgw »<sup>370</sup>. A noter que la puissance stipulée n'est pas la même que dans l'accord français sur Dimona. Entre temps, Mike Michaels, représentant britannique à l'AIEA, est prévenu des avancées spectaculaires de Dimona. Il remarque que les fournitures britanniques sont destinées à « une puissance amie », et que les livraisons n'ont rien de clandestines. Ernst Bergmann, Shimon Pérès et Ben-Gourion sont même invités à Londres, la plupart du temps de manière non-officielle. C'est d'ailleurs deux jours après l'une de ses rencontres que des cargos (ici transportant du plutonium) rallient Haïfa.

En 1966, l'*UK Atomic Energy Authority* souhaite vendre 10 milligrammes de plutonium mais le *Foreign Office* s'y oppose car y est inclus du lithium-6 fortement enrichi. Mickaels proteste contre cette décision en soutenant que Dimona n'a rien de militaire et que Londres risque de se faire ravir le marché. La vente s'effectue quand même. En 1970, la

---

<sup>367</sup> *Ibid.*

<sup>368</sup> *Guysen News*, 5 août 2005, « «Nous sommes confrontés à la pire des haines».

<sup>369</sup> *BBC*, 9 décembre 2005, «UK 'cover-up' on Israel's nukes». « The fact that Israel was trying to develop a nuclear bomb should not have come as any surprise... But that Britain should have supplied it with heavy water was indeed a surprise to me. 'It's very surprising to me that we weren't told because we shared information about the nuclear bomb very closely with the British' ». Il affirmera aussi son opposition au nucléaire par sa célèbre phrase qualifiant les armes nucléaires d'immorales, d'illégales, militairement non nécessaires et d'affreusement dangereuses.

<sup>370</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 115.

Norvège exporte encore une tonne d'eau lourde vers Israël. Ces opérations « clandestines » sont facilitées par le fait que des scientifiques juifs, travaillant à la dissuasion britannique, partent ensuite travailler en Israël et savent quelles sont les brèches à exploiter. C'est le cas du professeur de physique Solly Cohen qui rejoint Jérusalem après avoir travaillé au réacteur de Montréal en Grande-Bretagne<sup>371</sup>. Les officiels en France et aux Etats-Unis notamment, expliquent que comme pour le cas présent, s'il y a collaboration, ce fut toujours à leurs insus. Or, il apparaît impossible de dissimuler de tels fournitures dans les budgets et à travers les douanes.

## III.2 La bataille de l'uranium

### III.2.1 De la nécessité des livraisons internationales

La prospection d'uranium en Israël est supervisée par *l'Hemed Gimmel (IDF Science Corps* qui deviendra *machon 4*). En 1948 sont découverts dans le Néguev des phosphates uranifères par les Israéliens et les Français<sup>372</sup>. Les premières estimations mentionnent une réserve de 30 à 60000 tonnes d'uranium près de Sidon, Zin, Oron, Arad et Beersheba<sup>373</sup>. Pérès explique : « Ben-Gourion pensait que ce pourrait être une source d'électricité, pour un usage civil. On lui a dit que nous avons des matériaux radioactifs dans les sources chaudes du lac de Tibériade »<sup>374</sup>. L'exploitation débute en 1949. Un centre d'extraction d'uranium<sup>375</sup> de la *Negev Phosphates Chemicals Company*<sup>376</sup> s'installe à Mishor Rotem. Au début, dix tonnes par an sont exploitées par la *Negev Phosphates Chemicals Company*. L'entreprise y exploite aussi du cuivre, du manganèse et du phosphate, ce qui permet de camoufler les activités militaires et explique pourquoi Israël parle de Dimona comme d'une usine de manganèse. C'est donc du Néguev que le salut du peuple d'Israël viendra. Ben-Gourion s'en fait l'écho dans ses mémoires : « Le plus savant de sa génération est le premier peut-être d'entre nous tous : Albert Einstein, celui qui a révélé les mystères de l'atome. Le Néguev veut dire 'sud'. [...] D'un point de vue scientifique bien-sûr, l'aridité du Néguev est une bénédiction cachée. Quels trésors sont dissimulés sous le sable ? [...] Nous avons trouvé des gisements de phosphates, d'uranium »<sup>377</sup>.

Mais les quantités trouvées ne semblent pas de bonne qualité, ne sont pas si importantes ni très accessibles. De plus, Israël ne tarde pas à connaître la dangerosité d'une mine d'uranium à ciel ouvert. Comme le pays est de superficie réduite qu'il est préférable de

<sup>371</sup> *United Kingdom, Security Service, 17 juillet 1961, JIC/1103/61.*

<sup>372</sup> *JFK president library, Boston, 24 juin, 1962, «David Ben Gourion to US president JF Kennedy».*

<sup>373</sup> Anthony CORDESMAN, *Perspectives Périlleuses: Le processus de paix et l'équilibre militaire Arabe-Israélien*, Boulder, le Colorado: Pression De Westview, 1996, p.118

<sup>374</sup> *Le Monde*, 2 décembre 2009, « Shimon Pérès, le nucléaire israélien et l'option Samson », Laurent ZECCHINI.

<sup>375</sup> CSIS, 2 juin 2008, Anthony CORDESMAN. «Israeli Weapons of Mass Destruction».

<sup>376</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4, juillet/ août 1996, Wisconsin Project on Nuclear Arms Control.

<sup>377</sup> David BEN-GOURION, *Ben-Gourion parle*, Paris, Stock, 1971, p. 211.

préserver ses propres réserves à des fins stratégiques, Tel-Aviv privilégie l'importation. C'est plus discret et moins coûteux, surtout par le truchement de l'aide internationale:

« Ayant mis sur pied un système fiable et sérieux de production de plutonium fissile, il s'avérait nécessaire de se doter d'installations permettant son retraitement pour pouvoir l'affecter dans le processus de fabrication d'armements. L'agencement d'une telle usine est particulier (identifiable) et il y eut alors un accord pour qu'Israël ne la construise pas. La raison de cette lacune apparut bientôt lorsqu'il fut établi qu'Israël avait pu, avec succès, acquérir illégalement un stock significatif d'uranium enrichi. Des rapports de la CIA ont fait état qu'Israël obtint de grandes quantités d'uranium enrichi par des voies clandestines»<sup>378</sup>.

Mais surtout, les Israéliens découvrent un procédé pour l'enrichissement de l'uranium trop coûteux par rapport à la possibilité d'importer de l'uranium.

Israël importe de l'uranium de plusieurs pays : RSA, France, Niger, Centrafrique, Gabon et Etats-Unis. Goldschmidt mentionne également l'Argentine et la Belgique<sup>379</sup>. En ayant à sa disposition de l'uranium, il devient possible d'emprunter une méthode plus lente, mais politiquement à l'abri de controverses, celle consistant à procéder à la séparation du plutonium dans un « laboratoire chaud »<sup>380</sup>. Pour les filières africaines, Israël fournit en échange des armes, propose ses services pour le commerce du diamant (firmes *Israel Diamond Institute* et *Dan Gertler Investment*<sup>381</sup>, ce qui explique sa présence dans les pays diamantifère et uranifère comme le Zaïre<sup>382</sup>, la RDC, l'Afrique Australe, le Centrafrique, mais pas seulement. Les alliés sont ainsi nigériens, togolais, libériens, le Sierra-Léonais, ivoiriens et camerounais. Aujourd'hui encore, « des agents du Mossad, des émissaires militaires et un petit groupe d'homme d'affaires ont remplacé les diplomates en tant qu'interlocuteurs privilégiés des dirigeants africains et des partis d'oppositions »<sup>383</sup>.

La consommation maximale de Dimona, dans les années 1960, atteint 24 tonnes par an. Le minerai acquis à l'étranger par voie plus ou moins légale se révèle insuffisant. Israël se débrouille pour en trouver ailleurs. En mars 1968, le Mossad apprend que 200 tonnes d'uranium extrait au Congo sont entreposées à Anvers, sous la surveillance d'*Euratom*<sup>384</sup>, qui en contrôle l'exportation. Le Mossad confie à un agent le soin d'acheter le précieux minerai pour 4 millions de dollars, au nom d'une firme écran domiciliée à Milan, la *Plumbat*. La vente est effective en octobre avec l'aval d'*Euratom*. En novembre, des agents du Mossad et du *Lekem* achètent un cargo en Turquie, le *Scheersberg A*, qui rejoint Anvers. Les 200 tonnes d'oxyde d'uranium, enfermés dans 560 containers, y sont chargées. De Gênes en Italie, le

<sup>378</sup> Thomas GARDEN, *Can Deterrence Last ?*, Buchan & Enright, London, 1984.

<sup>379</sup> Bertrand GOLDSCHMIDT, *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Fayard, 1980, p. 206. La Belgique exportait en Israël en 2009 pour 3.9 milliards euros (dont 3.1 de diamants !) et importait 2 milliards d'euros. *Newletter de l'ambassade d'Israël en France*, 26 mars 2010. Certains échanges stratégiques prennent la forme de livraison en diamants, avec la filière zaïroise, libérienne et sud-africaine.

<sup>380</sup> *Djihad en Palestine, La voix des opprimés*, 13 Septembre 2004

<sup>381</sup> *Jeune Afrique*, du 6 au 12 septembre 2009, « Israël-Afrique : le Grand retour ».

<sup>382</sup> William BLUM, *op.cit.*, chapitre 42.

<sup>383</sup> *Jeune Afrique*, du 6 au 12 septembre 2009, « Israël-Afrique : le Grand retour ».

<sup>384</sup> Groupe de dix pays européens recevant des Etats-Unis depuis 1957 une formation en sciences nucléaires. Les centres de recherches sont basés en Italie, Belgique, Pays-Bas et Allemagne.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
bateau est détourné vers Israël<sup>385</sup>, via Iskenderun en Turquie. Selon une autre version, un second cargo, escortés par quelques bâtiments de guerre israéliens, transvase la cargaison dans ses calles, et rejoint Israël<sup>386</sup>.

### III.2.2 L'énigme Shapiro : l'uranium américain

L'approvisionnement de l'uranium est partiellement résolu lorsque l'Afrique du Sud et les Etats-Unis vendent déjà des premières quantités. De 1960 à 1966, 50 kilos d'U-235 sont envoyés pour Nahal-Sorek<sup>387</sup> sans l'aval officiel de Washington. Mais Israël estime que ce n'est pas suffisant. Les livraisons de l'entreprise américaine de Zalman Shapiro, la *Numec*<sup>388</sup> (*Nuclear Materials and Equipment Corporation*), fondé en 1957 à Apollo, en Pennsylvanie, s'avèreront cruciales. L'entreprise travaille avec une dizaine d'autres pays, mais son client principal sont les Etats-Unis dans le cadre de l'*Energy Act* de 1954, dont le ministère de l'Économie et le Département d'État, dans le cadre de l'*Atom for Peace*. Le *Lekem* repère Zalman Mordechaï Shapiro parce qu'il travaille d'abord à la *Westinghouse Electrolux Corporation*, une entreprise qui deviendra par la suite le plus gros conglomérat au monde de l'industrie atomique. Il intègre entre temps l'*Organisation Sioniste d'Amérique* et devient donateur au profit de l'*American Technion Society*. Puis il entre en contact avec Bergmann et Benyamin Blumberg<sup>389</sup>. En 1962, la *Numec* parvient à décrocher un gros contrat de *Westinhouse* pour traiter 2100 kilos d'uranium. 60% de l'uranium devait être retraités et les 40% restant récupérés séparément. Or, la *Numec* produit 65% de déchets. Les déchets produits par le retraitement sont choses normales, mais les pertes s'avèrent ici anormalement élevées. Washington demande alors à la *Joint Atomic Energy Commitee* et à la CIA d'enquêter, soupçonnant qu'un petit pourcentage d'uranium (93,8 kilos ou 175 kg<sup>390</sup>) ait été détourné<sup>391</sup>. Carl Duckett de la CIA évalue que la cargaison détournée pouvait suffire à concevoir quatre bombes<sup>392</sup>.

Aussi, en 1966, l'affaire est portée devant le Congrès<sup>393</sup>. Les soupçons sont étayés par les voyages fréquents de Shapiro en Israël, notamment pour perfectionner la *National Water Carrier*. Shapiro avouera plus tard que de faibles quantités de matière radioactive avaient été effectivement vendues en Israël, afin qu'elles puissent servir de traceur pour déterminer les fuites d'eau perdue par la canalisation, un procédé courant. Afin de ne pas donner de

<sup>385</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 484.

<sup>386</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 189.

<sup>387</sup> Peter PRY *Israel's Nuclear Arsenal*, Boulder, Colorado: Westview, 1984, p.8.

<sup>388</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 477.

<sup>389</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 248.

<sup>390</sup> CSIS, 2 juin 2008, «Israeli Weapons of Mass Destruction», Anthony CORDESMAN.

<sup>391</sup> Bertrand RAVENEL, *Israël : une menace nucléaire globale*, « Pour la Palestine », décembre 2003, n° 40. Rapport d'information déposé en application de l'article 145, *ibid.*, et Martin VAN CREVELD, *op.cit.*, p. 29

<sup>392</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 195.

mauvaise idée au Fatah, qui cherchait à empoisonner cette eau, Shapiro explique qu'il refusa de porter cette information à la CIA, qu'il pensait noyauté par le KGB. La CIA apprend que Rafi Eitan du Mossad, s'est rendu dans l'usine avec deux scientifiques de Dimona, après une première « mission de reconnaissance ». Malgré la conviction avérée que la *Numec* était étroitement surveillée, les Israéliens s'attelèrent à définir les points faibles de l'usine, pour détourner près de 100 kilos.

Peu après cette visite, la *Numec* passe contrat avec Israël pour stériliser des « aliments et du matériel médical par irradiation ». Le FBI est averti par l'ambassade israélienne que si les containers étaient ouverts, elle opposerait un veto diplomatique. L'affaire se complexifie de nouveau puisque la période est propice aux querelles d'influences entre le FBI d'Edgar Hoover et la CIA de Richard Helms. Tandis que la CIA accuse Hoover de n'avoir pas démasqué Shapiro, le FBI met au défi la CIA d'aller inspecter Dimona. James H Coran, analyste à la *Nuclear Regulation Commission*, le lobby nucléaire américain, accusé de polluer des sites, chercherait en parallèle à faire endosser les risques de contamination et la gestion discutabile des industries américaines du nucléaire sur la *Numec*.

En 1976, lorsque Duckett expose dans un rapport les capacités nucléaires israéliennes, une autre enquête est menée contre Shapiro. Elle rend compte que d'autres entreprises ont perdues d'importantes quantités de matières radioactives. Les enquêteurs du sous-comité du Congrès concluent cependant que la *Numec* a été créée uniquement pour servir de couverture aux exportations illégales vers Israël et d'autres pays, et qu'il existait une ligne téléphonique directe entre l'ambassade d'Israël et l'entreprise. Pourtant, en octobre 1977, l'administration Carter affirme que rien n'est retenu contre Shapiro. Durant les années 1980, la *Numec* n'est plus commissionnée et emporte avec elle son secret. En 1981, sur la chaîne *ABC* et dans le *NYT*, Duckett maintient la culpabilité de Shapiro. Mais on accuse Duckett d'avoir voulu étayer son rapport avec n'importe quelles preuves, pour sauver sa carrière. En 1990, l'usine d'Apollo est décontaminée. On déclare alors officiellement que tout le bâtiment avait absorbé une quantité phénoménale de particules microscopiques d'uranium. Le mystère reste entier.

## **IV Israël, la France et les Etats-Unis, une alliance froide**

### **IV.1 De Gaulle et Israël, une diplomatie byzantine**

#### **IV.1.1 Des relations mitigées**

Le 1<sup>er</sup> juin 1958, de Gaulle revient au pouvoir et reprend en main le dossier atomique qu'il fait sien... Il remarque que la bombe ne sera prête que dans quelques années et les militaires se gardent bien de l'avertir de tous les liens dans ce domaine avec Israël. Pour le moment, des bombes atomiques américaines sont en France. De Gaulle propose à Washington

---

<sup>393</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.253. Pour connaître les secrets de cette affaire, lire le chapitre 18 de l'ouvrage.



qu'elles soient sous commandement français. C'est un refus<sup>394</sup>. Mais les livraisons d'uranium américain perdurent (en tout 130 kilos selon les accords de 1959). Aux Etats-Unis, Kennedy succède à Eisenhower. C'est le début d'une relation particulièrement conflictuel, entre la France, les Etats-Unis et Israël. De Gaulle reste un allié des Etats-Unis mais récalcitrant, et qui cherche à exister en ouvrant le dialogue avec l'URSS.

Dans le premier gouvernement de De Gaulle, cinq ministres sont membres de la Ligue pour l'alliance France-Israël<sup>395</sup>. La collaboration entre les deux pays est tellement secrète que le général, 2 ans après son accession au pouvoir, commence à peine à être au courant de ce qu'un ancien ministre gaulliste appelle une « véritable conspiration du silence montée par quelques amis de l'État hébreu ». Les contrats sont signés de la main à la main entre fournisseurs. Soustelle, ancien gouverneur de l'Algérie, ministre de l'Information, ministre du Sahara et... des Affaires Atomiques dans le gouvernement Debré de 1959, ne dit pas tout au président. Pérès ironise: « Soustelle était plus sioniste que nous même. Chaque fois que je le rencontrais, je souffrais d'un complexe d'infériorité »<sup>396</sup>. Soustelle ordonne même que le CEA ne devait traiter qu'avec lui et rappelle : « Lorsque j'étais ministre à l'énergie atomique, j'ai entrepris tout ce qui était en mon pouvoir pour aider Israël de toutes les manières possible »<sup>397</sup>.

Perrin rapporte à De Gaulle cette connivence dans un rapport titré « aide atomique militaire à d'autres puissances ». L'ingénieur mentionne que si Israël avait la bombe, la France appartiendrait aux petites puissances nucléaires, catégorie créée par Israël. La France ne serait alors plus une grande puissance. Aussi, la coopération se ralentit. De Gaulle n'interrompt pas la construction de Dimona car sur le papier, le réacteur ne permet pas de fabriquer la bombe. C'est pourquoi, le 11 mai 1959, il envoie Guy Mollet en Israël pour expliquer que la coopération civile est maintenue. Il faut dire qu'au même moment, un accord entre Paris et Washington est signé pour que les Etats-Unis vendent à la France de l'uranium enrichi à des prix cinq fois inférieur à celui produit en France<sup>398</sup>, cela afin de construire des armes atomiques pour sous-marins. Cependant, le général met fin petit à petit à tout ce qui pourrait aboutir à une bombe israélienne. Maurice Couve de Murville, ancien ambassadeur en Égypte et ministre des Affaires étrangères<sup>399</sup>, rappelle de Tel-Aviv Pierre Gilbert, ambassadeur de France en Israël. Hostile à Israël, il fait savoir à Golda Meir que les accords conclus sur la bombe sont caduques et que l'État hébreu doit arrêter la construction du réacteur. Murville estime préférable que les forces arabes et israéliennes demeurent équilibrées et que les frontières ne soient pas remise en cause. Pierre Messmer tranche « officiellement » que

<sup>394</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés*, op.cit., p. 37.

<sup>395</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, op.cit., p. 142.

<sup>396</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, op.cit., p. 181.

<sup>397</sup> *Ibid.*

<sup>398</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés*, op.cit., p. 440.

<sup>399</sup> Shimon PÉRÈS, *Combat pour la paix*, Paris, Fayard, 455 p, 1995, p 168.

l'accord nucléaire du 21 août 1957, celui qui concernait directement Dimona, est rompu. L'usine d'extraction du plutonium est annulée, en contrepartie d'une indemnité financière<sup>400</sup>.

Pérès désespère : « Je savais que sans les Français, Dimona était condamné »<sup>401</sup>. En juin, il s'envole une nouvelle fois pour Paris afin de rencontrer De Murville et le convaincre de ne pas abroger l'accord secret, au risque de compromettre la France au sein de la communauté internationale et surtout auprès des États arabes en pleine décolonisation : « Israël est arrivé au milieu du lac, nager pour retourner au point de départ serait ainsi ardue que de gagner la rive opposée ». Lors de l'entretien entre Ben-Gourion et De Gaulle le 17 juin, Debré affirme maintenir la coopération nucléaire civile. Ben-Gourion répond qu'il ne cherche pas la bombe. De Gaulle demande : « Dites-moi franchement pourquoi avez-vous besoin d'un réacteur nucléaire ». Ben-Gourion botte en touche. Un autre élément vient en aide à Pérès. Le premier tir français prévu pour 1960 manque d'être retardé car la France ne possède pas l'ordinateur capable de calculer les paramètres de la bombe. Or, Israël en possède un, acquis auprès des États-Unis<sup>402</sup>, que l'institut Weizmann prête finalement à Paris, ainsi que des procédés techniques américains<sup>403</sup> sur le traitement de minerais d'uranium et de production d'eau lourde.

Ordres et contres-ordres se succèdent. Les ingénieurs qui s'inquiètent d'une pareille cacophonie s'enquière auprès de Michel Debré qui rappelle à l'ordre son ministre, en expliquant que la France est sur le point d'avoir la bombe et qu'il ne faut pas la partager : « Nous avons fait progresser les connaissances des experts israéliens. L'intérêt national nous commande de nous en tenir là. La France, je vous le dit comme je le pense, ne peut risquer son entrée dans le club par des relations particulières avec un État étranger »<sup>404</sup>. Aux ingénieurs de lire entre les lignes. Tandis que De Gaulle commence à fermer les bureaux de liaisons israéliens dans la Défense et les Renseignements, il mesure la proportion de la collaboration et l'action des lobbies militaro-industriels français oeuvrant dans son dos. C'est pourquoi le chef de la France Libre s'oppose à la vente de *Mirage-IV* et à la livraison d'une usine de séparation isotopique<sup>405</sup>. Ces *Mirage* ont la faculté déjà d'atteindre Moscou depuis la France, alors on imagine leur rayon d'action depuis Israël ! De Gaulle critique aussi les liens informelles, surtout ceux entretenues par la SFIO avec Tel-Aviv. Les relations restent néanmoins officiellement cordiales. De Gaulle écrit dans ses mémoires :

« La grandeur d'une entreprise qui consiste à replacer un peuple juif disposant de lui-même sur une terre marquée par sa fabuleuse histoire et qu'il possédait il y a dix-neuf siècles ne peut

<sup>400</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Ibid.*

<sup>401</sup> Charles ENDERLIN, *Paix ou guerres ?*, p.186.

<sup>402</sup> Selon Pierre Péan, les États-Unis refusaient de le livrer à la France, *op.cit.*, p 65

<sup>403</sup> Les mémoires de De Gaulle furent traduits en Israël sous la pression de Pérès. Pérès et Ben-Gourion en écrivirent la préface !

<sup>404</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Ibid.*

<sup>405</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 477.

manquer de séduire. Humainement, je tiens pour satisfaisant qu'il retrouve un foyer national et je vois là une sorte de compensation à tant de souffrances, endurées au long des âges, et portées au pire lors des massacres perpétrés par l'Allemagne d'Hitler »<sup>406</sup>.

Le 10 novembre 1959 à Paris, Pérès et l'ambassadeur Walter Eitan refusent les inspections internationales. Murville et Guillaumat annoncent un compromis. L'accord sera maintenu dans les termes initiaux, pas plus. Mais les opposants israéliens de la filière française, qui sont aussi les rivaux de Pérès, entrent en action. Le 29 décembre, Golda Meir, plus intransigeante, c'est-à-dire plus dans l'esprit de Ben-Gourion, se saisit du prétexte pour torpiller Pérès et proposer aux Américains une alliance militaire et une aide nucléaire. Dans le cadre d'une alliance conventionnelle avec Washington, Israël se déclare prêt à « stocker » l'armement américain pour devenir « une réserve stratégique de produits de base qui resterait propriété américaine, mais qu'Israël pourrait utiliser selon ses besoins »<sup>407</sup>.

#### IV.1.2 Des essais atomiques franco-israéliens et israélo-américains?

Le 13 février à 7h04, *Gerboise Bleue* explose à Reggane, d'une puissance comprise entre 60 et 70 Kt. La journaliste Lorentz ironise: «La France venait de faire exploser une bombe atomique dont les paramètres avaient été calculés par des scientifiques israéliens, sur un ordinateur de conception américaine»<sup>408</sup>. D'ailleurs, juste après le tir, le chef du CEA américain John Mc Cone vient aux nouvelles à Paris<sup>409</sup>. Israël est-elle partie prenante dans ces essais pour son compte? Les essais coûtant très cher et demandant beaucoup de temps, Israël collecte de nombreuses données dans les centres d'essais français (17 essais jusqu'en février 1966 à Reggane et In Ekker) et américains. Car sans données claires et précises, pas d'essais, et sans essais, il est impossible de bâtir une dissuasion crédible, même si Gary Milhollin, directeur du *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control* à Washington, dit que l'on peut entretenir un arsenal sans nécessairement réaliser des tests<sup>410</sup>. Les essais israéliens sur des sols étrangers se doivent d'être discrets, mais relayée par la rumeur pour dissuader. L'Assemblée Nationale française, explique clairement: « Il n'existe à ce jour aucune preuve qu'Israël ait conduit des essais nucléaires : on estime généralement que seuls ont fait l'objet de tests des composants non nucléaires et que, pour le reste, Israël s'est appuyé sur la simulation par ordinateur et sur ses collaborations extérieures. Ainsi, Israël aurait obtenu des éléments sur le premier essai nucléaire français de 1960, de même que sur les essais américains de l'époque »<sup>411</sup>. C'est une preuve venant d'une source officielle que les experts ont « oublié ». Le

<sup>406</sup> Guillaume FEST, *la politique étrangère de la France, Israël et le conflit Israélo-palestinien, de l'Intifada aux accords d'Oslo*. Mémoire de maîtrise, Juin 1999, Toulouse II le Mirail, p 29

<sup>407</sup> *Ibid*

<sup>408</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 79. Les irradiés français ne seront reconnus comme tels que le 22 décembre 2009, et indemnisés.

<sup>409</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 46.

<sup>410</sup> *Los Angeles Times*, 11 octobre 2003, « Israel extends nuclear weapons capability ».

<sup>411</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information... », *ibid*.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
scientifique Georges Cowan, de Los Alamos, rajoutent qu'une collaboration existait entre son laboratoire, celui de Livermore et ceux de l'institut Weizmann sur les essais américains. Georges le Guelte estime pourtant que des tests communs ont eu lieu dans le Nevada<sup>412</sup>. Cette thèse n'est pas tout à fait aberrante, car au début des années 1970, Washington propose même à la France, non de tester des bombes dans le Nevada, mais d'étudier le comportement de certains matériaux à finalité nucléaire<sup>413</sup>. Pour Israël, un ouvrage parle même de deux tests souterrains à Hattiesbourg (Mississippi), nom de code *Salmon*, en 1964, et un autre le 3 décembre 1966 (*Sterling*), de 5,3 et 0,38 Kt<sup>414</sup>.

Jusqu'à présent donc, Israël n'a officiellement pu se livrer à des explosions nucléaires expérimentales sur son sol, à cause de la politique de l'opacité et de l'exiguïté du territoire et en vertu de l'accord de 1963 sur l'interdiction d'effectuer des tests nucléaires. Mais la participation israélienne dans les tests français sera sans doute réelle jusqu'en 1967, sur les sites d'essais NBC cités précédemment: Reggane, Ain Ecker, Hammaguir et Colomb-Béchar (Beni-Ounif). Dix-sept premiers tirs sont menés au Sahara, dont au moins un serait exclusivement israélien, probablement celui de 1961<sup>415</sup>. Selon Werner Farr, l'essai de 1960 n'était pas unique mais double, dont l'un était destiné à tester une arme israélienne<sup>416</sup>. Il indique aussi que les Israéliens avaient assez de plutonium et de résultat de tests américains pour se passer ensuite d'essais<sup>417</sup>.

Israël est cependant de moins en moins indispensable puisque la bombe française est désormais réalité. Aussi, en mai, De Gaulle demande alors une nouvelle fois à De Murville de convaincre l'ambassadeur français de régler ce dossier. Dans le cas contraire, les livraisons d'uranium s'interrompraient. Ben-Gourion planifie un voyage en France pour rassurer le général. Mais le fait que les colonies françaises, dont le Niger, riche en uranium, accède à l'indépendance, tempère son inquiétude. On pourra toujours s'entendre avec ces nouveaux États. Le 14 juin 1960, De Gaulle reçoit officiellement le Premier ministre israélien qui connaît bien le pays grâce à son conseiller entre 1959 et 1963, André Chouraqui, secrétaire général de *l'Alliance Israélite Universelle*. Sa venue est là pour dissiper le malentendu, ce qui n'empêche pas De Gaulle d'écrire qu'il voulait « mettre un terme à d'abusives pratiques de collaboration militaire [...], qui introduisent en permanence des Israéliens à tous les échelons des États-majors et des services français », ainsi qu'au « prêté par la France, près de Beersheva,

---

<sup>412</sup> *Questions Internationales*, nov-déc 2007, « Israël, puissance nucléaire ». Georges LE GUELTE, pp. 30-31.

<sup>413</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 313.

<sup>414</sup> Freddy EYTAN, *op.cit.*, Chapitre VI.

<sup>415</sup> *El Watan*, 30 juillet 2006, « La dissuasion israélienne et le grand Moyent-Orient. L'usage politique de l'incertitude nucléaire ».

<sup>416</sup> Warner FARR, *The third temples's holy of holies, Israel's Nuclear Weapons*, *ibid.*

<sup>417</sup> Ce fait est révélé pour la première fois dans *Le Monde* du 8 octobre 1975. Le 13 février 1960, la France fait exploser, à Reggane, en compagnie d'Israéliens, sa première bombe, dont les paramètres sont calculés par l'Institut Weizmann en Israël. Pour Peter PRY, *Israel's Nuclear Arsenal*, *op.cit.*, p.16, ces essais eurent lieu

d'une usine de transformation d'uranium en plutonium, d'où, un beau jour, pourraient sortir des bombes atomiques»<sup>418</sup>. Sur le perron de l'Élysée, les apparences sont préservées. Ben-Gourion parle du général comme « un homme plein d'entrain, compatissant, très alerte, ayant le sens de l'humour et beaucoup de gentillesse ». De son côté De Gaulle déclare: « Envers Israël, nous ressentons de l'admiration, de l'affection et de la confiance. A mes yeux, vous êtes l'un de plus grands dirigeants de notre temps. [...] Vous, monsieur Ben-Gourion, symbolisez en votre personne la merveilleuse résurrection, la renaissance, la fierté et la prospérité d'Israël »<sup>419</sup>.

Mais à la fin de l'année, la presse britannique révèle la participation de la France dans Dimona, peut-être à l'issue d'un différent entre Paris et Londres. Goldschmidt écrit : « La révélation [...] provoqua une émotion et une crainte certaine dans les pays arabes »<sup>420</sup>. Et cela embarrasse le Quai d'Orsay. En privé, De Gaulle presse Israël de réagir en révélant l'état de ses activités nucléaires. Ben-Gourion met en exergue la puissance des armées arabes mais De Gaulle répond que le danger de destruction du pays est exagéré et que la France ne permettra jamais une telle chose. De Gaulle pense qu'Israël a déjà prévu de fabriquer la bombe. Si cela se sait, il vaut mieux convaincre avant la communauté internationale que la France n'y est pour rien. Evidemment, Tel-Aviv refuse. Un arrangement est trouvé: ce qu'Israël a déjà payé sera livré jusqu'en 1962. Ensuite, le programme sera divulgué. Israël assure Paris qu'il ne construira pas d'armes nucléaires. En échange, Paris promet la vente d'avions modernes. Les avions seront livrés, mais les travaux dans le Néguev continuent, car cet accord ne concerne pas les firmes privées qui exploitent la brèche. Cependant, Lorentz estime que la thèse selon laquelle De Gaulle a été pris en défaut par le lobby français de l'armement et les SR et « une fable relayée par les journalistes »<sup>421</sup>. L'auteur explique aussi que le Général n'a jamais donné l'ordre d'interrompre les travaux à Dimona. C'est peut-être vrai, mais il est certain que le général n'était pas au fait de tous les détails de la collaboration. De Gaulle ignore t-il que les deux pays construisent des missiles à capacités nucléaires grâce à la firme de Marcel Bloch *Dassault*? Non, mais le président ne peut pas trop faire pression sur *Dassault*, dont les produits à l'exportation signifient des sources de devises conséquentes.

Le 12 janvier 1961, De Gaulle exige du Conseil de Défense l'arrêt des échanges de technologies nucléaires<sup>422</sup>. Le 21 février, l'ambassadeur Eytan et le secrétaire général au Quai d'Orsay, Eric de Carbonnel, échangent des lettres pour mettre fin à la collaboration, sauf sur les contrats en cours. Le lobbying de Pérès auprès de Saint-Gobain paie. Les 145 tonnes

---

conjointement à Ekker et Reggane, entre 1960 et 1964.

<sup>418</sup> Charles DE GAULLE, *Mémoires d'espoir*, Plon, Paris, 1970, p. 270.

<sup>419</sup> Pierre PÉAN, *ibid.*

<sup>420</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 152.

<sup>421</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 133.

<sup>422</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 477.

d'uranium restantes doivent encore être livré jusqu'en 1963 mais le plutonium produit devra être rendu à la France. Ben-Gourion tente encore d'infléchir la position de De Gaulle en contactant Kennedy:

« Je compte lui exposer la simple vérité. Premièrement, nous avons signé avec la France, en 1956, un accord d'assistance pour la construction d'un réacteur nucléaire. Deuxièmement, lors d'une rencontre à Paris avec vous, en juin 1960, je vous ai dit que nous ne chercherions pas à produire d'armes nucléaires sans votre accord. Troisièmement, dans la mesure où la France nous vendrait de l'uranium, il était convenu qu'elle garde un droit de contrôle sur son emploi »<sup>423</sup>.

En 1962, les manœuvres militaires pour permettre l'intervention des forces françaises au côté d'Israël en cas d'agression arabe sont arrêtés. En conséquence, les stages officiels des israéliens au CEA ne sont plus reconduits. Mais la mesure met du temps à être appliquée, d'autant que beaucoup de militaires, partisan de l'Algérie française, opposent une grève du zèle. Après les Accords d'Evian, l'aide israélienne n'est plus nécessaire. Le 6 juin, Ben-Gourion se rend à Paris en mission de la dernière chance. De Gaulle précise devant les caméras qu'Israël était un État ami, une manière appuyée pour remercier Israël du prêt du super ordinateur. Mais le Quai d'Orsay établit des contacts diplomatiques avec les pays arabes, et Nasser est subitement devenu «un président sage, lucide, menant l'Égypte nouvelle sur la voie dans laquelle marchait également la France nouvelle»<sup>424</sup>. Un rapport officiel est remis au général de Gaulle qui soutient que la relation avec Israël ne rapporte aucun crédit à la France, et que Paris à tout à gagner à se rapprocher du monde arabe<sup>425</sup>. Il ajoute « Israël à la bombe. Même s'il ne l'a pas essayée, il la possède. Et c'est nous qui la lui avons fournie »<sup>426</sup>. Le 26 avril 1963, Pérès contracte *in extremis* un accord avec Dassault, grâce au truchement du ministre de la Défense, Pierre Messmer, pour la livraison de vingt-cinq missiles balistiques MD-620<sup>427</sup>. La firme est si étroitement liée au nucléaire que le général Pierre Gallois, prêtre de la bombe française et ancien responsable de l'OTAN pour l'Europe, finit sa retraite comme directeur commercial dans l'entreprise<sup>428</sup>. Fin 1963, les grandes entreprises françaises quittent Israël, mais confient la suite des travaux à des sous-traitants, pour plus de discrétion<sup>429</sup>.

## IV.2 Inquiétudes américaines

Les Etats-Unis surveillent le programme israélo-français afin que ces derniers ne leurs dissimulent rien. La CIA produit plusieurs rapports. En avril 1957, le chef de la CIA Allen Foster Dulles, reçoit un rapport de Park Amstrong Junior qui relève que quatre pays, dont la France en 1958 ou 1959, la Suède en 1961 ou 1963, le Canada en 1959 et la RFA, accèderont

<sup>423</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, *op.cit.*, p.193.

<sup>424</sup> Samy Cohen d'après Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 211.

<sup>425</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 185.

<sup>426</sup> Alain PEYREFITTE, *C'était De Gaulle*, volume III, Fallois, Fayard, 1997

<sup>427</sup> Le modèle fait débat. Il s'agirait d'une version faite pour Israël, le MD-660.

<sup>428</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 175.

<sup>429</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 185

à la bombe nucléaire<sup>430</sup>. Le Japon et la Chine Populaire suivront, alors que Moscou dénonce l'accord de 1957 sur son aide atomique à la Chine (peut-être en échange du refus de Washington de proliférer vers Tel-Aviv?). On note également que l'Inde, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Suisse, la Norvège et les Pays-Bas mènent des recherches militaires mais n'obtiendront pas forcément la bombe dans les années à venir. Seuls les six premiers pays mentionnés font états d'un paragraphe spécifique dans ce rapport. Le lien entre la France et Israël n'est pas stipulé. Par contre, au détour d'une ligne, l'État hébreu est cité comme suit: « Toutefois, Israël pourrait presque certainement tenter d'obtenir des capacités nucléaires s'il pouvait obtenir les matériaux fissibles et les financements nécessaires »<sup>431</sup>. En mai, un autre rapport indique « qu'il y a une haute probabilité pour qu'Israël obtienne des armes nucléaires, soit de fabrication interne, soit de la France ». Tout est bien sûr dans le conditionnel car le texte a pour but de souligner le cas israélien aux autorités compétentes, mais sans accuser les organismes et les entreprises américaines proliférantes, ni les personnalités américaines ou européennes parti prenantes. On signale, mais sans détails. Officiellement, la CIA sauvegarde les apparences et ne sait pas grand chose. Et puis pourquoi se méfier d'un pays qui adhère à l'AIEA, le 12 juillet 1957?

Cependant, les États-Unis réagissent pour la forme et demandent à Israël de soumettre Dimona aux inspections internationales.<sup>432</sup> Le gouvernement israélien accepte en posant une seule condition : les inspections doivent être effectuées par le gouvernement américain. En 1958, le Congrès amende l'*Atomic Energy Act*, entériné par l'ONU. Le **Big Three** (Etats-Unis/URSS et Grande-Bretagne) s'engagent à ne pas transférer d'armes nucléaires vers un pays non possédant. Le pacte de Varsovie l'accepte, mais pas l'OTAN. Ces instances n'engagent pas forcément les grandes puissances individuellement. Ike, se méfiant d'Israël, envoie un *U2* survoler le Néguev en 1958. Lorsque la CIA demande à Lewis Strauss d'examiner des photos espions, prises à Dimona, il avertit Tel-Aviv que le réacteur est espionné par Washington<sup>433</sup>. Les photos divulguent une fumée particulière sortant d'un immense complexe et aussi un polygone de tir. Ike examine les clichés, mais interdit à ses collaborateurs de prendre des notes et à la CIA de trop insister sur Israël à des fins de discrétion. Les survols se poursuivent. On ne tient pas à en savoir trop si l'on veut conserver

<sup>430</sup> CIA, Archives Nationales, déclassifiées le 21 mars 1997, Department of State, Special Assistant of Secretary, NND 969003, 3 mai 1957.

<sup>431</sup> CIA, Confidential, NIE, number 100-6-57, « Nuclear weapons production in fourth likelihood and conséquences », Director of Central Intelligence, Intelligence Advisory Committee, 18 juin 1957..

<sup>432</sup> Sur les rapports États-Unis- France- Israël en matière nucléaire, le livre de Dominique Lorentz éclaire d'un jour nouveau cette connexion, que « considérer la coopération franco-israélienne comme l'aventure de deux États indépendants est un non-sens » (p. 53) Le rôle des États-Unis dans les programmes nucléaires israélien et français a été décisif).

<sup>433</sup> *United States of America*, Secretary of State, Secret, 26 novembre 1960, "Further embassy telegram 2138".

Israël dans son camp<sup>434</sup>. Le président américain craint en effet que Nasser envahisse Israël, et surtout mette la main sur le Liban, que les Américains veulent protéger. En compensation, les Américains demandent à Tel-Aviv d'être plus discret.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la CIA mentionne que

« comparé avec les autres pays concernés, la Chine communiste, l'Australie et Israël possèdent moins de besoins pour la poursuite de leur programme et auraient besoin d'assistance étrangère pour produire même leur première bombe à fission sur leurs propres territoires. Si Israël obtenait une aide substantielle de l'étranger, il aurait la capacité technique de produire une première arme de faible puissance au cours des dix premières années »<sup>435</sup>.

C'est un avertissement pertinent car la prévision de la date de la première arme israélienne ne se trompera que de deux ans! Le texte prévoit déjà que l'Afrique du Sud sera très sollicité pour son uranium. Dans un tableau général récapitulant les disponibilités pour chaque pays étudiés, Israël y figure comme suit:

Pays	Source d'uranium	Programme de recherche nucléaire	Programme de puissance nucléaire (militaire)	Capacité de ressource industrielle
Israël	Domestique Réduit	Modéré	Potentiel à long terme	réduit

L'importance des travaux à Dimona en plein désert n'échappe pas au MI5 britannique<sup>436</sup>:

73. In extent the site covers approximately a square mile. Buildings on the northern side visible from the main road include two large sheds (possibly workshops), a three-story rectangular block apparently filled on western side with cylindrical structures (possibly a chimney), another cylindrical building of steel construction apparently about 35 feet tall and 70 feet in diameter, with sides not yet completed to full height (tentatively identified as a reactor building), and a large possibly rectangular building in each storey on the longer side. In addition, there are many single-story buildings which cannot be identified on the available photography. A high-voltage power line (110 Kv) and a domestic supply line used to the site, but it is not at present rail-served. It lies in an area where underground water may be available.

L'ambassadeur britannique en Israël parvient à prendre connaissance d'un document, en avril 1959, qui parle de «développement d'armement secret ». Une copie est envoyée à Washington. Les Américains n'osent dire qu'ils sont déjà au courant et ne préfèrent pas répondre. Les travaux n'échappent pas aussi à Moscou qui envoie Gromyko à Washington. Ce dernier fait part de ses plus vives critiques car l'équilibre au Moyen-Orient s'en trouve modifié à l'avantage des occidentaux. Devant l'échec des négociations, Moscou s'active à convaincre l'Égypte de se préparer à une guerre pour traverser la frontière et aller neutraliser Dimona. L'occident s'y attend et renforce Tsahal par des convois d'armes. Les progrès israéliens sont trop rapides. Durant l'été 1960, la CIA estime que l'infrastructure de Dimona est conçue pour accueillir des modifications importantes, notamment de quoi pourvoir fabriquer des bombes. Un autre rapport<sup>437</sup> s'inquiète plus encore du programme français. Bien qu'il soit intégré dans

<sup>434</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 64.

<sup>435</sup> CIA, Confidential, NIE, number 100-2-58, « Nuclear weapons production in fourth likelihood and consequences », Intelligence Advisory Committee, 1er juillet 1958, 25 pages, p. 9.

<sup>436</sup> United Kingdom, Security Service, 17 juillet 1961, JIC/1103/61. *Parlement Britannique*, « Israel's Weapons of Mass Destruction, Cause for Concern », Briefing Paper for Parliamentary Lobby », *op.cit.*, p. 9.

<sup>437</sup> CIA, Confidential, NIE, « Nuclear weapons and delivery capabilities of free world countries other than the US



l'OTAN, les Américains voient d'un mauvais œil une prolifération extérieure émanante de ce pays. Ce qui inquiète, ce n'est pas tant que la France fournisse la bombe à des alliés, mais que ce marché juteux échappe aux entreprises américaines. Dans cet opuscule, tous les paragraphes sur Israël sont entièrement censurés.

Le 20 septembre, la CIA présente un tableau similaire<sup>438</sup>, englobant plusieurs pays, dont l'ordre d'apparition reste le même qu'en 1958. Ce qui touche à l'État hébreu est encore censuré. La Belgique, le Japon et les Pays-Bas, dont les capacités sont bien plus détaillées, y apparaissent comme plus dangereux qu'Israël! De même, le paragraphe dévolu aux capacités balistiques ne fait jamais référence à Israël alors que la France fournit déjà ces vecteurs. Un oubli? La balistique suédoise est, quant à elle, détaillée. Cependant, la collusion entre Paris et Israël est suggérée par cette phrase: « Les principaux effets des capacités nucléaires militaires que développent la France pourrait plutôt augmenter le danger de la puissance des actions de la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient dans son soutien à Israël ». Un autre paragraphe sur la France est en partie censuré. Comme c'est le seul pays à pâtir de cette coupure, on peut subodorer que cela concerne Israël<sup>439</sup>.

En novembre, le physicien américain Henry Jacob Gomberg, participant au projet *Phoenix* de l'Université du Michigan, et rentrant de Dimona, rend compte de ce qu'il a vu à Philip Farley, du Département d'État à l'énergie atomique et à la CIA. Ses commentaires sont classés sans suite, surtout parce qu'il mentionne un réacteur de 200 mgw!<sup>440</sup> On sait, mais on préfère se taire. Le 2 décembre, le département d'État souligne qu'Israël travaille sans ambiguïté à la bombe. La Commission des Affaires atomiques du Congrès se réunit à huis clos en séance extraordinaire pour savoir s'il faut donner suite sur l'aide apportée à Tel-Aviv et Paris. Le 8 décembre, la CIA publie un *Special National Intelligence Estimate* (SNIE), présenté aux membres de la Commission conjointe à l'énergie atomique du Congrès et ceux du Département d'État. Eisenhower, qui en est à l'origine, prend la peine d'en informer le nouveau président élu en novembre, Kennedy. C'est le premier dossier que le champion démocrate aura à traiter!

Néanmoins, l'information s'échappe des archives et atterrit sur le bureau du *Times*, le 13 décembre. Le quotidien signale « qu'une petite puissance qui n'est ni communiste, ni membre de l'OTAN développe l'option nucléaire ». A son tour, le *Daily Express* précise que la France aide Israël à construire sa bombe. Les journaux américains lui emboîtent le pas. Le *New York Times* parle en détail de Dimona. L'un des indicateurs du journal n'est autre que

---

an UK», Director of Central Intelligence, Intelligence Advisory Committee, 21 septembre 1961, 15 pages, p. 5. ...

<sup>438</sup> CIA, Confidential, NIE, number 100-4-60, « Nuclear weapons production in fourth likelihood and consequences », Intelligence Advisory Committee, 20 septembre 1960, 14 pages, p. 5.

<sup>439</sup> CIA, Confidential, NIE, number 100-2-58, *op.cit.*, p. 23.

<sup>440</sup> *United States of America, CIA, Secret*, mars 1961, «History of United States interest in Israel's atomic energy activities». Fond Avner Cohen.

John Mc Cone, président de l'AEC. Mc Cone a remplacé Strauss en juillet 1958 tout en restant membre de l'agence de renseignement *Intelligence Advisory Committee*. Un jour, il s'entretient avec Elder, un agent de la CIA, à propos de Dimona. *Ike*, en fin de mandat, autorise Elder à appeler le *NYT*, afin de mettre Israël devant le fait accompli. Le secrétaire d'État Christian A Heurter appelle alors l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis Avraham Harman, et le collaborateur d'Allan Foster Dulles Philip Farley, et prend contact avec l'ambassadeur français pour avoir des explications. Christian Herter appelle Avraham Harman pour lui demander des explications. Harman confirme que Dimona est bien un réacteur civile a vocation « exclusivement pacifique » et Paris confirme ses allégations, estimant que l'aide apportée en matière nucléaire est identique à celle que le Canada apporte à l'Inde. « Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer l'utilisation à des fins exclusivement pacifiques des installations dont il s'agit » précise le Quai d'Orsay. Cette explication ne convainc personne. Washington se plaint auprès de De Murville, en visite à Washington, qui promet que le plutonium prêté va être rapatrié en France<sup>441</sup>.

La Knesset goûte peu le fait d'être avertit de ce qui se passe dans leur pays par des ressortissants et des journalistes étrangers! Aussitôt, Ben-Gourion réaffirme le 21 décembre devant les députés que cette centrale a des buts « purement pacifiques ». C'est la première révélation publique. Ce qui n'empêche pas une crise grave d'éclater entre Israël et les États-Unis. En effet, le Pentagone craint une collaboration entre des scientifiques juifs pro communistes et ceux du pacte de Varsovie, dans un maccarthysme qui n'est en fait pas terminé. Cependant, les rapports de la CIA sont constamment sous-évalués. Avner Cohen explique que les services de l'administration calquaient leur rapport, comme souvent, sur ce que l'on croyait pertinent de dire en accord avec la politique menée par le président. Or, ni Eisenhower, ni Kennedy ne se prononcent clairement sur l'État hébreu. Une révélation « inconvenante » engendrerait des mutations forcées voir des licenciements. Israël étant un allié, pourquoi le traiter comme un ennemi ?

### **IV.3 L'ère Kennedy: des rapports très ambigus**

#### **IV.3.1 L'héritage d'un cadeau empoisonné**

Après les échecs de l'administration Eisenhower, Kennedy est déterminé à freiner Israël, dont une bombe sans contrôle nuirait aux intérêts américains dans la région. Et paradoxalement, selon A.Cohen, se sont les pressions américaines qui incitent Israël à se doter rapidement de la bombe. Le 6 janvier 1961, alors que Christian Herter se fend d'un discours d'adieu à la Commission des Affaires étrangères du Sénat, Bourbe Hickenlooper, républicain

---

<sup>441</sup> Seymour HERSH, *ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
conservateur de l'Iowa et de surcroît président de la Commission conjointe à l'énergie atomique, le coupe par une diatribe cinglante:

«Je pense que les Israéliens nous ont menti comme des voleurs de chevaux à ce sujet. Ils ont complètement déformé, dénaturé et maquillé les faits passés. Je pense qu'il est très grave qu'ils aient agi de la sorte à propos de ces installations pour la production d'un réacteur qu'ils ont construits en secret, et dont ils ont constamment et effrontément refusé de nous parler. Je ne vais pas vous demander en votre qualité de secrétaire d'État de répondre. J'espère seulement que j'ai tort »<sup>442</sup>.

*Ike* s'en va, mais il confie à Kennedy: «Méfiez-vous des complexes militaro-industriels. Ils sont un État dans l'État. Ils menacent la démocratie ». On lui prête d'ailleurs l'invention du terme de *militaro-industriels*. En Israël, on les dénonce également, de même qu'en URSS par la bouche de Sakharov Einstein l'avait aussi prédit. La menace des bellicistes scientifiques et militaires est la même partout. Ces complexes auront toujours intérêts à vendre au Moyen-Orient leurs armements, c'est pourquoi, il soutiendront toujours Israël. Et un Israël surarmé leur permet de vendre l'équivalent aux États Arabes. Eisenhower dit à son successeur de ne pas interdire la possession d'armes nucléaires par d'autres pays, mais de la canaliser. Le Secrétaire d'État JF Dulles reconnaît qu'il est impossible d'empêcher l'acquisition d'armes nucléaires si le *Big Three* conserve son monopole sans légitimité. Un petit nombre d'ogives ou une capacité à en fabriquer n'est pas le plus grave. Le problème est la taille et les performances de l'arsenal, qui oblige les pays possédant à augmenter le leur, pour conserver leur puissance. La solution serait d'élargir l'OTAN pour prouver la non nécessité d'acquérir la bombe au bénéfice du parapluie nucléaire américain. Mais cette solution est rejetée partout chez les alliés des Américains : « Un président américain ne se risquera pas à lancer un bombardement depuis les États-Unis pour défendre Paris. [...] Les États-Unis s'interdisent de sauver l'Europe avec leurs propres armes »<sup>443</sup>.

Même si la communauté juive a soutenu le camp démocrate (82% des votes)<sup>444</sup>, le clan Kennedy (irlandais catholique) ne fait pas mystère de ses penchants antisémites. Abraham Feinberg, précédemment cité, fait pression sur Kennedy, comme il l'avait fait pour Truman à la demande de Pérès et de Ben-Gourion : « nous sommes prêt à régler vos notes si vous nous laissez superviser votre politique au Proche-Orient »<sup>445</sup>. Feinberg demande à Kennedy de ne pas envoyer d'inspecteurs à Dimona. « J'ai mené la plus grande bataille de ma carrière pour leur éviter une inspection minutieuse. Je ne suis pas intervenu violemment une fois mais une demi-douzaine de fois »<sup>446</sup> confiera Feinberg à la fin de sa vie. Dans le cas contraire, l'industriel pourrait révéler les largesses financières attribuées à certain membres du

---

<sup>442</sup> Seymour HERSH, *ibid.*

<sup>443</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II, op. cit.*, p.181.

<sup>444</sup> *L'Histoire*, juin 2007, « La grande alliance », Pauline PERETZ, p.42. De même, les démocrates soutiennent les mouvements noirs contre le Ku klux klan anti communiste, anti noir, anti catholique et anti-juif. Noirs et juifs aux Etats-Unis trouvent des terrains d'entente, comme le soutien de Martin Luther King à la cause sioniste.

<sup>445</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 106.

<sup>446</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 119.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
gouvernement, la vie privée tumultueuse et l'accointance avec la mafia des Kennedy. Henry Kissinger, parvient à convaincre JFK du bien fondé d'un soutien envers Tel-Aviv, tout en lui signifiant de ménager la puissance égyptienne a des fins d'équilibre géostratégique. Les rapports alarmistes de la CIA doivent donner l'impression aux Arabes que les Etats-Unis surveillent Israël. Le poids du lobby pro-israélien, qui ne s'est jamais dissimulé, est toujours bon à prendre pour les prochaines échéances électorales. La fourniture d'armement à Israël augmente de 40%. Déjà, Kennedy demande à Pérès : « Je suis prêt à fournir à Israël des fusées sol-air pour votre défense mais qui peut me garantir qu'elles ne seront pas équipées, par vos soins, d'ogives nucléaires ? ». Ce qui sous-entend que Kennedy a déjà des doutes<sup>447</sup>.

#### IV.3.2 Le feuilleton des inspections

Kennedy estime peu à peu que le vote pro-israélien ne lui est plus vraiment utile pour sa réélection, maintenant que sa popularité est très solide. Feinberg lui fait comprendre que sa réélection de 1964 sera compromise sans lui. C'est en substance ce que l'homme d'affaires déclare au secrétaire d'État Robert Mc Namara et au premier collaborateur du secrétaire à la Défense, Paul Nitze. Ce dernier se heurte à Feinberg après le refus de Washington de vendre des avions de combats à Israël, si le secret sur Dimona n'est pas levé. Mais Feinberg le fait céder. Les avions sont livrés sans contreparties. Le marché «armes contre inspections» commence. Il y en aura sept. Myer Feldman conseiller sur les questions juives et israéliennes, doit modérer ses positions pro israéliennes et obéir à l'antisionisme de Kennedy.

En janvier 1961, Kennedy commande un rapport à l'*United States Intelligence Board*. Les estimations prévoient un programme opérationnel en 1964. La cellule anti-prolifération compte Mc George Bundy, Myer Feldman, Carl Kaysen et Robert Komer. Les inquiétudes se renforcent après que Nasser annonce pouvoir lancer 4 millions de soldats contre les installations atomiques de son voisin. Aussi, l'ambassadeur américain en Israël, Ogden Reid, somme Golda Meir de répondre à 5 questions, au nom du Département d'État: Quel usage réserve Israël au plutonium issu de Dimona ? ; Israël consent-il à l'inspection du plutonium ? ; Une visite sera t-elle autorisée à une délégation nommé par l'AIEA ? ; Israël construit-il un autre réacteur ; Israël promet-il de ne pas construire des armes nucléaires ? Ben-Gourion réunit alors Pérès, Meir et Harman pour répondre diplomatiquement. Reid remet les réponses: Le plutonium sera rendu à la France ; les inspections sur le plutonium seront refusées pour éviter que des pays hostiles puissent agir en conséquence ; le réacteur pourra être inspecté ; il n'y aura pas de second réacteur ni d'armes nucléaires<sup>448</sup>. Mais une étude gouvernementale mentionne bien Dimona:« Le secret entourant le projet laisse penser que ce complexe est

<sup>447</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphonse, 2008, p. 145

<sup>448</sup> Michel BAR-ZOHAR, Michel, *Shimon Pérès...*, Chapitre 19 «Kennedy s'en mêle».

destiné à la production d'armes à base de plutonium, même s'il produit également de l'électricité. Il y a de nombreuses preuves que la France fournit des plans, les matériels, l'équipement, une assistance technique, et forme le personnel israéliens »<sup>449</sup>.

En février, Feinberg organise une rencontre à l'hôtel Waldorf-Astoria entre Kennedy et Ben-Gourion. Le courant ne passe pas. Kennedy lui répond: « ce n'est pas assez pour une femme d'être vertueuse, elle doit aussi donner toutes les apparences de la vertu ». Ben-Gourion affirme: « pour l'instant, notre réacteur doit remplir exclusivement des objectifs pacifiques. D'ici trois ou quatre ans, il sera en service. Nous verrons alors comment évolue la situation. Peut-être la Russie ne voudra pas doter l'Égypte ou la Chine de bombes atomiques, mais qui sait si l'Égypte ne parviendra pas à en produire elle-même »<sup>450</sup>. JFK refuse de transiger et demande de renoncer à Dimona contre le financement, à hauteur de 500 millions de dollars, d'une usine de dessalement d'eau de mer, ce qui est refusé. Ben-Gourion, revenu au pays, confie « qu'un catholique à la Maison Blanche n'est pas une bonne chose pour Israël »<sup>451</sup>.

Les inspections demandées par l'entremise de Lewis Jones du Secrétariat d'État, à Avraham Marwan, ambassadeur d'Israël, se font attendre<sup>452</sup>. Elles arrivent à la mi- avril, lorsque Jones définit avec Mordechai Gazit, ambassadeur d'Israël, des « arrangements clandestins » et « secrets » qui ne devront à aucun prix être révélés<sup>453</sup>. Le gouvernement israélien demande à des scientifiques juifs américains de l'AEC (Amos Deshalit<sup>454</sup>, I Rabi et Eugène Wigner), de se rendre à Dimona dans l'espoir de s'arranger avec eux. Le 18 mai en conséquence, après leur visite, les scientifiques assurent que les inquiétudes sont infondées. Il faut dire que les installations sont maquillées, et d'autre part, le réacteur n'est pas terminé<sup>455</sup>. Mc George Bundy conseiller à la Sécurité auprès de Kennedy écrira plus tard que les inspections n'étaient pas sérieuses et qu'elles n'avaient pas la prétention de l'être<sup>456</sup>. La Maison Blanche explique:

<sup>449</sup> CIA, 26 janvier 1961, «The French-Israeli Relationship».

<sup>450</sup> Michel BAR-ZOHAR, *ibid.*

<sup>451</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, p. 106.

<sup>452</sup> *United States of America, Departement of State, Memorandum of conversation*, secret, 28 mars 1961, «Dimona Reactor».

<sup>453</sup> *United States of America, Memorandum of Conference with the president*, 17 avril 1961, fond Avner Cohen.

<sup>454</sup> Son frère, Meir Deshalit, sera agent du Mossad, et deviendra le collaborateur de James Jesus Angleton, chef du contre espionnage de la CIA, jusqu'en 1974. Il est choisi pour être l'intermédiaire entre la Washington et Tel-Aviv. En effet, tous les réfugiés juifs soviétiques étaient des sources de renseignement précieuses sur l'URSS. Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 154.

<sup>455</sup> Jacques Attali avoue lui-même: « que les inspections, toujours annoncés à l'avance, sont effectuées de façon amicale. Elle ne concerne que les installations déclarées dans les accords passés entre l'AIEA et les États membres. L'agence n'a pas le droit de s'assurer elle-même qu'un État ne dispose pas d'installations clandestines. Les rares laboratoires dont la visite est autorisée sont déménagés à la sauvette avant l'arrivée des inspecteurs et les savants dispersés dans d'innocentes villégiatures avant tout interrogatoire. [...] L'agence ne sert à rien, ou presque à rien, si ce n'est à produire des normes à peine appliquées ». *Economie de l'apocalypse*, *ibid.*

<sup>456</sup> Mc George BUNDY, *Danger and Survival*, Vintage Books, New York, 1988, p. 510.

«Le gouvernement israélien a donné l'assurance que son nouveau réacteur en construction dans le désert du Néguev serait consacré à des fins exclusivement pacifiques. Afin de marquer clairement le caractère pacifique de son activité dans le domaine de l'énergie atomique, le gouvernement d'Israël assure qu'il accueillera favorablement les étudiants et les savants des pays amis désireux de visiter le réacteur dès son achèvement. Le gouvernement des Etats-Unis note avec satisfaction ces déclarations du gouvernement d'Israël»<sup>457</sup>.

L'AIEA vient de créer son premier système de garanties. La pression internationale augmente. Le 31 mai, un rapport de la CIA particulièrement explicite, indique:

«La France et Israël ont déjà pris la décision de développer des capacités nucléaires opérationnelles. [...] Israël a de puissantes incitations à développer une capacité nucléaire contre ses voisins arabes et a reçu une aide significative de la France. Avec l'ajout d'usines de séparation du plutonium, Israël pourra probablement produire en 1965-1966 assez de plutonium pour une à deux armes par an, utilisable par avion. En 1968, Israël pourrait aussi avoir ses propres missiles de 200 à 300 miles de portée. Le manque d'espace d'Israël pour tester ses armes ou ses missiles est un obstacle considérable pour son programme. Sans la continuation de l'aide reçue de la France, le programme pourrait être retardé de moins d'un à deux ans. [...] La capacité de transporter une bombe nucléaire à plusieurs centaines de miles par avion, cela pourrait être une signification militaire considérable vis-à-vis des pays arabes à petites capacités. La France et probablement Israël ont déjà pris la décision de développer de telles capacités»<sup>458</sup>.

Le tableau annuel sur la prolifération stipule pour Israël:

Pays	Source d'uranium Domestique	Programme de recherche nucléaire	Programme de puissance nucléaire	Capacité de ressource industrielle
Israël	Aucune	Modéré	Potentiel à long terme	Réduit

Si la collusion avec des entreprises américaines est volontairement écartée, les capacités balistiques sont, pour la première fois, mises en exergue ainsi que l'estimation précise de l'obtention de la bombe, c'est-à-dire 1966. Le 2 juin 2005, on apprendra à partir d'un document diplomatique secret, déclassifié, que les SR américains avaient estimé que la bombe pourrait frapper toutes cibles dans un rayon de 800 à 900 km<sup>459</sup>.

La CIA confirme qu'Israël se dote des moyens complets de fabrication d'armes nucléaires, mais la décision d'en fabriquer et la possession effective n'est elle pas affirmée. Israël pourrait très vite, *si elle le souhaite*, fabriquer des bombes, seulement en cas de nécessiter. Cette nuance n'est rien d'autre qu'une digression phraséologique<sup>460</sup>. L'agence semble ensuite ne pas croire que Dimona puisse « être une base de recherche pour construire autre réacteur nucléaire civil ». Car il est construit sur le modèle des réacteurs français qui produisent de quoi faire des bombes. Ce qui inquiète particulièrement Washington, c'est que les Français ont livré non seulement de quoi faire des bombes, mais aussi n'importe quel type de bombe, dans leur nature et dans leur puissance, et que Dimona peut encore subir des optimisations, cette fois-ci sans apports de l'étranger. La CIA en vient à planifier une opération d'infiltration au sein du réacteur. L'opération échoue car la surveillance est trop serrée. Kennedy hausse le ton contre Israël après sa rencontre avec

<sup>457</sup> Pierre PEAN, cité par Dominique LORENTZ, op.cit., p. 178.

<sup>458</sup> CIA, Confidential, NIE, number 100-4-60, « Nuclear weapons production in fourth likelihood and conséquences », Intelligence Advisory Committee, 20 septembre 1960, 14 pages, p. 4.

<sup>459</sup> *Yediot Aharonot*, 2 Juin 2005, « U.S. Knew About Nuke Plans », Avner COHEN.

<sup>460</sup> *United Kingdom, Parlement Britannique, ibid.*

Khrouchtchev, le 3 juin 1961, sur la non-prolifération. La meilleure solution serait de nouvelles inspections internationales ou américaines car la CIA refuse de faire confiance aux Israéliens. Kennedy n'y croit pas non plus mais il ne peut désavouer ses propres scientifiques et entend conserver l'accord des Israéliens sur les inspections sans les froisser. Cependant, la CIA estime à juste titre que deux à trois inspecteurs de l'AEC sous contrôle israélien, équivalent à un coup d'épée dans l'eau.

### IV.3.3 Le chantage aux inspections

En juillet 1962, c'est la crise de Berlin. Dans son célèbre discours, Kennedy parle de la menace d'une guerre nucléaire entre les deux grands, mais c'est vers Israël que son regard se tourne. Le rapport NIE, qu'il vient de recevoir est accablant<sup>461</sup>. Il nomme alors un nouvel ambassadeur en Israël, Walworth Barbour. Ce dernier occupera ce poste durant douze ans et à ce titre est un témoin précieux des relations nucléaires entre Etats-Unis et Israël. Ses relations privilégiées avec Johnson, alors vice-président, Feinberg, Golda Meir, Aharon Yariv (directeur des SR militaires de Tsahal) et Victor Rothschild en fait un intermédiaire de premier plan, dépassant de loin les fonctions d'un traditionnel ambassadeur. Il fait alors comprendre à son équipe que l'espionnage sur Israël doit être formel. Ainsi, en 1963, Barbour tance un espion qui s'était aventuré autour du réacteur. Le colonel Carmello Alba parvient à photographier le site mais Hadden l'envoie à Beersheba afin qu'il recense uniquement les Français travaillant pour Israël. En décembre, une nouvelle agence est créée, la *National Photographic Interpretation Center* (NPIC), sous la présidence d'Arthur Lundhal, devant suppléer aux clichés insuffisants des U2. L'institut parvient à présenter une vision plus claire de Dimona et d'autres cibles sensibles. Mais une question demeure sans réponse. Que renferme les étages souterrains du complexe que l'on sait existants?

La CIA explique qu'Israël « peut produire suffisamment de plutonium pour une à deux bombes aériennes par an, à partir de 1965-1966. A l'échéance 1968, Israël peut avoir ses propres missiles d'une portée de 400 à 480 km »<sup>462</sup>. Sur le rapport entre balistique et nucléaire, le texte signale « des capacités de première ordre » des techniciens israéliens. « Bien que le programme israélien n'est pas maintenant dirigé spécifiquement vers une capacité militaire opérationnel, nous croyons que les intentions israéliennes, à terme, seront mises en position afin d'être capable de produire des armes nucléaires aussitôt que la décision aura été prise ». Cette phrase complexe respecte les engagements diplomatiques mais elle est explicite: la bombe est inévitable car les voisins de l'État hébreu continueront de le menacer.

---

<sup>461</sup> *United States of America, CIA*, « Guided missile and Astronautics intelligence Comittee, 20 juillet 1961, fond Avner Cohen. Déclassé en 2001 mais abondamment censuré.

<sup>462</sup> *CIA*, 21 septembre 1961, NIE n° 4-3-61, « Nuclear weapons and delivery capabilities of free world countries oser than the US and UK », Secret, 15 pages, pp.9-10. Déclassifiées en 1981.

Il est dit que Dimona a une puissance de 26 mgw (et non pas 24 mgw). En revanche, étant donné que les pays arabes n'auront pas de parade contre l'arme suprême, *l'intelligence service* pense que les Israéliens ne perfectionneront pas leur bombe. Il n'y aura donc pas de prolifération qualitative. Les avions *Vautour* français vendus à Israël peuvent néanmoins larguer une bombe à plus de 2000 km et le pays cherche à ce procurer des bombardiers plus puissants. Cette capacité nucléaire aérienne ne sera pas effective avant 1963 dicit le rapport. La CIA prévient avec accuité que le programme *Shavit*, officiellement destiné à la météorologie, « est un effort de développement indépendant d'un missile sol-sol ». Sur les éventuels essais nucléaires, il est écrit qu'Israël ne peut en faire à cause de l'exiguïté de son territoire mais aussi parce que le peu de plutonium produit annuellement serait immédiatement absorbé par les campagnes d'essais. Jamais un rapport de la CIA n'aura été aussi précis.

Kennedy reconnaît que sa politique n'aboutit pas. Aussi il décide d'associer l'ensemble des puissances nucléaires dans la promesse d'enrayer la prolifération. Son initiative est adoptée par l'ONU, validant un futur TNP. Un autre rapport est présenté, intitulé « le programme israélien d'énergie nucléaire »<sup>463</sup>. Déclassifié en 2001, il révèle quelques-uns des dessous des rapports entre les deux pays. Mais évidemment, de nombreux passages sont censurés. Alors que rien n'est dissimulé sur Nahal-Sorek, la quasi-totalité de ce qui concerne Dimona est abondamment noirci, ce qui témoigne de la très haute valeur stratégique du site et de l'implication de Washington (et pas seulement de la France). Le document mentionne la capacité du réacteur « de 24 à 26 mgw » mais la production de plutonium est noircie. Kennedy apprend que le réacteur sera opérationnel en 1963 et que tout porte à croire que la bombe est en chantier. Sans aide extérieure, il est mis en exergue qu'Israël privilégiera le vecteur aérien plutôt que balistique, qu'il développera à partir de 1970. Nasser, mis au courant par ses espions, fait savoir à Washington que la question constitue un *casus belli*. Kennedy multiplie les mesures contre la prolifération: Volonté d'interdire les essais atmosphériques, interdiction d'échange de combustible, de matériels et de technologie, contrôle permanent de l'AEC. Surtout, il faut interdire les essais (au moins qu'ils soient très discrets) et afin de ne donner aucun prétexte aux autres nations de leurs emboîter le pas. C'est peut-être pour cette raison, que les Etats-Unis vendent à Israël des supercalculateurs qui ne rendent pas les essais indispensables. Ces machines sont en fait inventées en partie par des scientifiques juifs, justement pour se passer d'essais ostensibles en Israël, afin de respecter l'opacité. Les raisons de l'absence d'essais et la nécessité de supercalculateurs recouvrent les préoccupations de dissuader la course à l'armement et d'éviter de gaspiller des ressources.

---

<sup>463</sup> CIA, 5 janvier 1962, « Israeli nuclear energy program ».



Ben-Gourion, multiplie les lettres et les déplacements aux États-Unis pour négocier.

Tel-Aviv se demande pourquoi les programmes des autres pays mentionnés par la CIA posent moins de problème à Kennedy que celui d'Israël. Pourquoi cette fixation ? Le leader démocrate exerce-t-il un chantage pour que le lobby pro-israélien lui finance sa réélection ? Lorsque William R Crawford, directeur des Affaires israéliennes montre une énième photo du dôme de Dimona aux responsables de l'armée, on feint la surprise. Israël ne semble pas avoir besoin de capacités nucléaires très importantes, en matière de portée et de puissance, car il s'agit de dissuader uniquement ses voisins. Mais on se demande pourquoi les appareils français achetés par Israël peuvent aller larguer des bombes à des milliers de kilomètres (avec ravitaillement). Kennedy accepte toutefois la vente de missiles *Hawk* et *Chaparral* pour protéger le réacteur en échange de l'acceptation d'inspections. Pour éviter des représailles diplomatiques, les ambassadeurs américains sont chargés, dans leurs pays respectifs, d'expliquer que ces missiles, qui ne sont même pas encore en dotation dans l'*US Army*, sont strictement défensifs et ne protègent qu'un centre sans importance.

### IV.3.3 Une inspection surréaliste

Israël exige que les inspections soient prévisibles à l'avance, qu'elles émanent de l'AEC et non pas de l'AIEA. Kennedy obtient quand même deux inspections par an dont la première a lieu le 26 septembre 1962. A Dimona on a le temps de se préparer à ses visites. À partir de plans français, une salle de commande d'une centrale classique est reconstituée avec des consoles factices, par l'Office des forces spéciales. Juste avant l'inspection, le *General Staff Reconnaissance Unit 269* de Tsahal camoufle les installations gênantes avec de la végétation. Les techniciens suivent même un entraînement poussé afin de répondre aux questions non prévues et utiliser les faux appareils de mesure. L'équipe d'inspection américaine est dirigée par Floyd L Culler, directeur adjoint de la division de technologie chimique du laboratoire nucléaire de Oak Ridge. La CIA remarque vite qu'une végétation poussant aussi bien est très suspecte dans un désert aride<sup>464</sup>. Hersh va même jusqu'à préciser que les inspecteurs ne connaissent pas l'hébreu et que la traduction est effectuée par un israélien au courant de la supercherie. L'inspection ne donne évidemment aucun résultat puisque la partie souterraine est totalement dissimulée et les inspecteurs se laissent gruger, de bonne grâce, pour éviter des préoccupations. Les guides leur refusent certains accès au motif de la radioactivité! Le rapport ne note rien d'anormal, « hormis des murs fraîchement plâtrés »! Joseph Zurhellen, premier secrétaire de Barbour, raconte que Culler ne reste que quelques heures et que les inspections se servent à rien. Cet élément renforce l'idée que beaucoup de hauts fonctionnaires américains n'avaient pas intérêt à divulguer de dangereuses

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
révélations. Culler précise aussi que les inspections véritables n'avaient pas pour but de découvrir des secrets mais bien agacer Israël pour qu'il négocie. Les inspecteurs auraient été « briefé » avant, pour les enjoindre à ne pas pousser trop en avant leurs investigations, la démarche devant seulement rassurer le Congrès. Cependant, l'équipe d'inspection est fortement critiquée par les Israéliens qui l'accuse de « s'être comportée comme des inspecteurs »<sup>465</sup> !

À l'extrême fin de l'année 1962, Kennedy trouve une parade détournée afin de lutter contre l'intransigeance de Ben-Gourion. Il sait la classe politique israélienne très divisée. Dès lors, il parvient à humilier Ben-Gourion en invitant, dans sa résidence privée de Palm Beach en Floride, la ministre des Affaires étrangères Golda Meir. Celle-ci, figure de l'opposition au sein du Mapai, et notoirement hostile à la bombe, incarne la jalousie générée par beaucoup à l'encontre de la troïka Ben-Gourion- Pérès- Dayan. Le mémorandum de la rencontre stipule que Kennedy demande indirectement qu'Israël abandonne son programme en échange d'une aide militaire immédiate et massive en cas d'invasion, du maintien des « relations spéciales » et d'une aide politique à l'opposition. Mc Cone, qui devient patron de la CIA après l'échec de Dulles lors du débarquement raté de la Baie des Cochons, se voit demander d'abandonner les poursuites sur Israël mais il les décline avec colère. Kennedy convoque Cone pour faire le point sur le dossier et se plaindre que les rapports sont parfois contradictoires. Il pense que la bombe israélienne engendrerait des conséquences néfastes sur l'approvisionnement en pétrole arabe.

#### **IV.4 Le bras de fer entre Goliath et David**

##### **IV.4.1 Les pressions de Kennedy**

Shimon Pérès est averti bien sûr de ce qui se trame à Washington et en vient à se demander si des proches de De Gaulle ne sont pas à l'origine de ce coup de Jarnac. Les Français se préparent déjà à quitter le commandement intégré l'OTAN, et ferment, dès 1962, un comité directeur franco-américain. Et les échanges épistolaires entre Kennedy et Ben-Gourion se tendent. Kennedy ordonne à Mc Cone: «envoyez à Ben-Gourion une réponse sévère. Faites état des obligations des Etats-Unis envers le reste du monde et de nos soupçons sur les Français ». Ben-Gourion, qui confie la rédaction des lettres à Yuval Neeman, envoie une réponse sèche, en assimilant les demandes américaines à une quasi ingérence. La presse s'en mêle. Ben-Gourion devance l'attaque en faisant comprendre aux journalistes que les rumeurs relèvent de l'antisémitisme. Washington n'insiste pas et prend officiellement pour argent comptant la réponse de Tel-Aviv: «C'est très gratifiant de voir, comme l'a fait

---

<sup>464</sup> Seymour HERSH, *op.cit.* p. 141.

<sup>465</sup> *France Palestine Solidarité*, 13 février 2003, *L'arsenal nucléaire d'Israël, que n'ont jamais contrôlé ni l'ONU*

remarquer le gouvernement israélien, qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir sur son programme d'énergie atomique. [...] Tout cet affolement se révèle sans fondement aux vues des garanties apportées par Israël. Le Département d'État fera ce qu'il pourra à Washington, et espère que le personnel en poste contribuera à calmer l'atmosphère »<sup>466</sup>. Cette version est suivie d'une directive aux ambassades américaines: « le gouvernement pense que le programme d'énergie atomique israélien rendu public ne présente aucune source d'inquiétude ». En 1962, Feinberg est envoyé visiter Dimona et rapporte les intentions de Washington. La Maison-Blanche craint de plus en plus le lobby sioniste, car de nombreux israélites travaillent dans des secteurs sensibles, comme Jérôme Weizner, conseiller scientifique de Kennedy, ayant été dans le temps membre du conseil d'administration... de l'Institut Weizmann!

La crise de Cuba stigmatise le dossier nucléaire. Depuis la crise des missiles, Kennedy est auréolé d'une réputation de prince de la paix et du désarmement. La diplomatie américaine se sent donc en force pour faire plier Israël. Si Moscou a renoncé, il serait dès lors possible de faire de même avec les autres réfractaires. Aussi, il adresse dans la foulée un mémorandum au CSNU contre Israël et l'Égypte<sup>467</sup>. Dans des lettres personnelles adressées successivement aux deux premiers ministres israéliens Ben-Gourion et Lévi Eshkol, le président les met en demeure de renoncer à tout programme d'armement nucléaire, faute de quoi les États-Unis appliqueront de sévères mesures de rétorsion: « La position américaine sur la non-prolifération serait compromise aux yeux du monde si un État tel Israël, protégé par les États-Unis, poursuivait son chemin ». Il fait également figurer une demande d'inspection et le droit de communiquer les résultats à Nasser, afin qu'il n'aille pas demander la bombe aux Soviétiques. Pour Israël, inutile de dire que la dernière supplique est inenvisageable<sup>468</sup>. Les États-Unis craignent cependant de trop faire pression sur Israël. Cela inciterait certains physiciens nucléaires juifs américains travaillant en Israël, à révéler l'étendu du programme américain aux Soviétiques. En juillet, le chef de l'*Office of National Estimates* de la CIA, Sherman Kent, présente à Mc Cone l'intérêt d'une bombe américaine dans un Proche-Orient qui se soviétise, proposition refusée car Le Caire irait la demander à Moscou.

L'année 1963 voit monter encore d'un cran la tension entre les États-Unis et Israël. Dimona est désormais opérationnel, mais Ben-Gourion retarde la constitution des premières armes afin de ménager ses alliés. Selon Seymour Hersh,<sup>469</sup> un rapport daté du 6 mars stipule qu'Israël, une fois la bombe obtenue, serait sur le point de rendre publique ses capacités. La Maison Blanche prend peur car non seulement la prolifération serait relancée dans le monde

---

ni l'AIEA..., *Green Left Weekly*, 30 octobre 2002

<sup>466</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.91.

<sup>467</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 478.

<sup>468</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 67.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
et les Etats-Unis perdraient des accords avec le monde arabe. Le 25 mars, Mc George Bundy, le secrétaire d'État Dean Rusk, McCone et le président de l'AEC Seaborg, étudient les réponses à envisager. Le *National Security Action Memorandum (NSAM) 231* stipule que Kennedy exige une inspection rapide et complète du réacteur. Le 2 avril, Shimon Pérès le rencontre et élude les questions du président: « Israël ne sera pas le premier pays à introduire le nucléaire au Moyen-Orient ». Les pays arabes n'aident pas les Etats-Unis dans leurs démarches. Au contraire. En effet, l'Égypte, la Syrie et l'Irak signent au Caire, le 17 avril 1963, une union militaire pour la libération de la Palestine.

En mai, Kennedy, désespéré, confie à De Murville: « Israël nous cause un grave souci ». Le français répond: « Les Israéliens pourraient tout au plus produire un ou deux détonateurs qui ne pourraient être considérés comme une véritable arme de guerre. Cela entraînerait des troubles au Moyen-Orient ». Kennedy insiste: « si Israël avait l'arme atomique, nous serions blâmés les uns comme les autres, vous, pour avoir fourni l'uranium, nous pour l'aide financière que nous donnons à Israël. La question d'Israël est stupide car ils donnent un prétexte aux Russes, de nous mettre en accusation devant l'opinion publique et peut-être pas sans raison »<sup>470</sup>. Un document de la CIA met en exergue les capacités balistiques israéliennes en précisant que « nous croyons qu'Israël entreprend le développement de missile air-air de portée comprise entre 400 et 480 km. La totalité de l'effort général israélien pour développer et produire un tel missile d'un poids entre 900 et 1400 kg requiera probablement trois à quatre ans de grosses dépenses ».<sup>471</sup> Cela, on le savait déjà plus ou moins. Ce qui est nouveau, c'est que l'Égypte et Israël « peuvent, cependant, produire de petits engins chimiques et biologiques pour des usages clandestins. Les deux pays ne produisent pas d'armes radiologiques ». Les activités biochimiques israéliennes sont donc confirmées pour la première fois dans un texte officiel, bien qu'en grande partie censurée (ce n'est pas le cas de l'Égypte). Cependant, aucun nom de complexes israéliens n'est publié, et de telle capacité ne gêne pas Washington. Ce texte, très intéressant, stipule qu'Israël développe la bombe (le texte n'utilise pas, pour une fois, le conditionnel) et surtout, connaît une forte progression général de son arsenal militaire. Sur l'Égypte, la CIA prévient que si Nasser ne parvient pas à contrer la bombe de son voisin par ses propres capacités, il dirigera le monde arabe contre les Etats-Unis et il demandera inmanquablement à l'URSS « d'assurer sa protection ». Ces prédictions s'avèreront exactes.

Comme le ton du document est alarmiste, nul doute que Kennedy trouve son désir d'agir renforcé. Pérès, inquiet de l'acharnement de Kennedy, se plaint à De Murville:

---

<sup>469</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 158.

<sup>470</sup> *Ibid.*

<sup>471</sup> CIA, Special NIE, SNIE, 8 mai 1963, n° 3/2/63, «*The Advanced Weapons Programs of UAR and Israël*», Direction of Central Intelligence, Secret, Mori Doc ID 1075632.

« Les Américains ont demandé dans le passé, déjà deux fois, à visiter le réacteur de Dimona en mai 1961 et en octobre 1962. Nous avons accepté pour avoir la tranquillité avec les Américains. Il faut qu'ils puissent dire que leurs dossiers sont bien en règle. Mais en avril dernier, ils nous ont fait de nouvelles demandes. Ils veulent maintenant visiter le réacteur deux fois par an. Nous n'avons pas pu dissimuler notre colère, car nous n'admettons pas qu'ils puissent exercer sur nous un contrôle permanent ». [...] Les Américains ne doivent pouvoir s'occuper que de l'autre réacteur, celui que nous construisons avec leur aide »<sup>472</sup>.

John Mc Cone, lors d'un dîner à Washington, le 25 mai, accuse un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères français, Charles Lucet, que la France construit une usine de retraitement en Israël. Lucet répond qu'il s'agit seulement d'un réacteur civil, et que la France a saboté des accords d'achat d'uranium en Afrique à destination d'Israël. En fait, l'attaque n'est le résultat que de la jalousie de Washington envers une relation privilégiée. Lucet s'en plain à Goldschmidt qui lui dit qu'il est impossible de revenir sur les accords précédents.

#### IV.4.2 La nomination d'Eshkol: Israël gagne du temps

Le 10 juin, Washington déclare un moratoire unilatéral sur les essais atmosphériques. Certes, les essais souterrains sont plus sûrs et plus discrets et donc cette dernière mesure ne relève en rien du pacifisme. Le 13 juin, Kennedy envoie par lettre un ultimatum à Israël<sup>473</sup>. La fronde menée par Golda Meir a eu raison du « fils du lion ». Ben-Gourion cède. Cela ne lui coûte rien car Lévi Eshkol prendra ses fonctions le 27 juin. Officiellement, Ben-Gourion démissionne à cause de l'affaire Lavon, mais le lobby nucléaire lui reproche en fait sa faiblesse face à Kennedy et De Gaulle. Kennedy profite de l'élection d'Eshkol pour relancer les pourparlers, car il sait son opposition initiale au nucléaire, et lui demande de reconduire la promesse de Ben-Gourion sans quoi une franche rupture sera décidée. Et pourquoi pas s'attaquer à la racine du mal, c'est-à-dire à la France? Kennedy propose à Paris de partager le site d'essais nucléaires du Nevada, ce qui permettrait de priver les Israéliens de plate-forme françaises. Sans succès. Kennedy dit à Pérès: « vous savez que nous enregistrons avec inquiétude chaque signe d'un développement des capacités nucléaires dans cette région. Leur présence créerait une situation dangereuse. C'est pourquoi nous tenons tellement à suivre de près vos efforts dans ce domaine. Que pouvez-vous me dire à ce sujet? ». Pérès répond: « Je peux vous dire clairement que nous n'introduirons pas de bombe dans la région. Nous n'y avons pas intérêt, tout au contraire, nous avons intérêts à un ralentissement de la course aux armements, et même à un désarmement total »<sup>474</sup>. Mais le compte-rendu américain prévoit la dérive: « Pérès a donné l'assurance sans équivoque qu'Israël n'entreprendrait rien dans ce domaine A moins de découvrir que d'autres pays de la région s'y emploierait ».

La défaite de l'administration Gourion entraîne la démission d'Ernst Bergmann. Lors des élections législatives, le *Rafi*, nouveau parti centré autour de Ben-Gourion, affronte celui

<sup>472</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, Chapitre 19, *ibid.*

<sup>473</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.127.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
de Golda Meir. La lutte s'exacerbe car les intérêts des complexes militaro-industriels israéliens et américains s'invitent aux débats. Hersh y voit l'affrontement entre ceux qui souhaitent imposer un État fort, uni et défendu par une armée nationale de conscription, face à un conglomerat d'intérêts privés, fractionnaire et identitaire animée par l'esprit frondeur et indépendant des entités comme la *Haganah*. D'un côté, un État reposant sur le réalisme, l'autorité, l'union et la bombe, de l'autre une société de bric et de broc, fondée sur la religion et l'enthousiasme du volontariat. Pour beaucoup, la victoire des libéraux permet d'affaiblir l'autoritarisme militaro-scientifique.

Le rapport de la CIA datée du 28 juin<sup>475</sup> masque les capacités israéliennes, peut-être pour ménager Tel-Aviv, en échange d'un assouplissement sur le programme, car le précédent rapport du 8 mai était au contraire très explicite. Et l'on sait que ces rapports sont également fournis à certaines chancelleries occidentales et aux grandes instances internationales telles que l'ONU et l'AIEA. L'agence prévient qu'à l'instar de la France, l'adhésion d'Israël aux traités contre la prolifération ne sera probablement pas respectée<sup>476</sup>. Aussi, dans une violente lettre, le 5 juillet, Kennedy menace Israël d'une non-assistance militaire. Israël doit se décider tant que Kennedy a besoin du lobby pro-israélien pour sa réélection et que les conditions sont encore acceptables. Eshkol rétorque cependant : « De quoi suis-je censé avoir peur ? » Il ajoute que les Américains pourront aller visiter Dimona mais lorsqu'ils demanderont qu'on leur ouvre telle ou telle porte, alors Pratt lui répondra « non, pas celle-ci »<sup>477</sup>.

L'ambassadeur Barbour prévient Israël qu'il convient de gagner du temps en acceptant les souhaits de Kennedy. Car les négociations sur le *Partial Test Ban Treaty* (PTBT), le 5 août, menace de concerner par défaut Israël. Si l'URSS l'accepte aussi, la perspective d'un programme nucléaire arabo-musulman sera très fortement compromise et la bombe israélienne moins utile. Mais les Soviétiques refusent la clause du traité sur les armes nucléaires américaines autorisées à être présentes en Allemagne, pour lesquelles les Etats-Unis demandaient une dérogation. Le *memorandum de l'Arms Control and Disarmament Agency* (ACDA) «*Political Implications of a Nuclear Test Ban*» met en exergue le fait que la législation n'empêchera pas à terme la prolifération mais la compliquera. La mission Harriman, dépêchée pour négocier une coopération américano-soviétique de contre-prolifération, décide que seuls quatre pays peuvent posséder la bombe. Mais si Moscou l'autorise pour la Chine, les Etats-Unis feront de même pour Israël. Le 10 juillet, Kennedy cède sur l'Allemagne et Khrouchtchev sur la Chine, qui de toute manière entame déjà son

---

<sup>474</sup> Michel BAR-ZOHAR, *ibid.*

<sup>475</sup> CIA, Top Secret, NIE n° 4-63, 28 juin 1963, « Likelihood and Conséquences of a Proliferation of Nuclear Weapons Systems », 31 pages. Déclassifié.

<sup>476</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.15. Seymour Hersh conclu donc que le Congrès était au courant mais rien n'indiquait dans le budget, les détails des sommes de cette caisse noire.

<sup>477</sup> John MEARSHEIMER et Stephen WALT, *Le lobby israélien...*, *op.cit.*, p.48.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
divorce avec Moscou. Ben-Gourion, Moshé Dayan et Pérès exigent le droit de suivre la  
Chine, qui entame « indépendamment » son propre programme<sup>478</sup>.

Kennedy croit donc l'emporter lorsque le PTBT est signé par l'URSS, le Royaume-Uni, les États-Unis et Israël (ratification le 28 janvier 1964). C'est la conséquence des démarches de Gromyko, qui fit part à Dulles, des photos qu'un satellite espion soviétique avait réalisé au-dessus de Dimona. Le 19 août, Eshkol accepte une autre inspection, ainsi que le principe qu'elles soient régulières mais avec des restrictions<sup>479</sup>. Officiellement, la diplomatie américaine remporte une victoire, mise en exergue pour rassurer les pays arabes. En fait, Kennedy trouve un compromis bien mince. Car le PTBT n'interdit pas les essais sous terre, qui permet de développer un arsenal plus discret. Les relations entre Israël et les États-Unis se réchauffent par une aide économique que Stuart Symington, membre de la Commission des forces armées au Sénat, prévoit lors d'une réunion bilatérale. L'américain rassure Israël « n'arrêtez surtout pas de fabriquer des bombes atomiques. Et n'écoutez pas le gouvernement. Faites ce que vous croyez le mieux »<sup>480</sup>. EN représailles, la Syrie, l'Irak et l'Égypte forment la *Fédération Arabe*. Tel-Aviv panique, demandant que les frontières au Moyen-Orient soient définies officiellement et surtout qu'une réunion d'urgence entre Israël et les États-Unis ait lieu afin de bâtir une alliance militaire. Washington refuse, ne voulant pas être entraîné dans une guerre, surtout que Dimona commence à tourner à plein régime. Le 22 novembre, Kennedy est criblé de balles à Dallas. On arrête un coupable, Lee Harvey Oswald, au motif qu'il avait séjourné en URSS entre 1959 et 1962. Seymour Hersh<sup>481</sup> conclue à la participation du Mossad<sup>482</sup>. Il est probable que la somme des intérêts auxquels Kennedy s'était attaqué (mafia, KGB, complexes militaro-industriels et nucléaires) se soient conjugués pour l'abattre (on retrouvera un peu la même configuration dans le meurtre de Rabin en 1995). Mais il existe d'autres moyens plus pacifiques pour se débarrasser d'opposants comme la diabolisation et autres moyens propres au *soft power*. Aussi, cette thèse, bien qu'intéressante, ne convainc pas totalement.

## **V Johnson : une « négligence bienveillante »<sup>483</sup>**

### **V.1 Un rapprochement israélo-américain**

#### **V.1.1 Échange de procédés**

---

<sup>478</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 479.

<sup>479</sup> Rapport d'information déposé en application de l'article 145, *op.cit.*, p. 55.

<sup>480</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 128.

<sup>481</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 134.

<sup>482</sup> Michael Collins PIPER, *Jugement final : le lien manquant dans l'assassinat de JF Kennedy*, 1990, 760 pages.

<sup>483</sup> Formule que Seymour Hersh attribue à Henri Kissinger. *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, *ibid.*

L'énigmatique Lyndon Baines Johnson, vice-président de Kennedy, le remplace. C'est une bénédiction pour Israël qui aura désormais un fidèle allié à la Maison Blanche. Johnson, qui ne supportait ni le catholicisme, ni la vie sentimentale agitée, ni le mépris de Kennedy (il l'appelait « fils de paysan inculte »), ne pleure pas le président défunt. De confession protestante, LBJ appartient à la mouvance des christadelphes, pro-juifs. Feinberg avait déjà financé sa campagne pour son entrée au Sénat en 1948. Un autre financier l'épaule. Il s'appelle André Meyer, de la banque *Lazard Frères* de New-York, grand bailleur de fonds du Parti Démocrate. C'est aussi un ami de Pompidou<sup>484</sup>. Johnson se lie ensuite d'amitié avec James Novy, président régional pour le sud-ouest de *l'organisation sioniste de l'Amérique*. Le président échoit d'un dossier brûlant, d'autant que Nasser déclare le 23 décembre 1963 : « le développement d'armes nucléaires par Israël obligera les États arabes à lancer une attaque préventive contre Israël »<sup>485</sup>. Le directeur des programmes scientifiques du ministère de la Défense, Simon Yiftach, ancien de *l'Argonne National Laboratory* (Illinois), annonce que Dimona se prépare à produire du plutonium. Mais LBJ abandonne le zèle de son prédécesseur. L'urgence n'est pas immédiate puisque des inspections sont prévues. Ce n'est que lors du test chinois qu'il se décide à sauvegarder les apparences.

Du 17 au 18 janvier 1964, une autre visite est organisée à Dimona, la première depuis la nomination de Johnson. Les inspecteurs apprennent la pleine puissance du réacteur mais se laissent conduire aux installations par les représentants du gouvernement sans poser de questions. Mc Georges Bundy, conseiller à la sécurité nationale chargé du dossier, communique à Johnson n'avoir pas de renseignements sur les réelles intentions nucléaires d'Israël. Mais le 18 mai, la CIA estime que l'Égypte et Israël disposent de missiles. Il est noté qu'Israël «peut» les doter de têtes nucléaires mais on ne sait naïvement pas si c'est sa volonté de l'État hébreu. Même au sein de l'administration présidentielle, l'opacité reste de mise. Ainsi en juin, a lieu une nouvelle négociation. Eshkol se rend à Washington et demande qu'en échange des armes nucléaires qu'il promet de ne pas fabriquer (pour l'instant), les États-Unis lui fournissent des chasseurs-bombardiers *Skyhawk A-4*, (capable de transporter des armes nucléaires!) et 50 sol-air *Hawk* pour protéger Dimona, après que des avions égyptiens aient survolé la centrale. Johnson demande encore que Dimona soit soumise au contrôle de l'AIEA ce que refuse Tel-Aviv, au motif que la Chine et la France refusent eux-aussi des inspections. Johnson n'insiste pas car les élections approchent. Cela est confirmé par Rabin lui-même dans ses *Mémoires*, en 1980:

« Eshkol se rend aux Etats-Unis à l'invitation de Johnson qui accepte de vendre des armes à Israël si celui-ci respecte certaines conditions, qualifiées de mineures : 'Israël s'abstiendrait de mobiliser le lobby israélien au Congrès lors de la livraison d'armes à la Jordanie ; Israël n'entreprendra aucune attaque préventive contre les États Arabes et rechercherait tous les moyens pacifiques (y

<sup>484</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, op.cit., p. 282.

<sup>485</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 480.



De plus, Eshkol promet qu'en échange, il n'ordonnerait pas d'essais nucléaires et que le secret sera maintenu.

Pour Nahal-Sorek, on apprendra plus tard une curieuse tractation : Dans le cadre du projet *Water for Peace* permettant d'accéder à la paix en donnant à la région une autosuffisance en eau, et en accord avec l'URSS et l'AIEA, pour autoriser le transfert de technologie nucléaire, Johnson propose de construire en Israël une centrale nucléaire de 200 mgw électriques pour traiter 400 millions de mètre-cubes d'eau par an. Washington s'engage à aider financièrement et technologiquement son allié pour 60 millions de dollars. L'usine devra permettre également d'alimenter l'Égypte (contre l'abandon de son propre programme). Six ans après son éviction de l'AEC, Strauss se rend en Israël, pour superviser le projet. C'est là qu'il se lie d'amitié avec Bergmann. L'initiative, intitulée *Middle East Nuclear Desalination* (MEND)<sup>487</sup> est, pour les uns, une volonté de contrôler subrepticement les activités nucléaires desdits pays ; pour les autres, une manière de contrôler le programme égyptien, sans en exiger de même pour Israël. Il semble que la seconde approche soit la bonne. Le projet est néanmoins abandonné pour « raison budgétaire et politique », en fait par le refus israélien de l'ingérence de l'AIEA.

Dimona est terminée. La production de plutonium peut débuter. Le complexe de montage des armes nucléaires d'Haïfa est également opérationnel. En août, le directeur de l'ACDA, William Foster juge impossible d'arrêter un programme en cours. Si le programme chinois arrive à terme, il faudra céder sur Israël. Forster détermine différentes manières de limiter la prolifération : Décourager les États un par un, empêcher la diffusion des possibilités techniques, s'accorder avec les Soviétiques pour qu'ils limitent leur coopération nucléaire, intégrer toutes les organisations internationales et tous les secteurs d'activités dans un dialogue et développer un consensus politique le plus large possible, même avant l'entrée d'un TNP. Foster recommande de perdurer dans les inspections et le dialogue plutôt que dans la menace.

L'ambassadeur Walworth Barbour accueille à Tel-Aviv, William Dale, chef de mission d'inspection, et lui signifie que la mission consiste, selon les directives de Johnson, à fermer les yeux sur ce qui se passe dans le pays, à ne pas prendre en compte les rapports du chef de la CIA dans le pays, John Hadden, pour faire en sorte qu'Israël ne soit pas un problème pour la Maison Blanche. L'ambassadeur refuse de dialoguer avec la CIA, rend compte de ses rapports uniquement à Johnson, et ne prend même pas la peine de crypter ses conversations téléphoniques. Sachant que le courrier est surveillé par le Mossad, il utilise ce moyen pour

---

<sup>486</sup> Yitzhak RABIN, *Mémoires*, Buchet/ Chastel, 1980, 253 pages, p. 56.

<sup>487</sup> David FISHER, *op.cit.*, p. 168.

passer des informations confidentielles à Washington, en espérant que le Mossad interceptera les indiscretions. D'ailleurs, l'espionnage de Dimona finit par échoir non pas à la CIA mais aux services de renseignements de l'ambassade<sup>488</sup>.

Le 16 octobre, la Chine fait exploser sa bombe. Israël n'est plus seul dans la prolifération. Le 3 décembre, la CIA remet un nouveau rapport<sup>489</sup> manquant volontairement de clarté. Le programme israélien est dit vouloir se diriger vers de l'électricité nucléaire, mais insiste sur le fait que par les apports de la technologie française et de l'uranium argentin, Israël peut tester sa bombe dans deux ans. Israël n'a pas d'usine de séparation du plutonium et sans importation de plutonium, l'essai, s'il est prévu, sera retardé. L'État hébreu pourra compter sur des missiles nucléaires de plus de 400 km de portée, mais seulement quatre ans après que la bombe sera testée. Le tout est suivi de cette phrase sibylline: «A moins qu'Israël reçoive du plutonium d'un autre pays», ce qui se passe et que personne n'ignore. L'administration confirme qu'« Israël a désormais la capacité technique de développer la bombe. [...] Israël, sans aucune assistance extérieure, pourrait procéder à son premier essai nucléaire dans deux ou trois ans seulement après la décision de développer une capacité nucléaire militaire »<sup>490</sup>. Fin 1964, Eshkol organise une réunion où le Mossad est convié car on vient d'apprendre le 12 décembre, par Washington, que si Nasser obtient les preuves formelles d'un programme militaire israélien, il entreprendra de détruire Dimona.

### V.1.2 Le faux divorce avec la France

Le pseudo divorce avec la France est déjà en marche. Officiellement, le 11 février 1964, l'attaché scientifique d'Israël en France déplore l'arrêt des livraisons françaises. La décision de quitter l'OTAN est déjà prise, au point que les Etats-Unis pensent partir d'eux-même dès 1965, mais Jean de la Granville, ex négociateur de la CED pour l'OTAN, est un des hommes qui sabotent et espionnent les initiatives autonomistes des gaullistes<sup>491</sup>. Le ministre de l'information, Alain Peyrefitte, nuance auprès d'Eshkol en juillet : « Cela ne signifie nullement que l'amitié avec Israël doit subir une éclipse. Au contraire, les bonnes relations que nous entretenons avec les antagonistes doivent permettre le maintien du *statu quo* et de la paix au Proche-Orient »<sup>492</sup>. En clair, le rapprochement avec les pays arabes est une couverture destinée à rendre la coopération avec Israël plus discrète et d'autant plus efficace. Le Premier ministre Eshkol et De Gaulle se rencontrent à Paris pour négocier sur l'avenir de la

<sup>488</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.172.

<sup>489</sup> CIA, NIE, 4-2-64, 21 octobre 1964, « Prospects for a Proliferation of Nuclear Weapons Over the Next Decade », 24 pages. CIA, *Memorandum*, TS 190187, Top Secret, 3 décembre 1964, « Nuclear Weapons Programs Program Around The Word », 11 pages. Déclassifié.

<sup>490</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 481.

<sup>491</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 130.

<sup>492</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 211.

collaboration nucléaire. Malgré la rupture prévue, Jacques Soustelle reprenant les rennes du CEA, rapporte: «J'ai tout lieu de penser que De Gaulle n'était pas alors opposé à la coopération nucléaire franco-israélienne. [...] Dans la pratique, elle a continué comme avant»<sup>493</sup>. Soustelle sera cependant démis de ses fonctions pour désaccords sur l'Algérie. Pérès dit simplement « nous nous procurons de l'uranium ailleurs ». Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'uranium africain, exploité par des entreprises françaises et exporté vers Israël, n'engage pas le gouvernement français. Et le Quai d'Orsay intiment aux diplomates israéliens en France, la plus grande discrétion<sup>494</sup>. C'est à cette époque que l'on fait courir la rumeur d'une politique pro-arabe de la France, ce que «les spécialistes» en géostratégie ont pris (encore aujourd'hui), pour argent comptant.

Johnson et De Gaulle se détestent, et le dossier israélien en est l'acmé. C'est pour cette raison que les Etats-Unis refusent en 1964 (*directive n°294*) la vente à la France (par crainte d'espionnage soviétique) d'un *IBM 360-92* pour les simulations nucléaires et propose à la place un *CDC 3600* de la firme *Control Data*. La machine ne doit pas être employée à des fins militaires mais le CEA passe outre. Mais dès leur première rencontre, LBJ assure: « les difficultés entre nos deux pays ont été grandement exagérées. En réalité, les tensions n'existent pas. La France sait parfaitement qu'elle pourrait compter sur les Etats-Unis si elle était attaquée. Si les Etats-Unis étaient en guerre, la France mettrait les moyens dont elle dispose aux côtés des Etats-Unis »<sup>495</sup>.

De Gaulle décide de retirer la France du commandement militaire de l'OTAN, le 7 mars 1966, y compris pour bâtir l'image fallacieuse de non aligné sur les Etats-Unis<sup>496</sup> et s'emparer des marchés arabes. En fait, c'est à partir de l'obtention de *Mirage-IV* que Paris peut dès lors assurer seule sa défense sans l'aide des Etats-Unis et c'est pourquoi elle se retire du commandement nucléaire de l'OTAN. Le 7 mars, il déclare: «la défense d'un pays tout en étant combinée avec celle d'autres pays, doit conserver un aspect national». Le *Supreme Headquarters allied power in Europe* déménage à Bruxelles. La France refuse en conséquence de laisser stationner des bombes américaines sur son sol. Cette scission ne peut être complète que si les Israéliens cessent leur coopération avec la France. Mais en fait, les accords secrets *Ailleret-Lemnitzer* maintiennent la possibilité de missions françaises auprès des Etat-majors régionaux de l'Alliance<sup>497</sup>. Lorsque Eban, ministre des Affaires étrangères, s'en inquiète, Murville lui répond: « le caractère des liens entre Israël et la France ne justifie pas que le général de Gaulle vous tape sans cesse sur l'épaule pour vous rassurer»<sup>498</sup>.

<sup>493</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 136.

<sup>494</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 171.

<sup>495</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 180.

<sup>496</sup> Charles DE GAULLE, *Discours et messages*, cité par Lorentz, p. 84.

<sup>497</sup> *L'Express*, 12 mars 2009, «La France a réintégré l'OTAN depuis longtemps».

<sup>498</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 185.

## V.2 Un mensonge contre des armements

### V.2.1 Une méfiance trop tardive

Le 21 janvier 1965, LBJ crée une *task force* dirigée par le sous-secrétaire d'État à la Défense Roswell L Gilpatric, aidée d'un aréopage de 10 spécialistes du nucléaire. Elle propose l'établissement de traités garantissant des ZEAN au Moyen-Orient et en Amérique Latine, deux chasses gardées. Ce document, encore secret, n'est même pas livré à la connaissance des personnes extérieures au premier cercle du président. Le rapport conclu que la prolifération, même parmi les alliés, remet en cause l'hégémonie américaine, risque d'entraîner quand même les Etats-Unis dans un conflit nucléaire et donne un excellent argument à l'ennemi pour proliférer. La nécessité d'un organisme commun de non-prolifération s'impose donc. Le rapport conseille de promettre à Israël une aide militaire contre l'Égypte. Mais le sénateur Robert Kennedy, fervent opposant de la bombe, au courant de certains aspects généraux du rapport, accuse l'administration Johnson de mollesse: « L'Inde et Israël possèdent déjà des matières fissiles de qualité militaire utilisables pour l'armement, et peuvent fabriquer une arme en quelques mois ». Cette prémonition est confirmée par un rapport qu'il commande en août auprès de scientifiques américains. Johnson ne prête attention, pour la simple raison qu'il provient d'un futur rival pour la prochaine présidentielle.

Le 10 mars, après une autre inspection dont le rapport n'est pas remis aux pays arabes, le consultant de la Maison Blanche, Robert Komer, du *National Security Council*, trouve un compromis avec Eshkol, par le *Memorandum of Understanding* qui reconnaît la primauté de la sécurité d'Israël<sup>499</sup>. Les instances impliquées dans ces inspections (ACDA, AEC, Département d'État, FBI, CIA et Maison Blanche) sont rivales avec du personnel pas très motivé pour porter atteinte à Israël. Il est donc facile pour Tel-Aviv d'exploiter ces failles, à l'aide des lobbies militaro-industriels. Néanmoins la *Task Force* étudie les questions de détournement d'uranium enrichi des affaires Shapiro et *Plumbat*, des vols des plans du *Mirage* et des études israéliennes sur la bombe H<sup>500</sup>.

Dans la foulée, les deux pays signent un accord portant sur la «recherche nucléaire»:

« Cela n'implique pas nécessairement qu'Israël soit en train de se doter d'armes nucléaires mais il faut admettre qu'un réacteur en fonctionnement, plus un système de lancement de missiles, conduit à penser qu'Israël se donne les moyens de le faire. [...] Si nous vendons des armes à la Jordanie, nous devons en vendre aussi à Israël. Si nous n'en vendons pas à la Jordanie, les Soviétiques lui en vendront. Dans tous les cas, nous devons en vendre à Israël »<sup>501</sup>.

A charge pour Israël de faire en sorte que les inspections ne donnent rien. Les inspecteurs Harriman et Komer doivent persuader les Israéliens de se ranger auprès de l'AIEA. En cadeau, l'usine de désassemblage serait livrée clé en main. Nouveau refus. En avril, Eshkol, en

<sup>499</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb op.cit.*, p. 205-207.

<sup>500</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 15.

<sup>501</sup> *Jeune Afrique*, n° 2398-2399, *ibid.*

déplacement à Washington, accepte que l'AIEA viennent inspecter Nahal-Sorek à la place des Américains. Johnson rappelle que c'est Dimona qui pose problème. Néanmoins, en échange des inspections sur Nahal-Sorek, Washington lui livre 40 kg d'uranium enrichi<sup>502</sup>. On ne sait si l'uranium ira bien à Nahal-Sorek. Car Eshkol, en privé, décide de privilégier cette fois la recherche pour des bombes à fission à rayonnement renforcé car l'offensive préventive de 1967 est déjà prévue. Mais officiellement, Eshkol retarde la fabrication des ogives pour encore bénéficier du matériel américain. Washington peut donc rassurer Nasser. Et le 21 mai, Johnson accepte de mettre provisoirement fin aux inspections.

### V.2.2 « L'officialisation d'un accord favorable tacite »

Le 17 août 1965, les États-Unis soumettent au *Comité des dix-huit puissances sur le désarmement* un projet de traité contre la prolifération. L'URSS suit. Le 19 novembre, sur l'initiative de 8 pays non alignés, l'AG adopte la *résolution 2028 (XX)*, qui énonce cinq principes sur lesquels doit reposer la négociation d'un TNP. Washington planifie avec irréalisme l'adhésion d'Israël même si sa signature passera avant par des négociations bilatérales secrètes. Israël le signera sous les menaces et ses promesses, car il ne pourra pas prendre le risque d'aller à l'encontre d'une législation internationale, du moins le pense t-on. Mais comme le traité comporte un droit de retrait, à quoi servira-il? La Corée du Nord en fera plus tard usage. Le droit de retrait est lié à la clause *rebus sic stantibus*. Ces retraits, selon le préavis de trois mois, doivent être reconnus par le CSNU si jamais agression il y a. Le pays menacé peut alors développer ou assembler une arme. Le retrait engage le pays à renoncer aux bénéfices des partenariats nucléaires civils, mais il peut sortir du TNP «après» avoir copié les brevets technologiques. Or le TNP étudie, chose curieuse, la possibilité pour un État se retirant du TNP, comme peut-être la RSA en son temps, de continuer à bénéficier d'une assistance nucléaire civile, sous contrôle international<sup>503</sup>.

Mc Cone démissionne pour protester sur le fait que ses rapports sur Israël ne sont pas pris en compte. Le haut fonctionnaire fustige aussi l'inefficacité des inspections. Johnson argue qu'en pleine difficulté au Vietnam, il ne peut se permettre de se couper d'Israël et de ses renseignements, qui le soutient dans cette politique de *containement*. Au début de l'année, le rapport annuel de la CIA cible «Israël comme État pouvant acquérir la bombe en deux ans car ayant importé et stocké clandestinement suffisamment d'uranium». La livraison norvégienne d'eau lourde à Israël est reconnue officiellement. Il est stipulé qu'il est possible qu'Israël «fabriquera des bombes si la menace conventionnelle envers les États arabes ne suffit pas». Le propos est clair, d'autant qu'il est rajouté que «la combinaison de pressions et d'accords

<sup>502</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p.141.

<sup>503</sup> *Politique étrangère*, n°4, 2008, « Le TNP et le droit de retrait ». Grégory BOUTHERIN.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
américains et internationaux ne pourront probablement pas dissuader les Israéliens »<sup>504</sup>. Un  
aveu d'impuissance bien pratique. Le 2 avril 1966, une autre inspection est organisée. Elle est  
même relatée dans les détails par le *New York Times*, qui met en doute son intégrité. Pour les  
États-Unis, Israël est bien «davantage un fardeau stratégique qu'un allié utile »<sup>505</sup>.

Tel-Aviv donne des gages de sa bonne foi et accepte de ne pas assembler de bombes  
nucléaires sauf en cas d'extrême nécessité. Bergmann s'oppose à la décision d'en retarder la  
production car il subodore un piège tendu par le président américain pour formuler un TNP  
AVANT qu'Israël ne conçoive sa bombe et ainsi l'y intégrer *de facto*. Bergmann s'envole pour  
les Etats-Unis, à l'invitation de Strauss. Les deux hommes visitent *l'Institut nucléaire de  
Recherches Avancées de Princeton*. Le *NYT* parvient à l'interroger lors de ce voyage:  
« (Bergmann) a insinué que le gouvernement d'Eshkol était moins favorable à la planification  
scientifique à long terme que n'était Ben-Gourion, avec lequel le professeur Bergmann était  
en proche collaboration. Il a évoqué le manque de fonds pour la recherche et le risque de  
dépendance des sources étrangères »<sup>506</sup>. Voici donc les raisons officielles de la suspension du  
programme israélien. La Maison Blanche récompense cette décision par la livraison de 48  
*Skyhawk*, le gouvernement israélien ayant déjà prévu de les utiliser en vue de la guerre des Six  
Jours. Israël cède, mais pour les besoins d'une guerre déjà planifiée<sup>507</sup>. En aparté, James  
Angleton, prévient de l'ingérence d'Israël au sein des sites stratégiques américains. En effet,  
le 2 juillet, les 28 Mt de la bombe H *Aldébaran* explosent à Mururoa. Francis Perrin avait  
promis que les campagnes «auraient lieu en dehors de la saison touristique». Or, les derniers  
progrès français persuadent Washington que les brevets scientifiques américains passent par  
Israël pour des utilisations communes entre Paris et Tel-Aviv. C'est même l'une de ses raisons  
qui poussent Paris à mener ses essais au *Centre d'expérimentation du Pacifique* pour éviter  
que d'autres pays installent des détecteurs espions dans les pays alentours (la CIA en avaient  
installé en Libye). La France avait un temps penser à mener des tests en Guyane, mais les  
pourparlers du traité de Tlatelolco notamment rendent le projet caduque.

### V.2.3 La première bombe

William Dale, diplomate américain de l'ambassade à Tel-Aviv, rédige un résumé  
stipulant que les bombes sont en réalité prêtes à équiper des avions et des missiles. Envoyé à  
Washington, le rapport n'aboutit qu'à la mutation de celui qui l'a envoyé<sup>508</sup>! Dès lors, le  
directeur de la CIA peut informer discrètement Johnson qu'Israël « est une puissance

---

<sup>504</sup> CIA, Secret controlled Dissem, NIE, n° 4-66, 20 janvier 1966, « The likelihood of Further Nuclear Proliferation », 25 pages.

<sup>505</sup> *Jeune Afrique*, du 4 au 10 juin 2006, « L'Amérique ne soutiendra pas toujours Israël », p. 27, Tony JUDT.

<sup>506</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 151.

<sup>507</sup> *Ibid.*

<sup>508</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 175.

Un rapport du Congrès suggère qu'Israël doit s'engager à ne pas assembler d'ogives, à geler le programme «là où il est», à ne rien révéler et à signer le TNP. Ce qui permettrait en cas de danger, d'assembler rapidement une bombe. Cette thèse est plausible. Il est possible qu'aujourd'hui, Israël ne possède pas de bombes assemblées, mais seulement des vecteurs ultraperformants, prêts à l'emploi immédiatement, l'assemblage étant lui même aussi très rapide. Cette option, qui permet de ne pas enfreindre les traités, est d'ailleurs attribuée à de nombreux pays, dont la Corée du Sud, l'Allemagne ou la Suisse, et qui explique le dénie israélien sur l'existence de sa dissuasion.

Un accord trilatéral entre Israël, l'AIEA et les Etats-Unis entre en vigueur. Ce texte très important est réalisé entraîne immédiatement une réorganisation de l'IAEC sous la présente égide d'Israël Dostrovsky, poste qu'il occupera jusqu'en 1971. Chacune des trois parties le signe le 18 juin 1966 à Vienne, Sigvard Eklund pour l'AIEA, Naftali Shimron pour Israël et Henry D Smyth pour les États-Unis<sup>511</sup>. Le texte est explicite puisqu'il détaille l'ensemble des échanges en technologie nucléaire, le financement et les conditions de cet accord. Le texte mentionne les précédents accords officiels liant les deux pays: texte du 12 juillet 1955, du 20 août 1959, du 1<sup>er</sup> juin 1960, du 22 juin 1962, du 15 août 1964 et du 11 avril 1965. Il prévoit la fourniture par les États-Unis de combustible, de technologies et d'assistance en matière nucléaire à des fins civiles. Le nom du complexe n'est pas mentionné, mais on sait qu'il ne peut s'agir que de Nahal-Sorek, car le texte fait référence à un centre dont la puissance ne peut excéder 6 mw. Le complexe sert-il de centre de transition entre les États-Unis (et d'autres pays) et Dimona? Ce n'est pas impossible, et cela permettrait de développer un programme civil et militaire sous l'égide de l'AIEA... tout en le lui cachant!!! Comme pour entériner cette nouvelle situation, Israël et les Etats-Unis signent, sous l'égide de l'AIEA, un nouvel accord bilatéral, le 13 juillet<sup>512</sup>.

Israël obtient sa première arme le 2 novembre 1966. Elle aurait été testée en réalité sous les sables du Néguev (probablement à Al Naqab<sup>513</sup>), et conçue pour être larguée par des bombardiers<sup>514</sup>. Le GRIP note qu'un test dans une cavité souterraine, ce que l'on appelle un « découplage en cavité », permet de réduire au silence le choc sismique. Le *think-tank* affirme

---

<sup>509</sup> Ronen BERGMANN du *Yediot Aharonot* du 3 juin 2005, « comment ont été manqué la paix à la vieille de la guerre des Six Jours », dit qu'en 1966, certains responsables de Tsahal, dans un rapport intitulé « thèmes sur un dialogue avec l'Égypte », préconisaient un compromis politique avec Nasser et même à suspendre le programme nucléaire. Eskhol mis un veto à ce projet.

<sup>510</sup> Lyndon B JOHNSON, *The vantage point: perspectives of the presidency, 1963-1969*, New-York, 1971, p. 293.

<sup>511</sup> AIEA, INFCIRC/84, 13 Juillet 1966, «The textes of the safeguards transfer agreement relating to the bilateral agreement between Israel and the Etats-Unis », 9 pages.

<sup>512</sup> AIEA, INFCIRC/84, *ibid*.

<sup>513</sup> Taysir NASHIF, *Nuclear Weapons and the Middle East: Dimensions and Responsibilities*, Princeton, Kingston Press, 1984, p. 244.

<sup>514</sup> *United States of America. International Security affairs, Assistant secretary of Defense*, ref: I-35993/68.

que des spécialistes ont songé à effectuer des essais au moment d'un séisme naturel pour en masquer la signature<sup>515</sup>. L'ogive est baptisée selon la légende « *never again* »<sup>516</sup>. La plupart des autres essais sont simulés par ordinateur<sup>517</sup>. Pérès voulait proposer un autre essai à Eskhol, cette fois-ci devant être médiatisé pour dissuader les armées arabes, mais le projet est refusé<sup>518</sup>. Notons que le *Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires* (qui interdit les tests de plus de 150 Kt), signé en 1974 entre l'URSS et les États-Unis, n'entre en vigueur qu'en 1990 et ne concerne pas Israël. Ce traité sera remplacé en 1996 par le TICE. Il est complété par le traité sur les explosions souterraines à des fins pacifiques (entré en vigueur en 1976, non ratifié par les États-Unis). On ne connaît pas la puissance de l'essai mais il faut savoir qu'un test de 10 kt provoque une cavité d'un diamètre de 120 mètres dans de la roche classique. Un essai de 100 kt génère un diamètre de 256 mètres. Or, Dimona pouvait produire à l'époque l'équivalent d'une bombe de 20 kt par an. La proximité du Néguev avec l'Égypte permet de montrer au Caire, qui espionne la région à la recherche du moindre signe, la réalité de la bombe. Les officiels égyptiens n'en font pas mention. Peut-être pensent-ils que la bombe n'est pas israélienne, et que les États-Unis ont fourni une arme en espérant faire croire que Tsahal avait des bombes... Faire croire à la bombe alors qu'on ne l'a pas est aussi une stratégie.

Le 18 janvier 1967, les deux grands envoient à l'AIEA des ébauches de résolutions pour parfaire le futur TNP. Si Israël ne divulgue pas encore sa bombe, c'est aussi afin d'espérer qu'un TNP effectif empêcherait d'autres pays du Moyen-Orient d'avoir la bombe. En signant le TNP, Israël se mettrait en position de hors la loi. Le 22 avril a lieu de nouvelle inspection à Dimona après un rapport alarmant de la CIA<sup>519</sup>, expliquant que les capacités balistiques d'Israël consistent à des versions locales du *missile MD-620* de Dassault, d'une portée de 800 km environ. On soupçonne également Israël de les optimiser pour transporter des charges biochimiques. La Maison Blanche fait comprendre à la CIA qu'il est inutile de faire preuve de zèle. Des notes sont même détruites. Les vols de U2 au dessus de Dimona sont interrompus, car officiellement trop dangereux. En fait, les satellites *Corona*<sup>520</sup> et *Samos* fournissent des clichés de meilleures qualités et sont plus discrets. Washington tempère que même si la bombe existe, rien n'indique que les Israéliens n'oseront l'utiliser. Le 16 mai, au moment où la deuxième bombe nucléaire est prête à être assemblée, Harold Saunders du NSC, écrit un

---

Momorandum of conversation.

<sup>515</sup> Ouvrage collectif, « Essais nucléaires, fin de partie », Editions complexes, 1996, 100 pages, p.62.

<sup>516</sup> Avner, COHEN, *Israel and the Bomb*, New York, Colombia University Press, 1998, p. 186.

<sup>517</sup> Ira CHERNUS, Université de Théologie Boulder, Colorado, 19 novembre 2003, MSNBC : « Les sites israéliens de production et de stockage d'ADM ».

<sup>518</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p.219.

<sup>519</sup> CIA, NIE 4-67, 26 janvier 1967, Director of Central Intelligence, « Proliferation of Missile Delivery Systems for Nuclear Weapons », 25 pages, pp. 7-9.

<sup>520</sup> Les *KH Corona*, lancés entre 1960 et 1966, possèdent des résolutions comprises entre 12 mètres et 1,8 mètres.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
memorandum à Walt Rostow, commissionnaire à la *National Security*: «Il est dit qu'il faut qu'Israël conserve sa supériorité militaire, mais sans nécessairement passer par la bombe».

Israël le sait et fait pression sur Washington pour qu'à son tour les Etats-Unis convainquent l'URSS de limiter leur approvisionnement d'armes auprès des États arabes afin d'établir un équilibre, mais en faveur d'Israël. Rostow n'est pas dupe. « Nous ne pensons pas que les renseignements avancés par les Israéliens soient une estimation sérieuse du genre de ce qu'ils auraient pu soumettre à leurs propres responsables. Nous pensons qu'il s'agit probablement d'une ruse destinée à pousser les Etats-Unis à agir »<sup>521</sup>. La livraison de *Mig* à l'Égypte inquiète la *Heyl Ha'avir* qui demande instamment à Washington une compensation en *F-4 Phantom*, ce vecteur permettant de déterminer au dernier moment l'instant et la zone de largage, mais il demeure très vulnérable. Le Département d'État suggère un troc: les avions contre la signature du TNP, mais souligne que cette vente serait vu à l'extérieur comme un soutien ostensible de la force de frappe conventionnelle et non-conventionnelle israélienne (les avions peuvent être équipés d'armes NBC), alors que le pays est déjà en possession de 5 missiles balistiques. Le département craint que les Etats-Unis ne soient bientôt mis devant le «fait accompli» (en français dans le texte)<sup>522</sup>. Eskhol signale que les missiles existent, mais que jamais ils ne seront armés d'ogives nucléaires.

### V.3 Le *Jericho-1*, un missile franco-israélien

Le missile en question est le *Jericho*. Opérationnels en 1973<sup>523</sup>, le *Jericho* (nom biblique) est le fruit d'un développement assez long. En 1953 sont créés les *IAI* qui étudient une petite fusée. La particularité des *IAI*, fondées par Shaul Nehemiah Eisenberg, est de compter dans ces cadres d'anciens agents secrets, ce qui permet de faciliter les contacts avec les réseaux scientifiques et militaires étrangers. A ce sujet, le Shin-Bet dispose au sein même des *IAI* un bureau permanent ! Au point qu'en Israël, on a coutume de dire : « La grande question était de savoir si l'État est propriétaire des *IAI* ou si les *IAI* est propriétaire de l'État », ce qui en dit long sur le poids du secteur militaro-industriel dans le pays<sup>524</sup>. Il est probable que déjà, cette fusée soit le fruit d'une collaboration avec la France qui expérimente d'abord des fusées météorologiques. Des Israéliens sont également présents sur les polygones de tirs d'essais français en métropole et en Algérie. Le 27 mai 1957, Dayan et Pérès s'envolent pour

---

*Carnegie Endowment for International Peace*, « Ballistic Missile Capabilities in the Middle East », 26 avril 2002.

<sup>521</sup> John MEARSHEIMER et Stephen WALT, *Le lobby israélien...*, *op.cit.*, p.68.

<sup>522</sup> *United States of America, Department of State*, Top secret, 15 octobre 1968, NEA, «Issues to be considered in connection with negotiations with Israel for F4». OSD/ ISA- Delavan Evans from NEA/AIA, mr Lambrakis, NND 969000, 31 décembre 1967, Secret HOD, «Israel: the nuclear issue and sophisticated weapons», position Paper.

<sup>523</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, «Ballistic Missile Capabilities in the Middle East», 26 avril 2002.

<sup>524</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *op.cit.*, p. 124.

Colomb-Béchar pour assister aux tirs. Mais Pérès ne croit pas aux performances balistiques françaises au contraire de Dayan. En fait, Pérès veut une industrie balistique israélienne, sans doute pour des raisons économiques mais surtout, pour pouvoir en faire une arme selon les besoins secrets du pays<sup>525</sup>. En juillet 1961, Ben-Gourion assiste au lancement de la première fusée israélienne baptisée *Shavit-2*. Hersh raconte que le *Shavit-1* n'a jamais existé, car le chiffre 1, nommé *Aleph*, est aussi la première lettre de l'alphabet hébreu qui de surcroît fut le symbole du Mapai, le parti de Pérès, qui, nous l'avons dit, est très «impliqué» dans le projet. Il est donc convenu d'éviter la polémique. Le *Shavit-2* succède au programme *Luz*, un missile national d'une portée de 27 km<sup>526</sup>. Au moment du premier tir d'essai dans le Néguev, l'événement, dissimulé à l'opinion publique, est finalement annoncé à la presse car au même moment, l'Égypte teste aussi des missiles. Officiellement il s'agit d'une fusée météorologique à plusieurs étages. Mais c'est l'IAEC qui supervise son développement, ce qui confirme les inquiétudes américaines. Car la bombe ne serait plus seulement un moyen de défense, mais d'attaque à longue portée. A ceux qui s'étonnent des performances ambitieuses d'une telle fusée, Bergmann explique que le pays n'est pas intéressé par la conquête spatiale, sous-entendu qu'Israël prépare sa dissuasion<sup>527</sup>.

En avril 1963 (1962 selon *jane's intelligence*), Israël signe avec Dassault un contrat pour la production de missiles sol/sol. Dassault réalise ainsi, à partir du missile français MD-620, le *Jéricho-1*, capable de frapper à 560 km, avec une charge de 1000 kg, dont une ogive nucléaire prévue de 20 Kt pour une précision d'un kilomètre<sup>528</sup>. Les performances divergent selon les avis. En février 1970, Pompidou affirme à Nixon: «Israël est beaucoup plus armé qu'on ne le dit. Nous avons fabriqué pour lui des armements et nous lui avons fourni des spécimens et, avant l'embargo bien sûr, les plans d'une fusée de 500 km de portée et de 700 kg de charge utile»<sup>529</sup>. Mais le *Jericho* reste une version modifiée. Le 27 avril, Ben-Gourion explique en des termes voilés les véritables buts de la balistique israélienne aux salariés de *Rafael*, au travers d'une lettre que publie Cohen<sup>530</sup>. Les Américains n'y voient pas d'inconvénients car «légitime pour la défense»<sup>531</sup> d'Israël.

Le vecteur peut donc déjà atteindre Damas et Le Caire. Au départ ce *SRBM* aurait porté 450 kg soit une charge de 20 Kt à 500 km. Mais le système de guidage n'est pas au point. Le *projet 700*, programme balistique impulsé par Ernst David Bergmann, prend du

<sup>525</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p. 138.

<sup>526</sup> *United States of America*, Unclassified, « Report of the Commission to Assess the ballistic missile Threat to the United States », Executive Summary Pursuant to Public Law 201 104th Congress July 15, 1998. Appendice III: North Africa/Israel: Seth Carus and Dov Zakheim April 6, 1998.

<sup>527</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 115.

<sup>528</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 478.

<sup>529</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *Ibid.*

<sup>530</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, p. 13.

<sup>531</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 278.

retard est finit par coûter de plus en plus cher. Les *IMI* s'occupent depuis 1964 de la production de missiles nationaux<sup>532</sup>. L'estimation du coût financier, 850 millions de dollars, est sur le point d'être dépassé. En attendant sa conception finale, 30 à 50 missiles français sont achetés tels quels en 1966 (sans tête NBC), en prévision de la première bombe. Du 1<sup>er</sup> février 1965 à 1968, une campagne d'essais est menée sur l'île du Levant, en France<sup>533</sup>. 16 y seront testés avec 10 réussites (dont le 1<sup>er</sup> février 1965 et le 16 mars 1966) et 6 échecs (le 23 décembre 1965). Sur des bases fixes ou mobiles construites par les IAI (*Transporter-Erector-Launcher vehicle*), ils peuvent être tirés à une cadence de 4 à 8 par heure.

Le 2 mai 1969, Dassault met fin à la coopération par ordre de De Gaulle. Mais 14 missiles, des plans et des pièces détachées sont envoyés *in extremis* en Israël après un accord tacite, ce qui lui permet de doter en théorie ces missiles de capacités nucléaires<sup>534</sup> à partir de 1971<sup>535</sup>. L'Iran, alors allié d'Israël, aurait financé en partie le programme *Jéricho*<sup>536</sup>, dans l'intention de profiter aussi des recherches. Les premiers exemplaires montés sur leurs lance-missiles sont installés à Hirbat Zachariah<sup>537</sup>. Les transformations du MD-620 aboutissent au *Jéricho* finalement désigné sous le nom de code *YA-1*. Il est long de 13,4 mètres, pour un poids de 6500 kg. Le moteur à propergol liquide est conçu par la *Rocket Systems Division* des *Israel Military Industries (IMI)*, sises à Beer Yaakov. A cette époque, Israël est l'un des rares pays à concevoir des gyroscopes et des accéléromètres sans aides extérieures, grâce aux études balistiques du Technion. En 1973, la portée est augmentée à 650 km pour une charge militaire de 800 kg. 50 *Jericho-1* seront construits entre 1971 et 1978.

<sup>532</sup> *IMI*, « Rocket system division », 2006.

<sup>533</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 478.

<sup>534</sup> CIA, «Prospects for further proliferation of nuclear weapons», 4 septembre 1974.

<sup>535</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 485.

<sup>536</sup> Germain CHAMBOST, *Missions de guerre, histoires authentiques*, Paris, Altipresse, 2003, 317 pages. p. 204.

<sup>537</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p.183.

**CHAPITRE III****LA BOMBE DANS LA TOURMENTE AU MILIEU DE GOG ET MAGOG**

En 1956, lors de la guerre du Sinaï, Israël ne possédait pas la bombe. En 1966, c'est chose faite. Désormais, Tsahal dispose de la puissance absolue. Reste à savoir comment s'en servir en cas de guerre. Les guerres des Six Jours et celle du Kippour vont donner quelques réponses.

**I La cause de la Guerre des Six Jours (*Naksa*)****I.1 Les racines de la guerre : l'atome**

L'Égypte connaît les capacités atomiques de son voisin, mais ne sait si l'état de seuil est franchit. Dans le doute, Nasser, en parlant de Dimona dit qu'il «détruirait cette base d'agression même si cela devait être au prix de quatre millions de victimes ». Le quartier-général israélien constate donc que la dissuasion, doit aussi être protégée ! Pour éviter cela, l'Égypte et les Etats-Unis se mettent d'accord pour formuler des pressions diplomatiques sur Israël afin d'aboutir à des inspections dont les conclusions seraient mutuellement partagées<sup>538</sup>. C'est un échec. Nasser précise : « Si Israël commence à fabriquer la bombe atomique ; cela équivaut au début de la guerre entre nous »<sup>539</sup>. Or, les deux pays ont, jusqu'à présent, toujours été en guerre. Début 1966, Nasser préconise une «guerre préventive », visant en tout premier lieu les infrastructures nucléaires israéliennes<sup>540</sup>. Après la guerre des Six Jours, *Haaretz* publiera des plans égyptiens saisis, qui révélaient que les deux objectifs militaires principaux étaient Dimona et Nahal-Sorek. En 2000, l'Assemblée Nationale française reconnaitra : « Il s'avère aujourd'hui que la guerre de 1967 a revêtu une dimension nucléaire majeure, bien que peu connue. Juste avant la guerre des Six Jours, Israël a acquis une capacité nucléaire rudimentaire, qu'elle place en alerte opérationnelle au plus fort de la crise»<sup>541</sup>. Cette dimension est pourtant encore rejetée par plusieurs spécialistes... Mais l'historien Henry Laurens soutient effectivement que la guerre de 1967 est motivée par la protection du réacteur<sup>542</sup>.

En 1967, L'Égypte demande à l'URSS la permission d'attaquer Israël. Kossyguine refuse: « Si vous attaquez les premiers, ce serait une simple agression car nous nous opposerions à toute attaque préventive. C'est une question de principe. En revanche, nous savons que les Américains interviendront. Ils ne vous laisseront jamais gagner la bataille

<sup>538</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 119.

<sup>539</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 67.

<sup>540</sup> Benny MORRIS, *Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Complexe, 2003, pp. 336-337.

<sup>541</sup> Pierre LELLOUCHE, *Ibid.*

<sup>542</sup> *Courrier International*, du 31 mai au 6 juin 2007, « une guerre par inadvertance ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
contre Israël. Cela déclencherà un conflit planétaire »<sup>543</sup>. Aussi, l'URSS élabore dès 1966 un plan avec l'Égypte afin d'amener Israël à attaquer le premier, pour être considéré comme l'agresseur au regard du droit international, ce qui permettrait à Moscou d'intervenir légitimement. Nasser s'interroge: « Et si Israël faisait courir le bruit de l'acquisition d'une bombe afin t'intimider les Arabes » pour les dissuader d'attaquer ? Nasser pensent en tous les cas que Tel-Aviv n'utilisera par l'arme sur le champs de bataille à cause de l'étroitesse de leur territoire, ni même sur Damas, Amman ou même Le Caire, car la radioactivité affecteraient leur pays. Enfin il estime qu'Israël se mettrait au ban des nations.

Après le fiasco de la guerre du Yémen, l'armée égyptienne cherche à rehausser son blason et engager une lutte d'influence contre l'Arabie Saoudite. Nasser, sur les conseils du son chef de ses armées le maréchal Amer, souhaite donc malgré tout intervenir contre Israël afin de fédérer l'ensemble des nations arabes et isoler Riyad. Du 14 au 16 mai, Nasser opère des manœuvres. Tout concorde à penser que les Égyptiens vont passer à l'attaque. Le rais demande aux casques bleus de partir du Sinaï. Le secrétaire général U-Thant obtempère, violant ainsi l'engagement international pris envers Israël, et laissant le champ libre aux armées arabes<sup>544</sup>. Dans le même temps, le *NYT* publie des photos prises par un U2, révélant l'existence du réacteur de Dimona<sup>545</sup>. Le Caire n'a que l'embarras du choix dans les *casus belli*. Abba Eban reçoit une missive d'Eshkol affirmant qu'une opération égyptienne appelée « aurore » (*al fayr*) va être lancée par l'Égypte vers Dimona<sup>546</sup>. « En tant que militaire, j'estime que le moment est venu d'entamer un combat d'anéantissement » affirme Hafez el-Assad, le 20 mai. Les 17 et le 26 mai, deux *Mig-21* égyptiens survolent Dimona en reconnaissance. Les Israéliens surpris, ne ripostent pas mais savent désormais que le site est visé. Le 21 mai, Eshkol réunit le comité de Défense du cabinet. C'est l'état d'urgence. Fort du soutien de la Jordanie, de l'Algérie, du Liban, de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de la Syrie et de l'Irak, Nasser contrôle militairement le détroit de Tiran le 23 mai, ce qui augmente les chances de succès contre Israël. Le mot d'ordre est : « venger 1948 en roulant dans les rues de Tel-Aviv »<sup>547</sup>.

Eshkol est pressé par ses pairs d'intervenir préventivement, mais Johnson le lui défend. Yigal Allon, précise qu'une guerre est risquée car dès les premières heures du conflit, la chasse égyptienne peut s'échapper, et frapper sans hésiter Dimona. Il faut donc détruire d'abord les aérodromes. Une fois cette tâche accomplie, l'Égypte, sans force aérienne, n'aura d'autre choix que d'attaquer par voie de terre. Et pour éviter une attaque terrestre surprise et

---

<sup>543</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem*, op.cit., chapitre 11.

<sup>544</sup> *State of Israel, Israel Ministry of Foreign Affairs*, Février 2003, « Territoires contestés, Quelques faits oubliés sur la Rive occidentale, et la bande de Gaza ».

<sup>545</sup> Frédéric ENCEL et François THUAL, *Géopolitique d'Israël*, op.cit., p. 91.

<sup>546</sup> Michel ABITBOL, *Les amnésiques*, Paris, Perrin, 2001, p. 170.

<sup>547</sup> Tom SEGEV, *1967: les Six Jours qui ont changé le monde*, Paris, Editions Denoël, 2007.

massive vers Dimona, Israël devra envahir et annexer le Sinaï pour en faire un profond glacis défensif. Israël souhaite-t-il également occuper le Sinaï pour faire des essais atomiques? Israël est désormais sûr de sa puissance mais il craint la réticence des Américains et une riposte chimique égyptienne<sup>548</sup>. Ezer Weimann n'hésite pas à dire à Eshkol : « Tu as derrière toi la meilleure armée que nous ayons eue depuis le roi David. Une occasion en or nous est donnée de terminer le boulot et d'en finir une fois pour toutes avec l'armée égyptienne. Nous n'avons pas le droit de la rater »<sup>549</sup>. Le Premier ministre calme les tensions en nommant Dayan à la Défense, et Rabin alors ambassadeur aux Etats-Unis, commandant de l'armée.

Le 24 mai, De Gaulle interrompt le conseil des ministres pour accueillir le chef de la diplomatie Eban. Celui-ci veut savoir si la France est toujours au côté de Tel-Aviv: « C'est le moment le plus grave de notre existence depuis dix ans. Il est naturel que mes collègues et moi, à cette heure décisive, venions demander l'avis du grand ami que vous êtes »<sup>550</sup>. De Gaulle fait part de sa position :

« Le gouvernement poursuivra ses efforts auprès des pays concernés pour les dissuader de toute action de nature à porter atteinte à la paix dans cette région. Son action tend d'autre part à obtenir que se concertent les quatre grandes puissances qui portent une responsabilité particulière dans la sauvegarde de la paix. [...] Ne faites pas la guerre ! En aucun cas ne soyez les premiers à ouvrir les hostilités. [...] Si Israël attaque, se serait catastrophique. C'est aux quatre puissances de résoudre le problème. La France usera de son influence pour que l'URSS penche en faveur d'un règlement pacifique »<sup>551</sup>.

Eban répond: «En 1956, la France avait défini en des termes les plus énergiques les droits d'Israël dans le golfe d'Akaba. Je vous rapelle qu'elle avait même reconnu le droit d'Israël à se défendre par la force en cas de blocus. Depuis, et grâce à ce passage maritime, Israël a pu également développer des échanges commerciaux avec l'Asie et l'extrême-orient. Le nouveau blocus nous paralyse»<sup>552</sup>. Le chef de l'État français ne souhaite pas qu'Israël agisse sans respecter la diplomatie française qui s'est arrogé le droit de préserver la paix dans cette région. Or, les Etats-Unis et l'URSS ne veulent pas voir De Gaulle dans ce rôle qui leur ait dévolu. Le 26 mai, Nasser fait monter la tension: « Nous avons l'intention de déclencher une agression générale contre Israël. Ce sera une guerre totale. Notre objectif principal sera la destruction d'Israël». Aussi, le 2 juin, dans son allocution officielle, le général annonce: « La France n'est engagée à aucun titre, ni sur aucun sujet avec aucun des États en cause, condamnant l'État qui le premier et où que ce soit emploierait les armes ». Mais il n'oublie pas que «pour nous, l'État d'Israël était un fait accompli et que nous n'admettrions pas qu'il fût détruit ».

<sup>548</sup> *The Jewish Press*, 16 février 1996, «*Spy Caper Damaged Israel's Security*», Uri DAN.

<sup>549</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *60 ans de conflit israélo-arabe*, op.cit., p. 93.

<sup>550</sup> Samy COHEN, *La rupture en De Gaulle et Israël*, dans Alain DIECKHOFF (sous la direction de), *Israël - De Moïse aux accords d'Oslo*, Points Histoire, Seuil, 1998, p. 511.

<sup>551</sup> Samy COHEN, op.cit., p. 503.

<sup>552</sup> *Ibid.*

## I.2 Le rôle de la dissuasion dans une victoire conventionnelle

Washington renseigne Nasser d'écoutes téléphoniques sur Israël (soigneusement censurées) afin de ne pas le jeter complètement dans les bras de Moscou. Ce qui n'empêche pas Johnson, le 26 mai, de nouer une alliance stratégique avec Israël en rencontrant Eban. Avant le conflit, LBJ avait osé lui dire que son pays « n'était pas en danger, seulement en situation difficile »<sup>553</sup>. Car précédemment Meir Amit, chef du Mossad, averti Washington que désormais, son pays est une puissance nucléaire<sup>554</sup>, cela afin de les contraindre à soutenir Israël s'ils veulent éviter une escalade. Les États-Unis procèdent à des envois massifs d'armes. Cette théorie est contredite par une autre version, qui veut que les États-Unis aient averti qu'Israël devait attaquer au lieu d'attendre que l'Égypte passe à l'offensive<sup>555</sup>. Johnson, précise à la presse: « Israël ne sera pas seul à moins qu'il n'attaque le premier »<sup>556</sup>, ce que la CIA confirme à Meir Amit, installé à Ramat Gan : « si vous tirez les premiers, sachez que vous serez seul dans cette bataille »<sup>557</sup>. Le journaliste Dan Rather demande à Johnson, pourquoi les Américains ne s'engagent pas contre la poussée communiste au Moyen-Orient, comme il le font au Vietnam, en aidant Israël. Il lui est répondu que « nous avons déjà manifesté très clairement notre intérêt pour Israël, ainsi que notre profond désir de préserver la paix dans cette région du monde. Mais à la différence de l'Asie du sud-est, nous n'avons pas de traité d'assistance mutuelle avec Israël »<sup>558</sup>.

Le 5 juin, Israël attaque. Grâce à l'action d'Elie Cohen, juif syrien qui avait soumis l'idée au QG de Damas de planter des arbres pour procurer de l'ombre aux fortifications, les cibles ainsi marquées sont facilement détruites par la chasse israélienne<sup>559</sup>. C'est l'opération *Moked* qui n'est pas sans rappeler l'opération *Bodenplatt* des nazis le 1<sup>er</sup> janvier 1945. Les *Mirage Shachak* et *Vautour* détruisent les trois quarts (400) des avions égyptiens au sol et, par une audacieuse offensive blindée (opération *drap rouge*), réduisent à néant les forces ennemies dans le Sinaï. Deux bataillons égyptiens et un corps expéditionnaire irakien pénètrent en Jordanie. Aussi, les aérodromes syriens et jordaniens sont aussi frappés. Les communications de l'armée israélienne sont inexistantes pour éviter d'être interrompu, comme pendant l'offensive des Ardennes. Le succès est exacerbé par le fait que les armées arabes sont équipées et entraînées à la Soviétique, privilégiant les opérations massives, lentes et méthodiques. Or, depuis 1945, 600000 soldats et 12 généraux juifs vétérans l'Armée Rouge avaient rejoint Israël en emportant avec eux ce qu'ils avaient appris. De plus, l'affaire du vol

<sup>553</sup> Sur la guerre, lire Tom SEGEV, *1967: les Six Jours qui ont changé le monde*, Paris, Editions Denoël, 2007.

<sup>554</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 483.

<sup>555</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PÉRÈS, *op.cit.*, p. 92.

<sup>556</sup> *L'Histoire, ibid.*

<sup>557</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre 11.

<sup>558</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 190.

<sup>559</sup> Site du *B'nai B'rith*. Cohen fut ensuite arrêté et exécuté. Il est aujourd'hui vénéré comme un héros en Israël.

du *Mig* irakien, grâce à Yaakov Nimrodi, attaché militaire israélien en Iran, qui corrompt le pilote irakien Munir Radfa, permet de déterminer les failles de la chasse ennemie<sup>560</sup>.

Pour obtenir un engagement ferme des États-Unis de leur côté, les Israéliens n'hésitent pas à détruire le 8 juin un navire de reconnaissance américain (le *Liberty*) en faisant croire qu'il s'agit d'une opération montée par Le Caire, et ainsi torpiller les négociations de paix entre Nasser et l'occident<sup>561</sup>. Le Caire annonce avoir pris Haïfa et tué Dayan. Mais les lignes syriennes sont enfoncées et les troupes jordaniennes, peu motivées par le conflit, sont facilement repoussées, après avoir toutefois bombardé les locaux de la radio *Kol Israël*. La Jordanie, qui occupait abusivement la partie dévolue aux Palestiniens, plie bagage. Kuneitra est occupée afin de forcer la Syrie à capituler. « L'an prochain à Jérusalem », crie t-on dans la ville de la paix ! La route de Birmanie, appelée ainsi en référence à son équivalent durant la Seconde guerre mondiale est dégagée. Lorsque Jérusalem est faite capitale, l'aspect religieux se greffe de plus en plus à l'État sioniste. On se remémore la vision de Ben-Gourion qui en 1947 disait « Si le pays a une âme, Jérusalem est cette âme ».

Tsahal stoppe son avance afin de ne pas fâcher les grandes puissances. Comme le déclare Abba Eban, ministre israélien des Affaires étrangères, « c'est la première guerre de l'histoire qui s'est terminée ainsi : Les vainqueurs sollicitant la paix et les vaincus appelant à une reddition inconditionnelle »<sup>562</sup>. On craint en effet que l'effet de surprise passé, les Arabes, réalimentés en armements soviétiques, passent à la contre-offensive générale. Comme dans la bible, le septième jour, Israël se repose<sup>563</sup> et observe son œuvre. La superficie d'Israël est multipliée par 3 mais 1,5 millions d'arabes se retrouvent sous le joug israélien. Israël occupe de nouveaux territoires: le Sinaï, le Golan, Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem dans son intégralité, des épines dont les effets seront durables. Les richesses pétrolières du Sinaï sont conquises. Plus tard, il est probable que lors du retrait de la péninsule, Israël mis dans la balance son besoin d'avoir des centrales nucléaires, en échange de la perte des champs pétrolifères du Sinaï. À l'inverse, Le Caire, qui les récupérait, n'aurait plus besoin de nucléaire. Dimona est désormais hors de danger. La guerre a consommé 70% du matériel égyptien, mais en quelques mois, l'URSS fournit de quoi le remplacer. Le pays a perdu 20000 soldats, 5600 prisonniers, auquel il faut ajouter 6000 Jordaniens et entre 500 et un millier de Syriens. Enfin, Israël, qui accuse la perte de 800 des siens, met la main sur une quantité

<sup>560</sup> L'avion est étudié à la base d'Hatsor, dans le Neguev, sous le matricule 007, puis transmis à la CIA, aux Etats-Unis. Richard Helms, de la CIA, veut que l'avion transite par la Turquie pour être ravitaillé. Se méfie t-elle des Israéliens ? Les alliés apprennent que le *Mig* fonctionne à l'essence pour l'allumage et que donc, il faut viser ce système très inflammable.

<sup>561</sup> James ENNES, *The assault on the Liberty*, New York, Random House, 1979. Le *Naval Security Group* de la NSA, exploitait ce navire espion.

<sup>562</sup> *State of Israel, Ministry of Foreign affairs*, février 2003, « Territoires contestés, quelques faits oubliés sur la Rive occidentale et la bande de Gaza ».

<sup>563</sup> Encore une notion biblique. Le repos est le privilège des dieux pour réfléchir.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
considérable d'armes. Le général Arcady s'occupe de réparer et réutiliser le matériel russe capturé. Le maréchal Amer, à la vue de ce désastre, se suicide<sup>564</sup>.

En 1967, l'État hébreu possède déjà trois ou quatre bombes nucléaires. Cet arsenal est mis en alerte par principe durant les opérations, également pour dissuader l'URSS<sup>565</sup>. Eshkol supplie Shouvakhine de ne pas attaquer Dimona en échange de réduire l'offensive et en agitant la bombe. On apprendra plus tard que Moscou avait mis la Syrie et l'Égypte sous parapluie nucléaire. Le maréchal soviétique Andreï Grechko, antisémite notoire, s'en prend à Nasser :

« Votre armée est aujourd'hui plus forte que lors de la campagne de Suez. Nous vous avons fourni toutes les armes nécessaires pour pouvoir gagner toutes les batailles contre Israël. Toutefois, si les impérialistes américains interviennent, nous réagirons. Nous possédons une forte marine avec des sous-marins, des destroyers et de fusées balistiques et nous sommes capables d'affronter la 6<sup>ème</sup> flotte américaine en Méditerranée »<sup>566</sup>.

Kossyguine prévient Johnson « Arrêtez immédiatement les Israéliens et imposez le cessez-le-feu, sinon, nous arrêterons nous-mêmes et par la force les envahisseurs. Johnson ordonne à la 6<sup>ème</sup> flotte de se rapprocher au littoral. En 2007, le colonel Alexandre Drobishevsky confirmera que des *Mig-25* RB ont survolé durant la guerre froide Dimona et que les Russes envisageaient de prendre Haïfa par la mer. L'agence *Tass* précise:

« L'URSS, fidèle à sa politique d'assistance aux peuples opprimés et victimes d'agression du joug impérialiste, affirme son ferme soutien aux gouvernements arabes en lutte. L'URSS exige d'Israël de mettre un terme immédiatement et sans condition aux opérations militaires et revendique le retrait sans délai de ses troupes aux lignes internationales ; Le gouvernement soviétique se réserve le droit de prendre toutes les mesures indispensables qui pourraient être dictées par la situation »<sup>567</sup>.

Selon l'ouvrage d'Isabella Guinor, chercheur émérite à l'Institut Truman près de l'université hébraïque de Jérusalem et de Guidon Remez, ancien rédacteur en chef du service étranger de *Kol Israël*, l'URSS, en mai, aurait donné l'ordre à ses navires stationnant en Méditerranée de faire route vers Israël, avec à son bord des troupes d'infanterie de marine. Un pilote d'élite aurait survolé également Dimona, avec un *Mig-25*, pour tester les missiles *Hawk*<sup>568</sup>.

« L'URSS avait mis au point un plan incluant l'Égypte et la Syrie pour, de provocations en provocations, amener Israël à attaquer en premier. L'État hébreu serait ainsi considéré comme l'agresseur, justifiant ainsi une intervention soviétique aux côtés du camp arabe. [...] Le principal motif, [...] était la crainte des soviétiques de voir Israël disposer de l'arme nucléaire opérationnelle. [...] La mise hors de service, d'emblée, des aviations égyptienne et syrienne, a torpillé le programme soviétique qui prévoyait que ses forces aériennes participeraient à la contre-offensive, noyées dans les escadrilles arabes. Cependant, une partie des forces navales (soviétiques) est effectivement entrée en action, pour exercer une pression le long des côtes israéliennes. [...] Il s'agissait d'un plan prévisionnel. Ce qui, semble-t-il, a aidé à convaincre 1) les

<sup>564</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre 15.

<sup>565</sup> «Même si Dimona ne fut pas la cause ou le premier motif de 1967, le nucléaire joua un rôle dans l'escalade de la crise. Dimona était, aux yeux des Israéliens, liée aux prémisses de la crise. Lorsque la crise commença, Dimona devint un indicateur des intentions égyptiennes. Dimona détermina l'analyse et les réponses apportées à la crise. Il y eu bien une dimension nucléaire », Avner COHEN, *op.cit.*, p. 226.

<sup>566</sup> *Ibid.*

<sup>567</sup> *Ibid.*

<sup>568</sup> *Israel Magazine*, 2005, n° 67, « Juin 1967 : Le Plan secret de l'URSS pour attaquer Israël ».

Américains à ramener leur 6<sup>ème</sup> flotte dans la partie orientale de la Méditerranée et, 2) les Israéliens à accepter le cessez-le-feu»<sup>569</sup>.

Freddy Eytan confirme cette étonnante information. Un sous-marin russe est envoyé dans la région depuis l'Adriatique. Le général Vladimir Rastnikov demande à deux escadrilles de *Mig-21* et deux bataillons de parachutistes de se préparer à investir Dimona et Haïfa et éventuellement d'affronter la marine américaine. Le *Politburo* niera avoir été au courant de cela<sup>570</sup>.

Pour Janice Gross Stein (1985), le projet d'attaque de Nasser a défié la dissuasion israélienne, qui n'aurait donc pas fonctionné<sup>571</sup>. Ce n'est pas sûr, car l'arme atomique a probablement empêché Le Caire de faire usage de ses armes chimiques, afin de protéger le Sinaï. Mais qu'aurait fait Tsahal de ces bombes, si la guerre avait tourné en sa défaveur ? L'arme n'aurait probablement pas été utilisée, de peur de déclencher une réaction en chaîne impliquant les deux Grands. Par crainte d'une opération commando désespérée de la part des Égyptiens et des Syriens, le réacteur Dimona est néanmoins arrêté durant la guerre. Le 14 janvier 2002, Yuval Neeman expliquera que le gouvernement ordonnait de fermer la centrale à chaque crise régionale<sup>572</sup>. Pour Tom Seguev, 1967 « marque la fin du sionisme travailliste et l'avènement d'une nouvelle ère nationale et religieuse »<sup>573</sup>. Et la bombe y est pour sûrement pour quelque chose.

Paris est la première capitale à dénoncer l'agresseur et décrète l'embargo sur le premier pays à ouvrir les hostilités, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais cela ne concerne pas les pièces détachées. Au pire à chaque fois qu'un embargo est décrété dans le monde, il ne concerne que du matériel destiné à la répression intérieure. Dans cette guerre, les deux belligérants sont soumis à l'embargo français mais les pays arabes sont alimentés par les Soviétiques. Samy Cohen précise que la France avait eu soin auparavant d'alimenter Israël en armes et munitions plus que de raisons, pour qu'il puisse mener une guerre plus ou moins longue. De plus, Israël avait acquis le droit de réviser sur son sol des avions français et en produit sous-licence pour d'autres pays. Le pays pouvait donc s'en servir. Il pouvait aussi en louer. Mais De Gaulle<sup>574</sup> se saisit de l'agression pour cesser les relations diplomatiques. La non-officialisation de l'ancienne relation privilégiée facilite la rupture. Cette « rupture morale » soulève des critiques dans l'entourage du chef de la France Libre. C'est la stupeur en Israël. Le général réagit plus au mépris israélien de ses conseils qu'à la guerre en elle-même.

<sup>569</sup> Isabella GUINOR, Guidon REMEZ, *Foxbats over Dimona : the Soviet' Nuclear Gamble in the Six-Day War*, selon *IsraelValley*, « La crainte des Soviétiques de voir Israël disposer de l'arme nucléaire opérationnelle. L'URSS a agi pour empêcher Israël d'obtenir la bombe atomique », 26 mai 2006, Matti BEN AVRAHAM.

<sup>570</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem*, *op.cit.*, chapitre 11.

<sup>571</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 8.

<sup>572</sup> *United Press International*, 14 Janvier 2002, «Israeli Experts Ponder Nuclear Issues ».

<sup>573</sup> Tom SEGUEV, *1967, Six Jours qui ont changé le monde*, Denoël, 2007.

<sup>574</sup> En 1967, De Gaulle analyse avec son aide de camp la situation au Proche-Orient et rétorque aux inquiétudes de son lieutenant : « Soyez sans crainte, Israël ne risque absolument pas la destruction. [...] s'il n'a à faire qu'à

Son honneur est bafoué. Le 21 juin, le quai d'Orsay condamne l'agression et déclare ne pas « tenir pour acquis les changements territoriaux par la force ». La France s'était engagée à soutenir Israël qu'en cas de légitime défense pour préserver l'équilibre. Or, Israël est passé du rang d'assiégé à celui d'agresseur. De Gaulle se fend d'une diatribe restée célèbre<sup>575</sup>. Le président craint la constitution d'un Grand Israël, que décrivait déjà Ben-Gourion en France en 1960<sup>576</sup>. Cette allocution, fort mal comprise et sortie de son contexte, est aussi exploitée par le Quai d'Orsay pour contenter les pays Arabes. Concernant ce texte, Begin dira d'ailleurs plus tard: «Je ne sais pas si elle était tellement méchante envers nous; j'irais même jusqu'à croire qu'elle exprimait plutôt l'admiration et la déférence»<sup>577</sup>. Mais pour les juifs, la France a vendu Israël contre du pétrole, pour les besoins pour son économie en pleine expansion<sup>578</sup>. Tandis qu'à Tel-Aviv, on crie «Charles Pétain!», et qu'on encense l'opposant au général et pourtant ancien vichyste François Mitterrand, au Caire on scande à propos de De Gaulle «caïd-Al-Azim» c'est à dire «le grand chef». Mitterrand, qui ruminait le fait que De Gaulle se soit opposé à le décorer comme «compagnon de la Libération», se sert ainsi des affaires israéliennes, comme certains d'autres rivaux du général, pour ses projets politiques. Telles sont les choses....Mais Israël est toujours un État ami de la France. Prouver que De Gaulle craignait de voir le conflit israélo-arabe dégénérer en guerre mondiale<sup>579</sup>, n'est pas crédible. Car les deux grands, on le sait, souhaitaient davantage régner sur les pays de leur zone d'influence plutôt que de songer à en découdre frontalement chacun, ce qui aurait signifier un holocauste mondial.

Les deux Grands affirment d'abord leur neutralité et l'entérine lorsqu'ils se rencontrent à Glassboro le 23 juin. Johnson déclare lui-même, qu'un retour à la situation du 4 juin 1967 ne serait pas de nature à favoriser la paix, mais plutôt «un renouvellement d'hostilité». Alexis Kossyguine, non interventioniste, traite Israël d'«agresseur» tandis que Johnson fustige «l'acte de folie de Nasser»<sup>580</sup>. L'ensemble du pacte de Varsovie rompt ses relations avec Tel-Aviv hormis la Roumanie. Le 22 novembre, l'ONU Israël par la *résolution* 242. La doctrine américaine *Schuman* condamne les annexions. La résolution volontairement floue, contente Israéliens, Arabes, Américains et Soviétiques. Seul la Syrie et le Fatah la refusent à Khartoum où sont proclamés les «trois non», le 1<sup>er</sup> septembre 1967: non à la négociation avec Israël, à sa reconnaissance et à la réconciliation.

---

ses voisins, Israël ne sera pas détruit», Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 89.

<sup>575</sup> Guillaume FEST, *op.cit.*, p. 33

<sup>576</sup> Samy COHEN, *La rupture en De Gaulle et Israël*, *op.cit.*, p. 505

<sup>577</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 83.

<sup>578</sup> Samy COHEN, *op.cit.*, p. 505

<sup>579</sup> Thèse développée par Samy COHEN, *ibid.*

<sup>580</sup> Charles ZORGBIBE, *Chronologie des relations internationales depuis 1945*, PUF, 1991. Cité par Dominique LORENTZ, *ibid.*

## II L'entre deux guerres : une course scientifique contre la montre du TNP

### II.1 Des inquiétudes américaines face à l'optimisation de la bombe israélienne

Cette victoire facile donne à Tsahal un sentiment de puissance, d'impunité et de confiance trop forte. Aussi, les adversaires de la bombe maintiennent que Tsahal est suffisamment puissante et dissuasive pour que la bombe soit considérée comme facultative et trop chère. Cet argument intervient trop tard, car en 1968 commence la *War of Attrition*, un conflit de basse intensité. L'Égypte se refuse à la paix sur le long terme et c'est assez pour convaincre Moshé Dayan, le ministre de la Défense, de poursuivre la fabrication d'armes nucléaires sans consulter la Knesset. Ainsi, même au sommet de l'État, tout le monde n'est pas au fait de la totalité du dossier<sup>581</sup>. C'est d'ailleurs cette mésentente et les failles dans la hiérarchie israélienne qui font craindre à Washington d'un éventuel dérapage nucléaire en cas de guerre. Il reste cependant à convaincre Pinhas Sapir, responsable des finances du parti travailliste, de donner son feu vert pour financer la suite du programme. Dayan s'en charge, début 1968, à l'emmenant à Dimona lui prouver la bonne utilisation des fonds. La production d'ogives, stoppée en 1967, repart au rythme de quatre à cinq bombes par an. Cette dissuasion, palliera un éventuel désistement américain, car, pendant la guerre, Johnson décréta aussi un embargo.

Certes, la bombe est prête, mais la dissuasion n'est pas complètement opérationnelle. Israël cherche à gagner du temps afin de ne pas être pris dans les mailles du TNP ni être entièrement subordonné aux Etats-Unis. Jusqu'en janvier 1968, date de la rencontre prévue entre Johnson et Eshkol, Israël attend de voir ce que sera le TNP dans sa forme définitive avant de se prononcer sur une adhésion. Washington ne peut forcer Israël à négocier, puisqu'il n'appartient ni à l'*Euratom*, ni à l'OTAN. Eshkol se rend donc au Texas dans la résidence de Johnson. Des diplomates américains et le Congrès y réitèrent leur opposition à la vente d'autres *Phantom*, sauf si Israël adhère au TNP (mais sans l'abandon de la bombe que l'on garderait secrète). Par la suite, Johnson reçoit un rapport de Richard Helms, patron de la CIA, qui explique que selon Edward Teller, père de la bombe H américaine, quatre missiles nucléaires israéliens sont prêts. C'est-à-dire que contrairement aux bombes nucléaires montées sur bombardiers, durant la guerre des Six Jours, ces missiles ne peuvent être détruits en vol, ce qui constitue une menace bien plus conséquente. En octobre, Eshkol et Eban, son ministre des Affaires étrangères reconnaissent seulement un «savoir-faire» nucléaire<sup>582</sup>. C'est ce que les chancelleries occidentales souhaitent entendre, peu importante la réalité. Richard Helms se voit répondre par Johnson : « Ne le dites à personne d'autres, pas même aux secrétaires d'État Dean Dusk et Robert Mc Namara ». Or, le Département d'État américain

<sup>581</sup> *Time Magazine*, 12 avril 1976, « How Israel Got the Bomb ».

<sup>582</sup> *Ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
estime que *Dassault* aura bientôt terminé le développement de missile franco-israélien avec capacité nucléaire<sup>583</sup>. En décembre, Ygal Alon visite le site d'Hirbat Zekharyah, base de lancement des *Jericho-1* et inspecte les premiers travaux. Des tubes d'acier et de béton sont détournés d'un contrat israélo-iranien d'oléoduc pour devenir des silos<sup>584</sup>.

## II.2 Le maintien d'une aide française tacite en demi-teinte

Le 18 novembre 1967, Israël rend à la France une première livraison d'uranium irradié<sup>585</sup>. En 1968, le raid israélien au Liban (opération *gift*), pays allié de la France, consume l'idylle. Toutes livraisons d'armes et pièces de rechanges sont proscrites, du moins officiellement. Cette « rupture » est-elle réelle. N'était-ce pas un coup médiatique pour aider Israël discrètement tout en faisant croire le contraire aux Arabes? En fait, la France (et d'autres pays occidentaux) proposent à Israël, par l'intermédiaire de la RSA, du matériel, des matériaux stratégiques et des technologies, souvent à titre privé, notamment pour la dissuasion israélienne. Par exemple, en janvier 1969 et en juin 1971, des usines à capitaux français majoritaires (*Turbomeca*), sont construites en Israël<sup>586</sup>. Un appelé du contingent responsable du matériel rapporte que des fournitures militaires partaient directement vers Israël. La première partie de la coopération nucléaire n'est stoppée qu'en 1969, date à laquelle la mission du conseiller au CEA, Yves Girard, s'achève. Cet ancien vice-président de *Framatome* puis de *Technicatome*, se confie: «cette mystérieuse affaire a fait l'objet d'un grand nombre de révélations de la part de personnes connaissant mal le sujet. Je ne souhaite pas aggraver la confusion par les confidences partielles de quelqu'un qui connaît bien le sujet»<sup>587</sup>.

Le 25 décembre, le Mossad organise le « rapatriement » des cinq vedettes de Cherbourg que Tel-Aviv avait commandé (et payé en partie) et que la France gardait dans ces hangars. L'opération est pilotée par une cellule du Mossad sise en Norvège. Les vedettes sont ravitaillées à Gibraltar. Idem pour 50 *Mirage-V*<sup>588</sup> qui « quittent » la France en pièces détachées grâce à des douaniers et une partie des SR complices. Le *Mirage-V* fut conçu au départ pour répondre aux besoins de Tsahal, selon les paramètres définis par les *IAI*, qui voulaient un outil fiable d'attaque au sol. Mais la France interrompt la vente à la suite de l'embargo, malgré les pressions de Dassault et de Rothschild. Israël régule de bon droit le contrat par cette méthode. Les pièces détachées permettent la conception locale du *Nesher*.

---

<sup>583</sup> *United Kingdom, Parlement Britannique*, « Israel's Weapons of Mass Destruction, Cause for Concern », *op.cit.*, p. 10.

<sup>584</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p.182.

<sup>585</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès...*, Chapitre 19. Kennedy s'en même.

<sup>586</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, *op.cit.*, p. 56.

<sup>587</sup> Yves GIRARD, *Un neutron entre les dents*, Rive droite, 1997.

<sup>588</sup> Sur le rapt de ces fameuses vedettes (opération *Noah*), confisquées par la France à la suite d'un raid israélien au Liban, lire les ouvrages de Gordon THOMAS, *op.cit.*, pp. 330-345 et Pierre PÉAN, *Ibid*.

De Gaulle quitte le pouvoir en avril 1969. Son ancien Premier ministre Georges Pompidou, fidèle mais critique du général, est un atlantiste indocile, mais s'est ménagé des ouvertures auprès des Soviétiques<sup>589</sup>. Ce fonctionnaire consciencieux, à l'allure d'un Johnson français, au caractère d'un paysan du Cantal, est d'abord recruté comme chez *Rothschild*, organisme qui aida Israël ostensiblement. Il semble que ce soit au plus haut niveau que ces «vols» sont facilités, si l'on croit Pompidou qui dit au chancelier Brandt: «On laissait passer en fermant les yeux sur tout ce qui était pièces de rechange»<sup>590</sup>. Washington, au courant du *deal*, constate qu'Israël préfère passer plusieurs petites commandes militaires d'apparences insignifiantes, que de grosses commandes plus visibles. Les moteurs Franco-américains fournissant Dassault sont aussi exportés. «Un bon avion est un bel avion», mais le sera-t-il pour Israël? Les *Kfir*, version locale du *Mirage-III*, adaptés pour les besoins d'Israël, remplacera l'original. La France et d'autres pays enverront des pièces détachées par la valise diplomatique et des trafiquants d'armes, y compris des technologies sensibles et des composants. Au total, 76 *Mirage-III* seront assemblés. A cette époque, le chef de la chasse israélienne est Ezer Weizmann. Jacques Chaban Delmas rassure également les Américains en février 1970 sur cette affaire: «Les Français ont livré l'an dernier plus de 200 tonnes de pièces détachées pour les *Mirage* qui sont déjà dans l'arsenal israélien. Cela leur donne assez de pièces, au-delà des besoins normaux de la maintenance, pour construire 30 *Mirage* supplémentaires»<sup>591</sup>.

Malgré cette aide discrète, des élites pro-israéliennes, attisées par des officines cherchant à exiger plus de la France, organise une campagne médiatique anti-française. Les militants qui les aident, comme toujours (pléonasme), ignorent tout du stratagème. En février 1970, lors de sa visite à Washington, à Chicago puis à San Francisco, Pompidou, le dauphin du général, est chahuté par la communauté<sup>592</sup>. On lui reproche de vendre Israël contre du pétrole dans le contexte de la hausse du brut et de vendre des *Mirage* à la Libye, lesquels auraient été ensuite «prêtés» à l'Égypte qui envisagerait de les employer contre Israël. L'information est répandue par le Mossad, moins pour accuser la France, que d'exiger des Etats-Unis plus d'armes par soucis d'équilibre<sup>593</sup>. La moitié de la Chambre des Représentants refusent dès lors d'accueillir Pompidou. Un paradoxe puisque dans le même temps, le roi d'Arabie Saoudite, soutenant la guerre contre Israël, est reçu en grande pompe! Pompidou explique ainsi à Nixon: «Il faut comprendre que les forces françaises et israéliennes ont eu les

<sup>589</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 264.

<sup>590</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 279.

<sup>591</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 281. Rappelons qu'en 1980, trois vedettes payées par l'Iran à Cherbourg sont aussi rapatriées, sans publicité.

<sup>592</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 271. A San Francisco, Pompidou affirme: « l'erreur qui consisterait à poser le malheur d'Israël sous un angle exclusivement juif ».

<sup>593</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 273. Information est tirée de *l'archive Entretien entre Nixon et Pompidou*, 26 février 1970, 10h30, Maison-Blanche, National Security Files, Nixon Library.

contacts les plus étroits depuis dix ans»<sup>594</sup>. Il ajoute que la France va faire en sorte que l'entraînement des pilotes libyens soit volontairement bâclé. Le problème est que ses avions risquent d'être pilotés par des Égyptiens ou pires, par des officiers d'élites du Pacte de Varsovie.

Le président malade se défend et affirme ne pas être antisémite. On en vient à se demander si les manifestations ne sont pas fomentés par des opposants politiques français à Pompidou, qui n'ont peut-être cure de l'affaire libyenne. La dissuasion médiatique pro-israélienne nuit à l'image de la France autant qu'elle satisfait les Arabes. Mais Paris avertit Tel-Aviv que si ses opérations de désinformations ne cessent pas, «les accords fantômes» franco-israéliens pourraient vraiment le devenir. Les diatribes se réduisent alors. Sauf que fin 1972, Gabriel Aranda, proche du ministre de l'Équipement Alain Chalandon, fournit au *Canard Enchaîné* des documents compromettant sur l'UDR, parti gaulliste, mais accepte de tourner casaque si le contrat libyen est annulé, afin d'éviter que «des bombes françaises puissent détruire un petit pays encerclé, passionnément attaché à la France»<sup>595</sup>.

Alexandre Adler révèle les dessous des nouvelles relations France-Etats-Unis: «La France, dès l'arrivée de Pompidou, fut tenu par Washington comme un allié intéressant. Elle était à l'abri des lobbies israéliens et capable de mener ce qui était aux yeux des Américains le vrai combat contre la présence soviétique (en Irak)»<sup>596</sup>. C'est donc la France, faite médiatiquement pro-arabe, qui devient l'intermédiaire entre les Américains et les Arabes! Un attrape-nigaud qui pourtant attira nombre de spécialistes. Exemple type de ce jeu de dupe, Raymond Aron inaugure cinq ans après la «rupture gaullienne» la Maison de France à Jérusalem<sup>597</sup> ... En tous les cas, les relations entre la France et les Etats-Unis ne cessent pas sur le plan nucléaire, avec la vente de supercalculateurs, l'échange de procédés, et la fourniture de technologies balistiques (*NSSM n°100*), car les flèches françaises manquent de performances. Cependant, l'aide est mesurée à cause de l'espionnage soviétique, reconnue comme étendue en France. Il est probable que la coopération bénéficie aussi à Israël, dont les missiles, automatiquement, souffrent de mêmes défauts. En 1973, alors que les Etats-Unis organisent un pont aérien pour sauver Israël, la France aurait refusé de servir d'intermédiaire. En août 1974, deux ans après l'intronisation de VGE, l'embargo est levé, peut-être pour se venger de l'augmentation du brut décidée par l'OPEP.

### II.3 Le maintien du programme biochimique dans les années 1960 et 1970

<sup>594</sup> Sur les détails de cette affaire, lire Vincent NOUZILLE, *Ibid.*

<sup>595</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 341.

<sup>596</sup> Alexandre Adler, cité par Dominique LORENTZ, *ibid.*

<sup>597</sup> *L'Histoire*, juin 2009, «Aron et le peuple juif».

A chaque fois que la coopération nucléaire avec la France et les Etats-Unis se ralentit ou est stoppée pour diverses raisons, les recherches biochimiques redeviennent automatiquement prioritaires. Aussi, l'IIBR persiste à égaler et dépasser l'Égypte, sans avoir pour objectif de constituer d'importants stocks militaires, décision exacerbée par la nomination d'Ephraïm Katzir à la tête de la commission interministérielle des sciences et des technologies. Toutefois, il semble que les stocks biochimiques n'étaient pas opérationnels à la veille de la guerre des Six Jours. Israël adhère au Protocole de Genève le 22 janvier 1969, sur le principe, mais affirme se réserver la possibilité de riposter biochimiquement en cas d'agression de même nature, ou contre des États non signataire, ce qui est le cas pour ses voisins et par la suite pour les groupes terroristes, une précision importante. Jusqu'en 1970, les gaz de combats ne sont pas étudiés pour tuer mais pour immobiliser l'adversaire. Les gaz incapacitants sont stockés, non pas en Israël mais aux Etats-Unis, à partir des années 1960. Après 1970, les études se portent sur des drogues comme le LSD. Ness-Ziona travaille beaucoup pour les Etats-Unis, ce qui permet de contourner certaines interdictions du Congrès, car les recherches portent sur les bacilles de la peste et du typhus, ainsi que sur leurs vecteurs (dont les insectes). Or, 10 avril 1971, la CAB interdit la mise au point, le stockage et la production d'agents microbiologiques ainsi que de toxines. Notons qu'aucun pays du Moyen-Orient n'y adhère à l'époque. Avant le début de la guerre du Kippour, face à la menace égyptienne persistante, Israël achète, principalement en RFA, 10% du total des stocks de masque à gaz européen. Mais petit à petit, au fur et à mesure que les bombes atomiques s'entassent dans les arsenaux, les armes biochimiques deviennent moins nécessaires pour Israël. Il est donc probable que Tel-Aviv travaillent à l'époque surtout pour ses alliés. En 1974, selon les travaux de Hersh, un militaire américain témoigne devant le Congrès qu'il a connaissance de ce programme après s'être entretenu avec un de ses homologues israéliens. Washington ne donne aucune suite à ses révélations, peut-être parce que l'Égypte, Israël, l'URSS et les Etats-Unis (avec l'ONU) signent en janvier un désengagement militaire au Sinaï (« Accord du km 101 »). Si ce militaire n'est pas écouté, c'est parce qu'Israël et les Etats-Unis travaillent ensemble sur des substances dont certaines sont utilisées au Vietnam (agent orange). D'ailleurs, le gouvernement américain n'inclut pas à l'époque Israël dans sa liste officielle des États possédant des armes biochimiques, bien que certains membres du Congrès confirment qu'Israël devrait normalement y figurer.

Le programme biochimique américain débute en 1942. Il comprend, au début, des unités de recherche à Plum Island dans l'État de New-York, à Pline Bluff dans l'Arkansas, et surtout à fort Detrick (l'USAMRIID pour *US Army Medical Research Institute for Infectious*



*Diseases* fondée en 1943) dans le Maryland<sup>598</sup>. A Fort Detrick, en 1951, le *Coccidioïdomycose immitis*, un champignon provoquant une maladie pulmonaire pouvant être mortelle fut disséminé dans un entrepôt de la Navy à Mechanicsburg en Pennsylvanie et à Norfolk en Virginie, où travaillent de nombreux travailleurs noirs<sup>599</sup>. Durant la Guerre Froide, le programme s'étend à une galaxie d'instituts publics et privés. Après la guerre, les activités de Fort Detrick, un temps mises en sommeil, sont bien vite réactivées face à l'URSS, supervisé par la *Special Operations Division* (SOD) qui se concentre sur des assassinats à l'arme biochimique, une technique utilisée aussi par la France, Israël, l'URSS, la Bulgarie ou encore la RSA. Certains scientifiques militaires américains tels Bill Buckley, Franck Olson, et les docteurs Sargant, Monroe, Cameron et Sidney Gottlieb sont connus pour leur participation à ce programme. Les travaux de Gottlieb seraient encore utilisés par le Mossad<sup>600</sup>. Les Etats-Unis partagent certains de leurs travaux avec leurs alliés britanniques, sud-africains, turcs et israéliens notamment. C'est dans cette optique que le docteur Cameron se rend, dans les années 1960 et 1970, à l'IIBR, mais également dans des laboratoires suisses, finlandais, néerlandais et birmans<sup>601</sup>. Dès le départ, Washington soutient et finance les recherches de l'université hébraïque de Jérusalem dans les domaines des vaccins et antidotes contre la *Brucella*<sup>602</sup>.

En 1975, la convention sur les armes «biochimiques» est signée mais Israël n'y adhère pas<sup>603</sup>. Le pays est mentionné, à l'instar de 75 autres pays dans le monde, comme opérant des recherches sur la variole, même après la disparition officielle de la maladie en 1976<sup>604</sup>. En 1976 le Sénat américain contraint l'armée à stopper les expériences. Ce revirement est plus pragmatique que moral : les Etats-Unis et leurs alliés ont un intérêt évident à prohiber les armes bactériologiques afin de prévenir la prolifération de ces ADM du pauvre. Mais Washington, qui tient à garder son avance dans ce domaine, les sous-traite en Israël et en Afrique du Sud. Des organismes intermédiaires sont créés via Israël aux travers d'institutions bilatérales qui peuvent œuvrer autant dans le civil que dans le militaire. D'ailleurs, en 1977 est créée la BIRD et la *Binational Science Fondation* (BNF) auquel se joindra plus tard le *US-Israel Biotech Committee* (USIBC) coordonnant les recherches mutuelles. Cette stratégie permettra également de vendre et d'expérimenter des armes chimiques en l'Irak et en l'Iran.

<sup>598</sup> *United States of America, Committee on science US House of Representatives*, « The Decontamination of Anthrax and Other Biological Agents », 8 novembre 2001. Lire aussi Leonard COLE, *The Eleventh Plague and Clouds of Secrecy: The Army's Germ Warfare Tests over Populated Areas*, Milton LEITENBERG *The Problem of Biological Weapons*, Noam CHOMSKY, *Hegemony or Survival*, Richard PRESTON, *The Hot Zone*, 1994.

<sup>599</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 145.

<sup>600</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *op.cit.*, p. 142.

<sup>601</sup> Gordon THOMAS, *Les armes secrètes de la CIA*, *Op.cit.*, p. 289.

<sup>602</sup> *Swedish Defence Research Agency* (FOI), « Israel and WMD: Incentives and Capabilities », NBC Defence, December 2005, Magnus NORMARK, Anders LINDBLAD, Anders NORQVIST, Louise SANDSTRÖM, p. 37.

<sup>603</sup> Gordon THOMAS, *Les armes secrètes de la CIA*, *op.cit.*, p. 15.

<sup>604</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 36.

### III L'accélération du programme

#### III.1 Nixon : La fin des pressions américaines

1969, année atomique. L'élection de Nixon accélère les bons rapports. Le jour de son investiture le 20 janvier, le président discute du sujet avec son conseiller à la sécurité Kissinger. Ensemble, ils acceptent le nouveau statut d'Israël, sans insister pour que Tel-Aviv signe le TNP<sup>605</sup>. Car Tel-Aviv appartient à la catégorie, dicit Nixon, de *Cop on the beat*, des Etats appartenant à la *périphérie de gendarmes* pro-américain, sécurisant les intérêts américains dans le monde, à l'instar de la Turquie, de la Grande-Bretagne, de la France, du Pakistan, de l'Iran et de Taïwan<sup>606</sup>. Harold Saunders du *National Security Council*, presse le gouvernement de forcer Israël à intégrer le TNP. Israël signifie son accord de principe mais émet des « réserves ». Le mémorandum du gouvernement reconnaît qu'Israël « a décidé de ne pas joindre le TNP mais souhaite rester avec les autres pays qui mettent en doute les garanties que procurent le TNP ». Johnson et le Premier ministre Golda Meir (qui remplace l'éphémère Allon le 17 mars) arrivent à un accord : Washington n'exercera pas de pression pour amener l'État hébreu à signer le TNP, à condition que ce dernier s'attache scrupuleusement à maintenir l'ambiguïté sur ses activités nucléaires<sup>607</sup>.

Mais Israël émet un doute sur les intentions réelles de Washington. Et il a raison. Le journaliste Nouzille a exhumé une archive qui narre une conversion particulièrement explicite entre le président et De Gaulle:

«A propos d'Israël, je voudrais vous éclairer sur deux aspects. D'abord, il y en a qui pensent qu'aucun président des Etats-Unis ne peut prendre une décision quelconque au sujet d'Israël sans tenir compte du vote juif. Ce n'est pas mon cas. Les décisions que je prendrai au sujet du Moyen-Orient, ainsi que celle que je serai amené à prendre sur l'armement stratégique, ne seront pas fondées sur des considérations de politique intérieure. En second lieu, les Etats-Unis devront certes, excercer leur influence pour qu'Israël accepte un règlement, mais sans pour cela donner l'impression que celui-ci lui est imposé. Et c'est une question délicate»<sup>608</sup>.

En février 1970, au président Pompidou, il ajoute: «Les bruits court qu'Israël aurait une capacité nucléaire. Nous n'avons pas, à ce sujet, d'informations précises. Inutile de vous dire que nous surveillons la situation de très près, et nous userions de toute l'influence dont nous pourrions disposer pour empêcher une telle escalade nucléaire de la part d'Israël»<sup>609</sup>. Mais l'ex vice-président d'Eisenhower doit composer. Nixon et Kissinger font apparaître dans le

<sup>605</sup> *Le Nouvel Observateur*, Du 28 mai au 3 juin 2009, « Obama, Israël et les juifs ».

<sup>606</sup> *Le Monde Diplomatique*, juillet 2010, « Dialogue avec Noam Chomsky ».

<sup>607</sup> CIA, Confidential interviews, *U.S. Army Counter Intelligence Corps*, former officer, *U.S. Army Military Intelligence Service*. Cette promesse s'articulait aussi autour de pressions sur le Royaume-Uni pour que Londres cesse de freiner le programme nucléaire israélien et français. Seymour HERSH, *The Sampson Option*, *op.cit.*, p. 168.

<sup>608</sup> Mémorandum de conversation entre De Gaulle et Richard Nixon, dimanche 2 mars 1969, palais de l'Élysée, Nixon Library. Archives de la présidence de la République, 5AG1-202, Archives Nationales, cité par Vincent NOUZILLE, *op.cit.*, p. 235.

<sup>609</sup> Mémorandum de conversation entre G. Pompidou et R.Nixon, 26 février 1970, cité par Vincent NOUZILLE, *op.cit.*, p. 278.

*National Security Decision Memorandum* n°6 que « les États-Unis ne fera aucun effort pour contraindre les autres nations, et en particulier la RFA, le Japon et la Corée du Sud à suivre son exemple et à ratifier le TNP. Il ne s'associera pas aux pressions pouvant être exercées sur ces pays afin qu'ils signent ou ratifient ». Kissinger, à demi-mot réduit les obstacles afin de donner du temps à Israël pour optimiser sa dissuasion. Le contexte est en effet défavorable aux États-Unis dont le leadership est grignoté par le Pacte de Varsovie. Israël est plus que jamais indispensable. Washington fait mine de désarmer parce qu'il permet que ses alliés s'arment!

Une dernière visite au réacteur est effectuée pour la forme. Le 12 juillet 1969, les inspecteurs américains se plaignent encore que les Israéliens instrumentalisent la visite et que Washington organise sciemment une simple visite de courtoisie. Le docteur Reichardt dit que l'initiative est « adaptée », aussi bien pour satisfaire Israël que les États-Unis<sup>610</sup>. D'ailleurs, le 5 septembre, sont livrés des *Phantom* modifiés pour emporter des bombes nucléaires! La Maison Blanche reconnaîtra plus tard avoir passé outre les oppositions du Département d'État. Car le 9 septembre, Richard Helms remet le rapport *NSSM 40 Israeli Nuclear Weapons Program*, à la Maison Blanche<sup>611</sup>. En novembre 2005, les archives nationales américaines exhumeront le rapport dans un memorandum de l'assistant Joseph Sisco au secrétaire d'État William Rogers: « Si le processus continue, et s'il devient généralement admis qu'Israël a la bombe, cela aura des implications de grande portée, et même dangereuses, pour les États-Unis. [...] La possession par Israël des armes nucléaires ne dissuadera en rien la guérilla arabe [...], au contraire, cela ajoutera un nouvel élément dangereux aux hostilités arabo-israéliennes»<sup>612</sup>. Rogers reste favorable à un équilibre dans la région afin de ne pas favoriser plus encore l'influence de Moscou auprès des capitales arabes<sup>613</sup>. Le 26 septembre, Golda Meir s'invite dans le Bureau Oval pour avouer à Nixon l'évolution exacte du programme. On ne sait pas la teneur de la conversation privée mais il apparaît que le *NSSM 40* était en retard sur les estimations du programme.

Paul Warnke, secrétaire adjoint à la Défense, convoque Yitzhak Rabin, ambassadeur d'Israël. Il lui demande solennellement si oui ou non son pays est détenteur de l'arme absolue et exige une réponse claire. Rabin tergiverse sur les termes<sup>614</sup>. Furieux, Warnke explose: « Monsieur l'ambassadeur, nous sommes choqués de la manière dont vous traitez avec nous. Vous, notre plus proche allié, construisez des bombes nucléaires derrière notre dos ». Warnke n'ose s'en prendre aux intermédiaires américains qui sont les premiers à le gruger. Rabin se

<sup>610</sup> *Etats-Unis, Department of State, Memorandum of Conversation, Secret/ nodis, 1969 Dimona visit, 13 août 1969.*

<sup>611</sup> *Washington Post*, 30 avril 2006, *ibid.*

<sup>612</sup> *Associated Press*, 16 novembre 2005. « Nixon papers show U.S. alarm over Israel's nuclear program».

<sup>613</sup> *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai/juin 2006, « Israel Crosses the Threshold », Avner COHEN , p. 22-30.

<sup>614</sup> Voir la première partie consacrée à l'opacité.

plaint de cet interrogatoire à Feinberg. Israël doit obtenir d'autres armements sans contreparties. Johnson tance Warnke en expliquant que tant qu'Israël sera un allié, rien ne sera officieusement exigé en échange<sup>615</sup>. Nixon, est opposé en fait au TNP. Rabin le rassure. La position officielle d'Israël est : « Israël ne deviendra pas une puissance nucléaire, ne déplora pas de missile stratégique avant 1972 et que le TNP sera considéré par le nouveau gouvernement »<sup>616</sup>. Le 4 novembre, profitant des derniers jours de l'administration Johnson, Israël obtient la livraison de 50 *F-4E Phantom* et 100 *Skyhawk*, contre l'avis de Rusk, et du secrétaire d'État à la Défense Clark Clifford. Israël salue le lobbying de Feinberg et de l'ambassadeur américain à l'ONU, Arthur Goldberg. L'avion sera modifié sous le nom de *Kurnass* (marteau-pilon). En échange, Israël livre à Washington du matériel soviétique capturé en 1967, qui les étudie à Constanpeg, dans la *zone 51* (Nevada). D'autres pays occidentaux achètent ces renseignements. Des pilotes israéliens s'y entraînent<sup>617</sup>.

Le 23 février 1970, Kissinger s'étonne de la demande de Rabin : savoir ce que Golda Meir a réellement confié à Nixon, témoignant en cela des luttes politiques intestines en Israël. Kissinger formule une réponse qui illustre parfaitement le point de non-retour « Israël n'a pas l'intention de signer le TNP ». Autrement dit, la bombe est là et ne sera pas abandonnée. Il précise que désormais, il n'y a plus de malentendu sur la question<sup>618</sup>. Impossible de faire marche arrière pour les parties en présence, ce serait trop compliqué. Négocier plutôt que stopper, voilà le nouveau credo<sup>619</sup>... L'Assemblée Nationale française précise à ce sujet :

« La conclusion du TNP en 1968 ouvre une phase extrêmement tendue dans les relations entre Israël et les États-Unis, qui conduit, en 1970, à un arrangement informel entre les deux pays, suite à des rencontres répétées entre le président Nixon et le Premier ministre Golda Meir : les États-Unis renoncent à faire pression sur Israël pour qu'il signe le TNP et mettent fin à leurs visites à Dimona ; en retour, Israël s'engage à garder un profil bas en matière nucléaire : pas d'essai, ni de déclaration, ni de reconnaissance du programme »<sup>620</sup>.

Kissinger prévient le soviétique Dobrynin qu'Israël usera de la bombe qu'en cas de menace d'extermination<sup>621</sup>. Mais le 11 avril, la question est de nouveau étudiée par le *Senior Review Group* (SRG), présidé par Kissinger, qui comprend Helms, le sous-secrétaire d'État Elliot Richardson, le vice-secrétaire à la défense David Packard et le président Earle Wheeler. Le mot d'ordre est désormais « éviter la confrontation directe ». Charles Van Doren, adjoint du conseiller général de l'agence de l'*Arms Control* déplore toutefois qu'Israël est le « talon d'Achille » de la politique de non-prolifération des États-Unis. Mais la *NSDM 32* définit par

<sup>615</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p.197.

<sup>616</sup> *United States of America, The White House*, Memorandum for the President from Henry Kissinger, 7 octobre 1969.

<sup>617</sup> *Arte*, 27 mai 2009, « Les mercredi de l'Histoire ».

<sup>618</sup> *Washington Post*, 30 avril 2006, « The Untold Story of Israel's Bomb », Avner COHEN.

<sup>619</sup> *Diplomatie magazine*, mai 2004, p.9.

<sup>620</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 145 ... », *ibid.*

<sup>621</sup> *Etats-Unis, State Departement*, «Expansion of the Kissinger–Dobrynin Channel and Further Discussions on the Middle East, 11 décembre 1969-28 juillet 1970, «Memorandum From Helmut Sonnenfeldt of the NSC Staff to the President's Assistant for NSA».

la suite l'abandon de garanties et des inspections demandées aux Israéliens. Ordre est donné d'empêcher toute publication sur le sujet<sup>622</sup>.

L'ambassadeur Barbour prévient Bill Dale, détaché au Département d'État américain, qu'il convient maintenant de ne plus faire de rapports sur Dimona. Kissinger apprend qu'Israël a bien la bombe, non plus sous sa forme basique, mais bien sous formes d'ogives prête à l'emploi. Dale, essaye de dénoncer une dernière fois ce qu'il sait. Il se voit répondre, avant d'être muté pour son entêtement, que la bombe israélienne est le sujet de politique étrangère le plus sensible. Barbour rappelle donc aux espions Américains en Israël: « Si j'admets tout ce que vous venez de me dire, alors il faudrait que j'aille voir le président. Et si lui-même y souscrivait, il faudrait qu'il y remédie. Le président ne m'a pas envoyé là-bas pour que je lui ramène des problèmes. Il ne veut pas qu'on lui rapporte des mauvaises nouvelles »<sup>623</sup>. Le « pas vu pas pris » s'impose. Aussi, Kissinger se rend en Israël chez le général Alad Peled pour l'assurer du soutien américain. En octobre, un mémorandum conclut que Washington ne voit pas d'inconvénient à ce que Tel-Aviv fabrique des armes nucléaires seulement pour sa défense et avoue que les inspections étaient formelles:

« L'équipe (de l'AEC) a abouti à la conclusion que le gouvernement américain n'était pas animé de la volonté de soutenir un véritable effort d'inspection, une inspection réelle, durant laquelle les membres de l'équipe auraient pu se sentir autorisés à poser de façon directe des questions pertinentes et/ou à insister pour qu'il leur soit permis de voir et de prendre connaissance des documents, des matériaux utilisés, des éléments techniques et de tout le reste. De façon subtile, l'équipe a été sommée d'éviter tout ce qui pourrait prêter à controverse, de se comporter en ami et de ne pas prendre ombrage des évidents desiderata de ses hôtes »<sup>624</sup>.

En novembre, Nixon affirme que le financement de l'usine de dessalement en Israël, à hauteur de 40 millions de dollars<sup>625</sup>, cela contre l'abandon de Dimona, n'était plus viable en raison du coût budgétaire...

### III.2 Sadate : « le renart du désert »

Entre 1969 et 1972, les Égyptiens tentent contre les Israéliens des actions de harcèlement. C'est la guerre d'attrition. Des pilotes soviétiques sous couleurs égyptiennes et des Israéliens s'affrontent au-dessus du canal de Suez. Les Égyptiens ont toujours en ligne de mire Dimona. Leurs axes d'attaque le prouvent. Le 30 juillet 1970, la chasse israélienne détruit 5 *Mig* pilotés par des Soviétiques. Pour rassurer les Arabes, le 8 août, les Américains veulent prendre des photos aériennes de Dimona à partir d'un U2. Les Israéliens s'y opposent sans donner de raisons, mais précise que « si les Américains tentaient malgré tout de photographier la zone des combats (car soumises à des incursions égyptiennes), leurs avions

<sup>622</sup> *Washington Post*, 30 avril 2006, « The Untold Story of Israel's Bomb », Avner COHEN.

<sup>623</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p. 178.

<sup>624</sup> Rohan PEARCE, février 2003, n° 161, « Proche-Orient, L'arsenal nucléaire jamais contrôlé ».

<sup>625</sup> Peter PRY, *Ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
seraient interceptés »<sup>626</sup>, le *modus operandi* n'est pas précisé. Cet événement, totalement inédit, souligne l'ambiguïté des rapports qu'entretien Israël avec son allié principal.

Malgré la défaite de 1967, les forces arabes se renforcent par du matériel soviétique neuf et préparent la revanche sans prendre en compte l'option Samson. Et Rabin, chef d'État-major, explique en substance que Moscou va désormais accentuer son infiltration au Proche-Orient pour avoir accès aux mers chaudes et pour contrôler les réserves de pétrole, afin de gêner l'occident. L'Égypte et la Syrie, en échange de cette aide, ouvrent en effet leurs bases aux Soviétiques. Il est donc nécessaire qu'Israël mette une partie du territoire soviétique à portée de tir nucléaire pour le compte des États-Unis. De son côté, l'URSS pointe aussi quelques missiles atomiques sur quatre villes israéliennes: Tel-Aviv, Haïfa, Ashdod et Beersheba. C'est cette information qui fait dire à Kissinger, en voyage en Israël, qu'en cas de guerre, les États-Unis ne se risqueraient pas un conflit nucléaire avec l'URSS si Israël était attaqué, soit par les Arabes, soit par les Soviétiques<sup>627</sup>. L'option Samson est donc autant un avantage qu'un boulet. Elle peut justifier comme injustifier une intervention militaire. Les Soviétiques comptent sur les Nord-Vietnamiens pour fixer les moyens américains au détriment du Moyen-Orient. Peut-être est-ce pour cela que Le Caire se précipite contre Israël en 1973 avant le retrait définitif américain.

La mort de Nasser, le 28 septembre, permet à son lieutenant Anouar el Sadate de lui succéder le 15 octobre. Sadate est un homme obscur au passé sulfureux. Durant la Seconde Guerre Mondiale, il avait proposé ses services aux nazis, puis aurait participé à de nombreux attentats sur le sol national. Sa crédibilité dans le monde est faible. Kenneth B Keating, successeur de Barbour, avertit Dayan de l'intelligence de Sadate, mais il n'est pas écouté. On le présente comme faible de caractère et velléitaire, et sa couleur de peau n'arrange pas son image. C'est probablement sur cette communication que les Égyptiens bâtissent leur stratégie afin de créer la surprise. Le «pharaon noir» forme d'abord *l'Union des Républiques Arabes* avec la Libye et la Syrie puis s'allie avec le Soudan. Il tente de se rapprocher de la Libye, mais sans succès. Le rais accuse ensuite Moscou d'avoir entraîné l'Égypte dans la défaite de 1967. Aussi, on subodore qu'en mai 1971, le KGB fomenta un attentat contre lui. Ce qui explique pourquoi Ashraf Marwan, conseiller pour les affaires arabes de Sadate, est recruté par la CIA en 1971. Sur la base des informations américaines, Marwan déjoue un complot prosoviétique, réel ou supposé, contre Sadate. Il fait arrêter les chefs présumés de l'opération. Autrement dit, Washington et Moscou auraient, chacun leur tour, instrumentalisé Le Caire qui de son côté essayait de tirer parti des deux côtés. A moins que les États-Unis souhaitent affaiblir un Israël trop insolent...

---

<sup>626</sup> Yitzhak RABIN, *op.cit.*, p. 144.

<sup>627</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p. 185.

Sadate prévient à la fin de l'année : « Il n'y a plus d'espoir d'un accord pacifique. Notre décision est de combattre »<sup>628</sup>. Le président du *Soviet Suprême*, Nicolai Podgorny débarque en Égypte et force son « partenaire » à un « traité d'amitié ». Mais en juillet 1972, Sadate ordonne aux 20000 conseillers soviétiques de partir, afin d'avoir plus de marge de manœuvre. En fait, il semble que Sadate n'ait pas voulu rembourser les 884 millions de dollars de dettes envers Moscou<sup>629</sup>. Le pays se retrouve sans approvisionnements mais ses stocks militaires sont pleins (la même stratégie d'Israël envers la France en 1967!), notamment d'antiaériens SAM. Certains pensent que Sadate a fait semblant de rompre avec Moscou, pour induire en erreur son ennemi. Sadate n'ignore pas son potentiel nucléaire. Il propose une première fois la paix à Israël contre la restitution des territoires du Sinaï. Car le cas échéant, il se dit prêt à sacrifier un million d'Égyptiens. Il annonce ensuite constamment, pour endormir Israël entre 1970 et 1973, que la guerre est pour demain. Israël, qui finit par ne plus y prêter attention, pense que le conflit d'attrition de faible intensité prouve que l'Égypte ne désire pas aller plus loin<sup>630</sup>. Zvi Amir, chef du Mossad, affirmera que les Israéliens méprisaient les Égyptiens depuis 1967<sup>631</sup>. Le Mossad estime en tout cas que Le Caire a fait montre de sa piètre valeur en 1956 et 1967 et que donc, il n'y a rien à craindre. Depuis 1967, Tsahal souffre du syndrome nietzschéen : « la victoire rend stupide ». Mais 1972 déjà, craignant un embrasement, Nixon estime que « le Moyen-Orient est la zone la plus dangereuse du monde ». A cela, Kissinger ajoute « la détente ne peut survivre à l'instabilité du Moyen-Orient ».

### III.3 Une aide américaine accrue dans les technologies sensibles

Nixon accepte donc de livrer gratuitement des armements à Israël, en commandant des armes aux complexes militaro-industriels américains, afin d'avoir leur soutien pour une prochaine élection<sup>632</sup> et de faire de Tel-Aviv la pierre angulaire de la stratégie de *containement* dans la région. Cette attitude incite Israël à vouloir obtenir davantage. Immédiatement après son recrutement, Harry Schwartz (successeur de Warnke), voit débarquer dans son bureau au Pentagone des attachés militaires de Tsahal pour lui demander de leur fournir le système de bombardement à basse altitude, appelé LABS. Ce système optimise la précision des bombes nucléaires lancées par avion. Les Israéliens précisent qu'ils ont besoin d'un tel outil pour faire face aux concentrations égyptiennes aux frontières, mais qu'il ne sera adapté que pour des bombes conventionnelles à fortes puissances. Schwartz refuse. Plus tard, il soulève la question atomique lors d'un dîner avec Rabin et lui conseille « je pense que ce que vous devriez faire,

<sup>628</sup> Antoine SFEIR, *Vers l'Orient compliqué*, Grasset, 2006, 192 pages, p. 58.

<sup>629</sup> Brian FREEMANTLE, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, 220 pages, chapitre VI.

<sup>630</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 8.

<sup>631</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 136.

c'est surtout de rien changer à ce que vous faites actuellement. N'en utilisez jamais une car votre petit pays disparaîtrait en un rien de temps. Les Soviétiques ont très certainement votre pays dans leur point de mire ». Rabin rétorque « est-ce que vous croyez que nous sommes fous à ce point? »<sup>633</sup>.

En 1971 est institué le *Comité Zangger*, qui, déjà, veille à l'application du TNP ... dont les violations sont déjà courantes. C'est dans ce contexte problématique que Shalheveth Freier devient président de l'IAEC. Il souhaite promouvoir les applications nucléaires pacifiques telles que la radiobiologie, dont Israël souhaite devenir le leader<sup>634</sup>. Dans le portrait de ce scientifique, on devine là encore le mariage technologique particulier entre Paris et Tel-Aviv, car le scientifique a été « conseiller scientifique à l'ambassade israélienne à Paris, directeur de Nahal-Sorek, espion et militant anti nucléaire » (!), ... et finalement « directeur général de l'IAEC entre 1971 et 1976. A partir de 1981, il travaillera comme responsable de la politique de l'IAEC jusqu'à sa mort en 1993 »<sup>635</sup>. En 1971, il entérine l'acquisition de krytrons, un détonateur ultrarapide à double usage industriel et militaire (nécessaire aux bombes nucléaires sophistiquées), par des transactions secrètes auprès des Etats-Unis<sup>636</sup>. Glenn Cella, fonctionnaire aux Affaires étrangères au Département d'État en tant que représentant du Détachement spécial pour le Proche-Orient, apprend par hasard que c'est le Pentagone qui a autorisé, sans l'en avertir, cette livraison. On lui explique qu'il s'agit juste de minuteurs électroniques sensibles, destinés à déclencher des faisceaux stroboscopiques. La finalité nucléaire lui est dissimulée. Ses protestations, non contre Israël, mais contre le procédé, n'y changent rien. Et c'est encore sans son accord que le budget finance l'achat de deux supercalculateurs pour l'Institut Weizmann<sup>637</sup>. A la CIA, ce comportement préférentiel agace. Certains en viennent même à soupçonner le Mossad d'être, pour cette raison, le cheval de Troie de l'URSS pour noyauter la CIA.

L'assassinat d'Aharon Katzir par un groupe de gauchiste japonais (*Armée Rouge Unifiée*, peut-être une repréailles de l'URSS ?) à l'aéroport de Lod, le 30 mai 1972 met prématurément Freier à la tête de Dimona. L'assassinat d'ingénieurs nucléaires sera pratiqué des deux côtés du mur. Deux scientifiques israéliens, Isaiah Nebenzahl et Menahem Levin, inventent une méthode plus facile et plus rapide pour enrichir l'uranium à l'aide du laser et de centrifugeuses. Ils peuvent ainsi enrichir sept grammes d'U-235 à 60% en 24 heures<sup>638</sup>. A l'époque, on accuse la RFA d'avoir vendu le brevet aux Israéliens. En fait, les centrifugeuses

---

<sup>632</sup> Jonathan NITZAN et Shimshon BITCHLER, *op.cit.*, p.258.

<sup>633</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, pp. 201-202.

<sup>634</sup> David FISHER, *History of the IAEA, the first forty years*, AIEA, Vienne, 2006, 564 pages, p. 377.

<sup>635</sup> *The State of Israel*. IAEC, « The Shalheveth Freier Center for Peace, Science & Technology », Copyright 2004.

<sup>636</sup> Seymour HERSH, *op. cit.*, p. 213.

<sup>637</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 221.

<sup>638</sup> Warner FARR, *Ibid.*



à destination d'une grande partie de l'occident viennent d'Almelo au Pays-Bas et de Capenhurst en Grande-Bretagne. Les usines de séparation viennent de Mol en Belgique. Le fait qu'elles sont difficiles à cacher et coûteuses convainc Israël d'en construire, selon Glenn Seaborg, président à l'AEC. Mais pourquoi incriminer Israël ? Après tout, à l'époque, 21 pays possèdent aussi des réacteurs de taille suffisante pour produire du plutonium en quantité appréciable : Argentine, Belgique, Bulgarie, Canada, Chine, Espagne, France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Italie, Japon, Pakistan, Pays-Bas, RDA, RFA, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS et Etats-Unis. 26 autres pays possèdent de petits réacteurs de recherche, dont certains (ceux de Taïwan en particulier) sont peut-être suffisants pour produire à terme une ou deux bombes. Le 26 mai 1972, l'*Anti-Ballistic Missile Treaty* et la limitation des armes stratégiques offensives sont signés<sup>639</sup>. En revanche, et cela sera très important pour la suite, les États-Unis et l'URSS signent un accord entré en vigueur le 22 juin 1973 afin d'éviter toute confrontation nucléaire par un dialogue préalable, même et surtout si le Moyen-Orient est de nouveau à feu à sang. Voilà qui nuance ce lieu commun : une guerre nucléaire surprise pouvait éclater entre les deux Grands à tout moment.

En 1973, Israël possède probablement déjà de quoi assembler entre 12 et 25 bombes, dont certaines sont montées sur des *Kfir* et des *Phantom*<sup>640</sup>. La même année, l'entreprise américaine *Tracer Lab* livre des postes de commande pour Dimona<sup>641</sup>. A la fin de l'année, la CIA apprend que le Mossad demande à certains fonctionnaires de leur fournir des informations satellitaires sur l'URSS. On croit alors qu'Israël va les revendre à l'Union Soviétique pour que Moscou modifie sa défense. En réalité, Tel-Aviv souhaite seulement que ses propres missiles frappent précisément les sites sensibles soviétiques en cas de nécessité. Les agents de la CIA sont en tout cas dissuadés de toute enquête<sup>642</sup>.

#### **IV La guerre du Kippour: Alerte nucléaire**

##### **IV.1 Fausse surprise et trouble jeu des grandes puissances**

«Les ennemis sont la punition de Dieu». C'est avec la complicité de Moscou et Washington, qui souhaitent le rééquilibre de la région et la mise au pas d'Israël, que Sadate prépare la guerre. On désire un conflit limité, mais qui obligera Israël à négocier. En Israël, dans les pays arabes, aux Etats-Unis et en URSS, les lobbies militaro-industriels poussent à la

<sup>639</sup> *Politique étrangère*, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, « Succès et échecs de la maîtrise des armements », p. 824. Jozef GODBLAT, Ces deux textes combinés forment l'accord *Strategic Arms Limitation Talks I* qui gèle pour 5 ans le nombre des ICBM et sur les sous-marins. Néanmoins, les essais et les recherches sur les ABM ne sont pas interdits. Le remplacement des missiles obsolètes par des nouveaux et la puissance des missiles ne sont pas limités.

<sup>640</sup> *United Kingdom*, Parlement Britannique, *op.cit.*, p. 11.

<sup>641</sup> Peter HOUNAM, *Woman From Mossad: The Torment of Mordechai Vanunu*, 1999, Vision Paperbacks, pp. 155-168.

<sup>642</sup> Seymour HERSH, *Ibid.*

guerre, une tendance qui ne s'interrompra jamais, et qui explique le contexte de cette paix impossible. Le monde va alors connaître, avec la guerre du Kippour, une crise nucléaire semblable à la crise de Cuba. L'Égypte se prépare à une guerre qui doit redorer le blason du pays, sur le plan du leadership arabe, mais aussi légitimer Sadate aux yeux de sa propre population, fustigeant son ascendance nubienne. Peut-être veut-il obliger Israël à le menacer avec la bombe et ainsi déclencher des rétorsions internationales contre son voisin et le règlement de ce dossier. Le 3 septembre 1973, Moshé Dayan observe de son œil de cyclope de fortes concentrations d'artillerie sur le Golan, mais rassure que rien ne laisse présager une guerre. Le quartier général égyptien, grâce à l'opération d'intoxication *Badr*, disperse les troupes égyptiennes pendant que Sadate rassure de ses intentions à l'Onu. Tsahal est en train d'être victime du *cry-wolf syndrome*. Un mois plus tard, Golda Meir refuse l'appel des réservistes et un raid aérien préventif et expliquant: «si la guerre éclatait, Israël devait être dans la meilleure position possible, c'est-à-dire ne pas être considéré comme l'agresseur»<sup>643</sup>. C'est pourquoi les *Nouveaux Historiens* israéliens préciseront que l'attaque surprise arabe de 1973 étaient finalement un leurre destiné peut-être à prouver aux Etats-Unis que leur pays avait besoin de davantage d'aide et que la bombe était indispensable. Golda Meir aurait été avertit de l'imminence de l'attaque par la Jordanie, peut motivée par la guerre, mais Tsahal ignore volontairement l'avertissement<sup>644</sup>.

Le 6 octobre à 14h, l'Égypte attaque. C'est le jour du *Kippour*, mais Israël est un État laïque. Il n'y aura donc point de pardon. A ce qui avance l'argument de la pureté des armes, les «nucléocrates» rétorque que les Égyptiens ont rompu les jours sacrés du Kippour. Cette guerre est donc injuste. Elle risque d'être impure avec le danger nucléaire. Les Israéliens sont appelés en catastrophe pour rejoindre leur unité. Le fait que cela soit un jour férié entraîne d'abord de lourdes pertes israéliennes. Le tout-aviation et le tout-blindé, érigés en dogme depuis 1956, connaissent là un criant désaveu. Les *Sam* déciment les chasseurs frappés du *Magen David*. 50 avions et 500 chars sont détruits sur le seul front égyptien. Au soir du 8 octobre, le Général Benny Peled (commandant de l'armée de l'Air), avertit Moshe Dayan que si les choses n'évoluent pas, les sites nucléaires seront envahis dans une semaine. Au nord, une poignée de chars forme un écran bien mince devant la Galilée, face à la marée syrienne qui débute. Yossi Beilin explique le désarroi: «Israël a remporté une brillante victoire en 1967, mais ne connaît depuis qu'un échec incessant. [...] Nous étions sûrs qu'après notre victoire, Tsahal était invincible et que personne n'oserait s'en prendre à nous. [...] Le 6 octobre 1973, cette illusion a volé en éclat »<sup>645</sup>. En France, le ministre des Affaires étrangères Michel Jobert réagi en excusant les Arabes :« Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi

<sup>643</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 281.

<sup>644</sup> Freddy EYTAN, *Op.cit.*, p.246.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
constitue une agression imprévue»<sup>646</sup>. Ce raidissement de façade fait dire à Begin, qui sait ce qu'Israël doit à Paris: « Le fait que le gouvernement [...] est prêt à vendre délibérément le sang juif pour le pétrole arabe [...], est la plus grande trahison depuis que le gouvernement Daladier avait trahi le pacte franco-tchécoslovaque. Mais Israël n'est pas la Tchécoslovaquie et il n'y aura pas de Munich au Proche-Orient<sup>647</sup> ».

#### IV.2 Alerte nucléaire : la trompette des *Jericho*

Les pays arabes sont au courant de la réalité de l'arsenal NBC israélien. Les Soviétiques en ont apporté les preuves. Mais soucieux d'en découdre à nouveau, Le Caire, Damas et dans une moindre mesure Aman, voient paradoxalement la bombe israélienne comme une chance. D'une part, parce qu'ils sont persuadés de l'effet dissuasif de la bombe (et de la victoire de 1967), et donc Tsahal a réduit ses exigences. Ensuite, il est perçu comme inconcevable que Tel-Aviv puisse l'utiliser sur les capitales arabes sans risquer la désapprobation internationale contre des adversaires qui en sont dépourvu, et risquer une riposte soviétique pour protéger ses alliés. On sait aussi que les Israéliens craignent que la frappe ne soit pas assez efficace, que la radioactivité pollue son propre territoire ou pire, risque d'engendrer un accident technique sur le pas de tir. Aussi, comme l'explique Hersh, les dirigeants israéliens n'ignorent pas que cette dissuasion serait presque contre-productive. Enfin, les armées arabes dissuadent la bombe israélienne par leurs missiles biochimiques contre lesquels il n'existe pas de parade. Pour Charles Zorgbibe (1995), les Égyptiens estimaient également que la bombe relevait d'une campagne de guerre psychologique menée par Israël. A l'inverse, pour Shlomo Aronson, les objectifs de cette guerre étaient en fait destinés à ne pas pousser les Israéliens à utiliser l'arme suprême mais les amener à négocier<sup>648</sup>, et obliger les deux grands à agir. Cette thèse semble la plus pertinente.

Faisant fi de ce postulat, les Égyptiens, qui avaient acquis des *Frog* en juin 1967, puis des *Scud* en avril 1973, les emploient contre des bases aériennes et des stations d'écoute électronique à Romani, Tasa, Bir Gafgafa, Oum Margan et Oum Khisheid. Du 15 au 16 octobre, les *Frog-7* tomberont sur des ponts pour couper toute contre-attaque (120 missiles pendant la guerre). Leurs faibles portées évitent de mettre en alerte la chasse pour protéger Dimona. La Syrie emploie aussi 90 *Frog*, mais ils sont détruits par la chasse, car Damas possède peu d'antiaériens. Le 8 octobre au QG enterré « the Bor », sont réunis en catastrophe les généraux David Elazar, chef d'État Major des armées, le vice Premier ministre Yigal

---

<sup>645</sup> *Courrier international*, du 31 mai au 6 juin 2007, p. 38.

<sup>646</sup> *Ibid.*

<sup>647</sup> *Wikipedia*, « Israel ».

<sup>648</sup> Shai FELDMAN, *nuclear weapons and arms control in the middle east*, the MIT Press, Cambridge Mass/London, 1997, p 102. Cité par Jean-François DAGUZAN, *op.cit.*, p.92

Allon, le brigadier général Israel Leor et Israel Galili, un proche de Golda Meir. Il est décidé de maintenir l'état d'alerte atomique jusqu'à ce que les Etats-Unis interviennent.

L'ambassadeur israélien à Washington, Simcha Dinitz, réclame un pont aérien d'urgence. N'obtenant pas de réponse, il parvient néanmoins à rencontrer Kissinger et son assistant Peter Rodman à la Maison Blanche. Il est accompagné par le général Mordechai Gur, attaché militaire. Après plusieurs refus, Dinitz prévient « Si un pont aérien massif vers Israël ne démarre pas immédiatement, je saurais que les Etats-Unis ne tiennent pas leurs promesses et cela aura de très graves conclusions »<sup>649</sup>. Ben-Gourion conteste : « Seul Tsahal défendra l'État juif » afin de signifier le refus de l'aide militaire américaine directe<sup>650</sup>. Pour forcer la main de ses alliés, Israël déploie son arsenal nucléaire lorsque le 9 octobre, l'URSS et les États-Unis découvrent 5 *Jericho-1* à Hirbat Zachariah et 8 *Phantom* à Tel-Nof. L'URSS, grâce au satellite *Cosmos*, renseigne effectivement Le Caire qu'Israël tient prêt trois missiles nucléaires. Selon une autre version, ce sont bien les Soviétiques qui en avertissent les Américains<sup>651</sup>. En parallèle, Washington montrent aux Syriens et aux Égyptiens les missiles israéliens afin de les dissuader de poursuivre leurs actions<sup>652</sup>. Marie-Hélène Labbé<sup>653</sup> estime que cette décision est effectivement destiné à déclencher une réaction des grandes puissances. Elle est prise à la suite de la consultation de photos américaines des avions *SR-71 Blackbird*, indiquant que les Égyptiens auraient armé des missiles *Scud* avec des têtes nucléaires russes ! Golda Meir avertit Nixon. Kissinger confie à James Schlesinger (juif américain, directeur de la CIA, puis Secrétaire à la Défense des États-Unis de 1973 à 1975), que les Etats-Unis ne laisseront pas les armées arabes l'emporter mais que Washington interviendra uniquement si les frontières de janvier 1967 sont franchies. La Maison Blanche veut laisser les Israéliens sur la défensive pour les forcer à négocier. Mais William Colby, directeur de la CIA, souhaite en même temps qu'Israël ne soit acculé à utiliser l'option Samson.

Une conséquence ? Les Égyptiens ralentissent. En fait, ils refusent d'avancer au-delà de la couverture de leurs antiaériens. Ce répit est mis à profit. Nixon, cède au chantage et promet un pont aérien (opération *Nickel Grass*), parallèlement à celui mis en place par Moscou pour ses alliés arabes<sup>654</sup>. Il était temps. Selon Arthur Schlessinger, les Israéliens n'avaient que trois semaines de réserves. Kissinger propose seulement un pont aérien de nuit pour les premiers jours. Le fret passe par les Açores. Grâce à lui, à partir du 13, Tsahal regagne du terrain, mais en échange, Washington s'invite dans le conflit et entend contrôler l'usage de

<sup>649</sup> Seymour HERSH, *Ibid.*

<sup>650</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre V.

<sup>651</sup> Seymour HERSH, *Ibid.*

<sup>652</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 445.

<sup>653</sup> Schlomo ARONSON, «The nuclear dimension of the arab-israeli conflict», *the Jerusalem journal of international relations*, vol n°7, 1984, n° 1.

<sup>654</sup> Frédéric ENCEL et François THUAL, *Géopolitique d'Israël, op.cit.*, p. 291.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
son matériel. Sadate se plaint auprès des Américains. La maison Blanche répond qu'il s'agit d'éviter qu'Israël utilise la bombe. Entre temps, les blindés Syriens (les «chars assyriens») sont décimés par les *Tow*. Moscou se résout à ne pas laisser les Arabes se faire saigner à blanc et agite sa dissuasion. Les Américains passent à leur tour en phase d'alerte nucléaire effective *DefCon III*<sup>655</sup>.

Américains et Israéliens, qui exploitaient ensemble les stations d'écoute du Mont Hermon, sur le Golan, permettant d'écouter les conversations stratégiques depuis la Tunisie jusqu'au Caucase, avait dû les céder aux Syriens et aux attachés soviétiques. Cette station est de nouveau occupée par Tsahal. Le général Orwin Talbott, adjoint du chef de l'*Army's Training and Doctrine Command*, et Bruce Williams, attaché militaire américain en Israël, rencontrent Elazar, chef d'État-major de l'IDF qui signifie à Damas que si les Syriens franchissent à nouveau la frontière, ils seront atomisés. En 1992, le militant des droits de l'homme Israel Shahak, écrit que Moshé Dayan, envisagea sérieusement d'atomiser des villes syriennes mais qu'il en fut dissuadé par Meir et Kissinger. Kissinger propose un cessez le feu accepté par Meir mais que refuse Sadate. Le 14, l'alerte nucléaire est levée. Pour forcer Le Caire à obtempérer, Ariel Sharon, le 15, franchit le canal de Suez et encercle la 3<sup>ème</sup> armée égyptienne, dernier rempart protégeant Le Caire. Le 16, Kossyguine débarque au Caire et presse Sadate d'accepter le cessez-le-feu. De son côté, Kissinger part pour Moscou, puis arrive deux jours plus tard à Tel-Aviv pour discuter d'un armistice. Washington fait tout pour que la victoire israélienne ne soit pas totale, de peur de voir l'équilibre régionale rompu<sup>656</sup>.

#### **IV.2.2 Seconde alerte nucléaire : la tentation du Nil**

Le 22 octobre, le CSNU ordonne, par la *résolution 338*, une trêve, acceptée pour la forme par l'Égypte, la Jordanie et Israël (sous la pression des États-Unis). Mais les Israéliens dépassent entre temps Suez et Ismaïlyah. Israël veut légitimer ses nouvelles conquêtes et les protéger par la bombe. Le cabinet de crise israélien ordonne un second état d'alerte nucléaire lorsque les deux Grands le presse à la retenue<sup>657</sup>. 13 têtes nucléaires de 20 kt sur des *Jericho I* et sur 8 *Phantom* sont de nouveau déployées vers l'Égypte et la Syrie<sup>658</sup>. Tel-Aviv envisage d'en projeter une sur le barrage d'Assouan, dont la destruction entraînerait de très fâcheuses conséquences. Le projet n'est pas vraiment dissimulé, bien au contraire, car trois *Scud-B* égyptiens à têtes conventionnelles ont déjà été tirés sur Tsahal. Son emploi, formulé par Dayan,

---

<sup>655</sup> Selon le *Jane's Military Guide*, les états d'alerte *Defense Condition* sont: *Def Con V* (temps de paix), *Def Con III* (mobilisation des forces conventionnelles) et *Def Con I* (ADM).

<sup>656</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 142.

<sup>657</sup> Seymour HERSH et Leonard SPECTOR, *Israel Nuclear Dilemma*, p. 71.

<sup>658</sup> Seymour HERSH, *The Sampson Option*, *op.cit.*, pp. 217-226; Peter PRY, *Israel's Nuclear Arsenal*, Westview, 1984, p. 31.

qui craignait «la fin du troisième temple »<sup>659</sup> selon son porte-parole Naftali Lavie, est encore rejetée par Meir<sup>660</sup>, les deux personnalités politiques étant déjà opposées sur le plan personnel. Freier est contacté à Dimona pour un rapide état de lieux de la force de frappe. Il fustige la précipitation du gouvernement d'autant plus que le pays n'est pas menacé dans ses intérêts vitaux<sup>661</sup>. D'autant que la CIA avertit Israël que l'URSS pointe des SS-20 sur quatre villes israéliennes, comme le confessera plus tard le chancelier Helmut Schmidt<sup>662</sup>. Mais Israël réplique que sont aussi pointés les villes de la Mer Noire. Pourtant, en 1998, Yuval Neeman précisera que les missiles israéliens n'étaient peut-être pas chargés de têtes nucléaires et biochimiques. Mais Mahmoud Karem, chef de la diplomatie égyptienne, dans un livre paru en 1988, soutiendra : « il est évident que durant la guerre du Kippour, la question fut réglée par une discussion sur le nucléaire ».

Le 23 octobre, la Syrie accepte le cessez-le-feu. Sur proposition de l'Égypte, Moscou se prépare à l'envoi de troupes aéroportées, destinées à garantir le cessez-le-feu. Le lendemain, Brejnev lance un ultimatum envers les Etats-Unis:

« Envoyons de toute urgence en Égypte, URSS et États-Unis conjointement, des contingents militaires pour assurer le cessez-le-feu. Il est nécessaire d'y adhérer sans délai. Je vous dis franchement que si vous estimiez impossible d'agir conjointement avec nous en cette affaire, nous nous trouverions devant la nécessité urgente d'envisager l'éventualité de prendre unilatéralement les décisions nécessaires. Nous ne pouvons autoriser l'arbitraire de la part d'Israël [...] Je dirai sans détour que, si vous estimez ne pouvoir agir de concert avec nous, nous nous verrions contraints, d'urgence, et seuls, de prendre en considération les mesures voulues »<sup>663</sup>.

Le président soviétique, depuis 1964, est vu comme l'homme des lobbies militaro-industriels soviétiques. Kissinger appelle Dobrynine et lui signifie que Washington étudie la lettre en précisant de ne prendre aucune initiative sans quoi la situation pourrait dégénérer. Nixon lui répond ensuite :

« Il faut cependant que vous le sachiez : nous ne pourrions en aucun cas accepter une action unilatérale. Ce serait une violation de notre entente, des principes convenus que nous avons signés à Moscou en 1972 et de l'article II de l'Accord sur la prévention de la guerre nucléaire. Comme je l'ai indiqué plus haut, une telle action aurait des conséquences incalculables qui ne seraient avantageuses pour aucun de nos deux pays »<sup>664</sup>.

L'Union Soviétique met en garde Israël contre sa « grossière violation » du cessez-le-feu. Dans un message de Brejnev adressé à Nixon, Moscou dénonce la « trahison » israélienne. Nixon en personne répond : « Je tiens à vous assurer que nous assumons une pleine responsabilité dans les efforts visant à obtenir la fin complète des hostilités de la part d'Israël. [...] et je vous demande instamment de prendre des mesures semblables en ce qui concerne la partie égyptienne »<sup>665</sup>. Chacun retient son pion.

<sup>659</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 495. Le premier temple fut détruit par Nabuchodonosor et le deuxième par Titus en 70.

<sup>660</sup> Marie-Hélène LABBÉ, *La prolifération nucléaire en 50 questions*, Editions Jacques Bertoin, 1992, p. 178.

<sup>661</sup> Barry SCHNEIDER, *Op.cit.*, p.119.

<sup>662</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim, op.cit.*, p. 105.

<sup>663</sup> Barry SCHNEIDER, *op.cit.*, p.119.

<sup>664</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 19.

<sup>665</sup> Henry KISSINGER, *Les années orageuses*, 1982, p. 662.

Moscou préfère prendre les devants et fait de nouveau appareiller depuis Odessa, un cargo chargé d'ogives nucléaires pour équiper au moins deux *Scud* égyptiens, d'une portée de 300 km. Moscou mobilise encore des sous-marins et trois divisions aéroportées. L'ordre est donné par le ministre de la Défense russe Gennady Grechko, ignorant alors la teneur exacte des négociations que menaient le ministre des Affaires étrangères, le « *monsieur Niet* » Andrei Gromyko<sup>666</sup>. Les deux *Scud* manœuvrés par des Soviétiques, sont aperçus par les Américains qui en livrent des photos aux Israéliens. Selon Avner Cohen, Le Caire ne pouvait en tout cas se servir de ses *Scud* sans l'aval de Moscou. Les travaux sur cet épisode divergent. Les uns attestent qu'ils n'y eu aucun navire soviétique. Aux dires du Kremlin, la rumeur aurait été fabriquée par les Américains pour forcer la paix. Mais dans les années 2000, on saura par les confidences d'un agent double que si Tsahal menaçait de prendre Damas ou Le Caire, l'URSS envisageait de bombarder Dimona et de brandir l'atome<sup>667</sup>.

Le 24 octobre, Brejnev menace des « plus graves conséquences » si l'État hébreu ne met pas fin à son « agression ». Dans ses mémoires, Nixon écrira que ce message « était en fait une menace à peine voilée d'intervention soviétique unilatérale ». Le soir, le *National Council of Security* se réunit, présidé par Kissinger. Il envoie un message à Sadate (qui refuse la paix pour justement pousser les partenaires à la faute): « Je vous demande de considérer les conséquences pour votre pays si les deux grandes puissances nucléaires devaient ainsi s'affronter sur votre sol. Je vous demande également de considérer les conséquences, si les forces de l'une des grandes puissances nucléaires étaient engagées militairement sur le sol égyptien ». Les porte-avions *Franklin Roosevelt*, *Independence* et *John F. Kennedy*, reçoivent l'ordre de cingler vers la Méditerranée<sup>668</sup>. Washington met aussi en état d'alerte des *B-52* du *Strategic Air Command*.

La pression sur la 3<sup>ème</sup> armée égyptienne, encerclée, s'allège alors. Tsahal stoppe son avancée et approuve le cessez-le-feu. Nixon et Kissinger affirmeront que cela avait été « la crise la plus difficile que nous avons connu depuis celle de Cuba en 1962 ». Le risque très sérieux de guerre nucléaire à trois protagonistes (bien qu'il s'agisse d'une option seulement envisagée) sera beaucoup moins médiatisé que la crise de Cuba en 1962 alors que la menace y était bien supérieure. L'opacité de la dissuasion israélienne y est pour beaucoup. Pérès relativisera le danger de défaite israélienne au premiers jours du conflit: « Si vous voulez parler d'un danger de mort, non, car il restait le recours aux armes exceptionnelles, mais il n'était pas question de les utiliser dans ce cas ci »<sup>669</sup>. Le cessez-le-feu, voté par le CSNU (*résolution 339*), est alors renforcé par l'adoption au CSNU de la *résolution 340* qui appelle à

<sup>666</sup> Barry SCHNEIDER, *op.cit.*, p. 118.

<sup>667</sup> Freddy EYTAN, *Victor Grayewsky, agent secret du Shin Beit à Jerusalem, op.cit.*, chapitre 11.

<sup>668</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *ibid.*

<sup>669</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 143.

« un retour » aux lignes du cessez-le-feu du 22 octobre et la création d'une force d'intervention de l'ONU. Kissinger rencontre en Israël une Golda Meir furieuse de l'attitude ambiguë des Etats-Unis. Kissinger se défend. Son obédience religieuse n'est pas une servitude soumise envers Israël, comme il lui explique: « Premièrement, je suis américain; deuxièmement, je suis le secrétaire d'État des Etats-Unis et troisièmement, je suis juif ». Golda Meir lui rétorque: « c'est parfait mon garçon, nous lisons de droite à gauche »<sup>670</sup>.

## **V Après la guerre**

### **V.1 Un nouveau partenariat Etats-Unis/ Israël**

#### **V.1.1 Les leçons du conflit**

A la suite de cette nouvelle défaite arabe, la Ligue Arabe augmente le prix du baril augmente de 17% fin octobre, puis il double encore le 23 décembre. L'or noir est la dissuasion des Arabes, face à la dissuasion israélienne. Pour les armées arabes, 1973 reste une victoire dans la mesure où Israël a été surpris et n'a évité l'écrasement que grâce aux États-Unis. Van Creveld se demande pourquoi les Arabes n'ont alors pas réitéré un autre 1973, comme cela fut demandé, notamment par l'ancien chef d'état major égyptien Saad Shazly<sup>671</sup>. Les négociations secrètes avec les Etats-Unis vont l'expliquer. Elles aboutiront à Camp David. Pour Israël, la leçon de 1973 est sévère. Le stratège Efraïm Inbar assure que la guerre du Kippour fut un tournant dans l'histoire du pays car elle remet en cause ses fondamentaux<sup>672</sup>. Le comportement de Golda Meir pendant la guerre est critiqué. Des membres de la Knesset exigent sa tête ainsi que celle de Dayan. Le Premier ministre crée alors la commission *Agranat*, chargée « d'examiner les événements qui avaient précédé la guerre de Yom Kippour et les premiers jours de la guerre »<sup>673</sup>. Pas de Kippour, pas de grand pardon pour les coupables. L'*Aman* joue le rôle de fusible et son commandant, accusé de tous les torts, est remercié. L'armée conventionnelle n'a pas été dissuasive. Certes, la bombe a empêché la défaite, mais pas la guerre. Tsahal, malgré sa puissance conventionnelle, ne pouvait pas gagner la paix autrement que par la dissuasion car elle a permis en partie l'obtention du pont aérien. Kissinger commande un rapport sur ce dossier à la CIA, afin de savoir si oui ou non le chantage à l'arme nucléaire durant la guerre du Kippour était fondé. Duckett lui apprend qu'Israël possède dix ogives au moins, 20 ogives sûrement<sup>674</sup>. L'estimation est en partie confirmée par les images satellites qui mitraillent Hirbat Zekharyah et ses silos ouverts. Deux ans plus tard, lors d'une réunion de la *Nuclear Regulatory Commission*, la CIA renseigne que

---

<sup>670</sup> Seymour HERSH, *ibid.*

<sup>671</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *ibid.*

<sup>672</sup> Efraïm INBAR, «Israeli National Security, 1973-96», The Begin-Sadat Center for Strategic Studies, *Security and Policy Studies*, n° 38 (1998), p. 63.

<sup>673</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 287.

<sup>674</sup> Anthony CORDESMAN, *op.cit.*, p. 48.



les *Jericho* n'ont pas été conçu pour des charges conventionnelles mais bien pour des têtes nucléaires<sup>675</sup>.

Le budget israélien de la défense passe en conséquence à 28% du PNB, pour remplacer le matériel perdu et relever sa garde. Schlessinger prône désormais pour Israël l'adoption d'une stratégie nucléaire de réponse flexible sur des cibles spécifiques, en limitant l'escalade. Également, il estime que la dissuasion ne doit pas nuire au développement d'une armée conventionnelle. Enfin, il incite à la recherche continue en matière de high-tech nucléaire. Les recherches sur les ogives miniaturisées s'intensifient donc. Schlesinger instaure aussi la politique du « partage du fardeau » entre les alliés pour soutenir l'effort de guerre contre l'URSS et ses alliés et à ce titre, ordonne le renforcement de Tsahal par le Pentagone. Dans cette optique, plusieurs traités secrets sont signés dans lesquels Washington et Tel-Aviv scellent une coopération nucléaire<sup>676</sup>.

De son côté, l'URSS est lassée de se ruiner en livrant aux Arabes du matériel militaire facilement et rapidement détruit. Moscou et Le Caire s'éloignent définitivement l'une de l'autre. On apprend que dans la corbeille des négociations d'après guerre, les Etats-Unis ont promis à Israël une aide annuelle de 2 à 3 milliards de dollars contre la promesse de ne pas utiliser et optimiser l'arme absolue<sup>677</sup>. Les vaincus obtiennent aussi une aide. En effet, le 21 mai 1974, après que Le Caire, qui se démarque de l'URSS et opère déjà des pourparlers de paix, se soit engagé à acheter des armes américaines à un taux avantageux, Israël abandonne la bande de terre de Kuneitra sur le Golan. Washington accorde de plus une aide de 100 millions de dollars à la Syrie prosoviétique. D'autres aides à des pays arabes suivent, par pression des lobbies pro-israélien et militaro-industriels sur le Congrès américain, en échange d'une paix armée<sup>678</sup>! La preuve que les lobbies militaro-industriels des deux parties s'entendent.

### V.1.2 La mise en œuvre d'une dissuasion de théâtre

En 1973, l'arsenal prenant de l'ampleur, le gouvernement israélien décide que l'utilisation de la bombe devra passer par l'accord simultané de trois personnages clés de l'État: le Premier ministre, le chef d'Etat-major de l'armée et le ministre de la Défense. Par la suite, le chef d'État-major de l'armée de l'air se rajoutera à cette courte liste<sup>679</sup>. Le programme nucléaire s'accélère par l'utilisation d'un processus plus rapide pour l'enrichissement de l'uranium et par la miniaturisation des têtes nucléaires afin que celles-ci puissent être utilisées sous forme d'obus, avec des canons spéciaux fournis par les États-

---

<sup>675</sup> *NTI*, 2006.

<sup>676</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 487.

<sup>677</sup> Franck GAFFNEY, *op. cit.*, 1989. p. 147

<sup>678</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 288.

Unis<sup>680</sup>. L'artillerie a un rapport coût/ efficacité supérieur au missile tactique<sup>681</sup>, surtout que le programme balistique israélien n'est pas encore arrivé à un niveau acceptable. L'artillerie atomique est une arme typiquement défensive qui recouvre le concept de frappe préstratégique, afin de convaincre l'agresseur que l'agressé est déterminé à employer massivement l'atome par le vecteur du missile. En d'autres termes, l'artillerie nucléaire est coup de semonce nucléaire, prélude à la représaille nucléaire disproportionnée. Obus et missile de théâtre ne sont pas assimilés tout à fait à de la dissuasion en faisant de la bombe une «arme du champs de bataille», surtout en la couplant avec une charge à neutron, comme plus tard pour les *Pluton* français. On estime communément que les petites bombes nucléaires, ont été étudiées aux Etats-Unis à partir de 1961, telle la *B-61 Special Atomic Demolition Munition* (34 cm de diamètre pour 3,6 mètres de long), développée au *Los Alamos Scientific Laboratory*.

Les Etats-Unis vendent ainsi des obusiers automoteurs *M-107* de 175 mm (puis de 203 mm) capables de tirer des obus nucléaires pouvant être utilisés tactiquement lors de batailles classiques. Les armes atomiques tactiques sont uniquement destinées à des pays de faible superficie, ou étant confronté à des pays armés aussi de missiles à courtes portées. La portée est comprise entre 40 et 60 km. Par ailleurs, Israël développe, mais déjà à l'époque avec l'Afrique du Sud notamment, des obus à tête NBC, ainsi que des projectiles spécifiques pour les automoteurs *Soltham M-68*. Ils seront déployés sur les hauteurs du Golan afin d'opérer, si nécessaire, un tir de barrage<sup>682</sup>. 108 ogives de ce type sont conçues pour ce modèle<sup>683</sup>, stocké à Eilabun<sup>684</sup>. Leur puissance est limitée à 5 kt, ce qui réduit les effets radioactifs néfastes pour Israël. Tsahal forme trois bataillons d'artillerie nucléaire rassemblant 12 tubes de 175 mm. C'est pourquoi, par leurs natures, ces bataillons n'obéissent pas au QG mais directement au Premier ministre qui en réfère ensuite au ministre de la Défense et au chef d'Etat-major. Ce vecteur sera probablement abandonné au début des années 1980<sup>685</sup>. Les Américains livrent aussi des missiles sol-sol *Lance*<sup>686</sup> en 1975, au nombre de 160, d'une portée comprise entre 115 à 130 km, pouvant être dotés de charges NBC, notamment des charges nucléaires de 10 kt. Schlessinger est à l'origine de la transaction mais refuse de livrer des *Pershing*, plus développés<sup>687</sup>. Mais si Washington livre les vecteurs, elle contrôle une partie de la dissuasion par les systèmes d'armement et les pièces détachées. Cette logique doit

---

<sup>679</sup> *United Kingdom*, Parlement Britannique, *op.cit.*, p. 11.

<sup>680</sup> *Pour la Palestine*, décembre 2003, n° 40, Bertrand RAVENEL, « Israël : une menace nucléaire globale ».

<sup>681</sup> Hervé COUTEAU BEGARIE, *Traité de Stratégie*, *op.cit.*, p. 475.

<sup>682</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 487.

<sup>683</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 282.

<sup>684</sup> *Bulletin of Atomic Scientist*, « NRDC: Nuclear Notebook, Israeli nuclear forces, 2002 ».

<sup>685</sup> *The Risk Report*, vol 11, n°5, sept/oct 2005, « Israel Missile Milestones - 1953-2005 ».

<sup>686</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information ... », *op.cit.*, p. 334.

<sup>687</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pérès ...*, p. 233.

être appliquée à tous les importateurs de missiles tactiques et stratégiques indique Pierre Messmer<sup>688</sup>. On espère ainsi que les faibles portées de ces deux vecteurs évitera, à l'avenir, une nouvelle escalade nucléaire mondiale. Ce point de vue est contestée en France : «on ne peut pas se servir d'armes tactiques. S'en servir, c'est déclencher la guerre nucléaire»<sup>689</sup>. Mais sa définition fait débat. Doit-on parler «d'arme tactique», «préstratégique», «d'ultime avertissement?». Son avantage reste limité car en cas de tirs de contre-batterie, il font porter «la menace sur tout le territoire». Mais dans le cas israélien, l'exiguïté du territoire est trop évidente et ne nuit donc pas à l'adoption de ces armes.

Selon d'autres travaux, Israël aurait également mis au point des bombes, transportables et actionnables dans une valise, introduite chez l'ennemi par des espions, des diplomates ou des commandos<sup>690</sup>. Cette rumeur est confirmée par Seymour Hersh, qui estime que la miniaturisation pouvait le permettre, afin de menacer des sites stratégiques russes hors de portée des missiles<sup>691</sup>. Alexandre Lebed, ancien secrétaire du Conseil russe de sécurité, affirmait en 1997 que Moscou avait perdu la trace de 48 des 132 « valises nucléaires », d'une charge de 1 kt, produites dans les années 1970<sup>692</sup>.

## V.2 Une brusque accélération de la prolifération

Les années 1970. Jamais une décennie ne sera aussi féconde en matière de prolifération. Le 18 mai 1974, l'Inde fait exploser sa première bombe lors du test « *Smiling Buddha* », d'une puissance de 15 Kt. Bien que New Delhi annonce ses intentions pacifiques, personne n'est dupe. Les Etats-Unis laissent entendre qu'il tolère cet essai, réalisé grâce à l'aide initiale de *l'Atom for peace*. Bien que non-aligné, l'Inde a reçu depuis 1956 l'aide technique du Canada et des Etats-Unis entre autres bien que New-Delhi commence à se rapprocher de l'URSS. Cinq de ces centres les plus importants ne sont pas soumis à l'AIEA, et Israël ne voit donc pas comment on pourrait faire confiance à une telle institution. Samuel Cohen est d'ailleurs le grand pourfendeur de l'AIEA et de la politique de contre-prolifération américaine, qu'il juge inefficace, et spécialement envers les pays arabes<sup>693</sup>. D'ailleurs, à l'époque, vingt-six autres pays possèdent de petits réacteurs de recherche, mais Israël est un cas à part, avec déjà des bombes nucléaires montés sur vecteurs, ce qui n'est pas encore le cas de l'Inde<sup>694</sup>. Le TNP, déjà doublé dans certaines transactions par *le Club de Londres* (NSG),

<sup>688</sup> Patrick JEUDY, *L'ami américain*, France, 2001, *Chaîne Publique Parlementaire*.

<sup>689</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, *op. cit.*, p.180.

<sup>690</sup> William E BURROWS et Robert WINDREM, «Critical Mass. The Dangerous Race for Superweapons in a Fragmenting World», New York, Simon and Schuster, 1994, p. 282-283. L'armée de terre possède des véhicules blindés NBC Fuchs, qu'elle conserve dans le cadre du programme d'aide allemand (pour 700 millions de \$).

<sup>691</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 185.

<sup>692</sup> *Les Echos*, n° 17816 du 15 Janvier 1999, page 59.

<sup>693</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 3rd Edition, 2006, p. 59.

<sup>694</sup> *La Gazette Nucléaire*, 7 mars 1977.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
est parfois secondé par d'autres organes créés pour passer outre les traités, comme le *Quad*, regroupant les quatre principaux proliférants (Etats-Unis, France, Allemagne et Grande-Bretagne).

Le 3 juin 1974, Yitzhak Rabin devient Premier ministre. Ce modéré, co-artisan de la victoire des Six Jours, est conscient qu'il ne faut pas se mettre en travers des partisans de l'armée et de la bombe. Kissinger, échaudé par les alertes nucléaires israéliennes qui ont donné des sueurs froides aux Etats-Unis, déplore la duplicité du Premier ministre: «Je demande à Rabin de faire des concessions. Il me dit qu'il que c'est impossible, qu'Israël est trop faible. Alors je lui donne plus d'armes, et il me dit qu'il n'a plus besoin de faire des concessions maintenant qu'Israël est fort»<sup>695</sup>. Or, Sadate lui indique avoir la preuve de la réalité des capacités israéliennes. Shimon Pérès, nouveau ministre de la Défense, dément ces informations. On presse Sadate de se taire s'il veut obtenir des compensations. Le 12 juin, Nixon s'envole pour le Proche-Orient et le 26 juin, il annonce la signature d'un accord de coopération nucléaire avec Israël et l'Égypte. Schlessinger opère encore en coulisse. Il sera nommé secrétaire à l'énergie. Chacun doit recevoir un réacteur de 600 mgw et du combustible, pour assurer l'équilibre énergétique de la région<sup>696</sup>. Le Parti National Religieux et le Likoud accusent Yigal Alon de minimiser les conséquences de cette vente. Dans les débats parlementaires, la Knesset s'inquiète que les ingénieurs égyptiens formés par les Américains ne relancent un programme ennemi. Mais avec le dénouement du *Watergate*, la vente est remise *sine die*. Il existe bien sûr des rumeurs sur la participation israélienne au scandale, mais en sachant que Nixon, pro-israélien, est remplacé ensuite par Ford, la théorie paraît exagérée. En revanche, c'est à la suite de l'affaire que Schlessinger est nommé à la tête de la CIA le 2 février 1973.

Le 3 juillet, les États-Unis et l'URSS signent le Protocole sur l'ABM et le *Threshold Test Ban and Protocol* pour une durée limitée. Si l'on en juge par les accords secrets entre l'occident et ses deux pays, cette mesure contre la prolifération ne change pas grand-chose. Tandis que les Grands s'engagent à réduire le nombre de leur ogives et à ne pas déployer d'antimissiles en mer, dans l'air et l'espace, les puissances mineures développent leurs capacités dissuasives, pour recouvrir les objectifs de leurs grands frères respectifs. D'ailleurs, si certains des programmes sont dits « clandestins », on en ignore aucun détail comme le confirme le *NIE* d'août 1974<sup>697</sup>. Ces traités donnent aux deux grands une volonté de désarmer le monde, mais chacun d'entre eux s'appuient en revanche sur les capacités dissuasives de leurs alliés.

---

<sup>695</sup> Antoine SFEIR, *Vers l'Orient compliqué*, p. 60.

<sup>696</sup> *State of Israel, Israeli ministry of Foreign affairs*, « Statement in the Knesset by Prime Minister Rabin on President Nixon's visit », 19 June 1974, Volume 3 1974-1977, 2007.

<sup>697</sup> *United States of America, Special NIE*, « Prospect for Further Proliferation of nuclear weapon », 23 août

Le plateau du Golan étant sécurisé, Israël y installe des armes nucléaires dans des silos<sup>698</sup> ainsi que plus tard des mines nucléaires. Il s'agit peut-être d'une rumeur pour justement dissuader une attaque du Golan, car cela empoisonnerait pour des centaines d'années les eaux montagneuses, à moins que les charges soient à neutrons. Les informations ne sont pas sûres. Ainsi, en 2000, le député responsable des questions militaires à la Knesset, Ephraïm Sneh, répondra : « le rapport ayant propagé cette information était véritablement stupide. La personne ayant écrit cela, non seulement n'en sait rien, mais ne comprend rien »<sup>699</sup>. Cette dissuasion par la rumeur réussit puisque la Syrie, depuis 1973, n'a plus lancé d'attaque. Cependant, ces installations, si elles existaient, seront démantelées car la restitution du plateau sera constamment en négociation<sup>700</sup>. En revanche, sur le Golan, les « yeux d'Israël », en hauteur, permettent de dominer la Syrie, par l'artillerie notamment.

En juillet 1975, le *NYT* fait comprendre que des services parallèles de la CIA et de certains ministères ont bâti des réseaux nucléaires vers Israël, plus ou moins aux vus et aux sus de Washington. Ainsi, Israël, aidé des Etats-Unis, mène des recherches pour l'obtention de la bombe à hydrogène. Et comme Washington souhaite le dissimuler, le rapport annuel de la CIA répertorie les pays ayant des capacités nucléaires<sup>701</sup>. On y trouve les cinq puissances officielles ainsi que l'Inde et notamment... l'Espagne (à long terme)! En revanche, le nom de l'État hébreu est remplacé par l'Afrique du Sud, un synonyme bien pratique qui permet de nommer Israël... sans le nommer, pour les personnes au courant de l'entente entre Pretoria et Tel-Aviv. Le Département d'État entre en litige avec la CIA. Tandis que l'agence affirme qu'Israël a déjà des armes nucléaires, l'administration estime que le stade de la capacité n'a pas été dépassé. Afin de clarifier l'affaire, le Département d'État tranche : Israël est un pays nucléaire, a déjà produit des armes nucléaires aux regards des importations d'uranium, mais il ne faut pas l'avouer publiquement pour des questions de diplomatie envers les alliés de la région »<sup>702, c</sup> e qui autorise tous les accords de prolifération possibles.

Depuis longtemps déjà, l'AIEA ne contrôle guère les mécanismes de la prolifération que comme figurant. Ainsi, durant l'année, le NSG se réunit pour la première fois, non pour empêcher la prolifération, mais pour l'encadrer. L'un des exemples les plus flagrant se déroule le 4 avril 1975. Dwight J. Porter pour les Etats-Unis et le Dr. Yehuda Eden pour Israël, signent un document important sous l'égide de l'AIEA (représenté par Helio F.S. Bittencourt),

---

1974. Sur Israël, lire les pages 20-26 du rapport, déclassé, mais censuré dans une large partie.

<sup>698</sup> Pascal BONIFACE, *L'année stratégique 2003*, IRIS, p. 431.

<sup>699</sup> *Jane's Defence Weekly*, «Sneh denies nuclear landmine report», 5 avril 2000, p. 6.

<sup>700</sup> Ira CHERNUS, Alain COUTE, Youssef Abou SAFIA, Hans LEBRECHT, Université de théologie de Boulder, Colorado, mercredi 19 novembre 2003.

<sup>701</sup> CIA, National Security Information, « Research Study, managing Nuclear Proliferation: The Politics of Limited Choice, OPR 408, décembre 1975, déclassifié le 21 octobre 2001. 45 pages, p. 13.

<sup>702</sup> *Department of State, action memorandum*, 15 octobre 1975, secret, "Response to congressional questions of Israel's nuclear capability".

« *l'agreement of 4 april 1975 between the agency, Israel and the Etats-Unis for the applications of safeguards* »<sup>703</sup>. Il s'agit bien sûr d'un accord sur le nucléaire à finalité civile, bien que selon l'IAEC, le pays ne produit par un seul mgw d'électricité. A quoi peut donc bien servir cet accord? Pourtant, en 1977, Neeman souhaite ardemment la construction de nouveaux réacteurs, refroidis par un canal reliant les eaux méditerranéennes et celles de la Mer Morte, cela pour produire de l'électricité. Le projet est remis *sine die* pour raison budgétaire, en réalité pour raisons diplomatiques et sécuritaires<sup>704</sup>. La même année, l'accord de l'AIEA sous le code INFCIRC/249, est encore complété par l'INFCIRC/249/Add1. Dimona est nommé par *l'International Nuclear Facility Codes* « RTSG ». En 1979, le code change en « RTSL ». Or, il apparaît que ces deux codes sont utilisés en même temps notamment pour brouiller les pistes sur la fourniture de combustible. En effet RTSG désigne en fait le Technion alors que RTSL se rapporte à Dimona. Or, le Technion, comme les autres sites stratégiques israéliens, hormis Nahal-Sorek, n'est pas soumis à l'AIEA<sup>705</sup>.

### V.3 La duplicité des Etats-Unis et de la France dans la prolifération

Malgré cet accord, le nouveau président américain Gerald Ford apparaît réticent à fournir des données satellites permettant un ciblage des sites des pays hostiles à Israël. Ford restera le seul et éphémère président à limiter le plus possible la prolifération, par l'interdiction d'exportation de matériel et technologie<sup>706</sup>. Ainsi, l'accord de Nixon sur les réacteurs de 600 mgw est retardé afin de forcer Israël et l'Égypte à faire des concessions, notamment abandonner le Golan pour éviter que Damas ne passe définitivement à l'est. Peine perdue. *Haaretz*, le 2 juin 1975, laisse supposer que le pays pourrait utiliser une bombe en cas de défaite, signifiant les nouvelles capacités du pays<sup>707</sup>. Ford envoie alors une lettre à Rabin et explique : « L'échec des négociations aura des conséquences graves sur la région et pour nos relations mutuelles. J'ai donné l'ordre de procéder à une réévaluation de la politique américaine dans la région, y compris nos relations avec Israël ; de nous assurer que l'intérêt global des Etats-Unis au Proche-Orient soit bien défendu »<sup>708</sup>. Le 10 juin, Rabin, qui a fait du Golan une sorte de plateau d'Albion, refuse d'accéder à cette requête. Le président américain s'engage donc par écrit de ne plus faire pression sur l'abandon du Golan, en échange de concessions israéliennes face à l'Égypte. C'est chose faite le 31 août. Tsahal s'engage en effet

<sup>703</sup> AIEA, INFCIRC/249 | 28 Septembre 1977, « The text of the agreement of 4 april 1975 between the agency, Israel and the Etats-Unis for the applications of safeguards ».

<sup>704</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, p. 230.

<sup>705</sup> *Foreign Policy*, Winter 1987-1988, p. 100-119, « Heavy Water Cheaters », Gary MILHOLLIN.

<sup>706</sup> *United States of America, U.S. Senate Committee on Energy and Natural Resources*, Energy and Scientific Research, Development, Technology Deployment. 18 juillet 2001, Dr. Tom Cochran, director of the Nuclear Program and hold the Wade Greene, Department of Energy's Nuclear , Energy Research Advisory Committee.

<sup>707</sup> *Haaretz*, 12 juin 1975, SHEV Zeev.

<sup>708</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 301.

à opérer un retrait progressif du Sinaï et Washington installera des stations d'alerte et de détections dans la péninsule pour rassurer les deux pays<sup>709</sup>.

Le 31 mars 1976, le *Threshold Test Ban Treaty* entre en vigueur. Le 28 mai, les deux grands signent l'*Underground Nuclear Explosions for Peaceful Purposes Treaty*. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs satellites sont lancés pour veiller au respect de l'hégémonie nucléaire des 5 EDAN, et s'assurer que les mesures du *limited test ban treaty* de 1963 sont respectées. En juillet, le Congrès vote l'ammendement qui suspend l'aide américaine au pays «dotés d'une usine d'enrichissement ou de retraitement ou soupçonnés de fabriquer l'arme nucléaire». Mais cela ne concerne en rien les pays alliés. Car, jusqu'en septembre 1975, les Etats-Unis vendent plus de la moitié de leurs centrales à des pays non signataire du TNP. En fait, le traité procrit tout commerce stratégique à des pays peu sûrs.

Retour en France. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing supprime l'embargo contre Israël, mais l'OLP installe une antenne à Paris, un exemple type d'une diplomatie bicéphale. On se rend compte que des années 1950 à aujourd'hui, la France et les Etats-Unis ont partagé leurs recherches nucléaires entre eux au plus haut degré<sup>710</sup> et en en fait profité leurs alliés. La *deal* entre Paris et Washington perdure en échange de l'abandon d'un contrat nucléaire au Pakistan: modernisation des têtes nucléaires multiples françaises, miniaturisation, furtivité, essais souterrains, durcissement de la tête, fourniture de quelques coordonnées stratégiques des sites soviétiques. Israël possède les mêmes problèmes. Il se peut que Paris fait profiter à Tel-Aviv de la générosité américaine en la matière. Kissinger juge avec accuité cette relation:

«Toujours négocier avec la France pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une importante puissance européenne de second rang, qui dispose d'un pouvoir considérable pour contrer ou faciliter les politiques américaines, notamment dans les organisations multilatérales, mais qui n'a pas la force de réaliser ses propres ambitions. [...] Supposer que la France n'abandonnera pas ses aspirations à l'autonomie et au leadership et restera, par conséquent, un partenaire difficile, avec des hauts et des bas en fonction des circonstances»<sup>711</sup>.

Mais la diplomatie française souffle le chaud et le froid. La circulaire Barre autorise le 24 juillet 1977 «les sociétés nationales françaises à cesser leurs relations avec Israël si elles estimaient leurs intérêts menacés par le boycott arabe ». Or, lorsque l'ONU, en 1975, assimile le sionisme au racisme, Paris vote contre. Giscard d'Estaing, considérant que «l'intérêt politique est désormais de s'opposer à la prolifération, institue le Conseil interministériel de politique nucléaire extérieure française. Le 17 décembre 1976, la France renonce à toute exportation de matériel nucléaire pouvant servir directement ou indirectement à la fabrication d'armes atomiques. Mais au même moment, des pays d'Europe, comme la France et les Etats-Unis, font une autre exception avec l'Afrique du Sud, Israël et le Pakistan. En 1980, Paris y vend 6 radars de surveillance maritime. Cependant, en 1978, Giscard d'Estaing critique les

<sup>709</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 303.

<sup>710</sup> Patrick JEUDY, *L'ami américain*, France, 2001, Chaîne Publique Parlementaire.

<sup>711</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p. 379.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
accords de Camp David, mais l'on ne sait s'il y était hostile sur le principe, ou parce que ces adversaires politiques, en particulier Mitterrand, était pour, et que le président y avait été tenu à l'écart.

#### **V.4 Carter et Israël: une opposition de façade contre un privilège stellaire**

En janvier 1977, Jimmy Carter devient président des Etats-Unis. La politique des «petits pas» de Kissinger fait place à celle de Carter qui souhaite non un renforcement d'Israël mais un compromis satisfaisant, autant pour Le Caire que Tel-Aviv, dans l'optique des futurs accords de paix de Camp David. La *doctrine Carter* formule en fait le souhait de faire du Moyen-Orient une province pro-américaine, dont le pivot serait Israël, mais ce pays devrait dès lors composer avec ses voisins. Peut-être ne s'agit-il pas de contraindre Israël sur ce dossier, mais à fragmenter le bloc arabe pro-soviétique. Israël doit servir à contrecarrer la progression socialiste dans le monde. Washington renâcle cependant à optimiser l'arsenal israélien s'il remet en cause ses intérêts stratégiques. Mais Avner Cohen parle d'hypocrisie, soutenant que la collaboration entre Etats-Unis et Israël ne sera pleinement effective que sous Carter. En effet, c'est pendant son mandat qu'Israël reçoit des *F-16* et des *F-15*, dont le rayon d'action peut atteindre les 4500 km. Et ils peuvent transporter des armes nucléaires. En mai, Menachem Begin devient Premier ministre. Begin, de caractère déterminé, est moins timoré que ces prédécesseurs comme le témoignera l'invasion du Liban et les frappes sur Osirak. C'est la première fois que la droite accède au pouvoir, avec des changements considérables. Dans les années 1980, il formera avec Reagan un couple très solide qui ne sera pas sans rappeler celui que construiront Bush et Sharon dans les années 2000. Dès le départ, grâce aux progrès des technologies balistiques testées en RSA, Begin décide d'inclure d'autres villes soviétiques sur la liste des cibles potentielles ainsi que des sites stratégiques militaires.

Ses relations tendues avec Carter affectent l'efficacité des lobbies pro-israéliens, accusés par Tel-Aviv de manquer d'agressivité. Depuis les années 1970 émerge au sein du judaïsme, le mouvement *Teshouvah*. Ce retour au judaïsme, formulé par le juif américain Shimon Hurwitz (« *Being jewish* »), combat le sionisme laïc. Profitant de cette tendance, les conservateurs s'associent avec les bellicistes dans une sorte de coup d'État silencieux. Le 7 juillet, les Etats-Unis testent leur première bombe à neutron grâce en partie à des savants juifs, dont certains ne manqueront pas de faire parvenir leurs travaux en Israël. Le 21 septembre, le NSG parvient à un accord sur un ensemble de principes et de directives régissant le transfert de matières, équipements et technologies nucléaires. En 1976, 13 sénateurs américains se rendent au Moyen-Orient pour évaluer ses besoins en électricité nucléaire. Mais Dimona, qui n'en produit pas officiellement,... leur ferme leur porte. C'est dans ce contexte tendu qu'Uzi Eilam devient président de l'IAEC. Les Américains continuent d'espionner leur allié. Un



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
technicien de Dimona contacte Washington pour monnayer ses informations. Se servant des relations passées avec des physiciens nucléaires américains, il leur révèle que son pays rassemble une centaine d'ogives, et qu'en 1980, il y en aurait plus de 200, de faible puissance<sup>712</sup>. Cette estimation paraît toutefois, avec les récents travaux, parfaitement exagérée.

A la fin de la décennie, Carter autorise le Mossad à consulter des images satellites d'installation sensible. En effet, pour récompenser la bonne fois d'Israël qui réduit ses intransigeances à Camp David, Carter lui octroie le privilège suprême d'utiliser les clichés du satellite *KH-II* lancé le 19 décembre 1976. Même l'allié britannique ne bénéficie de cette faveur car Washington estime que l'île est truffée d'espions soviétiques. La stratégie du Pentagone consiste à empêcher qu'Israël ne fasse pression sur le Congrès pour obtenir des fonds destinés au financement de son propre satellite. Carter, en prêtant ses satellites, réalise des économies mais surtout entend contrôler l'usage de ses images et espère ainsi tenir en laisse son allié. Washington finance une station sur le sol israélien, permettant de recevoir les images du *KH-II*. Néanmoins, Sharon affiche sa déception devant Allen en des propos très durs, car les informations reçues doivent quand même être partagées avec les Etats-Unis! Ces photos sont toutefois exploitées abondamment, conférant à Israël le potentiel de menacer tous les sites sensibles au monde, si la portée de leurs vecteurs le leur permet. Israël peut désormais consulter les images révélant tout ce qui se passe à 150 kilomètres à l'intérieur des frontières de ses voisins, mais aussi vérifier aussi que le satellite ne l'espionne pas lui... Israël, y figurant comme cible sous le nom de code « KK ». Hersh écrit que cette décision est aussi motivée par le fait que la CIA n'a pas prévue l'invasion de l'Afghanistan ni le coup d'État en Iran. Aussi, la Maison Blanche privilégie les cellules actives du Mossad dans ces deux pays, bien plus discrètes, au lieu de celles de la CIA. Néanmoins Carter prévient la CIA que les images ne doivent pas permettre à Israël d'effectuer des représailles. Également, les renseignements concernant l'Irak, la Libye ou le Pakistan ne doivent pas être utilisés car ce sont des chasses gardées américaines. Or, on le verra, Israël bombardera finalement Osirak grâce à ses données satellites.

## **V.5 L'arrangement nucléaire de Camp David**

### **V.5.1 De l'or pour l'olivier: La paix contre l'atome**

Le 19 novembre 1977, Sadate se rend en Israël pour reconnaître officiellement son ennemi, lors d'un mémorable discours à la Knesset, et entamer en conséquence des pourparlers de paix. Il sait désormais que l'option militaire ne peut plus triompher. A en croire Ezer Weizman, Sadate, lors de ce premier séjour en Israël, confie que ce qui l'avait convaincu

---

<sup>712</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 274.

de signer la paix était justement l'impasse atomique, qu'on lui aurait enfin prouvée discrètement<sup>713</sup>. Entre temps, pour démontrer que Tsahal garde l'initiative, Israël opère des actions préventives au Liban. En mars 1978 est alors créée la *UN Interim Force in Lebanon*. Le 10 mars, le Congrès américain vote le *Non proliferation nuclear act* introduisant le concept de « garanties intégrales » comme condition *sine qua non* de toutes exportations nucléaires vers un pays donné, signataire ou non du TNP et interdisant l'accès au cycle du combustible<sup>714</sup>. Il ne peut y avoir de dérogation, sauf venant du Président. Et c'est ce qui se produit le 5 août, par une seconde version de l'accord signé à Washington avec l'ambassadeur d'Israël, prévoyant la fourniture de deux réacteurs de 1900 mégawatts. Un même texte est signé avec l'Égypte. L'amendement Symington-Glenn de 1977, interdisant l'aide américaine aux pays qui développent l'arme nucléaire, n'est donc pas appliqué car on présente au Congrès la vente comme une garantie de paix. Mais le Congrès la refuse.

En 1978, l'Égypte entame les pourparlers de paix à Camp David. Les discussions se départagent en accords à dimension internationale, puis un an plus tard en accords bilatéraux. A cette occasion, Sadate explique que son pays s'est assez sacrifié pour la cause arabe, pour une réciprocité pas toujours au rendez-vous. On sait que les pourparlers sont très difficiles et à maintes reprises menacés d'abandon. Carter tient à tolérer les exigences israéliennes car Tel-Aviv est la plaque tournante des actions *d'endiguements* contre les guerillas pro-soviétiques. D'un autre côté, l'Égypte exige plusieurs revendications afin de quitter définitivement l'alliance avec Moscou. Pour cela, Sadate met dans la corbeille la livraison de secrets militaires en autorisant les Etats-Unis à inspecter son matériel soviétique. L'Indonésie, en rompant avec l'URSS, avait naguère agité de la même manière. La relative unité arabe contre Israël se lézarde, d'autant que la question palestinienne est abordée en vue d'assurer l'instauration d'une « autorité autonome ». En conséquence, Le Caire est exclu de la Ligue Arabe, et l'OLP quitte l'Égypte pour Tunis, inaugurant en cela le *Front du Refus*. La Libye, l'Algérie, la Syrie, l'OLP, l'Irak et la RDP du Yémen en forme le noyau. L'Égypte se console car il est désormais considéré comme bénéficiant d'un statut de partenariat similaire à celui des membres de l'OTAN à l'image du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et d'Israël.

Lorsque Sadate soumet le dossier du nucléaire israélien, l'État hébreu refuse le dialogue, arguant que la bombe est une garantie de paix supplémentaire<sup>715</sup>. Les chercheurs Shlomo Aronson et Oded Broch estiment que durant ces âpres négociations, ni Carter ni Sadate ne purent faire pression pour qu'Israël fasse la moindre concession sur son arsenal nucléaire<sup>716</sup>. Israël s'engage seulement à conserver son programme sans le développer. Selon

<sup>713</sup> Shimon PERES, *Un chemin ...op.cit.*, p. 107.

<sup>714</sup> Rapport d'information déposé en application de l'article 145 ... , *op.cit.*, p 171

<sup>715</sup> Avner COHEN, *The Nonproliferation Review*, Hiver 1995, *op.cit.* , p. 25.

<sup>716</sup> Shlomo ARONSON et Oded BROSH, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East*:

Samuel Segev, Moubarak, vice-président de Sadate au moment de la signature du TNP par l'Égypte, arguait que c'était une erreur de ne pas avoir demandé en échange des éclaircissements sur l'option Samson<sup>717</sup>. Le Caire vient de signer le TNP dans l'espérance que, sous la pression des Etats-Unis, Israël fera de même. Selon l'aveu même de l'AIEA<sup>718</sup>, Sadate avait réellement cru que certes, le TNP n'obligerait pas Israël à abandonner ses armes mais au moins, ses installations auraient été sous contrôle. Les Etats-Unis font comprendre que l'enveloppe annuelle de deux milliards de dollars alloués à l'Égypte comporte implicitement de ne pas se préoccuper de ce problème. Le silence est ici plus que jamais d'or...Après de multiples tractations, les deux parties s'engagent à respecter la paix en échange d'une aide économique et militaire américaine, qui peut être considéré pour Israël comme une dote (*mohar*) d'un mariage (*ketoubah*). Les Etats-Unis promettent également à Israël une intervention économique et logistique supplémentaire en cas de nouvelle crise. L'Égypte, de son côté, renoncent à la poursuite de son programme d'ADM. En conséquence, Tel-Aviv accepte de rétrocéder le Sinaï car elle n'a plus besoin de profondeur stratégique. Sadate peut se dire: j'ai passé outre le nucléaire israélien pour récupérer ce qui était dû à l'Égypte, le Sinaï. L'affront est lavé. Cela n'empêche pas Shimon Pérès d'oser déclarer le 1<sup>er</sup> juin 2009: « C'était un voyage de moins d'une heure, conduisant Anouar El Sadate du Caire à Jérusalem, qui a décidé du Traité de paix israélo-égyptien signé en 1979. Cette heure-là a changé le cours de l'Histoire de la région. Non pas en exerçant des pressions mais en venant à bout de vieilles peurs. En captivant l'imagination populaire et en créant un tournant bien plus puissant que toute pression extérieure »<sup>719</sup>. C'est désormais la fin de 30 années de guerre. Sadate et Begin reçoivent le prix Nobel de la Paix pour sceller le pacte.

### V.5.2 Une paix pour rien ?

La situation internationale se bouleverse brusquement en 1979. L'Iran fait sa révolution, rompant officiellement avec Israël et les Etats-Unis. Jimmy Carter, lors de son discours au Sommet de l'Union, en janvier 1980, rappelle l'intérêt stratégique du Golfe, alors que l'Iran n'a jamais vraiment interrompue ses livraisons de brut, mais a seulement augmenté les prix. Le 30 janvier, Jérusalem est déclarée « capitale éternelle d'Israël », ce qui exacerbe les tensions. Officiellement, rappelons le, la communauté internationale de reconnaît que Tel-Aviv. L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS donne un prétexte à Carter pour décréter la *Directive 59*, qui optimise la capacité nucléaire américaine et maintien celle d'Israël, en

---

*Opacity, Theory and Reality, 1960-1991*, New York: State University of New York Press, 1992, p. 163.

<sup>717</sup> Samuel SEGUEV, *Crossing the Jordan: Israel's Hard Road to Peace*, New York, St. Martin's Press, 1998, p.269.

<sup>718</sup> David FISHER, *History of the IAEA, the first forty years*, AIEA, Vienne, 2006, p. 116.

<sup>719</sup> *Ambassade d'Israël*, newletter n° 309.

appliquant la doctrine de la *constructive engagement* visant à atténuer également, dans la mesure du possible, les restrictions à l'encontre de la RSA, du Pakistan et d'Israël, qui deviennent les môles de défense contre la progression soviétique. Carter, présenté souvent comme un apôtre de la paix, n'est donc pas ce parangon de vertu, une image tronquée par la future comparaison avec Reagan. Le 27 décembre, Carter se désengage des accords SALT II, entamant ce que l'on a appelé la « Guerre Fraîche ».

Les relations de Carter et de Begin se tendent car les accords de Camp David ne dissuadent pas Israël de poursuivre ses objectifs NBC non prévu dans le traité secret. Le bureau *Net Assessments*, une officine de la CIA dirigée par Andrew W Marshall, remet un rapport sur les paramètres et la nécessité d'un programme de défense commun entre Israël et les Etats-Unis. Il s'agit en fait de contrôler ce que font les Israéliens sans qu'ils le sache, et sans que toute l'administration américaine ne soit au courant. L'initiative est donc complexe. Le général israélien Abraham Tamir est dépêché sur place pour s'occuper de ce dossier. Durant les discussions préalables, on fait savoir à Harold Brown, secrétaire d'État à la Défense, qu'il ne faut surtout pas évoquer le sujet en publique. Commandé par l'adjoint au secrétaire d'État Joseph Nye comme base de discussion, le rapport annuel SNIE ne signale pas une augmentation du nombre d'ogives israéliennes, évaluées à entre 20 et 30 exemplaires, mais précise la détection de six silos. En revanche, la construction d'une usine de retraitement chimique, et la forte augmentation des capacités de Dimona sont prouvées par le satellite du KH II<sup>720</sup>.

L'Égypte n'est plus un ennemi mais reste toujours un obstacle. En effet, Le Caire emploi désormais la négociation pour forcer Israël à intégrer un Moyen-Orient exempt de d'armes nucléaires. L'Égypte pointe également l'Iran, accusé à demi-mot de chercher à ravir la place de la MISR dans le monde arabe. Le dossier empoisonne la diplomatie entre Le Caire et Tel-Aviv au point que le processus de paix, la question palestinienne et les accords économiques ne sont que des variables d'ajustement (et non pas l'inverse) autour de ce qui devient un épineux catharsis. Camp David n'engendre pas une paix régionale. La guerre du Liban et celle entre l'Iran et l'Irak ravivent les tensions. La guerre de fait que se déplacer. L'assassinat de Sadate en octobre 1981 par des dissidents des Frères musulmans (le groupe *Al Jihad* selon les uns, des Takfiris proches de l'armée selon d'autre<sup>721</sup>), débarrasse Israël de son adversaire le plus intelligent.

<sup>720</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 289.

<sup>721</sup> *Jeune Afrique*, du 30 septembre au 6 octobre 2007, « L'assassinat d'Anouar el-Sadate », p. 47.

## CHAPITRE IV

### DU JERICHO II AUX ESSAIS NUCLEAIRES : LE PARTENARIAT SUD-AFRICAÏN

Le 18 juin 1979, Carter et Brejnev signent SALT II à Vienne. Contraint de respecter en façade la non-prolifération, l'occident va sous-traiter ses optimisations nucléaires en RSA. Mise progressivement au banc des nations en raison de l'apartheid, la RSA maintient des ambitions de première puissance de l'Afrique subsaharienne. Pretoria décide de créer un programme NBC et balistique ambitieux, avec Israël notamment, sous le sceau fallacieux de la clandestinité. Lors des procès Pollard et Vanunu, le parquet fournit à la Cour des documents prouvant qu'Israël partageait avec l'Afrique du Sud des technologies nucléaires<sup>722</sup>. Pourquoi ces deux pays aussi éloigné géographiquement et culturellement vont-ils collaborer? Il résulte de la volonté occidentale de sanctuariser une source en matière première stratégique (incluant toute l'Afrique australe) afin de la protéger de la menace de la poussée marxiste exacerbée par l'aide cubaine.

#### I Une alliance d'intérêt

Dans les années 1950, l'Afrique du Sud (RSA) possède la troisième réserve d'uranium au monde. Prenant en conscience les potentialités de Pretoria, Israël établit une légation dans le pays dès 1952, qui en 1974, est promue au rang d'ambassade. Les deux États communiquent d'abord par l'intermédiaire d'une communauté juive estimée de 50.000 personnes<sup>723</sup> à 120000 par la CIA<sup>724</sup>, population qui, plutôt conservatrice, soutient le *Likoud* par des dons, et refuse de condamner l'apartheid<sup>725</sup>. Cette population compte, en 1972, 4 membres au Parlement et 12 membres au conseil provincial. Les similitudes entre les deux États ne manquent pas : la colonisation britannique, le mythe de la terre promise mise en valeur par l'effort et protégée par les armes, l'amitié culturelle entre les juifs et les protestants, l'expérience des camps de concentration, une multi-ethnicité, une confrontation avec des États pro-marxistes, la volonté d'empêcher l'Égypte d'être le leader du tiers monde africain et le combat contre le terrorisme. « Ce qui les unit, c'est la convergence de vues sur leur situation respective : Israël fait face à l'hostilité arabe et l'Afrique du Sud doit contenir celle des noirs »<sup>726</sup>. Ils se considèrent comme les rares États démocratiques et développés du tiers-monde. L'historien Weinstock note :

<sup>722</sup> *Yediot Ahronot*, 4 septembre 1990.

<sup>723</sup> Alhadji Bouba NOUHOU, *Israël et l'Afrique, une relation mouvementée*, Karthala, 2003, 223 pages, p 112. Michel Brecher, *The foreign policy system of Israel*, p 234, cite Ben-Gourion et estime pour sa part: « Jusqu'en 1960, Israël a refusé de condamner l'apartheid pour éviter aux juifs sud-africains de subir les conséquences de cette condamnation ».

<sup>724</sup> CIA, « Africa review-South Africa- Israeli Status of relations », 8 juin 1981.

<sup>725</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 270.

<sup>726</sup> « Quels ont été et sont les degrés de coopération militaire, économique et politique entre Israël et l'Afrique du

« Les relations israélo-sud-africaine se justifient non seulement parce que les deux pays ont des projets nucléaires, mais aussi à cause de l'intérêt commun qu'ils ont sur le continent africain et de leurs rapports avec l'Occident : Pretoria et Tel-Aviv craignent de perdre l'appui des puissances occidentales. D'où la volonté de se constituer un bouclier atomique autonome. Cette identité de vues [...] avait déjà été reconnue durant les premières années de l'État juif par Ben-Gourion et Malan, premier chef d'État à visiter l'État hébreu »<sup>727</sup>.

En 1948, le Premier ministre sud-africain Smuts ordonne l'exploitation de l'uranium, confiée à la *South African Atomic Energy Board* (AEB<sup>728</sup>) pour les besoins britanniques et américains. Elle est reconduite par l'*Energy Act* de 1954. Pretoria devient alors la banque d'uranium de l'occident qui fait tout pour que la RSA soit représenté à l'AIEA comme État membre régional pour l'Afrique, au grand dam des pays arabes, au courant du partenariat précoce entre Tel-Aviv et Pretoria. Dès 1957, le CEA sud-africain opère une tournée en France et en Allemagne pour rencontrer ses homologues, sur les conseils américains. Il est ainsi convenu que Français et Allemands y construiront des infrastructures de recherche atomiques. C'est donc logiquement que déjà, des sud-africains assistent aux tirs français en Algérie<sup>729</sup>. Ari Ben Menashe raconte que les « Sud-africains n'avaient aucune connaissance en matière nucléaire et il fallait donc que nous les aidions en permanence »<sup>730</sup>. Selon le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères Shlomo Avineri : « Les Sud-africains avaient besoin de nous plus que nous avons besoin d'eux »<sup>731</sup>. Pretoria à l'uranium, Tel-Aviv la technique.

Grâce à l'ambassadeur de France en Israël Jacob Tsur, les réseaux français en Afrique sont autant de point d'appui et de relais à la relation triangulaire Tel-Aviv, Paris, Pretoria. D'ailleurs, c'est au mépris des injonctions de l'ONU que De Gaulle vend des armes à la RSA, dont des missiles. Pretoria et Tel-Aviv ont acheté en France de nombreux armements. La France fera parvenir des pièces détachés en Israël via la RSA, surtout après l'embargo de 1967. Les deux pays les emploieront pour concevoir des armements conventionnels communs, dont le chasseur bombardier *Cheetah* copie du *Kfir* israélien, lui-même copie du *Mirage III* français, capable d'employer des bombes NBC. Israël avait acquis 72 *Mirage III-C*.

Dès 1963, un premier convoi de dix tonnes d'uranium sud-africain parvient en Israël, escorté discrètement par les forces spéciales du Mossad<sup>732</sup>. Les fournitures d'uranium sont étiquetées à la douane, en vertu de l'opacité, comme « machines agricoles »<sup>733</sup> ! En juin 1964, le CNSU condamne l'*apartheid* et ordonne l'étude de sanctions. Israël ne se joint pas à la

---

Sud ? », 13 mai 2004, Alhadji Bouba NOUHOU, Cycle de conférences sur les relations entre Israël et l'Afrique du Sud, *CETIM et IUED*.

<sup>727</sup> F. H. FISH, *Palestine Diary*, Londres, 1938, cité par Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, Cahiers libres 146-147-148, Paris, François Maspero, 1969, p. 161.

<sup>728</sup> Aujourd'hui, elle s'appelle NECSA (*South African Nuclear Energy Corporation*), située à Pretoria.

<sup>729</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, pp.196-199.

<sup>730</sup> Seymour HERSH, *op.cit.* p. 269.

<sup>731</sup> Matti GOLAN, *Shimon Pérès, a biography*, New York, St Martins, 1982, pp. 93-94.

<sup>732</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 166.

<sup>733</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 294.

décision, ce qui provoque des débats à la Knesset. Ben-Gourion s'en explique par un mensonge:

« Jusqu'à 1960, Israël a refusé de condamner le régime d'apartheid pour éviter aux Juifs sud-africains de subir les conséquences de cette condamnation. Mais, après 1960, Israël a changé de position. Il a condamné le régime d'apartheid parce qu'il ne voulait pas, en tant qu'État, s'aliéner le soutien des États afro-asiatiques (les non-alignés). [...] Nous savons que le gouvernement sud-africain n'en voudra pas aux Juifs sud-africains, mais à l'État d'Israël. Si la vie des Juifs sud-africains était en danger, nous nous serions abstenus»<sup>734</sup>.

Cela n'empêche pas, 8 mois plus tard, l'Europe et les États-Unis d'exporter vers le pays de la technologie « civile ». Washington vend le réacteur *Safari I* ainsi que, par la suite, 100 kg d'uranium traité, avec l'accord de l'AIEA<sup>735</sup>. En 1964, au moment où la succursale de l'IAEC à Paris ferme, des ingénieurs allemands, canadiens, américains, australiens, israéliens et français prennent leurs quartiers à Pretoria et terminent le premier réacteur. Une rumeur reste cependant à vérifier. Dans son ouvrage, Bertrand Goldshmidt livre cet épisode avec un ton assez ambiguë:

« Quatorze ans auparavant, lors de ma visite dans ce pays pour négocier le grand contrat d'achat d'uranium par la France, la presse locale avait annoncé que le but de ma mission était de rechercher un centre d'essais nucléaires pour remplacer celui du Sahara, destiné à être évacué par les Français du fait de l'indépendance de l'Algérie. Une interpellation par le futur Premier ministre travailliste Harold Wilson avait même eu lieu à la Chambre des Communes sur cet objectif fantaisiste de ma visite en Afrique Australe»<sup>736</sup>.

Fantaisiste ne signifie pas forcément fallacieux. Certes, la France a déjà installé ses infrastructures à Fangataufa et Mururoa. Mais pour certaines expériences, la RSA offrait peut-être plus d'avantages (présence des galeries minières, statut du pays, radioactivité sur un sol non français, etc...). Car enfin, la France importe assez d'uranium de ces anciennes colonies (qu'elle exporte ensuite) pour prendre la peine d'aller prospecter ailleurs...

L'Occident et Israël vont se servir du statut d'État paria de la RSA pour y mener leurs expériences les plus controversées. Washington aurait poussé Israël vers cette option: « On ne peut vous aider pour le nucléaire militaire, mais on connaît un autre pays qui s'en chargera »<sup>737</sup>. 600 entreprises israéliennes de défense travaillent en RSA. Entre 1968 et 1972, le commerce bilatéral passe de 30 à 100 millions de dollars. Dès 1968, Bergmann se rend à un colloque d'affaires à Johannesburg, une couverture pour finaliser les accords. La même année, Tel-Aviv et Pretoria refusent de signer le TNP, mais signent un traité d'amitié<sup>738</sup>. Israël représente une sortie commerciale importante pour permettre à l'État de contourner les premières sanctions économiques internationales<sup>739</sup>. Les États-Unis contournent le Congrès en ordonnant aux sociétés *General Electric* et *Westinhouse* de transférer leurs licences sur le nucléaire militaire à leurs homologues allemandes *AEG* et *Siemens* qui prolifèrent vers

<sup>734</sup> Michael BRECHER, *The Foreign Policy System of Israel*, op. cit., p. 234.

<sup>735</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's secret nuclear weapons*, p. 2. Albright fut inspecteur au sein de l'AIEA.

<sup>736</sup> Bertrand GOLDSHMIDT, op.cit., Fayard, 1980, p. 223.

<sup>737</sup> Dominique LORENTZ, op.cit., chapitre 9.

<sup>738</sup> Nathan WEINSTEIN, *Le sionisme contre Israël*, op. cit., pp. 154-155.

<sup>739</sup> Barbara ROGERS et Zdenek CERVENKA, *The Nuclear Axis: The Secret Collaboration Between West Germany*

Pretoria Cet échange de procédé met en exergue une prolifération nucléaire voulue et encadrée par les chancelleries occidentales, ce qui remet en cause ce postulat : Israël et la RSA, condamnés par l'ONU, mènent en réaction un programme clandestin de dissuasion pour leur seule sécurité. Avec l'aide de Bonn, la RSA développe un procédé d'enrichissement par tuyères et construit à Valindaba, au début des années 1970 une copie de l'unité d'enrichissement de Karlsruhe. Jusqu'en 1967, un réacteur fonctionne sous l'égide de l'AIEA à Pelindaba. Le programme NBC bénéficie aussi d'une myriade d'États tiers et de sociétés écrans. On peut également parler, concernant la RSA (plus tard la Corée du Nord) d'une nouvelle forme d'État : « l'État écran »<sup>740</sup>, servant à concevoir ou acheter des armes non conventionnelles afin de les revendre aux « États voyous » de l'époque.

## II Un programme atomique et balistique géminé

### II.1 Optimisation des techniques d'enrichissement

Le nouveau Premier ministre, John Balthazar Vorster, autorise la construction d'un laboratoire expérimental plus conséquent début 1969, cette fois-ci non plus seulement pour le bénéfice de ses partenaires étrangers, mais pour la sécurité du pays<sup>741</sup>. Le 20 juillet 1970, Vorster déclare au parlement qu'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium est étudiée. Il s'agit d'une technique d'accélération en cascade d'un jet gazeux, un brevet israélien<sup>742</sup>. Le site de Somchem est privilégié par une équipe de l'AEB pour tester des carburants liquides de fusées et des systèmes balistiques<sup>743</sup>. Une théorie peut être échaffaudée à ce sujet. Israël craint que ses propres infrastructures nucléaires soient envahies lors de la prochaine guerre. Le fait de délocaliser une partie des recherches en RSA permet de mener ses projets à l'abri. Israël ne possède pas à cette époque de sous-marins pour une capacité de seconde frappe. Donc, en concevant et en entretenant des armes atomiques en RSA, l'Etat hébreu peut alors, en cas de guerre, constituer une réserve ultime en RSA. En 1972, Ezer Weizman, haut responsable du ministère de la Défense israélien, y conclut un accord de coopération : des armes américaines vendues à Israël sont revendues à la RSA contre la permission de tester des charges nucléaires et d'importer des hydrocarbures et de l'acier<sup>744</sup>. Le Zaïre et la Rhodésie en deviennent les intermédiaires. La même année, le Conseil d'Israël pour la Liaison Scientifique, par l'intermédiaire du *Lekem*, contacte le général Hendryk van den Bergh, chef du Bureau de Sécurité d'État (BOSS). Avec John Vorster et le ministre des Mines

---

*and South Africa*, New York, 1978, Times Books, pp. 325-328.

<sup>740</sup> Nicolas TÈNÈZE, *op.cit.*, Première partie. .

<sup>741</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's secret nuclear weapons*, p. 3.

<sup>742</sup> Seymour HIRSH, *op.cit.*, p.271.

<sup>743</sup> David ALBRIGHT & Corey HINDERSTEIN, *Sud Africa Nuclear's weaponisation efforts, success of the Small-Scale*, Institute for Science and international security, 13 septembre 2001.

<sup>744</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, *op.cit.*, p. 294.



Fanie Botha, (qui remplace Piet Koornhog opposant à la vente), Pretoria accepte de vendre également 50 tonnes d'uranium<sup>745</sup>.

En 1973, deux super-ordinateurs américains sont vendus au centre de recherche de Velindaba. Selon les services soviétiques, la filiale américaine *Gamma Systems Associates* de la firme *International Signal Corporation* vend aussi de la technologie balistique<sup>746</sup>. En 1974, les Etats-Unis s'apprêtent à honorer une commande pour la construction d'un réacteur *General Electric* assorti de la livraison d'uranium enrichi. L'administration Carter, opposée aux proliférations ostensibles, rend ce marché caduque, mais le lobby industrialo-militaire américain lié à celui d'Israël trouve une parade en livrant du combustible et de la technologie nucléaire par l'intermédiaire de sociétés suisses, belges et françaises<sup>747</sup>. Cela n'échappe pas au Département d'État qui suit de très près le programme. Le *NIE* annuel détaille en effet le projet sud-africain mais le censure conscienseusement en ce qui concerne les participations américaines et israéliennes alors que la France y est accusée de collaboration<sup>748</sup>.

En 1975, l'Angola et le Mozambique accèdent à l'indépendance dans la douleur et s'orientent vers Moscou et La Havane, ce qui ne fait qu'accélérer les recherches. Les Etats-Unis, le Gabon, le Zaïre, l'Afrique du Sud, le Maroc et Israël soutiennent *l'Unita* antimarxiste de Jonas Savimbi, dont la gouvernance est pourtant critiquée par le Parlement européen. Le gouvernement sud-africain, isolé face à ces pays dits de la « ligne de front », opère donc avec Israël deux essais nucléaires dans le désert du Kalahari<sup>749</sup>, à la fois pour dissuader les incursions pro-marxistes mais aussi pour forcer l'Égypte, alors en pleine discussion à camp David, à la paix avec Israël, qui ainsi dissuade en secret. Dans le même temps, à Velindaba, Israël teste avec succès le fameux procédé d'enrichissement par écorçage de jet gazeux, dit « hélikon »<sup>750</sup>. La collusion entre Pretoria et Washington est découverte et dénoncée par le *Congressionally-mandated Clark Amendment*. En conséquence, les Etats-Unis sont obligés de rompre le contrat sur le nucléaire civil<sup>751</sup>. Les États-Unis respectèrent les décisions de l'Onu,

<sup>745</sup> Jane HUNTER, *Israeli Foreign Polic*, South End Press, 1987

<sup>746</sup> Franck PABIAN, *op. cit.*, p. 13, d'après Marck HIBBS, *Ibid.*, pp. 3-4.

<sup>747</sup> *The Washington Post*, 13 avril 1982.

<sup>748</sup> *SNIE*, août 1974, *op.cit.*, pp. 34-36.

<sup>749</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 7. il y avait 1500 Cubains au Congo depuis 1977.

<sup>750</sup> « L'armement nucléaire israélien, un tabou », Université de Rouen, Abdelwahab BIAD.

<sup>751</sup> Pretoria payait le DOE pour l'enrichissement d'uranium, contrat étalé dans le temps. A partir de l'embargo, la tâche échet alors à la société suisse *Bernische Kraftwerke AK*. Leonard SPECTOR, *Going nuclear, op. cit.*, p. 321. Mais sur le site voisin de Velindaba, une usine d'enrichissement d'uranium, opérationnel en 1977, fut apparemment ignorée des inspecteurs de l'AIEA jusqu'en 1990, date de son démantèlement. (Franck PABIAN, *op.cit.*, p 2). Donald Sole, l'un des piliers de l'AIEA de 1959 à 1960 et l'ambassadeur de la RSA aux Etats-Unis de 1977 à 1982, déclareraient que les Etats-Unis étaient le pays qui exerçait le plus de pression en ce sens sur Pretoria. Richard BISSEL, *South Africa and the United States : the erosion of a relationship*, NY, Praeger Publishers, 1982, p.104.

ainsi que la France qui, en 1972 et en 1975, s'engage à ne livrer que le matériel déjà commandé<sup>752</sup>. Mais les sociétés écrans prennent le relais.

Le 31 mars, Pérès aurait proposé à Botha et au chef du QG en chef le Lieutenant General RF Armstrong la livraison de missiles. La discussion, révélée par *The Guardian* concernait «trois tailles» d'ogives, correspondant en fait à un nom de code désignant des ogives conventionnelles, nucléaires et chimiques, prouvant qu'Israël maîtrisait déjà pour elle cette technologie. Elle est bien sûr niée par Pérès «Israël n'a jamais négocié de transactions sur les armes nucléaires avec l'Afrique du Sud»<sup>753</sup>. En 1976, toutefois, Vorster se rend en Israël et, selon un rapport de la CIA<sup>754</sup>, scelle sept contrats nucléaires et militaires. Les accords portent sur un partage des richesses naturelles, l'approvisionnement en uranium et enfin la lutte contre le terrorisme et le communisme. Le rapport déclassifié est constellé de passages censurés, mais il est fait mention de collaboration balistique, de construction commune de sous-marins à propulsion nucléaire à Durban, de construction commune de missile de croisière *Gabriel* et de trafic d'uranium. Les transactions sud-africaines avec Israël et l'occident se font en général par des exportations d'or et de diamants<sup>755</sup>. Israël obtient le monopole sur la taille de diamants sud-africains dont les devises financent indirectement le programme. Ces paiements en nature sont d'autant plus appréciés qu'après les chocs pétroliers, les monnaies se dévaluent. Le 21 mai, devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, une responsable du Département d'État confirme l'intention de Washington de vendre deux réacteurs nucléaires, par l'intermédiaire de Paris et Berlin, ainsi que par *General Electric* et des firmes néerlandaises et suisses<sup>756</sup>.

La France livre une partie de son savoir-faire au travers des contrats passés avec un consortium, dans lequel on trouve *Framatome*, *Spie-Batignolles*, *Hispano-Suiza* et *Alstom*. Washington, surpris de l'ampleur de cette aide, essaye de réduire la vente par Paris de deux réacteurs de recherche *Westinghouse* pour le site atomique de Koeberg, alors que des savants atomistes sud-africains entreprennent, au su de tout le monde, des stages au centre de Saclay. Aux critiques des adversaires de l'apartheid, Raymond Barre répond que les Sud-africains «avaient déjà une capacité nucléaire militaire réelle et que la livraison de ce réacteur ne changerait rien»<sup>757</sup>. Paris a déjà consenti à «livrer de petites quantités illicites»<sup>758</sup>

<sup>752</sup> Pierre VIAUD, *L'Afrique et la guerre nucléaire*, Paris, Edigeon, 1984, 274 p, p. 45.

<sup>753</sup> *The Guardian*, 24 mai 2010, «Revealed: how Israel offered to sell South Africa nuclear weapons». D'après l'ouvrage de Sasha POLAKOW-SURANSKY, *The Unspoken Alliance: Israel's secret alliance with apartheid South Africa*.

<sup>754</sup> CIA, «Africa review- South Africa- Israeli status of relations», 8 juin 1981.

<sup>755</sup> Entretien réalisé avec Jacques Pechamat, ingénieur en armements, 6 septembre 2009 à l'IHEDN Toulouse.

<sup>756</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 369.

<sup>757</sup> *The Washington Post*, 18 février 1977, p. 28, cité par PABIAN reprenant les travaux de Bissel, p. 109.

<sup>758</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 4.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
d'hexafluorure d'uranium. Pretoria nie les usages militaires de son programme et refuse toutes inspections au motif qu'elles pourraient remettre en cause la sécurité de l'État<sup>759</sup>.

## II.2 Vers la bombe

Le premier prototype d'ogive nucléaire explose à Somchem<sup>760</sup>. En février 1977, le ministre de l'Intérieur et de l'Information Connie Mulder, justifie l'ampleur du projet en empruntant à Israël la doctrine de l'opacité: « Laissez-moi juste dire que si nous sommes attaqués, il n'y aura pas de scrupules à avoir sur la question de notre survie. Nous utiliserons tous les moyens, quels qu'ils soient. Il est exact que nos techniques d'enrichissement d'uranium sont très avancées et nos stocks d'uranium sont conséquents »<sup>761</sup>. Ministre de la défense d'avril 1966 à octobre 1980, Pieter Botha devient Premier ministre le 28 septembre 1978, à la suite de la démission de Vorster et de la défection de Mulder. Botha s'occupe aussi de la *National Intelligence Service* (NIS), les SR sud-africains. Pendant deux ans, il cumule ainsi les services secrets, la Défense et le poste de Premier ministre et à ses titres, est le premier responsable du programme de dissuasion de son pays. C'est l'application de la stratégie israélienne ou les Premiers ministres, ministres de la Défense et des infrastructures forment un trio stratégique. En 1980, par une modification constitutionnelle, il devient également président de la République.

A la suite des émeutes de Soweto, l'ONU maintient l'embargo. Les Etats-Unis font de même et en 1977, ils interdisent à la CIA de collaborer avec leurs homologues sud-africains<sup>762</sup>. Mais des sociétés privées et le Mossad jouent les intermédiaires. C'est une double trahison qui aboutit à la constitution d'une conscience nationale que Botha<sup>763</sup> appelle, en référence à « l'esprit de Massada », à celui de « la villa dans la jungle » (E.Barak), de la « citadelle assiégée » et du ghetto de Varsovie, la *laager mentality*<sup>764</sup> devant être garantie par la force dissuasive de l'atome. Elle s'articule avec la *total strategy* mise en place par Botha, en d'autres termes la mobilisation totale des forces du pays. Cependant, l'embargo est une aubaine pour l'industrie israélienne qui alimente abondamment son allié. De plus, l'embargo est largement compensé par les dangers de la progression marxiste dans les colonies portugaises, car le FMI, la Banque mondiale et de grandes banques occidentales, accordent des crédits de plusieurs milliards de dollars à la RSA! Il s'agit pour l'occident de maintenir le pouvoir en place financièrement, mais de condamner sa politique, afin que les mouvements

<sup>759</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 272.

<sup>760</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 5, AIEA, Director General, «The Denuclearization of Africa», GC(XXXVII)/1075, Sept. 9, 1993.

<sup>761</sup> Franck PABIAN, *ibid.* D'après *The Washington Post* du 16 février 1977.

<sup>762</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 270.

<sup>763</sup> Shelagh GASTROW, *Who's Who in south african politics 2*, Johannesburg, Raven Press, 1987, p. 33.

<sup>764</sup> Nom des formations défensives de chariots qu'adoptaient les colons Boers contre les Zoulous.

anti-apartheid ne rejoignent pas la cause marxiste. Ainsi aidé, le budget annuel accordé à la dissuasion passe de 5,9 à 7,4 millions de dollars<sup>765</sup>. Si le Congrès refuse de passer outre le *Clark Amendment*, qui interdit une aide technologique, Kissinger rencontre notamment Vorster. Le fondateur du programme sud-africain, le docteur A.J Roux, rappelle le rôle initial des Etats-Unis : « nous pouvons attribuer notre degré d'avancement actuel, dans une large mesure, par la formation et l'assistance voulue des Etats-Unis durant les premières années de notre programme »<sup>766</sup>!

Le 30 juillet, le satellite soviétique de surveillance Cosmos découvre un site d'essai nucléaire dans le Kalahari, à Upington<sup>767</sup>. Moscou informe immédiatement les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne (c'est-à-dire certains membres du NSG) que la RSA s'apprête à essayer des armes nucléaires sous-terre. En réalité, les satellites américains, pour le compte de la CIA, observent déjà régulièrement l'endroit, inscrit sur la liste des observations habituelles. Il était d'ailleurs crucial que les Etats-Unis soient les premiers au courant des effets de leurs aides. Selon le Commodore Dieter Gerhardt, la duplicité américaine se révèle lorsque les Soviétiques demandent à Washington, dès 1976, d'arrêter toute coopération avec ce régime et d'autre part de faire pression sur celui-ci pour qu'il stoppe ses activités nucléaires. Des informations fuient vers le *Washington Post*: « il est pratiquement certain à 99% que la construction (des infrastructures pour le tir) est une préparation pour un tir nucléaire »<sup>768</sup>. La RSA nie bien sûr toute responsabilité. Dans son ouvrage sur l'histoire «politique» de la prolifération, Goldshmidt, le grand duc international du nucléaire, qui trouve le moyen de réduire le cas israélien à deux pages sur les 480 que compte son livre, emploie cette formule diplomatique à propos des premiers tests d'Upington: «Si l'hypothèse avancée était exacte, ce qui semblait assez douteux, on se serait trouvé pour la première fois devant le cas d'une explosion ni revendiquée, ni attribuable, réalisée par une puissance nucléaire voulant incriminer une des puissances non nucléaires, soit par une de ces dernières (RSA ou autre) voulant garder l'anonymat»<sup>769</sup>. Israël n'est pas expressément nommé, mais il est difficile de ne pas y penser. Les détails et les pistes suscités par cette confession font offices d'aveux. Deux mois plus tard, Pretoria plie. Le test est avorté, les puits sont comblés. Carter triomphe officiellement: «L'Afrique du Sud nous a informé qu'elle ne possède pas, et qu'elle n'a pas l'intention de fabriquer des engins explosifs nucléaires, ni à des fins pacifiques, ni à des fins militaires »<sup>770</sup>. Une campagne de presse est organisée pour

<sup>765</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's nuclear weapons*, p. 10.

<sup>766</sup> *The Washington Post*, 28 août 1977.

<sup>767</sup> REISS, *South Africa: Castles in the Air*, p. 10.

<sup>768</sup> *Washington Post*, 28 août 1977, «How West, Soviets Acted to Defuse S. African A-Test», Murray MARDER & Don OBERDORFER.

<sup>769</sup> Bertrand GOLDSHMIDT, *op.cit.*, p. 222.

<sup>770</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 273.

prouver la victoire de la diplomatie, mais à aucun moment, la présence de techniciens israéliens ou étrangers n'est soulevé.

En octobre 1977, l'ambassadeur américain Andrew Young œuvre pour l'isolement du pays au sein de la communauté internationale. Mais dans le même temps, selon un agent du *Israel's Office of Special Tasks*, la RSA échange 30 grammes de tritium israélien contre 50 à 60 tonnes d'uranium naturel<sup>771</sup>. Le tritium est reçu sous le nom de code de «*Teeblare*» entre 1977 et 1978, et certains grammes proviendraient des États-Unis<sup>772</sup>. Néanmoins, les restrictions internationales se renforcent lorsque le CSNU décrète un embargo militaire en novembre, suite notamment à un soupçon concernant un autre essai nucléaire effectué dans le Kalahari. La France est contrainte de s'y plier mais l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et la Suède en profitent pour s'emparer du marché. Le pays est banni de son siège à l'AIEA, au profit, ultime humiliation, de l'Égypte, en remerciement des accords de camp David. C'est en fait une bonne nouvelle car Pretoria a plus de marge de manoeuvre. Le responsable de l'AEC, le docteur Waldo Stumpf, dénonce pour la forme: « Les États nucléaires (et en particulier les États-Unis) ont de plus en plus commencé à appliquer des restrictions unilatérales au 'commerce du nucléaire' et à l'échange d'informations et de technologies avec l'Afrique du Sud »<sup>773</sup>.

En janvier 1978, l'AEB construit une seconde petite charge baptisée *melba*<sup>774</sup>, mise en place à Vastrap, mais sans matière fissile. Il s'agit juste d'un « engin de démonstration ». De leur côté, les Israéliens développent une méthode d'enrichissement plus économique par le dédoubleage d'isotopes par l'intermédiaire de leurs propriétés magnétiques. Entre temps, les États-Unis adopte le *Nuclear Non-Proliferation Act* destiné à compléter le TNP pour les pays non signataires qui ne sont pas membres de l'AIEA. L'un des pays visés est la RSA. La *Defense Intelligence Agency* américaine continue de surveiller le programme et conclue que le stade de la production d'ogives nucléaires est effectif. C'est en lisant ces rapports qu'on s'aperçoit véritablement que ce programme est connu en détails. Plus tard, on pressera l'Iran et la Corée du Nord d'adhérer au TNP et d'ouvrir les complexes nucléaires car on ne voudra pas de leur bombe. Ici, c'est tout le contraire, puisqu'en refusant d'intégrer la RSA à l'AIEA, on lui ôte le respect des sanctions ! Kissinger rassure les Israéliens du soutien tacite de Washington envers Pretoria car dans le cas contraire, si les marxistes l'emportent en Afrique australe : « cela pourrait encourager des pays arabes comme la Syrie à prendre des risques susceptibles de mener à une nouvelle attaque contre Israël, soutenue par les Russes »<sup>775</sup>. En avril, Vorster approuve officiellement un document décrivant le futur développement du

<sup>771</sup> *The Nonproliferation Review/Winter 1994*, p. 109

<sup>772</sup> *Libération*, vendredi 25 juillet 1997, *Ibid.*

<sup>773</sup> Waldo STUMPF, *South Africa's nuclear Weapons Programme*, Pretoria, AEC of RSA, Janvier 1994, p. 8.

<sup>774</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 6.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
programme<sup>776</sup>. Aussi, la filiale « *aerospace* » de l'ARSMSCOR, l'équivalent national des IAI,  
se voit préférer à l'AEC pour cette nouvelle orientation<sup>777</sup>.

## II.3 Essais nucléaires d'une puissance nucléaire ambiguë

### II.3.1 Un essai binational ?

Le 22 septembre 1979, le satellite de surveillance américain *Vela-6911* détecte un bref et intense flash de lumière à partir de la base sud-africaine de l'île Marion (proche de celle du Prince-Edouard)<sup>778</sup>. *Vela* renvoie les informations collectées vers Los Alamos et les *Sandia National Laboratories*. La CIA se réunit en extraordinaire où elle reconnaît que l'information est fiable à 90%<sup>779</sup> : Le flash peut avoir résulté d'un essai d'une puissance de 2 à 4 kt, et peut-être d'une bombe à neutron sous la forme d'un obus d'artillerie. On soupçonne le ministre de la Défense israélien Ezer Weizmann d'avoir déjà livré la technologie des obus atomiques à la RSA, en dépit de l'opposition du Pentagone qui souhaitaient conserver cette spécificité. L'agence américaine confirme: « *Israelis have not only participated in certain South African nuclear research activities over the last few years, but they have also offered and transferred various sorts of advanced non-nuclear weapons technology to South Africa* »<sup>780</sup>. Plus tard, on devrait apprendre que dès 1974, la NSA organisa sans en référer à la Maison Blanche, sous le couvert d'entreprises privées dont l'*International Signal & Control Corp*, la surveillance de l'espace maritime sud-africain, notamment en prévision de cet essai<sup>781</sup>.

Jacobus de Villiers, président de l'AEB devance les interrogations internationales : « S'il avait quelque chose de la sorte, ma première réaction serait que d'autre puissance aurait aussi entrepris des tests nucléaires, mais ce n'est définitivement pas le cas de l'Afrique du Sud ». La CIA n'est pas dupe puisque son rapport souligne le rôle actif de l'AEB dans le programme, et ne croit pas, comme le soutient le vice-amiral sud-africain JC Walters, qu'un sous-marin russe soit responsable du tir nucléaire. Le 22 octobre, un autre rapport indique qu'une révélation publique entraînera un embargo plus sévère, ce qui bouleverserait le marché de l'uranium et ainsi donnerai au Pacte de Varsovie une avance conséquente<sup>782</sup> ! Le 6 novembre, le ministre des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse réunissant des

---

<sup>775</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 272.

<sup>776</sup> REISS, *South Africa: Castles in the Air*, p. 9.

<sup>777</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons ISIS Report*, mai 1994, p. 8.

<sup>778</sup> Chandré GOULD, « Armes chimiques et biologiques : leçons d'Afrique du Sud », *Ibid.*

<sup>779</sup> Rapport d'information déposé en application de l'article 145, *op.cit.*, p. 55.

<sup>780</sup> David ALBRIGHT & Marks HIBBS, « South Africa: The ANC and the atom bomb », avril 1993, pp. 32-37, vol. 49, n°3, 1993, *Bulletin of the Atomic Scientists*.

<sup>781</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets, ibid.*, p. 19.

<sup>782</sup> *National Security Council*, 22 octobre 1979, ref: 6114XX, «South atlantic nuclear event».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
ambassadeurs étrangers, dément toute implication et fournit même le rapport de l'AEB  
apportant ses propres conclusions tronquées<sup>783</sup>.

Entre temps, la CIA dépose son propre rapport en janvier 1980, spécialement rédigé pour l'occasion, et déclassifié en juin 2004<sup>784</sup>. Il conclue que l'explosion est bien atomique. Elle est atmosphérique, équivalente à 3 Kt, a été réalisée au dessus de l'océan, et que le temps nuageux a permis de la dissimuler. Reste à savoir qui en sont les auteurs. Cinq pays sont soupçonnés : Israël, l'Afrique du Sud, Taiwan, l'Inde et le Pakistan (malgré la distance [!]). La CIA souligne que des contingents israéliens étaient sur place. Un paragraphe spécial est consacré à Israël (« *a secret test by Israël* »), mais en partie censuré. On y apprend que ce pays souhaitait tester des ogives thermonucléaires et assez petites pour être utilisées comme obus, ou sur des missiles comme le *Lance*. « S'ils ont en effectivement développé », il chercherait alors à les tester « clandestinement ». La seconde partie du rapport détaille le programme sud-africain, alors qu'il est officiellement clandestin et secret. Le rapport estime que l'essai peut-être aussi israélo-sud-africain, car la RSA n'en possède pas seule la technologie idoine. On apprend que la décision de se doter de l'arme date de 1966. La CIA pense que le test a eu lieu dans les eaux internationales afin de ne pas risquer d'enfreindre les traités de non-prolifération et ne pas déclencher de rétorsions internationales. Autres preuves, Israël ne ratifiera jamais de surcroît la Convention sur le droit de la mer. Le caractère secret du test s'expliquerait car les « motivations israéliennes seraient d'éviter des rétorsions américaines » (sic!), des ventes d'armes massives aux pays arabes et l'échec des accords de Camp David. Le traité d'interdiction des essais de 1963 et les accords *Salt* pouvaient également être remis en cause au niveau mondial.

### II.3.2 *After detection, what?*<sup>785</sup>

Le 7 janvier, la CIA suggère de donner à la presse la version suivante : seul la RSA est fautive. Le 22 février, le ministre de la Défense israélien Ezer Weizman dément évidemment toutes relations nucléaires avec Pretoria<sup>786</sup>. Empêtré dans l'affaire des otages iraniens, Carter demande du délai pour réétudier le dossier. Soit il confirme à la presse l'essai, et sa réélection sera compromise, soit il s'abstient, et sa politique de non prolifération s'en trouvera complètement discrédité. Une commission d'enquête est alors créée, la *Carter White House Office of Science and Technology Policy*. Elle ne doit étudier que les données du *Vela*, sans prendre en compte les rapports confidentiels de la CIA, trop tendentieux. Le président reçoit

---

<sup>783</sup> CIA, Deputy director for National Foreign Assesment, 21 janvier 1980, « Note for the honorable Ralph Earle, director US Arms Control and Disarmement Agency, the 22 septembre 1979 event ».

<sup>784</sup> CIA, *ibid*.

<sup>785</sup> Formule de Fred Iklé, en 1961. *Politique Étrangère*, « L'arme nucléaire au XXIème siècle », Janvier 2007, Thérèse DELPECH, pp.181-189.

<sup>786</sup> *Associated Press*, 22 février 1980, « Israel Denies It Tested Nuclear Bomb ».

les premières explications en juillet, qui concluent que « le flash n'est probablement pas issu d'une explosion nucléaire » et peut résulter « d'un reflet de soleil sur le bord de la caméra, de la conséquence d'un impact de météorite ou d'un débris de satellite »! Le *Nuclear Intelligence Panel* fournit un rapport contraire, mais qui est finalement détruit. Donald Kerr, responsable de programme de Défense au secrétariat à l'Énergie dira plus tard que la commission Carter avait été créée pour juste confirmer la thèse officielle<sup>787</sup>.

Le 15 septembre, un autre essai nucléaire est repéré par le *Vela*<sup>788</sup>. En 1981, le satellite *Tiros-N* confirme l'explosion. Les caractéristiques d'une bombe nucléaire ne sont pas présentes. La *Mission Research Corporation* conclue que « toutes les options sont possibles mais celle du nucléaire est vraiment improbable pour nous ». Néanmoins, en mauvais état, le satellite ne fournirait que des données contestables<sup>789</sup>. Dans les deux cas, si cette explication nucléaire est réfutable, la présence de la flotte israélienne dans les parages est suspecte. Aussi, devant la presse qui bien vite se montre curieuse, Reagan referme prestement le dossier<sup>790</sup>. Le secrétaire d'État américain aux Affaires africaines, Chester Crocker<sup>791</sup>, conseille de ménager discrètement Pretoria, producteur de minerais stratégiques comme le vanadium<sup>792</sup>. Devant les injonctions du Congrès, les experts estiment donc que punir le pays reviendrait à l'inciter à développer sa propre politique de dissuasion avec l'aide de pays peu recommandables et que la RSA est encore plus dangereuse en dehors du TNP que dedans<sup>793</sup>! Aussi, les États-Unis demandent, en échange de leur aide secrète, que des inspecteurs exclusivement américains puissent suivre l'évolution du programme « pirate » en visitant notamment Valindaba, une supplique qui rappelle étrangement celle concernant Dimona...

Avec le temps, ces essais divisent encore. En 1988, le journal *Al Ahram* prétend que les deux essais étaient le résultat d'une initiative commune entre Israël, l'Afrique du Sud, la Norvège et la France, ce qui expliquerait en partie le pourquoi des bases scientifiques en Antartique chargées d'étudier les effets des radiations<sup>794</sup>. En 1991, Seymour Hersh<sup>795</sup> attribue l'évènement à Israël. L'essai repéré était le troisième d'une série de test d'obus atomiques. Le 20 avril 1997, *Haaretz* révélera par selon les confidences d'Azis Pahad, vice-ministre sud-africain des Affaires Étrangères du gouvernement de Nelson Mandela, qu'Israël avait effectivement aidé la RSA à développer l'arme nucléaire et que l'essai était bien

<sup>787</sup> Seymour HERSH, *The Samson Option*, Random House Inc.: New York, 1991, p. 280.

<sup>788</sup> Situation stratégique mondiale 1981, IIES, Berger-Levrault, 1981, p. 205.

<sup>789</sup> *L'Arche*, octobre 1997, « Dissuasion nucléaire et armes chimiques », p. 35.

<sup>790</sup> Leonard SPECTOR, *Going Nuclear*, *op. cit.*, p. 222.

<sup>791</sup> Chester CROCKER, *Hight noon southern Africa: making peace in a rough neighborhood*, New-York, Norton & Compagny, 1992, p. 8.

<sup>792</sup> Métal résistant à la corrosion, entrant dans la composition de nombreux alliages à partir du titane et de l'uranium. A l'époque, l'URSS et la RSA en produisaient les trois-quarts dans le monde.

<sup>793</sup> Franck PABIAN, *op. cit.*, p. 6.

<sup>794</sup> *United Press International*, 12 février 1988. « Egyptian Newspaper Says Israel Test Nuclear Device ».

<sup>795</sup> Seymour HERSH, *L'option Samson*, *Ibid.*



israélien: « Nous voulions obtenir le savoir nucléaire de n'importe qui, et aussi d'Israël ». L'ancien chef d'État Major de l'armée sud-africaine, Constand Viljoen, ajoute: « Nous voulions obtenir des renseignements nucléaires de tout le monde, y compris des Israéliens. C'est ainsi qu'il en avait été décidé et c'est ainsi que nous avons agi »<sup>796</sup>. Face à cette révélation, le ministère de la Défense israélien de l'époque rétorquera au journal « que le passé ne l'intéressait pas et qu'il n'y avait pas lieu de fouiller et d'exhumer les cadavres du placard ». Pour Lorentz (2001), l'essai n'était ni sud-africain, ni israélien, mais bien au bénéfice de plusieurs pays occidentaux. Il ne s'agissait pas d'une arme banale mais au contraire d'une bombe atomique ultrasophistiquée, qui ne pouvait être testé que dans les airs<sup>797</sup>, peut être une bombe à neutrons pour paralyser les systèmes électroniques. Pour sa part, le magazine *l'Arche* indiquera que cette bombe était israélienne et non sud-africaine, car Pretoria n'était pas en mesure de réaliser cet essai. Des tirs de missiles étaient également menés à partir de l'île Marion<sup>798</sup>. Enfin en 2005, Samuel Cohen ne confirme ni n'infirme la nationalité de l'essai, mais pense qu'étant donné que l'Afrique du Sud était particulièrement quadrillée par les satellites des deux blocs, il était fort peu probable qu'Israël ait délibérément choisi d'opter pour un essai discret<sup>799</sup>. Donc, soit il ne s'agit pas d'un test pour Tsahal, soit Israël a volontairement effectué là son test... pour dissuader, en sachant que l'information serait relayée dans les pays arabes. Et c'est sûrement la raison pour laquelle l'Égypte finit par signer les accords de Camp David. Aucun expert n'a fait ce rapprochement évident. Cet essai commun permettait à Israël de contourner l'interdiction de tests et d'éviter de sortir de l'ambiguïté toute en dissuadant Aujourd'hui, l'origine israélienne de l'essai incriminé ne fait plus de doute: c'est Israël.

#### **II.4 Un missile balistique commun: les *Jericho-2/ Arniston***

En 1974, Moshé Dayan, se rend en visite en Afrique du Sud pour y définir les détails de la coopération nucléaire et balistique. Dans cette optique, au mois de mai, l'AEB teste à Somchem<sup>800</sup> un engin balistique pour déterminer les données susceptibles de constituer des futurs projectiles nucléaires. L'essai est concluant et convainc Vorster d'ordonner la conception du premier missile nucléaire, un *Arniston/ RSA*, capable de lancer 1500 kg de charge militaire à 1100/ 1900 km. Les ingénieurs militaires conçoivent ensuite le *RSA-2*, cousin du *Jericho-2*, étudié la même année. En fait, sur une même base, Israël et la RSA conçoivent ensemble deux missiles recouvrant des objectifs respectifs à leur géostratégie intrinsèque. Richard Kelly Smyth, dont nous avons déjà parlé, organise dès 1972 une contrebande de carburants et de

<sup>796</sup> *Haaretz*, 20 avril 1997.

<sup>797</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 372.

<sup>798</sup> Chandré GOULD, « Armes chimiques et biologiques : leçons d'Afrique du Sud », *Ibid.*

<sup>799</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, *op.cit.*, p. 170.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
composants de radioguidage américains, à destination de la RSA<sup>801</sup>. Le 4 juin 1975, Pérès et Botha se rencontrent à Zurich pour amorcer le programme « *Chalet* », un missile fabriqué en RSA mais de technologie israélienne. Il est convenu la vente de 8 missiles nucléaires, ce que confirmera l'espion sud-africain travaillant à l'époque pour l'URSS, et arrêté en 1983, le commandant de marine Dieter Gerhardt. L'alliance balistique et nucléaire porte le nom de code de *Secment*, un traité qui englobe une obligation absolue d'opacité : « Il est expressément convenu que l'existence même de cet accord est secret et ne sera pas divulgué par les deux parties »<sup>802</sup>.

Le *Jericho-2* est rendu officiel en 1985, mais atteint sa forme définitive en 1990. Ce sont encore les *IAI*, qui prennent en charge sa conception, intégrant des contre-mesures et une tête plus résistante. Washington, renâclant à aider Israël à augmenter la portée de ces armes (mais pas à optimiser leurs précisions), c'est bien en Afrique du Sud que les progrès sont entrepris. Certaines sources affirment que la technologie s'inspire aussi du missile français *S-3*, ce qui corrobore les rumeurs selon lesquelles la collaboration avec Paris n'a jamais vraiment cessé. Les particularités empruntées au *Pershing-2* américain prouvent que le programme balistique n'a rien de clandestin, à moins que cela ne résulte d'espionnage, ou « d'espionnage facilité ». L'ogive emporte une charge de 60 kt à une mégatonne. Le missile mesure de 12 à 16 mètres de long, 1,56 mètre de diamètre, pour un poids de 26 tonnes. Le carburant est de l'ergol solide. 50 à 100 missiles *Jericho-2 YA-2* auraient été construits depuis Beer Yaakov. En cas d'attaque ennemie, ils peuvent en théorie être dispersés sur des bases mobiles. Le *RSA* est néanmoins plus réduit, 65 centimètres de diamètre pour une puissance de 10 à 18 kt. Mais le gouvernement ordonne à l'AEC de porter la puissance à 100 kt par l'emploi de tritium, pour une tête nucléaire pesant 1500 kg.

Les premiers essais du *Jericho-2* en Israël débutent en 1986 et atteignent une portée de 465 km<sup>803</sup> puis 800 km le 16 mai 1987. Un autre missile atteint une cible au large de la Crète, éloignée de 850 km. La même année, des officiels des *IAI* s'envolent pour les Etats-Unis afin de demander une aide balistique mais Washington refuse, chose qu'il compense par la vente de supercalculateur de faible puissance. Mais des composants sont quand même vendus<sup>804</sup>. Des autres tests ont lieu en juin et septembre 1988, ainsi qu'en juillet 1989, à Vastrap, en RSA, cette fois pour un vol de 1400 kilomètres. Washington aurait supervisé les essais comme cela est dit dans *Verbatim II*, d'un ton sibyllin : « Un télégramme secret de la Maison Blanche

---

<sup>800</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 6.

<sup>801</sup> The third temple's holy of Holies: Israel's nuclear weapons, *Ibid.*

<sup>802</sup> *The Guardian*, 24 mai 2010, «Revealed: how Israel offered to sell South Africa nuclear weapons». D'après l'ouvrage de Sasha POLAKOW-SURANSKY, *The Unspoken Alliance: Israel's secret alliance with apartheid South Africa*.

<sup>803</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 488.

<sup>804</sup> *The Risk Report*, Volume 1, n°5, juin 1995, «Israel Aims to Improve Missile Accuracy».

m'explique que Ronald Reagan envoie Vernon Walters 'pour une question bilatérale extrêmement sensible' (manœuvre navales américaines en Méditerranée en vue d'une intervention au Liban ? Rien n'est précisé). Il demande à être reçu seul, sans autre américain, par François Mitterrand et Jacques Chirac, séparément ou ensemble »<sup>805</sup>. S'il s'agit d'accord bilatéral en mer, cela ne peut s'agir que d'Israël ; Le 14 septembre 1989, un autre *Jericho-2* franchit 1300 km. En octobre, Vastrap laisse décoller une autre version qui atteint les 1450 km en plongeant aux encablures de l'île du Prince Edouard<sup>806</sup>. L'information est reprise en 1992 par l'*U.S. Department of Commerce* qui écrit noir sur blanc que Pretoria dispose d'*Arniston* ET de *Jericho-2* !<sup>807</sup> L'un d'eux est tiré à 400 km au nord de la Libye, afin de constituer un avertissement pour Kadhafi. En 1989, l'*US Arms Control and Disarmament Agency* estime que l'objectif futur est la menace du sud de l'URSS<sup>808</sup> car depuis la crise des missiles de Cuba, les Etats-Unis ont retiré leurs missiles de Turquie. C'est à Israël que ce rôle est désormais dévolu. La portée est finalement fixée à 1500 km lors d'un autre test en avril 1990, pour une charge utile d'une tonne.

Les *RSA-1* et 2 permettent d'envisager l'étude des missiles à longue portée *RSA-3* et 4 (dérivé du lanceur spatial israélien *Shavit*). Une version mirvée est en projet. Considérant ces performances peu satisfaisantes, un Jéricho II-B est mis en chantier pour atteindre une portée de 2500- 2800 km<sup>809</sup> voire 3500 km, bien qu'une polémique subsiste sur sa portée. Le *RSA-3/ Jericho-2B* est développé par la *Houwteq organisation* à Grabouw, situé à 30 km à l'est du Cap. A la fin des années 1980, l'Afrique du Sud prépare un très puissant *RSA-4*. Dérivé du *RSA-3*, il est programmé pour porter 700 kg à 4000 km. Ce missile aux performances intercontinentales et spatiales, à carburant solide, engendre la création d'une agence spatiale locale (*R5b*) sur le modèle de son homologue israélienne l'*ASI*, afin de dissimuler, sous une couverture civile, les ambitieux paramètres militaires du vecteur. A la fin du programme balistique sud-africain en 1993, un test a lieu en Israël en avril 1995 et en 1996, et un avorté en janvier 1998, les derniers en date étant ceux du 6 avril 2000 et du 27 juin 2001 à partir du pas de tir de lanceurs spatiaux de Palmahim. En avril 2000, ce sont des *Jéricho 2-B* qui sont testés en Méditerranée à proximité d'un bâtiment américain<sup>810</sup>. Mais contrairement à ce qu'avance le *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control* qui pense que les Etats-Unis n'avaient pas été avertis, il est probable que la VI<sup>ème</sup> flotte avait pour tâche de superviser les essais. En 2008, les dernières modifications sont apportées. L'*IRBM* porterait alors 750 kg à

<sup>805</sup> Jacques ATTALI, *verbatim II*, *op.cit.*, p. 453.

<sup>806</sup> *NBC Nightly News*, 25 Octobre 1989.

<sup>807</sup> *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control*, août 1992, « Missiles Too Dangerous to Name », Gary MILHOLLIN.

<sup>808</sup> *Arms Control and Disarmament Agency*, « Ballistic missile proliferation in the developing world », *World Military Expenditures and Arms Transfers 1988*, Washington DC, juin 1989, pp. 17-20.

<sup>809</sup> *Pour la Palestine*, « Israël : une menace nucléaire globale », décembre 2003, n° 40, Bertrand RAVENEL.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
entre 1800 à 6500 km<sup>811</sup>. 50 *Jericho-2* seraient stockés à Sdot Micha (escadron 150, 199, 248), 50 autres à Zechariah, dans des silos souterrains.

### III De De Klerk à Mandela

#### III.1 Vers le développement de la bombe à neutron

En 1980, lors de la réunion du *National Party*, Botha déclare que «le pays a désormais des capacités conventionnelles significatives pour contrer toutes incursions de la guérilla communiste et que ces gens devaient penser à deux fois avant d'agir, car le pays possède également d'autres armes 'dont ils ne pourraient avoir idée'»<sup>812</sup>. En juillet, un «comité d'initiative» est créé par Botha pour superviser et planifier la production d'armes nucléaires<sup>813</sup>. Un petit essai est ensuite réalisé à Pelindaba<sup>814</sup>. En 1981, Pretoria annonce pouvoir produire de l'uranium enrichi à partir de combustible importé. En avril 1982, l'*ARMSCOR* produit la première arme nucléaire opérationnelle pouvant être utilisée par avion. Elle produira 6 à 12 charges au total, entreposées dans une chambre forte à Advena, sous haute sécurité<sup>815</sup>. Vanunu dira avoir rencontré au sein même de Dimona des Sud-africains et que des missiles étaient fournis à Pretoria pour protéger des mines d'uranium de Namibie d'actions rebelles. Cette thèse paraît peu plausible. Pas même les Américains ne pouvaient entrer dans les parties stratégiques du réacteur, du moins officiellement. Selon un rapport de l'ONU datant de 1983, le pays parvient à détourner certaines importations américaines stratégiques comme des machines (ordinateur *Cyber 170-175*) et de l'hélium-3 pour un usage militaire. Pour optimiser les essais et les analyser, les ingénieurs se servent d'appareils de radiographie et de caméras ultra-rapides du centre d'évaluation de Boskop, dirigé par *Nashem*, une filiale de l'*ARMSCOR*, le coeur militaire du pays créée en 1968, et faite 11<sup>ème</sup> firme militaire mondiale dans les années 1980.

En parallèle, la RSA, bien que non membre du NSG, s'engage dans une politique progressive pour intégrer le TNP et ses principes<sup>816</sup>. En décembre 1983, lorsque l'ONU condamne les actions sud-africaines en Angola, les Etats-Unis s'abstiennent de voter pour. Car dans le même temps, la RSA envoie aussi des armes aux *Contras*<sup>817</sup>. Pour donner le change, le 9 novembre, la Chambre des Représentants américaine adopte l'*anti apartheid act* prohibant toute coopération de quelque forme que ce soit jusqu'à une éventuelle signature par

---

<sup>810</sup> Hans KRISTENSEN, *Ibid.*

<sup>811</sup> CSIS, juin 2008, «Israeli Weapons of Mass Destruction».

<sup>812</sup> Franck PABIAN, *op. cit.*, p. 18. Robert Scott JASTER, *The defense of white Power: South African foreign policy under pressure*, NY, St Martin Press, 1989, pp. 165-166.

<sup>813</sup> Mitchell REISS, «South Africa: Castles in the Air», p. 9.

<sup>814</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, pp. 7-8.

<sup>815</sup> David ALBRIGHT, *South Africa's Secret Nuclear Weapons*, p. 10.

<sup>816</sup> *International Atomic Energy Agency. Communication Received from South Africa*. INFICIR 314. (1984), p. 1.

<sup>817</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 273.

la RSA du TNP. Cette loi est examinée par le Congrès en 1986 et entre en application le 1<sup>er</sup> janvier 1987. L'accord est respecté, hormis une aide technique afin de ... sécuriser les installations pour éviter qu'un accident radioactif ne menace la population, ce qui constitue une porte ouverte pour détourner l'accord vers le nucléaire militaire<sup>818</sup>. Margareth Thatcher laisse échapper : « C'est l'industrie qui a permis de contourner les rigidités de l'apartheid. Le dialogue permet d'avancer beaucoup mieux que l'exclusion »<sup>819</sup>. Mais Attali commente de son côté : « Avec beaucoup de retard sur la France, et malgré l'opposition Des britanniques, les dix pays de la CEE décident de rappeler leurs attachés militaires en RSA et refusent d'accréditer les attachés militaires. Un embargo est institué sur les exportations et importations d'armes et de matériel paramilitaire, sur les exportations de pétrole et de matériel sensible. Des mots... Qui le fera vraiment ? » Nous sommes en septembre 1985... En janvier 1986, il ajoute : « La décision de boycott de l'Afrique du Sud, prise en grande pompe il y a trois ans, n'est appliquée par personne, ni par la RFA, ni par les Anglais. Ni même par la France. Seuls les Belges et les Luxembourgeois l'on respectée<sup>820</sup> ». Paris fait un geste en mai 1986, le rappel de l'ambassadeur. Mais les véritables intermédiaires y suppléeront. Le 30 janvier 1987, Chirac glose aussi sur l'embargo : « Je ne crois pas du tout à l'efficacité des sanctions. C'est une façon, pour les protestants hollandais, de se donner bonne conscience »<sup>821</sup>. Pour les chercheurs spécialistes Bissell et Albright, les effets de l'embargo international sur le programme sont pratiquement nuls, le retardant seulement. Albright, qui visitera dans les années 1990 le complexe d'Advena en tant qu'inspecteur de l'AIEA, remarquera que les installations étaient très simples et modestes, et que certains éléments provenant d'Europe se trouvaient sur les listes des produits soumis au contrôle international. L'embargo sera effectivement inefficace pour ce pays au sous-sol très riche, aux effectifs qualifiés venus d'Europe et d'Israël, et disposant d'un tissu industriel conséquent. Dès lors, il est probable que les mesures de rétorsions étaient décrétées *parce que* l'on savait leur relative inutilité.

Entre septembre 1987, les autorités commencent la construction de deux rampes d'essai dans les sites du Kalahari, rouverts pour l'occasion, pouvant servir de pas de tir face au front angolais (*border war*), au cas où le cessez-le-feu avec Cuba, récemment conclu, serait rompu. En août 1988, Botha annonce, lors d'une conférence de presse de l'AIEA à Vienne en vue des négociations sur le TNP, que son pays est « capable d'assembler » une arme nucléaire, sans préciser de détails. Durant toute la décennie, à chaque fois que l'AIEA s'apprêtera à agir contre la RSA, celle-ci annonce toujours sa bonne volonté pour négocier et

<sup>818</sup> VON BAECKMANN, DILLON, PERRICOS, « Nuclear Verification in South Africa ».

<sup>819</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 839.

<sup>820</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 846 et p. 911.

<sup>821</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, p. 248.

signer le TNP, une stratégie typiquement israélienne. En septembre 1985, le président Botha confirme que le programme sera limité à sept engins à fission (bombe A). Le développement des dispositifs au plutonium, la production de lithium-6 et de tritium seront stoppés jusqu'à l'atteinte de cet objectif. Or, ces matériaux servent à concevoir surtout des bombes H et N. Il aurait aussi confirmé le développement à titre expérimentale de la bombe à neutrons. Pierre Razoux<sup>822</sup> affirme que ce sont les Américains qui fournissent à Israël la technologie de la bombe H et N en échange des accords de camp David. Mais il semble que l'auteur à tort, car tout porte à croire que Tel-Aviv l'ai obtenu sans leur aide. Aussi appelée bombe à rayonnement renforcé, ce nouvel outil dissuasif permet de détruire les tissus organiques et d'affecter le fonctionnement de composants électroniques, avec des retombées radioactives minimales (elles disparaissent 48 heures après) pour une portée de souffle réduite de moitié (700 à 900 mètres).

C'est Samuel Cohen, ingénieur au *Lawrence Livermore National Laboratory*, et participant au projet Manathan qui découvre son principe en 1958. Il recrute l'expert Herman Kahn pour la matérialiser. Elle est testée en 1963 dans le Nevada, après la rupture du moratoire sur les essais nucléaires en 1961 par l'URSS. Cohen prône son emploi au Vietnam, sans succès. Remisée par Jimmy Carter (à cause du tollé contre une arme qui ne s'attaquait qu'aux êtres vivants!), l'arme est réamorcée par Reagan. Ainsi, en 1982, un canon de 155 mm est inventé pour l'employer, la charge à neutron étant davantage une arme de théâtre que stratégique. Elle est à nouveau remise en cause par Clinton, et enfin réétudiée par Bush. La France s'en dote en juin 1980 sans que l'on sache si Israël y a participé. Il est possible qu'avec la RSA et d'autres pays, Israël développe des obus ou des petits missiles correspondants effectivement à la puissance des bombes N, soit de un à quelques kt. De plus, l'engin a besoin de tritium, et Israël en a importé. Pour Israël, cette arme est adaptée à sa situation, à sa géographie et à son environnement: explosion et radioactivité plus réduites, capacité à endommager des missiles ennemis en affectant leurs électroniques, à détruire les équipages de blindés (dont l'ennemi possède la supériorité numérique).

Interrogé en 1985 par un journaliste, Samuel Cohen indique clairement: «Il ne fait aucun doute que la Chine et Israël construisent leurs propres bombes à neutrons, employant probablement des informations qui ont filtrés par nous, dans l'optique de stabiliser leur situation par leur défense. Si cela est le cas, ces nations sont maintenant équipées avec des armes supérieures à celles que nous avons»<sup>823</sup>. Cela corrobore les rumeurs d'alliance nucléaire entre la Chine et Israël dans ce domaine. Samuel Cohen ne dit pas autre chose, mais suppose que les USA aurait facilité l'espionnage afin de doter Pékin de la bombe à neutron dans

---

<sup>822</sup> Pierre RAZOUX, *ibid.*

l'optique d'un conflit sino-soviétique. Israël n'aurait été que l'intermédiaire (dont Pollard), en bénéficiant au passage des brevets. A moins que ce soit la Chine qui ait proliféré ensuite vers Israël. Cohen dit qu'il est curieux que ni la CIA, ni le FBI ne réussirent à arrêter les espions, ce qui paraît suspect. En effet, officiellement, jusque au début des années 1990, seuls les États-Unis et Israël disposaient de cette bombe. Mais suite au DNC/*Chinagate* (1993-94), la Chine avoua en 1999 qu'elle en disposait depuis les années 1970. On accusa également l'Afrique du Sud et la France d'en avoir vendu la technologie. Cohen travaille en France entre 1979 à 1980<sup>824</sup>, ce qui indique que la collaboration internationale en la matière ne cessa pas. Cohen fut décoré de la médaille de paix par le pape Paul VI qui y voyait une arme dissuadant la guerre pour une nocivité moindre que les bombes atomiques classiques<sup>825</sup>. L'épiscopat français répètera d'ailleurs cet évangile « la dissuasion nucléaire est moralement acceptable »<sup>826</sup> ! Israël disposerait aussi dès les années 1980 d'une rudimentaire bombe EMP (à impulsion magnétique), moins radioactive et qui épargnerait non seulement les bâtiments et les vies, et qui n'affecterait que les circuits informatiques. Une arme très proche de la bombe N. Cohen révèle qu'en tant « qu'ardent supporter d'Israël », il se rendit en Terre Promise « dans un Institut ». Là, il ébauche la tactique suivante : à l'aide de bombes à neutrons, menacer de créer une « barrière radioactive tout autour d'Israël » avec un largage par avion ou par tirs d'artillerie à courte portée et s'employer à construire un réacteur nucléaire géant pour se faire<sup>827</sup>. Il cible bien les blindés arabes.

### III.2 Silences, supputations et révélations

Le 14 août 1988, la démission de Botha (accusé de laxisme face aux cubains et d'alcoolisme), permet à Frederick De Klerk, président par intérim, de devenir président, le 6 septembre 1989. En Angola, la bataille de Cuito Cuanavale en janvier 1989, fait prendre conscience de la bombe atomique est inutile. La transparence s'impose peu à peu. En octobre, *NBC News*, rapporte qu'Israël et la RSA ont effectivement développé un missile balistique. L'initiative est courageuse, si on excepte le fait que la participation parallèle occidentale est occultée. L'administration de Frederik De Klerk (appelé par ses détracteurs par ses initiales KKK) craint que l'héritage nucléaire ne tombe entre les mains d'extrémistes blancs ou noirs. A long terme, on anticipe même une funeste décision de l'ANC, vendant le savoir-faire NBC à des pays hostiles à l'occident, comme la Libye, Cuba, l'Irak ou même l'OLP<sup>828</sup>. En

<sup>823</sup> Charles PLATT, août 2005, « The Profits of Fear, Prologue: Nuclear News on Route 66 ». Sam COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 2006, 288 pages, 3<sup>ème</sup> édition, pp. 137-182,

<sup>824</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, op.cit., p. 164.

<sup>825</sup> *Le Canard Enchaîné*, 10 décembre 2008, « Sarko sous-alimenté chaque jour en information terroristes ».

<sup>826</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, op.cit., p. 533.

<sup>827</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, op.cit., p. 59.

<sup>828</sup> Franck PABIAN, op. cit., p. 18.

novembre, le gouvernement décide alors de stopper la production d'armes nucléaires, mesure rendue officielle le 26 février 1990, d'autant que la Guerre Froide se termine et qu'Israël a finit d'optimiser ses charges.

A la fin de 1990, l'ONU approuve une résolution condamnant la RSA comme « menace nucléaire », avec plusieurs années de retard. Cela ne sert à rien puisque le programme est arrivé à son terme. Mais... les pays partenaires du programme israélien, c'est-à-dire les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'y opposent évidemment. Lorsque les inspecteurs de l'AIEA demandent à effectuer des visites sur les sites recensés, les trois grandes puissances occidentales, auxquelles se rajoute Israël, s'y opposent encore. Seule est finalement adoptée la résolution condamnant la RSA comme pays ayant « accumulé » des armes nucléaires, signée par 124 États contre 5 abstentions<sup>829</sup>. Par son adhésion au TNP le 10 juillet 1991 et son intégration au sein de l'AIEA le 16 septembre, la RSA renonce officiellement à obtenir ou à développer toutes ADM. Il est possible que cette décision ait été formulée dans le cadre d'accords secrets parallèles à ceux de Madrid concernant la situation au Moyen-Orient. En échange de la mansuétude internationale, des données techniques sont fournies aux Etats-Unis et les archives compromettantes détruites. Les ingénieurs travaillant en RSA partiront ensuite vers Israël et d'autres pays. On demande à l'AIEA de ne rien révéler à la presse, ce qu'elle s'empresse de faire. Le 24 mars 1993, devant le Parlement et la presse, De Klerk affirme qu'entre 1980 et 1989, la RSA a élaboré un arsenal de 6 bombes<sup>830</sup>. Leonard Spector table sur un nombre de 12 armes<sup>831</sup>. D'autres travaux retiennent une fourchette allant de 15 à 25 ogives<sup>832</sup>. Selon Albright, Pretoria pouvait fabriquer, à l'apogée de ses capacités, une à deux bombes par an. Le Parlement dément « la participation d'un pays étranger », et De Klerk précise surtout qu'il n'y a eue aucune participation israélienne<sup>833</sup>. En 1995, Velindaba était toujours en activité, produisant de l'UHE à 45%<sup>834</sup>. Pour quel usage... ?

### III.3 Un programme biochimique commun ?

C'est en 1977 qu'est lancé le *projet Iota* puis *projet Coast* dirigé par le cardiologue Wouter Basson. Or, en 1963, le pays adhère au protocole de Genève. Comme en Israël, l'initiative est sous le commandement direct du Premier ministre, à travers le *State Security Council*. Au prétexte d'une hypothétique attaque biochimique marxiste (*red-black danger*), les autorités militaires décident de développer initialement une unité spéciale : *Chemical and*

<sup>829</sup> Franck PABIAN, *ibid.*

<sup>830</sup> Pierre LELLOUCHE, *ibid.*

<sup>831</sup> *Bulletin of the Atomic Scientists*, avril 1993, pp. 32-37, vol. 49, n° 03, «South Africa: The ANC and the atom bomb», David ALBRIGHT et Mark HIBBS, Spector conclut, selon, les capacités du pays en 1989, que l'arsenal comprenait entre 11 et 18 armes. Leonard SPECTOR, *Going nuclear*, *Op. cit.*, p. 230.

<sup>832</sup> Pierre LELLOUCHE, *ibid.*

<sup>833</sup> *Washington Post*, 25 mars 1993.

<sup>834</sup> Jacques ATTALI, *Économie et apocalypse*, *op.cit.*, p. 42.



*Biological Warfare* au sein du *Project Coast*. Les Portugais avaient déjà commencé à employer des défoliants et des poisons contre la guérilla marxiste dans leurs colonies<sup>835</sup>. Le projet sud-africain prend appui sur une industrie pharmaceutique destinée à lutter contre les maladies endémiques du pays. Un système d'entreprises et d'infrastructures écrans est mis en place. Au-delà de la recherche et de la production et du stockage d'agents biologiques classiques (anthrax, botuline), le programme couvre également d'autres secteurs comme la génétique. S'il est «théoriquement possible d'élaborer ce que l'on appelle des armes 'chimiques-ethniques' »<sup>836</sup>, cela nécessite une mise au point sur ce programme.

Dès 1978, des armes chimiques sont utilisées par l'armée sud-africaine contre des combattants du *Swapo* (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain)<sup>837</sup>. Dès la fin des années 1970, la Rhodésie infecte au charbon (souches provenant des Etats-Unis et de Grande-Bretagne) des villages noirs et des centres de ravitaillement de rebelles marxistes mozambicains. Les responsables, tel Robert Symington, viendront grossir les effectifs scientifiques sud-africains<sup>838</sup>. Le pays mobilise d'abord 200 personnes principalement autour de deux firmes : *Roodeplaat Ressac Laboratories* (RRL) et *Delta G scientific* avec 70 personnes dont 40 scientifiques. André Immelman et Riana Borman y travaillent pour stériliser les populations noires. On envisage aussi l'assassinat d'hommes politiques, comme en URSS et en Israël, tel ceux de l'ANC<sup>839</sup>. Le docteur Jacobus Villiers, est chef de l'unité de chimie, dépendante du *Conseil de la recherche scientifique et industrielle* (CSIR). Il est coraqué par le chirurgien Knobel, par l'intermédiaire du service médical de l'armée sud-africaine. Le général Viljoen lui alloue un budget de 10 millions de dollars par an<sup>840</sup>. Plus de 200 millions de dollars seront dépensés entre 1983 et 1992 (98 pour Roodeplaat et 127 pour Delta G). Viljoen charge Wouter Basson de superviser le projet. Wouter Basson est général de brigade, et fonde en 1981, le 7<sup>ème</sup> bataillon médical, une unité spéciale et parallèle, qui fournit un « soutien sanitaire » aux commandos qui combattent derrière les lignes ennemies en Angola, au Mozambique et en Namibie. Il est aussi conseiller spécial de l'armée (mars 1981) et médecin particulier de Botha, qui le décore de l'ordre de la Croix du Sud. Il se rend ensuite en visite officielle à Taïwan, au Canada, en Grande-Bretagne, en Israël à l'IIBR, en Allemagne et en Croatie. Le département établit aussi des contacts avec des chercheurs et des

<sup>835</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 331.

<sup>836</sup> Gordon THOMAS, *Les armes...*, p. 384.

<sup>837</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 145 ... », *ibid.*

<sup>838</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 206.

<sup>839</sup> Pieter DE VILLIERS, «Van Der Weshuizen, chemical an biological Warfare in a south African Context», 12 février 1971.

<sup>840</sup> *Comitee on Foreign Relations*, United States, Senate, 107<sup>ème</sup> seconde session du Congrès, 19 mars 2002, U.S. *Gouvernement Printing Office*, Washington, « Reducing the threat of Chemical and Biological weapon », 90 pages, p. 59. Stephen BURGESS and Helen PURKITT, *The Rollback of South Africa's Biological Warfare Program*, INSS Occasional Paper 37, (USAF *Institute for National Security Studies*, février 2001).

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
instituts de recherche en Irak, en France, en Suisse, aux États-Unis, en Chine, en Libye et plus  
tard en Corée du Nord.

De Villiers supervise la *Chemical Defense Unit*. On sait aussi qu'un certain docteur Kelly, un britannique collaborant avec l'IIBR, participa au projet *Coast*, raison pour laquelle il fut assassiné pour le compte de la DGSE, le 18 juillet 2003, au moment du procès Basson et du désarmement biochimique de l'Irak pour éviter qu'il ne parle<sup>841</sup>. L'effort général est mené par le *Coordinating Management Committee*, divisée en une branche financière, une autre sur l'opacité, et une troisième sur les aspects techniques (Basson). L'élimination des éléments subversifs est confiée à la *Z Squad*, à la *Bernacle Unit* et au *Civil Cooperation Bureau*. Le CCB est chapeauté par RJ Botha, Joe Verster, Charlie Krause et José Daniels, dont les sombres agissements s'étendent à l'empoisonnement des puits de rebelles namubiens et angolais. Berche recense une vingtaine de victimes parmi les cadres de l'ANC, dont Mandela (ensuite guérie). *L'opération Dual*, à partir de 1979, est épaulée par la *South African Police* (à partir de la ferme secrète de Vlakplass) et la *Trewits*, qui reçoit des produits de la *South African Medical Service*. Basson parlera en 1989 de « recherche concernant les aspects fondamentaux de la guerre chimique et biologique offensive pour établir la capacité industrielle afin de produire des équipements biologiques et chimiques de défense et d'attaques »<sup>842</sup>.

Le 30 août 1983, Viktor Vinogradov, journaliste à la revue officielle du ministère de la Défense de l'URSS *Krasnaya Zvezda*, est le premier à accuser les forces aériennes de la RSA et d'Israël d'avoir mis au point, ensemble, une arme bactériologique à ciblage ethnique, censée agir contre des populations aux gènes différents, c'est-à-dire ici des noirs et des arabes. La *BBC* relaie l'information puis, pendant de longues années, hormis quelques conspirationnistes, personne n'étudie la question, bien que des revues scientifiques jugent la chose théoriquement possible<sup>843</sup>. Cependant, nous sommes en pleine guerre froide, l'URSS et Cuba affrontent les troupes de Pretoria en Afrique australe, et ces informations, pense t-on, relève de l'intoxication, tant les présumés connexes sont nauséabonds. Cependant, un rapport secret de la CIA adressé au secrétaire d'État à la Défense William Cohen, conclut, à la fois sur le programme sud-africain et israélien sur cette sinistre arme, que « malgré le stade précoce des recherches, l'intention fut claire : Exploiter la capacité des virus et des bactéries à modifier l'ADN à l'intérieur des cellules vivantes de l'organisme-hôte »<sup>844</sup>.

Le 29 octobre 1998, le britannique *Foreign Report* publiait la même information, mais déformée, et écrit que son information est issue d'« une source sud-africaine non confirmée ».

---

<sup>841</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, op.cit., p. 104.

<sup>842</sup> Patrick BERCHE, op.cit., p. 220.

<sup>843</sup> *BBC*, 1<sup>er</sup> septembre 1983, « RSA-Israeli Research on Racially Selective Mass Destruction Weapons ».

<sup>844</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète ...*, Op.cit., p. 400.

Le 15 novembre, le *Sunday Times*, qui avait révélé au monde l'étendue du programme israélien, publie un article divulguant la collaboration entre Israël et la RSA au sujet d'une «ethno-bombe». L'arme serait dérivée de la tyrosine, qui permet la fabrication de la mélanine pigmentant la peau. Le journal britannique dit s'appuyer sur les révélations de militaires israéliens et de *think-tank* occidentaux cités dans l'article. L'un des scientifiques israéliens, ancien collaborateur du projet à l'IIBR affirme que son laboratoire « avait réussi à identifier les particularités génétiques de certaines communautés arabes, notamment des Irakiens »<sup>845</sup>. Les scientifiques auraient aussi remarqué qu'une épidémie (*camel pox*) sévissant à Bagdad ne tuait que les arabes et pas les autres ethnies. Le 22 mai 2003 le biologiste égyptien Wajdi Abd-al-Fattah Sawahil affirme : « Les Israéliens utilisent des détenus palestiniens comme cobayes et produisent de nouveaux types de maladies, de virus, de bactéries et des substances génétiquement modifiées qui attaquent spécifiquement les cellules qui contiennent les substances héréditaires aux Palestiniens »<sup>846</sup>. Cette fois, la source provient d'un militaire israélien anonyme ainsi que des « services occidentaux », là aussi indéfinis. Cette rumeur est encore transformée par un journal syrien, *Al-Thawra*, le 31 janvier 2006, sous la plume du journaliste Abd Al-Rahman Ghunaym, qui écrit que l'IIBR a mis au point un virus de la grippe aviaire (?) s'attaquant uniquement aux arabes ! Le mystère reste entier.

Si l'information paraît grotesque, on se demande pourquoi le *Jerusalem Post*, il est vrai considéré comme peu sérieux, la reprend<sup>847</sup>. Le reporter explique qu'il s'agit d'un virus ne s'attaquant pas aux Ashkénazes mais aux Séfarades (*misrahim*) et aux restes des sémites. Et ce serait pour cette raison que l'information est contestée, car elle ravive le racisme latent entre les deux groupes ethnico-culturels. Des Ashkénazes dénoncent parfois le poids croissant des Séfarades en parlant de levantinisation d'Israël<sup>848</sup>. A la Knesset, le parlementaire de gauche Dedi Zucker s'offusque: « nous n'avons pas le droit de développer de telles armes. Moralement, en se basant sur notre histoire, nos traditions et notre expérience, c'est une arme tellement monstrueuse qu'elle doit être niée »<sup>849</sup>. L'information est donc prise au sérieux. Il ne s'agit plus d'une rumeur par définition. Bien que la plupart des scientifiques et des historiens (dont S.Sand) réfutent l'existence d'un profil génétique type aux juifs, ont peut lire que « le clade arabo-palestinien inclut deux haplotypes arabes que ne sont trouvés que très rarement chez les Juifs, montrant ainsi une divergence ou un apport d'autres populations chez les Palestiniens »<sup>850</sup>. Aussi nauséabonde qu'elle soit, cette information est néanmoins reprise par

<sup>845</sup> *Sunday Times*, 15 novembre 1998, *ibid*.

<sup>846</sup> *Jamal al-Majaydah*, 22 mai 2003, «Egyptian Scientist: Israel produces viruses that attack Palestinians only ».

<sup>847</sup> *Jerusalem Post*, 29 octobre 1998, «Report: Israel has 'ethnic bullet'. Bio weapon could target Arabs», Douglas DAVIS.

<sup>848</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ...*, *op.cit.*, p.236.

<sup>849</sup> *Sunday Times*, 15 novembre 1998, «Israel Planning "Ethnic" bomb as Saddam Caves In», Usi MAHNAIMI.

<sup>850</sup> Almut NEBEL, « High-resolution Y chromosome haplotypes of Israeli and Palestinian Arabs reveal geographic substructure and substantial overlap with haplotypes of Jews », *Human Genetics*, vol. 107, 2000, p. 630.

tous plusieurs spécialistes qui indiquent que les États-Unis, Israël, l'URSS et la RSA (service du docteur Mike Oddendaal) ont travaillé dessus.

Les premières enveloppes au charbon sont mises en point. Le programme prend tellement d'ampleur qu'il est étendue est l'institut de virologie de Sandringham, qui possède notamment 177 souches de la variole. Il y a aussi l'Onderstepoort *Veterinary Institute* et le *HA Grové Research Center* (université de Pretoria), le seul de niveau 4. On retrouve aussi l'implication de la *Mechem Technologies*, une entreprise collaboratrice de l'effort balistique et nucléaire, dépendante du *Council Of Scientific and Industrial Research* (CSIR). En 1983, suivant une convention avec l'OMS, Pretoria confie les souches au CDC d'Atlanta, pour officiellement éviter toute propagation accidentelle<sup>851</sup>. Néanmoins, en 1988, le *Project Coast* arrive à une impasse, pour des motifs politiques et en raison de la corruption que connaît ce programme, dont les fonds alloués sont, en partie, utilisés aux fins personnelles de l'équipe Basson. Au début de 1993, le programme prend fin. Dès 1990, De Klerk commence à licencier 23 des cadres les plus sulfureux de l'armée. Les documents et les stocks sont détruits. Israël déplore que le Docteur Basson parte en Libye en mars 1993 comme consultant sur la défense chimique et biologique, avec une grande partie des archives relatives à *Coast*, à partir desquelles la « Commission Vérité et Réconciliation » rétablira certains faits. Basson, le *surgeon general* Knobel et le colonel Ben Steyn qui reprend le programme jusqu'en 1995, possédait chacun les trois clés d'un coffre contenant les archives secrètes du projet *Coast*. En 1997, Basson est arrêté avec plus de 3000 cachets d'ecstasy provenant de Delta G.

## CHAPITRE V SAMSON LE LEVIATHAN

La dissuasion est désormais prête. Mais Israël cherche encore à l'optimiser pour garantir une sécurité absolue, face aux dernières incertitudes de la guerre froide.

### I L'ère Ronald Reagan: un renforcement du partenariat

#### I.1 Reagan, le fidèle allié

##### I.1.1 Israël dans l'«*America is back*»

Finies les crises de conscience (officielles) de Carter, place à la réaffirmation du modèle américain. Dans l'historiographie afférente à notre sujet, l'élection du républicain Ronald Reagan en novembre 1980 est signalée comme un tournant très bénéfique dans les relations israélo-américaines. Elles ne seront pourtant pas monolithiques comme en témoignera l'affaire Pollard entre autre. Reagan pratique aussi la Realpolitik. La plupart des lobbies pro-israéliens et militaro-industriels soutiennent Reagan, mais les juifs américains ne se reconnaissent pas forcément dans les orientations de ces lobbies<sup>852</sup>. Reagan pense s'appuyer sur Israël pour une contre offensive générale contre l'URSS et ses alliés. Car jusqu'à présent, Moscou se cesse de marquer des points sur plusieurs théâtres d'opérations et son arsenal nucléaire prend des proportions apocalyptiques. Au plus fort de la *Guerre Fraîche*, en 1985, 70000 armes atomiques sont entreposées dans les arsenaux américains et soviétiques.

Celui d'Israël, qui croît aussi, est le bienvenu pour contrer cette menace. Au sud-ouest de Beersheba, les Etats-Unis financent la base de Ramon. On y recense les escadrilles 113, 127, 140, 146, 147, et 253 d'où peut décoller la dissuasion aérienne. En septembre 1981, le ministre de la Défense Ariel Sharon et son Premier ministre Begin tentent de persuader Reagan de bâtir une véritable mais informelle alliance contre l'URSS. Israël, doit devenir la tête pont de Washington en Orient et à ce titre a besoin de davantage d'armement et d'argent. Reagan déclare alors qu'Israël est un « allié stratégique », en tant que « *major non-Nato Ally* », statut que partage alors l'Australie, le Japon et la Corée du Sud. Le secrétaire d'État Alexander Haig, l'ambassadeur américain Sam Lewis, le chef de la Défense Caspar Weinberger et le conseiller à la Sécurité Richard Allen, participent aux pourparlers. Begin et Sharon souhaitent également un partenariat entre leurs SR et une utilisation commune de leurs bases. Enfin, Sharon demande la fourniture des images du satellite *KH-II* concernant les pays

---

<sup>852</sup> Edward TIVNAN, *The Lobby: Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Touchstone Books, 1988. Grace HALSELL, « *Prophecy and Politics, the Secret Alliance Between Israel and the U.S. Christian Right* », Lawrence Hill Books, 1986, p. 40-50. Seuls 40% des juifs américains ont voté Reagan, et un tiers en 1984. Larry Weinberg, président de l'AIPAC en 1976, proche de Begin, à tout fait pour nuire à Carter et favoriser Reagan. Le président sera élu avec la majorité des néosionistes.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
à risques. Mais Weinberger sabote volontairement l'opération. Ce dernier avait déjà voulu mettre fin aux ventes de F-16 à Israël. La NSA fustige de son côté que le Mossad assiste impunément aux réunions définissant les futures missions du *KH-II*.

Néanmoins, la fronde d'une partie de l'administration américaine fait long feu. Le 30 novembre, le Secrétaire à la Défense et son homologue Ariel Sharon signent le *memorandum of understanding*, qui établit et augmente la coopération militaire<sup>853</sup>. Suivent fin 1981 et en novembre 1983 le *Joint Political Military Group* et le *Joint Security Assistance Planning Group* qui instituent des réunions semestrielles communes dans le domaine de la Défense. En 1983 en Syrie, Assad dénonce à Mitterrand d'autres traités: «L'accord stratégique conclu entre Ronald Reagan et Itzhak Shamir lors de la visite de ce dernier à Washington, accord par lequel les intérêts des Etats-Unis se sont avérés liés à ceux d'Israël, et qui met donc le potentiel et les moyens gigantesques des Etats-Unis au service des projets d'agression et d'expansion d'Israël»<sup>854</sup>.

En novembre, le Congrès accepte de financer une nouvelle création, la Fondation nationale pour la démocratie et son syndicat *Solidarity Center*, où l'on retrouvera Kissinger, Franck Carlucci, Brezinski, ou encore Paul Wolfowitz. Au travers de 4 organismes, les USA lancent une contre-offensive pour combattre le monopole du cœur phagocyté par « l'intelligentsia de gauche », en ce servant notamment des réseaux maoïstes, mais pas seulement : le Free Trade Union Institute (aujourd'hui *American Center for International Labor Solidarity*, le *Center for International Private Enterprise*, l'*International Republican Institute* et son pendant démocrate, le *National Democratic Institute for International Affairs*. Il s'agit de promouvoir la démocratie de marché, qui s'émousse rapidement devant le réalisme des dictatures chinoise et arabo-musulmane, entre entre.

En juin 1984 apparaissent les premières manœuvres aéronavales communes tandis que des usines d'armements américaines sont construites en Israël et inversement. Un mémorandum est encore conclu entre les deux pays en 1986, notamment pour associer Israël à l'IDS (Initiative de Défense Stratégique)<sup>855</sup>. A partir de cette date, Israël n'est plus seulement un allié mais un partenaire particulier. Le rôle des lobbies se renforcent, y compris pour financer le programme américain. Pour cela, Sam Cohen organise des collectes avec le républicain Jack Kemp, un congressman. Dans ses mémoires, il fait plus que supputer les échanges de données nucléaires lorsqu'il affirme que des scientifiques israéliens se rendent dans les laboratoires américains et inversements: «*Quite possible, even plausible, I thought for at this time and years before, it was common knowledge that Israeli nuclear scientists had*

---

<sup>853</sup> Site de l'AIPAC, «Memorandum of Understanding on Strategic Cooperation», 30 novembre 1981, [http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBilateral/Memorandum\\_of\\_Understanding\\_between\\_the\\_US\\_and\\_Israel\\_on\\_Strategic\\_Cooperation.pdf](http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBilateral/Memorandum_of_Understanding_between_the_US_and_Israel_on_Strategic_Cooperation.pdf).

<sup>854</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I, op.cit.*, p. 551.

*been befriending American Jewish weapon scientists, visiting with them at their laboratories and inviting them to visit Israel*». Mais si Cohen avoue avoir été en Israël dans ses instituts, il déclare juste avoir travaillé sur les stratégies nucléaires israéliennes mais n'a jamais livré aucun secret militaire. «Je ne suis pas ce genre de juif»<sup>856</sup> se défend t-il, bien qu'il comprenne le comportement de J.Pollard. ... Difficile de le croire puisqu'il avoue avoir aidé la France et la Chine et révèle que Tel-Aviv travailla sur la bombe à neutron. Il accuse la presse israélienne d'avoir colporté ces rumeurs. Or, nous avons dit que la presse avait pour rôle de parler au nom du gouvernement israélien. Enfin, il écrit noir sur blanc qu'il aurait fortement aimé que sa contribution au programme américain ait pu aidé Israël a optimisé sa dissuasion. Or, plus haut, il dait que les deux pays collaborent? Ce qui revient à dire qu'il a aidé Israël volontairement, mais qui en laisse la responsabilité à Washington. Une vraie diplomatie juive.

### **I.1.2 Tsahal et la guerre du Liban : la dissuasion impuissante**

Le Golan est annexé en septembre 1981. La France condamne. Le ministre des Affaires étrangères Shamir s'en explique : « Israël a fait d'énormes sacrifices pour arriver à une paix durable avec l'Égypte. Nous avons accepté de nous retirer des territoires qui nous donnaient une profondeur stratégique. [...] Je ne comprends pas la sympathie de la France pour les terroristes »<sup>857</sup>. Pour Damas, c'est bien sûr la consternation. La Syrie refuse toute paix si le Golan n'est pas rétroceder, et menace de se servir du Liban comme base arrière pour contourner le plateau et pointer ses *Scud* vers Israël.

Le 25 avril 1982, le Sinaï est entièrement rétrocedé, en échange de la promesse de l'Égypte d'honorer le TNP. Les installations nucléaires de la région doivent être contrôlées, sauf Dimona, si l'on en croit le rapport de l'ONU<sup>858</sup>. Israël a le beau rôle, mais pas pour longtemps. Le 6 juin, Tsahal envahit de nouveau le Liban avec de plus importants moyens. Il s'agit tout simplement de la première contre-offensive générale de l'ouest contre l'est depuis le Vietnam. C'est pourquoi un diplomate soviétique estime que la crise libanaise est le plus grave affrontement est-ouest depuis 1962 ! Certains y voit l'application du *plan Allon*, que soutient par ailleurs Reagan en septembre. Ce n'est une surprise pour personne car Attali note dès le 15 mai 1981:«L'OLP lance une importante offensive sur les villages israéliens proches de la frontière libanaise [...]. Il y a de nombreuses victimes en Israël, qui commence à étudier comment paralyser les centres logistiques de l'OLP au Liban»<sup>859</sup>. La France proteste. Washington condamne la «réponse disproportionnée et intolérable des Israéliens à des prétendus tirs de leurs adversaires », lors du discours de Burbank et exige le retour au *statu*

<sup>855</sup> Pierre PEAN, *op.cit.*, p. 219.

<sup>856</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, *op.cit.*, p. 181.

<sup>857</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p.144 et p. 255.. Jacques ATTALI, *Verbatim II*, *op.cit.*, p. 43.

<sup>858</sup> ONU, General Assembly, A/42/581, 16 octobre 1987, Forty-second session, «Israeli Nuclear Armement».

*quo*. En réalité, les Etats-Unis étaient, de l'aveu d'Attali, au courant depuis longtemps du projet d'invasion et finalement posent leur veto contre toutes rétorsions.

Begin justifie qu'il s'agit d'une *war of choice*, loin de la *war of necessity* même s'il l'associe à la défense préventive. Tel-Aviv invoque la légitime défense, celle de l'article 51 de l'ONU, pour faire « reculer les terroristes de l'OLP à 40 km vers le nord », la portée maximale des missiles. A noter qu'en 2005-2006, Israël pratiquera la même politique : le retrait de Gaza et l'attaque quelque mois plus tard du Liban... L'opération *paix en Galilée* vise à établir un glacis défensif contre les katioushas et les raids terroristes, s'articulant avec le Golan à l'est, et la paix avec l'Égypte au Sud. Sharon souhaite détruire le potentiel militaire de l'OLP du *Fatahland* greffé sur le Liban depuis 1970, installer le phalangiste maronite Bechir Gemayel<sup>860</sup>. Tsahal s'enfonce dans le pays mais ne rencontre pas d'armée régulière facile à détruire pour sa force de frappe conventionnelle. Elle se heurte à un agrégat de milices et de groupes terroristes.

La Syrie qui avait commencer à finlandiser « la Suisse du Proche-Orient », occupe le pays afin de le « protéger » et installer selon ses propres termes une « Force Arabe de dissuasion ». Damas souhaite surtout s'emparer du leadership de l'Égypte, désormais disgraciée dans le monde arabe. La présence syrienne sert les intérêts israéliens car ils justifient leur présence, d'autant que Damas combat d'abord l'OLP. A moins que Tel-Aviv ait voulu donner un os à ronger à Damas en compensation du Golan. Il est également probable qu'Israël préfère combattre la Syrie au Liban plutôt que sur le Golan. Est-ce une sorte de pacte germano-soviétique comme en Pologne, l'officiel en moins ? C'est ce que prétend Moubarak, en froid avec Damas, « convaincu qu'il existe une coalition secrète entre les diplomates de la Syrie et d'Israël »<sup>861</sup>. Des forces internationales vont occuper une zone de sécurité. Les alliés colombiens, américains et fidjiens sont ravis de soutenir cette protection, à la différence des Italiens, de quelque Français et des Britanniques qui craignent d'être pris à partie<sup>862</sup>. Plus tard, la France, amie du Liban, d'Israël et de l'OLP et hostile à l'Iran, va connaître l'assassinat de ses soldats et de son ambassadeur Louis Delamare. La *Finul* est frôlée à plusieurs reprises par Tsahal. L'Onu ne demande de « résister symboliquement » qu'en cas de légitime défense, comme pour surveiller et légitimer les exactions de chaque camp. La capacité de dissuasion des deux pays et la médiation des grandes puissances empêchent le conflit de dégénérer.

Pour empêcher d'ailleurs toute aide au Liban et à la Syrie, Ariel Sharon, ministre de la Défense, menace les autres pays arabes de frappes nucléaires s'ils interviennent. Le danger est

---

<sup>859</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p.18.

<sup>860</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 22.

<sup>861</sup> Jacques ATTALI, *ibid.*

<sup>862</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p.83.



évoqué lorsque Mitterrand prévoit: «Au moindre accrochage entre Israël et les Syriens, les Russes peuvent venir entrer dans la bataille et la guerre mondiale se déclencher». Brejnev joue sur les mots en reprenant la formule israélienne: «L'URSS ne sera pas le premier utilisateur de l'arme nucléaire. [...] L'URSS ne sera pas la première à mettre des armes antisatellites en orbite». Certes, la bombe israélienne paralyse une contre-offensive syrienne de grande ampleur mais pousse l'ennemi à opter pour l'instrument du terrorisme et de la guérilla. Cette fois, Israël ne se bat pas pour sa survie et sa motivation s'en ressent. Elle est un corps étranger dans un pays complexe, qui secrètera des anticorps, notamment le Hezbollah. Tsahal perd ainsi son efficacité. Et la bombe donne un faux sentiment de sécurité.

Les deux tiers du pays sont occupés par l'IDF avec un bilan de 8000 tués et 3000 prisonniers palestiniens. L'OLP ne fait pas le poids, pris entre le marteau et l'enclume. Les soldats de l'OLP s'expatrient en Syrie, en Égypte, en Irak, en Jordanie et quelques-uns partent en Algérie et en Tunisie, sous escorte franco-américaine pour éviter une attaque de Tel-Aviv. Le 25 septembre 1982, 400000 Israéliens descendent dans la rue pour obtenir des explications sur le massacre de Sabra et Chatila. L'affaire chauffe aussi à blanc la rencontre des *Pays Non-Alignés*. Reagan et Begin condamnent Sharon. Cette contestation, stigmatisée par le rapport *Kahane*, marque la seconde prise de conscience d'une société contre la dictature des bellicistes, après la commission *Agranat*. C'est sur ce terreau favorable que les antinucléaires locaux s'organisent notamment. Le refus d'obéir à une politique considérée comme extrémiste, après les espoirs déçus de camp David, et la critique d'une oligarchie d'officiers, conduit au mouvement des *refuznikim* qui déjà, dans les années 1980. En 1983, Israël crée une zone tampon au Sud, regroupant 10% du territoire libanais, défendue par *Tsadal*, le pendant sud-libanais de *Tsahal*. Le pays deviendra l'Afghanistan israélien.

### I.1.3 L'affaire des krytrons

La cacophonie libanaise dissimule les révélations d'un ancien technicien de Dimona, qui met à la disposition de la CIA des photos d'ogives nucléaires, rangées dans des enveloppes de plomb, identiques aux systèmes de stockage américain. Le transfuge<sup>863</sup> fait savoir qu'Israël possède une centaine de bombes, ce qui consterne les experts. L'arsenal s'avère plus moderne, plus précis, plus efficace et plus propre (en termes de radioactivité) que son équivalent américain. Là encore, l'affaire ne provoque pas de suite de la part de la Maison Blanche<sup>864</sup>. L'aide nucléaire vers Israël ne cesse pas<sup>865</sup>. Néanmoins, Tel-Aviv fait un geste en signant la convention sur la protection physique du matériel nucléaire, adoptée en 1980, mais

<sup>863</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 298.

<sup>864</sup> *Guysen news*, 15 août 2005, *ibid.*

<sup>865</sup> *The Parliamentary Committee of Inquiry on the Israeli Water Sector*, présenté par MK David MAGEN, Jerusalem, juin 2002, 152 pages, p.116.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
ne le ratifie pas. Ni l'Inde, ni le Pakistan ne le signent. Cette convention oblige les États membres à assurer la protection du matériel militaire transporté à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire, afin d'éviter les vols de technologies ou les fuites radioactives<sup>866</sup>.

Le 20 juillet 1982, Ronald Reagan cesse de reconduire le *Comprehensive Test Ban Treaty Talks* et fait livrer de la technologie nucléaire en Israël. Mais cela doit bien sûr rester secret. Car le 23 mars 1983 est lancé officiellement le programme IDS, tandis que sont déployés en novembre les missiles américains *Pershing-2*. Les tensions entre l'est et l'ouest remettent, au centre des stratégies, les missiles et les antimissiles, un domaine dont Israël deviendra maître. Les deux grands possèdent l'équivalent de 350000 bombes d'Hiroshima (6500 Mt !). Dans ce contexte, la puissance de Dimona augmente encore. Elle est désormais cadencée à 250 mégawatts, surtout depuis que l'on apprend que Saddam Hussein emploie des armes chimiques contre l'Iran. Israël est prévenu. Bagdad n'hésitera pas à faire usage de ses ADM.

C'est pourquoi, en mai 1985, Richard Kelly Smyth, président d'une société d'import-export californienne, est chargé par une officine parallèle de fournir 810 krytrons vers Israël, des détonateurs de bombes nucléaires<sup>867</sup>. Démasqué et condamné car pas assez discret, il disparaît pendant une semaine avant son procès aux Etats-Unis pour réapparaître à Tel-Aviv. Israël s'excusera diplomatiquement auprès de Washington et expliquera que la cargaison stratégique était destinée... à la recherche médicale. Le pays rendra ensuite 469 détonateurs mais le reste étant déclaré détruit ou déjà utilisé pour des tests atomiques « civils ». Smyth sera de nouveau arrêté à Malaga en Espagne en juillet 2001 puis extradé vers les Etats-Unis<sup>868</sup>. Il est condamné en 2002 à 40 mois de prison et 20000 dollars d'amende. Sa peine de 105 années de prison (sic !) est en effet réduite pour « raison de santé »<sup>869</sup>. On apprendra par la suite que ces types de détonateurs transitèrent déjà de 1979 à 1983 par bateaux vers Israël. *NBC news*, réalisant un reportage sur l'entreprise de Smyth, la *Milco International*, constate que deux autres firmes, *Heli Trading* et *Milchan Brothers*, propriété du producteur hollywoodien israélien Arnon Milchan, trafiqua également des krytrons, des générateurs à neutron, des oscilloscopes ultra rapides et des condensateurs<sup>870</sup>. Le 24 mars 1993, *NBC* confirmera que le producteur était trafiquant d'armes et espion pour le programme nucléaire

---

<sup>866</sup> *Issue Review*, n°16, mai 1999, «*Engaging Non-NPT Parties in the Nuclear Non-Proliferation Regime*», Lawrence SCHEINMAN.

<sup>867</sup> *The Nonproliferation Review*, hiver 1994, p. 110.

<sup>868</sup> *Défense et Sécurité Internationale*, décembre 2009, « Israël et ses alliés au défi du Proche-Orient ».

<sup>869</sup> *BBC News*, 30 avril 2002, « US nuclear parts trafficker sentenced ».

<sup>870</sup> *The Risk Report*, Volume 2, n°4, juillet 1996, « Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview ». Roman Polanski romance l'affaire dans son film « Frantic » en 1987. Il parle de l'implication du Mossad, de la CIA, de la DGSE et des services secrets arabes dans le trafic de krytrons. Coïncidence, le réalisateur connaît très bien Milchan qui finança une de ses pièces de théâtre aux Etats-Unis. A la suite du scandale, ce producteur ne pu financer son film « Pirates » !

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
israélien<sup>871</sup>. Comme il ne s'agissait de rien d'officiel, Smyth servi de fusible et ne pu s'expliquer sur ces véritables commanditaires.

## I.2 Diversité de partenariat

### I.2.1 Israël et Mitterrand : Un autre réacteur made in France?

Mitterrand, selon l'aveu de Pérès, est un fidèle ami d'Israël, davantage que VGE. Mitterrand confie qu'il envoya un de ses fils dans un Kibboutz sous la IV<sup>e</sup> République. Ce qui ne l'empêchera pas de pratiquer lui aussi la realpolitik. L'une de ses premières mesures est l'annulation de la circulaire Barre. Le 18 juillet 1981, Pierre Mauroy qui dénonce pourtant les implantations comme illégales précise: «Le régime des échanges [...] ne doit comporter aucune discrimination quelle qu'en soit la raison»<sup>872</sup>. Dans les années 1970, on pouvait lire sur certaines étiquettes: «ce produit n'est pas fabriqué en Israël». Elles sont remplacées par la mention: «ce produit est fabriqué en France». Personne n'y comprend rien. Cheysson se demande: «La France vend-elle encore des armes à Israël?» car le ministre de la Défense Charles Hernu interdit toutes livraisons d'armes vers Israël. Mitterrand refuse à juste titre d'accabler Israël d'un boycott puisque se sont les pays Arabes ont attaqué Israël en 1973.

Le 3 mars 1982, Mitterrand débarque en Israël afin de «rétablir» les relations, réparer le malentendu sur Osirak. Il est le premier chef d'État européen à se fendre d'une telle visite<sup>873</sup>. Le président refuse de condamner personnellement l'annexion du Golan et donne un discours à la Knesset dans lequel il reconnaît le droit d'Israël à se défendre, mais également la nécessité d'un État palestinien:

« Les juifs sont l'un des rares peuples anciens à n'avoir jamais voulu d'autre territoire que le leur. [...] Chaque fois que j'ai vu Israël hors de ses frontières naturelles, de ses terres historiques, sur le Golan, au Liban, au Sinaï, cela s'est révélé une faute historique. [...] Dans ce petit canton du monde, chaque pierre cache un serpent. Inutile de les soulever inconsidérablement. [...] Tous mot favorable aux Arabes est tiré dans un sens hostile à Israël; toute manifestation de solidarité à l'égard d'Israël est considéré comme une trahison envers les Arabes. [...] Israël doit avoir les moyens d'exister. [...] Pas plus que je n'ai accepté l'Oradour provoqué par l'occupation allemande, je n'accepterai les autres Oradour, y compris à Beyrouth. Avec Begin, on ne peut rien faire. Je le comprends mais aucune paix n'est possible sur ces bases»<sup>874</sup>.

En fait, son discours évoluera (il s'excusera sur la comparaison avec Oradour). Il défendra l'OLP, puis refusera qu'Arafat soit le seul intermédiaire de la cause palestinienne, puis voudra enfin une Palestine fédérée et gouvernée par la Jordanie. Begin conseille à la France de ne pas donner des leçons de contre-terrorisme quand elle est incapable de pacifier la Corse!

Le 5 mars, Begin oublie sa rancœur officielle est demande une centrale à la France, mais Paris répond ironique le 10 mars : « dans les mêmes conditions que la reconstruction de

<sup>871</sup> *The Nonproliferation Review*, hiver 1994, p. 110.

<sup>872</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I, op.cit.*, p. 58.

<sup>873</sup> DOISSE/ VAISSE, *Politique étrangère de la France, diplomatie et outil militaire 1871-1991*, p. 596

<sup>874</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I, op.cit.*, p. 276.

Tammouz »<sup>875</sup>. Les relations entre les deux pays, qui ne s'étaient jamais interrompues, contrairement à l'idée reçue, connaissent cependant un regain d'activité, mais parsemées de nuages. Claude Cheysson ministre des Affaires étrangères qui encourage la coopération nucléaire avec l'Irak, estime qu'Israël s'est « créé contre la volonté du reste du monde ». Son successeur, Roland Dumas, excuse la piraterie aérienne des gauchistes pro-palestiniens car ils sont « la seule façon pour la résistance palestinienne de rompre l'indifférence internationale ». Aussi, prenant prétexte de l'attentat de la rue des rosiers en août, et peut-être pour forcer la main sur la vente de réacteurs, Begin appelle les juifs de France à résister par les armes à cause de la déclaration française sur Oradour !

Le 2 décembre 1983, le redoutable intermédiaire Ascher Ben Nathan, conseiller de Pérès (alors chef des travaillistes), relance la France et proteste contre la mauvaise volonté des industriels, craignant de perdre des parts de marchés dans les pays arabes. Mitterrand analyse à propos des réacteurs: « Cela n'avancera pas. Il faut s'y préparer ». Une commission mixte est créée afin de favoriser les échanges scientifiques. Pérès négocie ensuite avec Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche (et adjoint au maire du Grand Quevilly, commune jumelée avec Ness-Ziona), en échange de l'acceptation de la reconstruction d'Osirak. Entre temps, Mitterrand reçoit en janvier 1984 le prix de la fondation Wiesenthal « pour tout ce qu'il avait en faveur des juifs et dans sa lutte contre l'antisémitisme ». Fabius, en visite à Jerusalem, confirme la vente de réacteurs de 900 mgw qui seront construits à Shifta, à 60 km de Dimona. Le dossier est confié à Jacques Attali. La France propose en fait la livraison de deux réacteurs à Israël, et deux réacteurs à l'Égypte. Il s'agissait d'honorer les clauses secrètes des accords de Camp David: des réacteurs civils pour les deux pays en échange de la paix. Le marché porte désormais sur un contrat de 2 à 3 milliards de dollars<sup>876</sup>. Or, l'industrie américaine propose le même contrat pour un milliard de dollars<sup>877</sup>. En effet, le 12 décembre, Washington fait savoir qu'il s'oppose catégoriquement à ce que Paris vende un réacteur à cet allié, devenu chasse gardée. Officiellement à cause des prises d'otages de français et des attentats, la vente est annulée<sup>878</sup>. Pérès apprend cependant qu'une entreprise américaine a décroché un contrat pour construire, de Kirkouk à Aqaba, un oléoduc. Contre une aide de 650 millions de dollars réparti sur dix ans finançant le parti travailliste, il promet de ne pas mobiliser les lobbies pro-israéliens<sup>879</sup>.

<sup>875</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, op.cit., p. 186.

<sup>876</sup> *Manchester Guardian Weekly*, 14 Avril 1985, « Risky Nuclear Deal with Israël ».

<sup>877</sup> AP, 12 décembre 1984, « TV: The United States Opposed to French Reactor Sale to Israël ».

<sup>878</sup> Dominique LORENTZ, op.cit., p. 448.

<sup>879</sup> Jonathan NITZAN et Shimshon BICHLER, *The Global Political Economy of Israel*, Sterling (Virginie), 2002, 419 pages, p. 256. Voir firme ORMAT. La société ORMAT a été créée en 1965 par le franco-israélien Lucien Bronicki.

Nouveau rebondissement en avril 1986, le Premier ministre Jacques Chirac, soit disant pro-arabe, se dit prêt à honorer de nouveau la commande. Yuval Neeman, ministre des Sciences et des Technologies de plusieurs gouvernements, est l'intermédiaire auprès de *Framatome* pour ce contrat. Washington s'y oppose encore. Tel-Aviv sauve les apparences en déclinant l'offre des deux capitales, « pour raisons budgétaires »<sup>880</sup>. Chirac se rend en Israël mais le Quai d'Orsay lui rédige une note pour éviter quelques gaffes diplomatiques, dont sur « Beersheva, cette ville du Néguev, qui est à proximité de la centrale atomique de Dimona (*made in France*) » et qu'il convient de ne pas nommer<sup>881</sup>. Mitterrand précise alors au Koweït: « J'ai décidé d'envoyer des soldats français à Beyrouth après l'invasion israélienne; et cela a permis de sauver la vie de 4000 soldats de l'OLP. [...] Nous n'avons pas avec Israël d'accord militaire, nous ne lui fournissons pas d'armes »<sup>882</sup>. Le 7 novembre 1987, lors d'un dîner au CRIF<sup>883</sup>, il scelle l'accélération des rapports avec Israël: « J'ai le grand plaisir d'annoncer la création à Paris, à l'initiative de la Chambre de commerce France-Israël, d'une Maison France-Israël où seront rassemblés les différents organismes économiques, scientifiques et universitaires »<sup>884</sup>. Cette initiative anodine permet de simplifier la triangulaire Etats-Unis/ France/ Israël dans les recherches militaires high-tech. En 1988, le Président israélien Herzog est reçu à Paris, ce qui n'avait jamais été fait avant, mais officiellement, Paris est toujours pro-arabe...

### I.3 Accord officiel sous le sceau de l'informel

Gorbatchev rétablit officieusement les relations diplomatiques avec Israël. Le 6 mai 1987, le premier comité exécutif du Congrès juif mondial se tient dans la ville du fondateur du sionisme, Budapest. Tout un symbole. L'heure est de nouveau à la négociation, par la *Perestroïka* et la *Glasnost*, mais les tensions sont encore très vives. On se bat partout entre l'Est et l'Ouest et rien ne dit que les conflits au Nicaragua, en Afrique australe, entre l'Irak et l'Iran ou en Afghanistan vont se terminer. Néanmoins, le 6 août 1985, l'URSS déclare un moratoire unilatéral sur ses essais nucléaires et enjoint les Etats-Unis à en faire autant. Moscou rompt le moratoire le 11 avril 1986 après un essai américain. Le traité de Rarotonga établissant une ZEAN au Pacifique Sud est signé dans cette optique. Le traité échoue cependant à contrer les essais français de Mururoa et Fangataufa. Pour l'instant, on refuse la même initiative au sud de l'océan Indien où les essais israélo-sud-africains perdurent. Cependant, le 29 novembre, le président brésilien Jose Sarney et son homologue argentin

<sup>880</sup> Freddy EYTAN, *La France, Israël et les Arabes, le double jeu*, Paris, Picollec, 2005, pp. 76-79.

<sup>881</sup> Freddy EYTAN, *op.cit.*, p 105.

<sup>882</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II, op.cit.*, p. 154.

<sup>883</sup> CRIF, *Union des étudiants juifs de France, LICRA*, et le *Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme* sont les principales organisations juives en France.

<sup>884</sup> Freddy EYTAN, *Op.cit.*, p. 174.

Raul Alfonsin signent la *Joint Declaration on Nuclear Policy of Foz de Iguacu*, sur l'ouverture de leurs installations nucléaires. Les partenariats nucléaire et balistique entre l'Amérique du sud, Israël et certains pays arabes en sont gênés, mais ne sont pas moins dénoncés pour autant.

Les 26 septembre et 27 octobre 1986 sont signés la *Convention on Early Notification of a Nuclear Accident* et la *Convention on Assistance in the Case of a Nuclear Accident or Radiological Emergency*. Exactement au même moment, Vanunu, le Sakharov israélien, un ingénieur licencié de Dimona, révèle qu'Israël possède 200 ogives atomiques, possède la bombe à neutron et collabore dans les domaines stratégiques avec d'autres pays. Il sera emprisonné pendant 18 ans après un enlèvement rocombolesque. C'est la première fois que les preuves tant attendues sont aussi précises. Mais l'AIEA hésite à ce saisir de ce prétexte, car Vanunu dénonce surtout les dessous de la prolifération internationale. A la même époque éclatent les affaires Markus Klingberg, microbiologiste de l'IIBR, enlevé en Israël alors qu'il s'apprêtait à faire des révélations, et Johnatan Pollard en 1985, un espion américain qui subtilisait des renseignements stratégiques américains pour Israël. Elles font tâches dans une conjoncture où les traités se multiplient et affectent grandement l'image de l'État hébreu et son opacité stratégique, nous y reviendrons.

Le 8 février 1987, la convention sur la protection du matériel nucléaire (CPPNM) entre en vigueur. Définie en mars 1980, elle se heurte (encore aujourd'hui) à la réticence d'Israël. Du 23 mars au 10 avril, la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, à Genève, ne parvient pas à se mettre d'accord sur des principes de coopération internationale propre à promouvoir les objectifs de pleine utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de prévention de la prolifération des armes nucléaires pour les mêmes raisons. Le 16 avril, le Régime de surveillance des technologies balistiques institué par sept pays industrialisés, fixe des directives régissant les transferts d'articles sensibles concernant les missiles. Le traité est d'emblée une hypocrisie puisqu'Israël et la RSA n'y sont pas impliqués et refusent de le ratifier. En juin 1987, on pense établir une ZEAN en Scandinavie, mais qui ne verra jamais le jour<sup>885</sup>.

Or, l'*Institute for Defense Analyses* (IDA) attaché au Pentagone confirme que les sites de Nahal-Sorek et Dimona ont les mêmes fonctions que les centres de Los Alamos, Lawrence Livermore et Oak Ridge National aux Etats-Unis, c'est à dire la confection de bombe. Les experts constatent aussi que le pays a réussi à concevoir un ordinateur capable de les aider à

---

<sup>885</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, p. 352.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
assembler des bombes H<sup>886</sup>. Le rapport précède la visite du ministre de la Défense Yitzhak Rabin aux Etats-Unis. Malgré les conclusions alarmantes du texte, les Washington et Tel-Aviv signent un *Memorandum of Understanding* qui comporte plusieurs clauses relatives à la défense des intérêts américains passant par la force de dissuasion israélienne. Autrement dit, Washington renouvelle son aide technique dans le domaine. Cet accord est bien entendu tenu secret. Il est suivi de l'augmentation de l'aide financière, se montant désormais à trois milliards de dollars dont 60% pour la défense. Israël prétend que l'usage de *Scud* et d'armes chimiques par l'Irak et l'Iran justifie cet accord. Or, dans les boudoirs de la diplomatie, personne n'ignore qu'Israël et les Etats-Unis participent à *l'Iranganate*, et que Téhéran n'a nullement l'intention des les employer sur Israël. Quant à l'Irak, Osirak est neutralisé et son arsenal NBC, issu des stocks occidentaux, est contrôlé. Le 30 novembre, l'AG de l'ONU (*résolution 42/38 C*), prie le Secrétaire général de lui présenter annuellement un relevé des renseignements sur les explosions nucléaires des États membres en application de sa *résolution 41/59 N*. Mais ni la RSA, ni Israël, non-membre du TNP, ne sont concernés, ni même leurs fournisseurs. Le désarmement<sup>887</sup> se poursuit ailleurs. Le 8 décembre, les États-Unis et l'URSS signent le Traité sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée (FNI). Israël et la RSA n'en ont cure. En effet, des *Jericho-2* sont testés avec des objectifs affichés de 4000 km.

#### **I.4 La prolifération américaine vers Israël sous Georges Bush**

Le 31 mai 1987 est signé entre les deux grands l'accord de négociation sur les missiles entreposés à bord de sous-marins, ainsi qu'un nouveau protocole d'accord réaffirmant «les liens étroits existant entre Israël et les Etats-Unis». Il est appelé le *Joint Security Assistance Planning Group* (JSAP), intégrant Israël dans l'Otan en temps que major-non-nato-ally. Le *Memorandum of Agreement between Israel and the United States* du 21 avril 1988 renforce et officialise les liens économiques et militaires, définit par la *Section 1105 of the 1987 National Defense Authorization Act*<sup>888</sup>. Tout ces accords ne sont pas respectés par les États de seuil, mais en réalité, ils ne le seront pas non plus par les EDAN qui les approvisionnent. En mai 1989, la CIA remet un rapport au nouveau Président américain fraîchement élu, Georges Herbert Walker Bush (vice-président de Reagan), sur la prolifération nucléaire au Moyen-Orient. Le républicain aura à cœur, en cette fin de Guerre Fraîche, de réduire la puissance israélienne, de moins en moins utile. Dans l'opuscule, il est mentionné que deux espions

---

<sup>886</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4, juillet 1996, «Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview». University of Wisconsin.

<sup>887</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, op.cit., p. 506.

<sup>888</sup> Aipac, «Memorandum of Agreement between Israel and the United States», April 21, 1988. [http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBi-lateral/Memorandum\\_of\\_Agreement\\_between\\_Israel\\_and\\_the\\_United\\_States.pdf](http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBi-lateral/Memorandum_of_Agreement_between_Israel_and_the_United_States.pdf)

israéliens ont soudoyé un ingénieur de Los Alamos pour la collecte de données d'essais nucléaires des supercalculateurs *Clay* et de plans de bombes.

Bien que la censure coupe de larges passages et qu'à aucun moment on ne parle d'armes nucléaires israéliennes, il est fait mention qu'Israël ne signe pas le TNP pour « ne pas nuire à ses capacités nucléaires », et qu'Israël n'exclue pas de recourir « à la dissuasion nucléaire pour contrer les forces conventionnelles de ses voisins arabes », puisque le pays (au détour d'une phrase) « dispose maintenant de bombes H »<sup>889</sup>. Comprenez qui pourra. Sur les réacteurs, on apprend qu'ils ne produisent pas d'électricité (ce qui dément la thèse de réacteurs produisant de l'électricité pour dessaler l'eau de mer); qu'Israël n'aura besoin de réacteur de production d'électricité nucléaire qu'à partir de 2000, et que les réacteurs ont été construits « pour se passer de technologie nucléaire étrangère », ce qui dissimule superbement le Nahal-Sorek américain et le Dimona français. Il est écrit que l'essentiel de l'uranium vient des gisements de phosphates du Néguev, ce qui permet d'éluder les fournitures américaines, africaines et européennes. Ce catalogue de mensonges se termine lorsque le rédacteur stipule qu'Israël a voulu acheter dans les années 1980, mais sans succès, un réacteur à l'Espagne (?), à l'Allemagne, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. La France a été prête à en vendre un mais s'est rétractée pour ne pas compromettre ses relations avec les États arabes, alors que ce sont les États-Unis qui ont opéré de fortes pressions en la matière.

Bush a-t-il cependant privilégié un double jeu, ou a-t-il été grugé par les lobbies militaro-industriels? Durant toutes les années 1970 et 1980, Georges Bush occupe les postes de président de la CIA et vice-président américain. En 1988, Israël essaie d'acheter un supercalculateur lui permettant de multiplier la performance des simulations par 100, un élément très important qui permettrait en théorie de ne plus passer par les essais peu discrets en RSA, ce qui expliquera peut-être le revirement sud-africain de 1991<sup>890</sup>. Pour éviter toute opposition, 78 membres des Pacs, défendant le programme nucléaire israélien, distribuent plus de 5,7 millions de dollars à 477 candidats prétendants aux élections pour le renouvellement du Congrès. De 1988 à 1994, Washington approuve la vente vers Israël de 1500 articles nucléaires à double usage, au mépris du TNP<sup>891</sup>. Le *Wisconsin University* recense les exportations sensibles vers Israël entre 1988 et 1992. Moins de 1% des demandes israéliennes sont refusées. Sur les 238 autorisations de licence, 62 reçoivent même des garanties officielles de l'État. A chaque fois, Washington s'est contenté de promesses d'utilisations pacifiques mais sans vérifier par lui-même<sup>892</sup>. De même, en janvier 1992,

<sup>889</sup> CIA, 1<sup>er</sup> mai 1988, « *Middle East South Asia: Nuclear Handbook* ».

<sup>890</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4, été 1996, «Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview».

<sup>891</sup> *Middle East International*, 24 juin 1994, Jane HUNTER.

<sup>892</sup> *The Risk Report*, Vol 4, n°1, janv 1998, «Israeli Buyers Get Nuclear-related Goods from the United States».



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
comme un pied de nez au désarmement, le Technion se procure deux supercalculateurs auprès de l'entreprise britannique *Meiko Scientific*<sup>893</sup>.

Un autrichien du NSG déplore : «Quand il s'agit d'Israël, il y a peu de partage de l'information ... en fait, c'est un silence absolu ... personne ne parle des acheteurs israéliens de matériels sensibles ». Il y a certes des interdictions, mais seulement pour des grosses cargaisons, comme des réacteurs nucléaires<sup>894</sup>. Toujours selon cette source, un fonctionnaire suisse confie même qu'il existe un document confidentiel, une sorte de main courante qui établie la liste de matériel exigé par Israël et qui ne passe jamais par les organismes de contrôles américains. Il estime que la Suisse, elle, demande toujours des garanties à Israël contrairement aux Etats-Unis. Or, on se demande si la Suisse a les mêmes scrupules lorsqu'elle vend de la technologie sensible à l'Irak ou l'Iran. Le 11 janvier 1989, Israël participe à la conférence de Paris sur les armes chimiques, ce qui démontre que le pays cherche à régulariser sa situation, mais pas concernant les armes bactériologiques, ces dernières étant bien plus efficaces. Les États arabes boycottent la convention, au motif qu'Israël n'a pas abandonné sa politique nucléaire. Et comme pour appuyer cette raison, la CIA, en mai, confirme qu'Israël fabrique des bombes H en plus des A. Le rapport, relativement médiatisé dans les officines internationales, n'est pas innocent puisqu'il force Israël, le 25 mai à ratifier la *Convention on Early Notification of a Nuclear Accident*, au terme d'âpres négociations, afin de mettre aux normes ses réacteurs. Tel-Aviv accepte le principe, dit qu'il modernisera Nahal-Sorek et Dimona, mais refuse qu'on aille vérifier si les installations ont bien été modernisées. Et le 4 janvier 1990, Tel-Aviv émet de réserves sur l'application du traité au motif que l'Irak refuse de reconnaître Israël<sup>895</sup>, un argument bien pratique.

### **I.5 L'eau lourde refait surface**

Alors que la majorité des pays occidentaux, y compris les patries des libertés fondamentales, ont refusé de s'exprimer sur les cas Vanunu, Pollard et Klingberg, seule la Norvège, déroge à la règle avec un zèle à première vue inexplicable. Au moins de mars 1987 en effet, Oslo demande à Israël à quoi a servi l'eau lourde exportée, il y a trente ans. La question se pose en Norvège ou l'on apprend (hypocritement ?) la réalité du programme hébreu dans les pages du *Sunday Times*, après l'épisode Vanunu. On peut s'étonner que la Norvège se manifeste si tard et si naïvement. En fait, le royaume prend peur d'être mêlé à l'affaire Vanunu. Sommé de répondre, Tel-Aviv avoue benoîtement qu'il est difficile de distinguer après toutes ces années la nationalité et l'usage d'une eau lourde mélangée à

---

<sup>893</sup> *The Risk Report*, Volume 2, n°4, juillet 1996, « Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview ».

<sup>894</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4 (July-August 1996), « Israel: A Green Light on Imports from Western Suppliers ».

d'autres eaux ! D'autre part, il est dit que Dimona a bien démarré grâce à cette eau lourde, mais qu'il en perd chaque année 5%, ce qui complique encore les calculs. Israël sous-entend avoir reçu des cargaisons similaires des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, du Canada et de France, voir d'autres pays, sans compter celle produite par ses propres moyens<sup>896</sup>. Et chaque pays accusé par l'AIEA se renvoie la responsabilité. Israël argue qu'elle n'a pas confiance dans les nouvelles instances de l'AIEA. Hors, les experts estiment que la quantité norvégienne a été suffisante pour produire de quoi élaborer 100 bombes. Cependant, Oslo refuse de fournir les certificats initiaux de vente à la presse, qui étayer sa demande.

Le 30 septembre, la Norvège demande d'inspecter Dimona, et sollicite aussi la preuve que la France n'a pas revendue son eau lourde à un pays tiers. En 1988, le parlement norvégien se voit refuser l'accès à Dimona, mais Tel-Aviv autorise cependant des inspecteurs norvégiens à étudier 9 tonnes restantes entreposées à l'extérieur du réacteur<sup>897</sup>. On apprend dans la foulée qu'Israël a importé une tonne d'eau lourde en 1970, sans l'avis des Etats-Unis et de l'AIEA, qui demandent à cette occasion d'aller voir quelle quantité de plutonium a été produite. L'eau norvégienne a aussi été vendue à l'Allemagne qui l'a exportée à l'Inde en 1983 ! En 1991, Israël rétrocède l'eau lourde empruntée, mais une partie est déclarée manquante. Le pays explique qu'une partie (10,5 tonnes) a été consommée lors des expériences, et l'autre partie s'est évaporée. Mais les experts savent que les « vapeurs d'évaporation » ont sans doute servi à la bombe<sup>898</sup>.

## **II Le début des années 90 et les espoirs déçus**

### **II.1 La guerre du Golfe : un bouleversement stratégique**

#### **II.1.1 Nouvelle donne et « logique de guerre »**

« A terme, le libéralisme sera plus fort que les fusées »<sup>899</sup>. La chute du mur de Berlin et la dislocation du Pacte de Varsovie demeure à première vue, pour Israël, une bonne nouvelle, dans la mesure où Moscou ne peut plus soutenir militairement, économiquement et diplomatiquement plusieurs États hostiles. Netanyahou, en septembre 2009, qualifie la chute du mur et l'émigration des juifs soviétiques de « l'un des plus grands miracles survenus à Israël »<sup>900</sup>. « Est-ce la fin de l'Histoire » ? L'État hébreu, acteur essentiel de la lutte anti-communiste au côté des Américains, recueille les fruits de la victoire. Les adversaires d'Israël font profil bas et la Syrie, jalouse de l'Irak entame un rapprochement avec Washington. La Libye, au ban des nations est sur la défensive, et l'Égypte est dans l'orbite américaine.

<sup>895</sup> *Early Notification of a Nuclear Accident*, 24 février 2005, 11 pages, p. 4.

<sup>896</sup> *Arbeiderbladet*, 11 mai 1987, «Israel's Answer a Fabrication», Gary MILHOLLIN.

<sup>897</sup> *Programme for promoting nuclear non-prolifération*, n°4, *Newsbrief*, février 1989.

<sup>898</sup> *NTI*, 2003, « Israel Nuclear Chronology », citant l'AFP du 3 décembre 1991.

<sup>899</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p.610.

<sup>900</sup> *Israelmagazine*, 5 septembre 2009.

Cependant, un Israël, sans ennemis signifie le risque de la fin de la relation privilégiée avec les Etats-Unis. Et Tel-Aviv avait pris l'habitude d'être un intermédiaire et un agent double, dans cet affrontement mondial. C'est pourquoi, pour les Etats-Unis, le conflit israélo-arabe, qui prenait sa source en très grande partie dans la Guerre Froide, a désormais de grande chance d'être résolu. Au final donc, l'effondrement du bloc de l'Est et la neutralisation future de l'Irak délégitimise le programme nucléaire israélien, fait craindre le pillage des arsenaux ex-soviétiques par des *States of Concern*, et risque de voir les Etats-Unis exiger de son allié plus de concessions. « La menace soviétique avait disparu mais il existait d'autres dangers comme le terrorisme, la prolifération des ADM et le nettoyage ethnique »<sup>901</sup> affirme M. Albright, des préoccupations qui concernent aussi Israël.

Dans ce contexte favorable, le désarmement général continue. Les arsenaux NBC des principales puissances poursuivent leurs réductions et dans cette logique, les regards se tournent vers les États de seuil. Le 1<sup>er</sup> juin 1990, Bush et Gorbatchev signent *the Threshold Test Ban Treaty and Underground Nuclear Explosions for Peaceful Purposes Treaty* qui prévoit l'inspection anticipée sur les sites d'essais de puissance supérieur à 35 Kt, et signent aussi le traité FCE (forces conventionnelles en Europe) sur la limitation des armements de l'Atlantique à l'Oural. Du 20 août au 14 septembre 1990, la 4<sup>ème</sup> Conférence des Parties chargée de l'examen du TNP se réunit à Genève. Mais les Parties ne réussissent pas à s'entendre sur le texte d'une déclaration finale à cause des États de seuil et de Cuba.

### **II.1.2 La retenue dissuasive dans les actes, pas dans les propos face à la menace irakienne**

La guerre Iran-Irak se termine. Bagdad peut désormais se tourner du côté d'Israël avec ses armes chimiques montées sur ses *Scud*. Lorsque Saddam Hussein brandit la menace de frappe chimique, comme légitime face à l'arsenal NBC israélien, Israël, qui vient d'adhérer à la CAC, doit démentir posséder les mêmes armes, ce qui remet en cause la dissuasion. En parallèle, les experts israéliens estiment que la dissuasion biochimique serait inefficace en cas d'attaque irakienne similaire car Bagdad n'a pas craint les représailles chimiques iraniennes après en avoir fait usage. En conséquence, l'IIBR reçoit brusquement l'ordre de concevoir des antidotes au cas où. Le 1<sup>er</sup> avril 1990, Saddam Hussein déclare vouloir faire disparaître la moitié d'Israël si ce pays s'apprêtait encore à bombarder ses installations stratégiques. Avec son arsenal chimique, Saddam Hussein se croit en position d'égalité avec Israël. Il prévoit de s'en servir en couverture du développement de son programme nucléaire. Israël prend la menace au sérieux et se sert de ce prétexte pour refuser toute négociation sur son NBC tant que l'Irak ne sera pas neutralisé. Aussi, l'État hébreu demande à Washington des

<sup>901</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p. 310.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
supercalculateurs. Hélas, la vente est annulée après que la transaction soit révélée par le *Washington Post*. Cependant, Washington signe avec son allié un texte prévoyant la constitution de stocks de munitions «en cas d'urgence et contre remboursement»<sup>902</sup>. Les Etats-Unis subissent alors de fortes pressions de la part d'Israël mais aussi des lobbies militaro-industriels américains pour attaquer l'Irak. Ces derniers, qui pâtissent de la chute des commandes en conséquence de la fin de la Guerre Froide, menacent de ne pas soutenir Bush pour sa réélection. L'opération se révèle un succès pour eux. Ils vendront quantité d'armement à Israël et au monde arabe, en érigeant comme danger le potentiel irakien, puis iranien.

Lorsque l'Irak envahit le Koweït, en août 1990, plusieurs États du Moyen-Orient interviennent dans la coalition afin de détruire la seule raison légitime de l'option Samson, les ADM irakiennes. 33 pays y participent, contre 52 en 2003, alors qu'à l'époque, le consensus étaient pourtant plus large... En contrepartie, Washington s'engage auprès des pays arabes à négocier sur le dossier nucléaire avec Israël et sur la question palestinienne. Cuba, le Yémen, la Jordanie et l'Autorité Palestinienne votent contre. Le secrétaire général de l'Onu de Perez De Cuellar est dubitatif sur les causes réelles de la guerre. Les experts occidentaux se trompent tous et se croient pertinent de dire que la liberté du Koweït n'y est pour rien dans la guerre car c'est le pétrole qui est en jeu... Stupidité! Après la fin des opérations militaires, la coalition évacue le pays... sans contrôler les champs pétrolifères. L'embargo permet aux pétromonarchies alliées de réaliser des bénéfiques records. De deux choses l'une. Soit Israël a voulu que la coalition le débarrasse de l'Irak à sa place, soit, dans le contexte des accords de paix au Proche-Orient, on souhaite éliminer l'Irak pour forcer Israël à abandonner ses ADM.

Dans la nuit du 17 au 18, janvier 1991, un premier *Scud* tombe sur Israël. L'alerte de principe de la dissuasion israélienne durera finalement 43 jours (levée le 2 mars 1991), pendant laquelle 39 *Scud* chuteront sur Israël, (2 à 5 missiles tombent sur Tel-Aviv, 1 à 3 sur Haïfa) mais sans toucher de centres névralgiques. Ils provoquent néanmoins un effet psychologique sur la population<sup>903</sup>, surprise de l'absence de réaction balistique de Tsahal : « N'avons nous pas une armée, une aviation, une bombe atomique ? ». On se demande pourquoi la dissuasion NBC israélienne ou même conventionnelle n'est pas employée<sup>904</sup>. Le 21 janvier, Shamir menace de représailles que l'on suppose nucléaire et ordonne le déploiement de douze *Jericho-2*. Le secrétaire d'État américain à la Défense, Dick Cheney, déclare à un journaliste de *CNN* à propos d'une éventuelle riposte nucléaire israélienne: « Cette décision, les Israéliens ont à la prendre eux-même, mais je veux penser que Saddam Hussein doit être prudent de la façon dont il souhaite procéder pour attaquer

---

<sup>902</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, op.cit., p. 27.

<sup>903</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 139.

<sup>904</sup> Martin VAN CREVELD, *Tsahal*, op.cit., p 176

Israël »<sup>905</sup>. L'opinion israélienne, qui constate que les têtes militaires des *Scud* ne sont qu'explosives, croit alors que l'opacité nucléaire a été bénéfique. Le gouvernement se demande s'il n'est pas préférable de passer de l'opacité à la démonstration de force, en prenant le risque de s'attirer la désapprobation internationale. Concerné par une éventuelle escalade nucléaire, le ministre de la science, Yuval Neeman, organise une conférence publique dans laquelle il confirme que face à une attaque chimique irakienne, Israël utiliserait en représailles « les mêmes armes », c'est-à-dire qu'il reconnaît qu'Israël en possède. Un général israélien à la retraite se contente de recommander aux Américains l'utilisation d'une bombe à neutron contre Bagdad<sup>906</sup> !

Les Américains interdisent à Israël de riposter. Le secrétaire d'État américain, James Baker, rencontre Tarek Aziz, le ministre des Affaires étrangères et le met en garde sur l'utilisation de telles armes car cela choquerait l'opinion américaine et internationale. Baker fait comprendre à demi-mot que si l'Irak n'obtempère pas, les États-Unis frapperait eux-mêmes l'Irak par des armes nucléaires. En échange de la retenue israélienne, des *Patriot* sont livrés, et le pays a le droit de désigner 100 cibles que *l'US Air Force* devra détruire prioritairement, dont les deux réacteurs en chantier. Les Américains, craignent plus que tout que Saddam Hussein, poussé à la défaite, ne lance une charge non-conventionnelle, et c'est pourquoi *l'US Air force* frappe en priorité les pas de tir mobiles<sup>907</sup> aidée par des commandos israéliens. Les satellites Américains doivent de surcroît avertir Israël de toutes chutes de *Scud*. Israël exige en sus de Washington une parité en avions de combat avec l'Arabie Saoudite<sup>908</sup>.

## II.2 Les sirènes du désarmement

### II.2.1 Le désarroi des faucons dans un climat pacifique

L'opération *tempête du désert* se termine. La fin du danger irakien délégitime les ADM israéliennes mais Saddam reste au pouvoir. On peut à ce sujet émettre cette théorie. Depuis 1989, plusieurs alliés d'Israël sont attaqués ou forcé à faire des concessions (Roumanie, Brésil, RSA), peut-être afin d'amener Israël à céder sur le dossier du nucléaire. C'est une possibilité. Les instances internationales vont-elle jouer leurs rôles pour imposer le désarmement<sup>909</sup>, maintenant que la situation n'a jamais été aussi favorable pour la paix ? Certes, les arsenaux nucléaires pakistanais et indiens pourraient être eux-aussi concernés par un

<sup>905</sup> Mourrad AL DESSOUKI, *Contrôle des activités militaires et des armements en méditerranée sud*, Publisud, 1995, p. 75.

<sup>906</sup> Deborah AMOS, *Lines in the Sand: Desert Storm and the Remaking of the Arab World*, New York, New York: Simon and Schuster, 1992, 105.

<sup>907</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 323.

<sup>908</sup> Martin VAN CREVELD, *op. cit.*, 321-322.

<sup>909</sup> Hubert VEDRINE, *Continuer l'Histoire*, Fayard, 2007, 150 pages, p. 10.

démantèlement, mais à l'inverse d'Israël, qui est véritablement propriétaire de son arsenal, les deux autres États de seuil possèdent une dissuasion sous clés étrangères.

Comme le souligne Eytan, en 1991 : « Israël sort renforcé sur tous les plans. Le pays obtient de l'administration américaine les garanties nécessaires pour sa défense »<sup>910</sup>. La Russie puis la Chine établissent des relations diplomatiques avec Israël. L'OLP et le Vatican reconnaissent l'État hébreu. Les États-Unis récompensent la Syrie et l'Égypte de leurs participations en effaçant une grande partie de leurs dettes et en injectant des fonds publics et des aides militaires. Le 6 mars, les parties en présence proposent d'établir un processus de paix général sur la base des *résolutions* 242 et 338. Le 29 mai, l'administration Bush, dans le cadre de son *Middle East Arms Control initiative*, repropose une lutte contre les ADM au Moyen-Orient, et confie à son représentant à l'AIEA, M. Newlin, de le signifier à l'AIEA<sup>911</sup>. Le président parle d'un *New World Order* dans lequel la désormais hyper puissance doit redéfinir son rôle en garante de la paix pour le reste du monde. Israël n'a donc plus besoin de sa dissuasion. Aussi, l'*US Strategic Air Command*, dans un rapport plus médiatisé qu'à l'accoutumée, afin de mettre Israël devant le fait accompli, considère ce pays *de facto*, et de manière officielle, comme un État nucléaire, avec des missiles intercontinentaux, des obus, des lanceurs spatiaux, des missiles de portée intermédiaire de 3000 km, des bombes aériennes, tactiques, thermonucléaires et des mini-bombes<sup>912</sup>. Un autre rapport émanant du *House Committee on Armed Services Subcommittee on Research and Development* cite Israël comme pays pouvant « potentiellement » menacer les États-Unis d'une frappe nucléaire, avec l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud<sup>913</sup> ! Un discours inédit ! Pour sa défense, devant le Congrès et l'ONU, Israël renouvèle sans cesse ses doutes sur le désarmement irakien en s'appuyant sur des rapports du Mossad. Lorsque la menace irakienne est déclarée comme totalement absurde, Israël trouvera un nouvel argument, l'Iran. Les lobbies militaro-industriels soutiennent cette crédibilité. Bush rappelle à Israël que les principaux dangers sont écartés et propose que les pays du Moyen-Orient gèlent leur production de matières fissiles, cette décision visant bien sûr en tout premier lieu l'État hébreu. Les Israéliens répliquent en forçant les rapporteurs à exclure leur pays de la liste des menaces balistiques au motif que le *Jericho-2* est plus sud-africain qu'israélien<sup>914</sup> !

<sup>910</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphonse, 2008, 285 pages, p. 139.

<sup>911</sup> AIEA, Thirty-fifth regular session, Item 8 of the provisional agenda, (GC(XXXV)/952, « Israeli Nuclear Capabilities and Threat », The application of Agency safeguards in the Middle East Report by the Director General, 2 août 1991, GC 35/960.

<sup>912</sup> *Jane's Intelligence Review*, Special Report n° 14 p 15

<sup>913</sup> *Wisconsin Project on Nuclear Arms Control*, 30 avril 1992, « Before the House Committee on Armed Services Subcommittee on Research and Development », Gary MILHOLLIN,

<sup>914</sup> *The Washington Post*, 16 août 1992, « Why Are U.S. Firms Still Able to Aid the Mideast Missile Race? » Gary MILHOLLIN and Gerard WHITE.

Le Brésil et l'Argentine mettent officiellement fin à leur programme. Le 18 juillet, ces pays créent l'Agence argentino-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires. La position de Tel-Aviv est donc de plus en plus difficile car ce sont deux fournisseurs d'Israël qui désormais doivent se conformer aux textes. Les chefs d'États des pays andins adoptent, au sommet de Carthagène, la *Declaration on the Renunciation of Weapons of Mass Destruction*. La France et la RSA (une double coïncidence?) rejoignent le TNP. Le 31 juillet, les *SS-20* et *Pershing-2*, les épées de Damoclès de la Guerre Froide, sont démantelées par le traité START I, prévoyant dès le 5 décembre 1994, la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives, sur 7 ans, des vecteurs et de leurs performances. Le nombre d'ICBM est prévu pour être réduit à 1600 vecteurs et les réserves stratégiques à 6000 ogives. Bush décrète l'assouplissement des pré alertes nucléaires. Mais les autres vecteurs non balistiques ne sont pas concernés, ni même la recherche militaire et la prolifération qualitative. Entre temps, Israël devient membre observateur de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). En dehors des États Européens, la Turquie l'avait précédé, la Russie en 1993, le Japon en 1995, les Etats-Unis en 1997 et l'Inde en 2002 suivront. En fait tout les véritables proliférants intégreront le CERN.

### **II.2.2 La conférence de Madrid : Avancées et reculades dans la prolifération israélienne**

Dès juillet, l'administration Bush annonce que le contrôle des armements et l'arrêt de la production de matière fissile doit se concentrer d'abord au Moyen-Orient<sup>915</sup>. Dans cette optique, il associe la Russie en proposant, dès septembre, le partage de renseignements de la station de Nurrungar, exploitant les données d'un satellite du *Defense Support Program*, en orbite au-dessus de l'Océan Indien et du Moyen-Orient, au grand dam d'Israël<sup>916</sup>. Il est probable que dans le cadre d'un désarmement général, les Etats-Unis aient proposé à Israël de céder sur les matières fissiles, afin de faire bonne figure, alors qu'en fait, une partie du trop plein américain en matériel nucléaire, devant normalement être détruit, prend secrètement la direction de Dimona. Le 11 août, un département spécial est créé à l'intérieur du ministère des Affaires étrangères israélien afin de promouvoir un désarmement conventionnel et non-conventionnel dans la région. Cette vitrine est une instance idoine, destinée à négocier avec la communauté internationale, dans le cadre de la conférence de Madrid (présidée par Aaron Miller), une initiative internationale dont le but est de régler le premier problème au centre de tout, et qui ne pouvait se résoudre dans le contexte de la Guerre Froide. Le 12 septembre, devant un président médusé, un milliers de membres de l'Aipac font irruption au

<sup>915</sup> JCSS, volume 1, n°4, janvier 1999, «Israel and the Cut-Off Treaty», Shai FELDMAN.

<sup>916</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 144.

Congrès<sup>917</sup> pour forcer Bush à faire machine arrière. Tout ce conjugue pour faire pression sur l'État hébreu... officiellement. Ainsi, le 24 octobre, le *Jerusalem Post* reprend l'information véhiculée par un l'américain *Nucleonics Week*, affirmant que Dimona a été victime d'un incendie accidentel<sup>918</sup>. L'évènement alimente l'opposition israélienne au nucléaire au point qu'on se demande si la CIA n'organise pas une campagne de dénigrement en ce sens. Les opposants du programme accusent une bombe de moins en moins utile dans un monde qui se pacifie. Les évènements internationaux conduisent les experts à proposer au moins la remise en cause de l'opacité, ce qui est bien mal connaître les motivations intrinsèques au programme.

Entamées à partir du 30 octobre, la conférence de Madrid, prémices aux accords d'Oslo, sont suivies à partir du 3 novembre par plusieurs réunions jusqu'au 24 janvier 1994. Le principe de « *land of peace* » est le fil conducteur de la Conférence, organisée par le secrétaire d'État James Baker. Ce dernier veut, selon ces propres dires, « tordre le bras d'Israël »<sup>919</sup>. La négociation est prometteuse car l'OLP, qui refusait jusqu'à présent la présence d'Israël, devient un partenaire incontournable de la négociation. C'est la première fois que les États Arabes, les Palestiniens et les Israéliens discutent ensemble. Arafat est autorisé à rentrer en Palestine, grâce à Pérès, pour organiser l'embryon de l'Autorité Palestinienne. Toutes les questions sont abordées, y compris celles des ADM. On pense que parmi les mesures permettant un *state building* palestinien, la bombe, garantie de paix, pour donc édifier et protéger un État palestinien après avoir fait de même pour Israël ! Mais dans les médias et dans les *think tank*, ce point précis n'est pas publié. Israël promet seulement d'étudier le MTCR. James Baker se heurte à l'intransigeance de Shamir sur le nucléaire. Néanmoins, les discussions permettent d'établir une représentation diplomatique israélienne avec le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie, le Qatar, Oman, et l'Inde. Pour faire plier Israël, Bush demande au Congrès de bloquer une garantie de prêt pour dix milliards de dollars. Pire, il gèle les crédits accordés à l'État hébreu pour financer le retour des juifs d'URSS.

Devant les fortes réserves israéliennes, y compris sur le plan Baker à propos de la question palestinienne, George Bush lâche à la Conférence de Madrid « je suis un petit gars tout seul contre environ un millier d'agents du lobby »<sup>920</sup>. Le « petit gars », qui fut tout de même patron de la CIA (couvrant ainsi de nombreuses opérations spéciales) oublie de dire que les Etats-Unis entament l'initiative *Life Extension Program* qui allonge la durée de vie de ses armes atomiques pour contourner la prolifération<sup>921</sup>. « Nous avons le dernier mot »<sup>922</sup>

<sup>917</sup> *Le Nouvel Observateur*, semaine du 28 mai au 3 juin 2009, « Juifs américains : Lobby contre Lobby ».

<sup>918</sup> *The Jerusalem Post*, 24 octobre 1991, « Americans Cry Fire ».

<sup>919</sup> *Israel Magazine*, juin 2008, « Israël a soixante ans », p. 15.

<sup>920</sup> Dominique LORENTZ, *Ibid.*

<sup>921</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe, op.cit.*, p. 100.

<sup>922</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ... , op.cit.*, p.248.



tonne également Bush sur l'extension des colonies. Israël cède, mais cette menace déplaît au lobby militaro-industriel, qui alors s'inquiète, après la guerre du Golfe, de la baisse des budgets de la défense et de l'allocation donnée à Israël, dont ils sont les premiers bénéficiaires<sup>923</sup>. Mais l'information la plus importante pour Israël concerne, en avril 1992, la formulation de la *résolution 687*, portée par les États-Unis sur la demande des États Arabes, qui note qu'après la Guerre du Golfe, « la menace de toutes les ADM sur la paix et la sécurité de la région exige la création d'une *MENFZ* », c'est-à-dire un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires. C'est pourquoi David Kay, chef de la délégation des inspecteurs nucléaires de l'ONU en Irak, répond à un journaliste israélien : « Les révélations des inspecteurs onusiens en Irak doivent faire comprendre à Israël et à d'autres pays qu'il faut arrêter la course aux armements nucléaires et arriver à un accord de dénucléarisation, qui comprendra Israël. J'espère qu'Israël va ouvrir ses portes devant les inspecteurs de l'ONU. J'espère bien que ce sera ma prochaine tâche, après l'Irak »<sup>924</sup>. Pourquoi l'Inde et le Pakistan ne sont pas inquiétés ? Pourquoi la *MENFZ* n'inclue pas la question des autres armes non-conventionnelles que possède Israël et la plupart de ses voisins. Ces questions discréditent l'initiative.

Israël explique à nouveau sa réticence : les Républiques anciennement soviétiques (surtout musulmanes) qui ont hérités d'ADM peuvent en faire bénéficier ses ennemis. Y compris pour cette raison, le 3 avril, se réuni à Varsovie, le *NSG* qui exige des garanties intégrales comme condition d'exportation de matériaux stratégiques. En vertu de ce protocole, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine s'engagent à adhérer au TNP dans les meilleurs délais, en tant qu'EDAN. Pour Israël, c'est un argument en moins. Autre concession qui lui est faite, la résolution assimilant le sionisme à un racisme est abrogée<sup>925</sup>. Suite à la conférence de Madrid, l'*ACRS* est accepté et donc, Israël finit par admettre le principe d'une *MENFZ*. Dans ce cadre, Israël rend à la Norvège la moitié de l'eau lourde acquise. L'ONU promet, en contrepartie des aménagements sur la *MENFZ*, pour l'instant : « compte tenu du processus de paix engagé au Moyen-Orient, qui vise à la conclusion d'une paix générale et juste et comporte notamment des pourparlers sur la création d'une *MENFZ*, il serait souhaitable de ne pas examiner ce point de l'ordre du jour durant la trente-sixième session »<sup>926</sup>. Autrement dit, Israël parvient encore à repousser la question *sine die*. Le *Groupe de travail multilatéral sur la limitation des armements et la sécurité régionale*, qui n'a pas tenu de réunion plénière depuis décembre 1994 ne se prononce toujours pas clairement et refuse l'assistance de l'AIEA pour régler le dossier. La feuille de route pour le règlement du conflit israélo-palestinien au

<sup>923</sup> *Mouvements n° 33/34*, « Le 'Lobby Juif' aux États-Unis: contre les stéréotypes, la transparence », Jim COHEN, Mai-Juin-Juillet-Août 2004, p. 103 et 104.

<sup>924</sup> *Le Monde Diplomatique*, février 1999, « Israël assume sa bombe ».

<sup>925</sup> Hubert VEDRINE, *Continuer l'Histoire, op.cit.*, p. 18.

Moyen-Orient, qui intègre les ADM, élaborée par le quartette (Etats-Unis, Russie, UE et ONU) ne parvient pas lui non plus à régler le dossier. Des négociations s'amorcent entre Washington et Tel-Aviv sur l'arrêt de production de plutonium contre le droit de conserver les armes nucléaires existantes.

### **III Vers la puissance absolue**

#### **III.1 Les accords d'Oslo : un trompe-l'œil**

##### **III.1.1 La bombe contre la paix: *Pax Atomica***

Les essais nucléaires américains sont stoppés pour 9 mois à la suite d'un vote du Sénat en octobre. Ce désarmement inquiète Israël car le programme américain était souvent *de facto* commun. Les initiatives de désarmement de Bush déçoivent les lobbies pro-israéliens et militaro-industriels qui, après avoir soutenu 12 ans de républicanisme (les lobbies, pas les juifs américains), font de nouveau confiance aux démocrates. Fin 1992, l'affaire *Steiner* éclate. Ce membre de l'AIPAC lâche maladroitement devant un micro « Nous avons une douzaine de personnes dans son [Clinton] quartier général ». L'homme est obligé de démissionner<sup>927</sup>. Bush est battu en faveur de Clinton, en novembre 1992. Il est vrai que la récession économique et certaines promesses non-tenues ont été fatales au Président. En Israël aussi, la majorité change. Le travailliste Itzhak Rabin remplace le likhoudnik Itzhak Shamir. Il orchestre timidement une politique d'apaisement grâce à l'autorité de son passé militaire prestigieux. Il forme avec Clinton un couple uni sur les mêmes positions, ce qui aboutira d'ailleurs aux accords d'Oslo. Les deux hommes veulent poursuivre la paix et la déprolifération, mais avec modération. Clinton et son assistant spécial pour les affaires israéliennes et arabes, Robert Malley, ne juge cependant pas illégale la colonisation, les territoires n'étaient pas occupés mais selon lui « contestés »<sup>928</sup>.

Néanmoins le Pakistan, prenant le contre-pied du mouvement général, fait comprendre qu'il n'a pas l'intention de réduire ses armements, et l'Iran continue son programme. Israël s'appuie sur ces deux prétextes auxquels s'ajoutent la Syrie et le terrorisme<sup>929</sup> pour refuser d'adhérer au TNP, d'autant que l'Inde et le Pakistan font de même. Il avance de plus que la bipolarisation fait place à la généralisation des conflits régionaux, dans les quels l'atome militaire reste nécessaire. Le 3 janvier 1993 est signé le traité START II qui prévoit de réduire les arsenaux. Mais les nombreux passe-droits font que le traité n'est pas entièrement appliqué. Il n'est d'ailleurs pas ratifié par le Sénat américain. A cette occasion, Shimon Pérès lâche du lest en se disant prêt à autoriser une inspection des installations nucléaires du pays si un

---

<sup>926</sup> AIEA, GC(47)/6, 21 juillet 2003, « Israeli nuclear capabilities and threat ».

<sup>927</sup> JJ GOLDBERG, « *Jewish Power, Inside the American Jewish Establishment* », Basic Books, 1996, p. 225-226. « *Real Insiders, a Pro-Israel Lobby and an F.B.I. Sting* ». Voir aussi *The New Yorker*, 4 juillet 2005.

<sup>928</sup> Antoine SFEIR, *op.cit.*, p. 63.

accord général portant sur une région exempte d'ADM est signé par tous les États. Mais inspection ne veut pas dire renoncement à l'arme. Du 17 au 19 mai, au sein des préparatifs du processus de paix, un groupe de travail sur le contrôle multilatéral des armes se réunit de nouveau à Washington. On évoque l'idée d'une cellule de travail de vérification nucléaire sous l'égide du Caire<sup>930</sup>. Ni la Syrie, ni le Liban n'y participent, mais pour la première fois, s'assied à la table une délégation palestinienne. Israël présente alors des signes de bonne volonté. L'IAEC, change de représentant, au profit de Gideon Frank, dont le discours s'avère plus diplomatique.

Le 13 septembre sont signés les Accords d'Oslo. Pérès, architecte de la dissuasion et chef de la diplomatie, en reste l'acteur incontournable. Rabin avait proclamé « Je négocierai comme s'il n'y avait pas la violence et je continuerai la guerre comme s'il n'y avait pas de négociations »<sup>931</sup>. Au niveau de la sécurité, Oslo engendre le rêve d'une région stabilisée et pacifiée. Mais la plupart des politiques israéliens, à commencer par Ehud Barak, estiment que « les négociations de sécurité d'Oslo sont comme le fromage suisse avec plus de trous que le fromage ». Les traités sont assimilés comme une victoire de la pression terroriste (l'OLP en est la grande gagnante) sur la société israélienne, même s'ils cassent l'image d'agresseur d'Israël. Les pourparlers entérinent l'existence juridique d'Israël, et ouvrent de vraies perspectives de dialogue, de nouvelles pistes de paix. Hormis pour les extrémistes des deux bords, les accords de paix donnent de l'espoir. L'économie régionale en profite, grâce notamment au tourisme, aux investissements étrangers et aux aides américaines et européennes. Pérès parle alors de *pax economicus*, sur le modèle du rapprochement économique et politique du couple franco-allemand, avec la Jordanie et l'Égypte, qu'exacerbe l'apport de la technologie nucléaire et biochimique civile. « Les nouveaux champs de bataille sont les universités, les combattants des ingénieurs, et la matière grise a remplacé la force des canons »<sup>932</sup> estime devant les micros Pérès. Mais beaucoup refuse ces accords, en premier lieu les bellicistes arabes et israéliens. Après tout, seul est concerné le litige israélo-palestinien, pas ceux entre Israël et ses voisins, dont certains soutiennent le terrorisme. La noria des attentats et des représailles ne cesse donc pas pour autant, bien au contraire. Le JCSS constate qu'après la mise en place des premières phases du processus, leur nombre recommence à croître, et n'est réduit qu'avec des actions de représailles armées<sup>933</sup>. Aussi, Israël reste convaincu qu'il ne peut vivre en paix qu'en dissuadant par la force. Les accords ne permettent pas de réduire de manière drastique le budget de la défense.

<sup>929</sup> JCSS, Volume 1, n°1, mars 1998, « Change in Israeli Nuclear Policy? », Emily LANDAU.

<sup>930</sup> *The CBWCB*, n° 21, septembre 1993, 28 page, p. 3.

<sup>931</sup> Yves BONNET et Albert FARHAT, *Gaza au cœur de la tragédie*, Paris, Timée, 2009, p.15.

<sup>932</sup> Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël*, *op.cit.*, p. 45.

### III.1.2 Des révélations et des promesses officieuses pour un traité mitigé

Malgré ses relations plutôt bonnes avec Israël, Clinton n'en est pas moins déterminé à remporter une victoire là où ses prédécesseurs ont échoué. Le 27 décembre, Israël soutient le principe d'un traité contrôlant la production et l'échange de matières fissiles (FMCT) par l'UNGA 48/75. Bill Clinton propose une convention multilatérale, proscrivant la production d'uranium ou du plutonium, afin d'éliminer si possible l'accumulation des réserves et s'assurer que là où ces matériaux existent, ils doivent être soumis à la surveillance internationale. Les négociations font suite aux tractations secrètes dans les antichambres des accords de Madrid et d'Oslo. En réalité, Israël ne cède pas. Ce traité, que les experts ont un peu trop vite pris pour une étape supplémentaire dans le désarmement est en réalité, comme le soulève très judicieusement le JCSS, un texte *had hoc* pour éviter que l'Inde, le Pakistan et Israël ne signent le TNP, tout en évitant la prolifération pour les autres États. En signant le FMCT plus clément et moins scrupuleux, les trois pays évitent également d'afficher ouvertement leurs arsenaux<sup>934</sup>.

Clinton n'est pas encore satisfait et autorise la CIA à révéler qu'Israël privilégie maintenant la bombe à neutron et à hydrogène, et risque de relancer la course à l'armement<sup>935</sup>. Alors que la CIA cible Israël comme proliférateur de missile et bénéficiaire de l'aide « occulte » d'entreprises américaines en balistique (une première !), l'administration Clinton finit par ignorer superbement le rapport en autorisant l'exportation de matériel pour la construction du *Shavit*, au motif que c'est d'abord un lanceur spatial avant d'être un missile intercontinental<sup>936</sup>. Egalement, ce n'est pas un hasard si le 5 janvier 1994, le quotidien égyptien *Al-Sha'b* accuse son voisin d'augmenter la puissance de Dimona. Afin de juguler les informations persistantes probablement colportées par les Etats-Unis, qui s'ajoutent à celles fustigeant la pollution radioactive autour du site, la ville de Dimona autorise le 9 juin un groupe de journalistes, triés sur le volet, à visiter des alentours de la centrale. Rassérénées, les instances internationales engagent Israël à poursuivre le processus de paix. Mais les Égyptiens ne sont pas convaincus. Or, le 27 janvier, le ministre de l'environnement Yossi Sarid invitait des scientifiques égyptiens à Dimona, afin de leur prouver qu'il n'y a aucune fuite radioactive. Mais ils ne sont pas autorisés à pénétrer dans le réacteur même<sup>937</sup>.

Pour en terminer avec le prétexte irakien, les Etats-Unis bombardent le complexe de Zaafaraniyeh, accusé d'enrichir de l'uranium, ce qui sous-entend que l'Irak est toujours

<sup>933</sup> JCSS, août 2002, « The crisis in the Oslo Process through the Prism of Israeli Deterrence », Isaac BEN ISRAEL.

<sup>934</sup> JCSS, vol 1, n°4, janvier 1999, « Israel and the Cut-Off Treaty », Shai FELDMAN.

<sup>935</sup> *The Nonproliferation Review*, Hiver, 1994, p. 109.

<sup>936</sup> *The Risk Report*, Volume 1, n°5, juin 1995, « Israel-U.S. Trade Grows but Missile-Related Exports are Still Controlled », p. 8. Il s'agit du *Commerce watch list, Supplement 6, Part 778 of the Export Administration Regulations* qui interdit d'aider un pays à posséder des missiles de 300 km de portée pour une charge d'une demi-tonne.

<sup>937</sup> AFP, 27 janvier 1994, « Israel Invites Egypt to Check Radioactivity at Dimona Reactor ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.

proliférant. Sans doute en récompense, le 4 mai, Israël accepte de signer l'accord *Oslo I* sur le retrait israélien des territoires occupés, puisque sa sécurité garantie par sa dissuasion continue à bénéficier de l'aide américaine, une condition informelle finalement pour la signature du traité. Le texte est suivi, par la suite, par le traité de paix signé avec la Jordanie, qui clos officiellement la guerre larvée qui s'était depuis longtemps transformée en coexistence quasi pacifique. Tel-Aviv accepte avec l'Inde et le Pakistan une convention sur la protection du combustible nucléaire et la gestion des déchets radioactifs<sup>938</sup>. La contre-prolifération a-t-elle réussie ? Pas vraiment, car dans l'article 4 du TNP, les 5 EDAN ainsi que les trios des puissances officieuses sont autorisés à se servir du plutonium déjà stocké, même si celui-ci est « illicite »<sup>939</sup>. Il autorise même et encourage à promouvoir la coopération technique sous contrôle pour « le développement des applications de l'énergie pacifique ». De même, l'article 3 du traité n'interdit pas l'enrichissement, la production de plutonium civil et le stockage de matières radioactives. Hypocrisie totale, en même temps, le traité « oblige les EDAN à ne pas aider les autres pays à acquérir et produire l'arme ». La Corée du Nord se charge de ridiculiser le désarmement en envisageant de se retirer du TNP. C'est le début d'un long feuilleton pendant lequel ce petit pays entamera un incessant bras de fer avec l'AIEA, pour aboutir 13 ans plus tard à l'arme suprême. Ce qui ne persuade pas Israël de signer le TNP.

### III.2 Des échanges stratégiques russes à destination d'Israël?

Les relations entre l'URSS et Israël, nous l'avons étudié, n'ont jamais été simples, ni manichéennes. Cependant, elles prennent une orientation nettement en faveur d'Israël sous Eltsine. A cette époque, la Russie, ancien entrepôt géant d'armes de toutes sortes, y compris NBC, suscitent l'inquiétude. L'adhésion au TNP de l'Ukraine, suivit plus tard des autres Républiques Soviétiques, après que la crainte de les voir en puissance atomique, réduit cette peur. Cependant, Yevgeniy Primakov, responsable des renseignements russes, accuse la mafia internationale, en particulier celle exerçant dans les anciennes républiques soviétiques, de vendre de la technologie et du combustible aux pays du Moyen-Orient, en particulier à l'Iran, à la Libye, et à Israël, par l'intermédiaire de sociétés écrans scandinaves, allemandes, autrichiennes et suisses<sup>940</sup>. Les instances internationales se réunissent afin de bâtir un appareil législatif contre le phénomène de la fuite des cerveaux soviétiques dans les secteurs stratégiques. En fait, les cas de fuites vers des pays préoccupants existent, mais sont relativement rares. Adolf Jaekle est arrêté à Constance en Allemagne avec 6 grammes du

---

<sup>938</sup> *Issue Review*, n°16, mai 1999, « *Engaging Non-NPT Parties in the Nuclear Non-Proliferation Regime* », Lawrence SCHEINMAN, p. 5.

<sup>939</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, Non-prolifération, « *Israel from Tracking Nuclear Proliferation* », 1998.

plutonium, à destination de la Corée du Nord et de l'Irak<sup>941</sup>. Le 10 août 1994, deux cents grammes de plutonium transite par Moscou par l'intermédiaire du colombien Justiano Torres et d'un savant russe Igor Tashanka. Le Mossad parvient à arrêter les deux hommes. On a connu par le passé le fantasme de la vente clandestine à des pays orientaux de « mercure rouge » (Hg<sub>2</sub>Sb<sub>2</sub>O<sub>7</sub>), un ingrédient « médiateur » dans la fabrication d'arme nucléaire. Il s'agit en fait d'un nom de code, à l'époque soviétique, pour désigner le *Lithium 6D*. La Chine, l'Arabie Saoudite, l'Inde, l'Irak, l'Iran et la Syrie auraient été grugés par ce trafic d'escrocs bulgares et suisses, dont la seule fin aient été « de gaspiller des ressources que d'aucuns pourraient destiner au véritable trafic nucléaire »<sup>942</sup>.

Il est vrai que la Russie reconstruit la maintenance de la centrale de Busher en Iran. Malgré les dires du porte-parole du ministère russe de l'Énergie Atomique, Georgy Kaurov, les contreparties sont floues. Le ministre de l'Industrie et du commerce Nathan Sharansky lors de sa visite à Moscou, se voit répondre par le Premier ministre Sergei Kiriyenko, le 21 mai 1998, que la Russie ne fera rien qui mettrait en cause la sécurité d'Israël<sup>943</sup>. Le *Jerusalem Post* entre dans la polémique en publiant avoir obtenu un document iranien, daté du 26 décembre 1991, dans lequel le chef des Gardes de la Révolution écrit au chef de l'agence atomique du pays, Reza Amrollahi, que du matériel permettant de construire deux bombes atomiques sont arrivées de Russie entreposées au camp militaire de Lavizan. L'*US Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare* estime que le document datant du 20 janvier 1992, est à 98% valable, et qu'il prouve que cette fourniture de matériel permettra à l'Iran de construire deux à trois bombes nucléaires pour ses missiles. Un officiel du *Minatom* russe, Gennady Tarasov, dément en affirmant que les installations nucléaires russes sont sûres et qu'aucun vol n'a été commis. Georgy Kaurov, porte parole du ministère russe de la recherche atomique, dit que les bombes russes sont recensées et numérotées.

Ce phénomène, que les experts de l'époque mettent en exergue pour annoncer à tort une apocalypse atomique provenant des pays arabo-musulmans et des terroristes, concerne en fait surtout les États de seuil, dont Israël. C'est l'avis d'Attali qui, sans mentionner spécifiquement Israël, nous apprend : « Plusieurs centaines de savants russes spécialistes du nucléaire ont déjà émigré. On en rencontre aussi ailleurs, y compris dans les pays proliférants »<sup>944</sup>. Des scientifiques juifs soviétiques et est-allemands travaillant pour le KGB et la Stasi, quittent leur pays pour Israël, attirés par les hauts salaires, autant dans les secteurs nucléaires que biochimiques<sup>945</sup>. Beaucoup de scientifiques juifs ex-soviétique choisissent de

<sup>940</sup> *Pravda*, 17 mars 1993.

<sup>941</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, op.cit., p. 125.

<sup>942</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, op.cit., p. 131.

<sup>943</sup> *Maariv*, 22 mai 1998.

<sup>944</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, op.cit., p.116.

<sup>945</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, p.53.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
s'installer d'ailleurs... à Dimona. Ainsi, la presse allemande mentionne qu'en 1991, vingt scientifiques de très haut niveau rejoignent les centres de recherches. On dit même que la Russie et Israël entament des pourparlers pour l'achat d'un réacteur, information démentie plus tard<sup>946</sup>. En septembre 1992, les SR allemands soulignent que de 1989 à 1992, 40 ingénieurs soviétiques ont optimisé la dissuasion israélienne. Enfin, Eltsine autorise l'exportation vers Israël de tritium, de lithium et du palladium (utile pour séparer le tritium de l'hélium). Dans les années 1990, ce seront en tout 13000 chercheurs soviétiques qui s'intégreront aux programmes NBC du pays, dans le cadre d'accords sur l'émigration juives ex-soviétiques, notamment<sup>947</sup>. Au début de la décennie d'ailleurs, l'Allemagne est un des premiers pays à laisser partir des matières radioactives, loin du cliché de l'État failli qui se laisse piller. Les États Voyous ne sont pas les seules à importer ces matières. Lorsqu'il s'agit d'Israël, on a jamais la preuve, mais l'aide militaire allemande à Israël, y compris par des voies clandestine, est connue. Le Service de renseignement canadien précise d'ailleurs : « Les acheteurs de matières nucléaires en contrebande peuvent être des États qui cherchent des raccourcis pour bâtir une capacité nucléaire ou augmenter leurs stocks existants »<sup>948</sup>.

### **III.3 La remise en question de la dissuasion chimique**

#### **III.3.1 Une régulation progressive vers l'abandon des armes chimiques israéliennes**

Le ministère des Affaires étrangères israélien promet, le 11 août 1991, dans les négociations informelles de Madrid, de ratifier la CAC<sup>949</sup>. Le 9 septembre, à Genève, la troisième conférence sur les armes bactériologiques déplore toujours que la Birmanie, l'Égypte, le Maroc, la Syrie et les Émirats Arabes Unies refusent de ratifier le traité et qu'Israël, l'Algérie et l'Oman, ici observateurs, ne l'ont pas signé. Le 2 octobre, le ministre des Affaires étrangères David Lévi s'en explique: «L'élimination des armes chimiques tout autour du monde, et spécialement au Moyen-Orient, est de la première importance et c'est pourquoi Israël exprime avec empressement à rejoindre ce traité. Il faut encore, pour qu'il soit effectif, que tous les pays de la région y adhèrent»<sup>950</sup>. Hostile à ce projet, Ariel Sharon, le 27 octobre, alors attaché au ministère, rétorque, lors d'un discours à Beersheba, que la Syrie possède « le plus important arsenal chimique du monde ». Pour les experts, il est clair que Sharon représente l'avertissement de la position israélienne, sa version officieuse, à savoir un refus de

---

<sup>946</sup> *International Affairs*, février 1992, « The Soviet Nuclear Breakup Promise or Peril? », Gary MILHOLLIN et Gerard WHITE.

<sup>947</sup> D'après le *Nuclear Control Institute*, trois lots de 1,4 à 2 kilos d'uranium ont été interceptés en 1992 et 1994, « dont un impliquant des officiers de haut rang et un marchand d'armes du Moyen-Orient », mais on ne sait pas quel pays ... *Les Echos*, du 15 Janvier 1999, page 59.

<sup>948</sup> *Service Canadien du renseignement de Sécurité*, mai 1995, « Contrebande de matières nucléaires spéciales ».

<sup>949</sup> *Maariv*, 11 août 1991.

<sup>950</sup> *Haaretz*, 4 octobre 1991.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
toute négociation. Ce que le gouvernement ne peut se permettre, Sharon l'exécute, et pas seulement dans ce domaine.

En 1991-1992, une commission idoine, *l'Arms Control and Regional Security (ACRS)* est créée, se chargeant à la fois des pourparlers sur les ADM de la région et également du processus de paix, les deux questions étant liées. Le 23 septembre 1992, l'ONU rappelle cependant que l'adhésion d'Israël au traité est la condition *sine qua non* pour qu'évolue positivement le processus. En octobre, à l'assemblée générale de l'ONU, l'ambassadeur israélien Yehiel Yativ estime que l'universalité de la CAC doit respecter les caractéristiques de chaque pays en fonction de leurs obligations, sans pour autant être perméable à des dérogations techniques. Sauf qu'ici, Israël demande d'adhérer au traité en obtenant ces dérogations<sup>951</sup>. Tel-Aviv présente néanmoins à l'ONU, le 28 octobre, en partenariat avec la Russie et le Kazakhstan, une ébauche d'adhésion aux conventions<sup>952</sup>. Cependant, un événement malheureux va craqueler le verni de l'opacité des armes chimiques du pays : le crash du Boeing de la El AL.

### III.3.2 La mystérieuse cargaison du cargo de la EL AL

Le 4 octobre 1992, un *Boeing 747-200* de la *El Al* (compagnie israélienne, vol LY1862) provenant de l'aéroport JFK de New York<sup>953</sup>, s'écrase, près de l'aéroport de Schiphol (Amsterdam) où il venait faire escale. Les bâtiments au sud-est des quartiers de Bijlmermeer sont soufflés par l'explosion. Le bilan est lourd: 47 morts et 3000 habitations endommagées. La nature du fret est à l'époque dissimulée à la presse. Le jour même, le ministre néerlandais des transports, Hanja Maij-Weggen et le gouvernement israélien affirment que l'avion ne contenait que du « parfum, des fleurs et des articles de mariage »<sup>954</sup> ! Les rumeurs enflent : l'appareil transporterait en fait, pour l'IIBR, 20 tonnes de produits toxiques dont 200 litres de méthylphosphonate de diméthyle (DMMP), de l'acide fluorhydrique et de l'isopropanol<sup>955</sup>. Des habitants affirment avoir vu, sept heures après le drame, des scientifiques en combinaison NBC distribuer des vêtements de protection aux personnes entourant la carcasse. Puis d'autres informations soutiennent que des véhicules, appartenant à la section française du Mossad (comment les identifier ?), ont été aperçus. La pertinence des rumeurs se vérifie lorsque les habitants, policiers et pompiers commencent à souffrir de cancers, de fatigue, des problèmes de respiration, de chutes de cheveux, de

<sup>951</sup> *The CBWCB*, décembre 1992, *Ibid.*

<sup>952</sup> *The CBWCB*, décembre 1992, *op.cit.*, p. 20.

<sup>953</sup> *Media Monitors Network*, 8 janvier 2003, «*The Israeli poison gas attacks, A preliminary investigation*», James BROOKS.

<sup>954</sup> *The Independent*, 4 octobre 1998, «Israel fails to calm Dutch anger over 'nerve gas' crash».

<sup>955</sup> *SIPRI yearbook*, 1999.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
troubles neurologiques, de confusion mentale, de dépression et d'encephalomyelitis<sup>956</sup>. Les médecins établissent rapidement le lien entre l'accident et les pathologies constatées. Six mois après l'accident, le ministre néerlandais de la Santé commande une enquête qui conclut que les douleurs sont dues à la présence d'infimes quantités d'uranium que contenaient certaines parties de la structure de l'appareil<sup>957</sup>.

Pendant plusieurs années, on fait taire les rapports. Le 22 avril 1998, le ministre des transports israélien, Shaul Yahalom revenant sur l'affaire, se montre rassurant : « il n'y a pas de matériel dangereux dans cet avion. Israël n'a rien à cacher »<sup>958</sup>. Une enquête parlementaire s'ouvre le 4 octobre. Le *Dutch daily NRC Handelsblatt*, sous la plume du spécialiste Karel Knip, du professeur Julian Perry Robinson de l'Université de Brighton, du Dr Jean Pascal Zanders de SIPRI à Stockholm et du professeur Malcolm Dando de l'Université de Bradford, publie la copie de la liste des produits embarqués à bord de l'appareil, à côté de celle qui à l'époque avait été falsifiée. On apprend ainsi que l'avion transportait des missiles *Sidewinder* américains. Mais surtout, la cargaison comprenait du DMMP utilisé pour fabriquer du sarin, du soman, du VX, du tabun entre autres, destinés à une partie des 140 scientifiques impliqués dans la recherche sur les armes chimiques de Ness-Ziona, effectuée avec l'aide du *Walter Reed Army Institute*, de l'*Uniformed Services University*, de l'*American Chemical and Biological Weapons*, du Centre d'*Edgewood* de l'Université de l'Utah, et de laboratoires britanniques<sup>959</sup>.

La commission demande alors des explications aux Israéliens mais une fin de non-recevoir lui est opposée. Maître Polak, l'avocat de la *El Al* à La Haye, explique que des précisions ne pourront jamais être apportées parce que cela « porterait atteinte à la sécurité de l'État d'Israël ». Autre problème, la boîte noire de l'appareil et les enregistrements audio de témoignages ont disparus ! Le ministre des Affaires étrangères néerlandais finit par reconnaître que l'article du *NRC* contient des informations exactes et qu'il savait la nature exacte de la cargaison<sup>960</sup>. Les produits devaient être officiellement utilisés pour tester les filtres de masques à gaz et des combinaisons. Tel-Aviv dépêche sur les lieux le Major-General de réserve Amos Lapidot, à la tête de la commission d'expertise israélienne du crash. Ce dernier soutient aux journalistes : « Nous n'achetons pas du matériel pour concevoir des armes chimiques à l'extérieur. C'est un non-sens ». Pourtant, le 27 janvier 1999, est reconnu officiellement le lien de cause à effet entre le crash et les problèmes de santé de la population. Le 18 mars, le ministre néerlandais des Affaires économiques reconnaît avoir exporté, depuis

---

<sup>956</sup> *Earth Island Journal*, hiver 1999-2000, « Uranium Skies: What was aboard Flight 1862? », Gar SMITH.

<sup>957</sup> *Jewish Telegraph*, 9 octobre 1998, « A modern day Pandora's box of evil in Israël », Uri GUELLER.

<sup>958</sup> *The Link*, Volume 34, janvier-mars 2001, « *Israel's Anti-Civilian Weapons* », p. 6.

<sup>959</sup> *United States of America, Department of Defense*, « NBC Defense, annual report to Congress », février 1998, 270 pages.

<sup>960</sup> *The CBWCB*, décembre 1998, 48 pages, p. 34.

1992, des produits toxiques de qualité militaires à l'Inde, au Pakistan et en Israël<sup>961</sup>. La responsabilité des destinataires est donc diluée. Le 22 avril, la commission parlementaire présente un rapport de 2000 pages, basé sur les témoignages de 80 personnes<sup>962</sup>.

On apprend que le DMMP provient de la société *Solkatronic Chemicals*<sup>963</sup> à Morrisville en Pennsylvanie. Interrogées, les douanes américaines disent avoir reçu l'aval de l'*US Department of Commerce*. Le trafic n'avait donc rien d'illégal ou de clandestin<sup>964</sup>. John Swanciger, vice-président de *Solkatronic*, affirme que sa société a été chargée, après le crash, de réexpédier la même cargaison à la *Shalom Chemicals* et de s'occuper de l'optimisation des stocks chimiques israéliens<sup>965</sup>. En 2004, une émission néerlandaise mène l'enquête auprès de la société *Omegam*, chargé d'analyser le sol du crash. Elle y découvre des traces de tributylphosphate (TBP) utilisée entre autre pour traiter de l'uranium, et du plutonium<sup>966</sup>. Des parlementaires néerlandais, après s'être enfermés confortablement dans le silence durant de nombreuses années, réclament une enquête devant la tempête médiatique. Ils désirent savoir ce qu'il est advenu de la boîte noire. Les enquêteurs leur expliquent l'implication de plusieurs pays, dont certains appartenant à l'UE. Le Premier ministre Wim Kok ne veut rien savoir et fustige le manque de coopération de la part d'Israël, mais aussi de certaines autorités hollandaises rattachées au ministère des transports. Cet élément confirme la nature des relations entre Israël et les ministères de la Défense des pays collaborateurs du programme NBC qui agissent sans en avertir le reste du gouvernement. Mais il est probable aussi que La Haye essaie de dissimuler sa collaboration avec l'État hébreu en rejetant la faute sur d'autres acteurs, surtout pour un pays qui accueille, à La Haye, la Commission préparatoire pour l'organisation de la prohibition des armes chimiques (OPCW)! Celle-ci, interrogée sur l'accident, refusera perpétuellement de s'exprimer sur le sujet, ce qui en dit long sur la moralité de ces instances législatives à façade législative et philanthropique...

### III.3.3 Israël et la CAC: une signature sans incidence

Un membre du ministère de la Défense affirme que les armes chimiques doivent disparaître de tous les arsenaux mais qu'en attendant, Israël se doit de les conserver car elle a dans ce domaine, un avantage certain sur ses voisins. Néanmoins, une signature israélienne mettrait les pays arabes au pied du mur. Israël, qui dissimule sa bombe, serait alors considéré comme recherchant davantage la paix que ces ennemis. Aux yeux de la communauté internationale qui ignore l'option Samson, ce sont bien les pays arabes qui refuseraient alors

---

<sup>961</sup> *Maariv*, 21 mars 1999.

<sup>962</sup> *International Herald Tribune*, 22 Avril 1999.

<sup>963</sup> *Middle East International*, «Flight 1862 and Israel's chemical secrets», 16 octobre 2005.

<sup>964</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète ...*, *op.cit.*, p. 401.

<sup>965</sup> *Le Point*, 10 octobre 1998, « Les mystères du 747 d'El Al », p. 26, Alain FRANCO.

<sup>966</sup> Avner COHEN, «Israel and Chemical/Biological Weapons: History, Deterrence, and Arms Control», *Ibid.*

le dialogue. Aussi, la CAC, proclamée le 13 janvier 1993 et effective en avril 1997 pour 143 pays, qui stipule la destruction complète de tous les stocks existants, est signée par Israël, mais ne la ratifie pas, ce qui ne l'empêche pas d'y envoyer une contribution financière annuelle<sup>967</sup>. Le point faible de ce traité concerne une nuance : La recherche n'est pas interdite. C'est pourquoi Israël, qui n'a pas confiance dans les traités internationaux, privilégie un règlement à sa mesure qu'il espère plus politique. Une signature n'engagerait à rien, mais une ratification affaiblirait *de facto* la défense du pays. En fait, il s'agit d'une action réfléchie et stratégique, qui permet à Israël de participer aux débats sur la CAC et pressions les États arabes non signataire, sans être contraint de respecter le traité en tant que ratificateur. Cela permet aussi d'être autorisé à refuser certaines inspections sur ses sites chimiques. Et comme les activités bactériologiques et chimiques sont souvent liées, Israël peut interdire des inspections sur ses sites biologiques en tant que non signataire de la CAB. Yitzhak Rabin souligne que la CAC est bénéfique pour Israël car la pression sur l'arme nucléaire est automatiquement allégée, même dans le cas où les États arabes (qui possèdent des arsenaux chimiques conséquents) ne respectent pas la convention. Shimon Pérès, en tant que ministre des Affaires étrangères, appelle tous les pays à s'exécuter à « signer la CAC pour bâtir un Moyen-Orient libre des horreurs de la guerre »<sup>968</sup>. Rabin conclut dès lors que les démarches politico-diplomatiques doivent l'emporter sur l'opacité, mais seulement pour les armes biochimiques, non sur le nucléaire. Bien sûr, l'épisode de la El AL est soigneusement étouffé, pour ne pas nuire aux pourparlers.

Le 14 mars 1993, Israël informe la Grande-Bretagne que sa non-inclusion dans un groupe régional des Nations Unies pour le désarmement chimique entre en contradiction avec son empressement à accéder à la CAB. Le quotidien *Davar* rapporte que suite à son entretien avec le secrétaire aux Affaires étrangères britannique, Douglas Hurd, le député aux Affaires étrangères israélien Yossi Beilin se déclare déçu des attitudes européennes qui veulent inclure des entreprises des États de l'Europe de l'Ouest commerçant dans ce domaine avec Israël<sup>969</sup>. Les 6 et 7 octobre, suite aux inquiétudes de nombreux pays sur les effets de la CAC sur les activités civiles, l'OPCW, à La Haye, organise des rencontres des principaux responsables des lobbies de l'industrie chimique. Israël se joint aux discussions en intégrant le groupe de travail « B », présidé par Sylwin Gizowski<sup>970</sup>. Du 1<sup>er</sup> au 4 décembre, Israël participe avec une quinzaine de pays à l'ébauche d'un manuel de lois afin de contrôler les effets de la prolifération chimique. En conséquence, pour se déresponsabiliser quelque peu des aspects de ce dossier, plusieurs sociétés chimiques sont privatisées afin de compliquer les contrôles. Par

<sup>967</sup> OIAC, Conférence des États parties, Troisième session C-III/3. 16 - 20 novembre 1998, Rapport de l'organisation sur l'application de la convention, (29 avril-31 décembre 1997). Annexe 13.

<sup>968</sup> *The CBWCB*, n° 68, juin 2005, p. 1.

<sup>969</sup> *The CBWCB*, n°20, Juin 2003, 24 pages, p. 12.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
exemple, la société *Rotem Amfert* fusionne avec la *Negev Phosphates*<sup>971</sup> et le *Rotem-Amfert Group. Israeli Chemicals (ICL)*, est partiellement privatisée en 1992 et totalement en 1995. Et la *Haïfa Chemicals* se rapproche de l'*US-based Trans-Resources*. Mais comme le mouvement ne touche pas les infrastructures essentielles et que de plus, la frontière entre les secteurs publics et privés en Israël est informelle, les négociations n'ont pas d'incidence sur l'arsenal israélien.

Le 9 février 1994, Israël propose à l'*OPCW Preparatory Commission* des inspections de ses propres sites chimiques, mais dans la discrétion, et dans cette optique, il demande aux inspecteurs de ne pas revêtir leurs propres combinaisons et masques, mais d'accepter ceux des propres complexes visités, afin de préserver la confidentialité<sup>972</sup>. On pourrait en effet analyser les substances éventuelles prisonnières dans les tissus. Les instances internationales saluent le geste, et masquent certaines informations compromettantes : Le 16 avril, les autorités Sri-Lankaises arraisonnent une cargaison indienne, à destination d'Israël, de *phosphorus pentasulphide* entrant dans la composition de gaz de combat. Cette affaire met en exergue les liens entre New-Delhi et Tel-Aviv<sup>973</sup> mais n'entravent pas les négociations. De toute manière, la CAC n'entre en application qu'en 1997. Jusque là, Israël, comme les autres signataires, prend le temps de s'adapter. Le 28 avril 1995, Pères monte en épingle la menace chimique syrienne et doit rassurer son peuple à la télévision des rumeurs selon lesquelles Damas préparerait une attaque. Il confirme que des pourparlers s'engagent pour que la Syrie abandonne son arsenal chimique<sup>974</sup>. Et dans cette optique, le ministre des Affaires étrangères israélien affirme étudier la possibilité de signer la CAB pour 1996<sup>975</sup>.

### **III.4 Un désarmement nucléaire de façade**

#### **III.4.1 La querelle des supercalculateurs américains**

Clinton, affaiblit pendant son *midterm*, approuve en novembre 1994 la vente de deux nouveaux supercalculateurs provenant de la firme *Cray Research*<sup>976</sup> (2 millions de dollars), cinq autres d'*IBM* et encore deux autres de la *Silicon Graphics*. Ces machines multiplient par cinq les performances de simulations des centres du *Technion*, de Nahal-Sorek, de l'Université hébraïque et de l'Institut Weizmann. Les négociations sont ardues, notamment avec le *National Security Council*. La polémique se focalise sur leurs fonctions. Personne n'ignore que les universités israéliennes sont en réseau avec le ministère de la Défense. Ainsi

---

<sup>970</sup> *The CBWCB*, n°22, Décembre 1993, p.19.

<sup>971</sup> Le gisement de phosphates de *TSin*, dans le Néguev, sera exploité par David Soudry.

<sup>972</sup> *The CBWCB*, juin 1994, 32 pages, p. 14.

<sup>973</sup> *The CBWCB*, juin 1994, 32 pages, p. 24.

<sup>974</sup> *The CBWCB*, juin 1995, p. 31.

<sup>975</sup> *AFP*, 27 Juin 1996.

<sup>976</sup> *Le Monde*, 18 novembre 2009, « La Chine entre dans la course aux superordinateurs ».

une étude du Pentagone stipule que le Technion travaille sur les bombes H. Le porte-parole de Cray se défend : « Si quelqu'un a des doutes sur l'usage des calculs, le gouvernement américain le saurait et il pourrait demander à Israël une copie des calculs ». Un responsable américain ajoute : « La question est de savoir combien de risques nous sommes prêts à prendre »<sup>977</sup>. Ses explications paraissent un peu légères par rapport à la solidité des rapports entre les deux pays. Le montant des transactions se fait à chaque fois par tranche de 41000 \$ et s'établirait comme suit : « Exporter Speed (CTP)\* Buyer; Cray Research 5,225.0 Tel-Aviv University; Cray Research 1,325.0 Weizmann Institute; IBM 6,796.1 Tel-Aviv University; IBM 1,421.0 Hebrew University; IBM 1,421.0 Bar-Ilan University; IBM 1,278.1 Technion Institute; IBM 1,278.1 Weizmann Institute; Silicon Graphics 1,334.0 Weizmann Institute; Silicon Graphics 1,071.0 Bar-Ilan University »<sup>978</sup>

Le *Nuclear Export Controls (SNEC)* et l'*Arms Control and Disarmament Agency (ACDA)* votent contre l'avis favorable du Département d'État mais finalement, la vente est approuvée, notamment aux travers d'accords universitaires bilatéraux. Cependant, l'exportation ne concerne pas les ordinateurs les plus puissants mais les plus petits, pour une raison paradoxale : la détection d'utilisations frauduleuses est plus difficile sur les petites machines ! En coulisse, des fonctionnaires se demandent comment distinguer des essais entre des flux d'air concernant des avions (usage officiel) et des missiles (usage possible). Le ministère israélien de la Défense demande l'acquisition d'un second ordinateur auprès de la *Digital Equipment Corporation*. Elle est approuvée en mai 1995 sur haute décision de l'État. L'*Israel's Inter-University Computation Center* demande aussi que la puissance des ordinateurs soit overclocké de 5,225 à 10,425 MTOPS et de pouvoir les connecter jusqu'à l'Université Ben-Gourion afin d'optimiser les rendements. Pour être impartial, rappelons que le Brésil et l'Inde ont aussi reçu de tels supercalculateurs.

Jusqu'à présent, les entreprises américaines, en vertu du *US Export Administration Regulations*, ne pouvaient vendre à la Chine, à Israël, au Pakistan ou à l'Inde des ordinateurs capables d'effectuer plus de 2 milliards d'opérations à la seconde. Aussi, les Américains s'opposent à la vente de technologies permettant de miniaturiser les têtes atomiques, de concevoir des coiffes de rentrée qui accroîtrait *de facto* les performances des missiles et de surcroît les ordinateurs ne peuvent effectuer que 500 millions d'opérations à la seconde contre un milliard pour ceux exportés en Chine et en Russie. Washington tempère les capacités israéliennes et explique au Congrès qu'Israël possède seulement le même savoir dans le domaine de la fission que ne l'avaient les Américains dans les années 1950, et qu'ils ne

<sup>977</sup> *The Washington Post*, 12 mars 2000, « A Look At . . . Exporting Trouble, With Looser Computer Controls, We're Selling Our Safety Short », Gary MIHOLLIN.

<sup>978</sup> *The Risk Report*, Volume 1, n°1, Janvier 1995, « Israel Gets High-Speed Computers ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
peuvent avoir des bombes H<sup>979</sup>? Or cela est impossible du fait de l'échange de données entre les deux pays. Les précédents rapports avaient bien mentionné la possession possible de bombes H et N.

En 1994, un rapport du GAO osait expliquer clairement le mécanisme des relations israélo-américaines dans le domaine : « tandis que les Etats-Unis désapprouvent officiellement le programme israélien, ils approuvent des exportations stratégiques pour son optimisation et l'équilibre des forces dans la région »<sup>980</sup>. L'opacité concerne tous les maillons de la chaîne. Ainsi, un employé de la firme israélienne *Ortal* explique que son entreprise conçoit des pièces pour des missiles balistiques, pour la *TAAS*, une filiale des *IMI*, mais que chaque maillon ignore officiellement faire partie intégrante de la fabrication de missile, grâce à la division des tâches. De la même manière, l'entreprise *Abraham Alexandrovitz* achète des plastiques et des caoutchoucs spéciaux en provenance d'Europe pour les revendre à l'IAEC et même directement à Dimona<sup>981</sup>. L'Europe sait la destination des cargaisons, elle n'est pas dupe sur l'usage, mais ces exportations ne sont pas interdites.

#### III.4.2 Des négociations « assassinées » ?

Rabin promet une évacuation du Golan si « la question de sécurité »<sup>982</sup> et de l'eau sont garanties, le lac de Tibériade représentant 40% des approvisionnements israéliens. Le 28 septembre 1995 est signé Oslo II et le désarmement semble se poursuivre. Il s'agit du premier document officiel en hébreu qui parle d'un peuple et d'un État palestinien. Il prévoit un retrait israélien de 7 agglomérations en 3 phases de 6 mois, or base militaires. Fenaux y voit la victoire de la cohabitation entre la « société des inconnus » (les Israéliens) et la société des absents (Palestiniens)<sup>983</sup>. Mais Rabin, favorable à la normalisation de son pays sur ce dossier, est assassiné le 4 novembre par un juif israélien extrémiste. Le projet est reporté *sine die*<sup>984</sup>. Les religieux extrémistes juifs et arabes se seraient entendus pour détruire la paix, un projet laïque. Reste que cette analyse est incomplète. D'aucun y voit un complot orchestré par les lobbies militaro-industriels et par les colons contre les vellétés de paix voulues par le Premier ministre et la signature en cours des traités, une rumeur identique à celle concernant Kennedy. Bar-Zohar nous livre peut-être la réponse. Il narre qu'aux funérailles de Rabin, Clinton rend à la connaissance de Pères un accord secret prévoyant la restitution du Golan en échange de la paix et de la bombe. Pères promet d'honorer le traité mais, « par le plus grand des hasards »,

---

<sup>979</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4, juillet 1996, *ibid.* *The New York Times*, 18 septembre 1995, «Fire Sale», Gary MILHOLLIN.

<sup>980</sup> *GAO Report 1994*. « Israël ».

<sup>981</sup> *The Risk Report*, Vol 2, n°4, juillet 1996, «Israel: A Green Light on Imports from Western Suppliers».

<sup>982</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p. 579.

<sup>983</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, *op.cit.*, p. 99.

<sup>984</sup> Mohamed EL SAYED SELIM, « Southern Mediterranean perceptions of security operation and the role of nato, MAD in the Euro-Mediterranean partnership », Vienne, octobre 1998, p 8.

les attentats reprennent de plus belle en 1996, enterrant *de facto* la promesse<sup>985</sup>. Les États Arabes, qui avaient entamé une puissante fronde diplomatique contre Israël sur le nucléaire, promettent en conséquence un « cessez-le-feu » diplomatique pendant un an pour respecter le deuil.

Dans ses mémoires, Bill Clinton livre cette étonnante confidence sans infirmer ou confirmer sa véracité, comme s'il laissait parler un témoin, exprès pour révéler un secret. Lors des pourparlers de paix avec Slobodan Milosevic à Paris, le président serbe lui dit qu'il était persuadé que Rabin avait été assassiné avec la complaisance de son service de sécurité<sup>986</sup>. Troublant... Pas une fois Clinton ne cite dans les accords d'Oslo la question des ADM israéliennes, mais il parle de « sécurité » israélienne que les Américains « souhaitent renforcer » en échange d'accords. Le président confirme que :

« Peu avant d'être assassiné, Rabin s'était engagé à se retirer du Golan pour retrouver les frontières du 4 juin 1967, à condition que soient satisfaites les exigences d'Israël. Cet engagement (il ne précise pas les détails, ndlr), j'étais censé le garder 'dans ma poche', jusqu'à ce qu'il puisse le présenter officiellement à la Syrie dans le cadre d'une solution globale. Après la mort de Rabin, Pères a repris cet engagement à son compte, et c'est sur cette base que nous avons parrainé les négociations israéliennes à Wye River, en 1996. En cas de rétrocession du Golan, Pères souhaitait que je signe un traité de sécurité avec Israël, la même idée me fut suggérée par Netanyahu, puis par Barak. Je leur ait dit que j'étais disposé à le faire »<sup>987</sup>.

Enderlin affirme : « Dans les implantations juives de Cisjordanie, Rabin était comparé à Pétain et Pères à Laval. Des religieux me disaient que cet accord ne serait pas appliqué et qu'ils préparaient les armes. Et après le meurtre, Shimon Pères a nommé une commission d'enquête où il a interdit toute expertise »<sup>988</sup>.

La Commission de Canberra, mise sur pied en novembre 1995 par le gouvernement australien en tant que commission indépendante, propose une élimination progressive et planifiée des armes nucléaires, étant entendu que chaque puissance nucléaire devra, avant d'accepter les étapes suivantes, considérer sa sécurité comme étant assurée, ce qui revient à ne pas y inclure Israël, l'Inde et le Pakistan... Cette commission, comme tous les traités parallèles au TNP, tente de bâtir un contexte juridique plus clément et plus approprié aux revêches du TNP. En effet, la même année, la *NPT Review and Extension Conference* reconduit le traité mais ne s'attardent pas sur ce qui le refusent, les appelant timidement « à y songer »! Le 15 décembre, le Traité portant création d'une ZEAN en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) est ouvert à la signature. Le 26 janvier 1996, le Sénat américain ratifie les accords START II par une majorité considérable et sans amendement. Le 29 janvier, la France déclare un moratoire sur ses essais nucléaires. Le 11 avril, le traité portant création d'une ZEAN en Afrique (Traité de Pelindaba) est ouvert à la signature. Le 8 juillet, la Cour

<sup>985</sup> Michel BAR-ZOHAR, *Shimon Pères...*, p. 379.

<sup>986</sup> Bill CLINTON, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, p.728. La Serbie et Israël entretiennent de bonnes relations, notamment dans la défense et les renseignements contre le prosélytisme iranien en Bosnie.

<sup>987</sup> Bill CLINTON, *op.cit.*, p.926.

<sup>988</sup> Charles ENDERLIN, *Le Grand Aveuglement, Israël et l'irrésistible ascension de l'Islam radical*, Albin Michel,

internationale de Justice publie un avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. La Cour décide à l'unanimité que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires qui serait contraire au *paragraphe 4 de l'article 2* de la Charte (obligation de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force) et qui ne satisfait pas à toutes les prescriptions de son *article 51* (droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective) est illicite, et que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires devrait être compatible avec les exigences du droit international applicable dans les conflits armés. Elle décide cependant, à égalité de voix, qu'elle ne peut conclure de façon définitive que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite ou illicite dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un État serait en cause, ce qui revient en fin de compte à tout relativiser. Enfin, la Cour décide à l'unanimité qu'il existe une obligation de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire. Le 29 juillet, la Chine déclare un moratoire sur ses essais nucléaires. Face à cette déprolifération, la situation israélienne devient de plus en plus inconfortable.

### III.4.3 Israël et le CTBT, une concession inutile

Les élections anticipées donnent pour vainqueur, le 18 juin 1996, Benyamin Netanyahou, du Likoud. L'homme est détesté par une partie de l'administration américaine pour son comportement capricieux et revandicatif. Albright confirme : « Netanyahou a profité au maximum des peurs israéliennes ». Elle en brosse un portrait sévère : « pugnace, partial et doucereux. [...] Il pouvait se montrer à la fois désarmant et assez peu sincère. [...] Je l'ai pressé de reconnaître la responsabilité d'Israël (dans les attentats)»<sup>989</sup>. Celui que les Israéliens nommeront *Schlemazel* (le « porte-poisse ») pour ses nombreuses opérations secrètes ratées n'est pas n'importe qui. Fils du sioniste d'extrême droite Yoni, il fut membre, en 1972, du commando *Sayeret Matkal* sous les ordres de Sharon, lors de la prise d'otages de la *Sabena*. Le fait que son frère mourut en Ouganda dans l'opération de 1976 explique sa rigueur. Il est ensuite représentant à l'ONU dans les années 1980 et repart vivre aux Etats-Unis, si bien que l'on dit de lui qu'il est : « le plus américain des hommes politiques israéliens »<sup>990</sup>. En 1992, il est nommé à la tête du *Likoud*.

En 1996, « Bibi » entreprend de geler les rares ouvertures concédées sur la dissuasion au grand dam de Clinton, qui est réélu. En revanche, le démocrate, qui ne peut plus se représenter, a moins besoin des lobbies. Ses objectifs de paix au Proche-Orient vont alors s'accélérer et Israël prend peur. Une ouverture se dessine cependant. Le 24 août, devant le mouvement de déprolifération précédemment évoqué, Ariel Sharon, alors ministre des

---

2009.

<sup>989</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.361 et 364.



infrastructures, en accord avec l'*Israel Electric Corporation* (IEC) refuse la construction d'une nouvelle centrale dans le Néguev<sup>991</sup>. Puis, Israël finit par signer, mais ne ratifie pas, le *Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty* (CTBT ou TICE), le 25 septembre. Le TICE est signé par 135 pays dont les 5 EDAN. 3 le refusent (Inde, Pakistan et Corée du Nord, après à l'origine la Libye et le Bhoutan). L'Inde pouvant accueillir sur son sol des essais israéliens, selon le dernier accord de défense bilatérale, Tel-Aviv peut alors montrer sa bonne foi sans nuire à sa sécurité. 8 pays cependant doivent encore le ratifier, dont les États-Unis, l'Indonésie, la Chine, l'Égypte et l'Iran. Dans la région, seule la Turquie et la Jordanie l'ont ratifié. Les autres signataires sont l'Égypte, le Liban et l'Irak. Néanmoins, le TICE n'est toujours pas entré en vigueur car il est nécessaire que les 44 États repris dans l'*annexe 2* du traité ratifient le texte (seuls 35 sont à jour). Israël ne doit donc pas être incriminé plus que les autres.

Le 21 novembre, les Nations Unies examinent la CAC pour soumettre au vote une résolution afin de protéger l'environnement des matières chimiques. 149 pays l'approuvent mais 4 votent contre. Et on a la surprise d'y compter la France, Israël, la Grande-Bretagne et les États-Unis auquel se joignent 4 abstentions (Corée du Sud, Japon, Canada et de l'Estonie<sup>992</sup> ! Ces pays ont, comme par hasard, une part active dans la défense des États de seuil, et sont les premiers pourtant à donner des leçons de morales aux autres. Est-ce un geste envers la communauté internationale, ou une stratégie pour empêcher les États arabes de rattraper leur retard? Car ces derniers, à la différence d'Israël, n'ont pas de supercalculateurs de simulation, et seraient alors obligés à des essais ostensibles, pour rétablir l'équilibre, ce qui les condamnerait *de facto*.

Pour Israël, les signatures de la CAC et du TICE sont gratuites car il possède justement ces supercalculateurs. D'ailleurs, au même moment, Chine et France mettent fin à leurs essais (une coïncidence?) et privilégie la simulation informatique. Israël est déjà expert dans ces simulations. Ainsi, avec les États-Unis, le Japon et la Russie, le pays est l'un des seuls à posséder une installation expérimentale pour tester la fusion par confinement inertiel, une technologie utilisant le laser ou les faisceaux à particules pour produire un plasma semblable à celui des bombes H. Cela permet de les tester « à l'échelle d'un laboratoire »<sup>993</sup>. Les expériences hydronucléaires (EHD), hydrodynamiques (EHN, pour les détonateurs) et les expériences nucléaires à usages pacifiques (ENP) dont le CTBT s'occupe peu, voir pas du tout, sont autant de brèches qu'Israël exploite à l'instar des autres pays nucléaires. Le représentant israélien à l'ONU rappelle cependant que l'adhésion au TICE ne doit pas

<sup>990</sup> *Le Canard Enchaîné*, 9 juin 2010, «C'est encore la faute à 'Bibi'».

<sup>991</sup> *The Nonproliferation Review*, «Nuclear-Related Trade and Cooperation Developments for selected States», 1997, p. 12.

<sup>992</sup> *The CBWCB*, n°31, Mars 1996, 32 pages, p. 16.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
remettre en cause les autres aspects de la politique de dissuasion nationale<sup>994</sup>. C'est pourquoi, en novembre, Israël refuse de signer *l'Arrangement de Wassenaar* sur la réglementation des exportations d'armes classiques et de matières et technologies à double usage, adopté par 33 États, car n'ayant pas inclus le TNP et le RCTM. En conséquence, un nouveau complexe de recherche nucléaire est construit à *Har Homa* près de Jérusalem<sup>995</sup>.

La décision est en quelque sorte légitimée lorsque l'ACRS et l'UNSCOM déplorent que l'Irak et l'Iran refusent de laisser contrôler leurs potentiels biochimiques et nucléaires. Aussi, lors de la conférence de Denver, on envisage d'interdire la production de matière fissile, dont l'initiative avait été proposée par le TPN en 1995. Cette mesure vise entre autre les États de seuil qui refusent d'en entendre parler. Les membres de l'AIEA renforcent les mesures de contrôle par le Protocole Additionnel, donnant à l'AIEA des pouvoirs supplémentaires. Le 16 mai, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA adopte un modèle de protocole additionnel (INFCIRC/540), qui vise à renforcer les garanties, ce qui dissuade Israël de les accepter pour Dimona. Le boycottage par les États arabes de la conférence de Doha en novembre 1997, est un camouflet pour Washington. Mais personne ne dit pas que la raison est entre autre le nucléaire israélien. Hafez el-Assad, lors d'une conférence avec Moubarak, rétorque « que quiconque possède l'arme nucléaire n'a pas le droit de critiquer autrui. S'ils (les Israéliens) veulent le désarmement, qu'ils commencent à démanteler leur arsenal nucléaire, et les puissances arabes suivront »<sup>996</sup>. En juillet, l'Arabie Saoudite, le Soudan, le Liban, le Qatar et la Libye renouvellent leurs attaques diplomatiques en utilisant parfois la menace écologique, parfois l'argument de la prolifération<sup>997</sup>.

### **III.5 Négociation sur les armes biochimiques contre le maintien du nucléaire**

#### **III.5.1 Israël et la CAC : bataille finale autour d'une ratification**

Israël effectue une série d'avancées et de reculades qui fausse l'analyse d'un mouvement général, dans le domaine des armes biochimiques. La *Commission des Sciences de la Knesset* entreprend, le 18 février 1996, d'essayer, au nom de la sécurité publique, de lever une partie du secret sur Ness-Ziona. Car au même moment, la CIA range Israël dans une liste de 17 pays « suspectés de mener des recherches bactériologiques et de stocker des armes de cette nature »<sup>998</sup>. Le mot « production » n'y figure cependant pas, élément important. Officiellement, les parlementaires ne cherchent pas à transgresser le secret-défense qui

---

<sup>993</sup> Ouvrage collectif, *Essais nucléaires, fin de partie*, Editions complexe, Grip, 1996, 110 pages, p. 93.

<sup>994</sup> *Strategic Assessment*, 1 mars 1998, «Change in Israeli Nuclear Policy?», Emilie LANDAU.

<sup>995</sup> Barry SCHNEIDER, *Op.cit.*, p. 133.

<sup>996</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, «Chapter on Israel from Tracking Nuclear Proliferation», 1998.

<sup>997</sup> AIEA, GC(41)/OR.6, Juillet 1998, Record of the sixth Plenary meeting, 1er octobre 1997. Voir 3ème partie.

<sup>998</sup> *The CBWCB*, n°54, décembre 2001, 60 pages, p. 41.

entoure l'IIBR, mais seulement à déterminer si les activités de l'institut mettent en danger la vie des citoyens de la ville, afin d'envisager éventuellement son déménagement. Assaf Shariz, le porte-parole de la commission, dénonce les services de sécurité nationaux, qui tente d'empêcher le débat<sup>999</sup>.

Le 7 mai, Israël exprime une nouvelle fois ses réserves de ratification à cause de sa constitution et du contexte international<sup>1000</sup>. La même année, Tel-Aviv, qui s'était prêté aux tests de la 15<sup>ème</sup> session de la *First Official Inter-Laboratory Proficiency Test* de l'OPCW, prouvant ou non la conformité des installations israéliennes, conteste leurs validités à l'issu des résultats décevants. Or, au même moment, l'acmé monte entre Damas et Tel-Aviv. L'ambassadeur de la Syrie en Égypte, Isa Darwish, réagit vivement et prévient que si « Israël continue à menacer Damas de ses armes biochimiques, la réponse sera sévère car rien n'empêchera la Syrie de réagir avec des armes chimiques », ce à quoi une source non officielles de Tshal répond « nous avons les moyens de réagir à cette menace précise »<sup>1001</sup>, ce qui revient à reconnaître implicitement le programme chimique israélien. Le 10 décembre, l'AG des Nations Unies adopte à la 51<sup>ème</sup> session la reconduction du protocole de Genève de 1925 en intégrant les récentes modifications des conventions sur les armes chimiques et bactériologiques. 165 pays approuvent la résolution, mais des pays s'abstiennent: Biélorussie, Israël, ses alliés américain et sud-coréen, le Kazakhstan, la Russie et le Tadjikistan entre autre<sup>1002</sup>. Le *Jerusalem Post*, couvrant la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée* se déroulant en Slovénie, rapporte les paroles de l'officiel palestinien Abdullah Abdullah, accusant l'IIBR de développer des armes biochimiques<sup>1003</sup>. Le chef de la délégation israélienne, Ra'anan Cohen exige que le palestinien retire ses propos, arguant qu'il n'y a pas de preuves et qu'Israël soutient le désarmement dans la région.

Israël informe la 1<sup>ère</sup> session de la *CWC Conference*, de ses intentions de ratifier le traité, mais bataille pour d'ultimes concessions. L'*US Department of Commerce* décrète alors, le 22 mai 1997, un renforcement de l'*Enhanced Proliferation Control Initiative*, qui enjoint Israël et son allié indien à passer par cet organisme de contrôle. La démarche de Washington s'explique. De nombreuses recherches communes existent avec Israël. Or, en abandonnant le volet chimique, peu rentable et peu efficace, Israël et les États-Unis font figure de promouvoir le Désarmement et ainsi pourront poursuivre les recherches biologiques plus sereinement. De plus, le chimique est la seule dissuasion des pays pauvres. D'autre y voit l'action d'un Clinton moins conciliant avec Israël. Cependant, refroidit par ces restrictions subites, Israël, par

<sup>999</sup> *Le Monde*, 20 février 1997, « Marcus Klingberg, l'espion caché d'Israël, va rester en prison », Claude PATRICE.

<sup>1000</sup> *The CBWCB*, n°36, juin 1997, p. 32.

<sup>1001</sup> *The Nonproliferation Review*, Vol. 5, n°1, 1997, p. 105.

<sup>1002</sup> *The CBWCB*, n°35, Mars 1997, p.29.

<sup>1003</sup> *Jerusalem Post*, 14 mars 1999, « PNC Member Accuses Israel of Making Non-conventional Arms », p. 3.

l'intermédiaire du major-général Shmuel Arad s'exprimant à la Knesset le 27 mai, signale à la *CWC Conference* que le programme syrien a considérablement cru depuis la Guerre du Golfe, et que Tsahal manque encore de deux millions de masques à gaz pour protéger le reste de la population, sous entendu que le chimique israélien est encore utile pour dissuader.

Devant les pressions internationales Netanyahu institue une nouvelle commission, le 23 juillet, pour réexaminer la position israélienne, avec l'aide du ministre de la Défense Yitzhak Mordechai, du ministre du Commerce Natan Sharansky, et du ministre des Infrastructures Ariel Sharon. Entre temps se déroule à huis clos le procès de Marcus Avraham Klingberg qui s'éternise et décrédibilise la discussion. Les séances judiciaires sont reportées le temps d'expédier les pourparlers entre Tel-Aviv et la CAC. Par le plus grand des « hasards », la presse relate que l'armée syrienne entame des tests chimiques. L'ambassadeur israélien en Corée du Sud, Arik Arazi, formule le 27 août la même crainte pour l'Iran, qui vient de recevoir une assistance de la Corée du Nord. Ces informations permettent à Mordechai d'expliquer « nous avons eu des discussions dans ce cabinet et nous avons décidé de reporter la décision pour une prochaine période. Nous discuterons de cela plus tard ». Aussi, si la signature ne suscite pas de réprobations, il est décidé quand même de différer la ratification *sine die*. Ariel Sharon est le plus opposé à la ratification<sup>1004</sup>.

Le 4 septembre, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Eitan Bentsur, informe la convention de désarmement de Genève qu'il ne ratifiera pas maintenant la CAC. Il résume la politique d'Israël en la matière en fustigeant la position des États arabes sans rappeler que leur programme chimique est en partie un contre-feu à l'atome israélien:

« Notre signature à cette convention et le rôle actif que nous menons dans ses mécanismes reflètent la vision générale d'Israël d'un monde qui espère exister et prospérer et préserver le cœur de cette convention fait d'équilibre entre le droit des États à la conformité et le droit de se protéger d'une approche abusive et envahissante nuisant à ses intérêts militaires et commerciaux. En signant la convention, Israël signale son espoir que les autres régions suivent bientôt son exemple, mais certains États arabes armés de potentiel chimique ont signé, mais pas ratifié la convention. [...] Cela indique qu'ils ne veulent pas changer leurs positions même si Israël la ratifie. Parmi eux se trouvent des États qui ont déjà fait usage de ces armes et ont développé leurs capacités même si le monde était prêt à les pardonner et abandonner tout programme chimique. Concernant Israël, la menace n'est pas éloignée et elle a augmenté en intensité. Malgré les arguments avancés [...] Israël continue de soutenir la convention, seul un changement du contexte de la sécurité pourra modifier, bien sûr, notre position »<sup>1005</sup>.

Ehud Barak confie qu'Israël a bien développé un programme chimique, mais que celui-ci a été réduit à mesure que celui des États arabes s'est développé<sup>1006</sup>. Mais si le chimique israélien s'est réduit, c'est à mesure que son nucléaire et son bactériologique se sont développés.

---

<sup>1004</sup> *The CBWCB, op.cit.*, p. 5.

<sup>1005</sup> David ESCHEL. «Israel grapples with CAC ratification: considering the alternative, it makes good sense to proceed», *Armed Forces Journal International*, Septembre 1997, p.24.

<sup>1006</sup> Ehud BARAK, « Implementation of the Chemical Weapons Convention in the Middle East after the Saddam Era: Is There a Way Out of the Deadlock? British International Studies Association Conference ». Voir aussi *Defense News*, 28 juillet 1997.

### III.5.2 Les difficultés des États-Unis et d'Israël face à la CAB

En mars 1995, aux États-Unis, les signataires de la CAB négocient un protocole de vérification et de contrôle, assorti d'inspections, exigeant la déclaration de toute activité liée aux armes biologiques. Mais l'administration Clinton, qui appuie la Convention, cède aux pressions des industries biotechnologiques, chimiques et pharmaceutiques américaines, qui veulent bénéficier d'un régime spécial, les excluant de contrôles. Le président démocrate est obligé de préserver la nature de la collaboration avec Israël dans la R&D et le rôle de la BIRD, dans ce secteur:

« Par les autorités qui m'ont investi comme Président de la Constitution et les lois des Etats-Unis incluant la section 1 de l'International Organizations Immunities Act (22 U.S.C 288), est confirmé que the *Israel-United States Binational Industrial Research and Development Foundation* est une organisation publique internationale auquel les Etats-Unis participent au sein du *International Organizations Immunities Act*, je soussigné que l'*Israel-United States Binational Industrial Research and Development Foundation* est une organisation publique internationale attitré de la jouissance de privilèges, exemptions et immunités, conférés par l'*International Organizations Immunities Act* »<sup>1007</sup>.

Washington insiste pour que soient minimisées les inspections des installations militaires des États ayant des programmes importants de défense biologique comme Israël. Seule une partie des installations de défense biologique américaines peut être inspectée, mais pas leur activités sous-traitées en Israël, ce qui permet à Washington de signer la CAB sans nuire à sa dissuasion. D'ailleurs, le 28 février 1997, est présenté à la Chambre des Représentants américaine, un rapport sur la nécessité d'une recherche israélo-américaine contre le bioterrorisme. 68 millions de dollars sont débloqués pour ce faire. Le 18 mars, les laboratoires civils israéliens passent avec succès les tests de conformité de l'OPCW<sup>1008</sup>. Le 9 février 1998, l'Université Bar-Ilan et le *Center Strategic Studies*, par la voix de Gerald Steinberg, défend une prochaine ratification de la CAB par Tel-Aviv, mais maintient que l'Irak empêchent la poursuite de l'initiative.

Devant les Cassandre qui érigent le bioterrorisme, le Congrès américain, en août 1999, définit les priorités officielles: « Établir, expliciter et orienter les recherches vers les capacités de survie dans un environnement biochimique, identifier les mesures qualitatives et quantitatives afin d'évaluer les besoins dans cette lutte, décrire les effets de ces produits, recenser et décrire les activités des laboratoires étrangers »<sup>1009</sup>. Un renforcement mutuel se met en place avec la compagnie israélienne *Biosensor system design*, basée à Jérusalem pour l'optimisation des réponses sanitaires (enzymes et anticorps et la conception de matériel de

<sup>1007</sup> *United States, The White House, Executive Order, Office of Policy Coordination and International Relations of United States, « Israel-United States binational industrial research and development ». 13 mars 1995.*

<sup>1008</sup> *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998, « Comment enrayer la prolifération des armes chimiques et bactériologiques? Réticences des grandes puissances », Bruno BARILLOT.

<sup>1009</sup> *US Department of Defense, «Information Analysis Center sponsored by the Defense Information Systems Agency», op.cit..*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE. détection)<sup>1010</sup>. Egalement, Israël et les États-Unis travaillent sur l'*Automated Decision-Aid System for Hazardous Incidents* (ADASHI), et depuis 1996 sur le *Portal Shield Biological Warfare Agent Detection System* permettant d'optimiser les réponses à une alerte biochimique. Cela se fait aux vues et aux sus de tous, puisqu'une conférence a lieu en décembre sous l'égide de l'UNESCO, sur les conséquences des « mauvais usages des sciences biologiques ». Les pays invités sont ceux qui demeurent à la pointe des recherches militaires en la matière puisqu'on retrouve également la Croatie, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, la Suède, la Suisse, la Grande-Bretagne et les États-Unis<sup>1011</sup>. Rien ne précise s'il s'agit d'apporter leurs expériences ou bien de légiférer ce domaine.

Le général irakien Al-Saadi explique le 1<sup>er</sup> février 1998: « Si Israël n'avait pas d'armements chimiques, nous n'aurions pas besoins, nous, pays arabes, d'en développer ». Ces menaces sont du pain béni pour Israël qui tient là de magistraux arguments pour ne rien abandonner. Déçues de l'intransigeance de Netanyahou, les autorités égyptiennes, laissent paraître des études sur l'utilisation d'armes biochimiques durant la guerre d'indépendance par les Israéliens. Comble de malheur, le 19 février 1998, des agents du Mossad qui s'apprêtaient à agir avec «des substances spéciales» sont arrêtés en Egypte<sup>1012</sup>. Le 17 mars, Israël essaie de se faire pardonner et communique au directeur général de l'OPCW, José Bustani qui s'en fait l'écho auprès du Parlement européen, que la volonté israélienne de ratification du traité sur le chimique franchit peu à peu les étapes. Le 24 juin, Israël participe encore à une réunion des Nations-Unies, qui se tient à Amman. Y sont invités le Bahreïn, Brunei, l'Indonésie, la Jordanie, les Philippines, le Koweït, le Kirghizistan, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, le Turkménistan, et les alliés d'Israël que sont la Turquie et l'Oman. Cette initiative à l'échelle régionale permet de mettre en exergue les problématiques relatives à chaque pays sans impliquer les grandes puissances<sup>1013</sup>. Mais le 17 juillet, à Rome, alors que la conférence diplomatique des Nations-Unies sur l'établissement d'une cour internationale sur le sujet se déroule, sept pays refusent de voter la résolution, (Chine, Irak, Libye, Qatar, États-Unis, Yémen et Israël), contre 120 adhésions et 21 absentions. Les opposants refusent de considérer l'usage de certaines substances comme relevant de crimes de guerre ce qui tient lieu d'aveux<sup>1014</sup>. En conséquence, le 19 octobre, Israël refuse toujours, aux des Nations Unies, de ratifier les traités.

À l'automne 1998, Saddam Hussein renvoie les inspecteurs de l'ONU. Pour Tel-Aviv, cela ne présage rien de bon. Londres et Washington intensifient le pilonnage aérien du pays, qui ne cesse pas depuis janvier 1991, cela pour donner des contre-arguments à Israël. Le

---

<sup>1010</sup> *Israeli industry center for R&D*, 2006.

<sup>1011</sup> *The CBWCB*, n° 39, mars 1998.

<sup>1012</sup> *The CBWCB*, n° 40, 1998, *op.cit.*, p. 23.

<sup>1013</sup> *AFP*, 24 juin 1998.

premier comité des Nations Unies adopte, le 3 novembre, trois résolutions dans le cadre de la CAB afin d'accélérer les négociations. Mais Le Caire, Aden et Tripoli exigent que les démarches touchent tous les pays de la région, et redisent que l'option Samson remet tout en cause. La résolution est néanmoins adoptée par 136 pays contre les absentions de la Corée du Sud, d'Israël et des États-Unis. Israël participe, le 28 novembre, à Genève, au protocole de négociation sur les armes biochimiques avec le *Pugwash Study Group* et 33 autres pays. Cette fois, Israël n'a pas besoin de s'expliquer et fait profil bas, car la presse internationale aligne articles sur articles sur le crash de la EL AL, et sur les récents accidents survenus à Ness-Ziona.

### III.5.3 Polémique sur Ness-Ziona

En effet, le 18 février 1998, la Knesset est secouée par un débat sur l'IIBR. Le nouveau *Committee on Scientific Research* et son vice-président, Rafi Elul, rapporte les inquiétudes des habitants, collectées dans un rapport depuis 40 ans, qui fait état officiellement de 3 morts et 22 blessés constatés sur 15 ans au sein de l'IIBR. Le directeur de l'institut, Avigdor Shefferman, rappelle que les activités de l'IIBR sont civiles et que le bâtiment est conforme aux normes internationales. Le porte-parole de Netanyahu, Shai Bazaq, maintient qu'en dehors de 1953, « il n'y a pas eu d'accidents majeurs »<sup>1015</sup>. Le député directeur du ministère des Sciences, le général Shmuel Brener, parvient à formuler une réaction digne de l'opacité. L'institut est « calme » mais Brener se dit favorable au déménagement de la zone résidentielle par sécurité. Autrement dit, le danger n'existe pas mais il nécessite des mesures au nom du principe de précautions. Le Comité décide en outre de créer un sous-comité spécial avec les commissions parlementaires des Affaires étrangères, de la Défense, des Sciences et les services de gestion de l'IIBR. Sa première tâche serait de préparer une évaluation environnementale de l'Institut. Les débats ne dépassent pas les frontières d'Israël. Les instances internationales n'en prennent pas ombrage. Au contraire, la notoriété des capacités israéliennes fait que le 18 mars, l'OPCW annonce comme un succès l'opération qui a consisté à entreprendre des tests comparatifs sur des produits chimiques militaires auprès de laboratoires de huit pays : Chine, France, Israël, Russie, Corée du Sud, Suède, Grande-Bretagne et États-Unis<sup>1016</sup>, c'est-à-dire les principaux pays possédant ou ayant possédés des armes biochimiques. Le 7 mai, Tel-Aviv informe la CAC qu'Israël souhaite étudier la ratification de la Convention mais en fonction des préoccupations régionales ainsi que de ses contraintes constitutionnelles et du calendrier législatif. Toutefois, Israël prévient que cela ne doit pas nécessairement être interprété comme préjugant le résultat d'une future décision sur

<sup>1014</sup> *The CBWCB* n° 40, *op.cit.*, p. 36.

<sup>1015</sup> *The CBWCB*, juin 1997, n°36, p.14.

la ratification. C'est autant de temps de gagner tout en prouvant sa bonne foi. Le Premier ministre respecte l'ambiguïté en refusant de confirmer.

La polémique ne cesse pas pour autant. Le ministère des Affaires étrangères répond par une vieille stratégie israélienne. En effet, en guise de réponse, il fait publier sur son site officiel, un extrait d'un article d'un journaliste britannique juif, collaborant au *Maariv*. Cela évite que la réponse puisse être considérée comme officielle, mais la présence de l'article fait que l'information est considérée comme plausible, puisqu'elle n'est pas démentie !: « Il est certain que l'institut biologique de Ness-Ziona, qui est un complexe secret, ne peut pas être traîné dans une confrontation au-dessus de l'exactitude historique, et par ce biais ne peut être confirmé ni infirmer ». C'est donc ici une reconnaissance officielle des productions biochimiques du site. En revanche, c'est sur la nature des armes développées que le journaliste n'est pas d'accord. Ce qui provoque le raisonnement suivant: « Le correspondant israélien ne peut pas être accusé de diffamation contre l'État dans lequel il est né et a été élevé, mais il est une victime innocente d'un appareil bien huilé qui a voulu, avec précision au moment où l'Irak est en litige par rapport aux États-Unis et aux Nations Unies sur le développement d'armes chimiques et biologiques, cela dans le but de détourner les projecteurs vers l'éventuel programme biologique d'Israël »<sup>1017</sup>. Ainsi, loin de réfuter les rumeurs, le quotidien israélien accuse le correspondant de parler d'une rumeur mais plausible (d'où l'emploi du mot « éventuel »), dans un contexte où il vaudrait mieux dénoncer le programme irakien. Sur les autres sujets de société, y compris sur des questions militaires, le ministère des Affaires étrangères n'utilise pas des articles de journaux. Seul le nucléaire et le biochimique sont traités ainsi de manière détournée et non-officielle. Un modèle de diplomatie.

Le 20 août, le journal britannique *Foreign Report* enfonce le clou. Citant des sources israéliennes, il affirme que les services de sécurité ont sérieusement envisagé l'évacuation des 25 000 habitants de Ness-Ziona et 800 000 autres à proximité immédiate de l'IIBR, selon une commission d'enquête effectuée par la Knesset. Le 24 septembre, le maire de Ness-Ziona Yossi Shvo et le biologiste Yehuda Zelig, demandent à la Cour Suprême la suppression d'un projet d'extension de l'IIBR. Le maire explique: « La cour a décidé d'accepter de geler l'expansion de l'institut jusqu'à ce qu'une étude environnementale soit menée. La cour pourrait ré autoriser une expansion »<sup>1018</sup>. Shvo avoue qu'il n'a jamais visité le complexe, pourtant le premier employeur de la ville mais affirme que si le *Maariv* dit vrai: « C'est très inquiétant. Je ne pense pas que des installations militaires doivent être édifiées au milieu des

---

<sup>1016</sup> *The CBWCB, op.cit.*, p.21.

<sup>1017</sup> *Israel ministry of Foreign Affairs*, 23 novembre 1998, «Where are the filters».

<http://www.mfa.gov.il/MFA/Archive/Articles/1998/WHERE%20ARE%20THE%20FILTERS%20-%202023-Nov-98>

<sup>1018</sup> *AFP*, 23 septembre 1998.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
centres de population»<sup>1019</sup>. Le maire demande alors le déménagement de l'IIBR hors de cette ville. « Si un désastre survient, dit Zelig, il n'y aura ni explosion ni fumée. A l'instant où un germe s'échappe, on ne peut plus l'arrêter »<sup>1020</sup>. Une étude « d'impact sur l'environnement » est réalisée. Les autorités de l'IIBR ne cessent de soutenir que le centre répond aux préoccupations environnementales: « *is certified for ISO 9001:2000 Quality Management and ISO 14001 Environment Management Standards* »<sup>1021</sup>. En octobre, alors que les révélations sur le crash du *Boeing* de la El Al éclairent un peu plus sur le rôle réel de l'IIBR, la presse affirme qu'un nouvel « incident » serait survenu dans les laboratoires, tuant 4 employés et infectant 25 autres scientifiques. Netanyahu, Premier ministre, rétorque à la presse que « personne n'avait été tué dans un accident du travail depuis 45 ans, hormis cette exception »<sup>1022</sup>. Mais il refuse de démentir ou confirmer les activités du site, répondant à la préoccupation de la dissuasion opaque. La société israélienne, de plus en plus préoccupée par l'écologie et la transparence, réclame une meilleure sécurité. Ces inquiétudes rejoignent d'ailleurs la peur suscitée par les incidents à répétition à Dimona.

### III.5.4 Désarmement et intérêts privés

Le 18 avril 1999, la CIA et l'Égypte affirment avoir arrêté des terroristes d'Al-Qaïda en possession de documents qui stipulaient qu'ils projetaient une attaque bactériologique sur des objectifs américains et israéliens<sup>1023</sup>. Le 19 mai, Israël peut donc légitimement dire à l'occasion de la *Centennial of the First International Peace Conference* de la Haye, qu'il hésite à franchir la prochaine étape logique pour la ratification de la CAC. *Haaretz* estime de plus qu'une ratification coûterait à l'économie israélienne entre 60 et 70 millions de dollars pour une mise aux normes des laboratoires et la perte de marchés militaires<sup>1024</sup>. En effet, les ministres des Affaires étrangères et du Commerce israéliens appellent le gouvernement à revenir sur la signature de 1997 au nom de la rentabilité. Tel-Aviv n'accepte que les sanctions financières internationales inhérentes au refus de la ratification car le marché du chimique rapporte plus. Le ministère de l'Industrie et du Commerce recense 400 usines biochimiques, soit plus de 14% du total mondial, représentant 17% des exportations du pays. Il s'agit notamment de vaccins anti-NBC pour des armées étrangères. Le secteur bactériologique se protège derrière la « philanthropie » de la recherche pharmaceutique (comme partout dans le monde, les laboratoires civils participent à la Défense) qui bénéficie de surcroît de contrats à l'étranger.

---

<sup>1019</sup> *Le Monde*, 11 janvier 1994, « Inquiétude après les révélations sur l'affaire Klingberg ».

<sup>1020</sup> *Le Figaro*, 18 février 1999, *Ibid.*

<sup>1021</sup> *IIBR*, 2004. (Site officiel de l'IIBR).

<sup>1022</sup> *Arabic News.com*, 21 octobre 1998, « Report: Secret Israeli chemical tests kill 4, wound 25 ».

<sup>1023</sup> *The CBWCB*, juin 1999, 48 pages, p. 38.

<sup>1024</sup> *Haaretz*, 2 juillet 1999.

Du 1<sup>er</sup> au 3 octobre, Israël s'en explique à Londres à la conférence sur le terrorisme biochimique<sup>1025</sup>. La même année, le diplomate Nimrod Barkan déclare que la dernière décennie au Moyen- Orient a été à la fois la meilleure et la pire en raison du processus de paix avec l'Égypte et la Jordanie, mais que l'Irak demeure une menace chimique. Barkan précise qu'Israël croit fermement en la création d'une ZEAN au Moyen-Orient mais assortie aussi de clauses sur les armes biochimiques sans oublier le volet balistique<sup>1026</sup>. Début 2000, Barak expose devant la Knesset, qu'Israël doit faire face à deux menaces: celle éloignée de pays tels que l'Iran, l'Irak ou la Libye qui développent des ADM, et la menace rapprochée que constitue précisément les mouvements terroristes. C'est pourquoi, le 31 août 2000, à Genève, lors de la session plénière de la conférence sur le désarmement, l'ambassadeur David Peleg précise le pourquoi de la décision de son pays sur le volet chimique:

« En dépit de l'effort pour développer le processus de paix [...], il y a quelques États du Moyen-Orient qui menacent la sécurité d'Israël et continuent à nier son droit à exister. L'un, d'eux, l'Irak, détourne une majeure partie de son pétrole pour développer des ADM, incluant des armes nucléaires. Il développe des armes biochimiques et peut utiliser des gaz de combat contre sa population et contre l'Iran. Durant la guerre du Golfe, des missiles sont tombés sur des villes israéliennes et saoudiennes. Ce sont ces missiles qui peuvent transporter des charges non conventionnelles. D'ailleurs, d'autres pays que l'Irak développent des armes chimiques et des missiles et continuent leurs efforts. Israël a signé mais non ratifié la convention car les États arabes qui développent ou sont soupçonnés de développer ces armes ne l'ont pas ratifiée. Et certains affirment de pas avoir l'intention de le faire. Cela nous donne réfléchir»<sup>1027</sup>.

Les 4 et 8 septembre est organisé à Pékin le Séminaire régional de l'OIAC auquel se joint Israël qui assiste également aux multiples conférences sur la question comme celle du *Defence Research Establishment Suffield*, au Canada. Dans le même temps, les principaux pays adoptent le code de conduite contre la prolifération balistique. Le 20 octobre, lorsque le directeur général de l'OPCW à l'ONU, José Bustani, fustige le manque de normalisation dans le Moyen-Orient, les États Arabes l'accuse de ne pas souligner la disproportion des forces en faveur d'Israël, alors que Tel-Aviv accuse aussi Bustani de ne pas prendre en compte l'arsenal arabe.<sup>1028</sup>. La mauvaise fois des deux camps est la même sur le nucléaire et la question palestinienne. Le 25 octobre, à l'ONU, le Premier comité approuve le protocole de Genève à une majorité écrasante contre quatre abstentions : Israël, Corée du Sud (partenaire d'Israël dans ce domaine), Micronésie et États-Unis. A l'issue de cela, la presse arabe londonienne rappelle qu'Israël, depuis l'affaire Mishal, ne peut nier entretenir un arsenal chimique utilisé aussi, selon eux, dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Le 20 novembre, à La Haye, au siège de l'OPCW, l'Égypte et Israël, au travers d'articles du professeur Gerald Steinberg de l'Université Bar-Ilan et du général égyptien El Fayoumi, se mettent pour une fois d'accord en critiquant la Convention, mal préparée à la préservation des intérêts des entreprises chimiques. Il est dit que le texte ne différencie pas assez ce qui relève du civil et du militaire.

<sup>1025</sup> *The CBWCB*, n°46, décembre 1999, 44 pages, p. 32.

<sup>1026</sup> AG/DSI/227, 19 octobre 1999

<sup>1027</sup> *The CBWCB*, n°50, décembre 2000, 48 pages, p.30.

La vraie raison est celle-ci : les deux pays ont la fâcheuse habitude de mâter des manifestations avec des substances à la limite de la légalité. D'autre part, Israël lance un programme pour développer le secteur des biotechnologies, très rentable, pour sauver le pays du marasme économique provoqué par le seconde Intifada. En conséquence, lorsque le 1<sup>er</sup> décembre à La Haye, le Yémen et les EAU ratifient l'initiative de l'OPCW, elle est rejetée par l'Égypte, l'Irak, Israël, la Libye et la Syrie plus son pion libanais.

#### **IV La remise en cause du désarmement**

##### **IV.1 1998 : Vers un réarmement international**

Tandis qu'Israël fête les 50 années de son existence, le monde croit revivre en mai 1998 une nouvelle crise de Cuba. En effet, deux puissances nucléaires, jusque là officieuses, l'Inde et le Pakistan, en guerre larvée depuis des décennies, réalisent une série d'essais nucléaires, sur le principe des « tests parallèles »<sup>1029</sup>. Ils s'apprêteraient, selon les alarmistes, à utiliser l'atome aux prochaines hostilités ouvertes. Ces expériences en lieues respectivement à Pokhran et Chagai Hills les 11, 13, 28 et 30 mai. Les tests engendrent des condamnations internationales. Israël, allié de l'Inde, et troisième puissance officieuse, va-t-elle à son tour franchir le pas de l'essai, afin de révéler pleinement sa puissance ? C'est le Pakistan, pays musulman, qui fait craindre le pire. Il est vrai que ce pays est une dictature militaire proche des islamistes radicaux<sup>1030</sup>.

Le 27 mai 1998, le ministre des Affaires étrangères pakistanais, Shamshad Ahmed informe les Etats-Unis que les essais sont consécutifs à une crainte d'une attaque aérienne... indo-israélienne provenant de l'Inde. L'ambassadeur pakistanais en Égypte, Tayyab Siddiqui, avance qu'Israël aide bien l'Inde à améliorer sa dissuasion nucléaire, notamment sous-marine (projet ATV)<sup>1031</sup>. Washington assure Islamabad qu'aucun avion israélien n'est présent en Inde. Le 1<sup>er</sup> juin, le consultant médiatique de Netanyahou, Shay Bazaq répète que Tel-Aviv n'a pas l'intention d'attaquer le Pakistan. De son côté, l'ambassadeur indien au Caire affirme que ces rumeurs sont sans fondements, tout comme la coopération militaire entre l'Inde et Israël<sup>1032</sup>. Mais dans les chancelleries, on sait à quoi s'en tenir. Déjà, en 1995, Attali écrit sans définir son sujet : « Certains pays proliférants font aussi commerce entre eux, de ce qui manque à l'un ou à l'autre. Récemment, l'un d'eux aurait proposé à un voisin plus avancé de prendre en charge le financement de son budget de connaissances nucléaires très particulières »<sup>1033</sup>. Or,

---

<sup>1028</sup> *The CBWCB*, n°50, décembre 2000, 48 pages, p.43.

<sup>1029</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 141.

<sup>1030</sup> *IHEDN*, « La dissuasion nucléaire est-elle encore nécessaire dans le contexte géostratégique actuel », rapport du Comité 6, 52<sup>ème</sup> session nationale, décembre 1999.

<sup>1031</sup> *BBC*, 3 Juin 1998, « Envoy to Egypt Says Reports 'Confirmed' India-Israel Coopération ».

<sup>1032</sup> *Haaretz*, 31 mai 1998.

<sup>1033</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse. op.cit.*, p. 119.

dans cet ouvrage, si l'Inde et le Pakistan sont cités nommément, la mention Israël est peu présente. Et en matière de nucléaire, il est le proliférant le plus avancé. A moins que ce soit l'Iran envers le Pakistan... L'alliance entre New Delhi et Tel-Aviv est en tous cas incontestable. Le 4 juin, le chef israélien de la coopération nucléaire entre les deux pays doit annuler sa visite car au moment où l'Inde teste sa bombe, il craint que cette coopération ne soit révélée au grand jour. Par contre, les professeurs Brhama Chellaney et Khallam, du centre politique de recherche de New Delhi partent en Israël. Le *Times* révèle qu'Israël vend bien à l'Inde du matériel et de la technologie nucléaire qu'elle acquiert en Europe<sup>1034</sup>. La thèse que les deux derniers essais indiens aient été effectués pour Israël est reprise par Dominique Lorenz : « Israël et l'Inde s'étaient trouvés dans une situation comparable à celle de la France, des États-Unis et de la Chine. Ils avaient besoin de mener une dernière campagne de tirs avant de s'en remettre aux seules simulations »<sup>1035</sup>.

Aux États-Unis, les ambassadeurs israéliens interrogent la Maison Blanche sur les réelles capacités pakistanaises. Car Tel-Aviv craint que la visite au Pakistan du ministre iranien des Affaires étrangères Kamal Harrazi, juste après les tests, ne soit le début d'une coopération nucléaire entre les deux pays<sup>1036</sup>. Lorenz pense en effet que le Pakistan n'a pas testé sa bombe, mais un engin pour le compte de l'Iran. Pour les cinquante ans de la création de l'État hébreu, en juin 1998, le ministre israélien de la Défense, Itzhak Mordechai, reçoit le président égyptien Moubarak. Ce dernier fait une déclaration au sujet des tests nucléaires de l'Inde et le Pakistan : « Nous demandons depuis toujours que le Moyen-Orient soit une zone exempte de toutes ADM. Aujourd'hui, j'appelle au désarmement du monde entier ». Mais Shimon Pérès estime qu'au contraire, le contexte indo-pakistanaï retarde les négociations, car le Pakistan est une menace pour Israël : « Je me sentirais plus en sécurité lorsque toutes les armes nucléaires auront été détruites, cela est la façon la plus sûre pour le monde entier »<sup>1037</sup>. Islamabad, d'habitude discrète, réagit sur les inquiétudes israéliennes. Le pays dément la rumeur de sa collaboration avec d'autre État « la capacité nucléaire du Pakistan n'est pas à vendre ». Le Pakistan, souhaite inclure dans le mandat de négociation non seulement l'interdiction de la production future de matières fissiles, mais également l'instauration d'un contrôle international sur les stocks existants, décisions qui concernent autant l'Inde qu'Israël. Mais l'initiative est repoussée par les EDAN<sup>1038</sup>.

<sup>1034</sup> *Times*, 4 juin 1998, « *Israel Blocked CIA reports, Helped India* ». L'Inde possèdera son propre sous-marin atomique durant l'été 2009.

<sup>1035</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 579.

<sup>1036</sup> *The Non proliferation Review*, Automne 1998, « Nuclear and missile related trade and developments for select countries », mars-juin 1998 », p. 148. Michael BARLETTA.

<sup>1037</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *Ibid.*

<sup>1038</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 14... », *ibid.*

Islamabad annonce finalement sa décision unilatérale de ne pas divulguer sa technologie nucléaire, et propose à l'Inde l'acceptation du TNP et du CTBT, d'une zone dénucléarisée, des inspections réciproques et un dialogue bilatéral et multilatéral en Asie sur le nucléaire (cela ne sera jamais fait). L'Inde réitère la proposition mais souhaite adhérer comme membre à part entière au RTCM ainsi qu'au club de Londres, demandant en contrepartie à ne plus à être reconnue comme un EDAN! L'hypocrisie, ou à l'inverse l'honnêteté occidentale (si la thèse des essais pratiqués pour d'autres est la bonne !), est à son comble lorsque les cinq Grands aux Nations Unies s'accordent pour dire à Genève : « Malgré leurs récents essais nucléaires, l'Inde et le Pakistan n'ont pas le statut d'États dotés d'armes nucléaires en accord avec le TNP »<sup>1039</sup>. C'est-à-dire, ironise Lorentz : « Des États qui possèdent la bombe atomique mais ne sont pas des puissances nucléaires »<sup>1040</sup> ! Ce n'est d'ailleurs qu'en 2003 que l'Inde crée la *Nuclear Command Authority*<sup>1041</sup>, qui doit gérer son arsenal. La seule bonne nouvelle est l'adhésion du Brésil, le 18 septembre 1998, au TNP. Israël l'avait soupçonné de vendre de la technologie nucléaire à des États hostiles dont l'Iran.

Pour Thérèse Delpech<sup>1042</sup>, les explosions de 1998 marquent non seulement l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, mais elles signifient aussi que l'arme nucléaire, loin d'être obsolète, est une arme d'avenir. Cette ineptie ne tient pas compte du fait que les diplomates mondiales savaient que l'Inde et le Pakistan étaient des puissances nucléaires, respectivement depuis 1974 et 1987... et que 1998 n'est finalement qu'une étape anodine dans la prolifération et donc un non-événement. La chercheuse écrit aussi que les États signataires du TNP qui ont officiellement renoncé à l'arme nucléaire se servent de la confiance que leurs confèrent les engagements internationaux pour développer des activités nucléaires clandestines (Iran et Corée du Nord). Or, les programmes nucléaires (y compris celui d'Israël) ne sont jamais clandestins. Quoi qu'il en soit, les essais indiens et pakistanais écopent, pour le principe, de sanctions formelles, levées un an plus tard dans l'indifférence générale. Elles n'étaient, de toutes manières, pas respectées surtout par les chancelleries occidentales...

#### IV.1.2 Wye River: des négociations stratégiques secrètes

Les relations entre Clinton et Israël deviennent tendues. Le leader démocrate tente toujours d'intégrer Israël dans le processus de paix en lui intimant de rejoindre au moins sur la forme les initiatives de désarmement. Et c'est dans cette optique que Washington maintient son interdiction de vendre des supercalculateurs à Israël, estampillés *Digital Equipment Corporation* (*Compaq Computer Corporation*) et *Sun*, destinés respectivement à l'institut

<sup>1039</sup> *Le Monde*, 6 juin 1998.

<sup>1040</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 29.

<sup>1041</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 134.

<sup>1042</sup> *Politique Étrangère*, « L'arme nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle », Janvier 2007, Thérèse DELPECH, pp.181-189.

Weizmann pour des tests nucléaires, et à *Rafael* pour des tests balistiques. En 2000, il refusera également qu'Israël puisse consulter des images satellites stratégiques de l'*US Army*<sup>1043</sup>. Pour négocier, Tel-Aviv demande en échange aux États-Unis de frapper plus durement l'Irak, ce que Clinton refuse d'abord. Le 26 janvier 1998, le PNAC, think-tank républicain conservateur et néo-sioniste, publie une lettre à l'intention du président, appelant à renverser Saddam Hussein, sous prétexte déjà d'ADM clandestines. Parmi les signataires on retrouve nombre d'individus qui ont tenu un poste dans le gouvernement Bush: Elliot Abrams, Richard Armitage, John Bolton, Fukuyama, Khalilzad, Perle, Peter Rodman, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz Robert Zoellick, William Kristol, Robert Kagan et James Woolsey. Clinton finira par céder en autorisant ces frappes. Mais comme Israël refuse de négocier sur ces propres ADM en échange, Washington maintient son interdiction sur les supercalculateurs (un marché de 31 millions de dollars)<sup>1044</sup>. Il est probable que c'est pour cette raison que durant 1998 et plus tard, des tests réels sont menées dans les roches du Néguev (voir plus loin) et peut-être en Inde afin de contraindre les Américains à céder. Néanmoins, le 19 février, des scientifiques du Technion annoncent triomphalement que leurs services ont mis au point leurs propres supercalculateurs, bien plus performants, dit-on, que son homologue américain<sup>1045</sup>.

Lors d'un lancement de satellite par un *Shavit*, un militaire américain témoigne que rien ne distingue le *Shavit* d'un missile balistique car le *Jericho-2* est un *Shavit* à qui ont enlevé le dernier étage au profit d'une tête militaire. Son homologue israélien réplique que le lanceur ne vole que verticalement à la différence d'un ICBM. En mars, afin de conserver l'opacité, les *IAI* demandent aux États-Unis, l'autorisation de lancer un *Shavit*, transportant un satellite, depuis le territoire américain<sup>1046</sup>. Les Israéliens expliquent que le satellite servira à la lutte antiterroriste. Clinton, empêtré dans l'affaire Lewinsky, est harcelé par les bellicistes israéliens et américains, pour qu'il intensifie les bombardements en Irak. En mai 1996, il avait déjà refusé d'accueillir des *Shavit*<sup>1047</sup>. Washington se fâche et refuse, prétextant qu'Israël n'a pas signé le TNP. Comme cette leçon de morale ne convainc nullement, les États-Unis précisent alors qu'ils ne sont pas dupes des buts dérivés du *Shavit* et que si Israël veut l'optimiser à des fins de dissuasion nucléaire, l'État hébreu n'a pas à se servir des Américains comme paravent<sup>1048</sup>. C'est la première fois que des sources officielles, de surcroît américaines, parlent des capacités nucléaires du *Shavit*. Est-ce parce que les résurgences des affaires Pollard, Vanunu et Ness-Ziona ont été éventées que Washington, préoccupé, cherche à

<sup>1043</sup> *Financial Times*, 11 octobre 2003, « Israel extends nuclear weapons capability », Douglas FRANZ.

<sup>1044</sup> Testimony of Gary MILHOLLIN, Wisconsin Project on Nuclear Arms Control, *ibid*.

<sup>1045</sup> *BBC Summary of World Broadcasts*, 24 février 1998, « Virtual Supercomputer Developed to Overcome US Ban ».

<sup>1046</sup> *Jane's Defence Weekly*, 5 novembre 1998.

<sup>1047</sup> *The Risk Report*, Volume 2, n°3, mai/juin 1996, « Israel: U.S. Turns Down Shavit Rocket ».

<sup>1048</sup> *Haaretz*, 10 mars 1998.

se faire pardonner par ce refus ? La NSA et la CIA, par l'intermédiaire de la *National Reconnaissance Office* (NRO), proposent comme lot de consolation de mettre à la disposition du Mossad des photos satellites<sup>1049</sup>. Mais rien n'y fait. Cela n'empêche pas les IAI et l'entreprise privée américaine *Coleman Research Corporation* de signer en juin un accord pour la coproduction et la vente du lanceur<sup>1050</sup>. Devant le fait accompli, les États-Unis exigent en contrepartie que 50 % de la fabrication se fasse aux États-Unis, que la fusée soit tirée de leur territoire et qu'elle ne fasse pas concurrence aux lanceurs américains<sup>1051</sup>. C'est un refus et en conséquence, les *Shavit* seront finalement lancés à Alcântara au Brésil (à partir de 2001/2002), pays moins scrupuleux. En fait, Brasilia Lula accepte de sous-traiter ces lancements à la demande des Américains. En effet, on saura que plus tard, des satellites américains seront lancés par des *Shavit*!

Le 11 août, Israël accepte de discuter, à la conférence de Genève sur le désarmement, sur le dossier du FMCT (Traité d'interdiction de la production de matières fissiles ou TIPMF, proposé par la France en 1995). Israël était le seul des 61 États membres de la conférence sur le désarmement à refuser d'étudier ce problème (mais en fait, la majorité des pays le refuse officiellement). Netanyahu précise qu'une discussion n'équivaut pas à une acceptation, mais il promet à la conférence des Nations Unies, une signature du TNP dans un délais de 3 à 5 ans<sup>1052</sup>. Clinton, sachant que la décision a besoin d'un consensus général pour être adoptée, réussi en façade à faire pression sur son allié, au motif qu'en 1993, Israël avait soutenu la résolution UNGA48/75, prémices du traité. En acceptant de négocier, non de céder, Israël s'en tire à bon compte et évite de signer immédiatement le TNP, tout en restant très vague sur l'acceptation de tous les paramètres du FMCT.

Le leader du Likoud obtient une dérogation: Pendant la phase de négociation du TNP et de son délai d'application, le pays ne sera pas dans l'obligation de modifier sa politique nucléaire ni d'accepter des inspections<sup>1053</sup>. En d'autres termes, Israël demande une réorganisation complète du TNP, dans ses paramètres comme dans ces moyens de rétorsion, ainsi que sa complémentarité avec les initiatives internationales et nationales non dépendantes de l'ONU, comme avec les accords bilatéraux, en d'autre terme, un TNP sur mesure, à sa convenance. Tel-Aviv rappelle en effet que les traités sur le désarmement nucléaire ne sont pas efficaces aux vues des programmes iraniens et nord-coréens qui savent les contourner. Il s'agirait donc de signer tous les traités en acceptant les principes, tout en conservant les

<sup>1049</sup> Université de Lille II, Années 2000 / 2001, *DESS Droit & Cyberspace*, « *Système Echelon & Programme Carnivore* », Sous la direction de Jean-Jacques LAVENUE. 71 pages, p. 26.

<sup>1050</sup> *Yediot Aharonot*, 12 juin 1998.

<sup>1051</sup> *The Risk Report*, volume 6, n°6 (Novembre 2000), « Israel Missile Update – 2000 ».

<sup>1052</sup> *Center for Nonproliferation Studies*, 2002, « Israel's Nuclear Posture Review, CNS Issue Brief on WMD in the Middle East ».

<sup>1053</sup> *JCSS*, volume 1, n°4, janvier 1999, « Israel and the Cut-Off Treaty », Shai FELDMAN.

bombes (sans toutefois les optimiser ni en fabriquer de nouvelles), et se voir promettre par les États-Unis la fourniture de combustible pour maintenir la dissuasion mais en abandonnant Dimona. La ratification n'interviendrait que lorsque la région sera en adéquation avec l'ensemble des traités. Mais un journaliste juif américain, Avner Cohen, s'invite dans le problème en égratignant le discours officiel dans un livre brûlot, *Israel and the Bomb*, publié aux États-Unis en octobre. Il y mentionne l'impuissance d'Eisenhower, les efforts désespérés de Kennedy pour convaincre Israël, et subodore donc que les efforts de Clinton ne dérogeront pas à la règle.

Le 23 octobre 1998, les accords de *Wye River* sont signés entre l'AP et Israël. Clinton récupère le processus d'Oslo engagé, mais en présentant un texte moins ambitieux que l'original. En marge du sommet, le président écrit une lettre à Netanyahu, promettant que Washington s'engagera à préserver la dissuasion israélienne même dans les pourparlers sur la limitation des armements au Moyen-Orient, et à augmenter l'aide militaire. En échange, Israël devra absolument s'en tenir à l'ambiguïté de sa dissuasion et accepter une soumission à la stratégie américaine en plus d'un droit de regard sur les paramètres et l'usage de cette dissuasion, rétrocéder des territoires, signer la paix avec la Syrie en évacuant le Liban (effectif en 2000). Telles sont quelques-unes des clauses de *l'Israel-U.S. memorandum of Agreement* signé entre Clinton et Netanyahu le 31 octobre destiné à « préserver les capacités défensives et dissuasives d'Israël »<sup>1054</sup>, « dissuasion » étant le terme policé et diplomatique pour armes NBC. Le mémorandum engage de plus les Américains à améliorer « les capacités de défense et de dissuasion de l'État hébreu » et à accélérer « l'assistance et le support technique, diplomatique et autres », en cas de menace au Proche-Orient<sup>1055</sup>. De son côté, l'AIEA publie une version édulcorée, stipulant qu'il existe un accord avec des États ayant des contrats de recherche-développement et des programmes d'essai avec l'AIEA. On retrouve Israël et... le Pakistan. La prolifération est préservée contre la paix<sup>1056</sup>.

Qui d'Israël ou des États-Unis a fait céder l'autre ? En réalité, l'accord de principe est atteint, mais dans les faits, rien ne change. L'information filtre dans *Haaretz*<sup>1057</sup> à partir du témoignage de Zvi Stauber, consultant du ministre des Affaires étrangères. Uzi Arad, consultant de Netanyahu, et Zalman Shoval, ambassadeur à Washington, sont les véritables auteurs du compromis, en réussissant à convaincre Martin Indyk et Bruce Reidel du bien fondé de la dissuasion israélienne. Martin Indyk se rend à un meeting de *l'American Jewish Committee delegation* où il vante le pacte de défense entre Israël et les États-Unis, et la chance unique d'établir la paix avec Damas. En réalité, Israël refuse ce pacte, hormis le retrait

<sup>1054</sup> AIPAC, U.S.-Israel Security Memorandum of Agreement, [http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBi-lateral/U.S.\\_Israel\\_Security\\_Memorandum.pdf](http://www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsU.S.-IsraelBi-lateral/U.S._Israel_Security_Memorandum.pdf)

<sup>1055</sup> *NYT*, 2 novembre 1998.

<sup>1056</sup> AIEA, « rapport annuel pour 1999 », GC(44)/4, 183 pages, p. 165.



du Liban -sud, mais garde la bombe en refusant le TNP, ainsi que le pacte qui lierait Israël aux Etats-Unis comme pour la Grande-Bretagne avec son programme nucléaire sous autorité américaine. Officiellement, Moubarak se contente des éternelles jérémiades par l'intermédiaire de son porte-parole à l'AIEA. En coulisse, il négocie son silence contre une réévaluation de l'aide financière américaine. Les aides américaines au Caire et à Tel-Aviv font le bonheur des industries d'armements américaines.

## IV.2 Territoires contre atomes

### IV.2.1 La parenthèse Barak : la question du Golan et du Liban

Début 1999, Netanyahu crée le Conseil à la Sécurité Nationale présidé par Éphraïm Halévy, afin de contrôler la galaxie des services de sécurité et de renseignement. Le 17 mai, le travailliste Ehud Barak (en hébreu « l'éclair », de son vrai nom *de Brog*), le général « le plus décoré de l'histoire du pays », est élu Premier ministre. Barak ne remet pas en cause la dissuasion. Il poursuit l'expansion des colonies tout en privilégiant le processus de paix. Hafez El-Assad, le dirigeant syrien, profite de cette alternance pour lui proposer l'évacuation du Liban, selon les accords de Wye River<sup>1058</sup>. Israël contrôle une zone de sécurité de 10 km de large, couvrant 10% du Liban, avec une Armée du Liban Sud. La guerre du Liban a coûté 900 soldats. Les roquettes du Hezbollah et de l'OLP, qui au début de parvenaient pas à atteindre la frontière, affecte la Galilée. Israël ne peut exiger une zone plus large. La zone n'avait pas empêché les raids de représailles massifs de Tsahal en 1993 et 1996. C'est l'échec de la dissuasion conventionnelle<sup>1059</sup>. Barak réclame, en échange du retrait du Sud Liban, programmé à partir de mars 2000 et effectif en juillet 2000, une aide exceptionnelle de 17 milliards de dollars aux États-Unis. Mais la promesse de Sharon « nous ne quitterons le Liban que quand le dernier soldat syrien et le dernier terroriste l'auront quitté »<sup>1060</sup> n'est pas tenue. « Quand il a fallu choisir entre toute la terre d'Israël sans État, et un État juif sans toute la terre, nous avons choisi l'État juif » disait Ben-Gourion à la Knesset en 1949<sup>1061</sup>. Barak souhaite s'inspirer de cette logique. Arafat s'y joint en revendiquant le contrôle du Mont du temple et de Jérusalem-Est. Barak accepte de céder 97% de la Cisjordanie, pas plus.

La question du Golan est posée. Or la loi du 26 janvier 1999 décide que tout gouvernement décidant un compromis sur le Golan est obligé d'obtenir une majorité de 70 députés ou 65% des suffrages lors d'un référendum<sup>1062</sup>. Les négociations restent donc immobiles, alors qu'en 1995, il avait généré un accord informel : la Syrie renonçait à toute

<sup>1057</sup> *Haaretz*, 14 mars 2000

<sup>1058</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *60 ans ...*, *op.cit.*, p. 357.

<sup>1059</sup> CERI, « Les trois défis d'Israël », juin 1999, Alain DIECKOFF.

<sup>1060</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim*, *op.cit.*, p. 289.

<sup>1061</sup> *L'Express*, 29 janvier 2009, « Le destin d'Israël ».

<sup>1062</sup> Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël*, *op.cit.*, p. 58.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.

guerre en échange du Golan. Pour Tel-Aviv, la perte du plateau doit être compensée par un élément clé garantissant la sécurité de l'État, soit le maintien d'une dissuasion intacte. Si l'on peut conserver les deux, c'est encore mieux. Israël va essayer de manœuvrer en ce sens. La négociation est conduite par le directeur général des Affaires étrangères Eytan Bentsur, le député directeur général pour l'Amérique du Nord Yoram Ben Zeev, Zvi Stauber et Amos Yaron. Israël demande un accès aux données confidentielles des SR américains et l'accès à leurs stations d'écoute pour compenser la perte éventuelle de celle du Golan. Elles permettront de braquer les missiles nucléaires sur les cibles syriennes en cas de rupture d'accords de paix. Enfin, le député Yekutiël Mor demande aussi la livraison de missiles de croisière *Tomahawk*. Tel-Aviv souligne que l'Iran et l'Irak sont toujours des dangers et que les *Tomahawk* lui sont utiles pour les dissuader. La requête est rejetée, car elle entrave la législation internationale et risque de fâcher la Russie. De plus, Israël refuse de dire ce qu'il compte en faire ; les doter de charges nucléaires ? Les experts estiment cependant que si abandon du Golan il y a, c'est uniquement parce que le système des silos nucléaires, présent sur le plateau, est obsolète<sup>1063</sup> et selon un sondage effectué en Israël, 63% de la population estime préférable un abandon du Golan en échange de la paix<sup>1064</sup>. En fait, son avantage de glacis défensif et d'immense château d'eau reste les principales raisons. Tsahal propose également à la Syrie, en juillet 1999, d'échanger le Golan contre l'arrêt du soutien au Hamas et au Hezbollah.

#### IV.2.2 Un nouvel essai nucléaire?

En mai 1999, dû à un coût trop élevé, la société *MidAtlantic Energy Group* de Pittsburgh renonce à construire, avec la IEC (*Israel's monopoly national utility*) un complexe énergétique de 150 mgw à Mishor Rotem. Cette nouvelle s'estompe totalement face aux rumeurs concernant un essai souterrain ayant eu lieu dans le pays même. Pourtant, le directeur du JCSS de l'Université de Tel-Aviv Shai Feldman et le spécialiste Zeev Schiff disent que si Israël effectue un test nucléaire ostensible, les États-Unis se verraient dans l'obligation de cesser toutes relations avec Tel-Aviv. Cela paraît peu probable en fait. Car les rapports américains avec le Pakistan, l'Inde, et dans le temps la RSA, n'ont pas cessé, alors que ces pays avaient réalisé des essais nucléaires. Gerald Steinberg, directeur du *Center for Conflict Resolution* de l'université Bar-Ilan confirme que même en cas de nécessité, Israël ne fera pas de tests ostensibles pouvant compromettre ses rapports avec les États-Unis. Il estime que les tests pakistanais et indiens étaient réclamés par l'opinion et les militaires, ce qui n'est pas le cas des Israéliens. Cette thèse paraît fragile. Qu'en est-il en fait ?

---

<sup>1063</sup> Ira CHERNUS, Alain COUTE, Youssef ABOU SAFIA, Hans LEBRECHT, Université de théologie de Boulder, Colorado, 19 novembre 2003.

<sup>1064</sup> *Haaretz*, 14 mars 2000, «A président promise: Israel can keep its nukes, open secrets», Aluf BENN.

En juin 1999, un membre de la Knesset ainsi que des experts égyptiens, tel le docteur Tariq el-Nimar, accusent le gouvernement d'avoir effectué un test souterrain dans le golfe d'Eilat le 28 mai 1998<sup>1065</sup>, provoquant de petits tremblements de terre. Le magazine *IsraelWire* reprend l'accusation, le 10 mars 2000, formulée par deux députés israéliens. A la Knesset, le député travailliste Rafi Elul, demande au gouvernement « s'il était vrai qu'Israël avait effectué le 28 mai un essai nucléaire souterrain dans la région d'Eilat ». Le député Abdel Wahab Darawhsha, de la *Liste arabe unifiée*, affirme pour sa part que le pays avait fait « exploser une bombe à neutrons qui a provoqué le séisme »<sup>1066</sup>. Le député du ministère de la Défense, Silvan Shalom rétorque « cette rumeur est absolument sans fondement », rappelant qu'Israël a signé le TICE.

Or, le traité (non ratifié) autorise ce type d'expérience à fin pacifique, afin « de vérifier les conditions de sécurité à appliquer dans le cas où l'utilisation future de l'outil nucléaire serait envisagée pour l'exécution de grands travaux de génie civil »<sup>1067</sup>. De plus, des tests civils peuvent servir à vérifier la solidité d'installations nucléaires... militaires, ou de roches avant un essai militaire. Ainsi donc, comme l'avance Jean-Marie Collin, il n'y a pas eu que 2060 essais nucléaires dans le monde, selon le principe des « dispositifs démonstrateur »<sup>1068</sup>, mais bien plus, si on intègre ce type d'essais, ainsi que ce qui sont secrets, comme ce dernier. Le GRIP estime que certain pays effectue bien des essais nucléaires pacifiques (ENP) qui, du point de vue technique, ne peuvent se différencier de tests militaires. Les cinq puissances nucléaires ont déjà effectué de pareils tests ENP, soit 7% des explosions dans le monde. Par exemple, les deux Grands ont en réalisé pour creuser des canaux, des grottes souterraines, ou faire fondre des glaces en Arctique pour construire des ports, selon le site de l'OTICE<sup>1069</sup>. Ses tirs seraient proscris par l'Otice aujourd'hui.

Pour sa part, *l'Institut sismologique israélien* (ISI) va dans le sens de la thèse officielle. Son responsable, Abbi Shapira, dit ne pas avoir détecté de signal sismologique propre à un test nucléaire, et que l'épicentre cité se situe à l'ouest d'Alexandrie, sur le territoire égyptien. La *chaine I* israélienne relègue la thèse officielle:

« Une série d'essais en explosifs traditionnels effectués en mai par l'armée israélienne ont provoqué la rumeur sur un test nucléaire, le tout coïncidant avec un séisme qui s'est produit en Israël et en Égypte. Ces essais sur la résistance de bâtiments à des impacts de bombes ont été effectués entre le 17 et le 28 mai, en présence d'observateurs étrangers, dans le désert du Néguev. L'essai le plus important s'est déroulé le 28 mai, le jour même où se produisait une secousse tellurique de faible amplitude en Égypte et dans le sud d'Israël »<sup>1070</sup>.

<sup>1065</sup> Mark GAFFNEY, *Dimona: The Third Temple? The Story Behind the Vanunu Revelation*, Brattleboro, Vermont, Amana Books, 1989, 100-101. Voir aussi *Israelwire*, 10 mars 2000, « Nuclear testing was an Israeli test of car bombs ».

<sup>1066</sup> *L'Humanité*, jeudi 10 août 2006, « Les Quinze et l'État palestinien ».

<sup>1067</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 47.

<sup>1068</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 31

<sup>1069</sup> Site de l'OTICE, juin 2009

<sup>1070</sup> *L'Orient*, 20 juin 1998, « les tests étaient conventionnels et le séisme une coïncidence ».

On sait seulement que des tests sont supervisés par le *Home Front Command*, du 17 mai au 6 juin. Celui du 28 mai est le plus conséquent<sup>1071</sup>. Mais pourquoi les tests de ces explosifs, dits conventionnels, ont-ils été secrets ? Ont-ils été des essais sous-critiques (ou *tirs froids* : emploi de matières fissiles, sans réaction en chaîne) qui sont licites ? La presse israélienne avait déjà révélé que quelque part dans le sous-sol du Néguev, non loin d'Eilat, se trouve une installation très sophistiquée, une station géophysique de l'Onu, chargée notamment de détecter des ondes telluriques d'essais nucléaires dans la région du Moyen-Orient. En fait, des stations de ce type sont construites précisément pour détecter des tirs nucléaires souterrains ou sur terre, émanant de pays problématiques, comme l'explique le CEA dans le cadre de l'OTICE<sup>1072</sup>. Israël met à disposition de l'organisme les stations sismiques auxiliaire d'Eilat (code AS048) et du Mont Meron (AS049) ainsi que le laboratoire radionucléide de Nahal-Sorek (RL09, en projet)<sup>1073</sup>. L'*Israeli National Data Center* (NDC) de Nahal-Sorek surveille déjà les essais éventuelles étrangers dans le cadre d'accords internationaux la prolifération régionale. Le Département d'État Américain recense bien une station sismique MBH à Eilat et une station PARD à Parod<sup>1074</sup>. En France, ce sont la *Direction des applications militaires* (DAM) et le *Service radioanalyse chimie et environnement* (SRCE) qui s'en occupe. Curieusement, il existe une station radionucléides perdue aux Iles Marion, parmi les 321 stations dans le monde<sup>1075</sup>. L'information serait donc plausible. D'autant qu'Israël possède une installation expérimentale afin de tester des explosions par confinement inertiel à petite échelle, dont seul les États-Unis, la Russie et le Japon sont dotés<sup>1076</sup>. Le Néguev est précisément une zone sismique intense.

Le docteur Rami Hofstetter, directeur d'Eilat, explique:

« Nous examinons les secousses sismiques, au moyen de matériel spécial comme un sismomètre et un gravimètre, de même que des détecteurs de champs magnétiques. Ces instruments permettent de détecter des changements provoqués par des tremblements de terre ou des chocs provoqués par des essais nucléaires. Les essais nucléaires effectués par l'Inde et la Pakistan ont été ressentis jusqu'ici par exemple. Cette station a été construite dans le désert dans un lieu très isolé afin d'éviter le brouillage des ondes captées par les antennes ultrasensibles des instruments. [...] Une installation similaire existe dans le Nord, près du Mont Meiron. Les stations israéliennes font en fait partie d'une chaîne de 50 stations géophysiques internationales dispersées dans le monde entier, notre station est importante car elle se trouve non loin de pays suspectés d'activités nucléaires »

Aussi, il se pourrait que la station surveille les programmes des États voyous. Mais comme elle est dirigée par des Israéliens, les tests de l'État hébreu ne seraient pas rapportés à l'AIEA, mais juste contrôlés pour des préoccupations scientifiques. Car plus curieux est la suite de l'article:

<sup>1071</sup> *Israel Television Channel 1 Network*, 19 juin 1998.

<sup>1072</sup> Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. *Les défis du CEA*, mai 2009, p. 11.

<sup>1073</sup> *Site de l'OTICE*, juin 2009, « Israël ».

<sup>1074</sup> *US Department of State*, CTBT, Opened for Signature on September 24, 1996, annexes, Protocols, and Other Related Documents.

<sup>1075</sup> *Les défis du CEA*, septembre 2007, p. 124.

<sup>1076</sup> Ouvrage collectif, « Essais nucléaires, fin de partie », Editions complexes, 1996, 100 pages, p.94.

« Ce mardi, un tremblement de terre artificiel sera provoqué dans le Néguev, d'une amplitude d'environ 2.4 sur l'échelle de Richter, afin de régler les instruments des stations géophysiques israéliennes et jordaniennes. Quinze tonnes d'explosifs seront utilisées dans ce but mais le choc ne devrait pas être ressenti au-delà des environs de la station, selon le ministère des Infrastructures. Des opérations de réglages similaires ont déjà été effectuées à deux reprises en Israël »<sup>1077</sup>.

Étant donné que le Néguev fut déjà le théâtre d'essais souterrains possibles en 1966, il est possible, bien que rien ne permette de l'affirmer avec certitude, que les explosifs soient de petites charges nucléaires à l'image des *mininukes* type *B-61-11* nommées aussi « bombes de champ de bataille ». D'ailleurs, cette voie d'expérimentation à l'instar de celles des *national ignition facility* aux États-Unis, le laser mégajoule en France ou l'Orion en Grande-Bretagne<sup>1078</sup>, instaure un système de vérification pour tout essai supérieur à un Kt<sup>1079</sup>, ce qui signifie que l'on peut tester des charges d'une puissance inférieure à ce Kt.

Ces essais dans le Néguev sont refusés comme preuve par les *think-tank* européens et parfois américains. Là encore, il faut rendre justice aux géopoliticiens israéliens qui n'hésitent pas à affronter la censure. Le JCSS, dont les études sont très sérieuses, avance qu'Israël a bien mené des tests nucléaires souterrains jusqu'à il y a quelques années. Le JCSS place même ces essais près de la mer Morte afin ... d'éprouver le système d'alerte sismique nationale<sup>1080</sup>. Tous se corroborent. On sait déjà que des pays ont attendu d'une secousse telluriques se produise pour y camoufler un essai atomique. Il serait donc probable que l'État hébreu utilise cette vieille technique, voir même celle de faire exploser une charge conventionnelle (précisément à des fins de test sismiques) pour masquer un essai. Cette éventuelle campagne d'essais est noyée dans un flot d'évènements internationaux, dont la guerre du Kargil entre l'Inde et le Pakistan, qui brandissent de surcroît leurs dissuasions.

Officiellement donc, Israël, qui n'a pas la bombe, fait éclater des bombes, non pas pour optimiser sa dissuasion, mais pour des préoccupations scientifiques...! Sauf que cette possibilité a été maintes fois détournée en rumeur lorsque plusieurs pays arabo-musulmans, dont l'Iran et l'Indonésie, accuseront Israël de déclencher des tremblements de terre, notamment afin de détruire « naturellement » des installations sensibles. Dernière théorie. Nous avons dit que la France bénéficia d'essais pacifiques américains, et que Paris et Tel-Aviv aurait mené des tests aux Etats-Unis, comme naguère Washington en Australie. Dans le cas présent, l'Inde, condamnée pour ses tests en 1998, aurait-elle expérimenté ses charges chez son allié israélien, pour contourner les remontrances ? Cela semble douteux, mais plausible. Quelques mois plus tard, le *Times*, le 9 octobre, de faire état d'un rapport secret du Ministère de l'énergie américain, qui confirme que l'État hébreu se classe bien au sixième rang des États

---

<sup>1077</sup> *Aroutz Sheva*, 2 janvier 2007, « Une station géophysique de l'Onu espionne l'Iran sous le sol d'Eilat », David GELLER.

<sup>1078</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 53.

<sup>1079</sup> IHEDN, « La dissuasion nucléaire est-elle encore nécessaire dans le contexte géostratégique actuel », rapport du Comité 6, 52<sup>ème</sup> session nationale, décembre 1999.

<sup>1080</sup> JCSS, Vol 2, n°4, février 2000, « Israel's Arms Control Agenda ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
détenteurs d'armes nucléaires. Selon ce document, Israël possède de 300 à 500 kilogrammes de plutonium de qualité militaire, soit un stock suffisant pour assembler au moins 250 têtes nucléaires. Le 22 juillet 1999, un autre coup de canif est donné dans la lutte contre la prolifération, avec la remise en cause de l'ABM, par le *National Missile Defense*, devenu ensuite le *Missile Defense*, une concession que Clinton lâche, en espérant sans trop y croire une réciprocité des lobbies militaro-industriels sur la paix.

#### IV.2.3 Un accord nucléaire historique

En 2000, plusieurs événements contradictoires ont lieu : Pour la première fois, le parlement israélien débat du programme nucléaire. La démocratie israélienne aura mis 50 ans à aborder ce sujet (voir 3<sup>ème</sup> partie). Après la publication des travaux d'Avner Cohen en 1998, la *Federation of American Scientists* (FAS) propose sur son site Internet des images du satellite *Ikonos*, présentant des vues de Dimona, agrémentées d'indications renseignant la fonction de chaque bâtiment. Ces éléments font croire à la fin de la politique de l'opacité.

Mais surtout, en février, les États-Unis signent avec Israël un texte qui autorise des scientifiques israéliens à visiter les installations nucléaires américaines et à renforcer leur coopération mutuelle en la matière<sup>1081</sup>. Le secrétaire américain à l'Énergie Bill Richardson<sup>1082</sup> signe aussi avec l'IAEC une coopération dans les domaines de la non-prolifération nucléaire. Le texte étend la coopération du domaine de l'énergie à ceux des sciences et des technologies atomique: «Aujourd'hui nous développons nos relations avec Israël dans les domaines de l'énergie, la technologie, la non-prolifération et les sciences»<sup>1083</sup>. Richardson s'empresse d'ajouter que cette décision prouve qu'Israël est un pays ami et qu'il ne peut être traité comme d'autres pays. L'accord n'est pas gratuit, car il permet à la fois de surveiller les activités israéliennes (pour empêcher Israël de partager ces technologies avec un autres pays) et tisser des relations pour optimiser des recherches mutuellement bénéfiques<sup>1084</sup>. En réalité, il semble bien que les États-Unis supervisent l'optimisation d'un programme à la fois civil et militaire après avoir échoué à le réduire. Car Israël peut avoir accès aux sites nucléaires américains civils ET militaires. Et pourtant, le 20 septembre, le directeur général de l'IAEC estime, que «beaucoup d'actions dangereuses en matière de prolifération ont eu lieu dans notre région au cours des dernières années et aucune n'a été le fait d'Israël »<sup>1085</sup>. L'AIEA entérine l'accord et les États-Unis se félicitent de ce nouveau triomphe de la *tradition jeffersonienne*, prescrivant que les traités internationaux ne peuvent se substituer aux lois nationales.

---

<sup>1081</sup> *United States of America Embassy*, «US., Israel expand energy cooperation and scientific exchange (Energy's Richardson announced agreement during visit to Israel)», February 24, 2000.

<sup>1082</sup> Nommé ministre au Commerce par Barak Obama fin 2008, il démissionnera pour corruption.

<sup>1083</sup> *L'Orient*, 23 février 2000, « Accord sur la non-prolifération nucléaire entre Tel-Aviv et Washington ».

<sup>1084</sup> *BBC*, 22 février 2000, « US increases nuclear ties with Israël ».

<sup>1085</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 145, *ibid.*

Puisque la dissuasion israélienne est optimisée, Israël fait un geste le 25 mai 2000, conformément à la décision prise par le gouvernement Barak en mars de la même année : Israël rétrocède la zone de sécurité du Sud Liban, selon la *résolution-425*, décision que la société israélienne qualifie toujours aujourd'hui d'une « des plus grandes fautes de l'Histoire » de leur État. 6000 soldats chrétiens ainsi que plus d'un millier de soldats israélien, dans le cadre de l'opération « long souffle », se replient vers Israël. La bombe atomique israélienne dont l'optimisation atteint un degré jamais égalé, et l'aide promise par Washington dans l'armement conventionnel et les boucliers antimissiles (voir 3<sup>ème</sup> partie), permettent de se passer (du moins le croit-on) de ce glacis défensif. Ce retrait répond aussi à la lassitude de l'armée et de la société, qui constataient que la situation n'évoluait pas favorablement depuis 1982. Barak pense peut-être qu'un Liban libre et prospère serait la meilleure protection pour le nord du pays. De surcroît, Israël est en meilleure position pour demander à la communauté internationale que la Syrie à son tour, quitte le Liban et abandonne des ADM. Tel-Aviv tempère son image d'occupant. Le Hezbollah et les troupes syriennes crient victoire et approchent déjà de la frontière israélienne, mortiers et systèmes lance-missiles. Les premières explosions secouent la quiétude des localités du nord de l'État hébreu. Israël comprend que dès qu'il abaisse sa garde armée, ses ennemis en profitent.

#### **IV.2.4 L'échec de la dernière tentative de Clinton pour instaurer un processus de paix**

Israël célèbre les possibilités de cet accord. On croit alors à un cercle vertueux lorsque le 10 juin, hasard de calendrier, Hafez el-Assad meurt d'une crise cardiaque. Le vieux lion syrien, incarnation rigoriste d'un socialisme dictatorial et féodal, est remplacé par son fils Bachar, en qui on espère de profondes réformes, dont celles d'évacuer le Liban, comme son père s'y était engagé. Bachar, de formation occidentale, considéré comme ouvert, réduit cependant très vite ses prétentions de réformes en face de l'intransigeance du lobby militaire syrien mais aussi d'une situation au Moyen-Orient qui va vite se dégrader. Pour Damas, abandonner le pays du cèdre ruinerait son économie (commerce plus trafic de stupéfiant) et affaiblirait sa défense. La paix timide cède la place à la désillusion.

Du 11 juillet au 25 août 2000, Clinton, Arafat<sup>1086</sup> et Barak échouent dans la relance du processus de paix à Camp David III. Le déclenchement de la seconde Intifada *Al Aqsa*, le 28 septembre, noie les derniers espoirs de paix. C'est l'incident de l'Esplanade des Mosquées (Haram al-Sharif) près du mont du Temple et du mur des Lamentations (lieu saint musulman et juif), attribué tantôt à Arafat (qui n'a pas activé sa *force 17* pour la sécurité de Sharon) tantôt à Ariel Sharon. M.Albright accuse plutôt :

<sup>1086</sup> Arafat aurait voulu écarter les « jeunes turcs » palestiniens (Haidar Abdel Chafi, Hanan Ashrawi, Faycal Husseini...) qui avaient avancé leurs pions à la Conférence de Madrid en 1991 et d'Oslo.

« la coterie des membres du Likoud. [...] Avait-on le droit de visiter le Mont du Temple ? Oui. Mais le faire à ce moment précis revenait à jeter une allumette enflammée dans un bidon d'essence au milieu des enfants du quartier. On en trouvera toujours pour applaudir à ce genre de provocation. L'Histoire, elle, n'applaudit pas. [...] On peut reprocher aux Israéliens l'extrémisme de certains d'entre eux et, plus généralement, leur politique touchant aux colonies. [...] Ils n'auraient pas voulu céder dix pour cents pour gagner un dollars »<sup>1087</sup>.

La rencontre de Charm-el-Cheikh et le rapport Mitchell sur les causes du conflit sont contrebalancés par la réunion extraordinaire de la Ligue Arabe au Caire, où Arafat et les États Arabes soutiennent l'Intifada. On murmure que Moubarak, déçu du dossier nucléaire aurait laisser-faire. En novembre, Arafat et Netanyahou, grâce à l'entremise de M. Albright, se rencontrent à la frontière de Gaza. Sharon nouvellement élu et son ministre des Affaires étrangères, que Clinton qualifie de représentant de la ligne dure, qualifient les accords d'Oslo de « suicide national ». « J'ai vécu avec des Arabes toute ma vie. J'ai des problèmes avec leurs dirigeants, ou du moins avec certains d'entre eux qui sont des assassins. C'est une erreur de traiter avec eux » dit Sharon à Albright. George Tenet propose l'abandon de 13% de la Cisjordanie contre une alliance et la lutte des Palestiniens contre les terroristes. Mais Sharon refuse de serrer la main et Arafat<sup>1088</sup>.

La même année a lieu la 6<sup>ème</sup> conférence de révision du TNP. Les EDAN décrivent 13 étapes afin d'arriver à respecter seulement *l'article 6*, afin d'accélérer la ratification du Tice et de l'ABM. Le 31 décembre, Clinton exige la signature du statut de Rome pour une cour internationale sur le nucléaire, avec les signatures iranienne et israélienne<sup>1089</sup>. Les lobbies sabotent la décision. Le sénateur américain du Comité aux relations étrangères, Jesse Helms, dénonce l'action du président : « cette décision n'est pas tenable. Le traité requière des ratifications et des signatures et il devait y avoir 60 ratifications avant que le traité n'entre en force alors que plus tard, il n'y en avait que 27 »<sup>1090</sup>. Dans les derniers jours du mandat de Bill Clinton, le président offre un plan de paix incluant un retour à la frontière de 1967, un partage de Jérusalem et des lieux saints ; un échange des territoires ; l'installation en Cisjordanie d'une partie de la population de Gaza, ville qui devra être reconstruite sur le modèle de Beyrouth et la création d'un marché commun entre l'AP, la Jordanie et l'Égypte. Barak exige à l'inverse que 80% des colonies soit intégré à Israël et revendique la surveillance de la vallée du Jourdain et de Gaza pour combattre la contrebande. Cependant, le 2 janvier 2001, timide concessions, le gouvernement israélien accepte de revoir sa politique envers la CAB, sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères et de celui de la Défense, qui confessent que leur pays ne peut plus défendre efficacement sa position. Du 21 au 27 janvier 2001, l'échec des négociations de Taba accentue les déliquescentes du processus de paix. Albright déplore alors :

<sup>1087</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p. 601.

<sup>1088</sup> Bill CLINTON, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, chapitre 45.

<sup>1089</sup> *Financial Times*, 11 octobre 2003, « Israel extends nuclear weapons capability », Douglas FRANZ.



« Les Israéliens n'ont pas restitué tous les territoires promis. Les Palestiniens ont tardé à confisquer les armes. Les Israéliens étaient censés libérer des prisonniers palestiniens, ce qu'ils ont fait, mais du point de vue palestinien, il ne s'agissait pas des bons. Les Palestiniens ont arrêté des personnes soupçonnés de terrorisme, mais a prétendu Israël, pas les principaux responsables. Sous la pression des extrémistes des deux camps, le langage de la violence a supplanté le langage de la paix »<sup>1091</sup>.

Peut-être essaye-t-on de gagner du temps et d'attendre l'investiture républicaine.

### **IV.3 Israël puissance nucléaire sous-marine**

#### **IV.3.1 L'intérêt du vecteur sous-marin**

Pour Israël, la mer devient un champ de bataille aussi important que la terre ou les airs. Tel-Aviv est en train de bâtir une barrière maritime par ses navires, ses radars côtiers, ses antimissiles, ses commandos marines, ses filets et ses bornes marines spéciales et ses drones *Protector*<sup>1092</sup>. Reste que les efforts déployés contre une marine palestinienne méprisante reste grotesque. De même, la marine empêche les importations d'armes et le trafic de matières illicites. Israël devient à la fin des années 1990 une puissance sous-marine nucléaire, en commandant des sous-marins à l'Allemagne. Il s'agit de bénéficier de capacités atomiques de *seconde frappe*, mais aussi mettre toutes les régions stratégiques du monde à portée. Le sous-marin lanceur d'engins en déplacement sur les océans « n'a que faire du régional dès lors qu'il couvre le monde de l'ombre dissuasive »<sup>1093</sup>. Étant donné que l'ennemi, à l'exception de la Syrie, n'est plus aux frontières immédiates, et que les missiles ont une portée et une précision limitée, il convient dès lors d'embarquer la force de frappe afin d'atteindre les menaces plus lointaines comme l'intégralité du territoire iranien. Cela permet d'éviter de travailler sur la portée des missiles et ainsi alimenter la course aux armements chez l'ennemi.

Depuis 1960, à l'instar des Etats-Unis qui développent en premiers missiles nucléaires transportés par sous-marins, toutes les grandes puissances privilégient désormais ce vecteur au détriment des autres, plus vulnérables et moins discrets. La Grande-Bretagne ne possède plus que ce seul vecteur depuis 1998. Il a aussi un autre avantage, et de taille. Le TNP avoue son impuissance à légiférer sur les arsenaux qui ne sont pas terrestres et aériens. Tiré d'une plate-forme navale, qui plus est dans des eaux internationales, le missile est inattaquable sur le plan juridique. Le sous-marin est de surcroît très discret et pratiquement invulnérable. Enfin, les antimissiles ne sont pas prévus pour contrer les missiles des sous-marins, à cause de leurs portées réduites et de leurs trajectoires inconnues. Ces avantages évoquent cette question chez

---

<sup>1090</sup> ICC, ratification n°18, 14 novembre 2000.

<sup>1091</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p. 578.

<sup>1092</sup> *Défense et Sécurité Internationale*, décembre 2009, « Une marine moins discrètement ambitieuse », Jean-Louis PROMÉ.

<sup>1093</sup> François GÉRÉ, « L'emploi de l'arme nucléaire : où en sommes nous aujourd'hui ? », 8 novembre 2005, FRS.

le spécialiste JM Collin : « Jusqu'à quel point pourrions-nous progresser vers un monde plus pacifique, sans prendre aussi en considération la question navale »<sup>1094</sup>.

Pour la marine israélienne, *l'Heyl Hayam HaYisrael*, l'acquisition de ses sous-marins lance-engins est cruciale. C'est pourquoi l'ancien commandant de la marine israélienne, le Major Général Avraham Botzer, déclare en décembre 1990, date de la première commande : « les sous-marins doivent être une solution pour l'État d'Israël, pas seulement pour la marine. Ces sous-marins sont une plateforme pour des systèmes d'armes de dissuasion contre des attaques d'ADM. C'est une solution de garanties si l'ennemi tente de frapper préventivement en toute impunité avec des armes non-conventionnelles »<sup>1095</sup>, signifiant la nature particulière de ces bâtiments, tout en affirmant la réalité nucléaire du pays. Selon Joseph Cirincione, directeur de la *Carnegie Endowment's nonproliferation project* va plus loin en soutenant que « la majeure partie de la capacité nucléaire israélienne se trouve à bord de sous-marins qui assurent une bonne dissuasion à un pays démographiquement et géopolitiquement le plus vulnérable au monde, ce qu'aucun de ses ennemis ignorent »<sup>1096</sup>. L'amiral Alex Tal, de la *Heyl Ha'Yam* (marine), nommé en 1996, affirme même : « si Israël voulait cacher quelque chose, il le mettrait très certainement sous la mer »<sup>1097</sup>.

Tel-Aviv commande ces sous-marins *type 800* à la suite de négociations, entamées depuis 1990. Elles n'ont pas été faciles. Les Israéliens ont su vaincre les réticences de Berlin : l'Allemagne ne participe pas à la guerre du Golfe (un aveu donc : elle était bien en partie au bénéfice d'Israël) et de plus, certaines entreprises allemandes ont participé au programme chimique irakien. En conséquence, dès décembre 1990, Bonn accepte de financer à hauteur de 511 millions de dollars des *Dolphin*<sup>1098</sup>. Selon d'autres versions, l'Allemagne accepte en fait de fournir gratuitement deux exemplaires sur trois<sup>1099</sup>, pour un coût unitaire de 320 millions de dollars<sup>1100</sup>. En 2008, on apprend finalement que « l'Allemagne a donné les 2 premiers à Israël après la première Guerre du Golfe et diminué le prix du troisième »<sup>1101</sup>. Mais pour les deux premiers exemplaires, les Etats-Unis ont payé pour la moitié, sans –doute, sur l'enveloppe de la FMF. Leur construction débute en mai 1991. En 1994, l'entraînement des équipages débute.

L'accord est modifié en 1997. Les entreprises *Howaldtswerke-Deutsche Werft* et *Thyssen Nordseewerke*, conduit par *Ingalls Shipbuilding*, sont commissionnées. *Siemens* et *MTU* s'occupent de la propulsion. *Elbit* participe à l'électronique et aux contre-mesures de

<sup>1094</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 25.

<sup>1095</sup> *Haaretz*, 9 juin 1998, «Swimming with the Dolphins».

<sup>1096</sup> *Washington Post*, 15 juin 2002, « Israel has sub-based atomic arms capability », Walter PINCUS.

<sup>1097</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 498.

<sup>1098</sup> François JOYAUX, *Actualités stratégiques*, documents Payot, 1992, p. 216.

<sup>1099</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 497.

<sup>1100</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe, op.cit.*, p. 131.

<sup>1101</sup> *Jerusalem Post*, 8 mai 2008.

bord. On apprendra plus tard que la DCN française et son « équivalent allemand » s'étaient partagés le marché des sous-marins nucléaires: L'Allemagne pour Israël et la France pour le Pakistan<sup>1102</sup>. Le 9 juillet est mis en chantier le *Tekumah* « renouveau ») avec l'accord d'Ilan Biran, directeur-général du ministère de la Défense. Le 27 juillet, le premier sous-marin est livré au moment où Alex Tal est remplacé par l'amiral Yaari. À la fin de l'année, c'est au tour du deuxième sous-marin, le *Léviathan*, puis en juillet 2000, du *Tekumah*. Ultramodernes, mouillant à Haïfa près des entrepôts nucléaires (la marine «classique» est redistribuée sur Ashdod et Eilat), ces engins placent Israël comme la cinquième puissance sous-marine nucléaire mondiale. Le 25 août 2006, Israël signe de nouveau un contrat de 1,3 milliards de dollars avec *TKMS* pour deux autres *Dolphin NG U-212* (pour d'autres travaux, il s'agit de machines de la *classe 209*) à propulsion anaérobie, plus furtifs. Cette fois, ils seront financés pour un tiers par l'Allemagne. Livrables en 2010, ils porteront à cinq le nombre de ces bâtiments : Un en action, un second en transit, un troisième en cale sèche, un quatrième en alerte et le dernier en entretien. Un sixième exemplaire aurait été commandé, fruit d'après négociations. Il ferait d'Israël une puissance égale à la France, dépassant la Grande-Bretagne !

Les trois sous-marins intègrent la « force 700 »<sup>1103</sup>. En principe il est prévu qu'un des bâtiments mouille en Mer Rouge, l'autre dans le Golfe Persique,<sup>1104</sup> effectuant ainsi une pression permanente sur les capitales arabes selon le principe de la *permanence à la mer*. La stratégie minimum vise à mettre en mer au moins un sous-marin à la fois, un autre au mouillage, le dernier en alerte. L'apport de ces machines augmente le nombre de marins de 11500 à 19500 de 2006 à 2010. La marine est désormais apte à exercer des blocus contre ses ennemis, une potentialité qui demeurait moindre lors des guerres précédentes, à telle enseigne que les marines internationales devaient jusque-là y suppléer. Cela, Israël, pour des questions d'indépendance, ne le voulait plus. Elles permettent la sécurisation des routes maritimes. Toutefois, si les sous-marins sont invulnérables en mer, le Hezbollah aurait délibérément visé leurs bases en 2006, et d'autres terroriste Ashdod le 23 novembre 2002 et 14 mars 2004. En fait, Haïfa étant la première ville de taille près de la frontière libanaise, elle était une cible évidente. Il est peu probable que des terroristes savent exactement où frapper.

La zone d'entraînement privilégiée est l'Océan Indien, surtout depuis que New Delhi et Tel-Aviv ont signé de nouveaux accords<sup>1105</sup> pour utiliser la base de Bombay, à une portée de missile de l'Iran... Début 2006, dans le Golfe Persique et dans l'océan Indien, la base américaine de l'archipel des Chagos accueille un temps ces sous-marins pour des

<sup>1102</sup> *L'Express*, 27 septembre 2007, « France-Allemagne, la mésentente cordiale », p.98.

<sup>1103</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, op.cit., p. 66. d'autres travaux parlent d'une « 7<sup>ème</sup> flotille ».

<sup>1104</sup> *BBC*, 23 mai 2004, « *Israel : secret weapon* », Olenka FRENKIEL.

<sup>1105</sup> *IFRI*, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », Pierre RAZOUX, octobre 2007, Focus stratégique n°2.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
manœuvres<sup>1106</sup>. D'autres parlent de la base des îles Dahlak, appartenant à l'Erythrée, anciennement soviétique<sup>1107</sup>. Il s'agirait d'éviter un blocus des ports israéliens, pouvant être soumis, de surcroît, à des attaques navales ennemies. Pierre Razoux signale à juste titre qu'en passant par le détroit de Gibraltar, les sous-marins permettent de maintenir « la plus grande incertitude sur la position de ses sous-marins une fois que ceux-ci ont quitté leur base d'Haïfa »<sup>1108</sup>. En 2005, le nouveau patron de la marine israélienne, l'amiral David Ben Baachat assurent que les unités ne passeront plus par le canal de Suez, car elles sont obligées alors de faire surface à cause de sa profondeur trop réduite et cela irait à l'encontre de l'opacité. La nouvelle route passera par donc Gibraltar et Le Cap<sup>1109</sup>. L'Égypte est certes un nouvel allié, mais, raison de plus pour s'en méfier... Sauf qu'à la fin de la décennie, les *Dolphin* repassent par Suez pour participer à des manœuvres au large d'Eilat. En fait, Le Caire et Tel-Aviv, déterminée à faire barrage au programme nucléaire iranien, ont contracté une alliance stratégique pour cet objectif. Néanmoins, il est peu crédible que des sous-marins passent par des systèmes d'écluses aussi peu profondes. Coincé dans ce goulet, les bâtiments seraient à la merci de terroristes ou simplement d'une grève ou de problèmes techniques.

#### IV.3.2 Opacité et critiques sur les performances d'un vecteur particulier

Cette vente ne tarde pas à déclencher des critiques. Israël Shamir, célèbre juif antisémite, s'emporte sur son site Internet : « Si j'étais Allemand, j'y réfléchirais à deux fois, avant de fournir des sous-marins nucléaires. J'aurais bien trop peur qu'il efface, simplement, l'Allemagne et son peuple de notre globe terrestre à tous »<sup>1110</sup>. Malgré une opacité médiatique imposée par le gouvernement allemand, la polémique agite certains milieux politiques et intellectuels, notamment certains Verts allemands<sup>1111</sup>. Daniel Cohn-Bendit, en sortant du Parlement européen, rétorque à la presse, à cette occasion : « Ce cadeau est le prix que les Allemands devaient payer pour l'Holocauste ». Le 29 juin 2005, interrogé sur *France Info*, le député européen fustigeait pourtant l'installation du projet de réacteur nucléaire ITER à Cadarache. A l'inverse, le Vert allemand, Winfried Nachtwei, attaché aux questions de sécurité nationale se dit choqué car l'Allemagne n'ait pas obtenu de garanties que ces engins ne servent pas de plate-forme d'armes nucléaires. Au journal *Taz*, il déclare « Autrement c'est une renonciation complète de la politique de l'Allemagne de la non-prolifération ».

<sup>1106</sup> *Marianne*, 5 juillet 2006, « Israël. La menace venue du Nord », Patrick GIRARD.

<sup>1107</sup> *Défense et Sécurité Internationale*, décembre 2009, « Une triade nucléaire qui n'existe officiellement pas », Jean-Louis PROMÉ.

<sup>1108</sup> *IFRI*, *Ibid.*

<sup>1109</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 499. *Jerusalem Post*, 4 décembre 2005, « Deterring the Iranian Nuclear Threat », Efraim INBAR.

<sup>1110</sup> Israel SHAMIR, 30 avril 2004, « Enfants d'un Dieu Subalterne ? », Site personnel du journaliste .

<sup>1111</sup> *Der Spiegel*, 11 octobre 2003, « Deutsche U-Boote zu Atomwaffenträgern umgebaut ». Bendit forma en 1981 l'*Arbeitskreis Realpolitik*, qui rassemblaient les Verts optant pour le compromis politique.

En 2000, le porte-parole de la marine israélienne coupe cours aux supputations en disant que ces sous-marins sont «complètement conventionnels », les sources attestant le contraire «étant pures fantaisies »<sup>1112</sup>. Mais quelques semaines plus tard, les services de communications de Tsahal affirment que ces sous-marins «seraient capables de faire face à toutes menaces en Méditerranée durant le XXI<sup>ème</sup> siècle »<sup>1113</sup>. Un diplomate de l'administration Bush reconnaît *de facto* le statut nucléaire d'Israël : « nous tolérons les armes nucléaires en Israël pour la même raison que nous les tolérons en Grande-Bretagne et en France. Nous ne regardons pas Israël comme une menace »<sup>1114</sup>. En 2002, un officiel du Pentagone déclare qu'« il refuse de confirmer les rumeurs, étant donnée que les informations sont au-dessus du top secret ». Un autre américain ajoute ironiquement qu'« il ne vaut pas mieux demander ». Mark Regev, porte-parole de l'ambassade israélienne, confirme que son pays vient bien d'acquérir trois sous-marins d'Allemagne, mais que cela ne modifiait en rien la position d'Israël qui refuse d'introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient<sup>1115</sup>. David Menashri, expert israélien réplique que l'Iran ayant une attitude belliqueuse, Israël se doit d'optimiser sa dissuasion par cet achat<sup>1116</sup>.

Les sous-marins *Dauphin*, *Léviathan* et *Tekumah*, pèsent 2000 tonnes, et mesurent 57 mètres de long pour un équipage de 35 à 45 hommes. Leurs vitesses maximales sont de 20 nœuds (11 avec schnorkel déployé) pour une autonomie de 50 jours dont 30 en plongée, et une capacité de profondeur de 350 mètres grâce à leurs coques HY-80. Ils seraient capables de parcourir d'une traite 8350 à 10000 km. Leur propulsion n'est cependant pas nucléaire mais classique (moteur diesel et batterie acide-plomb), couplé à un système de propulsion anaérobie, utilisé pour une navigation lente et silencieuse, avec des piles à combustible selon la technologie allemande<sup>1117</sup>. Les engins communiquent avec un laser bleu-vert, pénétrant l'eau jusqu'à 1.000 mètres sur une zone de 16.000 km<sup>2</sup>, évitant de faire surface, renforçant la discrétion.

Ils seraient armés de 10 tubes pour la projection de 24 missiles de croisière à capacités nucléaires optimisés par le logiciel *PROMIS*<sup>1118</sup>. D'autres travaux font état de 16 à 48 missiles *Popeye Turbo* embarqués<sup>1119</sup> d'une charge de 227 kg, lancés par six tubes de 650 mm et quatre tubes de 533 mm pour une vitesse de 35 nœuds. Ils seraient à ogive nucléaire, selon Van Creveld<sup>1120</sup>, et conçu encore par *Rafael*. Leurs portées atteindraient 1500 km, mais ils ne

<sup>1112</sup> *Jane's Defence Weekly*, 8 Nov. 2000, «Israel received last Dolphin-class submarine».

<sup>1113</sup> *Washington Post*, *Ibid.*

<sup>1114</sup> *Los Angeles Times*, 11 octobre 2003, « Israel extends nuclear weapons capability», Douglas FRANZ.

<sup>1115</sup> *Washington Post*, *Ibid.*

<sup>1116</sup> *DEN/DER/SERI, Building 212, CEA CEN Cadarache.*

<sup>1117</sup> *Jerusalem Post*, 26 mai 2008.

<sup>1118</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *op.cit.*, pp. 66-67.

<sup>1119</sup> Hans KRISTENSEN, *Op.cit.*, p. 42.

<sup>1120</sup> *The Observer*, 12 octobre 2003.

sont disponibles que depuis 2002<sup>1121</sup>. Or, le *Popeye* ne peut en théorie dépasser les 350 km. Le *Delilah* est un autre missile de croisière emporté, dont la portée testée est comprise entre 300 et 500 km pour 150 kg de charge militaire<sup>1122</sup>. Il est développé par les *IMI* en collaboration avec la Chine notamment. Les *IAI* et *Rafael* cherchent à doter ces missiles de système de navigation et de guidage perfectionné que le Pentagone leur refuse. Le *Gabriel-IV* (ASMP) israélien, lui aussi à capacité nucléaire, emporté aussi par les unités navales aérienne, est un missile développé avec Taïwan, se déplaçant à faible altitude ( – de 30 m), à une vitesse subsonique (mach : 0.7). Sa portée, varie en fonction de sa version.

Au début du mois de janvier 2000, Amos Yaron, le ministre de la Défense israélien, aurait commandé à Washington 12 missiles de croisière *BGM-109 Tomahawk*<sup>1123</sup>. Les missiles de croisière exploite la brèche laissée par le désarmement sur les missiles à longue portée. Les Tomahawk entrent en service en 1984 aux États-Unis, avec une portée de 2500 km. Plus petit, mais plus précis et pouvant être dotés de charges NBC, ils s'avèrent mieux conçus à la géostratégie actuelle. En effet, ils sont plus furtifs en volant juste aux dessus des vagues puis au ras du relief terrestre. Ils sont plus maniables, peuvent changer de direction pendant le vol, et sont plus économiques. Israël se montre très intéressé par eux après les frappes américaines réussies en Serbie et en Irak. Chaque sous-marins en emporteraient 12 exemplaires. Il s'avère que le directeur général du ministère de la Défense Amos Yaron et le député Yekutiël Mor, a réellement demandé la livraison de 12 à 100 de *Tomahawk* afin de frapper dans le futur l'Iran et l'Irak. Mais Washington n'en démord pas, au nom des accords de non-prolifération passé avec la Russie et les instances internationales, et parle de versions locales, des *Popeye-Turbo*. Israël aurait probablement refusé d'acquérir des missiles avec obligation d'accepter un contrôle américain<sup>1124</sup>. Mais la Maison Blanche, en mars, nie en avoir vendu à Tel-Aviv. Plus tard, les États-Unis précisent qu'Israël lui a bien demandé cette livraison, lors des pourparlers entre Clinton et Barak à Shepardstown (Ouest-Virginie) en échange du retrait du Golan, ce qui lui a été finalement refusé<sup>1125</sup>. Les réticences américaines sont peut-être purement formelles pour ménager les alliances avec les pays arabes. Bernard Prézelin, capitaine de vaisseau dans la marine française, confirme les réticences américaines mais ne cite pas Israël dans les bénéficiaires de cette technologie: «Je parlerais plutôt d'amélioration substantielle de leur armement plutôt que de prolifération, car progressivement les sous-marins classiques acquièrent une capacité de lancement de missiles à changement de milieu ou antinavires»<sup>1126</sup>. Des essais préventifs de tirs de missiles sont effectués en mai au large entre l'Inde et le Sri-

<sup>1121</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 195.

<sup>1122</sup> Frédéric ENCEL et François THUAL, *Géopolitique d'Israël, ..., op.cit.*, p. 292.

<sup>1123</sup> Portée: 75 km, chances de succès: 99% selon Martin VAN CREVELD, *op.cit.*, p. 490.

<sup>1124</sup> *Haaretz*, 14 mars 2000, « A présidents promise: Israel can keep its nukes, open secrets », Aluf BENN.

<sup>1125</sup> *Bulletin of Atomic Scientists*, Volume 5, n° 5, *Israeli Nuclear Forces*, pp. 73-75. Voir la parti « histoire ».

<sup>1126</sup> *DSI*, le 13 février 2006, « La prolifération des technologies sous-marines », Bernard HENROTIN.

Lanka au large de la Turquie, deux fidèles alliés<sup>1127</sup>. Le 18 juin, l'IDF déclare avoir testé un missile à partir d'un sous-marin, dont la portée atteint près de 1500 km. Mais on ne connaît pas leurs natures.

En octobre 2003, deux administrateurs américains et un israélien confirment, à condition de respecter leur anonymat, que Washington a vendu des missiles *sub-Harpoon* pouvant emporter des têtes nucléaires (il faudrait dans ce cas les modifier)<sup>1128</sup>. Le 12 décembre, *The Observer* mentionne que les flottes américaines et israéliennes ont déployé ensemble des missiles dotés de têtes nucléaires, afin de faire pression sur la Syrie et sur l'Iran, réticentes à abandonner leurs ADM :

« Israeli and American officials have admitted collaborating to deploy US-supplied Harpoon cruise missiles armed with nuclear warheads in Israel's fleet of Dolphin-class submarines, giving the Middle East's only nuclear power the ability to strike at any of its Arab neighbours. The unprecedented disclosure came as Israel announced that states 'harbouring terrorists' are legitimate targets, responding to Syria's declaration of its right to self-defence should Israel bomb its territory again»<sup>1129</sup>.

Cet avertissement s'adresse aussi à l'Arabie Saoudite et à l'ensemble du monde arabe, afin de leur rappeler que toute agression ou tout soutien au «terrorisme» sera suivi de représailles conséquentes, au moins conventionnelles, comme au Soudan en 1998 de la part des États-Unis. Robert S. Norris, historien du nucléaire au *Natural Resources Defense Council* à Washington, et Daniel Seaman, porte-parole du gouvernement, refusent de répondre aux questions de l'AIEA mais confirment que les sous-marins transportent des *Sub-Harpoon*, sans préciser la nature des têtes. La preuve est apportée le 31 août 2007 lorsqu'Israël se dote pour 163 millions de dollars de 30 *RGM-84L Block II Harpoon*. *Raytheon* et *Boeing* affirment à cette occasion maintenir la capacité de d'autodéfense israélienne<sup>1130</sup>. Cependant, *The Pentagon's Defense Security Cooperation Agency* (DSCA), qui supervise les exportations militaires, explique que le contrat des *Harpoon* vers Israël n'est pas explicite sur l'autorisation de les modifier pour qu'ils transportent des charges nucléaires. L'institution émet ensuite cette conclusion naïve: « Nous n'avons pas de raisons de penser qu'Israël a l'intention de modifier ou substituer les têtes de ses missiles ». Dès lors, des missiles seraient bien vendus mais il ne s'agirait pas de *Tomahawk*... le contrat porterait au total sur 100 *Harpoon*. Robert Algarotti, porte-parole de la firme qui fabrique les *Harpoon*, explique que les missiles n'ont de toute manière pas été prévus pour des charges atomiques. Mais des experts affirment au contraire qu'une charge nucléaire de 220 kg pour une portée de 100 km est possible, ce qui remettrait en cause le MTCR<sup>1131</sup>. Reste à savoir pourquoi Israël, qui produit des missiles très performants,

<sup>1127</sup> *Sunday Times*, 18 juin 2000, « Israel Makes Nuclear Waves with Submarine Missile Test ».

<sup>1128</sup> *Los Angeles Times*, 12 octobre 2003, «Israel Adds Fuel to Nuclear Dispute ».

<sup>1129</sup> *The Guardian*, «If Libya can do it, why not Israel», 22 décembre 2003, Peter PRESTON.

<sup>1130</sup> *Defense Daily International*, 31 août 2007, «Israel Seeking \$334 Million in Missiles, \$308 Million in Jet Fuel».

<sup>1131</sup> *Arms Control Association*, novembre 2003, «Israel Allegedly Fielding Sea-Based Nuclear Missiles », Wade BOESE.

veut s'en procurer ailleurs. La réponse est celle-ci. Les États-Unis les vendent à des prix préférentiels, prélevés sur l'enveloppe d'aide annuelle. Certes, 25 autres pays en possèdent déjà, tel l'Arabie Saoudite et le Pakistan, sans que cela n'ait provoqué un pareil scandale. Il faut dire que ces pays ne sont pas nucléaires ou ne contrôlent pas leurs propres arsenaux.

#### IV.4 De grands bouleversements

##### IV.4.1 Sharon, Bush : Un cinéma orientale au format 11/9<sup>ème</sup><sup>1132</sup>

La troïka Barak/ Arafat/ Clinton, sur qui reposait beaucoup d'espérances, laisse sa place, à une nouvelle équipe, incarnée par le couple Sharon/ Bush. Elle demeure, dès les premiers instants, beaucoup plus intransigeante. *Arik*<sup>1133</sup> profite de la couverture médiatique défavorable du retrait libanais, des dangers irakien et iranien et du début de la seconde Intifada pour se faire élire en tant que Premier ministre, et prend ses fonctions en mars 2001. L'évènement signifie la fin des tâtonnements entre discours de paix, désarmements, instabilité politique et discorde entre faucons et colombes, propre aux années 1990. En effet, durant la décennie, il y eut cinq changements de majorité, quatre directeurs du Shabak et cinq chefs d'État-major différents. L'arrivée de Sharon marque d'abord le retour de la doctrine « la paix par la force » au lieu de « la paix contre les territoires ». Par la suite, la doctrine deviendra « force et territoire contre la paix ». Il réaffirme son opposition à tout changement de stratégie de dissuasion<sup>1134</sup> et la restitution de toute la Cisjordanie aux Palestiniens. L'élection de ce militaire controversé, notamment pour ses bavures et sa participation à la victoire du Kippour, provoque un durcissement général, sans toutefois trancher réellement avec la politique de Barak, bien moins pacifique qu'on ne l'a dit.

Mais si Sharon peut agir plus librement, c'est aussi grâce à l'élection du républicain Georges Walker Bush, notamment grâce aux lobbies pro-israéliens, alors que plus des deux tiers des juifs américains ont voté démocrate<sup>1135</sup>. Bush parvient d'abord à exclure de toutes négociations le sort des colons. Le couple Sharon/ Bush fait le bonheur des lobbies militaro-industriels des deux pays. On devait apprendre qu'à la veille des élections présidentielles, le PNAC (*Project for the New American Century*) consacra une longue étude intitulée *Rebuilding America's Defense*. Le PNAC, créé en 1997 par William Kristol et Robert Kagan, promeut une politique américaine interventionniste, destinée à imposer un *American Global Leadership* pour assurer le maintien de la domination mondiale des États-Unis, face aux puissances émergentes, ré émergentes et aux *Rogues States*. Les cibles désignées sont déjà

<sup>1132</sup> *Cercle Kulture*, « Un cinéma orientale au format 11/9<sup>ème</sup> », 11 septembre 2008, Nicolas TENEZE.

<sup>1133</sup> Surnom d'Ariel Sharon.

<sup>1134</sup> *Haaretz*, 13 mars 2001, « Sharon to Remain Mum on Nukes », et Zeev MOAZ, « The mixed blessing of Israël's Nuclear Policy », *ibid.*

<sup>1135</sup> Michel GURFINKEL, « Les Paradoxes du vote Juif », 12 mars 2006.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
en priorité l'Irak et l'Afghanistan<sup>1136</sup>. Le RAD, intégrant Israël comme partenaire privilégié n'attend qu'une série d'événements, pour se voir légitimer. Cette vision était déjà clairement formulée en 1991 par Dick Cheney, Secrétaire à la Défense, et l'amiral David Jeremiah, adjoint du chef d'état-major Colin Powell, dont l'une des priorités, même après l'opération *Desert Storm*, est d'empêcher l'acquisition par l'Irak et la Corée du Nord d'ADM. Il s'agit surtout et prioritairement de combattre la baisse des budgets de Défense américains et israéliens dans les perspectives de paix (et en filigrane européens et arabes). Leurs stratégies au Moyen-Orient doivent néanmoins respecter les principes d'exceptionnalisme, de sécurité et d'unilatéralisme<sup>1137</sup>.

Le 11 mai, le NSG, réuni à Aspen, se dote d'un organe intersessionnel permanent (le Groupe consultatif) et décide de promouvoir une plus grande transparence sur le double plan de ses politiques et des conditions auxquelles est subordonnée la fourniture de matières nucléaires. Les États-Unis comme la France y adhèrent, mais Washington se garde bien de soumettre à la transparence l'accord conclu en 2000 avec Israël. Le 18 juin, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, entre en vigueur auquel Israël donne un accord de principe. Néanmoins, le 30 juillet, dans un document intitulé « application des garanties au Moyen-Orient », l'AIEA déplore :

« Tout les États de la région font partie du TNP, hormis Israël. [...] C'est une différence fondamentale de vue, de longue date, entre Israël d'une part et d'autres États de la région d'autre part, en ce qui concerne les applications des garanties dans la région. Israël considère que les garanties, comme toutes les autres questions régionales de sécurité, ne peuvent pas être adressées isolement du processus régional de paix mais seulement dans le contexte d'un règlement juste et durable de paix. [...] Il est bien connu que tous les États du Moyen-Orient ont signé et ont ratifié le TNP, excepté Israël, qui continue de refuser de permettre à l'agence d'inspecter ses installations nucléaires, les seules de la région»<sup>1138</sup>.

Ainsi, si l'AIEA atteste et respecte à la lettre les volontés d'Israël, elle ne dissimule pas le programme nucléaire. Mais par ce texte, l'agence met en exergue son manque d'autorité et d'initiative, se contentant d'observer et de conseiller. Israël devrait se satisfaire de cette position, mais le pays commence à comprendre qu'une AIEA faible n'est d'aucune aide contre l'Irak et l'Iran. Pourtant, le 19 septembre 2001, Giora Amir, ambassadeur israélien à l'AIEA refuse catégoriquement de répondre aux différentes coalitions des États arabomusulmans à l'AIEA, au motif que le mode de revendication, est considérée comme un... vice de procédure, « une voie politique inhabituelle qui ne fait pas avancer les intérêts politiques »<sup>1139</sup>. De toutes manières, sur 23 États de la région, 13 seulement sont sous inspections effectives de l'AIEA, la Jordanie négocie quant à elle un protocole additionnel, et

<sup>1136</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudre ...*, op.cit., p.132.

<sup>1137</sup> *Politique internationale*, mars 2003, n° 99, « Vol au dessus d'un nid de faucons », Alexis DEBAT.

<sup>1138</sup> AIEA, juillet 2001, *Boards of Governors*, Item 23 of the Conference's provisional agenda, (GC(45)/1), « Application of AIEA Safeguards in the Middle East », 17 pages.

<sup>1139</sup> AIEA, 19 Septembre 2001, Conférence générale, 45<sup>ème</sup> session régulière, (GC(45)/28), « Examination of

9 autres États doivent encore définir les modalités des inspections sur leurs territoires. Signer le TNP ne signifie donc pas l'application immédiate des textes.

Exacerbés par l'effet 11 septembre, qui engendre de véritables paradigmes idéologiques, les projets se radicalisent. «Nous avons trouvé notre mission» annonce Bush le 12 septembre 2001, sur un air d'*America is back*<sup>1140</sup> puis ajoutera plus tard «Un Israël en sécurité et en prospérité est notre intérêt national»<sup>1141</sup>. Sharon déclare même « A chacun son Ben Laden, le nôtre, c'est Arafat »<sup>1142</sup>. Selon le *Jewish Institute For The National Security Affairs*, le gouvernement prévoit alors de s'attaquer désormais à Arafat, alors soutenu en partie financièrement par Saddam Hussein. Le processus de paix israélo-palestinien et la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale ne font plus qu'un. Washington et Israël souhaitent ne pas résoudre l'un sans l'autre. Le 13 décembre, Washington commence à contester le CTBT et annonce finalement son retrait du *Antiballistic Missile Treaty*, selon les conseils du *Center for Security Policy*. 22 membres du CSP se retrouvent dans l'administration Bush et commencent à préparer la guerre contre l'Irak en fabriquant des fausses preuves sur les ADM et les liens entre Saddam Hussein et Ben Laden, avec l'aide de Michael Maloof.

#### **IV.4.2 Le réamorçage du bactériologique sous la bannière américaine**

##### **IV.4.2.1 Renforcement du partenariat Israël/ Etats-Unis contre le bioterrorisme**

En 2001, Avner Cohen publie un célèbre article « *Israel and Chemical/Biological Weapons: History, Deterrence, and Arms Control* » au moment où les États-Unis et Israël relancent leurs programmes, afin disent-ils, de combattre le bioterrorisme. Pour les États-Unis, il n'est désormais plus question de forcer Israël à ratifier la CAB et la CAC ni même le TNP, même si de rares Représentants américains estiment que pour préserver l'équilibre au Moyen-Orient, il faudrait arriver au stade suivant: à Israël l'arme nucléaire, et aux États arabes les armes chimiques. A partir du 25 juillet, l'administration Bush rejette la totalité du protocole sur les armes bactériologiques, qualifié «d'inefficace et dangereux pour la sécurité nationale américaine ». La sous-traitante vers Israël va-t-elle s'exacerber? A partir de la fin septembre, des laboratoires américains sont installés en Ouzbékistan et au Tadjikistan, afin de contourner la législation qui tarde à être assouplie. L'armée souhaite ainsi cacher à la CAB les recherches consacrées aux armes biochimiques. Mais le 11 septembre et l'alerte à l'anthrax permettent aux laboratoires de profiter de la psychose et légitimer leurs recherches. C'est

---

delegates credentials, received from. The resident representative of Israel to the AIEA ».

<sup>1140</sup> Hubert VÉDRINE, *Continuer l'Histoire, op.cit.*, p. 16.

<sup>1141</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel Vecchiet, 2008.

<sup>1142</sup> Antoine SFEIR, *op cit.*, p. 69.

pourquoi, dans cette optique, le Congrès américain vote le déblocage de 1,5 milliards de dollars pour la protection biochimique militaire et civile<sup>1143</sup>.

L'alerte à l'anthrax à l'automne aux Etats-Unis (voir 3<sup>ème</sup> partie), rend de plus en plus légitimes les activités de l'IIBR, qui annonce avoir mis au point un vaccin contre cette poudre, injectable en une seule dose, alors que ses concurrents américains proposent une vaccination en plusieurs fois. Le vaccin est testé à partir des lettres piégées envoyées par la poste, ce qui permet à l'ancien ministre de la Santé, Yehuda Barukh, le 14 octobre, de prétendre que son pays est le mieux préparé au monde pour supporter une attaque bactériologique, et particulièrement s'il s'agit d'anthrax<sup>1144</sup>. Mais le 22 octobre, une énième affaire révèle les relations troubles entre Etats-Unis et Israël. L'*US Department of Commerce Bureau of Export Administration*, ignorante des accords secrets, annonce de nouvelles impositions envers les exportateurs américains ayant passé outre les mises en garde du Groupe d'Australie et de la CAC. L'une de ces sociétés, la *Entegris Inc of Minnesota*, écope d'une pénalité de 496000 dollars, pour avoir exporté des composants interdits, servants à des programmes chimiques, à Israël et à Taiwan, cela à 124 occasions entre février 1996 et décembre 1998. Le 26 novembre, le député Moshé Yaalon agite encore la menace chimique syrienne, critiquant le fait que la question irakienne, bien que réelle, ne doit pas occulter le danger syrien<sup>1145</sup>. Aussi, aux États-Unis, il est décidé de faire de Fort Detrick la plate-forme du *National Interagency Biodefense Campus*, incluant l'*USAMRIID*, et trois autres complexes gérés par la *National Institute of Health*, le *Department of Homeland Security (National Biodefense Analysis and Countermeasures Center)*, et le *Department of Agriculture*. Le secteur y emploie dans 320 laboratoires 12000 personnes.

A partir de 2003, les États-Unis, Israël mais aussi des pays d'Europe travaillent sur l'optimisation des bombes au phosphore blanc, qui bien que non considérées comme de réelles armes chimiques, sont techniquement des armes chimiques. Israël les emploie en premier à « doses homéopathiques » en Cisjordanie, à Gaza (y compris en 2008-2008<sup>1146</sup>). Des pays de l'UE et les États-Unis les expérimentent en Afghanistan et en Irak. En février les États-Unis produisent un brevet pour des grenades biologiques. Les politiques Richard Perle (qui comme Michael Chertoff sont israélo-américains) et Kenneth Adelman, signalent qu'il convient donc d'adapter la législation à la sécurité du pays. Le gouverneur Bob Ehrlich renforce les interactions pour les recherches liés à la sécurité intérieure contre le terrorisme avec la *University of Maryland Biotechnology Institute (UMBI)* et les fonds de la *US-Israel Binational Agricultural Research and Development*. Le *Washington Post*, de son côté,

<sup>1143</sup> Susan WRIGHT et David WALLACE, « *Varieties of Secrets and Secret Varieties : The Case of Biotechnology* », Politics and the Life Sciences.

<sup>1144</sup> *The Daily Telegraph*, 15 oct 2001, « Israel Tests Suspect Letters for Bacteria », Ohad GOZANI, p. 6.

<sup>1145</sup> *The CBWCB*, n°55, mars 2002, p. 18.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
continue à publier une série d'articles qui révèle que Washington réaménage des laboratoires d'études (tombées en désuétude depuis 1991), spécialisées sur l'étude des bactéries, des spores, et des diverses formes d'anthrax<sup>1147</sup>. En mars, les sénateurs Joseph Lieberman (Démocrate) et Orrin Hatch (Républicain) déposent un projet de loi, le *Biological, Chemical and Radiological Weapons Countermeasures Research Act*, visant à jeter les fondements d'une coopération entre secteurs public et privé, incluant Israël, mais également d'autres pays<sup>1148</sup>. Il est toutefois difficile de prouver que Washington et Tel-Aviv entretiennent un programme biochimique « offensif » opérationnel (c'est-à-dire la production massive de stocks et non pas l'étude de substances).

Le 28 juillet, le département américain du commerce condamne la *Hamilton Sundstrand Corporation* dans le Connecticut à payer 171,500 dollars de pénalités civiles, là encore pour avoir exporté illégalement des pompes de centrifugeuses pour les programmes bactériologiques chinois, taïwanais, israélien et saoudien<sup>1149</sup>. Pour étayer le procès, le gouvernement américain publie un rapport qui non seulement reconnaît le programme bactériologique israélien, mais également les liens très étroits qui l'unissent à celui des États-Unis: « Les centres de recherches israéliens coopèrent de près avec les laboratoires militaires américains, au sein de la structure américaine du programme du Département de la Défense pour la protection contre les armes biologiques. Dans l'ensemble, Israël possède une puissante base de technologie civile, qui, si nécessaire peut être rapidement et facilement redirigée dans la production d'armes biologiques »<sup>1150</sup>. Ce rapport très clair n'offusque pas représentants et sénateurs de la même manière que les embryons de preuves sur l'Irak, l'Iran ou encore le Soudan. Le 3 août, on apprend que 3 employés de Fort Detrick sont morts de l'anthrax et de la fièvre hémorragique bolivienne. La menace bioterroriste est discréditée par ses accidents. Les installations d'étude sur l'anthrax sont officiellement démantelées<sup>1151</sup>. Le 29 décembre, des recherches communes des centres de recherches du *Harvard Medical School* et du *Beth Israel Deaconess Medical Center* aboutissent à l'identification d'une enzyme permettant de neutraliser l'anthrax.

En 2005, les entreprises biotechnologiques du Maryland reçoivent plus de 32 millions de dollars de Washington, uniquement sur les fournitures militaires à destination d'Israël, dans le cadre de l'aide annuelle. Des incubateurs communs sont créés à l'*Emerging Technology*

---

<sup>1146</sup> *Le Monde*, 12 janvier 2009, « Human Rights Watch dénonce l'usage de bombes au phosphore ».

<sup>1147</sup> *Washington Post*, 30 août 2006, Joby WARRICK.

<sup>1148</sup> *Assemblée Parlementaire OTAN*, 2004, 143 CC 03 F, « Protection civile, un tableau général, rapporteur général »: Verena WOHLLEBEN.

<sup>1149</sup> *The CBWCB*, n°66, décembre 2004, 68 pages, p.39.

<sup>1150</sup> Avner COHEN, « *Israel and chemical/ Biological weapons: History, deterrence and arms control* », *The Non-Proliferation Review*, 2001, 91 pages. pp. 38-40.

<sup>1151</sup> *Center for Nonproliferation Studies at the Monterey Institute of International Studies*, « *Israel Biological Chronology* », 2003.

Center de Baltimore et au *Misgav Technology Center* en Galilée. Mais c'est curieusement dans le secteur de l'agriculture que l'on apprend que l'*U.S. Army Medical Research Institute of Infectious Diseases* de Fort Detrick, travaille avec le *Kimron Veterinary Institute* et l'*University of Alabama* pour l'étude du virus de la *Rift Valley Fever*, considéré comme pouvant être développé comme arme biochimique. De là vient peut-être les rumeurs concernant l'étude d'un nouveau virus pour détruire des récoltes vivrières, des forêts (nouvel agent oragne), sachant que des substances existent pour détruire des cultures de stupéfiants. Sur les 37 millions d'investissement américains en Israël dans le secteur des biotechnologies, un tiers est pris en charge par le gouvernement fédéral au travers du *Foreign Military Financing* (FMF), ce qui signifie que les recherches biochimiques israéliennes, entre autre, est en partie prise en charge par Washington et sont donc bien d'orientations militaires. Dans les clauses du contrat, on trouve les entreprises *Sigma Israel Chemical* sise à Petach Tikva et la *Makor Chemical* de Jérusalem. La firme américaine *Labconco Corp* échange des travaux avec le *Weizmann Institute*<sup>1152</sup>. La *Binational Science Foundation* américaine explique clairement que l'argent fédéral fait aussi tourner l'économie locale et renforce les bassins d'emplois. Pour l'État de New York, sur les 4,3 milliards de dollars d'exportations vers Tel-Aviv, 119 millions sont à usage militaire. En réaction, en mars, 750 biologistes américains, dont deux *Nobel* et sept anciens présidents de l'*American Society for Microbiology*, envoient une pétition pour protester contre l'usage excessif de fonds dans l'étude de menace terroristes bactériologiques, arguant que depuis des années, ce risque n'a causé aucun mort (l'alerte à l'anthrax en 2001 étant d'origine « interne »), à l'inverse des épidémies, qui eux tuent des millions d'êtres humains dans le monde. Ils fustigent aussi l'enrichissement honteux des laboratoires militaires au détriment de la recherche civile. Richard Novick, professeur de microbiologie à l'université de New York, explique aussi qu'au prétexte d'étudier un vaccin pour l'anthrax, les laborantins militaires modifient génétiquement la substance pour la rendre plus efficace. Donc, on y produit bien des armes bactériologiques. Le programme américain pour l'année 2008, sur un total de 136 milliards de dollars, en prévoit plus de 78 pour le militaire. Les fleurons de la physique nucléaire, *Argonne Lab* et *Fermi lab* profite de cette manne et accueillent des scientifiques israéliens comme leurs homologues européens<sup>1153</sup>.

#### IV.4.4.2 Révélation sur l'aide chimique britannique

Déjà lors de la Grande Guerre, le programme anglais est l'un des plus avancés au monde. A l'instar de la France et de l'Italie, leur emploi contre des « troupes indigènes » est vu comme plus « normales » que contre des soldats occidentaux. La Grande-Bretagne est

<sup>1152</sup> *Jewish Virtual Library*, « Cooperation between Israel and the State of Missouri », et « Cooperation Between Israel and the State of New York », The American-Israeli Cooperative Enterprise, 2006.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
connue pour ses disséminations de virus contre des indiens et des indous aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, peut-être même contre les Boers. En 1919, est créé le comité pour examiner l'avenir des armes chimiques et les mesures de défense. Dans l'entre-deux guerres, l'un des centres les plus importants est le *Public Health Laboratory Service*. Le site de Porton Down dans le Wiltshire est ensuite construit par le chef du programme canadien, Frederick Banting de Toronto, l'inventeur de l'insuline et prix Nobel de médecine en 1923. Guérir ou créer des maladies sont donc concomitantes. Paul Fildes et David Henderson l'épaulent<sup>1154</sup>. On sait officiellement que Londres, de 1941 jusqu'en 1944, se lance dans la production d'anthrax et de ricine (code T1123) à Porton Down, et de bombes contenant 30600 fléchettes de 4 grammes de poison. Leurs taux d'efficacité est estimés à entre 17 et 90% selon les lieux. Les symptômes sont connus : «Convulsion, salivation et transpiration importante, défécation aiguë, nausée, ralentissement du pouls et de la pression artérielle, et une agonie de 30 minutes »<sup>1155</sup>. Le 10 mai 1942, Churchill, décide d'utiliser du biochimique dans le cas où Berlin franchirait le pas contre Londres et ses alliés. Les tests sont menés aux Bahamas et à Antigua (opération *Harness*), puis en Ecosse (île de Lewis). Les Britanniques fournissent ensuite à des activistes tchèques de la toxine botulique. La toxine est adaptée pour équiper des grenades, projectiles livrés à des juifs de la résistance Tchèque afin de tuer Reinhard Heydrich, le 27 mai, lors de l'opération *Anthropoid*. Après la guerre, l'armée britannique renforce les centres de Porton Down (*Chemical and Biological Defense Establishment*) et de Maresfield. L'un de ses responsables, le docteur Kelly, est l'un des rares britanniques à travailler également pour l'IIBR<sup>1156</sup>. Des expériences sont menées sur l'île de Gruinard en disséminant de l'anthrax sur des moutons. Le site militaire est abandonné et décontaminé en juin 1986. Le 31 mars 1979, le programme est sous la nouvelle direction du *Microbiological Research Establishment*. Des expériences similaires perdurent à Penclawdd au pays de Galles, et dans le désert de Suffield au Canada.

Le 2 avril 1999, le Royaume-Uni lève partiellement la disposition qui interdisait jusqu'à lors le pays de recevoir des scientifiques israéliens en voyage d'affaires si ces derniers travaillaient dans le NRBC à des fins militaires, car le spectre du bioterrorisme excuse alors toutes les recherches de protection. Mais il est évident que cette disposition dissimulait une coopération secrète en la matière, y compris vers d'autres pays qu'Israël. Car déjà, le 20 septembre 1993, la commission d'enquête londonienne rapporte qu'en 1986, le ministre des Affaires étrangères Tim Renton avait approuvé, contre l'avis et les mises en garde d'Israël, l'envoi de produits destinés à la fabrication d'armes chimiques, soit 26 tonnes d'hydrogène

---

<sup>1153</sup> *Les Échos*, 22 février 2007, « La R&D tirées par la Défense aux Etats-Unis », Alain PEREZ, p. 13.

<sup>1154</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 60.

<sup>1155</sup> *The Independant*, 26 juin 2009, « The weapon Britain hoped would defeat the Nazis », Cahal MILMO.

<sup>1156</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *op.cit.*, p. 104.

fluoride pour l'Égypte. L'accusé déclarait ne pas avoir cherché à savoir de ce que faisait l'Égypte de ses importations<sup>1157</sup>.

En 2001, le Parlement britannique demande une enquête sur l'aide qu'apporte Londres à Israël en matière de gaz paralysant employé dans les TO. Des recherches communes en sciences NBC avec Israël seraient menées, encadrées par le BICOM (*Britain Israel Communications and Research Center*), dirigé un temps par Daniel Shek, futur ambassadeur d'Israël en France<sup>1158</sup> ! Le 14 mars, la Chambre des Communes publie un rapport sur les exportations de « marchandises stratégiques ». Il est stipulé qu'une licence d'exportation britannique a été refusée en novembre 2000 car une entreprise s'apprêtait à vendre du gaz CS à Israël<sup>1159</sup>. Mais Londres reconnaît avoir, par le passé, vendu des munitions au CS et du gaz lacrymogène concentré à une trentaine de pays, dont Israël. Le 14 novembre, le bureau des Affaires étrangères répond au docteur Phyllis Starkey du Parlement sur le fait que Londres a livré des armes chimiques, qu'Israël a ensuite utilisé contre des civils libanais et palestiniens. Le ministre des Affaires Étrangères Peter Hain reconnaît encore la véracité de ces détails, mais assure avoir refusé de réitérer des exportations de « chimie toxique », qui regroupent les « outils de contrôle suivant » : « grenade à main au CS, gaz lacrymogène, substances de contrôle des foules, munitions irritantes, matériel de défense NBC », cela à destination de 28 pays dont Israël et des pays arabes<sup>1160</sup>. Les critiques embarrassent Londres, qui met alors en place, en 2002, une parade : « L'introduction des directives révisées du Royaume-Uni relatives au contrôle des exportations de composants destinés à être intégrés dans des systèmes militaires » permettant d'exporter vers les États-Unis du matériel conventionnelle et non-conventionnelle, pour contrôle. Mais l'on sait pertinemment que Washington va les réexporter vers Israël<sup>1161</sup>. Le 20 juillet 2005, les accusations se précisent car on ajoute dans les produits exportés « des outils permettant de bâtir un programme chimique »<sup>1162</sup>. Le 8 octobre le *Guardian* publie un rapport du MI5 recensant les 360 entreprises complices dans l'optimisation des programmes chimiques indien, syrien, pakistanais, israélien, iranien et égyptien, à l'Inde, la Syrie, la Pakistan, Israël, l'Iran et à l'Égypte, par l'intermédiaires de sociétés écrans maltaises et chypriotes<sup>1163</sup>. Mais bien évidemment, la Ligue arabe, qui dénonce régulièrement Israël, se garde bien de stigmatiser les importateurs arabes.

#### IV.4.4.3 Désarmement biochimique ou redéploiement scientifique?

<sup>1157</sup> *Financial Times*, 21 septembre 1993.

<sup>1158</sup> *L'Arche*, n°584, « Daniel Shek: 'la France et Israël, deux pays qui sont voués à l'amitié' ». pp.24-25.

<sup>1159</sup> *The CBWCB*, n° 52, Juin 2001, p. 40.

<sup>1160</sup> *The CBWCB*, n°57, 64 pages, p. 59.

<sup>1161</sup> *Amnesty International*, MDE 15/012/2009, *op.cit.*, p.31.

<sup>1162</sup> *The CBWCB*, n°69, 68 pages, p. 42.

<sup>1163</sup> *The Guardian*, 8 octobre 2005.

Le 11 novembre 2002, Israël participe à la 5<sup>ème</sup> *Biological and Toxin Weapons Convention Review Conference* en tant qu'observateur<sup>1164</sup>. Le 18 octobre déjà, Pretoria, qui tente d'oublier la parenthèse Basson, demande que les clauses des conventions soient enfin appliquées véritablement dans la transparence par Israël et les États-Unis. Le 22 novembre lorsque la résolution est présentée à l'AG à l'ONU pour y être votée, Israël, les États-Unis et la Micronésie, passent de l'abstention au refus catégorique. C'est donc logiquement qu'à la Hague, le 25 novembre, alors que 75 États signent l'*International Code of Conduct (ICOC)* sur le biochimique, Israël, suivi de son allié indien, du Pakistan, de la Corée du Nord, de l'Iran et de la Syrie, refusent d'y adhérer. Il faut dire que le texte devait être calqué sur une application préalable du MTCR, contesté par Washington. Le 19 octobre 2003, à la 59<sup>ème</sup> session de l'AG des Nations Unies, on étudie la possibilité de reconduire et de renforcer l'antique protocole de Genève de 1925. Trois États s'abstiennent : Israël, les Îles Marshall et les États-Unis.

Pour pallier aux brèches de ce labyrinthe de décision, une initiative parallèle au TNP est amorcée le 31 mai 2003 : l'*Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI)*. Elle doit renforcer la lutte contre le trafic des ADM. On ne sait si Israël participe à la PSI, mais Tsahal collaborera, dans ce processus, à des manœuvres aériennes/terrestres communes, en mai 2006 : *Anatolian Sun*. Là encore, l'ONU encourage officiellement ces instances internationales parallèles, afin de faire bonne figure. C'est pourtant la preuve que depuis deux décennies au moins, l'ONU ne sert plus qu'à condamner les États voyous dans ce domaine.

A l'issue de la capture de Saddam Hussein, de l'abandon de la politique d'ADM de la Libye, et des inspections des Nations-Unies en Iran, Sharon, au sein d'un cabinet de Sécurité réuni pour la circonstance, laisse entendre qu'Israël ratifiera enfin la CAC, ce que dément deux semaines plus tard une source non-officielle s'exprimant dans le *Jerusalem Post*<sup>1165</sup>. Le 28 avril 2004, le CSNU vote la *résolution 1540* fixant des obligations de contrôles aux États proliférants. C'est pourquoi, le lendemain, la Knesset vote un renforcement de l'*Export Control Order* pour le contrôle des exportations des matériaux NBC. Signé par le ministre de l'industrie et du commerce, et le ministre du Travail, il doit mettre en exergue les efforts d'Israël pour promouvoir « la paix et la stabilité du monde, empêcher la prolifération des armes non conventionnelles et du terrorisme non conventionnel » au moyen « de la prohibition des exportations israéliennes des marchandises, de la technologie, et des services qui peuvent être employés dans le développement et la production des armes NBC »<sup>1166</sup>. C'est une reconnaissance officielle et tacite des activités du pays dans le domaine. Néanmoins, le texte aménage des passe-droits. En effet, il n'est pas interdit, pour un laboratoire, d'échanger

<sup>1164</sup> *The CBWCB*, n° 58, décembre 2002.

<sup>1165</sup> *The CBWCB*, n°63, mars 2004, p. 36.



des données et des substances vers un laboratoire étranger, dans le cadre de programmes communs de recherche de diagnostics pour les sciences médicales et vétérinaires. En fait, seul les échanges avec la liste de pays ciblés, tel les *Rogues States* et quelques autres, sont interdits.

En conséquence, le ministre des Affaires étrangères confirme que désormais, Israël intégrera pleinement la CAC. C'est un progrès car Tel-Aviv avait participé à de nombreux programmes dans le monde. Israël s'engage donc à respecter les paragraphes rédigés à l'initiative de George Bush en décembre 2002, suivit par 11 pays pour la PSI de mai 2003<sup>1167</sup>, les réunions du G8 à Evian en 2004, et la résolution 1540 du CSNU, du sommet de Shannon en Irlande en juin 2004 entre l'UE et les Etats-Unis<sup>1168</sup>. Le groupe d'Australie, association informelle créée en 1984-1985, qui ne compte pas Israël dans ses membres, se félicite alors de la position de l'État hébreu :

«La reconnaissance des mesures de contrôle du Groupe d'Australie comme référence internationale s'est grandement accrue au cours de la dernière année. C'est d'ailleurs en raison de cette considération que les participants ont accueilli avec satisfaction la récente déclaration d'Israël qui a annoncé son adhésion aux lignes directrices du Groupe, ce que le Groupe encourage tous les pays à faire de façon volontaire. Afin de favoriser l'adhésion aux mesures du Groupe d'Australie, les participants ont élaboré des stratégies d'information fondées sur des approches régionales »<sup>1169</sup>.

Néanmoins, le Groupe d'Australie, auquel adhèrent l'UE et les États-Unis, a été institué afin « d'interpréter » la CAC et la CAB et ne pas gêner leurs intérêts des lobbies militaro-industriels et pharmaceutiques. En 1985, date des premières mesures du groupe, l'occident ne trouvait rien à redire dans ses échanges scientifiques informels avec Pretoria. Pourquoi cette précision ? Parce qu'à titre individuel, des circonscriptions administratives peuvent contourner la loi. Les États-Unis font partie du contrôle des armements, mais cela ne concerne que le gouvernement de Washington, et pas l'un des États de l'Union américaine. Or, il se trouve que plusieurs États américains, dont le Maryland, commerce très étroitement avec l'IIBR. L'initiative permet ainsi d'éviter des incidents diplomatiques et de régler le dossier des armes biochimiques israéliennes sans susciter les réactions officielles de ses ennemis. Ainsi, que penser de l'une des trois directives du groupe d'Australie : « les directives ne doivent pas entraver le commerce normal en matières et équipements utilisés à des fins légitimes »...? Les textes n'y font pas clairement allusion. De même, il a toujours été possible de sous-traiter des activités illicites dans des pays non membres des conventions. Le Groupe d'Australie, quelque mois plus tard, estime qu'Israël tarde à appliquer les mesures dans toutes leurs ampleurs. Tel-Aviv admet les retards qu'elle explique par la difficulté d'adapter les directives à la législation inhérente à chaque ministère israélien. De plus, à la vue de l'importance considérable des

<sup>1166</sup> IAEC, 2004, « Israel and the US continue cooperation on nuclear export controls ».

<sup>1167</sup> L'IPS a été lancée par le président Bush, lors d'une allocution prononcée à Cracovie, en Pologne, en mai 2003.

<sup>1168</sup> JCSS, Volume 7, n°3, décembre 2004, « Preventing the Proliferation of Biological Weapons: Situation Overview and Recommendations for Israel », David FREIDMAN.

devises générées par la R&D et les activités dans la biochimie, Israël renâcle à adapter la loi. Entrée enfin en application le 1<sup>er</sup> juillet, l'initiative met fin (du moins officiellement), au commerce de ce type après les rapports « particuliers » entretenus avec l'Afrique du Sud, la Chine, Taïwan ou l'Inde. Jusque là, la loi manquait de précision et se gardait bien de distinguer une différence entre exportations militaires et civils, entre développement de produits illicites pour l'étude de parades et développement d'armes, et ce qui relevait d'institutions étatiques ou de sociétés écrans<sup>1170</sup>.

Le 11 octobre, à la 59<sup>ème</sup> session du Premier Comité de l'AG de l'ONU, Israël fustige le manque de poids de la première instance mondiale dans la surveillance de la prolifération des ADM au Moyen-Orient. Le pays estime ne pas pouvoir intégrer la législation internationale en la matière, si ses voisins ne font pas le premier pas. Tel-Aviv soutient néanmoins la *résolution 1540* en la matière. Et comme pour souligner que les pourparlers hors de l'ONU sont plus pertinents, Israël organise le 1<sup>er</sup> décembre, à l'université Ben-Gourion, avec le ministre des Sciences et Technologie, l'*International Workshop on Defense to Biological Threats and Homeland Security*, auquel participent l'Allemagne, les États-Unis, la Russie et l'Ouganda<sup>1171</sup>.

En 2005, Israël accepte le dialogue en assistant à une réunion de l'OPCW. Le directeur de l'OPCW rencontre même des officiels israéliens en mars, en vue d'une éventuelle ratification. Lors de la rencontre de La Haye entre le ministre de la Défense et des Affaires étrangères et l'ambassadeur de l'OPCW, Rogelio Pfrirer, les États arabes promettent de signer entièrement les traités sur le biochimique si Israël fait de même en concédant des inspections à Dimona. Un discours sans fin. À la fin du mois d'avril, la CAC « fête » ses huit ans d'entrée en vigueur, en reconnaissant toutefois ces limites. On voit que l'on crée les *Ateliers de Chypre*, afin de « prétraiter » le sujet en aplanissant les *casus belli*, pour « promouvoir l'universalité de la Convention et à contribuer à sa pleine et uniforme mise en œuvre ». Du 2 au 27 mai, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP, à New York, les ateliers réitèrent leurs conseils. Encore pour assurer de sa bonne foi, Israël participe les 13 et 15 juin à Nicosie, à la seconde *CWC regionale workshop* de la *Universal Chemical Weapons Ban in the Mediterranean* avec 32 pays pas toujours signataires des traités. Y participent les ministères de la Défense et des Affaires étrangères<sup>1172</sup>. Le 6 décembre, des représentants israéliens s'invitent à la réunion sur les discussions préparatoires à la 6<sup>ème</sup> réunion de la CAB<sup>1173</sup>. Le principe du dialogue y est adapté. Mais Israël et le Kazakhstan ne sont là qu'à titre d'observateurs. La 7<sup>ème</sup>

<sup>1169</sup> Site officiel du Groupe d'Australie, [www.australiagroup.net/fr/intro\\_fr.htm](http://www.australiagroup.net/fr/intro_fr.htm). 2007.

<sup>1170</sup> *The CBWCB*, n°66, juin 2004, p. 52.

<sup>1171</sup> *The CBWCB*, n°67 mars 2005, 40 pages, p. 21.

<sup>1172</sup> *The CBWCB*, n°69, p. 35. Sur les 33 États présents, ne l'ont pas signé ou ratifié dont Les Comores, Djibouti, l'Irak, Israël, le Liban et la Syrie.

<sup>1173</sup> *The CBWCB*, n°66, décembre 2004, p. 23.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
conférence de l'OPWC à La Haye cible Israël comme « pays possédant la technologie pour produire des agents humains pathogènes et des toxines », ce qui n'a rien d'exceptionnel puisque soixante pays y sont cités à des degrés divers ! Qu'importe, l'impunité est de mise puisque la première puissance mondiale ne montre pas l'exemple. C'est encore à titre d'observateur qu'Israël participe à la session ouverte plénière de la *Preparatory Committee Meeting of the BWC* des 26 au 28 avril 2006.

Mais entre 2003 et 2005, 15 États ratifient la CAC, ce qui isole davantage Israël qui perd en conséquence des arguments. De plus, les timides concessions israéliennes sont suffisantes pour que certaines sociétés, tels la *Serono suisse*, le troisième leader mondial de la biotechnologie, ferme ses activités à l'IIBR<sup>1174</sup>. Ernesto Bertarelli, le patron du groupe, évoque des problèmes liés à la sécurité de la région et privilégie l'Inde. En réalité, les laboratoires indiens sont devenus plus attractifs et moins regardants que certains établissements israéliens sur l'éthique. Israël délocalise aussi certaines recherches militaires en Inde, autant pour ces raisons que pour des préoccupations financières.

Comme les Américains en Afghanistan ou en Irak, Israël semble utiliser des armes biochimiques en opération, bien que des rumeurs nauséabondes circulent sur ce sujet. Lors de la seconde guerre du Liban en juillet 2006, les rumeurs se font plus persistantes. C'est pourquoi le 2 juillet, la CAC demande à Israël, à la Syrie, au Liban et à l'Égypte de se conformer aux lois internationales. A la suite des rumeurs d'utilisation, le pays est pressé par Rogelio Pfirter de clarifier l'état de ses recherches. En fait, dès le 13 juin à Rome, le troisième atelier de l'université d'été de la CAC, travaillait avec les représentants libanais, irakiens, israéliens, égyptiens et syriens pour déterminer les griefs sur les précédentes opérations de Tsahal. Le 20 octobre, aux Nations-Unies, Pfirter déclare que la Corée du Nord et des « États clés » du Moyen-Orient comme l'Égypte, Israël, le Liban et la Syrie, forme la superstructure des nations résistantes à la CAC<sup>1175</sup>. La 6<sup>ème</sup> *Review Conference of the Biological and Toxin Weapons Convention* se tient du 20 novembre au 8 décembre. Israël est le seul État à obtenir le statut d'observateur après l'avoir partagé avec le Saint-Siège, ce qui lui confère un statut particulier, « au-dessus de la mêlée », comme un traitement préférentiel. Hussein Ali, représentant de la Syrie, demande aux États-Unis de forcer Israël à régulariser sa situation sur le bactériologique, en oubliant de préciser que les recherches sont communes<sup>1176</sup>. Selon un rapport officiel de l'UE, la situation est celle-ci :

« Lorsque la CAB est entrée en vigueur en 1975, on pensait que quatre pays détenaient cette arme : les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine et l'Afrique du Sud. Mais aujourd'hui, sept pays sont soupçonnés de mener des programmes de recherche sur la guerre biologique offensive à un niveau plus ou moins poussé : la Chine, l'Égypte, l'Iran, Israël, la Corée du Nord, la Russie et la Syrie. D'après des experts américains, presque tous les programmes sont au stade de la recherche – seul

<sup>1174</sup> *Israel Valley*, « Serono quitte Israël : l'effet Hara-Kiri du Transfert de Technologie », 2006, Daniel ROUACH.

<sup>1175</sup> *The CBWCB*, n°74, décembre 2006, pp. 52-61.

<sup>1176</sup> *The CBWCB*, n° 74, Décembre 2006, p. 19.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
un pays (la Russie) aurait produit et stocké des agents biologiques ; quatre autres (l'Iran, la Corée du Nord, Israël et la Chine) l'auraient peut-être fait aussi. [...] Quatre pays (l'Inde, la Russie, la Corée du Sud et les États-Unis) ont déclaré posséder des stocks d'armes chimiques représentant en tout 70 000 tonnes d'agents. Les programmes nationaux les plus significatifs qui demeurent suspects sont ceux de l'Égypte, de la Corée du Nord et de la Syrie (qui n'ont pas signé le traité), d'Israël (qui a signé le traité mais ne l'a pas encore ratifié), de la Chine et de l'Iran (qui sont parties au traité)»<sup>1177</sup>.

Le 20 août 2007, les Nations Unies créent une nouvelle unité de lutte contre les armes biologiques pour soutenir la précédente convention. Israël participe encore en tant qu'observateur à la 13<sup>ème</sup> Session of the Conference of States Parties du 2 au 5 décembre 2008, avec deux autres observateurs, l'Irak et le Liban.

## **V L'hyperpuissance du Moyen-Orient**

### **V.1 Négociateur sans faiblir**

#### **V.1.1 Concessions sur le trafic en matériaux stratégiques et la sécurité des sites**

Dans un contexte de nouvelle course aux armements au sein des principales puissances nucléaires, Israël amorce et suit le mouvement, avec de nouveaux accords militaro-scientifiques avec l'occident, mais régularise en même temps sa situation sur certains dossiers. Par exemple, le 23 janvier 2002, Israël et son allié indien signe enfin la *Convention on the Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)*. Cette décision intervient après qu'en février, les membres du parti vert de Jordanie et le ministre palestinien de l'environnement Yousef Abu Safiyya, mènent une campagne auprès de Kofi Annan, dénonçant Dimona comme futur Tchernobyl. Mais là encore, les brèches sont suffisamment grandes pour passer outre, car la convention, amorcée en 1979, est finalement entrée en vigueur en 1987 (ce qui correspond *curieusement* à la fin du trafic nucléaire sud-africain et au statut effectif du Pakistan comme puissance nucléaire...) <sup>1178</sup>. Mais en janvier, la *Nuclear Posture Review (NPR)* américaine relance l'intention de frappes nucléaires tactiques en cas de danger, à l'encontre de la Chine, de la Russie, de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de la Corée du Nord. La Russie n'est en réalité intégrée dans la liste que pour le principe puisque le 24 mai, Washington et Moscou signe le *Strategic Offensive Reduction Treaty (SORT)*, dont le but est de réduire les arsenaux respectifs à entre 1700 et 2200 têtes d'ici à fin 2012 sur les plateformes de lancement. Il s'agit de laisser libre cours à la modernisation des arsenaux, mais pas à la réduction réelle, puisque les anciennes ogives étaient prévues pour être démantelées. Ici, elles sont juste non remplacées. Rien n'est dit sur les réserves stratégiques.

---

<sup>1177</sup> *Assemblée Européenne de sécurité et de Défense*, Document A/1938, 21 juin 2006, « *La non-prolifération des armes de destruction massive* », Rapport présenté au nom de la Commission politique par Mme Jelleke VEENENDAAL, rapporteure (Pays-Bas, Groupe libéral). Recommandation n° 785 sur la non-prolifération des ADM.

<sup>1178</sup> *IAEA*, 28 janvier 2002, « Security of Nuclear Material, Israel, India Join Physical Protection Convention ».

D'ailleurs, les États-Unis construisent une nouvelle manufacture d'armes nucléaires à Los Alamos<sup>1179</sup>, peut-être pour élaborer des mininukes ou des *reliable replacement warhead* (RRW). En conséquence, en novembre, le quotidien arabe *Al-Bawaba* publie sans preuves qu'Israël s'apprête à construire une autre centrale dans le Néguev, ici à titre réellement civil, devant être terminé en 2020<sup>1180</sup>. Le 25 novembre, le *Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques* est adopté mais Israël n'y participe pas, comme la Corée du Nord, le Pakistan, l'Inde, l'Iran et la Chine. L'aveu de la Corée du Nord sur la relance de son programme et le refus irakien de se laisser inspecter, engagent les États-Unis à se battre de nouveau sur la prolifération, par le *U.S. Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction*, qui néanmoins privilégie une surveillance accrue sur les armements biochimiques. Pour Israël, ce sont autant de prétextes pour ne pas abandonner les siens.

Après la renonciation par les États-Unis de l'accord sur la limitation balistique, l'ONU n'émet que quelques réserves polies tout en sachant que par ce biais, les programmes antimissiles américano-israéliens ne sont plus gênés. Le 26-27 juin, les dirigeants du G8 réunis à Kananaskis (Canada) annoncent un Partenariat mondial contre la prolifération des ADM et des matières connexes avec un budget de 20 milliards de dollars sur 10 ans. Ils adoptent de surcroît un ensemble substantiel de principes de non-prolifération ainsi qu'une série de lignes directrices applicables à des projets de coopération nouveaux ou élargis en matière de non-prolifération, désarmement, lutte contre le terrorisme et sûreté nucléaire. Le 14 novembre 2002, Cuba signe enfin le TNP. Israël est de plus en plus seul. Mais les États-Unis signent avec New-Delhi et Tel-Aviv une série de dérogations, sans passer par l'ONU. Et puis il reste « heureusement » la Corée du Nord qui se retire du TNP le 10 janvier 2003 et qui exporte à tour de bras vers le Moyen-Orient.

### **V.1.2 Le désarmement dans le nouveau contexte irakien et libyen**

En février 2003, le 30<sup>ème</sup> gouvernement d'Israël forme une coalition de quatre partis (le *Likoud*, le *Shinoui*, le *parti national religieux* et l'*Union nationale*), qui contrôle 68 des 120 sièges de la Knesset. Sharon bénéficie alors d'un contexte favorable. D'autant plus qu'en mars, l'offensive américaine en Irak débarrasse définitivement Israël de son plus grand ennemi. Israël promet là encore de ne pas intervenir quoiqu'il arrive. Ses intérêts dans cette guerre sont évidents puisque Bagdad soutenait le terrorisme en Cisjordanie. Également, les firmes militaires américaines et israéliennes y trouvent leurs comptes. D'autres mobiles apparaissent, comme empêcher Pékin de ravir le pétrole irakien, et la volonté des États-Unis d'évacuer certaines bases en Arabie Saoudite pour les installer en Irak. En Israël, des batteries

<sup>1179</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe, op.cit.*, p. 100.

<sup>1180</sup> *Comtex News Network*, 27 novembre 2002, « Israel Plans to Build a Second Nuclear Reactor ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
anti-missiles sont mises en place, pointées sur un ciel vide de *Scud*. Le 4 mars, Berlin en livre portant deux batteries, spécifiquement pour protéger Dimona<sup>1181</sup>. La sécurité des complexes NBC est renforcée.

Dès lors, les projets NBC et balistiques américano-israéliens se poursuivent. Le *Spratt-Furse Amendment* signé en 1993 est abrogé, levant les restrictions sur les recherches de petites bombes nucléaires. En représailles, la Russie menace de ne plus adhérer au SORT. Le bouclier antimissile est également relancé sur de nouvelles bases. Israël s'engage juste à respecter le *Code of Conduct of the Safety and Security of Radioactive Sources*. Une solution est proposée fin 2003 par deux experts internationaux (un israélien et un américain) sous la forme d'un protocole distinct et indépendant qui autoriserait le Pakistan, l'Inde et Israël à conserver leurs programmes à condition ... de ne plus les développer au-delà! Cet accord, que les membres permanents signeraient séparément avec l'Inde, Israël et le Pakistan, imposerait une totale coopération avec l'AIEA, la ratification du CTBT et un arrêt progressif de la production de matières fissiles. Le compromis prouve sa partialité par la décision de ne pas y inclure... les États membres du TNP ainsi que ceux qui se sont rendus coupables de prolifération<sup>1182</sup> ! A quoi donc cela sert-il?

## **V.2 De timides concessions sur l'omerta**

### **V.2.1 Signature des traités et timides ouvertures pour la forme**

Le 18 décembre, l'Iran signe le protocole additionnel à son accord de garanties avec l'AIEA. Le lendemain, la Libye, décide de mettre fin à tous ses programmes d'ADM, de rendre publiques toutes les informations s'y rapportant et de permettre aux inspecteurs de l'AIEA de vérifier la bonne exécution de ses obligations. Israël dit attendre que ses promesses se réalisent pour faire de même. Kadhafi déclare que « la renonciation d'Israël à son arsenal nucléaire est une des voies qui peut mener à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient [...]. Sans ce dialogue, on continuera [les pays arabes] la course pour se procurer des ADM pour compenser l'arsenal nucléaire israélien »<sup>1183</sup>. Le 6 janvier 2004, la Libye ratifie le TICE et adhère à la CAC. Enfin, le 10 mars, Tripoli signe un protocole additionnel avec l'AIEA. Au même moment, l'Iran signe le protocole additionnel du TNP et en février 2004, accepte de suspendre aussi les activités d'enrichissement d'uranium. Israël vient de perdre deux prétextes à son programme. Certes, la Libye renonce à ses ADM mais l'Iran est érigé en nouveau danger car Abdul Qadeer Khan annonce avoir livré des secrets nucléaires à l'Iran et à la Corée du Nord. L'agence se saisit de l'occasion et prépare alors la visite d'El Baradei en Israël.

---

<sup>1181</sup> *Deutsche Presse-Argentur*, 4 mars 2003, « US Teams Deploy Patriot Missiles in Tel-Aviv Area ».

<sup>1182</sup> *Assemblée Parlementaire OTAN*, 2004, 168 STC 04 F, « La prolifération des armes nucléaires », Président et rapporteur général Pierre-Claude NOLIN.

<sup>1183</sup> *Haaretz*, 12 décembre 2003.

Le 10 février, *Haaretz* prend un malin plaisir à égratigner le verni officiel en publiant que Washington améliore encore la dissuasion israélienne. En effet, un « armement spécial » (*himush myuhad*), dote les *F-16* israéliens. Il s'agirait peut-être de mininukes ou des bunkers-busters. Le 4 avril le gouvernement, après de longues discussions, autorise le survol de Dimona afin, dicit l'ambassadeur, de « prouver le soutien d'Israël envers les activités de non-prolifération ». Gafni estime que, de toute façon, la législation interne à l'État hébreu supplée à celle de l'AIEA, autrement dit que le pays se considère au-dessus des lois du fait de sa situation<sup>1184</sup>. Certain y voit une rupture dans la stratégie du pays mais en réalité, il s'agit encore de lâcher un peu de lest, de gagner du temps, mais de ne pas céder sur l'essentiel.

Le 5 juin, la rupture continue lorsque l'IAEC publie pour la première fois, sur son nouveau site Internet officiel, des données sur Dimona, une façon de dire qu'Israël ne dissimule rien. Des photos du site (certes un peu floues) sont mêmes livrées, la végétation dissimulant volontairement la structure des bâtiments<sup>1185</sup>. Voici ce qu'écrit le porte-parole de l'IAEC:

« The IAEC operates two research centers: the Sorek Nuclear Research Center and the Nuclear Research Center Negev. [...] The IAEC advises the Government of Israel in areas of nuclear policy and in setting priorities in nuclear research and development. The commission implements governmental policies and represents the State of Israel in international organizations in the nuclear field, such as the International Atomic Energy Agency. The IAEC maintains relations with relevant national authorities of other states. The Commission's activities began in a research institute near Rehovot. In 1958 the *Sorek Nuclear Research Center* was founded. The Sorek research reactor was first operated in 1960. The *Nuclear Research Center Negev* was established at the end of 1959, and the research reactor in the center was operated afterward. The location was chosen as part of the development policy for the Negev Desert»<sup>1186</sup>.

A noter que le nom de Dimona n'est pas cité, comme pour dissimuler son emplacement. Mais au moins, il ne s'agit plus d'une « usine textile ». Sur le site de l'IAEC, l'accent est bien sûr mis sur la recherche civile, en accord avec l'AIEA. Les dates de mise en service sont également assez imprécises pour égarer toutes recherches ou conclusions. En 2007, le portail web du Premier ministre israélien ajoute sur son site un lien directement relié à l'IAEC afin de décharger le gouvernement de toutes questions embarrassantes sur le sujet. Or, jusqu'à présent, c'étaient des politiques et des militaires qui exprimaient la position nucléaire israélienne à l'étranger. Cette tendance est de plus en plus dévolue à l'IAEC<sup>1187</sup>.

Fin juin, l'AIEA se rend en Israël afin de sceller une alliance technique. Baradei y fait le déplacement, officiellement pour contrôler Israël. En fait, au travers du *Country Program Framework*, il s'agit pour l'agence d'élaborer 29 programmes dans les applications du nucléaire civil (santé, agriculture, environnement, science, ingénierie) tout en s'assurant que ces applications ne dérivent pas vers le nucléaire militaire. Israël, de son côté, avec les Etats-Unis, organise une table ronde à l'Université Ben-Gourion, avec les ministères concernés, afin

<sup>1184</sup> AIEA, INFCIRC/632, 13 août 2004.

<sup>1185</sup> BBC, 5 juillet 2004.

<sup>1186</sup> *Israel Atomic Energy Commission*, The State of Israel. Consulté en novembre 2006.

Jusqu'à présent, Israël dépendait presque intégralement des importations énergétiques. Sa demande en électricité augmente rapidement, notamment en raison de la croissance démographique et du dessalement de l'eau<sup>1189</sup>.

Le 13 juillet 2004, à l'AIEA, Gabriella Gafni envoie une lettre enthousiaste pour signifier que son pays accepte les contrôles d'exportations des matières stratégiques (*Export Control Order pertaining to nuclear, chemical and biological items*) et des technologies balistiques. On ne voit pas pourquoi un pays qui n'a pas de programme NBC officiel a été contraint de signer pareil traité. Les États-Unis, qui craignent qu'Israël exporte des brevets israéliens et américains sans autorisations, vers la Chine notamment, applaudissent. Également, Israël « promet de respecter les directives du régime de contrôle concernant la technologie des missiles (MTCR), le 26 août. Il s'agit de mettre sa législation « en conformité avec le MTCR » mais sans y adhérer<sup>1190</sup>. C'est-à-dire bénéficier des avantages du traité sans en subir les inconvénients. Les États-Unis promettent l'utilisation des pas de tirs américains pour les essais balistiques israéliens, désormais rendu « légale » par ces décisions tardives.

Le professeur Alex Galperin, du Département de Physique Nucléaire de l'Université Ben-Gourion et son suppléant, le Dr Shwageraus participent au *Projet Thorium*: Le développement d'une combinaison de Thorium/Uranium pour une production d'énergie nucléaire initiée par le Dr Alvin Radkozsky, un scientifique pionnier du nucléaire, analyste des réacteurs nucléaires et précédent recteur de l'Université Ben-Gourion, dans les années 1950. Basée sur l'hypothèse de la création de combustibles nucléaires qui évitent la dérive vers le militaire, l'énergie du Thorium produit moins de plutonium que le combustible conventionnel des réacteurs. Ce projet est surtout destiné à être promu à l'extérieur, afin que les pays voisins puissent profiter de l'énergie nucléaire sans concevoir des bombes<sup>1191</sup>. Le système devrait également réduire le poids des déchets nucléaires. Dans cette optique, *l'Initiative d'Association pour l'Énergie Nucléaire mondiale* (GNEP) intègre les recherches des scientifiques israéliens mais paradoxalement Israël n'y figure pas comme État membre à cause du TNP.

Néanmoins, suite aux effets de l'Intifada *Al Aqsa*, la situation de crise économique contraint le nucléaire civil à trouver de nouveaux moyens de financement et à s'ouvrir aux investisseurs étrangers privés pour compenser la chute des budgets publics en R&D. Aussi,

---

<sup>1187</sup> *State of Israël, Prime ministre office*, « Atomic Energy Commission », 2007.

<sup>1188</sup> *IAEC, Israel and the IAEA Discuss Technical Cooperation*. 2004.

<sup>1189</sup> *Commission des Communautés Européennes*, Bruxelles, 12.5.2004 SEC 568, « Document de travail des services de la commission », Politique européenne de voisinage, Rapport sur Israël {COM 373}, 27 pages, p. 4.

<sup>1190</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 145 ... », *ibid.*

<sup>1191</sup> *France-Israël infos*, 1<sup>er</sup> mars 2007, « Pour une énergie nucléaire civile propre et sans danger ».



Israël signe auprès de l'AIEA, en septembre, un accord qui donne une liberté totale aux inspecteurs étrangers pour visiter les sites nucléaires du pays (hormis Dimona). En juillet, une visite guidée est organisée pour la presse nationale et internationale. « Comment développer une capacité nucléaire civile autonome avec des partenaires du monde entier, seule nouvelle source possible d'investissements, sans pour cela dévoiler tous les secrets du nucléaire civil (et peut-être du militaire) ? » s'interroge facétieusement, Daniel Rouach, président de la chambre de commerce franco-israélienne<sup>1192</sup>. La nouvelle stratégie de communication auprès de l'étranger passe notamment par l'*Isorad*, s'occupant aussi des débouchés commerciaux des brevets du centre de Nitznanim, un incubateur technologique, sous l'égide du Bureau scientifique du ministère du Commerce et de l'Industrie. L'*Isorad*, en *joint venture* avec l'américain *GE Medical Systems*, co-développe par exemple une caméra à imagerie nucléaire. Un nouveau type de laser est conçu, employant un faisceau ultraviolet permettant de détecter les molécules émises par les explosifs, dans le cadre de la lutte anti-terroriste<sup>1193</sup>.

### V.2.2 Normalisation nucléaire au sein d'accords bilatéraux israélo-américain

La troisième rencontre *Israel-US technical exchange on nuclear export controls* débute en Israël, le 19 janvier 2005, entre l'IAEC et l'*US Department of Energy*. L'accord de 2000 est reconduit<sup>1194</sup>. En février, suite aux inquiétudes sur les dangers écologiques posés par Dimona, le gouvernement de Sharon promet que les modernisations du réacteur seront terminées en 2009<sup>1195</sup>. Ce qui permet à l'IAEC, le 7 avril, de renouveler l'*US Nuclear Regulatory Commission* (NRC) concernant l'*Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Nuclear Safety and Research Matters*, amorcé en 1978 et reconduit en 2000. Israël accepte ainsi de respecter certains articles de l'*arrangement de Wassenaar*. Gideon Frank, pour l'IAEC, rencontre à cette occasion le président de la NRC, Nils Diaz<sup>1196</sup>. Le 15 mars, la troïka du NSG débarque en Israël après que le pays ait adhéré à l'*Export and Import Control Order* sur les matériaux NBC. La NSG y examine la façon d'appliquer les directives, mais en prenant soin qu'elles ne remettent pas en cause la dissuasion israélienne. Le président du NSG Richard Ekwall rencontre les ministres israéliens pour négocier les relations bilatérales<sup>1197</sup>. Cette politique d'ouvertures et de négociations paie puisqu'est nommé à la vice-présidence de la Commission des Nations Unies pour le

<sup>1192</sup> *Israëlvalley*, septembre 2004.

<sup>1193</sup> *Proche Orient Info*, 31 octobre 2004, « Le nucléaire civil israélien cherche des fonds étrangers », Daniel ROUACH.

<sup>1194</sup> IAEC, 2004, « Israel and the US continue cooperation on nuclear export controls ».

<sup>1195</sup> NTI, « Israel profile, Nuclear Chronology », 2005-2006.

<sup>1196</sup> IAEC, « IAEC - NRC Cooperation ».

<sup>1197</sup> IAEC, « Israel and the Nuclear Suppliers Group Continue Dialogue on Nuclear Exports Control ».

Désarmement (UNDC) Meir Yitzhaki, directeur adjoint au département israélien du contrôle des armements<sup>1198</sup>. Ce pied de nez est très diversement apprécié par les adversaires d'Israël.

Le très médiatique désengagement israélien de la Bande de Gaza au printemps 2005, entend prouver la volonté de l'État hébreu d'échanger la paix contre des territoires. En réalité, surveillée par mer, par terre et par air, la poudrière palestinienne, asphyxiée financièrement par les conséquences de l'élection du Hamas, exacerbent les tensions. Le ministre travailliste des Infrastructures Benyamin Ben Eliezer (juif irakien) avoue, dans une interview à propos du retrait unilatéral de la bande de Gaza, qu'il avait « fait une grave erreur en soutenant ce plan »<sup>1199</sup>. Fatah et Hamas s'affrontent pour le pouvoir alors que Tsahal multiplie les représailles armées à la suite de tirs de quassams. Ces événements ralentissent les négociations, car les modernisations du bouclier antimissile, devenues plus que nécessaires, entravent la contre-prolifération technologique. Et si l'assassinat de Rafic Hariri provoque un retrait syrien, effectif seulement en avril 2005, ce n'est pourtant pas une victoire pour Israël car la place laissée vacante, profite au Hezbollah, équipée d'un nouvel arsenal balistique.

Mais le danger vient toujours de là où on ne l'attend pas. En effet, 9 juin, le gouvernement israélien reconnaît une affaire d'espionnage à Dimona. Qui s'y cache derrière: l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord ou la Libye? Même pas. Tout commence par une banale affaire d'espionnage industriel. Baruch Zisser, de la *Water company Gal-Al*, révèle que des secrets nucléaires concernent des méthodes de production et de séparation d'eau lourde, ainsi que des plans et des formules mathématiques sur la fabrication de bombe H, ont été subtilisées par des entreprises britanniques et allemandes<sup>1200</sup>. L'enquête conduit croise la compagnie d'eaux minérales *Mey Eden*, puis à son concurrent *Tami 4* qui finalement est accusé d'espionnage industriel. L'affaire se complique car elle se heurte à des sociétés écran<sup>1201</sup>. L'IAEC, sort de sa réserve, de peur que cela ne remette en cause le principe d'opacité et annonce que « la Gal Al n'a pas été impliquée dans le nouveau projet de réacteur nucléaire, et que l'entreprise ne détient aucun secret. Les rapports indiquent que rien de la sorte ne s'est produit. L'enquête a montré que le seul contact avec une compagnie étrangère s'est matérialisé par l'achat de filtre de système de refroidissement »<sup>1202</sup>. On n'en sera pas plus.

Le 7 décembre, Israël signifie son accord pour participer au programme de l'U.S. *National Nuclear Security Agency's* (NNSA), intitulé *Megaports Initiative*, qui prévoit l'installation de sorte de compteurs Geiger améliorés dans les ports israéliens. Le directeur

<sup>1198</sup> *Guysen news*, 15 août 2005, « Nous sommes confrontés à la pire des haines ».

<sup>1199</sup> *Israelinfos.com*, 9 novembre 2007.

<sup>1200</sup> *AFP*, 9 juin 2005.

<sup>1201</sup> *Yediot Aharonot*, 9 juin 2005, « Nuke secrets may have been stole ».

<sup>1202</sup> *Financial Times*, 10 Juin 2005, « Israeli Watchdog Denies Water Company Held Secret Data on Nuclear Reactor ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
général du ministère des Affaires étrangères israélien explique : « Cette initiative fournit un important élément défensif pour protéger les ports israéliens et assurer que les exportations provenant d'Israël vers les États-Unis soient examinées pour prévenir de la menace du terrorisme radiologique. Je sais que nos efforts conjoints contribueront à nos objectifs communs de non-prolifération et à la sécurité et à la sûreté des deux systèmes maritimes de nos deux nations »<sup>1203</sup>. Selon l'administrateur de la NNSA, Linton Brooks, en adéquation avec Arie Rona le directeur israélien de l'administration de la Navigation et des Ports, précise : « Les États-Unis et Israël se joignent mutuellement dans le combat contre le terrorisme international et la menace du nucléaire clandestin. Je sais que ces efforts conjoints contribuent à la non prolifération et à la sécurité de nos deux nations dans le système maritime mondial »<sup>1204</sup>. Mais si le directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien, Ron Prosor affirme que c'est un coup porté au « terrorisme radiologique », il convient de regarder plus loin. Car ce mécanisme permet aussi à Washington, d'une manière détournée, de surveiller son allié et éviter qu'il ne prolifère, parfois avec des sociétés américaines privées ou publiques sans son accord, vers la Chine, l'Inde, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, histoire par exemple de lui ravir des parts de marchés. Le porte-parole de l'IAEC, Nili Lifshitz, explique « Israël se joint au consensus de l'ONU de 1968 concernant le TNP et soutient le régime de non-prolifération...il croit que le Traité n'est pas approprié au Moyen Orient, comme l'ont prouvé beaucoup de cas de refus de consentement dans notre région. »<sup>1205</sup>.

En janvier 2006, la situation se détériore encore au Proche-Orient. Dans le coma depuis plusieurs mois, Sharon est déclaré dans l'incapacité de gouverner. Il est remplacé par Ehud Olmert, vu en Israël comme un affairiste et un obscur technocrate. Israël va-t-il se radicaliser sur sa politique nucléaire? Le GNEP (*Global Nuclear Energy Partnership*) de janvier 2006 est instauré par les USA afin d'encadrer la nouvelle période de prolifération civile, auquel participe notamment la France, la Chine, le Japon et la Russie (Australie, Ghana, Jordanie, Bulgarie, Hongrie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Kazakhstan, Pologne, Roumanie, Ukraine, Italie, Canada, Corée du Sud, Sénégal, Grande-Bretagne, Estonie, Maroc, Arménie, Oman s'y sont greffés). Officiellement, les scientifiques israéliens ne peuvent accéder aux données communes et aux conférences du GNEP mais beaucoup d'entre eux ont la double nationalité américaine ou européenne, et donc, l'accès aux technologies est donc possible. Israël n'appartient pas au GNEP, comme la plupart des États de seuil.

Le 28 mars, le nouveau parti *Kadima* (« en avant ») fruit d'une coalition politique bâtarde, se hisse au pouvoir. Kadima n'est qu'un outil politique pour faire accepter à la société

---

<sup>1203</sup> *Jerusalem Post*, 8 décembre 2005, «US Israel Sign Deal to Help End Smuggling of Nuclear Matériel ».

<sup>1204</sup> *IAEC*, 2005, «U.S. and Israel to Cooperate on Detecting Illicit Shipments of Nuclear Material».

les futures opérations extérieures en jugulant à l'avance les oppositions éventuelles. Avec ce nouveau consensus, Tel-Aviv est en position de force pour s'imposer. Le 27 avril, la toute nouvelle ministre des Affaires étrangères, Tsiporah Livni<sup>1206</sup>, rencontre les délégations du NSG pour discuter du renforcement des contrôles à l'exportation. Les ministres de l'industrie et le président de l'IAEC se joignent au dialogue. Le président du NSG, le norvégien Roald Naess rencontre ensuite le Ministre du Commerce et du Travail, afin de définir les modalités d'applications des mesures. Un terrain d'entente est trouvé afin de ne pas pénaliser l'économie du pays<sup>1207</sup>. Le lendemain, Israël est élu comme vice-président de l'*United Nations Disarmament Commission* au côté de l'Autriche, de la Biélorussie et de la Pologne. Le 19 mai, le gouvernement israélien s'oppose néanmoins à certains aspects du traité inspiré par les États-Unis sur les exportations concernant la commission sur le désarmement de l'ONU, car cela remettrait en cause l'opacité de son programme<sup>1208</sup>.

Le 8 septembre, est signé un accord de non-prolifération en Asie Centrale, le traité de Semipalatinsk, qui instaure dans les « *cing stan* » une ZEAN. Les ratifications du Tadjikistan et du Kazakhstan, auront lieu en novembre 2008. Elles entravent quelque peu les relations particulières entre Israël et ces pays, à première vue. En fait, cette ZEAN contrôle la prolifération dans une région riche en matériaux stratégiques, dont l'uranium, en évitant que des *Rogue State* s'y approvisionnent. Ce qui n'empêche pas la Corée du Nord d'effectuer juste après son premier essai nucléaire officiel. Le danger nord-coréen, est réel, car les missiles vendus par ce petit pays à l'Iran et la Syrie, entre autre, menacent la sécurité de l'État hébreu. La contre prolifération semble donc faire un dangereux sur-place, et pas seulement à Pyongyang. Car le partenariat international atomique perdure entre Israël et la Roumanie, nouvellement entrée dans l'OTAN. En effet, le président de la *Romanian National Commission for Control of Nuclear Activity* (CNCAN), après avoir visité Nahal-Sorek, signe une alliance scientifique et économique avec son homologue de l'*IAEC*, du département à la *Nuclear Regulation and Safety Division*, Ishay Levanon, ainsi qu'avec les *Rotem Industries*<sup>1209</sup>. Attali indique qu'au début des années 1990, le pays laissa partir des quantités importantes de matériaux et de matières mais sans mentionner le nom du destinataire<sup>1210</sup>. En avril 2010, Avigdor Lieberman, alors en visite officielle à Bucarest, avoue « Israël et la Roumanie sont liés par une importante coopération sécuritaire bilatérale qu'ils veulent resserrer »<sup>1211</sup>.

<sup>1205</sup> *France-Israël infos*, 1<sup>er</sup> mars 2007, *ibid*.

<sup>1206</sup> Elle fut agent du mossad en France et en Grèce.

<sup>1207</sup> *IAEC*, 2004, «Israel and the Nuclear Suppliers Group Continue Dialogue on Nuclear Exports Control».

<sup>1208</sup> *Haaretz*, 19 mai 2006, «Israel, US 'At Odds' on Nuke Treaty Proposal; Olmert Asked Not to Raise Issue».

<sup>1209</sup> *IAEC*, «The President of the Romanian National Commission for Control of Nuclear Activity (CNCAN) has visited Soreq Nuclear Research Center».

<sup>1210</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, *op.cit.*, p. 128.

<sup>1211</sup> *Le Figaro*, 13 avril 2010, «Lieberman se rend demain en Roumanie».

Le 20 septembre, l'IAEC et l'AIEA, représentées respectivement par Israel Michaeli et Ana Maria Chetto, signent le *Country Program Framework* (CPF) afin de développer des « applications nucléaires pacifiques », c'est-à-dire la santé, l'agriculture et l'environnement. Il s'agit de montrer l'exemple d'une coopération bénéfique pour les autres membres de l'AIEA. Avec le voisin jordanien, le ministère de l'Agriculture et l'IAEC contractent un accord pour optimiser les rendements agricoles, grâce aux savoir-faire et à la technologie nucléaire israélienne. Dans ce cadre, le SIT (*Sterile Insect Technique*), au travers du programme ARAVA, renforce la coopération régionale et améliore sensiblement les relations diplomatiques israélo-jordanienne<sup>1212</sup>. Mais, contrairement à ce qu'affirme l'IAEC, « l'intention d'établir une vision claire pour la coopération technique entre pays » est loin d'être atteinte, en s'en doute, car l'aspect nucléaire militaire est éludé et continu à envenimer les relations entre les deux pays<sup>1213</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, Israël signe la Convention de l'ONU pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, appelant les États à lutter contre la détention et l'usage à des fins terroristes de matériaux nucléaires par des entités non-étatiques<sup>1214</sup>.

### V.2.3 Optimisation civile ou militaire?

La même année, Nili Lischiz, porte-parole de la commission nucléaire, confirme qu'Israël projette de construire une nouvelle centrale nucléaire : « En raison des besoins énergétiques d'Israël, il est tout naturel que nous signalions notre intérêt. [...] Pour l'instant, nous ne sommes qu'en phase de projet »<sup>1215</sup>. D'aucun y voit un moyen de recycler discrètement les déchets militaires. Le ministre israélien des Infrastructures nationales Eli Suissa devant se rendre en France, fait savoir qu'il pourrait examiner les conditions d'achat d'un réacteur nucléaire producteur d'électricité pour 1,5 milliard de dollars. Les permis de construire sont déjà octroyés sur le site de Shifta, encore dans le désert du Néguev et des travaux préliminaires d'infrastructures sont déjà réalisés<sup>1216</sup>. On ne sait si lors de leurs visites en France, Olmert et Pérès, début 2008, évoquent le sujet, mais le président israélien rappelle à cette occasion : « Aucun pays n'a aidé Israël autant que la France ». La France déclare néanmoins que Jérusalem doit être la capitale des deux États, au grand dam d'Israël. Le contrat est-il suspendu à cette condition? Or, jusque là, Tel-Aviv était la capitale pour Paris. Dès les années 1960, les réacteurs de production d'électricité furent refusés pour ne pas donner l'idée aux voisins d'Israël. Mais dans un contexte plus favorable où même les programmes nucléaires civils arabes sont relancés avec l'aide de Paris, le cas n'est plus tabou. La hausse

<sup>1212</sup> IAEC, « Training Jordanian on SIT to control the Mediterranean fruit fly ».

<sup>1213</sup> IAEC, 2004, « Israel and the International Atomic Energy Agency signed a technical cooperation agreement »

<sup>1214</sup> *Israelinfos.net*, 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>1215</sup> *Horizons et débats*, 7 mai 2007, « Matériaux destinés aux armes nucléaires israéliennes »

<sup>1216</sup> *L'Orient*, 28 janvier 2000, « Énergie nucléaire Israël intéressé par l'achat d'une centrale française ».

du brent rend le nouveau projet israélien indispensable. A l'avenir, il pourrait assurer entre 10 et 15% des besoins, de plus en plus important avec la consommation des *silicon valley* israéliennes grandissantes. Afin de devancer les critiques, Israël assure vouloir partager cette future source d'énergie avec la Jordanie et l'Égypte<sup>1217</sup>.

Le PDG de l'*Israel Electrical Corporation* (CEO), Ouri Ben Nour, affirme en février qu'Israël envisageait bien la mise en œuvre d'une nouvelle centrale nucléaire pour produire de l'électricité. L'IAEC profite de l'occasion pour préciser sur son site Internet que la commission est « un organisme gouvernemental chargé de conseiller le gouvernement en matière de politique nucléaire et de définir les priorités de la recherche et développement en matière de nucléaire »<sup>1218</sup>. Le coût de construction est estimé à 1.5 milliards de dollars, pour une production de 1000 mgw selon le président Moshé Gavish<sup>1219</sup>. En réalité, c'est bien à l'échelle internationale que la décision doit être prise. Car l'Iran, l'Égypte ainsi que d'autres pays pourraient se saisir de l'occasion pour persévérer dans leurs démarches similaires, dites à vocation civile. Mais il demeure un risque, celui de voir la centrale prise pour cible par des roquettes palestiniennes, iraniennes ou syriennes. Le dossier échoit à Shaul Horev, cadre dans les SR de l'armée et directeur général de l'IAEC. Horev y avait été par le passé président.

En novembre est organisée la conférence d'Annapolis aux États-Unis. Le Hamas, le Hezbollah et l'Iran ne sont pas invités, à la différence de la Syrie. La Libye décline l'invitation. Une délégation officielle israélienne s'y rend avant son ouverture officielle, avec Yoram Turbowicz, chef du cabinet du Premier ministre, Shalom Turjeman, son conseiller politique, et Aaron Abramovitch, directeur général du ministère des Affaires étrangères, afin de fixer les bornes des futures discussions, comme la non-remise en cause de la dissuasion israélienne. Plus de 40 pays sont présents, notamment la Russie, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, ainsi que dix sept délégations arabes, dont certaines n'ayant aucune relation avec Israël. Cherche-t-on à échanger l'abandon de l'option Samson contre une non-intervention en Iran ? C'est en effet l'un des points de discorde avec le Golan, sur lequel la Syrie, qui menaçait de ne pas y participer, déclarait ne pas vouloir transiger<sup>1220</sup>.

Sans doute pour actualiser l'équipe de Dimona l'Université Ben-Gourion de Beersheva, lors d'un salon étudiant, lance une campagne de recrutement d'ingénieurs pour Dimona, afin d'enrayer la fuite des cerveaux vers l'étranger (en particulier aux États-Unis)<sup>1221</sup>. Mais le matin du 4 février 2008, un attentat frappe la ville de Dimona, précisément son

<sup>1217</sup> *Israelvalley*, 2 août 2007, « Projet de centrale nucléaire en Israël. Coopération avec l'Égypte ou la Jordanie ? ».

<sup>1218</sup> *Israelvalley*, 31 août 2007, « L'IAEC fixe les priorités de la R&D en matière de nucléaire ».

<sup>1219</sup> *Haaretz*, 11 février 2007, « Atomic Energy Commission mulls building atomic station in Israël », Sharon KEDMI. Lire aussi *Aroutz Sheva*, « 12 février 2007, « Bientôt une centrale nucléaire civile en Israël ? », Alexandre YUDKEWICZ.

<sup>1220</sup> *Israelinfos.com*, 15 novembre 2007.

<sup>1221</sup> *Israelvalley*, 2 janvier 2008, « Israël recrute en urgence des ingénieurs du nucléaire à Dimona ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
centre commercial d'une zone industrielle. 3 morts dont deux kamikazes et 7 blessés sont à déplorer. Selon la radio militaire, il semble que les auteurs soient venus d'Égypte via une brèche dans la barrière de sécurité entre l'Égypte et Gaza. Un message très clair. La dissuasion impuissante contre le terrorisme est frappée en son sein par le terrorisme. Aucun média ni Think-Tank européens (hormis israéliens) ne précisera, au nom de l'opacité, que les cibles étaient des techniciens en physique nucléaire...

#### V.2.4 Retrocessions de territoires contre des armes

Le 6 juin 2007, Olmert réussit à prolonger les négociations sur la livraison à son pays de *F-22 Raptor* capable grâce à leur furtivité de traverser des zones protégées par des antimissiles et antiaériens S-300 russes, livrés à la Syrie et à l'Iran. Les États-Unis ont cependant intentionnellement retardé la livraison de F-22 de 6 ans pour éviter un éventuel emploi non désiré contre Téhéran. Normalement, la vente d'un tel appareil à l'étranger est formellement interdite<sup>1222</sup>. D'un coût de 150 millions de dollars l'unité (2 fois plus qu'un F-16), il est exigé par Tsahal de puis le début ses premiers essais en septembre 1990, mais le Pentagone refusa au motif qu'Israël pouvait vendre des brevets à la Chine. A l'heure actuelle, cette vente fait encore débat, également pour les marchés australiens et japonais. En fait, le dernier né de chez *Lockheed* serait très décevant en simulations et a connu de nombreux accidents. Washington a même un temps arrêté sa production.

Dans la corbeille est également évoqué l'achat de 75 *Joint Strike Fighter* F-35 multirôles américains pour 2014 (un marché de 15,2 milliards de dollars). D'un coût de 60 millions de dollars l'unité, ils optimiseront la force de frappe conventionnelle de la doctrine Begin, et pourront tirer des munitions spéciales à UA ou atomiques. L'accord comporte une clause incluant Israël dans le système global américain de prévention par satellite contre les lancements de missiles balistiques hostiles<sup>1223</sup>. Le F-35, testé en 2008, peut aller bombarder l'Iran sans être détecté par les radars. Sur les 75 exemplaires, 50 seront des F-35B à décollage bref et à l'atterrissage vertical. Mais Israël, peu confiant à juste titre dans son allié, demande, par l'intermédiaire des *IAI*, des *IMI* et de *Rafael* de fabriquer lui-même les composants électroniques de l'avion afin d'éviter l'incrustation de *trojan horse* américain ! Certes, des entreprises néerlandaises, britanniques, turques, norvégiennes, danoises, italiennes, canadiennes et singapouriennes y participent aussi, mais pas dans les systèmes électroniques sensibles. La méfiance israélienne se comprend. En avril 2009, des hackers chinois réussirent à pirater son système électronique du prototype. Et l'Arabie Saoudite envisagerait d'acheter des F-35, ce qui fait craindre que des militaires pakistanais s'entraînent dans le royaume,

---

<sup>1222</sup> *Israelvalley*, 22 avril 2007, « Israël va acheter la dernière génération d'avions de combat F22 Raptor », John O'BRIAN.

puissent en vendre les secrets à l'Iran, qui les revendrait à la Russie, qui pourrait optimiser en conséquence ses S-300 ! *Elbit System* concevait déjà les casques *Helmet Mounted Display System* des pilotes<sup>1224</sup>. L'appareil sera en dotation dans *l'US army* en 2012. Israël disposera ainsi d'un autre vecteur dissuasif. L'entraînement des pilotes se fera aux États-Unis, à partir de 2013. Israël sera le premier pays hors OTAN à en posséder, l'Espagne, le Japon et Singapour ont aussi envisagé de s'en doter<sup>1225</sup>. Néanmoins, comme pour le F-22, la plupart des pays ont réduit leurs commandes ou dénoncé les carences de ce coûteux jouet.

Israël participe aux pourparlers sur *l'Union Europe-méditerranée*, le 13 juillet 2008. Quarante-trois pays partenaires euro-méditerranéens soit les vingt-sept de l'UE et les seize riverains de la mer (or Libye) s'entendent en façade sur six dossiers : dépollution, autoroutes maritimes et terrestres, protection civile, plan solaire, enseignement supérieur et recherche, initiative de développement des entreprises. Mais Israël refuse la présence de la Ligue Arabe comme observateur à la totalité des réunions. Elle est suivie par l'annulation d'une première réunion des ministres de l'environnement consacrée aux défis régionaux de l'eau, prévue en Jordanie<sup>1226</sup>. Aucun expert ne mentionne la véritable raison de ce refus : la pollution de Dimona. Mais d'autres problèmes expliquent l'échec du processus. Cinq postes de secrétaire général adjoint devaient être créés pour des mandats de trois ans (AP, Grèce, Italie, Malte et Israël) en échange de la concession israélienne d'accepter la participation de la Ligue Arabe. Mais la Syrie et le Liban y voient là une normalisation des relations entre pays arabes et Israël, ce qui ne pouvait être. Et les événements de Gaza ont remis l'initiative euro-méditerranéenne *sine die*. Il faut y rajouter les litiges sur la question de l'immigration, la lutte réelle contre les ADM, la question iranienne, la lutte contre la corruption, l'instauration de processus démocratique, sans compter la participation de l'Égypte au côté d'Israël dans la lutte contre la Hamas. Enfin, les rivalités entre pays (Maroc/ Espagne, Syrie/ Turquie par exemple) ne sont pas réglés.

Pour ne rien arranger, on confirme la découverte de gisement géant de gaz et de pétrole en Méditerranée orientale. Or, ces gisements sont à cheval sur les zones économiques exclusives de la Syrie, du Liban, d'Israël et de Chypre... sans compter celles d'un éventuel État palestinien à Gaza la bien nommée. Cette bonne nouvelle qui permettrait à Israël ne se passer du pétrole arabo-musulman, dont celui de l'Iran, comme nous l'avons dit, n'en est donc pas une, et pour une raison supplémentaire. Si ces gisements sont si importants, Israël n'aurait pas besoin de conserver des installations nucléaires aussi ambitieuses ni réclamer la construction futures de centrales atomiques civiles. Pour l'instant, les gisements exploités sont

<sup>1223</sup> *Israelvalley*, 6 juin 2008, « Négociations sur la fourniture à Israël d'avions furtifs F-22 par les Etats-Unis ».

<sup>1224</sup> *Israelinfos.net*, 31 juillet 2007.

<sup>1225</sup> *Israelvalley*, 3 octobre 2009, « En 2013, des pilotes israéliens devraient partir aux Etats-Unis pour s'entraîner sur des avions F-35 ».



parfois gérés conjointement en Israël par la *Nobel Energy*, une firme américaine. Obama et Amano pourrait jouer la dessus pour accélérer le processus de paix. Pire. Si le Hamas conserve son emprise à Gaza, il disposerait de revenu suffisant pour s'armer en conséquence, bien que pour les libéraux, croissance économique rime avec paix et démocratie. On en est loin. En Israël, on s'appuie sur cette nouvelle situation pour déplorer l'évacuation des colonies qui aurait donné davantage d'hydrocarbures à Israël. La Syrie pourrait appuyer le Liban toujours en état de guerre avec Israël pour défendre son dû. Le ministre israélien des infrastructures Uzi Landau prévient qu'Israël « n'hésitera pas à employer la force »<sup>1227</sup> pour conserver sa ZEE au point que l'on peut se demander si l'arraisonnement de la flottille pour la paix ne visait pas aussi à affirmer sa souveraineté sur des eaux disputées... La malédiction de l'énergie, nucléaire ou pétrolière, n'est pas prête à prendre fin au Moyen-Orient.

En avril 2009, Netanyahu est élu premier ministre. Son nouveau gouvernement pléthorique et hétéroclite (travailleuse, Kadima, Shass et le parti ultra nationaliste laïc Israël Béitanou) de 30 ministres, vice-ministre et 7 secrétaires d'État, compte autant de travailleuses que d'extrême droite, deux femmes seulement, effacées par les médias religieux de la photo officielle, des religieux, tel Yaakov Litzman, vice-ministre de la santé, et des religieux antisionistes (liste unifiée de la torah). Les rabbins ultra orthodoxes ashkénazes et antisionistes interdisent à leurs fidèles de prêter serment à Israël. On compte aussi Sylvan Shalom, ministre de la coopération régionale, et directeur du Yediot Aharonot. Les négociations sur le retrait du Golan, interrompues depuis 2000 (des pourparlers avaient eu lieu en 1975, 1991, 1996), modifieront t-elles l'avenir de la dissuasion, puisque privé de ce glacis, Israël verrait en la bombe un moyen ultime de défense et la légitimation de son arsenal NBC. Reste que cette rétrocession éventuelle ouvrirait la porte à toutes les rétrocessions de territoires occupés par Israël depuis 1949<sup>1228</sup>. Pour Robert Cogan, ancien ambassadeur à Paris et ex-cadre à la CIA, il est impossible que le processus de paix soit compatible avec Netanyahu<sup>1229</sup>. Le Premier ministre démissionnaire, Ehoud Olmert, déclare à la veille de Rosh Hashana que l'État hébreu devrait envisager à faire « des concessions douloureuses » en renonçant à des territoires comme le plateau du Golan et une partie de Jérusalem, suscitant la colère non seulement d'opposants politiques et de son propre parti, mais également des colons. « Ces positions au sujet d'échanges de territoires sont les miennes et n'engagent que moi, elles n'engagent pas madame Livni », prévient-il peut-être pour mettre en difficulté son rival Netanyahu.

<sup>1226</sup> *IRIS*, 6 juillet 2009, « L'Union pour la Méditerranée, un an après », Didier BILLION.

<sup>1227</sup> *L'Express*, 18 septembre 2010, « Méditerranée : eau dans le gaz », Dominique LAGARDE.

<sup>1228</sup> *JCPA*, 27 mai 2008, « Le plateau du Golan et les négociations israélo-syriennes », Dore GOLD.

<sup>1229</sup> Journal de 19h de Public Sénat, 19 août 2010.

Moscou et Washington souhaitent perdurer les accords SART. La France, comme la Grande-Bretagne, on déjà réduit leurs arsenaux. Paris n'en possède plus que 300 contre 410 jadis, notamment parce que le pays s'est rapproché de l'OTAN et que les menaces NBC sont, contrairement à l'idée reçue, bien moins importante qu'avant. Russie et États-Unis veulent réduire le nombre d'ogives à 1000<sup>1230</sup>. Les pays de seuil sont « invités » à suivre l'exemple, mais en fait, rien ne les y force maintenant, et certainement pas leurs commanditaires respectifs. Dans le contexte de l'expiration de START et de l'abrogation par la Russie du FCE qui développe son RS-24 Topol-M (SS-27) insensible aux contre-mesures, quelle place aura Israël ? L'un des rapports le plus récent, le *CRS Weapons of Congress*, rappelle qu'Israël, en 2008, produit toujours des armes biochimiques, développe et modernise toutes sortes de missiles, et possède de 75 à 200 bombes. Le rapport est construit sur des contradictions car il affirme ensuite qu'Israël entrepose des armes mais n'en fabrique pas, possède probablement de la R&D en armes biochimiques et produit des missiles de portée intermédiaires (entre 500 et 5500km). Il est dit qu'Israël privilégierait des armes nucléaires anti-électronique contre des complexes nucléaires ennemies, ce qui modifierait les doctrines MAD<sup>1231</sup>.

En effet, le 17 janvier 2008, Tsahal réussit un tir de *Jéricho-3* à partir de Palmahim et expérimente un nouveau propulseur. Et le même mois, Israël lance depuis le sol indien le satellite *Techsar* (bande X) pour espionner l'Iran. Les essais français (M-51), russes (SS-27) et israéliens sont évidemment peu relevés par la presse, au dépend de la psychose des essais balistiques nord-coréens et iraniens. Le ministère de la Défense Français annonce à propos du vecteur israélien « qu'il pourrait faire partie d'un programme de missile sol-sol de type Jéricho-3, dont la portée de 4800 à 7500 km lui permettrait d'atteindre l'Iran »<sup>1232</sup>. Avec son carburant à propergol solide, ses trois étages, long de 15,5 mètres et de 1.56 mètres de diamètre il peut atteindre les 5000 km pour une tonne de charge conventionnelle (ou 750 kg de nucléaire) et une précision de 10 mètres, grâce au guidage terminal par radar. La base reste celle du Shavit, le lanceur spatial, ce qui explique le poids de 29 tonnes. Le moteur du second étage est le même que celui de *l'Arrow* ! Cela signifie que les États-Unis aident bien à optimiser les missiles balistiques nucléaires israéliens puisqu'ils financent en partie le bouclier anti-missile. Ces performances, certes moindres par rapport à celles des missiles français, russes, chinois ou américains, entreront en fonction en 2012.

Le 15 octobre, les États-Unis renforcent la marine israélienne par l'intermédiaire du *Naval Vessel Transfer Act*<sup>1233</sup>. Le 4 novembre, la Knesset approuve un projet de loi qui a pour objet la prévention du développement de maladies dangereuses, et la publication d'articles

<sup>1230</sup> *L'Express*, 21 mai 2009, « Échec et mat », Jacques ATTALI.

<sup>1231</sup> *CRS Weapons of Congress*, « Nuclear, Biological, and Chemical Weapons and Missiles: Status and Trends », 20 février 2008, Paul KERR, Foreign Affairs, Defense, and Trade Division.

<sup>1232</sup> *Armée d'aujourd'hui*, n°327, février 2008, « Israël, essai réussi d'un missile balistique ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
scientifiques contenant des informations sensibles sur les armes biochimiques. Le processus législatif est retardé de plusieurs mois pour permettre l'incorporation dans le projet de loi des conclusions du *Joint Committee of the National Security Council* et de *l'Israel Academy of Sciences and Humanities*. La démarche est historique car elle reconnaît implicitement que l'IIBR agit sans ordres clairs ni éthiques ! Le projet de loi exige ainsi que désormais, les entités académiques et privés devront obtenir la permission du ministère israélien de la Santé avant de commencer à travailler avec des agents pathogènes dangereux. Un organe de contrôle sur la recherche biologique est créé par le ministère. A l'inverse, et c'est là que l'on doute de la démarche, la loi permettrait de réguler la publication des données sensibles militaires et d'interdire toute recherche non militaire « dont le seul but est de provoquer ou d'aggraver une maladie ou d'entraver la capacité à prévenir ou de traiter une maladie », autrement dit les manipulations virales et génétiques<sup>1234</sup>. Mais l'initiative reste honorable et plus démocratique que dans d'autres pays.

Le 11 novembre de la même année on apprend qu'Israël exporte vers l'Inde de la technologie chimique en violation de la CAC. Bien que l'information émane de la presse pakistanaise (et donc suspecte), elle n'est pas démentie par la presse internationale, dont *The Observer* qui rappelle qu'en 2000, le ministre de l'Intérieur indien avait affirmé : « je soutiens la coopération étendue entre l'Inde et Israël dans tous les domaines, y compris celui-ci »<sup>1235</sup>. D'ailleurs, Israël participe le 1<sup>er</sup> décembre à la réunion de la CAB à Genève en tant qu'observateur non signataire. Le lendemain, à l'ONU, Israël se joint aux États-Unis, aux îles Palau et aux îles Marshall, pour émettre une abstention à propos de la résolution sur l'actualisation du protocole de Genève, sur la CAB et sur la CAC. 174 pays avait voté pour. Aucun contre. La position se précise lorsque Israël s'abstient également sur la résolution condamnant la modernisation des armes biochimiques. Les États-Unis votent ostensiblement contre, et cela contre 175 pays pour ! Le 28 octobre 2008, 165 pays avait voté pour. Israël et les États-Unis sont de plus en plus isolés. Ce qui fait dire à Pfirter, directeur de l'OPCW, que les armes chimiques au Moyen-Orient sont les « otages » du nucléaire israélien<sup>1236</sup>. A la convention de la Hague sur la CAC, Israël ne vient qu'en tant qu'observateur, mais envoie une délégation débattre du traité. La conférence n'hésite cependant pas à appeler Israël, la Syrie, l'Angola, la Birmanie, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Irak, la Somalie, les Bahamas et la Corée du Nord à ratifier le texte. Certains de ces pays accueillent des laboratoires pharmaceutiques occidentaux ou chinois qui peuvent y tester des produits en

---

<sup>1233</sup> *Public Law 110-429*, 15 octobre 2008, «Naval Vessel Transfer Authority», 110th Congress An Act.

<sup>1234</sup> *CBWCB*, n°84, juillet 2009, 70 pages, p. 24.

<sup>1235</sup> *CBWCB*, n°84, *ibid.*

<sup>1236</sup> *The 2008 Chemical Weapons Convention Review Conference*, An Arms Control Today Reader, avril 2008, 62 pages, p.20.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
toutes impunités. Enfin, en février 2009, à la réunion de l'OPCW, le Groupe des Pays Africains ainsi que les Pays non alignés dénonce l'emploi d'armes chimiques à Gaza.

En avril 2010, le traité Start III prévoit que la Russie et les Etats-Unis réduiront leur armement. A terme, 7 ans après son entrée en vigueur, les arsenaux ne devront pas dépasser 700 missiles balistiques intercontinentaux, balistiques sous-marins et de bombardiers lourds déployés, puis, 1550 charges et 800 missiles balistiques intercontinentaux et des missiles balistiques des sous-marins et des bombardiers lourds. Le nombre des charges sera réduit d'un tiers, le plafond des lanceurs stratégiques sera diminué d'un moins la moitié, cela en vertu de l'article 6 du TNP. Mais la prolifération continue toujours.

### Conclusion

Manhattan étant déjà l'antichambre de la dissuasion israélienne, c'est logiquement que les scientifiques juifs des principales grandes puissances collaborent à ce qui constituera l'assurance-vie d'Israël. Les États-Unis et l'Allemagne apportent leur soutien financier, la France ses infrastructures, la Grande-Bretagne, la Norvège entre autres leurs matières premières, et l'Afrique du Sud ses ressources et son statut. Ainsi, contrairement à l'idée reçue, cette dissuasion n'est donc pas clandestine. Les apports étrangers sont à la fois le résultat d'accords officiels et de rapports officieux d'intermédiaires de tous ordres, exploitant les brèches judiciaires, la corruption, les sympathies sincères de partisans d'Israël et les réseaux politiques, scientifiques, financiers et militaires. Les Etats-Unis ont essayé de faire d'Israël un allié docile dans le contexte de la Guerre Froide, en déplorant toutefois le comportement indocile et capricieux d'un pays qui se veut farouchement indépendant. Tel-Aviv ne cesse d'exiger de ses partenaires un soutien sans faille, au prétexte d'une supériorité morale liée à la Shoah. Et plus Israël est puissant, plus il impose ses conditions et pourtant, plus il dépend de ses alliés.

De 1966-1973, la dissuasion sert d'ultime bouclier, mais c'est en fait une menace tout aussi dangereuse pour ses adversaires comme pour ses partenaires. Elle garantit la victoire, protège de la défaite, mais ne résout rien en profondeur. « La victoire a balayé tout sentiment de mesure, aboli la sagesse juive septique, réaliste, tellement humaine, le sentiment de respect et de responsabilité »<sup>1237</sup> analyse avec acuité F.Encel. La bombe, qui devait sécuriser le pays à jamais, oblige pourtant à exiger de la communauté internationale le désarmement forcé de l'Irak et de l'Iran, l'acceptation de la doctrine Begin à l'égard de ces voisins, et de nombreuses entorses au droit international. Israël n'est pas au dessus des lois puisqu'il estime qu'elles sont inappropriées et ne s'applique pas à son cas, qui est particulier. Aussi, l'histoire

---

<sup>1237</sup> Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël, op.cit.*, p. 20.

de la dissuasion israélienne influence considérablement l'histoire du monde à partir de 1948 et explique bien des événements internationaux, et pas seulement au Proche-Orient : Guerre Iran-Irak, guerres du Liban, guerre du Golfe, combat contre le pacte de Varsovie partout dans le monde et guerre totale contre le terrorisme. Il n'est pas pertinent d'écrire l'histoire du monde à partir de 1948 s'en y mettre Israël au centre. Partenaire spécial de l'Occident dans ses initiatives militaires, économiques, scientifiques et politiques, Israël est en partie à l'origine de certaines décisions, avec l'aide des lobbies militaro-industriels, nucléaires et pétroliers internationaux, arabes y compris. Pour Washington, l'arsenal nucléaire israélien demeure utile jusqu'à la chute du mur de Berlin. Était-il indispensable ? Culturellement oui si on considère Israël comme la quintessence de la civilisation occidentale, elle-même se voulant le centre du monde. Rétrospectivement, c'est affaire de jugement.

La stratégie israélienne est multimodale et polyvalente, basée au sol, sous les océans et dans les airs, conventionnelle et non conventionnelle. Israël, c'est un couteau à fine et solide poignée, à la lame enflammée (le Néguev), avec en pointe Dimona et les sous-marins nucléaires d'Eilat. L'arsenal NBC israélien est à la taille des menaces qui pèse sur lui mais bien plus encore. La portée et les caractéristiques des vecteurs érigent Israël au rang des grande-puissances, et sans doute parmi les plus importantes<sup>1238</sup>. Le pays dispose d'infrastructures dignes d'une grande puissance économique alors que sa superficie et ses ressources n'appartiennent pas à ces caractéristiques. L'optimisation des capacités spatiales exacerbe la puissance de cet arsenal. Les installations, resserrées sur une terre exigüe, concentrent bien plus de potentiel que les Silicon-Valley américaine, européenne et indienne, avec une densité inégalée d'industries R&D, surtout pour la Défense. Israël n'est donc pas seulement un « État garnison », mais aussi un « État laboratoire » (comme le fut la RSA), en partie pour le compte de plusieurs pays occidentaux. Ce n'est pas une manière d'éluder la question, ni de dédouaner Tel-Aviv, mais il convient de révéler que l'État hébreu n'est que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des États occidentaux, sachant que le statut d'Israël est « particulier », sachant que Tel-Aviv n'est pas conforme à certains traités internationaux, profitent de cet état de fait. C'est pourquoi aucune instance internationale ne cherche vraiment à acculer Israël à signer les traités. On cherche seulement à faire en sorte que cet arsenal ne soit totalement incontrôlable. La concentration militaro-industrielle NBC dont l'économie israélienne s'est faite une spécialité, fait de ce pays un modèle et tire vers le haut l'ensemble de l'économie israélienne. Dès lors, on peut dire que si le programme dissuasif de ce pays a coûté très cher, bien que la majeure partie ait été payée par des États alliés, il s'est avéré très

---

<sup>1238</sup> Selon la formule en vigueur, une puissance se reconnaît à la possession d'une arme nucléaire, à la NMD, à la maîtrise de l'espace, à un budget de défense conséquent, à sa monnaie forte, à son importance dans le commerce international, à son PNB et à sa richesse par habitant. Ainsi, hormis sa monnaie et son PNB officiel, Israël est une grande puissance mondiale. Michel BAILLY, *op.cit.*, p. 65.

rentable car il draine des investissements colossaux et une politique d'exportations militaires à résultat exponentiel. Sans la perfusion des fonds internationaux dans ces « échanges scientifiques », mutuellement très avantageux, Israël ne pourrait probablement pas mener un programme dissuasif aussi ambitieux.

L'armée ne lutte plus pour sa survie et demeure moins efficace parce qu'elle sait que la défaite totale est désormais impossible, garantie par la dissuasion NBC. Mais elle est donc devenue un Léviathan problématique. « Les moyens militaires ont acquis une vie propre et sont devenus une source séparée de tension et de danger »<sup>1239</sup>. L'arsenal dissuasif est servi par son clergé, ce lobby militaro-industriel et nucléaire, qui exige encore et toujours de la société israélienne et du monde, toujours plus de sacrifices de toute sorte alors que ce monstre trop imposant est incapable de vaincre le terrorisme et de dissuader des politiques jusqu'aboutistes de pays qui ne craignent pas vraiment les représailles. Ceux qui ont voulu contester cette situation l'ont payé, Rabin sera l'un d'eux.

---

<sup>1239</sup> Robert Bowie, cité par Hervé COUTEAU-BEGARIE, *Traité de Stratégie*, op.cit., p. 445.

## **SECONDE PARTIE**

« Le progrès et la catastrophe sont l'avvers et le revers d'une même médaille »  
Annah ARENDT

# **DE LA MATIERE A LA THEORIE : SUCCES ET ECHEC DES DOCTRINES DE DISSUASION ISRAELIENNES**

## INTRODUCTION

Israël « est le seul État à n'avoir jamais connu un jour de paix véritable depuis sa création »<sup>1240</sup>. Aujourd'hui encore, Syrie, Iran et mouvements terroristes le menace encore. Certes, l'État hébreu est le seul à posséder un tel nucléaire dans le Grand Moyen-Orient mais ses adversaires ont la possibilité, du moins pour certains d'entre-eux, de riposter par des armes chimiques et balistiques voir à une échéance indéterminée avec des armes bactériologiques et nucléaires. Le *Grand Moyen-Orient* est en effet un ensemble de sous-systèmes dont la particularité réside dans le fait que pratiquement chaque État possède des ADM et les moyens de les employer par le vecteur balistique. La région qui s'étend de la Mauritanie au Pakistan, constitue un gigantesque marché pour les ventes d'armes, où s'affrontent les États-Unis, l'Europe, la Russie et le couple Chine/ Corée du Nord. Dès les années 1950, les États arabes se lancent dans une course NBC.

Contre ses menaces protéiformes, Israël a développé une typologie de stratégie graduée qui, même sous le sceau de l'opacité, nous est connu par empirisme, si bien qu'aujourd'hui, la sécurité vitale de l'État hébreu semble solidement assurée, dans une méta stratégie, dont la bombe est le cœur. Selon Avner Cohen, la dissuasion israélienne repose sur une « sainte trinité »: « le flou comme politique officielle, la censure comme pouvoir coercitif et le tabou comme attitude sociale »<sup>1241</sup>. En 60 ans, la dissuasion s'est construite lentement, pour atteindre des potentialités égales à celles des grandes puissances, ce que Raymond Aron appelle « la capacité de faire, de produire et de détruire ». Qui pourrait aujourd'hui s'attaquer à Israël sans prendre en compte ses capacités de représailles ?

Cependant, il convient de s'interroger sur son efficacité réelle et sur sa pertinence face à des situations de crises. Pourquoi peut-on dire, pour reprendre la prévision d'Aron, qu'elle a abouti à une : « Guerre impossible, paix improbable », autrement appelée *stalemate* (impasse). De même, cette politique de l'opacité a-t-elle encore un avenir et surtout, n'est-elle pas sujette à caution maintenant que l'Inde et le Pakistan ont franchi le pas d'une certaine transparence ? Subséquemment, la société israélienne a réellement confiance dans son arsenal dissuasif? Quel rapport cette société cosmopolite et démocratique mais constamment proche de la guerre civile entretient-elle avec une dissuasion qui demeure à l'encontre d'un des ses principes fondamentaux : la pureté des armes. Zeev Maoz de l'Université de Tel-Aviv n'a-t-il

---

<sup>1240</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 15.

<sup>1241</sup> Avner COHEN, *Israel and the bomb*, *op.cit.*, Introduction.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAELIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
pas raison lorsqu'il écrit qu'Israël est devenu l'esclave de sa bombe<sup>1242</sup> supportant le poids  
d'un Léviathan trop monstrueux pour le petit David.

---

<sup>1242</sup> *Harvard College and the Massachusetts Institute of Technology*, « The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy International Security », Vol. 28, n°2, automne 2003, pp. 44–77

## CHAPITRE I

### LES DOCTRINES DE LA DISSUASION ISRAËLIENNES ET LEURS APPLICATIONS

La politique nucléaire israélienne repose, selon le spécialiste Avner Cohen<sup>1243</sup>, sur deux piliers : d'une part l'opacité et d'autre part, la «contre-prolifération forcée» chez ses ennemis appelée autrement la Doctrine Begin. Cependant, il existe d'un côté la doctrine officielle, mais affirmée officieusement dans le cas présent (opacité oblige), et les aménagements desdites doctrines face aux réalités. Elles intègrent les spécificités géostratégiques de l'Etat d'Israël et les paramètres de sa culture. Kissinger disait: «*Israel has no foreign policy, only domestic politics*», mais cela est contestable. Bien que Couteau-Bégarie affirme que « la méthode culturaliste ne peut être que d'une utilité marginale dès lors que l'arme nucléaire relève d'abord d'une logique technicienne qui dépasse les cultures traditionnelles »<sup>1244</sup>, dès lors qu'Israël est un cas particulier, la *dissuasion*<sup>1245</sup> israélienne demeure particulière, contrairement aux autres EDAN. Michel Fortman (1993) explique qu'il serait erroné de percevoir l'arsenal israélien comme une simple force de dissuasion. En effet, ses spécificités laissent entendre qu'il peut être utilisé dans le cadre d'une multiplicité de scénarii, à la fois tactiques ou stratégiques, et qu'il est, par conséquent, d'ores et déjà intégré au planning opérationnel de l'IDF.

Bien que l'ambiguïté atomique proscrit en principe la possibilité de définir la stratégie nucléaire d'Israël, il est possible, grâce aux affirmations des instances dirigeantes de l'Etat hébreu, des cultures juives, et de la géopolitique du pays, d'en dessiner les contours. Subséquemment, son Histoire révèle, par de multiples exemples précis, que finalement, Israël préfère privilégier la contre-prolifération au dépend de la dissuasion proprement dite, cela également en adéquation aux aspects intrinsèques de l'environnement hostile précédemment explicité.

#### **I Protéger face à l'avenir toujours incertain**

Les dissuasions israéliennes ont bien une dimension culturelle, et en cela elles nécessitent une approche spécifique. Elles sont les conséquences logiques de contingences.

##### **I.1 La garantie pour la paix**

<sup>1243</sup> *Nonproliferation Review*, Hiver 1995, "The nuclear equation in a new middle East", Avner COHEN, p. 6.

<sup>1244</sup> Hervé COUTEAU-BEGARIE, *Traité de Stratégie*, 2<sup>ème</sup> édition, Economica, 1999, 1005 pages, p. 408.

<sup>1245</sup> Selon Poirier la dissuasion « rend sage » et est « un emploi réduit à la formulation d'une menace de réaction efficace pour l'information des décideurs adverses. Cette menace affiche ostensiblement, d'une part, les capacités de réactions des forces de représailles, et d'autre part, le ferme propos d'actualiser ces virtualités si l'agresseur passait à l'action qu'on lui interdit ». La diplomatie coercitive ou « *compellence* » est « une menace et/ou un emploi volontaire limité et graduel de la force armée destinée à persuader un adversaire de mettre un terme à une action en cour, de revenir au *statu quo ante*, ou d'entreprendre une action qu'il juge indésirable »

**I.1.1 « Plus jamais Massada ». « Dimona pour Oslo »**

La dissuasion, c'est la condition *sine qua non* de la survie d'un État perpétuellement en guerre. Pour Israël, il s'agit d'éviter une seconde *Shoah*, l'*Armageddon*, un autre Massada ou un autre Betar<sup>1246</sup>. Sam Cohen dit que ses recherches, même pour d'autres pays, avait comme objectif sous-jacent cette préoccupation<sup>1247</sup>. « La chaîne n'est pas rompue sur le sommet inspiré. Plus jamais Massada ne tombera », devise prononcée par les unités de Tsahal devant Massada<sup>1248</sup>, se réfère donc aussi à la dissuasion, à l'éventualité et à la détermination de son emploi, et cette dernière ne se trouvant pas chez d'autres puissances nucléaires. L'holocauste n'est qu'une étape au sein d'un destin pessimiste, la bombe doit empêcher la prochaine catastrophe, que l'on pense inévitable. Ainsi donc, les armes suprêmes de l'IDF n'ont pas été conçues sur les mêmes considérations que les autres pays, mais comme une « dissuasion existentielle », c'est à dire une arme de survie<sup>1249</sup>. Père formule ainsi ce problème : « Dimona pour Oslo », autrement dit la bombe pour la paix. Reste qu'aujourd'hui, on constate plutôt un « Dimona sans Oslo ». Et les Arabes veulent un Oslo sans Dimona.

Il s'agit d'empêcher, plus précisément, qu'un autre pays ne martyrise et extermine d'autres juifs<sup>1250</sup>, ceux d'Israël, de la diaspora ou de l'exil (*Galout*) menacés de pogrom : « infliger un holocauste à l'ennemi pour prévenir d'un holocauste sur Israël »<sup>1251</sup>. Ben Gourion explique à Kennedy le 12 mai 1963 : « Mon peuple a le droit de vivre à la fois en Israël et ailleurs, et il est en danger »<sup>1252</sup>. Mais la priorité reste Israël, ce qui expliquerait en partie les tentatives de faire émigrer tout les juifs en Israël.

Il faut protéger *Eretz Israël* (terre promise) de la destruction du troisième temple (Après Nabuchodonosor en - 587 et Samson), sauvegarder le triptyque sacré dont les trois volets sont indissociables: Terre d'Israël (*Eretz Israel*), peuple d'Israël et Torah<sup>1253</sup>. C'est se prévenir d'une extermination, et aussi vouloir atteindre le *millenium*, c'est-à-dire à l'âge de la paix. Reste que les aspirations du peuple juif et de l'État d'Israël ne sont pas forcément conciliables. Ben-Gourion stipule les raisons de sa dissuasion : « It is not our democratic system, or our borders and independence alone which are threatened, but our very physical existence is at stake. What was done to six millions of our brethren twenty years ago? Could

<sup>1246</sup> Nom d'un village transformé en camp retranché par le général Kokhba contre les légions d'Hadrien.

<sup>1247</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 3rd Edition, 2006, 288 pages.

<sup>1248</sup> Massada est à l'origine le nom de la piscine rituelle où l'on se purifiait. Elle est appelée également Mikve. Israël est eu ainsi comme un État forteresse, un immense pays garnison entouré de murs de tous types

<sup>1249</sup> *L'Histoire*, juin 2007, « Les USA et la terreur nucléaire », Thérèse DELPECH, p.11.

<sup>1250</sup> Carmel HESI, *Israël ultra-secret*, Laffont, 1989, p. 88.

<sup>1251</sup> Barry SCHNEIDER, *Middle East Security Issues In the Shadow of Weapons of Mass Destruction Proliferation*, Air University Press, Maxwell Air Force Base, Alabama, déc 1999, 143 pages. p. 85.

<sup>1252</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, p. 14.

<sup>1253</sup> Michel ABITBOL, *Les amnésiques, Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient*, Paris, Perrin, 2001, 406 pages, p. 236.

be done to the two million Jews of Israel, if, God forbid, the Israel Defense Forces are defeated»<sup>1254</sup>.

Culturellement parlant, le rapport est en fait bien plus complexe. Ben-Gourion dit avoir privilégié la science NBC et ses activités corollaires pour « avoir ce que la nature nous a refusé. Pour assurer notre avenir, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Notre avenir dépend de la science»<sup>1255</sup>. Pour un peuple constamment martyrisé, la bombe est l'entorse à la malédiction millénaire qui pèse sur le peuple juif. Dieu est la nature, la science est l'homme, c'est le combat entre la fatalité divine et le progressisme prométhéen.

### I.1.2 Sanctuariser le territoire

Israël est créée suite à une décision de l'ONU. Contester son droit à l'existence est donc une entrave à la législation internationale. Le nucléaire peut « préparer la stratégie du temps de paix » (Alfred Mahan). John Chipman, directeur général de l'IISS estime ainsi que: « Le conflit non résolu entre la Palestine et Israël rendait impossible que les Etats arabes se lient avec Israël »<sup>1256</sup>. David Ben-Gourion, qui ne croit pas à la paix avec les voisins arabes, décide donc immédiatement d'amorcer le programme nucléaire. Le « fils du lion » souhaite que l'arme nucléaire décourage à jamais des agressions ennemies dans une obsession de la sanctification de la sécurité (*bitahone sadé*)<sup>1257</sup>. Selon Shimon Pérès : « Kissinger avait compris que les Arabes n'accepteraient Israël que s'ils étaient convaincus que celui-ci ne pouvait être défait par les armes »<sup>1258</sup>.

Si l'armée est le fondement d'un État moderne (Jouvenel/ Tilly), la bombe est son noyau. Pour Israël, rien n'est plus vrai lorsqu'on sait que Tsahal est l'un des piliers de l'État. « Israël était petit par sa puissance et son territoire. Aussi, la confrontation militaire doit être rapide et sur le terrain ennemi » analyse Moshé Dayan. La frappe atomique sur l'adversaire permettrait d'y parvenir. La doctrine officielle de Tsahal rappelle que ses buts sont : « Défendre l'existence, l'intégrité territorial et la souveraineté de l'État d'Israël, protéger ses habitants et combattre toutes les formes de terrorismes qui menacent la vie quotidienne »<sup>1259</sup>. La bombe protège alors « le foyer national légalement garanti et publiquement reconnu pour le peuple juif en Palestine », comme le stipulait le programme sioniste de Bâle.

Obtenir ce que la nature a refusé de donner au pays, c'est aussi la sanctuarisation du territoire national, car les défenses naturelles ne sont pas assez conséquentes. Hormis pour les religieux, les frontières de l'État hébreu ne sont pas vécues comme absolument immobiles

<sup>1254</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, pp. 25-97.

<sup>1255</sup> Pierre PEAN, *op.cit.*, p. 38

<sup>1256</sup> *Horizons et Débats*, 5 octobre 2009, « Israël, puissance protectrice du monde sunnite? »

<sup>1257</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 237.

<sup>1258</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 148.

<sup>1259</sup> *Israel Defense Force*, the official site.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
pour le gouvernement. La rétrocession de territoires de la part d'Israël est possible, sauf sur quelques lieux stratégiques ou culturels comme Jérusalem ou Massada. Cette conception va à l'encontre de la notion de *Wakf*, qui veut que toute « terres d'Islam » passées, doivent demeurer musulmane, une conception emprunter à l'Empire byzantin. Ce principe est aussi voulu par les religieux juifs pour Israël.

Les frontières de 1948, qualifiées par Abba Eban de « lignes d'Auschwitz », sont peu à peu uniformisées par les conquêtes. Israël devient alors un ensemble de 20700 km<sup>2</sup> plus les 7000 km<sup>2</sup> de Gaza et de la Cisjordanie et les 1250 km<sup>2</sup> du Golan. L'emploi de la bombe ne sera effectif qu'en cas de « menace des intérêts vitaux » c'est à dire une « pénétration militaire jusqu'aux frontières de l'État hébreu de 1949, destruction de l'aviation, attaque massive des villes israéliennes à l'arme chimique et bactériologique et enfin riposte à une attaque nucléaire »<sup>1260</sup>. Car l'absence de profondeur ne permet pas une défense élastique. Lors de la guerre du Kippour, Tsahal a organisé par défaut une défense élastique mais qui n'a pas pu durer longtemps. Et encore, à l'époque, le Sinaï était encore israélien. La problématique de la profondeur territoriale n'a jamais été aussi vraie lorsqu'Israël rétrocède le 25 avril 1982 le Sinaï, le Sud-Liban en 2000 et Gaza en 2005, ce qui rend cette tactique désormais impossible. Ici, les moindres parcelles de cette « terre sans peuples pour un peuple sans terre » doivent être préservées. Israël forme une lame de couteau enfoncée dans un Proche-Orient arabo-musulman, au manche étroit, ce que le spécialiste Frédéric Encel définit comme « une taille de guêpe »<sup>1261</sup>. Aussi, Tel-Aviv recherche la garantie suprême de sécurité, autrement dit une « stratégie de la pérennité » pour cet *one nuclear state*, c'est-à-dire un pays qui peut être rayé de la carte par une seule bombe et qui ne peut se permettre d'encaisser de tolérer la moindre faiblesse, sans agir. Zalvam Shomal ajoute : « Les USA peuvent se permettre de faire une faute et de la corriger, pas Israël »<sup>1262</sup>.

Cela explique d'ailleurs qu'Israël pratique la riposte disproportionnée (*Kohanout*<sup>1263</sup>). Pour se défendre, il faut obtenir une épée de Damoclès dissuasive. C'est pourquoi Israël, entouré de pays hostiles, privilégie la doctrine du *No Choice* ou *ein breïra*<sup>1264</sup>. Entre Détruire ou être détruit, Israël n'a d'autre choix qu'opter pour la première solution, loin de la *théorie des jeux* à gains ou sommes nulles<sup>1265</sup>. Israël « doit combattre l'hostilité des pays arabes sans la souhaiter » (Marc Heller). Cet *ein breïra* est par définition une agression condamnable par

<sup>1260</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 237.

<sup>1261</sup> Frédéric ENCEL, Atlas géopolitique d'Israël, Autrement, 2008, 80 pages, p. 17.

<sup>1262</sup> *Marianne*, du 30 mai au 5 juin 2009, « Israël s'angoisse : 'C'est Washington qui nous lâche' ».

<sup>1263</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, *op.cit.*, p. 92.

<sup>1264</sup> Entretien entre l'auteur et Ephraïm Teteilbaum, responsable du centre Hebraïca de Toulouse, 16 juin 2009.

<sup>1265</sup> Oskar MORGENSTERN et John VON NEUMANN, *The Theory of Games and Economic Behavior*, Princeton University Press, 1953. Suivant cette probabilité, celui qui gagne est celui qui est le plus extrémiste.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
l'ONU. Et l'Organisation n'a pas encore étudié les spécificités d'une puissance nucléaire circonscrite à une très petite superficie.

### **I.1.3 Atome contre terre, terre contre bombe, bombe pour la terre ou la bombe sans la terre ?**

« Les Arabes ont le droit du cadastre, mais pour nous, la bible est le meilleur des cadastres »<sup>1266</sup>. « Israël n'a pas de frontières »<sup>1267</sup>. Begin expliquait que l'on ne pouvait rendre des territoires appartenant à Dieu, et que toutes terres un jour juives l'étaient pour toujours<sup>1268</sup>. Il répondait à Rabin qui expliquait au contraire que « la Bible n'est pas un cadastre ». Certaines élites juives souhaitaient que la dissuasion sanctuarisât les frontières d'avant 1967. Ben-Gourion proposait la restitution de ces territoires contre une paix éternelle, puisque la bombe est une garantie suprême. Le 3 novembre 1993, le professeur Shlomo Aharonson, de l'université de Tel-Aviv, affirme qu'Israël envisagerait de céder des territoires en échange de l'optimisation de la bombe. Mais d'autres désiraient au contraire atteindre les limites du grand Israël, que l'on aurait protégé ensuite par la bombe. C'est ce que certains juifs ont nommé l'atome contre le *dunam*, du nom de cette unité de mesure territoriale turque aujourd'hui employée en Israël. Le *Herout* (parti de Begin) voulait des annexions afin de posséder cette profondeur. Rendre des terres contre la paix, ce serait mettre les conurbations de Tel-Aviv et Jérusalem à portée des missiles ennemis. Un dilemme associé au serpent qui se mord la queue. Israel Shahak en 1992 et Seymour Hersh en 2006, écrivent que ce n'est pas le désir de paix, si souvent proclamé, qui a induit le programme israélien mais bien le souhait d'étendre une domination spatiale sur le Proche-Orient sans en subir les inconvénients<sup>et les représailles</sup><sup>1269</sup>. Un point de vue à relativiser si on considère qu'Israël a justement abandonné des territoires à mesure que sa dissuasion se développait. Les opposants à l'atome proposent l'échange des territoires contre une paix durable, ce qui permettrait de se passer du nucléaire. Les traditionalistes, moins naïfs, ne veulent pas rendre les territoires, car ils appartiennent au Grand Israël et avance même que d'autres terres pourrait être conquise jusqu'au Litani par exemple, le parapluie atomique les sanctuarisant ensuite.

On pouvait également rendre les territoires, obtenir la paix, garder la bombe, signer le TNP et ainsi éviter toutes représailles ennemies. Cette stratégie, si simple, qui aurait évité un embrasement continu de la région, est d'abord rejetée. La profondeur géographique doit d'abord être suffisante pour qu'en cas d'agression, on puisse demander à temps une aide étrangère, sans être tenté d'user de l'atome. Autrement dit, l'atome et la terre sont liés. Le

---

<sup>1266</sup> *Arte Info*, 26 août 2009.

<sup>1267</sup> Régis DEBRAY, *A un ami israélien*, Flammarion, 160 pages, 2010.

<sup>1268</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p.725.

<sup>1269</sup> Israel SHAHAK, *Open Secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policies*, London, 1997, Pluto Press, p. 40.

désir du Grand Israël est finalement combattu par les gouvernements occidentaux, qui veulent échanger les territoires contre la paix et le maintien de la dissuasion israélienne. C'est ce que l'on pourrait appeler la *doctrine Begin bis*, mise en œuvre pour la première fois lors du retrait du Sinâï, une fois que Washington s'engage à ne pas demander une clarification sur le nucléaire israélien. Les pourparlers de paix actuels (comme avec la Syrie en mai 2008 sur le Golan) vont d'ailleurs dans ce sens. Ce paradoxe (rétrocession de terre alors que la dissuasion est écrasante) est dénoncé en 2001 par le ministre de l'Enseignement et de la Culture qui dénonçait que dans le code militaire israélien, la notion d'amour de la terre avait été omise<sup>1270</sup>. Le député Aryeh Eldad parlait de trahison: «celui qui ampute l'État d'une partie de ses territoires pour les remettre à l'ennemi mérite la mort» dit-il à l'intention d'Olmert<sup>1271</sup>.

Certains politiques israéliens osent prétendre que l'arsenal nucléaire n'est pas seulement destiné à la protection d'Israël mais à dissuader l'Irak et l'Irak d'envahir les autres pays arabo-musulmans !<sup>1272</sup> Autrement dit, l'Option Samson stabiliserait la région : un parapluie nucléaire juif pour protéger des États arabo-musulmans ! Une sorte d'équilibre (*balance of power*), d'équilibre de la terreur, (Morgenthau 1985). Pour Kenneth Waltz, une prolifération contrôlée des armes nucléaires a joué un rôle crucial et stabilisateur, surtout durant la Guerre des Six Jours et la Guerre du Kippour, car les superpuissances, ne sont pas intervenues militairement, ce qui est vrai puisque Moscou et Washington brandissant leur propre dissuasion, ne se sont pas battus frontalement, l'un défendant Israël, l'autre défendant les puissances arabes<sup>1273</sup>. Comme l'affirme le géopoliticien Alain Joxe, «deux puissances nucléaires opposées n'engageront pas de guerre nucléaires»<sup>1274</sup>. Mais la bombe israélienne n'a pas dissuadé l'Irak d'envahir le Koweït ou l'Irak, l'Irak l'Irak et la Syrie le Liban. Il vaudrait donc mieux pour sauvegarder la paix, dans l'absolu, en théorie, une région dont chaque État dispose de la bombe, au lieu d'un seul État dans ce cas. Cette thèse de l'Université de l'Alabama est plus que contestable<sup>1275</sup>. Car la Syrie, l'Égypte et Israël se sont affrontés alors qu'ils disposaient au moins d'armes chimiques montées sur missile. Cependant, à sa décharge, les armes chimiques ne sont pas complètement une arme de dissuasion, dans leurs effets. Éliminer les armes nucléaires et biochimiques de la région n'amènerait pas nécessairement la paix. Tout ce que peut la bombe, c'est garantir un équilibre armé ou au moins une survie, en théorie.

<sup>1270</sup> *Jerusalem Post*, 4 avril 2001, «Livnat: Love of Land Missing in IDF Code»

<sup>1271</sup> *Israel Magazine*, 27 mai 2008.

<sup>1272</sup> Barry SCHNEIDER, *Middle East Security Issues In the Shadow of Weapons of Mass Destruction Proliferation*, Air University Press, Alabama, décembre 1999, 143 pages, p. 78.

<sup>1273</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *Usage politique du nucléaire au Moyen-Orient. Israël et ses voisins 1995-2000*, D.E.A, Science Politique, à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 1999-2000, p. 41.

<sup>1274</sup> *France 3*, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, «La prolifération nucléaire».

<sup>1275</sup> *Journal of International Affairs* 49, n°1, été 1995, «Middle East Nuclear Stability».

## I.2 La bombe comme arme politique

L'arme nucléaire est avant tout, par ses performances, une arme politique. Elle n'est peut-être même pas une arme, puisqu'elle ne permet pas une victoire de l'un ou l'autre camp, mais plutôt une défaite partagée dans certains cas. La France avait, sous la IV<sup>e</sup> République, bien saisi cette dimension : « Que faut-il penser de la bombe atomique, au moins ceci : il nous la faut posséder au plus vite ou admettre que notre armée sera toujours vassale de notre allié »<sup>1276</sup>. L'arme permet d'intégrer dans le concert des nations « influentes » la place que le pays mérite, et devenir « un pays du *premier monde* »<sup>1277</sup>. Cela posera problème dans la mesure où Israël est d'abord un État du tiers-monde et pendant longtemps, les grands considéreront qu'à ce titre, Israël n'avait pas le droit ou le besoin de l'acquérir. La bombe est d'abord un outil de domination sur l'extérieur, mais aussi sur l'intérieur. Elle accroît le pouvoir d'un État sur un grand nombre d'individus, et contribue à sa sacralisation car lui octroyant un pouvoir de destruction de dimension divine. Harold Macmillan, Premier ministre britannique, employait la formule de « manger à la table des grands »<sup>1278</sup>. Le Guelte dit même qu'avant d'être une arme militaire absolue, c'est une arme de prestige<sup>1279</sup>.

Israël s'inspire de cette réflexion pour ne pas dépendre de ses nombreux alliés qui parfois, ne cautionnent pas toujours ces intérêts. Dans le cas où les USA (durant l'affaire de Suez), comme naguère la France, viendraient à faire défaut, ce serait « l'arme absolue » qui permettrait de pallier des défections. Ben-Gourion affirme d'ailleurs : « Un petit pays doté de l'arme nucléaire peut dissuader une puissance plus grande. Cela procure un pouvoir élevé de négociation (*bargaining*) assorti d'avantages commerciaux »<sup>1280</sup>. Selon François Daguzan<sup>1281</sup>, on prolifère dans l'espoir d'obtenir un gain politique, qui se décline dans la recherche d'une position de suprématie régionale, ici face aux États arabes mais aussi et surtout, face aux grandes puissances. Tel-Aviv veut obtenir, comme les « cinq puissances officielles », la même puissance, sans avoir nécessairement leur puissance conventionnelle, démographique, spatiale, diplomatique et culturelle. La bombe permet d'être une puissance qui compte, tel que le théoriserait Gar Alperovitz dans *Atomic Diplomacy* (1965), même si les autres critères de puissance ne sont pas réunis. La Russie de 1994, avec un PNB inférieur à la Belgique, restait un acteur incontournable avec son arsenal apocalyptique.

La bombe répond aussi à la finalité de toute action stratégique, à savoir surclasser l'ennemi en vue de lui imposer sa volonté, dans un univers atomique où désormais la guerre et la paix sont deux notions brouillées, et c'est pourquoi l'arme relève du pouvoir politique

<sup>1276</sup> France, Assemblée Nationale, 6 juillet 1956.

<sup>1277</sup> Alexandre ADLER, *J'ai vu finir le monde ancien*, Grasset, 2002, 346 pages, p. 59.

<sup>1278</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 98.

<sup>1279</sup> France 3, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, « La prolifération nucléaire ».

<sup>1280</sup> Jean-François DAGUZAN, *La prolifération : mythe ou réalité ?* 2006, 9 pages, p. 1.

<sup>1281</sup> Jean-François DAGUZAN, *La prolifération : mythe ou réalité ?*, *ibid.*



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE. (Couteau-Bégarie, 1999). La bombe est un hochet de puissance et un trophée scientifique. Munya Mardoch, Directeur de *l'Israeli Institute for the Development of Weaponry*, écrit en 1994 que les États qui en sont pourvus renoncent *de facto* à leur statut de vassal. L'arme atomique comme simple outil diplomatique ne signifie pas qu'il s'agit d'arme de « non-emploi ». Car la menace de son utilisation, en ayant à l'esprit de ne pas l'utiliser quoiqu'il arrive, sauf en cas d'extrême nécessité, est en soit un emploi. Aussi, contrairement à ce qu'avance Jean-Marie Collin, il y a très peu de risque que la bombe soit employée sous forme de frappe, quelque soit le pays<sup>1282</sup>.

La journaliste de *CNN* Hala Gorani dit que la diplomatie dissuade plus que le nucléaire<sup>1283</sup>. La diplomatie de l'État hébreu, hyper puissante, pour compter dans ses rangs des personnalités tels qu'Henry Kissinger ou Madeleine Albright, et de nombreux diplomates juifs (même si beaucoup ne se sentent pas forcément solidaires de l'État hébreu), de même que la dissuasion médiatique et financière (qui sont réelles, sans tomber dans les délires antisémites) peuvent-être aussi une arme de dissuasion à dimension politique, par la force de ses réseaux. Et la bombe s'ajoute à ces paramètres.

### **I.3 La bombe comme doctrine militaire**

Appliquée par un pays en guerre permanente, la doctrine militaire d'Israël est sur-étudiée, d'autant que dans la plupart des cas, du moins à courte et moyenne échéance, elle s'est avérée efficace. Elle emprunte aux *cinq cercles* de John F Warden : neutraliser l'adversaire, viser ses centres de commandement, ses sources d'eau et d'énergie, sa logistique, sa population (par le biais notamment de l'action psychologique) et enfin ses forces armées<sup>1284</sup>. Il s'agit d'agir sur les systèmes de l'adversaire par l'action préalable du renseignement *ISR* (*Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*) avant la frappe. Néanmoins, il convient de la détailler en profondeur, car l'arme nucléaire ne permet pas de gagner les guerres mais de les empêcher.

#### **I.3.1 Rappel de la doctrine militaire conventionnelle israélienne**

La dangerosité de la bombe ne réside pas dans ses capacités en soit mais dans les intentions de ceux qui la possèdent. Israël la développe pour contrer l'hostilité des pays arabomusulmans et de leurs alliés internationaux, dans un vaste *Kriegsspiel* (Baron Von Reisswitz, 1811). L'asymétrie évidente entre Israël et ses voisins signifie qu'irréremédiablement, sur le long terme, les voisins l'emporteront si Israël ne met pas fin à leur volonté de nuire. C'est pour cette raison que Ben-Gourion avait précisé que le pays devait bâtir et entretenir une force

---

<sup>1282</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe : l'univers opaque du nucléaire*, Autrement, 2009, 198 pages.

<sup>1283</sup> *France 3*, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, « La prolifération nucléaire ».

<sup>1284</sup> IFRI, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », Pierre RAZOUX, *Octobre 2007*, Focus stratégique n°2. D'après John F WARDEN, *The Air Campaign: Planning For Combat*, 1998.

d'assaut (*strike force*), disproportionnée par rapport à sa taille et ses capacités économiques, incluant la dissuasion. C'est pourquoi, dans le cadre du concept d'« asymétrie stratégique », la bombe renverse *de facto* les rapports de force. Ariel Sharon résume cette politique en une courte phrase, « nuancée » à l'image de son auteur : « Les Arabes peuvent bien avoir le pétrole, nous, nous avons les allumettes! »<sup>1285</sup>.

La doctrine israélienne de sécurité a été définie par David Ben-Gourion, présenté au gouvernement en octobre 1953, puis s'est peu modifiée par la suite jusqu'aux accords d'Oslo. Elle s'appuyait d'abord sur une force statique, puis une force d'assaut qui rassemblait assez de forces et de réserves pour être opérationnelle immédiatement afin de frapper vite et de manière décisive face aux stratégies arabes inspirées des doctrines soviétiques, plus massives et prudentes. La morphologie et l'Histoire d'Israël impliquent une doctrine militaire intrinsèque et originale dont on peut énumérer les principes, qui repose en caricaturant à l'extrême, sur une stratégie défensive modulée par des tactiques offensives :

-Israël ne peut pas se permettre de perdre une seule guerre à cause de l'exiguïté de son territoire. Il faut donc défendre et préserver l'intégrité du territoire. Aussi, les combats doivent avoir lieu chez l'ennemi pour protéger les intérêts économiques du pays (et nuire à ceux de l'adversaire).

-Lutte contre toutes les formes de terrorisme (militaire, électronique, médiatique).

-Éliminer les cadres terroristes<sup>1286</sup>.

-La guerre doit être « propre » (pureté des armes) par le respect des lois de la guerre (*Jus in bellum*).

-Contracter des alliances de revers (Turquie contre Syrie, Inde, Géorgie et Azerbaïdjan contre Iran). S'allier avec les premières puissances militaires en cas d'appel à l'aide (États-Unis, UE), y compris pour sécuriser les approvisionnements en matières premières stratégiques (Asie Centrale, RSA).

-Défense au niveau stratégique, pour éviter l'escalade, la dégénération d'une situation et éviter une coalition des ennemis par esprit de solidarité. Selon cette logique, pas d'ambitions territoriales en vue d'annexion, juste la conquête de zones tampons (sud/ Liban, Cisjordanie, Gaza, Golan, Sinaï). Le *Jus post Bellum* doit donc être modéré. Il s'agit donc de respect d'un des principes de la Haganah, baptisée *Havlagah* (retenue, du théoricien Berl Katznelson<sup>1287</sup>),

---

<sup>1285</sup> Seymour HERSH, *op.cit*, p. 319.

<sup>1286</sup> En 1973, trois chefs de l'OLP sont tués à Beyrouth, ce qui fait dire à G. Meir qu'il s'agissait d'opération « magnifique ». Un an plus tard, un marocain est tué par erreur en Norvège. L'écrivain du FPLP Ghassan Kanafani est tué au Liban en 1972. L'un des commanditaires de Munich, Ali Hassan Salamaleh le suit avec Abdelaziz Rantissi, et Ismael Abou Shanab. Le 10 avril 1983, Attali livre cet événement inconnu. Issam Sartouï, conseiller politique d'Arafat, est tué au Portugal à Albufeira. Le sherpa ne mentionne pas directement le Mossad mais précise : « Shimon Pérès, embarrassé, m'avait refusé de le rencontrer : ' Pas encore, c'est trop tôt » ». Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 423. En 1988 en Tunisie, c'est au tour d'Abou Jihad, le bras droit d'Arafat.

<sup>1287</sup> « Vous avez le devoir de repousser les attaques, mais ne laissez pas l'odeur du sang vous monter à la tête.

pour des actions de représailles et de défense. Cette modération, rare dans les autres forces armées, doit être rappelée comme fondement afin de protéger les innocents. Cette notion n'est pas respectée par tout le monde, parce que les soldats sont issus de culture différente, avec des lois différentes. Des partis la refusent. *L'Irgun Zvai Lemi* applique les représailles, l'attaque, l'assassinat et la conquête de la terre systématique, méthodes rejetées par d'autres branches de l'armée.

-Dissuasion conventionnelle et non-conventionnelle. Longtemps, on a voulu privilégier « l'infanterie et le nucléaire » comme le préconisait Van Creveld.

-Désir d'éviter la guerre par des moyens politiques, médiatique, diplomatique, (*soft power*). Aide aux contre-pouvoirs chez l'ennemi et diviser l'adversaire en jouant sur les particularismes locaux.

-Privilégier une guerre de mouvement rapide et décisive par la surprise (*doctrine Rabin*). Guerre courte pour éviter de nuire à l'économie.

-*Sivis pacem, parabellum*. Préparation à la Défense avec une dissuasion NBC pour la défense ultime, une petite armée de métier rapide et ultra technologique, une force aérienne d'élite pour frapper, une marine pour encercler, des commandos pour exploiter, une armée de terre de conscription pour occuper, et enfin la réserve pour gérer l'arrière et soutenir l'armée de terre.

-Une mobilisation efficace de la réserve avec un entraînement régulier, une motivation entretenue, une capacité à être mobilisable en 72 heures, et une haute formation à l'étranger avec des exercices communs, des échanges internationaux. Préparation à la guerre permanente avec des simulations régulières et nombreuses.

-Optimisation technologique pour que l'armement ne soit jamais obsolète. Supériorité technologique (*Qualitative Military Edge*) et de commandement (entraînement). Accéder aux *six capacités fondamentales* (spatiale, médiatique, aérienne, précision, attaque globale et soutien au combat). La qualité doit l'emporter sur la quantité dans tous les domaines (*Full Spectrum dominance*).

-Coordination entre les armes (*situational awareness*)

-Capacités à opérer dans toutes les configurations météorologiques, militaires et diplomatiques.

-Attaque préventive (*Jus a bellum*)

-Contre attaque systématique à effet disproportionné grâce au renforcement des capacités militaires par un arsenal important disproportionné et immédiatement disponible.

-Espionnage en profondeur

-La guerre doit être présentée comme juste (*Justum Bellum* de Saint Augustin)

-Rendre la guerre impossible (*Jus contra bellum*)

-Haute capacité à détruire des cibles mobiles.

-Capacités de frapper à longue distance (Osirak, Tunis).

-Défense anti-missile.

-Mise en place systématique d'un appareil judiciaire pour encadrer les combats, respecter les lois de la guerre pour éviter les critiques internes et externes ; et d'un appareil médiatique pour défendre les combats et « vendre la guerre ».

-Hiérarchie souple afin de limiter l'arbitraire, souder officier et soldat. Mixité des sexes et des classes sociales pour plus de cohésion nationale.

-Emploi massif d'une logistique à l'américaine qui permet une formation du soldat à tous les niveaux, sa prise en charge complète (éducation, santé, parcours scolaires et universitaires, formation professionnelle) afin de souder le soldat à la nation et limiter les pertes (hospitalisation immédiate après blessure).

L'arme aérienne, la plus sophistiquée, est censée détecter, traquer et engager les complexes stratégiques *Hard and Deeply Buried Targets* (HDBTs) tels que les sites nucléaires avant qu'ils ne soient opérationnels, cela à longue portée, c'est-à-dire là où ne peut aller l'armée de terre. Puis détruire les systèmes de DCA. Espionner et détruire par tous les temps selon le mode *CAI*. La destruction de la chasse ennemie se fait en générale au sol afin de conserver la surprise et éviter des frappes sur Israël. La chasse israélienne doit être très rapidement opérationnelle, dotée de sa propre électronique (elle doit être nationale pour éviter des contre-mesures), de ses propres missiles, et avoir une supériorité technologique absolue, détruire tous types de cibles terrestres et aériennes, y compris des missiles balistiques. L'armée de l'air compte en 2008 411 appareils dont 344 *F-16* toutes versions confondues.

Ces principes, hérités de la guerre froide, sont finalement complètement remis en question après la seconde guerre du Liban après que le rapport Winograd ait stigmatisé les carences de Tsahal. Il en résultera de profonds changements doctrinaires, comme en témoigne les grandes lignes du *Plan Tefen*, influencé par le vice-chef d'état-major des armées, le général Kaplinsky, une sorte de plan quinquennal pour l'armée. Aux vues des nouveaux théâtres d'opération, qui ne sont plus aériens mais terrestres et urbains, Tefen, qui s'étend de 2008 à 2012, pour un budget de 60 milliards de dollars (dont 45 payés par les USA), privilégie l'armement terrestre surblindé, les drones et de nouveaux antimissiles au détriment de l'aviation, du high-tech et de la marine. Le précédent plan (*Kela* 2003-2008) avait ôté 25% des moyens fantassins. La hausse des effectifs (création de deux divisions) est instaurée, les blindés sont remis à l'honneur avec de nouveaux programmes. Ces tendances ne sont pas

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
encore appliquées en Europe et aux USA, qui continuent d'investir dans les programmes *Rafale*, *F-35* et *Eurofighter*. On souhaite aussi *verticaliser* et *horizontaliser* le théâtre, en soit apprendre à lutter dans des tunnels, à travers les murs, attaquer en essaims (*swarming*) et sur le toit des bâtiments, plutôt que de confier la surveillance du relief à l'aviation. Il faut revenir à la défense stratégique mais à l'attaque tactique, privilégier les opérations courtes et brutales. *Tefen* cherche aussi à réhabituer les soldats au feu, autrement dit à reformer les soldats à combattre au milieu des tirs, des morts et des situations désespérés, sans l'aide de la high-tech, sans paniquer et enfin à connaître davantage son adversaire<sup>1288</sup>. Bref, il s'agit de se réapproprié le terrain, une critique que l'on pourrait formuler à bien des armées.

### **I.3.2 Une stratégie d'emploi du faible au fort contre des cibles internationales**

Il faut bien comprendre que l'arme nucléaire ne sera probablement plus jamais utilisée offensivement car ce n'est plus son rôle aujourd'hui. L'arme nucléaire doit éviter que l'ennemi ne s'engage massivement. Mao Zedong ajoutait avec raison contre le fantasme de la perspective des guerres purement nucléaires, ou déclenchées à cause de cette arme : « C'est le peuple qui décide de l'issue de la guerre et non une ou deux armes nouvelles »<sup>1289</sup>. Même du temps de la Guerre Froide, la perspective d'une guerre nucléaire restait une éventualité enseignée dans les écoles de guerre, mais elle n'a jamais été sérieusement planifiée. Les seules alertes nucléaires ont été des instrumentalisation diplomatiques ou relevant d'erreur d'appréciation (à propos de la fameuse fausse alerte de 1983). Mais cela n'a pas toujours été le cas. Pompidou s'enquiert auprès de Nixon en mai 1973 : « Nous sommes profondément inquiet d'une situation où les USA et l'URSS seraient à l'abri, et où l'Europe, tel le Vietnam ou le Proche-Orient, serait un endroit où l'on peut se taper dessus plus ou moins nucléairement, sans que les deux autres s'en mêlent, sinon pour fournir des armes à leur partisans »<sup>1290</sup>. D'autre part, comme le souligne Glaser, « si l'on admet, comme l'affirment les cinq puissances nucléaires, que l'arme nucléaire a été pendant la Guerre Froide un facteur de stabilisation, il est parfaitement possible de soutenir qu'elle peut jouer le même rôle aujourd'hui »<sup>1291</sup>. Les pays proliférants ne veulent qu'une « sanctuarisation » et n'ont jamais eu l'intention d'attaquer avec du nucléaire, hormis l'Iran, l'Irak, la Libye et la Corée du Nord. Durant la Guerre Froide, on a assisté à l'émergence de *proxy war*, un conflit opposant les deux superpuissances par l'intermédiaire d'un pays tiers ou de plusieurs pays. C'était un peu

---

<sup>1288</sup> D'après *Défense et Sécurité Internationale*, décembre 2009, « Concepts, l'autre bataille de Tsahal », Joseph HENROTIN.

<sup>1289</sup> Georges HIMELFARB, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, p. 262.

<sup>1290</sup> Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés...*, *op.cit.*, p.347. Entretien entre Pompidou et Nixon, 31 mai 1973, Reykjavik, Archives de la République, 5AG2-117, Archives Nationales.

<sup>1291</sup> Emmanuel GLASER, *Le nouvel ordre international*, Paris, Hachette, 1998, 271 pages.

le sens de la Guerre Froide : une guerre froide parsemée de batailles chaudes qui ne les impliquaient pas ensemble directement.

La bombe israélienne est autant une arme contre des cibles régionales qu'exo régionales. Barnavi conteste cette vision : « Cet essentialisme culturel [...], je le trouve dangereux : mine de rien, il réinstalle Israël au cœur d'une vaste toile d'araignée d'où, par ses trois armes absolues, la bombe, la bible et l'holocauste, il manipulerait le monde »<sup>1292</sup>. Aujourd'hui encore, derrière Israël, se cache les USA et derrière les pays arabes la Russie et maintenant la Chine. Les potentiels militaires égyptiens et syriens, maintes fois réduits par la force par l'aigle israélien, se reconstituaient comme le foie de Prométhée, grâce à l'aide soviétique. L'arsenal imposant (de 100 à 500 ogives), porté par des vecteurs très performants (missiles de plus de 4500 km de portée) braqué dans toutes les directions (« *défense tous azimuts* » suggérée par le général Ailleret en 1968)<sup>1293</sup>, sans omettre les USA et la Russie, corrobore cette vision. L'historien Martin Van Creveld, conscient de la puissance actuelle d'Israël, franchit un tabou et écrit que l'importance militaire d'Israël est telle que le pays n'est pas la trentième puissance du monde, mais bien la seconde ou la troisième, tous secteurs confondus, car possédant de quoi entraîner la chute des autres pays du monde avec lui<sup>1294</sup>. Cela explique l'adoption d'une dissuasion portée par des sous-marins dont la portée est en théorie illimitée. Les performances des vecteurs sous-entendent que le nombre de cibles et de pays visés est très important et dépasse largement la sphère moyen-orientale. La multiplicité et les spécificités des cibles a obligé Israël à opter pour la « *dissuasion cumulative* » (conventionnelle et non-conventionnelle) celle qui a triomphé pendant la guerre du Kippour. Selon le JCSS, la force d'assaut, par sa puissance permettant d'infliger des dégâts très importants, exacerbée par les blocus et les rétorsions diplomatiques, finit toujours par l'emporter sur des adversaires potentiellement plus forts. Elle contraint cependant à investir massivement dans les différentes dissuasions.

Aussi, comme la taille de l'arsenal israélien et le nombre de ces adversaires est similaire à ceux des grandes puissances (USA et URSS exceptés). Israël emprunte aux impératifs stratégiques français, formulés par les généraux Beaufre et Gallois (« le pouvoir égalisateur de l'atome »), ceux du « *faible au fort* », consistant à une riposte immédiate, sans négociations ou accords tacites sur la préservation de sites particuliers, civils, économiques ou culturels. La *doctrine Gallois* permet de menacer Moscou même avec peu de bombes (« lorsque deux nations détiennent l'arme nucléaire, même si l'une des deux dispose d'un armement très supérieur, le *statu quo* devient inévitable »<sup>1295</sup>) ; et aussi de se passer théoriquement de

<sup>1292</sup> *Le Point*, 13 mai 2010, « Extrait de la réponse de Barnavi à Debray ».

<sup>1293</sup> François GERE, « L'emploi de l'arme nucléaire : où en sommes nous aujourd'hui ? », 8 novembre 2005.

<sup>1294</sup> Martin VAN CREVELD, *op.cit.*, p. 99.

<sup>1295</sup> Lors de la Guerre de Corée, ni Moscou, ni Washington n'emploie la bombe, ainsi que pendant toutes les

Washington, (cela ne sera pas toujours le cas, nous le verrons): Pourvu que David dispose d'une seule pierre nucléaire dans sa fronde, si celle-ci frappe l'organe vital de Goliath. A en croire certains géopoliticiens, sur le plan régional ou localement limité, une « petite » guerre nucléaire n'est pas exclue, mais certainement pas une guerre atomique généralisée<sup>1296</sup>.

Moshé Dayan explique : « Israël doit être un chien fou, trop dangereux pour être inquiété ». « Je pense que si les Arabes souhaitaient l'avoir, nous l'aurions avant eux. Ce qui est sûr, c'est que nous serons les premiers à l'utiliser »<sup>1297</sup>. Dégagé de ces obligations officielles, Dayan sous-entend affirme clairement la *first use doctrine*. C'est un peu la parabole du Ghetto de Varsovie : puisque nous sommes destinés à mourir, autant se battre jusqu'au bout avec n'importe quelles armes, n'importe quelles méthodes. Mais le 5 juin 1998 à *Channel Two*, Pérès explique sa théorie de la bombe comme arme de non-emploi : « personne ne fabrique des bombes pour les utiliser. C'est pourquoi nous voulons une option nucléaire voilée, dans le but de prévenir la guerre »<sup>1298</sup>. Il est donc probable que comme les autres pays, l'État hébreu a tacitement accepté de ne jamais utiliser l'arme nucléaire sous forme de frappe, sauf si le pays est menacé d'annihilation<sup>1299</sup>. « La stratégie nucléaire est fondamentalement une stratégie de dissuasion alors que la stratégie conventionnelle reste une stratégie de l'action ». La stratégie mise en place est celle du « tout ou rien »<sup>1300</sup>, où les forces militaires ennemies ne sont pas les seules visées mais aussi les villes, les centres stratégiques et les centres névralgiques. En principe donc, Israël ne souhaite pas de riposte atomique graduée ou de frappes chirurgicales mais, aux contraires des frappes massives sur les centres vitaux des ennemis, en théorie.

Louis Bérès-René, professeur au *Political Science and International Law*, parlant de la parabole du « vautour de Kafka », se demande, volontairement naïvement, pourquoi ce pays qui dispose d'une armée qualitativement excellente, doublée d'alliés nombreux et surpuissants, estime nécessaire d'avoir l'arme absolue? Il pense alors qu'Israël craint que Tsahal ne soit pas toujours performante, que ses alliés peuvent refuser de le soutenir éternellement. Les résultats des combats au Liban entre 1982 et 2006 ou même à Gaza prouverait de la baisse qualitative de l'IDF. David emploierait-il l'arme absolue comme Napoléon son artillerie au fur et à mesure que l'armée serait de moins en moins efficace ? Israël serait aussi moins enclin aux sacrifices. Saddam Hussein affirmait en 1991 à ce titre : « la vôtre est une société qui ne peut accepter de perdre 10000 morts en une

---

guerres de la Guerre Froide.

<sup>1296</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *ibid.*

<sup>1297</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 490.

<sup>1298</sup> *NTI, ibid.*

<sup>1299</sup> François GERE, « *L'emploi de l'arme nucléaire : où en sommes nous aujourd'hui ?* », 8 novembre 2005.

<sup>1300</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 490.

bataille »<sup>1301</sup>. De plus, la bombe est une garantie suprême puisque Tel-Aviv n'a qu'une confiance peu affirmée (à juste titre) envers ses systèmes antimissiles. Il s'agit aussi de couvrir la mobilisation et la mise en place d'une contre-offensive conventionnelle contre l'agresseur, voir de réclamer une aide extérieure. De ce fait, Israël privilégie plusieurs capacités de réponse par sécurité avant de riposter conventionnellement. Enfin, la bombe peut permettre de diminuer les effectifs autant matériels qu'humains, (d'abord pour financer la bombe). Mais jusqu'à aujourd'hui, les effectifs baisseront fort peu, de l'ordre de 20% par rapport au début des années 1980, en grande partie parce qu'une armée nombreuse restait nécessaire pour lutter contre les guérillas terroriste et la menace syrienne.

Mais même si le programme est géméné à celui de la France, Israël en tant qu'État stratège », ne s'inspire pas seulement des doctrines des *quatre généraux français de l'apocalypse* (Ailleret, Beaufre, Gallois et Poirier) puisque son cas est différent. Son usage n'est pas conjoncturel, mais profondément structurel. Pour résumer, la doctrine nucléaire israélienne repose sur plusieurs postulats:

- Israël n'a pas d'alliés fiables ou totalement soumis
- Les États arabo-musulmans ne veulent pas seulement la défaite d'Israël mais sa destruction totale (au moins politiquement et administrativement)
- Les armées arabes ne sont pas organisées pour se défendre ou pour maintenir un équilibre dans la région, mais pour détruire Israël. Si elles possèdent des ADM, elles ne serviront pas à dissuader ou à se défendre, mais bien à attaquer. C'est pour cette raison qu'il convient de détruire les programmes d'ADM ennemis;
- Les ennemis d'Israël ont une supériorité totale à tous les niveaux.
- Si la dissuasion verbale ou écrite ne fonctionne pas, l'armée doit attaquer d'abord conventionnellement.

Bérès-René recense alors les stades de réponse NBC israéliens (théoriques), différents du processus de Razoux, qui passent par la dissuasion minimale, la proportionnelle et celle du faible au fort, dans le cadre d'une dissuasion globale :

- Dissuader une attaque conventionnelle massive, gagner les guerres et les prévenir (Brodie)
- Dissuasion contre tous types d'attaques NBC, propre à la loi du talion. Georges Le Guelte analyse : « La bombe est non une arme de protection mais une arme de vengeance ». Pour Israël, plus que pour d'autre, il s'agit des deux. Gerald Steinberg du *Jerusalem Centre*

---

<sup>1301</sup> *Air command and Staff Collège, Air University*, «Homa: Israel's National Missile Defense Strategy », Guermantes LAILARI, Major, USAF et Gregory STANLEY, Maxwell Air Force Base, Alabama Avril 2001, p. 36.



*for Public Affairs* écrit que la bombe est destinée à limiter les objectifs militaires de la Syrie et de l'Égypte et dissuader l'Irak d'utiliser ses armes chimiques<sup>1302</sup>.

- Frappe préventive contre les menaces nucléaires (Iran) en cas d'échec de la doctrine Begin.

- Frappes chirurgicales avec de petites bombes pour aider la victoire des forces conventionnelles, option abandonnée dans les années 1980, mais réétudiées à partir des années 2000 avec les mininukes. La *Revolution in Military Affairs* en cours dans les forces américaines (RMA) et son pendant de *l'Israel Security Revolution*, favorise la marginalisation croissante de l'arme nucléaire dans la pensée stratégique après l'efficacité des armes conventionnelles en Irak en 1991 et en Yougoslavie en 1995-1999. Mais, ce discours est en réalité discrédité dans les faits par les recherches sur les mininukes. A la fin des années 1970, la MAD<sup>1303</sup> l'emporte sur les armes du champ de bataille mais à la fin des années 1990, pour lutter contre les terroristes, elles sont de nouveau d'actualité, pour détruire des cibles enterrées ou se passer d'armes chimiques et bactériologiques dans des milieux urbains, avec un rayonnement de faible vie (quelques dizaines d'heures) et de faible portée: 100 mètres de diamètre.

- Guerre nucléaire générale.

Aussi, l'*option Samson* (S.Hersh), surnom de la stratégie nucléaire israélienne, c'est-à-dire le suicide collectif nucléaire incluant ses ennemis<sup>1304</sup>, (une sorte de *destruction créatrice* à la Schumpeter) reste la parabole de la recherche du pouvoir en tant que jeu de somme nulle. Elle provoquerait le même ordre de grandeur que la Shoah en termes de *mégamorts*, pour aboutir à l'extrême la « paix des cimetières »<sup>1305</sup>. C'est ce que craint Samuel Cohen qui écrit : « Les Arabes, dans mon esprit, ont été assez fous pour lancer une guerre qui a pu produire ce résultat final [le suicide par arme nucléaire », et les Israéliens, dans mon esprit, ont été assez fous, avec leurs complexes de Massada et de l'Holocauste, pour y parvenir »<sup>1306</sup>.

En cas d'engrenage nucléaire, on ne parlerait plus de génocide, mais *d'omnicide* (John Somerville), de *Doomsday Clock* (Martyl Langsdorf, 1947) avec un hiver nucléaire (modèle de Turco, 1983) ou un automne nucléaire (Starley Thompson et Stephen Schneider)<sup>1307</sup>. La perspective Samson est une hypothèse probable. Elle se réfère à la mythologie juive. Le

<sup>1302</sup> *Financial Times*, 22 avril 2004, « Vanunu leaves jail whistling the same anti-nuclear tune », Sharmila DEVI.

<sup>1303</sup> Que Robert Oppenheimer caractérisait comme deux scorpions se battant dans une bouteille de verre. C'est la métaphore d'un suicide collectif sans échappatoire. Edward Teller estimait que les mininukes pouvaient être employées comme NLW après avoir évacué la population. Brian RAPPERT, « NLW as legitimizing forces: technology, policy and management of conflict », University of Nottingham, 2003, pp.136-139.

<sup>1304</sup> Louis René BÉRES, « Preserving The Third Temple Commonwealth, Israel's Nuclear Strategy », Purdue University, to the Department of War Studies, King's College, London, 16 octobre 1996

<sup>1305</sup> Georges HIMELFARB, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, p. 211.

<sup>1306</sup> Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 3rd Edition, 2006, 288 pages, p. 179.

<sup>1307</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe, op.cit.*, p. 163.

colosse Samson tue les ennemis qui l'encerclent, en s'ensevelissant sous les décombres du temple par la destruction des colonnes du bâtiment. Le nom n'est pas choisis au hasard, car Samson en hébreu, veut dire... soleil comme le nucléaire. A noter que Robert Mc Namara parlait, lors de la Crise de Cuba, du risque d'anéantissement de l'humanité en invoquant la possibilité de détruire le temple en s'ensevelissant dessous<sup>1308</sup>. Comme la thèse le développera, le rapport entre le nucléaire et la culture juive est particulière. On trouve l'exemple du danger atomique pour ces propres possesseurs dans la vie de Marie Curie (Marie Sklodowska), encore une pionnière du nucléaire d'origine juive, qui exposée aux radiations de ses recherches<sup>1309</sup>, décède «à la lumière du soleil fait vérité-connaissance». Ici, du fait de l'exigüité du territoire israélien, si Israël utilise l'atome contre les pays limitrophes, ils s'en trouvera aussi affecté. On retrouve encore cette notion de suicide au sein d'un combat désespéré dans cette célèbre phrase d'un combattant du ghetto de Varsovie, Arie Winer : « Nous ne voulons pas sauver notre vie. Personne ne sortira vivant d'ici. Nous voulons sauver la dignité humaine ». Elle rejoint la théorie du « retenez-moi (plutôt aidez-moi) ou je fais un malheur » matérialisée lors de la guerre du Kippour, c'est-à-dire « faites pression sur l'ennemi pour ne pas que j'utilise la bombe et que je vous tue tous », permet de recevoir des USA et de l'UE de l'aide, en échange de la renonciation à employer l'arme.

### **I.3.3 Évolution de la doctrine nucléaire: de l'inspiration française au modèle américain**

L'Histoire n'est pas une science car un événement ne se répète pas dans son absolue, et il ne relève pas des mêmes paramètres sur lesquels on peut donc appliquer des théories universelles. Autrement dit, même si les stratégies d'État-major existent, il n'est pas toujours pertinent de les appliquer dans la complexe réalité. De plus, les stratégies évoluent suivant les circonstances et les hommes à la tête de l'exécutif. Elles ne restent heureusement pas figées.

La riposte graduée propre à la loi du talion (*jus in Bello, jus ad bello*) qu'appliquerait Israël dépend donc de multiples contingences. Lors de la guerre du Kippour, les Israéliens envisagent de bombarder atomiquement en représailles le barrage d'Assouan, tactique envisagée par les Américains lors de la guerre du Vietnam sur des ouvrages ennemis<sup>1310</sup>. Les destructions sur place s'accompagneraient d'inondations et de pollutions radioactives portées par l'eau sur une très vaste superficie. Et pour l'Égypte, le Nil est une colonne vertébrale. Jusqu'en octobre 1973, la *First Use Doctrine* était de mise, c'est-à-dire ne pas attendre la

<sup>1308</sup> *Arte*, Les mercredis de l'Histoire, 28 juillet 2010.

<sup>1309</sup> Marie Curie obtint en 1903 le prix Nobel de Physique avec son mari Pierre. Ils travaillent avec Henri Becquerel (d'origine juive). Elle obtint un second Nobel en 1911 pour le Polonium et le Radium. Elle rencontre Einstein, l'autre prêtre de l'atome. Elle fonde les bases de la science nucléaire française. La communauté juive mondiale est déjà mise à contribution le 20 mai 1921 lorsque elle achète un gramme de radium, très rare et coûteux, grâce à des fonds venant de Pittsburgh.

<sup>1310</sup> Germain CHAMBOST, *Missions de guerre, histoires authentiques*, Paris, Editions Altipresse, 2003, 317 pages. p 204.

frappe ennemi, parce qu'Israël est un *one state bomb* et que ses premières infrastructures atomiques étaient peu nombreuses, donc aptes à être détruites facilement et rapidement<sup>1311</sup>. L'effet de surprise ennemi doit prendre de vitesse la capacité de mobilisation de la réserve israélienne, de son aviation et des vecteurs de la doctrine Begin. Les pays agresseurs pourraient presque dans ce cas ne pas craindre de représailles israéliennes si ne n'était depuis 1999 la présence de sous-marins à dissuasion nucléaire qui rend possible la *frappe en second*. Cette vision ne s'applique que face à des États nucléaires ou biochimiques. Or, seul l'URSS à l'époque dispose d'un arsenal atomique dirigé contre Israël. Ce qui explique pourquoi Israël a très tôt voulu posséder beaucoup de vecteurs à longue portée. A moins que Tel-Aviv ait cru à la possibilité de bombes soviétiques prêtées à la Syrie et à l'Égypte.

La *first use doctrine* est défendue par Yitzhak Rabin. Il s'agit de faire de la Cisjordanie un champ de bataille nucléaire préparé à l'avance en cas d'attaque massive conventionnelle<sup>1312</sup>. Elle se réfère à celle prônée par le général Charles Willoughby, directeur des SR de Mc Arthur, qui préconisait de « barrer les avenues du communisme d'une bande de terre calcinées qui bloquerait les hordes asiatiques »<sup>1313</sup>. Mc Arthur fut relevé de ses fonctions, notamment pour avoir prôné cette politique. Cette vision a été cependant contestée par George Kennan, la *doctrine Foster Dulles* (1954 : riposte immédiate et massive sans respect de sanctuarisation) et la *doctrine McNamara* (ripostes à la fois massives et immédiates, ou selon les circonstances graduées, avec éventuellement l'emploi d'armes tactiques). De leur côté, Moscou et Pékin oscillaient entre la *Second Strike Doctrine* officiellement, au regard de leur superficie, mais n'excluait par une *first use* ou une *no first use* selon les circonstances.

Mais en juin 1998 est pris le virage stratégique. Benjamin Netanyahou réunit plusieurs ministères incluant ceux de la Défense et des Affaires étrangères pour redéfinir la doctrine de dissuasion. David Ivri, directeur-général du ministère de la Défense, estime que le pays a désormais besoin de choisir la *second strike capability* incluant la MAD face à l'Irak, l'Iran ou la Libye simplement parce que ces pays n'ont que des missiles chimiques à effets réduits<sup>1314</sup>. Ce qui signifie tout simplement qu'en définitive, Israël n'a jamais cru, à partir de cette date, que Damas, Bagdad et Téhéran ne pourrait développer dans un futur proche la bombe ! Le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai, dans la revue *Defense News*, reconnaît aussi que Tel-Aviv devrait examiner les changements géopolitiques et modifier « nos propres capacités et les autres facteurs clés pour actualiser ce qui fait notre stratégie »<sup>1315</sup>. Mais il

<sup>1311</sup> *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 8, No. 3 (September 2004), «Israel and the WMD Threat: Lessons for Europe», Cameron S BROWN.

<sup>1312</sup> Shlomo AHARONSON, *Ha'olam Haze*, 11/3/93, p. 27; in JPRS-TND-93-035, 11/10/93, pp. 38-39.

<sup>1313</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 93.

<sup>1314</sup> *Washington Times*, 12 Août 1998, «Jewish State Studies Atomic Arms Option After Founding», Eliot COHEN.

<sup>1315</sup> *The Jewish Institute for National Security Affairs*, 26 août 1998, «Israeli Nuclear Policy Under Review, Missile Vulnerability Cited ».

précise que l'ambiguïté est un pilier qu'il faut conserver. A l'inverse, le Major General Yitzhak Ben Yisrael, responsable de la R&D au ministère de la Défense, est partisan de la *pre-emptive strike capability* (sorte de *Prompt Global Strike* américaine), c'est-à-dire de frappe préventive. Mais on ne sait s'il s'agit d'une action préventive conventionnelle contre des installations non-conventionnelles, ou des actions non-conventionnelles. Il confie aussi que « bien que l'ambiguïté reste un aspect important de la doctrine, le développement des capacités de réponses préventives restent une nécessité, car nous n'avons pas été dans une bataille depuis longtemps. On ne peut pas dissuader en ne montrant pas ces capacités »<sup>1316</sup>. Le député du sous-comité à la Défense, Ephraïm Sneh, l'emporte et défend le 5 août que le pays doit développer des capacités de seconde frappe, par les SNLE. La seconde frappe éviterait l'image d'un pays devenu perpétuellement agresseur. Et le bouclier anti-missile s'inscrit en droite ligne dans cette vision : Se défendre plutôt qu'attaquer. En réalité, il s'agit de confier aux alliés l'action militaire et les pressions diplomatiques, comme en Irak et en Libye en 2003. Et seulement alors, Israël se réserve les frappes NRBC si le pays ennemi choisit de s'attaquer directement à la source, c'est-à-dire à Israël. Mais dans la réalité, la réponse se doit d'être d'abord circonscrite au soft power, puis conventionnelle, et enfin à l'extrême non-conventionnelle.

La *Nuclear Posture Review* de 2001, représente la nouvelle politique des USA dans ce domaine. En janvier 2002, au Congrès, Wayne Allard, président de la sous-commission du Sénat sur les forces stratégiques, et Curt Weldon, vice-président de la commission de la Défense de la Chambre des Représentants, militent pour l'utilisation tactique de l'arme nucléaire<sup>1317</sup>. Israël, qui a longtemps emprunté ses concepts à Paris, s'apprêterait-elle à suivre Washington ? En fait, Israël ne l'a pas adopté à partir de cette date car c'est en réalité SA doctrine et ce sont donc les USA qui s'en sont inspiré. Elle se décline ainsi: dissuasion nucléaire + dissuasion conventionnelle + frappes préventives+ défenses antimissiles<sup>1318</sup>. Egalement, la doctrine officialise celle qui, depuis longtemps est tacitement en œuvre, la protection d'Israël avec la dissuasion américaine, prévoyant son emploi éventuel contre l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Libye et la Syrie, voire contre la Russie et la Chine. Cela est clairement affirmé : Des frappes pourraient être utilisées en riposte à une attaque « de l'Irak contre Israël ou ses voisins [...] contre des objectifs capables de résister à des attaques non nucléaires, ou en représailles à une offensive mettant en œuvre des armes NBC »<sup>1319</sup>. Le 6 février 2006, les États-Unis présente la *Quadriennial Defense Review (QDR)*<sup>1320</sup> prônant une

<sup>1316</sup> *The Jewish Institute for National Security Affairs, ibid.*

<sup>1317</sup> *Les Echos*, 20 mars 2003, Les armes high-tech du conflit.

<sup>1318</sup> *Departement de la Defense*, au Congrès, 31 décembre 2001.

<sup>1319</sup> *Assemblée parlementaire OTAN*, Rapport général, *Défense des démocraties : défense du territoire, non-prolifération et sécurité euro-atlantique*, Rapporteur général Pierre LELLOUCHE, novembre 2004.

<sup>1320</sup> Bruno GRUSELLE et Guillaume PAYRE, « La lutte contre la prolifération aux États-Unis dans la QDR 2006 :

défense en profondeur du territoire par la mise en place d'un système antimissile (comme Israël) et prévenir la prolifération nucléaire (ce qu'Israël met en place par la doctrine Begin) des menaces du même type que celles pesant sur Israël. Washington les classe en : « Réseaux terroristes », « États voyous » (Iran), « États Faillis » (Pakistan) et enfin « concurrents stratégiques » (Chine). Pour ce faire, Israël et les USA se doivent d'interdire la prolifération de matières et de matériaux pour ADM, brandir la menace de représailles, puis frapper si nécessaire, si possible préventivement. Enfin, le 6 avril 2010, Barack Obama résume la nouvelle doctrine : « Empêcher le terrorisme nucléaire, la prolifération et réduire le rôle des armes nucléaires dans la stratégie de sécurité nationale. [...] Les États-Unis veulent insister sur le fait qu'ils n'envisageront le recours aux armes nucléaires que dans des circonstances extrêmes, pour défendre leurs intérêts vitaux et ceux de leurs alliés et partenaires ». Il est dit que le terrorisme nucléaire demeure le danger le plus probable. Cette *Nuclear Posture Review* s'interdit cependant l'usage de l'arme nucléaire contre un adversaire qui ne la possède pas et qui respecte les règles du TNP ... mais Iran et Corée du Nord exceptés. La NPR précise aussi que le Pentagone ne répondra pas avec des armes nucléaires contre des frappes biochimiques et des cyberattaques mesurées. En revanche, en cas d'attaques massives sur des intérêts vitaux, quelques soient les natures de ces attaques, l'atome sera employé<sup>1321</sup>. Globalement, la feuille de route demeure inchangée dans le fond, avec néanmoins de petites modifications sur la forme. Et Israël y est toujours compris. Néanmoins, une question se pose : si l'un des associés d'Israël (Turquie, USA, UE, Inde) est frappé par des armes atomiques, Israël, de son côté, mettra-t-il à la disposition de ses alliés son arsenal ? Autrement dit, la fixation du seuil nucléaire, subit-il, lui aussi, une évolution en ce sens ? Obama, le 27 mai 2010, modifie néanmoins cette doctrine, affirmant privilégier le *soft power* pour accélérer l'isolement des pays proliférants. Le cas échéant, l'intervention militaire se ferait dans un cadre plus officiel et légitime, avec l'aval de l'ONU, au lieu d'une opération militaire sans mandat, comme sous Bush junior<sup>1322</sup>.

De surcroît, Tsahal utilisera-t-elle ses ADM contre des formations terroristes, si elles s'attaquent aux centres vitaux ? La crainte de bioterrorisme, exacerbée par les attentats de Tokyo au gaz sarin en 1995 et ceux à l'anthrax en novembre 2001 aux États-Unis, obligent les Washington à présenter dans la *QDR* une option de frappes préventives, cette fois nucléaire, contre les infrastructures terroristes, une phraséologie reprise par Jacques Chirac dans son discours à l'île Longue le 19 janvier 2006, à l'encontre du terrorisme mais, détail très important, d'origine étatique. Cette doctrine, plus politique que stratégique, est modifiée sous l'impulsion de Sarkozy par le livre blanc 2008-2020, qui privilégie la dissuasion différenciée

---

l'âge de la maturité», FRS, 21 mars 2006, p. 1.

<sup>1321</sup> US Department of Defense, 2010 Nuclear Posture Review (NPR) Fact Sheet, April 6, 2010.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
et complémentaire (avion+ sous-marin), et la décision « non favorable à l'extension de la dissuasion au terrorisme d'origine étatique ou aux voies d'application stratégique »<sup>1323</sup>. Cette modification est précocement moquée par les terroristes, à l'instar d'Hassan Nasrallah, lequel confirme dans une entrevue au quotidien libanais *As-Safir*:

« Dans cette guerre, Israël a mobilisé – je ne veux certes pas dire ‘toutes ses forces’, mais bien la plus grande partie – la partie essentielle – de sa puissance militaire. Qualitativement, la seule chose qu'ils n'aient pas employée, c'est l'arme nucléaire. [...] Ce qui est important, dans ces données de détail, c'est qu'Israël a employé une grande partie de son potentiel. [...] Israël, avec son énorme puissance militaire, avec ses capacités effrayantes, avec le soutien états-unien et international dont il bénéficie, avec l'infamante trahison du Liban par les régimes arabes, dont il bénéficie aussi... Malgré tout ça (excusez du ‘peu’ !), Israël a perdu cette guerre, et des pertes lui ont été infligées qui ont porté atteinte à l'image de marque de son armée et à son efficacité – en particulier à l'image et à l'efficacité de ses tanks et de ses hommes »<sup>1324</sup>.

Or, « la dissuasion uniquement basée sur la menace de représailles a de bonnes chances de fonctionner face aux dirigeants d'États voyous, plus enclins à prendre des risques. [...] Les concepts traditionnels de dissuasion ne fonctionneront pas contre un ennemi terroriste »<sup>1325</sup>, si on en croit les conseillers stratégiques de l'OTAN.

Aujourd'hui, Israël serait en train d'étudier la doctrine bushienne de la frappe préventive avec des mininukes, nous y reviendrons. En février 2008, cinq anciens chefs d'état-major de pays occidentaux, le Général John Shalikashvili (Etats-Unis), le général Klaus Naumann (Allemagne), le maréchal Lord Peter Inge (Grande-Bretagne), le général Hank Van den Breemen (Pays-Bas) et l'amiral Jacques Lanxade (France), prônent l'usage préventif d'ADM afin d'empêcher un pays ou une force terroriste de développer et d'employer des ADM<sup>1326</sup>. C'est ce que l'on pourrait appeler une *doctrine Begin bis*, mais nucléaire, et cela sans l'autorisation du CNSU. C'est la *frappe preemptive* (action militaire par le vecteur aérien et balistique consistant à prendre l'initiative devant la crainte d'une attaque imminente, en détruisant les installations de productions, d'études et de stockages d'ADM). Cette volonté, au premier abord extrémiste, a le mérite d'affirmer *de facto* l'inutilité de l'ONU, déjà humiliée lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Comme l'affirme Pascal Boniface, il s'agit d'une révolution car à l'origine, la bombe devait dissuader toute attaque conventionnelle ou non, plutôt que prévenir son développement. Elle répondrait à la pensée israélienne de riposte disproportionnée.

### I.3.4 Les armes biochimiques, tabou absolu sur une stratégie déjà employée

---

<sup>1322</sup> *Le Monde*, 27 mai 2010, « Obama enterre officiellement le concept de ‘guerre contre le terrorisme’ ».

<sup>1323</sup> *Livre Blanc sur la politique étrangère et européenne de la France 2008-2020*, Alain JUPPÉ et Louis SCHWEITZER 223 pages.

<sup>1324</sup> *Réseau Voltaire*, 29 septembre 2006, « Hassan Nasrallah : « Notre victoire et nos responsabilités », Salman TALAL.

<sup>1325</sup> *Assemblée parlementaire OTAN*, 2004, 167 PCTR 04 F - « Les implications du concept de sécurité de l'Union Européenne pour l'Union Européenne », Rapporteur: Ruprecht POLENZ.

<sup>1326</sup> *IRIS*, 15 février 2008, « Les cinq héritiers du docteur Folamour », Pascal BONIFACE.

Responsable de la recherche biochimique militaire, Bergmann (voir deuxième partie) définit la stratégie militaire d'emploi de ces armes dès l'indépendance. Mais rien n'est officiel. Il faut pour cela se baser sur les travaux des très rares chercheurs et scientifiques en la matière. Et encore, cela suffit à peine à ébaucher les cadres d'emploi des armes biochimiques.

Pour des raisons militaires, morales et diplomatiques, le biologique et le chimique ne conviennent pas vraiment à la dissuasion ostensible en raison de leurs aspects encore plus immoraux que le nucléaire. La plupart des pays occidentaux conservaient à titre de sécurité des stocks. La France parlait diplomatiquement de « *stock de sécurité chimique minimal* »<sup>1327</sup>. C'est pourquoi, comme pour le nucléaire, l'opacité est de mise. Autrement dit, les armes biochimiques seraient un autre moyen de dissuasion, reposant bien plus sur une potentialité éventuelle que sur le secret propre à la stratégie nucléaire. En effet, la plupart du temps indécélables à l'œil nu, les armes bactériologiques peuvent facilement être confondues avec de simples épidémies naturelles et évitent des accusations directes contre le pays employeur. Bien que considérées comme appartenant à la catégorie des ADM, les armes chimiques, intermédiaires entre les armes conventionnelles et non-conventionnelles, ne peuvent être vues comme telles. En effet, une ADM est avant tout un instrument de taille réduite, pouvant causer des dommages considérables. Or, les armes chimiques doivent être employées dans des proportions très importantes, au même titre que des armes conventionnelles, pour générer de gros dégâts. D'autres part, certains considèrent que les AK-47 et ses dérivés, sont les véritables ADM pour avoir causé des dizaines de millions de morts à travers le monde.

Subséquentement, la doctrine d'utilisation des armes biochimiques recouvre des préoccupations différentes par rapport au nucléaire. Auguste Trillat, le chef du programme français au début du siècle est semble-t-il le premier à théoriser leur emploi : Frapper les arrières de l'ennemi (réserve, civils, bétail, récolte, réservoir d'eau, ciblage des populations affaiblies par la faim et la maladie, le moral, la fatigue), prise en compte du climat, emploi des aérosols pour une meilleure infestation<sup>1328</sup>. Théodore Rosebury définit en 1949 onze critères qualifiant une bonne arme biologique: dose minimum infectante, virulence, résistance dans l'environnement, facilité de fabrication, stabilité lors du transport, du stockage et de la dissémination, voie d'introduction, durée d'incubation, contagiosité, absence de vaccin ou de traitement efficace. La disponibilité des souches, le mode de dispersion et la caractéristique des objectifs sont d'autres paramètres. Le choix de l'agent biologique privilégie 4 critères: « La facilité d'obtention, de production, de stockage et de dissémination à moindre coût; la capacité de provoquer une morbidité et une mortalité élevées; une durée d'incubation longue, réduisant les chances de détecter la source de contamination et d'identifier les auteurs de

<sup>1327</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, op.cit., p. 449.

<sup>1328</sup> Patrick BERCHE, op.cit., p. 52.

l'attentat; et enfin un impact psychologique majeur»<sup>1329</sup>. Il précise que la lèpre, la peste, la variole et la tuberculose, du fait des vaccins existants, du fait des insectes trop vulnérables et peu sûrs et procurant une mort lente, sont peu intéressants. En 1953, le général de Brigade JH Rothschild précise pendant la Guerre de Corée: «la guerre biologique a joué un rôle important de dissuasion et empêché la Chine communiste d'entreprendre une guerre ». Autrement dit, elle dissuade seulement les attaques du même type, à la différence du nucléaire. Dans les années 1960, les scientifiques refusent que les démocraties les emploient en premier. En février 1980, le général Lyman Lemnitzer, du *Conseil National de Sécurité* des États-Unis, préconise des agents incapacitants pour surcharger l'organisation sanitaire de l'ennemi<sup>1330</sup>.

Cependant, à la différence du nucléaire, aucun expert, à la différence d'Avner Cohen, ne s'est risqué à décrire la théorie israélienne de leur emploi. Feldman<sup>1331</sup> cependant reconnaît qu'en cas d'attaques biochimiques ennemis, la communauté internationale condamnerait une réponse nucléaire israélienne, ce que confirme Zeev Bonen, chercheur au Centre Begin-Sadate d'Études Stratégiques de la *Bar-Ilan University*. Le programme biochimique devait à l'origine répondre aux objectifs suivants:

- La loi du talion : répondre aux agressions biochimiques par le biochimiques
- Etudier les effets d'armes biochimiques et concevoir des parades.
- Optimiser la recherche pour les besoins agricoles (engrais, pesticides) et industriels.
- Riposter massivement sans irradier pour des décennies, voir pour des siècles, ce Proche-Orient à la superficie si étroite.

- Riposter à n'importe quelles attaques en cas de menaces des intérêts vitaux, si l'emploi du nucléaire s'avère problématique pour des questions techniques et politiques.

- Élaborer des armes biochimiques pour des assassinats politiques et des opérations militaires ciblés. Son commandant d'unité, le colonel Shlomo Gur, affirme que l'idée n'est pas de Ben-Gourion, mais du général Yadin. Ces opérations ne sont pas sous la direction de Tsahal, mais bien des services secrets, ce qui permet de respecter la «pureté des armes» de Tsahal et ne pas écoper de rétorsions internationales.

- Élaborer ou «étudier» des armes biochimiques afin de bâtir une stratégie basée davantage sur la terreur. Cette terreur est alimentée par la spéculation imaginative intrinsèque à la possibilité de fabriquer tout une gamme d'armes aux effets encore plus ou moins inconnus mais potentiellement très dévastateurs et cruels. C'est «répondre à la terreur biochimique par la terreur biochimique». Par contre, les assassinats de leaders à l'arme

---

<sup>1329</sup> *Géopolitique*, juillet 2006, « Microbes et terrorisme », pp. 12-18. Voir aussi l'article du *Washington Post*, 13 décembre 200 et celui du *Baltimore Sun*, 27 juin 2004.

<sup>1330</sup> Patrick BERCHE, *op.cit.*, p.146.

<sup>1331</sup> Shai FELDMAN, *nuclear weapons and arms control in the middle east*, the MIT Press, Cambridge



chimique sont suffisamment connus pour dissuader une attaque ennemie du même type (Affaire Mishal). A ceci près que comme toujours, c'est la presse étrangère et nationale qui génère cette dissuasion, en en parlant. Ce n'est pas la première fois que les journalistes renforcent une cible qu'ils veulent initialement affecter !

L'administration de George W Bush n'omet pas les armes biochimiques et les autres armes non conventionnelles, puisqu'à l'instar des pays occidentaux, Israël et les États-Unis se sont lancés dans une refonte complète de leurs systèmes de prévention, de détection, de localisation, de sécurisation, d'interception et de fabrication, notamment grâce au matériel fourni par Ness-Ziona et Fort Detrick, dans le cadre des projets *biowatch* et *bioshield*. Selon Eitan Barak<sup>1332</sup>, de l'Université hébraïque de Jérusalem, Israël devient le premier État de la région à clarifier le dossier des armes chimiques car la CAC a été signé. Aux États arabes donc de poursuivre le mouvement. La réunion en mars 2005 à La Haye entre Israël et les ministères de la Défense et des Affaires Étrangères auprès de l'OIAC témoignent, selon lui, de l'évolution de cette perception, alors qu'elle est faite sans consultations ouvertes et officielles. Eitan Barak ne comprend pas l'absence de réciprocité arabe sur les traités, alors que le nucléaire est le nœud du problème. Il l'évoque, mais seulement en pensant que les États arabes n'ont pas abandonné leur programme nucléaire et que donc, une ratification israélienne ne changerait rien... ce qui revient à démentir ses propos.

En réalité, Israël n'a pas franchement d'intérêt à demander l'abandon des programmes biochimiques chez ses ennemis, car cela légitime toutes les ADM israéliennes et ses bénéfiques connexes. En cas de ratification, Israël devrait accepter des inspections de ces laboratoires, ce qui d'une part ferait fuir les investissements étrangers (pour les programmes civils pouvant dériver vers le militaire) et jetterait le doute sur le pays. Et l'on sait comment Israël a lutté contre les inspections de Dimona. Rappelons qu'Israël a signé la CAC mais ne l'a pas ratifiée et n'a pas ratifié la CAB. Par ailleurs, si Israël abandonne totalement ses armes biochimiques, en cas d'attaques du même type, Israël serait obligé de réagir avec des armes nucléaires dans le processus de MAD. Et le pays n'est peut-être pas prêt politiquement à assumer cet usage. De plus, sur le podium des ADM, de la plus puissante à la plus faible, le classement est le suivant : Nucléaire, bactériologique et chimique. Ce qui signifie que la réaction israélienne serait considérée comme disproportionnée. Cependant, dans la représentation apocalyptique des ADM, le nucléaire apparaît comme plus « propres », surtout depuis la perspective des mininukes. A l'inverse, les armes chimiques sont vues comme « sales », inhérentes aux États voyous ou tyrans (Ile Reich, Égypte, Irak, Iran, URSS). L'arme bactériologique serait intermédiaire. Si Israël ratifie les conventions, le pays devrait

---

Mass/London, 1997, p 102

<sup>1332</sup> *CBWCB*, juin 2005, «Israel, the CWC, and the universality objective, the view from Jerusalem».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
reconnaître en posséder, ce qui n'est pas digne, toujours dans la représentation, d'une démocratie, qui plus est dont le peuple vit dans l'angoisse de l'arsenal non-conventionnel ennemi, avec le présupposé des chambres à gaz nazies.

#### I.4 Une arme économique

Selon Ben-Gourion lui-même, il faut décourager les agressions externes en prouvant la «supériorité scientifique et intellectuelle» d'Israël, pour éviter que le peuple juif ne connaisse un autre démocide. La science et Israël, c'est une sorte de parabole. Peu avant sa mort, Herzl raconte à Reuben Brainin un rêve qu'il avait eu à l'âge de douze ans. Le Messie de ses songes l'appelait en fait à réaliser une œuvre de science ou de technologie qui soulagerait le genre humain. « Depuis ce moment j'ai décidé de devenir un grand ingénieur »<sup>1333</sup>. Les Arabes ont fait du pétrole une arme de dissuasion. C'est une arme économique de pression, en cas de litige sur la scène internationale, par la fluctuation des prix. Israël n'a pratiquement pas d'hydrocarbures. Même si en 2009, on découvre du gaz, exploité par *ISRAMCO*, près d'Haïfa, le taux de couverture énergétique ne dépasse pas les 19%<sup>1334</sup>.

C'est en 1954 à Obninsk en Russie que le nucléaire sert pour la première fois à produire de l'électricité. Pour Israël, la science doit pallier les déficiences du pays en termes de matière première et de ressources. Le pétrole, c'est une ressource disponible sans effort, à l'inverse du nucléaire qui demande de la science, un symbole entre les Arabes et les juifs. Encore une parabole : Israël possède la technologie nucléaire qu'il partage avec les occidentaux pour qu'il se passe du pétrole arabe, ce qui explique peut-être que des technologies de voitures électriques viennent aujourd'hui d'Israël. Et les États arabes en sont pleinement conscients.

Le philosophe syrien progressiste Hashem Saleh estime :

« Les Israéliens qui cherchent à nous intimider avec leurs avions, leurs missiles et leur technologie militaire de pointe, ont en réalité peur de nous. Toute leur existence a été érigée sur des ghettos, la persécution, des massacres sans fin. C'est là une approche psychologique du conflit israélo-arabe. La victoire contre Israël aura assurément lieu, et je soutiens qu'elle surviendra naturellement. De quelle manière ? D'abord, par la victoire sur nous-mêmes, par la réalisation de l'entreprise culturelle arabe et l'acquisition de connaissances et d'un [savoir-faire] technologique »<sup>1335</sup>.

Il s'agit, dans un premier temps, d'opter pour le nucléaire à des fins civiles sans avoir recours au pétrole arabe et au charbon occidental. Le nucléaire, en France et en Israël est d'ailleurs le moteur du développement du pays. Compte tenu du principe posé par le TNP garantissant le « droit inaliénable » à l'acquisition de technologies nucléaires à des fins pacifiques, rien n'interdit à un État déclarant développer un programme nucléaire civil de se

<sup>1333</sup> Julien BOYER, « Le lobby pro-israélien aux USA est-il une menace pour la paix au Moyen-Orient ». *op.cit.*, p. 11.

<sup>1334</sup> La réserve de gaz naturel contiendrait plus de 180 milliards de mètres cubes de gaz naturel. La compagnie américaine *Noble Energy* exploite les sites de *Tamar 2*, pour un revenu espéré de 30 à 35 milliards de dollars en tout. Une autre réserve appelée *Dalit*, au large de Hadera, contiendrait 14 milliards de mètres cubes de gaz. *Israëlvalley*, 8 juillet 2009, « La quantité de gaz dans la réserve de Tamar est plus importante que prévu ».

<sup>1335</sup> *Middle East Media Research Institute*, Dépêche spéciale n° 2264, mars 2009, « Un article du quotidien

doter d'installations d'enrichissement ou de retraitement. Passé maître dans la physique nucléaire, la science israélienne se doit de transformer le pays en une vaste technopole spécialisée dans le NBC, reconnue dans le monde entier et générant de fortes plus-values sous forme de devises. Les devises du nucléaire doivent jouer le même rôle que les pétrodollars arabes. C'est aussi accéder au prestige international, en montrant également son avance technologique, ce qui génère et attire beaucoup d'investissement étranger. La science NBC fait d'*Eretz Israël* un modèle international. L'option Samson coûte donc très cher, mais rapporte aussi beaucoup !

L'énergie atomique serait nécessaire pour faire fonctionner des usines de dessalement d'eau de mer en projet<sup>1336</sup>. Le PDG de la *Compagnie d'électricité d'Israël*, Ouri Ben Nour, affirme qu'Israël envisageait la mise en œuvre d'une centrale nucléaire de production d'électricité. Le renchérissement du coût du pétrole et ses corollaires ont rendu l'idée du nucléaire civil de plus en plus intéressante<sup>1337</sup>. Le nucléaire «résoudrait à la fois la question énergétique et celle de notre pénurie d'eau» explique Pérès<sup>1338</sup>. Ben-Gourion voulait construire des stations de pompage aptes à « transformer le désert en paradis agricole par la déstalinisation de quatre milliards de litres d'eau de mer chaque année »<sup>1339</sup>. Des champs de cultures et même quelques forêts ont pu être ainsi plantés dans le Néguev. L'IAEC précise cependant qu'Israël ne produit pas d'électricité d'origine nucléaire<sup>1340</sup>. En principe, si les programmes nucléaires civils et militaires ne peuvent être dissociés, une centrale électronucléaire ne permet pas de fabriquer une arme.

La recherche NBC doit permettre d'accéder à l'autarcie dans tous les domaines, en armement, en agriculture, en énergie, en médecine, etc...« Rebâissez le pays et le pays vous bâtitra »<sup>1341</sup>. L'imbrication des sphères civiles et militaires chez un État qui n'est jamais totalement en paix, aboutit à une recherche civile et militaire qui se confond dans une sorte d'*économie de guerre* ou de stratégie sans guerre, celle théorisée notamment en URSS par Mikhaïl Frounze en 1922, reprise en occident sous le terme de *Grande Stratégie* (Castex), où

---

saoudien Al-Sharq Al-Awsat appelle à la conciliation entre Arabes et Juifs ».

<sup>1336</sup> *Israelvalley*, 12 septembre 2008. En 2008, Israël a investi plus d'1 milliard d'euros dans 3 nouvelles usines à Soreq pour un coût de 200 millions d'euros et 100 millions de mètres cubes par an à partir de 2012, après celle de Veolia d'Ashkelon (la plus grande du monde), de Palmahim et d'Hadera, c'est au tour de Sorek de miser sur le dessalement de l'eau de mer. Officiellement, leur localisation s'explique par la crainte d'être hors de portée des missiles. En fait, il pourrait s'agir de refroidir le réacteur de Sorek en même temps que de ravitailler la population. Jusqu'à présent, l'eau vient du pays, mais aussi de Turquie et d'Égypte.

<sup>1337</sup> *Aroutz Sheva*, 12 février 2007, « Bientôt une centrale nucléaire civile en Israël ? ».

<sup>1338</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 75.

<sup>1339</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, *op.cit.*, p. 104.

<sup>1340</sup> Autre dispositif renforçant l'opacité, bien que cela ne soit pas forcément voulu, les sites internet futurs des institutions de l'État hébreu, sont rédigés le plus souvent en deux langues : l'anglais et l'hébreu. L'anglais est employé pour les pages d'accueil, mais pour tout ce qui est des archives en ligne, c'est presque toujours l'hébreu qui est choisit. Or, si beaucoup de personnes dans le monde parlent anglais, très peu, y compris certains juifs, comprennent et lise l'hébreu. La Russie d'aujourd'hui emploi la même stratégie avec sa langue en caractère cyrillique.

<sup>1341</sup> *Congregation B'nai Jeshurun*, 2006, This week in Israeli history.

pouvoir militaire politique et économique sont coordonnées sous un seul commandement, vers un même but, ici, dans le cas d'Israël, survivre dans un environnement hostile.

Le pays entretient donc avec la dissuasion NBC une relation particulière, mais plus encore par le prisme de l'histoire et de la culture juive. En effet, le monde des sciences NBC est considéré comme inhérente à la culture juive depuis toujours, et spécialement parce que les élites mondiales en la matière, au XX<sup>ème</sup> siècle, se nomment notamment Weizmann, Neeman ou Einstein<sup>1342</sup>. Ben-Gourion dira lui-même : « Qu'ont fait Einstein, Oppenheimer et Teller, ces trois là sont juifs, pour les USA ? »<sup>1343</sup>. La participation, dans le projet *Manhattan* de nombreux savants juifs et leurs poids dans la plupart des programmes de modernisation des armements dans le monde en est une autre facette. Après tout, la bombe ne fut-elle pas l'outil de la victoire contre le Japon allié de l'Axe ? Autre symbole : la Lune est l'emblème des pays musulmans (le croissant de lune : force de la nuit) qui figure sur les drapeaux de Tunisie et de Turquie, alors que le soleil avec l'atome (force du jour précèdent la création la lune) est celui d'Israël. La plupart des juifs s'installant au début dans les villes en Israël, il s'est créé aussi un clivage entre les citadins, riches et cultivés, et les campagnes, plutôt palestiniennes (malgré les kibboutzim), plus pauvres, moins scolarisées. Joachim Fest, dans son ouvrage sur les derniers jours d'Hitler, parle *d'appel de la forêt* pour qualifier le basculement de certaines personnes vers l'antisémitisme naturel. Fenaux distingue les Ashkénazes, vivant plutôt en ville, et les Séfarades, immigrés récents, plutôt dans les campagnes, et plus propres culturellement que les arabes, ce qui demeurent cependant un raccourci<sup>1344</sup>. A cela, il convient de rajouter que les Ashkénazes ont souffert de la Shoah massivement, alors que les Séfarades, dans les pays du Grand Moyen-Orient, n'ont pas eu à connaître des pogroms aussi massifs. C'est curieusement en « Europe dite civilisée », maintenant soutenant Israël, que les pogroms ont été les plus violents, alors que dans les pays dits arabo-musulmans, dits antisionistes, les exactions ont été bien plus rares... Les ashkénazes estiment que les séfarades sont donc moins soucieux de la sécurité d'Israël en partie pour cette raison.

### **I.5 Bombe atomique contre bombe démographique**

Le 15 décembre 1949, Israël refuse de rapatrier les réfugiés Palestiniens. En 1950, la loi de retour permet à tous juifs immigrants (*olim*) de devenir citoyen israélien et d'acquérir la carte d'identité (*téoudat zéout*). La plupart ayant subi les persécutions, l'urgence est de les protéger. Ben-Gourion sait depuis le début que la « bataille de l'utérus », selon les propres termes d'Arafat<sup>1345</sup>, sera remportée à terme par les arabes. C'est ce qu'analyse en 2009, le

<sup>1342</sup> Avner COHEN, *Israel and the bomb*, Columbia university press, New York, 1998, p. 323.

<sup>1343</sup> Avner COHEN, *op.cit.*, p. 12.

<sup>1344</sup> Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITVIN, *op.cit.*, p.97.

<sup>1345</sup> Michel KORIMAN, Yohanan MANOR, Edgard WEBER et Richard ZREHEN, *Israël en Israël, comprendre Israël*

philosophe syrien progressiste Hashem Saleh : « Je suis certain que nous pouvons gagner la bataille sans tirer un seul coup de feu. Cela grâce à une tactique différente : notre taux de natalité et notre démographie. Les Palestiniens écraseront les Israéliens et les influenceront »<sup>1346</sup>. Boutros Boutros-Ghali est l'auteur d'une formule qui intègre parfaitement la problématique : « La démographie, c'est l'arme secrète des Arabes, c'est leur bombe atomique »<sup>1347</sup>.

Or, Israël entretient à l'égard des TO ce dilemme: La Cisjordanie appartient à l'histoire du peuple juif, mais il y a une majorité d'arabes. C'est l'une des raisons qui font que l'Égypte a voulu maintenir les Palestiniens à Gaza, en territoire fermé. L'université d'Haïfa estime en 2006 qu'à l'horizon 2010, les Arabes représenteront 53% de la population d'Israël avec les territoires occupés »<sup>1348</sup>. Car une femme juive a en moyenne 2,8 enfants contre 4 pour les Arabes. Certes, début 2010, on reste encore loin de ce scénario volontairement alarmistes, comme toujours. Mais la tendance convergera inmanquablement vers cette échéance. Le problème est ancien. A sa création, l'État hébreu ne compte qu'entre 900000 et 1.2 million personnes dont 150000 arabes, provenant en partie de l'ancienne Palestine mandataire. Dans les années 1920, les juifs représentent 11% de la population de la Palestine, regroupés à Safed, Tibériade, Jérusalem et Hébron, puis dans 300 kibboutzim. Puis, après l'indépendance, le *Yishouv* (foyer juif en Palestine avant l'indépendance) développé autour Haïfa, Tel-Aviv, Netanya et Hadera devient le centre d'Israël. Or, les États Arabes coalisés totalisent alors 20 millions d'Égyptiens, 3 millions de Syriens, 1,2 millions de Libanais et 150.000 Jordaniens, sans compter les Palestiniens et les Irakiens. La conquête démographique succède à la conquête militaire. Herzl préconisait déjà « l'expropriation discrète » des Arabes mais estimait que la maîtrise du territoire culturel n'était pas forcément indispensable. En effet, les sionistes pensaient établir un État hébreu ailleurs qu'en Palestine (Patagonie, Australie, Guyane Française), jusqu'à reprendre pendant un court instant le projet nazi d'une république autonome à Madagascar ou soviétique au Birobidjan. La Palestine fut privilégiée non pas seulement par considération culturelle, mais parce que l'État était au carrefour de l'Afrique et de l'Asie, sur une route maritime stratégique et se matérialisait comme une tête de pont occidental dans la région.

« Toute femme consentante qui ne met pas au monde au moins quatre enfants en bonne santé, se dérobe à ses obligations militaires » prévenait déjà Ben-Gourion<sup>1349</sup>. Car en cas de

---

*aujourd'hui*, conférence à l'IEP de Toulouse, 5 novembre 2004.

<sup>1346</sup> *Middle East Media Research Institute*, mars 2009, «Un article du quotidien saoudien Al-Sharq Al-Awsat appelle à la conciliation entre Arabes et Juifs ».

<sup>1347</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PÉRÈS, *op.cit.*, p. 47.

<sup>1348</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 47.

<sup>1349</sup> John MEARSHEIMER et Stephen WALT, *Lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis*, La découverte, 2007, p. 101.

guerre, Israël ne peut se permettre de mobiliser ces forces actives très longtemps, dû à sa faible population et au caractère citoyen de son armée<sup>1350</sup>. En 1956, le ratio pour le nombre de militaire était, en faveur des pays arabes, de un contre vingt-cinq, et un contre trois pour le matériel. Aujourd'hui, l'Égypte comporte 80 millions d'habitants, l'Irak 29 millions, le Liban 3,8 millions, la Syrie 18 millions et l'AP 3,8 millions. Israël agite le spectre d'une ceinture 300 millions d'arabes en omettant de parler des États arabes alliés aux États-Unis.

L'immigration renverse certes peu à peu le rapport de force à l'intérieur du pays (3 millions depuis 1948) mais à l'extérieur, les États arabes présentent des populations bien supérieures en nombre. L'idée de l'immigration vers Israël (*Alya*), intègre aussi les mécanismes de défense de la population juive mondiale, à l'abri des parapluies nucléaires juifs, français, britannique, américain (accessoirement russe). Depuis 1991, lorsque les juifs d'URSS sont autorisés à émigrer en Israël, la proportion est légèrement atténuée, par l'arrivée d'un million de juifs supplémentaires, qui s'ajoute aux émigrés asiatiques et africains considérés comme non assimilés car influencés par le passif des régimes marxistes. Les juifs soviétiques se trouvent souvent *déjudaisés*. Chomsky estime que de nombreux émigrés soviétiques ne sont pas juifs, mais convertis en masse par un « rabbinat qui est très corrompu » et malheureusement accepté, selon lui, par le gouvernement, au motif qu'ils sont blonds aux yeux bleus, bien instruits et qu'ils réduisent la « levantinisation » d'Israël. Il affirme aussi la réticence de l'accueil des Falachas, pour les mêmes raisons, avant que des lobbies pro-israéliens américains ne face pression sur Tel-Aviv<sup>1351</sup>. Ce sentiment est parfois partagé en Israël, car les ex-soviétiques sont souvent eux-mêmes soit antisémites, soit antisionistes.

La population juive n'augmente cependant que de 20% en huit ans. Les études estiment qu'en 2020, il n'y aura que 12 millions de juifs dans le monde dont 6 en Israël et que les juifs seront minoritaires au sein de l'État hébreu. Israël, vainqueur de toutes ses guerres, ne règle donc pas le problème majeur aux yeux de certains : la question palestinienne. D'ailleurs, Ben-Gourion explique :

« La guerre s'est conclue, en 1949 par l'institution d'une ligne d'Armistice (la Ligne verte). Nous aurions pu aller plus loin, jusqu'aux rives du Jourdain. [...] nous aurions alors été placés devant deux impossibilités : soit chasser les Arabes des territoires, ce qui aurait été dramatique, soit les garder comme citoyens, ce qui risquait de faire imploser notre jeune État. Nous avons du travail pour deux ou trois générations. L'histoire n'est pas terminée. Les nouveaux territoires sont aussi des fardeaux. C'est pourquoi, nombre d'Israéliens préfèrent abandonner des territoires aux Arabes afin de ne pas se retrouver dans leur propre pays minoritaires démographiquement»<sup>1352</sup>.

Voilà ce qui expliquerait les retraits du Sinaï et de Gaza. Le danger de l'arabisation d'Israël est instrumentalisé par les partis politiques, arguant qu'à Jérusalem, les juifs y sont minoritaires. Le chef du parti travailliste Daniel Ben Simon dit en mai 2009 : « Netanyahu

<sup>1350</sup> Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël*, op.cit., p. 18.

<sup>1351</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ...*, op.cit., p.270.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
est rentré de Washington. Il m'a dit que c'était très dur avec Obama. Cette fois, il faut qu'on lâche du lest. Netanyahu est à un carrefour historique. S'il suit Obama, il sauve Israël. S'il reste l'esclave des colons, il condamne notre peuple. Car sans solution politique en 2035, la démographie arabe aura raison de l'État Juif »<sup>1353</sup>. Les colonies, selon le pronostic de Sharon, devait permettre l'installation de 1 million de juifs en Cisjordanie dans les années 1980. Ils ne seraient que 300000 (en fait plutôt 500000) et aurait coûté 17 milliards de dollars à Tel-Aviv<sup>1354</sup>. Ils étaient 263000 en 1993, mais en revanche, les colons de Gaza sont partis. « Au cours des années 1970 et 1980, les Premiers ministres israéliens avaient encouragé la prolifération des colonies de peuplement, non seulement pour des raisons de sécurité, mais également pour appuyer leur revendication selon laquelle Dieu avait donné cette terre aux juifs »<sup>1355</sup>.

## **II La dissuasion israélienne: « Guerre impossible, paix improbable »**

Réussite scientifique incontestable, l'arme absolue israélienne a-t-elle cependant atteint ses objectifs initiaux, à savoir procurer notamment une sécurité absolue et une indépendance tant militaire que politique et économique à un État perpétuellement menacé?

### **II.1 Une dissuasion à première vue pertinente : l'Etat est sanctuarisé**

A première vue, cette dissuasion a généré plusieurs points bénéfiques incontestables, convergeant vers l'idéal kantien de *paix perpétuelle*. Premièrement, le pays n'a plus été envahi depuis 1973, date à laquelle la dissuasion, montée sur des vecteurs puissants, était certes modeste, mais pleinement opérationnelle. Il y a néanmoins d'autres raisons qui ont fait que la Syrie et l'Égypte, en 1973, ne se sont pas enfoncé davantage en territoire israélien, comme nous l'avons expliqué. « Dimona a permis Oslo » selon Pérès, c'est à dire que l'atome a forcé ses adversaires, du moins au Moyen-Orient, à la négociation ou à la résignation, sans nécessairement l'acceptation définitif d'un *statu quo*, lors des accords de Camp David, de Madrid, d'Oslo et de Wye Plantation. Ainsi, beaucoup voit dans la bombe l'origine de la paix signée avec l'Égypte en 1978 et avec la Jordanie en 1994. En 1996, le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai résume : « J'espère que la Syrie comprendra qu'elle n'a pas intérêt à agir militairement face à la puissance de Tsahal. La négociation est la seule voie pour aboutir à un

---

<sup>1352</sup> *L'Express*, 9 mars 2006.

<sup>1353</sup> *Marianne*, du 30 mai au 5 juin 2009, «Israël s'angoisse : 'C'est Washington qui nous lâche' ».

<sup>1354</sup> *Le Point*, 13 mai 2010, « Nous avons le droit d'être ici par la Bible ». Beaucoup d'Israéliens sont opposés aux colonies, Lova Eliav, secrétaire général du parti travailliste en 1970, député et lauréat du Prix d'Israël, fut de l'un d'eux.

<sup>1355</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.357.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
règlement politique »<sup>1356</sup>. Pour le diplomate et historien Élie Barnavi, grâce en parti à la bombe, la revendication arabe n'est plus « jetons les juifs à la mer » (formule d'Ahmed Choukeiri, chef de l'OLP), mais « rendez nous ce que vous nous avez pris en 1967 »<sup>1357</sup>. Selon Avner Cohen<sup>1358</sup>, la bombe a créé en effet un tel sentiment d'impuissance, parmi les ennemis de l'État hébreu, que c'est grâce à elle que l'OLP reconnaît Israël, car ses partenaires ne pouvaient plus suivre. Cependant, l'OLP fut gagnante car elle acquiert à cette occasion une reconnaissance internationale de son statut et de son action.

En second lieu, de moins en moins de pays refusent de reconnaître Israël comme un État parce qu'il est devenu un pays du *premier monde*. La hausse spectaculaire des représentations diplomatiques dans ce pays en témoignent. En 1948, une bonne dizaine d'États arabomusulmans affrontent officiellement Israël. En 1967, ils ne sont que 5 (Égypte, Syrie, Jordanie puis quelques supplétifs libyens et irakiens). En 1973, ils ne sont plus que deux (Syrie et Égypte), parce que la Jordanie entretient des griefs envers ses anciens « alliés ». En revanche des contingents venant du Maroc, de la Tunisie, du Soudan, du Pakistan, quelques troupes palestiniennes, des pilotes algériens, libyens, est-allemands, russes, cubains et nord-coréens s'y sont ajoutés, mais n'impliquant pas toujours officiellement leurs pays respectifs. En 2009, Hamas et Hezbollah sont les seuls, avec la Syrie et l'Iran en arrière plan, à vouloir en découdre, mais leurs « parrains » ne semblent pas vouloir affronter réellement Israël. La dissuasion autant conventionnelle que non conventionnelle a donc fonctionné.

Le fait que la Libye et l'Égypte aient renoncé à acquérir des ADM est, selon certain, une preuve d'une dissuasion réussie, parce que le retard technologique était trop important. Certes, mais nous avons vu, là encore, qu'ils existaient d'autres raisons (diplomatiques et économiques). Le nucléaire israélien a dissuadé ses ennemis d'employer des bombes sales et biochimiques en 1956, en 1967, en 1973 et surtout lorsque l'Irak subit les invasions 1991 et en 2003. Or, la Syrie, l'Iran, l'Irak et l'Égypte avaient les moyens, en théorie, ne s'y laisser tenter. Ensuite, Israël est devenu une puissance mondiale à part entière, ne craignant même plus la réaction des grandes puissances ou si peu, lorsqu'il opère des opérations militaires contre ses voisins. C'est le premier privilège des EDAN. Mais en coulisse, Tel-Aviv sait négocier et parfois rétrograder dans ses décisions, pour continuer à bénéficier de l'aide militaire et économique de ses alliés, en particulier les USA et l'UE. Ce sentiment d'impunité, surtout vis-à-vis des instances internationales, est cependant un piège. Israël se croit à l'abri de toutes rétorsions, et pense se permettre de transgresser les lois internationales et violer les frontières. Enfin, le pays incarne maintenant une réussite et une potentialité scientifique évident, concernant le nucléaire, la biochimie, la médecine, la balistique, les systèmes de

<sup>1356</sup> Freddy EYTAN, *La France, Israël et les Arabes, le double jeu*, Editions Jean Picollec, 2005, p. 224.

<sup>1357</sup> *Le Nouvel Observateur*, du 29 novembre au 5 décembre 2007, « Israël-Palestine, le jour du partage ».



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
contre-mesure, la précision, le bouclier anti-missile, les armes non létales, les doctrines *COIN* et les munitions spéciales. Cela lui confère des retombées économiques certaines par sa collaboration avec de très nombreux pays, au point de s'être érigé, dès le début de l'ère nucléaire, en partenaire quasiment indispensable dans le développement et l'optimisation des ADM.

## II.2 Les effets militaire pervers

La dissuasion israélienne, dans son opacité et son contexte d'emploi, génère des effets pervers. Comme l'affirme à juste titre Bruno Tertrais, la stratégie nucléaire est une «langue morte car tous les concepts ont été formulés avant 1975. [...] La stratégie conventionnelle est aujourd'hui redevenue une 'langue vivante'»<sup>1359</sup>. A cette analyse, il convient d'inclure les spécificités du contexte israélien, qui rend de plus en plus inadaptée la dissuasion israélienne. Enfin la bombe a vraisemblablement été en fin de compte en partie contre-improductive.

Le programme israélien a obligé les États rivaux (appelés auparavant de «ligne de front»), à chercher à se doter de l'arme, ce qui a alimenté la course la prolifération. Daguzan parle de « l'effet de miroir » («tu prolifères, je prolifère»). Dans l'optique d'un équilibre des forces, les voisins d'Israël appliquent « l'effet de compensation »<sup>1360</sup> c'est à dire que faute de concurrencer un adversaire sur un secteur technologique qu'ils ne peuvent atteindre, ils cherchent à le compenser en privilégiant leur arsenaux biochimiques, dont l'existence est légitimée, en partie, par la dissuasion non conventionnelle israélienne.

Certes, les recherches NBC arabo-musulmanes relevaient également de préoccupations politiques parfois extérieures à la dissuasion israélienne, mais cette dernière les a ensuite légitimée. Les tensions régionales risquent de déclencher, *a priori*, une guerre NBC, à une échéance inconnue. Un tel holocauste par la « faute » de l'État hébreu qui néanmoins n'aurait pas le choix de riposter à l'atome par l'atome, intègrerait la tendance juive à l'autodestruction selon ses détracteurs qui lui défendent le droit à la légitime défense<sup>1361</sup>. En effet, en cas de défaite militaire classique, c'est-à-dire conventionnel, la plupart des civils israéliens auraient été épargnés par les combats. Mais en cas de conflit NBC, les Israéliens auraient été certains qu'en cas de défaite, ils auraient été définitivement victime d'un holocauste total. En effet, en cas de frappe sur l'État hébreu, la population ne peut se réfugier dans une zone sûre, c'est à dire non contaminée, du fait de sa géographie et de sa petite superficie. Subséquemment se pose la question du traitement des déchets et des pollutions radioactives et biochimiques s'échappant accidentellement des complexes (cas avérés pour l'IIBR et le réacteur de

---

<sup>1358</sup> *Non Proliferation Review*, hiver 1995, p. 30.

<sup>1359</sup> *FRS*, « Soixante ans de dissuasion nucléaire : bilan et perspectives », 23 septembre 2005, p. 3, Bruno TERTRAIS,

<sup>1360</sup> Jean-François DAGUZAN, *Op.cit.*, p. 1.

Dimona). L'arme est donc dangereuse pour les deux camps car la radioactivité d'une bombe israélienne sur la Syrie ou l'Égypte dériverait aussi sur Israël. Par effets connexes, entretenant la course aux armements, les ADM israéliennes ont peut-être généré l'inverse des buts visés, à savoir éloigner un futur holocauste. Ainsi, dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient, les ADM n'auraient pas leur place, précisément parce que les occasions et prétextes à les employer sont fréquents ! Même, dans l'optique de représailles israéliennes NBC à une attaque conventionnelle massive ou non-conventionnelle, Israël appliquerait la théorie de la nitroglycérine pour éteindre un incendie. Le feu s'éteint, mais autour, tout est détruit<sup>1362</sup>. Cela sous-entend cette réflexion : La bombe n'a pas été construite contre les voisins immédiats (Syrie, Égypte), qui peuvent être facilement battus conventionnellement, mais contre ceux qui les soutiennent (Russie, Corée du Nord) et les menaces éloignées (Iran, Irak, Libye, Algérie).

C'est pourquoi, à partir de ces postulats, les agresseurs peuvent penser : « ils n'oseront pas user d'ADM contre des armées conventionnelles » à cause des conséquences évoquées et des rétorsions internationales. En l'absence d'ennemi nucléaire clairement désigné (l'Iran n'a officiellement pas la bombe), Israël est sorti de la relation du « faible au fort »<sup>1363</sup>. « Légitimement », elle ne pourrait riposter atomiquement à une agression conventionnelle. L'arme ne dissuaderait donc pas toujours, ce qui explique pourquoi en 1967 et en 1973, Israël est quand même agressé. Car enfin, qui prendra l'énorme responsabilité de son usage ? Si Israël l'emploie, la condamnation serait certainement plus importante que dans le cas d'un autre pays, à cause de la malédiction de l'antisémitisme. Or, la crédibilité de la dissuasion dépend non seulement de sa fiabilité technique de l'arme et de son vecteur, mais aussi de la volonté de son possesseur à être prêt à s'en servir<sup>1364</sup>. C'est pourquoi la crainte de son emploi oblige constamment Tel-Aviv à chercher à neutraliser, avec des forces conventionnelles, les infrastructures NBC ennemies avant que celles-ci soient simplement opérationnelles. Autrement dit, le désormais David arabe se gaussera toujours de la puissance du Goliath israélien.

En second lieu, si Israël décide d'employer ses ADM, il lui faudrait peut-être passer par l'aval des USA au regard des liens qui unissent ses deux pays. En règle générale d'ailleurs, avec les programmes pakistanais et britanniques, maintenant indiens, les États nucléaires ont quasiment partagé leurs dispositifs avec les USA, de sorte qu'ils n'en sont plus véritablement les maîtres. Pour Israël, même si cela semblent être moins le cas, la question se pose légitimement. Dès lors, la bombe permet-il vraiment d'agir en toute indépendance ? Dans le même ordre d'idée, la bombe ne peut empêcher la création d'un État binational, en tout cas

<sup>1361</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 156.

<sup>1362</sup> Nicolas TÈNÈZE, mémoire de DEA, *op.cit.* p.11.

<sup>1363</sup> François GERE, « *L'emploi de l'arme nucléaire : où en sommes nous aujourd'hui ?* », 8 novembre 2005.

<sup>1364</sup> Hervé COUTEAU-BEGARIE, *op.cit.*, p.425.

acceptant une population arabe ou musulmane majoritaire au sein des frontières de l'État. Dans ce cas, la bombe serait soumise à des objectifs clairement « israélo-arabe », moins convergents, on l'imagine, à ceux de la population « juive », si l'on reste au ras d'une perception strictement ethnique. Cette arme est l'âme et la sécurité de l'État, le bouclier du sionisme. Qu'arriverait-t-il si les Arabes, devenaient majoritaires en Israël et à la Knesset. L'État, pourrait-il employer alors la bombe contre des pays arabes ?

Certes, la dissuasion oblige ses ennemis à réfléchir à deux fois avant d'entamer une offensive, (souvent aussi à cause de la dissuasion conventionnelle et diplomatique). Mais on peut affirmer également que les armées arabes peuvent être dans l'obligation d'envahir très rapidement et très massivement la totalité du territoire israélien afin de contrôler l'essentiel des centres stratégiques pour empêcher des représailles NBC. Ce cas de figure demeure caduc lorsqu'Israël développe une capacité de *seconde frappe* par le vecteur sous-marin.

Israël a fait financer la plus grande partie de sa dissuasion par l'étranger, mais son entretien lui coûte encore très cher. Ainsi, la maintenance des cinq sous-marins nucléaires obligerait *Tsahal* à envisager de réduire sa flotte conventionnelle, ce qui suscite des critiques car en cas de combats navals, le pays se trouverait dépourvu<sup>1365</sup>. L'armée penserait aussi à réduire le nombre de ces avions et chars au profit de la dissuasion, alors que la commission Winograd sur la Seconde Guerre du Liban dénonce la dictature du high-tech au dépend des fondamentaux militaires. Ses ennemis ont opté pour une vision inverse : réduire les effectifs humains et matériels, y compris NBC, mais opter pour du matériel plus performant (russe pour la Syrie et l'Iran), de sorte qu'il est probable que mis à part en combats aériens et blindés, Israël pourrait théoriquement être défait lors de batailles d'infanteries exclusivement urbaines (semi-échec présumé au Liban). Néanmoins, la réduction du conventionnel, nous allons le constater, n'est pas évident.

Ensuite, Israël a conquis des territoires afin de les transformer en marche pour bénéficier d'une profondeur stratégique. De même, il fallait conquérir de nouveaux territoires afin de mettre à portée des missiles israéliens l'URSS (Golan), et ses alliés comme l'Irak et l'Iran (Cisjordanie) la Libye, l'Égypte et l'Algérie (Sinaï). La bombe rend non nécessaire la conservation de Gaza, le Sinaï, le Sud-Liban, la Cisjordanie et peut-être le Golan (le contexte étant cependant différent). La dissuasion a autorisé l'abandon de ses territoires, à la consternation des thuriféraires du Grand Israël, dont la plupart était d'ailleurs favorable à une dissuasion complète. Ils pensaient même que cette puissance pourrait autoriser la conquête, la conservation et l'expansion de nouvelles terres. Seulement 10% des Israéliens pensent que chaque pouce de territoire est sacrée. Le deutéronome interdit en principe l'appropriation de

<sup>1365</sup> *IFRI*, « Après l'échec, les réorientations de *Tsahal* depuis la deuxième guerre du Liban », Pierre RAZOUX, Octobre 2007, Focus stratégique n°2.

terres n'ayant jamais été juive. Pour la société israélienne, particulièrement le lobby des colons<sup>1366</sup>, la puissance NBC s'est révélée inutile. Pire, la diplomatie arabe a récupéré ces territoires que la bombe devait normalement, à terme, sanctuariser. Ces retraits, présentés comme un échange contre la paix, a été instrumentalisé par les ennemis d'Israël comme une reculade. Néanmoins, ce retrait n'est qu'apparent (pour d'autres raisons) et d'abord stratégique, permettant de diviser les Palestiniens en factions se disputant le pouvoir.

Puis, pourquoi posséder une arme qui fait de l'État hébreu un très puissant oppresseur, luttant sans courage ni mérite contre des adversaires plus faibles que lui militairement ? En refusant de ratifier les traités de non-prolifération, Israël est vu comme un danger. A cela, Israël répond que l'Égypte peut changer de régime, et la famille royale des Saoud (allié d'Israël tout en finançant le terrorisme) ne sera pas toujours là. En conséquence, Tsahal « la meilleure école publique du pays » selon Ben-Gourion, constituée de *Banu israil* (enfants du pays), passe du statut d'armée de défense héroïque et citoyenne à celle d'une armée salie par les armes NBC, réduite à des missions de police et de représailles dégradantes et mal acceptées sur les populations palestiniennes, libanaises, même israéliennes, et face à des ennemis dépourvus du parapluie NBC aussi conséquent qu'Israël. Cela entraîne l'affaiblissement moral, mais aussi physique de l'armée. L'efficacité s'en ressent et c'est pourquoi Shimon Pérès, relatant les guerres passées, affirme que « la victoire ne fut pas le fait d'une supériorité de l'entraînement mais certainement de la détermination »<sup>1367</sup>. « Cette supériorité technique rend les entraînements et la stratégie moins nécessaire », c'est ce que peut penser le soldat israélien, ce qui explique, en partie, les difficultés rencontrées lors de la guerre du Kippour et du Liban. L'hyper puissance du pays génère à l'inverse complexe de supériorité, malgré les revers depuis 1973. « Il n'y a rien de pire qu'une grande victoire, si ce n'est, bien sûr, une grande défaite » (Walter Laqueur), car l'armée n'éprouve plus le besoin de revoir ses stratégies. Pérès dit qu'il ne « faut pas essayer de gagner trop militairement et politiquement car on sollicite l'hostilité de ses voisins qui deviennent ennemis »<sup>1368</sup>.

D'autre part, la complexité du monde arabo-musulman est bien connue. Or, on constate que le nucléaire israélien est l'un des rares points d'accord qui fédèrent son effort militaire et diplomatique. A l'AIEA, des coalitions diplomatiques arabo-musulmanes se forment pour instaurer une *Middle East Nuclear Free Zone*, avec un consensus même plus large que sur la question palestinienne ! Or, si la plupart de ces États sont vus de l'extérieur comme unis, il demeure en réalité rivaux, au point de ne pas souvent se soutenir, même lorsque l'un d'eux est confronté à Israël, sauf sur cette question.

<sup>1366</sup> Les colons étaient, au moment d'Oslo I, 135000 en Cisjordanie, 17000 sur le Golan et 120000 à Jérusalem-Est. 15 ans après ces « accords de paix », le nombre de colons s'élève à plus de 280000 pour la Cisjordanie et à près de 200000 pour Jérusalem-Est.

<sup>1367</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 40.

Subséquentement, la bombe n'a pas empêché la *finlandisation* du Liban par la Syrie, alors qu'Israël promit à Beyrouth de la protéger. Bien que l'on puisse se demander s'il ne s'agissait pas à l'origine d'un plan concerté de partage du pays du Cèdre entre Israël et la Syrie, Israël n'a pas pu protéger le Liban de l'infiltration syrienne et iranienne à travers le Hezbollah. Elle n'a pas dissuadé la guerre d'Attrition, ni celle de 1973. Pourquoi les Égyptiens et les Syriens ont-ils lancé leurs offensives malgré les capacités nucléaires israéliennes ? Richard Lebow et Janice G. Stein (1985), expliquent que la dissuasion a rarement réussi par sa propre existence, et avancent la thèse selon laquelle elle ne prévient pas systématiquement la guerre ; au contraire, la dissuasion peut même la provoquer. Nous avons constaté qu'ici, tel était précisément le cas, puisqu'Israël a menée une guerre préventive en 1967 précisément pour protéger ses infrastructures stratégiques d'attaques égyptiennes. L'ennemi peut user de ses futures ADM contre les silos israéliens. Les *Scud* irakiens tombés sur Israël en 1991 ont prouvé que la dissuasion conventionnelle israélienne employée contre le réacteur d'Osirak et la perspective d'une riposte NBC israélienne n'étaient pas spécialement crainte par Bagdad. Au mieux, le fait que les *Scud* n'étaient pas armés d'ogives biochimiques a pu être une conséquence d'une peur de représailles idoines, mais au final, Saddam Hussein a réussi à prouver au monde « qu'Israël n'était pas à l'abri de ses armes »<sup>1369</sup>. L'Iran, la Syrie et la Libye ont également menacé verbalement Israël de frappes NBC, comme l'Égypte naguère. Cela fait dire à l'ancien chef de l'Aman<sup>1370</sup>, Aharon Yariv, que les provocations verbales des États ennemis mettent à mal la dissuasion israélienne car Tel-Aviv ne peut y répondre par les ADM et que cela fragilise tout autant le moral et de l'armée et de la société. Le major-général David Ivri explique également : « La menace imminente de prolifération des missiles balistiques nous oblige à revoir la doctrine de défense d'Israël. La dissuasion n'est plus une politique suffisante, quand la population civile d'Israël se trouve exposée à des attaques de missiles de longue portée »<sup>1371</sup>.

S'il n'y a certes plus eu d'holocauste, la dissuasion multimodale n'a pas empêché les rétorsions à l'égard des juifs en Éthiopie, en URSS, dans certains pays arabo-musulmans, au Zimbabwe et en Ouganda. Il est donc utile de se demander si la bombe peut protéger les juifs qui ne sont pas en Israël. Si par exemple un pays qui héberge une minorité juive attaquerait Israël, Israël prendrait-elle le risque de les sacrifier en lançant une bombe sur cet État ? Est-ce pour cela qu'Israël encourage les *Alya* ? Ou au contraire, Israël, cible d'ADM, serait-il un État

<sup>1368</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p.114.

<sup>1369</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 289.

<sup>1370</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1998, 598 pages, pp.19-21

<sup>1371</sup> David IVRI, «Deterrence is not enough. Israel needs a multi-layered response to the ballistic missile threat» Begin-Sadat (BESA) Center for Peace Studies, 28 décembre 1998.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
dangereux pour ceux qui y habitent, à cause de la question des ADM nationales, au point que certains juifs ne veulent pas y résider?!

Enfin, les pays totalitaires comme la Syrie, l'Iran ou la Corée du Nord sont à l'abri de toutes utilisations préventives NBC sur leur territoire, car cela en feraient des martyrs, et cette notion appartient pleinement à leurs cultures. On ne peut dissuader un ennemi qui cherche, dans la confrontation, davantage la gloire que la victoire. Ces régimes sont considérés comme *non deterrable*<sup>1372</sup>, c'est-à-dire insensible à toute dissuasion, et pratiquent la politique du pire. La Corée du Nord continue à exporter ses missiles. Elle ne semble pas être inquiétée par Israël. Ce cas de figure inspire le 19 novembre 1990, à l'ambassadeur de la France à l'OTAN, François de Rose, l'invention d'une nouvelle doctrine nucléaire, celle du « *fort au fou* »<sup>1373</sup>, une déclinaison de celle du « faible au fort ». Ce goût du martyr (qui très probablement n'est que théorique) n'empêche pas l'Iran, de chercher l'acquisition d'un système russe de défenses antimissiles pour sa propre protection. A ce sujet, François Géré s'insurge à propos du danger iranien : « Qu'on ne me fasse pas le coup du 'parce qu'ils sont chiites, ils sont prêts au martyr nucléaire' »<sup>1374</sup>.

### II.3 L'impuissance face au terrorisme

Dans les guerres au Proche-Orient, la dissymétrie a convergé au profit d'Israël vers une asymétrie face au terrorisme. « Au profit » en principe... Car, les activistes exploitent les faiblesses de Tsahal, armée trop puissante. Les actions terroristes soutenues par le parrainage d'Etats hostiles à Israël, s'inscrivent dans une réponse logique destinée à rompre l'équilibre maintenue par les forces conventionnelles et non conventionnelles (biochimique pour l'ennemi) des deux bords. Dans des guerres interétatiques, l'utilisation de la bombe pose moins de problèmes que dans la lutte contre des mouvements activistes. Or, désormais, la principale menace immédiate pour Israël reste le terrorisme. Selon Pérès, « l'essentiel du danger provient de l'intérieur et non plus de l'extérieur »<sup>1375</sup>, provenant des extrémistes palestiniens et israéliens. Dès lors, à quoi sert la dissuasion face à un terrorisme jusqu'au boutiste contre lequel on ne peut pas grand-chose (Kissinger: « Les forces anti-terroristes perdent parce qu'elles ne gagnent pas, et les rebelles gagnent en ne perdant pas »). Donc, la bombe, prévue pour agir contre des armées étatiques, est inadaptée face à un ennemi trop faible qui délaisse l'emploi d'armées conventionnelles au profit du terrorisme.

Les « lois » de la guerre en la matière, dans le cas de la légitime défense avec le nucléaire contre le terrorisme, manque de clarté et c'est cette brèche que les terroristes

---

<sup>1372</sup> JCSS, vol 3, n°4, janvier 2001, «The NMD /Arms Control Balance: A Message for the Middle East ?», Emily LANDAU.

<sup>1373</sup> Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 95.

<sup>1374</sup> *Défense et Sécurité Internationale*, décembre 2009, « L'Iran nucléaire ».

<sup>1375</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 373.

exploitent. L'emploi de l'arme nucléaire serait « équilibrée » dans le cas où des activistes détiendrait une pareille arme, mais nous avons, dans cette étude, fortement tempéré ce risque, ectoplasme médiatique. Comment exercer des représailles NBC sur des activistes noyés au sein d'une population civile, dépourvus de territoire officiel, sans structure *hardware*, c'est-à-dire ceux contre quoi la bombe est conçue ? Le Hezbollah le sait bien, d'autant que ce groupe terroriste est l'un des seuls au monde à posséder des missiles balistiques de théâtre.

C'est dans ce même ordre d'idée qu'un conseiller en stratégie de l'Otan prévient : « La dissuasion uniquement basée sur la menace de représailles, a de bonnes chances de fonctionner face aux dirigeants d'États voyous, plus enclins à prendre des risques. [...] Les concepts traditionnels de dissuasion ne fonctionneront pas contre un ennemi terroriste»<sup>1376</sup>.

Cependant, en 2000, l'Assemblée Nationale française estimait qu'en cas de troubles politiques graves consécutifs à des actions terroristes, l'utilisation de la bombe israélienne n'était pas exclue. Dans ce cas précis, la *mininuke* apparaîtrait comme la solution adéquate. Le cas échéant, Israël opérerait pour la stratégie française réaffirmée par Jacques Chirac en février 2006 n'excluant pas des frappes atomiques contre des États soutenant le terrorisme ou contre des concentrations terroristes. L'emploi d'une bombe nucléaire *electromagnetic pulse* (EMP) apte à brouiller les communications serait utile autant contre des concentrations terroristes que contre des États. Car les terroristes aussi possèdent leurs *soft power*. La bombe enrayerai leurs attaques électroniques (hacking) et médiatiques. La bombe est désormais faite pour protéger des frontières physiques et virtuelles.

Reste alors la solution d'employer les armes biochimiques afin d'adapter la dissuasion à la menace terroriste. Dans cette optique, l'affaire Mishal est probablement une démonstration de force, voulue afin de dissuader les cadres terroristes de persévérer contre Israël. La dissuasion biochimique, développée en même temps, sinon avant le nucléaire, est accusée d'être devenu un « luxe » inutile contre les ennemis étatiques, un « raffinement » dont les objectifs diffèrent du nucléaire. A l'inverse, elle pourrait trouver son « utilité » dans des assassinats politiques. Pour des éventuelles utilisations militaires, (ce qui n'a jamais été le cas à preuve du contraire), l'emploi ne serait que local et mesuré. L'efficacité relativement faible des armes biochimiques, remet en cause le terme de « dissuasion », car les effets sont limités et peu sûrs. Dès lors, le maintien d'un potentiel chimique est discutable, hormis pour élaborer des parades.

Mais surtout, face au terrorisme, l'atome peut être aussi totalement contre-productif. Plusieurs attentats ont eu lieu à Dimona pour attirer l'attention internationale sur le réacteur israélien. Pire, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Égypte avaient envisagé (même encore aujourd'hui

---

<sup>1376</sup> Assemblée parlementaire OTAN, 2004, 167 PCTR 04 F - « Les implications du concept de sécurité de l'UE pour l'UE », Rapporteur: Ruprecht POLENZ.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
pour la Syrie et l'Iran), de lancer des missiles sur les réacteurs de Dimona et de Nahal-Sorek, ou sur l'IIBR de Ness-Ziona, pour provoquer une pollution radioactive ou chimique. Hamas et Hezbollah ont repris cette idée à leurs comptes, ce qui équivaldrait, en conséquence, à des dégâts similaires à de petites ADM.

#### **II.4 Un inutile outil de paix ?**

La R&D israélienne et sa *Base industrielle et technologique de défense* (BITD), permet de disposer d'armements conventionnels et non-conventionnels très performants, de système antimissile et d'une capacité d'espionnage sans équivalent. Le soutien quasi sans faille des USA et de l'Europe assure à Israël un niveau de sécurité (certes théorique) considérable. De plus, les alliés d'Israël sont officiellement majoritaires et ultra puissants dans le monde et peuvent lui venir en aide. Désormais, l'intégration d'Israël dans le processus Europe-Méditerranée et dans l'Otan est plus dissuasive que la bombe elle-même. En Europe, l'Otan a dissuadé des invasions en Europe autant que l'équilibre de la terreur. Pourquoi conserver cette assurance-vie ?

En second lieu, aujourd'hui, Tsahal n'a plus à affronter de danger conventionnel dans le sens où aucun État limitrophe (circonscrit dans le premier cercle de menace) ne se risquerait à une confrontation directe massive. Seuls ceux appartenant au « *second circle of threat* », par exemple le terrorisme, demeurent préoccupants. Le troisième cercle de menaces, désignaient les dangers « au-delà des États voisins », c'est à dire officiellement et en théorie l'Iran et le Pakistan pour le nucléaire et le balistique ; puis la Libye et le Soudan pour les armes biochimiques, même si la plupart de ces pays ont abandonné eux-aussi l'idée d'un affrontement et ont, apparemment, abandonnés ou mis entre parenthèse leurs ADM. Aujourd'hui, hormis l'Iran (et encore ne s'agit-il que de mots), aucun pays n'appelle à la destruction d'Israël, même ceux qui ne reconnaissent pas diplomatiquement ce pays. L'Égypte et la Jordanie ont signé la paix. La Syrie survit et les États de la péninsule arabique sont soit trop faibles militairement, soit sont plus ou moins alliés des intérêts occidentaux.

Enfin, la bombe devait permettre d'accéder à la totale indépendance politique et militaire. C'est désormais un fait. Or, le pays importe toujours du matériel militaire même s'il reste moins tributaire des brevets étrangers en la matière, bien au contraire. Avec une armée conventionnelle aussi dissuasive, l'entretien d'une dissuasion NBC est à première vue facultative. Ou au contraire, la bombe permet de réduire l'importance d'une armée conventionnelle. Cela n'a été le cas ni pour l'un, ni pour l'autre. Israël a investi de plus en plus de fonds dans la dissuasion mais finalement beaucoup également dans le conventionnel, avec le financement des opérations à l'extérieur au Liban, à Gaza, en Cisjordanie, dans des raids de représailles en Tunisie, en Irak, en Syrie, en Égypte et au Soudan ; dans les boucliers



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
antimissiles ; et dans l'achat de matériels ultraperformants (chars, avions, missiles, etc...). Israël s'est aperçu qu'une forte armée conventionnelle est toujours indispensable. L'atome a-t-il permis les accords d'Oslo ? Oui et non. En fait, les traités de paix de 1979 et 1994 (Égypte et Jordanie) sont surtout le résultat d'un chantage financier (aide annuelle américaine contre paix), mais rendu possible parce qu'Égyptiens et Jordaniens ont compris que la défaite totale d'Israël était impossible, convaincus de l'omniprésence éternelle de l'atome israélien.

## II.5 La pureté des armes, une valeur problématique face aux ADM

L'armée se doit de respecter quelques héritages, comme l'explique le chef de bataillon Allouche, de l'armée de terre française :

- La tradition de l'État d'Israël, ses principes démocratiques, ses lois et ses institutions.
- Les traditions du peuple juif.
- Les valeurs morales universelles fondées sur la dignité humaine<sup>1377</sup>.

Il apparaît que si ces valeurs existent, le soldat israélien s'interdit la défaite et doit d'abord vaincre. L'une des valeurs traditionnelles juives se rapporte à la guerre : la *pureté des armes* (*toar haneshek*). Elle explique pourquoi, selon Ehoud Barak, Tsahal est « l'armée la plus morale du monde »<sup>1378</sup>. Le 4 décembre 2003 à Guysen News, l'avocat Arnaud Klarsfeld, après son engagement au sein de Tsahal déclare : « La haine est un sentiment banni des rangs de Tsahal ». La *toar haneshek* s'inspire des interdits religieux qui proscrivent notamment certains aliments, résultat de pourritures (fromage) ou altération<sup>1379</sup>. La *toar haneshek* interdit en principe un usage excessif de l'arme contre des civils ou des militaires, surtout si elle enfreint les valeurs morales universelles. On ne doit tuer ou torturer ni civils, ni prisonniers, ni employer des armes amoraes. En cela, les armes NBC ou autres armes hybrides (mines, phosphore), seraient contre la religion (l'Islam a à peu de chose près le même discours), mais comme l'État hébreu est laïque, son respect peut être sujet à caution. On en revient à cette problématique : Israël est-il un État juif, l'État des juifs, un État hébreu, un État israélien, etc... Lanzmann affirme : « Israël, dès sa naissance, a été un Etat juif, mais il n'a jamais été l'Etat des seuls juifs. Et Ben Gourion, tout athée qu'il était, a voulu que ce soit un Etat juif parce qu'il savait que la religion en serait non la loi, mais le ciment »<sup>1380</sup>.

En réalité, la *toar haneshek* repousse la systématisation de la violence et surtout ses dérives, comme le risque de dictature militaire. C'est un droit de la guerre particulier. C'est en cela qu'il faut comprendre la déclaration de l'un des chefs du Palmah, Itshak Sadeh, en 1948 : « aimez vos armes et hâissez la guerre ». La doctrine souhaite en fait éviter une guerre longue,

<sup>1377</sup> Collège interarmées Défense, « Tsahal : Alteration du lien armée nation », octobre 2006. ALLOUCHE,

<sup>1378</sup> *Jeune Afrique*, du 29 mars au 4 avril 2008, « Armageddon ».

<sup>1379</sup> Le levain chimique par exemple, comme les armes chimiques, est interdite.

<sup>1380</sup> *Le Point*, 13 mai 2010, « Debray ne comprend rien à Israël ». Régis Debray parle lui de crime fondateur.

le cycle des représailles afin d'éviter d'alimenter l'antisémitisme. La morale des *10 commandements* (Code universel de moralité et justice) est centrale dans la culture juive par le Deutéronome (dernier livre de l'ancien testament). Elle est faite par les hommes pour ne pas attirer la colère divine, une sorte de pacte. Il arrive ainsi qu'Israël indemnise les victimes de terroristes juifs (Baruch Goldstein), ou de bavures de Tsahal (Liban). De l'autre côté, on n'imagine pas forcément une telle réciprocité.

La pureté des armes s'inspire certes du présupposé religieux juif (*dinei milkhamah* ou droit de la guerre), mais les droits de l'homme en France n'ont pas pris appui sur la religion catholique, mais sur une réflexion philosophique ou simplement... pratique. Si bien que tirée d'un principe religieux (*Mitzvah* contre l'arbitraire [*reshut*]), la « pureté des armes », dans son respect de la vie de civil, dans le non-emploi d'armes « sales », dans le respect des prisonniers, dans la recherche systématique de la défense au détriment de l'attaque gratuite, est une préoccupation relevant plus de la déduction stratégique, tactique et psychologique que purement religieuse. Elle s'ancre complètement dans les conflits actuels où la communication est l'élément clé : « surtout ne pas prêter le flanc à la critique ». En somme le soldat doit respecter l'éthique pour être plus efficace, non pas seulement à cause de la religion ou de la philanthropie.

Samy Cohen expliquait à cette occasion que la stratégie de Tsahal était la suivante :

«Il faudrait 'graver' dans les esprits des groupes armés, mais aussi des populations qui les protègent, que le terrorisme ne paie pas. Taper fort est une question de crédibilité, quitte à toucher les civils. [...] Mais la vraie question, occultée par le pouvoir israélien, est de savoir si une démocratie doit tomber dans le piège des groupes irréguliers, qui veulent l'amener à combattre dans des zones urbaines et à tuer des civils. [...] On ne vient pas à bout d'une insurrection par la force. A moins de frapper avec une extrême brutalité, comme l'ont fait les Russes en Tchétchénie. [...] Mais ils n'ont pas non plus compris que la lutte contre les groupes armés a une dimension psychologique. [...] Dans une guerre de contre-insurrection, il faut utiliser ces moyens militaires avec mesure, affaiblir les groupes armés et gagner la sympathie de la population. Surtout, il faut toujours laisser la porte ouverte à une solution politique. [...] Les pertes civiles palestiniennes ont été importantes et Israël est apparu aux yeux du monde comme l'agresseur alors qu'il était l'agressé»<sup>1381</sup>.

Il parle aussi de *stratégie du levier*:

«faire pression sur les populations qui accueillent ou protègent des groupes armés hostiles ; leur faire comprendre qu'elles subiront ces pressions tant qu'elles maintiendront leur soutien à l'ennemi. Cette stratégie a été mise en œuvre dès les années 1950. [...] En soixante ans, cette stratégie n'a jamais donné de résultats. A chaque fois que vous portez atteinte à des civils, vous offrez au contraire des arguments aux groupes armés. [...] La politique des assassinats ciblés, ou encore la mise en place de checkpoints sur les routes, est justement destinée à épargner au maximum la vie des civils. [...] Les assassinats ciblés, ils sont efficaces lorsque l'adversaire n'a pas la possibilité de riposter. Ce fut le cas contre le groupe Septembre

<sup>1381</sup> *Le Monde*, 28 avril 2009, « Face au terrorisme, Israël a toujours répliqué de façon disproportionnée ».

noir. [...] Mais ce mode opératoire devient contre-productif lorsqu'il est mal utilisé et que l'adversaire a les moyens de riposter».

Aussi, le respect de la pureté des armes n'a d'autre ambition que de casser les mécanismes du terrorisme.

Dan Haloutz n'a cessé de brosser en terme élogieux la moralité au dessus de tous soupçons de Tsahal, parce qu'elle possède un code militaire (*Ruach Zahal*)<sup>1382</sup>. Toutes les armées dans le monde ou presque, dispose d'un code militaire, avec plus ou moins le respect des valeurs universelles. Israël n'est donc pas une exception en la matière. Reste que ce n'est pas parce que ces codes existent qu'ils sont respectés dans la réalité des combats, ailleurs comme en Israël. La pureté des armes (*toar haneshek*) est-elle un mythe ? En tout cas, elle n'est même plus considérée comme un pilier par les experts, comme l'atteste Frédéric Encel :

« Sauf à considérer un instrument de métal destiné à procurer la mort comme intrinsèquement positif, la notion de 'pureté des armes' n'a simplement guère de sens. En Israël comme ailleurs, dans Tsahal comme dans toutes les armées du monde et de tous temps, lorsque la guerre fait rage, on tente d'utiliser le plus efficacement possible les instruments militaires à sa disposition. Il s'agit de rester maître du champ de bataille en limitant en principe ses propres pertes, et non d'obtenir un satisfecit en matière de moralité »<sup>1383</sup>.

Ou même comme le major général Dan Haloutz qui rectifie:

« À mes yeux, il s'agit d'un concept fondamentalement invalide. Les armes ne sont pas pures. Elles n'entendent pas être pures. Une arme pure n'est pas une arme. Peut être, a-t-elle été une arme, mais en devenant pure elle a alors été transformée en ébranchoir. De même, je suis désolé de l'affirmer mais il n'y pas de guerre propre. Je ne connais personnes capable de mener une guerre propre »<sup>1384</sup>.

Elle apparaît même comme une hypocrisie, relevant simplement du politiquement correct. Comme le précise l'un des responsables du programme biochimique américain, Ira Baldwin : «L'immoralité de la guerre n'est-elle pas la guerre elle-même ? En guerre, vous démarrez avec l'idée de tuer des gens, ce qui est pour moi le côté immoral de la guerre. Après cela, peu importe la façon dont vous tuez les gens »<sup>1385</sup>. Earl Stevenson, président de la compagnie *Arthur D little Inc* à Cambridge rectifie: « un concept fallacieux a été élaboré, à savoir que les armes peuvent être divisé en armes morales et immorales. Il n'est pas avéré que ces armes peuvent être divisées ainsi »<sup>1386</sup>.

De plus en plus de citoyens-soldats de cette « nation en armes » arguent que la force de dissuasion est nécessaire, et nettement suffisante pour défendre le pays. Mais l'usage d'armes non conventionnelles où considérées comme telles (gaz inoffensifs mais concentrés, bombes

<sup>1382</sup> *Jerusalem Center of Public Affairs, Vol. 3, No. 16, 3 février 2004, «21st Century Threats Facing Israel», Maj. Gen. Dan HALOUTZ.*

<sup>1383</sup> *Hérodote*, n°16, mars 2005, « L'armée israélienne et ses spécificités géopolitiques », Frédéric ENCEL, p. 146.

<sup>1384</sup> Cité par Samia CHOUGHANE, « Le code d'éthique du soldat israélien, entre forte tradition morale et adaptation à la nouvelle conflictualité israélienne », Mémoire de DEA, Sciences Politiques, 2003-2004.

<sup>1385</sup> Patrick BERCHE, *L'Histoire secrète des guerres biologiques, mensonges et crimes d'État*, Robert Laffont, 2009, 390 pages. p. 76. Henry Arnold, de l'US Air Force en étant les 1<sup>er</sup> à employer l'arme atomique, nous avons adopté un standard éthique commun avec les barbares du Moyen-âge. On ne m'a pas appris à faire la guerre de cette façon et les guerres ne peuvent pas être gagnées en décimant les femmes et les enfants ». Patrick BERCHE, *op.cit.*, p. 310.

<sup>1386</sup> *Ibid.*

DIME, BASM) divisent de plus en plus. Yeshayahu Leibowitz, du *Comité pour le Désarmement Nucléaire au Moyen Orient*, dénonce également à ce titre le mythe de la pureté des armes : « Un soldat juif n'est pas différent d'un soldat français, américain ou arabe. Un fusil, un canon ou un char ne peuvent être jamais purs. Ils sont toujours destructeurs ». Le soldat israélien n'accompli donc pas seulement les missions de Petersberg ou les CSAR (*combat, search and rescue*).

La bombe est le fondement de l'État hébreu, sa garantie et donc, même si le code du soldat israélien stipule ces valeurs, c'est au soldat d'être en phase avec sa conscience. Certains soldats religieux peuvent s'opposer aux ordres, parfois pour raisons morales, mais aussi à l'inverse pour aller à l'encontre de scrupules, comme l'évacuation des colons et la lutte contre l'État laïque. Rabin dénonçait ainsi les « rabbins en uniforme ». Le nombre d'officiers d'infanterie religieux nationalistes est passé de 2 à 30% en vingt ans. Or, les religieux dénoncent les « armes sales » NRBC, vont à l'encontre de l'ordre de Dieu. Les armes NBC contamine longtemps la nature. C'est un péché qui amènera sur Israël la colère divine, dont les ennemis d'Israël ou les juifs impurs seront les vecteurs. Nous avons déjà dit que la bombe à neutron, plus « propre », permettait de réduire les aspects « sales » de l'arme nucléaire.

Certes, l'État possède ses propres prêtres laïcs, les prêtres de la bombe<sup>1387</sup>, comme Pères ou Ben-Gourion. Mais la pureté des armes souhaite éviter que les armes NBC aboutissent par voie de conséquence à l'autodestruction que nous avons évoquée, comme lorsque les zélotes s'entretuèrent (référence à la doctrine MAD ?). Dans l'histoire juive, on rencontre d'ailleurs cette fraction entre laïcs et religieux avec l'opposition des Sadducéens (les nobles et les prêtres plus politiques et dans le siècle) et des Pharisiens (plus religieux). Il y eu aussi les Esséniens, religieux, à l'existence de vie très végétarienne. Cependant, si l'exil et l'autodestruction est une punition de Dieu, la bombe est une insulte divine, mais elle est aussi protectrice des juifs. La Shoah et la Diaspora est une conséquence divine, une malédiction dont l'Etat hébreu est le remède. C'est le paradoxe qui divise la société juive.

Parmi les protestations figure le fait que les ordres sont souvent oraux et non écrits. Il permet tout à la fois de juguler les critiques externes mais aussi internes. La société israélienne connaît le poids et les projets des extrémistes israéliens, comme ceux qui ont assassiné Rabin et le poids des lobbies militaro-industriels nationaux. Néanmoins, statut oblige, peu de *whistleblowers* (dénonciateurs citoyens) militaires sont connus, mais ils en existent. Ainsi, en 1994, Munya Mardor, directeur de *l'Israeli Institute for the Development of Weaponry*, écrit que la seule issue politique et morale est le renoncement à l'utilisation de l'arme atomique, mais que tout État doit la posséder afin de ne pas devenir un État vassal<sup>1388</sup>.

<sup>1387</sup> Référence à la série des films issu de l'univers de *Planet of the apes*, à la fin des années 1960).

<sup>1388</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 319.

En 1990, selon le général Amnon Shahak-Lipkin, le véritable danger n'est pas seulement les ADM ennemies, mais qu'un groupe d'extrême-droite israélien puisse utiliser l'arme suprême : « Quelques fanatiques de l'aile droite israélienne, ou quelque général israélien délirant, s'emparant des armes nucléaires israéliennes [...] ne peut être empêché. [...] Tandis que les juifs israéliens supportent la polarisation progressive de systèmes de sécurité recrutant de plus en plus de cohortes de sympathisants d'extrême-droite<sup>1389</sup> ». Le général de brigade Israel Yaakov premier chef du département de la Recherche-Développement au ministère de la Défense de 1955 à 1973, collabore avec les Américains, notamment dans le cadre du partenariat sur les armes non-conventionnelles<sup>1390</sup>. Le 28 mars 2001, le lendemain de son 75<sup>ème</sup> anniversaire, il est interpellé alors qu'il s'embarque pour la Turquie avec sa compagne. Il est accusé par sa hiérarchie d'avoir livré des secrets à sa femme, à des journalistes et à des relations amicales et professionnelles. En réalité, on le soupçonne d'avoir « prêté deux cahiers de souvenirs à des personnes non-autorisées ». Pérès, interrogé par les médias, se refuse à tout commentaire et demande aux journalistes de se référer aux déclarations de la radio militaire israélienne<sup>1391</sup>. Cette énième affaire ne soulève pas de protestations, ni d'*Amnesty International*, ni de gouvernements, encore moins d'organisations écologistes, la victime étant un militaire, qui, plus est, soumis au devoir de réserve... au contraire de Vanunu.

Début 2004, 13 soldats d'élite de la *Sayeret Matkal*<sup>1392</sup>, un commando connu pour l'usage d'armes biochimiques, rejoignent le mouvement. Le tabou des ADM reste tout de même général, autant au nom de l'ambiguïté que de ses usages<sup>1393</sup>. Nous avons parlé de ces soldats cobayes sur lequel Tsahal expérimentait des armes biochimiques et des antidotes à partir de la fin des années 1990. C'est la première fois que ces dénonciations sont aussi véhémentes et publiques. Suite à l'opération *Plomb durci*, des accusations de crimes de guerre avec des armes non-conventionnelles sont évoquées. On parle alors de *brutalisation de Tsahal*<sup>1394</sup>, une référence à la *brutalisation des masses* (G. Mosse).

<sup>1389</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 39.

<sup>1390</sup> BBC, 4 avril 2001. « Israeli scientist passed on secrets ».

<sup>1391</sup> CTV, 22 avril 2001.

<sup>1392</sup> *Libération*, 23 décembre 2003, « Lettre ouverte de 13 soldats de l'unité Sayeret Matkal ».

<sup>1393</sup> CERI, « Où va Israël ? », Alain DIECKOFF.

<sup>1394</sup> Lire Samy COHEN, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, seuil, 2009.

## CHAPITRE II

### LA DOCTRINE BEN-GOURION: L'ARME DE L'OPACITE

Israël est membre de l'AIEA depuis 1957. Mais entre l'agence israélienne à l'énergie atomique (IAEC) et l'AIEA, les rapports seront d'emblée frictionnels, fait de concessions, de mensonges, de promesses et de reculades, du fait qu'Israël a toujours éludé avoir la bombe. « Dimona » est comme le nom de Dieu des juifs ; ineffable. Certes, l'opacité israélienne comme pour tout ce qui touche au nucléaire dans le monde, n'est pas une spécificité. Chaque pays préfère mettre sous le sceau du secret ses réelles capacités. Mais Israël se distingue des autres pays en dissimulant non pas les détails de son arsenal, mais l'existence de son arsenal lui-même. L'ambiguïté et d'ailleurs l'un des fondements de la stratégie (ou *strategema*), à savoir l'art de tromper l'ennemi (Trévoux)<sup>1395</sup>. L'opacité nucléaire est formulée par Mao Zedong : « la bombe atomique est un tigre de papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens »<sup>1396</sup>.

Culturellement, la parole ne pèse pas lourd au Moyen-Orient et l'art de la métaphore et du non-dit appartient à la culture régionale propre aux religions du livre. Comme le pays n'est pas régit par une constitution, la question est encore plus opaque quant à son existence et sa gestion. Le gouvernement israélien met en place la doctrine du *deliberate ambiguity* (ambiguïté délibérée)<sup>1397</sup> ou celle de la *deterrence through uncertainty*, c'est-à-dire la dissuasion par l'incertitude. Plusieurs formules ont tenté de qualifier cette sémantique. Les Anglo-saxons utilisent quatre formules pour qualifier un Israël nucléaire : *protonuclear*, *opacity*, *bomb in the basement*<sup>1398</sup> ou encore *policy of opaqueness*<sup>1399</sup>. Israël parle de *never confirmed or denied*. Peut-on parler d'opacité ou d'ambiguïté, se demande Avner Cohen. Le chercheur parle « d'une opacité culturelle et normative » pour tout ce qui touche à la sécurité d'Israël, plus auto-imposée qu'exigée par la loi. La question ne serait même jamais abordée en conseil des ministres en Israël. Ailleurs, on parle « d'État de seuil », de « pays susceptible de détenir l'arme nucléaire », de pays « pouvant fabriquer une arme atomique en cas de besoin » ou « en moins d'un an », « d'État ayant les capacités de fabriquer une arme », « d'État nucléaire non déclaré ».

Il s'agit de faire savoir que le pays dispose de capacités NBC par l'intermédiaire de rumeurs ou de déclarations fortuites de gouvernants en dehors de leurs fonctions, mais en écartant les déclarations officielles susceptibles de déclencher l'ire de la communauté

<sup>1395</sup> Hervé COUTEAU-BEGARIE, *Traité de stratégie*, Economica, 1997, p. 63.

<sup>1396</sup> Georges HIMELFARB, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, p. 262.

<sup>1397</sup> Jean-François DAGUZAN, *op.cit.*, p. 86.

<sup>1398</sup> *Basement* est peut-être un jeu de mot, car il signifie aussi « souterrain », comme est la superstructure de Dimona ou encore les silos enterrés ou sous-marins.

<sup>1399</sup> Barry SCHNEIDER, *Middle East Security Issues In the Shadow of Weapons of Mass Destruction Proliferation*,

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
internationale (alliés comme ennemis). Or, il s'agit là d'un paradoxe quasi unique. Car en principe, un État disposant de la bombe atomique le fait savoir, car cela lui procure sécurité et prestance, sur la scène internationale, son entrée dans la cour des grands. Au point que l'on a même vu des États affirmer posséder la bombe sans que celle-ci soit opérationnelle (Irak en 1990, Iran depuis 2003, Libye dans les années 1980 et 1990, groupes terroristes depuis les années 1990).

Alors pourquoi un pays aussi constamment en danger qu'Israël, demeure aussi évasif sur son « assurance vie ». De même, pourquoi cette doctrine tend elle à évoluer ? Cohen distingue quatre périodes dans cette politique, sans toutefois les limiter précisément dans le temps, mais que l'on peut analyser comme suit : secret jusqu'au début des années 1960, dénie dans le contexte des négociations sur le TNP, ambiguïté de la Guerre des Six Jours jusqu'au début des années 1980, et opacité ensuite<sup>1400</sup>. Le discours évolue donc face aux contextes successifs : fausse identité de Dimona, opacité défensive, opacité offensive, discours policé devant les exigences de la feuille de route puis quasi-affirmation. Le poids des mots appartient bien à la dissuasion.

## **I Évolution d'une stratégie originale**

### **I.1 La rumeur pour gagner du temps**

Pérès affirme que le concept de la « dissuasion » est avant tout l'« usage politique de l'incertitude ». « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son désavantage ». En Israël, on pense l'association des notions de « nucléaire israélien » associée à l'antisémitisme engendrerait *de facto* la perception péjorative d'un peuple martyr qui désormais serait perçu comme menaçant (dans les faits, cette perception est hélas réels). « La perversité juive, c'est comme au Poker, celle de menacer sans rien avoir dans les mains, par la simple dissuasion, le simple bluff »<sup>1401</sup> peut-on lire sur certains sites antisémites. Il s'agit en second lieu de limiter la prolifération dans une région instable et de dissimuler les aides internationales au programme israélien. Dès les origines, le pays fait d'abord savoir qu'il possède du matériel et du combustible nucléaire en plus de la technologie adéquate, comme preuve tacite de son *potentiel* nucléaire. Israël soutient qu'il ne s'agit que d'installations civiles, lorsque les États-Unis livrent le réacteur de Nahal-Sorek (qui effectivement est civil). Ces assurances verbales semblent suffire.

Pour Dimona, c'est la même chose. Ben-Gourion indique à la Knesset que Dimona : « Servira aux besoins de l'industrie, de l'agriculture, de la santé et de la science. [...] Afin de marquer clairement le caractère pacifique de son activité dans le domaine nucléaire de

---

Air University Press, Maxwell Air Force Base, Alabama, December 1999, 143 pages, p. 72.

<sup>1400</sup> Avner COHEN, *Israel and the bomb*, Columbia University Press, 1988, Introduction, p. 3.

l'énergie atomique, le gouvernement d'Israël assure qu'il accueillera favorablement les étudiants et les savants des pays amis désireux de visiter le réacteur et son achèvement »<sup>1402</sup>, précisant de surcroît que les allégations concernant l'arme nucléaire ne sont que mensonges. Il est vrai que le nucléaire peut améliorer les performances des secteurs d'activités décrits. Mais les activités militaires du site sont cependant réelles. Aussi, la Knesset sera la première cible de l'opacité, autant pour dissimuler les buts du programme que son coût. Cela vaut aussi pour le budget général de la défense et simplement le budget du pays (abstraction des dons de l'étranger et des aides parallèles). Cela ne paraît pas surprenant, Tsahal étant comme beaucoup d'armée dans le monde une « Grande Muette ». Tsahal prévient d'ailleurs ses soldats dès l'incorporation :

« Vous devrez veiller à la sécurité, *bitahone sadé*, de votre unité et de Tsahal en général. Gardez-vous de donner, par écrit, au téléphone ou lors de conversations avec vos proches ou vos amis, des informations indiscrettes (par exemple que votre camp est situé dans telle région, que vous vous entraînez sur un tank modèle X ou que tant d'avions viennent se poser sur votre base). Des soldats trop bavards, en auto-stop, au téléphone, ont payé leur indiscretion (même involontaire) de plusieurs mois de prison! »<sup>1403</sup>.

Pourquoi tant de secrets ? Begin répond par cette explication plausible, mais tronquée : « Parce que la localisation de chaque centrale électrique est pour nous chose secrète et relève du domaine de la sécurité. Et ce n'est pas seulement vrai pour les centrales atomiques ». Or, dans les autres pays, tous les centres énergétiques ne sont pas considérés comme aussi stratégiques et susceptibles de bénéficier du sceau du secret. Aux yeux des spécialistes, c'est déjà suspect. Arie Eshel, le délégué d'Israël à l'ONU, déclare au nom de son gouvernement qu'Israël « n'est pas engagé dans la production d'armes atomiques et que ses recherches nucléaires sont uniquement consacrés aux utilisations pacifiques des radio-isotopes pour l'agriculture, la médecine et autres domaines de cet ordre »<sup>1404</sup>.

Jusque dans les années 1980, sur les cartes des atlas géostratégiques, la minuscule superficie d'Israël fut bien pratique pour n'y point faire figurer un signe le distinguant comme EDAN ! Parfois même, Dimona ou Nahal-Sorek, sans parler des autres sites stratégiques, ne figurent pas sur les cartes, ou avec des coordonnées volontairement erronées, une stratégie héritée de l'URSS. A signaler aussi que les documents *secret-défense* relatifs à la dissuasion du pays sont systématiquement rédigés en hébreu. Or, tous les chercheurs, y compris juifs, voir Israéliens, ne parle pas l'hébreu, ce qui complique grandement les enquêtes. Certes, cette langue est officiel en Israël, mais les documents ne sont que très rarement rédigés en arabe (seconde langue officielle), ni en russe, en yiddish et en français, langues pratiqués dans le

<sup>1401</sup> *Al Oufok*, 30 avril 2004, «Vanunu sort de prison».

<sup>1402</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p.188.

<sup>1403</sup> *État d'Israël*, département des publications Ministère de l'Intégration, Section française, « Le service militaire ».

<sup>1404</sup> *Institute for Global Jewish Affairs*, octobre 2007, «Pakistan and Israel», Moshe YEGA.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
pays. Seules les archives déclassifiées et brochures officielles sont publiées en anglais (autre langue employée).

Le 15 novembre 1954, Bergmann, responsable de l'Institut Weizmann, annonce avec deux ans de retard la création de l'IAEC. Le but affiché est toujours la production d'électricité nucléaire et le dessalement de l'eau de mer pour irriguer le Néguev. Il dit aussi qu'Israël travaille officiellement pour les programmes nucléaires civils étrangers. Dans la réalité, c'est une vérité, sauf que le pays travaille aussi pour son propre programme et de surcroît militaire. De plus, l'IAEC, encore aujourd'hui, dément produire de l'électricité nucléaire. Mais en novembre 1955, Bergmann se fend d'un discours à la Knesset qui laisse paraître, dans un discours ambiguë, les objectifs militaires : « Notre sécurité et notre indépendance exigent que davantage de jeunes gens se consacrent à la science et à la recherche atomique et électronique... ». Et deux ans plus tard, il ajoute : « je suis convaincu que l'État d'Israël a besoin d'un programme de recherche bien à lui en matière de Défense afin que nous ne soyons plus les agneaux que l'on mène à l'abattoir »<sup>1405</sup>. Le 21 décembre 1960, à la Knesset, Ben-Gourion corrige pourtant :

« Nous avons construit, avec l'aide des USA de petits réacteurs atomiques à Nahal-Rubin (Sorek), à des fins d'étude, dont la capacité est de 1000 kilowatts environ. Le développement du Néguev que nous considérons comme notre objectif principal [...], exige une recherche scientifique diversifiée et c'est à cette fin que nous avons construit à Beersheba un institut scientifique pour les zones arides (Dimona) et que nous construisons un réacteur expérimental d'une puissance de 24 mgw qui servira les besoins de l'industrie, de l'agriculture, de la médecine et de la science, et permettra aux savants israéliens de construire dans l'avenir un réacteur produisant de l'énergie nucléaire. Il est superflu de souligner que ce réacteur est uniquement destiné à des fins pacifiques »<sup>1406</sup>.

Les députés de la Knesset écoutent le discours de David Ernst Bergmann, présentement président de l'IAEC sans broncher. Sauf qu'au final, les puissances de Nahal-Sorek et de Dimona seront respectivement de 5 mgw et de 75 à 150 mgw. Or, il est impossible que l'assemblée ne soit pas au courant, certains parlementaires ayant déjà soulevé le sujet comme nous allons l'étudier.

Afin de clarifier la position nationale, Shimon Pérès, en 1961, lors d'un meeting avec John Kennedy, est l'un des premiers à opter publiquement pour un discours policé qui fera date (depuis repris par Abba Eban en avril 1966 et Rabin en 1974), autant par son présupposé que par la souplesse toute diplomatique de la formule : « Israël ne sera pas le premier pays à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient ». Puis, cette phrase sera complétée par « Israël ne sera pas le premier pays à employer des armes nucléaires »<sup>1407</sup>, sous entendue que la menace de l'emploi de l'arme par l'URSS alliée des ennemis d'Israël, est un usage à part entière. Mais Israël n'appartient peut être pas à la sphère moyen-orientale mais proche-

<sup>1405</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 30.

<sup>1406</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 177.

<sup>1407</sup> Le film de Stanley Kubrick « Dr Folamour », reprendra par ailleurs dans un contexte différent toutes les phrases diplomatiques sur les armes nucléaires, dont celles d'Israël.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
orientale... Pérès précise que cette formule est née du pur hasard. « Je ne voulais pas mentir au président, je ne pouvais pas répondre précisément à sa question non plus, alors je suis rentré en Israël avec la formule magique qui fera vitrine de la politique israélienne durant des années »<sup>1408</sup>. En décembre 1963, Ygal Allon y ajoute encore «Israël ne sera pas le premier État à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus»<sup>1409</sup>. Comprenez qui pourra. Cette lapalissade hébraïque est un modèle de langage diplomatique : avouer sans avouer. Mais que signifient les termes de cette phrase ? En fait, le TNP, dont les paramètres sont discutés avant sa création proprement dite en 1968 (entrée en vigueur en 1970), interdit non la *possession* de bombe mais la *fabrication* de bombe. En laissant croire que les États-Unis ont « introduit » des armes nucléaires en Israël, comme en Europe, la situation serait sauve. Israël, en effet, accuse l'URSS d'en avoir introduit en Égypte.

## I.2 Dimona, une curieuse usine à tout faire

La phraséologie des hommes politiques et militaires évolue dans le temps pour expliquer ce qui se trame à Dimona. En janvier 1961, suite à des fuites de presse, David Ben-Gourion avoue à la Knesset que Dimona est « un institut de recherche scientifique sur les problèmes des zones arides, sur la faune et la flore des déserts », à buts « pacifiques »<sup>1410</sup>. Il s'agira probablement du premier véritable débat sur le nucléaire national. Le panneau qui stipule cette activité, serait encore planté aux abords du complexe. Le site s'appelle d'abord le *Soil Research Institute*, puis *Arid Reseach Institute* et enfin le *Néguev Research Institute*, parfois les trois à la fois. Par la suite, les instances gouvernementales présentent, dans leurs déclarations, des versions différentes : « centre de recherche agronomique », « station de pompage », « usine d'exploitation de manganèse », « complexe de recherche métallurgique », « usine agroalimentaire », et même « usine textile » ! Au point qu'en 1997, une entreprise de textile belge se propose de racheter la firme *Dimona Textile* ! On ne connaît pas la suite de cette authentique histoire belge<sup>1411</sup>. En fait, il existe bien une usine textile à Dimona mais à des kilomètres du réacteur, ce qui permet de mélanger dans les discours le vrai et le faux. L'entreprise belge voulait ici racheter, sans le savoir, les bâtiments abritant réacteur...

C'est finalement la version d'une « unité de dessalement d'eau de mer » rattachée à un « centre agronomique » (nécessitant beaucoup d'énergie, donc autorisant l'installation d'une centrale nucléaire à des fins civiles) qui est privilégiée, et répétée jusque dans les années 1980. En janvier 1963. Le ministre député à la Défense, Shimon Pérès, indique que l'usine de

<sup>1408</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 93.

<sup>1409</sup> « L'armement nucléaire israélien, un tabou », Université de Rouen, Abdelwahab BIAD.

<sup>1410</sup> Stephen GREEN, *Taking Sides, America's Secret Relations with a Militant Israel*, New-York, William and Morrow Company, 1984, 370 pages, p. 159.

dessalement relève de son ministère. Or, une centrale nucléaire pour produire de l'énergie électrique à besoin d'un rendement moyen de 1000 mgw. De plus, pourquoi le ministère de la Défense s'occuperait d'irrigation en dessalant l'eau de mer ?! Interrogé par un journaliste de la *BBC* qui demande à Shimon Pérès pourquoi cette « usine textile » bénéficie d'une forte surveillance, l'ancien Premier ministre y va à l'audace, teintée du fameux humour juif : « Eh bien l'industrie textile est en dehors d'un business traditionnel. Vous savez, les gens convoitent les hautes technologies aujourd'hui. Et l'industrie textile atteint ces objectifs en pratiquant la dissuasion »<sup>1412</sup> ! Cette formule géniale est sans doute le summum de la dissuasion ambiguë : un programme civil ... dissuasif ! Ce discours peu clair et surréaliste signifie qu'en fait, le textile israélien cherche à préserver ses brevets en la matière. Mais que signifie ici le mot « dissuasion » dans le secteur textile?!... Or, le 20 mai 1961, c'est bien pour une centrale nucléaire que les inspecteurs américains de l'AEC se déplacent, à la demande de Kennedy, avec l'autorisation de Ben-Gourion<sup>1413</sup>.

### I.3 De l'opacité défensive à la doctrine Begin

Le discours évolue pour dissuader les pays qui s'attellent à développer leurs propres armes NBC au Moyen-Orient. Les députés israéliens s'habituent à ne pas poser de questions dans les domaines militaires, tant que les armées arabes sont aux frontières. Mais personne n'est dupe. Wiener, directeur de l'*Israel Water Company Tahal*, rétorque en privé que le discours officiel sur le réacteur est « infondé »<sup>1414</sup>. En effet, en avril 1963, Moshé Dayan écrit dans le *Maariv* : « A l'ère des fusées à têtes conventionnelles ou non conventionnelles nous devons poursuivre avec acharnement la construction de ces armes afin de rester dans la course ». Ben-Gourion, démissionnaire de son poste de Premier ministre et donc dégagé de toutes obligations, déclare dans le *NYT* « il est hors de question de se priver de l'énergie nucléaire. Nasser n'abandonnera pas et il ne s'engagera pas à nouveau dans cette guerre à moins d'être sûr de la gagner. Et pour cela, il lui faut avoir des armes atomiques. En outre, il possède de vastes étendues désertiques dans lesquelles il peut faire des essais. Nous, nous ne pouvons pas en faire ici »<sup>1415</sup>. La réflexion du « lion » est la preuve que beaucoup attendait.

Le 14 mai 1966, Bergmann est contraint de quitter les instances gouvernementales. Amer, il se venge dans les pages d'un journal israélien et égratignant le tabou sans le transgresser complètement : « Il est essentiel de comprendre qu'en développant l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, on en vient un jour ou l'autre à considérer l'éventualité de produire des armes

<sup>1411</sup> *Le Soir*, 25 juin 1997.

<sup>1412</sup> *CNN*, 13 avril 2006.

<sup>1413</sup> Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, New York: Columbia University Press, 1998, p.105.

<sup>1414</sup> Stephen GREEN, *Ibid.*

<sup>1415</sup> *NYT*, 16 novembre 1963, cité par Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 138.

nucléaires. Il n'y a pas deux énergies atomiques »<sup>1416</sup> prévient-il pour mettre dans l'embarras ses successeurs. Ici, Bergmann annonce clairement, les intentions de son pays. Israël affirme posséder le « *know-how* » de la bombe, c'est à dire le savoir-faire. C'est presque une reconnaissance. Le 18 mai, le Premier ministre Lévy Eshkol dit à la Knesset que le pays ne sera pas le premier à introduire des armes nucléaires dans la région, mais qu'il ne possède pas d'armes nucléaires et que lui et son gouvernement « se réservent le droit de poursuivre la recherche à Dimona, celles concernant les armes atomiques étant terminées »<sup>1417</sup>. Autrement dit, Israël a les moyens immédiats de fabriquer des armes nucléaires si besoin est. Le discours diplomatique est ici inattaquable. Israël n'est pas hors la loi. En juillet, commentant une inspection américaine à Dimona, Pérès reconnaît à demi-mot que l'option nucléaire pour son pays est inévitable :

« J'ai découvert qu'il n'y avait malheureusement pas de possibilité de limiter l'extension des armes nucléaires dans le proche avenir, non pas à cause d'Israël, mais parce que les grandes puissances ne s'accordent pas entre elles. J'ai été satisfait de voir que la plupart des spécialistes de ce sujet ne croient pas possible d'envisager un désarmement nucléaire au Proche-Orient sans mettre également en cause la course aux armements conventionnels »<sup>1418</sup>.

Le prétexte de la prolifération dont la responsabilité serait effectivement échu aux grandes puissances est facile, puisqu'Israël en bénéficie. Il est cependant exact qu'avant même le programme israélien, l'Égypte avait déjà des armes chimiques.

Le 2 novembre 1966, Tel-Aviv assemble ses deux premières bombes. Israël est confronté à un dilemme. Comment affirmer son potentiel dans les contextes des guerres des Six Jours et du Kippour en pleine négociation sur le TNP ? Aussi, les débats sur le nucléaire disparaissent de la vie politique israélienne. D'abord parce que l'ambiguïté convient à la fois à Israël et l'Égypte qui la pratique tous les deux en continuant leurs recherches nucléaires. En second lieu, l'ambiguïté doit surtout permettre de gagner du temps et de laisser croire à l'ennemi une possession précoce, alors que les premières bombes israéliennes sont certes assemblées, mais rien ne prouve encore qu'elles soient montables sur des vecteurs dont il convient de tester de surcroît les performances. Enfin, la formulation du TNP oblige la diplomatie hébraïque à éluder cet épineux dossier pour ne pas être contrainte de signer le traité et dénoncer ses partenaires. C'est le résultat des accords tacites entre Johnson et Golda Meir. Cette dernière précise à l'Assemblée de l'ONU qu'Israël est préoccupé par le dossier des ADM au Moyen-Orient et que son pays soutiendra toutes initiatives menées contre leur prolifération<sup>1419</sup>. Les déclarations se font ensuite de plus en plus rares, seulement effectives dans le contexte de l'immédiat « après guerre des Six Jours », afin de dissuader les pays arabes d'une revanche immédiate.

<sup>1416</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 37.

<sup>1417</sup> Stephen GREEN, *Taking op.cit.*, p. 176.

<sup>1418</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 164.

<sup>1419</sup> Stephen GREEN, *ibid.*

Ainsi, en 1967, lors d'un discours à Haïfa, Yigal Allon, membre de la commission d'enquête sur les questions de sécurité nationale, fait allusion à la bombe: « il n'est pas d'arme que l'Égypte peut produire ou acheter avec l'aide d'une grande puissance avec laquelle nous ne pouvons rivaliser. Et parfois même sans l'appui de personne »<sup>1420</sup>. Cette remarque se réfère au rapport du Mossad qui atteste de la présence de missiles nucléaires soviétiques sur le sol égyptien. Allon écope de réprimandes en privé pour avoir manqué de révéler un secret d'État ainsi que la participation de la France. Cependant, en 1968, Lévy Eshkol avertit du danger de l'opacité : « Israël a les capacités de faire des bombes atomiques. [...] Ce que nous disons, c'est que le seul langage que les Arabes comprennent, c'est la force. L'État d'Israël est si minuscule et si isolé que s'il n'accroît pas sa force, il se heurtera à des difficultés. Israël doit montrer sa force et le fait qu'il soit capable de l'employer, et qu'il est prêt à le faire»<sup>1421</sup>.

Devant ces fuites en pléines négociations sur le TNP, Paul Warnke, secrétaire adjoint à la défense, convoque Yitzhak Rabin, nouvel ambassadeur d'Israël aux USA. Il lui demande solennellement si oui ou non son pays est détenteur de l'arme absolue. Rabin lui demande ce qu'il entend par arme nucléaire. Warnke répond qu'il la définit comme « constituée par un mécanisme de lancement dans un endroit et par une tête nucléaire dans un autre endroit ». « Est-ce que vous diriez que vous avez une bombe atomique si cela n'était pas le cas? » répond finement Rabin<sup>1422</sup>. Le général Mordechai Hod, qui l'accompagne, maintient que puisque la dissuasion nucléaire ne fonctionne qu'en partenariat avec la reconnaissance officielle d'une arme atomique, Israël ne la possède donc pas. Autrement dit, le statut nucléaire d'un pays passerait par une reconnaissance internationale de la possession de cette arme par un État lambda (ce processus s'appliquera d'ailleurs dans le futur à l'Inde et au Pakistan). Même les Américains sont victimes de l'opacité. En réalité, Washington est au courant de la bombe et est le premier à réclamer la discrétion. Ce que Warnke désire en fait c'est de connaître l'avancement exact du programme. Le détaché au Département d'État américain, Owen Zurhellen, établit une nouvelle version officielle: les Israéliens font croire qu'ils ont la bombe pour leur sécurité. La thèse est plausible, mais elle paraît improbable car Israël construit des missiles balistiques et possède des infrastructures stratégiques. Après l'essai atomique de l'Inde, la position israélienne est moins inconfortable, d'autant que le TNP commence à prouver ostensiblement son inefficacité. Le président israélien admet dans les cercles diplomatiques qu'Israël est aussi une puissance nucléaire. Mais la ligne officielle ne se modifie pas, à un point tel que l'option nucléaire israélienne n'est pas enseignée dans les

<sup>1420</sup> Seymour HERSH *op. cit.*, p.182.

<sup>1421</sup> *El Watan*, 30 juillet 2006, « La dissuasion israélienne et le grand Moyen-Orient ».

<sup>1422</sup> Seymour HERSH *op. cit.*, p.196.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
écoles de guerre israéliennes, mais seulement dans celles des USA dans le cadre d'échanges bilatéraux!<sup>1423</sup>

Très affaibli à l'issue de la guerre du Kippour, Israël veut dissuader une nouvelle invasion. Le 1<sup>er</sup> décembre 1974, le président et ancien membre de l'IAEC, Ephraïm Katzir, confirme devant des journalistes scientifiques : « Israël a les moyens d'avoir la bombe dans un délai raisonnable » et « possède déjà un potentiel nucléaire. Si nous avons besoins de ces armes, nous les aurions »<sup>1424</sup>. Puis il confie : « Que le monde s'inquiète, cela ne nous trouble nullement. [...] Il a toujours été dans nos intentions de préparer un potentiel de développement d'armes nucléaires. Nous avons maintenant ce potentiel. Nous défendrons ce pays avec tous les moyens possibles. Nous devons développer des armes nouvelles et plus puissantes pour nous protéger. [...] L'atome civil et l'atome militaire sont inséparables ».<sup>1425</sup> Katzir franchit un pas. Mais ici, que signifie le terme « potentiel »? Quelle est sa dimension? Pérès répond : « Ma contribution durant cette dramatique période était quelque chose que je ne peux pas écrire ouvertement pour des raisons de sécurité. Après que Dayan soit nommé ministre de la Défense, je lui soumis une certaine proposition qui devait dissuader les Arabes et prévenir la guerre »<sup>1426</sup>. Invité par une chaîne danoise, le 17 septembre 1974, Rabin dit qu'« Israël n'est pas une puissance nucléaire, ce qui signifie que ne n'avons d'armes nucléaires »<sup>1427</sup>, sous-entendu seulement la capacité d'en concevoir. Et le 7 septembre 1975 sur ABC, il promet « en cas de paix dans la région, le TNP sera signé ».

Lors d'une visite à Paris le 28 février 1976, Moshé Dayan déclare : « Dans le futur, Israël devra pouvoir choisir entre l'option nucléaire et détenir des armes nucléaires sans contrôle extérieur. Je pense que nous sommes capables de produire la bombe maintenant »<sup>1428</sup>. Dégagé de ces obligations officielles, Dayan respecte ici l'ambiguïté puisqu'il ne s'agit pas de détention mais de potentialité. Pour ceux qui se rappellent les discours israéliens précédents, la situation est difficile à suivre. Reconnaître qu'Israël possède la bombe pourrait entraîner des sanctions internationales et l'arrêt de l'aide américaine économique et militaire, conformément à l'amendement Symington de 1977, ainsi qu'une course aux armements NBC (ayant d'ailleurs débuté depuis longtemps). Aussi, en 1979 en tant que ministre des Affaires étrangères, Katzir botte en touche : « Nous n'avons jamais prétendu que nous n'utiliserions pas d'armes atomiques ou que nous serions les derniers à l'employer. Nous avons seulement

---

<sup>1423</sup> Louis René BERES, *Between War and Peace: Dilemmas of Israeli Security*, London, Frank Cass, 1996, p.116.

<sup>1424</sup> Bertrand GOLDSCHMIDT, *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Fayard, 1980, p. 206.

<sup>1425</sup> *Washington Post*, 3 décembre 1974, cité par Mohamed ABDEL AZIM, *Usage politique du nucléaire au Moyen-Orient. Israël et ses voisins 1995-2000*, DEA, à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, 1999-2000, p.188.

<sup>1426</sup> *The Risk Report*, vol 2 n° 4, été 1996, «Israeli Nuclear Program Pioneered by Shimon Pérès».

<sup>1427</sup> *Department of State, action memorandum*, 15 octobre 1975, secret, "Response to congressional questions of Israel's nuclear capability".

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
déclaré que nous ne serions pas les premiers à l'introduire au Proche-Orient ». Cette modification s'explique par les négociations de Camp David et il s'agit de ménager l'Égypte, sans pour autant baisser la garde.

Aussi, Israël choisit de dissuader par l'emploi de ce qui deviendra la doctrine Begin. Elle sous-entend que Tel-Aviv ne possède pas de dissuasion NBC puisque l'on privilégie la frappe préventive conventionnelle contre les puissances quasi nucléaires, au nom du principe de précaution. Elle va à l'encontre du multilatéralisme pour un unilatéralisme qui juge les instances internationales non efficaces. Mais pour prouver qu'Israël peut, si nécessaire, franchir l'état de seuil, Dayan affirme, 17 jours après le raid sur Osirak, qu'Israël : « a la capacité de produire des armes nucléaires » et qu'il « en produira si des pays arabes comme la Libye et l'Irak en acquièrent. Il ne sera pas le premier à introduire des armes dans la région, mais il ne faut pas être trop en retard »<sup>1429</sup>.

Répondant à l'AIEA qui envoie une série de plaintes sur cette agression armée, Katz, devenu « représentant résident israélien » s'adresse à Hans Blix, le directeur général de l'agence, en résumant la politique ambiguë de son pays :

« J'ai été chargé de vous faire savoir sans équivoque que nul autre que le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères et de leurs représentants désignés expressément sont autorisés à commenter la politique du gouvernement sur cette question. Je suis chargé de réitérer la position du gouvernement d'Israël que j'ai porté à votre attention dans ma lettre du 21 août 1984, reproduite dans le document GC (XXVIII) / 720 du 30 août 1984 ».<sup>1430</sup>

Et l'AIEA est prié de se satisfaire de cette réponse, ce qui est très pratique, car ni l'un ni l'autre ne sont obligés de venir à l'AIEA s'expliquer. Autrement dit, le résident israélien ne sert pas à grand chose. Après un essai balistique en 1987, en réponse aux agitations soviétiques, Tel-Aviv répond que « le missile Jericho, s'il existe, est désigné pour protéger Israël contre les agressions arabes et si la portée s'étend aux frontières soviétiques, c'est fortuit »<sup>1431</sup>. L'opacité est même de mise dans la balistique. La supposition et le conditionnel renforcent l'ambiguïté mais atteignent la portée d'un discours dissuasif de manière asymptotique. Tout ici est dans le « s'il existe ». Et avec des « si » nucléaire, on pourrait mettre le Moyen-Orient en bouteille...

#### **I.4 L'affaire Vanunu et la guerre du Golfe : *Fog of War***

En octobre 1986, Mordechai Vanunu, ingénieur travaillant à Dimona, licencié en 1985, remet en cause l'opacité en décrivant par le détail le réacteur, et en fournissant des photos de sphères de bombes nucléaires, dans les colonnes du *Sunday Times*. Son procès fait grand bruit mais il est rapidement étouffé, là encore au nom de l'opacité. Le gouvernement israélien finit

---

<sup>1428</sup> Pierre RAZOUX, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 490.

<sup>1429</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *Ibid.* La phrase est prononcée par dans le *NYT*.

<sup>1430</sup> AIEA, Infirc/324, 8 Mai 1985, « Lettre du 6 mai 1985 adressée au directeur général par le représentant résident d'Israël ».

par reconnaître qu'il a fait incarcérer Vanunu mais propose une autre version des faits refusant d'évoquer le nom même de Dimona : « Vanunu a été renvoyé l'année précédente pour voir essayé de copier des documents. Il n'y pas et il n'y a jamais eu de savant de ce nom faisant de la recherche en Israël. En revanche, je confirme qu'un certain Mordechai Vanunu a travaillé comme technicien à un poste subalterne à l'IAEC»<sup>1432</sup>. Nous verrons que cela n'est pas tout à fait exact. Le 4 novembre, le Premier ministre Yitzhak Shamir rétorque cependant à la presse internationale que « l'État d'Israël a ses raisons »<sup>1433</sup>. L'homme sera emprisonné pendant 18 ans pour divulgation de secret portant atteinte à l'État. A lui seul, il brise l'opacité en apportant de très solides preuves. La politique israélienne s'en trouve t-elle bouleversée ? Pas vraiment puisque les « experts » internationaux en stratégie ne se départiront jamais de leur « frilosité ». Les officiels israéliens révisent sans le modifier vraiment le panel des arguments et explications diplomatiques. Ainsi, le président Arie Herzog, lors d'une conférence de presse, confronté à cette question : « pourquoi Israël produit des armes nucléaires ? » Herzog répond : « Qui dit que nous les avons ? ». Les questions se précisent : « Avez-vous des armes nucléaires ? » Le président conclut sèchement « La réponse est non ». Jamais auparavant une réponse n'avait été aussi franchement négative. C'est la première fois, très éphémère il est vrai, que l'opacité est mise entre parenthèse<sup>1434</sup>. Ainsi donc, en 1990, Israël n'a officiellement plus de bombes atomiques ! Ce n'est plus de l'opacité, c'est un déni catégorique.

La guerre du Golfe se profile à l'horizon. Israël s'y prépare. Aussi, le 26 février 1990, à la *Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations*, Pérès laisse échapper : « nous avons tous ce qu'une petite nation peut avoir. Dites-moi quels autres pays produisent leurs propres avions, leurs propres missiles, leurs propres chars, leurs propres missiles de croisières ? Nous avons quelque chose à Dimona qui s'appelle une industrie textile »<sup>1435</sup>. Pérès sait « que ce qui savent comprennent ». Peut-être s'agit-il d'une usine textile apte à tailler des croupières à ses hostiles voisins... Lorsque l'Irak envahit le Koweït, le temps de la dissuasion active et du suggéré verbal est soudain redevenu de mise, pour éviter des tirs de *Scud*. Le 7 novembre, le ministre de la Défense, Moshé Arens, déclare dans *Haaretz* que la réponse en cas de frappes irakiennes sera « *will not be low-profile* » (ne pas faire profile bas, c'est à dire de « réagir »<sup>1436</sup>). Le 29 décembre, Rabin déclare : « nous avons les moyens de riposter de manière dévastatrice, de manière disproportionnée par rapport aux menaces de Saddam Hussein. L'Irak n'est pas hors de notre portée »<sup>1437</sup>. Le respect de cette ambiguïté est

<sup>1431</sup> ONU, AG, Agenda 68, A/42/581, 16 octobre 1987, 42ème session, «Israeli Nuclear Armement».

<sup>1432</sup> Seymour HERSH, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Vintage Books, Random House, New York, 1991, p. 315.

<sup>1433</sup> NYT, 5 novembre 1986, «Shamir Defends Nuclear Silence», Thomas FRIEDMAN.

<sup>1434</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 17.

<sup>1435</sup> *Associated Press*, 26 février 1990, « Perès Makes Rare Reference to Israeli Nuclear Program ».

<sup>1436</sup> *Financial Times*, 2 octobre 2002.

<sup>1437</sup> Pierre RAZOUX, *Op.cit.*, p. 493.



maintenue même si Rabin fait allusion à la puissance de ses missiles et à la nature des charges. Le vocabulaire employé se rapporte incontestablement aux ADM. Mais à la question « pourquoi Israël produit des armes nucléaires ? », Chaïm Herzog répond toujours: « qui dit que nous les avons ? ». Car Washington presse son allié d'éviter que la problématique moyen-orientale ne vienne se greffer à la crise du Golfe.

Aussi, alors que les Scud irakiens tombent sur la terre promise, Shamir se mord les lèvres, mais se soumet à l'opacité nucléaire, sans prononcer une seule fois le mot « nucléaire » pour ne pas exciter l'arsenal chimique irakien: « nous sommes susceptible d'apporter en Irak un lourd désastre ». Le Président Ezer Weizmann avertit l'Irak que « le missile ne sera pas à sens unique ». Il affirme plus tard que « l'option nucléaire permet de prendre de vitesse la prochaine guerre qui ne sera pas conventionnelle »<sup>1438</sup>. Le vice-ministre des Affaires étrangères Benjamin Netanyahu rassure : « Israël ripostera avec sa tête et non avec son cœur »<sup>1439</sup> auquel se rajoute les propos de Dan Shomron, chef d'État-major, affirmant que son pays « n'utilisera pas le premier l'arme nucléaire »<sup>1440</sup>. Il parle néanmoins de représailles « épouvantables et irréversibles », peut-être seulement biochimique. Shimon Pérès dira plus tard : « Saddam savait que nous pouvions répliquer d'une manière violente, et infliger à l'Irak les pires dommages »<sup>1441</sup>.

A mesure que la garde républicaine irakienne est hachée par les obus de 30 mm des *Thunderbolt* américains, il n'est plus besoin de gloser sur la supposition des capacités NBC. Or, Bagdad affirme, le 17 février 1991, avoir tiré des Scud sur Dimona<sup>1442</sup> parce que le site fabrique des armes nucléaires, histoire d'y attirer les caméras internationales pour divulguer les mystères nimbant la ville<sup>1443</sup>. Tel-Aviv dément l'information. Saddam Hussein a au moins réussi à humilier Israël qui doit remettre sa défense aux USA, et met militaires et politiques israéliens dans l'embarras d'avoir des ADM encombrantes et finalement pas très utiles.

### **I.5 De « l'opacité transparente » à la discrétion au nom du désarmement**

A l'issue de la conférence de Madrid, le 30 octobre 1991, l'expert Dan Margalit, proche de Shimon Pérès, estime que la fin de l'ambiguïté nucléaire serait une bonne chose pour le pays car « Israël a maintenant l'occasion unique de joindre le club nucléaire par les grandes portes. Israël gagne une posture nucléaire régionale et sa situation, longtemps statique sera enfin

<sup>1438</sup> *Maariv*, 30 janvier 1998.

<sup>1439</sup> André DUMOULIN, « Du syndrome des Scud à la renaissance des ATBM », ISC - École pratique des Hautes Études / Sciences historiques et philologiques - Sorbonne PARIS.

<sup>1440</sup> *Maariv*, 10 août 1990.

<sup>1441</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 288.

<sup>1442</sup> Le général irakien Abderrazzak Al-Ayubi soutiendra que 5 missiles étaient effectivement tombés sur Dimona, *AFP*, 25 février 1997. Cette information est immédiatement démenti. Mais certains pense que le déni voulait cacher les réelles fonctions de Dimona, et qu'un *Scud* était bien tombé à proximité du réacteur.

<sup>1443</sup> *The Guardian*, 17 février 1991, « The Gulf War: Nuclear Plant is Targeted by Iraq ».

reconnue. [...] Même si les Israéliens arrêtaient la poursuite de leur programme nucléaire dans l'état où il est, son potentiel serait exclusif au Moyen-Orient »<sup>1444</sup>. En novembre, l'attaché du Premier ministre, Shmuel Katz, rectifie qu'Israël « peut contrer toutes menaces arabes en obtenant ses propres bombes nucléaires » dans un délai exprimé en ces termes « *within a few days or less* » traduisible en « en quelques jours ou moins », c'est-à-dire « une précision imprécise »<sup>1445</sup>. Même le délai est opaque et subodore que le pays n'a pas encore de bombes mais peut en fabriquer au moindre prétexte et surtout très rapidement, ce qui revient à dire que le pays peut immédiatement passer du statut d'ENDAN à celui d'EDAN. Puisque l'Union Soviétique défunte ne peut plus alimenter la prolifération, Israël ne se cache plus. Au terme de cette conférence, il est décidé d'instaurer dans la région le *Working Group on Arms Control and Regional Security* (ACRS) dont le secrétaire d'État américain, James Baker, doit s'occuper. Le 6 juin 1993, le général Mordechai Gur, ancien chef d'État-major, affirme lors d'un séminaire du JCSS à Tel-Aviv : « Notre capacité de riposte est suffisamment puissante et dissuasive pour écarter tout risque d'attaque nucléaire contre notre pays. Les dommages que nous infligerions à un nouvel agresseur nucléaire seraient disproportionnés par rapport aux gains que celui-ci pourrait espérer. Nous ne faiblirons pas et nous riposterons de manière dévastatrice si cela s'avérait nécessaire »<sup>1446</sup>. Le propos est clair. Si la Guerre Froide est terminée à l'avantage de l'occident, le monde est plus que jamais instable même si les traités de paix augurent de meilleurs jours. On assiste alors à une « opacité transparente ».

Le 16 novembre 1993, au *National Press Club de Washington*, Rabin répète qu'Israël ne sera pas le premier à introduire des ADM, mais que des discussions bilatérales sont en préparation<sup>1447</sup>. Le processus de désarmement NBC est général dans le monde. Israël, qui pratique l'inverse, dissimule son arsenal et reste évasif sur son adhésion aux traités de désarmement. En août 1994, Pérès, interrogé sur l'ensemble des traités, indique : « Et bien nous sommes pour ces traités (le TNP et la CAC), une fois que nous aurons la paix. Aussi longtemps qu'il y aura des pays hostiles, quel est l'intérêt de parler de ces armes ? »<sup>1448</sup>. Le 15 décembre, Shimon Pérès, propage la rumeur de sa décision de modifier la politique du secret, prélude à geler toutes activités nucléaires si son pays conserve une « avance technologique en la matière »<sup>1449</sup>. Mais le 1<sup>er</sup> février 1995, il se rétracte et affirme que son pays ne signera pas le TNP car entouré de pays « ayant juré sa perte ». La deuxième raison est que l'Iran et l'Irak n'ont, selon lui pas « signé sérieusement » les traités<sup>1450</sup>. Mais quels pays signent

<sup>1444</sup> Mohamed ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 29.

<sup>1445</sup> *Council for Arab-British Under standing* « Israel's nuclear weapons », date inconnue, 8 pages, p. 2.

<sup>1446</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 494.

<sup>1447</sup> *Reuter*, 11/30/93; Executive News Service, 11/30/ 93.

<sup>1448</sup> *Kol Israel*, 31 août 1994.

<sup>1449</sup> *The Nonproliferation Review*/Spring-Summer 1995, p. 113.

<sup>1450</sup> *Reuter*, 2/1/95;

sérieusement les traités ? Néanmoins, à l'ONU, il se prétend favorable à un « Moyen-Orient libre de nucléaire, de missiles, de famines, de discriminations et de tyrannies ». La litanie est tellement longue et démagogique, qu'il est probable que le propos de Pérès soit ironique<sup>1451</sup>.

Dans la même veine, le 12 février, Israël rencontre à Washington les délégués de la Jordanie, de l'AP et de l'Égypte. Pérès rétorque que « depuis Camp David, il n'y a eu aucun changement dans sa position » parce que « la distance entre Dimona et l'Égypte n'a pas changé non plus », c'est-à-dire entre le danger et l'arme qui doit le dissuader. Rabin vient à son secours en franchissant la ligne rouge diplomatique et déclare à propos d'un égyptien affirmant le statut nucléaire d'Israël, « Il a sans doute pris derrière la tête un coup de vent violent »<sup>1452</sup> ! Une délicate réponse diplomatique ! Mais en parallèle de ces joutes verbales, les Israéliens lâchent du lest. Yossi Beilin, appartenant au cabinet Pérès, va discuter au Caire de la MENFZ. Beilin accepte son principe: « c'est le premier pas israélien significatif sur cette question et je crois que le dénominateur commun entre les vues israéliennes et égyptiennes ne sont pas si éloignés, et cette idée du président Moubarak est mutuelle ». C'est un faux-semblant éhonté, mais au moins, Israël se dit d'accord sur le principe à propos d'une bombe officiellement fantôme ! Tel-Aviv se déclare favorable à des inspections communes. Mais elles n'auront jamais lieux. Notamment parce que les normes nucléaires internationales diffèrent des normes nationales.

En mai, le journaliste Abdel Azim Mohamed, sur *Euronews*, interroge Pérès : « le monde entier sait que vous possédez l'arme atomique, vous le confirmez ? », le ministre des Affaires étrangères, répond

« Le monde entier, sauf Israël ; cela n'inclue pas Israël. [...] Israël possède une ambiguïté nucléaire, car les Iraniens disent qu'il faut détruire Israël. Ils essayent d'acheter et de construire une option nucléaire. [...] Ainsi, nous avons une politique à caractère double : amitié avec les amis et prudence envers les ennemis. [...] Israël reconsidéra sa position envers le TNP en y adhérant comme un pays non-nucléaire lorsqu'une paix stable et globale sera appliquée au Moyen-Orient »<sup>1453</sup>.

Israël est donc un pays non- nucléaire, avec des centres de recherches atomiques et des missiles balistiques, un cas un part donc... L'AIEA ne relève pas cette curieuse remarque. Au moins est-il reconnue une politique d'ambiguïté, et la reconnaître, c'est un peu affirmer la possession de l'arme suprême. Un peu plus tard, il explique que son pays ne peut pas avoir eu la bombe parce que : « Nous n'avons pas construit cette option [nucléaire] pour arriver à Hiroshima, mais bien davantage pour arriver à Oslo. Si Israël avait été attaqué cinq fois, sans avoir provoqué qui que ce soit, [c'est] parce que certains de nos voisins pensaient qu'ils pouvaient nous surclasser. Israël voulait créer une situation dans laquelle cette tentative

<sup>1451</sup> Gerald STEINBERG, « Middle East passe and the NPT extention decision », *Nonproliferation Review*, Automne 1996, p. 4.

<sup>1452</sup> *Ibid.*

<sup>1453</sup> Mohamed ABDEL AZIM,, *op.cit.*, p. 8.

n'existerait plus»<sup>1454</sup>. Effectuons à ce sujet un aparté humoristique. En 1995, Pérès avait dit que Dimona avait permis les accords d'Oslo. Mais personne n'a relevé que le contraire était aussi vrai: Oslo à permis... Dimona puisque la Norvège vend l'eau lourde à ce même réacteur (voir deuxième partie)! Pérès, adepte des discours sibyllins, en avait-il conscience? Ce n'est pas impossible... Mais les membres du *Yesha Council*, en juillet 1997, estime que Peres rappelle trop souvent son succès concernant Dimona, alors qu'en fait, le réacteur a fait échouer le processus d'Oslo<sup>1455</sup>. Cette conclusion est contestable. A noter qu'un usage pacifique du nucléaire militaire permet aussi d'imposer la paix par la bombe. Donc tous les programmes nucléaires militaires sont, par essence, pacifiques! Accédant au poste de Premier ministre fin 1995, Pérès rappelle immédiatement qu'il n'y aura pas de changement : « Israël procède à une ambiguïté nucléaire [...] Nous avons une politique à caractère double. [...] Donnez-moi la paix et je renonce au nucléaire ». Bien que cela ne soit pas attesté par les sources officielles, Pérès aurait également ajouté : « Acquérir des systèmes d'armes perfectionnés peut signifier la possibilité de les utiliser pour des buts imposés, qui est de forcer les autres parties à accepter les demandes politiques israéliennes, incluant [...] l'acceptation de traités de paix »<sup>1456</sup>.

En 1996, Israël est invité à s'expliquer publiquement à Vienne, devant un parterre d'accusateurs, au premier rang duquel se trouvent les EAU<sup>1457</sup>. Gideon Franck, représentant de l'État hébreu, rappelle à la 43<sup>ème</sup> CG de l'AIEA que la situation est difficile, d'un contexte particulier et exige de la patience pour qu'Israël puisse simplement éclaircir sa position. Car d'une part, le doute sur les capacités biochimiques de l'Irak persiste, la Syrie est toujours en guerre et refuse à Israël le droit d'exister, de même pour l'Iran, le Hamas et le Hezbollah. Le 11 avril, l'aviation israélienne bombarde des positions du Hezbollah au Liban, dans le cadre de l'opération « Raisins de la colère ». Le processus de paix est compromis. Lors de ces affrontements, constatant encore une fois que Tsahal s'embourbe, le ministre de la Défense israélien menace depuis Washington, d'éliminer atomiquement l'arsenal de missiles du Hezbollah « une fois pour toutes »<sup>1458</sup>. La menace de Shaul Mofaz se concrétise lorsqu'il précise qu'en cas de nouvelles actions du Hezbollah, le Liban « retournera à l'âge de Pierre », c'est-à-dire suppose t-on, avec l'utilisation de l'atome. Le 7 octobre 2003, Ariel Sharon, déclarait à la télévision israélienne, à l'intention de l'Iran, qu'Israël frapperait ses ennemis « à n'importe quel endroit et avec n'importe quel moyen » après avoir à maintes reprises avertit le

<sup>1454</sup> *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information... », *ibid*. Egalement mentionné par Pérès au *Jerusalem Post*, 17 juillet 1998. « Israël s'est doté de l'option nucléaire non pas pour avoir un Hiroshima, mais plutôt pour avoir Oslo. Je crois que sans elle, nous n'aurions pas eu l'accord d'Oslo ».

<sup>1455</sup> *Yediot Aharonot*, 15 juillet 2007, « Peres' remarks infuriate rightists ».

<sup>1456</sup> *Israeli nuclear threats and black mail*.

<sup>1457</sup> AIEA, GC (40)/OR.7, Janvier 1997, 40<sup>ème</sup> session régulière, 19 Septembre 1996, 34 pages , p. 13.

<sup>1458</sup> *Al-Nahar*, 19 décembre 2002, « la nouvelle menace nucléaire ».

Liban d'un retour « à l'âge de pierre »<sup>1459</sup>. Le 10 mai 2006, Shimon Pérès, devenu ministre du développement de la Galilée et du Néguev dans le cabinet Ehud Olmert, confie à *Reuters*: «Le président iranien ne doit pas oublier que l'Iran peut être aussi rayé de la carte»<sup>1460</sup>. Mais quelques heures plus tard, Pérès tente de modérer ses ripostes verbales: «J'ai seulement dit « faites attention avec vos menaces, ceux qui menacent sont menacés. J'ai dit que ceux qui menacent d'anéantir risquent d'être anéantis »<sup>1461</sup>. Avidgor Lieberman, extrême droitiste du gouvernement Netanyahou, en 2009, évoque encore l'utilisation d'armes atomiques sur la Bande de Gaza<sup>1462</sup>. Enfin, en mai 2010, le gimmick « âge de pierre » est encore prononcé à l'intention de la Syrie<sup>1463</sup>. Contrairement donc à ce que l'on a pu dire sur l'Iran, qui était le seul pays à menacer ses voisins d'annihilation, Israël en fait donc autant.

Réagissant aux informations prouvant que la Syrie possède des missiles chimiques, le ministre des Affaires étrangères, David Lévy, avertit Damas de cesser cette démonstration de force car Israël pourrait réagir « avec des armes dont la puissance est au-delà de l'imagination », traduction du langage diplomatique en langage militaire : l'usage de la bombe atomique ! De surcroît, l'AIEA, selon Mordechai, omet « les réalités régionales » et ses traités, trop nébuleux, qui ne sont en rien de solides garantis. De plus, l'AIEA est impuissante devant le trafic de matières radioactives destinées aux terroristes. Franck rappelle qu'Israël a accepté des négociations sur ses capacités balistiques et, contrairement à ses détracteurs, n'a pas enfreint le PTBT<sup>1464</sup>. Or, Franck oublie volontairement les essais NBC effectués en RSA pour contourner la loi. Sur le CTBT, Gideon Frank, également directeur général de l'IAEC, reste dubitatif sur sa crédibilité et son efficacité. Et il sait de quoi il parle, car avec d'autres pays, Israël se joue allègrement des traités, autant de l'AIEA que de l'ONU<sup>1465</sup> ! Les autres aspects de la dissuasion, comme les armes biochimiques, sont aussi rappelés. Ainsi, le 17 novembre, le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai : « Si quiconque ose utiliser des armes chimiques contre nous, nous réagirons avec tous les moyens dont nous disposons »<sup>1466</sup>. En novembre 1997, celui qui est alors ministre des infrastructures, Ariel Sharon, affirme que le pays « serait prêt à répondre (ici à l'Iran) à toute sorte de menace », c'est-à-dire conventionnelles et NBC. Le 22 décembre 1996, Shimon Pérès se confie à l'association des journalistes de Tel-Aviv : « donnez-moi la paix et je renonce au nucléaire. S'il y a une paix régionale, je pense qu'il sera possible d'avoir un Moyen-Orient libre de

<sup>1459</sup> *Haaretz*, 8 octobre 2003.

<sup>1460</sup> *Israelvalley*, 4 avril 2006, *ibid*.

<sup>1461</sup> *L'Orient*, 10 mai 2006, « L'arsenal nucléaire d'Israël pourrait compter jusqu'à 300 ogives ».

<sup>1462</sup> *Réalités*, 2 avril 1999, « La guerre de Gaza et l'image d'Israël », Pascal BONIFACE.

<sup>1463</sup> *Israel7 Media*, 7 mai 2010, « Nous renverrons la Syrie à l'âge de pierre ! ».

<sup>1464</sup> *Partial Test Ban Treaty* interdisant les tests dans l'atmosphère, l'espace et l'eau, signé en 1964.

<sup>1465</sup> *JCSS*, Volume 2, n°4, février 2000, « Israel's Arms Control Agenda », *ibid*.

<sup>1466</sup> *CBWCB*, n°35, Mars 1997, p.23

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
menace nucléaire, de missiles et d'autres armes »<sup>1467</sup>. Mais cette phrase est retournée par les détracteurs de l'État hébreu qui affirment que la région n'a jamais été aussi « calme » et qu'Israël n'a donné aucun signe d'ouverture en retour.

### **I.6 La dissuasion de papier**

Netanyahou, avec son ministre des Affaires étrangères et son ministre de la Défense décident de conserver la stratégie du secret<sup>1468</sup>. Mais l'on converge timidement vers une reconnaissance, que le *JCSS* prend uniquement pour une simple adaptation en fonction de la politique internationale, des traités et des échéances électorales<sup>1469</sup>. Il fait, cette nouvelle politique consiste à gagner du temps afin de préparer sa diplomatie et son opinion publique à une transparence progressive, par la tolérance d'entrefilets médiatiques sur la question (d'où le laxisme apparent à l'encontre de la presse). En effet, le *Herald Tribune*, le 19 décembre 1997, constate que le gouvernement laisse paraître sans réaction des articles de journaux, des travaux universitaires (!) et des ouvrages de plus en plus nombreux sur le sujet, comme si la sphère privée se chargeait d'entretenir la dissuasion alors que le public se réserverait l'opacité. On ne sait pas qui a privilégié cette doctrine, peut-être Ben-Gourion à l'époque. Quoiqu'il en soit, cette « dissuasion de papier » est privilégiée massivement par Netanyaou. Elle se réfère aux « tigres de papier » de Mao, qui montreraient les dents, mais peïneraient en fait à dissuader réellement. Pourquoi une telle évolution sémantique? Peut-être parce que les États voyous, aux abois depuis la chute de l'URSS et la Guerre du Golfe, chercherait maintenant à acquérir rapidement des ADM et à les employer. Au sein de la Knesset, les députés veulent savoir qu'elles seraient les modifications officielles à venir pour s'accorder. Aussi, en août, le *Defense and Foreign Affairs Committee* mène des discussions à séance fermée. L'un des membres du comité, Gideon Ezra, pense « qu'il y ait une nécessité de changer notre position actuelle. Ce que nos ennemis ne savent pas est plus menaçant que ce qu'ils savent ». Le député du sous-comité à la Défense, Ephraïm Sneh ajoute « nous devons penser à ce que nous avons besoin de faire afin de dissuader ou prévenir, ou devancer les frappes nucléaires sur Israël »<sup>1470</sup>.

Un agent du Mossad affirme sur les journalistes dénonciateurs: « Les journalistes ne rapportent que les nouvelles que les agences de renseignement veulent bien leur donner. Et, bien sûr, nous ne disons pas toujours la vérité. Un service secret ne livre que les informations qu'il veut voir publier »<sup>1471</sup>. C'est aussi le cas pour les chercheurs en Histoire et en Science politique, qui s'imaginent qu'un document d'archives déclassifiées (ou non) peut permettre ne

---

<sup>1467</sup> *CBWCB*, n°31, mars 1996. 32 pages, p. 22.

<sup>1468</sup> Anthony CORDESMAN, *Ibid.*

<sup>1469</sup> *JCSS*, Volume 1, N°1, mars 1998, « Change in Israeli Nuclear Policy? », Emily LANDAU.

<sup>1470</sup> *Ibid.*

mettre en porte-à-faux l'information officielle. Cela rappelle la formule d'Arthur Sylvester, secrétaire-adjoint de la défense: «Si vous croyez qu'un seul responsable américain est prêt à vous dire la vérité, vous êtes complètement idiots»<sup>1472</sup>. C'est ce que l'on appelle l'AFMR (*according to foreign media reports*). En d'autres termes, les medias étrangers, sous le couvert de dénonciation soit disantes courageuses, renforcent Israël. En troisième partie, cette thématique sera plus développée.

Pour les 50 ans de l'État hébreu, des politiques sont invités par les médias. Ainsi, en mars, Pérès, interviewé par la chaîne danoise *DR 2 television channel*, confesse qu'Israël, dès les années 50, a développé une « option nucléaire » avec l'aide de la France. Rien n'est dit directement sur la bombe. Lorsqu'on lui demande à quoi servent les « capacités nucléaires », Pérès, un sourire en coin, lâche cette formule explicite : « nos capacités nucléaires ne sont pas utilisées pour la guerre mais pour la paix, pour dissuader la guerre »<sup>1473</sup>. Dans le *Jerusalem Post*, le 17 juillet, il affirme enfin qu'«Israël s'est doté de l'option nucléaire non pas pour avoir un Hiroshima, mais plutôt pour avoir Oslo. Je crois que sans elle, nous n'aurions pas eu l'accord d'Oslo ». Le ministre de la Défense, Yitzhak Mordechai, ajoute que la politique consistant à dire depuis trente ans qu'Israël ne sera pas le premier pays à introduire des armes au Moyen-Orient était « une formule qui avait bien servi et qui devait être conservé pour plus tard. Elle complète la dissuasion. Il n'est pas encore temps de briser ce tabou » ajoute un officiel israélien<sup>1474</sup>.

Ephraïm Sneh pense que la dissuasion passant par l'ambiguïté n'est pas suffisante et qu'ainsi, Israël se doit « d'investir des milliards de dollars dans le cadre des deux doctrines », c'est-à-dire l'opacité et la dissuasion effective<sup>1475</sup>. En août 1998, l'État juif met fin à son opposition sur l'ouverture des pourparlers en vue d'un traité sur l'arrêt des productions de matières à fission (uranium, plutonium), qui gèle la capacité des pays signataires. Israël était le dernier des 61 États membres de la commission de désarmement de l'ONU à s'y être jusque-là opposé. Son acceptation est obtenue en contrepartie d'une promesse américaine de soutenir Israël dans le cas où ses intérêts vitaux seraient en danger. Mais en contrepartie, ce traité doit aboutir à l'ouverture de Dimona aux inspecteurs internationaux ce qui modifierait radicalement la politique d'opacité. Deux mois plus tard, en marge de l'accord israélo-palestinien de *Wye Plantation* du 23 octobre, Clinton et le Premier ministre israélien signent un mémorandum important, qui évoque le « renforcement de la capacité de défense et de dissuasion d'Israël ». Des experts expliquent que la formule utilisée confirme l'accord public

<sup>1471</sup> *Israelorg*, 24 novembre 2008, « Interview d'un ex-agent du Mossad : Michael Ross ».

<sup>1472</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 141.

<sup>1473</sup> *Washington Times*, 2 mai 1998, p.6.

<sup>1474</sup> *Jane's Defence Weekly*, 17 June 1998, p. 22; «Israel mulls nuke stance amid new threats», *Defense News*, 29 June–5 July 1998, p. 3.

<sup>1475</sup> *Center for Nonproliferation Studies*, 14 juillet 1998, «Israel's Nuclear Posture Review».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
des États-Unis avec la dissuasion ambiguë d'Israël, car Washington reconnaît avoir échoué à mettre un terme à la diffusion des missiles balistiques dans la région. Cela revient à une reconnaissance officielle, même si les mots « atomique » ou « nucléaire » sont remplacés sous le vocable plus diplomatique de « dissuasion ».

L'élection d'Ehud Barak est un soulagement pour ceux qui pensent que les travaillistes vont clore la radicalité du *Likoud*. Ils se trompent<sup>1476</sup>. Dan Meridor, président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense à la Knesset déclare : « Israël ne doit pas changer sa politique sur la question de la force de frappe nucléaire, si elle existe ou non. Cette attitude est bonne pour les intérêts d'Israël ». Il n'existe pas de différence dans les discours politiques du Parti travailliste ou du *Likoud*, ou même plus tard, émanant de *Kadima*. En 1999, Ehud Barak expose qu'« Israël devait maintenir l'option nucléaire indéfiniment »<sup>1477</sup>, mais comme un choix parmi d'autre. Yossi Alpher, explique le musellement des autorités et de la presse concernant les questions relatives au NBC : « Israël est confronté à des mesures de sécurité particulières qui obligent à des mesures qui n'ont pas cours dans les autres pays occidentaux ». Ce qui revient à reconnaître la censure. En réalité la dissuasion de papier n'est pas bridée, sauf si elle rentre dans les détails. Le 5 octobre, Barak répond à *Haaretz* : « même en temps de paix, Israël continuera à garder son potentiel de dissuasion stratégique, aussi longtemps que nécessaire, en terme de géographie et de temps »<sup>1478</sup>. Dans le fond, rien ne change. En réalité, les concessions d'Ehud Barak doivent s'assortir de proclamations de garantie, dont « l'option nucléaire » doit faire partie, en échange des accords de Wye Plantation. Un ancien diplomate américain explique : « Si cela était explicite, cela créerait des problèmes avec ses voisins, mais Israël ne les menace pas 'de manière offensive' »<sup>1479</sup>.

### **I.7 Le duel Sharon/Baradei: « Ceci n'est pas une bombe » !**

La menace iranienne commence à monopoliser les médias. Les politiques israéliens, en fonction ou en semi retraite, doivent préciser la position de leur pays, tel Shimon Pérès : « Un certain secret doit être maintenu, les soupçons et le brouillard qui entourent cette question sont constructifs car ils renforcent notre dissuasion »<sup>1480</sup>. Dans ce contexte, *Haaretz* évoque la possibilité que les Américains ressortent une proposition de traité international sur la production de matières fissiles : Les pays signataires tels qu'Israël, l'Inde ou le Pakistan s'engageraient à cesser de produire ces composants indispensables à la production d'armes nucléaires dans le futur. En échange, ces États ne seraient pas soumis à un contrôle

<sup>1476</sup> Shai FELDMAN, *op.cit.*, p. 102.

<sup>1477</sup> Barry SCHNEIDER, *op.cit.*, p. 99.

<sup>1478</sup> JCSS, Vol 2, n°4, février 2000, « Israel's Arms Control Agenda ».

<sup>1479</sup> *Washington Post*, 15 juin 2002, « Israel has sub-based atomic arms capability ».

<sup>1480</sup> *Washington Post*, *Ibid.*



international des stocks dont ils disposent, ce qui renforcerait l'opacité<sup>1481</sup>. Après tout, malgré leurs essais, l'Inde et le Pakistan sont toujours considérés comme des ENDAN. Pérès, interrogé par la *Foreign Press Association* sur l'Irak et l'Iran, estime :

« Aussi longtemps que la suspicion est assez claire pour dissuader, pourquoi la clarifier davantage. Nous ne voulons menacer personne, nous voulons dissuader. L'Irak et l'Iran ont signé le TNP. Et Alors? Ils ont élaboré des capacités nucléaires ostensibles Il n'y a personne pour les stopper. Notre problème n'est pas l'Égypte. Notre problème n'est pas la Jordanie ou d'autres pays arabes. Notre problème est fondamentalement l'Iran et l'Irak, deux gouvernements irresponsables qui ont clairement bâti des capacités nucléaires et il n'y a personne pour les arrêter »<sup>1482</sup>.

Sauf que la capacité atomique de Bagdad n'est pas reconnue dans le monde. Le 11 mai, David Levy explique le refus d'adhérer au TNP : « nous n'avons pas encore atteint le stade où les amis d'Israël peuvent garantir notre sécurité »<sup>1483</sup>, ce qui revient à insulter les États-Unis et ses alliés!

Le 5 juillet 2000, Gideon Frank accepte, la tenue d'un forum de discussion avec les États concernés, à condition de:

« Se concentrer sur une expérience acquise dans d'autres régions avec la considération particulière sur les choses nécessaires pour le développement et l'établissement réussis des ZEAN. Elle devrait couvrir les conditions politiques et de sécurité pour la création d'une ZEAN. [...]Aucune question sur le Moyen-Orient ne sera formulée. Les questions concernant l'Amérique latine, seront faites par des fonctionnaires, des experts techniques et des académiciens sur des capacités (celles d'Israël), non officielles. La conférence inclura également des visites d'inspection, afin de fournir aux participants une impression vive du régime mutuel de vérification complété par des garanties de l'AIEA »<sup>1484</sup>.

Israël conseille donc pas moins d'organiser une simulation d'un Israël nucléaire, dont les paramètres techniques et politiques seraient amputés pour ne pas nuire à la susceptibilité nationale ! On peut s'interroger sur l'impact d'une telle « reconstitution » qui fait mieux que de respecter l'ambiguïté. L'option Samson pourrait être portraiturée par le surréaliste Magritte: « Ceci n'est pas une bombe » !

En 2001, lors de la 48<sup>ème</sup> conférence de l'AIEA, Franck ne confirme pas le statut nucléaire de son pays, mais parvient à dévier les critiques par cette superbe réponse : « Israël ne fait pas de secret sur ses réserves verbales fondamentales et sur ses intérêts et distances prises avec le traité »<sup>1485</sup>. Franck n'ignore pas les propres publications de l'AIEA ou de certains pays membres qui pointent les particularités du cas israélien. Le directeur de l'IAEC riposte vigoureusement :

« Mr. le président, Au cours de la récente visite du DG en Israël, nous avons discuté de l'ordre du jour lors d'un forum, conformément à la déclaration présidentielle GC 2000 (GC (45) / DEC/12). Cela s'est fait dans un esprit de coopération, qui est également une base de consensus. Israël ne peut pas s'attendre à soutenir réellement cette approche, à moins dans un esprit de coopération, s'il n'est pas réciproque, par les autres parties régionales. Ceci vaut surtout pour le point n°20, dite 'capacités nucléaires israéliennes et menaces'. Une prolifération alarmante au Moyen-Orient a eu

<sup>1481</sup> *Le Figaro*, 27 décembre 2003, p. 3

<sup>1482</sup> *United Press International*, 30 avril 2000, « Peres Defends Israel's Nuclear Ambiguity ».

<sup>1483</sup> Barry SCHNEIDER, *Ibid.*

<sup>1484</sup> AIEA, GOV/2001/36-GC(45)/19, 30 Juillet 2001, Item 23 of the Conference's provisional agenda, (GC(45)/1), « Application of AIEA safeguards in the Middle East », 17 pages, p. 12.

<sup>1485</sup> AIEA, 48<sup>ème</sup> Conférence Générale, « Statement by. Gideon Frank, directeur général de l'*Israel Atomic Energy Commission* », 7 pages, p. 5

lieu ces dernières années. Aucun d'entre eux n'a impliqué Israël, même si beaucoup peuvent nuire à nos capacités. Ainsi, nous ne voyons pas de justification pour ce projet de résolution. Ce texte est cyniquement utilisé dans cette Conférence à des fins politiques, pour nuire à Israël. Les deux actions sont motivées politiquement et concernent peu les objectifs de l'AIEA et son mandat. Cela suscite un sérieux doute sur la sincérité de ses auteurs et leur volonté de faire de réels progrès vers la sécurité coopérante au Moyen-Orient. Je lance donc un appel à tous les Etats membres de rejeter une telle proposition. Israël ne sera pas en mesure d'appuyer le point 19 sur le thème 'Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient' si aucune mesure n'est prise sur le point 20 »<sup>1486</sup>.

Sans nier les faits (ce qui est très important et recouvre la stratégie de dissuasion), Franck met en doute, avec une audace magistrale, les allégations des autres pays le concernant, car relevant de règlement de compte politique et stratégique plus que technique. Il ne s'agit en fait que d'une protestation formelle, et non pas de mise en demeure. Afin de prouver sa bonne foi, l'IAEC promet l'avancement des recherches nucléaires sur les cancers, dans l'intérêt de tous, ce qui soulève des accusations de démagogie dans la salle. Israël se joint également à la décision du G8 d'un moratoire sur les échanges de combustibles en attente d'une nouvelle législation, ce qui permettrait en fait de profiter, un temps, du vide juridique à diverses fins. L'agence, résume les accords contractés avec Israël, mais uniquement sur le civil :

« Signataire sous réserve de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires; partie sous réserve des Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence; signataire de l'Accord complémentaire révisé concernant la fourniture d'une assistance technique par l'AIEA et de la Convention sur la sûreté nucléaire »<sup>1487</sup>.

En 2002, après avoir chaudement félicité El Baradei pour sa réélection, Gideon Franck rappelle les efforts de son pays sur : l'adhésion au NSG, sur le contrôle des échanges déjà évoqué, sur la normalisation envers la résolution 1540 qui s'attelle à la prévention d'ADM terroristes, sur l'adhésion à la *Convention on Physical Protection of Nuclear Materials* (CPPNM), sur la bonne volonté de l'IAEC qui collabore avec ses homologues sur l'utilisation du combustible que traite Nahal-Sorek, et enfin sur le soutien à la CTBT. Franck tient ensuite à préciser par des formules diplomatiques que le cas israélien est « particulier » est qu'il doit le rester. Le 2 décembre, le responsable israélien du *National Council Security* déclare « l'émergence d'une attaque massive change les règles du jeu, le comportement national crée une dynamique internationale qui ouvre des options d'ouverture inacceptable pour (notre) opinion publique. Une grande et variée gamme de capacités de dissuasion ne doit pas être divulguée prématurément »<sup>1488</sup>. Et pour montrer sa « bonne volonté » (terme très utilisé par Tel-Aviv), Mohamed El Baradei est invité à se rendre en Terre Promise pour juillet 2004. C'est la première fois qu'une telle invitation en Israël est proclamée envers un président de l'AIEA. Franck ajoute que le nucléaire civil israélien est un bénéfice car il devrait permettre de constituer un grand centre de radiologie à l'*Augusta Victoria Hospital* de Jérusalem, ouvert

<sup>1486</sup> AIEA, 48<sup>ème</sup> Conférence Générale, Statement, *op.cit.*, p. 7.

<sup>1487</sup> AIEA, Rapport annuel 2001, GC(46)/2, 181 pages, p. 158.

<sup>1488</sup> CBWCB, n° 59, Mars 2003, 32 pages, p. 19.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
aussi aux Palestiniens et aux Jordaniens, appelés ici « partenaires »<sup>1489</sup>. La fibre humanitaire fait soupirer El Baradei, pas dupe, mais qui sait qu'effectivement, la recherche israélienne en la matière est aussi un réel bienfait pour les Arabes, accueillis dans cet hôpital. Mais que peut faire le patron de l'AIEA lorsqu'Israël, pour marquer encore une fois ses « bonnes intentions », décide d'augmenter sa contribution financière à « l'austère budget » de l'AIEA, comme une sorte de corruption...?

Sharon, avertit en 2003: « Israël frappera ses ennemis à n'importe quel endroit et avec n'importe quel moyen ». Lorsque l'AG des Nations Unies vote la résolution 164-4, il confie qu'Israël de démantèlera pas les « *special measures* » au motif que les USA ne resteront pas éternellement au Moyen-Orient. Pendant ce temps, les USA votent contre la résolution de l'ONU sur le CTBT, l'Inde vote contre l'élimination des armes nucléaires et Israël et la Micronésie votent contre la zone neutre au Moyen-Orient. Au mois d'octobre, dans une interview au *Jerusalem Post*, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le lieutenant-général Moshé Yaalon, déclare que le terrorisme et la prolifération d'armes nucléaires dans la région sont les principales menaces sur la sécurité d'Israël. Selon lui, le pays bénéficie encore d'un important capital de dissuasion, mais sans entrer dans les détails. Toutefois, il pense que cette dissuasion est victime de sa puissance, car « cela explique pourquoi ses ennemis ont choisi la voie du terrorisme. [...] L'Iran est un régime extrémiste, qui encore aujourd'hui fait défiler des roquettes *Shahab-3* sur lesquelles sont inscrits des slogans disant 'Ce missile peut semer la destruction au sein de l'État d'Israël [...]. Israël doit avoir une réponse à ceci »<sup>1490</sup>.

L'analyste israélien Pedatzur écrit en 2004 dans *Haaretz* que : « La décision de la Libye de démanteler ses ADM, ainsi que la signature par l'Iran du protocole additionnel du TNP et son engagement à cesser ses activités d'enrichissement d'uranium » devaient forcer Israël à « proposer un nouvel accord avec les autorités américaines en vue de faire reconnaître son statut nucléaire »<sup>1491</sup>. Pérès en rajoute, mélangeant humour et mystère, quitte à se moquer de l'aspect « textile » du réacteur :

« C'est la création de Dimona [...] fer de lance de notre programme de recherche que les Israéliens, par dérision, mais aussi par affection, désignent sous le nom mystérieux d'« usine textile ». [...] C'est notre supposée option atomique. [...] Je me souviens de Rabin me disant : 'moi, je sais comment on peut utiliser les armes, faire usage de la force, mais toi, tu as su comment construire ces forces'. Et je me suis dit que si, justement, nous savons comment construire ces forces, peut-être pourrions-nous à jamais faire l'économie de leur utilisation. [...] Cela dit, il faut bien constater, hélas, qu'Israël est toujours en guerre. A qui la faute ? Tout

---

<sup>1489</sup> AIEA, « Statement by Mr. Gideon Frank, Director General of IAEC, 49<sup>ème</sup> CG », 7 pages, pp 4-7.

<sup>1490</sup> *Jerusalem Post*, 24 octobre 2003, « Le chef d'état-major israélien met en garde contre les 'menaces existentielles' qui pèsent sur Israël ».

<sup>1491</sup> *Courrier International*, « Formons un lobby Pakistan- Inde-Israël ! », 25 février 2004. Le dispositif du protocole additionnel du 22 septembre 1998 complète les mesures de l'accord de garanties fondé sur la vérification par l'AIEA de la comptabilité des matières nucléaires déclarées. 58 des 189 États membres du TNP appliquent le protocole additionnel.

La bombe est ici « supposée ». Baradei va-t-il dissiper le doute ? En avril, ce dernier débarque donc en Israël. Une visite de Nahal-Sorek est autorisée pour les journalistes, mais pas à Dimona. Le directeur général de l'AIEA se heurte à l'attitude de Sharon qui prévient que la visite de Baradei n'y changera rien. Israël n'a pas l'intention de reconnaître qu'elle possède l'arme nucléaire, ni d'ouvrir Dimona aux inspections internationales. Le Premier ministre renchérit : « La politique d'ambiguïté sur le nucléaire qui est la nôtre a fait ses preuves et elle se poursuivra. [...] Israël est obligé de détenir entre ses propres mains toutes les composantes de la force nécessaires à sa défense »<sup>1493</sup>. « El Baradei s'est beaucoup occupé de l'Iran. Il doit maintenant s'occuper de l'autre côté car il faut rétablir l'équilibre », conclut Jon Wolfsthal, de la *Fondation Carnegie* pour la paix, de Washington. Gerald Steinberg, du *Centre de Jérusalem pour les affaires publiques*, conteste cette vision. Selon lui « il n'y a pas de base pour un changement » car « Israël ne peut accepter un marchandage faisant le lien entre le programme nucléaire illégal de l'Iran et les pressions lui enjoignant d'abandonner sa force de dissuasion nucléaire »<sup>1494</sup>.

Sharon emploie ensuite la « dissuasion de papier ». Le 23 avril, il se fend d'une phrase la plus explicite et la plus vague possible « si vous lisez la presse étrangère, vous devriez voir qu'il parle d'un vaste complexe avec des outils défensifs, qu'Israël tient entre ses mains »<sup>1495</sup>. Le 7 juillet, il récidive en précisant : « Israël possède entre ses mains presque tous les éléments du pouvoir nécessaire pour se protéger par lui-même. Notre politique de l'ambiguïté sur les armes nucléaires a prouvé sa valeur, et elle continuera »<sup>1496</sup>. « Presque », cela signifie quoi au juste. Que manque-t-il à cet arsenal ? El Baradei, embarrassé, se contente alors de répéter les propos de Sharon aux journalistes « le Premier ministre, ce matin, m'a affirmé que la politique d'Israël est que dans un contexte de l'établissement du processus de paix au Moyen-Orient, Israël recherchera à l'établissement d'une ZEAN »<sup>1497</sup>. Sharon refuse toute confirmation nette et franche et s'enfonce dans la négation exagérée : « Je ne sais pas ce qu'il (El Baradei) vient voir. Israël est obligé de détenir entre ses propres mains toutes les composantes de la force nécessaire à sa défense »<sup>1498</sup>. Baradei termine sa visite le 9 juillet, et avec l'assurance du Premier ministre, il triomphe devant les journalistes : le pays est tout disposé à ce que la question du nucléaire soit incluse dans la « feuille de route ». Mais dans le même temps, Sharon refuse « pour raisons de sécurité » l'entrée sur son sol du journaliste

<sup>1492</sup> Shimon PERES, *Un temps pour la guerre...*, *op.cit.*, p. 70. La faute est celle de Barak.

<sup>1493</sup> *Le Figaro*, 7 juillet 2004, p. 3, *Israël maintient l'ambiguïté sur sa force nucléaire*.

<sup>1494</sup> *Le Figaro*, mercredi 7 juillet 2004, *Ibid.*

<sup>1495</sup> *AP*, 24 April 2004, « Sharon Hints at Israel's Nuclear Deterrent ».

<sup>1496</sup> *BBC*, 7 juillet 2004, « Israel Tells of Iran Nuclear Fear ».

<sup>1497</sup> *BBC*, 8 juillet 2004, « Hope' for nuclear-free mid-East ».

<sup>1498</sup> *Le Monde Diplomatique*, Août 2004.

britannique Peter Hounam, qui avait révélé l'existence de l'arsenal, sur la foi d'informations données par Vanunu, et freine sur l'inclusion du nucléaire dans le processus.

Baradei s'est donc fait grugé. Le 5 septembre, le résident représentant de l'IAEC, Israel Michaeli, lui envoie une lettre à propos de l'*item 22* de l'agenda prévisionnel de la conférence intitulée *Israeli nuclear capabilities and threat*. Voici ces propres propos qu'il n'est pertinent de traduire, afin d'en conserver le sens et la valeur:

« The suggestion that this item be included in the agenda for the upcoming General Conference is neither substantially warranted nor practically desirable. It neither addresses the most pressing proliferation concerns in the Middle East, nor does it create a favourable climate for discussing issues in which the Agency's GC deliberations could play a constructive role. Furthermore, there is another resolution on the "Application of the IAEA safeguards in the Middle East" that has been adopted by consensus by all the Member States for the last 13 years. Although Israel has made no secret its fundamental reservations to the language and the modalities of this resolution, it has joined the consensus on this resolution out of a belief that a NWFZ could eventually serve as an important complement to the overall efforts for peace, security and arms control in the region. The Agency's GC would thus be well advised to sustain the consensus on the 'Application of the IAEA safeguards in the Middle East' resolution, and remove this frivolous request on the so-called 'Israeli Nuclear Capabilities and Threat' from its agenda»<sup>1499</sup>

L'israélien juge évidemment toutes discussions sur le sujet hors de propos, ce qui n'est pas constructif pour des négociations à venir. Pas une fois l'arsenal n'est confirmé. Israël juge que toutes discussions basées sur des postulats techniques mettraient en danger la dissuasion. Même si le fond législatif n'est pas remis en cause, c'est davantage la forme qui est critiquée. Israël considère toujours, à juste titre, que les débats servent surtout les intérêts de pays hostiles.

Gabriella Gafni, représentante permanente à l'AIEA pour Israël, remet le 7 septembre la position officielle de l'État hébreu, à la suite de la visite d'El Baradei : « Suivant l'établissement d'un processus de paix entier et prolongé et la reconnaissance mutuelle des nations, le processus pourrait mener aux discussions sur les ADM et le dossier du contrôle des armements et éventuellement mener à des négociations régionales sur l'établissement d'un ZEAN au Moyen-Orient»<sup>1500</sup>. Dès lors, aux arguments déjà mentionnés, se rajoute la problématique terroriste et l'évolution de la feuille de route. Israël refuse de se nommer isolément et noie son cas particulier sous la formule « Moyen-Orient ». Israël sait bien que ce dossier ne sera pas résolu avant longtemps, ce qui remet *sine die* toutes négociations ; en soit une habile stratégie. Le prétexte pourrait servir, selon Gafni, de fer de lance pour faire aboutir d'autres revendications politiques des États arabes, une sorte de chantage<sup>1501</sup>.

<sup>1499</sup> AIEA, General Conference, GC(49)/21, 9 septembre 2005, 49th regular session, Item 22 of the provisional agenda, « Israeli Nuclear Capabilities and Threat ».

<sup>1500</sup> AIEA, GOV/2004/61/Add.1-GC(48)/18/Add.1, 10 septembre 2004, Item 10 of the Board's provisional agenda (GOV/2004/51), Item 19 of the Conference's provisional agenda (GC(48)/1), « Application of IAEA Safeguards in the Middle East ».

<sup>1501</sup> AIEA, GC(48)/24, 20 septembre 2004, Forty-eighth regular session, Item 22 of the provisional agenda, (GC(48)/1), Examination of Delegates' Credentials, « Text of communication dated 20 September 2004 received from the Resident Representative of Israel to the International Atomic Energy Agency ».

Durant la grande séance plénière<sup>1502</sup>, Franck explique encore la position d'Israël par une nouvelle batterie d'excuses. Premièrement, la menace qui pèse sur l'État hébreu est en augmentation. En second lieu, « trois autres États sont en infraction »<sup>1503</sup>. C'est la première fois qu'Israël cible l'Inde, au côté du Pakistan et de la Corée du Nord, même si ces États ne sont pas explicitement nommés. Or, l'Inde est un allié précieux. Israël définit la région hostile qui la concerne comme partant du Maroc pour terminer en Corée du Nord, ce qui permet d'avoir toujours une menace « sous la main » pour bénéficier d'un traitement préférentiel. Le pays accepte toutefois d'en discuter de manière informelle, mais sous conditions. En résumé, Israël lâche du lest d'un côté. Et lorsque le pays doit rendre des comptes concernant ce côté, Israël se braque de nouveau et se concentre sur un autre point. Entre temps, le pays renforce sa dissuasion.

### **I.8 Face à la « menace tandem » syro-iranienne : la dissuasion quasi assumée**

L'Irak est depuis deux ans la proie du chaos. La Syrie et l'Iran, à l'abri de leurs missiles, deviennent les seules menaces immédiates. Le 7 septembre 2005, Benjamin Netanyahu préconise contre l'avis d'Ariel Sharon la levée du secret seulement « s'il s'avère que l'Iran soit parvenu à développer un armement nucléaire »<sup>1504</sup>. Mais le programme biochimique devra rester secret. Ce dernier menace l'Iran : « Nous sommes en mesure de traiter cette affaire et nous nous préparons activement à être prêts pour une telle situation »<sup>1505</sup>. Il s'agit encore une fois de règlement de compte politique à l'intérieur d'un même parti, Sharon et Netanyahu étant rivaux. Mais pourquoi maintenir l'opacité contre l'Iran, dans la mesure où l'Iran n'ignore pas le potentiel cauchemardesque de son ennemi, cela pour y avoir participé dans les années 70 ?! En décembre, Sharon prévient qu'il ne faut pas « accepter une situation qui verrait Téhéran détenir des armes nucléaires. D'ailleurs, notre pays a mis en place les préparatifs nécessaires pour faire face à une telle situation »<sup>1506</sup>. Pourtant, le 4 avril 2006, la Knesset autorise la publication de quelques aspects de la R&D militaire NBC. Cette nouveauté s'explique par l'organisation d'une campagne de promotion du high-tech NBC civil pour des investisseurs étrangers, afin de trouver des financements<sup>1507</sup>. Ce qui ne signifie pas qu'Israël accepterait l'inspection de ses laboratoires les plus secrets par l'AIEA et la

<sup>1502</sup> AIEA, GC(48)/OR.10, octobre 2004, 48<sup>ème</sup> session plénière régulière, « Enregistrement de la dixième réunion », vendredi 24 septembre 2004, President: Mr. RONAKY.

<sup>1503</sup> Gideon Franck abandonne son poste en 2007 après 14 ans de service. Son remplaçant, le brigadier général Shaul Horev, n'est rien d'autre que l'assistant du ministère de la Défense pour les « projets spéciaux ». Un militaire pour un poste civil reflète la véritable importance de l'AIEC. Franck aura servi sous 6 Premiers ministres, de Rabin à Olmert. *Haaretz*, 26 février 2007, « Nuclear energy boss to retire brig-gen Horev net to line », OREN Amir.

<sup>1504</sup> *Yediot Aharonot*, 6 septembre 2005.

<sup>1505</sup> *Le Monde Diplomatique*, février 2009, « Quand Israël et l'Iran s'alliaient discrètement »

<sup>1506</sup> *Marianne*, 5 juillet 2006, « Israël. La menace venue du Nord », Patrick GIRARD.

<sup>1507</sup> *Israelvalley*, 4 avril 2006, « le 'strep tease' de Nahal-Sorek se referme », Daniel ROUACH.

ratification de la CAB et de la CAC, ce qui ferait fuir les investissements étrangers et jetterait le doute sur le pays. Dès lors, on comprend pourquoi les armes biochimiques israéliennes nécessitent une politique différente des armes nucléaires, tant sur le plan de l'ambiguïté que sur le plan militaire. On peut sous-entendre posséder la bombe, mais pas le biochimique.

Interrogé par l'émission *Riposte*, sur *France 5*, le 20 novembre 2005, l'ambassadeur israélien en France Nissim Zvili déclare : « Si vous croyez qu'Israël, pendant dix ans, n'a rien fait pour se protéger ou pour assurer cette éventualité, alors je peux vous dire qu'on a fait presque tout le possible et nécessaire pour protéger l'État d'Israël ». L'opacité est cependant mise à mal lorsque le même mois, le ministère de l'industrie et du commerce publie par erreur sur son site, ...la liste de tous les employés de Dimona avec leurs adresses personnelles, un dégât bien plus conséquent que ce qui est reproché à Vanunu ! La liste reste affichée des heures durant, avant d'être retirée en catastrophe. La réputation de la sécurité israélienne n'est elle plus dissuasive<sup>1508</sup>. Dans le même genre, Pérès répond à la question : « Pensez-vous que la France a une responsabilité vis-à-vis de la prolifération nucléaire au Proche-Orient, y compris en Israël » :

« Je ne pense pas, même si la France a fourni de l'uranium enrichi à l'Irak, du temps de la présidence de François Mitterrand. Le problème, surtout, et que l'Irak et l'Iran promettent de nous détruire, alors que nous, qui sommes supposés disposer de cette arme, ne menaçons personne. La différence ne réside pas seulement dans la technologie, mais aussi dans les intentions. Nous n'avons jamais exprimé le désir de rayer un pays de la carte»<sup>1509</sup>.

Autrement dit, la France est responsable de la bombe irakienne, mais pas de Dimona ; Israël peut être une puissance nucléaire, mais ses intentions font toute la différence ; le pays n'est pas un pays nucléaire comme les autres, donc pas une puissance nucléaire. Quand aux menaces avérées de frappe nucléaire d'Israël, C'est un silence complet.

En septembre 2006, Gideon Frank, présente un texte à l'AIEA, dont l'introduction révèle l'audace d'Israël. La traduction n'est pas aisée, aussi, voici ce qui a été dit précisément : « *We in Israel recognize the special responsibility this state of affairs confers on us. Moreover, our Jewish heritage and democratic values have predisposed all Israeli governments to tread in this domain with special caution, continually exercising maximum self restraint even in the face of grave challenges or seemingly attractive opportunities*»<sup>1510</sup>. Le message est néanmoins explicite. La dissuasion nucléaire existe, elle ne peut être remise en cause, mais Israël souhaite multiplier les adhésions sur les autres terrains de la non-prolifération : *MTCR, PSI, Global Threat Reduction Initiative; Convention on the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism*. Ce petit extrait soutient que l'opacité appartient aussi à la tradition et l'histoire de la culture juive.

---

<sup>1508</sup> *Yediot Aharonot*, 23 février 2006, «Names of nuclear workers mistakenly published». Le 3 mars 2010, Tsahal annule une action en Cisjordanie après qu'un militaire ait divulgué des informations sur l'opération sur sa page *Facebook*.

<sup>1509</sup> *Arabes*, avril 2007, « La dernière figure », pp. 14-16.

<sup>1510</sup> *IAEC*, « Statement By Mr. Gideon Frank, Director General Israel Atomic Energy Commission, To the 50th General Conference of the International Atomic Energy Agency », 20 septembre 2006.

Un argument imparable et difficilement attaquable sans basculer dans l'antisémitisme. Et afin d'appuyer sa demande consistant à forcer l'AIEA à ne pas répondre favorablement aux *desiderata* de la coalition arabe, Israël souligne que ses capacités nucléaires répondent également au projet du synchrotron appelé « SESAME ». Ce projet dicit Frank, permettra un partenariat nucléaire civil avec la Jordanie, mais aussi à l'AP, dans l'énergie, l'agriculture, l'industrie et la science médicale<sup>1511</sup>. Promettre le progrès à la région, contre le silence de l'AIEA, que peut-on faire contre un tel argument ?

L'essai nord-coréen, fin 2006, révèle toute l'inefficacité de l'AIEA. Dans ce contexte, Shimon Pérès, sur les ondes de *Galei Tsahal*, essaye de contrer les véto de Moscou et Pékin à l'Onu, contre l'adoption de sanctions contre Téhéran: « Le programme nucléaire de Pyongyang est un problème qui concerne le monde entier. [...] Le même scénario se produira au Moyen-Orient si l'Iran se dote de l'arme atomique ». Revenant sur Dimona, il explique que « la centrale avait justement été construite pour faire face à la situation que nous vivons aujourd'hui. Heureusement, grâce à cette infrastructure, nous possédons toujours une force de dissuasion »<sup>1512</sup>. Les propos de l'ancien Premier ministre sont de plus en plus clairs et évoluent vers une reconnaissance complète. Par contre, en septembre 2006 à l'AIEA, Gideon Franck n'hésite pas à repousser toutes discussions en utilisant tous les moyens, même les prétextes religieux, évidemment inattaquables :

« La délégation israélienne doit quitter la CG après les débats de jeudi en raison du début de *Rosh Hashanah*, le nouvel an juif. Nous avons fait d'importants efforts avec l'aide d'un grand nombre d'éminents États membres pour parvenir à un accord qui garantirait qu'aucune mesure ne serait prise au titre du point 21 de l'ordre du jour. Il n'a cependant pas été possible de parvenir au même accord que l'année dernière et les autres propositions que nous avons faites ont été repoussées. [...] Je souhaite souligner que c'est là une issue regrettable et fâcheuse qui aura certainement des répercussions sur nos positions futures »<sup>1513</sup>.

Dans une autre réunion, il déclare :

« L'idée d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session de la CG n'est ni justifiée sur le fond ni souhaitable sur le plan pratique. Elle ne répond pas aux préoccupations les plus urgentes en matière de prolifération ni aux questions plus générales de sécurité et ne contribue pas à instaurer un climat favorable à l'examen de problèmes auquel les délibérations de la CG de l'agence pourraient apporter une contribution utile. En outre, l'ordre du jour comporte un autre point concernant l'« Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient » sur lequel une résolution a été adoptée par consensus pendant les 14 dernières années. Bien qu'Israël n'ait pas caché ses réserves fondamentales vis-à-vis du libellé et des modalités de cette résolution, par souci d'appuyer le consensus dont elle fait l'objet, il est prêt à appuyer cette résolution, convaincu qu'un Moyen-Orient exempt d'ADM et de missiles balistiques pourrait à terme être un complément important aux efforts globaux déployés en faveur de la paix, de la sécurité et de la limitation des armements dans la région. La CG aurait intérêt à retirer de son ordre du jour le point inutile consacré aux prétendues 'Capacité et menace nucléaires israéliennes', de manière à maintenir le consensus relatif à la résolution sur l'« Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient »<sup>1514</sup>.

<sup>1511</sup> AIEA/ IAEC, « Area-Wide Medfly Control In The Middle East Brings Significant Economic Benefits and Regional Cooperation ». 2006.

<sup>1512</sup> Arutz Sheva, 10 octobre 2006, « Pérès: Le programme nucléaire nord-coréen est un problème mondial ».

<sup>1513</sup> AIEA, GC(50)/28 Appendice, « Mission permanente d'Israël auprès de l'agence atomique et de la commission préparatoire de l'OTICE », 21 septembre 2006

<sup>1514</sup> AIEA, GC(50)/18, 13 septembre 2006, Cinquantième session ordinaire, Point 21 de l'ordre du jour provisoire (GC(50)/1), « Capacité et menace nucléaires israéliennes ».



Israël reconnaît donc bénéficiaire d'un consensus sur ce fameux « prétendu ». La reconnaissance implicite des accords officieux pour l'Inde et le Pakistan avec l'Occident est aussi effective, ce qui revient à humilier l'AIEA.

Début décembre, le secrétaire d'État américain à la Défense, Robert Gates, déclare : « l'Iran est entouré de pays dotés de l'arme nucléaire : le Pakistan à l'Est, Israël à l'Ouest... »<sup>1515</sup>. Ehud Olmert se croit obligé de rectifier cette bourde à la télévision *German news channel N24*, le 10 décembre 2006 mais en faisant pire que mieux : « Nous n'avons jamais menacé un seul pays d'anéantissement. L'Iran menace ouvertement, explicitement et publiquement de rayer Israël de la carte. Pouvez-vous dire que c'est une chose comparable lorsqu'il (l'Iran) aspire à posséder des armes nucléaires au même titre que l'Amérique, la France, Israël, ou la Russie ? ». Cette déclaration fait l'effet d'une bombe à la Knesset car jamais auparavant, un Premier ministre n'était allé aussi loin dans l'affirmatif. Des députés, dont ceux de son propre parti, menés par Yuval Steinitz du *Likoud*, demandent aussitôt sa démission pour avoir remis en cause la sécurité de l'État d'Israël. Silvan Shalom ex-ministre des Affaires étrangères accuse Olmert de « donner des armes » aux ennemis d'Israël, qui peuvent ainsi se demander pourquoi l'Iran, sur le dossier, est *persona non grata*. Le député du *Meretz*, Yossi Beilin estime que « l'extraordinaire déclaration du Premier ministre sur le dossier nucléaire reflète son inconscience et soulève de sérieux doutes quant à savoir s'il est digne d'occuper la place de Premier ministre ». Steinitz constate catastrophé : « La terrible déclaration faite en Allemagne sape une politique d'ambiguïté observée depuis 50 ans par Israël et s'ajoute à sa récente erreur de langage irresponsable sur l'enlèvement des soldats au Liban. Un Premier ministre qui est incapable de contrôler ses déclarations sur des sujets de défense sensible doit démissionner »<sup>1516</sup>.

Olmert est donc accusé de n'avoir pas respecté la discrétion. Mais ses détracteurs, en réagissant ainsi, commettent la même faute en lui donnant une dimension médiatique nettement plus importante ; si bien que l'on se demande si cette petite phrase n'a pas été une stratégie de dissuasion envers Téhéran. Dépêché en catastrophe à la rencontre des journalistes frétilants, le porte-parole d'Olmert, Misi Eisen, se contente d'un démenti nuancé, même si les dires du Premier ministre passent en boucle sur les télévisions du monde entier: les propos ont été « mal interprétés ». Cette mauvaise foi atteint des proportions inouïes lorsque le ministre des Affaires étrangères propose sa propre version : « Olmert a voulu ranger les 4 nations comme démocraties et pays responsables, afin de les distinguer de l'Iran, mais pas pour faire référence à leurs capacités nucléaires potentielles ou à leurs aspirations »<sup>1517</sup>. Or, jusqu'à

<sup>1515</sup> *Libération*, 13 décembre 2006, « Le secret de polichinelle de la bombe atomique en Israël ».

<sup>1516</sup> *Guysen Israel News*, 12 décembre 2006, « La dernière gaffe verbale de Olmert », Ambre GRAYMAN.

<sup>1517</sup> *Haaretz*, 11 décembre 2006, « Olmert: Iran seeking to develop nuclear bomb, 'like America, France and Israël », Yossi Verter.

présent, la Russie n'était pas considérée comme un État démocratique. De plus, la dernière phrase ne dément pas l'état nucléaire d'Israël. Le député Aryeh Eldad, du *National Union*, explique que la déclaration d'Olmert mériterait d'éclaircir la position officielle et de « déclarer ouvertement au monde libre : si vous ne faites rien pour stopper l'Iran, nous le stopperons par tous les moyens ».

Olmert, pressé par l'UE et les USA, répète au cours d'une conférence de presse à laquelle participe Angela Merkel : « Israël ne sera pas le premier pays à introduire l'arme nucléaire au Proche-Orient. C'était notre position, c'est notre position, cela restera notre position »<sup>1518</sup> et que l'interview n'a pas violée la position officielle d'Israël. Il s'agissait de convaincre le monde de prendre de mesures drastiques contre le régime des mollahs, dit-il. « Les récents propos allusifs d'Olmert sur la capacité nucléaire d'Israël relèvent du débat politique et non du domaine judiciaire », explique le conseiller juridique du gouvernement qui rejette la demande d'Eldad réclamant du magistrat qu'il vérifie si le Premier Ministre avait obtenu l'autorisation préalable de la censure militaire, ce qui témoigne ici de la pression des lobbies militaro-industriels<sup>1519</sup>. Olmert conclue le 4 mars : « Israël a la force et la puissance nécessaire pour se défendre face à la menace nucléaire iranienne »<sup>1520</sup>. Pour la première fois dans l'Histoire d'Israël, il n'y a eu aucun démenti. Le gouvernement reconnaît ses capacités, mais pas politiquement.

Les pays du Golfe Persique en profitent pour demander à la communauté internationale de prendre des sanctions à l'égard d'Israël. C'est ce que s'empresse de faire l'Iran, ravi de sauter sur l'occasion, par la voix de son porte-parole du ministère des Affaires étrangères : « le CSNU doit combattre la menace israélienne contre la sécurité et la stabilité du Proche-Orient ». Le franc-tireur Vanunu jubile à l'idée de s'exprimer enfin sur l'événement, mais pense que le dérapage est contrôlé et qu'il s'agit plutôt « d'un début de changement de politique »<sup>1521</sup>. Il conclue finalement : « le lapsus du Premier ministre met fin à des années de mensonges »<sup>1522</sup>. Pour le quotidien *Al-Quds Al-Arabi*, « il est difficile de croire que l'aveu nucléaire d'Olmert n'est qu'un lapsus. La question n'est plus de savoir si Israël possède ou non l'arme nucléaire mais de comprendre pourquoi Olmert se livre à de tels propos juste à ce moment ».

Le 7 avril 2008, le ministre israélien des Infrastructures, Benyamin Ben Eliezer affirme encore : « Une attaque iranienne ne fera qu'entraîner en retour une sévère réaction d'Israël, qui détruira la nation iranienne [...] Si l'Iran attaque Israël, nous raserons ce pays. Il n'y restera plus une seule pierre en place »<sup>1523</sup>. Nouveau statut donc : Israël est une démocratie

<sup>1518</sup> *Libération*, *ibid.*

<sup>1519</sup> *Israelinfos.net*, 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>1520</sup> *Israelinfos.com*, 5 mars 2008.

<sup>1521</sup> *Jerusalem Post*, 13 décembre 2006, « La ligue arabe veut que le nucléaire israélien soit contrôlé ».

<sup>1522</sup> *Guysen Israel*, 12 décembre 2006, « La dernière gaffe verbale de Olmert », Ambre GRAYMAN.

<sup>1523</sup> *Israel Magazine*, 10 avril 2008.

nucléaire qui n'a pas vocation à attaquer mais qui menace ! En visite en France, Pérès répond franchement à l'Élysée: « La France a donné à Israël plus que n'importe quel pays en ait donné à un autre : [...] et ses missiles nous ont sauvé la vie. La France nous a octroyé force et dissuasion, qui, j'en suis sûr, ont raccourci bien des guerres et prévenu bien des attaques »<sup>1524</sup>. Dans l'assemblée, beaucoup d'invités qui dénoncent le cas iranien ne font peut-être pas le rapprochement avec l'atome israélien. Mais cette ouverture n'est pas totale. Ainsi, Amos Yadlin, chef des SR de l'armée : « Nous sommes un pays qui peut faire face à toute menace au Moyen-Orient, y compris la menace à laquelle vous faites allusion » (Iran)<sup>1525</sup>. De même en juin 2009, la secrétaire générale Internationale du Parti Travailleiste accumule les mensonges « nous ne l'avons pas, nous en avons la capacité. Et nous n'avons pas menacé de rayer un pays de la carte. Je ne crois pas qu'Israël frappera l'Iran seul. C'est un problème international »<sup>1526</sup>. Et Shimon Pérès, en octobre : « Mais cela ne nous dérange pas d'être suspecté d'avoir la bombe, car les soupçons sont une dissuasion. Si l'on peut avoir la dissuasion par le soupçon, pourquoi pas, nous ne sommes pas contre... »<sup>1527</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre, il complète :

« L'objectif de ces réacteurs est d'empêcher la destruction, et jusqu'à maintenant, cela a bien fonctionné. [...] Ma conclusion était que nous ne pouvions pas changer la volonté d'attaquer, mais que nous pouvions changer la capacité d'attaquer. En d'autres termes, nous pouvions créer ce qu'on appelle la dissuasion. Nous devons créer cette dissuasion que les autres n'avaient pas. [...] C'est le fait que la plupart de nos voisins, qui veulent nous détruire, croient qu'Israël a la capacité de les détruire. Leur doute est notre force »<sup>1528</sup>.

Curiosité. En mars 2009, Israël nomme Dan Meridor 6<sup>ème</sup> vice-Premier ministre, ministre du renseignement et de l'Energie atomique. Sans commentaire sur les présupposés...

## **II Réflexions sur la pertinence de l'opacité**

### **II.1 Les motivations et les avantages de l'ambiguïté**

#### **Éviter la prolifération**

Auparavant, l'obtention de l'arme nucléaire était recherchée pour affirmer sa supériorité. Ensuite, dans le cadre des traités internationaux, il s'est agit le plus souvent d'égaliser le seuil nucléaire de ses ennemis. Aussi, l'opacité éviter une escalade et une course à l'armement. Cela permet d'accuser ses voisins de s'armer de manière non-légitime : Pourquoi l'Irak et l'Iran entretiennent-ils des armes chimiques alors qu'Israël ne possède officiellement que des armes conventionnelles. Pour le ministre des Affaires étrangères égyptien Ahmed Maher : « une déclaration israélienne équivaudrait à un défi. Elle aurait un impact psychologique profond sur l'Égypte. Nous serions obligé de réagir ». Amr Moussa, diplomate égyptien,

<sup>1524</sup> *Ambassade d'Israël en France*, « Discours du Président Pérès à l'occasion du dîner officiel au Palais de l'Élysée ». 10 mars 2008.

<sup>1525</sup> *L'Arche*, été 2008, « Nous pouvons faire face », p. 69.

<sup>1526</sup> *Jeune Afrique*, du 21 au 21 juin 2009, « Netanyahu ne peut pas refuser la solution des deux États ».

<sup>1527</sup> *Le Figaro*, 15 octobre 2009, « Shimon Pérès croit en une «paix de nécessité»

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
complète: si Israël révèle ses capacités, « pour les pays arabes, l'appartenance au TNP deviendrait humiliante »<sup>1529</sup>. De plus, les pays de la région se retireraient du TNP... Ils connaissent en fait déjà l'État du programme israélien, mais en l'absence d'une information officielle, ils ne peuvent légitimement rien faire. En novembre 1994, les experts du *Jane's Intelligence Review* expliquent que les Israéliens veulent éviter l'effet de pression des populations arabes sur leurs gouvernements respectifs pour posséder également des armes nucléaires. Le premier à avoir avancé cette idée est Charles Ferguson II, du *Council on Foreign Relations*. Or, cet argument est sans fondement, dans la mesure où ces pays, non démocratiques, n'ont que faire de l'opinion de leur population. Néanmoins, sur la scène internationale, dans les discours au sein des grandes instances internationales, les États arabes ont de grandes difficultés à formuler des arguments contre Israël puisque la situation israélienne est opaque. La discrétion construit une situation de *statu quo* pour négocier et gèle toute prolifération en donnant l'illusion qu'ainsi, Israël est au même niveau technique que ses voisins<sup>1530</sup>. Par ce biais, Israël conserve un avantage considérable sur eux, sans nécessairement avoir besoin d'optimiser techniquement, qualitativement et quantitativement son arsenal.

### **Ne pas être tenu de signer les traités**

Un traité n'est signé que lorsqu'on est d'accord sur le principe qu'il défend. On ne le ratifie que si l'on estime que le principe peut être appliqué dans la réalité. Donc, on peut condamner le nucléaire militaire, mais comme il s'avère utile, on peut refuser de ratifier. Israël s'est abstenu de signer le TNP, mais dans les faits, il explique qu'il soutient le processus de désarmement et d'abandon théorique de l'arme en cas de paix généralisée. Il y a donc contradiction. Cette politique lui permet d'échapper aux inspections de l'AIEA après 1970 (date d'entrée en vigueur). Car auparavant, des inspecteurs de l'AIEA et des USA se sont rendus en Israël, mais aux termes d'accords bilatéraux. La venue d'El Baradei en 2004 n'étant pas une inspection mais une négociation sur le terrain. Le droit international sert donc d'arme, car celui qui ne signe pas les traités, affirme de manière détournée qu'il possède les armes prohibées, sans les montrer. En novembre 1993, *Haaretz*, décrit le TNP comme « un mariage catholique qui ne reconnaît pas le divorce. Un petit État ne peut pas se séparer du TNP, même s'il a de très bonnes raisons »<sup>1531</sup>. Cela devient faux lorsque la Corée du Nord sort du traité. Le droit international n'interdit pas aux non signataires du TNP de se vendre mutuellement des matières et des technologies nucléaires. Israël, qui n'en fait pas partie, peut de surcroît vendre cette technologie à l'Inde et la RSA, pour le compte des occidentaux, sans s'attirer de

---

<sup>1528</sup> *Le Monde*, 2 décembre 2009, « Shimon Pérès, le nucléaire israélien et l'option Samson », Laurent ZECCHINI.

<sup>1529</sup> Bruno TERTRAIS, *op.cit.*, p.154.

<sup>1530</sup> Robert TUCKER, "Israel & the US: From Dependence to Nuclear Weapons?", novembre 1975, pp.41-42.

<sup>1531</sup> *Assemblée parlementaire OTAN*, 2004, 165 PC 04 F, « L'OTAN et les recours à la force armée », Rapporteur

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
réprobations et augmenter son propre arsenal. Israël n'est donc pas, paradoxalement, hors-la-loi. D'autre part, signer le TNP après l'obtention de la bombe ne signifie pas pour autant être dans l'obligation d'abandonner la dissuasion. Cette politique est appliquée par Israël sur les armes biochimiques également, mais Tel-Aviv a signé et parfois ratifié d'autres traités encadrant la prolifération.

### **Continuer de bénéficier de l'aide internationale**

L'entretien de la discrétion absolue permet que ne soit suspendue l'aide américaine et européenne, fournie en partie pour soutenir militairement un pays assiégé et constamment en guerre. En effet, déroger à cette règle serait notamment d'aller à l'encontre de l'amendement *Symington-Glenn* de 1977, thème développé en deuxième partie. Cependant, le Pakistan et l'Inde, toutes deux puissances nucléaires révélés, mais encore officiellement des ENDAN, reçoivent des aides occidentales<sup>1532</sup>... Ne pas révéler officiellement les aides américaines et occidentales techniques et économiques massives qui ont permis de construire cette dissuasion multimodale, évite que ne soit remis en cause, aux yeux des pays arabes, les nombreux accords commerciaux et militaires ainsi que les alliances contractées entre eux et les pays occidentaux, notamment pour les achats d'hydrocarbures. Notons que jamais les alliés d'Israël n'ont remis en cause cette opacité, autant pour dédouaner Israël que pour se dédouaner eux-mêmes. De plus, cette position identifie toujours Israël comme un David sans fronde atomique, victime de Goliath nombreux et bien armés. Il s'agit donc de protéger l'image du paysan-soldat mettant en valeur une terre ingrate par son travail, agressé en permanence.

Le statut particulier d'Israël incite les industries occidentales liées à la recherche et développement (R&D) dans les domaines nucléaires, chimiques et biologiques de continuer à s'optimiser en délocalisant ou sous-traitant certaines activités. Les investissements liés à ces recherches constituent un secteur de plus en plus important au sein de l'économie israélienne dont il convient de protéger les brevets. Enfin, étant donné que la situation est complexe et que les « avis étrangers ne comptent pas puisqu'ils ne peuvent comprendre les raisons intrinsèques à la société israélienne et à sa géostratégie », l'opacité est de mise<sup>1533</sup>, selon l'argumentaire cité précédemment.

### **Maintenir un flou pour éviter une réaction appropriée**

Si les ennemis d'Israël ne connaissent pas exactement, non seulement l'état exact de l'arsenal israélien, mais également sa doctrine, qui est aussi assez floue, ils ne peuvent élaborer une stratégie idoine. Autrement dit, comment organiser sa propre doctrine et sa

---

général Bert KOENDERS.

<sup>1532</sup> Islamabad reçoit une aide financière et technique dans la lutte contre le terrorisme. L'Inde a reçu une aide pour l'optimisation de ses capacités atomiques face notamment à la Chine...

<sup>1533</sup> Barry SCHNEIDER, *op.cit.*, p. 98.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
propre armée sur des bases peu sûres. Comment Israël va-t-il réagir, avec quels moyens, et dans quels buts ? Quels sont les armes à acquérir, et devant quels dangers ? Où se situe le défaut de la cuirasse israélienne, où frapper exactement, quelle sera la capacité de réaction et de résistance ennemie... Cette multitude de point d'interrogation ne peut générer de l'improvisation dans une guerre où le facteur du renseignement est capital. Ensuite, il s'agit aussi d'assurer la sécurité de ses propres installations en ne faisant pas figurer sur les cartes les noms de localités, une stratégie matérialisée par l'URSS et appliquée par Ben-Gourion pour Dimona<sup>1534</sup>. Ainsi sont empêchés les attentats et les contre frappes ou deuxième frappe, l'ennemi ne sachant où bombarder.

## II.2 La bombe israélienne, une intoxication ?

Dans les relations internationales, chaque acteur joue sur l'incertitude et augmente le niveau de cette dernière, afin de tromper l'acteur d'en face. Israël l'applique selon la devise du Mossad (« par la ruse tu lutteras »). Ainsi, il est légitime de se demander si Israël possède véritablement une capacité nucléaire. Cette question n'est pas si naïve que cela, dans la mesure où aucune source sûre et officielle ne confirme l'existence d'armes NBC. Hussein de Jordanie est convaincu qu'« Israël est potentiellement capable de produire des armes nucléaires ». Vanunu nous livre des photos de demi-sphères et de laboratoires ; les avions israéliens sont équipés de capacités d'emport de missiles NBC. Il en est de même pour les sous-marins. Mais est-ce de la rumeur ou de la propagande (*hasbara*), des leurres comme les chars en bois de Rommel en 1941 ? Pascal Boniface pense qu'Israël, comme peut-être la Corée du Nord, a intérêt à faire croire que la possession de la bombe atomique est effective, afin de dissuader toute agression. Nasser accusait ainsi le *NYT*, le 21 novembre 1968, de pratiquer une opération d'intoxication dans ce sens. Au pire, on pense que comme la Grande-Bretagne, Israël aurait signé donc un équivalent des accords de Nassau en décembre 1962, qui mettrait sous clé américaine la dissuasion israélienne.

De plus, en novembre 1966, Israël se débrouille pour propager l'idée qu'il dispose déjà de la bombe. Est-ce qu'Israël a volontairement laissé courir cette rumeur, précisément parce qu'une guerre se préparait, et que donc il avait besoin de se protéger ? Ce qui expliquerait que lors des périodes de paix, Israël ne ressent plus le besoin de dissuader par procuration à l'aide des sous-entendus. Des officiels sous-entendent dans un double discours que la thèse du bluff est plausible. Serge Moati, en novembre 2005, interroge Nissim Zvili: « et vous avez vous-même la bombe atomique, je sais que vous n'allez pas le dire sur le plateau de *Riposte*, mais c'est ce qui se chuchote? ». Il lui répond:

---

<sup>1534</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète...*, *Op.cit.*, p. 104.

« Je n'ai jamais dit ça. Je ne sais pas si on a une arme atomique ou non. Si on l'a, cela fait des décennies qu'on l'a. Maintenant, pendant ces décennies, personne n'a pensé en Israël utiliser cette arme. Ce qui nous intéresse ce n'est pas si on l'a vraiment ou non. Ce qui est important c'est si vous croyez qu'on la, c'est pour nous une force de dissuasion, ça nous suffit complètement. Ce n'est pas important si on l'a ou non, aujourd'hui, tout le monde est convaincu qu'Israël est en possession d'arme nucléaire et ça nous suffit complètement »<sup>1535</sup>.

En 2006, Shimon Pérès ne dit pas autre chose en révélant cette anecdote :

«Après que nous avons fait la paix avec l'Égypte, Amr Moussa, alors ministre des Affaires étrangères, [...] m'a demandé de visiter Dimona. Je lui ai dit : 'Mais voyons, ce serait insensé de ma part : si je vous fais visiter Dimona, vous verriez qu'il n'y a rien et du coup, nous perdriions notre principal élément de dissuasion, et vous pourriez redevenir notre ennemi'. Ce qui est important pour Israël, ce n'est pas réellement ce qu'est Dimona, mais ce qu'on suspecte cette centrale d'être. Il nous suffit que nos ennemis soient convaincus que nous avons la capacité de nous défendre et de leur infliger une riposte dangereuse. C'est cela la dissuasion»<sup>1536</sup>.

Après l'analyse de ce texte, on ne sait que penser. Israël n'a pas la bombe, le fait savoir, ne veut pas que cela se sache, mais fait tout pour que le monde pense le contraire... et le fait savoir! Pérès conclue : « Il suffit que l'on craigne que nous la détenions pour que cette peur constitue en elle-même un élément de dissuasion»<sup>1537</sup>.

Plusieurs personnes ont cherché à briser l'omerta médiatique. Ce ne sont ni des universitaires, ni des chercheurs en géostratégie, dont les recherches sont généralement consensuelles; mais bien des scientifiques et des journalistes qui souvent, au péril de leur existence, ont fait le choix de rompre avec la loi du silence. On trouve aussi des personnages impliqués malgré eux, qui n'avaient aucunement l'intention de remettre en cause le langage diplomatique sur la dissuasion israélienne. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur ces affaires. Parmi tous ces individus, on recense le technicien Vanunu, le journaliste Peter Hounam, le microbiologiste Markus Klingberg, l'espion Jonathan Pollard, le militaire Israël Yaakov, le spécialiste du NBC israélien Avner Cohen, le député Makhoul, l'homme d'affaire israélien Nathan Manbar et bien d'autres encore, dont nous reparlerons. Ces personnes sont les Icare, engagés dans un dédale kafkaïen, et qui se sont brûlés les ailes pour s'être approchés trop près du soleil nucléaire, du soleil de la vérité. Néanmoins, si ces affaires nous sont connues, n'est-ce pas parce qu'elles entretiennent malgré elles, la crédibilité de la dissuasion israélienne ? Pour les antisémites, c'est justement grâce à la presse enjuivée qu'Israël dissuade avec du vide.

On peut s'interroger sur la dimension de cet arsenal. Si Israël a des ogives, en a-t-il suffisamment pour dissuader tous ses ennemis. L'opacité du nombre suffit pour faire croire qu'un gigantesque arsenal menace chaque région du globe. L'ambiguïté joue donc sur l'imagination et les estimations des experts et des ennemis, car la force de cette peur, c'est qu'elle repose sur l'ignorance et les fantasmes, particulièrement sur le mystère des

---

<sup>1535</sup> *Riposte, ibid.*

<sup>1536</sup> Boutros BOUTROS-GHALI et Shimon PERES, *op.cit.*, p. 76. Dans le cas israélien, le mystère couplé à l'antisémitisme engendre une perception biaisée de chaque accident mondial, où les armes non conventionnelles de Tel-Aviv, comme les maladies contagieuses et mortelles, les catastrophes climatiques et les crises économiques, seraient l'œuvre des stratégies de la « pieuvre sioniste ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
performances des armes biochimiques. Ainsi, l'opacité, par les projections qu'elle suscite, fait naître une menace plus insidieuse, plus efficace, plus dangereuse et invulnérable, car invérifiable. L'esbroufe des ADM israéliennes, s'agitant derrière un paravent en ombre chinoise, crée une représentation fallacieuse de la réalité de l'arsenal.

### **II.3 Israël, combien de bombes?**

#### **Une querelle de chiffres**

Israël pratique l'opacité sur ses armements NBC et donc, contrairement aux EDAN, personne ne sait avec précision combien de bombes Israël possède. EN fait, ce mystère concerne la plupart des puissances nucléaires. Depuis la fin des années 60, beaucoup d'experts, de journaux ou de chercheurs ont estimé la proportion de l'arsenal israélien. Les estimations oscillent, encore aujourd'hui, à entre 10 et 600 ogives, c'est à dire un écart-type inégalée par rapport à ceux des autres pays. Rappelons qu'en 2000, le classement communément établi est celui-ci : USA, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord. Aujourd'hui, la Chine a dépassé la France car Paris opte pour la « dissuasion minimale », c'est-à-dire un arsenal réduit à la mesure des menaces prédéfinies. Dans les études anglo-saxonnes cependant, Israël dispose d'au moins 200 ogives, ce qui en fait la cinquième puissance devant le Royaume-Uni. Le nombre de 400, qu'attribuent des journaux et Think-tank israéliens et arabes est symbolique, car il place Israël au même rang que la Chine, mais devant la France. Quant aux estimations grimant à 500 voire 600 ogives (nombre peu crédible), elles érigent l'État hébreu au rang de troisième puissance, ce qui ferait de ce pays une superpuissance à « dissuasion maximale », mais à surface minimale. Même avec une aide économique conséquente, on voit mal comment ce nombre pourrait être atteint.

Ainsi donc, les chiffres ont leur importance, tant par le nombre des bombes que par la portée des missiles, et les estimations sont proportionnelles aux désirs de ceux qui veulent insister sur la dangerosité d'Israël. Et pour certains, la dissuasion israélienne n'est pas seulement dirigée contre une menace émanant du Moyen-Orient, mais contre l'ensemble du monde. En effet, selon le *JCSS*, la taille de l'arsenal « dépasse de loin le nombre d'objectifs stratégiques dans la région »<sup>1537</sup>. A l'inverse, les auteurs qui souhaitent atténuer la perception de puissance israélienne le diminuent pour le faire passer en dessous de celui de l'Inde voir du Pakistan.

Quels éléments peuvent expliquer les divergences d'estimations sur le nombre exact de charges atomiques:

-Personne ne sait exactement la puissance de Dimona, le réacteur principal.

---

<sup>1537</sup> *Israel.infos.net*, 8 décembre 2006.

<sup>1538</sup> *JCSS*, volume 1, n°4, janvier 1999, «Israel and the Cut-Off Treaty», Shai FELDMAN.



-D'autres complexes nucléaires peuvent participer à la conception de bombes (Nahal-Sorek).

-On ne sait si la ou les centrales fonctionnent 250 ou 300 jours par an, peut-être plus, peut-être moins.

-Israël, ayant massivement importé du combustible et de la technologie de l'étranger, l'arsenal serait beaucoup plus important.

-On ne connaît pas exactement le nombre des vecteurs, en particulier les missiles.

-L'opacité concerne aussi la nature et la puissance des armes et des vecteurs (A, H, à neutron, armes à *effets maîtrisés*, armes RRW (*Reliable Replacement Warhead*), SSBS et MSBS (sol-sol balistique stratégique et mer-sol balistique stratégique), mininukes B-83 RNEP (*Robust Nuclear Earth Penetrator*) conçues pour percer des couches de protection sous terre et atomiser un objectif), armes atomiques à laser, armes à effets radiologiques réduits, ou armes à impulsions électromagnétiques à haute altitude (IEM-HA)<sup>1539</sup>.

Egalement, il faut prendre en compte que:

-Soit le pays a opté pour de petites armes en grand nombre, soit un arsenal plus puissant mais moins imposant. Les puissances seraient comprises entre 60 et 100 kilotonnes<sup>1540</sup>.

-Le nombre de missiles ne signifie pas le même nombre de bombes. Soit les missiles peuvent servir aussi à transporter des charges biochimiques, soit l'ogive est à têtes multiples. Il faut y rajouter les bombes pour avions, les mines et les obus d'artillerie.

Il convient enfin d'opérer une distinction entre ogives immédiatement opérationnelles et charges *pouvant être* assemblées en cas de besoin

### **Une opacité supplémentaire sur la puissance de Dimona**

En 1956, les techniciens français et israéliens du chantier de Dimona se rendent compte que les plans laissent entrevoir des agrandissements futurs tant en volume qu'en puissance. L'accord initial de 1956 entre la France et Israël retenait un réacteur du type EL-3, c'est-à-dire un réacteur de recherche de 18 mgw, modéré à l'eau lourde. Pour information, jusque dans les années 1990, les réacteurs iraniens ne dépassaient pas 5 mgw, les irakiens à 70 mgw. Un réacteur produit par jour normalement 0,8 atome de Pu-239 pour chaque fission de U-235, soit un gramme de plutonium et par mgw de puissance thermique (les réacteurs à eau légère produisant moins que les graphite-gaz). L'équipe française constate que la puissance du réacteur est deux à trois fois plus élevée que la valeur convenue initialement, que les conduites réfrigérantes étaient trois fois plus grandes que nécessaire, même pour un réacteur

---

<sup>1539</sup> Définies par C4 (*Computerized Command, Control, Communications* en 2007, anciennement *Command, Control, Communications, Computers*), I (Intelligence), S (surveillance), R (reconnaissance), quelquefois complété par TAR (*Target Acquisition and Reconnaissance*).

<sup>1540</sup> CSIS, 2 juin 2008, «Israeli Weapons of Mass Destruction», Anthony CORDESMAN.

de 24 mgw modifié par la suite<sup>1541</sup>. Dimona serait capable de produire la même quantité de plutonium que le réacteur G1 de Marcoule en France. Or, ce dernier est un réacteur à gaz et modéré au graphite, d'une puissance de 38 mgw, capable de produire environ 13 kg de plutonium de qualité militaire par an. Pour une puissance de 70 mgw, Dimona «consomme » 48 tonnes de combustible pour une production de 18 kg de plutonium soit 20,9 litres à l'heure pour 450 grammes d'uranium et de 170 à 80 milligrammes de plutonium par litre. Fonctionnant à plein rendement, le complexe produit 37 kg de plutonium par an. Pour une puissance de 150 mgw, le secteur consommerait une tonne d'uranium. Aux yeux du CEA, c'est un réacteur de recherche classique. Mais en mars 1957, un rapport, reçu par l'ingénieur du génie maritime français Maurice Pascal, fait état d'un réacteur plutonigène, c'est à dire orienté vers le nucléaire militaire. Le rapport constate également que le complexe est bien de puissance trois fois supérieure. Guillaumat déplorait à l'époque : « les Israéliens sont des partenaires agréables et bougrement intelligents. J'étais constamment obligé d'enquêter pour savoir ce qui se passait dans ma maison. [...] Tout ce qui s'est réellement passé était d'autant plus difficile à cerner que cela se déroulait à plusieurs niveaux »<sup>1542</sup>.

Jusqu'aux révélations de Vanunu, les analyses ne sont que spéculatives. Elles s'affinent considérablement avec les données fournies par l'ingénieur mais ne sont pas encore précises : Le réacteur n'a jamais atteint la puissance de 150 mgw. Theodore Taylor, expert américain reconnu, estime que le témoignage de Vanunu donnerait à penser qu'Israël aurait eu la capacité de produire 8 à 10 bombes par an, sensiblement plus petites, plus légères, moins complexe et plus efficaces que les premiers types de bombes mis au point par les cinq grandes puissances nucléaires. Du à l'exiguïté d'Israël, les bombes seraient de faible puissance (inférieure à la mégatonne) mais exacerbées par une seconde bombe à fission pour les bombes H (procédé à fusion). Selon Vanunu, la production hebdomadaire de Dimona était de 1,17 kilos de plutonium pure pour 34 semaines de fonctionnement soit 40 kilos par an (attesté aussi par le FSB russe en 1993), assez pour 4 à 12 ogives par an. Chaque bombe comporterait donc 4,4 kg de plutonium, soit de 5 kg à un maximum de 10 kg (selon la plupart des *Think-tank*). Mais pendant les années 70-80, la production était de 20 charges nucléaires par an afin de rattraper le retard sur les autres puissances et pour préparer une autre guerre éventuelle contre ses voisins<sup>1543</sup>. Ainsi, toujours selon l'ingénieur, Dimona a produit en moyenne, depuis 1964 (?), dix bombes par an, soit, jusqu'en 1986, date de son arrestation, au moins 200 bombes. Le rapport de l'ONU de 1987 retient la fourchette de 8 à 25 kilos pour 3 bombes par an<sup>1544</sup>. L'un

<sup>1541</sup> On estime qu'un réacteur produit 1 mégawatt par journée (énergie thermique, pas d'électricité), 1 gramme de plutonium pour l'emploi d'au moins 20% d'uranium enrichi.

<sup>1542</sup> Pierre PEAN, *op.cit.*, p. 96.

<sup>1543</sup> *Russian Federation Foreign Intelligence, Service 6*, avril 1995, «The Nuclear Potential of Individual Countries».

<sup>1544</sup> ONU, General Assembly, Agenda item 68, A/42/581, 16 octobre 1987, Forty-second session, «Israeli

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
des techniciens du programme britannique, Frank Barnaby, à partir des documents de Vanunu, formule une évaluation de 100 à 200 têtes dont des bombes H de 200 Kt. Ce physicien du centre d'armes nucléaires d'Alderermaston, devint plus tard le directeur de l'Institut International pour de recherche pour la paix de Stockholm. Barnaby ajoute aux estimations 35 bombes thermonucléaires ainsi que des mines nucléaires<sup>1545</sup>.

Selon Hersh, l'augmentation de la puissance permettant de sortir jusqu'à quatre bombes par an était prévue dans les accords franco-français. En 1984, selon lui, le réacteur est augmenté d'un système à eau lourde portant les capacités à 250 mgw et 50 kilos de plutonium par an<sup>1546</sup>. La puissance actuelle moyenne serait de 140 mgw. Les estimations de l'ISIS en 1999 s'accordent sur une production totale de 510 kg de plutonium de qualité militaire et sur les méthodes d'enrichissement au laser et de centrifugation gazeuse<sup>1547</sup>. À la fin de 1964, Dimona produisait donc près de 8 kilos de plutonium par an, ce qui est suffisant pour construire, une ou deux armes nucléaires. Selon le CSIS<sup>1548</sup>, la cadence aurait été de 26 mgw de 1963 à 1969, puis de 70 mgw de 1970 à 1976 puis enfin de 150 mgw jusqu'à aujourd'hui. Les spécialistes américains croient que le réacteur est passée de 24 à 26 mgw, puis à 70 mgw avant 1977 (peut-être à 150 mgw mais à titre d'essai éphémère en 1976) pouvant produire 8,8 à 15 kg de plutonium de qualité militaire par an, mais cela oblige à réduire la durée d'utilisation annuelle de 40%. Au début, il produit entre cinq et sept kilos de plutonium par an, puis avec une puissance de 70 mgw, la production annuelle de plutonium passe à de 7-8 kilos à 20-40 kilos voire à 60 kg, permettant de concevoir 5 à 10 bombes par an. La quantité significative pour produire une arme de 50 Kt et de 25 à 50 kilos d'uranium. En prenant comme postulat un réacteur fonctionnant à 60% des ses capacités intrinsèques, pour une puissance de 26 mgw puis à 70 mgw, de 1963 à 1976, la production de plutonium serait de 147 kg par an soit 29 armes de 5 kg chacune et de 10 Kt ; ou 18 bombes de 8 kg (20 Kt). Avec un réacteur cadencé à 90%, la production grimperait à 224 kg soit 45 armes de 5 à 8 kilos (10 à 20 kilotonnes). De 1976 à 2008 avec une puissance de 70 à 150 mgw, une opérationnalité de 60% donnerait un plus de 627 kg, permettant d'assembler 78 à 125 armes du même type. A 90% (960 kg), l'écart serait de 120 à 192 armes. De 1976 à 2008, avec une cadence de 150 mgw et 60% d'opérationnalité (1203 kg), la production oscillerait de 150 à 240 armes, ou à 90% (1791 kg) de 223 à 358 armes. Selon d'autres travaux<sup>1549</sup>, Dimona aurait produit entre

---

Nuclear Armement».

<sup>1545</sup> Frank BARNABY, *The Invisible Bomb?*, London: I.B.Taurus, 1989, p. 24.

<sup>1546</sup> *The Nuclear Potential of Individual Countries*, « Treaty on Nonproliferation of Nuclear Weapons Problems of Extension Appendix 2 », Russian Federation Foreign Intelligence Service, 6 avril 1995. *Council for Arab-British Under standing* « Israel's nuclear weapons », p. 3.

<sup>1547</sup> Roland CARCHON, « La non-prolifération d'armes nucléaires et les contrôles internationaux », Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire, 2006.

<sup>1548</sup> CSIS, 2 juin 2008, «Israeli Weapons of Mass Destruction», Anthony CORDESMAN.

<sup>1549</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, «Nuclear Weapons in the Middle East», 11 avril 2002.

391 et 687 kilos de plutonium, pour une consommation annuelle de 25 tonnes d'uranium, ou entre 370 et 650 kg entre 1963 et 2000<sup>1550</sup>. Attali, en 1995, estime dans son rapport remis à l'AIEA: « Israël détiendrait 0.3 tonnes de plutonium militaire et une centaine d'ogives. [...] Il dispose de deux réacteurs de recherches, de deux usines de retraitement et d'un centre d'enrichissement »<sup>1551</sup>.

A cela, il faut inclure en plus l'uranium et le plutonium importés de l'étranger. Ce qu'a fournit la NUMEC (voir deuxième partie) aurait permis l'assemblage de 10 bombes. En tenant compte de l'intérêt israélien de se servir d'armes à puissance réduite à cause de la proximité des radiations et contre plusieurs ennemis, on peut plutôt pencher en faveur de petites armes en grands nombres. Un autre élément entre en compte. Comme nous le verrons plus tard, le réacteur, assez vieux, est à partir de la fin des années 1990 au moins, cadencé à une puissance minimum pour éviter des accidents. Aussi, Israël fabriquerait de moins en moins de bombes.

Les réserves d'uranium nationales sont estimées à 200 ans pour un traitement de 100 tonnes par an. Mais ces données dataient d'une prospection du début des années 1950, remises en cause par la suite. La méthode d'enrichissement au laser, testée en 1974, est abandonnée en 1978 pour la séparation des isotopes d'uranium avec leurs propriétés magnétiques. L'enrichissement au laser est très discret, donc renforçant l'opacité. Pour une production de 40 kilos de plutonium par an pour 100 mgw, il faudrait 36 tonnes d'eau lourde par an, 12 tonnes de modérateur et 24 de refroidissant. C'est légèrement moins que toute l'eau lourde reçue des USA, de la France et de la Norvège<sup>1552</sup>. Selon la CIA, le réacteur en 1988 avait besoin de 20 à 30 tonnes d'uranium par an<sup>1553</sup>. Dimona comprenait toujours selon Vanunu, l'équipement nécessaire pour la séparation du plutonium de combustibles irradiés suivant le procédé *Purex*, par lequel le plutonium est converti en métal sous la forme de composants pour bombe.

Garden<sup>1554</sup> écrit « Ayant mis sur pied un système fiable et sérieux de production de plutonium fissile, il s'avérait nécessaire de se doter d'installations permettant son retraitement pour pouvoir l'affecter dans le processus de fabrication d'armements. L'agencement d'une telle usine est particulière (identifiable) et il y eut alors un accord pour qu'Israël ne la construise pas. La raison de cette lacune apparut bientôt lorsqu'il fut établi qu'Israël avait pu, avec succès, acquérir illégalement un stock significatif d'uranium enrichi. Il proviendrait notamment d'Argentine, de la RSA, de Belgique, de France, du Niger, de la Centrafrique, du Gabon et des USA. L'eau lourde vient de France, de Norvège et de Grande-Bretagne. Si Israël

<sup>1550</sup> Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, op.cit., p. 129.

<sup>1551</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, op.cit., p. 43.

<sup>1552</sup> *Foreign Policy*, « Heavy water cheaterse », Hiver 1987-1988, p. 100, Gary MILHOLLIN.

<sup>1553</sup> CIA, 1er mai 1988, « *Middle east-south Asia: Nuclear Handbook* », disponible en annexe.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
parvint à obtenir ces matériaux, ceci expliquerait pourquoi il n'y a pas eu besoin au début d'une usine de retraitement de plutonium. En ayant à sa disposition de l'uranium, il devenait possible d'emprunter une méthode plus lente, mais politiquement à l'abri de controverses, celle consistant à procéder à la séparation du plutonium dans un « laboratoire chaud » et progressivement augmenter son stock.

### **Évolution du nombre d'ogives par période**

Tandis que les services de renseignements travaillent à partir d'observations, les *Think-tank* subodorent en fonction de la puissance des centrales nucléaires et du combustible recensé ou produit. En conclusion, le nombre communément admis pour 2007 selon les catégories de recherches, seraient en moyenne de :

- Entre 50 et 150 pour les études gouvernementales étrangères.
- Entre 100 et 200 ogives pour les experts en technologie nucléaire.
- Entre 100 et 300 pour les Think-tank.
- Entre 100 et 400 pour la presse.
- Entre 300 et 600 pour les sites Internet.

Dans l'ensemble le nombre moyen communément admis serait compris entre de 200 et 400 charges. On remarque d'ailleurs que les estimations ne suivent pas forcément la logique chronologique. Chaque institution et laboratoire, quelque soit le pays, orientent leurs estimations selon des préoccupations politiques ou idéologiques. Il existe ainsi des différences d'appréciations au sein d'un même État, pour une même année. Aux USA, la CIA ou le Congrès n'arrivent pas aux mêmes conclusions et c'est aussi le cas entre l'Assemblée Nationale et le Sénat français.

En recoupant la bibliographie afférente, il est possible d'établir *grosso modo* l'évolution chronologique de l'arsenal. En novembre 1966, Israël assemble ses deux premières bombes<sup>1555</sup>. Selon *The Nonproliferation Review* Israël possède ensuite 6 à 10 bombes en 1968<sup>1556</sup>. En mai 1969, le quotidien *Der Spiegel* écrit qu'Israël a déjà fabriqué 5 bombes. En 1972, Israël aurait 8 bombes. Dans les années 1975 - 1977, selon la CIA, Israël possède 150 bombes, ce qui paraît improbable, cette évolution dépasserait en effet la cadence de production de la France ou du Royaume-Uni, alors que le budget de la Défense israélien, même ajouté aux aides extérieures, n'atteint pas celui des États susnommés. Car en juillet 1976, le numéro 3 de la CIA, Duckett révèle par maladresse qu'Israël possède de 10 à 20 bombes<sup>1557</sup>. Yasser Arafat en 1981, lors de la séance inaugurale de la Conférence inter arabe

---

<sup>1554</sup> Thomas GARDEN, *Can Deterrence Last ?*, Buchan & Enright, London, 1984.

<sup>1555</sup> *Haaretz*, 4 avril 1997.

<sup>1556</sup> Frédéric ENCEL, *ibid.*

<sup>1557</sup> Duckett fut licencié plus tard pour « raison de santé » et on fit courir la rumeur selon laquelle il était

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
sur la destruction d'Osirak, proclame: « Israël possède actuellement entre 23 et 25 bombes atomiques spécialement conçues pour atteindre toutes les capitales arabes »<sup>1558</sup>. Lors de la guerre du Golfe, les experts américains parlent de 80 bombes. En 1993, un rapport de Yevgeny Primakov, chef des services secrets russes, affirme que Tel-Aviv possède entre 100 et 200 ogives<sup>1559</sup>. À l'inverse, le *Stockholm Peace Research Institute*, en février 1993 révisé le nombre à 90 ogives, puis à 95 en 1995. Seymour Hersh, met en doute les dires de Vanunu qu'il estime bien en dessous de la réalité, car ils ne concernent que les missiles intercontinentaux et non pas les autres vecteurs. D'autre part, il affirme que le pays maîtrise parfaitement la technologie de la bombe à neutrons.

David Albright, spécialiste des armes nucléaires et ancien inspecteur à l'AIEA, oscille entre 240 et 415 kilos de plutonium<sup>1560</sup> donnant entre 48 et 83 têtes nucléaires de fortes puissances en 1995. Mais en rajoutant l'uranium et le plutonium acquis à l'étranger, le stock total peut être compris entre 275 et 475 kilos, soit entre 55 et 95 têtes. En 1996 le *Stockholm International Peace Research Institute* estimait la production totale de plutonium depuis les années 1960 jusqu'en 1995 à 330-580 kg, assez pour 80-150 armes. En octobre 1999, le Département américain de l'énergie affirme, dans un document secret, qu'Israël possède 300 à 500 kilos de plutonium, c'est-à-dire assez pour produire 250 bombes, selon le *Bulletin of Atomic Scientists*, mais qu'à la vue de la taille des installations, ce nombre ne peut pas dépasser la centaine et ce serait plutôt entre 70 et 80 bombes construites, et le reste serait gardé pour être assemblé en cas de besoin<sup>1561</sup>. Cependant, la « bible » des géopoliticiens, la revue anglaise *Jane's Intelligence Review*, en 2008, parle d'un arsenal de 200 à 300 ogives nucléaires pour une puissance d'ensemble de 50 Mt. La bombe d'Hiroshima avait une puissance de 12,5 à 20 Kt, la bombe H en 1952 de 10 Mt. L'historien Pierre Razoux retient le chiffre de huit bombes A par an, de puissance moyenne, mais la production de tritium permettait à Tsahal la sortie de bombes H « d'une puissance supérieure à la mégatonne »<sup>1562</sup>.

En 2008, suivant une logique proportionnelle, l'arsenal atteindrait 440 bombes de faible puissance ( $\leq$  à 50 Kt) ou 300 de puissance moyenne. Mais il ne s'agit que d'une moyenne. Or, les premières bombes sont fabriquées en 1966. La cadence aurait été accélérée dans les années 1970 et 1980, et semble s'être atténuée dans les années 1990, pour rester sur un nombre continu de 300, et pour perfectionner les ogives existantes. Cela nécessiterait entre 400 et 800 kg de plutonium c'est à dire une production de 40 kg de plutonium par an, pour

---

alcoolique. Seymour HERSH, *ibid.*

<sup>1558</sup> Pierre PEAN, *op.cit.*, p. 30.

<sup>1559</sup> *The Nonproliferation Review*, hiver 1994, p. 109.

<sup>1560</sup> David ALBRIGHT, *World Inventory of Plutonium and Highly Enriched Uranium*, New York, SIPRI and Oxford University Press, 1993, pp. 155-57.

<sup>1561</sup> *Carnegie Endowment for International Peace*, Chapter on Israel from Tracking Nuclear Proliferation, 1998

<sup>1562</sup> Pierre RAZOUX, *op.cit.*, p. 492.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
une puissance de réacteur de 150 Mgw. Voici maintenant une estimation du nombre d'ogives  
par année, cela à titre indicatif :

1966 : 2

1973 : 12

1980 : 100

1985 : 150

1990 : 200 (en 1991, Israël aurait produit 24 armes dans le cadre de la Guerre du Golfe)

1995 : 230

2000 : 280

2007 : 300

Entre 1965 et 1990, pour une puissance du réacteur de 24 Mgw et une production de 140 kg de plutonium (sans les apports extérieures): Israël disposerait de 28 bombes, un nombre si bas qu'il n'est attesté par aucune étude. Suivant cette logique :

Entre 1965 – 1990, pour une puissance de 40 Mgw et une production de 230, 46 bombes

Entre 1976 – 1990, pour une puissance de 70 Mgw et une production de 330 : 66 bombes

Entre 1965 – 1990, pour une puissance de 70 Mgw et une production de 400 : 80 bombes

Entre 1978 – 1990, pour une puissance de 150 Mgw et une production de 590 : 118 bombes

#### **II.4 Une remise en cause d'une ambiguïté inefficace et dangereuse**

« Qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner » disait Louis XI. Il convient maintenant de se demander si s'est avérée pertinente. Certains disent que cette politique permet de bénéficier des avantages d'une puissance nucléaire sans en subir les inconvénients mais on peut aussi arguer du contraire. Plusieurs éléments tendent à penser que cette politique a été inefficace.

D'une part, les États arabo-musulmans ainsi que l'ensemble des chancelleries dans le monde sont persuadés de la réalité des capacités NBC d'Israël, surtout depuis la médiatisation des affaires Vanunu, Pollard, Manbar, EL Al et Klingberg. D'autres part, les images satellites, les photos aériennes, les analyses de l'air et de l'eau entourant les sites stratégiques, et les rapports d'espions sans ambiguïté. Surtout les déclarations sibyllines des Israéliens eux-mêmes rendent grotesques cette opacité. Si Israël ne signe pas les accords de non-prolifération, c'est que cet État a quelque chose à cacher. Pourquoi le pays possède-t-il des réacteurs, des centres de recherches, des missiles, des avions et des sous-marins à capacité NBC si ses ADM n'existent pas ?

D'autre part, depuis les essais officiels indiens et pakistanais en 1998, (puissances officieuses et non signataires du TNP comme Israël), la position israélienne est moins

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
confortable. Pourquoi continuer dans la discrétion quand les cas indiens et Pakistanais n'ont pas suscité beaucoup de désapprobations et de rétorsions internationales.

Subséquentement, les menaces perpétuelles obligent Israël à divulguer ses capacités. Une opacité risque de ne plus faire de la dissuasion un outil garantissant l'équilibre régional. C'est en ce sens que Shimon Pérès, en 1993, note que « la guerre du Golfe a prouvé que les concepts stratégiques traditionnels sont presque obsolètes »<sup>1563</sup>. Uzi Even, dont nous avons déjà parlé, analyse : « L'ambiguïté nucléaire finit par nous nuire : elle nous empêche de collaborer avec d'autres pays pour développer le nucléaire civil »<sup>1564</sup>, ce qui est faux puisque de très nombreux organisme israélien font justement autorité dans ce domaine. France et USA ont en même profité. Même erreur de Shlomo Ben-Ami qui prétend : « Notre stratégie n'a pas dissuader l'Iran de se doter de la bombe (on ne voit pas le rapport). Si nous sortions nos bombes du placard, notre force de dissuasion en serait renforcée (et en quoi ?!) et le Moyen-Orient aurait une chance de devenir un jour zone dénucléarisée »<sup>1565</sup> (bien au contraire !). La menace nucléaire iranienne, dont certains travaux affirment qu'elle est opérationnelle, oblige à « montrer les dents » par la réaffirmation des capacités nationales. Aussi, les déclarations sibyllines risquent d'aller à l'encontre du principe de dissuasion. Israël peut perdre dans la foulée son assise politique sur la région. L'aspect officieux peut aussi engager les autres États de la région à pratiquer la même politique d'opacité (Égypte dans les années 1960, l'Iran depuis années 1990), entraînant le non-respect du TNP et la prolifération des ADM.

Ensuite, depuis les accidents techniques de Dimona et Ness-Ziona, informations véhiculées par la presse et dans les manifestations, l'État hébreu met dans une position inconfortable la société israélienne qui a l'impression qu'on lui cache des pans entiers de la sécurité de l'État (particulièrement dans le secteur biochimique) parce qu'ils sont dangereux aussi pour elle. Elle sape la confiance citoyen/ État et décrédibilise les gouvernements. D'ailleurs, au sein de la Knesset, on accepte de moins en moins ce culte du secret, notamment en matière budgétaire et diplomatique car toutes les dérives étaient jusque là permises au nom du secret d'État. Certains députés craignent surtout une mainmise et l'immunité des militaires, une soumission générale de l'État face aux lobbies militaro-industriels et enfin, la décrédibilité de la Knesset (composé parfois d'anciens scientifiques et militaires), appelée à n'être qu'un *parlement croupion* face une dictature rampante, se servant de la censure officielle pour couvrir des éléments peut-être extérieurs à la sécurité du pays.

De même, les déclarations belliqueuses de l'Irak et de l'Iran, voire de la Libye et de la Syrie, attestent que ces États utilisent le verbe, plus efficace que les armes, et ces mots, qui sont autant de défis à relever, ne peuvent être tus par les armes. Israel Tal, l'une des figures

<sup>1563</sup> Shimon PÉRÈS, *Le temps de la Paix*, op.cit., p. 5.

<sup>1564</sup> Marianne, du 17 au 23 avril, « Et si Israël sortait sa bombe de son placard », pp.56-57.



militaires les plus respectée, commente « il n'y a aucun des petits États qui garantit sa sécurité sur le doute. Les petits États peuvent être détruits. En général, l'ombre d'un danger existentiel plane sur eux, particulièrement sur l'État des juifs. Tous les jours, des entités appellent à sa destruction »<sup>1566</sup>. Pour lui, donc, le doute d'une menace arabe doit trouver sa parade et sa riposte claire et assumée, quelque soit le moyen. Appeler à la destruction d'Israël, c'est narguer et défier sa puissance dissuasive, acculer Israël à attaquer ou à s'exprimer, lui signifier que ses ADM ne peuvent rien contre leurs volontés. La non possibilité d'une possession ou d'un usage finit par nuire. L'option de la force dissuasive et la doctrine du flou nucléaire doivent être, à intervalles réguliers, rappelées sinon ranimées, que se soit face à l'opinion publique nationale ou devant les acteurs régionaux et internationaux.

De plus, de nombreux journalistes, chercheurs et historiens ont écrit sur le sujet. Militaires et hommes politiques israéliens ont franchi le pas de la transparence, volontaire ou involontaire. Même les sites Internet officiels, dont ceux des gouvernements de l'État hébreu, abandonnent peu à peu l'opacité. Elle n'est seulement conservée qu'à titre diplomatique. Depuis les années 80, les affaires d'espionnages mises en exergue par les médias ont démolit l'opacité et le dessous des partenariats internationaux. En 1985, Jonathan Pollard est arrêté aux USA pour avoir transmis des informations volées au Pentagone pour optimiser la dissuasion israélienne. En 1986, Mordechai Vanunu, avant son incarcération, a eu le temps de fournir à la presse des photos et des détails sur le réacteur de Dimona et ses armes nucléaires. Nahum Manbar en 1997 et Marcus Klingberg en 1983 prouvent l'existence du volet biochimique opérationnel, dont l'affaire Mishal en 1997 amplifie la « publicité ». Et cela n'a pas généré de si vives protestations dans l'opinion... mais surtout, les mémoires de politiciens et de militaires, dont l'actuel président Shimon Pérès, fêlent ce fragile vernis.

C'est une déduction logique, le culte du secret excite au contraire la curiosité. Les satellites et les avions-espions américains et russes, envoyés sur place à la suite de supputations, ont livré des images explicites sur les sites israéliens. Internet couvre très largement les différents aspects de ce programme, au point que paradoxalement, le programme israélien est le plus connu au monde avec celui de l'Iran, que celui des EDAN et des autres États de seuil. Associée à la fascination, souvent malsaine, qui entoure tout ce qui concerne Israël, cette opacité génère une focalisation excessive. Conséquence : Ce secret a abouti à l'émergence de théories douteuses et nauséabondes, parce que l'inconnu fait peur et parce que de l'opacité naissent les rumeurs les plus farfelues, ce qui au final nuit aux efforts désespérés et coûteux de l'État hébreu dans sa défense médiatique.

---

<sup>1565</sup> *Marianne*, du 17 au 23 avril, *Ibid.*

<sup>1566</sup> Israel TAL, *National Security: The Israeli Experience*, Westport, CT: Praeger, 2000, p.219.

Mais cette opacité est-elle réellement souhaitée ? Car enfin, comment peut-on expliquer la présence sur le net, à la radio et dans la presse (et dans une moindre mesure dans la littérature et à la télévision), des photos du complexe de Dimona et d'autres sites sensibles, alors qu'il est très facile d'éliminer des sur la toile des sites sensibles, d'interdire des livres ou de les censurer, même dans les pays démocratiques. Comment se fait-il que les SR israéliens, considérés comme les plus efficaces au monde, aient pu à ce point être régulièrement berné par des *Wistleblowers*. Pourquoi le Mossad, qui n'est pas avare d'assassinats si besoin est, n'a-t-il pas tué Vanunu et les autres « traîtres » ? Pourquoi la presse a-t-elle eu connaissance des affaires Klingberg ou Pollard ou Hounam alors que le gouvernement, par le passé, à parfois réussi à museler sa presse ? Quels crédits accorder à des révélations qui passent curieusement les obstacles de la censure. Ces traîtres et espions sont-ils des témoins dignes de foi ? Pourquoi ont-ils brisé le secret-défense et dans quels buts ? Et surtout, l'ont-ils vraiment brisé ? Ces révélations n'intègrent-elles pas un vaste plan de communication farci de sous-entendus et révélations mesurées à des fins dissuasives. Il se peut que Dimona soit un « piège à journalistes » et à « curieux », un « os à ronger » pour dissimuler l'essentiel. La stratégie consisterait peut-être à divulguer une image tronquée du programme.

**CHAPITRE III****LA DOCTRINE BEGIN OU LA CONTRE-DISSUASION****I Définition d'une stratégie atypique**

En matière de politique atomique, Israël est là encore un cas particulier. En effet, la dualité dissuasion / action, qui d'ordinaire n'est pas appliquée chez les autres États atomiques selon Stanley Hoffman, est pourtant effective en Israël par l'intermédiaire de la doctrine Begin. Cette doctrine est la conséquence de l'usage du conditionnel dès qu'il s'agit de la bombe ou des armes biochimiques israéliennes. Ce qui signifie que le pays peut difficilement dissuader ostensiblement, puisqu'il doit respecter l'ambiguïté. D'autre part, elle est rendue nécessaire face à un ennemi qui ne semble pas craindre les armes NBC israéliennes, faisant fit des pertes civiles et militaires et recherchant le martyr. Ariel Sharon explique ainsi : « nous nous trouvons confrontés à des régimes totalitaires dirigés par des assassins qui ne se soucient pas du sort de leurs peuples. Avec de tels pays, la dissuasion ne joue pas ». Dès les années 1950, les deux grands se rendent compte que l'arme atomique ne peut verrouiller un espace indéfini, car il existe des effets de seuil, comme le franchissement du sol natal où la dissuasion n'est plus crédible<sup>1567</sup>. C'est précisément le problème.

Aussi, Israël, dès l'origine, s'est posé cette question : Obtenir sa propre dissuasion, c'est bien, mais empêcher ses voisins de l'obtenir, c'est mieux. Cette stratégie s'appelle la « doctrine Begin », du nom du Premier ministre qui l'a matérialisé. *L'Organisation de coopération de Shanghai*, regroupant la Russie, la République populaire de Chine et les États d'Asie centrale, ciblait les « trois forces du mal » : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. L'organisation et les pays occidentaux, Israël en tête, mettent en place des interventions préventives contre les États suspectés d'abriter des groupes terroristes et susceptibles de leur fournir des ADM. Cependant, la force est employée en dernier recours contre les programmes dits « clandestins » y compris par les frappes « préventives » propre à la doctrine Begin. Elle consiste à empêcher, plutôt par la force que par la négociation, d'autres acteurs régionaux à posséder sinon des ADM, qu'un État ou des réseaux terroristes emploieraient contre Israël, sans craindre de représailles. Elle est une frappe préventive sur le principe biblique de « tuer avant qu'on ne te tue », même si dans la charte de Tsahal, il n'est jamais fait mention de la possibilité d'intervention extérieure, opacité oblige.

La doctrine sous-entend qu'Israël, en position d'infériorité, est obligé d'agir préventivement. Israël la légitimise en invoquant son droit à l'autodéfense, stipulé par *l'article 51* de la charte des Nations unies. Elle a lieu d'aveu que la dissuasion israélienne et les boucliers antimissiles sont inefficaces. Elle peut faire penser que l'option Samson n'existe

pas puisque l'on privilégie dans ces cas la dissuasion par la frappe conventionnelle préventive. Experts, politiques et journalistes, supputent donc que, puisque Israël a détruit des programmes ennemis, c'est donc qu'Israël n'avait pas de quoi dissuader en réalité. Également, Israël possède peut-être la bombe, mais ne l'ayant jamais officiellement « testé », elle n'a pas confiance ses capacités. Enfin, il est possible qu'Israël préfère employer d'abord des moyens conventionnels afin de respecter la pureté des armes.

On parle de la doctrine Begin car elle est magistralement appliquée sous Begin. Sa paternité est discutée. Elle serait déviée de la *doctrine Wolfowitz*, en soit exagérer les menaces pour intervenir préventivement, soutenir constamment un puissant effort militaire et imposer la « démocratie ». Wolfowitz, au travers du programme du Pentagone, *Limited Contingency Study*, étudiait, dans les années 1980, les scénari d'intervention. Il est l'instigateur du coup d'Etat contre le Shah. Sauf que pour les USA, les menaces ne sont pas existentielles et qu'Israël n'intervient pas pour consolider ou créer des points d'appuis à l'étranger. Elle est bien sûr évoquée par les grands théoriciens militaires, comme Sun Tse, d'Alberico Gentili, Grotius, Machiavel ou Hobbes. Les Américains préfèrent parler de *guerre préemptive* (G.W.Bush, 1<sup>er</sup> juin 2002), qui introduit la notion de devancement plutôt que celle de prévention. La prévention se rattache à une menace éventuelle ; le devancement à une menace avérée (plus en adéquation avec l'idée d'une légitime défense), mais pas encore active. Yuval Neeman est le premier à prôner la guerre préventive et l'attaque surprise qui ne sont pas sans rappeler la maxime d'Elie Halévy : « Sans la menace de la force armée, la diplomatie n'est que jappements de roquets ». D'autres pensent que c'est Moshé Dayan qui le premier amorce la « guerre-éclair préventive », en frappant les points vitaux de l'adversaire<sup>1568</sup>. En fait, lors de la crise de Cuba, Washington avait déjà sérieusement envisagé de bombarder les sites de missiles soviétiques de l'île avant qu'ils ne soient, peut-être, tirés. Mais l'on peut remonter encore plus loin<sup>1569</sup>. Fin 1944, les américano-britanniques bombardent les rampements de lancement des V-1 et des V-2. Cette doctrine peut également s'appliquer, par ailleurs, pour détruire préventivement un potentiel conventionnel et non-conventionnel, des infrastructures terroristes et protéger ses propres installations stratégiques avant qu'elles ne soient détruites par l'ennemi. Elle est expliquée par le général Yaakov Amidror :

« Il n'est pas nécessaire pour Israël d'ajouter la retenue dans l'usage de la force comme principe de guerre. Pour Israël, cela serait une grave erreur, et le recours à une réponse disproportionnée est nécessaire, car en général, un petit pays comme Israël ne peut s'occuper d'organisations terroristes et de guérilla que si sa réponse n'est pas disproportionnée et est menée de telle façon à convaincre l'autre camp que lui aussi a quelque chose à perdre »<sup>1570</sup>.

Dans l'histoire d'Israël, la doctrine est appliquée à maintes reprises :

<sup>1567</sup> Dominique LORENTZ, *Affaires atomiques*, Les arènes, 2002, 604 pages, p. 18.

<sup>1568</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 94.

<sup>1569</sup> Arte, Les mercredis de l'Histoire, 28 juillet 2010.

<sup>1570</sup> Yves BONNET, Albert FARHAT, *op.cit.*, pp. 123-124.

-Détruire des infrastructures terroristes. Exemples : Raid sur Tunis en 1985 (opération *Wooden Leg*, condamnée par l'ONU [*résolution 573*])<sup>1571</sup>, raid sur un aéroport militaire à Beyrouth en 1968, au Liban en 1978, 1982, 1996 et 2006, à Gaza (notamment fin 2008-début 2009), en Syrie (octobre 2003) et en Cisjordanie (notamment de 2002 à 2005).

-Sabotage des usines (cœur de réacteur français pour l'Irak en 1980), cargaison chimique pour l'Iran en Suisse<sup>1572</sup>...

-Meurtre d'ingénieurs ennemis spécialistes en armes NBC et en balistique (exemple de Gerald Bull en 1990), de chef terroristes (Cheik Yassin et Khaled Mishal). Israël forme pour cela des *kidonim* (« baïonnette » en hébreu<sup>1573</sup>)

-Interception et arraisonnement de cargos à cargaison militaire (exemple : *Karine-A* en janvier 2002 lors de l'opération *Arche de Noé*)

-Destruction des infrastructures NBC et balistiques ennemies : Osirak en 1981, Zayr-Dayr en Syrie en 2007, Libye dans les années 1980, guerres du Golfe (1980-1988, 1991-2003, 2003- ?).

-Diviser pour régner et faire en sorte que deux ennemis s'affrontent et s'épuisent selon la théorie du « combat des chiens » (guerre Iran-Irak, guerre Hamas/ Fatah)<sup>1574</sup>.

-Torture pour connaître les projets terroristes. Mais son usage est de plus en plus encadré (voir troisième partie). Dans le cadre de la *preemptive war*, Dick Cheney estime légale la torture. Elle était théorisée ainsi par la France pendant la guerre d'Algérie. Le colonel Bigeard

---

<sup>1571</sup> Ce *Carthago delenda est* est soutenu par les USA lorsque Reagan commente qu'Israël avait ce droit « dans la mesure où vous trouvez les responsables ». William BLUM, *op.cit.*, p. 203. Les F-16 se ravitaillent avec bombe *Mark-2* d'une tonne à guidage laser, à Chypre. 80 membres de l'OLP décèdent. Pollard aurait fourni les renseignements géographiques en vue de la frappe. Israël dépêcha un navire et des hélicoptères en soutien. Cette réponse légitime au terrorisme (en représailles à une action de la *force 17* contre 3 israéliens à Chypre) ne fut pas condamnée par les USA. Arafat établit ensuite son QG à Ramallah. Le raid est contre-productif car il rapproche l'OLP des Palestiniens de Cisjordanie.

<sup>1572</sup> Le 30 juin 2010, après que l'on ait soupçonné la Russie de ne pas respecter ses accords de non prolifération à destination de l'Iran, une usine du groupe *Almaz-Antei* fabriquant des *S-300*, au nord de Moscou, est victime d'un incendie. L'idée d'un sabotage s'impose comme une évidence. Leurs livraisons avaient été gelées le mois précédent, mais pouvaient être à nouveau exportés. *Le Figaro*, 30 juin 2010, « Incendie dans une usine militaire russe ».

<sup>1573</sup> Le Premier ministre israélien Golda Meir décide dans les années 1970 de mener l'Opération *Baïonnette* ou « colère de dieu » d'après la « liste noire » ou « liste Golda », avec le système des *Kidonim*, issu du *Metsada*. Le service compte en 1998 environ 48 membres répartis en commandos de trois hommes et une femme (généralement pour séduire). Toute cible est préalablement déclarée coupable par des juristes. D'abord, il s'attaque aux responsables des attentats de Munich (film de Steven Spielberg) Abdel Wael Zwaiter, représentant de l'OLP à Rome, abattu le 16 octobre 1972, Hussein al Bachir, tué dans l'explosion de sa chambre à l'Olympic hotel à Nicosie le 24 janvier 1973, Abou Youssouf, tué à Beyrouth le 10 avril 1973, Mohammed Boudia, tué dans une voiture piégée à Paris le 28 juin 1973, Ali Hassan Salameh dit Abou Hassan, appelé « le Prince Rouge », tué dans une voiture piégée à Beyrouth le 22 janvier 1979. En avril 1988, une unité tue à Tunis Abou Jihad, lieutenant de Yasser Arafat pour la planification d'attentat, puis Bull en 1990 à Bruxelles et en septembre 1997 Khaled Mishal (échec). En octobre 2008, sont neutralisés Imad Mughniyeh du Hezbollah (mise à prix 5 millions de dollars par la CIA) lorsque le Mossad remplit l'appui-tête de sa voiture avec des explosifs, le 12 février 2008.

<sup>1574</sup> Il existe de nombreux organismes officiels et officieux pour fomenter des révolutions, comme *l'Endowment for Democracy* (Madeleine Albright, présidente de la branche NDI, McCain, pour l'IRI). Dans les pays de l'Est et d'Asie Centrale, ces coups d'État portent le nom de *Mouvement orange* ou « révolution colorée ». William BLUM, *op.cit.*, p.298.

appliquait la théorie du « vider l'eau pour asphyxier le poisson ». La version américaine y ajoute le « *Clear, hold and build* », une sorte de système à la Lyautey au Maroc.

-Déstabilisation de régimes ennemis par des coups d'État (Iran 1979), des soutiens aux étudiants contestataires (Iran), des séparatistes (Kurdes d'Irak et Pejak [Iran]<sup>1575</sup>, Chiites en Irak, Sistan-Baloutches sunnites en Iran). Naguère, on trouvait *l'Office of Public Savety* et le *Military assistance program* américain<sup>1576</sup>.

-Protection de ses propres installations stratégiques avant qu'elles ne soient détruites par l'ennemi en lançant des attaques préventives : Guerre du Sinaï (Suez en 1956), des Six Jours.

-Octroi d'une aide économique américaine contre l'abandon de programme NBC et balistique (Égypte, Libye, Jordanie, Yémen, Corée du Nord).

-Embargo sur des exportations sensibles (Libye, Corée du Nord, Yémen, Syrie, Iran, Irak).

-*Diabolisation*<sup>1577</sup> de l'ennemi par les médias (le plus souvent mérité), notamment par l'ADL aux USA, (Iran, Irak, Libye).

-Livraison à l'ennemi de matériel défectueux (Libye, Pakistan, peut-être l'Irak).

-Accords diplomatiques pour obliger les pays récalcitrants à abandonner ses programmes de dissuasion : ZEAN en Afrique, En Asie Centrale, En Amérique du Sud, Au Pacifique), Libye, Égypte (accords de Camp David), Irak, Corée du Nord.

L'action préventive emploie aussi l'arme médiatique, le poids politique et économique de la diaspora juive (mais tous les juifs n'y participent pas, loin de là) et des milieux pro-israéliens protestants et catholique (« *Born-again* »). Cet interventionnisme culturel et militaire est nommé par Frédéric Encel la politique « du bras long, [...] dissuasive face aux ennemis si éloignés soient-ils d'Israël, rassurante vis-à-vis des juifs du monde entier quant à l'existence d'un bastion juif protecteur du peuple, fût-il dispersé par delà les frontières étatiques »<sup>1578</sup>. Elle se matérialise aussi par le rapatriement de juifs menacés comme lors de l'opération *Moïse* ou *Entebbe* en Éthiopie et en Ouganda (opération *Jonathan/ Thunderball*),

---

<sup>1575</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 259. En mai 1972, de retour d'URSS, Nixon et Kissinger font escale à Téhéran où le *roi des rois* leur demande d'armer les Kurdes d'Irak. Israël l'aurait aussi demandé au point que durant la guerre du Kippour, Tel-Aviv demande aux Kurdes irakiens d'occuper les supplétifs irakiens en partance pour le front, en fomentant des troubles au nord du pays.

<sup>1576</sup> William BLUM, *op.cit.*, p.207. Le groupe *Omega-7* contre Cuba, livrait aides et matériels aux mouvements contre-révolutionnaires. Le *twentieth century fund* aidait de son côté la presse contestataire.

<sup>1577</sup> Elle se réfère à la première du genre, qui plus est couplée au devoir d'ingérence lors de la bataille de Navarin en octobre 1827. La Grande-Bretagne, avant d'intervenir en Grèce contre les Ottomans, propagea la rumeur de « barbarisation » de la Grèce par les envahisseurs, (information détournée par l'épouse de l'ambassadeur de Russie à Londres) afin d'accroître le philhellénisme ambiant en Europe, et justifier une intervention. Cela rappelle l'affaire des couveuses, le 10 octobre, propagée par une koweïtienne réfugiée, témoignant devant le Congrès, qui se trouvait en fait être la fille de l'ambassade du Koweït à Washington. Le Koweït finançait la *Citizens for a Free Kuwait*, qui elle-même sollicita l'agence de communication qui avait « vendu » la guerre du Golfe, la *Hill & Knowlton* (pour la somme de 10 millions de dollars). L'affaire est rappelée juste avant la seconde Guerre du Golfe (!) par *The Guardian*, 5 décembre 2002, « This time I'm scared »,

<sup>1578</sup> Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël*, *op.cit.*, p. 22.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
c'est-à-dire agir préventivement avant que l'ennemi n'exerce en représailles des intimidations  
envers eux.

Une fois définits ses principes généraux, comment ses *modus operandi* sont-ils appliqués dans la réalité ? Comment la communauté internationale a-t-elle réagi devant ces actes de guerre qui occultent *de facto* les rôles de gendarme de l'ONU et de l'AIEA ? Voici quelques exemples pour le savoir.

## **II L'Irak : une doctrine Begin polyvalente**

### **II.1 Les premiers sabotages**

Avec ses pétrodollars et sa volonté de nuisance, l'Irak est vu par Israël comme le danger numéro un de la région. Par tous les moyens proposés par la doctrine Begin, Tel-Aviv s'atèle immédiatement à empêcher coûte que coûte la fabrication d'ADM, que Saddam Hussein souhaite employer véritablement à titre offensif. En 1976, Yuval Neeman, l'un des pères de la dissuasion, se fait l'écho des inquiétudes israéliennes auprès de la France, qui soutient l'Irak. Avec Freddy Eytan, il fait pression sur les chercheurs du CNRS et du CEA, jusqu'à harceler le prix Nobel de physique Alfred Kastler. En désespoir de cause, ils contactent Francis Perrin, chef du CEA et ancien acteur du programme israélien, qui confirme :

« Vous avez parfaitement raison d'agir aujourd'hui. On peut penser que d'ici quelques années, l'Irak, ayant préparé du plutonium avec le réacteur français, dira : 'Maintenant, je romps mes engagements'. C'est ce qu'a fait l'Inde. C'est une question de prestige pour ce pays arabe. J'estime qu'il n'est pas raisonnable que l'on garde le secret autour de ce traité, car cela ne peut que provoquer des suspicions internationales et cela n'est pas sain »<sup>1579</sup>

Pourtant, la politique de VGE promeut la vente d'armes contre du pétrole, mais ces armes ne doivent pas menacer Israël. Pour Dimona, Francis Perrin, n'avait pas eu les mêmes scrupules...

Washington pense que Bagdad disposera de sa première bombe artisanale, c'est-à-dire sans essai et sans vecteur approprié, vers 1985. En 1990, l'Irak aurait possédé 15 bombes. Mais Israël, comme à l'accoutumée, refuse ce rapport trop modéré à son goût. Tel-Aviv contracte dès le début des années 1970 une alliance avec l'Iran de Khomeiny. En échange, Téhéran avertit Israël des progrès irakiens. Dès 1979, la commission israélienne *New Era* est créée pour réfléchir et agir contre Osirak. Sur proposition de Begin, elle est présidée par l'ancien responsable du Mossad, Nahum Admoni. La commission opte d'abord pour le *Soft Power*<sup>1580</sup>. Le bombardement de la centrale est déjà envisagé, mais il se heurte à quelques critiques. Pourquoi frapper le réacteur puisque l'option Samson dissuadera une menace atomique future ? Le chef du Mossad Yitzhak Hofi, le vice Premier ministre Ygal Yadin, le général Yesoshouah Saguy, chef du renseignement militaire, Shimon Pérès et Ezer Weizmann

<sup>1579</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, p. 231.

<sup>1580</sup> CSS, « Israeli intelligence and Osirak », 2003, pp. 19-21.

refusent une intervention armée, car rien n'indique qu'Osirak puisse. On craint également d'occasionner des pertes éventuelles de Français sur place, de la pollution radioactive (préoccupation éthique propre à Tsahal) et des rétorsions diplomatiques internationales. Il est possible que les travaillistes soient contre, pour de stricts raisons de rivalités politiques. Menahem Begin, Yitzhak Shamir, le ministre de l'agriculture Ariel Sharon et Rafael Eitan, donnent secrètement leur accord. Les perspectives des rétorsions américaines de font pas peur à Begin : « C'est un nouveau génocide qui se prépare »<sup>1581</sup>. Afin de pallier une éventuelle contre-frappe irakienne, il est décidé que le réacteur de Dimona, qui tournait jusqu'à présent 8 mois sur 12, sera arrêté, une mesure qui se répètera pendant les guerres du Golfe en 1991, 1998 et 2003<sup>1582</sup>. En attendant, la diplomatie est maintenue mais Paris refuse de céder. Aussi, Tel-Aviv planifie plusieurs opérations.

Le 6 avril 1979, sept agents du Mossad plastiquent le hangar n°3 du *complexe 217 des Constructions Navales et Industrielles de la Méditerranée*, à la Seyne-sur-Mer. L'explosion pulvérise le double cœur d'Osirak, celui qui devait être embarqué 48 heures plus tard vers l'Irak. La facilité avec laquelle les israéliens ont agit, subodore que les Français ont laissé faire. Plus tard, l'AIEA reconnaîtra implicitement la main du Mossad<sup>1583</sup>. Mais Raymond Barre promet de poursuivre la coopération et 6 mois plus tard, deux cœurs sont de nouveau prêts à être embarqués. Au sein du Mossad, l'unité spécialisée dans le domaine de l'espionnage atomique, l'unité-238<sup>1584</sup> recrute alors une taupe chargée de surveiller Yahya al-Meshad, membre de la Commission à l'énergie atomique irakienne affecté à Saclay. Le 14 juin 1980, Meshad débarque à l'hôtel Méridien de Paris, pour surveiller le chargement des cœurs de réacteur. Dans la rue, il est pisté par deux *kidonim* qui lui tranchent la gorge. Le danger semble désormais écarté mais Yuval Neeman convainc tout de même Francis Perrin de demander des garanties à Paris, car Saddam Hussein commande un petit réacteur à eau lourde et à uranium naturel de 50 mgw à *Technicatome*.

La médiation de Chaban-Delmas échoue à convaincre Tel-Aviv de la relativité des dangers. Le président de la République française, lors du conseil des ministres, le 23 juillet 1980 rétorque : « L'Irak, comme tous les pays, a droit aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire. La France continuera dans cette voie sans céder à des pressions ou des manœuvres »<sup>1585</sup>. Sauf que Saddam Hussein ne fait pas mystère sur ses intentions : « Le peuple iranien n'a rien à craindre du réacteur nucléaire irakien. Nous n'avons pas l'intention

<sup>1581</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 84.

<sup>1582</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 21.

<sup>1583</sup> David FISHER, *History of the IAEA, the first forty years*, AIEA, Vienne, 2006, p. 116.

<sup>1584</sup> A ce propos, Eric ROCHANT en a fait un film, intitulé « les patriotes », avec Yvan Attal.

<sup>1585</sup> Freddy EYTAN, *La France, Israël et les Arabes*, *op.cit.*, p. 48. Le Mossad, réputé le meilleur service du monde, est pourtant coutumier des bavures. Le 21 juillet 1973 à Lillehammer, un serveur nommé Ahmed Bouchiki est assassiné en raison de sa ressemblance avec un membre de *Septembre noir*.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
de nous en servir contre l'Iran, mais contre l'ennemi sioniste ». En août 1980, se produit une vague d'attentats : les bureaux de *SNIA-Techint* et le domicile du directeur de la firme sont plastiqués ainsi que, le même jour, le domicile d'un libraire de St-Germain-en-Laye. Il s'agissait en fait d'une erreur. La personne visée était un homonyme de Jean-Jacques Graf, haut responsable de *Technicatome* pour Osirak.

Prenant exemple sur les échecs de l'AIEA sur les cas indien et israélien, l'agence de Vienne met en place des moyens de contrôle plus efficaces, mais qu'il est toujours possible de contourner : comptabilité précise des matières fissiles, vérification de la marche des installations, inspection des livres de bord, plombage et vérification du combustible vierge, du contenu du cœur du réacteur et installation de caméras automatiques plombées dans les endroits stratégiques. Les visites à Osirak se succèdent 3 à 4 fois par an mais les autorités irakiennes ont toujours quelques jours pour s'y préparer avant. Et comme pour le cas israélien, il est facile de passer outre, en corrompant les inspecteurs, en subtilisant du combustible frais dans les autres pays, en remplaçant le combustible des stocks par des éléments d'imitation (les stocks réels étant affectés à des installations secrètes), falsification des inventaires de matières fissiles et des livres de bord.

C'est pourquoi un raid est prévu finalement pour juin 1981, une date avancée pour éviter des fuites. Mais *l'era* apprend que des techniciens français sont revenus sur place et que la DCA irakienne a été renforcée. Une commission d'experts, dirigée par Aharon Yariv, rend alors au Premier ministre son rapport à l'été 1980. Il stipule que :

- L'attaque liguerait la communauté internationale contre Israël.
- Tel-Aviv sera accusé de violer le droit international alors qu'Osirak n'est pas encore opérationnel et que Bagdad a signé le TNP.
- Israël serait accusé d'avoir enfreint les accords de Camp David, l'Irak et l'Égypte étant associés.
- Le monde arabo-musulman, soutenu par l'URSS et ses alliés, riposterait.
- Les USA seraient obligés de revoir leurs aides envers Israël et de l'augmenter pour les alliés arabes<sup>1586</sup>.

Les opposants au raid pensent enfin que la destruction du réacteur ne dissuadera pas les autres pays de se doter de la bombe, bien au contraire. Certes, cela permettra de stopper net le programme irakien mais l'opposition estime que le programme irakien n'en sera retardé que de seulement cinq ans. Ce délai est néanmoins jugé suffisant pour définitivement convaincre les grandes puissances d'interdire à un quelconque pays arabo-musulmans de se laisser tenter par l'atome. Il est alors décidé de ne tuer ni de blesser aucun expert étranger et de ne pas provoquer de pollution. Le 20 octobre, *l'era* définit les conditions du raid :

- Dans le feu de la guerre Iran/Irak, les Iraniens attaqueront le réacteur avec des avions américains.

- Les Français devront quitter l'Irak, officiellement pour cause de guerre Iran/ Irak.

- La DCA irakienne devra être neutralisé avant.

- La commission devra auparavant rédiger une défense verbale et juridique pour expliquer à l'opinion du bien-fondé de la mission.

Il est temps d'agir car le 7 novembre, l'Irak informe l'AIEA que les inspecteurs de l'agence ne peuvent plus contrôler les deux réacteurs.

## **II.2 Se faire combattre Charybde et Sylla : « Est moins Ouest égale zéro »<sup>1587</sup>**

En 1979, le Shah, qui depuis quelques années est en semi disgrâce sur la scène internationale, est renversé par la révolution islamique de Khomeiny. Il s'était très probablement opposé à entrer en guerre contre Bagdad. L'ayatollah appelle les Irakiens à renverser Saddam Hussein sur les conseils israéliens. Son objectif est de promouvoir le chiisme à travers tout le Proche-Orient. L'Irak devient le seul obstacle à ce projet et c'est pourquoi les pays sunnites vont financer l'armée irakienne. Bagdad, qui craint la contagion religieuse et le soutien de Téhéran aux Kurdes et Chiites d'Irak, attaque sous le prétexte de désaccord frontalier. Le conflit est une répétition de la Grande Guerre avec ses tranchées et ses gaz asphyxiants. Pour Téhéran, c'est « la guerre imposée » ou la « défense sainte »<sup>1588</sup>. Elle met fin à l'espoir de paix entre les deux pays depuis le pacte de reconnaissance mutuelle de 1975. Kissinger explique : « L'Iran était l'ancrage oriental de notre politique au Moyen-Orient. Ses forces armées, équipées par nous, freinaient les ambitions de l'Irak en direction du Golfe Persique. En outre, l'Iran avait une longue frontière avec l'Union Soviétique. Le rôle de l'Iran dans la stratégie occidentale était d'opposer une barrière aux débordements soviétiques »<sup>1589</sup>. Attali confirme que tout le monde avait intérêt à la guerre Iran-Irak : « Conférence de presse du président à New-York après son discours, le 28 septembre 1983 : 'Je serais très intéressé de savoir quels sont les fournisseurs d'armes à l'Irak et à l'Iran : ceux qui fournissent à l'Irak, ceux qui fournissent à l'Iran et ceux qui fournissent aux deux. La plupart des contrats français avec l'Irak, sauf un, ont été signés avant 1981' »<sup>1590</sup>. Le politologue Robert Frye l'avoue aussi<sup>1591</sup>, ainsi que Kissinger qui ajoute « notre intérêt, c'est

---

<sup>1586</sup> CSS. *ibid.*

<sup>1587</sup> Formule de Werner Keller en 1961.

<sup>1588</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », *ibid.*

<sup>1589</sup> Kissinger, cité par Lorentz, *op.cit.*, p. 388. Jouant sur les pions azéris kurdes, arabes et baloutches, Israël à toujours rêver de faire de l'Irak et de l'Iran des adversaires désarmés. Le Pakistan et Israël fournissent déjà des armes et des fonds à des groupes baloutches et kurdes dans le sud-est et le nord-ouest de l'Iran. *Le Monde Diplomatique*, octobre 2007, « Les ultras préparent la guerre contre l'Iran », Selig HARRISON.

<sup>1590</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 509.

<sup>1591</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel VECCHIET, 2008.

qu'ils continuent à se détruire l'un l'autre, le plus longtemps possible »<sup>1592</sup>. L'amiral américain Pointdexter affirmait :

« Reagan ne souhaite pas une défaite de l'Iran, car elle servirait les intérêts soviétiques. Mais il ne souhaite pas non plus une victoire de l'Iran, par crainte de voir les régimes des pays du Golfe gagnés par le fondamentalisme musulman. Les USA ont donc engagé des actions qui à terme vont renforcer l'Irak et affaiblir l'Iran : soutien des banques américaines au financement de l'oléoduc irakien transitant par l'Arabie Saoudite, incitations commerciales visant à détourner les clients occidentaux de l'achat de pétrole iranien. [...] Certaines filières ont été interrompues »<sup>1593</sup>.

En cas de victoire, Saddam pensait s'emparer de nouveaux champs pétrolifères, ce qui aurait accéléré le financement de son programme nucléaire. C'est pourquoi personne dans la région et dans le monde ne souhaite une victoire totale d'un des belligérants. Le conflit permet à l'occident, à la Chine et à l'URSS des envois massifs d'armes. Israël et la Syrie soutiennent Téhéran. L'Egypte envoie des travailleurs en Irak et les pétromonarchies de l'argent. La France prend fait et cause pour l'Irak. Les USA soutiendront les deux pays par voie détournée. Les exportateurs d'armements y testent leurs matériels. Ephraïm Halévy, ancien patron du Mossad, confie :

« Tant qu'avait duré la guerre Iran-Irak, Israël demeurait, de toute évidence, le premier bénéficiaire de cet affrontement barbare entre deux ennemis potentiels. [...] Pendant huit ans, Israël s'est contenté d'observer la confrontation entre sunnites et chiïtes avec une satisfaction non dissimulée. L'affaiblissement mutuel de l'Irak et de l'Iran, deux ennemis jurés de l'État hébreu, a servi durant un certain temps les intérêts stratégiques d'Israël et a contribué à éloigner la menace sur le front Est, l'une de ses préoccupations majeures depuis plusieurs dizaines d'années »<sup>1594</sup>.

Ce *mea culpa* est bien sûr contesté par les experts français, alors qu'il ne l'est pas dans les sociétés plus démocratiques aux USA et en Israël. Cependant, on ne sait si l'échéance exacte de la guerre fut aussi prévue. Le 22 août 1988, soit quelques jours avant l'armistice, un officier des SR israéliens, devant la Commission de défense des Affaires étrangères de la Knesset, pronostique : « Selon nos meilleurs sources, nous estimons et prévoyons que cette guerre va encore se prolonger encore pendant de longues années »<sup>1595</sup>...

Israël demande à Téhéran de bombarder les installations stratégiques irakiennes, comme sorte de doctrine Begin déléguée (ce sera le cas pendant toute la guerre)! Le 30 septembre, ses *Phantom*, équipés de bombes à retardement *Mk Snakeye*, attaquent. Seul l'Iran, «légitimement » en guerre avec Bagdad, peut alors pénétrer dans son espace aérien et attaquer sans risquer la désapprobation internationale. Ce n'est pour l'instant pas le cas d'Israël qui n'est pas en guerre officielle contre l'Irak mais en état de conflit larvé. Les pilotes du raid sont pour la plupart israéliens ou occidentaux ! La révolution Islamique est ici au service du petit Satan. Mais les bombes tombent à côté et ne retardent le programme que de quelques mois. Bani Sadr, le président iranien, dissimule son acointance avec Israël, et déclare le 9 octobre 1980, que ce raid ciblait en fait des installations militaires conventionnelles et que la méprise

<sup>1592</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ...*, op.cit., p.43.

<sup>1593</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 626.

<sup>1594</sup> Ephraïm HALEVY, *Mémoires d'un homme de l'ombre*, op.cit., p. 19 et p.23.

<sup>1595</sup> *Jeune Afrique*, du 21 au 27 juin 2009, « L'imprévu iranien ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
s'expliquait par une erreur d'aiguillage... Le responsable du programme atomique iranien, Feridoon Sahabi, affirmera pour sa part que jamais son pays n'avait eu l'intention de détruire le réacteur, de peur de retombées radioactives<sup>1596</sup>. Le 16 janvier 1981, Eytan et Neeman échouent dans leur intervention lors du colloque sur la *Science et le Désarmement* à l'IFRI de Paris. Un des savants, Pierre Mayer, leur répond même : « Je pense que vous ne devez qu'à la courtoisie des organisateurs de cette manifestation internationale de ne pas avoir été rappelé au respect des règles élémentaires de bienséance qui s'imposent à tous ceux qui jouissent du privilège d'être invités »<sup>1597</sup>.

### **II.3 Le raid d'Osirak : l'application magistrale de la doctrine Begin**

Israël décide d'agir lui-même. Les SR français et italiens (présent sur place pour sécuriser le site contre l'Iran), la CIA (images satellites, dont celles fournies par Jonathan Pollard) et l'IDB néerlandais vont lui fournir quelques renseignements<sup>1598</sup>. L'opération est baptisée *opera* ou *Babylone*. Elle n'est vraiment ordonnée qu'au moment où les pilotes israéliens maîtrisent parfaitement leur F16-A (initialement destinés à l'Iran, contrat annulé en 1979 !). Ces avions, acquis aux USA au terme d'un contrat préférentiel, ne devaient en principe servir qu'à des opérations défensives. Selon Tel-Aviv, cela ne pose pas de problème puisqu'il s'agit d'un « raid préventif ». Avec leur autonomie supérieure, c'est l'outil adéquat pour ce genre de mission.

L'opération, prévue le 10 mai, est retardée à cause de l'opposition de Pérès et d'ennuis techniques à propos des bombes. Mais Péan affirme aussi que ce fut parce que le 10 mai 1981 était le jour de l'élection de Mitterrand, un des amis de Pérès, et président d'une France bénéficiaire des contrats Osirak que Bagdad n'avait pas fini de payer<sup>1599</sup>! Pérès prévient Begin: « Je sens profondément comme étant de mon de voir de bon citoyen de vous conseiller de ne pas prendre de risque. Croyez-moi monsieur le Premier ministre, j'ai acquis une certaine expérience et je sais de quoi je parle. Je peux vous affirmer qu'une telle aventure ne fera qu'isoler Israël de plus en plus. Je ne suis pas le seul à le penser. Je vous demande donc de réfléchir encore »<sup>1600</sup>. Attali le confirme : « Nous saurons plus tard que Pérès obtient ce matin du Premier ministre israélien qu'il retarde le bombardement de la centrale nucléaire irakienne, prévu aujourd'hui, afin de ne pas peser sur les élections françaises »<sup>1601</sup>. Pérès rencontre Mitterrand en Espagne, lui parle du réacteur. Mitterrand promet : « Si je deviens président, je n'autoriserai pas le transfert des 12 kilos supplémentaires pour l'Irak, afin que le

---

<sup>1596</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel VECCHIET, 2008.

<sup>1597</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, p.230.

<sup>1598</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 320.

<sup>1599</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 12.

<sup>1600</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, *ibid.*

<sup>1601</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, Fayard, 1983, p 15.

réacteur de constitue plus un danger »<sup>1602</sup>. Pérès tempère alors les inquiétudes de Begin : « D'après les sondages, notre ami Mitterrand sera le prochain président de la République. Mitterrand est très ferme sur son attitude. Il m'a promis qu'il ne permettra jamais que l'Irak se dote de l'arme nucléaire avec le soutien de la technologie française »<sup>1603</sup>. Mais une fois élu, avec l'appui, de la plupart de la communauté juive française, Mitterrand, conscient des intérêts français, et adepte de la duplicité, « oublie » sa promesse et s'apprête même à livrer, en sus, 18 kilos d'uranium enrichi<sup>1604</sup>.

Le raid est encore reporté en raison des élections législatives israéliennes et françaises afin de disperser la responsabilité politique. Durant ce sursis, quelques rares cadres occidentaux travaillant en Irak sont prévenus de l'attaque. Ils devront évacuer les lieux sous n'importe quel prétexte pendant un court moment. Mais les frappes doivent absolument être menées avant deux semaines, avant que les combustibles radioactifs soient livrés, car en cas d'explosion, ils provoqueraient une pollution conséquente. Mais la date pourrait voir été choisi pour respecter un autre symbole. En effet, 1981 correspond à la *Birkat Ha'hama*, la bénédiction sur le soleil. Selon la tradition juive, le soleil a été créé le 4<sup>ème</sup> jour, un mercredi, à l'équinoxe du mois de *Nissan*. Or, ce nouveau cycle solaire, qui a lieu tout les 28 ans, est vu comme la bénédiction divine<sup>1605</sup>. Et qui dit soleil dit nucléaire...

Le 7 juin 1981 (veille de la Pentecôte juive), Begin prévient : « Israël bloquera toute tentative de l'adversaire qui viserait à acquérir des armes nucléaires ». Les pilotes sont briefés par Eytan : « Si vous êtes faits prisonniers, dites tout ce que vous savez. Vous croyez en savoir beaucoup mais vous ne savez rien »<sup>1606</sup>. A 16h40, 8 F-16 (escortés par 6 F-15) décollent de la base d'Etzion<sup>1607</sup>, (qui figure d'ailleurs sur la liste des infrastructures de la dissuasion israélienne), cornaqué par le colonel Aviem Sela (le conseiller... de Jonathan Pollard!), sous le commandement au sol du colonel Yiffatah Spector. La flottille survole le golfe d'Akaba où Pérès à Eilat, et le roi Hussein à Akaba, sont en train de se délasser<sup>1608</sup>. Mais en pilote confirmé, Hussein reconnaît la nationalité des avions. Il prévient aussitôt les chefs d'État arabes de la région, et en particulier Saddam Hussein. Le rais, préoccupé par le front iranien, ne prête guère attention ou ne veut pas croire à une attaque aussi osée. A 800 km, observant le silence radio, les avions larguent leurs réservoirs vides dans des zones désertiques pour ne pas déclencher d'alertes. Les F-15 se dirigent ensuite sur les bases aériennes de Habbaniyah, Al

<sup>1602</sup> Shimon PERES, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages, p. 81.

<sup>1603</sup> Freddy EYTAN, *Ibid.*

<sup>1604</sup> CSS, « Israeli intelligence and Osirak », 2003, pp. 19-21. Des composants continuent par ailleurs de provenir du Brésil et la commission *era* sait qu'une équipe dirigée par *Jar Jar* compte doter les avions achetés à la France d'armes nucléaires.

<sup>1605</sup> *Israelvalley*, 8 avril 2009.

<sup>1606</sup> *Jeune Afrique*, du 3 au 9 juin 2007, « Israël bombarde Osirak », p. 38.

<sup>1607</sup> Région devant être cédée plus tard à l'Égypte ce qui était pratique en cas de représailles ou d'enquêtes... cette base permettait aussi de contourner les radars jordaniens, saoudiens et irakiens et de réduire le trajet.

Mossana et Al Rashid pour empêcher les pilotes irakiens d'intercepter les bombardiers. Les ailes se touchent presque pour éviter la détection. La DCA irakienne, trop bureaucratisée, n'intervient pas. A 17h34, les F-16 forment deux groupes dirigés vers Tuwaitha et Tammuz 17. Les autres appareils de la formation du colonel Nahumi larguent leurs bombes. Lorsque la DCA se décide à réagir, l'escadrille décroche. 14 des 16 charges touchent les cibles. L'attaque n'a duré que 80 secondes. La flottille retransverse la Jordanie qui ne réagit pas pour de multiples raisons<sup>1609</sup>. L'attaque est un succès complet car aucune perte israélienne n'est à déplorer. Du côté irakien, il y a neuf morts. Même si les techniciens français étaient partis du site juste avant, l'attaque tue le français Damien Chaussepied.

« *Barouth Hashem !* » crie Begin. Le peuple lui répond « *Begin Meleh Israël* », c'est-à-dire « roi d'Israël »<sup>1610</sup>. L'un des pilotes, Ilan Ramon déclare avoir voulu « empêcher un nouveau génocide en acceptant jusqu'à mon propre sacrifice ». Il est considéré aujourd'hui comme un héros national, d'autant plus que sa famille était rescapée d'Auschwitz<sup>1611</sup>. Pour la première fois dans l'histoire, un État adopte ostensiblement la doctrine de frappe préventive contre une cible nucléaire. Le raid n'est cependant pas suffisant, et Israël persiste : Le 17 août 1989, le complexe d'Al Qaqa est dynamité par les SR américains, britanniques et israéliens. L'usine fabriquait du carburant solide pour missiles. Le 22 mars 1990, le Mossad assassine l'ingénieur Gérard Bull à Bruxelles, un scientifique mercenaire au service de l'Irak. Il projetait de construire un canon géant pouvant tirer des obus NBC vers Israël. Plus tard, 41 détonateurs nucléaires américains achetés par Bagdad sont interceptés à Heathrow par ... des douaniers américains. Enfin, l'OPEP suit les directives occidentales et augmente la production de baril pour ruiner l'Irak car cela abaisse automatiquement les coûts. Le Koweït et l'Arabie Saoudite refusent de régler les 35 milliards d'achat d'armes par l'Irak contre l'Iran comme ils s'y étaient engagés<sup>1612</sup>. L'Irak accuse alors le Koweït de pomper les nappes souterraines lui appartenant. Le 18 juillet 1988, Khomeiny accepte le cessez le feu exigé par la *résolution 598* du CSNU, formulée le 20 juillet 1987. Mais ce n'est que le 20 août 1990 que la paix est signée, le temps que l'Occident planifie la prochaine guerre. En 1988, Ephraïm Halévy disait que la première préoccupation du Mossad était de savoir à quel moment un Irak, enfin en paix, affecterait désormais plus de finances à sa dissuasion<sup>1613</sup>...

<sup>1608</sup> Germain CHAMBOST, *Missions de guerre, histoires authentiques*, Altipresse, 2003, 317 pages, p. 204.

<sup>1609</sup> Accords tacites avec l'État hébreu, absence de moyens véritables, peur de déclencher une escalade... Deux de leurs avions sont même rappelés en vol pour éviter tout affrontement, les Israéliens ayant prévu de mobiliser des forces pour couvrir leur mission au cas où! Germain CHAMBOST, *op.cit.* p. 216.

<sup>1610</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, *op.cit.*, p.86.

<sup>1611</sup> Jean-Pierre BENSIMON, Lettre du collectif « *Paix et la Vérité* », n°3, 10 février 2004, Marseille. Ilan Ramon meurt en 2003 dans la crash de la navette Columbia. Il était le premier israélien envoyé dans l'espace. Son fils meurt le 13 septembre 2009 dans un accident de F 16.

<sup>1612</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 516.

## II.4 Des réactions françaises très diplomatiques

Le raid complique les relations avec la France, même si Mitterrand, est plus atlantiste que VGE<sup>1614</sup>. Goldschmidt (un des pères de la bombe française), maintient que l'Irak, signataire du TNP respectait les garanties de l'AIEA et que les Français étaient liés par un contrat de dix ans « qui faisait que les usages pour des buts militaires étaient pratiquement impossibles »<sup>1615</sup>. D'autant qu'un autre client de la France se sent menacé, le Pakistan, après les déclarations d'un militaire israélien. Giscard qui vient d'être battu par Mitterrand, défend l'Irak, puis modère ces propos lorsque Bagdad parle de Dimona. Paris feint l'étonnement. La droite pratique une politique pro-arabe alors que les socialistes sont souvent plus proches de l'État hébreu (mais la réalité est plus complexe). Quoiqu'il en soit, Mitterrand, vexé, dénonce cette intervention et maintient qu'Osirak ne pouvait être un danger :

« Bien qu'il y ait entre l'Irak et Israël un état latent de belligérance, il n'est pas acceptable qu'un pays, quelque soit la qualité de la cause, règle ses contentieux par une intervention armée, contraire à l'évidence au droit international. Donc, je réprovoque l'initiative prise par Begin. [...] Lorsque nous demandons condamnation au CNSU après l'affaire de Tammouz, nous condamnons le raid, pas Israël. Nous critiquons l'action des dirigeants, nous ne demandons pas de sanction contre le peuple. Et nous restons disponible pour un accord à l'amiable »<sup>1616</sup>.

C'est donc plus une critique de la manière que du présupposé. Un modèle de diplomatie. Le 5 juin, *Morland* (Mitterrand) demande qu'on applique la missive Barre du 9 mai 1980 qui engagerait la France à boycotter Israël en cas d'attaque de celui-ci de l'Irak. Le président refuse finalement d'expédier une lettre incendiaire à Begin et maintient son voyage en Israël. Mitterrand répond à Begin, le 18 juin, par le truchement du *Washington Post* : « Il est dommage que le premier geste de Begin ait altéré notre capital de confiance ». Au roi Khaled, il dit : « dans le domaine des exportations de matériel nucléaire une distinction nette entre usages civils et militaires sera notre règle d'action. [...] Les mêmes principes de dissémination doivent s'appliquer à tous, à l'Irak, comme à Israël. [...] Le principe est le même pour tous : pas de centrale nucléaire dont les techniques pourraient permettre le passage du civil au nucléaire »<sup>1617</sup>. En 1986, Chirac confiera à Freddy Eytan : « Begin a commis là une opération terroriste extrêmement grave. Selon ma propre conviction, l'Irak ne pouvait en aucun cas fabriquer une bombe atomique. Toutes les garanties étaient examinées à la loupe avec une grande prudence et avec la volonté de ne prendre aucun risque ». En octobre, Michel Jobert, ministre du Commerce Extérieur, se rend à Bagdad et assure que la France reconstruira les réacteurs. Le ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson maintient que Tammouz ne pouvait nuire à Israël à cause du « caramel ». Le 30 août, il part à Bagdad expliquer qu'Israël « a engendré une autre injustice, cette fois subie par les Palestiniens qui, à leur tour,

<sup>1613</sup> Ephraïm HALEVY, *Mémoires d'un homme de l'ombre, op.cit.*, p. 21.

<sup>1614</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, Fayard, 1983, p.18. « Giscard était prévisible. Moscou sait que Mitterrand a pris position pour les accords de camp David et surtout pour l'installation des *Pershing* en RFA ».

<sup>1615</sup> *Nucleonics Week*, 11 décembre 2003, « Special Atoms for Peace at 50: The legacy and the future », p.7.

<sup>1616</sup> Michel MARTIN-ROLAND, *La décennie Mitterrand*, Paris, Seuil, 1990, p.41.

ne sont pas étrangers à la tragédie libanaise ». La France cherche à concilier tout le monde. Le représentant de la France à l'ONU, Luc de Nanteuil demande même à son homologue israélien Yehuda Blum un dédommagement financier pour Bagdad ! Ce dernier lui répond « Nous ne donnerons pas un sou »<sup>1618</sup>. Shamir condamne la France d'avoir « comparé la situation (palestinienne) à celle de l'Afghanistan et d'avoir assimilé la lutte des assassins palestiniens à la résistance des français contre l'occupation nazie »... Digression diplomatique. Begin tempère « Je veux bien admettre que les déclarations de Cheysson sont des 'erreurs de citation', comme il l'a dit ».

*Morland* effectue son premier voyage officiel en Arabie Saoudite, autant pour des raisons économiques que pour expliquer à Ryad complice (et par là dédouaner les saoudiens), que Paris condamne un raid pas si condamnable. Les protestations de la France, celles d'autres pays et des institutions internationales, dont l'AIEA, sont parfaitement hypocrites. En effet, Saddam Hussein, d'une piètre intelligence pour avoir été entraîné par les occidentaux dans l'invasion de l'Iran et du Koweït, était dès cette époque la vache à lait des industries d'armements occidentales. Il s'agissait de vendre de l'armement contre des pétrodollars puis faire en sorte que ces armements soient vite détruits dans une guerre, des attentats fomentés par les SR occidentaux, ou ici détruits en dernier recours par des raids aériens. Il semble bien que Ryad ait été préalablement au courant de la frappe. Mais le roi Khaled joue son rôle de lumière de l'Islam : « Je me félicite que la France ait vigoureusement condamné l'attaque israélienne sur la France et je suis prêt à coopérer financièrement avec la France pour la reconstruction du centre irakien dont les objectifs sont exclusivement pacifiques ». Égypte, Syrie, Iran et les pays du Golfe ne réprimandent que mollement. En revanche, les autres puissances nucléaires émergentes comme l'Inde, l'Argentine et la Libye, qui estiment qu'Israël a servi de gantelet à l'occident, sont critiques. Taïwan et l'Afrique du Sud, deux alliés d'Israël, se joignent aux critiques, afin de masquer leurs partenariats<sup>1619</sup>.

Washington, qui, sur le moment condamne Israël, se rétracte sur pression des diplomates israéliens, aidés de leurs alliés du Congrès. Selon Antoine Sfeir<sup>1620</sup>, Begin contacte l'évangéliste Jerry Falwell, afin qu'il puisse convaincre les Américains du bien fondé de l'opération. Les États-Unis décrètent pour la forme, un embargo sur la livraison d'autres F-16, mesure bien vite levée deux mois plus tard. Car William Casey, directeur de la CIA, mandate le Mossad pour soutenir la *Renamo* au Mozambique, *Solidarnosc* en Pologne et *l'UNITA* en Angola<sup>1621</sup>. Reagan, le président le plus fidèle à Israël, ne revient pas sur la décision des deux

---

<sup>1617</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p. 39.

<sup>1618</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p. 34.

<sup>1619</sup> Jacques ATTALI, *op.cit.*, p.34

<sup>1620</sup> Antoine SFEIR, *Vers l'Orient compliqué*, Grasset, 2006, 192 pages, p. 68

<sup>1621</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 23.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
chambres du Congrès de boycotter les fonctionnaires de l'ONU qui soutiennent le bannissement d'Israël<sup>1622</sup>.

La Grande-Bretagne qui sait que les images satellites du KH-II américain livrées à Israël sont responsables des frappes, se contente de dire aux USA qu'ils les avaient prévenus. William Bader, ancien sous-secrétaire d'État américain à la Défense, explique maladroitement et sans doute hypocritement que « nous avons monté le système (KH II) sans nous donner la peine de surveiller ce que les Israéliens en faisaient »<sup>1623</sup> ! Dès le 13 juillet, Robert Mac Farlane, haut fonctionnaire du Département d'État américain, mandaté par Reagan en mission spéciale en Israël, s'exprime : « les malentendus qui avaient pu apparaître après le raid sur Tammouz ont pu être clarifiés à la satisfaction des deux parties »<sup>1624</sup>. L'Irak continue en effet de recevoir des États-Unis des convois d'armement, ce qui tempère quelque peu la colère du rais. Ainsi, entre 1985 et 1990, Washington autorise 750 firmes américaines à collaborer avec le programme irakien<sup>1625</sup>. Le but est double. D'une part, il permet de s'enrichir et d'autre part, le programme du pays est surveillé de près. Les technologies soviétiques, chinoises et européennes sont, d'autre part, espionnées ! Le raid est finalement, pour la forme, condamné comme une violation du droit international par l'ONU.

Menahem Begin, déclare que « plus jamais les juifs n'attendraient du reste du monde de l'aide »<sup>1626</sup>. Il justifie cet acte d'ingérence particulièrement dangereux en pleine « guerre fraîche » Est-Ouest, couplée au contexte moyen-oriental :

« Israël n'a pas à s'excuser. Il n'y aura plus d'holocauste du peuple juif. Bagdad s'apprêtait à produire des bombes atomiques. L'objectif de ces bombes était Israël. En conséquence, le gouvernement israélien a décidé d'agir sans plus attendre pour garantir la sécurité de notre peuple. Des sources incontestables nous ont communiqué deux dates pour l'achèvement du réacteur, la première, début juin 1981, la seconde début septembre de cette même année. A brefs délais, le réacteur irakien aurait été opérationnel. Dans de telles conditions, aucun gouvernement israélien n'aurait pu décider de le faire sauter. En effet, une telle initiative aurait engendré une énorme radioactivité sur Bagdad et nuit à sa population innocente. [...] Deux gouvernements européens ont aidé le dictateur irakien, en échange de pétrole, à fabriquer des armes nucléaires. Une fois de plus nous leur demandons d'y renoncer. En aucun cas, nous ne permettrons à un ennemi de mettre au point des ADM dirigées contre le peuple d'Israël. Nous défendrons les citoyens d'Israël en temps voulu et avec tous les moyens à notre disposition »<sup>1627</sup>.

Begin, fier de s'être opposé aux travaillistes pro-français et aux socialistes français, les met dans l'embarras et oublie que la France a aidé à construire cette dissuasion qui empêche l'Irak de riposter. Il ajoute ensuite, devant un autre auditoire :

« Le seul moyen de se faire respecter en ce bas monde, c'est la force ! Durant la dernière Guerre Mondiale, un tiers du peuple juif a été massacré comme du bétail ; aujourd'hui, Israël a le pouvoir d'empêcher de telles actions : Nous frapperons à nouveau et sans merci, si l'Irak ou un autre pays arabe osaient, malgré tout, construire une centrale nucléaire à des fins militaires. Si le réacteur

<sup>1622</sup> David FISHER, *op.cit.*, p. 118.

<sup>1623</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 23.

<sup>1624</sup> *Le Monde*, 15 juillet 1981.

<sup>1625</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p. 330.

<sup>1626</sup> *B'nai B'rith Europe*, RP n°46, 2009, [http://www.bnaibritheurope.org/bbe/content/view/236/118/lang\\_fr\\_FR/](http://www.bnaibritheurope.org/bbe/content/view/236/118/lang_fr_FR/).

<sup>1627</sup> Pierre PÉAN, *op.cit.*, p. 12.

Tel-Aviv explique avec audace que cette frappe avait une mesure humanitaire : il fallait frapper avant que le réacteur ne soit opérationnel, pour éviter que Bagdad soit affecté par les radiations ! Mais personne évidemment n'y croit. Le 26 mars 1985, apprenant que l'Irak n'a pas renoncé au nucléaire, Ariel Sharon brandit à la radio d'autres frappes :

« Depuis longtemps, je vois le danger d'une coopération entre l'Irak, la Jordanie et l'Égypte. Je me rappelle que l'Irak est le plus extrémiste des États hostiles à Israël pour avoir participé à toutes les guerres contre Israël. [...] Nous sommes en train de nous préparer à attaquer le réacteur atomique que l'Irak construira. [...] Nous nous rappelons que l'Irak acquiert cette technologie de l'Est et de l'Ouest »<sup>1629</sup>.

En 1990, le chef d'état-major, le général Ehud Barak, ne dit pas autre chose. Il estime que « l'intention fondamentale » de pays tels que l'Algérie, l'Iran, la Libye et le Pakistan, qui cherchent à développer leurs capacités nucléaires « est très préoccupante, même si ces pays devront encore attendre plusieurs années avant d'aboutir... Il n'en reste pas moins nécessaire de contrecarrer ces efforts, comme nous l'avons fait dans le cas de l'Irak »<sup>1630</sup>.

## II.5 La doctrine Shamir dans la doctrine Begin, les guerres du Golfe

L'armée irakienne n'a rien de la quatrième armée du monde, avancée par les médias et les Think-tank occidentaux, mais son potentiel affiché en fait certainement la troisième force de la région, derrière l'Égypte et Israël. On n'ignore si l'Irak possède alors la bombe. Le Mossad estime que Saddam Hussein peut employer des bombes sales<sup>1631</sup>. Par bravade, le rais brandit stupidement devant les caméras des condensateurs, dispositifs explosifs permettant de comprimer une charge de plutonium, afin de dissuader des représailles après l'invasion du Koweït. C'est le prétexte supplémentaire que la coalition attendait pour attaquer. Contrairement aux dires des *Mémoires* d'Ephraïm Halévy, l'invasion du Koweït ne surprend pas l'occident, et en premier lieu Washington et Tel-Aviv, constatant que le rais est tombé dans le piège tendu. Déjà en 1984, Attali nous apprend que les USA s'apprêtent à intervenir depuis 1980 directement dans le golfe au cas où l'Iran et l'Irak deviendrait trop entreprenants<sup>1632</sup>. En 1988, l'*US Army* s'entraînait déjà à intervenir en Irak. Dès le 16 juillet 1990, Washington a sous les yeux les photos aériennes des concentrations de troupes irakiennes à la frontière. Le 20 juillet, la Russie envoie même un satellite superviser la zone<sup>1633</sup>. L'Irak envahit le Koweït en août. Le 29 novembre, le CNSU le condamne. Le 17 janvier 1991, les 28 pays de la coalition entrent en action.

<sup>1628</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 21

<sup>1629</sup> AIEA, INFCIRC/323, 3 mai 1985, « Letter of 24 avril 1985, adressed to the director général by the résident représentative of Irak ».

<sup>1630</sup> *Yediot Aharonot*, 27 décembre 1991.

<sup>1631</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 362.

<sup>1632</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim I*, p. 631.

<sup>1633</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 119.

Là encore, Israël profite pleinement de l'évènement, et délègue la doctrine Begin à d'autre, pour ses propres buts, bien que l'occident et leurs alliés arabes aient été ravi de détruire un arsenal potentiellement dangereux pour le voisinage. Ainsi, « La Syrie accepte de voir le Hezbollah diriger ses forces contre Israël, l'important pour elle est l'évolution du conflit du Golfe dont elle attend à brève échéance la chute de Saddam Hussein. Après cela, la Syrie s'occuperait de redistribuer les cartes à son profit, en neutralisant son allié iranien et le Hezbollah qui le soutient »<sup>1634</sup>. D'ailleurs, plusieurs raids massifs de F-117 américains bombardent à nouveau Osirak, qui s'était depuis développé. Cette thèse, qualifiée d'antisémite par nombre de *Think tank* occidentaux, est pourtant admise comme exacte par le JCSS israélien, le 4 décembre 2003<sup>1635</sup>. Shlomo Brum, commandant de l'IDF, affirme que les rapports sur lesquels les USA et la Grande-Bretagne s'étaient appuyés pour intervenir en Irak en 1991 et 2003 étaient en grande partie israéliens. Les SR israéliens, selon cet officiel, ont toujours, depuis la guerre du Kippour, fournit des renseignements volontairement alarmistes à leurs « alliés » pour les forcer à agir pour le compte d'Israël. « Si les informations s'avèrent justes, Israël passe pour un héros, si elles sont fausses, le monde estime qu'il ne s'agit que d'une erreur de jugement »<sup>1636</sup>. En 2006, Ehud Olmert déclarait à la Maison Blanche, « Nous avons soutenu la politique américaine en Irak depuis longtemps et nous encourageons vivement les grandes opérations que l'Amérique mène au Moyen-Orient »<sup>1637</sup>.

Saddam Hussein hésite à frapper un pays qu'il sait prêt à riposter massivement. A partir du 18 janvier, des Scud tombent sur l'État hébreu et l'Arabie Saoudite. Les tirs, sont plus destinés à susciter de la part des autres pays musulmans une sorte de *Jihad* générale contre leur ennemi juré, et en particulier à retourner, contre les alliés, les gouvernements arabes engagés contre l'Irak. Le secrétaire d'État adjoint Laurence Eagleburger est envoyé par Washington pour prévenir les Israéliens que les frappes irakiennes n'ont qu'un but, amener Israël à la faute, et rappeler que la coalition mène précisément cette guerre pour éviter l'implication d'Israël<sup>1638</sup>. Selon André Dumoulin<sup>1639</sup>, Israël avait même prévu de mener une vaste opération de représailles avec la mise en œuvre d'une offensive aéroterrestre combinée (devant traverser la Jordanie) pour détruire les lanceurs de missiles. Il semble que cela soit exagéré, car elle aurait entraîné une extension de la guerre à tout le Moyen-Orient, une guerre plus large des pays arabes contre Israël et la condamnation de l'ONU pour agression d'un pays tiers.

<sup>1634</sup> Jacques ATTALI, *Verbatim II*, *op. cit.*, p.166

<sup>1635</sup> Thèse attestée également par Antoine SFEIR, *op.cit.*, p. 87.

<sup>1636</sup> *CBWCB*, n°63, mars 2004, 52 pages, p. 30.

<sup>1637</sup> *United States, White House, Departement of State*, Office of The Press Secretary, « President Bush Welcomes Prime Minister Olmert of Israel to the White House », 2006.

<sup>1638</sup> Ephraïm HALEVY, *op.cit.*, p. 48.

<sup>1639</sup> André DUMOULIN, « Du syndrome des Scud à la renaissance des ATBM », *Ibid.*

La population ne comprend pas pourquoi la chasse israélienne ne décolle pas, et cette soumission aux USA, elle qui paie à prix d'or une capacité de dissuasion multimodale. Même le parapluie militaire américain n'est pas dissuasif puisque l'Irak utilise ses missiles. Si les destructions sont faibles en Israël, l'économie en pâtit. *Haaretz* estime que, « tandis que les Américains envoient les meilleurs de leurs missiles sur la capitale irakienne et sur les bases militaires, quelle menace supplémentaire y a-t-il à ce que les Israéliens s'associent à l'assourdissant orchestre aérien ? [...] Lorsque Washington fait état de 2 000 sorties d'avions par jour, cela ne changerait pas grand chose si l'armée israélienne en ajoutait 36, 59 ou 104 »<sup>1640</sup> ! Le ministre de la Défense Moshé Arens et le chef d'État-major interarmées, le général Shomron, contestent aussi cette position d'attentisme, qui affaiblit la dissuasion du pays<sup>1641</sup>. Sharon ne suggère rien moins qu'une offensive blindée avec infanterie, précédée de frappes aériennes massives !<sup>1642</sup> Le Premier ministre Shamir laisse ainsi entendre, le 28 janvier, que la retenue de son pays cesserait dès lors que l'Irak effectuerait une attaque chimique contre l'État hébreu. Israël envoie discrètement quelques « coopérants » sur le front, ce qui permet de désigner à l'aviation alliée les *Scud*, en vue de leur destruction.

Fin février, le pays, écrasé sous les bombes, demande grâce. Bagdad n'est pas conquise, les membres de la coalition arabe se seraient opposés à la prise d'une capitale arabe par les armées occidentales. D'autres diront fallacieusement que ce fut parce que justement, Saddam menaçait d'employer ses armes chimiques. En fait, le pion irakien devait encore servir sur l'échiquier proche oriental. Richard Haas explique également le 27 avril 1999 : « Nous pensions alors que Saddam Hussein ne survivrait pas politiquement à sa défaite, nous étions surtout persuadé que l'armée irakienne, de retour de la guerre, le renverserait ; que d'une manière ou d'une autre, il paierait le prix de son fiasco stratégique »<sup>1643</sup>. Albright ajoute : « Mais la combinaison des sanctions, des inspections, des pressions militaires et d'éventuelles frappes l'avait [S.Hussein] enfermé dans une boîte »<sup>1644</sup>.

C'est à partir des leçons tirées du cas irakien qu'est engagé le programme de renforcement des garanties de l'AIEA, dit « 93 + 2 »<sup>1645</sup>. Durant l'été 1991, l'UNSCOM et l'AIEA demandent un inventaire du reste des capacités NBC du pays (*résolutions 687 et 715*) et pendant la décennie, il s'agira de désarmer le cadavre irakien. La CIA et le Mossad continue à financer et armer les Kurdes d'Irak, après la révolte manquée de 1991. M. Albright avoue : « Durant tout le temps où j'étais en poste à l'ONU, j'ai eu pour instruction de faire

<sup>1640</sup> André DUMOULIN, *Ibid.*

<sup>1641</sup> Ephraïm HALEVY, *op.cit.*, p. 49.

<sup>1642</sup> Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, *op.cit.*, p. 187.

<sup>1643</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.337.

<sup>1644</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.340.

<sup>1645</sup> France, *Sénat*, Session ordinaire, 30 juin 2004, « Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées sur la prolifération nucléaire », Xavier DE VILLEPIN.

tout ce qui était en mon pouvoir pour maintenir les sanctions et contraindre Bagdad à faire toute la lumière sur ses programmes d'armement »<sup>1646</sup>. Des opposants irakiens sont également formés aux USA, comme le groupe *scorpions*, afin de perpétrer des sabotages et fomenter des révoltes<sup>1647</sup>.

Le blocus économique et les frappes aériennes britanniques et américaines achèvent de ruiner l'Irak de 1991 à 2003. Le blocus sera responsable de centaines de milliers de morts par effets directs et indirects et devait, selon les directives officielles, empêcher l'Irak de se redresser. Pour Madeleine Albright (Marie Jana Korbelova), Secrétaire d'État et ancienne ambassadrice aux Nations Unies de 1993 à 1997, il n'est pas question de nier l'effet humanitaire néfaste du blocus : Le 12 mai 1996, la reporter Leslie Stahl de l'émission *60 minutes* sur CBS l'interroge : « Nous avons entendu qu'un demi-million d'enfants sont morts [à cause des sanctions précise Albright entre crochets !]. C'est-à-dire plus d'enfants qu'il n'en est mort à Hiroshima. Et je me demande si le prix à payer est justifié ». Albright répond : « *I think this is a very hard choice, but we think the price is worth it* »<sup>1648</sup>. Stahl va donner à cette simple phrase un impact considérable qui suffira à nuire médiatiquement aux efforts menés contre Bagdad. En 1993, Bush échappe à un attentat au Koweït. L'armée américaine bombarde à nouveau l'Irak. En 1994 et 1998, des frappes américano-britanniques plus massives qu'à l'accoutumée détruisent les rares reconstructions stratégiques irakiennes.

Le 8 juillet 1996, Richard Perle, rencontre à Washington Netanyahou pour discuter déjà d'une nouvelle stratégie. Il est question de neutraliser le Liban, l'Irak, la Syrie et l'Iran afin de stabiliser le Moyen-Orient au bénéfice d'Israël et des USA. Cette stratégie est expliquée dans un article du Think-tank *Institute for Advanced Strategic Political Studies* auquel participe Perle. En février 1998, le *US House of Representatives task force*, en partie sur les bases de rapports israéliens, pense que les capacités irakiennes ont été « délocalisées » au Soudan, en Libye, en Afrique du Sud (échange de scientifiques) et en Algérie ! Mais Clinton refuse de nouvelles frappes sur la base de telles inepties. La CIA se rend compte que les renseignements fournis par le Mossad sont exagérés. Un agent parle de renseignements de « piètres qualités » et de « rumeurs » plutôt que d'informations viables<sup>1649</sup>. L'ambassadeur Edward L Peck, ancien chef de mission en Irak et ancien Député Directeur du *Cabinet Task Force on Terrorism* sous Reagan accuse l'action de l'AIPAC :

« Lobbies, citoyens et intérêts communs sont des éléments essentiels au processus démocratique. Quand ces intérêts sont clairement d'un autre pays, spécialement s'ils sont envahissants, coûteux, d'un impact négatif sur les lobbies américains, comme l'AIPAC et ses conspirateurs, ce n'est pas seulement indésirable, c'est aussi dangereux. Riche, puissant, presque clandestin, avec la capacité

<sup>1646</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.338.

<sup>1647</sup> Eric DENECE, Histoire secrète des forces spéciales de 1939 à nos jours, *op.cit.*, p. 222.

<sup>1648</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.339. Le secrétaire d'Etat revient elle-même plus en détail sur cet incident dans son autobiographie, sans le nier.

<sup>1649</sup> John MEARSHEIMER et Stephen WALT, *Le lobby israélien...*, *op.cit.*, p.69.

Néanmoins, Washington pense à déstabiliser Bagdad par l'intermédiaire du collaborateur républicain Ahmed Chalabi qui préconise la destruction du mouvement baasiste. Vincent Cannistraro, ancien chef du contre-terrorisme de la CIA confie à propos du *Congrès National Irakien* (INC):

« On ne pouvait pas s'y fier. La plupart de ces informations étaient de la propagande. La plupart de ces informations disait au département de la Défense ce qu'elle voulait entendre, utilisant des prétendus informateurs ou défecteurs qui disait ce que Chalabi voulait, [créant] cuisinant des informations qui se retrouvaient directement dans les discours du Président et du Vice-président »

Greg Thielmann du Département d'État ajoute au *NYT*: « Les liens avec Al-Qaïda ainsi que les armes nucléaires étaient les deux seuls sujets pouvant transformer l'Irak en menace imminente pour la sécurité des États-Unis. Et l'administration déformait énormément les renseignements sur ces deux sujets »<sup>1651</sup>.

Iyad Allaoui, un autre opposant irakien, baasiste et espion de la CIA, souhaite déclencher une guerre civile au sein même du parti pour évincer Saddam Hussein<sup>1652</sup>. On trouve aussi des agents des intérêts chiïtes (*Alliance Irakienne Unie*), de Peshmergas kurdes (*Union patriotique du Kurdistan*), du *Conseil Suprême pour la révolution islamique en Irak* (CSRII) et du parti Dawa<sup>1653</sup>. Pressé par Israël et les lobbies militaro-industriels américains, la CIA, dans une lettre au Sénat, consent à accuser l'Irak de détourner des aspects du programme « pétrole contre nourriture et médicaments » (*résolution 986* de 1995), pour concevoir des ADM. Mais en 1997, même le Koweït (après le Bahreïn), pourtant victime de l'Irak, refuse de soutenir de nouvelles interventions, au motif que Bagdad n'avait pratiquement plus les moyens de menacer quiconque<sup>1654</sup>. Albright explique à mots couverts: « les intentions des contestataires étaient louables. [...] L'Unscm et l'AIEA ne se trouvant plus en Irak, nous avons changé de politique, passant de *l'endiguement* au moyen d'inspections à ce que nous appelions *l'endiguement renforcé* »<sup>1655</sup>. La secrétaire d'Etat n'en mène toutefois pas large face aux Républicains extrémistes qu'elle dit soutenus par des extrémistes israéliens ? Tous l'accusent d'empêcher plus d'inspections approfondies en Irak que l'ONU<sup>1656</sup> !

En 1998, excédé par les multiples inspections et les bombardements, Saddam Hussein renvoie les représentants de l'AIEA. Le Premier ministre Tarek Aziz écrit à l'ONU que les accointances de l'UNSCOM avec les intérêts israéliens, américains et britanniques sont

---

<sup>1650</sup> *Institute for Research Middle Eastern Policy*, <http://www.irmep.org/>. Le site regorge de documents déclassifiés sur l'impact des lobbies pro-israéliens aux USA.

<sup>1651</sup> CBS, 4 février 2004, «The Man Who Knew»

<sup>1652</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ...*, *op.cit.*, p.134.

<sup>1653</sup> La doctrine du noyautage d'un pays par des opposants est expliquée en 1976 par Kissinger: «Les opérations secrètes ne doivent pas être confondues avec le travail de missionnaires ». Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *op.cit.*, p.179.

<sup>1654</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.344.

<sup>1655</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.348.

<sup>1656</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.350.

évidents. Frederick Kagan tente de convaincre Clinton d'envahir à nouveau l'Irak. Le président trouve un compromis en utilisant seulement des *Tomahawk*, lors de l'opération « Renard du désert ». 15 pays soutiennent l'opération. 650 sorties en 70 heures font « revenir le programme irakien de production de missiles deux ans en arrière ». Les dernières infrastructures suspectes sont alors détruites, de l'aveu même de Scott Ritter, chef de l'UNSCOM en Irak : « Depuis 1998, l'Irak est désarmé. 90 à 95% des ADM ont été éliminées de manière certaine, y compris des usines qui servaient à produire des armes NBC, ainsi que des missiles balistiques à longue portée »<sup>1657</sup>. Sept sites de production d'*Al-Samoud* (Résistance) avec des portées variant de 150 à 1000 km (selon des travaux pas très précis), sont détruits. Le 17 décembre 1999, la *résolution 1284* du CSNU accepte de lever les sanctions contre l'Irak, mais la Chine, la France et la Russie s'abstiennent, prémices à la division qui va suivre.

Fin 2000, Clinton laisse le bureau ovale à Georges W Bush, dont les conseillers arrivent déjà avec les projets d'invasions dans les cartons. Les collaborateurs de Bush sont souvent les mêmes qu'en 1991: l'ancien ministre de la Défense Dick Cheney est vice-président), Paul Wolfowitz (du Pentagone est vice-ministre), Colin Powell (chef d'état-major est ministre des Affaires étrangères), Condoleezza Rice (membre du *National Security Council* devient conseillère pour les affaires de sécurité nationale) auxquels s'ajoute Karl Rove. Rumsfeld déclare : « Nous savons que le régime irakien détient des armes chimiques et biologiques. Son régime a amassé une grande quantité d'armes chimiques clandestines, incluant du VX, du sarin, de la cyclorazine, et du gaz moutarde. [...] Nous savons où elles sont. Elles se trouvent dans les environs de Tikrit et à l'est, à l'ouest, au sud et au nord de Bagdad »<sup>1658</sup>. En réalité, peu de personne, y compris au sein de la société israélienne, croit ce mensonge. En février 2002, la CIA envoie l'ancien ambassadeur Joseph Wilson au Niger pour enquêter sur un éventuel trafic d'uranium avec l'Irak. En août, Anthony Cordesman du *CSIS* affirme au sénateur américain chargé du comité des Affaires étrangères, qu'Israël se sent en danger et que les USA doivent réagir par des frappes sur les villes irakiennes. Après enquête, il conclut que les documents sur lesquels se base l'administration Bush sont des faux. Pourtant, le 28 janvier 2003, lors de son discours sur l'état de l'Union, Bush fait référence à la piste nigérienne pour étayer sa thèse. Le 22 février, Bush identifie à José Maria Aznar des *Al-Samoud-2* comme des missiles à longue portée. L'armement n'est pas illégal. Mais sur les 40 essais balistiques effectués par l'armée irakienne, 13 dépassent les 150 kilomètres autorisés

<sup>1657</sup> William BLUM, *op.cit.*, p. 395.

<sup>1658</sup> CBS, 4 février 2004, «The Man Who Knew»

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
par la *résolution 687* et seul un tir atteint 182 km et encore à vide. L'AIEA estime alors que l'Irak a abandonné tout programme<sup>1659</sup>.

La *résolution 687* de l'Onu indique que le programme irakien a repris et qu'il faut agir. Mais l'ONU ne donne pas son accord pour une opération militaire. Les USA passent outre le veto de la France, de la Russie et de la Chine. M. Albright explique les vraies raisons du front du refus : « L'Irak devait de l'argent à la Russie et à la France, et ces deux pays voulaient être remboursées »<sup>1660</sup>. Une vaste coalition de plus de 52 pays (davantage qu'en 1991 !), dont des pays de la « Nouvelle Europe » face à la « Vieille Europe » (France/ Belgique, Allemagne), envahit un Irak quasi désarmé, dont ce qui reste de puissance militaire sert à maintenir la dictature. Rappelons que la grande majorité de tous les Européens étaient opposés à la guerre. Voici ce que Hans Blix dira le 9 avril 2003 à l'AFP: « La guerre était planifiée longtemps à l'avance, la question des ADM étant secondaire. C'est pour cela que l'attitude que les Etats-Unis maintenaient à l'égard des inspecteurs nous laisse parfois dubitatifs. La question des ADM a été reléguée à la 4<sup>ème</sup> place par les États-Unis et la Grande-Bretagne dans l'ordre des causes qui ont motivé la guerre. J'aimerais vraiment savoir s'ils les trouveront. Le cas des contrats sur un achat présumé par l'Irak d'uranium enrichi au Niger avait été un montage grossier [...]. C'est pour cela que nous avons toujours été très prudents. Actuellement, le renversement du régime dictatorial de Saddam Hussein est le principal objectif. Je crois que les Américains ont commencé la guerre en croyant qu'il y avait des ADM en Irak, mais je pense qu'ils y croient moins maintenant ».

L'OSP (*Office of Special Plan*), unité de renseignement américaine privée, coordonne des opérations, sur la base de renseignements tronqués, fournis entre autre par le Mossad, le *Defense Policy Board*, la NESAs et l'INC. L'*Iraq Operation Group*, le département de la CIA, prévoit entre temps des actions pour discréditer Hussein, comme le tournage d'une vidéo truquée prouvant l'homosexualité du rais, un reportage lui aussi truqué montrant un sosie du Rais proclamant son abandon du pouvoir au profit de son fils Oudaï. Mais James Pavitt, le directeur des opérations, abandonne ces plans<sup>1661</sup>. Juste avant les frappes américaines, l'unité spéciale de Tsahal, la *Yehidat Shaldag*, pénètre en territoire irakien pour détecter les derniers *Scud* restants<sup>1662</sup>, prouvant encore une fois l'intérêt des faucons israéliens dans cette guerre. La Vieille Europe conteste « l'appel des 60 » (2002, *Institute for American Values*). Néanmoins, une fois la guerre déclarée, ces pays ont autorisé le survol de leurs territoires et

---

<sup>1659</sup> JCSS, Volume 6, n°1, mai 2003, «The Nuclear Dimension of 'Axis of Evil': Different Strategies for Different Threats», Ram EREZ.

<sup>1660</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.340.

<sup>1661</sup> *Le Figaro*, 27 mai 2010, «Les idées saugrenues de la CIA pour renverser Saddam». La même idée fut évoquée contre Ben Laden et d'autres opposants.

<sup>1662</sup> Eric DENECE, *op.cit.*, p. 214.



fournit des renseignements<sup>1663</sup>, loin de l'image fallacieuse d'une faisant la nique aux Américains. Le *Guardian* précise : « (L'OSP) a aussi forgé des liens étroits avec un SR parallèle au sein du département d'Ariel Sharon en Israël, spécialement pour contourner le Mossad, et fournir à l'administration Bush des rapports plus alarmistes sur l'Irak que le Mossad était disposé à autoriser »<sup>1664</sup>. De surcroît, l'OSP a sciemment cherché à discréditer les analyses de la CIA. Un ancien officier de la CIA, Larry Johnson, rajoute que l'OSP est :

«... dangereux pour la sécurité des États-Unis, et une menace pour la paix mondiale. [L'OSP] a menti et manipulé les services de renseignements pour mettre en place son objectif de renverser Saddam. C'est un groupe d'idéologues avec des notions du vrai et du faux prédéterminées. Ils retiennent les informations quand cela colle avec leur objectif et ils ignorent les données contraires. Ils devraient être éliminés »<sup>1665</sup>.

Enfin, en février 2007, l'inspecteur général du Pentagone conclut que l'OSP<sup>1666</sup> « A développé, produit et ensuite disséminé des renseignements alternatifs à propos des relations entretenues entre l'Irak et Al-Qaïda, qui inclut des conclusions en contradiction avec le consensus exprimé par la communauté du renseignement, et par nombre d'hommes politiques reconnus ». Ce tabou est formulé ainsi par P.Langlois : « Aux déclarations tonitruantes d'Ahmadinejad, succèdent les communiqués de presse et autres rapports fournis par des institutions proches d'Israël. Le journaliste S.Hersh a ainsi répercuté à au moins 5 reprises des informations alarmantes qui ce sont toutes... révélées fausses »<sup>1667</sup>. Israël a incontestablement profité de la guerre en fournissant aux armées américaines quantité de matériel, dont des systèmes antimissiles pour véhicules, des équipements high-tech et des drones<sup>1668</sup>. Tout cela, Batistella<sup>1669</sup>, considéré en France comme le grand politiste français de son époque, n'en fait aucunement mention, dans un ouvrage qui a la prétention d'expliquer les dessous de la guerre d'Irak. L'ouvrage est l'exemple type de l'analyse universitaire au ras de la théorie, mais très loin des réalités factuelles. Autrement dit, ce travail, pertinent dans l'amoncellement de doctrines et de concepts, n'a aucune valeur et n'apporte rien au sujet, critiques qui différencient souvent le politiste de l'historien.

La doctrine Begin a-t-elle été appliquée ici pour rien ? Le 2 octobre, dans la déclaration qu'il effectue devant le Congrès des États-Unis, David Kay, le responsable de l'IGS (*Iraq Group Survey*), déclare : « Nous n'avons pas encore trouvé de stocks d'armes, mais nous n'en sommes pas encore à pouvoir dire avec certitude qu'il n'en existe pas ou qu'il en existait avant la guerre ». Le 23 janvier 2004, il démissionne en affirmant que tout était faux. Le rapport *Duelfer* conclut finalement que le programme nucléaire baasiste fut abandonné en 1991. Le

<sup>1663</sup> Noam CHOMSKY et Gilbert ACHCAR, *La poudrière ...*, op.cit., p.142.

<sup>1664</sup> *The Guardian*, 17 juillet 2003, « The spies who pushed for war ».

<sup>1665</sup> Seymour HERSH, "How conflicts between the Bush Administration and the intelligence community marred the reporting on Iraq's weapons", *The NYT*, 23 octobre 2003. Neil MACKAY, "Revealed: the Secret Cabal Which Spun for Blair", *Sunday Herald Glasgow*, 8 juin 2003.

<sup>1666</sup> On cite aussi l'action de la *Science Application International Corporation*, firme créée à San Diego en 1969.

<sup>1667</sup> *Défense et sécurité internationale*, janvier 2010, « Israël face à ses menaces ». Philippe LANGLOIS.

<sup>1668</sup> *Israelvalley*, 30 octobre 2009, « Les drones israéliens maintiennent leur altitude », Maxime PEREZ.

« *changement de régime* », terme propre au Pentagone pour désigner un changement politique en sa faveur, n'aura pas servi à grand-chose. Reste que la politique américano-israélienne qui consiste à maintenir un Irak uni mais faible, abouti à une fragmentation communautaire aux pires effets. En janvier 2004 d'ailleurs, le CSS publie un article qui sous-entend que l'invasion de 2003 relevait moins de la neutralisation des ADM éventuelles, mais plus de la décision de mettre à bas le régime baasiste dont les fonds occultes alimentait la seconde *Intifada*<sup>1670</sup>.

Le 25 mars 2004, la Knesset condamne l'incompétence les SR israéliens et de nombreux politiques qui tel Ariel Sharon, Shaul Mofaz, et Moshé Yaalon (chef du Staff de l'IDF de juillet 2002 à juin 2005), furent accusés en leur temps d'avoir sur estimé les menaces terroristes et libyennes et sous-estimé le danger irakien<sup>1671</sup> ! En 1962, le Mossad avouait déjà s'être trompé après avoir cru que l'Egypte avait conçu, avec des savants allemands, un rayon laser capable de détruire en une fois de gros objectifs<sup>1672</sup> ! L'assemblée sous-entend que cette guerre a été menée pour des intérêts privés de SR et politiques israéliens, américains et européens (et même parfois arabes) et pour des firmes militaires. La Knesset est l'un des premiers parlements au monde à finalement condamner l'invasion ! En 2005, Bush reconnaît officiellement qu'il n'y avait plus d'ADM en Irak et qu'ils n'en avaient probablement jamais eu. Au final, cette « guerre pour rien » aura tué des centaines de milliers d'Irakiens et quelques 4500 soldats de la coalition, un nombre indéfinis de salariés de SMP, des terroristes et des forces de défense irakienne. Kofi Annan conclura : « sept ans après, cela en valait-il la peine ? Certains disent que cela a apporté quelque chose à l'Irak. Je ne vois pas quoi. Le pays a reculé de deux décennies »<sup>1673</sup>.

### **III L'exemple syrien et l'opération *Orchar***

#### **III.1 Un raid sans bavure**

En juillet 2001, des radars syriens sont détruits dans la plaine de la Bekaa au Liban. En novembre 2003, Tsahal frappe un camp d'entraînement palestinien près de Damas et survolent par bravade la résidence d'Assad. En 2006, la chasse israélienne détruit quelques installations sensibles syriennes. Mais l'opération la plus osé depuis 1973 est encore à venir. En juillet 2006, le patron du Mossad présente au conseiller à la Sécurité américain, Stephen Hadley, un dossier sur un complexe secret à 150 km de la frontière irakienne, afin d'inciter les USA à

---

<sup>1669</sup> Dario BATISTELLA, *Retour de l'Etat de guerre*, Armand Colin, 2006, 293 pages.

<sup>1670</sup> CSS, janvier 2004, « New documents at the CSS information center: Saddam Encouraged Palestinian Terror in the Hope it Would put off the american attaque », pp.28-29. L'Irak en son temps soutenait aussi le terrorisme. Le rais donnait 10000 dollars par mille martyrs et 25000 dollars pour ceux qui avaient réussis un attentat suicide.

<sup>1671</sup> *CBWCB*, juin 2004, p. 40.

<sup>1672</sup> Michel BAR ZOCHAR, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, chapitre 16.

<sup>1673</sup> *Jeune Afrique*, du 12 au 18 avril 2010, « Ils ont dit ».

lancer une attaque depuis l'Irak. C'est un refus. Israël fait alors part de son projet de raid à la Maison Blanche, en présentant des images satellites du site nucléaire de Dayr az-Zwar, en insistant sur son origine nord-coréenne. Mais pour des raisons alors inconnues, Condoleezza Rice obtient que l'opération soit repoussée. La CIA se sentait apparemment humilié d'avoir été doublé par le Mossad. Les Américains demandent de vérifier les informations<sup>1674</sup>. Israël accepte, mais décide ensuite d'agir<sup>1675</sup>.

Tout commence au printemps 2004 lorsque la NSA détecte un nombre anormalement élevée d'appels téléphoniques entre Pyongyang et la localité syrienne d'Al Kibar. La NSA envoie ses rapports à l'unité 8200 du Mossad, chargée de l'espionnage radio. Al Kibar est alors « marqué » en vue d'une action future. Fin 2006, le Mossad sait qu'un haut responsable syrien est en délégation à Londres et loge dans un Hôtel de Kensington, qui comme beaucoup de ces lieux, est truffé d'espions, dont des Israéliens. Ces derniers s'introduisent dans sa chambre et installent à logiciel espion dans son ordinateur portable. En février 2007, la CIA accueille à Istanbul un transfuge iranien, Ali-Reza Asgari, chef de la *Garde Révolutionnaire iranienne* au Liban dans les années 1980 et ministre adjoint à la défense de au milieu des années 1990. Écarté du pouvoir par Mahmoud Ahmadinejad, il révèle l'existence du site de Natanz, et d'un financement iranien du programme parallèle syrien que le pays mènerait avec la Corée du Nord. Le général est transporté à Frankfort, au Texas et à Washington pour d'autres entretiens. En mars 2007, Olmert s'entretient avec trois experts, rue de Gaza à Jérusalem. Il veut collecter assez de renseignements pour convaincre les Américains de la possibilité d'un raid qui aurait lieu à partir de leurs bases en Turquie. En août, deux des experts, Aharon Zeevi-Farkash, ancien directeur du renseignement militaire israélien et le général Yaacov Amidror, porte-parole du trio, convainquent de la dangerosité de l'axe Iran/Syrie/Corée du Nord. L'expert Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, révèle qu'un programme baptisé *Projet III*, est destiné à équiper des missiles iraniens avec des ogives nucléaires miniaturisées, d'après un accord syro-iranien en 2005. Le deal se composerait ainsi. L'Iran paye à la Corée du Nord 1 milliard de dollars pour qu'il installe de la technologie nucléaire en Syrie (moins ciblé que l'Iran par l'Occident). Le réacteur devait être une sorte de « copie de sauvegarde d'Arak dans le cas où le réacteur à eau lourde serait défaillant ou bombardé ». Amidror dont le caractère est fortement influencé par les traditionalistes religieux américains, apprend à Olmert qu'un cargo, le *Gregorio*, venant de Corée du Nord, a été saisi à Chypre en septembre 2006, avec une cargaison à double usage. Un an plus tard, un autre cargo, l'*Al-*

<sup>1674</sup> *Israelvalley*, 7 octobre 2007, « Pendant longtemps les USA et Israël n'étaient pas d'accord sur l'attaque aérienne en Syrie ».

<sup>1675</sup> *Der Spiegel*, 11 février 2009, « The Story of 'Operation Orchard: How Israel Destroyed Syria's Al Kibar Nuclear Reactor' ».

*Ahmad*, en provenance de Pyongyang, parvient à Tartous avec de l'uranium. Saisit de ces preuves, Olmert demande la permission de bombarder à Stephen Hadley.

Début août, des commandos hélicoptés, des satellites et des avions de reconnaissance quadrillent déjà la zone de Dayr az-Zwar. Les commandos israéliens débarquent près du site en hélicoptère afin de recueillir des échantillons d'air et de terre pour mesurer la radioactivité. Mais surpris par une patrouille syrienne, l'équipe ne parvient pas à collecter suffisamment de renseignements. Il est même probable que la Seconde guerre du Liban avait pour objectif la destruction de radars et de DCA syriens sur le sol libanais, selon le principe du *ELINT* (Interception électronique)<sup>1676</sup>. Quelques jours avant le raid, des hackers du Mossad paralysent les ordinateurs militaires syriens et le radar de Tall al-Abyad<sup>1677</sup>.

Le nom de l'opération, *Orchar*, *Orchidée* ou *Verger*, est décidé. Le commando d'élite *Sayeret Matkal* et une unité du *Shaldag* désignent les cibles au laser. Le 5 septembre à 11h, à la base aérienne de Ramat David, près d'Haïfa, 10 chasseurs F-15 Raam (Thunder) de l'escadrille 69 décollent. Pour perturber l'éventuel espionnage ennemi, trois rentrent à la base. La chasse israélienne est accrochée entre 14 et 15 h par la DCA. Les avions larguent leurs réservoirs vides pour prendre de la vitesse. Une station radar syrienne est détruite. 18 minutes après, ils atteignent Deir el-Zor et bombardent avec des missiles *Maverick* et des bombes de 250 kg. Après le raid, à 18h46, la radio cite un porte-parole de l'armée israélienne qui affirme «Cet incident n'a jamais eu lieu ». Uzi Arad, conseiller de Netanyahu dit juste : « Je sais ce qu'il s'est passé et lorsque l'information sortira, tout le monde serait stupéfait ». L'information est contredite à 20h46 par le porte-parole du Département d'État américain qui fait mention de rapports de seconde main. Ce n'est qu'après le raid qu'Olmert prévient Erdogan. Non seulement celui-ci est mis devant le fait accompli, mais encore le Premier ministre Israélien lui demande d'avertir Assad qu'Israël ne tolérerait pas une autre centrale nucléaire.

L'information est étouffée. Seule la presse écrite en parle mais les instances internationales se taisent et ne condamnent pas cet acte de guerre. On parle d'abord d'un convoi d'armes du Hezbollah détruit. Le député arabe israélien Azmi Bashara, en fuite après des rumeurs l'accusant de collusion avec le Hezbollah, estime que la DCA syrienne a quand même obligé les avions israéliens à larguer leurs réservoirs en Turquie<sup>1678</sup>. Selon le *Washington Post*, qui cite des « sources anonymes » des SR américains, le Mossad aurait exploité ses propres images satellites qui auraient divulgué que la Corée du Nord aidait bien la Syrie à ériger un site nucléaire « spectaculaire », un cube de 21 mètres de côté, (en réalité un

<sup>1676</sup> *Cercle Kulthure*, 15 octobre 2006, « Un Osirak bis ».

<sup>1677</sup> *L'Express*, semaine du 8 au 14 mai 2008, « La cyberguerre a commencé », Guillaume GRALLET.

<sup>1678</sup> *Al Bayan (EAU)*, 8 septembre 2007.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
sarcophage de camouflage) pour y fabriquer des armes. Selon François Soudan<sup>1679</sup>, les Nord-coréens y auraient dissimulé du matériel stratégique afin qu'échapper aux inspections, suite à la décision de Pyongyang de négocier sur l'abandon de son programme. Le site ne serait en fait qu'un entrepôt de matière fissile. Aussi, les USA avaient brouillé l'électronique de contrôle syrien juste avant la frappe. Un responsable américain anonyme, explique que Washington avait demandé à Israël de fournir des preuves d'activités nucléaires, avant d'autoriser effectivement l'attaque<sup>1680</sup>.

Le 15 septembre, un expert du *Washington Post* avoue que le site « était une installation de recherche agronomique que les Syriens auraient utilisée pour extraire de l'uranium à partir de phosphates. Trois jours avant le raid, un bateau était arrivé au port de Tartous, porteur de matériel nord-coréen »<sup>1681</sup>. Le responsable adjoint du service de lutte contre la prolifération du Département d'État, Andrew Semmel, explique enfin à la place de Tel-Aviv: « Nous savons qu'il y a eu un certain nombre de techniciens étrangers en Syrie. Nous savons qu'il y a pu avoir des contacts entre la Syrie et des fournisseurs secrets d'équipements nucléaires. Il y a des Nord-coréens là-bas ». Le 23 septembre, Kim Yong-Nam, chef du présidium de l'assemblée populaire suprême, reçoit le syrien Saïd Elyia, président de la commission d'amitié nord-coréenne, mais sans que l'on sache si les discussions concernent le nucléaire. Le pays est l'un des premiers à condamner un raid qui a tué ou blessé quelques coopérants. Le 25 octobre, le *Washington Post* diffuse des photos satellites, prises en août et en octobre 2007, où l'on voit le terrain totalement dégagé. Les Syriens auraient hâtivement démonté ce qui restait du complexe pour éviter des enquêtes. Les experts américains du *Institute for Science and International Security*, confirme que le complexe avait une structure similaire à celle des centrales nucléaires nord-coréennes, d'une puissance de 20 à 25 mgw. Selon les SR américains, « Hier les bâtiments étaient là, aujourd'hui ils ne le sont plus. Ceci est inquiétant et confirme nos soupçons. Le fait que les Syriens aient si rapidement et totalement gommé ces installations montre à quel point ils avaient intérêt à en effacer toute trace »<sup>1682</sup>.

### **III.2 Un raid à triple tranchant sur de fausses informations ?**

Les circonstances ne sont pas claires. Les autorités israéliennes disent vouloir garder le silence afin de « préserver la stabilité du régime syrien qui pourrait être menacé par le mouvement des Frères musulmans »<sup>1683</sup>. La réponse officielle n'intervient que le 2 octobre. Le général Uzi Dayan, ancien chef du Conseil de Sécurité israélien, reconnaît que Tel-Aviv a voulu signifier à Damas la possibilité d'une intervention militaire dans une conjoncture de

---

<sup>1679</sup> *Jeune Afrique*, du 30 septembre au 6 octobre 2007, « Un raid off the record ». François, SOUDAN.

<sup>1680</sup> *ST*, 23 septembre 2007, « Israelis seized nuclear material in Syrian raid ».

<sup>1681</sup> *L'Orient*, 24 septembre 2007.

<sup>1682</sup> *Israelinfos.com*. 25 octobre 2007, « Plus de nucléaire syrien? »

paix, au mépris de l'ONU. Le général Yadin conclut : « la dissuasion israélienne a été restaurée depuis la deuxième guerre du Liban et cela influe notamment sur l'Iran et la Syrie »<sup>1684</sup>. Selon le *Washington Post*, 3 raisons expliquent ce raid: « Israël a découvert un programme nucléaire syrien secret et l'a étouffé dans l'œuf. L'État hébreu a ordonné ce raid en se basant sur des informations erronées. Ce raid était en fait un acte de diversion pour détourner l'attention d'un autre événement». Oui, mais lequel? Le quotidien pense qu'

« Il est difficile de croire que la Syrie, avec l'aide de la Corée du Nord, soit assez stupide pour croire qu'elle peut construire, impunément, un réacteur nucléaire. Il est donc plus logique de penser que c'est Israël qui a tort dans cette affaire, et qu'il a basé son raid sur de fausses informations. D'ailleurs, il est probable que l'État hébreu n'ait attaqué aucun site nucléaire, car de toute façon personne n'a montré les images de telles installations»<sup>1685</sup>.

Pour d'autres, il s'agit au contraire de faire comprendre à la Syrie qu'en cas d'attaque sur l'Iran, Tsahal neutraliserait toute tentative d'offensives de revers de la Syrie<sup>1686</sup>. Pour l'historien Martin Van Creveld, il s'agissait plutôt de savoir si les dernières armes antiaériennes livrées à la Syrie étaient performantes, puisque l'Iran possède les mêmes protégeant ses sites stratégiques<sup>1687</sup>. Autrement dit, l'opération aurait été comme une répétition d'un raid contre l'Iran, selon John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU. Le président de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense, Tzahi Hanegbi, prévient que Tsahal était prêt à réagir en cas de représailles syriennes. Hersh explique finalement que le complexe fabriquait des missiles sol air et que la frappe était juste destinée à démontrer qu'après la guerre du Liban, Israël gardait encore l'initiative. Ce n'était donc pas un site nucléaire. Contrairement à Osirak, le raid n'est pas condamné par l'ONU. Robert Gates, le 16 septembre, va à l'encontre du réchauffement entre Washington et Pyongyang : « Nous surveillons étroitement la Syrie. Nous surveillons étroitement la Corée du Nord», alors que le général américain David Petraeus, dans le même temps, félicite Damas de sa bonne coopération contre le terrorisme! Albright, de *l'Independent Institute for Science and International Security (ISIS)* de Washington DC reçoit une invitation de Michael Hayden, patron de la CIA, pour lui montrer les documents collectés sur l'ordinateur syrien de Londres, fournis par Israël. Albright confirme la nature nucléaire du site qui aurait permis la construction de deux bombes par an. Cela permet en avril 2008, à la Maison Blanche de présenter au Congrès les preuves qui accablent la Syrie<sup>1688</sup>. Néanmoins, la CIA se voit refuser par Olmert les photos du site, antérieures à l'attaque, pour justifier la frappe. Ce dernier fournit ce prétexte : les preuves ont été acquises par un espion officiant à l'intérieur du site et

---

<sup>1683</sup> *Kol Israël*, 11 octobre 2007.

<sup>1684</sup> *Israevalley*, 17 septembre 2007, *ibid.* La faculté de réaction se nomme *readiness*.

<sup>1685</sup> *Washington Post*, 23 octobre 2007.

<sup>1686</sup> *Le Canard Enchaîné*, Mercredi 3 octobre 2007, « Barbouzeries sur une attaque contre l'Iran ».

<sup>1687</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2007, « Faut-il bombarder l'Iran ? », Martin VAN CREVELD.

<sup>1688</sup> Bruno TERTRAIS, *Le marché noir de la bombe*, Paris, Buchet Castel, 2009, 260 pages, p. 133.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
qu'il convient de ne pas mettre sa vie en danger<sup>1689</sup>. Problème, le Brigadier General Mohammed Suleiman, responsable des activités stratégiques de la Syrie, et interlocuteur de l'AIEA, est assassiné en 2008.

Damas ne réagit pas directement sur le raid et ne demande pas de condamnations. Elle ne réplique pas militairement, ce qui peut faire douter de l'état de l'arsenal de l'armée syrienne. Elle se contente de recouvrir les ruines d'un sarcophage de béton. Le 25 septembre, Damas explique que les bombes sont tombées sur une base désaffectée, sans causer de dégâts sérieux<sup>1690</sup>. La retenue syrienne s'explique. En effet, Téhéran, d'habitude fidèle soutien, s'abstient de soutenir Damas pour éviter d'être accusé elle aussi : « une affaire syrienne qui ne concerne pas l'Iran ». Les États arabes préfèrent continuer à recevoir aides et subsides ainsi que des réacteurs civils plutôt que de s'opposer à Israël<sup>1691</sup>. D'autre part, il semblerait qu'Assad soit gêné d'avoir entrepris un programme sans consulter ses « alliés arabes » et au mépris du TNP, que le pays a signé. Damas ne peut faire qu'amende honorable et lâcherait ainsi du lest en échange de l'abandon des rétorsions à son égard. Israël se moque des réactions puisqu'en août 2008, elle commet un attentat à Damas en tuant un haut responsable du Hezbollah.

A *Der Spiegel*, en 2009, Assad affirme qu'Israël a voulu provoqué une guerre et que des particules d'uranium ont été répandues là-bas par des commandos. Mohamed El Baradei, estime que la faute des Israéliens est d'avoir frappé un site dit nucléaire sans avoir fourni les renseignements à l'AIEA, qu'ils ont voulu mettre à l'écart. Il affirme cinglant : « Ce qu'on fait les Israéliens constitue une violation du droit international. Si les Israéliens et les Américains avaient des informations sur une installation nucléaire clandestine, ils auraient dû nous aviser immédiatement. Quand tout fut terminé, nous étions censés chercher des preuves dans les décombres - une tâche pratiquement impossible »<sup>1692</sup>. C'est pourquoi, le 17 juin, il déclare que la Syrie n'avait pas « les ressources humaines qui lui permettraient de mener un programme nucléaire d'envergure »<sup>1693</sup>.

Mais l'AIEA mène ensuite une enquête et prélève des poussières radioactives, envoyées pour analyse à Seibersdorf, près de Vienne. Le balayage isotopique ultrasensible relève « un nombre significatif de particules d'uranium naturel anthropiques d'un type non inclus dans les stocks déclarés de la Syrie de matières nucléaires », ce à quoi les Syriens répondent que les particules proviennent des missiles israéliens à uranium appauvri. Dans son dernier rapport, publié en juin 2009, l'AIEA exige que Damas lui permettent l'inspection de trois autres

---

<sup>1689</sup> *Israelvalley*, 1<sup>er</sup> mai 2008.

<sup>1690</sup> *Reseignor*, 7 octobre 2007, n° 489, « Israël reconnaît avoir procédé à un raid aérien en territoire syrien... ».

<sup>1691</sup> *Israel Magazine*, 28 janvier 2008, « Assad attend le moment opportun », Ehud YAARI.

<sup>1692</sup> *Der Spiegel*, 11 février 2009, « The Story of 'Operation Orchard: How Israel Destroyed Syria's Al Kibar Nuclear Reactor' ».

<sup>1693</sup> *Le Monde*, 18 juin 2008, « Une filière nucléaire secrète nord-coréenne en Syrie ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
complexes stratégiques : « Les caractéristiques de l'immeuble, y compris les capacités de refroidissement à eau, ont une forte ressemblance avec celles d'un réacteur nucléaire, ce qui exige de toute urgence des éclaircissements »<sup>1694</sup>. Par la suite, Israël préfère employer l'assassinat discret d'ingénieurs et d'officiers. Le général Mohamed Suleimane, bras droit d'El Assad, est tué à distance par un sniper sur un yacht près de Tartous, alors qu'il se baignait, le 1<sup>er</sup> août 2008. Il était accusé d'avoir transféré les armes chimiques irakiennes vers la Syrie<sup>1</sup>.

#### **IV Les assassinats à l'arme biochimique, mythes et réalités**

##### **IV.1 Quelques emplois**

Nous avons expliqué toute la difficulté de dissuader le terrorisme par des ADM. Israël s'est néanmoins fait une spécificité en la matière, à savoir employer des armes biochimiques dans l'assassinat de terroristes et d'ingénieur en ADM de programmes ennemis. Ces usages suffisent à prouver l'existence réelle du programme biochimique israélien et qui ici ne dissuade pas vraiment. Cela atteste que les ADM peuvent dissuader ou contrer le terrorisme préventivement, mais dans certaines conditions. La méthode est aussi destinée à prouver aux terroristes que le Mossad pourra les neutraliser partout, où qu'ils soient, nonobstant les accords diplomatiques des pays qui les abritent. Car en général, aucune mesure de rétorsions n'est pratiqué par le pays où à lieu l'action. Les exemples ne manquent pas et ne relèvent pas de rumeurs antisémites puisque des assassinats par empoisonnement ont été avérés par des officiels israéliens. L'unité 767 *Maktal* de Tsahal est connue pour employer ce genre d'armes<sup>1695</sup>. En septembre 2006, « la Cour Suprême déclare légaux les assassinats ciblés »<sup>1696</sup>, mais on ne sait pas si la méthode à l'arme biochimique est approuvée. Voici résumés quelques actions d'élimination par arme biochimique :

Selon Gordon Thomas<sup>1697</sup>, l'utilisation de produits biochimiques pour des assassinats politiques étant interdite aux USA depuis l'ordre de Gerald Ford en 1976, la CIA confia, à partir de cette date, cette besogne au Mossad. Soit les victimes sont des experts en technologies NBC, soit ils sont éliminés à l'aide d'armes biochimiques. Le 6 mai 2006, Aaron Klein, un militaire israélien correspondant pour le *Time*, affirme qu'en 1977, le Mossad empoisonna un membre du FPLP, Wadia Haddad, à Bagdad, en infectant des chocolats belges<sup>1698</sup>. Durant l'été 1988, le Mossad fait assassiner à Johannesburg l'homme d'affaire Alan Kidger pour avoir fourni à Téhéran et Bagdad des équipements permettant d'optimiser

---

<sup>1694</sup> AIEA, Safeguards and Verification, Safeguards Statement for 2008 and Background to the Safeguards Statement, paragraphe 36 à 41.

<sup>1695</sup> Eric DENECE, *ibid.*

<sup>1696</sup> *Politique Étrangère*, « Israël, la sharonologie et le désarroi », janvier 2007, Sylvain CYPEL, pp. 54-66.

<sup>1697</sup> Gordon THOMAS, *Les armes secrètes ...*, *op.cit.*, p. 22.

<sup>1698</sup> CBWCB, n°72 + 73, septembre 2006.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
un programme biochimique<sup>1699</sup>. Atef Bsisou, le monsieur sécurité de l'OLP est assassiné à Paris. En 1996, Yahya Ayache est tué parce c'était un expert en explosif pour le Hamas. Israël avait mis au point un pistolet *spray* de gaz lacrymogènes spéciaux, « de modèle 5 », dont l'usage a été limité car il pouvait être volé et retourné contre les Israéliens avec un produit chimique plus puissant. Le 19 février 1998, des agents du Mossad qui s'apprêtaient à agir avec «des substances spéciales» contre deux hommes d'affaires ayant des relations avec le Hezbollah, sont arrêtés à Berne. Les agents expliquent que le Hezbollah s'était intéressé au potentiel biochimique des pays de l'Est et avait entrepris des contacts en Suisse. Interrogés par les services de sécurité, les agents avouent avoir commandité l'empoisonnement avec des virus<sup>1700</sup>. Le 18 mai 2004, les forces de sécurité libanaises et du Hezbollah démantèlent un réseau d'espions israéliens qui projetait d'empoisonner Hassan Nasrallah, à l'aide d'un cocktail d'explosives et de poison. Selon le quotidien libanais *Al-Safir*, une femme libanaise, capturée elle-aussi, fut recrutée par le Mossad pour former un réseau d'espion en Tunisie composé de travailleurs arabes. Sa tâche consistait à imprégner de poison les vêtements du chef du Hezbollah. Elle affirmait que ce genre d'opérations était efficace à 90%, sous-entendant que cette méthode était souvent utilisée<sup>1701</sup>.

Certaines informations ne sont toutefois pas vérifiées. Le 7 août 2006, une enveloppe postée de Tel-Aviv et contenant une poudre suspecte est adressée au Premier ministre, Ismaïl Haniyeh, au siège du conseil des ministres à Ramallah, en Cisjordanie : « C'est une tentative d'élimination évidente visant le Premier ministre ou le vice-Premier ministre ». Quatre employés et un vigile du service de sécurité du gouvernement palestinien se plaignent de maux de tête après avoir senti la poudre et sont hospitalisés. L'enquête est encore en cours, mais elle semble n'avoir rien donné<sup>1702</sup>. On se demande pourquoi le Mossad aurait envoyé une enveloppe piégée depuis Tel-Aviv...

#### **IV.2 L'affaire Mishal, la plus célèbre affaire de toutes**

Le 25 septembre 1997 à Amman, deux jours après que le roi Hussein de Jordanie s'entretienne avec Netanyahou et le directeur du Mossad à propos des négociations de trêve de paix (*hudna*) qu'entreprend le Hamas, six kidonim en possession de passeports canadiens, sont capturés par la police après avoir empoisonné avec du fentanyl<sup>1703</sup> Khaled Mishal, chef du département politique du Hamas, et que le Mossad soupçonnait d'être responsable d'attentats, dont celui du 30 juillet, tuant 14 personnes à Jérusalem. L'opération est, comme toujours, ordonnée directement par le Premier ministre, le seul habilité à prendre ce genre de

---

<sup>1699</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète...*, *op.cit.*, p. 130.

<sup>1700</sup> *CBWCB*, n° 40, *op.cit.*, p. 23.

<sup>1701</sup> *CBWCB*, n°65, Septembre 2004, p.25.

<sup>1702</sup> *AFP*, 9 août 2006, « Une poudre toxique dans une lettre au Premier ministre palestinien ».

décision, car ni le ministre de la Défense Mordechai Yitzhak ni David Lévy, chef de la diplomatie ne sont mis dans la confiance (officiellement)<sup>1704</sup>. L'arme employée est un aérosol de gaz neurotoxique selon une méthode inspirée par le KGB<sup>1705</sup>. Elle est fournie la veille par l'IIBR de Ness-Ziona<sup>1706</sup>. Le *NYT* du 15 octobre 1997 et *Time magazine* du 13 octobre, décrivent la scène de l'attentat: « Un homme devança Mishal et lui aspergea l'oreille gauche. Mishal sentit une heure après une protubérance colorée suivit de soubresauts comparables à des chocs électriques, puis un bourdonnement. Encore une heure plus tard, il se mit à vomir, pris de spasmes affectant sa respiration».

Le roi Hussein, accusé de complicité avec Israël, panique et menace de rompre tous rapports diplomatiques avec Tel-Aviv. Aussi, il insiste pour qu'Israël répare sa faute, furieux que le Mossad se permette d'agir, sans lui demander la permission, même si la suppression de membres du Hamas ne peut que lui être utile<sup>1707</sup>. Danny Yatom, le patron des SR israéliens, comprend non seulement que l'opération a échoué mais que l'opacité sur les armes biochimiques risque d'être éventée. Pire que tout, l'accord de paix de 1994 risque d'être dénoncé. Le roi Hussein menace de prendre d'assaut l'ambassade israélienne à Amman pour débusquer les derniers espions. Un ancien du Mossad, Ephraïm Halévy, négocie un arrangement. Le 5 octobre, le gouvernement israélien admet sa responsabilité<sup>1708</sup>. Les Américains se contentent d'excuser cette initiative en expliquant qu'Israël n'a pas signé la CAC «sérieusement». Le Mossad s'humilie à sauver la vie de Mishal en lui administrant un contrepoison (du Naxolone) et accepte la libération du cheikh Yassin et de 73 palestiniens dont 19 combattants du Hamas des geôles israéliennes. Cette libération fera le jeu d'Israël, vu le grand âge et la santé de ce dernier. De plus, Yassin est l'ennemi d'Arafat. D'ailleurs, ce dernier reprochera à « Bibi » d'avoir fait exprès de le libérer pour le nuire<sup>1709</sup>. Netanyahu est personnellement humilié: « Non seulement nous allons sauver la vie de Mishal mais nous allons aussi libérer de prison ce 'fou de dieu', c'est une histoire invraisemblable. [...] Comment vais-je m'expliquer devant le gouvernement et en particulier face aux nombreuses familles des victimes du terrorisme»<sup>1710</sup>. La presse croit dans cette libération, à une bonne foi israélienne sans mentionner l'origine de l'affaire. Israël sauve la face au moment où la CAC entre en vigueur à l'échelle mondiale! *Time Magazine* interroge des officiels israéliens sur

<sup>1703</sup> *NYT*, 15 octobre 1997, «Diplomatic Struggle Follows Bungled Assassination Attempt in Jordan».

<sup>1704</sup> *The Link Published by Americans for Middle East Understanding*, Volume 34, janvier-mars, 2001, «Israel's Anti-Civilian Weapons», John MAHONEY.

<sup>1705</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, op.cit., p. 149.

<sup>1706</sup> Freddy EYTAN, *La France, Israël et les Arabes, le double jeu*, op.cit., pp 261-264.

<sup>1707</sup> *Le Figaro*, 18 février 1999, « Enquête sur le crash d'Amsterdam, Ness-Ziona, le secret le mieux gardé d'Israël », GELIE Philippe.

<sup>1708</sup> *CBWCB*, n° 38, décembre 1997, *Yediot Aharonot*, 7 octobre 1997.

<sup>1709</sup> Madeleine ALBRIGHT, op.cit., p. 379.

<sup>1710</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1998, 588 pages, p. 361. Yassin sera finalement tué en 2003 par une roquette d'un F-16 alors que ce dernier, paraplégique sur sa chaise

l'utilisation de ce poison. Ils répondent que «ces méthodes choisies sont infaillibles jusqu'à présent [...] et ne laissent pas d'empreintes. S'ils (les gens du Mossad) l'on fait dans les règles, personne ne doit le remarquer ». Ils affirment également que ce cas c'est déjà produit «avant ». La presse est muselée mais finit par révéler l'information quelques semaines plus tard, dans l'indifférence générale<sup>1711</sup>. Le fait qu'Israël n'ai pas démenti être à l'origine de cette action, est inhabituelle. Était-ce une volonté ostensible de faire un exemple afin de dissuader des actions terroristes?

Madeleine Albright donne sa version de l'affaire : « Meshal a été agressé par deux hommes au moment où il descendait de sa voiture. Un de ses agresseurs lui a appliqué un instrument métallique derrière l'oreille et lui a injecté un poison qui a paralysé sa colonne vertébrale. A la suite d'une violente empoignade, le garde du corps de Meshal a finalement réussi à maîtriser les deux agresseurs et à les livrer à la police jordanienne qui a découvert rapidement que les deux hommes étaient des officiers de renseignement israéliens. [...] Les deux officiers seraient jugés publiquement et pendus. [...] Netanyahou a accepté de libérer 70 terroristes. [...] Les Israéliens et moi ne cessons de harceler Arafat pour qu'il arrête des terroristes, et voilà que Netanyahou se trouvait contraint de relâcher l'un des plus redoutables, une contradiction qu'Arafat n'allait pas manquer de rappeler par la suite à la moindre occasion »<sup>1712</sup>.

### **IV.3 L'assassinat « international » de Mahmoud Abou Al-Mabhoh : un *Dubaigate***

Décidemment, Netanyahou cumule les déboires en la matière. Le 20 janvier 2010, à Dubaï, entre 20h24 et 20h46, onze agents israéliens parviennent à assassiner Ahmoud Abou Al-Mabhoh, alias Abu al-Abd, responsable de l'approvisionnement en armes du Hamas, fondateur des Brigades Ezzedine Al Qassam, et assassin de deux policiers israéliens. On ne parvient pas à savoir s'il a été empoisonné à l'arme chimique, victime d'un arrêt cardiaque à l'aide d'une arme électrique, ou simplement étouffée sous un oreiller. Il s'apprêtait à rejoindre en Iran, depuis sa résidence de Damas lorsqu'Israël envoie un commando dont le responsable est un français (nom de code *Elvinger*). Un premier groupe de sept hommes entame la filature pendant qu'un second est chargé de son élimination. L'affaire se complique. On accuse Dubaï de duplicité. On cite aussi l'implication de membres du Hamas, d'anciennes taupes du Mossad infiltrés dans le mouvement, et qui sont arrêtés en Jordanie au même moment avant en ces lieux. Dubaï, allié d'Israël, ressent exactement la même humiliation que la Jordanie en 1997. Israël à t-il pu se permettre d'assassiner sans prévenir les autorités ?

---

roulante, était quasiment devenu un « légume », mais un « légume dangereux ».

<sup>1711</sup> Ephraïm HALEVY, *op.cit.*, p. 212.

<sup>1712</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.369.

La police de Dubaï, sous l'égide du général Dahi Khalfan Tamim, les identifie grâce à des caméras de surveillance et leurs passeports de l'Hôtel Al-Bustan Rotana. La police constate que les Israéliens ont employé des passeports britanniques, australiens, irlandais, allemands et français, ce qui met dans l'embarras les pays européens. Ces gouvernements ont-ils complices ou victimes ? Certains israéliens avaient une double nationalité. On ne sait si tous les passeports, ainsi que les cartes bancaires, ont été volés ou falsifiés. Les espions étaient respectivement partis de Paris, Frankfort, Rome et Zurich. Trop sûr de son efficacité, le Mossad aurait pêché par excès de confiance. Lorsque les espions s'envolent ensuite pour Paris, Hong-Kong et l'Afrique du Sud, on accuse ces derniers pays de participation. Londres et Dublin, convoque les ambassadeurs israéliens pour demander des explications sur les faux passeports. 26 suspects sont pourchassés. L'opération aurait bénéficié du concours du franco-tunisien et un ancien « responsable sécuritaire » de la Tunisie, Ahmad Bannour. Bannour vivrait actuellement en exil en France et aurait constitué une cellule commune de renseignement pour les services israéliens et français<sup>1713</sup>. Il fut déjà impliqué dans le bombardement du siège du Fatah à Tunis et d'un meurtre d'un autre leader palestinien, Khalil Al-Wazir, le 16 avril 1988, pour le compte du Mossad. Sa société internationale lui aurait permis d'installer un ascenseur dans l'hôtel de Dubaï. Cette entreprise aurait également été la couverture d'un réseau d'espionnage au Liban. En Israël, on se rend compte que les identités de simples citoyens (Michael Barney, James Clarke, Jonathan Graham, Stephen Hodes, Paul Keeley Melvyn Mildine) ont été usurpées par les *kidonim* pour agir. Le *Maariv*, pourtant peu procédurier à l'origine, lassée des comportements du renseignement israélien, se lâche : « Si cela avait concerné la Grande-Bretagne ou les États-Unis, quelqu'un aurait réclamé des comptes devant les parlements de ces deux pays » moquant encore à l'unisson l'amateurisme de l'administration Netanyahou<sup>1714</sup>.

Erreur, les sanctions tombent. Londres et Canberra expulsent des diplomates israéliens en lien avec le Mossad. Le 24 mai, en représailles aux 4 passeports Australiens vivant en Israël falsifiés, le ministre des Affaires étrangères, Stephen Smith, explique : « Le gouvernement ne doute pas qu'Israël est responsable de l'abus et de la contrefaçon de ces passeports. L'Australie et Israël sont des nations amies et le restent, mais ce n'est pas le geste d'un ami ». Son homologue israélien condamne : « le désaccord avec l'importance et la qualité de la relation entre nos pays », surtout que l'Australie presse Israël d'adhérer à la MENFZ. Colin Rubenstein, président du conseil des affaires juives Australie-Israël, analyse : « Il est normal que l'Australie veille à ce que son système de passeport soit respecté. Mais une condamnation suffisait. [...] Néanmoins, sur le court terme les relations seront rétablies. Nous avons des

<sup>1713</sup> Lors de l'affaire Nucci et du Carrfour du développement, la DST avait déjà fournit de faux passeports à l'intermédiaire Michel Aurillac.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
menaces communes, comme l'arme nucléaire en Iran »<sup>1715</sup>, ose t-il, alors qu'au début, Israël a nié être à l'origine de l'affaire. Une affaire qui en dévoile une autre. L'opposition australienne indique que l'« emprunt » de passeport était chose commune, mais qu'en 2004, un diplomate israélien avait déjà été expulsé ! Finalement, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne condamne l'assassinat, sans toutefois accuser Israël. En forme d'aveu toutefois, la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères Catherine Ashton se rend en Israël le 17 mars, notamment sur cette affaire. Un modèle d'hypocrisie. A titre personnelle, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Irlande dénoncent tandis que « la France condamne toutes les exécutions, ce ne sont pas des méthodes et rien ne peut (les) justifier ». Mais Berlin, le 12 juin, demande à la Pologne l'extradition de Uri Brodsk, l'un des suspects, arrêté en Pologne quelques jours avant. Le 15 juin, l'Irlande, sans incriminer Tel-Aviv, expulse à son tour un diplomate après une enquête qui, selon le ministre irlandais des affaires étrangères, Michael Martin « pointe clairement vers l'implication d'une agence de renseignement étrangère. [...] Il y a des raisons convaincantes de croire qu'Israël était responsable ». Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Yigal Palmor ne nie aucunement la responsabilité d'Israël mais se contente de qualifier de « regrettable et d'inadéquante avec l'importance des relations entre nos deux nations ».

Considéré à tort comme l'un des meilleurs services au monde, le Mossad cumule les erreurs. En 2004, deux agents tentant de falsifier des passeports sont emprisonnés pendant six mois en Nouvelle-Zélande. Meir Dagan, devais encore gérer les suites des affaires Pollard, Klingberg et Vanunu.

## **V Une doctrine Begin en question en Iran, vers un « wilsonisme botté »**

### **V.1 Des appréciations variables pour une action contestée en haut lieu**

Certains officiels Américains et Européens affirment que Téhéran est encore loin de posséder une capacité nucléaire. Mais les faucons lancent des appels en faveur d'un coup préventif contre l'Iran, au nom de la doctrine Begin<sup>1716</sup>. Le 26 septembre 2006, Ephraïm Sneh, membre du puissant lobby militaro-industriel à la Knesset, exige « une frappe préventive conventionnelle israélienne ». Israël souhaite le cas échéant que les « grands règlent le problème » à sa place<sup>1717</sup>. Shaul Mofaz (par ailleurs né en Iran), de rajouter que l'on ne peut accepter en aucune manière une arme nucléaire dans des mains iraniennes et qu'Israël fera tout pour ne pas que cela se produise : « C'est un régime non-conventionnel avec des armes non-conventionnelles et nous n'allons pas autoriser les Iraniens à jouer au même jeu du chat

---

<sup>1714</sup> D'après les articles du *Monde*, du 12 au 18 janvier 2010.

<sup>1715</sup> *Le Monde*, 24 mai 2010, « L'Australie expulse un membre de l'ambassade israélienne ».

<sup>1716</sup> *Le Monde diplomatique*, février 1999, p. 19, « Israël assume "sa" bombe ».

<sup>1717</sup> Noam CHOMSKY, *La doctrine des bonnes intentions*, Fayard, 2006, 237 pages, p. 16.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
et de la souris comme l'avait fait Saddam Hussein»<sup>1718</sup>. La doctrine Begin contre l'Iran a déjà été effective avec les embargos, les coups d'État et les pressions diplomatiques sur les fournisseurs russes, chinois, nord-coréens et pakistanais entre autre. L'Irak bombarde même le site de Busher en représailles aux raids iraniens sur Osirak.

L'Iran est une dictature qui ne fait pas mystère de ses intentions par ses déclarations intempestives. Aussi, l'intervention israélienne, programmé depuis 2003 au moins, ne manquera pas de légitimité. Surtout que le pays dit ne pas craindre de riposte nucléaire israélienne: « Nous sommes prêts à sacrifier un million de morts pour la destruction de l'État sioniste. [...] Nous aimons davantage la mort que vous n'aimez la vie ». De plus, les boucliers antimissiles israéliens et américains ne sont pas encore au point. Le cas d'Osirak pourrait-il se répéter en Iran ? Les États-Unis sont-ils prêts à lancer une offensive militaire sur l'Iran au prétexte d'armes biochimiques avérées (mais pas encore de la bombe), après le fiasco irakien ?

Comme pour Osirak, le projet est contesté et demeure très anciens. Ainsi, dès mai 1995, Shimon Pérès explique : « Comme vous savez, j'ai été contre l'attaque du réacteur irakien. Je ne pensais pas que c'était la bonne solution. Il faut d'abord organiser une pression économique autour des Iraniens pour changer leur politique. Je ne pense pas qu'il faille commencer par les actions militaires »<sup>1719</sup>. Un premier plan d'attaque est présenté dès juin 2002, sans prévoir une participation étrangère. Mais Olmert, en 2006, réplique : « L'Iran nous provoque pour que nous ripostions, mais nous ne nous laisserons pas entraîner dans ce piège »<sup>1720</sup>. Début 2008, Olmert tranche en estimant qu'un raid serait inutile « si le monde affiche un front uni »<sup>1721</sup>. Ariel Sharon annonce ainsi à la radio de l'armée qu'il veut « prendre personnellement la direction des activités israéliennes face à l'effort nucléaire iranien »<sup>1722</sup>. Eliezer Shkedy, chef des forces aériennes d'Israël, créé pour ce faire une force de frappe aérienne pour l'occasion et un ministère des affaires stratégiques, confié à Avigdor Lieberman pour élaborer une force coercitive polyvalente<sup>1723</sup>. Mais le 3 juin 2009, ce dernier affirme sans ambiguïté : « Nous n'avons pas l'intention de bombarder l'Iran. Ce n'est pas un problème pour Israël, c'est un problème pour le Proche-Orient. Personne ne doit compter sur nous pour régler ce problème »<sup>1724</sup>. En mars 2009, voici ce que disait Pérès qui formulait ces vœux pour la pâque juive : « A l'occasion du Nouvel An, je me tourne vers le noble peuple Iranien au nom de l'antique peuple Juif, pour lui souhaiter de revenir à une juste place parmi les Nations

<sup>1718</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel Vecchiet, 2008.

<sup>1719</sup> *Le Monde diplomatique*, février 1999, *ibid*.

<sup>1720</sup> *Guysen Israël News*, 23 janvier 2006.

<sup>1721</sup> *Les Échos*, 9 et 10 mai 2008, p. 9

<sup>1722</sup> *Jerusalem Post* du 23 novembre 2004

<sup>1723</sup> Gordon THOMAS, *Mossad, les nouveaux défis*, *op.cit.*, p. 260.

<sup>1724</sup> *Le Monde*, 3 juin 2009, « Israël n'a 'pas l'intention' de bombarder l'Iran ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
éclairées du monde»<sup>1725</sup>. Il est rejoint par Ehud Barak et Dan Meridor (Mossad), hostile à une opération, face à Lieberman et Moshé Yaalon, le ministre aux Affaires stratégiques fervents partisans de la méthode coercitive<sup>1726</sup>.

Depuis une décennie au moins, les *think-tank* rivalisent de prévisions concernant une éventuelle attaque afin de se positionner sur le marché médiatique. Les preuves sont aussi nombreuses que les contre-preuves. *Jane's Intelligence* prédit qu'«Israël lancera presque certainement une attaque préventive contre l'infrastructure iranienne de recherche et de développement nucléaire», ajoutant que, pour ce raid, « Israël aurait, selon toute probabilité, l'appui couvert des États-Unis »<sup>1727</sup>. Nous étions en 2004... Les experts britanniques du CISD, dans leur article « considering a war with Iran: a discussion paper on WMD in the middle East » de septembre 2007, pensent que la guerre est inévitable car elle a pour but un redécoupage politique de la région. Sergueï Markov, directeur de l'IEP russe, affirme qu'Israël devra agir seul, notamment parce qu'après les fiascos irakien et afghan, Washington ne souhaite pas agir<sup>1728</sup>. Robert Baer, ancien officier de la CIA, estime en août 2007 que la frappe militaire contre l'Iran aura lieu les six prochains mois<sup>1729</sup>. On « l'attend » encore. Beaucoup d'universitaires et journalistes ont écrit des livres et animé des conférences sur le raid imminent, positionné sur les starting-blocks au cas où les médias les appelleraient pour des commentaires. Pour l'instant, aucun d'entre eux n'a eu raison. Ancien conseiller américain à la Sécurité Nationale de Carter, Zbigniew Brezinski, cautionné par la Commission des Affaires étrangères du Sénat, estime que l'intervention aurait lieu après que la situation en Irak soit réglée. Or, ce n'est pas encore le cas.

L'AIEA n'est pas certaine de la dangerosité du pays. Mohammed El Baradei prévient: « Le développement des infrastructures nécessaires à l'enrichissement de l'uranium est plus lent que ne le disent les responsables iraniens »<sup>1730</sup> ou encore « Je n'aurais pas recommandé l'usage de la force, mais plutôt que soient tirés, par le monde entier, les enseignements de la guerre en Irak [...] à cause d'une crainte que ce pays détienne des armes non conventionnelles », ou encore « Je pense qu'à de nombreux égards, cette menace a été amplifiée. [...] L'idée selon laquelle nous nous réveillerons demain matin, et découvrirons que l'Iran dispose de l'arme atomique n'est appuyée par aucune des informations dont nous disposons actuellement »<sup>1731</sup>. Aussi, depuis octobre 2007, Tel-Aviv mène une campagne de diffamation contre lui:

---

<sup>1725</sup> *Ambassade d'Israël en France*, newsletter, 22 mars 2009.

<sup>1726</sup> *Marianne*, du 20 et 26 juin 2009, « Attaquer l'Iran, Un suicide pour Israël ».

<sup>1727</sup> Bertrand RAVENEL, *Ibid*

<sup>1728</sup> *Israelvalley*, 14 août 2006, « Le système anti-missile de l'unité Arrow à la base aérienne de Palmahim est toujours en alerte maximale », Yuval BARZILAI.

<sup>1729</sup> *Washington post*, 26 août 2007.

<sup>1730</sup> *AFP*, 8 novembre 2007.

<sup>1731</sup> *Israel Infos*, 2 février 2009, « Menace nucléaire iranienne exagérée ».

« El Baradei met en danger la paix dans le monde. Son attitude irresponsable qui consiste à enfouir sa tête dans le sable en ce qui concerne le programme nucléaire iranien, doit amener à son renvoi. El Baradei affirme ne pas avoir de preuves concernant le programme nucléaire iranien alors qu'il dispose sur sa table de renseignements recueillis dans plusieurs pays et qu'il est à la tête d'une organisation chargée précisément d'exploiter ce genre d'informations»<sup>1732</sup>.

Et Ephraïm Asculai, de *l'Institut pour les Etudes sur la Sécurité Nationale* de Tel-Aviv, de rajouter: « El Baradei agit par motivations politiques alors que l'organisme qu'il préside est censé présenter des rapports techniques. Comment peut-il, d'un côté, prétendre que l'Iran pourrait avoir la bombe atomique d'ici trois ans tout en affirmant ne pas disposer de preuves que ce pays développe un programme nucléaire militaire». Ce dernier récidive en 2009 :

« Ce serait un désastre total. Si Israël devait entreprendre une attaque aérienne contre l'Iran, Téhéran mettrait tous ses efforts dans le développement rapide d'armes nucléaires. A supposer que l'Iran cherche vraiment à développer une arme, je partage l'avis de Robert Gates : une opération israélienne permettrait, au mieux, de retarder l'échéance. Rien de plus. Les Israéliens aiment rappeler qu'ils ont bombardé le site d'Osirak. Mais il oublie de préciser que dès l'année suivante, Saddam Hussein avait envisagé un grand programme clandestin. Quant aux sanctions, elles peuvent faire mal, mais elles ne résolvent pas le problème. A mon sens, il n'y a d'autre solution que le processus diplomatique »<sup>1733</sup>.

Pourquoi ce programme, qui n'est pas encore arrivée à maturité, fait-il si peur alors que l'arsenal pakistanais, bien plus perfectionné, n'est pas dénoncé ? Brijitt Gabriel, une journaliste libanaise fondatrice du groupe pro-israélien *American Congress of Truth*, répond falacieusement:

«Le messianisme iranien est plus dangereux que le marché noir de la Corée du Nord qui à l'inverse ne veut pas employer sa bombe. L'Iran veut aussi le retour du Mahadi. Israël prépare une frappe nucléaire à l'aide de bunker buster nucléaire. Le prix du pétrole s'élèvera. L'Europe, l'Inde, la Chine et la Russie seraient contre Israël, cela serait le chaos dans la région, puis dans le monde, si Israël frappe; une réaction en chaîne»<sup>1734</sup>.

Or, la Corée du Nord a plusieurs fois menacé ses voisins. Et l'Inde et L'Europe sont des alliés d'Israël. L'analyse, truffée d'erreur, est pourtant *copier-coller* sur de nombreux sites internet interventionistes. Denis Mickaël, agent du Mossad, livre en novembre 2008 son analyse

« Il est impressionnant de voir à quelle vitesse l'Iran développe son programme. Nous avons observé attentivement tous les efforts que le régime a entrepris pour rassembler du matériel fissile, construire des centrales et rassembler des experts dans le seul but d'obtenir la bombe atomique. Les Iraniens sont passés maître dans l'art de dissimuler leurs activités à la communauté internationale. Depuis des années maintenant, ils se jouent de l'AIEA, de l'ONU, et des autres organes de surveillance, tout en accélérant leur entreprise nucléaire. Ils restent donc déterminés à produire une bombe atomique – arme qu'ils comptent utiliser comme charge utile de leurs missiles balistiques Shahab-3. Les estimations diffèrent sur l'avancée de leurs efforts. Les Américains pensent avoir le temps, les Israéliens voient l'urgence – et je partage l'avis des Israéliens : l'Iran pourra obtenir une bombe atomique dans les douze à dix-huit mois. [...] Israël ne peut pas autoriser un Iran nucléaire, et prendra toutes les mesures nécessaires pour que cela n'arrive jamais. [...] Tout dépend de l'implication américaine et européenne – l'Europe étant dans le champ d'action des missiles d'un Iran nucléaire. Avec une nouvelle administration en place aux États-Unis, tous nos précédents scénarios deviennent caducs. Le message du gouvernement israélien ne changera pas, quelle que soit la couleur politique qui domine. Pour ma part, je pense que l'Iran veut devenir une puissance régionale à tout prix, et ne renoncera pas à l'arme atomique »<sup>1735</sup>.

L'ambassadeur permanent des USA auprès de l'ONU et de l'AIEA, Greg Schulte, précise : « nous soutenons l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire. La sécurité, la

<sup>1732</sup> *Ibid.*

<sup>1733</sup> *L'Express*, 12 novembre 2009, « El Baradei : La menace du terrorisme nucléaire s'est aggravé ».

<sup>1734</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel Vecchiet, 2008.

<sup>1735</sup> *Israelorg*, 24 novembre 2008, « Interview d'un ex-agent du Mossad : Michael Ross ».



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
sûreté et la lutte contre la prolifération sont nécessaires pour apporter une source d'énergie pour les pays développés et en développement. Ce n'est pas le cas de l'Iran»<sup>1736</sup>.

Selon les analystes de l'armée, trois facteurs appartenant à la doctrine Begin peuvent encore retarder l'échéance : l'intensification des sanctions économiques internationales, une frappe aérienne d'Israël et des États-Unis ou de nouvelles difficultés techniques dans le programme. Comme pour l'Irak et la Syrie, la stratégie serait la même et a déjà débuté en partie : le recueil de renseignements en partenariat avec des pays alliés (collaboration avec la *Nuclear Emergency Search Team* [Équipe d'intervention en cas d'urgence nucléaire dirigée par le FBI]) corruption et assassinat de scientifiques; mesures de contre acquisition [frappe, opération commando, blocus économique et diplomatique], *stay-behind*, protection passive, et programme antimissile.

Le mode d'action privilégierait des missiles de croisière d'origine américaine, modifiés avec des charges nucléaires, embarqués à bord de sous-marins, mais aussi des missiles balistiques sol-sol ou air-sol conventionnels ou non<sup>1737</sup>. La frappe balistique est aussi privilégiée. Elle peut être de deux ordres, soit à partir de sous-marins et de navires de combat (missile de croisière, missile balistique embarqués), soit balistique (*Jericho-3*). La frappe maritime à partir de l'Océan Indien évite le survol de pays tiers, le transport d'armes à pouvoir de destruction plus massif, une absence de contre-mesure ou de pertes d'appareils en plus de la discrétion. Les avantages de la frappe balistique sont l'absence de contre-mesures ou de parades, hormis les antimissiles importés de Russie. Les seuls inconvénients sont le largage d'étages intermédiaires sur des pays tiers, une précision plus aléatoire, une riposte iranienne de même nature et les questions d'éthiques (en cas de frappe non-conventionnelles israéliennes). Il faudrait mobiliser 34 missiles pour détruire le site de Natanz, 5 pour Esfahan et 3 pour Arak.

## **V.2 Une intervention à première vue plausible**

On peut penser que l'intervention est inévitable à court et moyen terme pour différentes raisons<sup>1738</sup>:

-Les Occidentaux et leurs alliés ont isolé le pays en le diabolisant. Ils sanctionnent également les entreprises commerçant avec l'Iran. Washington a inscrit sur la liste des organisations terroristes les Pasdarans et accuse Téhéran de collaborer avec Al-Qaïda, selon toutes vraisemblances. Le ministère des Affaires étrangères israélien demande à ses

---

<sup>1736</sup> *The Office of Electronic Information*, Bureau of Public Affairs, U.S. State Department. 11 août 2005, « U.S. Statement at the International Atomic Energy Agency Board of Governors Meeting ».

<sup>1737</sup> AFP, 24 octobre 2004.

<sup>1738</sup> *Réalités*, *ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
ambassades d'organiser des manifestations de diabolisations devant les bâtiments officiels iraniens dans le monde<sup>1739</sup>.

- Des opérations coercitives ont déjà été lancées contre les cadres du programme iranien. Figure de proue de la recherche sur l'électromagnétisme, le professeur iranien Ardashir Hosseinpour décède mystérieusement le 18 janvier 2007. Il avait pris part au programme d'enrichissement de l'uranium à Ispahan. La presse israélienne, dont *Haaretz* et *Aroutz Sheva*<sup>1740</sup> ne cache pas le rôle éventuel du Mossad dans cette mort. Selon eux, Hosseinpour serait mort d'un « empoisonnement radioactif ». Cela n'a rien de surprenant car dans les années 1970 et 1980, au moins trois scientifiques nucléaires irakiens auraient été ainsi éliminés de cette manière. *Haaretz* relate que plusieurs autres savants auraient été infectés ou tués lors de l'opération. La presse n'en a que peu parlé, à la différence de l'assassinat d'opposants russes au régime de Poutine avec de pareilles méthodes. En octobre 2009, plusieurs titres français relatent de l'élimination de savants iraniens. De même, le professeur dans le domaine de l'énergie atomique, Massoud Ali Mohammadi est tué le 11 janvier 2009 dans l'explosion d'une moto piégée à Téhéran.

- Israël a mené des opérations militaires de grande ampleur contre le Hamas et le Hezbollah afin qu'ils ne puissent pas prêter main forte à l'Iran en cas d'intervention.

- La Chine achète le pétrole iranien. Avec cet argent, Téhéran achète du matériel russe et nord-coréen. C'est cette dynamique que Washington veut briser. C'est peut-être pour cela qu'en 2009, en prévision de l'attaque, les USA autorisent l'Irak à réexporter massivement du pétrole pour faire fléchir les cours.

- Les USA et Israël commencent à recruter des membres de la coalition. Depuis 2005, Condoleezza Rice consulte les « puissances amies » et autres alliés (dont la France) : « La communauté Internationale doit être sûre de parler d'une voix très forte aux Iraniens sur le fait que la mise au point d'une arme nucléaire sous le couvert de l'énergie atomique civile serait inacceptable »<sup>1741</sup>.

- Début 2007, Washington a envoyé un second porte-avions, le *USS Stennis*, mouiller dans la mer d'Oman avec ses missiles. Le porte-avions géant *Harry Truman* et une escadre de 12 bâtiments de guerre renforcent le dispositif. En septembre, des missiles nucléaires auraient été transférés vers la base de l'armée de l'air de Barksdale affectée traditionnellement aux opérations militaires au Moyen-Orient.

---

<sup>1739</sup> *Marianne*, du 6 au 12 juin 2009, p. 56.

<sup>1740</sup> *Aroutz Sheva*, 4 février 2007, « Révélation : le Mossad aurait éliminé un savant iranien ! », Alexandre YUDKEWICZ. La CIA aurait aussi enlevé le scientifique nucléaire iranien, Shahram Amiri, avec l'aide de l'Arabie Saoudite alors qu'il était en pèlerinage dans ce pays, en mai 2009. Amir Ardebili, un Iranien soupçonné de trafic d'armes est aussi arrêté, de même que Majidi Kakavand, ingénieur assigné à résidence en France, sur demande américaine.

<sup>1741</sup> *Financial Times*, Jeudi 10 février 2005

- Début septembre 2007, le spécialiste Seymour Hersh affirme avoir appris de sources sûres de la Maison Blanche que la décision d'un conflit avait été déjà prise. Le nouveau président Barak Obama n'écarte pas cette option même s'il émet des réserves.

- Israël a acheté auprès des États-Unis 500 bombes de type « briseurs de bunkers » à destination des installations souterraines iraniennes, et les a testées au Liban. La vente aurait eue lieu le 21 septembre 2004<sup>1742</sup>.

- Le président américain aurait autorisé l'infiltration en Iran d'espions (Shane Bauer, Josh Fattal et Sarah Shourd pour les États-Unis, Reiss pour la France), et d'unités de forces spéciales pour recueillir des informations et, en particulier, pour le repérage des cibles en liaison avec des spécialistes israéliens<sup>1743</sup>. 2000 cibles sont privilégiées dont Natanz, Arak, Busher et Ispahan destructibles avec des JDAM (*Joint Direct Attack Munitions*) et des bunker-busters de 1 Kt.

- Nicholas Burn, vice-secrétaire d'État explique que les pays sunnites souhaitent participer à l'affaiblissement de l'Iran, qui cherche à déstabiliser la région. Il apparaît bien que « des Chiites irakiens aux chrétiens libanais, des Berbères du Maghreb aux modérés saoudiens, on ne compte plus tous ceux qui redoutent l'extension du Jihad bien davantage que le maintien d'Israël au milieu de la région »<sup>1744</sup>. L'Arabie Saoudite signe en 2007 un contrat de 5 milliards de dollars pour demander aux Américains de former 35000 hommes afin de protéger ses installations pétrolières. Des *Patriot* y sont installés. En juillet 2007 une série de contrats d'armement d'au moins 20 milliards de dollars est signé avec l'Arabie saoudite, les EAU<sup>1745</sup>, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn et Oman<sup>1746</sup> (alliés d'Israël), c'est-à-dire les pays dits « modérés ». L'aide à l'Égypte atteindrait 13 milliards de dollars en dix ans. Washington souhaiterait prendre la tête d'une coalition sunnite contre l'Iran. Shimon Pérès et Benyamin Netanyahou affirme devant l'Aipac : « L'agressivité du gouvernement iranien ne se limite pas à Israël. Il vise une hégémonie régionale et veut contrôler les pays arabes en utilisant la terreur et la contrainte »<sup>1747</sup>. Le politologue Tony Judt rappelle : « Les États du Golfe, Israël et l'Arabie Saoudite ont intérêt à la guerre contre l'Iran. Certains gens de droite, des conservateurs, quelques chrétiens aux USA et de l'armée en Israël veulent la guerre »<sup>1748</sup>.

- Washington tolère le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki afin de faire de Bagdad une base pour l'invasion de l'Iran. L'intervention anglo-américaine en 2003 avait peut-être

---

<sup>1742</sup> *Haaretz*, 21 septembre 2004.

<sup>1743</sup> *NYT* du 17 janvier 2005.

<sup>1744</sup> *L'Arche*, n° 579-580, juillet-août 2006, « Les choix stratégiques d'Israël », Alexandre ADLER.

<sup>1745</sup> La France et les EAU ont signé des accords de défense en 1995.

<sup>1746</sup> *Le Figaro*, 24 novembre 2009, « Négociations secrètes Israël – Oman ».

<sup>1747</sup> *Ambassade d'Israël*, Newsletter, 7 mai 2009.

<sup>1748</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel Vecchiet, 2008. L'auteur, sioniste combattant, est depuis considéré comme trop critique à l'égard d'Israël. A cause de ses positions, et malgré ses états de services, il est licencié en 2003 du journal *The New York Review of Books* après qu'il ait appelé à la

aussi ce but. Les opérations en Afghanistan et les pourparlers diplomatiques avec la Turquie, la Russie, la Chine, le Brésil et surtout le Pakistan ont aussi pour objectif d'isoler l'Iran. Les Britanniques ont programmé leur retrait d'Irak en 2009 afin de ne pas risquer des représailles balistiques iraniennes.

- Israël a commencé à s'entraîner pour des raids en Mer Rouge en Méditerranée, au large de Malte, en Mer Egée et à Djibouti<sup>1749</sup>. Récemment, un pays de l'est aurait prêté ses *Mig-29* à Israël pour que les pilotes puissent en déterminer les failles, en cas de combats aériens<sup>1750</sup>. Les manœuvres à Gibraltar, en Mer Noire et en Méditerranée inclinent à privilégier une telle option, la distance jusqu'à Gibraltar<sup>1751</sup> (3800km) étant celle que la chasse devrait parcourir pour bombarder l'Iran et revenir.

Selon le *NYT*, Israël a réalisé des entraînements aériens en juin 2008, mobilisant 100 avions et hélicoptères, afin de tester la faisabilité de ravitailler en vol des bombardiers sur 1500 km. Cette distance est celle comprise entre Israël et le site de Natanz. Tsahal indique seulement qu'il s'agit de s'entraîner à faire face à des menaces extérieures<sup>1752</sup>. Israël s'est entraîné au Liban durant l'été 2006, en Syrie en septembre 2007, à Gaza en 2008-2009. Également, des opérations commandos auraient déjà été lancées sur des sites sensibles<sup>1753</sup>. Selon Martin Van Crevel, l'armée iranienne serait incapable de riposter:

« Leurs forces terrestres et navales ne conviennent pas pour ce type de frappe. Il se peut que le pays possède des Shahab III ayant la portée nécessaire, mais seulement en petit nombre et pour une fiabilité très aléatoire. Si ces missiles sont dotés d'ogives conventionnelles, en terme militaire, l'effet sera quasi nul. A l'inverse, si ces ogives sont non conventionnelles, l'Iran s'exposera, [...] à des représailles 'redoutables et terribles'. L'aviation iranienne n'est guère plus brillante. [...] Le général Mahmoud Chaharbaghi, a affirmé être en mesure de lancer '11 000 roquettes à la minute'. Ineptie. [...] aucun pays ne possède autant de roquettes »<sup>1754</sup>.

- L'Aipac se serait opposé à une loi interdisant au Président américain d'attaquer l'Iran sans l'aval du Congrès, afin de ne pas répéter le fiasco irakien. « La disposition a été supprimée, grâce aux voix de nombreux républicains et démocrates »<sup>1755</sup>. Les *Born Again* américains font du lobbying pour frapper l'Irak. Au dernier Congrès de l'Aipac, leur chef, le pasteur John Hagee, déclare que l'Iran est l'Allemagne de 1933, et Olmert ajoute « c'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que le peuple juif est autant menacé »<sup>1756</sup>. Début 2008, le politologue Anoush Ehteshami prévoyait « La dissuasion finit par être contre productive car elle incite les États arabes à tous réclamer le nucléaire, soit-disant pour le usine de désarmement. Quel sera l'évènement qui fera qu'Israël interviendra. Il vaut mieux que les

---

création d'un État binational en Israël.

<sup>1749</sup> IFRI, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », Pierre RAZOUX, *Octobre 2007*, Focus stratégique n°2.

<sup>1750</sup> *Marianne*, semaine du 23 au 29 mai 2009, « Israël, essais sans frais ».

<sup>1751</sup> *L'Express*, 7 mai 2009, « Israël: exercices de haut vol »

<sup>1752</sup> *New York Times*, 20 juin 2008, « U.S. Says Israeli Exercise Seemed Directed at Iran ».

<sup>1753</sup> *Jeune Afrique*, 18 janvier 2009, « Quand Bush temperait les ardeurs anti-iraniennes d'Israël ».

<sup>1754</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2007, Faut-il bombarder l'Iran », Martin VAN CREVELD.

<sup>1755</sup> *Le Nouvel Observateur*, semaine du 28 mai au 3 juin 2009, « Juifs américains : Lobby contre Lobby ».

<sup>1756</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », *Ibid.*

USA interviennent plutôt qu'Israël car il y a risque de guerre nucléaire. Les USA interviendront en Iran pour cette raison. La politique étrangère américaine est calquée sur celle d'Israël». Ephraïm Halévy conclue « Si l'Iran doit comprendre quelque chose, c'est qu'Israël est capable de tout »<sup>1757</sup>.

- En septembre 2010, l'Iran est attaqué par *Stuxnet*, un virus se greffant en priorité sur les logiciels de gestion de centrales nucléaires. Bien qu'il ait été décelé dans plusieurs pays, il semble que ce soit bien l'Iran qui été en priorité visé. Le virus ne s'est pas attaqué à n'importe qui. Il s'accroche aux programmes de la firme Siemens, grande prolifératrice, et fournisseuse de technologies sensibles en Allemagne, au Pakistan, en Chine et en Indonésie. Le chef du renseignement militaire Major-General Amos Yadlin affirmait en 2009 qu'après que le site du *Jerusalem Post* ait été assailli par 4000 spams par seconde, Israël s'était décidé à concevoir ses propres *firewall*. Israël appartient aux rares pays (avec la France, les Etats-Unis, la Chine et la Russie) capable de concevoir des virus avant que les antivirus étudiés pour combattre ces virus ne sortent sur les marchés<sup>1758</sup>. Enfin, le 12 octobre 2010, alors qu'Ahmadinejad plastronnait au Liban, une usine de missiles Shahab-3, la Base de l'Imam Ali (près de de Khorramabad), explose, occasionnant la mort de 18 soldats et blessant 14 autres Gardiens de la Révolution appartenant aux Brigades al-Hadid. Bien que Téhéran démentent une attaque terroriste, parlant d'abord d'accident technique, tout accuse encore le Mossad<sup>1759</sup>.

### V.3 Une intervention peu crédible

Nonobstant ces indications, les actions militaires paraissent peu probables car:

-Si Israël aurait vraiment eu l'intention d'agir, il n'aurait pas demandé la permission à la communauté internationale et aux USA, et aurait déjà attaqué par surprise, comme en Irak et en Syrie.

-La Russie et la Chine ont inclus l'Iran dans leur zone d'influence et au moins négocieront avec l'ONU et Israël pour toute décision concernant de pays.

-L'option diplomatique est encore privilégiée avec le renfort des sanctions, auxquelles la Chine et la Russie ont donné leur accord, après toutefois avoir puissamment renforcé l'armée iranienne.

-L'ancien chef de l'*US Central Command*, le général John Abizaid, estime ainsi que la démonstration de force des manœuvres israélo-américaines auxquelles participe l'Europe ne serait qu'un moyen pour forcer l'Iran à négocier.

---

<sup>1757</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », *Ibid.*

<sup>1758</sup> *Defence Academy of the United Kingdom*, Special Series, « Cyber Probing: The Politicisation of Virtual Attack », Alex MICHAEL, 2010, p. 22. On distingue notamment les Nashi russes et aux Hackers rouges chinois.

<sup>1759</sup> *Israel Magazine*, 18 octobre 2010, « Une installation militaire iranienne top-secrète explose! »

-Le *soft power* n'a pas encore donné toute sa puissance. Israël n'interviendra que lorsque le pays sera suffisamment affaibli par des manœuvres de déstabilisation du régime (aide aux mouvements séparatistes, manipulation des taux de changes, propagande<sup>1760</sup>).

- L'Iran ferait exprès de provoquer Israël pour générer des solidarités chiites, peut-être sunnites, voir plus élargis vers les *States of Concern*. Mais il n'a pas l'intention d'attaquer Israël.

- Avant chaque opération, Israël prend soin d'évacuer la population juive pour éviter qu'elle ne serve de chantage. Or, ici, ce n'est pas le cas. La communauté juive iranienne est importante. Elle était quasiment inexistante en Irak et en Syrie.

- L'Iran est religieusement plus uni que l'Irak. Le pays possède des déserts, des plaines, mais aussi du relief compliquant grandement des opérations militaires éventuelles. L'Iran est plus étendu que l'Irak, et donc moins facile à envahir et contrôler. Le fiasco irakien refroidit l'ardeur des généraux américains. La résistance et l'efficacité du Hezbollah ne présagent rien de bon et Tsahal ne serait pas encore prêt. De plus le pays peut mobiliser également des mouvements terroristes<sup>1761</sup> pour prendre Israël à revers. Téhéran peut appeler aux soulèvements des populations chiites au Liban, en Irak, en Syrie, en Azerbaïdjan<sup>1762</sup> au Yémen ou en Arabie Saoudite notamment. Cette thèse est contestée par Jean-Christophe Victor<sup>1763</sup>. Les faits lui donnent tort. En 2010, des chiites se révoltent au Bahreïn, au Yémen et au Liban, sans compter l'Irak bien sûr. Selon le *Centre Français du renseignement*, entre 2000 et 8000 agents de la *Vekak* pourraient intervenir à l'étranger, notamment dans le soulèvement des Kurdes en Turquie<sup>1764</sup>. L'Iran a tissé des alliances de revers au Soudan, en Somalie et en Érythrée et aurait installée une base près du détroit de Bab el-Mandab à Asab dans ce dernier pays avec des missiles et des sous-marins<sup>1765</sup>.

- L'AIEA est réticente et ne veut pas qu'un troisième Osirak (après la Syrie) l'humilie. On craint une forte pollution radioactive. Les radiations pourraient dériver vers des pays du Golfe (essentiellement le Qatar et le Barhein<sup>1766</sup>), ou vers les autres pays limitrophes. Téhéran est signataire du TNP. Tous les acteurs de la crise envisagent la guerre comme dernière option car l'ONU craint un embrasement de la région.

---

<sup>1760</sup> *Le Monde Diplomatique*, octobre 2007, « Les ultras préparent la guerre contre l'Iran », Sellig HARRISON.

<sup>1761</sup> Les *Bataillons du Jihad islamique palestinien de Jérusalem* adoptent le nom de guerre d'Aashiqat al-Quds (« Désirant Jérusalem »), *Jihad islamique*, *Bataillons Salah al-Din*, *l'Armée des croyants*, *Al-Qaïda en Palestine*, *Jihad mondial*, *Hamas*, *Hezbollah*, et *Armée de l'Islam* au pays de Ribat.

<sup>1762</sup> Le pays est un allié d'Israël et lui vend son pétrole.

<sup>1763</sup> *Arte*, « Le dessous des cartes », *le monde Chiite*, 24 octobre 2007.

<sup>1764</sup> *Réalités*, n°1135, du 27 septembre au 3 octobre 2007, « Iran/ USA, les scénarios de la guerre », pp20-25, Mehdi TAJE.

<sup>1765</sup> *Marianne*, du 4 au 10 avril 2009, « Iran, Ruée vers l'ouest », p. 67

<sup>1766</sup> Bien que n'ayant pas d'ambassade en Israël, le Barhein accueille la Ve flotte américaine, héberge quelques juifs. La population chiite vit mal que les forces de l'ordre soient recrutés chez les sunnites.

- En dépit de l'idée reçue, l'Iran et les USA n'ont cessé d'entretenir des rapports secrets de collaboration, y compris dans le domaine militaire. Il est possible qu'en dépit de joutes verbales, l'Iran fasse le jeu d'Israël et des USA, notamment dans la déstabilisation de l'Irak et pour légitimer le bouclier antimissile.

Le pays aurait été bénéficiaire des guerres d'Irak et d'Afghanistan contre les sunnites et les Talibans. Selon le Centre Français de recherche sur le renseignement, un agent de la Savak, Ahmad Chalabi, ex-président du Conseil national iranien (CNI), a été un agent américain. Les USA souhaitent privilégier la voie diplomatique, en échange de l'aide de Téhéran dans la stabilisation de l'Irak. Ces accords informels, en parallèle des négociations des P 5+1 (USA avec William Burns, France, Royaume-Uni, Chine, Russie et Allemagne) sont appelés « Track » (piste). La dernière c'est produite en mars 2009. Elle est décrite par un intervenant anonyme : « Quand il n'y a pas de caméras, les peurs de parler librement disparaissent. Les participants ne se sentent pas contraints de jouer un jeu. En Iran, les décisions se prennent par consensus. Il est difficile de l'extérieur d'identifier qui sont les vraies personnes de pouvoir ». Ces tracks entrent en concurrence avec les instances officielles nationales et internationales, créant des litiges avec les diplomates officiels, ce qui explique les cacophonies sur ce dossier<sup>1767</sup>. Les 29 et 30 septembre 2009, Israël (Shlomo Ben Ami et un membre de l'IAEC) et l'Iran (son représentant à l'AIEA Ali Ashgar Soltanieh) ont discuté secrètement sur la dénucléarisation de la région, au Caire. Les négociations furent menées par la *Commission internationale pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement* dirigé par l'ancien chef de la diplomatie australienne, Gareth Evans. La porte-parole de l'IAEC, Yaël Doron confesse : « Il y a eu des rencontres entre une représentante de la commission pour l'énergie atomique d'Israël et un officiel iranien dans un cadre régional. Ces rencontres se sont déroulées à huis clos et leur tenue n'aurait pas dû être révélée, mais l'Australie qui les organisées a jugé bon d'en faire état »<sup>1768</sup>. Bien que l'Iran, mal à l'aise dans son rôle d'opposant à Israël de façade, dément. Il y aurait donc entre les deux pays des tractations secrètes.

- L'Iran n'utilisera pas l'atome contre Israël par peur des représailles. Meir Amit, ancien patron du Mossad, analyse: « Dimona procure une dissuasion contre les intentions d'Ahmadinejad. Je pense que ce serait pour cette raison qu'ils ne nous on pas encore attaqué »<sup>1769</sup>. Ephraïm Kam du JCSS estime que :

« Si l'Iran parvient à se doter de l'arme nucléaire, il ne l'utilisera sans doute pas pour détruire Israël. [...] L'Iran veut disposer de l'arme atomique à des fins défensives, pour s'assurer une hégémonie régionale et conforter son régime. [...] L'Iran devrait agir rationnellement, et non en obéissant à des mobiles religieux ou idéologiques. Il est raisonnable de penser que l'Iran utilisera

<sup>1767</sup> *Le Monde*, 7 avril 2009, « Iran-Etats-Unis : les discussions secrètes de Genève ».

<sup>1768</sup> *Le Monde*, 22 octobre 2009, « Polémique autour d'une discussion sur le nucléaire entre Israël et l'Iran ».

<sup>1769</sup> *Yediot Aharonot*, 18 avril 2007, « Former Mossad chief not against taking out Ahmadinejad ».

l'arme atomique uniquement pour faire face à un danger majeur, et que la destruction d'Israël ne représente pas un intérêt justifiant un tel recours »<sup>1770</sup>.

Ephraïm Halévy tempère, à la stupéfaction des Européens va-t-en-guerre qui ne connaissent pas le dossier : « L'Iran n'est pas un danger pour l'existence d'Israël. Je pense pour ma part qu'il est impossible d'éradiquer notre État, pour des raisons que vous pouvez comprendre et pour d'autres que vous pouvez imaginer »<sup>1771</sup>. Ehud Barak est du même avis : « L'Iran ne constitue pas une menace pour l'existence d'Israël. Israël est fort et je ne vois personne capable de représenter une menace pour notre existence ». Pérès reste plus mesuré : « Je pense que le président Ahmadinejad n'a pas d'avenir. [...] Que va-t-il faire d'une bombe ? La lancer ? C'est une illusion »<sup>1772</sup>. Van Creveld livre sa précieuse analyse à contre courant:

« Depuis 1945, il ne s'est guère passé une année sans que ne se fassent entendre des voix, pour la plupart américaines, prédisant au monde les pires tourments si de nouveaux pays devaient se doter de l'arme nucléaire. Mais jusqu'ici, rien n'a donné raison à ces Cassandre. Bien au contraire : partout où l'arme nucléaire a fait son apparition, ses détenteurs ont cessé de se livrer des guerres à grande échelle. Notons que le général John P. Abizaid, ancien commandant en chef des forces américaines au Moyen-Orient, [...] estiment que le monde peut tout à fait vivre avec un Iran doté de l'arme nucléaire »<sup>1773</sup>.

Ou encore : « L'Iran accuse Israël pour éviter que les Etats Arabes nuisent au programme mais c'est aussi contre eux qu'il est constitué »<sup>1774</sup>.

- Les faucons israéliens et américains sont peu à peu remplacés par des pacifistes, tel le *Comité d'Action Politique pour Soutenir le Processus de Paix*, présidé par Jeremy Ben-Ami<sup>1775</sup>. Le porte-parole du département d'État déclare le 6 juillet 2008 : « Washington n'est pas du tout prêt à donner le feu vert pour une opération militaire quelle qu'elle soit. [...] Israël était un pays souverain qui était libre de décider seul s'il voulait attaquer l'Iran. [...] Nous sommes impliqués dans la sécurité d'Israël mais nous partageons aussi son inquiétude concernant le nucléaire iranien »<sup>1776</sup>. Le colonel Lawrence Wilkerson, directeur de cabinet de Colin Powell (2000-2005), n'hésite pas à rompre la langue de bois: «Aux USA et en Iran, il y a des crétins. Israël ne sera pas la deuxième nation à employer la bombe. Israël n'est plus l'allié stratégique de la Guerre Froide. Mais cela n'a pas d'importance au regard des liens très forts entre les deux pays. Les liens sont trop lourds. Ce serait la troisième ou quatrième guerre mondiale et une erreur colossale si Israël intervient en Iran »<sup>1777</sup>. Le 22 septembre 2009, Brezinski, demande même à Obama d'empêcher le survol par l'Irak, d'appareils israéliens : « Nous ne sommes pas précisément des bébés impotents. Ces avions doivent survoler l'Irak et

---

<sup>1770</sup> JCSS, juillet 2008, «Israel and a Nuclear Iran: Implications for Arms Control, Deterrence, and Defense», Ephraïm KAM.

<sup>1771</sup> *Israelvalley*, 30 octobre 2007, « Ahmadinejad fait de grandes et bonnes actions pour nous ».

<sup>1772</sup> *Arabies*, avril 2007, « La dernière figure », pp. 14-16.

<sup>1773</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2007, Faut-il bombarder l'Iran ».

<sup>1774</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », *Ibid*.

<sup>1775</sup> *Marianne*, semaine du 31 avril au 6 mai 2008, p. 41.

<sup>1776</sup> *Israelmagazine*, 7 juillet 2009, « Un pas en avant, un pas en arrière... ».

<sup>1777</sup> « L'Iran, une puissance dévoilée », Chaîne Histoire, Jean-Michel VECCHIET, 2008.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
préconise d'abattre les avions israéliens<sup>1778</sup>. Bush, en échange du refus de bombarder l'Iran, fourni à Israël un radar installé dans le Néguev, permettant de détecter les missiles iraniens<sup>1779</sup>.

- L'arme du pétrole iranien et russe pèse lourd sur la scène internationale. Le pays peut, en représailles, bombarder les installations pétrolières de la région (et le détroit d'Ormuz)<sup>1780</sup>.

- Le survol de pays tiers, la nécessité de s'équiper de réservoirs lourds et encombrants et les longues distances sont préjudiciables pour un raid.

- L'armée iranienne est mieux entraînée et mieux équipée que celle de Saddam Hussein. Pour se protéger des raids aériens futurs, l'Iran a acheté à la Russie des missiles de croisière et des anti-missiles *Tor N-1* pour 800 millions de dollars ; des *S-300* (capables d'abattre la moitié des chasseurs israéliens en cas de frappes) et des *SA-20* et autres *smart bomb* ou MANPADS (*SA-7* à *SA-16 Igla*), considérés comme très performants pour intercepter des avions ou des hélicoptères. Un raid coûterait 25 appareils sur la centaine engagée<sup>1781</sup>. En juillet 2010, l'Iran installe d'ailleurs un radar en Syrie pour se prémunir d'une attaque surprise israélienne. L'armée iranienne bénéficie de cadres d'élites avec les combattants du Hezbollah. Cependant, seuls les Paskarsans seraient aptes à combattre efficacement.

- Une action de type Osirak sur l'Iran serait inutile dans la mesure où ses complexes sont multiples, très éloignés et enterrés. Cordesman analyse qu'« Une offensive israélienne contre les installations nucléaires iraniennes est possible, (mais) elle serait complexe et hautement risquée et rien ne garantit que la mission dans son ensemble se solde par un succès »<sup>1782</sup>. Martin Van Creveld précise:« Il n'est pas certain que les installations nucléaires iraniennes, vastes, bien disséminées et bien cachées, puissent vraiment être éliminées, [...] il est cette fois impossible de compter sur le facteur surprise »<sup>1783</sup>. Attali prévoyait en 1995, que la taille des sites se réduirait grâce à la miniaturisation des technologies. Une usine de retraitement mesurerait maintenant moins de 100 m<sup>2</sup>, les ogives nucléaires seraient indétectables dans des sarcophages de plomb et de paraffine<sup>1784</sup>. Ehud Olmert lui-même concède au magazine allemand *Focus*, qu'il était «infaisable d'anéantir totalement le programme nucléaire iranien mais qu'il était possible de lui porter un coup fatal pouvant le retarder de plusieurs années» ajoutant « cela prendra une dizaine de jours et nécessitera des milliers de Tomahawks»<sup>1785</sup>.

---

<sup>1778</sup> *The Daily Beast*, 24 septembre 2009, «How Obama Flubbed His Missile Message». «Well, we have to be serious about denying them that right. That means a denial where you aren't just saying it. If they fly over, you go up and confront them. They have the choice of turning back or not. No one wishes for this but it could be a Liberty in reverse».

<sup>1779</sup> *Jeune Afrique*, 18 janvier 2009, « Quand Bush tempérait les ardeurs anti-iraniennes d'Israël ».

<sup>1780</sup> *Yediot Aharonot*, 24 octobre 2007.

<sup>1781</sup> *Marianne*, du 20 et 26 juin 2009, « Attaquer l'Iran, Un suicide pour Israël ».

<sup>1782</sup> *Le Monde*, 20 mai 2009, « Israël-Iran Les risques et périls d'une attaque »

<sup>1783</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2007, Faut-il bombarder l'Iran », Martin VAN CREVELD.

<sup>1784</sup> Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse, op.cit.*, p. 107.

<sup>1785</sup> *Israelinfos.net*, 11 juin 2007.

- Le bouclier antimissile américano-israélien n'est pas encore prêt pour se protéger de représailles.

- Dans le cas où les États-Unis préféreraient utiliser le blocus économique, celui-ci serait contourné par l'Iran, via ses alliés.

- Il existerait une autre alternative qui serait d'éloigner l'Iran de la Chine et de la Russie en lui laissant son armement nucléaire (mais sous surveillance américaine comme au Pakistan) et en l'approvisionnant de subventions économiques en échange de sa vassalisation et de son pétrole. Une fois la bombe obtenue, les Iraniens pourraient à nouveau être un pion américain contre la Chine et la Russie mais aussi contre le monde sunnite. Téhéran le sait et négocie le plus d'avantages possibles en ce sens. Le Brésil et la Turquie lui ont proposé d'enrichir sur leur sol l'uranium, afin qu'il ne serve pas à la bombe.

- De plus cela ne ferait que conforter le pays d'accélérer le choix de la bombe, justement pour dissuader toute attaque<sup>1786</sup>. Si la dissuasion NBC ne peut fonctionner contre des *rogues states*, la doctrine Begin ne le peut pas non plus.

---

<sup>1786</sup> Franck BARNABY et Hans BLIX, «Would air strikes work ?...» *op.cit.*, p. 21.

**CHAPITRE V****DISSUASION ET ESPIONNAGE**

Si la dissuasion israélienne nous est connue, c'est grâce à l'action volontaire ou involontaire de scientifiques, de journalistes et de militaires, jamais d'universitaires ou d'experts. Ces hommes ont réussi à gruger ces services secrets israéliens que l'on dit les meilleurs au monde. Leurs actions ont permis de remettre fondamentalement en cause les estimations plus politiques que réelles des capacités israéliennes. Nous n'avons retenu ici que les plus connus : Mordechai Vanunu et Jonathan Pollard pour le Nucléaire, et Markus Klingberg pour le biochimique.

**I Vanunu quand Icare se brûle à l'atome de Dimona****I.1 Un traître idéaliste**

Depuis 1986, un nom reste indélébilement attaché à tout ce qui touche le nucléaire israélien : Vanunu. C'est grâce à son intervention que le grand public connaît en partie l'état de l'arsenal nucléaire israélien. Né le 13 octobre 1954 au Maroc, Vanunu débarque en Israël en 1963. Beaucoup de juifs marocains commencent une nouvelle vie à Dimona, avec l'encouragement des autorités françaises, dans le programme NBC<sup>1787</sup>. Il est notamment le porte-parole des étudiants de son université à l'occasion d'un congrès à Paris (il suit parallèlement des études). Le Shin-Bet le fiche déjà comme ayant « des convictions pro-arabes et gauchistes »<sup>1788</sup>. Il est ensuite embauché à la centrale de Dimona en novembre 1976<sup>1789</sup>, affecté au *Machon 2*, muni d'un passe spécial numéro 520, en tant que *menahil*, (chargé du contrôle du niveau de radiation)<sup>1790</sup>. En 1980, il est affecté à la nouvelle usine de production de lithium 6, du plutonium et du tritium<sup>1791</sup>.

Entre-temps Vanunu s'est rendu compte que le programme nucléaire d'Israël, prétendument pacifique, est chargé de produire un nombre important d'armes nucléaires. Il est muté dans un nouveau département moins sensible, un paradoxe car cela lui permet de se déplacer pratiquement dans tout le bâtiment et ainsi de confirmer ses sentiments. Ce dernier affirme : « J'avais pris des photos à l'intérieur de l'usine, afin de montrer au monde qu'Israël cachait un secret nucléaire. Mon travail, à Dimona, consistait à produire des éléments radioactifs utilisables pour la fabrication de bombes atomiques. Je savais exactement quelles

<sup>1787</sup> Cela permettait aussi de ralentir la crise du logement qui sévissait en France à la suite de la décolonisation du Maghreb.

<sup>1788</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 209.

<sup>1789</sup> Gordon THOMAS affirme que les dates sont les suivantes: «Vanunu est recruté à Dimona pour suivre une formation d'anglais, de physique-chimie et de mathématique puis travaille à la centrale de février 1977 à novembre 1986». Gordon THOMAS, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, p. 207. Hersh retient la date d'août 1977.

<sup>1790</sup> RFI, 21 avril 2004, « Le «traître» Vanunu libéré », Mounia DAUDI.

quantités de matières fissiles étaient produites, quels matériaux étaient utilisés et quelles sortes de bombes étaient fabriquées »<sup>1792</sup>. Il semble toutefois que malgré ce témoignage, il n'est pas été chargé de cette production. Au milieu de l'année 1985, il est une première fois licencié pour ses opinions mais son syndicat lui retrouve rapidement une autre affectation. Le congédier aurait été délicat pour des raisons de secret. Il devient alors contrôleur de l'équipe de nuit<sup>1793</sup>, et prend, le 27 octobre 1985, pendant 45 minutes, 57 photos (panneaux de contrôle, machine à fabriquer les ogives, caissons antiradiations, sphères de lithium deutérium de 4,4 kg enchâssé de plutonium avec des réflecteurs de béryllium neutron, qui réduisent la quantité de plutonium requise pour l'explosion). Finalement, il est définitivement chassé. Mais apparemment, 180 autres techniciens seront aussi remerciés par la suite pour différents griefs<sup>1794</sup>.

Vanunu quitte Israël le 19 janvier 1986. La suite est complexe, mais pour résumer à l'extrême, il contacte Peter Hounam, journaliste au *Sunday Times*<sup>1795</sup> à Londres, après s'être converti à l'anglicanisme lors d'un voyage en Australie. Il livre ensuite au journal les deux rouleaux de photos et des plans du centre nucléaire<sup>1796</sup>, qu'analysent des experts britanniques et américains, tel Theodore Taylor. Avant cette révélation, les géostratèges estimaient l'arsenal israélien à une douzaine d'ogives. Mais le *ST*, utilisant les preuves acquises, concluent plutôt à 200 bombes. L'un des techniciens du programme britannique, Frank Barnaby confirme l'aspect plausible des dires de Vanunu<sup>1797</sup>. Pour faire monter les enchères, Il se rend alors au *Sunday Mirror*, le tabloïd dirigé par Maxwell, y laisse ses clichés, et attend une réponse. Craint-il que le *ST* ne le prenne pas au sérieux ou pire, qu'une partie de la presse souhaite éviter de publier ces photos sur un sujet aussi épineux ? Vanunu accélère t-il les choses, craignant que le Mossad ne l'arrête avant ? Les journalistes du *Mirror* estiment que l'histoire est *bankable* ; et décident de devancer leur concurrent en publiant un article pour le 28 septembre, sous le titre « *The Strange Case of Israel and the Nuclear Conman* ». Mais à la dernière minute, Maxwell interdit la publication, qualifiant de faux ce que dit l'ingénieur. A son insu, Maxwell envoie les précieuses photos à l'ambassade d'Israël à Londres, officiellement pour «confirmer» leur véracité. C'est à l'issue de cette initiative que Vanunu commence à être pisté par les principaux services occidentaux. L'un des contacts de Nick

<sup>1791</sup> *Independent Media Centre Ireland*, octobre 2004, « Mordechai Vanunu Asks for an Irish Welcome ».

<sup>1792</sup> *Réseau Voltaire*, octobre 2005. « Mordechai Vanunu : C'est parce qu'Israël détient la bombe atomique qu'il peut pratiquer sans crainte l'apartheid ». Silvia CATTORI.

<sup>1793</sup> Gordon THOMAS, *Ibid.*

<sup>1794</sup> *The economic Observer*, 29 novembre 2004, «Mordechai Vanunu: A World Loaded with Conspiracy», Qin LIWEN.

<sup>1795</sup> Selon d'autre version, « Peter Hounam, de passage en Australie, entend parler de son histoire ». (*geostrategie.com, quotidien d'intelligence stratégique*, 20 février 2004, « Mordechai Vanunu, l'homme qui en savait trop », Muriel SIGNOURET). Mais par qui entend-il parler de Vanunu ? Mystère.

<sup>1796</sup> *Le Monde*, 29 mars 1988, « Mordechai Vanunu condamné à dix-huit ans de prison ferme », Alain FRACHON.

<sup>1797</sup> Frank BARNABY, *The Invisible Bomb?*, London: I.B.Taurus, 1989, p. 24.

Davies, rédacteur en chef du journal et espion du Mossad, n'est autre que Ben Menashe, un autre célèbre espion.

Le 23 septembre, Cindy Hanin<sup>1798</sup> espionne du Mossad, séduit Vanunu, le drogue puis l'enlève et via l'Italie, le ramène en Israël pour y être jugé. Vanunu passe son premier mois de détention dans la prison de Gardera, puis est soumis aux interrogatoires du Shin-Bet. L'ingénieur décrira plus tard que le service utilisait des techniques de lavage de cerveau et de pression psychologique très poussées, puis voulait le tuer à petit feu en lui faisant manger de la nourriture très grasse pour provoquer des incidents cardiaques<sup>1799</sup>. Coïncidence, Andreï Sakharov décrira à peu de chose près les mêmes méthodes côté soviétique : destabilisation psychique, gavage de nourriture, isolement total. Son discours comportera cependant quelques contradictions. Pour l'URSS, Sakharov est le cheval de troie de l'occident. Pour l'occident, Vanunu est sa réciproque.

La torture, selon la commission Landau, est interdite en Israël pour des aveux sur des crimes généraux selon le l'article 277 du Code pénal israélien. En revanche, pour « sauver des vies », l'article du Code pénal 34 l'autorise, une disposition appliquée petit à petit partout en Occident<sup>1800</sup>. On cite toujours le cas de Rabin, alors ministre de la Défense qui, pendant la première Intifada dans un ordre controversé et peut-être déformé, conseillait à ces soldats de « briser les os » des Palestiniens<sup>1801</sup>. Depuis 2003, on connaît l'existence de prisons secrètes israéliennes, tel le camp 1391<sup>1802</sup>, appelé aussi le « gantanamo israélien ». Dans les pays arabo-musulmans, la plupart des prisons connaissent la torture comme le dénonce le rapport Manfred Nowak des Nations-Unies en octobre 2009. En 2010, l'avocat syrien Muhannad Al – Hassani reçoit le prix *Martin Ennals* pour son engagement à dénoncer la torture et les atteintes aux droits de l'homme en Syrie, dont le symbole reste la prison d'Adhra. C'est notamment pour cette raison que les Américains y installent des prisons secrètes antiterroristes !

## I.2 Le procès d'un secret

L'affaire provoque des dégâts au sein de l'infrastructure nucléaire israélienne. En 1986, Uzi Eilam, président de l'AIEC, laisse sa place à David Peleg qui, disgracié pour son incompétence dans le cas Vanunu, est remplacé très vite par le Dr. Yona Ettinger, de 1987 à 1992. La presse internationale commence à s'intéresser à Vanunu quand il est jugé une première fois à huis clos, dès décembre 1986. Le technicien réussit alors à faire savoir qu'il a été enlevé, au cours de sa deuxième comparution du 22 décembre, par un moyen archaïque. Il écrit sur la paume de sa main : «Mordechai Vanunu, a été enlevé à Rome, le 30 septembre

<sup>1798</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 212..

<sup>1799</sup> *Maariv*, 31 mai 2004, « Vanunu: I just wanted to let world know », Shaul ADAR.

<sup>1800</sup> *L'Arche*, janvier 1997, « Non, la Cour suprême n'a pas autorisé l'emploi de la torture », Haïm TSADOK.

<sup>1801</sup> *Jerusalem Post*, 12 juillet 1990, « Rabin denies he gaves orders to brake bones ».

1986 à 21 heures sur le vol *British Airways 504*<sup>1803</sup> puis applique son message sur la vitre du fourgon cellulaire qui l'amène de la prison. La scène est immortalisée par un photographe<sup>1804</sup>. Le parallèle avec Sakharov est évident. Cherche-t-on à faire tomber la puissance israélienne comme celle de l'URSS par cette médiatisation ? Mais qui le souhaite et pourquoi ?

Il est transféré clandestinement à la prison d'Ashkelon<sup>1805</sup>. Le 4 janvier 1987, Vanunu entame une grève de la faim. Il est alors nourri de force par injections intraveineuses. Tenu à l'écart des visites, le dissident reçoit son frère, Meir Vanunu, dans sa cellule, une autorisation sans doute due à la fragilité morale du détenu. Les autorités de la prison donnent le feu vert à ce contact, à la condition que Meir ne révèle rien de sa conversation. Mais sitôt sorti, le frère se répand dans la presse britannique sur « l'enlèvement »<sup>1806</sup>. Il mentionne que les révélations de Vanunu ne sont pas dirigées seulement contre son pays mais aussi contre les États-Unis<sup>1807</sup>. Meir écope d'un mandat d'arrêt, le 24 août, pour n'avoir pas respecté sa parole.

Le 30 août, un simulacre de procès privé commence. Le prisonnier est jugé menottes aux poings et fers aux pieds. Il porte un casque protecteur. Durant les audiences, il est entouré par deux agents de sécurité pour éviter qu'il ne puisse faire d'autres révélations aux personnes qu'il pourrait croiser. Au moins a-t-il droit à un procès alors que d'ordinaire les « disparitions » sans tribunal sont monnaies courantes. Mais peut-être a-t-on voulu aussi que l'on en parle pour dissuader d'autres « dénonciateurs ». Ni les observateurs officiels, ni la presse, ni le représentant d'*Amnesty International* ne sont admis dans l'enceinte du tribunal. Les avis juridiques et les témoignages ne sont, dans un premier temps, pas publiés. Aussi, pour construire un récit de procès, le chercheur ne peut que faire confiance à la presse qui entrevoit ce que les autorités veulent bien divulguer ou omettent, parfois, de cacher :

« Le prévenu est arrivé de très bonne heure dans un fourgon aux vitres peintes en blanc qui s'est immédiatement engouffré dans la cour du tribunal. A l'intérieur du bâtiment, un jeu de parois en contre-plaqué l'a soustrait à tout regard indiscret... Son avocat n'a été autorisé qu'à quelques commentaires de pure forme. Ni photos ni films, des journalistes soigneusement tenus à distance et pas le moindre public »<sup>1808</sup>

Un filtre blanc sur la vitre du fourgon est apposé après « l'épisode de la paume », tandis que le véhicule est muni d'un système d'alarme afin d'empêcher toute communication avec des journalistes ou des sympathisants. Mais des informations filtrent. Par exemple, dans le dossier pénal, la Cour<sup>1809</sup> refuse la distinction évidente entre une information fournie à un

---

<sup>1802</sup> *Haaretz*, 22 août 2003, « Inside Israel's secret prison », Aviv LAVIE.

<sup>1803</sup> *Le Monde*, 21 avril 2004, p. 3. Le journal retient la date du 21 décembre 1986.

<sup>1804</sup> *L'Humanité*, 21 avril 2004, p. 15, « Vanunu, celui qui a dit la vérité », Françoise GERMAIN-ROBIN.

<sup>1805</sup> *L'Humanité*, 21 novembre 2001, p. 13, « Le cas Mordechai Vanunu », Pierre BARBANCEY.

<sup>1806</sup> *Le Monde*, 26 août 1987, p. 24, « En Israël Le frère de Mordechai Vanunu fait l'objet d'un mandat d'arrêt », Alain FRACHON.

<sup>1807</sup> *NBC News*, 21 avril 2004, *Op.cit.* : «The Americans have a policy of putting a spotlight in one direction and covering the other side. When my brother spoke, he didn't come up only against the silence of his country, but mostly against the silence and the interests of the United States».

<sup>1808</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 1987, « Le procès de Mordechai Vanunu s'est ouvert à Jerusalem Huis clos pour un tabou », Alain FRACHON.

<sup>1809</sup> La Cour Suprême est l'instance démocratique par excellence de l'État hébreu. Elle doit souvent partager ce

journal et l'espionnage au profit de puissances étrangères. On craint que Vanunu n'ait transmis ses photos au KGB ou à d'autres pays. Vanunu est donc poursuivi pour trahison et espionnage (*katsa*), deux chefs d'inculpation qui peuvent lui valoir la prison à vie. De plus, les juges estiment que le « traître » est dérangé mentalement. Ce fait là n'est pas à écarter complètement. D'une part, l'ingénieur n'a apparemment jamais cru comprendre qu'il était détenteur de secrets d'État. Fréquentant des milieux gauchistes pro-arabes, il semble avoir été influencé aisément par le microcosme universitaire de son pays. La facilité avec laquelle Cindy Hanin l'a séduite est une preuve supplémentaire. Ensuite, pourquoi a-t-il accepté de quitter Londres avant la publication de l'article. L'ingénieur a aussi changé rapidement de religion, chose relativement peu commune. Il a de plus été licencié dans un secteur où la sécurité de l'emploi, surtout dans un secteur aussi stratégique, est assurée, à condition de respecter le silence. D'ailleurs ce remerciement est peut-être la conséquence de l'inconstance du personnage que les autorités de Dimona auraient deviné. Certains disent que Vanunu fait le jeu de la dissuasion. On constate en effet de nombreuses incohérences dans ce récit. On peut se demander pourquoi le Mossad ne l'a pas fait éliminer. Parce qu'il aurait participé à la dissuasion par ses révélations et que cela ne remettait pas en cause la version officielle parce que ce n'était pas un homme politique? En 1986, lors de l'affaire, la Guerre froide bat son plein en Afghanistan, en Afrique et en Amérique Centrale. Israël, point névralgique, devait être protégé par sa dissuasion.

La défense est assurée par les avocats Avigdor Feldman<sup>1810</sup>, Ronit Robinson et Amnon Zichroni. Sur le plan éthique, le comportement de leur client répond exactement aux propositions d'Einstein en 1946, quand celui-ci demandait aux scientifiques d'informer le public, malgré les risques encourus, des déviations perverses de la recherche nucléaire. Maître Feldman sollicite une levée d'une partie du huis-clos et aborde les conditions de l'arrestation, car ni la Grande-Bretagne ni l'Italie n'ont (officiellement) autorisé son extradition, ce qui constitue une entorse au droit international. De plus, son client, dit-il, a agi avant tout par idéalisme, sans avoir touché d'argent du *ST*. D'ailleurs, Vanunu dit lors de son procès :

« Je suis le clerc, le technicien, le mécanicien, le chauffeur, à qui on disait : fais ceci ou cela. Ne regarde pas à droite, ne regarde pas à gauche, ne lit pas cette page. Ne regarde pas toutes les machines. Tu es responsable d'un seul point, une toute petite partie, c'est tout. Alors concentre-toi sur ce que tu dois faire, une seule chose. Mais qui est le chef ? [...] Le clerc, chauffeur, mécanicien, technicien lève sa tête, respire un peu, voit le 'monstre'. J'ai vraiment vu le monstre. Je fais partie du système, j'ai moi aussi signé cette forme, et maintenant je lis le texte, ce que je fais est une partie de la 'bombe'. Je l'ai vue, pourquoi moi ? C'est trop pour moi. Lève-toi et crie à haute voix. Lève-toi et proclame à toute cette nation, et tu le peux. [...] Oui toi, tu es l'agent secret de toute la nation. Tu es les yeux de l'État. Un agent espion, révèle ce que tu vois, révèle à nous ce que ceux qui comprennent, ces sages nous cachent »<sup>1811</sup>.

---

qui relève de la démocratie de ce qui relève du secret d'État.

<sup>1810</sup> Il est membre de l'Association pour la défense des libertés publiques.

<sup>1811</sup> ABDEL AZIM, *op.cit.*, p. 35.

D'autant, poursuit Me Feldman, qu'aucune des révélations de son client n'a pu vraiment mettre en péril la sécurité d'Israël<sup>1812</sup> puisqu'il s'agissait juste d'une description du réacteur de Dimona et des différents étages souterrains du centre atomique. Cité lui aussi par la défense, le professeur américain George Quester, spécialiste des questions nucléaires, estime que les révélations faites par Mordechai Vanunu n'apportent rien qui n'eût déjà été publié<sup>1813</sup>. Vanunu détient-il vraiment des secrets, lui qui ne fut que simple technicien ?

Le jugement traverse les murs du tribunal puisqu'au dehors se rassemblent déjà des partisans de l'ingénieur dissident. Ainsi, trois jeunes filles vêtues de noir, déclarant appartenir au mouvement anarchiste de l'université de Jérusalem (dix membres de tendance écolo-situationniste) viennent «remercier Vanunu pour avoir enfin lancé le débat nucléaire»<sup>1814</sup> dans le pays. Puis, c'est au tour de certains cercles de la communauté internationale de soutenir ce nouveau héros. En effet, Vanunu est un ancien universitaire, qui plus est d'une gauche progressiste. Or, nous sommes en pleine *Intifada*. L'image d'Israël est égratignée. Certains réseaux protestants, anglicans et même juifs prennent appui sur Vanunu pour affiner leur combat politique. C'est pourquoi, le 30 décembre 1987, une université suédoise lui décerne le *Right Livelihood Award* («prix Nobel alternatif»)<sup>1815</sup>. En février 1988, toujours en plein procès, c'est au tour du Danemark de lui attribuer le «*Danish Peace Foundation Award*». Dans ce combat pour la transparence, d'autres ONG apportent leur soutien comme l'*International Network of Engineers and Scientists for Global Responsibility* (INES), fondée en 1991 et reconnue d'utilité publique par l'ONU, qui travaille sur l'abolition des armes nucléaires et sur les questions éthiques et défend d'autres ingénieurs employés au sein des programmes NBC, de part le monde.

Le 6 janvier 1988, Shimon Pérès est assigné à comparaître comme témoin à la barre. Mais comme il le dit lui-même, son témoignage ne pourra enfreindre la raison d'État. Il déclare, en connaisseur, que les révélations faites à la presse: «ont provoqué d'importants dégâts pour Israël et la publication dans le *ST* a poussé certains pays arabes à durcir leurs positions à notre détriment»<sup>1816</sup>. Mais le Premier ministre Shamir interdit à Pérès toutes autres déclarations car elles ne pourraient qu'aggraver le malaise du gouvernement. La Cour rejette tous les arguments de la défense selon lesquels Vanunu n'y a pas cherché à porter atteinte à la sûreté de la nation, mais seulement à dénoncer l'existence d'un arsenal menaçant la stabilité de la région. La défense est ébranlée par les accusateurs qui pointent plusieurs incohérences au dossier du prévenu. D'une part, Vanunu aurait bien touché de l'argent. A l'enquêteur qui lui demande si la sécurité de son pays valait 100000 livres sterling, il répond

<sup>1812</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 1987, p. 4, *Ibid.*

<sup>1813</sup> *Le Monde*, 8 janvier 1988, p. 3, « Pérès a témoigné au procès Vanunu », Alain FRACHON.

<sup>1814</sup> *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 1987, *Ibid.*

<sup>1815</sup> *Libération*, 19 avril 2004, p. 9, « Israël: l'«espion nucléaire» libre d'être épié ».



n'avoir reçu que 100000 dollars du *Sunday Times*. Deuxième contre-argument la Grande-Bretagne aurait bien donné son accord pour le rapt de Vanunu.

Aussi, le 24 mars, l'ingénieur est reconnu coupable de haute trahison, d'espionnage, et de révélation de secret d'État. Vanunu a enfreint les sections 113 b et c et des sections 96 et 99 a de la loi pénale de 1977. Selon la doctrine d'opacité, le ministère de la Défense signe un certificat «qui n'infirme ni ne confirme» les dires de Vanunu. Mais ses avocats contestent le certificat qui empêche de disculper Vanunu sur des bases solides, ce qui est rejeté par la pétition (43 P.D.III 534 (1988))<sup>1817</sup>. Le 27 mars la sentence est prononcée : dix-huit ans de prison ferme<sup>1818</sup>. Cette lourde peine doit dissuader (le mot prend tout son sens) d'autres employés de Dimona, de Ness-Ziona ou d'autres sites sensibles de vendre leurs secrets. Vanunu annonce son intention de faire appel, même si certains organes de presse estiment la peine relativement clémente. En effet, la cour avait, à l'origine, requis la prison à vie, mais les juges du tribunal de district de Jérusalem avancèrent quelques « circonstances atténuantes », à savoir que l'accusé avait, dès le début, pleinement collaboré avec la justice et que, détenu dans l'isolement le plus total, il avait subi des conditions d'incarcération particulièrement dures<sup>1819</sup>. Ses partisans soulignent l'inégalité de la sentence en rappelant que l'officier israélien de la *Magav* qui fit exécuter 48 villageois arabes à Kafr Kassem, et jugé en octobre 1956, ne fut condamné qu'à quinze ans.

Le procès est resté «secret défense». Vanunu est de nouveau détenu dans une cellule de 1,6 mètre sur 2,7, éclairé et surveillé 24 heures sur 24 par une caméra, il n'a droit à aucun contact avec l'extérieur<sup>1820</sup>. Seul son avocat et un prêtre anglican sont autorisés à le voir. Son cas est soumis devant trois juges et le président de la Cour Suprême en mai 1989. Mais la peine est confirmée et la pétition appelant à sa relaxe est rejetée. Le 27 mars 1990, la Haute Cour repousse le recours en appel. Cependant, le 14 juin, le Parlement européen adopte deux résolutions appelant à sa libération<sup>1821</sup>, qui demeurent lettre morte. Strasbourg estime que Vanunu avait bien été enlevé illégalement. Les députés Paolo Farinella et Venance Journe demandent au président israélien une grâce présidentielle. On propose aussi le nom de Vanunu comme candidat au prix Nobel de la paix.

<sup>1816</sup> AFP 26 novembre 1999.

<sup>1817</sup> *State of Israel*, Ministry of Justice, « Memorandum regarding Mordechai Vanunu », *Department of Human Rights and International Relations*, 22 septembre 2003.

<sup>1818</sup> Dans la tradition juive, le chiffre 18 *Chemone ezra*, est symbolique. Il représente la prière quotidienne principale, avec ses 18 bénédictions exprimant la pérennité du peuple juif. Dans la Cabale, dans l'interdiction homilétique basée sur la valeur numérique des lettres, le nombre 18 signifie « vivant », « hay » en hébreu. Freddy EYTAN, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages, p. 17. Pour les Nazis en revanche, 18 sont les initiales... d'Adolf Hitler !

<sup>1819</sup> *Le Monde*, 29 mars 1988, « Vanunu condamné à dix-huit ans de prison ferme », Alain FRACHON.

<sup>1820</sup> *L'Humanité*, 21 avril 2004, Vanunu, celui qui a dit la vérité, Françoise GERMAIN-ROBIN.

<sup>1821</sup> *Geostrategie.com*, *quotidien d'intelligence stratégique*, 20 février 2004, « Mordechai Vanunu, l'homme qui en savait trop », Muriel SIGNOURET.

Le second recours, en novembre n'est même pas écouté. La santé mentale de Vanunu se dégrade, mais la Haute Cour refuse toujours, en août 1991, de supprimer son isolement absolu. En octobre, *Amnesty International* publie un rapport intitulé : «*Third resolution of the European Parliament concerned with Mordechai's continuing isolation*» sommant les instances gouvernementales de formuler des protestations. Cela n'émeut guère la Haute Cour qui refuse une dernière fois un recours en décembre. Cette décision déclenche une manifestation qui se tient devant l'ambassade de Londres, le 21 décembre, auxquelles se joignent des célébrités. Elle coïncide avec les révélations consécutives à la mort de Maxwell et la parution du livre de Seymour Hersh. Nicholas Davies est accusé par deux députés d'être un agent « de longue date et fortement payé » du Mossad. Ces allégations figurent dans deux motions à la Chambre des communes signées par George Galloway (travailleuse) et Rupert Allason (conservateur)<sup>1822</sup>.

### I.3 Une mobilisation internationale

En mars 1992, une nouvelle manifestation devant l'ambassade dénonce les 2000 jours d'incarcération de Vanunu. Cette solidarité s'explique par les réseaux anglicans que compte le Commonwealth. En mai 1994, *Amnesty International* exige sa libération immédiate, estimant que les accords de Madrid et d'Oslo rendent « caduques » les mesures de précaution dans le domaine de la sécurité diplomatico-nucléaire, un couple sémantique propre à Israël. Le 9 août, un *sitting* à Boston se conclut par 4 arrestations. 34 autres arrestations seront menées contre des militants qui s'étaient introduits de force dans des consulats israéliens. En octobre, Vanunu est récompensé à Barcelone du « *International Peace Bureau Sean McBride Peace Prize* »<sup>1823</sup>. Mais les autorités israéliennes refusent, bien évidemment, qu'on lui remette le prix en main propre. En décembre, Dedi Zucker, membre de la *Legislation Committee* de la Knesset et Moshé Shahal, ministre de la police, effectuent une visite surprise à Vanunu devant la pression médiatique grandissante. Le 10 décembre, tandis que Pères et Rabin s'en vont recueillir le prix Nobel de la paix, des militants norvégiens déploient des bannières pour expliquer que ce prix revient à Vanunu. Enfin, le 24 décembre, 5 journaux égyptiens, israéliens, américains et britanniques impriment en en-tête un rappel : « les 3000 jours d'incarcération de Vanunu ». Mais rien en France. Le 27 mars 1995, 22000 pétitions arrivent à l'ambassade israélienne à Washington. Sa détention est un peu adoucie, mais en septembre, on lui refuse la visite de médecins.

La communauté internationale ne l'abandonne pas, du prix Nobel de la Paix qui en parle dans son discours le 10 décembre 1995 à *Amnesty International* en passant par une réunion

<sup>1822</sup> *Le Monde*, 25 octobre 1991, «Un journaliste du Daily Mirror est accusé d'être un agent du Mossad».

<sup>1823</sup> *Campaign to free Vanunu*, 2005.

d'intellectuels internationaux qui se réunissent à Tel-Aviv autour du thème des droits de l'homme en octobre 1996. Les 14 et 15 octobre, la *Campagne Internationale pour la Libération de Vanunu* tient un congrès dans un hôtel balnéaire de Tel-Aviv, l'université ayant refusé au dernier moment de louer des salles de réunion. Organisée par Yael Lotan et présidée par le célèbre professeur britannique en physique nucléaire Joseph Rotblat<sup>1824</sup>, lauréat du Prix Nobel de la Paix en 1995, le thème est « la Démocratie, les Droits Humains et Mordechai Vanunu ». Parmi les participants se trouve Daniel Ellsberg, l'homme du *Watergate* ! 15 experts internationaux signent un ouvrage consacré à l'histoire du technicien. Les experts adressent une lettre au président Ezer Weizman, suite à une conférence à Tahiti (21-28 janvier 1997) demandant son intervention<sup>1825</sup>. Le président accepte de rencontrer Rotblat mais refuse d'assouplir la sentence. Le président remercie seulement le professeur pour sa participation à la bombe américaine<sup>1826</sup> ! En septembre 1997, les 11 ans de captivité du scientifique sont commémorés.

Au festival du cinéma de Jérusalem est présenté un documentaire intitulé « *The Vanunu Story* » tandis que, de nouveau, 3 personnes sont arrêtées pour avoir pénétré dans l'ambassade d'Israël aux USA. Le 20 février, 20 détenteurs du prix des Droits de l'Homme envoient une pétition au Premier ministre et au Président, car selon la loi israélienne, il aurait dû être libéré. Le Premier ministre norvégien et un membre de la Knesset, Yossi Katz, appuient cette supplique. C'est un succès puisque le 13 mars, il est autorisé à se mêler aux autres détenus et à rencontrer sa famille<sup>1827</sup>. Ses parents, qui lui reprochent surtout sa conversion, refusent de le voir. Vanunu se console avec Nick et Mary Eoloff, des chrétiens américains progressistes et pacifistes du Minnesota, qui entreprennent une liaison postale avec lui à partir de 1995 puis l'adopte en octobre 1997, de manière à ce qu'il puisse jouir de la nationalité américaine<sup>1828</sup>. Ses parents adoptifs le rencontrent le 15 janvier. Au travers de leur participation à l'association *U.S. Campaign to free Mordechai Vanunu*, ils écrivent plusieurs lettres à Clinton, mais sans réponse. La visite n'a lieu qu'après l'envoi d'une requête à la Cour par l'avocat, aidé par le groupe de pression. C'est donc l'un des pays mis en cause par l'ingénieur qui accepte de lui délivrer la citoyenneté, constituant une autre zone d'ombre à son dossier déjà nébuleux. Il s'agit peut-être de représailles à l'affaire Pollard. Les autorités essaient aussi de jouer avec les nerfs des parents. Le commandant de la prison, Avraham Lazarian, refuse de les laisser entrer dans la cellule après qu'ils soient venus exprès des USA. Une seconde visite leur ait

<sup>1824</sup> Rotblat participe au projet Manhattan mais fin 1944, lorsqu'il comprend que les nazis ne peuvent gagner la guerre et que leurs recherches nucléaires sont très en retard, il rompt son contrat avec l'armée américaine.

<sup>1825</sup> *World News*, septembre 1997.

<sup>1826</sup> *Internationale des résistant(e)s à la guerre*, (site internet non daté), David POLDEN.

<sup>1827</sup> *Le Monde*, 16 mars 1998, p. 26, « Mordechai Vanunu est sorti de l'isolement total ».

<sup>1828</sup> *Libération*, 21 avril 2004, p. 9, « Mordechai Vanunu, héros antinucléaire honni en Israël, Celui qui avait dévoilé l'arsenal nucléaire israélien est libéré de prison ». Jacques KEREM.

finalement accordé où on leur précise que Vanunu peut sortir la journée pendant deux fois une heure.

Des pétitionnaires assiègent le ministère de la Défense, la résidence du Président Weizmann, le bureau de Netannyahou, et l'ambassade d'Inde. *L'Israeli Committee for Mordechai Vanunu and for a Middle-East Free of Nuclear, Biological and Chemical Weapons*, est aidé par des activistes britanniques, américains, norvégiens et australiens dont Sam Day, Hal Carlstadt, Barry Roth, Eurydice Hirsey, Felice Cohen-Joppa, Art Laffin, Scott Schaeffer-Duffy, John Landgraf, David Polden et Ruth Haviv s'autoproclament inspecteurs au nom du bien public. Également, Norway al-Ugbi, un représentant des bédouins du Néguev, se joint à la manœuvre. C'est la première fois que toutes les armes NBC du pays sont dénoncées ensembles. Mais dépourvu de laissez-passer israéliens, ils sont emprisonnés par la police.

Les restrictions spéciales ne sont pas abolies. Le ministère de la Justice explique avoir pris cette mesure pour sa «santé mentale»<sup>1829</sup>. En réalité, ce sont surtout le cinquantenaire de l'État qui risque d'être perturbé par cette affaire. En mars, un groupe de scientifiques internationaux opposés au nucléaire intronisent l'ingénieur comme membre honorable dans leur cercle. Le 22 mars, le sénat australien (pourtant allié indéfectible d'Israël) vote une résolution pour demander sa libération dans le cadre de l'anniversaire de l'indépendance d'Israël. Cet appel est complété par le soutien de Carter et de 600 académiciens israéliens s'exprimant dans *Haaretz*. En avril 1998, le *ST* commémore le 10<sup>ème</sup> anniversaire du procès et retrouve Cheryl Bentov à Orlando. Au journaliste, elle déclare ne pas nier l'affaire mais refuse d'en dire plus pour éviter d'avoir des ennuis. Bentov confiera à Gordon Thomas « c'est du passé. J'ai fait mon travail un point c'est tout ». Elle déclare craindre un attentat d'un sympathisant de Vanunu et évite la presse. Ce dernier ne semble pas lui en vouloir : « Pour moi, il s'agit seulement d'une personne que j'ai connue à un moment donné. J'étais jeune et je me sentais seul. Elle était là. J'ai eu confiance en elle »<sup>1830</sup>. Après avoir accompli les deux tiers de sa peine<sup>1831</sup>, Vanunu sollicite sa liberté conditionnelle, encore rejetée, puis de nouveau, chaque semestre suivant. Le technicien se voit refuser le droit d'être représenté directement par des avocats étrangers car l'on craint qu'il ne livre encore des secrets<sup>1832</sup>.

Une nouvelle manifestation se tient devant l'ambassade d'Israël à Londres. La campagne fait tâche d'huile puisque la Chambre des Communes, des députés israéliens et le Vatican envoient des lettres de soutien à Vanunu. L'affaire divise la presse. Le *Jerusalem Post*, concurrent d'*Haaretz*, qualifie le geste de Vanunu d'une « Décision unilatérale pour reformuler la politique israélienne avec la vente d'informations et des photos illicites prises à

<sup>1829</sup> *Libération*, 14 mars 1998, p. 12, « Mordechai Vanunu sort de l'isolement ».

<sup>1830</sup> Gordon THOMAS, *op.cit.*, p. 472.

<sup>1831</sup> Rapport d'information, *Op.cit.*, p. 58.

<sup>1832</sup> *L'Orient*, 19 août 1998, « L'espion nucléaire Vanunu demande en vain l'aide d'avocats étrangers ».

Dimona pour le *ST*. Personne ne l'a élu et il n'a pas essayé de convaincre les Israéliens ou les décideurs de son point de vue. Vanunu a simplement quitté Israël, pour l'Australie ; devenu chrétien, il a trouvé un acheteur de ses secrets »<sup>1833</sup>. Le 22 septembre, 80 personnes organisent une journée d'action en Israël pour demander une inspection «citoyenne» de Dimona. Des manifestants essayent de pénétrer dans l'enceinte de la centrale avant d'être dispersés par la police. Une cinquantaine de manifestants tient un *sit-in* de protestations, organisée suite à l'appel du *Comité public israélien pour la libération de Vanunu et pour un Moyen-Orient dénucléarisé*<sup>1834</sup>. Chaque année, des manifestants et des militants des Organisations des droits de l'Homme manifestent devant la prison d'Ashkelon entre le 30 septembre et le 12 octobre (date de l'enlèvement).

Lors de la visite de Tony Blair en Israël, le *ST* obtient l'autorisation d'interviewer Vanunu. Le reporter Andy Goldberg le rencontre à la prison d'Ashkelon<sup>1835</sup>. Vanunu y insiste sur le fait qu'il ne regrette pas le passé. « Je dis clairement que j'ai parlé avec une intention et une conviction profonde et je le ferai encore. Je crois que j'ai été courageux, je suis le seul à pouvoir résister contre la pression, contre tous, et dire ce que je crois. J'ai agi par inquiétude, par peur pour toute la société, même si l'on me désigne comme l'ennemi public n° 1 ». Son cas inspire une pièce de théâtre, ce qui témoigne de l'esprit frondeur de la société israélienne. Yonatan Cherchey interprète la pièce dont il est l'auteur, intitulée « Mr V ». Il la joue devant l'*Institute for Strategic Studies* du Caire<sup>1836</sup> et pour le 50ème anniversaire d'Israël en 1998.

Le 23 avril 1999, 36 membres du Congrès américain demandent à Clinton, d'œuvrer pour la libération du scientifique. Celui-ci leur répond qu'il se sent « concerné » par l'affaire, mais ne donne aucune suite. En mai, une conférence internationale se tient à Rome, présidée par Rotblat, pour demander une réouverture du procès par le parlement italien... sans succès. Tandis que les membres de l'association *Free Vanunu* rencontrent le ministre de la Justice Yossi Beilin, ceux de la *british campaign* s'entretiennent avec le ministre conseiller des affaires publiques israéliennes, Yerushalmi. Le 15 mai, exaspéré, Horev, le directeur de la sécurité du ministère de la Défense, compare cette ambiguïté à de l'eau dans un verre, dans une référence à peine voilée aux déclarations de Pères :

« Ma tâche est de m'assurer que l'eau ne débordera pas du verre. [...] Jusqu'à l'affaire Vanunu, l'eau, dans le verre, était à un niveau très bas. L'affaire a fait s'élever le niveau de l'eau de manière significative, causant un grand dommage à Israël, mais l'eau n'a néanmoins pas débordé. Si nous laissons faire certaines personnes, que je ne nommerai pas, dans cette affaire, l'eau va déborder, c'est sûr. »<sup>1837</sup>

Le 1<sup>er</sup> juin, 58 lauréats du *Right Livelihood Award* de 30 pays différents se réunissent à Salzburg, en Autriche, pour signer une pétition particulièrement explicite : « Nous demandons

<sup>1833</sup> *Jerusalem Post*, 16 avril 1998. Gerald STEINBERG.

<sup>1834</sup> *AFP*, « Israël-manif-Vanunu », 22 septembre 1998.

<sup>1835</sup> *Sunday Times*, 19 avril 1998.

<sup>1836</sup> *State of Israel, Ministry of Foreign affairs*, 2 septembre 1999, « Theater: Israeli Fringe in Egypt »

à l'unanimité au gouvernement d'Israël : de relâcher immédiatement le prisonnier politique Mordechai Vanunu, notre collègue lauréat du RLA ; d'accepter la tenue d'une conférence régionale sous l'égide de l'ONU afin d'examiner la faisabilité et les bénéfices éventuels d'un projet tendant à faire du Moyen-Orient une région sans ADM »<sup>1838</sup>. Quelques jours plus tard, une délégation de trois lauréats, parmi lesquels le directeur de WISE-Paris, Mycle Schneider, se rend en Israël pour remettre la pétition à des représentants du gouvernement, des médias et des ONG.<sup>1839</sup>

Le 24 novembre éclate un scandale médiatique. Les membres de la campagne pour l'éthique de presse israélienne attaquent le quotidien *Yediot Aharonot*, ce dernier ayant accusé Vanunu d'avoir livré ses secrets à un prisonnier membre du Hamas. La rédaction publie, avec l'autorisation du procureur, une partie des 1200 pages du procès<sup>1840</sup>. Les procureurs conditionnent la publication d'une partie du jugement, à un feu vert préalable des responsables de la sécurité ainsi que de la censure militaire. La cour rejette cependant un autre pourvoi du condamné qui demande à être jugé en Italie, lieu de son transfert lors de l'enlèvement<sup>1841</sup>, car cela faciliterait d'autres fuites. Dans le document, il explique :

« J'ai voulu confirmer ce que tout le monde savait, je ne voulais plus que l'on puisse continuer à nier qu'Israël détient l'arme nucléaire, et que Shimon Pérès puisse continuer à mentir à Ronald Reagan en affirmant que nous ne détenons pas un arsenal nucléaire. Je voulais confirmer ce que tout le monde savait. [...] Je voulais également qu'un contrôle soit exercé sur ces armes nucléaires ».

On a cependant peine à croire que Reagan n'était pas au courant... Pérès, accusé directement, juge scandaleuse la publication<sup>1842</sup> et le fait savoir à la *Radio Nationale* : « Je ne comprends pas une telle décision. Chaque pays a ses secrets et ses dossiers confidentiels qui doivent rester dans les tiroirs. Le public a le droit de savoir mais il y a aussi des choses qui ne doivent pas être divulguées. Les révélations de Vanunu ont beaucoup fait perdre à l'État hébreu »<sup>1843</sup>. On subodore qu'Ehoud Barak a peut-être autorisé la publication afin de mettre dans l'embarras son rival Pérès.

Avigdor Feldman demande une remise de peine : « Il a déjà purgé les deux tiers. Le moment est venu de le libérer »<sup>1844</sup>. Il dit craindre que cette détention prolongée affecte les capacités mentales de son client<sup>1845</sup>. Le chef de la commission de la Défense à la Knesset, Dan Meridor se contente de rappeler : « Nous ne serons pas les premiers à introduire l'arme atomique au Proche-Orient »<sup>1846</sup>. En janvier 2000, Yossi Katz rend visite pendant une heure et demie à Vanunu et rapporte à la presse que son refus de demander pardon ou de se déclarer

<sup>1837</sup> *Maariv*, 31 mai 2004, « Vanunu: I just wanted to let world know », Shaul ADAR.

<sup>1838</sup> Site officiel du *Right Livelihood Award*.

<sup>1839</sup> [http://www.wise-paris.org/english/ournews/year\\_1999/ournews0000990607.html](http://www.wise-paris.org/english/ournews/year_1999/ournews0000990607.html)

<sup>1840</sup> *Libération*, 25 novembre 1999, p. 12.

<sup>1841</sup> *AFP*, 22 juin 1999.

<sup>1842</sup> *Yediot Aharonot*, 24 novembre 1999.

<sup>1843</sup> *Libération*, 25 novembre 1999, p. 12.

<sup>1844</sup> *Libération*, jeudi 25 novembre 1999, p. 12, *ibid.*

<sup>1845</sup> *BBC*, avril 2004.

coupable nuit à son dossier. Le 24 mai, lors de la journée internationale de la femme, de la paix, et du désarmement en Israël, une centaine de femmes manifeste devant la Knesset et accueillent les époux Eoloff Deux jours plus tard, le *Bat Shalom* organise un événement retentissant : une manifestation de 200 personnes devant Dimona. En conséquence, Vanunu est de nouveau soumis à l'isolement, au motif que le renégat serait rentré en contact avec d'autres prisonniers. *The Independant* résume l'incident. Comme chaque jour, Vanunu est escorté hors de sa geôle pour faire un peu d'exercice. Mais, sans que l'on sache pourquoi, on oublie de le rentrer en cellule avant de faire sortir, dans cette même cour de promenade, des détenus arabes. Vanunu ne peut que se joindre à eux. Un Libanais, emprisonné pour contrebande d'armes en Cisjordanie, est l'un des premiers étrangers à révéler la réapparition de Vanunu au monde extérieur : «Vanunu marcha vers nous, il nous sourit, et il nous fallut un certain temps avant de réaliser qui nous avons devant nous. [...]. Il nous a dit que cela lui faisait plaisir d'être avec nous, et nous sentîmes qu'il était un homme bon. Puis les gardes se rendirent compte de leur erreur, et ils nous éloignèrent de lui, en nous poussant brutalement dans nos cellules ». Un journaliste israélien venu rendre visite à un autre prisonnier, est stupéfait d'apercevoir le prisonnier le plus sulfureux du pays :

«J'étais comme captivé par une réalité toute différente : un homme serein, assis sur un banc, dans un jardin et lisant Nietzsche en anglais. Je m'approchais et lui tendis la main. 'Heureux de faire votre connaissance. Mon nom est Ronen', dis-je. 'Je suis Motti, le prisonnier le plus isolé de l'État d'Israël', me répondit-il. Avant que nous ayons eu l'opportunité d'engager la conversation, des gardes s'étaient rués sur lui, en hurlant, et ils l'avaient emmenés au loin»<sup>1847</sup>.

Un ancien prisonnier, Yossi Harush, donne un autre aperçu sur Vanunu durant les années qui ont suivi son isolement carcéral, en se confiant au *Yedioth Aharonot*.

« Durant la journée au cours des promenades, il rencontre les gens et il leur parle. J'ai beaucoup parlé, avec ce Vanunu. Nous étions amis. Il venait dans ma cellule... Il bénéficie de bonnes conditions... Il peut quitter sa cellule quand il le veut, mais il est bien sûr limité à la prison. J'ai peint moi-même – car je travaillais, dans cette prison – la ligne rouge, sur le sol, qu'il lui était formellement interdit de franchir. Si je l'ai fait, c'est parce qu'on m'en avait donné l'ordre. Néanmoins, cela a jeté un froid entre nous... »<sup>1848</sup>

Voilà qui tempère le descriptif alarmiste de sa détention. En réalité il semble que cette rencontre avec un journaliste ait été facilitée, pour pousser Vanunu à la faute afin d'aggraver ces conditions de détention.

Durant les jeux olympiques de Sydney, l'église anglicane hisse une bannière appelant à sa libération. En octobre, le *Bureau International de la Paix* à Paris le nomme vice-président. L'ingénieur est encore élu « humaniste de l'année » par *l'Eglise de l'Humanisme* à travers ce discours dithyrambique : « Tu es honnête, courageux, d'une haute morale et ton grand sacrifice a permis de servir et protéger de nombreuses vies en Israël mais au Moyen-Orient et dans le monde ». Le 7 novembre, Vanunu gagne son procès qui l'opposait au *Yediot Aharonot*. Le 8 janvier 2001, le lauréat du Nobel de la paix de 1976, l'irlandais Mairead Corrigan

<sup>1846</sup> *Le Figaro*, 25 novembre 1999, « Les secrets du nucléaire », Philippe GELIE.

<sup>1847</sup> *The independant*, *ibid*.

Maguire et 44 députés britanniques soutiennent la candidature de Vanunu pour le Nobel de la Paix en 2001.

Le 9 octobre, d'après *Haaretz*, on apprend que «Vanunu pouvait faire valoir qu'en 2001, Pérès avait révélé sur *Channel Two*, davantage d'informations sur les capacités militaires israéliennes dans le domaine nucléaire que tout ce que Vanunu avait pu relater dans le *ST*». Cela n'empêche pas Pérès de réagir vigoureusement : « C'est une atteinte tangible à la sécurité d'Israël, et cela porte préjudice, dans le même temps, aux relations avec les pays voisins, l'Égypte en premier lieu »<sup>1849</sup>. Le 15 mai, Vanunu obtient en présence de son frère Meir et de Rotblat, le titre de *docteur honoris causa* de l'université de Tromsø en Norvège. Le président de *l'Alliance norvégienne pour la Paix*, Frédéric Heffermehl, s'interroge : « Vanunu est-il un traître ou un exemple de citoyen du monde ? »<sup>1850</sup>. Comme chaque septembre, une nouvelle manifestation pour la libération de l'incarcéré s'accompagne d'une pétition, adjurant que le président Moshé Katsav demande pardon à Vanunu. Rien n'y fait, mais les parents adoptifs peuvent désormais voir leur fils deux fois par an.

En avril 2002, le député britannique du *Labour*, George Galloway<sup>1851</sup>, fustige la politique de son pays au Moyen-Orient, en particulier envers l'Irak et exige que son pays reconnaisse Israël comme une puissance nucléaire officielle. Cette recommandation est signée par 32 députés. En octobre, suite à l'action de nombreuses associations qui fleurissent de par le monde, les journaux prennent le relais et publient toute une série d'articles sur Vanunu. Le 5 octobre, les Eoloff viennent à St Petersburg recevoir le *Nuclear Free Future Award* décerné à leur fils. Une proposition est introduite au Parlement britannique par le député Llew Smith<sup>1852</sup>, appelant le gouvernement à intervenir directement auprès du gouvernement israélien, pour soutenir sa demande de mise en liberté conditionnelle. Le 17 octobre, il déclare devant le Parlement:

« Je voudrais que le Gouvernement fasse tout ce qui est en son pouvoir afin de soutenir cette demande émanant d'un homme courageux. [...] La demande de libération conditionnelle de Vanunu n'est qu'une bataille parmi toutes celles menées depuis son emprisonnement. En juillet 2002, par exemple, il a perdu une bataille juridique pour rencontrer des avocats britanniques qui entendaient poursuivre l'État israélien devant la Justice britannique. La Cour Suprême a confirmé un jugement interdisant les visites des avocats britanniques de Vanunu et un arrêt refusant l'accès aux documents secrets de son procès »<sup>1853</sup>.

Devant la mobilisation médiatique britannique, la Sécurité israélienne exhume une vieille loi qui empêche les personnes qui détiennent des informations «particulières» de quitter le pays, tandis que le porte-parole du ministère de la Justice, Yaakov Galanti, laisse entendre que Vanunu pourrait subir un nouvel emprisonnement de type «administratif», pour

---

<sup>1848</sup> *Yediot Aharonot, ibid.*

<sup>1849</sup> *France, Assemblée Nationale*, le 7 décembre 2000, *op.cit.*, p. 58.

<sup>1850</sup> *Alerte Otan N°14*, juin 2004, « *Le cas Mordechai Vanunu* », Pierre PIERAT.

<sup>1851</sup> L'homme a toujours été considéré néanmoins comme étant un trublion aux engagements parfois fluctuants.

<sup>1852</sup> *EDM*, n°1751.

<sup>1853</sup> *AP*, 25 juillet 2002, « Nuclear whistle-blower Vanunu loses fight to see British lawyers»,.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
des «raisons de sécurité». L'affaire Vanunu est enfin discutée au Parlement européen les 8 et 29 octobre 2002 à l'initiative de députés britanniques du Labour et les écologistes Jean Lambert et Phillip Whitehead. Lorsque l'assemblée rend sa conclusion, le 29 janvier 2003, sur les 732 députés consultés, seul... 29 signent la résolution<sup>1854</sup>. Vanunu est nommé pour le prix Nobel de la Paix en 2003<sup>1855</sup>. Un responsable des services de sécurité israélien propose au technicien la possibilité de quitter sa cellule contre la promesse de se taire à jamais. Mais Vanunu préfère rester en prison<sup>1856</sup>.

#### **I.4 La libération: Un show médiatique**

2004, la peine de l'ingénieur se termine. Une caution de 10000 dollars est versée. On dresse de lui un portrait psychologique afin de prévenir ses réactions futures ! De telles méthodes étaient utilisées contre des dissidents de l'ex URSS<sup>1857</sup>. Dans la deuxième quinzaine de janvier, Sharon rencontre Menahem Mazuz, le Procureur général d'Israël, et Shaul Mofaz pour déterminer quelles seraient les suites à donner à l'affaire. Sharon convoque à la conférence précédent la sortie de l'ingénieur, l'ainsi dite *Unité de la Sécurité du Ministère de la Défense* dirigée par Yehiel Horev, ainsi qu'un représentant de l'IAEC. Horev, veut continuer à incarcérer Vanunu, mais le gouvernement israélien craint de renforcer son statut de martyr<sup>1858</sup>. Pour une partie de la presse et de l'opinion mondiale, les raisons de l'acharnement d'Horev, sont à chercher ailleurs. Celui qui fut aussi le responsable de la surveillance de Dimona... à l'époque où Vanunu photographia les installations, cherche à se venger de celui qui a prouvé que la réputation des SR israéliens était surfaite<sup>1859</sup>. Le ministre de la Justice, Joseph Lapid, estime : « nous pensons qu'il détient encore des secrets et nous ne voulons pas qu'il les vendent à nouveau. Nous pensons qu'il sait des choses qu'il n'a pas encore dévoilées, il pourrait le faire. Il veut, à tout prix, nuire à ce pays. Il déteste ce pays »<sup>1860</sup>. La porte-parole du ministère de la Défense, s'inquiétant pour sa part de «son excellente mémoire», dénonce aussi cette libération<sup>1861</sup>. Pour l'ancien chef du Mossad, Shabtay Sharit : «Vanunu est un traître qu'il faut réduire au silence». Le ministre des relations avec le Parlement, Gideon Ezra, suggère de le placer en régime de détention administrative,

---

<sup>1854</sup> *Parlement Européen*, 01/A-2003, Activités, Direction de la programmation des travaux parlementaires, Direction de la présidence, 65 pages, p. 32.

<sup>1855</sup> Gan RABINOWITZ, *Israel seeks to gag nuclear spy*, 31 décembre 2005. Information confirmée par le *corriere della Sera*, 13 février 2004.

<sup>1856</sup> *Geostrategie.com*, 20 février 2004, « Mordechai Vanunu », *Ibid*. Le site est accusé d'antisémitisme, par le magazine *l'Arche*.

<sup>1857</sup> *State of Israel, Ministry of Foreign Affairs*, 14 avril 2004, « Vanunu to Face Numerous Restrictions upon Release ».

<sup>1858</sup> *The Independant*, 26 mars 2004, Robert FISK.

<sup>1859</sup> *Parlement Britannique*, « Israel's Weapons of Mass Destruction, Cause for Concern », Briefing Paper for Parliamentary Lobby », 13 juillet 2005, *op.cit*, p.22.

<sup>1860</sup> *State of Israël, Ministry of Foreign Affairs*, 20 avril 2004, « Limits on Vanunu Eased Ahead of Release ».

<sup>1861</sup> *L'Humanité*, 22 avril 2004, p. 14, « Vanunu, l'homme libre », Valérie FERON.

ce que rejettent, le 24 février, le Premier ministre Sharon, le ministre de la Justice et l'Attorney général<sup>1862</sup>. Le chef du Mossad Meir Dagan affirme ne pas comprendre pourquoi Vanunu a agi sans vénalité, c'est-à-dire que finalement, il n'aurait pas touché d'argent du ST.

La nuit précédant sa libération, Dagan l'interroge une dernière fois sans succès sur ses motivations réelles. Cet entretien, censuré en partie, est publié sans son consentement (en raison de son illogisme) par la presse du pays :

«Je ne suis ni un espion ni un traître. Je maintiens que j'ai voulu informer le monde sur ce qu'il se passait [...]. Je considère avoir bien agi vis-à-vis du monde et de moi-même. [...] Pourquoi me considère-t-on dans le monde comme un héros et pas en Israël ? [...] On n'a pas besoin d'un État juif. Il doit y avoir un État palestinien. Ceux qui veulent être juifs peuvent l'être partout ailleurs (dans le monde). [...] Je voudrais que l'on détruise la centrale nucléaire (de Dimona) comme on a détruit la centrale nucléaire irakienne... Je défends le monde arabe. Israël n'est pas mon pays. Pendant 18 ans, ils m'ont considéré comme un traître et un espion»

Et lorsqu'on lui demande pourquoi il ne s'est pas converti à l'islam, alors qu'il s'affiche comme défenseur du monde arabe, il répond : «Parce que l'islam et le judaïsme sont toutes deux des religions arriérées. Le christianisme, c'est le progrès, c'est l'Europe et la démocratie, l'Amérique et le christianisme. C'est la raison pour laquelle on me considère en héros [...] et c'est seulement en Israël que quelques milliers de personnes me prennent pour un traître»<sup>1863</sup>. Il juge les activités de Dimona «illégalles et dangereuses»<sup>1864</sup>. Or, tant que Tel-Aviv n'a pas ratifié le TNP, lesdites activités ne sont pas illégales, seulement secrètes au regard du droit international. Vanunu exige des inspections internationales. Il regrette que ses révélations de l'époque n'aient pas eu plus de conséquences.

Les restrictions suffiront. Le 14 avril, des officiels des services de sécurité se rendent à Shikma pour les préciser à Vanunu : assignation à résidence, privation de passeport, interdiction de s'approcher d'un port ou d'un aéroport, à 500 mètres d'un poste frontalier, à 100 mètres d'une ambassade, de disposer d'un téléphone portable, d'utiliser un fax ou Internet, et pendant six mois, de parler à des ressortissants étrangers sans en avoir au préalable informé les forces de sécurité. Il ne peut aller dans les églises car la majorité des chrétiens sont des étrangers. Il lui est interdit de déménager pendant six mois. Il ne doit pas ni aller dans des cybercafés. Il doit avertir de son lieu de couchage s'il choisit de ne pas dormir chez lui, des personnes qu'il fréquente, de ses lieux de promenade<sup>1865</sup>. Le ministère de la Défense lui remet une carte d'Israël sur laquelle sont clairement indiqués les endroits qui lui sont interdits. Dans le cas où il désirerait une dérogation à ces restrictions, il doit le faire 48 heures à l'avance en avertissant la police. Il peut choisir sa ville de résidence mais pas en franchir les limites, ni parler à quiconque non seulement de Dimona mais aussi « des circonstances de son

<sup>1862</sup> *Le Monde*, 21 avril 2004, « L'homme qui a révélé la bombe atomique d'Israël sort de prison ».

<sup>1863</sup> *Libération*, 21 avril 2004, « Mordechai Vanunu, héros antinucléaire honni en Israël, Celui qui avait dévoilé l'arsenal nucléaire israélien est libéré de prison », Jacques KEREM.

<sup>1864</sup> *L'Humanité*, 21 avril 2004, « Vanunu, celui qui a dit la vérité ».

<sup>1865</sup> Un diplomate européen qui souhaite rester anonyme a raconté à l'auteur avoir été interpellé par Vanunu dans un hall d'hôtel où le diplomate se restaurait au buffet. Mais la police, appelée par le réceptionniste à couper cours

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
enlèvement et de son transport en Israël », selon les propres termes du ministère des Affaires étrangères, autrement dit couvrir la participation des autres pays. Le 20 avril, une équipe de *CNN* venu pour sa libération, et qui filmait le réacteur de Dimona sans autorisation, est interpellée par la police. Les reporters collectaient des images en vue du reportage sur la libération de technicien. Les films sont confisqués et transmis à la censure militaire, le porte-parole de la police, Gil Kleiman, précisant que le site est classé « zone militaire fermée »<sup>1866</sup>.

Le 21 avril 2004, à 11 heures, le matricule 100592 sort enfin de la prison de haute sécurité de Shikma<sup>1867</sup> (sections des « traîtres »), gérée par le Shin-Bet. La presse est là et Vanunu va en profiter, malgré l'hostilité d'une partie de la presse israélienne. Le *Jerusalem Post* dit que Vanunu a causé plus de dégâts en tant que « propagandiste » qu'un espion. Le quotidien *Hatzofeh* note que pendant ce temps, les roquettes continuent de pleuvoir sur Israël et que depuis le retrait du Liban, « chaque maison devient une fabrique de roquettes ». Autrement dit, Israël est en train de céder face à la menace, alors que Vanunu est libéré, ce qui est un scandale<sup>1868</sup>.

Revêtu d'une chemise blanche, d'un pantalon et d'une cravate noire, brandissant des deux mains le «V» de la victoire, Vanunu triomphant tient une conférence de presse en anglais où il dénonce immédiatement le «traitement cruel et barbare» subi en détention «parce que chrétien» (il s'est rebaptisé en prison John Crossman en référence au Christ!). Vanunu affirme d'abord être « le symbole de la volonté d'être libre »<sup>1869</sup> et ajoute à ceux qui l'assimilent à un héros : « tous ceux qui m'ont aidé depuis 18 ans sont des héros »<sup>1870</sup>. Puis, il en vient aux causes de sa condamnation : «A tous ceux qui disent que je suis un traître, je dis que je suis fier et heureux de ce que j'ai fait. [...] Je n'ai plus de secret à révéler. [...] Je ne regrette rien car j'ai agi conformément à ma conscience. [...] Vous n'avez pas réussi à me briser, à me rendre fou. Israël n'a pas besoin d'armes nucléaires maintenant que le Proche-Orient est dénucléarisé»<sup>1871</sup>. Or, contrairement à ses dires, la région n'est pas encore dénucléarisée. Il précise qu'il ne sera totalement heureux que complètement libre de ses mouvements et de ses paroles. « Je continuerai à parler contre toutes sortes d'armes nucléaires. Le temps est venu de mettre fin au silence de la coopération secrète avec l'ouest », attaquant en cela le mythe d'un programme clandestin.

---

à l'incident.

<sup>1866</sup> *Jerusalem Post*, 21 avril 2004, « Une équipe de CNN interceptée près de Dimona ».

<sup>1867</sup> *Le Monde*, 23 avril 2004, p. 4.

<sup>1868</sup> *Israel Ministry of Foreign affairs*, 21 avril 2004.

<sup>1869</sup> *NBC news*, 21 avril 2004, « *Vanunu spilled secrets of nuclear arsenal, served 18 years* ». Mendenhall PRESTON.

<sup>1870</sup> *Campaign to Free Mordechai Vanunu*, juin 2004.

<sup>1871</sup> *Libération*, 22 avril 2004, p. 8, «A ceux qui me disent traître, je dis que je suis fier», Jean-Luc ALLOUCHE.

Des pacifistes internationaux, dont Luisa Morgantini, le prix Nobel de la paix Mairead Maguire<sup>1872</sup>, les parlementaires britanniques Jeremy Corbyn et Colin Breed et le président de la campagne pour le désarmement nucléaire, témoignent de l'enjeu dont Vanunu fait l'objet dans certains milieux. 130 parlementaires britanniques menés par le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Jack Straw, chantent « We Shall Overcome » et « Vanunu is free, Vanunu is free » et brandissent des fleurs en son honneur. L'actrice britannique Susannah York, militante contre la prolifération des armes nucléaires dans le monde, dit avoir trouvé chez ce technicien un exemple à suivre, que Vanunu n'avait fait qu'obéir à sa conscience : « Tout ceci est illégal en même temps que dangereux. Tous les pays, les pays arabes et Israël, doivent renoncer aux ADM. Dans son acte courageux, c'est ce que Vanunu a voulu nous dire et c'est pour cela que je suis ici à saluer son retour à la vie ». Le philosophe, Jon Hellesnes, estime que Vanunu a agi dans le cadre de la *désobéissance civile*. Rotblat, juge qu'il est indispensable que « tous les membres de la communauté humaine puissent avoir le droit et le devoir de dénoncer les infractions aux traités et conventions relatives à l'élimination des armes nucléaires »<sup>1873</sup>.

Les factions politiques saisissent le prétexte pour s'affronter. Tandis qu'un groupuscule d'activistes d'extrême-droite crie « *Vanunu ben zonà* » (« fils de pute »)<sup>1874</sup> « mort à l'espion, mort au traître, on ne veut pas de toi ici »<sup>1875</sup>, ou encore « il ne sortira pas d'ici vivant », des anarchistes leur opposent : « *Mordechai Vanunu is a Hero. Vanunu—Yes, Nukes—No* », « *HaGhibor* » (Héros). « *Welcome to Freedom, Hero of World Peace* », clament des anti-nucléaires européens. Les tensions au sein de la société israélienne compliquent le travail des reporters israéliens, parfois pris à partie par les groupes les plus extrémistes. Dan Weiss, de *Channel 2*, est bousculé et insulté par des militants d'extrême-droite voulant l'empêcher d'interviewer des supporters de Vanunu. Dan Weiss se plaint que la police a laissé faire sans intervenir<sup>1876</sup> dénonçant aussi le parti pris des forces de sécurité. L'affaire Vanunu peut-être comparée à l'affaire Dreyfus, puisqu'elle divise l'opinion publique et reflète la diversité de la société israélienne et juive. Le parti travailliste, lui-même désuni devant l'événement, reste mitigé à l'utiliser contre le Likoud, tant l'ingénieur est détesté dans son pays. Gilad Erdan, parlementaire à la Knesset, explique la haine de ses compatriotes : « c'est un traître parce qu'il a grandi parmi nous tous. Ce qu'il possède provient d'Israël, qui lui a donné une éducation, un travail au service de son gouvernement »<sup>1877</sup>. Simon Pérès ne s'écarte pas des premières accusations qu'il formula en 1987. A la radio militaire *Kol Israel*, il déclare que son

<sup>1872</sup> *L'Humanité*, 21 avril 2004, p. 15, « *Quand un homme passe de l'ombre à la lumière* ».

<sup>1873</sup> Pierre PIERART, *Ibid.*

<sup>1874</sup> *Pour La Palestine* n°42, « *Vanunu : la lutte continue* », 28 septembre 2004, Bertrand RAVENEL.

<sup>1875</sup> *Financial Times*, 22 avril 2004, « *Vanunu leaves jail whistling the same anti-nuclear tune* ».

<sup>1876</sup> *Reporters sans frontières*, « *Israël - Rapport annuel 2005* ».

<sup>1877</sup> *NBC news*, 21 avril 2004, *ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
emprisonnement était une décision juste et que : «Vanunu est un hors-la-loi et a trahi son pays. Ce n'est que justice»<sup>1878</sup>.

Gideon Spiro, le responsable du comité de soutien, renie la thèse de la menace Vanunu, mais affirme que le vrai danger est le gouvernement israélien de Sharon, « déviant et fondamentaliste, avec ses centaines d'ogives nucléaires »<sup>1879</sup>. Des membres d'une autre obédience extrémiste, portant des roses noires, projettent des pierres et des œufs sur les sympathisants tout en brûlant des portraits du libéré, en éructant : « *Kill Vanunu!* », assurant qu'ils « poursuivront Vanunu où qu'il soit, ou qu'il pourrait être à l'avenir ». 200 manifestants défilent avec des foulards noirs, noués autour de la bouche pour protester contre la censure gouvernementale. Certains organisent un lâcher de 18 colombes symbolisant les années de détention. « On devrait l'exiler à Gaza. On doit faire ce qui est bon pour Israël et pas ce qui est bon pour le monde, sinon nous risquons un nouvel holocauste », scande Arik Gelder, un militant d'extrême-droite. « Nous sommes en danger, nous n'avons pas le droit d'abandonner, Vanunu est un traître. [...] Si le Mossad ne tue pas Vanunu, c'est moi qui le ferai. Donnez-moi une arme et je l'abats tout de suite »<sup>1880</sup> renchérit un autre manifestant de la même faction.

Le 15 mai, Yehiel Horev, le directeur de la sécurité du ministère de la Défense et le professeur Uzi Even, qui sert de consultant dans l'affaire, répètent que, parti en 1986 de Dimona, Vanunu ne peut que détenir des secrets complètement obsolètes, ne pouvant porter préjudice à la sécurité du pays. Là encore, si Vanunu confie des détails, la diabolisation de l'Iran ou de la Corée du Nord perdrait sa crédibilité. Le 30 mai, Vanunu explique à Yael Lotan, une journaliste antinucléaire israélienne travaillant pour la *BBC*, que l'invasion du Liban en 1982 avait influencé sa décision de révéler les détails du programme: « Ce n'était pas une vraie guerre. C'était une invasion et ils ont fait beaucoup de propagande pour la justifier. C'était juste un assaut sur les Palestiniens et le Liban, juste du radicalisme pour envahir le Liban et lutter contre les Palestiniens. Cela s'est passé à un moment où je devais briser des barrières, ouvrir une nouvelle voie dans ma vie »<sup>1881</sup>. Yehiel Horev, interdit finalement à Even de défendre Vanunu, car bien qu'ancien de Dimona, il a quitté le réacteur en 1968, et n'a pas travaillé dans les départements stratégiques. Avec l'*Acri* (*Association for Civil Right in Israel*), Vanunu se console en préparant une pétition contre la Haute Cour de Justice contre les restrictions et récupérer ces affaires personnelles dont les carnets qu'il rédigea en prison. Cela lui est refusé, mais un expert de la cour et Dan Yakir de l'*Acri*, réexamine son dossier pour déterminer si oui ou non elle constitue une atteinte à la sécurité de l'État<sup>1882</sup>. L'ACRI souligne que les restrictions sont des entorses aux lois nationales et internationales, et qu'elles sont

---

<sup>1878</sup> AP, 20 avril 2004.

<sup>1879</sup> *The Daily Star*, 21 avril 2004, «*Vanunu supporters prepare hero's welcome on eve of release*»

<sup>1880</sup> *Le Figaro*, jeudi 22 avril 2004, p. 3.

<sup>1881</sup> *Jerusalem Post*, 31 mai 2004, « Nucléaire: Vanounou affirme avoir été influencé par l'invasion du Liban ».

moins une protection du secret d'État qu'une vengeance du Mossad et du Shin-Bet, car en tant que libéré, il peut recouvrer l'intégralité de ses droits. Plus tard, le 17 mars 2005, le gouvernement tente de briser les liens qui unissent Vanunu et ses soutiens de l'Acri en publiant, le nom de Yakir dans la liste des témoins pour expliquer le pourquoi des restrictions imposées à Vanunu<sup>1883</sup>. Autrement dit, le témoignage de l'Acri devait être dirigé contre Vanunu, au mépris du secret professionnel de l'agence. Sur l'étude psychiatrique de Vanunu, l'Acri soutient que les psychiatres n'ont même pas rencontré physiquement Vanunu et que donc le profil établi n'est pas recevable<sup>1884</sup>. C'est oublier ses déclarations antisionistes qui font de lui un cas sans ambiguïté.

A l'origine, l'ingénieur désirait partir s'installer aux États-Unis pour enseigner l'Histoire. Le problème est qu'il lui est interdit de se rendre à l'étranger. Devant cette fronde, Vanunu ne rejoint même pas l'appartement retenu pour lui, mais se rend directement à l'église Saint-Georges de Jérusalem-Est, sous la protection du révérend Riah Abu al-Assal<sup>1885</sup>. En effet, à l'origine, Vanunu devait s'installer dans le complexe de la colline d'Andromède, une résidence d'appartements de luxe de Jaffa, abritant aujourd'hui une population mixte arabe et juive ainsi que de nombreux diplomates et résidents étrangers (qu'il ne doit pas côtoyer)<sup>1886</sup>. Mais il s'agit peut-être d'une dernière manigance de la part des autorités. Car au dernier moment, Vanunu failli ne pas être remis en liberté, faute d'avoir pu donner une adresse stable. Dans la deuxième quinzaine de janvier, Sharon rencontre Menahem Mazuz, le Procureur général d'Israël, et Shaul Mofaz, pour savoir s'il faut refuser un passeport à Vanunu. A l'origine, l'ingénieur désirait partir s'installer aux États-Unis pour enseigner l'Histoire. Le problème est qu'il lui est interdit de se rendre à l'étranger pendant au moins un an.

Entre sa libération et 2011, Vanunu sera à nouveau emprisonné une dizaine de fois pour des motifs très variés relatifs aux restrictions qui pèsent sur lui. Les SR israéliens se sont jurés de lui nuire jusqu'à sa mort. Leur victime, quant à lui, n'a aucunement l'intention de renoncer à son statut de martyr. Abandonné par la presse occidentale, sauf israélienne, américaine et britannique, Vanunu appartient à cette catégorie de personnage très important que l'on effacera de l'histoire.

## **II L'affaire Marcus Klingberg : brouillard chimique à Ness-Ziona**

### **II.1 La disparition suspecte d'une sommité mondiale en biochimie**

<sup>1882</sup> *Haaretz*, 15 mai 2004, « Prof. Uzi Even Vetoed as Consultant on Vanunu Case », Yossi MELMAN.

<sup>1883</sup> *Association for Civil Right in Israel*, 21 mars 2005, « ACRI attorney called to testify against client ».

<sup>1884</sup> *ACRI*, 6 juin 2004, « ACRI petitions to cancel restrictions on Vanunu ». « The State of Human Rights in Israel 2004, Vanunu: Prisoner/Released? ».

<sup>1885</sup> *Le Figaro*, 7 juillet 2004, « Le directeur général de l'AIEA, Mohammed ElBaradei qui doit rencontrer Ariel Sharon Israël maintient l'ambiguïté sur sa force nucléaire », Patrick SAINT-PAUL.

<sup>1886</sup> *AP*, 20 avril 2004.

Klingberg est né le 7 octobre 1918 en Pologne, d'une famille de rabbins. Il entre en 1936 à la faculté de médecine de Varsovie. Il est progressiste voir agnostique, et tout autant anticommuniste qu'antinazi. En septembre 1939, quand Hitler envahit la Pologne, le père de Klingberg le presse de fuir à l'Est. Il trouve donc refuge en URSS. Son cousin qu'il accueillera plus tard, rejoint la Palestine. Klingberg continue ses études de médecine à Minsk jusqu'en juin 1941. Envoyé par le ministère de la santé à Lida, en Biélorussie, pour travailler en tant qu'épidémiologiste, il se porte volontaire dans l'Armée Rouge comme médecin de bataillon. Il obtient par ce biais la nationalité soviétique. En octobre, démobilisé temporairement en raison déjà de problèmes de santé, il est envoyé en Oural à Perm. En 1943 il intègre l'Institut central de spécialisation des médecins à Moscou, dont il termine le cursus avec la mention d'excellence. Nommé chef épidémiologiste au ministère biélorusse de la santé, il est chargé, à l'été 1944, de la direction du département d'épidémiologie et d'hygiène. Il atteint le grade de capitaine puis en décembre, il se retrouve de nouveau en Pologne.

En juin 1945, il épouse la microbiologiste Wanda Jasinska. En 1946, ils partent rejoindre leurs postes à l'ambassade de Pologne à Stockholm. C'est là que son existence se charge encore d'éléments nébuleux, car avant même la proclamation de l'État d'Israël, il recrute des volontaires pour la Haganah (notamment pour l'embryon du programme biochimique) que l'URSS soutient alors. Peut-être déjà a-t-il pour mission d'espionner le futur État. Car bien que revêtu au marxisme, Klingberg se sent redevable à cette URSS qui l'a accueilli et formé. Il émigre en Israël en 1948, et rejoint l'armée. A cette date, il commence à vendre des secrets militaires à la section suisse du KGB<sup>1887</sup>. Il devient en 1950, chef de médecine préventive au commandement des services de santé de l'armée. En 1953, il prend la direction de l'Institut de médecine militaire.

Dès les années 50, les Soviétiques espionnent les laboratoires de Ness-Ziona, du Technion et du *Weizmann Institut* parce que des expériences sont financées par les USA. En 1969 Klingberg devient professeur à la faculté de médecine de l'université de Tel-Aviv (ce qui corrobore les liens entre recherches civiles et militaires), puis accède plus tard à la responsabilité de chef à « *Epidemiology at the Institute for Biological Research* » de Ness-Ziona de 1973 à 1977. En 1978, il dirige l'école de médecine préventive et sociale. Auteur d'une vingtaine de livres et de plus d'une centaine d'articles scientifiques, responsable d'une collection de livres d'épidémiologie et de bio statistique dans une maison d'édition suisse, invité des universités de Philadelphie, d'Oslo, de Londres et d'Oxford, il cumule les fonctions puisqu'il est aussi président de 1978 à 1979 de l'Association scientifique de *monitoring* des malformations congénitales, et depuis 1979, président du Comité international d'examen des

---

<sup>1887</sup> *Israelvalley*, 17 novembre 2008, « L'espion Marius Klingberg va écrire de Paris ses mémoires d'espion ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
nuisances sanitaires provoquées par la catastrophe chimique de Seveso, une commission d'enquête nommée par le gouvernement italien<sup>1888</sup>.

Klingberg disparaît soudain en janvier 1983 jusqu'à ce que le magazine allemand *Die Welt*, rapporte qu'Israël et l'URSS se sont entendus pour l'enlever. A l'époque, gêné, encore une fois, par l'initiative de quelques journalistes, le gouvernement israélien déclare que Klingberg s'est tout simplement retiré en Suisse dans un institut psychiatrique pour s'y faire soigner et qu'il entend qu'on le laisse tranquille. Les autorités insistent bien sûr la sénilité du patient, au cas où des secrets viendraient à filtrer. L'URSS tente aussi de masquer l'affaire mais déclare que Klingberg a trahit Moscou. Le scientifique aurait été en fait démasqué avec l'aide d'un transfuge soviétique, via la CIA... Car Apparemment, Marcus Klingberg avait cessé de communiquer avec les Soviétiques.

Très vite, les médias ne s'y attardent plus, car plusieurs journalistes, selon les rumeurs, sont mis sur écoutes. En août 1983, seule comme toujours, la presse israélienne (dont le *Maariv* du 24 octobre 1983) relate que Klingberg n'a pas disparu mais a été emprisonné pour 18 ans à Ashkelon, sous une fausse identité, dans une cellule isolée. Il est accusé de crimes contre la sécurité de l'État et d'espionnage au profit d'une puissance étrangère. En prison, se sentant lâché et abandonné, il ne supporte plus les interrogatoires et fait une tentative de suicide en absorbant des médicaments, attitude imitée aussi par sa femme, soupçonnée de complicité<sup>1889</sup>.

En 2001, l'affaire Klingberg ressort de l'anonymat grâce à Avner Cohen<sup>1890</sup> qui narre l'enquête menée par Peter Pringle. En 1985 en effet, ce journaliste britannique travaillant pour *the Observer* puis pour *The Independent*, remarque sa disparition, en enquêtant auprès de l'administration Reagan, qui travaille à l'époque sur les utilisations d'une arme biochimique soviétique en Afghanistan, la «pluie jaune». Or, il se trouve que l'un des ces spécialistes de cette «pluie» n'était autre que... Klingberg, qui, en tant que Colonel spécialiste des armes bactériologiques, étudia en 1942, les effets de ce poison à Orenbourg, au Kazakhstan, sur des populations civiles... Lors d'une expérience *in vivo* sur un village de paysans kazakhs non prévenus, on dénombrera un millier de morts ! C'est en voulant lui demander des précisions que le journaliste constate sa disparition.

A partir de l'arrestation de Klingberg, tous les services de l'IIBR sont réorganisés. Quand Pringle interroge les employés du centre, on lui dit que cette disparition est classée «secret défense». Ceux qui doutent de cette version sont mis en liberté surveillée. Le

---

<sup>1888</sup> *Le Monde*, 8 janvier 1994, « L'espion secret d'Israël », Edwy PLENEL. !

<sup>1889</sup> Libérée, elle vécut ensuite en Israël puis en France. Elle meurt en 1990 à Paris.

<sup>1890</sup> *Non Proliferation review*, Automne 2001, « Israel and chemical, biological weapons : history, deterrence and arms control », p. 21. Avner COHEN.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
journaliste du *Maariv* et la femme du scientifique refusent de lui répondre<sup>1891</sup>. Pour renforcer l'opacité, le Mossad modifie sur la liste des prisonniers, le nom de Klingberg en «Greenberg», et même les gardiens ne savent pas ce qui l'a amené en prison. Lors d'une visite à Ashkelon, la voiture de Pringle est vandalisée et sa mallette, contenant des documents relatifs à l'enquête, est volée. Pringle publie tout de même son article en 1985. Mais la censure militaire interdit le journal anglais d'être vendu en Israël, pour la première fois de son histoire. Les médias israéliens sont priés de ne pas évoquer l'affaire. Mais en 1988, un hebdomadaire new-yorkais, *Yisrael Shelanu*, relate l'incident. Les gouvernements américain et israélien se refusent à tout commentaire.

## II.2 Une monnaie d'échange entre l'Est et l'Ouest

En 1985, sa fille, Sylvie Klingberg, prend contact avec un avocat parisien, Antoine Comte. Ce dernier se rend à l'ambassade d'URSS à Paris pour rencontrer Wolfgang Vogel, célèbre avocat est-allemand, l'homme de la plupart des transactions secrètes entre l'Ouest et l'Est. L'État hébreu envoie aussi un avocat, Amnon Zichroni, pour entamer des négociations qui se déroulent à la fois à Paris et à Berlin. Les Israéliens souhaitent en retour l'appui soviétique auprès de la Syrie pour la libération de Ron Arad, aviateur détenu au Liban par la milice *Amal* ainsi que de sept autres prisonniers de guerre israéliens. L'affaire se complique encore lorsque Moscou met dans la balance la libération ... de Nelson Mandela, prisonnier d'une Afrique du Sud allié à Israël!

Dès 1988, Hayka Grossmann, député du parti socialiste *Mapam*, s'offusque: « Est-il possible que, dans une démocratie comme la notre, un homme, si grave que soit son crime, puisse être arrêté, emprisonné et condamné, sans que l'opinion ait le droit de savoir ? ». Le 5 janvier 1989, Sylvie Klingberg écrit encore à Gorbatchev : « Voilà cinquante ans ou presque que mon père arriva en Union Soviétique, ce pays qui est le vôtre, mais aussi le sien; il n'en a pas d'autre, il n'en veut pas d'autre. Dans sa cellule que le soleil se dispense de pénétrer, il n'a qu'un rayon d'espoir, rentrer en URSS. [...] N'est-il pas temps de boucler la boucle et de le laisser revenir à son point de départ ? »<sup>1892</sup>

La fin du Pacte de Varsovie met un terme aux négociations. La Russie n'a provisoirement plus de poids diplomatique. Une expertise médicale du professeur Shlomo Shibolet, le 9 décembre 1993, affirme que la santé du prisonnier « se dégrade de plus en plus: Angine de poitrine, arythmie, hémorragie cérébrale : trois complications en l'espace de quelques mois qui chacune, si elle avait été plus grave, aurait pu entraîner sa mort. Je n'ai aucun doute : d'un point de vue médical objectif, le séjour en prison met la vie du professeur

---

<sup>1891</sup> Cité par Avner Cohen. L'article a disparu des archives internet du journal...

<sup>1892</sup> *Haaretz*, 6 juin 2006, « I spy ».

Klingberg en danger». *Amnesty International*, ajoute au dossier Vanunu, le cas Klingberg, estimant que son isolement complet sous un faux nom durant près de huit ans appartient à la catégorie des « traitements cruels, inhumains et dégradants », phraséologie reprise là aussi pour Vanunu. Malgré la pétition de vingt-cinq professeurs de médecine de Tel-Aviv, rien n'y fait<sup>1893</sup>.

Ce n'est qu'en août 1993 que la Cour Suprême en Israël, sous la pression de la *Schockhen Media Group*, lève partiellement le secret. Klingberg, comparaît encore le 24 janvier 1994, devant une commission qui doit décider de son éventuelle remise en liberté anticipée car il est âgé de 70 ans, souffre de diabète et de graves problèmes cardiaques. C'est à ce moment là que son cas réapparaît dans la presse. Pourtant, le parquet général requiert encore son maintien en prison, en raison du « danger qu'il présente toujours pour la sécurité d'Israël ». L'ancien conseiller juridique du gouvernement, Mickael Ben Yaïr, recommande même l'élargissement de la peine, alors que le Shin-Bet, contestant le bien fondé de cette décision, chiffre à au moins 300 000 francs par an les frais de garde<sup>1894</sup>.

Comme pour Vanunu, un comité de soutien se met en place. Des représentants de la plupart des formations politiques, laïques ou religieuses, une quinzaine de députés, des rabbins, le fils de Menahem Begin, la fille de Moshé Dayan et des journalistes, fustigent l'attitude de la cour. Selon le journaliste Yossi Melman, spécialiste reconnu en ce domaine, il s'agit de « la plus grave affaire d'espionnage de l'histoire d'Israël. Klingberg avait eu accès à des projets très secrets liés à la recherche biologique et chimique. Le tort qu'il causa à la sécurité d'Israël fut très sérieux ». Le 3 mars 1995, la Cour rejette une pétition en sa faveur. Du fait de la censure militaire, la presse israélienne n'est pas autorisée à diffuser ce qu'elle sait. Mais le *Jerusalem Post* commente tout de même la campagne menée par les défenseurs de sa libération:

« The argument used to demand Klingberg's freedom is that he is no longer a danger to Israel. There is no KGB to whom he can pass on information still in his head," say his champions. [...] Klingberg's champions also overlook the fact that a newly revised Russian successor is today being created. "With peace nobody is going to attack Israel," retort the blinkered optimists. Like Shimon Peres, they seem to believe that the best defense against Syria is a line of hotels on the eastern shore of the Kinneret!»<sup>1895</sup>

Le journal, pro-Likoud, se saisit du prétexte, en réalité, pour attaquer Shimon Pérès le travailliste.

<sup>1893</sup> *Le Monde*, *Ibid.* Voir aussi « Agents de Moscou, Le stalinisme et son ombre », Alain BROSSAT, Gallimard, 1988; pp. 25-37. Jacques DEROGY et Hesi CARMEL, « Israël ultra-secret », Robert Laffont, 1989, pp. 181-183. Graig WHITNEY, *Spy Trader, Germany's Devil's Advocate and the Darkest Secrets of the Cold War*, Times Books, 1993, pp. 361-362.

<sup>1894</sup> *Le Monde*, Samedi 5 septembre 1998, « Israël pourrait bientôt 'libérer' l'espion Marcus Klingberg », Marion GEORGES.

<sup>1895</sup> *The Jewish Press*, 16 février 1996, « *Spy Caper Damaged Israel's Security - Klingberg Was No Pollard* ».

En janvier 1996, la cour rejette sa libération pour « âge avancé et maladie ». Un article que devait publier, le 28 janvier 1997, l'hebdomadaire *Hanachim*<sup>1896</sup>, est en grande partie censuré car il révèle que cette décision est tributaire de cette révélation : il avait collaboré à la fabrication pour Tsahal de plusieurs types de gaz de combat. Il eu également accès à des informations du Mossad et de l'Aman sur les gaz fabriqués par la Syrie, l'Égypte et l'Irak. Sa libération permettrait à ces pays de modifier leurs programmes. De plus Klingberg serait aujourd'hui le seul scientifique israélien à connaître l'ensemble du programme biochimique israélien, dont il n'existe aucune trace bibliographique sourcée. Le 11 juillet, Klingberg demande sa libération, « en tant qu'ancien directeur de l'IIBR ». Pour appuyer sa demande, l'ancien chef du Shin-Bet, Yaacov Perry, confirme que Klingberg ne peut plus porter atteinte à la sécurité du pays, car ce que le scientifique sait est maintenant obsolète<sup>1897</sup>. Début 1998, l'*attorney général* et le président de l'État hébreu refusent tout assouplissement ou grâce.

### II.3 Vers la libération

Quelques mois après, le scientifique est placé dans une maison d'arrêt normale car 1998 marque une étape importante. Plusieurs familles israéliennes, dont les habitations jouxtent l'IIBR, sont expropriées afin de préparer de futurs agrandissements des laboratoires. De plus, les secrets du vol de la El Al sont révélés. A l'instar du *Yediot Aharonot* qui avait exercé des pressions médiatiques pour que la Cour Suprême publie une partie du procès Vanunu, *Haaretz* entreprend le même processus concernant le dossier Klingberg, mais la cour Suprême se range au côté de la raison d'État et refuse cette supplique. Le 3 septembre, la cour du district de Beersheba décide de mettre un terme à la détention de celui qui, est devenu le prisonnier le plus âgé d'Israël. Mais il est mis en liberté surveillée. *Le Monde* relate le contexte de cette décision :

« Dans leurs attendus, les juges ont cependant précisé que le condamné, dont l'état de santé demeure précaire, ne pourrait sortir de son appartement que pour visiter son médecin; qu'il ne pourrait recevoir la visite que de proches portés sur une liste préalablement agréée par les services de sécurité; et, qu'enfin, ses conversations téléphoniques seraient attentivement écoutées. Bref, Marcus Klingberg, élargi plus que libéré, restera sous étroite surveillance. Larmes aux yeux et barbiche blanche, le vieil homme n'en a pas moins remercié d'une voix tremblante ses juges, lançant au procureur qui s'était opposé à sa libération et qui pourrait être tenté de faire appel : 'J'espère que tu ne vas pas me créer de problèmes...' A quoi le magistrat, résumant parfaitement la nature du dossier, a répliqué : 'Tu sais très bien que cela ne dépend pas de moi' »<sup>1898</sup>.

Deux gardes du corps de l'*Israeli General Security Service* (GSS) garantissent officiellement sa sécurité. En fait, cette garde a pour mission d'éviter que Klingberg ne parle avec des individus extérieurs à sa famille ou à son cercle d'amis les plus proches<sup>1899</sup>.

<sup>1896</sup> *Intelligence Online*, 30 janvier 1997, « Markus Klinberg ».

<sup>1897</sup> *Jerusalem Post*, 13 juillet 1997.

<sup>1898</sup> *Le Monde*, 5 septembre 1998, *ibid.*

<sup>1899</sup> *Jerusalem Post*, 22 Janvier 1999, « Oy Vey? No Way. Ex-spy Klingberg Barred From Speaking Yiddish ».

Le 9 septembre 2002, les autorités israéliennes approuvent enfin la publication du livre évènement « *The Spies: Israel's Counter Espionage War* », dont le manuscrit végétait depuis trois ans dans les archives de l'éditeur. Écrit par Yossi Melman et Eitan Haber, il contient un chapitre qui lui est dédié et aux activités du site. Une partie est cependant censurée<sup>1900</sup>. Le 4 février 2003, Klingberg donne sa première conférence, où il avoue son identité d'espion soviétique (nom de code « Victor »), bien qu'il soutienne « qu'à ce jour, je ne me considère pas comme un espion. J'ai seulement livré quelques informations »<sup>1901</sup>. Fin 2004, Klingberg, est autorisé après sa future libération à partir pour la France<sup>1902</sup>. Le 29 mai 2005, sa fille estime qu'il reste le seul « espion » à n'avoir pas été entièrement libéré après avoir effectué les deux tiers de sa peine. Le 9 mai, un tribunal se prononce sur une énième demande de mise en liberté pour raison de santé, il est âgé de 78 ans. Plus de cent cinquante scientifiques signent une pétition. Sylvie Klingberg raconte :

« Même son arrestation, en 1983, a été tenue secrète, La famille n'a été informée que deux semaines plus tard et ma mère a reçu pour consigne de dire qu'il était devenu fou et avait été interné dans un hôpital psychiatrique en Europe. Son procès s'est déroulé à huis clos et pendant neuf ans il a été maintenu au secret et interné sous un faux nom. Toute information sur son cas était censurée. [...] Mon père n'a jamais nié qu'il avait donné des renseignements sur ce sujet au KGB. Il ne le faisait pas pour de l'argent mais par conviction idéologique et par reconnaissance à l'égard de l'URSS qui l'avait accueilli, lui, juif polonais, en 1939, et lui avait permis de combattre le nazisme dans les rangs de l'armée rouge. En fait, il a réagi comme beaucoup de scientifiques qui, au moment de la guerre froide, jugeaient dangereux qu'un seul camp ait le monopole sur les armes non conventionnelles »<sup>1903</sup>.

Sylvie Klingberg peut aller voir son père quatre fois par an. Pour elle, les arguments mis en avant pour rejeter ses demandes de libération sont fallacieux : « Ils prétendent qu'il pourrait livrer des secrets importants sans même s'en rendre compte. Mais c'est faux. A mon avis, il s'agit de vengeance pure et simple. Aux yeux de ceux qui l'ont jugé, le fait qu'il n'ait pas touché un sou est une circonstance aggravante »<sup>1904</sup>, car en cela, il ne serait pas, juridiquement parlant, tout à fait un espion. Le scientifique n'a peut-être pas tout dit. Début juillet 2007, il affirme qu'un autre espion russe qu'il avait recruté travaille encore à Ness-Ziona<sup>1905</sup>.

L'affaire Klingberg devient l'équivalent de celle de Vanunu pour Dimona. Là encore, il faut louer l'action de la presse britannique et israélienne. Sans elles, personne n'en aurait entendu parler, car le personnage de Klingberg fait moins figure de martyr que l'ingénieur du Néguev puisqu'il représente un volet encore plus condamnable des ADM, et Klingberg reste avant tout un militaire. Son cas n'est pas unique. En juin 1960, Kurt Sitte, un professeur de physique travaillant au Technion, est arrêté en possession de données stratégiques alors qu'il

<sup>1900</sup> *The CBWCB*, n° 58, décembre 2002.

<sup>1901</sup> *The CBWCB*, n° 60, juin 2003, 52 pages, p. 26.

<sup>1902</sup> *Le Monde Diplomatique*, août 2005, p. 27, « le « flou nucléaire » israélien », ALGAZY Joseph.

<sup>1903</sup> *L'Humanité*, 29 mai 2005, « Klingberg, prisonnier secret d'Israël », Françoise GERMAIN-ROBIN.

<sup>1904</sup> *L'Humanité*, *Ibid.*

<sup>1905</sup> *Israelvalley*, 7 juillet 2007.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE. partait pour la Tchécoslovaquie. En novembre, son procès, filmé en caméras fermées, n'est finalement jamais rendu public. Il écope de 5 ans de prison<sup>1906</sup>. Le 20 avril 2009, à Ramat Hasharon, des agents du *Malmab* arrêtent un ancien scientifique de l'IIBR, Yehoshua Gozes, qui voit sa maison fouillée et son ordinateur confisqué. Il refuse de répondre aux questions puis est relâché. Mais il parvient à faire savoir à *Haaretz* qu'il s'agit en réalité d'une vengeance de la part d'un Malmab *incompétent* d'avoir été impliqué dans l'affaire des expériences de vaccins sur l'anthrax sur des soldats de Tsahal ! Gozes n'aurait été rien d'autre que l'auteur des fuites<sup>1907</sup>.

### **III Jonathan Pollard : histoire d'un contentieux israélo-américain**

#### **III.1 Un exemple de l'espionnage américain aux USA**

Jonathan Jay Pollard, juif américain, est arrêté en 1985 devant l'ambassade israélienne à Washington. Danny Cohen (son nom de couverture) est ensuite condamné à la prison à vie pour espionnage aux États-Unis. Son histoire, largement connue, continue d'empoisonner les rapports entre Washington et Tel-Aviv.

En 1977, il travaille comme analyste civil aux services secrets de la marine américaine<sup>1908</sup>. En 1981, Pollard devient analyste de la Défense, à l'Aipac. Son caractère versatile fait qu'il est plusieurs fois refusé pour travailler à la CIA et au Mossad mais Rafi Eitan, chef du *Lekem*, l'emploi pourtant, à partir d'octobre et lui demande de fournir des premiers renseignements. Le raid sur Osirak aurait été déjà facilité par ses premiers rapports. Lors des escales de la marine américaine en Israël, chaque officier d'un pays est « parrainé » par l'officier de l'autre pays. Pollard est ici affilié comme « neveu » auprès d'Eitan lui-même. En 1982, Reuben Yerdor devient général de brigade et responsable du *secteur 8200*. C'est à ce titre qu'il échange des renseignements avec la NSA en tant qu'adjoint au chef d'État-major. Son supérieur, le major-général Yeoshua Saguy, chef de l'Aman, le charge en 1982 d'étudier les documents remis par Pollard. Yerdor apprend que les Russes ont livré des SAM-5, 6, 3 et 8 aux Syriens. Ces missiles, sous contrôle de Moscou, protègent les SS-21 à têtes chimiques, pointées sur Israël, que Tsahal voulait bombarder. Selon Seymour Hersh, c'est alors qu'Eytan veut doubler son rival, le chef du Mossad Yitzhak Hofi, et le responsable du Shin-Bet Avraham Shalom, afin de mettre dans l'embarras Sharon, en prouvant que son service est plus efficace que les autres. Ses rivalités s'ajoutent à celle du microcosme politique israélien: Shamir, anti-américain, se heurte à Begin, Pérès et Rabin, plutôt atlantistes. Cette querelle est caractéristique du climat délétère des milieux politico-militaires israéliens, datant notamment de la lutte entre l'Irgoun et la Haganah.

---

<sup>1906</sup> *United Kingdom, Security Service*, 17 juillet 1961, JIC/1103/61. Disponible en annexe.

<sup>1907</sup> *The CBWCB*, juillet 2009, p. 61.

En 1983, Reagan prend l'engagement de communiquer à Israël tous les renseignements vitaux concernant sa sécurité<sup>1909</sup>. Mais Israël sait que Washington préfère ménager ses contacts au Moyen-Orient, et dans ce cadre lui dissimule certaines informations clés. C'est la raison pour laquelle Jonathan Pollard entreprend pendant plusieurs mois, de transmettre directement ces informations, ainsi que des méthodes de déchiffrages<sup>1910</sup> au gouvernement israélien, dont ce qui relèvent des programmes syriens et irakiens, la localisation des champs de pétrole et des complexes militaires en URSS, afin de pouvoir ensuite programmer à l'avance les missiles atomiques israéliens. Les rapports de Pollard sont si confidentiels que les Américains ne doivent pas être au courant des transactions. Jusque là, le Mossad a pris l'habitude de partager certains documents avec les Américains. Mais ceux de Pollard reçoivent le nom de code « *jumbo* », qui signifie aux employés des renseignements qu'ils ne doivent pas faire la navette entre Israël et Washington mais seulement être traités par Israël. Ajoutés à ces informations, des dossiers secrets en provenance des ambassades américaines de Jordanie, d'Égypte et d'Arabie Saoudite sont aussi détournés. En juillet 1984, Pollard rencontre le colonel Aviem Sela, de l'armée de l'air israélienne, l'un des pilotes d'Osirak. Pollard lui confie des documents sur les missiles antiaériens soviétiques SAM-5, ainsi qu'une copie du *rapport 11-38* traitant des communications par satellites. En plus, il fournit les codes de communications des diplomates américains en poste en Israël.

En Israël, personne n'ignore les réalités de l'espionnage israélien aux USA. C'est *Haaretz* qui brise encore une fois le silence : « Pendant les années 60, 70 et 80, l'idée qu'Israël utilisait des juifs américains pour obtenir des informations [aux États-Unis], était considéré comme le *modus operandi* de nos services. Il n'y a rien là de bien nouveau. Ce qui l'est bien davantage, c'est de laisser entendre que le *modus operandi* du célèbre Mossad ou de l'Aman [...], n'a pas changé au cours des années 90 »<sup>1911</sup>. *Le Monde* quant à lui, décrit les relations ambiguës entre les deux pays, alliés certes mais dans un climat de confiance nuancée:

« Pour l'avoir écrit dans une note confidentielle distribuée, en octobre 1995, à deux cent cinquante sous-traitants du ministère américain de la défense, un expert de la sécurité au Pentagone, Deborah Hernick, s'attire aujourd'hui les foudres de l'une des plus puissantes organisations juives américaines, la Ligue antidiffamation du *B'nai B'rith*. Révélée, mardi, par le *Washington Post*, l'affaire a fait tant de bruit que le Pentagone, sévèrement interpellé par la Ligue 'votre accusation frise l'antisémitisme', a écrit son directeur, Abraham Foxman, au secrétaire américain à la défense, William Perry, a dû désavouer publiquement son officier. Le document, qui aurait été 'retiré' en décembre dernier, était, a affirmé un porte-parole du Pentagone, 'complètement inapproprié [...] et ne reflète en aucun cas la position du département de la défense. Soulignant qu'Israël 'est un allié politique et militaire des États-Unis', donc 'un adversaire non traditionnel' avec lequel l'espionnage est plutôt de nature 'compétitive', Mme Hernick précisait dans sa note que 'les techniques de recrutement' du Mossad et de ses différentes branches 'incluent le ciblage ethnique, l'enrichissement, l'identification et l'exploitation des faiblesses individuelles'. Elle ajoutait que 'les liens ethniques forts avec Israël qui existent en Amérique, couplés avec un personnel du

<sup>1908</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.382.

<sup>1909</sup> Ronald OLIVE, *Capturing Jonathan Pollard*, Annapolis, Naval Institute Press, 2006.

<sup>1910</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.382.

<sup>1911</sup> *Haaretz*, 31 janvier 1996, « Tout le monde le sait », Yossi MELMAN.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
renseignement agressif et extrêmement compétent', ont permis à l'État juif d'engranger une moisson d'informations importantes dans les domaines militaire et industriel tels que les satellites-espion, les missiles de défense, les vedettes lance-missiles, les chars d'assaut et les radars. 'Placer des citoyens israéliens dans les industries-clés [des États-Unis], ajoute-t-elle, est une technique utilisée avec grand succès'»<sup>1912</sup>.

### III.2 Une arrestation et un procès discret

Alors qu'il se croit protégé par le Lekem, Pollard est arrêté le 21 novembre 1985 après avoir vainement cherché à se réfugier dans les locaux de l'ambassade israélienne à Washington, avec laquelle il est en rapport suivi. La CIA recense qu'il aurait détourné 1800 documents, soit 500000 pages confidentielles<sup>1913</sup>. Au début, on le soupçonne d'espionner pour le compte du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et de la RSA (peut-être pour protéger Israël). Ce La FBI qui le traquait depuis plusieurs semaines, a constaté qu'il se rend fréquemment au *Lekem*, le « bureau des relations scientifiques » israélien<sup>1914</sup>. Puis, il se rend compte qu'il est missionné par le Mossad, notamment pour subtiliser des images satellites d'installations militaires arabes, américaines et soviétiques. Ces données permettent à Israël de modifier aussi sa dissuasion pour éventuellement frapper les Etats-Unis ! Yitzhak Shamir, partisan d'établir de bonnes relations avec Moscou contre un Pakistan nucléaire, contre le renforcement des armées arabes et pour le rapatriement des juifs soviétiques, aurait proposé aux Russes certaines de ces informations. Néanmoins, les renseignements livrés à Moscou sont souvent faux ou tronqués, comme l'a prouvé la livraison rocambolesque du logiciel PROMIS.

Pollard se vante aussi d'avoir apporté les coordonnées du QG de l'OLP à Tunis, bombardé par la suite par Tsahal. On l'accuse aussi d'avoir livré au Mossad la liste des espions américains opérant en Israël et en RSA. Tel-Aviv s'est empressé de prévenir Pretoria. 12 agents doivent s'enfuir près avoir démantelé leurs réseaux. Enfin, les Israéliens savaient, à la source, les futurs axes de la politique américaine, ce qui leur permettait de les devancer. On peut ajouter à son pedigree l'espionnage des systèmes électroniques de la NSA<sup>1915</sup>. En Israël, ce scandale aboutit à la création de deux enquêtes parallèles, l'une du gouvernement, l'autre de la Knesset. Elles avancent que Pollard a agi sans ordre direct. Cependant, l'intéressé soutient que le gouvernement lui fournissait lui-même une liste de renseignements à obtenir. Sa vantardise proverbiale compromet sa défense. Il soutient qu'il n'espionnait que depuis 14 mois, pour des informations qui, de toute manière, auraient été portées à la connaissance

---

<sup>1912</sup> *Le Monde*, 2 février 1996, « L'espionnage israélien aux Etats-Unis crée des tensions entre Washington et l'Etat juif », Claude PATRICE. Son histoire est en partie racontée par le film d'Eric Rochant : « Les patriotes ». On y retrouve le même mécanisme de vengeance de la part d'un chef de SR, essayant de dissimuler son incompétence en se déferant sur une victime.

<sup>1913</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 292.

<sup>1914</sup> *Haaretz*, 21 septembre 2006, « 21 wear after capturing Pollard, man who nabab spy telles all », Amir OREN.

<sup>1915</sup> Gordon THOMAS, *Histoire ...*, p. 100

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
d'Israël par les Américains. Autrement dit, Pollard devait savoir si les Américains ne leur  
cachaient rien<sup>1916</sup>.

1986 est *l'Annus horribilis* pour Israël avec l'affaire Vanunu, alors qu'au même moment Pollard livre le nom d'Aviem Sela, comme bouc émissaire. Une autre affaire défraie la chronique. Des Israéliens ont essayé de soudoyer sans succès Noel Koch, haut fonctionnaire du secrétariat d'État à la Défense, département du contre-terrorisme. Au point que John Davitt, un ancien de Secrétariat d'État à la Justice, confie : « ceux d'entre nous qui travaillaient dans le domaine de l'espionnage considéraient Israël comme le deuxième service de renseignements étranger le plus actif aux USA »<sup>1917</sup>. En août, une délégation israélienne comprenant Chaïm Zadok, l'ancien du Mossad et ambassadeur d'Israël Meir Rosenne, Eliakim Rubinstein, l'avocat Rom Caspi, Avraham Shalom et l'adjoint au directeur général du ministère des Affaires étrangères Hanan Bar On, arrivent à Washington pour s'entretenir avec le Département d'État et le ministère de la Justice. Pères leur confie la tâche d'affirmer que Pollard appartenait à un SR israélien clandestin. Leonard Garment, avocat, est chargé de régler le contentieux entre les deux pays. Cependant, il ne connaît pas les dessous stratégiques et les implications diplomatiques du dossier et finit donc par abandonner la procédure.

Le 4 mars 1987, le procès à huis clos aboutit à une condamnation à perpétuité à la prison de haute sécurité de Bulmer en Californie, sa femme écopant de cinq ans de prison. N'oublions pas qu'en Israël, exactement au même moment, Vanunu est aussi jugé. « L'un des pires espions de l'Histoire des USA » qualifié aussi en Israël de « héros des services abandonné en terrain ennemi » aurait-il agité uniquement pour des considérations pécuniaires ? Il aurait reçu à l'époque 45000 dollars (et une remise éventuelle de diamants, usage courant en Israël) et s'en était vu promettre 300000 de plus à la fin de sa mission<sup>1918</sup>. Hersh affirme qu'il aurait reçu en dix ans plus d'un demi-million de dollars contre la livraison du manuel des codes d'accès et de décryptage des écoutes de la NSA dans le monde. Paru en 2006, l'ouvrage de Ronald Olive nous apprend que Pollard reçu 30000 dollars par an, que l'auteur compare aux 30 deniers de Judas. De plus, selon lui Israël aurait assuré à Pollard qu'il recevrait à sa libération 3,6 millions de dollars, s'il défendait à la cour la thèse officielle<sup>1919</sup>.

### III.3 Le feu de l'accusation se propage

Le tribunal d'instance de Washington inculpe Sella mais Israël refuse de l'extrader<sup>1920</sup>. Pour la plupart des Israéliens, le procès est entaché de violation des principes de la procédure

---

<sup>1916</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 291.

<sup>1917</sup> John MEARSHEIMER et Stephen WALT, *Le lobby israélien ...*, *op.cit.*, p. 90.

<sup>1918</sup> Jacques BAUD, *op.cit.*, p. 23.

<sup>1919</sup> *Haaretz*, 21 septembre 2006, « 21 years after capturing Pollard, man who nabbed spy tells all », Amir OREN.

<sup>1920</sup> En 2004, le professeur de droit à Harvard, Alan DERSHOWITZ, dans *Le droit d'Israël, pour une défense équitable*, affirme qu'il est l'avocat de Pollard...



pénale américaine qui reconnaît le droit à une peine réduite, lorsque l'inculpé plaide coupable, ce que fait Pollard. Sans doute, mal conseillé et par souci de ne pas aggraver les conditions de détention de son épouse, Pollard omet de faire appel immédiatement. Ce n'est que trois ans plus tard qu'il entreprend une procédure qui échoue toutefois, tant en première instance qu'en appel, sur la base de considérations techniques de procédure. Ce n'est pas la première fois qu'un SR sacrifie sans scrupules un de ses indicateurs et qu'un pays espionne ses alliés. Mais la portée des agissements de Pollard le distingue des autres cas. Dans la société israélienne, on fustige les renseignements cachés par Washington. De leur côté, les Américains n'ont pas apprécié que leurs alliés s'approvisionnent à la source sans autorisation. Entre les deux pays, c'est la question même des aides économiques et militaires qui est en jeu! Israël cherche alors à limiter le scandale et désigne des fusibles. Washington n'est pas dupe mais se doit de sauver les apparences face à l'opinion américaine. En Israël, on se rejette la responsabilité. Yitzhak Shamir, ne réagit pas au verdict prononcé. Ce mutisme de principe explique sans doute l'absence de tout communiqué officiel à Jérusalem<sup>1921</sup>, mais également parce que Shamir révèle par défaut à Washington le double jeu israélien.

Les répercussions en Israël débutent. Yerdor critique l'amateurisme de Rafi Eitan, lequel est destitué, emportant son service avec lui<sup>1922</sup>. Mais il est muté à un autre poste stratégique, puisqu'il intègre la Société des produits chimiques israéliens, à la demande de Sharon. Sella est muté au commandement aérien de Tel Nof, la base où peuvent décoller des appareils à capacités nucléaires. Sous pression américaine qui considère cela comme l'affront suprême, il est transféré à un autre poste stratégique puis est finalement démissionné. Finalement, c'est « Rafi » qui endosse la responsabilité, d'un commun accord entre Américains et Israéliens<sup>1923</sup>. Une partie (dit-on) des documents pillés par Pollard sont restitués aux Etats-Unis, ce qui revient à reconnaître la culpabilité pleine et entière de l'État hébreu<sup>1924</sup>.

Plusieurs arrestations de juifs américains ou israéliens se produisent, dont celle de Ben Menashe. Bien que relâché, il quitte les services de relations extérieures et devient conseiller du Premier ministre Shamir. Tel-Aviv ne se confond pas en excuses, car la CIA ne se gêne pas pour espionner aussi Israël. Le seul crime dans le renseignement, c'est de se faire prendre. Sauf que les renseignements de Pollard concernent la dissuasion, c'est-à-dire l'indépendance des États concernés et là, les règles sont différentes. Comme pour l'affaire Vanunu, le cas Pollard est une perche tendue par les USA pour obliger Israël à clarifier son statut atomique. Une campagne médiatique sur Vanunu et Pollard aurait suffi peut-être à faire adhérer Israël au TNP et à permettre les inspections. Mais la presse n'a pas beaucoup d'impact politique si le

<sup>1921</sup> *Le Monde*, 7 mars 1987.

<sup>1922</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, op.cit., p. 361.

<sup>1923</sup> Seymour HERSH, op.cit., p. 307.

<sup>1924</sup> Michel BAR ZOHAR, *Shimon Pérès...*, p. 282.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
pouvoir ne suit pas. La CIA et les autres SR expriment leurs déceptions concernant la désinvolture des gouvernements. En fait, tous « invitent » les médias à se taire. Ces affaires seront réduites à des brèves, sauf en Grande-Bretagne, aux USA et en Israël.

En octobre 1992, la Cour suprême revient sur la sévérité de la condamnation. En effet, durant les premières années, Pollard est soumis à des conditions de détention particulièrement pénibles. Emprisonné dans le quartier réservé aux criminels déments, dans une prison-hôpital (stratégie soviétique), Pollard est, par la suite pratiquement maintenu en isolement cellulaire dans des conditions rigoureuses (chaleur, humidité, changements fréquents de cellule, limitation des contacts avec l'extérieur, brimades l'empêchant de pratiquer sa religion). Cela rappelle un peu Vanunu. Par la suite, ses conditions de détention sont assouplies, sur pression internationale. La France absente de la défense du cas Vanunu, organise dans ce cas précis un comité : « Justice pour Jonathan Pollard ». Même le Parlement européen adopte, en 1993, une résolution en sa faveur. En 1995, le détenu connaît un début de considération. Dix ans après son arrestation, Israël reconnaît officiellement qu'il fut un agent de renseignement et non pas un simple mercenaire, mais Rabin refuse de donner de plus amples détails. Ce dernier avait tout de même donné des ordres directs à l'équipe qui dirigeait Pollard. La demande d'obtention de la nationalité israélienne, présentée par sa nouvelle femme, épousée en prison, est rejetée. Des Israéliens exigent sa libération, arguant « qu'il serait incapable de recommencer », un argument dont ne bénéficie pas Vanunu<sup>1925</sup>. Netanyahu la lui accorde stupidement en 1996 (ce qui finit de confondre l'analyste) à des fins électorales et confirme, en mai 1998, que Pollard était bien un « agent israélien », ce qui complique le dossier.

### **III.4 Une monnaie d'échange dans les accords de paix**

Le 21 décembre 1993 et durant ses mandats, Clinton, œuvrant pour la paix au Proche-Orient, met dans la corbeille des négociations la libération de Pollard<sup>1926</sup>. L'échec d'Oslo la remet *sine die*. Une lutte oppose Washington et Tel-Aviv, les Américains proposant que Pollard soit échangé contre la libération de ... Klingberg. Haïm Ramon, ministre de l'intérieur explique : « Avec ce geste, nous marquons notre détermination, notre engagement à obtenir la libération prochaine de Jonathan et son transfert en Israël ». Des excuses sont présentées pour « cette exception non autorisée contraire à la politique traditionnelle d'Israël »<sup>1927</sup>. Ce faux-semblant diplomatique est destiné à forcer la main à Israël pour accepter Oslo. Lors du sommet de *Wye Plantation*, le 23 octobre 1998, Netanyahu affirme avoir obtenu de Clinton sa libération. Clinton dément avoir formulé cette promesse. Mais cette initiative personnelle dans un contexte d'élection, est un coup d'annonce. M. Albright écrit : « il pouvait constituer

<sup>1925</sup> *Council for Arab-British Under standing*, « Israel's nuclear weapons », date inconnue, 8 pages, p. 4.

<sup>1926</sup> *NYT*, 21 décembre 1993, « *To Promote Peace, Free Pollard* », p. 27, Akiva ELDAR.

une sorte de trophée permettant à Netanyahu de faire accepter plus facilement par la droite israélienne un accord avec les Palestiniens. [...] Netanyahu menaçait de ne pas signer l'accord si les USA ne libéraient pas Jonathan Pollard »<sup>1928</sup>.

En 1999, la conférence des organisations juives, regroupant une cinquantaine « d'associations » structurant le lobby juif aux USA, estime que puisqu'Israël est et restera un allié de Washington, cet emprisonnement demeure injuste. Mais la libération de Pollard risque de démoraliser la CIA<sup>1929</sup>. Ainsi, Georges Tenet, son directeur, considéré comme un allié indéfectible de l'État hébreu, précise en 1998 que si Pollard était libéré, il démissionnerait ! Albright confirme : « Il été résolument opposé à la libération de Pollard car elle pouvait laisser supposer que la haute trahison était un crime acceptable si l'on avait les amis qu'il fallait. J'étais entièrement d'accord avec Tenet »<sup>1930</sup>. Ted Gunderson du FBI, explique la rancœur américaine :

« Pollard a volé tous les renseignements dignes d'intérêts que nous possédions. Nous sommes encore en train d'essayer de nous remettre de ce qu'il a fait. Nous avons dû retirer des douzaines d'agents en place dans l'ex Union Soviétique, au Moyen-Orient, en Afrique du Sud et dans des pays amis tels que la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne. Le grand public n'a aucune idée de l'étendue des conséquences de ses actes »<sup>1931</sup>.

Des espions dans des « pays amis », une expression est retenu ! Pollard va continuer à servir de chantage sur Israël. En effet, pendant les négociations de Taba, Sharon exige que Clinton pardonne à Pollard. Voici la description qu'en fait le président américain, un témoignage très instructif par le ton employé :

« C'était un ancien agent de renseignement de la Navy, condamné en 1986 pour espionnage au profit d'Israël. [...] C'était important pour eux en termes de politique extérieure. Le public israélien estimait sans doute que nous n'aurions pas dû punir Pollard aussi sévèrement puisque c'était à un pays allié qu'il avait transmis des informations sensibles. [...] Malgré toute la sympathie dont Pollard jouissait en Israël, les Américains ne seraient pas prêts à lui pardonner, il avait vendu nos secrets pour de l'argent, pas par conviction, et il n'avait jamais manifesté aucun remord. Je n'avais pas envie de le faire libérer »<sup>1932</sup>.

Sandy Berger, George Tenet et Madeleine Albright refusent encore. Clinton retourne la question et exige la signature des accords par Israël contre Pollard. L'affaire en reste là.

### III.5 Mobilisation nationale

Plusieurs associations, quoique forts discrètes, s'occupent de sa libération, comme celle de Rav Aviner. Le 1<sup>er</sup> septembre 2003, Pollard quitte sa cellule de Caroline du Nord pour se présenter devant le Tribunal de Washington. La Cour doit l'autoriser à faire appel de la

---

<sup>1927</sup> *Le Monde* 2, 19 août 2000, « Pollard, héros israélien », p. 57.

<sup>1928</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.383.

<sup>1929</sup> *Fox News*, la chaîne de Rupert Murdoch, diffusa un documentaire sur les activités d'espionnage d'Israël sur le sol américain, diffusé en quatre parties, début décembre 2001, ce qui a créé un incident diplomatique. L'affaire aurait été planifiée dans son ensemble par la Maison Blanche dans le but d'infléchir certaines positions de l'État hébreu.

<sup>1930</sup> Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p.383 et p. 390.

<sup>1931</sup> Gordon THOMAS, *Histoire secrète ...*, *op.cit.*, p. 102.

<sup>1932</sup> Bill CLINTON, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, chapitre 45.

sentence d'emprisonnement à vie. Pollard apparaît la première fois en publique<sup>1933</sup>. La mobilisation est plus forte que pour celle des autres dénonciateurs car il s'agit de l'honneur d'Israël contre les USA. Le soir du 21 septembre, sur la place Safra, à Jérusalem, plus de dix mille personnes manifestent au nom du comité de soutien, organisé par Adi Guinzbourg. Cette association rassemble également des personnalités politiques dont deux députés du *Ihoud leoumi* tel le vice-ministre de l'éducation, Tsvi Endel. On y trouve aussi des religieux tel le rabbin Yossef Mendelevitch, ancien prisonnier en URSS. Le ministre du Tourisme, Benny Elon, demande aussi une action en sa faveur auprès de Sharon. Mais le Premier ministre argue que des « faibles ne pouvaient rien demander aux puissants »<sup>1934</sup>. En réalité, Sharon a en effet besoin des USA pour couvrir sa nouvelle stratégie dans les TO et régler l'affaire iranienne. C'est pourquoi le dossier Pollard est rarement évoqué. Dossier empoisonné pour les deux pays, l'affaire menace de resurgir à l'improviste à chaque pourparler diplomatique. Sa femme Anne Pollard, consciente de l'engouement médiatique, réclame alors le versement de 5 millions de dollars de compensation aux « grandes souffrances occasionnées »<sup>1935</sup>, ayant passé 5 ans en prison pour complicité d'espionnage au profit d'Israël. Depuis sa libération, Israël lui a déjà versé 2 millions de NIS. Fraîchement arrivée en Israël, madame Pollard, à la suite d'un refus du Premier ministre, indique : « je ne bougerai pas d'ici tant que je n'aurais pas gagné ».

Le 22 mai 2005, Laura Bush, la femme du président, comme le veut la tradition, glisse un message entre les pierres du Mur des Lamentations, lorsque une quarantaine de personnes demandent la libération de Pollard, puis la harcèle jusqu'au devant de la résidence du président Katsav<sup>1936</sup>. Le grand rabbin ashkénaze Yona Metzger et Azzam Azzam, récemment libéré des geôles égyptiennes, appellent encore le 3 mai, à Jérusalem, à la libération. La charge se transforme en fait en critique de Sharon et contre le fait que des Israéliens croupissent dans des prisons étrangères, notamment pour espionnage. Pollard joue le tout pour le tout et cherche une faille dans le système judiciaire américain. Il somme la Cour suprême israélienne de le reconnaître comme un prisonnier israélien. Son avocat maître Nitsana Darshan-Leiter, estime en effet que son client mérite ce statut « parce qu'il a sacrifié sa vie pour Israël ». Or, juridiquement parlant, le sionisme est une activité permise aux États-Unis<sup>1937</sup>. C'est en ce sens que le ministre des Retraites Eitan déclare en mai 2006 qu'une médiation secrète est nécessaire. Mais il refuse de signer une pétition à la Knesset<sup>1938</sup> pour cette libération, au nom de la *realpolitik*.

<sup>1933</sup> *Jerusalem Post*, 9 août 2003, « Jonathan Pollard se présentera mardi devant un juge ».

<sup>1934</sup> *Jerusalem Post*, 8 février 2004, « Katz appelle Sharon à faire libérer Pollard ».

<sup>1935</sup> *Jerusalem Post*, 23 mai 2004, « L'ex madame Pollard exige 5 millions de \$ de compensation à Israël ».

<sup>1936</sup> *Jerusalem Post*, 22 mai 2005, « Laura Bush bousculée sur le Mont du Temple ».

<sup>1937</sup> *Jerusalem Post*, 9 mai 2005, « Pollard demande à bénéficier du statut de 'prisonnier de Sion' ».

<sup>1938</sup> *Jerusalem Post*, 16 mai 2006, « Eitan refuse de signer une pétition en faveur de Pollard ». Dan IZENBERG.

Par vengeance, Jonathan et Esther Pollard, par l'intermédiaire de leur avocat, présente une pétition à la Haute Cour de justice, afin que Rafi Eitan, dirigeant du parti *Guil*, ne soit pas nommé ministre. Selon le couple, il serait en effet en possession d'un document secret qui permettrait la libération de l'espion car incluant une liste d'informations transmises à Israël par Pollard entre 1984 et 1985. Ce dernier refuse d'aider son espion et même n'aurait pas cherché à l'aider à fuir les USA après son identification par le FBI<sup>1939</sup>. Leitner appelle la Cour à annuler l'accord passé entre *Guil* et *Kadima*, et qui promettait à Eitan un ministère. Au *Yedioth Aharonot*, Eitan explique qu'il savait que « cela était dangereux mais au vu de l'importance des informations fournies », il n'avait pas hésité à sacrifier l'espion. Eitan prend la pleine responsabilité du recrutement de Pollard, « c'était ma décision et la mienne seulement »<sup>1940</sup>. Le 10 janvier 2008, Esther Pollard remet au ministre Elie Ychaï une lettre destinée à George Bush lors de sa visite en Israël, dans laquelle elle fait appel aux sentiments religieux du président, et demande de libérer son mari « avant qu'il ne soit trop tard ». Eitan, *persona non grata* aux USA, devenu ministre des retraités, profite de l'administration Bush, plus que jamais pro-israélienne, pour rencontrer le président. En septembre 2010, lors des négociations sur le gel des colonies, condition *sine qua non* pour la reprise du dialogue, Bibi réclame encore sa libération

Pollard reste le symbole du juif abandonné à son sort par Israël, face à la juridiction américaine. Dans le pays, on pense que son seul tort ait été de ne pas avoir avec lui un passeport israélien, ce qui lui aurait évité peut-être la prison. En 2008, le ministre du Commerce et de l'Industrie s'engage à appuyer cet appel, au nom du chef spirituel de son parti le Rabbin Ovadia Yossef, qui avait ainsi déclaré qu'il soutiendrait la libération de prisonniers palestiniens si les USA acceptaient en contrepartie de le relâcher<sup>1941</sup>. L'affaire n'est pas terminée... Cette intrigue, témoigne de la complexité des relations américano-israéliennes, et de la lutte entre SR normalement alliés. Les premiers ministres israéliens successifs ont été officiellement discrets sur cette affaire, tant ils avaient besoin du soutien des États-Unis. L'Administration américaine empêche les présidents, tant républicains que démocrate de céder pour l'honneur du pays. On parle seulement de le libérer... le 21 novembre 2015. Bien qu'il n'y ait pas de plaintes déposées contre lui, Washington fait clairement savoir que si Rafi Eitan pénètre à nouveau aux USA, il risquait d'être arrêté et interrogé de nouveau sur l'affaire...

<sup>1939</sup> *Jerusalem Post*, 2 mai 2006, « Les Pollard barrent la route à Rafi Eitan ».

<sup>1940</sup> *Jerusalem Post*, 30 mars 2006.

## CONCLUSION

Israël ne peut plus penser militairement sans la bombe, sans être esclave de cette arme, de cette garantie à sa survie. Comme l'affirme avec acuité Bruno Tertrais au Sénat Français, « Israël a du mal à se débarrasser de ce qu'elle considère comme une assurance-vie. Est-ce un facteur de prolifération nucléaire ? Comme le sort des Palestiniens est, dans le monde arabe, un prétexte à beaucoup de choses, le nucléaire israélien l'est aussi. [...] Je ne vois pas Israël renoncer à la bombe avant un accord de paix de très longue durée garantissant une très grande stabilité dans la région »<sup>1942</sup>. Seule l'opacité serait à même de disparaître. La dissuasion, aussi puissante soit-elle, est néanmoins incapable d'arrêter ce qui menace véritablement Israël dans les faits, le terrorisme et les roquettes.

Cependant, il apparaît que comme pour les USA, le poids du nucléaire en tant qu'arme diminue car il immobilise des situations de conflit (la paix est là mais les *casus belli* demeurent), les moyens conventionnels sont plus efficaces, plus adaptés et vu comme plus « moraux ». Ils sont plus à même de combattre des ennemis qui ne craignent pas les effets de dissuasion mais recherche la confrontation en martyr. Néanmoins, Israël et ses adversaires s'affrontent aussi verbalement pour obtenir de leurs « parrains » respectifs d'avantage d'aides et n'ont donc pas vraiment l'intention d'en découdre. Les USA, après avoir lutté pour contrôler le programme, ont fini par accepter la dissuasion israélienne, continue à l'optimiser, afin qu'elle serve dans l'optique de desseins présents et futurs contre des *states of concern* et les grandes puissances émergentes. L'UE considère la bombe comme un fait acquis et n'y trouve pas grand-chose à redire. Pour les États arabo-musulmans, la bombe est l'un des obstacles à la paix et enraye un processus d'accord élargi. L'AIEA s'y signale par sa complète impuissance.

La société israélienne reste divisée sur une assurance-vie lourde, coûteuse, embarrassante, et générant une stratocratie (semblable à un *guarisson state* ou « État sur le pied de guerre ») aux antipodes de l'idéal démocratique. Mais l'armée, surpuissante, reste sous l'autorité du Premier ministre, une nuance difficile à expliquer. Le citoyen-soldat réduit aux *missions de Petersberg* pendant que l'élite de l'armée se réserve les opérations spéciales, ne semble pas toujours convaincu des bien-fondés de la stratégie nationale. De même, ces *Magen David* high-tech, aussi coûteux qu'inutiles, affectent encore plus la méfiance de citoyen dans un système de défense sophistiqué, restant efficace, mais s'éloignant des valeurs initiales du sionisme, comme les mettent en exergue les commissions de critiques telle celle de Winograd. Le contexte a changé, mais la société israélienne aussi. La stratégie, elle, peine

<sup>1941</sup> *Israelinfos.com*, 8 janvier 2008.

<sup>1942</sup> France, *Sénat*, Session ordinaire de 2003-2004, *ibid.*

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
à épouser cette tendance. Les *withleblowers* volontaires ou involontaires, à la fois traîtres et héros, témoignent de cet embarras, qui, à l'instar des affaires Pollard, Franklin ou Klingberg, nuisent de plus aux relations diplomatiques.

Le ministre de la Justice Yossi Beilin, prévenait déjà en 2001 que « nous ne devons pas devenir un État paria: nous ne pouvons pas être englués dans la boue pour toujours, seulement parce que des choses ont été faites ou pas faites dans le passé »<sup>1943</sup>. Le silence israélien ne relève pas seulement du secret-défense. En effet, il s'agit de ne pas réveiller l'antisémitisme latent chez beaucoup de gens et exacerbant cette haine (plutôt cette peur) par des révélations qui, après tout, peuvent tout aussi bien concerner d'autres pays. De toute manière, les secrets évoqués, s'ils étaient révélés au grand jour, pourraient-ils changer les choses, dans un monde amorphe qui ne prend plus la peine de réagir aux scandales ? Et c'est le souci de la société israélienne qui lutte désespérément contre les abus des lobbies militaro-industriels et politiques, à qui elle doit pourtant une sécurité quasi absolue... en théorie.

---

<sup>1943</sup> *The CBWCB*, juin 2005, p. 1. monde diplo avril 2010 X 2

## CONCLUSION GENERALE

### Du néant à la puissance absolue : *Ordo ab Chaos*

La décision de se doter d'armes nucléaires ne date pas de l'immédiat après Suez, mais émerge de la pensée des sionistes avant même qu'Israël ne voit le jour, à partir du moment où des scientifiques juifs sionistes se sont aperçus de la faisabilité d'une arme nucléaire. Si ce sont les antisémites qui ont fait le juif, selon Sartre, c'est l'histoire tragique de ce peuple qui a généré Israël, la terre promise, l'*Hatikva* (espérance) en un monde meilleur, dont la bombe est la garante. L'arme nucléaire israélienne devait être une réponse à l'hostilité du monde arabo-musulmans et leurs programmes militaires afférents, à l'infériorité militaire, démographique économique et stratégique israélienne. Rétrospectivement, malgré quelques bémols, l'initiative s'est révélée payante. De la guerre froide à « l'après 11 septembre », Israël est sentinelle de « l'occident », son « porte-avion », une stratocratie démocrate, au carrefour de trois continents, au milieu de confluences sismiquement géostratégiques. C'est pourquoi sa dissuasion est autant une volonté propre, que recouvrant des préoccupations occidentales, hier d'abord contre le Pacte de Varsovie et ses alliés arabes, et aujourd'hui théoriquement contre les États voyous, le terrorisme et dans le futur, peut-être, contre les puissances émergentes et leurs alliés.

L'histoire de ce programme a fortement influencé l'histoire de la seconde partie du vingtième siècle avec certaines de ses guerres et de ses crises diplomatiques. C'est ce que Slezkine appelle le « siècle juif », en faisant néanmoins une impasse fondamentale sur la dissuasion israélienne<sup>1944</sup>. Elle est pourtant l'une des principales raisons des conflits au Moyen-Orient. Or, beaucoup de spécialistes réputés, n'y font aucunement mention. C'est en ce sens que le journal *The Economics*, dénonçant à demi-mot le silence des experts, affirmait que la bombe israélienne était « le secret le plus lourd, géré par le monde »<sup>1945</sup>.

La dissuasion NBC, orchestrée par Ben-Gourion, Bergmann, Weizmann et Pérès, la « *Peres-troïka* », est construite en parallèle avec les initiatives américaines, sud-africaines et européennes. Grâce notamment aux scientifiques Youval Neeman et Shalheveth Freier, la dissuasion a fait d'Israël l'une des puissances majeures de la planète, avec une capacité de destruction équivalente (bien sûr hormis la Russie et les Etats-Unis). Les partenariats avec Washington, Londres, Paris, Bonn ou Pretoria ont été mutuellement bénéfique, au point qu'aujourd'hui, Israël est devenu le centre mondial de la recherche en armement high-tech et NBC. S'appuyant sur une infrastructure scientifique et militaire de premier ordre, essentiellement autour des réacteurs atomiques de Nahal-Sorek et Dimona, des centres de

<sup>1944</sup> Yuri SLEZKINE, *Le siècle juif*, La découverte, 2009, 427 pages.

<sup>1945</sup> *The Economist*, 26 octobre 1991. «The World's Worst-Kept Secret».



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
recherches du Weizmann Institut, du Technion et de *l'Israeli Intitut of Biological Research*,  
Israël rassemble ce qui se fait de plus performant en matière de défense.

La bombe est opérationnelle dès 1966 mais il faut attendre les années 80 pour que cette arme soit réellement dissuasive par ses performances et ses portées vectorielles. Embryonnaire, l'arsenal grandit jusqu'à être une garantie sécuritaire au cas où la guerre des Six Jours tournerait mal. Elle est un moyen de pression pour amener les Grands à intervenir diplomatiquement lors de la guerre du Kippour. Le risque nucléaire y a été plus conséquent que lors de la crise de Cuba. Après le partenariat avec la France, la Grande Bretagne, la Norvège et les Etats-Unis dès les années 1950, c'est la RSA qui s'engouffre dans la brèche au sein d'un vaste marché hypocrite d'une prolifération maîtrisée mais voulue. A ce stade la bombe empêche à la fois le bloc de l'Est de l'emporter en Afrique Australe mais aussi au Proche-Orient. L'aide américaine, constante et sous-jacente dès l'origine, s'étend ensuite à une vitesse exponentielle dans les années 1970 et 1980 sous Carter et Reagan, avec la fourniture de technologie de pointe et de financement. Ce qui a pour effet d'obliger les États riverains à suivre, puis à abandonner de guerre lasse la course. Israël joue contre la montre et accélère l'optimisation de sa dissuasion pour les mettre devant le fait accompli. Il est probable que le pays a dissimulé, cela contre l'avis des grandes chancelleries, un arsenal beaucoup plus ambitieux, tant en terme de puissance que de vecteurs et de portées. Néanmoins, les proliférants occidentaux ont optimisé leurs arsenaux grâce à Israël et à ses scientifiques, la bombe à neutron en est l'exemple. C'est l'arme qui correspondait le mieux à la géopolitique israélienne.

Après avoir fait miroiter des concessions à partir de 1991, dans le cadre des Accords de Madrid et d'Oslo, alors que la déprolifération s'engageait partout, Israël participe au contraire, avec les Etats-Unis et l'Europe, à une nouvelle course balistique et antimissile, nucléaire et biochimique, que dénoncent ceux qui ne peuvent l'égaliser comme la Russie et les pays arabomusulmans, car elle bouleverse encore plus les stratégies dissuasives. C'est l'échec de la déprolifération grâce à l'entremise de l'Union Européenne, des Etats-Unis et de leurs alliés, parfois directement, parfois par le truchement de sociétés et pays écrans. Néanmoins, ces partenaires ne semblent pas toujours maîtriser cet allié turbulent et indocile qu'est Israël, dont la politique extérieure génère de plus en plus un embarras mondialement partagé. Aussi, de la fin des années Clinton à aujourd'hui, les Etats-Unis préfèrent accorder beaucoup, pourvu qu'ils conservent un minimum de contrôle sur leur allié, leur fer de lance, dans le Nouveau Moyen-Orient. La situation est cependant autant profitable aux gouvernements arabomusulmans qu'au Israéliens comme le note *Amnesty International* car elle maintient une politique intérieure répressive et militariste, nivelle les oppositions et fait taire les vrais

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
problèmes internes<sup>1946</sup>. La bombe israélienne et la future arme iranienne sont les prétextes qu'agitent les autres pays pour proliférer. Obstacle et outil de paix, la bombe israélienne permet aux lobbies militaro-industriels des deux camps de continuer à s'armer et à réclamer des Etats-Unis et de l'Union Européenne quantité d'armements et d'aides économiques, ces deux partenaires y trouvent aussi leurs comptes.

### **Un financement étranger**

Le financement de la dissuasion israélienne sort de l'ordinaire. Elle ne correspond à aucun autre cas de prolifération dans le monde, puisqu'elle est pratiquement gratuite, à la fois par des dons privés (volontaires ou forcés) de la communauté juive dans le monde, mais surtout aussi par des subsides américains et européens. Du plan Marshall à la rançon de la Shoah en passant par l'aide annuelle officialisée à Camp David I, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, principalement, en ont été les créanciers pour l'édification de centres de recherches et la conception de vecteurs. Les centres de Nahal-Sorek, de Dimona, de l'Institut Weizmann et du fameux Technion sont devenus le noyau de la science militaire mondiale comme l'atteste le rang d'Israël dans le peloton de tête des exportateurs d'armes, des brevets militaires, jusque dans la lutte antiterroristes. Ce maillage militaro-scientifique continue à s'étendre, notamment dans le Néguev, appelé à s'ériger en une nouvelle silicon-valley de dimension mondiale.

L'étude met en exergue l'impact considérable de l'économie militaire au sein de l'économie israélienne, et les rapports très intimes entre recherches civiles et militaires, mais également les partenariats ambitieux qui lient, encore aujourd'hui, les principaux pays de l'Union Européenne, les États-Unis, l'Australie, Taïwan ou la Corée du Sud, entre autres, avec l'État hébreu dans la recherche et développement NBC dont il est à la fois le centre et le terrain expérimental, à travers des programmes hybrides (BIRD, EUREKA et PCRD). La France n'est pas en reste. En effet, ses rapports militaires et scientifiques avec Tel-Aviv contrairement à l'idée reçue, n'ont jamais cessé, et connaissent, depuis les étapes de 1982, 1994 et 2002, un nouvel essor, à l'opposé du paravent de la politique pro-arabe française. Israël est un point névralgique. C'est le centre du monde par la concentration d'intérêts qui s'y développe.

### **Une dissuasion polyvalente**

Israël possède désormais une *dissuasion cumulative*<sup>1947</sup> : NBC, conventionnelle, stellaire, médiatique et diplomatique. Israël met également en œuvre ses propres réseaux intellectuels, politiques, économiques et scientifiques, à l'instar du *soft power*. En sus, les Etats-Unis procurent une dissuasion économique et militaire à Israël. Washington a de plus

<sup>1946</sup> Amnesty International, Rapport 2008, résumé Moyen-Orient et Afrique du Nord, pol 10/001/2008-EFAI.

<sup>1947</sup> Zeev MAOZ, « The mixed blessing of Israel nuclear policy », *ibid.*

acheté la paix à l'Égypte en 1978 (Camp David) et à la Jordanie (1994) selon ce principe : pas d'aides financière, militaire et diplomatique aux États Arabo-musulmans qui n'acceptent pas la paix proposée. Les actions du Pentagone en Irak de 1991 à aujourd'hui, en Libye dans les années 1980 et 1990, les embargos contre l'Iran, le Yémen, le Soudan, l'Irak et la Syrie complète ces moyens de rétorsion.

Israël est un « *one bomb country* »<sup>1948</sup>, un pays pouvant être rayé de la carte avec une seule bombe. C'est pourquoi le pays se doit de posséder un nombre de bombes proportionnelles à ceux qui le menacent, et cela explique pourquoi l'arsenal (de 200 à 400 charges atomiques) est si important. La polyvalence des vecteurs met en exergue une volonté de développer des armements toujours plus performants dans l'objectif de couvrir une aire très vaste, bien au-delà du Moyen-Orient, ceci avec l'aide de pays étrangers : sous-marins lanceur d'engins avec l'Allemagne, missile avec la France, les Etats-Unis et la RSA (plus Chine, Taïwan, Singapour, Corée du Sud), avion avec la France puis avec les Etats-Unis. La portée des missiles converge vers une amélioration sensible des performances, des 700 km initiaux du *Jericho-1* au 4500 km du *Jericho-3*, sans oublier les performances théoriques du lanceur spatial *Shavit*. Car il convient de ne pas omettre la dualité du programme spatial, né officiellement en 1983, qui fait du lanceur un autre vecteur à très longue portée, et permet de mettre en orbite les satellites *Eros*, *Ofek* et *Amos*, sans qui une dissuasion crédible ne serait pas possible. L'optimisation de la dissuasion donne à Tel-Aviv une avance de plusieurs décennies sur ses adversaires, et sert de modèle à l'Otan qui expérimente certains matériels et méthodes israéliennes en Afghanistan et en Irak (mur de sécurité, drone, blindages spéciaux, électronique de combat, tactique antiguérilla, système antimissile de théâtre, campagne de communication).

Enfin, la dissuasion, c'est aussi les assassinats ciblés de leaders terroristes et de techniciens étrangers à l'aide d'armes non-conventionnelles et conventionnelles. A ce sujet, l'étude sur le programme biochimique s'avère encore plus opaque. Si l'utilisation massive de gaz de combat contre des Palestiniens et des Libanais (en plus d'autres rumeurs nauséabondes) relève de l'exagération avérée, elle ne doit pas dissimuler la confection d'armes hybrides, c'est-à-dire intégrant des particules radioactives et chimiques dans des armes conventionnelles (telles les bombes DIME) expérimentées au Liban en 2006 et à Gaza en 2008-2009 notamment. En cela, Israël, avec l'aval des firmes militaro-industrielles internationales, se sert de ces conflits pour parfois tester ces armes. Néanmoins, les nouveaux historiens émettent des doutes sur l'emploi systématique d'armes non-conventionnelles, tant les preuves sont minces. Il est ardu dans ce domaine de discerner ce qui relève de la rumeur et ce qui relève de l'information. L'emploi des autres armes non-conventionnelles mériterait une

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
enquête plus approfondie. Néanmoins, leurs usages entrent en contradiction avec l'une des maximes de Tsahal, la pureté des armes (*toar haneshek*).

La dissuasion israélienne, malgré sa puissance, n'apparaît pas comme suffisante. Puisque la dissuasion n'est pas vraiment adaptée aux stratégies proche-orientale, avec des mouvances terroristes qui ne craignent pas vraiment les frappes de cette nature, Israël privilégie la dissuasion conventionnelle (opération *Pluie d'été* au Liban et *Plomb Durci* à Gaza) contre les *non detterable* tandis que la dissuasion non conventionnelle est dirigée contre ses ennemis étatiques (Iran, Libye et Syrie) et ceux qui les soutiennent ou pourraient les soutenir (Chine, Russie). Cela tient compte évidemment des hostilités « médiatiques » et non pas forcément réelles. L'Iran et la Syrie, contrairement aux idées reçues, entretiennent des rapports bien plus complexes que l'écho médiatique de ne laisse paraître. Comme un aveu d'échec, pour se protéger, le pays a investi massivement, avec les États-Unis dans des boucliers anti-missiles ultra-technologiques avec un résultat à peu près nul. Ils s'articulent dans toute une gamme de parades, en premier lieu les programmes *Arrow* et *Thel*, pendant du *Patriot*, que les États-Unis financent en grande partie. Ces antimissiles, qui suscitent de nombreuses controverses, peinent à se montrer à la hauteur des espérances (ils n'empêchent pas les pluies de roquettes et donc les représailles).

#### ***Pax atomica*, succès de la bombe comme outil d'équilibre et de survie**

Même si le nucléaire n'a pas empêché les guerres et la chute de missiles sur l'État hébreu, Tsahal, malgré sa superpuissance technologique et tactique (mais pas stratégique) n'a jamais été totalement dissuasive comme force conventionnelle. C'est pourquoi l'arme nucléaire est conservée pour assurer les « dividendes de la paix ». Ce qui a évité aux États hostiles de dépasser la ligne rouge, ce n'est pas seulement les ADM que chacun possède mais bien les intérêts des principales puissances qui n'entendent pas que l'on remette en cause un équilibre savamment mis en place. De 1966 à 2007, la dissuasion israélienne s'est muée en une « assurance-vie » dont l'utilité permet juste à l'État hébreu de ne plus être rayé de la carte. Elle assure de passer d'une stricte défensive à une position de sécurité confortable, du moins sur le plan de l'intégrité territoriale à l'intérieur des frontières de l'avant Guerre des Six Jours. Les ADM n'ont pas seulement protégé Massada, elles lui permettent aussi d'exister. A première vue, hormis l'Iran, la position géostratégique n'a jamais été aussi favorable, même si cette « paix froide » reste décevante. Le 19 avril 2007, Ehoud Olmert expliquait que:

« Israël est l'une des nations les plus avancées du monde, [...] sans avoir résolu aucun problèmes fondamentaux. [...] Nous entretenons des relations diplomatiques avec plus de 100 capitales. La plupart des pays arabo-musulmans qui ne reconnaissent pas formellement cet État maintiennent avec nous des échanges commerciaux ainsi que des liens officieux. [...] En un sens, Israël lutte encore pour sa survie. Car l'Iran est totalement imprévisible. [...] Un effort concerté [...] de la communauté internationale tant sur le front diplomatique que par le biais des sanctions économiques peut se révéler très utile [...]. Dans ce cas, l'action militaire ne me paraît pas

---

<sup>1948</sup> Dominique LORENTZ, *op.cit.*, p.54.

Certes, les programmes de dissuasion pakistanais, iranien ou syrien ne sont pas seulement une réaction à celui d'Israël mais recouvrent des préoccupations plus politiques que militaires. Dans l'optique peu probable où le relancement des programmes NBC militaires arabo-musulmans, aboutirait à la bombe, le Pakistan et l'Iran sont tellement liés à leurs « parrains » qu'ils ne constitueraient pas un danger sérieux. Islamabad, choisissant « l'axe du bien » contre le terrorisme, malgré l'avis de la population, n'a pas l'intention de chercher noise à Israël. Sa capacité nucléaire est davantage tournée vers l'Inde que vers tout autre pays. Pour Ehoud Barak, « rien ne peut menacer existentiellement Israël ». Les effets d'annonces entre Israël et l'Iran restent du domaine de la joute verbale, mais entretiennent un climat qui prête à confusion, fait de dangers plus médiatiques que réels. Les États arabes ont compris que la doctrine Sadate, mêlant rapports de force et diplomatie, est plus rentable.

« Il n'y a pas de solution militaire. Mais il n'existe pas de solution sans l'action militaire. Si nous savons que quelqu'un s'apprête à lancer un missile contre notre territoire, nous le ciblons pour l'empêcher de passer à l'acte » déclarait Shimon Pérès en 2008<sup>1950</sup>. La dissuasion de l'État hébreu, conventionnelle, non-conventionnelle et faite de contre-mesures, reste inefficace contre le terrorisme, tant au niveau des attentats, que des pluies de roquettes qui s'abattent quasi quotidiennement. Ainsi, paradoxalement, l'armée israélienne est malade de sa puissance. L'épée est trop lourde. Elle a perdu le contact avec une certaine réalité, la seconde guerre du Liban l'a prouvée. Si les ADM stabilisent la région, c'est cet immobilisme de *la pax atomica* qui conduit les adversaires d'Israël à privilégier le terrorisme et les *qassam*, car il n'y a plus de marges de manœuvres. Il est beaucoup plus rentable de financer et soutenir des groupes « terroristes » à l'intérieur ou très proches des frontières de son ennemi plutôt que de développer un arsenal NBC et balistique coûteux, lent, inadapté, vulnérable et empêtré dans des circonvolutions diplomatiques et morales. C'est ce qu'on comprit les ennemis d'Israël : la Syrie avec le Hamas pour récupérer le Golan ; l'Iran avec le Hezbollah pour sortir de l'impasse diplomatique. Israël doit alors réinventer la dissuasion, dont le concept pourrait évoluer, peut-être, en emploi avec les mini-nukes.

Le statut nucléaire du pays a profondément modifié la défense israélienne. Le pays est moins enclin aux sacrifices, a perdu de son efficacité dans des combats frontaux terrestres, comme l'atteste les conclusions du rapport Winograd sur la Seconde guerre du Liban. Les États arabes sont passés de l'utilisation d'armées conventionnelles au terrorisme. Tsahal au contraire, est passé du statut d'une armée structurée et commandée comme force de guérilla (Haganah), à une armée réellement régulière avec ses défauts, sans en avoir réellement les

<sup>1949</sup> *L'Express*, « Ehud Olmert: « je suis indestructible » », 19 avril 2007, Vincent HUGUEUX.

<sup>1950</sup> *Le Figaro*, 7 mars 2008.

qualités (encadrement, stratégie à long terme). On constate un lien de causalité entre l'obtention de la bombe en 1966-1967 et la sécurité qu'elle procure, avec les semi-défaites de la guerre du Kippour, du Liban en 1982-2000 et 2006. Ce qui signifie que l'utilité d'une dissuasion NBC est de plus en plus perçue, autant chez les civils que chez les militaires, comme un fardeau, une puissance dont on ne peut se servir parce que l'arme est inadaptée aux situations actuelles<sup>1951</sup>.

Les multiples plans de paix ne peuvent aboutir sans que les questions relatives aux ADM ne soient impartialement et ostensiblement débattues. Pérès précise d'ailleurs à ce titre: « J'ai dit que si je devais écrire mon autobiographie, je l'écrirais à partir de Dimona, où nous avons un réacteur nucléaire, ou encore Oslo, là où nous avons signé un accord de paix. L'un était impossible sans l'autre. Il nous a fallu quarante ans pour aller dans cette direction, pour rendre Israël assez fort pour lui permettre d'utiliser la force pour faire la paix »<sup>1952</sup>. Un Moyen-Orient exempt de ADM se heurte cependant aux conditions émises par les protagonistes de la région qui sont difficilement conciliables. On peut même affirmer que le litige sur les questions territoriales est passé au second plan derrière celles des ADM. Or, les ADM israéliennes sont la raison principale de l'échec de la paix... en même temps qu'elles garantissent une certaine paix. C'est tout le paradoxe. Quant à la problématique palestinienne, elle se réduit de plus en plus pour la diplomatie de la Ligue Arabe à une variable d'ajustement sur d'autres questions. La supériorité écrasante israélienne a engendré le « syndrome de Gorbatchev », ce dernier le définissant ainsi aux Américains: « nous allons vous priver d'ennemi ». Or, Israël sans ennemi puissant, n'est plus Israël, et les juifs sans ennemis le sont moins dans leurs identités, selon certaines valeurs du sionisme. Car ces identités se sont bâties justement sur ce principe. C'est la fin du concept de l'esprit de sacrifice et du soldat-paysan. Le NBC a contribué à corrompre les valeurs juives, mais n'était-ce pas aussi son but, faire d'Israël un État laïque ?

#### **Un des nombreux cas de prolifération voulue et maîtrisée : *Nihil novi sub sole*.**

L'histoire de *l'option Samson* révèle enfin les réalités d'une prolifération à reflet tronquée. Cependant, contrairement à ce qu'avance Hersh<sup>1953</sup>, qui estime qu'Israël s'est doté clandestinement de la bombe, il est plus pertinent d'écrire que Washington a livré directement la bombe à ce pays par États et entreprises interposées. Le programme n'est que la partie émergée d'un vaste trafic de matières, de matériels et d'influences issues des lobbies militaro-industriels. Ces derniers ont tissé une toile le plus souvent informelle, reliant la plupart des pays occidentaux, de l'Australie aux États-Unis, en passant par la RSA, la France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, la Norvège ou Taiwan notamment. Israël, comme

<sup>1951</sup> Zeev MAOZ, « The mixed blessing of Israel nuclear policy », *ibid.*

<sup>1952</sup> Shimon PERES, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages, p. 131.

d'ailleurs la plupart des pays, subit la dictature des intérêts de ce lobby, dont les branches s'étendent aussi à des secteurs scientifiques et médiatiques<sup>1954</sup>.

Le potentiel nucléaire du pays n'est donc en rien le résultat d'une initiative secrète. Comme pour la plupart des puissances nucléaires, le pays possède la bombe parce que les Grandes Puissances l'ont bien voulue. Parler d'un échec du droit international est inexact. Le TNP a été aménagé afin d'exempter les 5 grands de revenir sur leur dissuasion. L'essentiel est toujours de devenir un État nucléaire avant la mise en place de sanctions. En théorie, le cas israélien a permis la mise en place du TNP pour d'autres pays, c'est à dire un dialogue mondial au lieu d'un bilatéralisme. Mais en réalité, c'est le bilatéralisme qui triomphe. Le Chine n'a pas demandé la permission pour faciliter le programme nord-coréen et pakistanais, les Etats-Unis et l'occident pour l'Afrique du Sud, l'Inde, Israël et le Pakistan.

Israël n'est devenu un « centre de prolifération »<sup>1955</sup> qu'après en avoir été un des bénéficiaires. Son aide à l'Inde, l'Afrique du Sud ou encore Taïwan le prouve. Dans les cas où la bombe n'est pas fournie complaisamment, on cherche à faciliter la « prolifération » en n'intervenant pas dans l'importation de combustibles et de matériaux, en facilitant l'espionnage de ses propres installations, en évitant des représailles économiques. Comme l'écrit à juste titre le CERI, « si c'est celle des ADM, remarquons que cette prolifération commence par des alliés (Israël, Pakistan) » avec l'aide de multiples firmes: *Eurodif, Areva, Euratom, Noracom, Rosatom, Toshiba Westinghouse, Enel, CEZ, Electrabel, E.ON, RWF*<sup>1956</sup>.

Israël fut le seul État à avoir influé de la sorte sur la politique de non-prolifération américaine et mondiale est met constamment à mal la crédibilité de l'AIEA et d'autres instances. Les principales puissances de la planète, organisées et se réunissant aux travers de clubs et congrès, se seraient entendues pour préserver leur leadership sur la planète par la possession de l'arme absolue. Doit-on le déplorer ? La question n'est pas là. Bruno Tertrais relativise la complaisance envers Israël: « Il y a effectivement une certaine complaisance occidentale envers l'existence de l'arsenal nucléaire israélien. Trois raisons à cela : comme l'Inde et le Pakistan, Israël ne fait pas partie du TNP, contrairement à ces deux autres États, Israël n'a jamais révélé officiellement sa capacité nucléaire, et Israël est une démocratie appartenant au camp occidental, et n'est pas considérée comme une menace potentielle »<sup>1957</sup>. Néanmoins, comment exiger à d'autres États des concessions, alors qu'Israël se refuse à désarmer ?

---

<sup>1953</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 324.

<sup>1954</sup> Voir la presse française rachetée par des marchands d'armes.

<sup>1955</sup> Pierre PASCALLON, *Quel avenir pour la dissuasion nucléaire française*, Bruylant, Bruxelles, 1996, 331 pages, p. 18.

<sup>1956</sup> CERI, « Moyen-Orient : Faiblesse des États, Enracinement des nations », Olivier ROY.

<sup>1957</sup> *Le Monde*, 12 avril 2004, « Prolifération nucléaire : où en est-on ? ».

Les réactions de la communauté internationale envers le NBC israélien à l'AIEA sont diverses, selon les circonstances. L'AIEA se contente de présenter des résolutions à la demande des États arabo-musulmans, mais sans succès. L'AIEA est au courant des grands traits du programme mais ne souhaite pas remettre en cause les intérêts occidentaux. Ces démarches se heurtent à Israël qui rétorque à juste titre que ennemis n'ont pas tous abandonné leurs programmes biochimiques et balistiques, ni leurs volontés de nuire à l'État hébreu. Lesdits États, menés principalement par l'Égypte qui cherchent à recouvrer son leadership sur la région, entreprennent d'harcéler Israël à l'AIEA, à l'ONU et dans d'autres manifestations. La bombe israélienne, c'est la force sans le droit. Mais le droit, en diplomatie, n'est rien face à la *realpolitik*. Ce que les adversaires d'Israël n'ont réussi par voie militaire, ils désirent l'obtenir à travers le droit international, droit qu'ils bafouent d'ailleurs souvent sur d'autres dossiers... Israël a signé quelque traité (CTBT, CAC, commerce stratégique), mais seulement pour gagner du temps et donner le change contre un refus de discuter sur le fond. Israël s'ingénie à signer et ratifier le moins de traités possibles pour conserver sa supériorité, alors que les menaces qui pèsent sur sa sécurité décroissent fortement.

Washington, contrairement à l'idée reçue, est loquace sur ce dossier car elle souhaite une stabilité armée pour la fortune de ces industries et ses intérêts. Eisenhower et Kennedy ont cherché à limiter ce programme, Johnson l'a encouragé, Nixon l'a officialisé, et par la suite, l'administration américaine s'en est contenté et même servi. Néanmoins, les affaires d'espionnage atomique dont elle a été la victime de la part d'Israël (Jonathan Pollard et Larry Franklin entre autres), les condamnations d'entreprises «sensibles» commerçant sans autorisation avec Israël révèlent des rapports plus complexes que le discours officiel ne le prétend. Si les relations scientifiques et militaires, notamment aux travers des aides de la diaspora et du Congrès, augmentent, ils doivent recevoir des accréditations et se soumettre aux contrôles fédéraux afin de ne pas heurter les autres alliés des États-Unis dans le monde. À l'inverse, l'Europe, qui affiche souvent des critiques ciblées envers Israël assorties d'aides aux Palestiniens, est bien silencieuse sur ce dossier. Comme l'avance Avner Cohen<sup>1958</sup>, la résolution de la question du nucléaire au Moyen Orient demeure insoluble, du fait même de la géopolitique de la région. Ni l'AIEA, ni la force militaire, ni les blocus, ni la négociation ne pousseront Israël et ses voisins à renoncer véritablement aux ADM.

L'adhésion au TNP ne peut être considérée séparément de la CAC, de la CAB et des autres traités internationaux. C'est un tout, et Israël joue sur le règlement de tous les problèmes auxquels il est confronté avant de penser à céder sur un quelconque point de sa dissuasion. Si les armes NBC ont préservé les peuples d'Israël d'agression massive et d'extermination totale, au nom de quelle morale l'État hébreu signerait des traités qui par



ailleurs, sont bafoués par la plupart des pays signataires, les cinq grands en tête. Israël n'est pas un pays comme les autres, c'est pourquoi il n'abandonnera jamais son programme, à aucun prix, et est prêt à transgresser toutes les règles et à subir la condamnation internationale. Au pire, la supériorité conventionnelle de Tsahal serait largement suffisante. C'est ce que les partisans de l'abandon érigent en premier argument. Israël aurait donc en théorie intérêt à prôner une ZEAN dans la région. Le problème n'est donc pas de se demander si Israël a le « droit » de posséder l'arme nucléaire, car la notion de droit international, surtout dans ce domaine, est très floue.

### **Ambiguïté : Le silence est-il d'or**

Israël est la seule puissance nucléaire à ne pas ouvertement dissuader, un paradoxe qui néanmoins tend très lentement à s'estomper, et encore demeure circonscrit à l'évolution des dangers. Malgré l'opacité des capacités NBC de l'État hébreu et les sous-entendus politiques, les caractéristiques du matériel militaire et la nature des programmes de recherche sont suffisantes pour prouver qu'Israël est non seulement une puissance NBC effective et opérationnelle, mais qu'elle appartient aussi au cercle des « principales » puissances nucléaires. Shimon Pérès, pense que « l'ambiguïté a conduit à créer suffisamment de méfiance pour que cette dissuasion soit effective sans avoir un statut clair assorti de sanctions »<sup>1959</sup>. C'est la stratégie du judoka, ici se servir de la puissance de peur de l'adversaire pour dissuader, l'ambiguïté amplifiant les rumeurs. Quant au programme biochimique, là aussi, la nature des travaux et des recherches, et la spécificité des infrastructures, sont renforcées par des utilisations spéciales finalement reconnues implicitement par l'État, car c'est aussi cela la dissuasion. L'ambiguïté concerne à la fois la possession réelle d'armes, la dimension de cet arsenal, sa nature, et surtout ses buts. L'arsenal était hier défensif, il pourrait devenir, par son ampleur, offensif. Ne pas signer les traités, c'est avouer implicitement avoir ces ADM, et cela participe à l'ambiguïté : Dissuader sans dire. Ainsi donc, il est probable que la signature de la CAC signifie qu'Israël est en train d'abandonner les armes chimiques.

La politique de l'ambiguïté consiste à faire comprendre aux États rivaux les possibilités non conventionnelles de Tsahal, sans écoper de désapprobations internationales ou exacerber les tensions et les courses aux armements. L'opacité ne sert pas seulement la diplomatie et la sécurité israélienne mais s'emploie également à dissimuler la collaboration de nombreux États, entreprises et acteurs. *L'option Samson* est suffisamment discrète pour éviter des remontrances, mais assez ostensible (surtout dans les sphères diplomatiques) pour être dissuasive. Cette promesse a été formulée en 1969, entre le président Johnson et le Premier

<sup>1958</sup> *The Nonproliferation Review*, Hiver 1995, «The nuclear equation in the middle east», Avner COHEN.

<sup>1959</sup> *Center for Nonproliferation Studies*, 2002, « Israel's Nuclear Posture Review, CNS Issue Brief on WMD in the Middle East ».

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
ministre Golda Meïr. C'est tout l'art du jeu israélien qui réside derrière une politique de possession de l'arme, sans jamais explicitement reconnaître son existence<sup>1960</sup>.

La presse n'est, *a priori*, pas tenue de respecter cet engagement et peut publier ce qu'elle veut sur le sujet, en évitant toutefois d'y mentionner des noms de personnalités politiques. La presse, certes, dénonce, comme les rares universitaires qui se sont intéressés à la question, mais paradoxalement, ils participent eux-mêmes, comme par exemple cette thèse, à la dissuasion israélienne, sans que le gouvernement hébreu n'ait besoin de menacer directement ses ennemis potentiels par cette « dissuasion de papier »<sup>1961</sup>. Le sujet n'est pas véritablement tabou mais « tendancieux ». Il devient dangereux si les investigations s'avèrent trop poussées. La liberté de la presse n'est pas particulièrement bafouée en Israël par rapport à d'autres pays. Ceux qui en doutent n'ont qu'à se référer à la presse de ce pays. Mais cela est le résultat de journalistes et chercheurs courageux dont les coreligionnaires étrangers feraient bien de s'inspirer. Et cela est d'autant plus curieux qu'il existe une censure officielle en Israël. Néanmoins, il est aussi probable que les études sur Dimona ne soient qu'un piège à journalistes, cachant la réalité de la totalité du programme d'ADM de l'État d'Israël. Affirmer qu'Israël garde jalousement ses secrets les plus inviolables d'armes cauchemardesques est exact, mais est-ce une attitude antidémocratique ? Les cinq puissances nucléaires officielles n'interdisent-elles pas elles aussi que l'on s'intéresse de trop près à leurs sites sensibles ? Les Etats arabo-musulmans font-ils preuves de transparence en la matière ?

Au risque de se faire l'apôtre de ce lieu commun, la société israélienne, « mosaïque d'antipodes »<sup>1962</sup>, entretient un rapport particulier avec sa dissuasion sous le prisme d'une autocritique judéo-chrétienne. Pour la société israélienne, les révélations de Mordechai Vanunu sur l'étendue de l'arsenal atomique israélien en 1986, ou de d'Avraham Klingberg en 1983, relèvent à la fois de la trahison et du devoir de vérité, d'autant qu'en Israël, il n'existe par vraiment de frontière entre secteur public et privé, et entre sphère militaire et civile. L'État serait-il soumis à un puissant lobby militaro-industriel dont la très forte accointance avec le monde politique ferait craindre des dérives ? Divisé, le citoyen israélien sait que la bombe est son assurance-vie mais il souhaite plus de transparence. Le contribuable qui paie la maintenance d'un système antimissile qui ne fonctionne pas, lui qui reste soumis aux attentats et aux *Qassam*, lui qui paie la maintenance de la bombe et d'une armée puissance mais craignant une attaque iranienne, lui qui souhaitent bâtir un État respectueux de la nature et qui combat les risques de laboratoires dont certains sont obsolètes et peu sécurisés ; et bien ce citoyen concentre en lui-même toutes les problématiques de la question.

---

<sup>1960</sup> Abdel Azim MOHAMED, *op.cit.*, p. 8.

<sup>1961</sup> Nicolas TÈNÈZE, *ibid.*

<sup>1962</sup> *Les Échos*, 9 et 10 mai 2008, « Israël se réinvente sous haute tension ».

Aucune société d'un État nucléaire n'est aussi concernée et préoccupée par ces questions qu'en Israël. Une partie de la rue israélienne victime des attentats et des *Qassam* qui s'apprête à tout moment à se saisir de son kit NBC et à plonger dans les abris, soutient bec et ongle ce programme, tandis que l'autre partie fustige le poids des militaires inefficaces, corrompus, autoritaires et coûtant très chers au pays. Les dangers écologiques que représentent Dimona ou Ness-Ziona et la question du respect des droits de l'homme, provoquent des réactions passionnées dans une démocratie en perpétuel mouvement. L'opinion souhaite que ce dossier soit réglé publiquement. Une utopie.

### **Choix cornélien : Un mal nécessaire ou la doctrine Begin comme seule solution ?**

L'expérience de la seconde guerre du Liban durant l'été 2006 révèle l'incapacité de Tsahal à arrêter les roquettes du Hezbollah puis du Hamas à Gaza ensuite. Au point que c'est encore la *doctrine Begin* qui apparaît la meilleure solution: des frappes ciblées dans une logique de contre prolifération par la frappe militaire. « Israël n'a pas le choix » (*ein breira*) d'employer de telles méthodes. Cette méthode paraît archaïque puisqu'elle fut celle de la guerre des Six jours contre l'Égypte, *Osirak* contre l'Irak, l'opération *Orchar* contre la Syrie, un raid début 2009 Soudan, peut-être une prémisse à une opération contre l'Iran. Cette doctrine pourrait devenir une sorte « d'obligation stratégique pour Tel-Aviv, soucieuse de rester le gendarme nucléaire dans la région »<sup>1963</sup>.

Mais cette stratégie apparaît sans fin. La paix sera impossible car lorsqu'Israël se fend de concessions, son environnement considère cela comme un aveu de faiblesse. Et lorsqu'Israël accentue sa pression de manière trop importante sur son environnement, c'est le cycle des représailles terroristes et des condamnations qui s'enchaînent. *Big stick* lorsque Tsahal attaque et contre attaque, *containment* par la dissuasion. La *doctrine Begin/ Brezinski* et *doctrine Barak* (se battre sur le territoire étranger mais sans l'annexer), c'est l'armée conventionnelle comme épée, et l'option Samson comme bouclier.

Le bilan de la dissuasion apparaît mitigé puisqu'Israël restera condamné, malgré sa puissance, à connaître des gains seulement relatifs (militaire) au détriment de *gains absolus* (surtout politique)<sup>1964</sup>. Les ADM sont une assurance-vie dépassée. Et Israël, *too big to fail*, le comprend. Il est impensable qu'Israël abandonne sa dissuasion. Si la bombe évite l'extermination mais pas la guerre, elle est indispensable pour préserver la paix. Ce serait priver un malade d'un vaccin, dans un environnement perpétuellement contaminé. D'ailleurs, le rapport annuel du Congrès, en 2008, indique que rien n'affirme ou infirme qu'Israël réduise son arsenal<sup>1965</sup>. Ainsi donc, l'histoire de la dissuasion israélienne est aussi celle de l'évolution

<sup>1963</sup> *Pour la Palestine*, décembre 2003, n° 40, « Israël : une menace nucléaire globale », Bertrand RAVENEL.

<sup>1964</sup> Alice LANDAU, *Théorie et pratique de la politique internationale*, L'Harmattan, 2006, p.13

<sup>1965</sup> *Congressional Research Service for Congress*, « Nuclear, Biological, and Chemical Weapons and Missiles: Status and Trends », 20 février 2008, Paul K. Kerr, Foreign Affairs, Defense, and Trade Division, 31 pages, p.

des ADM et de leur stratégie d'emploi, du projet Manhattan à aujourd'hui comme le rappelle l'ambassadeur d'Israël en France Daniel Shek: « Vous devez donc adresser cette question à votre gouvernement tout autant qu'au mien. L'avenir des méthodes de dissuasion internationale, le TNP et l'avenir de l'Iran : ce sont de bien lourds fardeaux que vous mettez sur les frêles épaules d'un petit pays du Proche-Orient »<sup>1966</sup>.

David et sa Fronde, selon les uns, a permis d'abandonner l'idée du Grand Israël (sorte de *Lebensraum* ratzélien) dont la profondeur stratégique est devenue inutile. Pour d'autres, elle peut inciter Israël à envahir ces voisins sans craindre de représailles. Or, force est de reconnaître que la dissuasion a permis le retrait du Liban sud, de Gaza et du Sināï. Reste la colonisation rampante en Cisjordanie. Autrement dit, les détracteurs du sionisme sont obligés de reconnaître que l'extraordinaire puissance militaire d'Israël a été plus au moins maîtrisée par la pression des Grandes puissances. Mais le *roll-back* contre le terrorisme apparaît sans issue. Dans cet arc de crise, les Israéliens ne peuvent plus craindre « d'être rejetée à la mer » comme s'y étaient engagés les pays arabes dès 1948, à moins que Tel-Aviv soit confrontée à un régime étranger extrémiste près à se sacrifier pour réellement « effacer Israël de la Carte ». Fort heureusement, *realpolitik* oblige, l'histoire fonctionne rarement sur des querelles idéologiques.

« Hébreux » signifie « ceux de l'au-delà ». Israël signifie textuellement, dans la bible « il combat au côté de Dieu et des hommes ». Ce nom est mal choisi. Car l'État d'Israël s'est précisément construit contre l'ordre naturel de Dieu. « Dieu a détruit le royaume d'Israël pour punir les Juifs »<sup>1967</sup>. Seuls des messies pouvaient le recréer. Laïques, ils ont été plusieurs : Ben-Gourion, Chaim Weizmann, Shimon Pérès ou Youval Neeman. La vie en terre sainte est désormais possible pour les Juifs, même si toute tentative de créer un État est une révolte contre Dieu. Si le juif est le résultat de l'antisémitisme, Israël s'est bâti contre l'antisémitisme et l'antisionisme. L'affranchissement des rigueurs de l'environnement, voilà le véritable succès de la science<sup>1968</sup> nucléaire et biologique militaire et civile de la R&D israélienne. La bombe est faite « *Destruction libératrice* ». « Obtenir ce que la nature (dans un sens large) nous a refusé » (Ben-Gourion), c'est le triomphe de la stratégie de Ben-Gourion façon Montesquieu : L'élévation de l'esprit général d'une nation et son bon gouvernement peut l'affranchir des contraintes environnementales. Elle prouve qu'Israël a su dompter la nature d'une terre ingrate, d'un environnement hostile et d'un destin idéologico-culturel (mythe du

---

13. Dans les annexes, Israël est dit entreposé des armes nucléaires, entreprend des recherches en armes chimiques et bactériologiques, possède des missiles intercontinentaux et des missiles de croisières.

<sup>1966</sup> *Commission des affaires étrangères*, 17 février 2010, Séance de 11 h 00, Compte rendu n° 43, Présidence de M. Axel Poniatowski, Audition, ouverte à la presse, de Daniel Shek, ambassadeur d'Israël en France.

<sup>1967</sup> Mitterrand disait à Elie Wiesel : « Dieu a autant besoin du peuple juif que le peuple juif a besoin de Dieu. Il le tient en somme, il tient Dieu ». Jacques ATTALI, *Verbatim*, p. 742.

<sup>1968</sup> Le septième Rabbi de Loubavitch enseignait que les sciences étaient l'œuvre de la Providence divine, afin que les Juifs servent Dieu avec encore plus d'efficacité et dans des domaines jusqu'alors inaccessibles.

UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
juif errant persécuté) par le sionisme, qui est avant tout une révolte contre la fatalité<sup>1969</sup>, par la seule force de son génie scientifique, un Prométhée contre la malédiction, une *kippa*, un *talith* (châle à franges), des *tephillim* contre la volonté divine, dont le ventre est rongée par l'insécurité de la guerre et du terrorisme. Dans la religion juive, l'homme est responsable de son destin. Puisque Dieu n'a pas créé un monde parfait, l'homme est son partenaire pour l'aider à évoluer vers la perfection. Israël a conçu le sien. C'est le dilemme formulé par Léo Strauss<sup>1970</sup> : le choix de Jérusalem et la loi de Dieu ou Athènes et la voie de la raison. La rançon d'un succès.

---

<sup>1969</sup> *Le Point*, 6 mars 2008, « Israël 1948-2008 », p. 60

<sup>1970</sup> Léo STRAUSS, *La cité et l'homme*, Livre de Poche, Paris, 2005. On peut citer aussi, au regard de l'article de Georges CORM, La notion historique de l'occident, janvier 2010, « Questions Internationales », O. Spengler et son « déclin de l'occident », et Nietzsche, qui distingue la culture, plus naturelle, et la civilisation, qui à première vue libératrice et intellectuelle, peut converger ensuite vers un totalitarisme.

**BIBLIOGRAPHIE****SOURCES****I) Témoignages****A) Témoignages oraux**

- Interview de Mordechai Vanunu à la BBC, le 24 Octobre 2004, par David Frost, journaliste
- Interview entre Amy Goodman, journaliste à *Democracy now* et Vanunu, le 18 Août 2004.
- Entrevue avec Vanunu au *Sunday Times*, du 30 mai au 15 juin 2004, par Yael Lotan.

**B) Témoignages oraux à l'auteur**

- Entrevue avec Richard ZREHEN, Directeur aux « Belles Lettres », collection « l'arbre de Judée », le 5 novembre 2004.
- Entrevue réalisée par courriel avec Yohanan MANOR, (*Président du « Center for Monitoring of the Impact of Peace »*), le 19 novembre 2004.
- Entretien avec MK, stagiaire civile dans un centre d'enseignement militaire en Israël, 5 janvier 2006, IEP de Toulouse.
- Entretien avec Ephraïm TETEILBAUM, mars-juin 2009, responsable du centre Hébraïca de Toulouse.
- Entretien Avec Patrick BERCHE, épidémiologiste, le 10 juin 2009.
- Entretien avec Michel E, ex appelé du contingent à B2 Namous, en Algérie, Toulouse, le 7 novembre 2007.
- Entretien avec Roger YG, ancien parachutiste israélien durant la première guerre du Liban, Toulouse, le 16 décembre 2004.
- Entretien avec R.K, ex agent du renseignement algérien, Toulouse, le 22 septembre 2007.
- Entretiens avec MF, pigiste au MEMRI entre 2006 et 2009
- Entretien avec JLG, colonel de l'armée espagnole, août 2005.
- Entretien réalisé avec Jacques PECHAMAT, ingénieur en armement, lundi 6 septembre 2009 à l'IHEDN Toulouse.
- Entretien avec Sylvia CATTORI, militante altermondialiste, le 24 juin 2010.
- Entretien avec Thomas GRAHAM, *Former Senior Presidential Advisor for Arms Control and Disarmament*, 9 octobre 2010, Université de Toulouse Capitole

**C) Mémoires**

- ALBRIGHT Madeleine, *Madame la secrétaire d'Etat*, Albin Michel, 2003, 654 pages
- ATTALI Jacques, *Verbatim I, II et III*, Fayard, 1995.
- AURIOL Vincent, *Journal de Septennat*, Tome 2, Paris, Armand Colin, 1948.
- BEN GOURION David, *Du rêve à la réalité*, Paris, Stock, Judaïsme Israël, 1986, 298 p.
- BEN GOURION David, *Ben Gourion parle*, Paris, Stock, 1971
- BOUTROS-GHALI Boutros, *Mes années à la maison de verre*, Paris, Fayard, 1998.
- BOUTROS-GHALI Boutros, *En attendant la prochaine lune, Carnets 1997-2002*, Paris, Fayard, 2004.
- BOUTROS-GHALI Boutros, *Le peuple et l'état d'Israël*, édition de minuit, 1959
- BOUTROS-GHALI Boutros, *Mémoires, Israël avant Israël 1974*
- BOUTROS-GHALI Boutros, *Regard sur le passé*, éditions du rocher, 1965
- Samuel COHEN, *Confessions of the Father of the Neutron Bomb*, Los Angeles, 3rd Edition, 2006, 288 pages.
- CLINTON Bill, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004 (p 860-58 polard) 1015 p.
- DAYAN Moshé : *Histoire de ma vie* ; traduit de l'anglais par D. Meunier. Fayard, 1976, 616 p.
- DAYAN Moshé, *Journal de la campagne du Sinaï*, Paris, Fayard, 1966.
- DEBRÉ Michel, *Gouverner, Mémoires, 1958-1962*, Paris, Albin Michel, 1988.
- DE GAULLE Charles, *Mémoires d'espoir, le renouveau*, Plon, 1980.
- EBBAN Abba, *Autobiography*, NY, Random House, 1977.
- GORBATCHEV Mikhaïl, *Mémoires*, Le Rocher, 1997.
- HABER Eytan, *Menahem Beguin*, stock, 1978
- JOHNSON B Lyndon, *The vantage point : perspectives of the presidency, 1963-1969*, New-York, 1971, p 293.
- KISSINGER Henry : *A la Maison Blanche 1968-1973. Fayard, 2 tomes, 1979, 1584 p. ; Les années orageuses, 1973-1974. Fayard, 2 tomes, 1982, 1493 p.*
- KISSINGER Henry, *Les années de renouveau*, Paris, Fayard, 2000, 1047 p.
- KISSINGER Henry, *Years of Upheaval*, Boston, Little brown and Compagny, 1982
- MEIR Golda, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, 488 p.
- MENAHM Begin, *La révolte d'Israël*, table ronde, 1971.
- NETANYAHU Benyamin, *Paix et sécurité*, Paris, L'Archipel, 1995, 183 pages.
- PAZNER Avi, *Les secrets d'un diplomate*, Paris, Edition du Rocher, 2005, 360 pages.
- PÉRÈS Shimon, *L'héritage des sept*, Stock, 1981
- PÉRÈS Shimon, *Le temps de paix*, Odile Jacob, 1993, 260 p.
- PÉRÈS Shimon, *Combat pour la paix*, Paris, Fayard, 1995, 455 p.
- PÉRÈS Shimon, *Que le soleil se lève*, Odile Jacob, 1998, 198 p.
- PERES Shimon, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages.

PÉRÈS Shimon, *Un temps pour la guerre, un temps pour la paix*, Paris, Robert Laffont, 2003, 226 p.

RABIN Yitzhak, *Mémoires*, Buchet/ Chastel, 1980, 253 p.

ROKACH Livia, *Israel's Sacred terrorism*, Belmont (Massachusetts), Association of Arab American University Graduates, 1980.

SADATE Anouar, *A la recherche d'une identité*. Fayard, 1978, 491 p.

SHARON Ariel : *Mémoires* ; traduit de l'anglais par G. Roth. Stock, 1990, 668 p.

SHARETT Moshe, *Diary*, Tel-Aviv, Maariv, 1980.

SHAMIR Yitzhak, *Ma vie pour Israël, mémoire de combat*, Orion House, 1994, Londres, 480 pages.

TRUMAN Harry, *Mémoires*, volume I&II, Plon, 1955.

TENET Georges, *At the center of the Storm, my wear at the CIA*, Harper Collins, New York, 2007, 550 pages.

## **II) Documents écrits**

### **A) Presse Israélienne**

*Haaretz*

*Jerusalem Post*

*Yédiouth Aharonoth*

*Maariv*

### **B) Presse Française**

#### **\* Quotidien**

*Le Monde,*

*La Tribune,*

*Le Figaro,*

*Libération,*

*L'humanité,*

*Les Échos,*

#### **\* Autre**

*Le monde Diplomatique*

*Courrier international,*

*Le Point.*

*Le Nouvel Observateur*

*L'Express*

### **Revue spécialisée**

*Questions Internationales*

*Diplomatie Magazine*

*Politique internationale*

*L'Arche*

### **C) Presse américaine**

*The Washington Times*

*Washington Post*

*Financial Times*

*The New York Times*

*The Los Angeles Times*

*Time Magazine*

*Wall Street Journal*

### **D) Presse britannique**

*The Gardian*

*The Observer,*

*Sunday Times:*

*The Daily Star*

*The Independent*

*The Times*

*Sunday mirror*

*The Irish Times,*

## **III) Sites Internet**

### **A) Site de *think tank***

Israël:

*Centre de Jaffa pour les études Stratégiques*

[www.intelligence.org.il](http://www.intelligence.org.il)

MEMRI (Middle East Media Research Institute)

Intelligence and Terrorism Information Center

Institute for Advanced Strategic and Political Studies; IASPS

Aroutz Sheva

[Israelinfos.com](http://Israelinfos.com)

France:

*Fondation de la Recherche Stratégique (FRS)*

*Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*

*Centre d'études et de recherches internationales (CERI)*

*Institut français des relations Internationales (IFRI)*

*Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP)*

*Institut de stratégie comparée (ISC)*

Belgique:

*Groupe de Recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)*

*Institut royal des relations Internationales*

*International Crisis Group*

*Réseau multidisciplinaire d'études stratégiques*

Autres pays européens

*Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estrategicos*

*Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*

États-Unis et Grande-Bretagne:

*Shalem Center*

*Foundation for Constitutional Democracy),*

*The Non Proliferation Review*

*Orbis*

*FPRI*

*University School of Advanced International Studies*

*L' Institute for Research Middle Eastern Policy*

*L'American Enterprise Institute*

*Forum du Moyen-Orient (Middle East Forum-MEF)*

*Middle East Quaterly*

*Washington Institute for Near East Policy*

*Middle East Intelligence Bulletin.*

*Institute for Advanced Strategic Political Studies*

*New american century*

*Carnegie Endowment for International Peace,*

*Center for Non-proliferation Studies, Monterey Institute of International Studies*

*Federation of American Scientists*

*United States Institute of Peace*

*Center For Strategic and International Studies (CSIS)*

*Council on Foreign Relations*

*Institute on Global Conflicts and coopération (IGCC), Université de Californie*

*Hoover Institution on War, Revolution and Peace, université de Stanford)*

*United States Marine Corps Doctrine Center*

*Joint Doctrine*

*Terrorist Research Center*

*Bureau of Armes Control*

*The Armes Control Association (ACA)*

*Disarmement Diplomaty*

*Royal United Service Institute (RUSI)*

*The International for Strategic Studies (IISS)*

*Institut international d'études stratégiques (IIES).*

*Institute for Disarmament and Defense Studies*

*Jewish World Review*

*Center for Security Policy (CSP)*

*The Jewish Institute for National Security Affairs*

*Middle East Media Research Institute (MEMRI)*

*Institute for Advanced Strategic and Political Studies (IASPS)*



*Ethics and Public Policy Center (EPPC)*  
*Project for the New American Century (PNAC)*  
*Hudson Institute*  
*Journal of International Security Affairs*

#### **B) Site d'institutions officielles**

[www.gov.il](http://www.gov.il), The State of Israël (Israël)  
*Ministère de la Défense (France)*  
*Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA)*  
*Organisation des Nations Unies*  
*Tsahal Israel Defense Force (IDF)*  
*U.S. Central Intelligence Agency (CIA)*  
*U.S. Congress. Office of Technology Assessment.*  
*U.S. Department of Defense. Office of the Secretary of Defense*  
*Service du renseignement extérieur de Russie*  
*OTAN*  
*CEA*  
*NSA*  
*AIEA*  
*IAEC*  
*Groupe d'Australie*  
*OIAC*

#### **IV) Émissions de télévision et de radio**

*France 3*, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, « La prolifération nucléaire ».  
*France 5*, « *Les Missiles de la terreur* », vendredi 30 avril 2004.  
*France 5*, Riposte, « *La prolifération nucléaire, l'Iran et la Corée du Nord* » 15 octobre 2006, 52 minutes.  
*RFI*, « Le « traître » Vanunu libéré », 21 avril 2004, DAOUDI Mounia.  
*RADIO-ORIENT*, « *Les pays nucléaires officiels et non officiels* », 13 janvier 2006, BONIFACE Pascal et TOUCHARD Élodie (RTL).  
*Chéri FM*, « *La dissuasion nucléaire* », 18 janvier 2006, MAULNY Jean-Pierre.  
*France Inter*, « La prolifération nucléaire, Le téléphone sonne », 17 janvier 2006, LE GUELTE Georges et BEDOUET Alain.  
*BBC*, « programme Open Space - 'First Nuclear Hostage' » 1992. « Israel "may have 200 nuclear weapons »  
*BBC 8/00*. « Israel's Nuclear Program », mars 2003 à mars 2004. « Israel's secret Weapon ». Olenka Friankiel et Ernest Rodker. « Israeli nuclear 'power' exposed », en mars 2003  
The film, *Israeli nuclear scientist Uzi Even describes the country's puis Vanunu 'is still security risk'* , diffusé en mars 2004. Émission du 23 mai 2003, *BBC* : Samedi 28 juin 2004 : "*Israel's Secret Program*": *Dimona Syndrome* - Human Rights Watch International Film Festival, London 2003.  
*Canadian Broadcasting Compagny*, "I am your Spy". Kuerti.  
*Chaîne 10*, « Dimona », Vendredi 7 janvier 2005, SHAKED Raanan.  
*Télévision israélienne*. novembre 2001, « A bomb in the Basement, Israel's Nuclear Option », GAL Irit, novembre 2001.  
*France-Inter*, « Rendez-vous avec X ». Emission de PESNOT Patrick.  
*Democracy Now*, Mercredi 18 août 2004, « *Exclusive: Israeli Nuclear Whistleblower Mordechai Vanunu Risks Jail To Speak to Democracy Now! in First Nat'l U.S. Interview* », GOODMAN Amy (Script en annexe).  
*RDI/BBC*, Août 2003, « *ISRAËL: ARMES SECRÈTES -- l'histoire de Mordechai Vanunu* », 45 minutes.  
*BBC/AFX World news / Deutsche Presse-Agentur*, « *Gaza Strip* », 12 février 2001, LONGLEY B James. (script en annexe)  
*State of Israel*, « ministry of industrie and trade, inversement promotion center », film promotionnel de 4 minutes 36, 2006.  
*Israel Institute of Technology, Presenting Technion*, clip promotionnel, 1 minute 43. 2004.  
Ambassade d'Israël en France, Centre israélien de la coopération internationale, « *MASHAV* », film promotionnel, 7 minutes 57, 2006.  
Tsahal, « *Hisbullah lunches missiles toward Haifa from. Behind libanese homes* », 1 minute 11, 6 août 2006  
*WING TV*, 25 août 2005: « *Mordechai Vanunu's Heroic Defiance* », (25:24 minutes), « *Vanunu Photo Gallery Slideshow* » (4:56 minutes)  
We are Wide awake.org (TV sur internet), 2005, « *Vanunu, interview* », 30 minutes 10, FLAMMING Aying  
« *I Vanunu* », chanson de ROD Anar et CHENARD Walcker, Israël, 2006.  
*TLC*, « *Anthrax Investigation* », 2004, 45 minutes.

#### **Débats parlementaires et rapports officiels**

**-France**

- *Présidence de l'Assemblée Nationale*, « Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la prolifération des armes de destruction massives et de leurs vecteurs », présenté par MM Pierre LELLOUCHE, Guy-Michel CHAUVEAU et Aloyse WARHOVER, le 7 décembre 2000. 348 pages.

- *Assemblée Nationale 2004*

- *Sénat*, SESSION ORDINAIRE DE 1999-2000, Annexe au procès verbal de la séance du 14 juin 2000, RAPPORT D'INFORMATION, FAIT au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la défense antimissiles du territoire (NMD) aux Etats-Unis, Par M. Xavier de VILLEPIN.

- *Commissariat à l'énergie atomique (CEA)*

#### **-Israël**

- *Knesset*, «The Israeli Committee for Mordechai Vanunu and for a Middle East Free of Atomic, Chemical and Biological Weapons», 2 février 2000, par le député Issam Makhoul.

- *Israeli Atomic Energy Commission (AIEC)*

- Lieutenant BERNI Liran Karikav, « In the event of a genuine alert », Information du *Civil Defense for the Family Home Front Command*, Editeur: Revital Dazildov, Janvier 2003, 52 pages. Reproduit en pages annexes sur le cédérom.

- État d'Israël, Département. des Publications Ministère de l'Intégration, Section française, « Le service militaire ».

#### **-OTAN**

- *Assemblée Parlementaire de l'OTAN*, année 2003 et 2004.

- *Assemblée Parlementaire OTAN*, 2004, 143 CC 03 F, « Protection civile: un tableau général », rapporteur général Verena WOHLLEBEN.

#### **-AIEA et ONU**

- *Agence Internationale de l'énergie atomique*, rapports et résolutions des années 1955-2006

- *ONU*, General Assembly, « Israeli nuclear armement», A/42/581, 16 Octobre 1987.

#### **-Grande-Bretagne**

- *Parlement Britannique*, « Israel's Weapons of Mass Destruction, Cause for Concern », Briefing Paper for Parliamentary Lobby », 13 juillet 2005. Texte et pétition réalisés avec la Palestine Solidarity Campaign, la Campaign for Nuclear Disarmament, Al- Awda, Bertrand Russell Peace Foundation, Campaign Against Arms Trade [CAAT], Campaign to Free Vanunu and for a Nuclear Free Middle East, Labour Action for Peace, Pax Christi, Stop the War Coalition, World Court Project. 28 pages.

#### **-USA**

- *Congrès américain*, Issue Brief for Congress, Resources, Science and Industry Division, Nuclear Nonproliferation Issues, 11 février 2003, Congressional Research Service ~ The Library of Congress, BEHRENS E Carl, 19 pages.

- *Congrès américain*, CRS Report for Congress, Foreign Affairs, Defense, and Trade Division, Order Code RL33530, « Israeli-Arab Negotiations:Background, Conflicts, and U.S. Policy, 14 novembre 2006, MIGDALOVITZ Carol, Congressional Research Service. The Library of Congress, 34 pages

- *The Office of Electronic Information, Bureau of Public Affairs, U.S. State Department.*

- *Committee on Foreign Relations, United States, Senate*, 107<sup>ème</sup> seconde session du Congrès, 19 mars 2002, U.S. Government Printing Office, Washington, « Reducing the threat of Chemical and Biological weapon ».
- *Comité des relations étrangères du Sénat américain*, 107<sup>ème</sup> seconde session du Congrès, « Reducing the threat of chemical and biological Weapons », 19 mars 2002, US government printing Office Washington, 90 pages.

- W. H. Donnelly, India and Nuclear Weapons. Pakistan and Nuclear Weapons. Israel and Nuclear Weapons, Washington D. C., Congressional Research Service, Environment and Natural Resources Policy Division, Issue Brief, May 5-6, 1987, 37 pp.

- *Gilpatric Committee*, Janvier 1965, Department of State, Memorandum of Conversation, NSF Committee File.

- *Memorandum for the Secretary of State*, .Nonproliferation of nuclear weapons and the MLF,15 juin 1964, Non-Proliferation collection of the National Security Archives.

- *Memorandum of Discussion at the 470th Meeting of the National Security Council*, December 8, 1960., Foreign Relations of the United States, (hereafter FRUS), 1958-1960, Volume XIII, Washington D.C.

- CIA, *Middle East South Asia: Nuclear Handbook*, 1<sup>er</sup> juin 1988, archives déclassifiées.

- CIA, *Africa Review, South Africa-Israeli: Status of relations*, 8 juin 1981, archives déclassifiées.

- CIA, *Israeli Nuclear Energy Program*, 5 janvier 1962, archives déclassifiées.

- *Rapport Rumsfeld* ou « Report of the Commission to Assess the ballistic missile Threat to the United States», Executive Summary Pursuant to Public Law 201 104th Congress July 15, 1998.

#### **-Union Européenne**

- *Union Européenne*, « Plan d'action UE/Israël », pdf, 24 pages, p. 6.

- *Parlement Européen*, 2004- 2009

Document de séance, A6-0234/2009, 3.4.2009, Rapport contenant une proposition de recommandation du Parlement européen l'intention du Conseil sur la non-prolifération et l'avenir du TNP,(2008/2324(INI), Commission des affaires étrangères, Rapporteuse: Angelika Beer

**-Fédération de Russie**

*The Nuclear Potential of Individual Countries, Russian Federation, Foreign Intelligence Service*, 6 avril 1995.

**Bibliographie**

**Sur les questions médiatiques, historiographiques, antisionistes et antisémites.**

- ASHER Arian, *Israeli Public Opinion on National Security - 1998*. Strategic Assessment Review, Tel-Aviv, JCSS, Jafee Center for Strategic Studies, 1998.
- ARON Raymond, *Guerre et paix entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962. 794 pages.
- AVNERY Uri, *Israël sans sionisme*, Paris, Seuil, 1969, 254 pages.
- BARNAVI Elie, *Dictionnaire critique sur les juifs et le 20<sup>ème</sup> siècle*, Paris, 1995.
- BARTHE Benjamin, *Palestine : Une nation en morceaux*, Edition du Cygne, 2009, 220 pages
- BENDELAC J, *Israël à crédit*, Paris, L'Harmattan, 1995, 166 pages.
- BEN-DOV, Gabriel, *Israël en transition*, SAGE, London, 1998, 239 pages.
- BENSIMON Doris, *Les juifs de France, le sionisme et l'Etat d'Israël*, Calmann-Lévy, 1989, 578 pages.
- BLETTERY Marie, *Les travaux des « nouveaux historiens israéliens », entre recherche historique et recherche identitaire*, 2003, 97 pages.
- BONIFACE Pascal, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Paris, Laffont, 2003, 238 pages.
- BONIFACE Pascal, *Contre le révisionnisme nucléaire*, ellipses, Iris, 1994, 126 pages.
- BONIFACE Pascal, *Les guerres de demain*, Seuil, 2001, 212 pages.
- Yves BONNET, Albert FARHAT, *Gaza au cœur de la tragédie*, Paris, Timée, 2009, p. 236.
- BOURSEILLER Christophe, *Les ennemis du système, enquêtes sur les mouvements extrémistes en France*, Paris, Robert Laffont, 1989, 218 pages.
- CHOMSKY Noam, Israël, *Palestine, États-Unis, le triangle fatidique*, Ecosociété, 2006, 658 pages.
- CHOMSKY NOAM et ACHCAR Gilbert, *La poudrière du Moyen-Orient*, Fayard, 2007, 391 pages.
- COLLON Michel, *Israël, parlons-en !*, Investig' Action, 2010, 348 pages.
- SIEFFERT Denis, *La guerre israélienne de l'information - Désinformation et fausse symétrie dans le conflit israélo-palestinien*, La Découverte, 2002, 128 pages.
- DIECKHOFF Alain, « *Les trois défis d'Israël* » Politique internationale, n° 83 - printemps, 1999.
- DREYFUS Michel, *L'antisémitisme de gauche : Histoire d'un paradoxe de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009, 348 pages.
- GARAUDY Roger, *L'affaire d'Israël*, Paris, Ed Papyrus, 1983, 201 pages.
- GOLDMANN Nahum, *Où va Israël*, Calmann-Lévy, collection diaspora, 1975, 187 pages.
- GONEN Jay, *Psycho History of Zionism*, NY, Mason Charter, 1975
- GORMAA Imam, *L'image d'Israël dans le monde et Al Ahram de 1967 à 1979*.
- GRESH Alain et VIDAL Dominique, *Les 100 portes du Proche-Orient*, 3e édition, Paris, Autrement, 1992, 335 pages.
- GOUREVITCH Jean-Paul, *L'image en politique*, Paris, Hachette, 1998.
- FINKIELKRAUT Alain, *La réprobation d'Israël*, Denoël, bibliothèque médiation, 1983.
- FINKELSTEIN Norman, *On the misuse of anti-semitism and the abuse of History*,
- FINKELSTEIN Norman, *Mythes et réalités du conflit Israélo-palestinien*, 2003, Editions Aden, 444 pages.
- KAFKA Franz, « *Israel censors public secrets* », The Bulletin of Atomic Scientists, Vol.50, N° 5, septembre/octobre 1994.
- KLEIN Claude, *La démocratie d'Israël*, Paris, Seuil, 1997, 336 pages.
- LAPIERRE Jean-William, *L'information sur l'État d'Israël dans les grands quotidiens français en 1958*, CNRS, 1968.
- ROUDINESCO Elisabeth, *Retour sur la question juive*, Albin Michel, 2009
- MEARSHEIMER John et WALT Stephen, *Lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis*, La découverte, 2007, 500 pages.
- MERCIER Jacques, *Parti pris pour Israël*, Paris, Laffont, 1970, 240 pages
- MORRIS Benny, *Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Éditions Complexe, IHTP CNRS, 2003, 860 pages.
- MICHEL Yves, *L'insécurité nucléaire, Bientôt un Tchernobyl en France*, Éditions Yves Michel, 2006, 250 pages.
- MISRAHI Robert, *La philosophie politique d'Israël*, 1975, 389 pages.
- OLDENBERG Zoé, *Que vous a donc fait Israël ?* Gallimard, collection l'air du temps, 1974, 202 pages.
- OLLMAN Bertell, « *Lettre de démission du peuple juif* », *la pensée libre*, N° 7 - septembre 2005, 23 pages.
- PLOQUIN JC, Israël, *Une nation à la recherche d'elle-même*, Paris, L'Harmattan, 1998, 184 pages.
- PÉRÈS Shimon, *Le voyage imaginaire, avec Théodore Herzl en Israël*, Édition Numéro 1, 1998
- RATIER Emmanuel, *Mystères et secrets du B'nai Brith*, 416 pages.
- RODINSON Maxime, *Israel : A colonial Settler State*
- SEGUEV Tom, *Le septième million, les israéliens et le génocide*, Paris, Liana Lévy, 1993, 586 pages.
- SAND Shlomo, *Comment le peuple juif fut-il inventé*, Fayard, 2008, 446 pages.
- Yuri SLEZKINE, *Le siècle juif*, Paris, La découverte, 2009, 400 pages.
- SIEFFERT Denis, *La guerre médiatique israélienne*, Paris, La Découverte, 2009, 130 pages.
- SIMSOVIC Pierre Elyakim, *Israel, 50 ans d'Etat*, Paris, Les Editions Ronald Hirle, 1988, 388 pages

SMITH F Grant, *America defense line: The Justice Department's Battle to Register the Israel Lobby as Agents of a Foreign Government*, 2009, 340 pages.

WATER Susan, *L'autre côté d'Israël*, Paris, Presses de la Cité, 2006, 350 pages.

WIEWIORKA, *La tentation antisémite*, Paris, Laffont, 2004, 457 pages.

YEHOSHUA Avraham, *Israël, un examen moral*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

TREVOR Asserson et WILLIAMS Cassie, *the BBC and the Middle East, 2000 – 2004*, London, Oxford University, 2004, 126 pages.

*Israël, déclarations politiques, vers la paix*, Jérusalem, Ministère des Affaires Étrangères, Division de l'Information, Février 1972, Presses du *Jerusalem Post*, 1972, 44 pages.

(Ouvrage collectif). *Gaza, le livre noir*, Paris, la Découverte, 2009, 208 pages.

WARSCHAWSKI Michel, *A tombeau ouvert, la crise de la société israélienne*, Paris, Éditions de la Fabrique, 2003.

BRZEZINSKI Zbigniew, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geo-strategic Imperatives*, Basic Books, New York, 1998

ZORGBIBE Charles, *Theodor Herzl l'aventurier de la terre promise*, Tallandier, collection Figure de Proue, 2004

### Sur Israël et sa politique internationale

ABITBOL Michel, *Les amnésiques, Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient*, Paris, Perrin, 2001, 406 pages

BADIE Bertrand, *La fin des territoires - Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, 1995.

BARD Mitchell, *Mythes et réalités des conflits du Proche-Orient*, Paris, Editions Raphaël, 2003, 423 pages.

BARON Xavier, *Proche-Orient, du refus à la paix - Les documents de référence [1897-1993]*, Pluriel, Hachette, 1994.

BEN-AMI Shlomo, *Quel avenir pour Israël ?*, PUF, 2001, 356 pages.

BOUTROS-GHALI Boutros et PÉRÈS Shimon, *60 ans de conflit israélo-arabe, témoignages pour l'histoire, entretiens croisés avec André Versaille*, Éditions Complexe, 2006, 380 pages

BOUTROS-GHALI Boutros, *Le chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997

BLUM William, *Les guerres scélérates*, Parangon, Paris, 450 pages.

CORDESMAN Anthony, *The Military Balance in the Middle East: An Executive Summary*, mars 1999, 123 pages.

BLACK Ian et MORRIS Benny, *Israel's Secret Wars. A history of Israel's Intelligence Services?*, New York, New York: Grove Weidenfeld, 1991.

CHOMSKY Noam, *Israël, Palestine, Etats-Unis, le triangle fatidique*, Paris, Ecosociété, 2007, 658 pages.

DANIEL Jean, *Israël, les Arabes, la Palestine, chronique 1956-2008*, Galaade Editions, 2008

DEROGY Jacques et HESI Carmel, *Israël ultra-secret*, Laffont, 1989.

DIECKHOFF Alain, *L'Etat d'Israël*, Fayard, 2008

Encel Frederic, *La Géopolitique du Sionisme*, Armand Colin, Paris, 2006.

ENCEL Frédéric et THUAL François, *Géopolitique d'Israël, dictionnaire pour sortir des fantasmes*, Paris, Seuil, 2004, 410 pages.

ENCEL Frédéric, *Atlas géopolitique d'Israël, aspects d'une démocratie en guerre*, Editions Autrement, 2008

ENDERLIN Charles, *Paix ou guerres - Les secrets des négociations israélo-arabes (1917-1997)*, Paris, Stock, 1997, 730 pages.

ENDERLIN Charles, *Par le feu et par le sang, le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël, (1936-1948)*, Albin Michel, 2008

ENDERLIN Charles, *Le rêve brisé, Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002.

EPSTEIN Simon, *Histoire du peuple juif au 20<sup>ème</sup>*, Hachette littératures, 1998, 430 pages.

GOLAN Matti, *Shimon Pérès*, New York, St Martin's Press, 1982.

GRYNBERG Anne, *Vers la terre d'Israël*, Gallimard éditions Découverte, 2008

GUEZ Fabien et MESSIK Liliane, *La paix impossible ?*, l'Archipel, 2006, 678 pages.

GURFINKIEL Michel, *Israël - Géopolitique d'une paix*, Michalon, 1996.

HELLER Marc, *Continuity and change in Israeli Security Policy*, IISS, Adelphi paper, 2000, n° 335.

HARKAVY Robert, *After the Gulf War: The Future of the Israeli Nuclear Strategy*, *The Washington Quarterly*, 1991, 164 pages.

KARSH Ephraïm, NAVIAS Martin, *Israeli nuclear weapons and middle east peace*, Frank Cass, London, 1996.

KLEIN Théo, *Sortir du ghetto*, Liana Levi, 2008

KODMANI/ DAWISH, *Golfe et Moyen-Orient*, Paris, Dunod Éditeur, 1991, 155 pages.

LEMARCHAND Philippe, *Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe*, Complexe, 1994, 285 pages.

LOFTUS, John et AARONS Mark, *The Secret War Against the Jews. How Western Espionage Betrayed the Jewish People*, New York, New York: St. Martin's Griffin, 1994.

MALLEY Robert et HUSSEIN Agha, *Camp David and After: An Exchange; A Reply to Ehud Barak*; *The New York Review of Books*, 2002.

MALLEY Robert et HUSSEIN Agha, *Camp David: The Tragedy of Errors*, *The New York Review of Books*,

- MANSOUR Camille (sous la direction de), *Israël et les États-Unis*, La Documentation Française, 1995.
- NITZAN Jonathan et BICHLER Shimshon, *The Global Political Economy of Israel*, Sterling (Virginie), 2002, 419 pages.
- PÉRÈS Shimon, *Conversation avec Shimon Péres avec Robert Littell*, Gallimard, 1998.
- PERLUMTTER Amos *The life and times of Menahem Begin*, NY, Garden City, 1987
- RAVIV Dan & MELMAN Yossi, *Spy a Prince*, Houghton Mifflin Compagny, Boston, 1990.
- SAÏD Edward, *D'Oslo à l'Irak*, Fayard, 2005, 335 pages,.
- SAVIR URI, *Les 1100 jours qui ont changé le Moyen-Orient*, Odile Jacob, 1998, 370 pages.
- EL SAYED SELIM Mohamed, *Southern Mediterranean perceptions of security operation and the role of nato, MAD in the Euro-Mediterranean partnership*, Vienne, Octobre 1998.
- SHAPIRA Anita, *L'imaginaire d'Israël, histoire d'une culture politique*, Paris, Calmann Lévy, 370 pages.
- SCHIFF Zeev et YAARI Ehud, *Israel Lebanon War*, NY, SST, 1984
- TIVNAN Edward, « *The Lobby: Jewish Political Power and American Foreign Policy* », Touchstone Books, octobre 1988.
- TSUR Jacob, *Prélude à Suez*, Paris, Presse de la Cité, 1968, 448 pages.
- VIDAL Dominique et BOUSSOIS Sébastien, *Comment Israël expulsa les Palestiniens*, Editions de l'Atelier, 2008

### Sur la défense israélienne et le nucléaire israélien

- AKER Frank, *The Arab-Israeli War*. Archon Books, Hamden (USA), 1985, 185 pages.
- ALLEN Peter : *The Yom Kippur War*. Scribner, New-York, 1982, 310 pages.
- ARONSON Schlomo, *The nuclear dimension of the arab-israeli conflict*”, *the Jerusalem journal of international relations*, vol 7, 1984, n° 1.
- ARONSON Schlomo et BROSH Oded, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East, the Opacity Theory, and Reality, 1960-1991-An Israeli Perspective*, Albany, New York: State University of New York Press, 1992.
- ARONSON Shlomo, *Israel's Nuclear Options*, ACIS Working Paper No. 7. Los Angeles, California: University of California Center for Arms Control and International Security, 1977.
- ARONSON Geoffroy, « *Strategic reality in th Middle East* », Foundation of Middle East Peace, special report, novembre 1996.
- ARURI Nasser (sous la direction), *Middle East Crucible : Studies on the Arab-Israeli War of October 1973*. The Medina University Press, Wilmette, Illinois (USA), 1975, 479 pages.
- BAR ZOHAR Michel, *Ben Gourion, le prophète armé*, Fayard, 1966.
- BARNABY Franck, *Capping Israel's Nuclear Volcano, " Between War and Peace. Dilemmas of Israeli Security*, Efraim Karsh, Londres, Frank Cass, 1996.
- BARNBY Franck, *The Invisible Bomb: The Nuclear Arms Race in the Middle East* , London, I. B. Tauris, 1988.
- BENAUDIS Jacques, *Tsahal - Les légions d'Israël des milices paysannes à la puissance nucléaire*, Ramsay, 1984.
- BEAUFFRE Général, *L'Expédition de Suez, La vérité sur les 7 jours qui auraient peut-être épargné une guerre au monde*, Grasset, 1967, 247 pages.
- BERES Louis René, *Israel's Bomb in the Basement: A revisiting of 'Deliberate Ambiguity' vs. 'Disclosure', Between War and Peace: Dilemmas of Israeli Security*, Efraim Harsh, Londres, Frank Cass, 1996.
- BERES Louis René, « *Israel's nuclear deterrence* », Jerusalem Institute for Western Defence, décembre 1994.
- Patrice BOUVERET, Pascal FENAUX, Caroline PAILHE et Cédric POITEVIN, *Qui arme Israël et le Hamas ?*, Observatoire des armements, 2009, 133 pages.
- BREGMAN Ahron et EL-TAHRI Jihan, *La guerre de 50 ans*, Mille et une nuits, 2002.
- BROWNE W Malcom, *Atlas historique d'Israël, Israël et la bombe*, 1998, 158 pages.
- COHEN Avner, *Israel and the bomb*, Columbia university press, New York, 1998, 470 p.
- COHEN Avner, *Israel's Nuclear History: The Untold Kennedy-Eshkol Dimona Correspondence*. *Journal of Israeli History*, 1995, 16 pages.
- COHEN Avner, *Pères : Peacemaker, Nuclear Pioneer*, Bulletin of Atomic Scientists, Vol.52, n°3, mai/juin, 1996.
- COHEN Avner, “*Recently Declassified 1963 Correspondence between President Kennedy and Prime Ministers Ben-Gurion and Eshkol.*” *Journal of Israeli History*, 1995, no. 2, 207 pages.
- COHEN Avner et MILLER Marvin, *Nuclear Shadows in the Middle East: Prospects for Arms Control in the Wake of the Gulf Crisis*, Cambridge, Massachusetts, Massachusetts Institute of Technology, 1990.
- COHEN Avner “*Cairo, Dimona, and the June 1967 War.*” *Middle East Journal* 50, n° 2, 1996.
- COHEN Avner, *Le dernier tabou, le secret de la situation nucléaire d'Israël et ce qu'il faut en faire*, Kinneret, Zmora-Bitan, Dvir, Or Yehouda, Israël, 2005, 334 pages. (En hébreu).
- COHEN Yoel, *The Whistleblower of Dimona: Israel, Vanunu, and the Bomb*, Éditions Babel, Tel Aviv, 2005, 416 pages.
- COHEN Samy, *La monarchie nucléaire*, Paris, Hachette, 1986, 271 pages
- COHEN Yoel, « *Israel and Vanunu* », PS magazine, Guide to Jewish affair, juin 1995, Mai/juin 1996.
- CRAMER Ben, *Le nucléaire dans tous ses États, les enjeux nucléaires de la mondialisation*, Paris, Alias, 2002,

183 pages.

CREVELD Martin van, *Tsahal*, Éditions du Rocher, 1998, 590 pages.

CREVELD Martin van, *The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York, New York: Public Affairs, 1998, 174 pages.

CREVELD Martin van, *Military Lessons of the Yom Kippur War : Historical Perspectives*. Sage Publications, Beverly Hills, 1975, 60 pages.

CHARTOUNI-DUBARRY May (sous la direction de), *Armée et nation en Israël - Pouvoir civil, pouvoir militaire*, IFRI, 1999.

CHACHAM Ronit, *Rompre les rangs - Être Refuznik dans l'armée israélienne*, Fayard, 2003.

DAVENPORT Elaine, *The Plumbat Affairs*, Philadelphie JB Lippincot Compagny, 1978.

DERRIENNIC J.P, *Israël en guerre*, Paris, A. Collin, 1974

DERSHOWITZ Alan, *Le droit d'Israël, pour une défense équitable*, Paris, Editions Eska, 2004, 288 pages.

AL DESSOUKI Mourrad, *Contrôle des activités militaires et des armements en méditerranée sud*, Publisud, Paris, 1995, 90 pages.

DERRIENNIC JP, *Israël en guerre : succès et échec d'une politique de défense*, Fondation nationale des Sciences Politiques, Colin, 1974, 134 pages.

DIECKHOFF Alain (sous la direction de), *Israël - De Moïse aux accords d'Oslo*, Points Histoire, Seuil, 1998.

DIECKHOFF Alain, *Les espaces d'Israël - Essai sur la stratégie territoriale d'Israël*, Fondation pour les études de défense nationale, SAGI, fondation pour les études de défense nationale, Collection « Les 7 épées », 1987, 214 pages.

DIECKHOFF Alain/ BARNAVI/ Élie, *L'invention d'une nation - Israël et la modernité politique*, Gallimard, 1993, 540 pages.

DIECKHOFF Alain, *Les espaces d'Israël, fondation des études de la défense nationale*, Collection « Les 7 épées », Paris, 1987.

DEROGUY Jacques et GURGAND Jean-Noël, *Israël, la mort en face*. Robert Laffont, 1975, 383 pages.

DUPUY Trevor, *Elusive Victory, the Arab-Israeli Wars 1947-1974*. Kendall/Hunt Publishing, 3ème édition, Dubuque (Iowa), 1992, 669 pages.

DUVAL Marcel, *A la recherche d'un secret : l'arme nucléaire israélienne*, Défense national, avril 1998.

ENCEL Frédéric, *Le Moyen-Orient entre guerre et paix - Une géopolitique du Golan*, Champs, Flammarion, 1999.

EVRON Yair, *Israel's Nuclear Dilemma*, Ithaca, New York: Cornell Publishing, 1994, 62-74.

Farinella Paolo, Venance Journe, « *Justice for Vanunu* », Bulletin of Atomic Scientists, Vol.47, n°1, janvier/février 1991.

EYTAN Freddy, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages

FELDMAN Shai, *La dissuasion nucléaire israélienne*, Columbia University Press, New York, 1982.

FELDMAN Shai, *Nuclear weapons and arms control in the middle east*, the MIT Press, Cambridge.

FELDMAN Shai, « *The final option* » *New clouds over Israel's nuclear program*, The International Jewish Monthly, Mars 1995.

GAFFNEY Mark, *Dimona, The Third Temple: The Story Behind the Vanunu Revelation*, Brattleboro, VT, 1989, Amana Books, 165 pages.

GILLING Tom et Mc Knight, *Trial and Error - Mordechai Vanunu and Israel's Nuclear Bomb*, Book

GRESH Alain, *Israël-Palestine - Vérités sur un conflit*, Fayard, 2001.

GRESH Alain et VIDAL Dominique, *Les cents clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette, 2003

GRESH Alain et VIDAL Dominique, *Proche-Orient - Une guerre de cent ans*, Messidor, 1984.

GOLDSCHMIDT Bertrand, *Le complexe atomique*, Fayard, 1980. (Et l'ensemble de son œuvre)

HAREL Amos et ISACHAROFF Avi, *La septième guerre d'Israël*, Hachette, 2005, 525 pages.

HERSH Seymour, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Vintage Books, Random House, New York, 1991.

HERZOG Chaim, *The Arab-Israeli Wars. Arms and Armour Press*, 2<sup>ème</sup> édition., Londres, 1984, 403 pages.

HOUGH Harold & SAWYER Pete, « *Israeli nuclear infrastructure* », Janes Intelligence Review, novembre 1994.

HOUNAM Peter, *The Woman from Mossad, the torment of Mordechai Vanunu*, London, Vision Book, 1999.

JABBER Fouad, *Israel and Nuclear Weapons Present Options and Nuclear Strategies*, Londres, Chatto and Windus, 1971.

KARPIN Michel, *The Bomb in the Basement: How Israel Went Nuclear and What That Means for the World*, Simon and Shuster, 2005, 404 pages.

LAURENS Henry, *Paix et Guerre au Moyen-Orient - L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin Histoire, 1999, 560 pages.

LAURENS Henry, *Le Moyen-Orient au XX 20ème siècle*, Armand Collin, 2000, 255 pages.

LAURENS Henry, *L'Orient arabe à l'heure américaine, de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris, Armand Colin, 2004.

NASHIF Taysir N, *Nuclear Weapons in Israel?* New Delhi: S. B. Nangia Books, 1996.

PEAN Pierre, *Les deux bombes, Comment la guerre du Golfe a commencé le 18 novembre 1975*, Paris, Fayard, 1991, 4<sup>ème</sup> édition, 203 pages.

- UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.
- PÉRÈS Shimon, *David et sa fronde, l'armement d'Israël*, Paris, Stock, collection témoin de notre temps, 1971, 353 pages.
- PERLMUTTER Amos, *Deux minutes au-dessus de Bagdad*, Gorgi books, Londres, 1982.
- PRY Peter, *Israel's Nuclear Arsenal*, Boulder, Colorado, Westview, 1984.
- PFAU Richard, *No Sacrifice Too Great*, University Press Of Virginia, Charlottesville, 1984.
- Quester George, « Nuclear weapons and Israel », Middle East Journal, vol 37, n°4, automne 1983.
- RAZOUX Pierre, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, 618 pages.
- SHAHAK, Israel, *Open Secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policies*, London: Pluto Press, 1997.
- SHIMSHI Elyashiv, *Storm in October*. Maarachot, Israel Ministry of Defense Publications, Jérusalem, 1986, 118 pages. (en hébreu).
- SCHNEIDER Barry, *Middle East security Issues*, USAF Counterproliferation center, AU presse, 1999.
- SLUTSKI. Slutski, *Kitsur Toldot Ha hagana ( Concise History of Hagana)*, Tel-Aviv, ministère israélien de la Défense, 1986.
- SEGUEV Tom, *1967, six jours qui ont changé le monde*, Denoël, 2007.
- SPECTOR Leonard, SMITH Jacqueline, *The Samson operation*, Carnegie Endowment Book/ Westview press, Boulder, 1990, 155 pages.
- SPECTOR Leonard, *Going Nuclear*, Ballinger Publishing Company, Cambridge, Carnegie Endowment Book, Massachussets., 1978. 370 pages.
- SPECTOR Leonard, *The Undeclared Bomb*, Cambridge, Massachusetts: Ballinger Publishers, 1988.
- SPECTOR Leonard, « Foreign-Supplied Combat Aircraft: Will They Drop the Third World Bomb? », *Journal of International Affairs* 40, n°1(1986):
- STEINBERG Gerald, « Deterrence and Middle East Stability, an Israeli perspective » *Security Dialogue*, printemps 1997.
- STEINBERG Gerald, , « Peace Security and Deterrence in the Middle East » Australian National Peace Research Center, décembre 1996.
- STEINBERG Gerald, , *Israeli nuclear ambiguity*, New York, Lexington books, 1985.
- STEINBERG Gerald, « Middle East Arms Control and Regional Security », *Survival*, Vol 36, n° 1, printemps 1994.
- STEINBERG Gerald, « The future of nuclear weapons: israeli prespectives », 9th Amaldi conference, Geneva, 21-23 novembre, 1996.
- STEVENS Elizabeth, « Israel's Nuclear Weapons - A Case Study », Non-Proliferation analysis, Vol.1 n°1 été 1995.
- STEVENS Elizabeth, *Israeli nuclear weapons: a case study*, N; York, Infomanage International, September 1998.
- TOSCANO Louis, *Triple Cross: Israel, the Atomic Bomb and the Man Who Spilled the Secrets*, New York: Carol Publishing Group, 1990.
- ZAKI Shalom, *Israël nuclear option*, Tel Aviv, 2005, 220 pages.

### Sur la géostratégie en générale

- ACHEN Christopher H et SNIDAL, « Rational deterrence theory and comparative case studies », *World Politics Review*, Vol. XLI, N°2, janvier 1989.
- ADLER Alexandre, *Le rapport de la CIA, comment sera le monde en 2020*, Laffont, 270 pages.
- ADLER Alexandre, *J'ai vu finir le monde ancien*, Hachette Littératures, 2002, 343 pages.
- BAYLLIS John et SMITH Steve, *The Globalization of wolrd Politics, and introduction to international relations*, Oxford, 2006, 3ème edition, 810 pages.
- BONIFACE Pascal, *Lexique des relations internationales* Paris, Editions Elipses, 1995.
- BONIFACE Pascal et VEDRINE Hubert, *Atlas du monde global*, Armand Colin/ Fayard, 2008, 128 pages
- CHAIGNEAU Pascal, *Dictionnaire de relations internationales*, Paris, Economics, 1998, 592 pages
- CHAIGNEAU Pascal (sous la direction de), *Gestion des risques internationaux*, Economica, 2001, 323 pages.
- CHOMSKY Noam, *Rogue States, the rule of force in world affairs*, Pluto Press, 2000, 252 pages.
- VON CLAUSEWITZ Carl, *De la guerre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1955, 759 pages.
- COUTEAU-BEGARIE Hervé, *Traité de Stratégie*, 2<sup>ème</sup> édition, Economica, 1999, 1005 pages.
- GÉRÉ François, *Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique*, Paris, Larousse, 2004, 215 pages.
- GONIDEC P.-F., CHARVIN R., *Relations Internationales*, Paris, Éditions Montchrestien, 1981. 3<sup>e</sup> Édition.
- FISK Robert, *La grande guerre pour la civilisation, l'occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)*, Paris, La découverte, 2005, 970 pages.
- HIMELFARB Georges, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, Belin, 2004, 300 pages
- HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations, la refonte de l'ordre mondial*, Editions Odile Jacob, 1996, 402 p.
- KAPLAN Morton A. *Systems and Process in International Politics*, New York, John Wiley, 1957.
- KORANY Bahgat, *Analyse des relations internationales*, Montréal, Gaëtan Morin, 1987, 361pages.
- LEGAULT Albert, *Vingt-cinq ans d'études stratégiques : Essai critique*, Montréal, Gaëtan Morin, 1987, 361pages
- LELLOUCHE Pierre, *L'allié indocile : La France et l'OTAN, de la Guerre Froide à l'Afghanistan*, Edition du

- Moment, 258 pages, 2009.
- LISKA George, « *Expanding Réalisme, The historical dimension of world politics* », American Political Science Review, Volume 93, n°2, juin 1999.
- MAOZ Zeev, « *Power, capabilities, and paradoxical conflict outcomes* », World Politics Review, Vol. XLI, n°2, janvier 1989.
- MERLE Marcel, *Théorie générale des relations internationales*, Paris, Les cours de droit, 1973, 369 pages.
- MILZA Pierre *Le nouveau désordre mondial*, Paris, Flammarion, 1983, 336 pages.
- MODELSKI, « *International Relations and Area Studies : The case of Southeast Asia* », International Relations, II, avril 1961.
- MORGENTHAU Hans J., *Politics among nations, the struggle for power and peace*, New York, McGraw-Hill, 1985, 690 pages.
- MOREAU Philippe Defarges, *Les relations internationales dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, Éditions STH, 1992, 470 pages.
- POIRIER Lucien, *Des stratégies nucléaires, 1977 et Essais de stratégie théorique, 1982*
- SMITH Dan, *Atlas des conflits de fin de siècle*, Paris, Edition Autrement/ Atlas Monde, 1997, 128 pages.
- SMOUTH M-C, *Les nouvelles relations internationales* Paris, Presse de Science Po, 1998. 409 pages
- VAÏSSE Maurice (ouvrage collectif), *Dictionnaire des relations internationales au XXème siècle*, Armand Colin dictionnaire, 2000, 291 p.
- WALZ Kenneth, *Theory of international politics*, New York, Random House, 1979, 251 pages
- ZORGBIBE Charles, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1995, tome IV.

### **Sur le nucléaire et la balistique en général**

- Armement et désarmement à l'âge nucléaire*, SIPRI, la documentation française, Février 1978, 250 pages.
- ATTALI Jacques, *Economie et apocalypse. Trafic et prolifération nucléaires*, Fayard, 1995, 210 pages.
- DE BECKER Martine, MÜLLER Harald, SHAPER Annette, *Essais Nucléaires, fin de partie*, GRIP, Éditions Complexe, 1996, 100 pages.
- BENDJEBBAR André, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Paris, Le cherche-Midi éditeur, 2000, 403 pages.
- BONIFACE Pascal, *Penser la dissuasion nucléaire*, Paris, éditions de l'Aube, 1997, 214 pages
- CHALIAND Gérard, *Atlas du nucléaire civil et militaire*, Paris, Payot, 1993, 153 pages
- CHARPAK Georges, *Feux follets et champignons nucléaires*, 2000.
- COHEN Samy, *La bombe atomique, la stratégie de l'épouvante*, Découverte Gallimard, 1995, 160 pages.
- COLLIN Jean-Marie, *La bombe : l'univers opaque du nucléaire*, Autrement, 2009, 198 pages.
- CORDESMAN Anthony, *Perilous Prospects: The Peace Process and the Arab-Israeli Military Balance* (Boulder, Colorado: Westview Press, 1996), 118 pages.
- COCHRAN Thomas, *US nuclear warhead production*, Cambridge Massachussets, Ballinger Publishing Compagny, 1987.
- DELMAS Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, Flammarion, 1971.
- DORGET François, *Le choix nucléaire français*, Paris, Economica, 1984, 345 pages.
- DUBOS Jean-François, *Ventes d'armes : une politique*, Paris, Gallimard, L'air du Temps, 1974, 224 pages.
- DURET Alain, *La nouvelle menace nucléaire*, Le Monde édition, 1996, 250 pages.
- EPSTEIN William, « *Indefinite Extension of the NPT* », The Bulletin of Atomic Scientists, Vol.51, N° .5, juillet/août 1995.
- FREEDMAN Lawrence, « *Great Powers, Vital Intrests and nuclear Weapons* », Survival, Vol. 36, n°1, hiver 1994/1995.
- GALLOIS général, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960, 238 pages
- GARCIN Thierry, *L'avenir de l'arme nucléaire*, Paris, Axes savoir, 1995, 152 pages
- ALEXANDER George & SMOKE Richard, « *Deterrence and foreign policy* », World politics Review, vol : XLI, N°2, janvier 1989.
- GÉRÉ François, *La prolifération nucléaire*, Que sais-je, Paris, PUF, 1995, 126 pages
- GIRARD Yves, *Un neutron entre les dents*, Editions Rive Droite, coll. "Energie et industrie", 1997, 315 pages.
- DE LA GORCE Pierre-Marie, *L'aventure de l'atome*, Flammarion, 1992.
- DE LA GORCE Pierre-Marie, *La guerre et l'atome*, Paris, Plon, 1985, 283 Pages
- GOLDSCHMIDT Bertrand, *Pionniers de l'atome*, Stock, 1987.
- Gottfried Kurt, and Bruce G. Blair, eds.,
- LE GUELTE Georges, *Histoire de la menace nucléaire*, Hachette, 1997.
- LEBOW Richard, GROSS STEIN Janice, « *Deterrence : The Elusive Dependent Variable* » World Politics Review, Vol XLII, N°3, avril 1990.
- LEBOW Richard, GROSS STEIN Janice, « *Rational Deterrence Theory : I Think Therfor I Deter* », World Politics Review, Vol XLI, N°2, janvier 1989.
- LEGAULT Albert et LINDSEY George, *Le feu nucléaire*, Paris, Seuil, 1973.
- HOUGH Harold, « *Double-edged sword* », Jane's Intelligence Review, septembre, 1998.
- HOLUM John D., « *A Treaty for all time* », The Bulletin of Atomic Scientists, Vol.50, N° .6, novembre/décembre 1994. », World Politics Review, Vol XLI, N°2, janvier 1989.



- HUTH Paul & Russett Bruce, « *What makes deterrence work ? Cases from 1900 to 1980* », World Politics Review, N° 36, juillet 1984.
- JERVIS Robert , *The Illogic of American Nuclear Strategy*, London, Cornell University Press, 1984.
- JERVIS Robert , « *Rational deterrence theory and evidence* », World Politics Review, Vol XLI, N°2, janvier 1989.
- JERVIS Robert, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, London, Johns Hopkins University Press, 1985, 270 pages.
- KAPUR Ashok, *International Nuclear Proliferation, Multilateral diplomacy and regional aspects*, New York, Praeger Publishers, 1979, 387 pages.
- LABBÉ Marie-Hélène, *La prolifération nucléaire en 50 questions*, Editions Jacques Bertoin, Paris, 1992, 210 pages.
- LABBÉ Marie-Hélène, *La tentation nucléaire*, Paris, Payot, 1995, 340 pages
- MIEBERMAN Elli, « *Deterrence theory, succes or failiure in Arab-Israeli Wars* », Chicago, McNair Paper, n°, octobre 1995.
- LORENTZ Dominique, *Affaires atomiques*, Les arènes, 2002, 604 pages.
- MAIOCCHI Roberto, *L'ère nucléaire*, Paris, Casterman, 1993, 160 pages.
- MAZZAR Michel, *Nuclear weapons in a transformed world*, The Challenge of Virtual Nuclear Arsenal, London, Macmillan Press LTD, 1997. 405 pages
- PAC Henri, *Les politiques nucléaires*, 1 novembre 1998.
- PASCALLON Pierre, *La guerre des missiles*, Paris, L'Harmattan, colection Défense, 2001, 255 pages.
- POTER William, *Nuclear Power and Non Proliferation*, Center for International and Strategic Affairs, UCLA, Oelgeschlagen, Gunn and Train, Cambridge, Mass., 1982, 380 pages.
- ROTBLAT Joseph, *Éliminer les armes nucléaires*, 11 novembre 1997.
- SIMONNOT Philippe, *Les nucléocrates*, Presses Universitaires de Grenoble, 1978.
- SCHMITT Burkard, « L'Europe et la dissuasion nucléaire », Institut d'Etudes de Sécurité, octobre 1997.
- SCHEINMAN Lawrence, *The International Atomoc Energy Agency and World Nuclear Order*, Washington, Resources for the futur, 1987.
- SCHEINMAN Lawrence, *Atomic Energy Policy in France Under the Fourth Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1965.
- TAYLOR Theodore, *Opaque Nuclear Proliferation*, Methodological and Policy Implications, London, Frank Cass, 1991.
- Bruno TERTRAIS, *Le marché noir de la bombe*, Paris, Buchet Castel, 2009, 260 pages.
- TIMMERMAN Kenneth, *Le lobby de la mort*, Calmann Levy, 1991.
- THELERI Marc, *Initiation à la force de frappe française*, Stock, 1997.
- THOMAS Raju, « The Nuclear Non-Proliferation Regime : Prospects for the 21th Century », American Political Science Review, Volume 93, n°1, mars 1999.
- URBANOWICZ Christophe, *L'Empire nucléaire éclaté*, 23 mai 1995.
- VAÏSSE Maurice, *La France et l'atome, études d'histoire nucléaire*, bruylant Bruxelles, 1994, 324 pages.
- WEISSMAN Steve and Krosney, Herbert. *The Islamic Bomb: The Nuclear Threat to Israel and the Middle East*, New York, Times Books, 1981, 105 pages.
- Kosta TSIPIS, *Les armes modernes, de la bombes A à la guerre des étoiles*, Paris, Editions anthropos, 1986, 336 pages.
- Manuel de l'Otan*, 2001, bureau de l'information et de la presse, 590 pages.
- Carnegie Non-Proliferation, *The Declining Ballistic Missile Threat*, Février 2005, par Joseph Cirincione, 16 pages.

### **Sur les armes bactériologiques, chimiques et biologiques en général**

- ALIBEK Ken, *Biohazard*. New York, Random House, 1999.
- ARBOUR Marie-Claude, « L'arme bactériologique : Mythe ou réalité ? », Département de biologie, Faculté des sciences, Université de Sherbrooke, 12 avril 2002, 55 pages.
- ANDALL Deborah, *Preparing for Bioterrorism, Category A Agents*, the Nurse Practitioner, December 2001 Nurse.
- BERCHE Patrick, *L'histoire secrète des guerres biologiques* , Paris, Robert Laffont, 2009. 396 pages
- BROSSIER Frank, *Toxins of Bacillus anthracis*. Toxicon.39. 2001, p.1747-1755.
- COHEN Avner, *Israel and chemical, biological weapons : history, deterrence and arms control*, New York Columbia University press, Non Proliferation review, Automne 2001, 91 pages.
- CORDESMAN Anthony, *After the storm - the changing military balance in the Middle East*, 1993
- BINDER Patrice et LEPICK Olivier : *Les armes biologiques*, PUF, 2001, 1<sup>ère</sup> édition, 125 pages.
- BROWN Cameron. « Israel and the WMD threat: lessons for Europe », *Middle East Review of International Affairs*, vol 8 no3 (September 2004), 26 pages.
- COLE Leonard, *The Eleventh Plague: The Politics of Biological and Chemical Warfare*. New York: Freeman, 1997.
- KARSH E, *Non-conventional-weapons proliferation in the middle east*, Oxford University press, 1993
- KLINGBERG Marcus, *The Last Spy*, Maariv Books, 423 pages, NIS 98

- LEDERBERG Joshua, *Biological Weapons: Limiting the Threat*. Cambridge, MA: MIT Press, 1999.
- MEYER Claude, *L'arme chimique*, Paris, Coollection perspectives stratégiques, Ellipses, 2001, 448 pages.
- Journal of the American Medical Association*, no 278:5 (6 août 1997), numéro spécial sur la guerre et le terrorisme biologiques.
- LEDERBERG, Joshua, (sous la direction de). *Biological Weapons: Limiting the Threat*, Cambridge (MA), MIT Press, 1999.
- LEGLU Dominique, *La menace, bio terrorisme : la menace à venir*. Paris, Robert Laffont, 2002, 300 pages.
- MILLER Judith, ENGELBERG Stéphane et BROAD William, *Les armes chimiques et la nouvelle guerre secrète : GERMES* : Paris, Fayard, 2002, 410 pages.
- MURPHY S, HAY A, ROSE S, *No fire, no thunder - the threat of chemical and biological weapons*, 1984.
- NOELLER. *Biological and chemical terrorism* Clinic journal of medicine. Volume 68. number12. December 2001.
- PILLER Charles, *Gene wars - military control over the new genetic technologies*, 1988.
- PRIMAKOV, Ye. *A New Challenge after the ?Cold War?: The Proliferation of Weapons of Mass Destruction*, Moscou, Service du renseignement extérieur de la Fédération de Russie, 1993.
- PRESCOTT Harley and Klein, *Microbiologie*, DeBoeckUniversité.Bruxelles, 1995, 1014p.
- POSTEL-VINAY O, *Le dossier du bioterrorisme*. La Recherche. Décembre 2001. No348.
- RICHE Daniel, *La guerre chimique et biologique, l'horrible visage de la troisième guerre mondiale*, Paris, Belfond, 1982, 306 pages.
- SAGI Rami et ROBENSHTOK Eyal, . "Preparedness of the Israeli health system for a biologic warfare event", Israel Medical Association Journal, vol 4 (July 2002), pp 495-7.
- SHOHAM Dany, « Chemical and biological weapons in the Arab countries and Iran: an existential threat to Israel? », Israel: ACPR Publishers, 2001, 103 pages
- STEINBERG Gerald, « Israeli responses to the threat of chemical warfare », Armed Forces and Society, vol 20 n°1 (Automne 1993).
- THOMAS Gordon, *Les armes secrètes de la CIA, Tortures, manipulations et armes chimiques*, Nouveau Monde, 2006, 456 pages.

#### **Sur les relations Israël-Afrique du Sud concernant le NBC**

- ALBRIGHT David, BERKHOUT Frans, and WALKER William. 1997. *Plutonium and Highly Enriched Uranium 1996: World Inventories, Capabilities and Policies*. Oxford University Press, 377 pages.
- ALBRIGHT David. 1993. "A Curious Conversion." *Bulletin of the Atomic Scientists*.
- ALBRIGHT David. 1994. "South Africa and the Affordable Bomb." *Bulletin of the Atomic Scientists* (July/August 1996), 92 pages.
- ALBRIGHT David. 1994. "South Africa's Secret Nuclear Weapons", *ISIS Report* 1(4). Washington, DC. Institute for Science and International Security.
- ALBRIGHT David et HIBBS Mark. 1993. "South Africa: The ANC and the Atom Bomb." *Bulletin of the Atomic Scientists*, 49 pages.
- BEATON, *Must the bomb Spread ? The case of India, Egypt and Israel*, Jewish Observer and middle east Report, 1966.
- BEIT-HALLAHMI Benyamin, *The Israeli Connection : Whom Israel arms and why*, London, IB Tauris & Co Ltd, 1988.
- BOUBA NOUHOU Alhadji, *Israël et l'Afrique, une relation mouvementée*, Paris, Karthala, 2003, 223 pages.
- BRILLIANT J, "Lesotho Minister Complains : Israel aid South Africa Phony Black States", *Jerusalem post*, 1984.
- CERVENKA/ ROGERS, *The nuclear Axis*, New York, Times Books, 1978.
- COHEN Merguir, *L'histoire des relations secrètes Afrique-Israël, in Africa*, décembre 1983.
- CROSBIE, *The Tacit Alliance*, Princeton, Princeton University Press, 1974.
- DAVENPORT Rodney/ SAUNDERS Christopher, *South Africa, a modern history*, Desmond Tutu, Johannesburg, 2000, 807 pages, 5<sup>ème</sup> édition.
- GRIMARD Michel, *Les relations Israël-Afrique du Sud*, Paris, Perrin, 159 pages.
- HARKABI Yehoshofat, *Jerusalem, Israeli Program for scientific Translation*, 1966.
- HIBBS Mark. 1993. "South Africa's Secret Nuclear Program: From a PNE to Deterrent." *Nuclear Fuel* 18(10); "South Africa's Secret Nuclear Program: The Dismantling." *Nuclear Fuel* 18(11): 9-13.
- HOWLETT, Darryl, and John Simpson. 1993. "Nuclearisation and Denuclearisation in South Africa." *Survival* 35(3): 154-173.
- JACOB Abel, "Israel military aid to Africa 1960-1966", *Journal of Modern African Studies*, août 1987. JOSEPH, *Israel and the land of Apartheid*, Westport Conn, Greenwood, 1987.
- KARNI Yaav, "Docteur Shekel and mister Apartheid", *Yediot Aharonot*, 13 mars 1983.
- KURIMUM Israël, *South Africa and Black Africa : A study of the Primacy of the politics of Expediency*, Washington, University Press of America, 1981.
- LANCELLIER Jean-Pierre, *La visite du chef de la diplomatie sud-africaine illustre les relations étroites entre les deux pays*, *Le Monde*, 6 novembre 1984.
- LEFEVER, *Nuclear war in the Third World*, Washington DC, Booking institution, 1979.

- MENDES-FRANCE Tristan, *Docteur la mort, enquête sur un bioterrorisme d'Etat en Afrique du Sud*, Paris, Pierre Marcel Favre, 2002, 164 pages.
- MERLIN Samuel, *Guerre et paix au Moyen-Orient, Histoire de la campagne du président Bourguiba en faveur d'une paix négociée entre Israël et les États arabes*, Paris, Denoël, 1970, 416 pages.
- ROGERS Barbara/ CERVENKA Zdenek, *The Nuclear Axis: The Secret Collaboration Between West Germany and South Africa*, New York, 1978, Times Books, 488 pages.
- MASIZA Zondi, « A Chronology of South Africa's Nuclear Program » *Nonproliferation Review*, 1993.
- MULLER Marie. 1996. "South Africa Crisscrosses the Nuclear Threshold." In William Gutteridge, ed. *South Africa's Defence and Security into the 21st Century*. Dartmouth. Aldershot.
- PABIAN Frank V. 1995. « South Africa's Nuclear Weapon Program: Lessons for U.S. Nonproliferation Policy. » *Nonproliferation Review* 3(1): 1-19.
- ROGERS Barbara/ CERVENKA Zdenek, *The Nuclear Axis: The Secret Collaboration Between West Germany and South Africa*, New York, 1978, Times Books, p. 325-328, 410 p.
- Pierre VIAUD, *L'Afrique et la guerre nucléaire*, Paris, Edigeon, 1984, 274 p.
- REISS Mitchell. 1995. "South Africa: 'Castles in the Air.'" In *Bridled Ambition: Why Countries Constrain Their Nuclear Capabilities*. Washington, DC. Woodrow Wilson Center Press.
- SAGAN Scott D. 1996/97. « Why Do States Build Nuclear Weapons? », *International Security*, 21(3): 54-86. See especially pp. 69-71.
- SPECTOR Leonard et SMITH Jacqueline, « South Arica » In *Nuclear Ambitions: The Spread of Nuclear Weapons 1989-1990*. San Francisco. Westview Press, 1990.
- STUMPF Waldo. 1995/96. "South Africa's Nuclear Weapons Program: From Deterrence to Dismantlement." *Arms Control Today* 25(10): 3-8.

### Sur les relations États-Unis et Israël

- ADAMS James, *The Unnatural Alliance*, quartet books, London 1984
- AWWAD Emad, « Les États-Unis et Israël : les limites du pouvoir » *Défense Nationale*, novembre, 1998.
- AWWAD Emad, « Politique américaine au Proche Orient, deux poids, deux mesures », *Défense nationale*, avril 1988.
- BARNET Richard, *The alliance*, NY, Simon et Shuster, 1983.
- BAR ZOHAR Michel, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, 411 pages.
- BLIZER, *Territory of Lies*, NY, Harper and row, 1989
- BLUM William, *Les guerres scélérates*, Parangon, 2004, 450 pages
- COHEN Michael, *Truman and Israel*, University of California Press, Berkeley, 1990.
- BESCHLOSS Michael, *Mayday*, New York, Harper & Row, 1986
- COCKBURN Andrew et Leslie, *Dangerous Liaison : the Inside Story of the Israeli-US Covert Relationship*, Harper Collins, New-York, 1992.
- DRUKS Herbert, *JFK et Israël, Londres*, Praeger Security International, 2005, 183 pages.
- KALB, *Kissinger*, Boston, Little Brown compagnie 1974
- GAZIT Mordechai, *President Kennedy's Policy toward the Arab States and Israel*, Shiloah Center for Middle Eastern and African Studies, Université de Tel-Aviv, 1983.
- GREEN Stephan, *Living by the sword : America and Israel in the Middle East 1968-1987*, Amana Books, 1988, 279 pages.
- GREEN Stephen, *Taking Sides, America's Secret Relations with a Militant Israel*, New York, William and Morrow Company, 1984, 370 pages.
- MANSOUR Camille, *Israël et les Etats-Unis ou le fondement d'une doctrine stratégique*, Colin, Paris, 1955, 285 pages.
- Vincent NOUZILLE, *Des secrets si bien gardés, les dossiers de la Maison Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents (1958-1981)*, Paris, Fayard, 494 pages.
- TIVMAN Edward, *The Lobby*, NY, Simon and Shuster, 1987.

### 10. Sur les relations France-Israël

- ARON Raymond, *De Gaulle, Israël et les juifs*, Plon, 1968.
- AMSON, *De Gaulle et Israël*, PUF, Politique d'aujourd'hui, 1991, 140 pages.
- BARRILLOT Bruno, *Les essais nucléaires français 1960-1996: Conséquences sur l'environnement et la santé*, 2002.
- BAR ZOHAR Michel, *Les relations France-Israël 1949-1961*, Thèse IEP, 1974.
- BARNAVI Élie et ROSENZWEIG Luc, *La France et Israël : une affaire passionnelle*, Perrin, 190 pages.
- BARNAVI Élie et FRIEDLÄNDER Saül, *La politique étrangère du général De Gaulle*, PUF, collection Publication de l'institut universitaire des hautes études internationales, 1985, 207 pages.
- BERRAMDANE Abdelkhalq (sous la direction de), *Le partenariat euro-méditerranéen à l'heure de l'élargissement de l'Union européenne*, Editions Karthala, 2005, 430 pages.
- BILLAUD Pierre, *la véritable histoire de la bombe H française*, la pensée universelle, 1994
- CARLIER Claude et BERGER Luc, *Dassault 1945-1995, cinquante ans d'aventure aéronautique*, Paris, Éditions du Chêne, 1996.

- COHEN Samy, *De Gaulle, Les gaullistes et Israël*, Paris, Alain Moreau, 1974.
- CROSBY K Sylvia, *A tacit alliance*, New Jersey, Princeton University Press, 1974.
- DOISSE/ VAISSE, *Politique étrangère de la France*, diplomatie et outil militaire 1871-1991, 1060 pages.
- DUMORTIER, *Muuroa et Fangataufa, Atolls de l'atome*, Marines Éditions, 2004
- DAN Uri, *De Gaulle contre Israël*, Édition spéciale, 1969.
- EYTAN Freddy, *La France, Israël et les Arabes, le double jeu*, Éditions Jean Picollec, 2005, 557 pages.
- EYTAN Freddy, David et Marianne, Alain Moreau, 1986.
- GRESH/ CHAGNOLLAUD, *L'Europe et le conflit israélo-palestinien, débat à trois voix*, L'Harmattan, 1989, 198 pages.
- GOLDSCHMIDT Bertrand, *Atomic Rivals*, Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1990.
- GOLDSCHMIDT Bertrand, *The Atomic Complex*, American Nuclear Society, La Grange Park, Illinois, 1980.
- HERSHCO Tsilla, *Entre Paris et Jérusalem, la France, le sionisme et la création de l'État d'Israël*, (Préface de Shimon Pérès), Honoré Champion éditeur, 2003, 294 pages.
- MARDAM Farouk et KASSIR Samir, *Itinéraires de Paris à Jérusalem*, La France et le conflit israélo-arabe, Editions Revue d'études palestiniennes. 287 pages.
- MONNET Sylvie, *La politique extérieure de la France depuis 1870*, Paris, Armand Colin, 240 pages.
- PEAN Pierre, *Les deux bombes, Comment la guerre du Golfe a commencé le 18 novembre 1975*, Paris, Fayard, 1991, 4<sup>ème</sup> édition, 203 pages.
- PRYCE-JONES David, *Un siècle de trahison : la diplomatie française et les juifs, 1894-2007*, Denoël, 2008.
- PIERRET Alain, *Ambassadeur en Israël*, 1986-1991, Desclée de Brouwer, 1999.
- WINOCK Michel, *La France et les juifs, de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, 420 pages.

### **11. Sur le Mossad, l'espionnage**

- CECILE Jean-Jaques, *Espionnage Business, guerre économique et renseignement*, Ellipses, 2005, 270 pages.
- DAN Uri, Mossad, *50 ans de guerre secrète*, Paris, Presse de la cité, Focus, 1995, 394 pages.
- DAN Uri, Mossad, *Les services secrets israéliens*, Stanké, 1977.
- FALIGOT Roger et KAUFFER Rémi, *Les maîtres espions, histoire mondiale du renseignement, Tome II : de la guerre froide à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 1994, 564 pages.
- HALEVY Ephraïm, *Mémoires d'un homme de l'ombre, Les coulisses de la politique internationale au Moyen-Orient par l'ex-directeur du Mossad*, Paris, Albin Michel, 2006, 352 pages.
- OSTROVSKY Victor, et HOY Claire, *Mossad, un agent des services secrets israéliens parle*, Presses de la Cité, 1990.
- THOMAS Gordon, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, 528 pages.
- THOMAS Gordon, *Mossad, les nouveaux défis*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, 268 pages.
- WEINER Tim, *La CIA secrète*, Editons de Fallois, 2009, 544 pages

## TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Questions posées par Nicolas Ténèze à Richard ZREHEN, Directeur aux « *Belles Lettres* », collection « *l'arbre de Judée* », le Vendredi 5 novembre 2004.
- Annexe 2: Entrevue réalisée par Nicolas Ténèze avec Yohanan MANOR
- Annexe 3: Entrevue de Nicolas Ténèze avec « *Roger Y G* », retraité de Tsahal, le jeudi 16 décembre 2004
- Annexe 4 : Site officiel de *Tsahal* (Sont sélectionnés les aspects relatifs aux vecteurs et au nucléaire).
- Annexe 6: Documents d'archives sur l'inquiétude de l'administration Kennedy à propos de Dimona
- Annexe 7: La position israélienne en 1996, selon l'AIEC (texte officiel)
- Annexe 8: The Israeli Committee for Mordechai Vanunu and for a Middle East Free of Atomic, Chemical and Biological Weapons, 2 février 2000, par le député Issam Makhoul.
- Annexe 9 : Les essais nucléaires israéliens avérés, probables et fantasmés
- Annexe 10: Les sites stratégiques israéliens
- Annexe 11: Caricatures sur la question, une presse libre... contre ses ennemis
- Annexe 12: Examen à l'ONU la question de l'armement nucléaire israélien
- Annexe 13: Le deal phantoms/ armes nucléaires
- Annexe 14: La question israélienne au Congrès américaine en 1975
- Annexe 15: Estimation cartographique des relations diplomatiques d'Israël dans le monde en 2004
- Annexe 16 : Photos de Dimona prises par le satellite américain *Ikonos* le 4 juillet 2000, publié par la presse israélienne
- Annexe 17 : Quelques clichés pris par Vanunu en 1985 est imprimé par le *Sunday Times*
- Annexe 18 : Rapport CIA NIE 4-3-61 en septembre 1961 (Fond Avner Cohen)
- Annexe 19 : La censure des archives où l'utilisation problématique des documents : l'exemple du NIE 4 67, 26 janvier 1967 : « Proliferation of missile delivery systems for Nuclear Weapons »

**1) Reconnaissez-vous Israël comme un Etat Nucléaire ?**

**Zrehen** : Oui, cela n'est un secret pour personne.

**2) Est-ce pour vous légitime, si oui pourquoi ?**

**Zrehen** : Il ne faut pas oublier qu'Israël en est encore en état de guerre avec la Syrie, et il y a encore un peu moins de deux ans avec l'Irak. Mais la bombe ne doit pas servir à attaquer. Il faut combattre le terrorisme maintenant, qui est plus une menace que les Etats Nationaux.

**3) Est-ce un sujet tabou ?**

**Zrehen** : Non, puisque c'est un fait reconnu par tout le monde.

**4) Des rumeurs provenant des pays arabes mentionnent que votre pays possède des armes bactériologiques. Qu'en est-il ?**

**Zrehen** : (*Agacé et offusqué*) Soyons sérieux. Pourquoi voulez-vous qu'Israël se serve de telles armes ? Maintenant, Tsahal fait confiance aux drones, bien plus efficaces.

**5) La France, a fourni une partie de la technologie nucléaire à l'Etat hébreu. Les Israéliens sont-ils au courant ? Si oui, cette information modifie t-elle l'image de la France en Israël ?**

**Zrehen** : Ce n'est pas la France qui a fourni la technologie à Israël mais les socialistes français de la SFIO, tel Guy Mollet. Dès que De Gaulle est arrivé au pouvoir, toute collaboration nucléaire a cessé entre les deux pays.

**6) Combien Israël possède t-il de bombes ?**

**Zrehen** : Entre 120 et 170, mais vous trouverez ces renseignements dans la revue Jane's intelligence.

**ANNEXE 2: ENTREVUE REALISEE PAR NICOLAS TENEZE AVEC YOHANAN MANOR  
(PRÉSIDENT DU « CENTER FOR MONITORING OF THE IMPACT OF PEACE »), LE 19/11/04.**

(Manor précise que ses réponses le sont à titre personnel et n'implique pas son organisation)

**1) Reconnaissiez vous Israël comme un Etat nucléaire ?**

Il semble bien qu'Israël se soit doté d'une capacité nucléaire, c'est à dire d'une capacité à disposer très rapidement de bombes nucléaires opérationnelles et à les envoyer avec précision sur des cibles choisies.

**2) Est-ce pour vous légitime, si oui pourquoi?**

Ceci me paraît légitime, car d'une part Israël est le seul Etat du monde à être menacé explicitement de destruction et que d'autre part il n'a pas signé le TNP de 1968.

**3) Est-ce- un sujet tabou?**

C'est un sujet plutôt "opaque". La politique officielle d'Israël est celle de "l'opacité" c'est à dire le refus de proclamer officiellement la disposition d'un armement nucléaire tout en laissant entendre que tel pourrait être le cas. Cette position est illustrée par la formule qu'Israël "ne sera pas la première à introduire un armement nucléaire dans la région".

**4) Quelles sont les positions des des "nouveaux historiens" et celles des sionistes?**

Vous opposez les "nouveaux historiens" aux sionistes. Or la plupart d'entre eux sont sionistes, c.a.d. pour un Etat juif souverain et indépendant et pour son maintien comme tel. Aucun d'entre eux ne me semble avoir pris position sur votre sujet.

**5) Y a -t-il une évolution de la perception de ce fait dans la société israélienne?**

Pas vraiment, malgré les propositions formulées par quelques individus de sortir de "l'opacité".

**6) Dans la société israélienne, Y a -t-il une opposition au nucléaire civil et militaire et aux armes bactériologiques?**

Oui, comme l'illustre le cas de Vanunu. Je suppose qu'au moins une partie des Arabes d'Israël, (20% de la population) n'y sont pas favorables.

**7) La question du nucléaire a -t-elle évolué de Barak a Sharon?**

Non.

**8) La France a fourni une partie de la technologie nucléaire a l'Etat hébreu. Les Israéliens sont-ils au courant? Si oui, cette information modifie -t-elle l'image de la France en Israël?**

Une partie est au courant. Mais c'est de l'histoire ancienne (années 50). L'image de la France en Israël a commencé à se modifier avec la décision du Pt De Gaulle de décider l'embargo le 3 juin 1967, c'est à dire 2 jours avant le déclenchement de la guerre des six jours et trois semaines après le retrait des forces des Nations Unies du Sinaï sur injonction de l'Egypte et en conséquence la pénétration et le déploiement des forces armées égyptiennes dans le Sinaï. L'image de la France en Israël a commencé à se modifier quand il est apparu que la France avait laissé choir Israël dans un moment jugé critique pour son existence.

**9) Comment dans les manuels juifs et arabes est considérée la bombe et les armes chimiques? (Cette éventualité, non vérifiée, fait apparemment les « choux gras » du web arabe)**

Je ne me souviens d'aucunes références sur ce sujet, tant dans les manuels scolaires israéliens que dans ceux de la Syrie, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte et de l'Autorité palestinienne.

**Nicolas Ténéze : Monsieur RYG, bonjour. Vous avez accepté cette entrevue à condition que l'on ne révèle pas votre identité. Vous allez donc nous parler à titre personnel. Veuillez, je vous prie, vous présenter.**

**RYG :** Je m'appelle Roger Y G. j'ai 52 ans. Je vis définitivement en France depuis 1985. Je possède la double nationalité, à savoir celle de la France et celle de l'état d'Israël. Sergent d'infanterie, j'ai notamment servi au Liban au début des années 1980. je suis maintenant dans la réserve et normalement tenu d'ailleurs au devoir de réserve. J'occupe actuellement en France un emploi d'ouvrier spécialisé, de contremaître.

**NT : Israël possède la bombe atomique depuis 1966 environ. Reconnaissez-vous ce fait ?**

**RYG :** En tant que militaire de réserve, dégagé de fonctions officielles, je peux vous répondre. D'autant que nous nous connaissons un peu... Oui, Israël à la bombe, mais je ne peux pas le prouver.

**NT : Est-ce un sujet tabou ?**

**RYG :** Dans les années 70 et 80, assurément. L'affaire Vanunu a jeté un trouble, mais uniquement dans les milieux politiques et diplomatiques. En réalité, Vanunu, n'étant pas un responsable politique, militaire, ni même scientifique, n'a brisé la loi du silence diplomatique. D'autre part, Vanunu est considéré comme un homme « fragile », dont les opinions politiques et religieuses sont très changeantes. Ce n'est pas un homme fiable.

**NT : Mais il a révélé le secret nucléaire ?**

**RYG :** Pas vraiment. Il l'aurait fait à titre personnel, lors d'une réunion, d'un repas de famille ou même d'un colloque, cela n'aurait pas posé problème. Mais le fait d'avertir ce journal britannique dont je ne me rappelle plus le nom...

**NT : Le Sunday Times, en 1986.**

**RYG :** ... C'est ça. Le fait de révéler par la presse, de surcroît étrangère, non seulement l'activité nucléaire de mon pays, mais aussi le nombre de bombe et des renseignements propres au fonctionnement des installations nucléaires et de la stratégie du pays est un crime.

**NT : Combien d'ogives nucléaires possède le pays ?**

**RYG :** (*Gêné*) Je peux vous dire qu'Israël a la bombe atomique. Mais vous dire combien Israël possède d'ogives, je n'en ai pas le droit, même à titre personnel, car cela entre dans des considérations stratégiques. De toutes manières, à mon niveau, je ne peux vous donner de réponses.

**NT : Dans votre formation militaire, comment Tsahal présente-t-il le fait nucléaire ?**

**RYG :** (*Rire*) Attention, vous prenez des risques... Je vous dirais simplement que l'on parle de « dissuasion » par le biais de bombardiers notamment. Pour le reste, je ne peut pas vous en dire plus, ce que vous pouvez comprendre. *Tsahal* ne dira jamais qu'elle possède la bombe, parce que c'est une affaire davantage diplomatique et politique. Si je remet mon uniforme, je vous dirais que je ne peux pas répondre à la question.

**NT : Comment avez-vous appris qu'Israël possède alors la bombe ?**

**RYG :** Bonne question... Quelques-uns de nos journaux ou de nos célébrités en ont parlé d'une manière détournée. Tout le monde en Israël « devine » que nous possédons des armes atomiques. C'est comme en France. Chacun sait que la DST ou la DGSE secrets peuvent torturer lors d'opérations, parce que c'est logique, c'est dans l'ordre des choses. Et puis n'oubliez pas que nous avons les plus grands savants atomistes au monde, que nous avons donné aux Etats-Unis et à la France la bombe.

**NT : Vous faites allusion aux armes chimiques. A Gaza, on dit que Tsahal utilise des armes bactériologiques.**

**RYG :** (*Presque fâché*) Mais non ! Ces gens là racontent n'importe quoi. N'interprétez pas à tort mes propos, mais les Arabes sont capables de confondre des gaz lacrymogènes ou des fumigènes avec du gaz moutarde ou je ne sais quelles autres choses. Pourquoi, alors que notre armée n'a pas d'équivalent dans la région, nous utiliserions ce genre d'armes, surtout contre des groupuscules disparates ?! Ces allégations sont sans fondements.

**NT : Israël serait-il capable d'utiliser sa bombe et dans quel contexte?**

**RYG :** Oui, si il est menacé en son sein. Vous savez, nous sommes perpétuellement en guerre, ce que les médias français ne disent pas. La Syrie est toujours en guerre avec nous et les terroristes ne veulent pas la paix. Nous sommes obligés de nous défendre par tous les moyens. Les autres n'hésitent pas à pointer des missiles sur notre pays et cela ne dérange apparemment pas la France.

**NT : Vous avez affirmé qu'Israël a donné la bombe à la France. N'est-ce pas plutôt le contraire ?**

**RYG :** A l'époque, la France avait beaucoup à se faire pardonner concernant la shoah. Pour ce que j'en sais, les ingénieurs juifs travaillant en France sur la bombe sont revenus en Israël pour concevoir nos armes nucléaires. Mais je n'en sais pas plus.

**NT : Sharon semble remonté contre l'Iran. Le parti travailliste et le Likoud ont-ils la même stratégie nucléaire ?**

**RYG :** Je n'en sais rien. Les méthodes divergent, mais les objectifs sont les mêmes. Mais l'Iran n'est pas une démocratie et Sharon sait ce qu'il fait. Il est conscient du danger. L'Iran rêve de nous détruire. Nous, nous songeons seulement à nous défendre.



The IDF falls under the command of a single general staff. L'actuel chef d'Etat-major est le (Lieutenant) General (Rav-Aluf) Moshe (Boogie) Ya'alon, answerable to the Minister of Defense. (**Dan Haloutz** est le commandant en chef de Tsahal. **Youval Diskin** est le chef du Shin Beth qui a succédé à **Avi Dichter**, en poste depuis 5 ans).

Rav Aluf Moshe Ya'alon, the Israeli Defence Forces' Chief of General Staff (Ramatkal).The Chief of the General Staff (in Hebrew: רמטכ"ל, pronounced: *Ramatkal*) is the high commander of the IDF and answers to the Defense minister and the Prime minister. All Ramatkals are in the rank of (Lieutenant) General (in Hebrew: רב אלוף , pronounced: "Rav Aluf"). **Note about ranks:** if the ranks of the IDF are to be translated one-to-one to Western ranks then a "Rav Aluf" is equivalent to Lieutenant General (since Major General is "Aluf"). But since Rav Aluf in Israel is the high commander of the army (including air force and navy), the translation of it as "General" is more appropriate.

(...)

Currently Israel is the only country in the world with an anti-ballistic missile defense system "Hetz" and working with the USA on development of a tactical high energy laser system against medium range rockets (called Nautilus THEL). Also, Israel has the independent capability of launching satellites into orbit (a capability which is only held by Russia, the USA, the UK, China, Japan, France, India, and Israel).

**Main Israeli Developments:(...)**

- Rockets and Missiles:** Gil\Spike - ATGM (anti-tank guided missile), Shifon – ATGM, Jericho missile - ballistic missile, Shavit - can launch satellites into orbit, Rafael Python 4 and Rafael Python 5 - advance air-to-air missiles, Popeye - advance guided air-to-ground missile, Hetz (Arrow missile) - part of a ballistic missile defense system, able to shot down ballistic missiles
- Electronics and High-Tech:** Oren Yarok (Green Pine) - radar system, Phalcon - intelligence gathering systems installed on large airplane, Satellites such as Ofek 5, Katbam - unmanned naval vehicle, Litning Pod - enhance fighter jets offensive capabilities, F-15I and F-16I fighter jets electronic systems, Barak Zoher - advance tank firing system, installed on Merkava tanks
- Aviation:** Nesher fighter jet (upgraded Mirage V), Kfir fighter jet (upgraded and improved Mirage V), Nammer fighter jet, Lavi fighter jet (development wasn't complete), Mazlat (UAV) - unmanned small aerial vehicle
- Nuclear capability:** *See also:* Israel and weapons of mass destruction

It is generally believed that Israel is a nuclear power. The weapons were thought to have been developed at the Dimona nuclear reactor since the 1960s. The first two nuclear bombs were probably operational before the Six-Day War and Prime Minister Eshkol ordered them armed in Israel's first nuclear alert during that war. It is also believed that, fearing defeat in the October 1973 Yom Kippur War, the Israelis assembled thirteen twenty-kiloton nuclear bombs.

The current size and composition of Israel's nuclear stockpile is uncertain, and is the subject of various estimates and reports. FAS estimates that Israel probably has 100-200 nuclear warheads, which can be delivered by airplanes (A4 Skyhawk or converted F-4 Phantom II), or ballistic missiles (Lance, Jericho, or Jericho II missiles). The Jericho II is reported to have a range between 1,500 and 4,000 km, meaning that it can target sites as far away as central Russia.

The Israeli government has neither acknowledged nor denied that it possesses nuclear weapons, an official policy referred to as "ambiguity". However, a formerly imprisoned ex-Dimona employee, Mordechai Vanunu, confirmed much of the earlier speculation.

DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR SECRET

REVIEWED by EG Kovach DATE 3/13/91

- ( ) RELEASE ( ) DECLASSIFY  
( ) EXCISE ( ) DECLASSIFY in PART  
( ) DENY ( ) Non-responsive info.

FOI, EG or PA exemption ( ) EXEMPTED FROM THE PRESIDENT

- ( ) CLASSIFY as \_\_\_\_\_, OADR  
( ) DOWNGRADE TS to ( ) S or ( ) C, OADR

Subject: Israel's Atomic Energy Activities

JAN 30 1961 1092

(91)  
A3, A4, A5

In 1955 under the "Atoms-for-Peace" program the United States undertook to assist Israel with its atomic energy development program. Subsequently a one megawatt research reactor was built with our aid at Nahal Rubin, near Tel Aviv.

In the summer and early fall of 1960 rumors reached our Embassy at Tel Aviv that the French were collaborating with the Israelis in the construction of a large reactor at Dimona, near Beersheba, in the northern part of the Negev desert. [ ] (b)(1) (b)(7) (C) established on December 2 that a significant atomic installation was in fact being built near Beersheba, Secretary Rortor on December 9 called in Israeli Ambassador Harman who undertook to obtain full information from his government. After a number of exchanges, Prime Minister Ben-Gurion gave us categorical assurances supported by appropriate public statements to the effect that Israel does not have plans for developing nuclear weaponry. The French have also assured us that their assistance is premised on Israel's atomic energy program being solely for peaceful purposes. [ ] (b)(1) (b)(7) (C) 1/19/61

Our government's concern was two-fold: a) pursuant to Congressional legislation and firm executive branch policy the United States is opposed to the proliferation of nuclear weapons capabilities; and b) Israel's acquisition of nuclear weapons would have grave repercussions in the Middle East, not the least of which might be the probable stationing of Soviet nuclear weapons on the soil of Israel's embittered Arab neighbors.

The Israeli and French assurances which we have received appear to be satisfactory, although several minor questions still require clarification. [ ] (b)(1) (b)(4) (b)(5)

At the moment, we are encouraging the Israelis to permit a qualified scientist from the United States or other friendly power to visit the Dimona installation. [ ] (b)(1) (b)(6) (b)(7) (C)

SECRET

**INCOMING TELEGRAM**

*Department of State*

**ACTION COPY**

PERMANENT RECORD COPY

44  
Action  
AEC  
Info  
SS  
H  
EUR  
NEA  
IO  
D  
SAE  
INR  
RMR

**SECRET**

Classification Control: 14430

**EXCISE**

DEPARTMENT OF STATE A/ODC/ November 26, 1960

FROM: Paris

REVIEWED by EG Keane 9:44 a.m. DATE 11/29/60

TO: Secretary of State

( ) RELEASE (X) DECLASSIFY  
( ) EXCISE ( ) DECLASSIFY BY DATE  
( ) BENY ( ) Non-responsible

NO: 2162, November 26, 1960

EXEMPTIONS (b)(6)  
( ) CLASSIFY as \_\_\_\_\_ OADR  
( ) DOWNGRADE TS to ( ) S or ( ) C. OADR

SENT DEPARTMENT 2162; REPEATED INFORMATION TEL AVIV 29

PASS WELLS, AEC, FROM ROULEAU

Further Embassy telegram 2138 dated 25 November.

[redacted] returning from Israel stopped Paris [redacted] explained he had "urgent and secret" item regarding Israeli nuclear power reactor but not sure to whom he should reveal information. Failing in attempt obtain information for onward transmission, since [redacted] apparently wished disclose information higher level, I urged stop in Washington and discuss with you. Claimed this impossible. Stated he had been "held with tongs" and Embassy Tel Aviv though apparently learned of substance CA-3636 while there. Claims personal friend Ben Gurion told him one week ago that within three weeks Israel would announce five year plan (?) simultaneously revealing construction nuclear power plant vicinity of Beersheba. Admitted uncertainty timing of announcement though no question existence facility. Stated except for official status his presence in Israel would have visited site. Parried questions as to power rating and completion date, but said France providing assistance. With reference French denial participation Israeli project commented that "France intends to do everything to regain place as major power". Lack of details precludes evaluation importance [redacted] information. However, implied France will supply natural uranium for large nuclear power plant and has aided in design and construction, apparently without consideration IAEA or EURATOM implications.

87  
Copy No(s)  
Destroyed in RM/3  
Date 1-30-61

36  
36  
36  
36  
CLASSIFIED FILE

AN:BLB-14

HOUGHTON

REPRODUCTION FROM THIS COPY IS PROHIBITED UNLESS "UNCLASSIFIED"

This copy must be returned to [redacted] with notation of action taken.

ACTION ASSIGNED TO:	ACTION TAKEN	DATE OF ACTION	DIRECTIONS TO RM/R
NAME OF OFFICER			
OFFICE SYMBOL			

DECLASSIFIED  
Authority MPD 949622  
By TR NARA Date 8/18/97

5068  
RMR  
FILE

SECRET

This document consists of \_\_\_\_\_  
Number 7 of 13 copies.

39

MAR 30 1961

MEMORANDUM FOR THE PRESIDENT

Subject: Dimona Reactor in Israel

On March 27 you inquired regarding the status of the promised invitation for American experts to visit quietly the Israeli nuclear reactor at Dimona. Deputy Under Secretary Roger Jones promised to provide you with a reply. This invitation was first promised to us by Prime Minister Ben-Gurion on January 4 through Ambassador Reid.

The enclosed chronology regarding the Dimona reactor shows that the Department has been reminding the Israel Government at approximately weekly intervals through Ambassador Herman of the importance of an early "quiet" visit by Americans to Dimona.

Following your telephone call, Assistant Secretary Lewis Jones called in Ambassador Herman and again told him that we are anxiously waiting the Israeli invitation (see memorandum of conversation enclosed). On this occasion Herman, who personally shares our belief that the visit should take place soon, reiterated the difficulties occasioned by the internal political crisis in Israel. He said, and our Embassy at Tel Aviv confirms, that the Israeli leaders are profoundly preoccupied by their internal political problems. This is particularly true of Prime Minister Ben-Gurion, who is personally in charge of Israel's atomic energy program.

When Jones urged Herman to make a new effort to hasten the invitation, Herman said he would do so but that in any case it was unlikely that any decision could be taken in Israel during the next few days. Between April 3 and April 10 is Passover week, when little work is done in Israel.

The Department believes that Herman is probably right regarding the unlikelihood of the Israelis issuing an invitation prior to April 10, although our latest démarche to Herman using your name is likely to be helpful to this end.

We believe that Ben-Gurion fully intends to issue the invitation. Part of his difficulty is (a) that, having given his word, he does not like to be pushed by the United States, and (b) he is personally in the greatest internal political difficulty of his career. He probably

feels

②

443904

NEA: O.L. Jones

SECRET

STATEMENT By Mr. Gideon Frank Director General  
Israel Atomic Energy Commission. To the 49th General Conference of the International Atomic Energy Agency,

Mr. President,

I would like to join the other distinguished delegates in congratulating you on your election as the President of the 49th session of the IAEA General Conference. I am certain that under your guidance this session will be brought to a successful and harmonious conclusion. I wish to assure you the cooperation of the delegation of Israel in that endeavor.

On behalf of my delegation, I wish to congratulate Dr. ElBaradei on his reappointment as the Director General of the IAEA for a third term. I would like to convey our appreciation for Dr. ElBaradei's willingness to shoulder such a heavy burden for another term, and for his leadership in navigating the Agency during a period of such great challenges. We wish him every success in this demanding, and yet crucial, task and pledge our full cooperation in his undertaking. I also wish to congratulate Belize that has recently joined the IAEA and welcome it to the Agency.

Mr. President,

We live in a day and age in which possession of advanced nuclear technology is increasingly recognized to carry with it an especially heavy burden of

3 / 8

accountability to new internationally promulgated norms. These have been motivating action by all responsible states. .

Israel on its part has stepped up its efforts in recent years to bring our traditionally stringent nuclear non-proliferation policy, as well as standards of safety and security, into conformity with the evolving global arrangements, treaties and norms regulating this field. Moreover, we have also been striving to meet the growing national and international expectations of us, as of every democratic country, to meet the ever-growing exacting standards of good practices in the nuclear domain. Our efforts manifest themselves in several areas:

1. **Adhering to the Nuclear Suppliers Group (NSG)** norms and policies by putting in place new export control legislation and adopting the control lists of the NSG, and working towards its effective implementation, including through dialogues with other countries and the NSG;
2. **Supporting the non-proliferation of nuclear fuel cycle capabilities.** In this context, we welcome the recommendations of the expert group, convened by the Director General to explore multilateral approaches in this area. Israel stands ready to continue supporting the efforts to identify practical options for possible arrangements in this domain, while taking into account non-proliferation considerations;
3. **Welcoming the United Nations Security Council resolution 1540** aimed at preventing proliferation, especially to terrorists, and submitting a report on the steps Israel has taken in this area;
4. **Endorsing the new international instruments in the area of safety and security** of radioactive and nuclear materials, namely:

4 / 8

- The IAEA Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources
- The IAEA Code of Conduct on the Safety of Research Reactors
- The new convention on the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism
- The amended Convention on Physical Protection of Nuclear Materials (CPPNM).

In this context, Israel will add a modest contribution to the Agency's Nuclear Security Fund early next year.

5. **Launching an effort to upgrade the security of our international border crossings** against smuggling of nuclear and radioactive materials. This effort is facilitated to a great extent through a cooperation with the US Department of Energy;
6. **Endorsing the Global Threat Reduction Initiative (GTRI)** promulgated by

the US and the Russian Federation on the margins of the last IAEA GC. During the past year we have explored ways to participate in specific projects under this initiative, including by discussing the return of the spent fuel from the Soreq Research Reactor to the US;

**7. Supporting and actively working in the framework of the Preparatory Commission for the CTBT Organization.**

Furthermore, we called upon other states not to carry out any nuclear test explosions, in line with the Treaty's basic obligations, pending its entry into force;

Mr. President,

Let me now turn to a few specific agenda items in this year's Conference that are of particular interest to us.

5 / 8

Israel has long supported strengthening the IAEA to allow it to focus on proliferation challenges. The establishment of the BOG Committee on Safeguards could provide a good example of such constructive activity. Unfortunately, there are opposite examples as well. This holds especially true for Agenda Item 22, the so-called "Israeli Nuclear Capabilities and Threat". Many alarming proliferation developments in the Middle East have occurred in recent years, some of them are reflected in the Director General's reports and BOG resolutions. None of these involve Israel, but all of them challenge our security. These developments demonstrate the alarming attitude of some regional states to their international commitments in the nuclear domain.

There is no basis for this agenda item, whose sponsors are motivated by extraneous considerations, which are also evident in their efforts to challenge Israel's credentials. Both actions are politically and cynically motivated and have little to do with the IAEA's objectives or mandate. They inevitably cast a serious doubt on the sincerity of its sponsors and their willingness to make any real progress towards cooperative security in the Middle East. I thus call upon all Member States to reject such proposal outright.

Agenda item no. 21 calls for the establishment of the Middle East as a NWFZ. Our position in this regard is well known. We support the principle of converting the Middle East into a zone free of all kinds of WMD as well as ballistic missiles, but we take issue with the modalities of last year's resolution as well as with its

6 / 8

portrayal as an end in itself, rather than as a desirable outcome of a fundamental regional political transformation of relations.

Mr. President,

In line with our vision we have been willing to join the consensus on the resolution despite its deficiencies, recognizing that there is no substitute to reconciliation, leading to direct negotiations and agreements freely arrived at among all States of the region.

Furthermore, as a gesture of good will Israel proposed to the DG, during his visit to Israel in July 2004, to convene a forum to learn from the experience of other regions in establishing a NWFZ. A framework for that forum was agreed upon by key Middle Eastern parties and contained in the Director General's report (GOV/2004/61-GC(48)/18). An agenda for the forum based on this framework was accepted by Israel. Lamentably, it was subsequently rejected by another state in the region.

Mr. President,

Israel, as in previous years, will not be in a position to support Agenda Item 21 on "Application of IAEA Safeguards in the Middle East" if any action is taken on Agenda Item 22.

Let me now move beyond non-proliferation, to discuss another crucial role of the Agency, namely promoting the safe and peaceful use of nuclear energy for the benefit of mankind. The Agency deserves much credit for its outstanding activities

7 / 8

in this domain, despite the fact that they attract little publicity. In this context I would like to express our appreciation for the Agency's assistance through the Technical Cooperation programme to a regional project, benefiting Jordanian and Palestinian partners as well as Israel. The Mediterranean fruit fly project has succeeded to create a good platform for productive and ongoing collaboration in the region that could serve as a model for additional projects, for example in the

area of health and radiotherapy. Just recently, Israel has launched an effort to promote IAEA's assistance in training to the Augusta Victoria Hospital in Jerusalem, which treats mainly Palestinian patients from the West Bank.

Mr. President,

Israel works to promote peaceful applications of nuclear energy in the areas of health, agriculture and industry. In this context we have recently hosted an IAEA mission to discuss the Country Framework Programme. We are currently finalizing this document and hope to sign it soon. In addition, in recognition of the excellent work carried out by the Agency in this domain, and in spite of austere national budget, Israel has modestly increased its contribution to the IAEA's TC fund this year, and hopes to be able to sustain this trend in the future.

Mr. President,

We look forward to working together with the Director General and the Secretariat as well as with other distinguished delegates to this conference to promote, as in previous years, constructive resolutions in the Conference, which will strengthen the Agency and help it to fulfill its missions and face up to the acute challenges that lie ahead.

8 / 8

Thank you.

Mr. Chairman, Honorable Knesset,

This is a historic day. For the first time since the establishment of the State of Israel, the Knesset is holding a debate on the issue of nuclear weapons in Israel, so this debate is being held 40 years late. This is also a sad day, because it reminds us, that the Knesset shirked its responsibility in an area that threatens us with the next holocaust, if we do not come to our senses, pause and stop in our tracks before the disaster. I hope that today's debate will symbolize the breaking of the wall of silence and the beginning of an intensive debate in the Knesset and among the public on this subject.

Allow me to welcome our guests, Dr. Ray Kidder, one of the leading nuclear scientists in the United States, a man who has won numerous awards, who worked for decades at the U.S. government's National Nuclear Laboratory of Lawrence-Livermore, California, and who came to Israel especially to be present at this debate; the members of the Israeli Committee for Mordechai Vanunu and for a Middle East Free of Atomic, Biological and Chemical Weapons; representatives of the World Committee of Physicians for the Prevention of Nuclear War; the representatives of the embassies of Egypt and Russia; and the many public figures, from the fields of academia, culture and the media, who are committed to breaking through the longstanding conspiracy of silence on the nuclear issue, who are here today for this debate.

Members of the Knesset, I will begin with a quotation from the joint manifesto of Albert Einstein and philosopher Bertrand Russell, of July 9, 1955: "We are speaking on this occasion, not as members of this or that nation, continent, or creed, but as human beings, members of the species Man, whose continued existence is in doubt... The problem... stark and dreadful, and inescapable [is]: Shall we put an end to the human race, or shall mankind renounce war?"

Shortly after Albert Einstein issued that call for the elimination of nuclear weapons, he was approached by Prime Minister David Ben-Gurion and asked to serve as the president of the State of Israel. Ben-Gurion was already involved in the efforts to develop nuclear weapons in Israel, but he did not disclose that fact to Einstein. The eminent scientist turned down the offer. Einstein, a rare combination of a scientific genius and a humanist, already then believed that no message of justice and peace for humanity was forthcoming from Israel. How right he was.

For the past 40 years, the policy of the Israeli governments on the nuclear issue has been characterized by fraud, lies and deceit. I strongly recommend to all Knesset Members to read the book "Vanunu and the Bomb", that was published last year by the Israeli Committee for Mordechai Vanunu and for a Middle East Free of Atomic, Biological and Chemical Weapons. It is important for the Knesset Members to be exposed to alternative information on a subject concerning which the government, the media and academia have collaborated to brainwash and drug the public. In one of the chapters in the book, entitled "The Israeli Government Declares", by journalist Gideon Spiro, the writer recalls that the deceit began 39 years ago, when on this very podium, on December 20, 1960, Prime Minister David Ben-Gurion announced the construction of "a research reactor in Dimona, that is designed entirely for peaceful purposes, and that when it is completed, it will be open to researchers from other countries." When he made that statement, Ben-Gurion knew that the reactor was not built for "peaceful purposes" and that there was no intention to open it to "researchers from around the world." Rather, we were presented with an Israeli atomic bomb factory, the work of which would be concealed from the citizens of Israel and from the citizens of the world.

When the London weekly *The Sunday Times* published Mordechai Vanunu's revelations in October 1986, an alarming picture was revealed, showing that Israel already had more than 100 atomic bombs. Since then, the number of bombs, according to experts' estimates, is thought to have increased to the insane amount of 200-300.

That is what we must discuss today, Mr. Chairman. The problem is not the messenger Vanunu, but the policy of all Israeli governments, which has turned this small piece of land into a poisonous and poisoning nuclear waste bin, which could blow us all to heaven in a nuclear mushroom. The crime of manufacturing nuclear weapons in Israel was combined with another crime, the collaboration between Israel and the neo-Nazi apartheid regime in South Africa.

I do not have the time to enter into the historic debate about whether the establishment of the reactor was a strategic blessing for Israel. Is the doomsday weapon a deterrent that guarantees Israel's existence? I believe not. However, even those people who do believe that this is the case, cannot ignore the fact that what once appeared to them to be a blessing (a view which I do not share), is now a curse.

Nuclear ambiguity is nothing but self-delusion, and has long ago ceased to be effective. The entire world now knows that Israel has a huge stockpile of nuclear, biological and chemical weapons and that it serves as the cornerstone for the nuclear arms race in the Middle East. In Israel there is frequent mention of the "Iranian and Iraqi danger", while ignoring the fact that it was Israel that introduced nuclear weapons to the Middle East in the first place, and created the legitimacy for other states in the region to obtain nuclear weapons.

One obvious proof that the ambiguity and deterrence which formed the basis for Israel's nuclear policy have become redundant, is Israel's acquisition of the German submarines that have recently arrived in this country and which, according to the media, will be equipped with nuclear missiles. The purpose of these submarines is to cruise deep in the sea and constitute the "second strike" force, in the event that Israel is attacked with nuclear weapons. That means, that not only do the hundreds of nuclear bombs that Israel possesses not pose a defense - they actually caused the military establishment to fear a nuclear early strike, which escalates the spiral of the non-conventional arms race further and further, at the cost of billions of dollars.

Today the so-called ambiguity applies only to the citizens of Israel. They are unable to act as democratic critics of their government because the latter conceals from them the truth about an issue on which their lives depend. We have no information about the people who have their fingers on the nuclear button, what is their chain of command, or what is our



defense if a nuclear Barukh Goldstein should infiltrate the system, and equipped with a religious sanction from some rabbi, launch a nuclear Armageddon.

Mr. Chairman, the dangers to the citizens of Israel and to our neighbors exist not only in the event of a nuclear war. Even without a war, we face the constant danger of the eruption of the nuclear volcano that we have built on our own doorstep.

In the 40 years of the reactor's operation, a huge amount of nuclear waste has accumulated. This waste, if it leaks, could contaminate the land and water for centuries and millennia. I do not have to explain the significance of such a scenario in a country like ours, that needs every drop of water it can get. How is the waste stored? There are different methods, some safer, some less, none perfectly safe. It is all a matter of financial investment.

Since everything in this area is cloaked in secrecy, extra-parliamentary ecological monitoring groups cannot supervise the government's actions. "Trust Big Brother," the government tells us. But we know from our experience, and from experience that has accumulated worldwide, that we must not rely on the government, and in the absence of supervision by non-governmental and independent organizations, the danger of negligence lurks at our doorstep. The reactor is old, the safety measures are kept secret from us. A mini-Chernobyl disaster as the result of human error or material stress would make this country unfit for human habitation.

Last year a story appeared in the media, according to which Israel exports part of its nuclear waste to be buried in Mauritania, in Africa. I ask the Prime Minister: Is this true? Has Israel adopted the criminal colonialist practice of polluting the Third World, which European countries abandoned some years ago following the struggle of the green organizations?

I ask the Prime Minister: What is the condition of Israel's nuclear missile sites near Kfar Zechariah on the outskirts of Jerusalem, and near Yodfat in the Galilee? Are there additional sites? Of course, these sites must be shut down, but until common sense prevails, they must be available to monitoring by parliamentary and extra-parliamentary ecological organizations from Israel and abroad.

I ask the Prime Minister: How is it that plants in which the missiles are manufactured and atom bombs are made are located in the most densely populated areas in Israel, in the center and in Haifa? I ask the Prime Minister: Do you not understand that the Biological Institute in Nes Tsiona, which is where Israel manufactures its biological warfare, is set in a residential area, which is a crime against the residents of Israel and the neighboring countries?

And what about the risk of an earthquake? The reactor in Dimona is located over the Syrian-African Rift. An earthquake similar to the one that occurred in Turkey last year would crack the reactor, and Israel would be covered with a radioactive dust. If that happens, there would be nothing left but say goodbye, and die a terrible death.

I refer you to the article by Professors Barukh Kimmerling and Kalman Altman, who wrote: "The public is unaware of the dangers that they face from the enormous amounts of plutonium in the area and from the difficulty in storing the nuclear waste. The 'nuclear option' was intended to be a response to security threats, but perhaps it should be examined whether the medicine is not more deadly than the disease." (*Ha'aretz*, 5.11.99).

The international community has recognized that the nuclear issue is not an internal affair of any state, but has implications that reach beyond national and geographic borders and require international attention.

The Nuclear Non-Proliferation Treaty and other treaties relating to this issue are the sum total of worldwide human wisdom mobilized to defend us from nuclear holocaust.

Israel has chosen to remain outside the realm of human wisdom. That was a dangerous choice. The mentality of 'a nation unto its own' entails, in the context of the issue at hand, the syndrome of national suicide. Our lives and our security will not be guaranteed by the reactor in Dimona, nor by the hundreds of atomic bombs, nor by the millions of biological warfare germs that are produced at the Biological Institute in Nes Tsiona, nor by the chemical weapons that Israel is developing. Rather, our security would come from an inspired initiative to make the Middle East free of all weapons of mass destruction.

Israel is the party that started the race and it bears the responsibility for changing that course. I call on the government of Israel to open all doors and windows and air the information. A certain change in the right direction took place in November 1999, when parts of the transcripts of the trial of Mordechai Vanunu were released. Naturally, that is not enough. The Dimona reactor must be opened to international inspection; a moratorium must be declared on the production of all weapons of mass destruction - nuclear, biological and chemical; all information must be released about the amount of bombs that Israel possesses. Israel must announce, as a confidence-building measure, its willingness to begin unilateral nuclear disarmament, to be completed in the framework of a general Middle East treaty.

In fact, there is no need for nuclear weapons. Paul Nitze, who was the chief U.S. representative to the arms control negotiations on behalf of the Reagan administration, not exactly a dangerous Leftist, wrote in the *New York Times*: "The truth is that I see no reason not to unilaterally eliminate the nuclear weapons that we possess. Keeping them is a costly matter, which adds nothing to our security. I cannot think of any circumstances in which it would be wise for the U.S.A. to use nuclear weapons, even in retaliation for the use of such weapons against us. What would be our targets in such an event? It is impossible to think of a target that could be hit without the strike entailing the mass killing of innocent people... The very existence of nuclear weapons endangers our existence." (Published in *Ha'aretz*, 1.11.99).

We need to extend our hand to Egypt in its efforts to bring all countries in the Middle East into the Non-Proliferation Treaty. We must respond to the Syrian demand that the peace negotiations include the dismantling of weapons of mass destruction. The Dimona reactor must become a burial site, and that burial site should serve as a reminder to future generations of the foolishness of humankind on one hand, and also of its recognition of that foolishness before it was too late.

Mordechai Vanunu, who was kidnapped in Italy in an act of terrorism on the part of the State of Israel, and who was later tried in a secret and unfair trial, is a prisoner of conscience who sacrificed himself on the altar of the struggle for a nuclear-free world. A person who hands over to the free press information about the negligence and crimes of his government, as

Mordechai Vanunu did when he exposed the information about what was being done behind the walls of the Dimona reactor, was neither a traitor nor a spy. Rather, he performed the role of a whistleblower and carried the democratic principle of the public's right to know. It was no accident that Mordechai Vanunu received the Right Livelihood Award and the Danish Peace Prize, and that every year he is a candidate for the Nobel Peace Prize. The world recognizes people who work to save humanity from a nuclear holocaust.

From this podium I call on the government of Israel and on the President to listen to the voices coming from all corners of the globe, the voices of politicians, scientists, Nobel Peace Prize laureates, artists and authors, to release Mordechai Vanunu after 13 years in prison, more than 11 of which he spent in cruel solitary confinement. Even President Clinton has recently called for Vanunu's release. He has served two-thirds of his sentence and he is entitled to parole. It is time to end the vindictiveness.

With your permission, Members of the Knesset, I wish to appeal from this podium to Regional Cooperation Minister Shimon Peres. History, I believe, will judge you harshly for two things: your major role in establishing the Dimona reactor, and for the order that you gave, when you served as Prime Minister, to commit the act of terrorism of abducting Mordechai Vanunu, from London via Italy, in September 1986.

I doubt whether you would have been awarded the Nobel Peace Prize, if the members of the Nobel committee had been aware of your immense contribution to the production of Israel's nuclear, biological and chemical weapons of mass destruction. Now, as you approach the last stretch of your political career, I ask you to right both wrongs: to begin the process of Israel's disarmament of nuclear, biological and chemical weapons as part of making our region free of weapons of mass destruction, and to release Mordechai Vanunu.

The International Court in The Hague has ruled that nuclear weapons are illegal. I propose to the government of Israel and to the Knesset to make an effort, however difficult, to join the ranks of the enlightened international community.

In summing up, I wish to quote again from the manifesto of Albert Einstein and Bertrand Russell, in which they called for the elimination of nuclear weapons: "We appeal, as human beings, to human beings: Remember your humanity and forget the rest. If you can do so, the way lies open to a new Paradise; if you cannot, there lies before you the risk of universal death."

The Auschwitz survivor, the author Yehiel Dinur, whose books were published under the name Ka. Tzetnik, called the outcome of nuclear weapons a nuclear Auschwitz. A few days ago, on January 27, the anniversary was celebrated of the liberation of Auschwitz by the Red Army. Note the historic irony and absurdity: Israel has become a haven for the creators of a new holocaust, the nuclear Auschwitz. Mordechai Vanunu learned the major lesson of the Holocaust, but the State of Israel has yet to learn.

If he were still alive today, Albert Einstein would have considered Mordechai Vanunu to be a man after his own heart, a culture hero, a courageous man of conscience with a humanist vision who sacrificed his freedom for the noble ideal of eliminating nuclear weapons and preventing a nuclear Auschwitz. He would certainly have joined the ranks of those who protest Vanunu's abduction and demand his release.

Intervention du député du *Hadash-Taal*, à la Knesset, le 8 novembre 2003<sup>1971</sup>.

It is very much at odds with my solid plans and expectations that I would be suddenly forced to greet this most significant conference, "From Nuclear Dangers to Cooperative Security: Parliamentarians and Legal Imperatives for Nuclear Disarming", convening in Vancouver today for which I was a confirmed speaker, not from the venue of this serious conference but rather from afar in my country, where am now surrounded by permanent security guards availed to me and to my family by the Israeli parliament following a failed attempted assassination of which you might be aware. The subsequent heavy security which has proven to be necessary to protect my voice against what has now become an undeniable life threatening Israeli public environment rendered impractical my fully prepared plans for being with you in Vancouver today. (For details on the attempted assassination with a car bomb planned under my residence in Haifa on October 24th please see attached first article from Jerusalem Post)

I have for months been looking forward to taking part in the important discussions of this most timely landmark in our common struggle against accelerated danger of nuclear weapon proliferation. I have been relentlessly preparing to bring to this concerned discussion facts at my disposal, which are bound to mobilize us to turn this conference in Vancouver into a new turning point in the history of the anti nuclear movement by way of combating the rejuvenated threat of use of nuclear weapon which the Bush Administration of the United States and the Sharon government of Israel employed over the past year in terrorizing peoples and blackmailing countries Worldwide. It would seem, that as the failure of the official policies become clearer, the risk of "informal" assassinations grows uncontrollable even in Haifa the only city in Israel which as a matter of policy is purport to be a monument to coexistence and tolerance.

Although I want to doubt that the attempted assassination was directly connected with and occasioned by my plans to participate in a conference aptly entitled "From Nuclear Dangers to Cooperative Security: Parliamentarians and Legal Imperatives for Nuclear Disarming" and expose the unique dual dangers that Israeli present on this front as the only nuclear state with no antinuclear mass movement on earth, I cannot utterly rue out this possibility, particularly in view of the status of the status of the tragic Israeli public silence on the Va'anono case. The Israeli peace movement is the only peace movement that that apologizes for its state's nuclear arsenal. So does the Israeli environmental Movement.

Yes, I am unable to take part in this anti-nuclear parliamentary conference at Vancouver to part with you my analyses of one of the most dangerous nuclear sites on our World Today - Israel - because I have been exposed, along with my wife

Suad and twins Hanna and Jana, to an attempted assassination. But because my family and myself have been pained by this tragic fate, I feel all the more strongly and intensely the need to add my voice to the voices of reason addressing the world today from Vancouver. It is an irony that won't be with you today because I can no longer move without a personal guard and while the investigation of the attempted assassination is pending.

Dear Participants, Given the unfortunate circumstance preventing me from being with you in Vancouver today, please permit me to convey from distance my warmest greetings to all of you who gather today from the world over for this conference and to congratulate on the enormous efforts that went into creating this forum for voicing the mounting urgent concerns of the international community to end the threat of the use of this most dangerous weapon of mass destruction. I feel very fortunate that my family and I were spared the designed strategy as reason to intensify my commitment to this holiest common struggle.

Dear Participants, please permit me to part with you the stunning following facts: The Israeli Peace Movement is the only peace movement on earth that systematically apologizes for its state's nuclear arsenal. So does the Israeli environmental Movement. Today's Rightist Israel, which attempts to silence and terrorize any Israeli voice insisting that there is a Palestinian partner for peace and there is a political platform for political solution is the same Israel that tries to keep the Israeli society away from debating the question of nuclear arsenal built up in Israel. Israel may be the only nuclear state that did not develop a public peaceful movement struggling against nuclear armament. It is worth emphasizing that the vast majority of the environmental organizations in Israel (hundreds of NGOs) refuse to deal with the nuclear questions and the Dimona Nuclear Reactor. It is amazing the peace movements in Israel has an extreme attitude in preventing the debate on the Israeli nuclear policy, considering the Israeli nuclear bomb as a peaceful nuclear bomb as long as Shimon Perez is the spiritual father of the Israeli nuclear project.

This dangerous contradictions emphasize the need for formulation of a new Israeli awareness on the nuclear issue. This challenge should concern those who struggle against nuclear proliferation all over the world. I recommend that the Vancouver conference face the challenge of uncovering the contradictions between peace and democracy on the one hand and the nuclear armament, on the other.

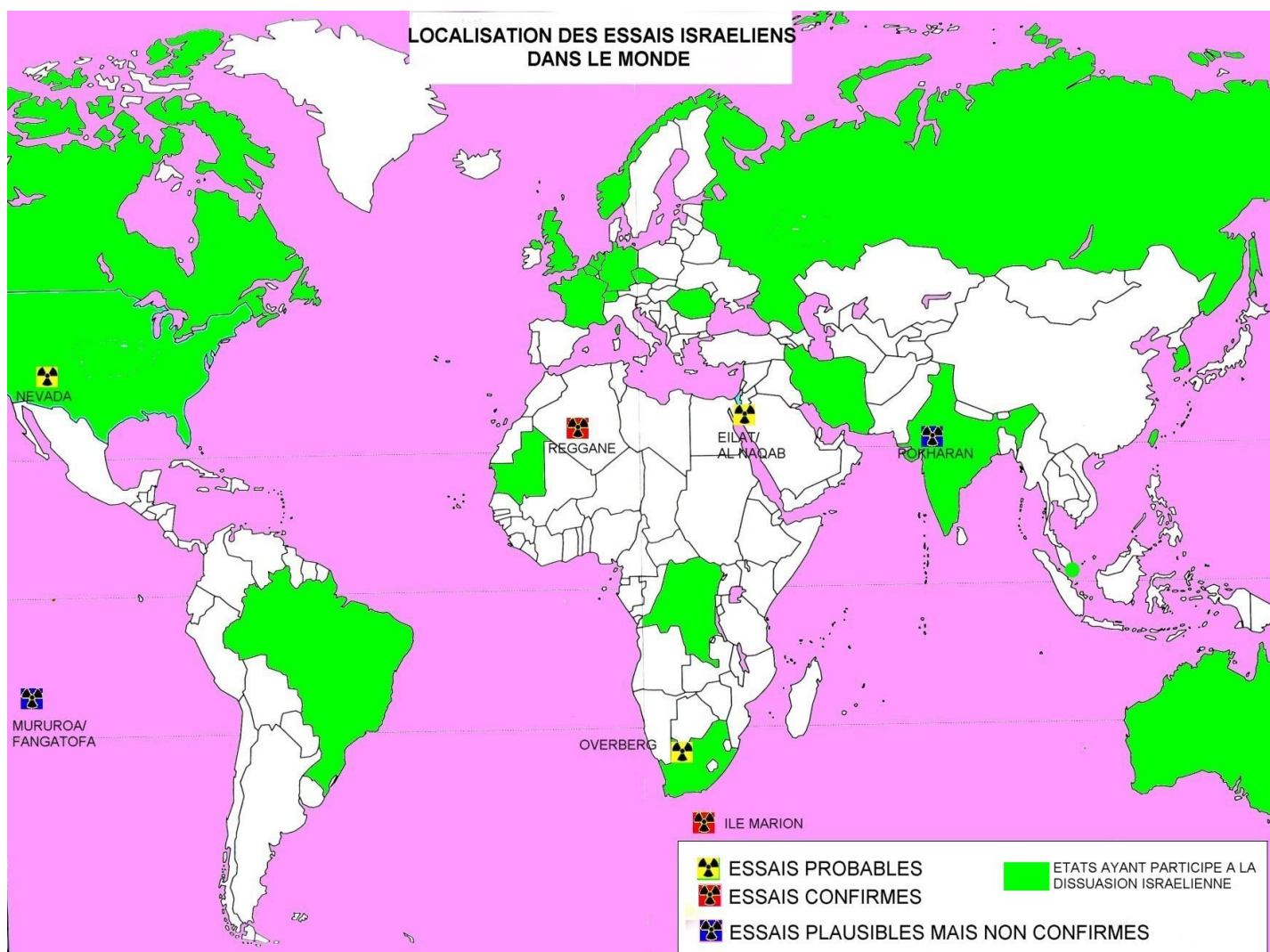
Israel, with the support of the US, toys with the absurd idea that the Israeli atom bomb is a guarantee for peace that it is in "democratic hands" and in the service of democracy. These ridiculous and arrogant ideas, already outdated in the 1950's, are aimed at tricking the entire world, as well as the Israeli public. Dismantling all weapons of mass destruction and releasing the nations of the Middle East from the dangers of atomic, biological and chemical death, must be a fundamental aspect of a peaceful solution and a cornerstone of democracy and humanitarian values.

Nuclear weapons are not a guarantee for peace, only a guarantee for an arms race and wars (while peace with justice is available and can prevail only in a Middle East free of weapons of mass destruction). Just as any attempt to ignore the correlation between the need for nuclear disarmament in the Middle East and achieving just and lasting peace is artificial, dubious and suspect - so is any attempt to separate the issues of democracy and the basic right of all nations in the region to live in peace, without the danger of mass destruction.

Now is the time to reinforce among all the nations in the world the concept, that weapons of mass destruction are the antithesis to peace, as they are the antithesis to democracy ! The threat of weapons of mass destruction is also a threat to humanity, human rights and freedom ! This is the real struggle and real challenge that humanity faces, at the beginning of the 21st century. So, can we make this important conference at Vancouver a turning point and a launching pad for strengthening this struggle and bringing this message to all parts of the world? I consistently believed parliamentarians are able to take a crucial role to break the wall of silence on the nuclear issue. In September 2000, I ended my intervention at Oppsala Seminar on "Nuclear Weapon free zones" with these words: " For this purpose, I would like to issue a call from this meeting at Oppsala, to members of Parliaments from around the World to join in the establishment of a "Forum of Parliamentarians" for a World Free of Weapons of Mass Destruction" - this to constitute one more influential frame work that will be capable of adopting new norms and to raise the banners of these shared universal values in parliaments in each and every country.

**ANNEXE 8 : LES ESSAIS NUCLEAIRES ISRAELIENS AVERES, PROBABLES ET FANTASMES**

(Travail personnel)



## ANNEXE 9: LES SITES STRATEGIQUES ISRAËLIENS

**Beer Yaakov :** Centre d'assemblage des missiles Jéricho II et siège des systèmes C3I par *Israel Aircraft Industries* pour les programmes *Arrow* et le *Shavit*.

**The Bor :** Quartier-général souterrain en béton armé, derrière le ministère de la défense à Tel-Aviv<sup>1972</sup>. Abrite les centres névralgiques du Quartier-Général israélien.

**Eilabun:** Entrepôt d'obus nucléaires, fait mis en doute par *GlobalSecurity.org*, de par sa structure et de sa taille.

**Haifa:** Base des trois sous-marins à capacité nucléaire : le Dolphin, le Leviathan et le Tekuma et de trois sous-marins Gal. La ville abrite aussi le *Technion Institute*, un centre de production d'armes biochimique<sup>1973</sup> et le siège de la *Rafael*<sup>1974</sup> *Armament Development* qui conçoit des ogives à partir de l'uranium et du concentré d'uranium (*yellowcake*) amenés par convois secrets et escortés depuis Dimona. C'est aussi un centre d'activité pétrolière et le terminus des importations militaires israéliennes en provenance surtout des USA et de l'Union Européenne. En cas de contre-attaque nucléaire de l'extérieur ou d'accident nucléaire, les risques sont donc démultipliés. Une usine de traitement d'uranium y serait installée car c'est par-là que transitent les importations d'uranium.

**Beersheba :** Mine et centre d'extraction de l'Uranium. Fonctionne avec une usine de conception de *yellowcake* dans le sud du pays<sup>1975</sup>.

**Golan (plateau du) :** Selon certaines sources, le plateau abrite des silos de missiles nucléaires<sup>1976</sup> (peut-être abandonnés) et de mines nucléaires à neutron. Le député responsable des questions militaires à la Knesset, Ephraïm Sneh répondit à « l'époque que le rapport ayant propagé cette information était véritablement stupide. La personne ayant écrit cela, non seulement n'en sait rien, mais ne comprend rien »<sup>1977</sup>. C'est en tout cas une véritable politique de dissuasion réussie puisque la Syrie, depuis 1973, n'a plus lancé d'attaque depuis 1973. Or, Il semble bien que des armes nucléaires y soient bien installées<sup>1978</sup>. Cependant, ses silos seraient en train d'être évacués, car le plateau pourrait être restitué à l'avenir. De toute manière, le système des silos est obsolète<sup>1979</sup>. Selon un sondage effectué en Israël, 63% de la population estime préférable un abandon du Golan en échange de la paix<sup>1980</sup>. Les « yeux d'Israël », en hauteurs, permettent de bombarder en toute impunité le contrebas. Jusqu'en 1967, les Syriens y installent leurs artilleries et bombardent une large portion du territoire.

**Mishor Rotem :** Extraction d'uranium à partir d'un gisement de phosphates, de l'ordre de dix tonnes par an, exploité par la *Negev Phosphates Chemicals Company*, localisée à côté de Dimona. L'entreprise y exploite du cuivre, du manganèse, du phosphate pour les engrais et de l'uranium. Les mines de phosphates sont situées à Zin, Oron et Arad. La société *Rotem Amfert* fusionne ensuite avec la *Negev Phosphates*, et le *Rotem-Amfert Group* en 1991. *Israeli Chemicals (ICL)*, est partiellement privatisé en 1992 et totalement en 1995. Les gisements d'uranium contiennent entre 30 et 60.000 tonnes de minerais, sous les gisements de phosphates. En 1994, une société chimique, la *Haifa Chemicals* exploite le potassium, le nitrate et y conçoit de l'acide phosphorique. L'accointance avec les sociétés américaines est encore une réalité puisque l'entreprise est une filiale de la *US-based Trans-Resources Inc.*

**Nevatim Airbase:** (Sud-est de Beersheba). Construit en 1947 avec des fonds américains, et reconverti en octobre 1983, la base abrite les 104, 115, 116, 132 et 251<sup>ème</sup> squadrons. Le *Nuclear Notebook* publie en 1998 que les F-16 de Tsahal basés à Nevatim et Ramon sont équipés pour recevoir des bombes chimiques et bactériologiques. « Les équipages de F 16 ont été entraînés pour amorcer des armes biochimiques opérationnelles dans les minutes où leur commandement les ordonne d'attaquer ».

**Palmahim:** Palmahim est une ville construite dans les années 1970. Elle abrite le site de lancement de vecteurs spatiaux et de missiles intercontinentaux, ouvert en 1988 et géré par l'agence spatiale israélienne (ASI), fondée en 1983. Le site est couvert par la base aérienne limitrophe (escadrilles 124, 151, 160, 161, 193, 194 et 200). A l'origine, l'espace servait de centre de test pour missiles. On y trouve aussi une base d'hélicoptères et un centre d'essai pour l'artillerie. Les dernières images satellite de la fin des années 90 révèlent une piste d'aviation, 7

<sup>1972</sup> Seymour HERSH, *op.cit.*, p. 231.

<sup>1973</sup> *The CBW conventions bulletin*, *Ibid.*

<sup>1974</sup> La division « missile » de Rafael, la plus grande de la compagnie compte 2 400 employés, et englobe désormais la branche communication et IT et est renommée « missile and network warfare division ». La division « armement », qui emploie actuellement 1 300 employés devient l' *armaments and defense systems division*. Elle englobe tous les produits et technologies de protection de Rafael. La dernière division, appelée *rockets and engines division* où travaillent 900 personnes, englobe les départements *Givon* et *Maltam d'Israel Military Industries*. *Israelvalley*, 1<sup>er</sup> mai 2007.

<sup>1975</sup> CSIS, 2 juin 2008, Anthony CORDESMAN. «Israeli Weapons of Mass Destruction».

<sup>1976</sup> Pascal BONIFACE, *L'année stratégique 2003*, IRIS, p. 431.

<sup>1977</sup> *Jane's Defence Weekly*, «Sneh denies nuclear landmine report», 5 avril 2000, p. 6.

<sup>1978</sup> Voir la partie historique sur les négociations Rabin/ Ford.

<sup>1979</sup> Ira CHERNUS, Alain COUTE, Youssef Abou SAFIA, Hans LEBRECHT, Université de théologie de Boulder, Colorado, mercredi 19 novembre 2003.

<sup>1980</sup> *Haaretz*, 14 Mars 2000, « A présidents promise: Israel can keep its nukes, open secrets», Aluf. BENN.

imposants hangars et des usines à l'intérieur d'un périmètre de sécurité pour protéger les tirs de Shavit et les essais de missiles Arrow. La Shaldag (Unité 5101) une unité antiterroriste, surveille les lieux contres d'éventuels sabotages ou attentats. Le *Citron Tree fire-control system* et le *Green Pine radar*, intègrent le dispositif de systèmes anti-missiles.

**Ramon Airbase** : Au sud-ouest de Beersheba, c'est une base de l'armée de l'air construite par les USA et opérationnelle en 1981. On y recense les escadrilles 113, 127, 140, 146, 147, et 253.

**Sdot (Sderot) Micha et Beit Zachariah / Zekharyeh**: (45 km au sud-est de Tel Aviv, et 23 km à l'Est de Jérusalem, près de Tel Nof, dans les collines de Judée<sup>1981</sup>) Zakharia signifie en hébreu « les dieux se souviennent avec vengeance », un nom prédestiné. Selon les experts occidentaux, Sdot Micha est un centre de stockage de missiles nucléaires<sup>1982</sup> construit en 1971, en particulier pour les Jéricho II<sup>1983</sup>. Le site est sous la protection de la base aérienne de la localité des 150, 199 et 248 squadrons. Les Jéricho I et II sont situés à Zekharyah où l'on y recense 100 emplacements mesurant 10 mètres sur 30. On compte 50 Jéricho I à Sdot Micha. Le complexe de Zechariah, survolé en septembre 1997 par le satellite indien IRS-C, permet de définir ces infrastructures par les images publiées par la revue *Jane's Intelligence Review*. Ses dimensions sont imposantes (6 km x 4 km) mais réduites comparées à celles des principales autres puissances nucléaires, du fait de l'exiguïté du territoire et des exigences de discrétion. Depuis les hangars creusés dans les collines, les missiles sont tractés par des *transporter-erector-launchers* (TEL de 16 mètres de long, 4 de large et 3 de hauteur) jusqu'au pas de tir, escortés par un générateur mobile, un véhicule de commandement et au autre de communication. Les images d'*Ikonos*, prises durant l'été 2002, indiquent que les nouvelles infrastructures construites permettent de penser que la localité rassemble l'essentiel des missiles et charges nucléaires du pays, ce qui explique le partenariat avec la base aérienne de Sdot Micha. Les emplacements ont été réduits à entre 23 et 50 silos auxquels il faut ajouter 10 à 20 autres emplacements. La base est agrandie entre 1989 et 1993 et regroupe 21 bunkers. Les cinq plus grands mesurent 6 mètres de haut, 15 de large et 20 de long. La signature satellite révèle néanmoins que certaines têtes seraient conventionnelles. En fait, les différentes parties du missile sont stockées dans des locaux différents (charge nucléaire à 5 kilomètres des vecteurs) afin de prévenir et limiter les dégâts d'accidents, de frappes préventives ennemis ou d'actions terroristes. Chaque escadrille est elle-même entourée d'un périmètre de sécurité de cinq kilomètres. En cas de frappes, les dégâts ne risquent donc pas de se propager aux autres escadrilles. Néanmoins, par manque de place, le tissu urbain et industriel s'entrelace avec les installations militaires. C'est ici qu'en décembre 1990, pendant la guerre du Golfe, des Jéricho II sont mis en alerte et que des tests de mise à feu sont effectués dans les années 80.

**Yodefah** : Principal centre d'assemblage ou de démantèlement d'armes nucléaires depuis que les 2 premières bombes y sont produites en 1966. Maintenant il est surtout spécialisé dans les missiles balistiques. Selon Vanunu, des convois y apportent le plutonium provenant de Dimona.

**Tel Nof et Tirosh** : Centre de stockage et base aérienne au sud-est de Tel Aviv, d'où peut décoller le « *black squadron* »<sup>1984</sup>, une escadrille de bombardiers dotés de missiles nucléaires. Cette ancienne base de parachutistes est la plus importante base pour la stratégie israélienne de défense. Les appareils peuvent être des A4 Skyhawk, des F4 phantoms (probablement retirés du service maintenant), des F15 Eagle, des F16 Falcon ou des Kfir. Les 106, 114, 118, 119, 133, 148, 201, 505, 669 squadron contrôlent la zone. Jusqu'à la fin des années 70, cette tâche incombait à 8 F4. C'est également un centre d'entraînement. Il y a trois pistes d'aviation de 2,750 mètres de long et une de 1,830 mètres. La base fonctionne en partenariat avec Tirosh et Zackariah. Les bombes atomiques aériennes sont entreposées dans des hangars à quelques kilomètres de Tirosh à mi-chemin entre Jérusalem et la mer. Tirosh est un dépôt d'armes nucléaires. Invisible de l'espace, le site apparaît comme un complexe de routes reliant 70 bunkers. En réalité, le complexe intégrerait dans une vaste structure insérée à la fois à l'environnement et au tissu urbain les centres de Tel Nof et Sdot Micha<sup>1985</sup>.

**Tséhélim (Néguev)**: Centre d'entraînement d'armes high-tech international<sup>1986</sup>.

<sup>1981</sup> *Jane's Intelligence Review*, «Could Israel's nuclear assets survive a first strike?», volume 9, n° 9, 1997, pp. 407-10.

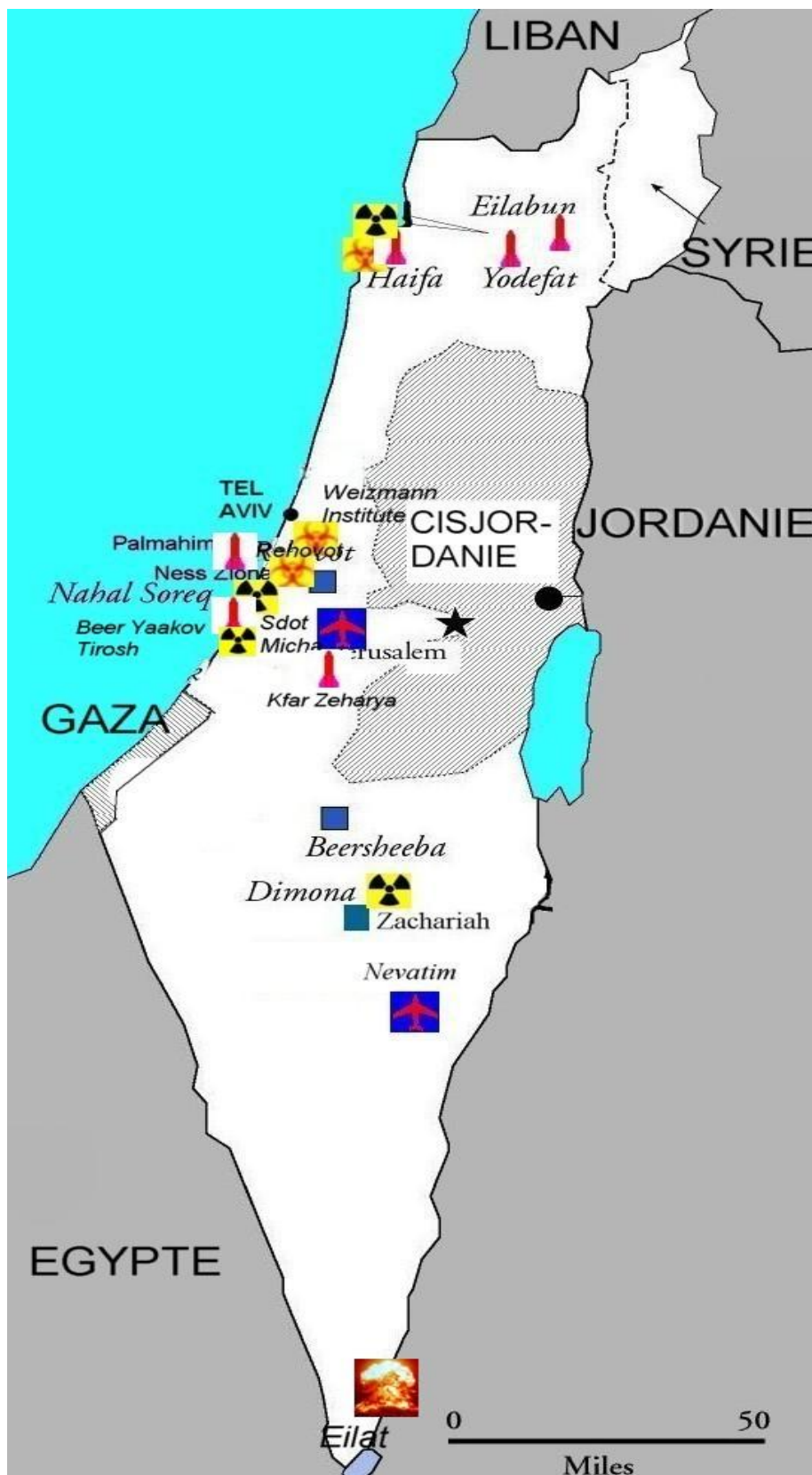
<sup>1982</sup> *Marianne*, semaine du 7 au 13 janvier 2006, p. 59.

<sup>1983</sup> *US Department of Defense*, Office of the Secretary of Defense, « Proliferation: Threat and Responses », janvier 2001.

<sup>1984</sup> Selon NBC news,

<sup>1985</sup> *Rapport OTAN*, Appendix 10A. «World nuclear forces», Hans KRISTENSEN et Joshua HANDLER, 2001, p. 42.

<sup>1986</sup> Freddy EYTAN, *Op.cit.*, p. 286.





I'm El-Baradei, a blind man in an obscure Dimona (Baha Boukhari, *Al-Ayyam*, 7/7/04).



El-Baradei dealing with Arabs and Muslims and dealing with Israel (Omayya, *Alhayat Aljadeeda*, 7/8/04).



© Hamed Najeeb



Standing on the Israeli Dimona nuclear reactor: a Palestinian asking El-Baradei:  
- There's a bad smelling, isn't it?  
- El-Baradei: Don't worry, man, it's just bad air. (Omayya, *Alhayat Aljadeeda*, 8/9/04)



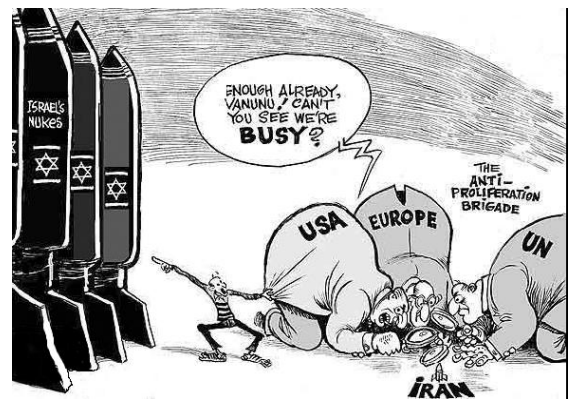
Israeli Nuclear reactor area: Free distribution of anti-radiation pills (Khalil Abu Arafah, *Alquds*, 8/9/04).



El-Baradei looking for Israeli nuclear weapons (Jalal Al-Rifa'i, *Ad Dustour*, 7/8/04)

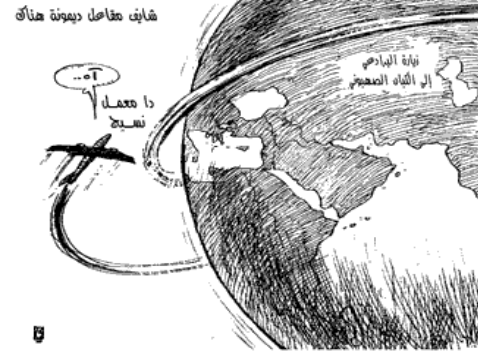
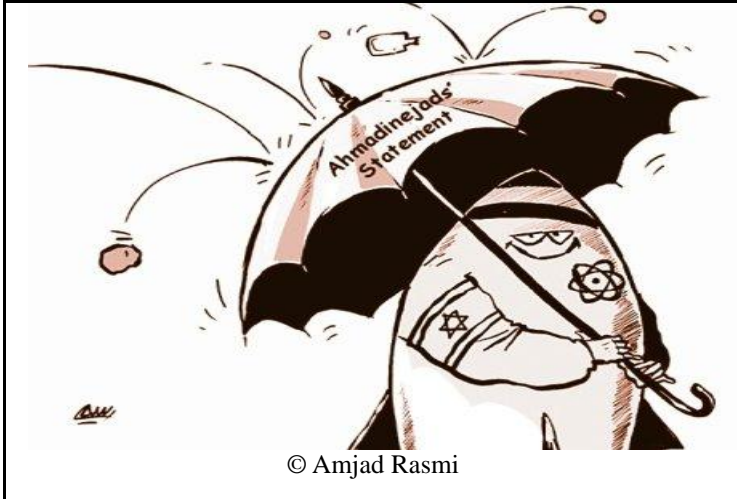


Caricature de *Charlie Hebdo*, 20 décembre 2006, p 7



campaign to free vanunu, 2006





- 'Voyez-vous Dimona e dessous?  
- El-Baradei: on, c'est une usine textile'  
(Yousuf Abedlaki, *Al-Khaleej*, 7/8/04).

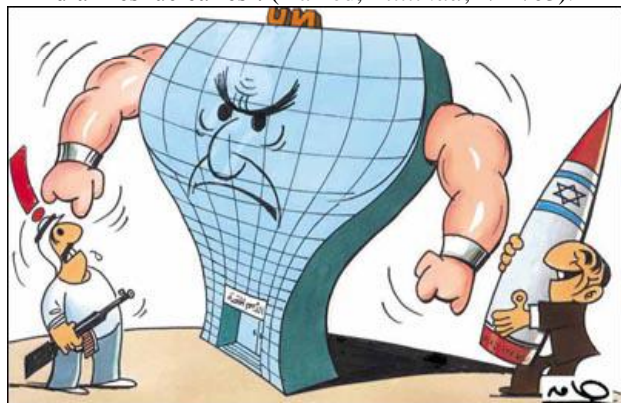


(© Emad Hajjaj, in {*Alquds Al-Arabi*, 9 juillet 2004). El Baradeï muni d'un sécateur en train d'inspecter les armes nucléaires israéliennes.





Israël dit: 'Nous avons l'arme nucléaire'; les USA répondent: 'Remerciez Dideu de ne pas avoir d'armes nucléaires'. (Hamed, Alittihad, 1/22/03).



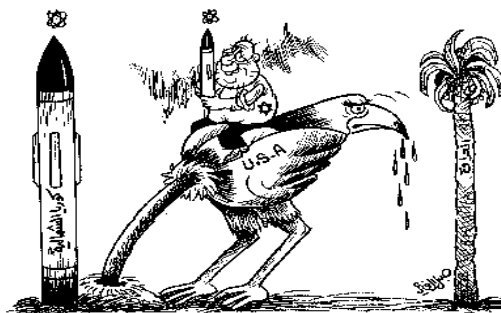
(Hamed, Alittihad, 1/5/03).



(Mustafa Rahme, Alittihad, 7/8/04).



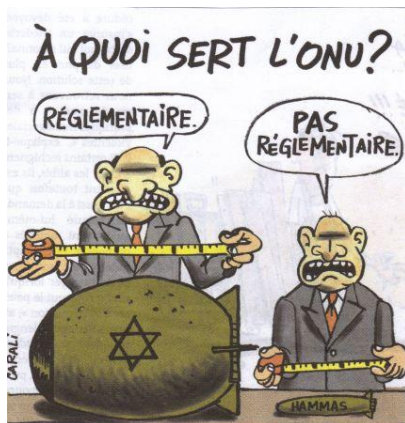
Harretz, 5 mars 2005



(By Jalal Al-Rifa'i, 1/19/03).



(Jalal Al-Rifa'i, 1/4/03).



(Site de la Gauche populaire antilibérale, mai 2010)

## ANNEXE 11: EXAMEN A L'ONU LA QUESTION DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE ISRAËLIEN

UNITED  
NATIONS

A



General Assembly

Distr.  
GENERALA/42/581  
16 October 1987  
Original: ENGLISH

Forty-second session Agenda item 68

**ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT Report of the Secretary-General**

## I. INTRODUCTION

1. By resolution 41/93 of 4 December 1986, the General Assembly, *inter alia*, requested the Secretary-General to follow closely Israeli nuclear activities in the light of the latest available information, and to update the Study on Israeli Nuclear Armament I and submit it to the General Assembly at its forty-second session.

2. The study entitled "Israeli nuclear armament" was prepared, in pursuance of resolution 34/89 of 11 December 1979, by the Secretary-General, with the assistance of qualified experts, and was submitted to the Assembly at its thirty-sixth session in 1981. It contained factual information, analyses and assessments covering the period up to June 1981 and arrived at conclusions, among which are the following:

"In carrying out its mandate to study the question of Israeli nuclear armament, the Group of Experts has sought to make its evaluation as factual and concise as possible on the basis of available information. However, because of gaps in the availability of reliable information, some of the specific assessments may be subject to an element of uncertainty.

"Thus, there is no doubt that Israel has the technical capability to manufacture nuclear weapons and possesses the means of delivery of such weapons to targets in the area. To recapitulate: Israel has an unsafeguarded reactor capable of producing considerable amounts of plutonium and has some means of separating plutonium from irradiated uranium fuel. It has the technological skills and expertise as well as the technical infrastructure required to manufacture nuclear weapons. Since the greater part of Israel's nuclear programme is not under safeguards, and since few technical details about that programme have been made publicly available, it is difficult to assess the full extent of Israel's actual nuclear activity. However, since 1964, when Dimona went into operation, Israel could have produced sufficient weapons-grade plutonium for a significant number of explosive devices.

"Israel's official statements on its plans and intentions with regard to the possession of nuclear weapons have often been equivocal and have provided little definitive information. It has repeatedly utilized the formula that 'Israel will not be the first to introduce nuclear weapons into the Middle East'. At the same time, however, Israel has refused to sign and ratify the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons or otherwise to place all of its nuclear facilities under international safeguards. Israel has not only failed to submit all its own nuclear facilities to international inspection, but has also appeared to undermine the credibility of IAEA safeguards in the region, in particular by the bombing of an Iraqi nuclear reactor, which was under IAEA safeguards.

"Meanwhile, there have been official and unofficial statements and reports in a number of countries that Israel has already crossed the nuclear-weapon threshold. Discussion of these issues must take account of the political, military and geographic circumstances of the region. Whereas Israel could be moved by a number of cogent arguments to refrain from the acquisition of nuclear weapons, various considerations may be thought to prompt it to acquire nuclear weapons. In fact, Israel appears to have a posture of deliberate ambiguity on this subject, which has contributed considerably to the alarm in the region and to the concern of the world community.

"The Group of Experts believes that this deliberate ambiguity is or may be a factor contributing to instability in the region and could be an obstacle to the creation of the confidence necessary to achieve a political settlement there.

"On the basis of the available authoritative information, the Group of Experts is unable to conclude definitively whether or not Israel is at present in the possession of nuclear weapons. There are, however, significant indications that Israel reached the threshold of becoming a nuclear-weapon State at least a decade ago. Taking into account its nuclear facilities, the availability of nuclear material required for their operation, the existence of scientific and technical knowledge and the presence of an adequate number of trained and experienced staff, the Group of Experts wishes to emphasize that they do not doubt that Israel, if it has not already crossed that threshold, has the capability to manufacture nuclear weapons within a very short time."

3. By resolution 39/147 of 17 December 1984, the General Assembly, *inter alia*, requested the United Nations Institute for Disarmament Research in co-operation with the Department for Disarmament Affairs of the Secretariat and in consultation with the League of Arab States (LAS) and the Organization of African Unity (OAU), to prepare a report providing data and other relevant information relating to Israeli nuclear armament and further nuclear developments. That report was submitted to the Assembly at its fortieth session in 1985 (A/40/520, annex). It provided data and other information relating to Israeli nuclear armament and further nuclear developments, taking into account reports of the Secretary-General on the matter as well as information on the subject provided by the International Atomic Energy Agency (IAEA). The main findings of the report were summarized as follows:

"The material contained in the present report confirms the assessment and conclusions of the Secretary-General's report on Israeli nuclear armament (A/36/431) ...

"Israel has not acceded to requests from the Security Council and the General Assembly of the United Nations to place all its nuclear activities under international safeguards. It is to be stressed that most of the information relating to Israel's nuclear activities is kept secret, and thus the quantity and quality of available reliable information on the subject is such that it is difficult to draw definitive conclusions."

4. The present report is submitted to the General Assembly in pursuance of resolution 41/93. In fulfilling his mandate, the Secretary-General, in a note verbale dated 27 April 1987, drew the attention of all member States to paragraph 7 of the resolution and stated that, in the context of the request contained in that paragraph, he would be grateful for any specific information directly relevant to updating the 1981 report that they might be able to provide. Replies to the note verbale were received from the Governments of Bangladesh, Iraq and Israel. The Secretary-General also stated in letters sent to IAEA, LAS and OAU, dated 5 May 1987, that he would appreciate receiving any relevant information that those organizations might wish to provide on the matter. A reply was received from IAEA.

5. In the preparation of the present report, the Secretary-General has used, in addition to the replies received by him, publicly available information covering the period since the 1981 study.

II. UNITED NATIONS CONCERN WITH QUESTION OF ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT AND RELATED MATTERS  
A. General Assembly resolutions on the questions of Israeli nuclear armament and the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the

6. At its thirty-sixth session, after considering the report of the Secretary-General on Israeli nuclear armament (A/36/431), the General Assembly adopted resolution 36/98 of 9 December 1981, by which it, *inter alia*, expressed its deep alarm at the fact that the report had established that Israel had the technical capability to manufacture nuclear weapons and possessed the means of delivery of such weapons; requested the Security Council to prohibit all forms of co-operation with Israel in the nuclear field; called upon all States and other parties and institutions to terminate forthwith all nuclear collaboration with Israel; requested the Security Council to institute-effective enforcement action against Israel so as to prevent it from endangering international peace and security by its nuclear-weapon capability; demanded that Israel should renounce, without delay, any possession of nuclear weapons and place all its nuclear activities under international safeguards; and requested the Secretary-General to follow closely Israeli military nuclear activity and to report thereon, as appropriate.

7. Since 1981, the General Assembly has adopted a number of resolutions, in addition to resolution 36/98, reflecting its uneasiness about the possible danger of the proliferation of nuclear weapons in the Middle East. The resolutions adopted between 1981 and 1984 are summarized in the 1985 report (See A/40/520, annex, paras. 10, 13, 14, 16 and 18-20). 2/

8. At its fortieth session, the General Assembly adopted resolution 40/93 of 12 December 1985 entitled "Israeli nuclear armament", by which it, *inter alia*, took note of the above-mentioned 1985 report (A/40/520, annex, see para. 3); reiterated its condemnation of Israel's refusal to renounce any possession of nuclear weapons; requested once more the Security Council to take urgent and effective measures to ensure that Israel complies with Security Council resolution 487 (1981) and places all its nuclear facilities under IAEA safeguards; reiterated its request to the Security Council to investigate Israel's nuclear activities and the collaboration of other States, parties and institutions in these activities; called upon all States and organizations that had not yet done so to discontinue co-operating with and giving assistance to Israel in the nuclear field; and requested the Secretary-General to follow closely Israeli nuclear activities and to report thereon as appropriate to the Assembly.

9. At the same session, the General Assembly also adopted resolution 40/82 of 12 December 1985 entitled "Establishment of a nuclear-weapon-free zone in the region of the Middle East", by which it, *inter alia*, urged all parties directly concerned to consider seriously taking the practical and urgent steps required for the implementation of the proposal to establish such a zone; invited those countries, pending the establishment of the zone, not to develop, produce, test or otherwise acquire nuclear weapons or permit the stationing on their territories, or territories under their control, of nuclear weapons or nuclear explosive devices; and took note of the report of the Secretary-General containing the views of parties concerned regarding the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the region of the Middle East (A/40/442 and Add.1).

10. At its forty-first session, the General Assembly adopted, under the agenda item "Israeli nuclear armament", resolution 41/93 of 4 December 1986, by which it, *inter alia*, reiterated some of the views contained in resolution 40/93, including its condemnation of Israel's refusal to renounce any possession of nuclear weapons; in addition, it reiterated its request to IAEA to suspend any scientific co-operation with Israel that could contribute to its nuclear capabilities; and requested the Secretary-General to submit an updated report on Israeli nuclear activities (see para. 1) to the Assembly at its forty-second session.

11. At the same session, the General Assembly also adopted resolution 41/48 of 3 December 1986 entitled "Establishment of a nuclear-weapon-free zone in the middle East", by which it, *inter alia*, again urged all parties directly concerned to consider seriously taking the practical and urgent steps required for the implementation of the proposal to establish a nuclear-weapon-free zone in the region of the Middle East in accordance with the relevant resolutions of the General Assembly and, as a means of promoting this objective, invited the countries concerned to adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons; and called upon all countries of the region that had not done so, pending the establishment of the zone, to agree to place all their nuclear activities under IAEA safeguards.

12. In this connection, it is to be noted that the General Assembly has repeatedly expressed its concern at the increasing collaboration between South Africa and Israel, especially in the military and nuclear fields, and has condemned this collaboration. 3/

13. For its part, Israel has frequently reaffirmed its proposal submitted originally at the thirty-fifth session of the General Assembly, in 1980 (A/C.1/35/L.8), calling upon all States of the Middle East and non-nuclear-weapon States adjacent to the region to convene at the earliest possible date a conference with a view to negotiating a multilateral treaty establishing a nuclear-weapon-free zone in the Middle East. Since the same session, Israel has each year joined the consensus on resolutions concerning the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the Middle East.

#### B. Osirak

14. On 7 June 1981, Israel attacked the Iraqi Osirak research reactor at the nuclear research center near Baghdad. The attack was immediately considered by the Board of Governors of IAEA and by the Security Council, which adopted resolution 487 (1981) on 19 June 1981. By it, the Security Council, *inter alia*, strongly condemned the military attack by Israel as being in clear violation of the Charter of the United Nations and the norms of international conduct; called upon Israel to refrain in the future from any such acts or threats thereof; and called upon Israel urgently to place its nuclear facilities under the safeguards of IAEA.

15. Since 1981, the General Assembly has each year adopted a resolution under the agenda item "Armed Israeli aggression against the Iraqi nuclear installations and its grave consequences for the established international system concerning the peaceful uses of nuclear energy, the non-proliferation of nuclear weapons and international peace and security". 4/ In 1983, at its thirty-eighth session, the General Assembly considered a report by the Secretary-General entitled "Study on the consequences of the Israeli armed attack against the Iraqi nuclear installations devoted to peaceful purposes" (A/38/337) (see also A/40/520, annex, para. 15).

#### C. IAEA consideration

16. In 1981, the General Conference of IAEA adopted resolution GC(XXV)/RES/381, by which it demanded the suspension of Israel from the exercise of privileges and rights of membership during the 1982 General Conference, if Israel by that time had not complied with Security Council resolution 487 (1981). It also decided to suspend immediately the provision of any technical assistance to Israel.

17. In 1983, the General Conference of IAEA adopted resolution GC(XXVII)/RES/409, by which it, among other things, decided to withhold research contracts from Israel if, by the time of the 1984 General Conference, Israel had not withdrawn its threat to attack nuclear facilities.

18. In 1984, the General Conference of IAEA adopted resolution GC(XXVIII)/RES/425, in which it considered that Israel did not fulfil the provisions of resolution GC(XXVII)/RES/409 and requested the Director General of the Agency to seek Israel's assurance personally not to carry out such attacks.

19. In 1984, at the General Conference of IAEA, Israel stated its policy that peaceful nuclear facilities should be inviolable from military attacks. This policy statement was reaffirmed at the General Conference in 1985 and in a letter sent to the Director General on 23 September 1985.

20. In 1985, the General Conference of IAEA adopted resolution GC(XXIX)/RES/443, which considered that Israel's letter of 23 September 1985 satisfied the requirements of resolution GC(XXVIII)/RES/425.

21. On 25 September 1987, the General Conference of IAEA adopted resolution GC(XXXI)/RES/470 on Israel's nuclear capabilities and threat, by which it demanded that Israel place all its nuclear facilities under IAEA safeguards in compliance with Security Council resolution 487 (1981); requested the Director General of IAEA to consider implementation by the Agency of provisions in General Assembly resolutions 41/12 of 29 October 1986 and 41/93 relating to IAEA; and requested him to report to the Board of Governors of IAEA and the next session of the General Conference on Israeli nuclear capabilities and threat.

### III. VIEWS OF MEMBER STATES

22. In response to the Secretary-General's note verbale of 27 April 1987, Bangladesh stated that it was concerned at what it saw as continuing Israeli efforts to build a nuclear bomb, giving the arms race in the region a new dimension. It also held that the international community needed to intensify its pressure on Israel to open its nuclear facilities for inspection by IAEA.

23. Iraq noted that the United Nations and international organizations concerned with atomic energy had issued resolutions and studies concerning Israeli nuclear armament and the dangers thereof. It stated that the two United Nations studies (A/36/431 and A/40/520) had shown that Israel possessed the technical and scientific capability to manufacture and produce nuclear weapons at least by the end of the decade. Iraq declared that, among the many proofs and evidence to that effect, it had been revealed that Israel had continued systematically to build up its nuclear arsenal. In support of its view, Iraq referred to assessments given by specialized institutions and well-known international figures, such as James Akins, a former United States Ambassador to Saudi Arabia; Paul Warnke, a former Deputy Secretary of State of the United States; and Richard Sale and Anthony Cordesman, weapons experts of the United States. Iraq also referred to the assessment given by Theodore Taylor, a former head of the nuclear test programme of the United States Department of Defense, of the information published by the London Sunday Times on 5 October 1986 (see para. 25), that "there should no longer be any doubt that Israel is, and for at least a decade has been, a fully-fledged nuclear weapons State".

24. Israel noted that it had voted against resolution 41/93, the operative paragraphs of which bore witness to a tendency of singling out Israel. It reaffirmed (a) its often-expressed support for the principle of non-proliferation of nuclear weapons; and (b) its support for the establishment of a nuclear-weapon-free zone in the Middle East as communicated to the Secretary-General and reproduced in its letter dated 13 June 1985 (A/40/383) and in document A/41/465. It further declared that it stood by its declaration that Israel would not be the first country to introduce nuclear weapons into the Middle East. In addition, Israel noted that it had never made reference to its scientific and technical competence in the nuclear field, other than to offer technical assistance or co-operation in the peaceful uses of nuclear energy.

25. Separately, the Syrian Arab Republic, on behalf of the Group of Arab States, addressed a letter dated 29 July 1987 to the Secretary-General of the United Nations, with an annex entitled "Information on the subject of Israeli nuclear armament" (A/42/434). It expressed the view that, since the issuance of the 1981 study, Israel had continued its nuclear activities in a way that had increased the concern of the international community. It noted that Israel still refused to adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons and still refused to place its nuclear facilities under IAEA safeguards. It further dealt with some specific aspects of the question in the light of information that had recently become available (see A/42/434, annex) and concluded that Israel possessed nuclear weapons and that it was still seeking to develop such weapons quantitatively and qualitatively. The view was expressed that the matter required the United Nations, and specifically the major Powers, to take the necessary steps to remove the Israeli nuclear danger and guarantee the peace and security of the States of the region.

### IV. NATURE OF INFORMATION ON ISRAELI NUCLEAR ARMAMENT

26. Since the submission of the 1981 study to the General Assembly, reports on Israel's nuclear capabilities have appeared in various media and publications. Most attention has recently been attracted by an account that appeared in the London Sunday Times on 5 October 1986, based on information by an Israeli technician, Mordechai Vanunu, who was reported to have worked at the Dimona reactor (see paras. 39-32) for nine years, beginning in 1977. According to the article, during that time he took more than 60 color photographs of the reactor complex, including the building in which he worked, allegedly an underground plutonium separation facility. Among those who interviewed Mr. Vanunu or commented independently on the contents of the interviews in September 1986 were several nuclear experts from the United Kingdom and the United States. Mr. Vanunu was later reported to be "under lawful detention" in Israel. 5/

27. In the view of the above-mentioned experts 6/ and some others who have commented on them, the recent accounts have lent added credence to the view that Israel has acquired a nuclear-weapon capacity, and have even led to higher estimates of Israeli nuclear capabilities than had previously been believed possible. At the same time, it has also been pointed out that a considerable number of questions are still unresolved. 7/

28. The situation remains that "most of the information relating to Israel's nuclear activities is kept secret, and thus the quantity and quality of available reliable information on the subject is such that it is difficult to draw definitive conclusions" (A/40/520, annex, para. 55). That the United Nations is not in possession of conclusive evidence that Israel has the atomic weapon was publicly stated by the Secretary-General in June 1987. 8/

### V. ISRAEL'S NUCLEAR DEVELOPMENT

#### A. Nuclear facilities, activities and resources

##### 1. Nuclear research activities

29. Israel's basic nuclear infrastructure consists of the Israel Atomic Energy Commission (IAEC) and the National Council for Research and Development, which operate and supervise a number of nuclear research institutes and centers. Israel has four major university institutions that train atomic physicists and engineers: the Weizmann Institute of Science at Rehovoth; the Racah Institute of Physics at the Hebrew University of Jerusalem; Technion, the Israel Institute of Technology at Haifa; and the Ben-Gurion University of the Negev at Beer-Sheva. The Israeli Government, through IAEC, controls the Nahal-Soreq Nuclear Research Center and the Negev Nuclear Research Center and their reactors. The latter, located at Dimona, is the most advanced atomic research institute. 9/

##### 2. Reactors

30. As noted in the earlier United Nations reports on the subject, Israel has two nuclear reactors: IRR-I and IRR-II, located at Nahal-Soreq and at Dimona, respectively. The Nahal-Soreq reactor, IRR-I, using 90 per cent enriched uranium, is a 5 MWt pool-type research reactor supplied by the United States and has been in operation since June 1960. It is safeguarded by IAEA.

31. The Dimona reactor, IRR-2, is a natural uranium heavy-water moderated research reactor supplied by France, which went into operation in December 1963. It has never been submitted to international control or inspection. 10/ visits were paid by delegations from the United States from 1963 to 1969; members of those delegations were reported in 1969 as describing their visits as inadequate to guarantee that the reactor was being used solely for peaceful purposes (see A/36/431, annex, para. 27).

32. The Dimona reactor had an initial thermal capacity of about 25 MWt. According to press reports in 1980, 11/ the power level of the Dimona reactor was later increased to 70 MWt. This information has not been confirmed officially. A revision of the plant design of this magnitude would have required a close-down of the plant for a prolonged period (from one to two years) (see A/40/520, annex, para. 24). It has been estimated that if this information is correct, the annual production of plutonium, believed to have been initially 8 to 10 kilograms or close to what is required for the production of one plutonium atomic bomb, could have increased to 25 kilograms, which would be enough to produce three bombs (see A/36/431, annex, paras. 35 and 36).

### 3. Uranium extraction and production

33. To solve the problem of fuelling an atomic reactor, Israel's Defense Ministry began to explore the Negev Desert for uranium deposits in 1948. No uranium ore deposits exist in the area, but it was found to be rich in phosphate deposits containing small amounts of uranium. New processes for its extraction and refinement were developed. Nevertheless, at the time of the first activation of the Dimona reactor, Israel's domestic production of uranium is believed to have amounted to some 10 tons per year, which was 14 tons per year less than was needed for the operation of the reactor. Israel has reportedly been importing natural uranium from a number of sources, mainly Western and African. In one case it has been alleged that Israel obtained natural uranium by irregular methods. Israel has denied this. 12/

34. There are conflicting views on whether or not Israel has subsequently achieved self-sufficiency in natural uranium fuel. According to one view this may have happened by 1972, but it has also been claimed that Israel still relied on uranium imports at least as at 1974. 13/

### 4. Heavy water availability and production

35. In the previous United Nations reports on the subject, it has been noted that a small-scale facility for production of heavy water, or deuterium oxide, has been in operation in Israel and that Israel has also received some heavy water from the United States for research purposes and under safeguards (see A/36/431, annex, paras. 38-40, and A/40/520, annex, para. 38).

36. According to a report published in the United States in November 1986, in the early 1960s Israel imported 20 tons of heavy water from Norway and 4 from the United States, pledging to restrict it to peaceful use and to allow inspection, so that suppliers could ensure that the pledge was being kept. The report alleged that Israel had violated its pledge to Norway and may have violated that to the United States. According to United States officials, the report states, Israel 14/ pledged to place the heavy water received from the United States under international inspection. The same sources indicate that the heavy water is still in Israel and is still being safeguarded (inspected) by IAEA. 15/

37. Norway has confirmed the shipments of 20 tons of heavy water in the 1960s and one ton in 1970. The same year, having received a request for an additional 4 tons, Norway declined further deliveries. It exercised its right of inspection in 1961, two years before the reactor at Dimona began operation. In April 1987, it was reported that Norway had asked Israel to allow an independent inspection by IAEA of the heavy water it had supplied and stated that if Israel refused inspection, it would consider this a breach of the supply contract and might attempt to recall the material. In May, Norwegian sources indicated that Israel had not responded favorably to the request. For its part, Israel has maintained that it is observing the terms of its agreement with Norway. In July, it was announced that Norway would send a senior official and a nuclear physicist to Israel to renew the request for an independent inspection. 16/

38. There have also been unsubstantiated allegations that heavy water originating from Norway and/or the United States may have been sent from France to Israel in the 1960s. 17/

### 5. Uranium enrichment

39. Some experts think that Israel may have a capability for either a laser isotope separation (as assumed in A/36/431, annex, para. 41, and A/40/520, annex, para. 44) or gas centrifuge separation to enrich uranium for weapons use. 18/ According to one of those experts, plants needed for the use of both methods are small enough to be concealed. That expert also notes that while the laser isotope separation technique could lead to considerable savings, its development may be too costly to be within the reach of Israel. From that point of view, centrifuge separation may be a more practical possibility. However, it has also been suggested that plutonium rather than enriched uranium may be used for Israel's, nuclear weapons, if they exist. 19/

### 6. Plutonium separation

40. A central element of the Sunday Times account was the allegation that a plutonium extraction plant exists in the reactor complex at Dimona, considered by some "perhaps the most critical piece of information". 19/ The plant is said to have two stories above ground and six underground levels; the production halls for reprocessing are said to extend from underground level four through level two.

41. The Sunday Times account assumes that the reprocessing facility has an annual output of 40 kilograms (88 pounds) of plutonium.

### B. Extent of the application of international safeguards to nuclear facilities and material in Israel

42. The safeguards applied in Israel by IAEA are limited to the research reactor supplied by the United States (Nahal-Soreq). The safeguards are applied pursuant to a trilateral agreement between the Governments of Israel and the United States and IAEA. The present agreement was concluded in 1975 (INFCIRC/249) and extended by a protocol of 1977 (INFCIRC/249/Add.1) (see A/36/431, annex, para. 46).

43. None of the other nuclear facilities that Israel is reported to possess is covered by international safeguards. Since Israel is not a party to any agreement by which it would undertake to notify IAEA of such further nuclear facilities, there is no official information about the larger part of Israel's present nuclear programme. Thus, it continues to be impossible to ascertain authoritatively to what extent, if any, Israel's unsafeguarded nuclear facilities, including in particular the Dimona reactor and its associated installations, are used for the purpose of producing weapon-grade material (see A/36/431, annex, para. 47).

## VI. ISRAEL'S NUCLEAR WEAPON POTENTIAL

### A. Nuclear weapon capability

44. The earlier United Nations reports on the subject have reported widespread agreement among technical experts that, given Israel's nuclear

activities and level of expertise, it is capable of manufacturing nuclear explosive devices. They also referred to an expert opinion that Israel was capable of assembling a number of nuclear devices within weeks or perhaps even days. In the 1981 study, it was assessed that Israel in 1980 possessed enough separated plutonium to manufacture 10 to 15 nuclear warheads. On the same basis, it was estimated in the 1985 report that the number in 1985 could be 15 to 20 nuclear warheads (see A/36/431, annex, paras. 50 and 55, and A/40/520, annex, paras. 45, 48 and 49).

45. If the information contained in the Sunday Times account is accurate it leads to considerably higher quantitative estimates, and earlier qualitative assessments of Israel's nuclear capability would also have to be revised. According to the nuclear scientists consulted by the Sunday Times, Israel may have assembled between 100 and 200 nuclear weapons of varying destructive power, a speculative estimate that exceeds by several times previous assumptions. They also estimated that this might imply a production rate of perhaps 5 to 10 weapons annually. The experts further expressed the view that Israel's nuclear weapons, if they exist, may be considerably more sophisticated than previously believed.

46. Israel is not known to have tested a nuclear weapon. The view is expressed in the earlier United Nations reports - but not adhered to, by all experts - that methods, including the use of computer simulations, may have been developed over the years to be assured that a given type of bomb would work without a prior test-detonation (A/36/431, annex, para. 56; A/40/520, annex, para. 51).

#### B. Means of delivery

47. The earlier United Nations reports on the subject mention that the Israeli Air Force had a nuclear weapon delivery capability and that by late 1960s Israel had also developed a missile of its own design, the Jericho (see A/36/431, annex, paras. 57 and 58, and A/40/520, annex, paras. 53 and 54).

48. In July 1987, the International Defense Review reported that Israel had successfully test-fired in May 1987 an intermediate-range ballistic missile capable of carrying a nuclear warhead. The missile, named Jericho II, had traveled 500 miles, doubling its previously known range. According to the report, the missile was expected to be tested soon at a substantially longer range, perhaps up to 870 miles. 20/

49. Concern at the report was subsequently expressed in Soviet broadcasts. 21/ In response, an Israeli official noted that "the Jericho missile, if it exists, is designed to protect Israel against Arab aggression and if its range extends to Soviet borders that is coincidental". 22/

#### VII. SUMMARY

50. While there is wide speculation, Israel itself has neither confirmed nor denied its nuclear capability. As noted in the 1981 study, Israel's nuclear activities, the ambiguity of its statements about its nuclear policy, its refusal either to deny or to confirm reports about its nuclear potential and its unwillingness to adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons otherwise accept safeguards on all its nuclear activities have together conveyed the strong impression that it does in fact have the potential to produce nuclear weapons. Although the United Nations does not have conclusive proof that Israel possesses nuclear weapons, circumstantial evidence, together with the factors just cited, would seem to indicate that Israel has developed the necessary technology and has the means to manufacture nuclear weapons, if it so chooses.

#### Notes



INTERNATIONAL SECURITY AFFAIRS

ASSISTANT SECRETARY OF DEFENSE  
WASHINGTON, D. C. 20331

1562-1  
12 November 1968  
Refer to: I-35993/68  
(Fourth Session)

MEMORANDUM OF CONVERSATION

SUBJECT: Negotiations with Israel - F-4 and Advanced Weapons

Participants:

Israeli Side

Ambassador of Israel, Lieutenant General Yitzhak Rabin  
Minister Shlomo Argov, Israeli Embassy  
Major General Hod, Commander, Israeli Defense Force Air Force  
Brigadier General David Carmon, Defense and Armed Forces Attache

United States Side

Assistant Secretary of Defense (ISA), Paul C. Warnke  
Deputy Assistant Secretary of Defense (ISA), Harry H. Schwartz  
Deputy Director, NESAs Region (ISA), Robert J. Murray

Time: 1530 - 1630 12 November 1968

Place: Assistant Secretary Warnke's Office, The Pentagon

Mr. Warnke opened the meeting by saying that, as he had indicated in a previous discussion, we are interested in substance and not form in the matters we have been addressing. We believe it is your feeling that Israel will not and cannot accept our request for advance assurances concerning strategic missiles and nuclear weapons as preconditions to the contract. You propose alternative formulations to be included in the contract which are essentially reaffirmations of earlier agreements: not to use American aircraft to carry nuclear weapons, and not to be the first to introduce nuclear weapons into the area. In our discussions I believe I have made clear to you our interpretation of "unusual and compelling circumstances" which would require that we cancel the F-4 contract. The contract would provide that action inconsistent with these assurances would constitute such circumstances. On these bases I believe we can draft an agreement that will be acceptable to you and which will meet your requirements - although not fully meeting mine.

Mr. Warnke observed that he could not find in the record any understanding of what Israel means by the provision: "Israel will not be the first to introduce nuclear weapons into the area." Mr. Warnke asked the Ambassador what was meant by this term?

DECLASSIFIED

Authority FRK 64-68, RT 20 #317

By *jc* NARA. Date 5-31-01

~~TOP SECRET SENSITIVE~~

Copy 7 of 10 Copies.

Page 1 of 4 Pages.

COPY LBJ LIBRARY

NSF, Country File, Israel, Vol X, Memos, LBJ Library.



~~TOP SECRET~~

SENSITIVE

3

Ambassador Rabin said that, "weapons serve policy, not vice versa. Since the UAR's goal is to destroy us I would take it with very great concern. Our policy is not to destroy the UAR. You must combine the weapon with the policy." General Hod observed that a very good example of introduction was when Egypt introduced missiles into the area in 1963, claiming they were capable of hitting anything south of Beirut. Ambassador Rabin said: "My concern with Egypt is with missiles with chemical rather than nuclear war heads. If Egypt were to hit our densely populated areas, even in a limited way, it could be disastrous."

Mr. Warnke said, as he understood it, Ambassador Rabin applied two prerequisites to the word "introduction" -- notoriety and pre-testing.

Ambassador Rabin, saying that "I don't know what the Prime Minister said, but" there must be public acknowledgment. The purpose of nuclear weapons is not to use the weapon itself, but to use their deterrent power. "I don't believe any powers that have nuclear weapons plan to use them, although you cannot ever be sure." Ninety-nine per cent of their value is deterrence. Mr. Schwartz said: "You mean deterrence against governments, to deter governments from specific actions." Ambassador Rabin agreed: "The fact that you have got it must be known."

Mr. Warnke said that the Ambassador also introduced the factor of intent: if the UAR has missiles, Israel would be concerned; if Israel has them, there is no cause for concern. The purpose of strategic missiles for Israel would be for deterrence.

Ambassador Rabin said: "You are trying to combine strategic missiles and nuclear war heads. This is not necessary in the Middle East. To my mind, in the Middle East, missiles with war heads which are not nuclear weapons can play a role." Mr. Warnke asked, "What sort of role?" Ambassador Rabin said: "It depends on the other side. What we are concerned about in Egypt is their chemical warfare capability. As I explained in 1963 when I was here, one of our thoughts was that Egyptian missiles, even with conventional war heads, might contribute to their success if they made a surprise attack on our cities. They could interfere with the mobilization system under such circumstances, and this might play a great role in determining the outcome. Seventy per cent more or less of Army capability, although less for the Air Force, is based on mobilization, not just on manpower but vehicles, transport, supplies, and so forth. During the six day war we had mobilized so much of the resources of our cities that we had to devote a portion of our military effort to resupplying the cities."

General Hod observed that Egypt has sea borne (Styx) missiles with 35 mile range and may have or may be receiving even more sophisticated missiles. Although these have a short range, they can be used sea-to-shore as well as sea-to-sea, and therefore can raise havoc with coastal cities such as Tel Aviv.

Ambassador Rabin said that they had heard of a plan, although they could not know for certain, to sell to Egypt missile destroyers with missiles of about 100 miles range which, although normally sea-to-sea, could also be used sea-to-shore. Rabin said Israel was worried that Egypt might launch sea borne missiles during the six day war, "but they did not dare to do this." Rabin said he also understand

~~TOP SECRET~~

SENSITIVE

 Copy 7 of 10  
 Page 3 of 4

COPY LBJ LIBRARY

~~TOP SECRET~~

2

Ambassador Rabin said that "it means what we have said, namely, that we would not be the first to introduce nuclear weapons." Mr. Warnke asked what specifically was meant by the word "introduce." Ambassador Rabin said, "you are more familiar with these things than we are. What is your definition of nuclear weapons?" Mr. Warnke said that there are two aspects to the question: the definition of what is and what is not a nuclear weapon, and what is and what is not introduction into the area. Regarding the first, if there are components available that could be assembled to make a nuclear weapon -- although part A may be in one room and part B in another room -- then that is a nuclear weapon. As for introduction, that is your term and you will have to define it. Does it mean no physical presence? Ambassador Rabin said, "I suppose so."

Mr. Warnke said: "what if you have access to nuclear weapons that are in another country? Is that then 'introduction'?" Ambassador Rabin asked if we believed that this was the situation. Mr. Warnke replied that he was just trying to find the Israeli definition. He noted that the same situation could apply the other way around: for example, what if another country in the area had access to nuclear weapons but had not brought them in? Ambassador Rabin said, continuing the example, that if China said they had nuclear weapons for Egypt stored in China, he didn't know what the Israeli reaction would be. He hasn't given the matter a great deal of thought. He believed that "introduction" would require their physical presence in the area.

General Hod asked if the term "introduction" had an accepted usage in international law. Mr. Warnke replied that it had not. General Hod said that throughout the world the experience was that introduction of a weapon could only mean after testing. You could not introduce a weapon until after it actually became a weapon.

Ambassador Rabin asked: "Do you consider a nuclear weapon one that has not been tested, and has been done by a country without previous experience?" Mr. Warnke: "Certainly. China with a strategic missile capability would be assumed to have nuclear weapons even had it not tested these weapons." Ambassador Rabin said: "All nuclear powers -- the United States, Russia, the United Kingdom, France, China -- have tested nuclear weapons. Do you really believe introduction comes before testing?" Mr. Schwartz said that what the Ambassador was talking about is reliability. Ambassador Rabin disagreed saying that based on his experience with conventional weapons, he would not consider a weapon that had not been tested to be a weapon.

Mr. Warnke asked whether, if the UAR had missiles with nuclear war heads but had not actually tested them, would Israel consider that the UAR had not introduced nuclear weapons? He said that testing by other nuclear powers is very relevant to a potential nuclear power if the latter is developing weapons based on existing technology.

~~TOP SECRET~~

Copy 7 of 10 Copies

Page 2 of 4 Pages.

COPY LBJ LIBRARY

that there is a Cannon missile on the TU-16s now in Egypt that can hit the centers of our cities. "Therefore, we look at missiles somewhat differently than you. It is not necessary to have nuclear war heads on our missiles. There are war heads between high-explosive and nuclear."

Mr. Warnke said: "Then in your view, an unadvertised, untested nuclear device is not a nuclear weapon." Ambassador Rabin said: "Yes, that is correct." Mr. Warnke asked: "What about an advertised but untested nuclear device or weapon. Would that be introduction?" Ambassador Rabin said: "Yes, that would be introduction." Mr. Warnke said he would interpret mere physical presence in the area as constituting, in itself, "introduction".

Mr. Warnke concluded the discussion by saying that he would talk with Mr. Hoopes, that we would have a Memorandum of Understanding prepared within a few days incorporating the provisions we have discussed, and that General Hod could in the meantime meet with the Air Force to continue the technical discussions that we are at this time prepared to go ahead with. Mr. Warnke said that we ought to continue these discussions so that we might try to arrive at some understanding between us as to the problems of missiles and nuclear weapons. At this time, with respect to "introduction", Mr. Warnke said there was not much clarity and no agreement.

Prepared by

*R. J. Murray*  
Robert J. Murray

Approved by

(Signed)  
PAUL G. WARNKE  
The Assistant Secretary  
of Defense (ISA)

Date 12 November 1968

10  
R

DECLASSIFIED  
Authority NND009031  
By KJ NARA Date 01/18/06



DIST:  
S-LPB  
P  
OES  
RF:rw

DEPARTMENT OF STATE  
ACTION MEMORANDUM

7520622

October 15, 1975

SECRET

TO: P - Mr. Sisco  
FROM: NEA - Alfred L. Atherton, Jr.  
OES - Myron B. Kratzer

Response to Congressional  
Questions on Israel's Nuclear Capability

The purpose of this memorandum is to clear with you a classified response to three questions regarding Israel's nuclear capabilities (Attachment 1) asked of Assistant Secretary Kratzer by Congressman Steelman at hearings before the House Subcommittee on Energy and Environment of the Committee of Interior and Insular Affairs on July 21.

Our recommended response, at Attachment 2, takes the position that while in our judgment Israel has the technical and scientific capability to produce nuclear weapons, we have no concrete evidence that it has done so. CIA disagrees with this position and has offered instead a USIB assessment (extracted from USIB Memo on Prospects for Further Proliferation, September 1974), at Attachment 3, which takes the position "we believe that Israel already has produced nuclear weapons." We have been told that CIA has used this USIB assessment in briefings on the Hill.

Our objections to CIA's position are:  
-- It is an estimate, and Congressman Steelman has asked for "U.S. knowledge" of Israel's nuclear capacity.  
-- As an estimate, it puts forward a position which cannot be substantiated by evidence. There is no knowledge, or conclusive evidence, that Israel possesses or is working on a nuclear device, though for some USG purposes--but not this reply to Steelman--it may be prudent to assume the unprovable worst.

*P*  
*7520622*  
*✓ X-24*  
*Analysis*  
*Pos attachment*  
*no response*  
*response ministry*  
*is possible*  
*not have*  
*the answer*  
*10/15/75*

DECLASSIFIED  
Authority NND009031  
By KJ NARA Date 01/18/06

SECRET

- 2 -

-- Our suggested response states what we know.

-- A U.S. statement offering the assessment that Israel is a nuclear weapons country, if made public, would have the effect of fact and thus inspire profoundly negative political repercussions in the Middle East and among our allies.

Recommendation:

That you approve for release at this time our suggested response to Congressman Steelman at Attachment 2.

Approve \_\_\_\_\_ Disapprove \_\_\_\_\_

Attachments:

1. Congressman Steelman's questions
2. Suggested response
3. CIA's position (USIB assessment)

Drafted: NEA/IAI:MD <sup>WTS</sup> Sternberg:wd  
10/9/75 x22647

Cleared: NEA/IAI:WBS <sup>WTS</sup> Smith  
NEA:HHSaunders  
INR:WGHyland <sup>WTS</sup> wgh

DECLASSIFIED

Authority NN0009031By KJ NARA Date 01/18/06#1  
39

2 that in their policies and in their actions they are not  
3 and would not contribute to the acquisition of nuclear  
4 explosives by any other countries.

5 Mr. Steelman. As a last resort, has the department  
6 thought about the prospects of Israel using a nuclear weapon  
7 in the Middle East if all else were failing and it appeared  
8 that the country were falling?

9 Mr. Kratzer. As I said, this is so far from my area of  
10 responsibility that I really can't give you any response. I  
11 am sure that all of these factors are considered by people  
12 whose responsibility lies in that area. I do not have  
13 knowledge that that is a possibility that <sup>we</sup> need to be concerned  
14 about. In other words, I have no knowledge that Israel has  
15 that capability, as I indicated earlier.

16 Mr. Steelman: You mentioned earlier that you would be  
17 happy to furnish the subcommittee with a memo in that regard  
18 and I would ask unanimous consent, Mr. Chairman, that we ask  
19 the Department of State to furnish us with a memo as to current  
20 U.S. knowledge as to whether or not Israel has such a weapon,  
21 current U.S. knowledge as to whether or not they are working  
22 on such a weapon, and current U.S. knowledge with respect to  
23 their access of materials with which such a weapon might be  
24 made.

24 Mr. Kratzer. I will be glad to refer that request to

SECRETIsrael's Nuclear Capability

Israel maintains that it is not a nuclear state. Prime Minister Rabin, in the most explicit statement to date on Israel's nuclear capability, said on Danish television last December 17 that "we (Israel) are not a nuclear power, which means that we have no nuclear weapons." He again repeated this basic Israeli position on ABC's Issues and Answers on September 7: "...Israel is a non-nuclear country. We will not be the first to introduce nuclear weapons into the area, and in the case that there would be an overall settlement, that is to say a peace agreement, we will sign every agreement about a nonproliferation treaty."

We judge that Israel has the technical and scientific capability to produce nuclear weapons if it chooses to do this. Israel has the capacity to produce weapons-grade fissionable material from its French-supplied Dimona reactor, although evidence that it has a chemical reprocessing facility to separate the plutonium in usable form is lacking. In short, the United States does not have concrete evidence that Israel possesses nuclear weapons, though we cannot exclude the possibility.

SECRET

-2-

The United States continues to pursue with Israel, as with other countries, a long-time policy in regard to the provision of nuclear materials and assistance that requires stringent application of safeguards. The United States also continues to call on Israel as on all other nonsignatory countries to join the NPT, a matter which the Israeli Government says it has under study.

DECLASSIFIED

Authority NN0009031By KJ NARA Date 01/18/06SECRET  
NO FOREIGN DISSEM

## Prospects for Further Proliferation of Nuclear Weapons

1. In the 1980s, the production of nuclear weapons will be within the technological and economic capabilities of many countries. The once formidable barriers to development of nuclear weapons by nations of middling size and resources have steadily diminished over time. They will continue to shrink in the years ahead as plutonium, enriched uranium, and technology become more widely spread. Some countries will consider nuclear weapons largely in terms of military utility. The principal determinant of the extent of nuclear weapons proliferation in coming years will, however, be political considerations—including the policies of the superpowers with regard to proliferation, the policies of suppliers of nuclear materials and technology, and regional ambitions and tensions.

2. As things now stand, it is likely that India will proceed to fabricate weapons covertly. But the US or the USSR still might be able to dissuade them. The Indians probably would begin a weapons program with the intent of keeping it small, but once launched on that course pressures for an overt, substantial program—including nuclear-capable aircraft, missiles or both—are likely to prove irresistible. An Indian decision to proceed with an overt weapons program on any scale will be one factor inclining some other countries to follow suit.

3. We believe that Israel already has produced nuclear weapons. Our judgment is based on Israeli acquisition of large quantities of uranium, partly by clandestine means; the ambiguous nature of Israeli efforts in the field of uranium enrichment; and Israel's large investment in a costly missile system designed to accommodate nuclear warheads. We do not expect the Israelis to provide confirmation of widespread suspicions of their capability, either by nuclear testing or by threats of use, short of a grave threat to the nation's existence. Future emphasis is likely to be on improving weapon designs, manufacturing missiles more capable in terms of distance and accuracy than the existing 260-mile Jericho, and acquiring or perfecting weapons for aircraft delivery.

4. Several other countries—including West Germany, Sweden, Canada and Italy—could have fabricated nuclear devices more easily, from a technological and financial point of view, than India and Israel.

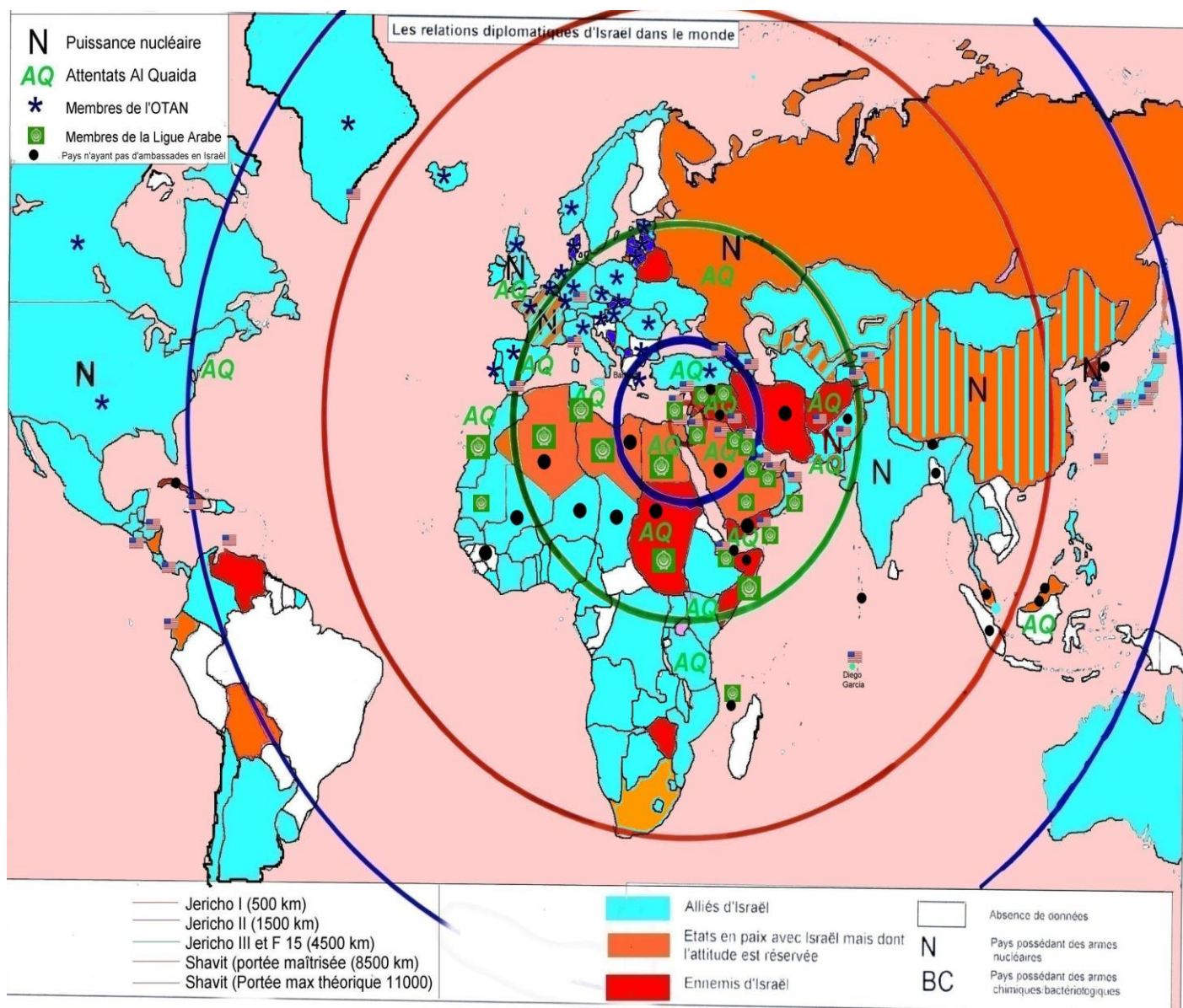
SECRET  
Sensitive Intelligence Sources and Methods Involved

1



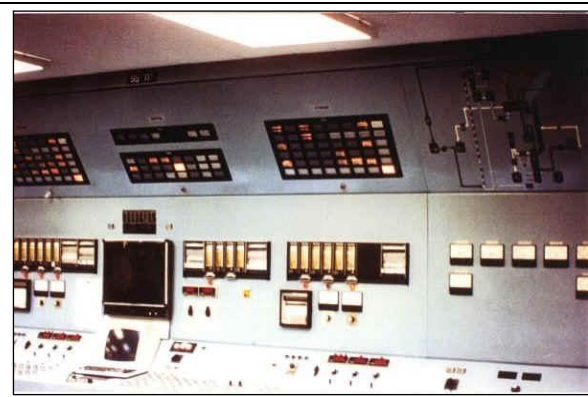
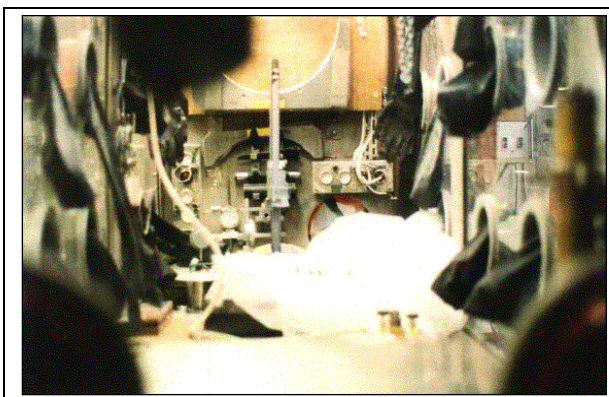
**ANNEXE 14: ESTIMATION CARTOGRAPHIQUE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES D'ISRAËL DANS LE MONDE EN 2009**

(Travail personnel)





Ben-Gurion et Pérès, les assureurs-vies d'Israël, en inspecteurs de chantiers à Dimona (PERES Shimon, Un chemin pour la paix, *ibid.*)



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAELIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
ANNEXE 17 : SDOT MICHA ET HIRBAT ZAKARIA ET LEURS SILOS NUCLEAIRES, PHOTOGRAPHIES PAR CORONA  
EN 1973  
(SOURCE THINK TANK GLOBAL SECURITY)



Global Security.org Public Eye SPACE IMAGING Middle East  
Copyright (c) Space Imaging. All RIGHTS RESERVED. Online and news media distribution or publishing requires permission from Space Imaging.



UNIVERSITÉ TOULOUSE I SCIENCES SOCIALES, LA DISSUASION ISRAËLIENNE : HISTOIRE ET PARADOXE. NICOLAS TENEZE.  
**ANNEXE 18 : NESS-ZIONA PHOTOGRAPHIÉE PAR LE SATELLITE AMÉRICAIN CORONA EN LE 30 JUILLET 1969  
ET LE 29 SEPTEMBRE 1971**  
(SOURCE THINK TANK GLOBAL SECURITY)



Ness Ziona, photos fournies par l'IIBR (En 1949 et aujourd'hui)



## ANNEXE 19 : RAPPORT CIA NIE 4-3-61 EN SEPTEMBRE 1961 (FOND AVNER COHEN)

CONFIDENTIAL *IN SEC 100/14*  
~~CONFIDENTIAL~~ 7

de Gaulle. As time goes by, however, it will become increasingly unlikely that any successor government, except a radical left government, would wish to abandon the effort.

22. French progress is heavily dependent on continued testing of both nuclear and missile components. Loss of testing sites in the Sahara would create major problems for the French program, the resolution of which would be costly and time consuming. Such a development could lead to basic modification in the French program—particularly after de Gaulle leaves—and could possibly result in greater reliance on multilateral arrangements within NATO.

*Israel*

23. There is considerable evidence to indicate that Israel is engaged in developing capabilities in the nuclear weapons and delivery fields. Israel, surrounded as it is by hostile Arab states, has strong incentives to have an operational nuclear capability. It has been receiving substantial help from the French in the nuclear field. Furthermore, Israeli technical abilities are of a high order. While the Israeli program may not now be directed specifically toward an operational nuclear capability, we believe that the Israelis intend at least to put themselves in the position of being able to produce nuclear weapons fairly soon after a decision to do so.

24. Israel is engaged in the construction of a 26 MW heavy water reactor and supporting facilities in the Negev near Dimona. The official Israeli position is that this installation is a necessary forerunner to the future construction of nuclear power stations. However, the Dimona site will also provide the necessary experience to develop a plutonium production capability beginning with the processing of ore, and proceeding through the separation of plutonium. There is also extensive evidence that France has supplied plans, materials, equipment, and technical assistance to the Israelis, and is also training personnel. Israel has also attempted to purchase ore from sources not requiring limitations on the use and disposition of the fissionable material produced.

25. Israel differs from other countries in that its targets are much closer at hand, i.e., the Arab countries, particularly the UAR, and the defensive capabilities of its potential enemies are not great. For this reason, its delivery system needs neither the range nor the sophistication required by other countries.

26. While Israel is not developing any aircraft, it is procuring planes from France. At present the Israelis have the French Vautour II-B, a subsonic jet light bomber, capable of carrying a nuclear weapon weighing up to 5,000 pounds, to a radius of 550 n.m. In view of past political and technical cooperation with France, it is probable that Israel plans to acquire more modern French aircraft suitable for delivery of any future Israeli weapons. The firing on 5 July 1961 of a meteorological rocket, SHAVIT II, reportedly of native construction and design, lends credibility to reports of Israeli efforts to develop an independent surface-to-surface missile capability. SHAVIT II is reported to be a multistage, solid propelled, unguided rocket which reached an altitude of approximately 50 n.m.

27. We estimate that the present Israeli reactor operating at maximum power could produce sufficient weapon grade plutonium for one or two weapons a year by 1965-1966, provided separation facilities with a capacity larger than that of the pilot plant now under construction are available. By 1968, the Israelis could also have a few 200-300 n.m. missiles, but these would require nuclear warheads of refined design. The costs of both a weapons and missile program would require annual outlays which would considerably increase military expenditures over the current level (\$232 million in 1960). A more serious impediment to the acquisition of an operational nuclear capability is the lack of space in Israel for conducting adequate tests for nuclear weapons or medium-range missiles. Further, the estimated rate of production of weapon grade material is so low that a test program might consume the material as fast as it was produced.

28. It is unlikely, therefore, that even a very limited operational nuclear capability, using aircraft, could be achieved until two or three

~~CONFIDENTIAL~~  
CONFIDENTIAL

years after weapon grade plutonium first became available unless the French provide major assistance (e.g., testing facilities for weapons and missiles or weapons designs which would obviate the need for tests). In the absence of major French or other external support, we believe that the Israelis would probably still continue to work toward a limited operational nuclear capability, setting their sights initially on a very few nuclear weapons deliverable by aircraft. They could probably achieve this by 1967-1968, and would probably work diligently toward an operational missile capability at a later date, probably after 1970. Even if Israel should go directly to producing crude fission weapons of original design without any testing, we believe it could not have a weapon before 1966-1967.

II. SIGNIFICANT CANDIDATES FOR THE ACQUISITION OF STRATEGIC  
MISSILE SYSTEMS OVER THE COMING DECADE

*Israel*

18. Shortly after the UAR put on display its prototype Victor and Conqueror missiles in July 1962, the Israeli Government contracted for the design, testing, and production by the French firm Avions Marcel Dassault of the nuclear-capable MD-620 missile.

[REDACTED]

the first missiles will be delivered to Israel within the next two years.

~~SECRET~~

7

~~SECRET~~

[REDACTED]

19. [REDACTED] If for some reason the Israelis were not to receive the MD-620 missile system from the French and were to attempt to produce such a system on their own, it would probably take them at least five years to do so and cost considerably more than the Dassault contract price of \$400 million.

20. The MD-620 missile is a two-stage, solid fuel missile which can probably carry a 3,000 pound RV about 250 n.m. with an estimated CEP of .5 n.m.<sup>6</sup> While this range is sufficient to threaten most Egyptian targets, the important Aswan Dam is beyond it. The proposed range of the MD-640 would be about 500 n.m. with the same RV weight. The MD-620 nosecone has been designed to accommodate a nuclear warhead, but in the absence of such a warhead, the Israelis will have to depend upon conventional explosive or, possibly, BW/CW warheads.

21.

[REDACTED]

If the original contract did not cover the cost of missiles for deployment, a force of 250 missiles and about 50 mobile launchers would probably cost something over \$100 million more. Construction and instrumentation of test and some fixed launch sites, presumably in the Negev, might cost some \$20 million, and with \$20 to \$40 million for command and control systems, the total cost of the MD-620 system would be about \$450 to \$550 million.

[REDACTED] In any case, Israel's foreign exchange position is strong, and we do not believe the costs of the missile program—while undoubtedly burdensome—are beyond Israeli means.

22.

[REDACTED]

<sup>6</sup>See Annex for the specifications of this and other missiles mentioned in this estimate.

8

~~SECRET~~

Et celui du special NIE 30-2-63 « the advanced weapons programs of the UAR and Israel »

## THE ADVANCED WEAPONS PROGRAMS OF THE UAR AND ISRAEL

### THE PROBLEM

To estimate likely developments in the advanced weapons programs of the UAR and Israel over the next several years, and the probable consequences of such programs.

### CONCLUSIONS

A.



B. We believe that Israel is undertaking the development of a 250-300 nautical mile (n.m.) surface-to-surface missile (SSM) system. A wholly independent Israeli effort to develop and produce such a missile with a payload of 2,000 to 3,000 pounds would probably require three to four years and great expense. However, there is evidence that Israel expects to rely on France for substantial assistance. If Israel acquires full access to French technology, components and test facilities, it probably could

~~SECRET~~

1



~~SECRET~~

produce a limited number of missiles with a range of about 250 n.m., a payload of some 4,000 pounds, and an elementary guidance system in about two years (1965).

(Paras. 11-15)

C. The United Arab Republic (UAR), alone or in combination with other Arab States, does not have the capability of producing a nuclear weapon in the foreseeable future. The UAR is attempting to develop a SSM with a range of about 200 n.m. Despite the many difficult problems the UAR faces in its missile program, it may be able to deploy a small number of these weapons by mid-1964, assuming continued help by the West German technicians and a continuing supply of foreign components. We estimate the payload of this missile at only about 500 pounds and its CEP as large. The military value of such a weapon would be small. However, the UAR has a missile program going and has gained experience in the production of missiles. With access to outside help and components, it probably could in a few years produce a more effective weapon. (Paras. 18-24)

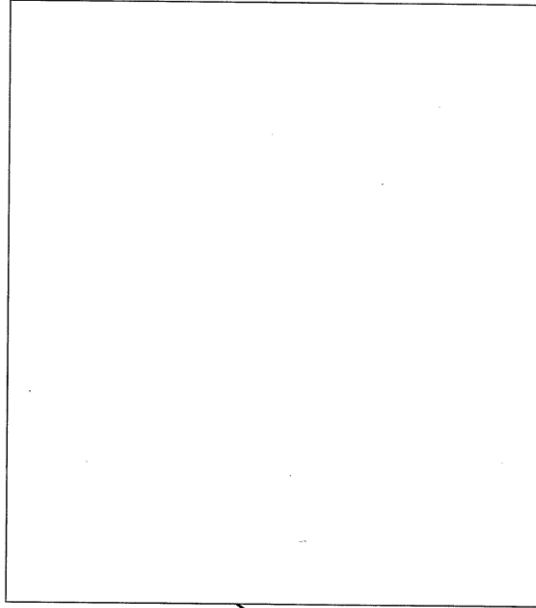
D. Despite continuing accusations by both the UAR and Israel that the other is developing chemical, biological, and radiological weapons of mass destruction, we have no evidence to confirm these charges. Both countries could, however, produce small quantities of chemical or biological warfare devices designed for clandestine use. Neither country can produce radiological warfare weapons. (Paras. 16-17, 25)

E. The purely military significance of any missile system either Israel or the UAR could produce is likely to be modest for some time to come, although if Israel develops a nuclear bomb its military capability will be greatly increased. The political and psychological impact of the advanced weapons programs is more important than the purely military effect and is already being felt. If Nasser could not devise a counter to an Israeli nuclear threat on his own, he probably would turn to the USSR to try to ensure his protection, and the Arabs would blame the West, including the US, for the increased Israeli threat. Israel, likewise, would become increasingly activist in its dealings with the Arabs. The factors which have inhibited a new outbreak of Arab-Israeli

~~SECRET~~

hostilities in recent years still apply. Nevertheless, as the advanced weapons programs progress, tensions will probably rise on both sides. In an atmosphere of this kind, there would always be the possibility that one or the other side would initiate hostile action to safeguard its ultimate security. (Paras. 26-33)

DISCUSSION



~~SECRET~~

3

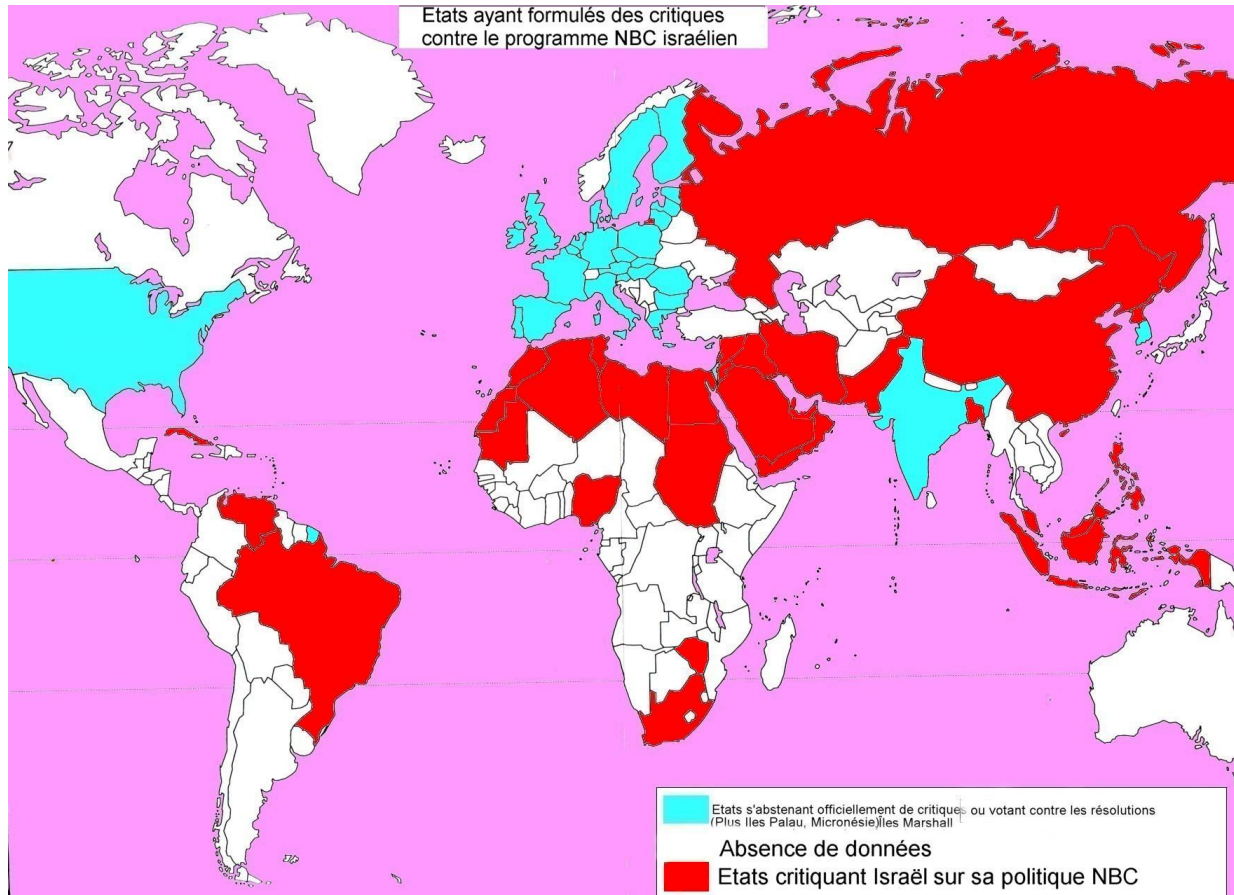
~~SECRET~~

TEXT OF PAGES 4 THROUGH 12 DENIED IN ITS ENTIRETY

4

~~SECRET~~

**ANNEXE 21 : ÉTATS AYANT FORMULÉ OFFICIELLEMENT DES CRITIQUES CONTRE LE PROGRAMME NBC ISRAËLIEN**  
(Travail personnel)



## TABLES DES MATIÈRES

### REMERCIEMENT

### SIGLES ET ABREVIATIONS

### INTRODUCTION GÉNÉRALE

### PREMIERE PARTIE : UN ÉTAT CONSTRUIT SUR SA DISSUASION

#### Introduction

#### CHAPITRE I : L'ARME DE L'INDÉPENDANCE

##### I La genèse

##### I.1 Un projet mitigé : opposants contre partisans

##### I.2 Le programme biochimique en attendant la bombe

##### I.2.1 L'autre volet de la dissuasion

##### I.2.2 Des changements dans l'ombre de Ben-Gourion

##### II Les infrastructures de la dissuasion : Janus à face civile et militaire

##### II. 1 Les réacteurs:

##### II. 1.1 Le *Nahal-Sorek Nuclear Research Center*: la partie émergée de l'iceberg

##### II. 1.1.1 La fondation

##### II. 1. 1 .2 Fonctions

##### II. 1. 2 Dimona : le cœur secret d'Israël

##### II. 1. 2.1 Aspects généraux

##### II.1.2.2 La construction

##### II.1.2.3 La sécurité du site

##### II.1.2.4 Configuration du site

##### II.1.3 L'IAEC, la grande ordonnatrice

##### II. 1.2.4 Sdot (Sderot) Micha, Tel Nof, Tirosh et Beit Zechariah

##### II.2.4.4 Haïfa et les autres sites

##### II.2 L'infrastructure du réseau biochimique

##### II.2.1 L'IIBR de Ness-Ziona : La superstructure du programme biochimique

##### II.2.1.1 Description du site

##### II.2.1.2 Activités de défense plus ou moins camouflées par des activités civiles

##### II.2.2 Le *Technion Israel Institute Technology* d'Haïfa : la superstructure polyvalente

##### II.2.3 Le *Weizmann Institute*: la vitrine du savoir-faire israélien

#### CHAPITRE II : LA TRIANGULAIRE EUROPE/ USA/ ISRAËL

##### I Contexte d'alliance

##### I.1 Les prémisses d'un programme franco-israélien

##### I.1.1 Les fils de *Manhattan*: Des pions dans la prolifération occidentale

##### I.1.2 La bombe de la IV<sup>e</sup> République

##### I.1.3 Sympathies politiques, alliance d'intérêts

##### I.2 Les Etats-Unis, une opposition de façade

##### I.2.1 L'*Atom for Peace* : une coopération civile encadrée

##### I.2.2 Le double jeu de David entre les deux Goliath : Le nucléaire dans le maccarthysme

##### II L'affaire de Suez : le resserrement des liens franco-israéliens

##### II.1 Un allié géostratégique au Levant contre le nassérisme

##### II.2 La leçon de Suez

##### II.3 Accords nucléaires

##### II.4 La relance du programme biochimique pour patienter

##### III L'approvisionnement secret en matières premières

##### III.1 La bataille de l'eau lourde: La filière britannico-norvégienne

##### III.1.1 Une eau lourde internationale

##### III.1.2 Des livraisons à l'origine d'un scandale outre-manche

##### III.2 La bataille de l'uranium

##### III.2.1 De la nécessité des livraisons internationales

##### III.2.2 L'énigme Shapiro : l'uranium américain

##### IV Israël, la France et les Etats-Unis, une alliance froide

##### IV.1 De Gaulle et Israël, une diplomatie byzantine

##### IV.1.1 Des relations mitigées

##### IV.1.2 Des essais atomiques franco-israéliens et israélo-américains?

##### IV.2 Inquiétudes américaines

##### IV.3 L'ère Kennedy: des rapports très ambigus

##### IV.3.1 L'héritage d'un cadeau empoisonné

##### IV.3.2 Le feuilleton des inspections

##### IV.3.3 Une inspection surréaliste

##### IV.4 Le bras de fer entre Goliath et David

##### IV.4.1 Les pressions de Kennedy

IV.4.2 La nomination d'Eshkol: Israël gagne du temps

V Johnson : une « négligence bienveillante »

V.1 Un rapprochement israélo-américain

V.1.1 Échange de procédés

V.1.2 Le faux divorce avec la France

V.2 Un mensonge contre des armements

V.2.1 Une méfiance trop tardive

V.2.2 « L'officialisation d'un accord favorable tacite »

V.2.3 La première bombe

V.3 Le *Jericho-1*, un missile franco-israélien

CHAPITRE III : LA BOMBE DANS LA TOURMENTE AU MILIEU DE GOG ET MAGOG

I La cause de la Guerre des Six Jours (*Naksa*)

I.1 *Les racines de la guerre : l'atome*

I.2 Le rôle de la dissuasion dans une victoire conventionnelle

II L'entre deux guerres : une course scientifique contre la montre du TNP

II.1 Des inquiétudes américaines face à l'optimisation de la bombe israélienne

II.2 Le maintien d'une aide française tacite en demi-teinte

II.3 Le maintien du programme biochimique dans les années 1960 et 1970

III L'accélération du programme

III.1 Nixon : La fin des pressions américaines

III.2 Sadate : « le renard du désert »

III.3 Une aide américaine accrue dans les technologies sensibles

IV La guerre du Kippour: Alerte nucléaire

IV.1 Fausse surprise et trouble jeu des grandes puissances

IV.2 Alerte nucléaire : la trompette des *Jericho*

IV.2.2 Seconde alerte nucléaire : la tentation du Nil

V Après la guerre

V.1 Un nouveau partenariat Etats-Unis/ Israël

V.1.1 Les leçons du conflit

V.1.2 La mise en œuvre d'une dissuasion de théâtre

V.2 Une brusque accélération de la prolifération

V.3 La duplicité des Etats-Unis et de la France dans la prolifération

V.4 Carter et Israël: une opposition de façade contre un privilège stellaire

V.5 L'arrangement nucléaire de Camp David

V.5.1 De l'or pour l'olivier: La paix contre l'atome

V.5.2 Une paix pour rien ?

CHAPITRE IV : DU JERICHO II AUX ESSAIS NUCLEAIRES : LE PARTENARIAT SUD-AFRICAIN

I Une alliance d'intérêt

II Un programme atomique et balistique géminé

II.1 Optimisation des techniques d'enrichissement

II.2 Vers la bombe

II.3 Essais nucléaires d'une puissance nucléaire ambiguë

II.3.1 Un essai binational ?

II.3.2 *After detection, what?*

II.4 Un missile balistique commun: les *Jericho-2/Arniston*

III De De Klerk à Mandela

III.1 Vers le développement de la bombe à neutron

III.2 Silences, supputations et révélations

III.3 Un programme biochimique commun ?

CHAPITRE V : SAMSON LE LEVIATHAN

I L'ère Ronald Reagan: un renforcement du partenariat

I.1 Reagan, le fidèle allié

I.1.1 Israël dans l'«*America is back*»

I.1.2 Tsahal et la guerre du Liban : la dissuasion impuissante

I.1.3 L'affaire des krytrons

I.2 Diversité de partenariat

I.2.1 Israël et Mitterrand : Un autre réacteur made in France?

I.3 Accord officiel sous le sceau de l'informel

I.4 La prolifération américaine vers Israël sous Georges Bush

I.5 L'eau lourde refait surface

II Le début des années 90 et les espoirs déçus

II.1 La guerre du Golfe : un bouleversement stratégique

II.1.1 Nouvelle donne et « logique de guerre »

II.1.2 La retenue dissuasive dans les actes, pas dans les propos face à la menace irakienne

- II.2 Les sirènes du désarmement
  - II.2.1 Le désarroi des faucons dans un climat pacifique
  - II.2.2 La conférence de Madrid : Avancées et reculades dans la prolifération israélienne
- III Vers la puissance absolue
  - III.1 Les accords d'Oslo : un trompe-l'œil
    - III.1.1 La bombe contre la paix: *Pax Atomica*
    - III.1.2 Des révélations et des promesses officieuses pour un traité mitigé
  - III.2 Des échanges stratégiques russes à destination d'Israël?
  - III.3 La remise en question de la dissuasion chimique
    - III.3.1 Une régulation progressive vers l'abandon des armes chimiques israéliennes
    - III.3.2 La mystérieuse cargaison du cargo de la EL AL
    - III.3.3 Israël et la CAC: une signature sans incidence
  - III.4 Un désarmement nucléaire de façade
    - III.4.1 La querelle des supercalculateurs américains
    - III.4.2 Des négociations « assassinées » ?
    - III.4.3 Israël et le CTBT, une concession inutile
  - III.5 Négociation sur les armes biochimiques contre le maintien du nucléaire
    - III.5.1 Israël et la CAC : bataille finale autour d'une ratification
    - III.5.2 Les difficultés des États-Unis et d'Israël face à la CAB
    - III.5.3 Polémique sur Ness-Ziona
    - III.5.4 Désarmement et intérêts privés
- IV La remise en cause du désarmement
  - IV.1 1998 : Vers un réarmement international
    - IV.1.2 Wye River: des négociations stratégiques secrètes
  - IV.2 Territoires contre atomes
    - IV.2.1 La parenthèse Barak : la question du Golan et du Liban
    - IV.2.2 Un nouvel essai nucléaire?
    - IV.2.3 Un accord nucléaire historique
    - IV.2.4 L'échec de la dernière tentative de Clinton pour instaurer un processus de paix
  - IV.3 Israël puissance nucléaire sous-marine
    - IV.3.1 L'intérêt du vecteur sous-marin
    - IV.3.2 Opacité et critiques sur les performances d'un vecteur particulier
  - IV.4 De grands bouleversements
    - IV.4.1 Sharon, Bush : Un cinéma orientale au format 11/9<sup>ème</sup>
    - IV.4.2 Le réamorçage du bactériologique sous la bannière américaine
      - IV.4.2.1 Renforcement du partenariat Israël/ Etats-Unis contre le bioterrorisme
      - IV.4.2.2 Révélation sur l'aide chimique britannique
      - IV.4.2.3 Désarmement biochimique ou redéploiement scientifique?
- V L'hyperpuissance du Moyen-Orient
  - V.1 Négociateur sans faiblir
    - V.1.1 Concessions sur le trafic en matériaux stratégiques et la sécurité des sites
    - V.1.2 Le désarmement dans le nouveau contexte irakien et libyen
  - V.2 De timides concessions sur l'omerta
    - V.2.1 Signature des traités et timides ouvertures pour la forme
    - V.2.2 Normalisation nucléaire au sein d'accords bilatéraux israélo-américain
    - V.2.3 Optimisation civile ou militaire?
    - V.2.4 Retrocessions de territoires contre des armes
- Conclusion

SECONDE PARTIE : de la matière à la théorie : succès et échec des doctrines de dissuasion israéliennes

INTRODUCTION

CHAPITRE I : *LES DOCTRINES DE LA DISSUASION ISRAËLIENNES ET LEURS APPLICATIONS*

I Protéger face à l'avenir toujours incertain

I.1 La garantie pour la paix

I.1.1 « Plus jamais Massada ». « Dimona pour Oslo »

I.1.2 Sanctuariser le territoire

I.1.3 Atome contre terre, terre contre bombe, bombe pour la terre ou la bombe sans la terre ?

I.2 La bombe comme arme politique

I.3 La bombe comme doctrine militaire

I.3.1 Rappel de la doctrine militaire conventionnelle israélienne

I.3.2 Une stratégie d'emploi du faible au fort contre des cibles internationales

I.3.3 Évolution de la doctrine nucléaire: de l'inspiration française au modèle américain

I.3.4 Les armes biochimiques, tabou absolu sur une stratégie déjà employée

I.4 Une arme économique

- I.5 Bombe atomique contre bombe démographique
- II La dissuasion israélienne: « Guerre impossible, paix improbable »
- II.1 Une dissuasion à première vue pertinente : l'Etat est sanctuarisé
- II.2 Les effets militaires pervers
- II.3 L'impuissance face au terrorisme
- II.4 Un inutile outil de paix ?
- II.5 La pureté des armes, une valeur problématique face aux ADM
- CHAPITRE II : LA DOCTRINE BEN-GOURION: L'ARME DE L'OPACITE
- I Évolution d'une stratégie originale
- I.1 La rumeur pour gagner du temps
- I.2 Dimona, une curieuse usine à tout faire
- I.3 De l'opacité défensive à la doctrine Begin
- I.4 L'affaire Vanunu et la guerre du Golfe : *Fog of War*
- I.5 De « l'opacité transparente » à la discrétion au nom du désarmement
- I.6 La dissuasion de papier
- I.7 Le duel Sharon/Baradei: « Ceci n'est pas une bombe » !
- I.8 Face à la « menace tandem » syro-iranienne : la dissuasion quasi assumée
- II Réflexions sur la pertinence de l'opacité
- II.1 Les motivations et les avantages de l'ambiguïté
- II.2 La bombe israélienne, une intoxication ?
- II.3 Israël, combien de bombes?
- II.4 Une remise en cause d'une ambiguïté inefficace et dangereuse
- CHAPITRE III : LA DOCTRINE BEGIN OU LA CONTRE-DISSUASION
- I Définition d'une stratégie atypique
- II L'Irak : une doctrine Begin polyvalente
- II.1 Les premiers sabotages
- II.2 Se faire combattre Charybde et Sylla : « Est moins Ouest égale zéro »
- II.3 Le raid d'Osirak : l'application magistrale de la doctrine Begin
- II.4 Des réactions françaises très diplomatiques
- II.5 La doctrine Shamir dans la doctrine Begin, les guerres du Golfe
- III L'exemple syrien et l'opération *Orchar*
- III.1 Un raid sans bavure
- III.2 Un raid à triple tranchant sur de fausses informations ?
- IV Les assassinats à l'arme biochimique, mythes et réalités
- IV.1 Quelques emplois
- IV.2 L'affaire Mishal, la plus célèbre affaire de toutes
- IV.3 L'assassinat « international » de Mahmoud Abou Al-Mabhouh : un *Dubaïgate*
- V Une doctrine Begin en question en Iran, vers un « wilsonisme botté »
- V.1 Des appréciations variables pour une action contestée en haut lieu
- V.2 Une intervention à première vue plausible
- V.3 Une intervention peu crédible
- CHAPITRE V : DISSUASION ET ESPIONNAGE
- I Vanunu quand Icare se brûle à l'atome de Dimona
- I.1 Un traître idéaliste
- I.2 Le procès d'un secret
- I.3 Une mobilisation internationale
- I.4 La libération: Un show médiatique
- II L'affaire Marcus Klingberg : brouillard chimique à Ness-Ziona
- II.1 La disparition suspecte d'une sommité mondiale en biochimie
- II.2 Une monnaie d'échange entre l'Est et l'Ouest
- II.3 Vers la libération
- III Jonathan Pollard : histoire d'un contentieux israélo-américain
- III.1 Un exemple de l'espionnage américain aux USA
- III.2 Une arrestation et un procès discret
- III.3 Le feu de l'accusation se propage
- III.4 Une monnaie d'échange dans les accords de paix
- III.5 Mobilisation nationale
- Conclusion
- CONCLUSION GENERALE
- Bibliographie
- Annexes
- Tables des matières

## **Résumé:**

L'objectif de cette recherche est de démontrer comment Israël a réussi à développer une dissuasion multi modale et complète avec des vecteurs performants autant par leurs portées que par leurs performances de destruction. Dans un environnement hostile, l'État hébreu a pour première préoccupation de se protéger, lui et son peuple martyr, d'abord en attendant de bénéficier d'une armée conventionnelle efficace, puis ensuite afin de garantir éternellement une sécurité qu'il voudrait absolue. Il s'agit de comprendre comment ce pays si jeune et pauvre en matières premières a développé une dissuasion comparable à celles des grandes puissances grâce à son réseau communautaire d'acteurs politiques, financiers et scientifiques à travers le monde. Plusieurs Etats ont contribué à cette puissance, d'abord au regard des préoccupations de la Guerre Froide, dont les USA, la France, la Norvège, la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud. Israël est aujourd'hui la quatrième puissance nucléaire au monde et possède des infrastructures de recherches nucléaires, biologiques, chimiques, radiologiques, balistiques, spatiales et militaires telles, qu'il demeure un État laboratoire pour l'ensemble des pays développés. Il s'agit aussi de savoir dans quelle mesure cette dissuasion a influencé l'Histoire du Moyen-Orient, et comprendre pourquoi elle fut efficace hier et presque inadaptée aujourd'hui.

The objective of this research is to demonstrate how Israel has managed to develop a multi modal deterrence and complete with vectors provided by their performance brought by their performance destruction. In an environment hostile to the Hebrew state for the first concern to protect itself, first pending receive a conventional army effective, then to ensure security ever he wants absolute. This is how this country so young and poor raw materials Deterrence has developed comparable to those of the superpowers through its history and its network of community provided political scientists in the world, and even before its independence. What were those scientists and national and international policies. Several states have contributed to this power, first in terms of concern of the Cold War, including the USA, France, Norway, Britain, South Africa and perhaps even China. Israel is now the fourth nuclear power in the world and has nuclear research facilities, biological, chemical, radiological, ballistic and military space such, it remains a state laboratory for all developed countries. This is also how far this deterrent has influenced the history of the Middle East, whether it was effective or against-productive.

## **Les mots clés :**

Recherche & Développement, Armes de destruction massives, Israël, Sécurité, Politique, Diplomatie, Société, Prolifération.

Keywords : Weapon Mass Destruction, Israel, Middle East, Security, Politic, Terrorism, Diplomacy, Society, Deterrence, Proliferation, representation.